Conseil d'administration du mardi 11 mars 2025

Page de garde

N° délib	Objet de la délibération	N° page
D2025-03-01-ins	PV CA des 19 novembre et 17 décembre 2024	2
D2025-03-02-fin	Compte financier exercice 2024	33
D2025-03-03-rh	Convention groupement de commande PSC Prévoyance	130
D2025-03-04-ins	Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI)	142
D2025-03-05-ins	Election des membres du conseil des sports	288
D2025-03-06-rh	Délibération modificative dispositif d'intéressement aux marges de la FC	290
D2025-03-07-rh	Délibération modificative activités liées à la VAE	293
D2025-03-08-ins	Désingation membres qualifiés fondation UJM	298
D2025-03-09-sco	Actualisation délibération relative à la gestion et l'utilisation fonds CVEC (composition commission CVEC)	299
D2025-03-10-ins	Délegation de pouvoir ponctuelle du CA au président (marché public de travaux)	305
D2025-03-11-sco	IUT - tarifs formation professionnelle 2025-2026	309
D2025-03-12-sco	IAE - Evolution de l'offre de formation rentrée 2025	312
D2025-03-13-sco	Droit - Correctifs tarifs 2024-2025 M1 M2 droit privé parcours droit immobilier	314
D2025-03-14-sco	Droit - Correctifs tarifs 2024-2025 DU religion, liberté religieuse et laïcité	315
D2025-03-15-sco	Droit - Création parcours licence droit mineure Ecole européenne et internationale de droit (EEID)	316
D2025-03-16-fin	Attribution de subventions électives aux listes des représentants des usagers	319
D2025-03-17-fin	Attribution dotation CVEC aux services de l'université	321
D2025-03-18-acc	Approbation de l'accord cadre "électricité"	323
D2025-03-19-acc	Conventions pour approbation - Partenariat CLEA IAE - CNCC - CRCC	325
D2025-03-20-acc	Conventions pour approbation - Partenariat tribunal judiciaire Droit	332
D2025-03-21-acc	Conventions pour approbation - Convention cadre URAASS-IFROSS	338
D2025-03-22-acc	Conventions pour information	345
D2025-03-23-acc	Marchés publics notifiés au 2nd semestre 2024 et début 2025 pour information	1010
D2025-03-24-sco	Attribution subventions au titre du FSDIE Initiatives	1015

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
11 mars 2025

Délibération n° D2025-03-01-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver les procès-verbaux des conseils d'administration du 19 novembre 2024 et 17 décembre 2024 annexés à la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 29
- ✓ Nombre de voix pour : 29
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

PROCÈS-VERBAL
Séance plénière du conseil d'administration du 19 novembre 2024

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 19 novembre 2024 à 14h00 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Marc BONINCHI, vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 10 septembre 2024
2. Schéma directeur de la vie étudiante
3. Schéma directeur « développement durable-responsabilité sociétale et environnementale » (DD-RSE)
4. Structure budgétaire 2025
5. Demandes de remises gracieuses
6. Rapport social unique
7. Mise en œuvre des activités liées à la validation des acquis de l'expérience (VAE)

Partie B

Organisation pédagogique :

- IAE : tarifs d'inscription aux différentes formations et taux de rémunération des intervenants en formation continue

Questions financières :

- Droits d'inscription différenciés pour les étudiants internationaux (mécanisme d'exonération partielle)

Conventions pour approbation

Partie C

Conventions pour information

Attribution de subventions au titre du FSDIE initiatives

Arrêté d'interdiction des locaux

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, HOURS Bernard, VINOT Didier

Collège B des autres enseignants : HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, MARION Stéphane, ROBERT Loïc, COTENSIN-GOURRIER Ismène

Collège des BIATS : GODINEAU Guillaume, DIOP Megueye, SALMI Rachid, SOY Séverine

Collège des étudiants : CAYRE-BIDEAU Barthélémy, CHABOUD Alexandre, LAGHMADI Rita

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège A des professeurs : DEUMIER Pascale par BONNET Gilles, LEDENTU Marie et GIRARD Pierre par VINOT Didier

Collège B des professeurs : BISCAY Myriam par HERNANDEZ-MARZAL Belen, CORNIC Sylvain par COTENSIN-GOURRIER Ismène

Collège des personnalités extérieures : LONGUEVAL Jean-Michel et BARBIERI Laurent par JOBERT Vanina

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet et vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage, BOHAS Amélie, vice-présidente chargée de la transition écologique et solidaire, CANIVET Valérie, responsable administrative du service général de la transition écologique, CHALUS Marie-Christine, directrice générale de l'IAE, DELPLA Isabelle, vice-présidente en charge de la recherche, DESNOUES Fabienne, directrice générale des services adjointe en charge des affaires budgétaires et financières, directrice des affaires financières et des achats, EDOUARD Sylvène, doyenne de la faculté des Humanités, Lettres et Sociétés, FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente en charge des affaires sociales et de la qualité de vie au travail, GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie, GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit, GUILLAUME Marie, directrice de l'immobilier et de la logistique, KLIOUA Naïl, vice-président étudiant, KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle, LEBEAU Tifenn, directrice générale des services adjointe en charge des ressources humaines et des relations sociales, LE NAOUR Laurent, agent comptable, MARTINI Alessandro, doyen de la faculté des Langues, PAILLER Ludovic, vice-président chargé de la stratégie numérique, PASCAL Christophe, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises, PERICHON Nathalie, directrice de l'information décisionnelle et de l'appui au pilotage, PERRET Pascale, directrice des études et de la vie étudiante, SEVEL Pierre, représentant de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, TRAVARD Jérôme, directeur de l'IUT, RIMET Nicolas, directeur des relations internationales, VILES Mathieu, directeur général des services

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

METZGER Melissa et PERRIN Émilie, membres de la Direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI).

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Melissa METZGER procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage **Marc BONINCHI** ouvre la séance à 14h08.

Informations générales

M. BONNET souhaite revenir sur les évènements qui ont eut lieu le 8 novembre dernier à la Manufacture des Tabacs. L'association étudiante Poli'Gones avait invité Mme Yael Braun-Pivet en tant que présidente de l'assemblée nationale pour une conférence sur son parcours en politique. La nuit précédant sa venue, des espaces de la Manufacture ont été recouverts de tags, et des manifestants ont pénétré par effraction dans l'enceinte de l'université peu de temps avant l'arrivée de Mme Braun-Pivet. Des agents présents ont subi des violences et le président déplore également les dégradations qui ont eu lieu dans un local associatif. Il a condamné publiquement avec force ces agissements scandaleux et inacceptables, et souhaite réitérer solennellement cette condamnation en conseil d'administration. Il indique que la justice a été saisie et qu'une plainte a été déposée pour l'ensemble de ces actes. Sous-réserve de l'identification des auteurs, des poursuites disciplinaires pourront également être engagées au sein de l'établissement. Le président conclut en renouvelant ses remerciements à tout ceux qui se sont mobilisés lors de cette journée particulièrement pénible pour l'université comme la Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL) et le Service Hygiène et Sécurité (SHS). Il pense aux collègues enseignants qui ont été perturbés pendant leurs tâches pédagogiques et aux étudiants qui ont été impliqués dans ces événements et qui pour certains, en ont subi les conséquences.

M. CAYRE-BIDEAU précise qu'il n'y a pas seulement eu des dégradations d'un local associatif mais littéralement un assaut et une attaque d'une vingtaine d'individus contre un local de l'Union nationale inter-universitaire (UNI) à l'intérieur duquel deux membres de l'association étaient présents. Il souligne la gravité des faits et demande une réelle prise en compte de ce qu'il s'est déroulé ce jour-là. Il souhaite également que des mesures soient prises afin de renforcer la sécurité en vue des élections qui auront lieu à l'université du 3 au 5 décembre 2024. Il ajoute que certaines associations étudiantes référencées à Lyon 3 ont pris part à ces manifestations sauvages et rappelle que le non-respect de certaines obligations inscrites dans la charte signée par les associations peut notamment entrainer le retrait du référencement de l'association au sein de l'établissement, l'interdiction de disposer d'un local et le remboursement des subventions FSDIE allouées. Il est inscrit qu'une association doit exercer ses activités sans porter atteinte aux activités d'enseignement et de recherche de l'université en veillant à ne pas troubler l'ordre public et doit aussi veiller à la sécurité des biens et des personnes notamment dans le cadre d'événements associatifs organisés sur les campus. Il souhaite mener une réflexion en lien avec la gouvernance sur l'interdiction potentielle de certaines associations à déposer des demandes de subventions et de mise à disposition de locaux associatifs au sein de l'université.

Mme SOY demande plus de précisions sur la teneur des tags apposés dans l'enceinte de l'établissement.

M. BONINCHI ne souhaite pas donner le détail des différents tags et ajoute qu'une plainte a été déposée auprès du procureur de la république car la gouvernance estime que certains propos ont une qualification pénale pouvant relever de délits d'injures, de diffamations, de propos à caractère antisémite ou encore d'apologie du terrorisme.

Mme LAGHMADI informe que l'Union Etudiante se désolidarise des dégradations commises et des tags apposés. Elle indique que le bureau n'a jamais autorisé ce type d'actions et les condamne fermement.

Partie A – 1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 10 septembre 2024

M. BONINCHI introduit le procès-verbal du conseil d'administration (CA) du 10 septembre 2024.

Mme SOY annonce s'abstenir de voter car elle n'était pas présente lors du CA du 10 septembre 2024.

En l'absence de questions ou de remarques, il est procédé au vote.

Le procès-verbal du conseil d'administration du 10 septembre 2024 est approuvé par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 23
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 1

Partie A – 2. Schéma directeur de la vie étudiante

M. BONNET souligne l'importance de ce document et la forte mobilisation des services et des représentants des étudiants pour son élaboration en articulation avec le schéma directeur de la vie étudiante de la COMUE. Le président informe par ailleurs de sa nomination en tant que vice-président de la COMUE en charge de la vie étudiante et indique qu'il sera par conséquent personnellement impliqué dans le suivi et l'application de ce schéma directeur. Il affirme que l'établissement a fait le choix d'être particulièrement à l'écoute de sa communauté étudiante et de ne pas simplement élaborer un schéma directeur calqué sur celui de la COMUE. Il remercie l'ensemble des services et des composantes, des personnels et des étudiants qui se sont mobilisés et particulièrement Mme KRIEF et M. ROBERT pour leur implication dans sa réalisation.

M. ROBERT présente le schéma directeur de la vie étudiante (SDVE) en rappelant qu'auparavant seules les COMUE élaboraient ce document et qu'à la rentrée 2022, la ministre de l'enseignement supérieur a annoncé sa volonté de voir l'ensemble des établissements adopter leur propre SDVE. Au mois de juin 2023, le ministère a publié un guide méthodologique et l'université a pu entreprendre l'élaboration de son propre schéma directeur de la vie étudiante à la rentrée 2024. Il détaille les principaux objectifs de ce SDVE tels que l'association de tous les services concernés et des étudiants, la mise en valeur du bilan des actions menées ces dernières années, la cohérence avec le SDVE de la COMUE et les autres documents d'orientation de l'université. Il explique ensuite la méthodologie concernant l'élaboration du SDVE avec un état des lieux réalisé par les services suivi d'une compilation de ces données par le Pôle Vie Etudiante afin de réaliser un document servant de base à la concertation avec les élus étudiants et les associations étudiantes lors de 8 ateliers thématiques. Un projet de SDVE a ensuite été élaboré puis transmis aux étudiants avec des possibilités d'amendements. M. ROBERT indique le SDVE se décline en 81 actions et 8 axes tels que la création de conditions favorables à la santé et au bien-être des étudiants, la favorisation de l'épanouissement des étudiants, la facilitation de l'accès aux droits des étudiants, l'accompagnement vers l'autonomie, le soutien et la valorisation de l'engagement étudiant, le renouvellement des pratiques de communication, l'action en faveur de la transition écologique et le renforcement de la gouvernance de la vie étudiante. Il explique que le SDVE est amené à servir de base au dialogue entre la gouvernance, les services et les étudiants au cours des trois prochaines années avec des dispositifs à affiner, de multiples concertations et un comité de pilotage afin de faire un bilan des actions menées. Il tient à remercier l'ensemble des services et particulièrement le Pôle Vie Etudiante pour leur travail important sur ce document.

M. KLIOUA félicite les services de l'université pour l'élaboration de ce SDVE mais déplore l'absence dans ce document du premier outil politique de structuration de la vie étudiante au niveau national qu'est la CVEC (Contribution de vie étudiante et de campus).

M. VINOT souligne la grande richesse du document et demande quelques précisions notamment sur les ateliers d'équilibre alimentaire en lien avec l'épicerie solidaire. Des données manquent concernant le bilan quantitatif de l'épicerie, afin d'illustrer et justifier cette action. Il s'interroge également sur l'action qui concerne la facilitation de l'accueil et l'accompagnement des publics spécifiques et se dit surpris que celle-ci soit principalement axée sur les étudiants en mobilité internationale et non les étudiants en situation de handicap qui selon lui représentent d'avantage les publics spécifiques. Enfin, il constate que les actions censées favoriser l'objectif d'accès à l'autonomie de l'étudiant manquent d'ambition. Un spectre beaucoup plus large avec notamment des actions transversales via le Bureau d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP) aurait pu être envisagé.

M. ROBERT répond que s'agissant de l'organisation des ateliers alimentaires à Episcia, cela résulte d'une demande du service de santé étudiante afin de réaliser une campagne de prévention sur un public en situation de précarité financière qui peut souffrir d'une mauvaise alimentation avec de possibles problème de santé. Il précise néanmoins que ces ateliers seront ouverts à l'ensemble des étudiants et non seulement aux bénéficiaires de l'épicerie solidaire. Un bilan de l'épicerie n'est pas encore disponible mais il pourra revenir ultérieurement sur ce point.
Concernant l'action sur les publics spécifiques, il indique que SDVE de la COMUE cible les étudiants étrangers et les étudiants en situation de handicap mais l'établissement a décidé de ne pas reprendre les actions sur le handicap car il existe déjà un schéma directeur handicap à Lyon 3 et que cette question fait également l'objet d'un certain nombre de

dispositions dans le COMP. Il informe que lors des comités de pilotage du SDVE, la question du handicap fera l'objet d'un point spécifique.
Enfin, il ajoute que toutes les actions proposées pour favoriser l'autonomie des étudiants sont le fruit d'une forte coordination avec le BAIP et le Pôle Réussite.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Le schéma directeur de la vie étudiante est approuvé par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 2

Partie A – 3. Schéma directeur « développement durable-responsabilité sociétale et environnementale » (DD-RSE)

M. BONNET relève l'importance du schéma directeur « développement durable, responsabilité sociétale et environnementale (DD-RSE) en tant qu'outil de pilotage à l'échelle de l'établissement pour les mois et les années à venir. Il touche en transversalité toutes les activités de l'université, du choix des poubelles de tri des déchets en passant par la rénovation énergétique des bâtiments ou encore les modules de formation pour les étudiants. Il souligne que toute la communauté universitaire est concernée et qu'elle a contribué à ce schéma directeur grâce notamment à la Commission Transition Ecologique qui a été le relai de toutes les concertations. La mobilisation des services, des composantes et des laboratoires a permis de collecter, d'analyser et de transmettre les données qui nourrissent la cartographie très précise inscrite dans ce document. Il ajoute que la transition écologique nécessite la coopération de tous et il tient à saluer la mobilisation des personnels ainsi que le travail de Mme CANIVET, de Mme BOHAS et de M. GAUTHIEZ pour l'élaboration de ce schéma directeur.

Mme BOHAS indique que ce schéma directeur est le fruit d'un travail de collaboration de son prédécesseur en tant que vice-président chargé de la transition écologique et solidaire M. GAUTHIEZ et de Mme CANIVET avec les différents services de l'université. Elle ajoute que ce document comprend une première partie présentant un bilan et une seconde partie qui expose une feuille de route avec de multiples actions pour les trois années à venir.

Mme CANIVET rappelle les éléments de contexte qui ont conduit à la genèse du schéma directeur DD-RSE de l'établissement. L'université s'est mise en ordre de marche dès 2021 afin de donner de la visibilité à toutes les actions en place au niveau national et de répondre à la labellisation DD-RSE des établissements d'enseignement supérieur. Elle informe que l'audit de l'université concernant le label aura lieu le 26 novembre 2024.
Elle présente le schéma directeur DD-RSE en soulignant son aspect transversal et systémique avec la vocation d'embrasser toutes les activités de l'université et un déploiement sur le long terme. Les thématiques obligatoires induites par le label DD-RSE sont la décarbonation, la

sobriété énergétique, la gestion durable de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Elle précise que ce schéma directeur devra s'intégrer aux autres plans d'action sectoriels tels que le plan de sobriété, le schéma directeur handicap, le plan d'action égalité ou encore le plan QVCT. Elle détaille ensuite la démarche d'élaboration du document avec pour base de travail les exigences du label DD-RSE, la collecte des fiches actions des différents services et composantes et l'utilisation de celles-ci pour la rédaction du schéma directeur. Le document est scindé en deux parties avec un bilan élaboré pour le label DD-RSE et 136 actions co-construites programmées pour la période 2024-2027.

Mme BOHAS présente les cinq grands axes du schéma directeur DD-RSE déclinés en 136 actions :

- *La stratégie et la gouvernance* avec pour objectif de proposer un cadre structurant et une vision partagée autour des enjeux de la transition écologique et de la responsabilité sociétale et environnementale (24 actions)
- *L'enseignement et la formation* avec pour objectif de sensibiliser et former les étudiants et les personnels aux enjeux de la transition écologique mais aussi de développer les formations en lieu avec ces enjeux (17 actions)
- *La recherche et l'innovation* avec pour objectif de développer une science ouverte pour répondre aux défis sociaux, économiques, politiques et écologiques de notre société (28 actions)
- *La gestion environnementale des sites et la décarbonation* qui vise à poursuivre les actions engagées à travers le plan de sobriété et le plan de transition, développer les aménagements immobiliers durables notamment en faveur de la préservation de la biodiversité (53 actions)
- *La politique sociétale et la qualité de vie au travail* avec pour objectifs de renforcer une politique RH favorisant l'égalité et la diversité, d'accompagner le développement des compétences dans l'évolution de toutes les activités professionnelles, de développer une politique de qualité de vie au sein de l'établissement (14 actions)

Elle cite certaines actions déjà en cours comme la formation à la transition écologique pour les étudiants en licence, la sensibilisation des personnels de l'université via les ateliers fresques (climat, biodiversité, numérique), la journée des métiers de la transition écologique le 29 novembre 2024 ou encore la révision de la charte science ouverte.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

Le schéma directeur DD-RSE est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 0

Partie A – 4. Structure budgétaire 2025

Mme DESNOUES présente aux administrateurs les six modifications actées dans la structure budgétaire 2025 qui traduisent les réorganisations de certaines structures internes de l'université telles que :

- Le rattachement du pôle actions culturelles et sociales au périmètre de la Direction des Ressources Humaines
- Le changement d'intitulé pour la Faculté des Lettres et Civilisations désormais nommée Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés
- Le rattachement de l'unité de recherche MARGE liée auparavant à la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés auprès de la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) à compter du 1er janvier 2025 au titre du budget
- L'intégration du pôle ingénierie de la Direction de l'innovation et du développement (DID) par le Service FC3
- L'intégration du pôle partenariats de la DID par le Service Communication et Partenariats
- La suppression du service opérationnel de la DID au 1er janvier 2025

Elle souligne l'importance des modifications impactant les services opérationnels et les centres de responsabilités budgétaires car ils permettent l'allocation de moyens et que leur rattachement est très organisationnel dans le système d'information informatique et financier.

M. VINOT s'interroge sur les motifs du rattachement du laboratoire MARGE à la DRED et demande s'il découle d'une orientation stratégique ou d'opportunité de la part de la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés. Il note par ailleurs que le laboratoire ELICO reste rattaché à la Faculté et s'interroge donc sur son devenir.

M. BONNET indique que le choix de se rattacher à la DRED est le fruit d'un vote de l'assemblée générale du laboratoire MARGE.

M. EDOUARD ajoute qu'il ne s'agit ni d'une stratégie ni de saisir une opportunité de la part de l'UFR. Depuis deux ans, la faculté a essayé de soutenir l'unité de recherche en termes de gestion administrative et financière mais, malgré un poste en renfort pendant une année, cela n'a pas suffi. Le nombre de chercheurs permanents, associés et doctorants au sein de l'unité de recherche MARGE ayant considérablement augmenté ces dernières années, la direction et les chercheurs du laboratoire ont fait le choix de rejoindre la DRED afin d'améliorer leur gestion et faciliter leur quotidien.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

La structure budgétaire 2025 est approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 19
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 5

Partie A – 5. Demandes de remises gracieuses

M. LE NAOUR présente les 4 dossiers de demandes de remises gracieuses.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La demande de remise gracieuse n°210066240/210067532/210067371/210068081/210068664 d'un montant de 6800 euros est rejetée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 1
- ✓ Nombre de voix pour une remise partielle de 1360 euros : 6
- ✓ Nombre de voix contre : 17
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande de remise gracieuse d'un montant de 6800 euros n°210066241/210067554/ 210068082 est rejetée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 1
- ✓ Nombre de voix pour une remise partielle de 1360 euros : 6
- ✓ Nombre de voix contre : 17
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande de remise gracieuse d'un montant de 9500 euros n°210066678/210067522 /210068080 est approuvée partiellement à hauteur de 3325 euros par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 2
- ✓ Nombre de voix pour une remise partielle de 3325 euros : 17
- ✓ Nombre de voix pour une remise partielle de 1900 euros : 5
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande de remise gracieuse d'un montant de 7500 euros n° 210068100/ 210068655 est approuvée partiellement à hauteur de 3750 euros par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 3
- ✓ Nombre de voix pour une remise partielle de 3750 euros : 16
- ✓ Nombre de voix contre : 5
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 6. Rapport social unique 2023

Mme FERRARI-BREEUR explique que le rapport social unique (RSU) est un document descriptif qui traduit la photographie de l'établissement au 31 décembre 2023 et qui répond à une obligation réglementaire. Ce document permet à l'ensemble des personnels d'avoir une meilleure connaissance de l'université et constitue une aide précieuse au pilotage de l'établissement. Il facilite également le suivi de certaines orientations stratégiques afin d'évaluer leur pertinence et leur efficacité. Elle souhaite remercier l'équipe de la Direction de l'information décisionnelle et de l'appui au pilotage (DIDAP) pour le travail réalisé et la Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS) qui a transmis un grand nombre d'informations nécessaires à ce document. Elle souligne certains éléments significatifs comme l'implication croissante de l'université en matière d'accompagnement des personnels en situation de handicap, l'ancienneté des personnels au sein de l'établissement qui témoigne d'une certaine qualité de vie au travail, l'effort poursuivi concernant la formation des personnels et la constante augmentation de la masse salariale grâce à la politique sociale de l'établissement.

Mme PERICHON indique que le rapport social unique doit être rendu public et qu'il est publié sur le site internet de l'université. Il est constitué de plus de 200 indicateurs qui illustrent la politique RH de l'établissement au travers de 9 thématiques et présente des données historisées a minima sur 2 ans. Les données sont issues du système d'information décisionnel de l'université alimenté par les applications de gestion et les tableaux de suivis. Elle poursuit en donnant des éléments d'information sur le taux de progression des effectifs et des statistiques sur les différentes catégories de personnels, l'évolution de l'organisation du travail ainsi que la formation des personnels. Elle ajoute que la masse salariale a augmenté de 5,2 % par rapport à 2022 en raison de la revalorisation des rémunérations du fait de la politique nationale et de la politique sociale de l'université. Enfin, elle termine en citant certains chiffres clés de l'action sociale de l'établissement auprès des personnels avec notamment une hausse des dépenses concernant la restauration, les prestations sociales et les actions culturelles du Service d'action culturelle et sociale (SACSO).

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

Le rapport social unique est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 7. Mise en œuvre des activités liées à la validation des acquis de l'expérience (VAE)

M. PASCAL informe que le dispositif de la validation des acquis de l'expérience (VAE) a connu de nombreuses évolutions depuis décembre 2022 suite à la loi portant mesures d'urgences relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi et la publication de deux décrets en décembre 2023 et avril 2024. La délibération présentée ce jour aux administrateurs concerne la composition des jurys des VAE et le rôle des différents acteurs qui interviennent en amont du processus de validation. Il est apparu qu'au sein de l'établissement, les pratiques variaient selon les composantes et que les rôles des différents intervenants nécessitaient d'être redéfinis en cohérence avec les textes nationaux. Cette délibération vise également à fixer un cadre de rémunération pour les intervenants mobilisés lors du processus de VAE.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

La mise en œuvre des activités liées à la VAE est approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie B – 1. Organisation pédagogique

M. BONINCHI soumet au vote les points de la partie B :

- IAE : tarifs d'inscription aux différentes formations et taux de rémunération des intervenants en formation continue

Partie B – 2. Questions financières

- Droits d'inscription différenciés pour les étudiants internationaux (mécanisme d'exonération partielle)

Partie B – 2. Conventions pour approbation

En l'absence de questions ou remarques sur la partie B, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (organisation pédagogique, questions financières et conventions pour approbation) est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONINCHI soumet au vote les points de la partie C.

Partie C – 2. Attribution de subventions au titre du FSDIE initiatives

Partie C – 3. Arrêté d'interdiction des locaux

En l'absence de questions ou de remarques sur la partie C, M. BONINCHI passe aux questions diverses.

Questions diverses

En l'absence de questions diverses, M. BONINCHI propose de clore la séance.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 16H00

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI



PROCÈS-VERBAL
Séance plénière du conseil d'administration du 17 décembre 2024

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 17 décembre 2024 à 14h00 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Marc BONINCHI, vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Budget rectificatif n°2 de 2024
2. Budget initial 2025
3. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 15 octobre 2024
4. Campagne d'emploi (partie 2)
5. Demandes de remises commerciales
6. Programme des fonds CVEC 2025
7. Projet d'intégration de la maison internationale des langues et des cultures (MILC)
8. Renouvellement de l'expérimentation d'un cadre d'interventions volontaires et bénévoles au sein de la faculté de droit
9. Approbation des statuts de l'IUT
10. Actualisation de la politique de déplacements professionnels

Partie B

Organisation pédagogique :

- Modifications apportées à la charte de l'étudiant sportif de haut niveau
- Calendrier des congés universitaires 2025-2026
- Mon Master - Capacités d'accueil
- Parcoursup - Capacités d'accueil
- Création Diplôme inter-établissement – CHELS
- Points relatifs à la DRI
- Création de différentes formations à la rentrée 2025

Questions financières :

- Attribution des dotations au titre de la commission CVEC

Conventions pour approbation

Partie C

Conventions pour information

Attribution de subventions au titre du FSDIE initiatives

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, DEUMIER Pascale, HOURS Bernard, VINOT Didier

Collège B des autres enseignants : BISCAY Myriam, CORNIC Sylvain, HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, MARION Stéphane, ROBERT Loïc, COTENSIN-GOURRIER Ismène

Collège des BIATS : GODINEAU Guillaume, DIOP Megueye, SALMI Rachid, SOY Séverine

Collège des étudiants : CAYRE-BIDEAU Barthélémy, CHABOUD Alexandre, LAGHMADI Rita, LAURENT Calixte

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine, BARBIERI Laurent, LONGUEVAL Jean-Michel, ROBIN Bénédicte

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège B des autres enseignants : NEMOZ-RAJOT Quentin par BONNET Gilles

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet et vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage, CHALUS Marie-Christine, directrice générale de l'IAE, DELPLA Isabelle, vice-présidente en charge de la recherche, DESNOUES Fabienne, directrice générale des services adjointe en charge des affaires budgétaires et financières, directrice des affaires financières et des achats, FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente en charge des affaires sociales et de la qualité de vie au travail, GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie, GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit, GUILLAUME Marie, directrice de l'immobilier et de la logistique, GUYOMARC'H Gweltaz, chargé de mission handicap, JOBERT Manuel, vice-président chargé des relations internationales, KLIOUA Naïl, vice-président étudiant, KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle, LEBEAU Tifenn, directrice générale des services adjointe en charge des ressources humaines et des relations sociales, LE NAOUR Laurent, agent comptable, MARTINI Alessandro, doyen de la faculté des Langues, PAILLER Ludovic, vice-président chargé de la stratégie numérique, PERRET Pascale, directrice des études et de la vie étudiante, SEVEL Pierre, représentant de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, TRAVARD Jérôme, directeur de l'IUT, VILES Mathieu, directeur général des services

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

METZGER Melissa et PERRIN Émilie, membres de la Direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI).

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Melissa METZGER procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage **Marc BONINCHI** ouvre la séance à 14h05.

Informations générales

M. BONNET souhaite revenir sur les élections des représentants des personnels et des étudiants aux conseils centraux de l'université qui se sont déroulées du 3 au 5 décembre 2024 par un vote électronique. Il retient la forte participation des électeurs dans tous les collèges et particulièrement le taux de participation en augmentation des étudiants qui est de 20% contre 8 % environ lors du précédent scrutin. Il remercie les représentants des étudiants et l'ensemble des étudiants pour leur mobilisation qui se situe au-delà de la moyenne constatée dans des établissements similaires. Le président remercie également la Direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI) qui a œuvré au bon déroulement du scrutin et la communauté universitaire dans son ensemble qui a répondu présente en votant massivement et en accomplissant ce geste démocratique essentiel dans la vie de l'institution.
Il poursuit avec le succès exceptionnel rencontré par l'université dans le cadre de l'appel national à manifestation d'intérêt « programmes de recherche en sciences humaines et sociales » (SHS). En effet, l'établissement est présent dans trois des six projets retenus et financés à hauteur de 9 millions pour chacun des projets. Il adresse ses félicitations aux collègues et aux laboratoires qui ont réussi à s'inscrire dans ces problématiques et à jouer un rôle central dans la constitution des objets scientifiques au cœur de ces projets. Il remercie Mme DELPLA, vice-présidente à la recherche, qui a soutenu ce dossier et porté ces candidatures avec succès. Les trois dossiers lauréats sont *Democis* sur l'évolution des démocraties, *Religis* sur les religions et *Foresee* sur les conséquences du changement climatique. Cette réussite témoigne de la très grande qualité de la recherche menée au sein de l'université et de la capacité des équipes à collaborer avec d'autres établissements autour de projets scientifiques d'ampleur.

Partie A – 1. Budget rectificatif n°2 de 2024

M. KHENISSI présente le budget rectificatif n°2 de 2024 qui intervient en fin d'exercice budgétaire afin d'ajuster la prévision au plus près de la réalisation, d'intégrer les réajustements de nos prévisions hors opérations pluriannuelles et de reprogrammer les crédits non consommés dans le budget initial 2025. Une amélioration significative du solde budgétaire par rapport au budget rectificatif n°1 (de moins 12 millions d'euros à moins 6 millions d'euros) est à noter ainsi qu'une optimisation des ratios de suivi. Il indique que le résultat prévisionnel pour ce BR2 est de 4,3 millions d'euros et que la capacité d'autofinancement est estimée à 6,8 millions d'euros pour l'université. Il poursuit en soulignant que la situation financière de l'établissement est structurellement saine et pilotée de façon responsable. La maîtrise de nos engagements se poursuit en lien avec les priorités de développement tant en matière de formation, de recherche que d'amélioration continue de la qualité de vie universitaire. Il ajoute qu'une programmation plus fine des opérations pluriannuelles devra être initiée dès le budget rectificatif n°1 de 2025 afin d'avoir une meilleure visibilité des marges financières.

M. VINOT s'interroge sur le montant des conventions qui n'ont pas fait l'objet de reprogrammation sur le budget initial 2025 et demande quelle est la part du fonds de roulement mobilisable, sachant que l'essentiel des opérations futures est fléché.

Mme DESNOUES indique que ces informations sont inscrites en détail dans le tableau des opérations pluriannuelles 9 et 10 qui fait la démonstration de ce qui n'a pas été reporté dans le cadre de l'exercice 2025. Sur la partie structurelle du budget, il n'y a quasiment pas de flux mais sur les opérations pluriannuelles (OPA), grâce à la déprogrammation et la reprogrammation, un excédent de 5,4 millions va venir abonder tous les autres indicateurs favorablement. Un exercice est à conduire afin de mieux se projeter sur les projets de recherches, de formation et immobiliers de façon un peu plus infra-annuelle et ainsi mieux piloter nos indicateurs. Il est nécessaire de se donner des marges avec des impacts plus conjoncturels que structurels liés à une situation qui évolue favorablement dans le cadre de l'exercice budgétaire. Elle souligne que ces éléments font la démonstration qu'il y a bel et bien un enjeu de pilotage sur les OPA.

M. HOURS s'interroge sur le risque de ponction par l'Etat dans les finances des universités qui possède une bonne gestion budgétaire et demande s'il y'a un moyen de s'en protéger.

M. BONNET répond qu'il ne possède pas tous les éléments de réponse en raison de l'instabilité politique actuelle. Il rappelle que le ministre de l'Enseignement supérieur démissionnaire avait décidé une ponction de 1% sur la subvention pour charge de service public destinée à abonder un fonds de soutien aux universités déficitaires mais cela aurait eu pour conséquence de réduire encore drastiquement les budgets des universités à l'échelle nationale. Suite à l'intervention des présidents d'universités et de France Universités reçus par le ministre, cette décision a été annulée. La politique actuelle ne va pas tant dans le sens d'une ponction que dans l'imposition de mesures, sans crédits supplémentaires alloués par l'Etat, telles que les mesures dites « Guérini » avec la revalorisation des rémunérations par exemple. Ces mesures décidées par l'Etat doivent donc être financées sur fonds propres et les universités sont autorisées par le ministère à puiser plus largement dans leur fonds de roulement. Or ce sont des ressources nécessaires à des travaux de rénovation énergétique qui ne pourront peut-être pas voir le jour.

Mme DESNOUES revient sur la volumétrie et les chiffres des opérations pluriannuelles qui restent inscrites au titre de 2024 en les mettant en comparaison avec les reprogrammations pour 2025. Elle souligne que l'exercice de reprogrammation est effectivement important mais qu'il y'a également de nouvelles opérations à prendre en compte tels que de nouveaux contrats de recherches et de formations ou encore la planification de travaux immobiliers.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Le budget rectificatif n°2 de 2024 est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 25
- ✓ Nombre de voix pour : 25
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 2. Budget initial 2025

M. KHENISSI rappelle le contexte économique national et celui propre à l'établissement dans lesquels le budget initial 2025 s'inscrit. L'évolution du niveau de l'inflation, les contraintes budgétaires au niveau national ainsi que le déploiement du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP), du Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) pour 2025 et l'augmentation de la masse salariale ont été pris en compte dans l'élaboration du budget. Il détaille ensuite certains éléments caractéristiques du budget initial 2025 tels qu'une augmentation des dépenses de personnels (mesures au niveau de l'Etat et politique RH de l'établissement) et une baisse des dépenses de fonctionnement (analyse financière sur les trois dernières années et amélioration de l'exécution) par rapport au budget rectificatif 2024. Il poursuit en indiquant la baisse de la subvention pour charge de service public (SCSP) et des financements de l'Etat tandis que les recettes propres de l'établissement restent stables. Les opérations pluriannuelles s'étaleront jusqu'en 2030 avec un montant total de 68 millions d'euros, en augmentation de 3% par rapport à 2024 (projets pluriannuels, contrats de recherche et contrats d'enseignement).
M. KHENISSI tient à souligner la capacité d'autofinancement ainsi que la situation financière saine de l'université même si les contraintes budgétaires nationales vont malheureusement l'obliger à puiser dans sa trésorerie et son fonds de roulement. Le projet de budget initial 2025 reflète donc les défis structurels et conjoncturels auxquels l'établissement est confronté avec notamment des obligations croissantes non compensées par l'Etat. Une gestion rigoureuse permet de maintenir une stabilité financière globalement durable, et ce malgré un déséquilibre budgétaire prévisionnel majoritairement attribuable aux opérations pluriannuelles et aux charges structurelles. Une vigilance est toutefois de mise quant à l'impact des investissements sur la trésorerie, en particulier dans le patrimoine immobilier et les infrastructures numériques.

M. BONNET remarque les difficultés rencontrées cette année pour élaborer le budget avec notamment une visibilité dégradée et l'absence de notifications précises de la part de l'Etat. Il remercie M. KHENISSI, Mme DESNOUES, Mme FABRE et l'ensemble du service financier pour leur travail qui a abouti à un budget clair, sincère et responsable. Il réitère son indignation devant le scandale du désengagement de l'Etat qui impacte directement la masse salariale et qui nécessite de puiser dans les fonds propres de l'université. La constance depuis des années d'une gestion financière saine et rigoureuse permet d'affronter ces difficultés mais il indique que ce n'est pas le cas de nombreux établissements au niveau national.

Mme LAGHMADI demande si le projet d'acquisition de locaux immobiliers afin de pallier le manque de place, notamment pour le service de santé étudiante, est toujours d'actualité compte tenu des difficultés financières. Elle s'interroge également quant au maintien des 10% d'exonération pour les étudiants extracommunautaires.

M. BONNET répond que le projet d'acquisition de locaux immobiliers est toujours d'actualité et qu'il est actuellement dans une phase d'étude, d'expertise et de faisabilité en coordination avec l'Institut national des formations notariales (INFN). Concernant les exonérations partielles pour les étudiants extracommunautaires, notre établissement s'honore en ne les appliquant pas et par conséquence permet à ces étudiants de faire leurs études à des tarifs acceptables. Tant que nous sommes sous le seuil des 10% et tant que la politique ministérielle ne se durcit pas, l'université maintiendra ce cap.

Mme LAGHMADI demande des précisions sur les stratégies et les projets d'investissements pour 2025.

Mme GUILLAUME répond que concernant les projets immobiliers, les travaux du tiers-lieu sur le site de la Manufacture sont engagés avec une livraison prévue à la rentrée de 2025. Elle cite également l'espace recherche à destination des enseignants sur le site des Quais, l'espace cafétéria et convivialité du bâtiment Chevreul va être repensé ainsi que la cafétéria du Palais de l'université. Elle insiste également sur la maintenance continue des espaces avec le remplacement d'installations techniques et de centrales de traitement d'air par exemple. Elle ajoute qu'un grand chantier va entrer en phase de conception à partir de janvier 2025 sur la réhabilitation énergétique et fonctionnelle du bâtiment Chevreul et du bâtiment Cavenne.

Mme LAGHMADI s'interroge sur la ventilation des dépenses de la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) de 158 000 euros prévus dans le budget initial 2025.

Mme DESNOUES répond qu'un des points suivants à l'ordre du jour de cette séance répondra à cette interrogation avec une annexe qui détaille la programmation de la CVEC.

M. VINOT demande des précisions sur les 3000 heures complémentaires inscrites dans la note ordonnateur et qui représentent 150 000 euros. Il pointe également la non réalisation de certaines opérations pour les contrats de recherche du fait des difficultés de recrutement sur des profils spécifiques et demande s'il serait envisageable d'assouplir les règles strictes liées à ces recrutements sur des personnels contractuels dont les financements sont gagés par des ressources spécialement dédiées.

Mme DESNOUES répond que les 3000 heures complémentaires découlent de l'évolution de l'offre de formation.

Mme KRIEF ajoute que l'offre de formation évolue d'une année sur l'autre avec des créations ou des transformations et notamment une augmentation des effectifs sur la faculté de droit (400 étudiants en plus cette année) qui ont pour conséquence une hausse du nombre d'heures d'enseignements. Elle ajoute que ce phénomène est en partie compensé par la diminution des effectifs dans certaines composantes.

M. GOUT précise que l'augmentation des effectifs à la faculté de droit est liée au plus grand nombre de redoublements corrélé aux capacités d'accueil inchangées en première année.

Mme KRIEF ajoute qu'il y a également beaucoup plus de néo-bacheliers avec l'application des blocs d'appels pour le recrutement sur Parcoursup.

M. BONNET répond sur le non aboutissement de certains projets de recherche en expliquant que cela ne vient pas tant des difficultés de recrutements que des difficultés pour les collègues présents à assumer un ensemble de tâches et qu'un travail continu doit être mené sur ces questions-là. Il ajoute que plusieurs années de recul ont permis de constater que les recrutements de contractuels enseignants ou chercheurs sur des projets de recherche peuvent créer des inégalités de traitement au sein des laboratoires et une certaine forme de précarité. Il est donc pertinent pour l'université de rester prudent sur ces recrutements.

Mme FERRARI-BREEUR ajoute qu'il est nécessaire de prendre en considération un minimum d'équité et une politique d'ensemble. La difficulté de recrutement vient également du fait qu'il y a parfois une imprécision pour définir les véritables besoins attendus.

Mme GUILLAUME informe que deux recrutements de chargés de projets immobiliers ont récemment été consolidés à la Direction de l'immobilier et de la logistique (DIL).

M. VINOT demande si des ajustements nécessaires, tels que des crédits de paiement à la hausse qui correspondraient à des besoins avérés et programmés dans les autorisations d'engagements, seront intégrés dans le cadre du budget rectificatif dans le cas où des engagements qui nécessitent des mises en paiement sur l'exercice sont constatés en cours d'année.

Mme DESNOUES répond qu'une analyse a été faite sur le niveau d'exécution des crédits de paiement des trois derniers exercices et qu'un écart de 14 à 19% a été constaté. Afin de responsabiliser chaque acteur budgétaire de l'université, l'inscription des crédits de paiements est maintenue au niveau de chaque centre de responsabilité budgétaire mais néanmoins le pilotage de la trésorerie est opéré au niveau central. Pour fiabiliser la copie budgétaire et tenir les enjeux souhaités par la gouvernance, il a été décidé de diminuer de 15% les crédits de paiement sur certains centres de responsabilité. Elle ajoute que ce qui est inscrit dans le budget initial est soutenable et que l'université ne sera pas en cessation de paiement. Des crédits de paiement pourront effectivement être ajoutés mais cela pourrait être au détriment des indicateurs selon les recettes disponibles à mettre en face.

M. BONINCHI ajoute que la volonté politique est de répondre à un certain nombre de besoins manifestes grâce notamment au budget rectificatif en cours d'année.

Mme CHALUS alerte sur la méthode d'analyse des exercices sur trois années et que les mandats se suivent et ne se ressemblent pas, ainsi que les taux de réalisation.

Mme DESNOUES répond que cela reste un exercice de prévision et que les ratios peuvent évoluer. Une vigilance et un suivi sont bien évidemment maintenus par la Direction des affaires financières et des achats (DAFA).

M. VINOT relève le travail remarquable de la DAFA sur la construction technique du budget qui, malgré le contexte national et les revirements concernant les financements alloués par l'Etat, permet à l'université de préserver ses marges de manœuvre.
Il s'interroge sur la somme de 1 million d'euros programmée pour le projet de crèche à l'université mais qui n'apparait pas dans la note d'ordonnateur.

M. BONNET répond que le projet de crèche demeure mais reste directement lié à la capacité d'acquérir de nouveaux locaux qui seront également consacrés à la formation initiale et continue. Ce projet de crèche fait donc partie d'un ensemble qui l'englobe et le dépasse.

M. HOURS demande s'il y'a des modifications substantielles au sujet des investissements sur l'infrastructure numérique.

M. PAILLER répond que des investissements sont en cours tels que la réfection de la salle du data center de la Manufacture dont le chantier va se poursuivre sur l'année 2025.

M. BONNET ajoute que les travaux sur le data center du site de la Manufacture permettront de doter l'établissement d'un dispositif miroir avec le data center du site des Quais et ainsi de renforcer la sécurité numérique.

M. BONINCHI souhaite se joindre aux remerciements formulés précédemment concernant l'élaboration de ce budget initial, exécutée dans un contexte particulièrement difficile avec un manque de visibilité et l'annonce de restrictions budgétaires.

Mme ROBIN se déconnecte.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Le budget initial 2025 est approuvé par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 23
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 1

Partie A – 3. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 15 octobre 2024

M. BONINCHI introduit le procès-verbal du conseil d'administration du 15 octobre 2024.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

Le procès-verbal du conseil d'administration du 15 octobre 2024 est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 4. Campagne d'emploi (partie 2)

Mme FERRARI-BREEUR rappelle que la première partie de la campagne d'emploi, qui concernait les enseignants du secondaire, a été présentée et adoptée lors du précédent conseil d'administration. Elle indique que la gouvernance a souhaité bénéficier d'une connaissance plus précoce des besoins en termes de ressources humaines. Pour cela, les Conférences d'orientation stratégique et de moyens (COSMO) se sont tenues dès la fin du mois de mai puis une lettre de cadrage RH a été diffusée à l'ensemble des services et composantes lors de la rentrée universitaire. Les services et les composantes ont opéré une remontée officielle de leurs besoins ce qui a abouti aux arbitrages présentés ce jour aux administrateurs. Elle souligne que la campagne d'emploi est ambitieuse avec un renouvellement complet des flux ainsi que la création de trois postes de professeurs, deux postes de maîtres de conférences, un poste de professeur agrégé du secondaire et six postes de personnels BIATSS.

M. BONNET remercie tous les acteurs impliqués pour la qualité du dialogue qui a permis d'aboutir à une campagne d'emploi tournée vers l'avenir avec pour objectifs d'améliorer les conditions de travail de tous les personnels, les conditions d'études des étudiants ainsi que le pilotage des formations et de l'université. Cette campagne a également ciblé les renforts indispensables ou nécessaires et a tenu compte des taux d'encadrement dans les différents services et composantes. Il souligne à son tour l'ambition de cette campagne d'emploi et le réel effort de l'établissement qui aboutit à un renouvellement complet des flux et à la création de plusieurs postes. Il rappelle que le rehaussement du plafond d'emplois, obtenu par M. CARPANO auprès du ministère, a contribué à obtenir une certaine souplesse sur les fonds propres de l'université et ainsi développer les objectifs RH de cette campagne d'emploi.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

La campagne d'emploi (partie 2) est approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 5. Demandes de remises commerciales

M. LE NAOUR présente les deux dossiers de demandes de remises commerciales.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La demande de remise commerciale n°210054350 d'un montant de 585,60 euros est approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

La demande de remise commerciale n°210055835 d'un montant de 411,75 euros est approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 23
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 1

Partie A – 6. Programmation des fonds CVEC 2025

Mme KRIEF indique que le document présenté ce jour constitue une annexe au budget initial 2025 et qu'il a été approuvé en Commission CVEC le 13 novembre 2024 ainsi qu'en CFVU le 3 décembre 2024. Elle rappelle les obligations règlementaires en matière de fonds CVEC comme les actions éligibles qui concernent la vie étudiante (accueil, sport, culture, accompagnement social), le soutien aux projets étudiants et les aides sociales (Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes : FSDIE Initiatives et FSDIE Social) ainsi que la santé étudiante. Concernant les contraintes budgétaires pour 2025, celles-ci sont liées aux incertitudes quant au montant des recettes avec une visibilité sur la part fixe de 46 euros par étudiant mais une incertitude demeurant sur la part variable avec une possible baisse de 1 euro par étudiant. Le contexte financier de l'établissement s'ajoute à ces contraintes avec une augmentation de l'inflation et les mesures « Guérini » non compensées qui, de fait, réduisent le recours possible aux fonds propres pour certaines missions en lien avec la vie étudiante. Elle liste les priorités stratégiques pour 2025 concernant la vie étudiante et de campus telles que la lutte contre les précarités étudiantes, l'amélioration de la santé des étudiants et l'accès aux soins, le soutien au développement des associations étudiantes, le cofinancement de projets avec les services et les composantes de l'université ainsi qu'avec des ressources extérieures, et enfin le maintien pour les étudiants d'un accès de qualité aux infrastructures sportives et culturelles. Mme KRIEF détaille ensuite la répartition des dépenses des fonds CVEC pour 2025 avec une part de 19% pour le FSDIE, 25% pour la santé, 10% pour l'accompagnement social, 11% pour la culture, 7% pour le sport, 26% pour l'accueil des étudiants et 4% pour une nouvelle enveloppe projets.

M. BONNET adresse ses remerciements à Mme KRIEF, aux équipes de la Direction des études et de la vie universitaire (DEVU) et aux représentants des étudiants pour ce travail collégial. Il indique que la diversité des sources de financements explique la modicité de certains financements comme pour le sport par exemple avec des ressources obtenues par ailleurs via la Région. Enfin, il informe que le Centre de Santé Mentale pour les étudiants ouvrira le 22

janvier 2025 au 102 rue de Marseille à Lyon. Il se réjouit de voir les dispositifs de l'établissement entrer en résonance et en complémentarité avec un dispositif plus large à l'échelle de la COMUE de Lyon car cela représente un réel besoin pour la communauté étudiante.

Mme LAGHMADI demande si le taux de 30% de la part fixe du montant de la CVEC pour le FSDIE est imposé ou choisi.

Mme KRIEF répond que cela est réglementaire pour le FSDIE Initiatives et recommandé pour le FSDIE Social.

Mme LAGHMADI demande si l'on peut potentiellement dépasser le taux de 30 % affecté aux projets étudiants.

Mme KRIEF acquiesce mais explique que cela dépend également du nombre de projets étudiants qui est plutôt à la baisse ces dernières années.

M. KLIOUA relève la souplesse de ce régime qui permet d'affecter des financements au FSDIE Social si le FSDIE Initiatives n'est pas dépensé en totalité. Il félicite et remercie la DEVU pour la mise en place de cette programmation des fonds CVEC qui permet pour la première fois d'avoir une vision claire sur les dépenses et ceci conformément à la réglementation.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

La programmation des fonds CVEC 2025 est approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 7. Projet d'intégration de la maison internationale des langues et des cultures (MILC)

M. LE NAOUR présente l'opération de transfert au patrimoine de l'université Lyon 2, des travaux et des financements de la Maison Internationale des Langues et des Cultures (MILC). Il rappelle que le projet de la construction de la MILC reflétait la volonté commune des universités Lyon 2 et Lyon 3 de constituer des synergies en matière de recherche en langues et en cultures. Une convention de préfinancement a été signée en 2011 entre l'Université de Lyon (UDL), Lyon 2 et Lyon 3, qui a confié à notre établissement le rôle de maître d'ouvrage de l'opération de construction. Une convention en 2012, puis un avenant de 2014 sont venus préciser les modalités d'exécution de ce projet qui bénéficie pour parts égales aux deux établissements. Ce projet est financé en totalité par l'Agence national de la recherche (ANR) qui verse via l'UDL, sous forme de subventions d'équipements, des fonds à Lyon 3 au fur et à mesure de la production des justifications des dépenses réalisées. En 2018, une délibération a acté un

transfert partiel des actifs permettant de transmettre à Lyon 2 la moitié des immobilisations comptabilisées au patrimoine de Lyon 3 ainsi que la moitié des financements reçus dans le cadre de l'opération. L'objet de la présente délibération est donc de clôturer cette opération par le transfert du solde de la partie des immobilisations et des financements qui ne l'ont pas encore été par la délibération de 2018 et de répondre ainsi à la demande des commissaires aux comptes.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

Le projet d'intégration de la maison internationale des langues et des cultures (MILC) est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 8. Renouvellement de l'expérimentation d'un cadre d'interventions volontaires et bénévoles au sein de la faculté de droit

M. BONINCHI explique que ce dispositif répond à des besoins ponctuels mais importants, particulièrement à la faculté de droit, et vise un certain nombre de professionnels disposés à apporter leurs connaissances à l'université. Pour certaines raisons et notamment un faible volume horaire, ils peuvent être amenés à ne pas souhaiter constituer un dossier de vacataire. Il ajoute que ces interventions permettent aux professionnels de les inscrire sur leur CV et aux étudiants de leur offrir des compétences assez rares. Suite au dispositif expérimental mis en place pendant une année, et le besoin demeurant, il est demandé aux administrateurs le renouvellement de ce dispositif.

Mme LAGHMADI demande si ces intervenants sont chargés de cours en amphithéâtre et s'ils interviennent en master ou en licence.

M. GOUT répond que pour la plupart, ce sont des avocats confirmés qui souhaitent rendre à la faculté ce qu'elle leur a donné et mettre leur expertise à la disposition des étudiants sans forcément être rémunérés. Il était donc nécessaire de disposer de contrats de bénévolat qui viennent borner juridiquement leurs interventions à l'université. Il indique que ces professionnels interviennent essentiellement en Master 2.

M. BONNET ajoute qu'il s'agit de donner un cadre juridique qui sécurise l'intervention de ces bénévoles. Pour autant, il n'y a pas la volonté de développer une politique de bénévolat mais plutôt de sécuriser des situations existantes en cas d'accident du travail par exemple.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Le renouvellement de l'expérimentation d'un cadre d'interventions volontaires et bénévoles au sein de la faculté de droit est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 9. Approbation des statuts de l'IUT

M. BONINCHI précise qu'il s'agit bien d'un mécanisme d'approbation par le conseil d'administration prévu par le code de l'éducation faisant suite à l'adoption par l'IUT de ses nouveaux statuts. Ce sont les composantes elles-mêmes qui adoptent leurs statuts avec des conditions de majorité renforcées avant approbation par le conseil d'administration.

M. TRAVARD explique que l'Institut universitaire de technologie (IUT) a décidé de modifier et d'actualiser son règlement intérieur car le dernier datait de 2013 et qu'il y'a eu des réformes importantes depuis comme la mise en place du Bachelor universitaire de technologie (BUT) en 2019. Les statuts en vigueur contenaient certaines dispositions ou certains silences qui pouvaient être préjudiciables au bon fonctionnement de l'IUT. Un travail collaboratif a été mis en place avec la création d'un groupe de travail à l'IUT avec des enseignants, des personnels administratifs, des étudiants et des personnalités extérieures, ce qui a abouti à un projet de texte soumis pour expertise à la Direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI) et au contrôle de légalité du Rectorat. Il indique que les nouveaux statuts ont ensuite été adoptés à l'unanimité en conseil de l'IUT le 18 novembre 2024.
M. TRAVARD cite les principales innovations de ce texte qui sont :
- l'augmentation du nombre de personnalités extérieures au conseil de l'IUT ainsi qu'un assouplissement des modalités de leur recrutement.
- l'impossibilité pour le directeur de l'IUT d'être membre du conseil de l'institut, ce qui évite une certaine confusion.
- une disposition qui prévoit désormais qu'en cas de dysfonctionnement manifeste, le directeur de l'IUT peut mettre fin aux fonctions d'un responsable de département. Cette mesure quasi-disciplinaire est entourée d'un certain nombre de garanties telles que le droit à la défense de l'intéressé ainsi que la nécessité pour le directeur de motiver et justifier cette décision.

M. SALMI et M. DIOP se déconnectent.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

Les statuts de l'IUT sont approuvés à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 22
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 10. Actualisation de la politique de déplacements professionnels

M. BONINCHI indique que les modifications apportées à la politique de déplacements professionnels sont essentiellement d'ordre technique et ne viennent pas bouleverser la délibération cadre en la matière.

M. VILES ajoute qu'il s'agit d'une mise en conformité de la politique de déplacements professionnels de l'université et de tenir compte de l'évolution de la réglementation mais aussi de la dématérialisation des titres de transport et de l'absence d'obligation de production de justificatifs en dessous du seuil de 30 euros.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

L'actualisation de la politique de déplacements professionnels est approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 22
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie B – 1. Organisation pédagogique

M. BONINCHI présente les différents points de la partie B :

- Modifications apportées à la charte de l'étudiant sportif de haut niveau
- Calendrier des congés universitaires 2025-2026
- Mon Master : capacités d'accueil
- Parcoursup : capacités d'accueil

- Création Diplôme inter-établissement – CHELS
- Points relatifs à la DRI
- Création de différentes formations à la rentrée 2025

Mme LAGHMADI s'interroge sur les raisons de la fermeture du Master MEEF Allemand.

Mme KRIEF répond que cela est lié à l'absence de candidats pour ce parcours.

Mme LAGHMADI demande des précisions sur la capacité globale d'accueil qui est supérieure à la capacité offerte sur Parcoursup.

Mme KRIEF répond que la capacité globale d'accueil est toujours supérieure car elle intègre les étudiants redoublants ou ceux qui empruntent d'autres voies que Parcoursup telles que le dispositif Campus France par exemple.

Partie B – 2. Questions financières

- Attribution des dotations au titre de la commission CVEC

Partie B – 2. Conventions pour approbation

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires sur la partie B, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (organisation pédagogique, questions financières et conventions pour approbation) est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 22
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONINCHI introduit les points de la partie C.

Partie C – 2. Attribution de subventions au titre du FSDIE initiatives

En l'absence de questions ou de remarques sur la partie C, M. BONINCHI passe aux questions diverses.

Questions diverses

En l'absence de questions diverses et à l'occasion du dernier conseil d'administration de ce mandat, **M. BONINCHI** prend la parole afin d'adresser ses remerciements à l'ensemble des administrateurs pour la qualité et l'intérêt des échanges qui ont pu avoir lieu lors de ces quatre années de mandat.

M. BONNET souhaite remercier le président Éric CARPANO pour l'action qu'il a conduite pendant la durée de son mandat et la constitution d'une équipe qui s'est montrée active et solidaire. Il adresse sa gratitude à l'ensemble de l'équipe présidentielle qui a fourni un travail remarquable aboutissant à une amélioration sensible des conditions de travail, des rémunérations des personnels ainsi que des conditions d'études et de réussite des étudiants. Le président de l'université remercie également l'ensemble des services pour leur mobilisation et leurs compétences qui œuvrent à la qualité des documents de pilotage régulièrement proposés aux administrateurs. Il tient à remercier personnellement les membres de la liste « Pour une université démocratique et humaine » qui ont siégé durant ses quatre années. Enfin, il remercie l'ensemble des membres élus et invités du conseil d'administration et souligne le plaisir qu'il a eu à prendre part à cette instance où se seront incarnées, dans des mesures concrètes et des délibérations, les orientations stratégiques qui guident l'action de l'établissement.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 16H21

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Délibération n° D2025-03-02-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-5, R. 719-51, R. 719-100 et suivants ;
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition de l'agent comptable de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le compte financier de l'établissement pour l'exercice 2024.

Article 1 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **1240** ETPT sous plafond et **165** ETPT hors plafond :
- **141 526 634.85 €** d'autorisations d'engagement dont :
  - **112 307 185.66 €** personnel
  - **20 933 039.02 €** fonctionnement
  - **8 286 126,66 €** investissement
- **139 450 634,85 €** de crédits de paiement dont :
  - **112 307 019.98 €** personnel
  - **20 729 188.95 €** fonctionnement
  - **6 414 425.92 €** investissement
- **- 2 916 393,52 €** de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **- 3 308 016,33 €** de variation de trésorerie
- **121 202,69 €** de résultat patrimonial
- **2 801 804,02 €** de capacité d'autofinancement
- **- 1 174 876,04 €** de variation de fonds de roulement

Article 3 : Le conseil d'administration décide d'affecter en réserves :

- Le résultat de l'exercice à hauteur de **121 202,69 €**
- Le report à nouveau débiteur pour **3 055 586,55 €**
- Le report à nouveau créditeur pour **3 099 639,30 €**

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan sont annexés à la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

COMPTE FINANCIER 2024

Présenté au vote du Conseil d'administration du 11 mars 2025

Sommaire

Tableau 1 : Tableau des emplois page 1
Tableau 2 : Autorisations budgétaires page 2
Focus Autorisations budgétaires page 3
Tableau 3 : Dépenses par destination page 4
Recettes par origine page 5
Tableau 4 : Equilibre financier page 6
Tableau 5 : Opérations pour le compte de tiers page 7
Tableau 6 : Situation patrimoniale page 8
Tableau 7 : Plan de trésorerie page 9
Tableau 8 : Opérations sur recettes fléchées page 10
Tableau 9 : Opérations pluriannuelles (version agrégée) page 11
Tableau 10 : Opérations pluriannuelles (version détaillée) page 12
Focus PPI page 13
Tableau de synthèse budgétaire et comptable page 14
Tableau relatif aux moyens des UMR page 15

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du Compte de gestion 2024

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat (En ETPT)		(B) Emplois financés sur ressources propres (En ETPT)	(C) = (A) + (B) Global
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	476	(1)		476
		CDI	2,5		-	2,5
	Non permanents	CDD	194,5		25	220
S/total EC			**673**		**25**	**698**
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS						**-**
BIATOSS	Permanents	Titulaires	394	(2)		394
		CDI	54		12	66
	Non permanents	CDD	119		128	247
S/total Biatoss			**567**		**140**	**707**
Totaux			**1 240**	(3)	**165**	**1 405**
						Plafond global des emplois voté par le CA = 1 442
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**1 248**			

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les régles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

TABLEAU 2 DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES COMPTE FINANCIER 2024

DEPENSES											RECETTES					
	Compte Financier 2023		BI 2024 (CA du 19/12/2023)		BR2 2024 (CA du 17/12/2024)		Montants exécutés 2024		*Taux exécution*		*Compte financier 2023*	BI (CA 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	*Taux exéc*	
	AE	*CP*	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	RE	RE	RE	RE		
Personnel	*106 819 676*	*106 819 676*	111 141 066	111 141 066	112 743 660	112 743 660	112 307 020	112 307 020	100%	100%	***135 905 163***	**131 300 255**	**134 932 283**	**135 531 431,19**	**100%**	**Recettes globalisées**
dont contribution employeur au CAS pension	*27 295 418*	*27 295 418*	28 696 984	28 696 984	28 696 984	28 696 984	27 921 054	27 921 054			*101 361 419*	100 653 460	103 726 919	103 831 012	100%	Subvention pour charges de service public (SCSP)
											2 642 246	359 298	590 705	377 759	64%	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	*19 570 136*	*18 133 509*	22 328 229	22 320 029	21 686 815	21 992 363	20 933 039	20 729 189	97%	94%	*1 558 735*	1 558 000	1 670 590	1 670 590	100%	Fiscalité affectée
											3 241 608	4 520 433	4 232 327	3 908 017	92%	Autres financements publics
Investissement	*9 020 096*	*9 293 503*	10 322 777	9 829 334	8 773 776	7 444 084	8 286 127	6 414 426	94%	86%	*27 101 154*	24 209 064	24 711 742	25 744 054	104%	Recettes propres
											1 015 092	**1 339 233**	**983 234**	**1 002 810,14**	**102%**	**Recettes fléchées**
											300 000	300 000	300 000	300 000		Financements de l'Etat fléchés
											710 615	1 039 233	683 234	699 491	102%	Autres financements publics fléchés
											4 477			3 319		Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES (AE et CP)	***135 409 908***	***134 246 688***	**143 792 072**	**143 290 429**	**143 204 251**	**142 180 107**	**141 526 186**	**139 450 635**	**99%**	**98%**	***136 920 255***	**132 639 488**	**135 915 517**	**136 534 241**	**100%**	**TOTAL DES RECETTES**
SOLDE BUDGETAIRE (Excédent) = Recettes - Crédits de paiement		***2 673 567***		-		-		**0**			-	***10 650 941***	***6 264 590***	***2 916 394***		**SOLDE BUDGETAIRE (Déficit) = Recettes - Crédits de paiement**

FOCUS SUR LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES EXCECUTEES EN 2024

Ventilation Opérations pluriannuelles / Hors opérations pluriannuelles (OPA)

	DEPENSES						RECETTES			
	Hors OPA		OPA		TOTAL EXECUTE		Hors OPA	OPA	TOTAL EXECUTE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	110 626 195	110 626 195	1 680 825	1 680 825	112 307 020	112 307 020	**130 234 829**	**5 296 602**	**135 531 431**	**Recettes globalisées**
dont contribution employeur au CAS pension	27 921 054	27 921 054			27 921 054	27 921 054	101 615 567	2 215 445	103 831 012	Subvention pour charges de service public (SCSP)
							112 275	265 484	377 759	Autres financements de l'Etat
							1 670 590		1 670 590	Fiscalité affectée
							1 497 881	2 410 136	3 908 017	Autres financements publics
Fonctionnement	18 906 084	18 811 546	2 026 955	1 917 643	20 933 039	20 729 189	25 338 517	405 537	25 744 054	Recettes propres
Investissement	2 944 577	2 875 455	5 341 550	3 538 971	8 286 127	6 414 426				
							-	**1 002 810**	**1 002 810**	**Recettes fléchées**
								300 000	300 000	Financements de l'Etat fléchés
								699 491	699 491	Autres financements publics fléchés
								3 319	3 319	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES (AE et CP)	**132 476 856**	**132 313 196**	**9 049 330**	**7 137 439**	**141 526 186**	**139 450 635**	**130 234 829**	**6 299 412**	**136 534 241**	**TOTAL DES RECETTES**
SOLDE BUDGETAIRE (Excédent) = Recettes - Crédits de paiement		**-**		**0**		**0**	**2 078 366**	**838 027**	**2 916 394**	**SOLDE BUDGETAIRE (Déficit) = Recettes - Crédits de paiement**

OPA : opération pluriannuelle (eotp)

TABLEAU 3 DEPENSES PAR DESTINATION - COMPTE FINANCIER 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Budget	Personnel		Fonctionnement		Investissement			
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1 Dépenses Programmes 150 et 231	**109 957 242**	**109 957 242**	**19 156 977**	**18 959 442**	**8 264 991**	**6 396 520**	**137 379 211**	**135 313 204**
Formation initiale et continue	**50 436 812**	**50 436 812**	**4 174 383**	**4 253 024**	**568 080**	**565 261**	**55 179 274**	**55 255 097**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	28 519 364	28 519 364	2 664 140	2 541 673	567 448	551 338	**31 750 952**	**31 612 376**
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	21 889 843	21 889 843	1 313 497	1 439 789	610	610	**23 203 950**	**23 330 242**
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	27 605	27 605	196 745	271 562	22	13 313	**224 372**	**312 480**
Recherche	**29 341 966**	**29 341 966**	**1 917 874**	**1 898 029**	**57 026**	**119 109**	**31 316 866**	**31 359 104**
D111 - Recherche en SHS	29 312 404	29 312 404	1 917 874	1 898 029	57 026	119 109	**31 287 304**	**31 329 542**
D112 - Recherche transversale	29 562	29 562	-	-	-	-	**29 562**	**29 562**
Soutien et support	**30 178 464**	**30 178 464**	**13 064 721**	**12 808 389**	**7 639 885**	**5 712 149**	**50 883 070**	**48 699 003**
D105 - Bibliothèques et documentation	4 192 552	4 192 552	1 546 998	1 560 327	43 365	56 213	**5 782 914**	**5 809 092**
D113 - Diffusion des savoirs et musées	46 615	46 615	16 230	16 230	-	-	**62 846**	**62 846**
D114 - Immobilier	3 788 792	3 788 792	6 117 906	6 054 752	6 275 814	3 773 212	**16 182 512**	**13 616 757**
D115 - Pilotage et support	22 150 505	22 150 505	5 383 587	5 177 079	1 320 706	1 882 724	**28 854 798**	**29 210 309**
D2 Étudiants	**2 349 778**	**2 349 778**	**1 776 062**	**1 769 747**	**21 135**	**17 906**	**4 146 975**	**4 137 431**
D201 - Aides directes aux étudiants	13 258	13 258	843 940	841 030	-	-	**857 198**	**854 288**
D202 - Aides indirectes	305 986	305 986	174 141	175 077	-	-	**480 127**	**481 063**
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	2 030 533	2 030 533	757 981	753 641	21 135	17 906	**2 809 650**	**2 802 080**
D3 Autres programmes	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total	**112 307 020**	**112 307 020**	**20 933 039**	**20 729 189**	**8 286 127**	**6 414 426**	**141 526 186**	**139 450 635**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		

TABLEAU 3 RECETTES PAR ORIGINE DE FINANCEMENT COMPTE FINANCIER - 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Recettes globalisées Compte financier 2024					Recettes fléchées Compte financier 2024			Total CF 2024
		Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010	Subvention pour charges de service public	103 831 012								**103 831 012**
FD020	Droits d'inscription					3 893 171				**3 893 171**
FD030	Formation continue, diplômes propres et VAE					17 499 944				**17 499 944**
FD040	Taxe d'apprentissage					906 248				**906 248**
FD050	Contrats et prestations de recherche hors ANR									**0**
FD060	Valorisation					175 145				**175 145**
FD070	ANR investissements d'avenir				380					**380**
FD080	ANR hors investissements d'avenir				378 895			106 971		**485 866**
FD090	Subvention d'exploitation et financement actif - Région				644 749			0		**644 749**
FD100	Subvention d'exploitation et financement actif - UE				119 410			0		**119 410**
FD110	Subvention d'exploitation et financement actif - Autres		377 759		2 764 584	230 640	300 000	592 520		**4 265 502**
FD120	Fondations- fonds propres,réserves dons et legs									**0**
FD130	Autres recettes			1 670 590		3 038 905			3 319	**4 712 814**
		103 831 012	**377 759**	**1 670 590**	**3 908 017**	**25 744 054**	**300 000**	**699 491**	**3 319**	**136 534 241**

Solde budgétaire (déficit)	**-2 916 394**

TABLEAU 4 EQUILIBRE FINANCIER - COMPTE FINANCIER 2024

BESOINS					FINANCEMENTS				
	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	
Solde budgétaire (déficit)		10 650 941	6 264 590	2 916 394	2 673 567			-	Solde budgétaire (Excédent)
Remboursement d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) Dépôts et cautionnements		-	8 130	16 305			12 184	22 089	Nouveaux emprunts (capital) Remboursement de prêts (capital) Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers	793 124	674 110	749 360	732 524	303 200	674 110	784 257	722 997	Opérations au nom et pour le compte de tiers
Autres décaissements sur comptes de tiers	608 440	-	- 340 565	472 995	92 605		3 490 156	85 116	Autres encaissements sur comptes de tiers
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	1 401 564	11 325 051	6 681 515	4 138 218	3 069 372	674 110	4 286 597	830 202	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Abondement de la trésorerie	**1 667 808**	**-**	**-**	**-**	**-**	**10 650 941**	**2 394 918**	**3 308 016**	**Prélèvement sur la trésorerie**
dont abondement de la trésorerie fléchée	89 739					670 708	359 795	134 110	dont prélèvement sur la trésorerie fléchée
dont abondement de la trésorerie non fléchée	1 578 069					9 980 233	2 035 123	3 173 906	dont prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL des besoins	**3 069 372**	**11 325 051**	**6 681 515**	**4 138 218**	**3 069 372**	**11 325 051**	**6 681 515**	**4 138 218**	**TOTAL des financements**

Tableau 5 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Décaissements			Encaissements		
Opérations	**Compte financier 2023**	**Débit dernier Budget rectificatif (N°2) (CA du 17/12/2024)**	**Débit exécuté 2024**	**Compte financier 2023**	**Crédit dernier Budget rectificatif (N°2) (CA du 17/12/2024)**	**Crédit exécuté 2024**
Bourses AMI (aides à la mobilité)	380 800	355 200	355 200	303 200	280 400	280 400
Contrat européen MERGING	412 324	377 324	377 324	0	442 597	442 597
TOTAL	**793 124**	**732 524**	**732 524**	**303 200**	**722 997**	**722 997**

TABLEAU 6 SITUATION PATRIMONIALE - COMPTE FINANCIER 2024

Compte de résultat

CHARGES	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	*Taux EXEC*
Personnel	106 058 435	109 701 066	111 303 660	110 792 161	*100%*
dont charges de pensions civiles	27 295 418	28 696 984	28 696 984	27 921 054	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	25 335 371	28 415 608	29 543 942	27 684 425	*94%*
TOTAL des charges	131 393 806	138 116 674	140 847 602	138 476 586	*98%*
Résultat prévisionnel (BENEFICE)	3 904 388	2 358 166	4 323 778	121 202,84	*3%*
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	135 298 194	140 474 840	145 171 380	138 597 789	*95%*

PRODUITS	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	Taux EXEC
Subventions de l'Etat	102 433 415	101 153 113	102 658 805	104 906 483	102%
Fiscalité affectée	1 558 735	1 558 000	1 670 590	1 670 590	100%
Autres subventions	3 608 474	4 643 653	6 069 507	2 975 925	49%
Autres produits	27 697 571	33 120 074	34 772 478	29 044 791	84%
TOTAL des produits	135 298 194	140 474 840	145 171 380	138 597 789	95%
Résultat prévisionnel (PERTE)	-	-	-	-	
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	135 298 194	140 474 840	145 171 380	138 597 789	95%

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024
Résultat de l'exercice	**3 904 388**	**2 358 166**	**4 323 778**	**121 203**
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	5 390 780	4 233 579	5 689 579	6 069 619
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	57 359			35 336
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	0			
- produits de cession d'éléments d'actifs	15 900			
- quote part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	3 198 137	1 999 944	3 142 944	3 353 681
= capacité d'autofinancement	**6 023 772**	**4 591 801**	**6 870 413**	**2 801 804**

Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	*Taux EXEC*
Insuffisance d'autofinancement			-	-	
Investissements	31 195 630	9 829 334	7 444 084	5 715 213	*77%*
Remboursement des dettes financières	14 597			30	
TOTAL des emplois	31 210 228	9 829 334	7 444 084	5 715 243	
Apport au fonds de roulement	**-**	**-**	**792 490**	**-**	

RESSOURCES	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024	Taux EXEC
Capacité d'autofinancement	6 023 772	4 591 801	6 870 413	2 801 804	41%
Financement de l'actif par l'Etat	23 880 978	259 298	490 705	650 484	133%
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	144 669	1 800 000	875 456	1 701 541	194%
Autres ressources	75 720			- 613 492	
Augmentation des dettes financières	180			30	
TOTAL des produits	30 125 318	6 651 099	8 236 574	4 540 367	
Prélèvement sur fonds de roulement	**1 084 909**	**3 178 235**	**-**	**1 174 876**	

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	- 1 084 909	- 3 178 235	792 490	- 1 174 876
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement-trésorerie)	- 2 752 717	7 472 706	3 187 408	2 133 140
Variation de la trésorerie (abondement ou prélèvement)	1 667 808	- 10 650 941	- 2 394 918	- 3 308 016,33
Niveau du fonds de roulement*	37 415 861	34 237 626	38 208 351	36 240 984,77
Niveau du besoin en fonds de roulement**	- 3 906 870	3 565 836	- 719 462	- 1 773 729,99
Niveau de la trésorerie	41 322 731	30 671 790	38 927 813	38 014 714,76

TABLEAU 7 PLAN DE TRESORERIE - 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	**41 322 731,09**	**54 911 712,93**	**44 687 408,21**	**34 862 227,09**	**24 102 461,33**	**13 737 735,82**	**27 818 430,28**	**18 076 513,86**	**9 801 633,61**	**45 578 412,47**	**49 825 613,44**	**37 997 487,87**	
dont placements													
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	**25 723 020,50**	**2 015 514,46**	**1 524 184,72**	**982 653,38**	**1 196 918,64**	**26 093 290,87**	**1 083 909,24**	**436 284,99**	**46 541 212,33**	**15 201 686,97**	**2 312 440,23**	**12 420 314,86**	**135 531 431**
Subvention pour charges de service public	25 163 375,00	0,00	567 723,00	0,00	0,00	25 028 076,00	0,00	0,00	36 916 057,00	13 375 962,00	0,00	2 779 819,00	103 831 012
Autres financements de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 850,00	0,00	0,00	52 000,00	203 776,00	28 925,00	23 208,00	377 759
Fiscalité affectée	0,00	933 615,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	736 974,67	0,00	0,00	0,00	1 670 590
Autres financements publics	28 123,40	45 857,38	195 666,03	8 822,80	245 706,53	285 473,32	512 461,10	0,00	356 619,77	388 038,54	381 222,19	1 460 025,85	3 908 017
Recettes propres	531 522,10	1 036 042,08	760 795,69	973 830,58	951 212,11	709 891,55	571 448,14	436 284,99	8 479 560,89	1 233 910,43	1 902 293,04	8 157 262,01	25 744 054
Subvention pour charges d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Recettes budgétaires fléchées	**0,00**	**0,00**	**4 048,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**461 688,00**	**0,00**	**237 074,14**	**1 002 810**
Financements de l'Etat fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000
Autres financements publics fléchés	0,00	0,00	4 048,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461 688,00	0,00	233 755,39	699 491
Recettes propres fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 318,75	3 319
Subvention pour charges d'investissement fléchée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Opérations non budgétaires	**0,00**	**3 000,00**	**7 684,00**	**1 500,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30,00**	**9 775,00**	**22 089**
Emprunts : encaissements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Prêts : encaissements en capital	0,00	3 000,00	7 684,00	1 500,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 284
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	9 775,00	9 805
Opérations gérées en compte de tiers	**715,63**	**3 578,22**	**112 928,23**	**8 018,03**	**21 785,26**	**169 662,49**	**1 231,05**	**1 003,10**	**7 039,66**	**458 277,86**	**568,16**	**23 304,56**	**808 112**
TVA encaissée	715,63	3 578,22	768,23	8 018,03	21 785,26	1 422,49	1 231,05	1 003,10	7 039,66	15 681,30	568,16	23 304,56	85 116
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0,00	0,00	112 160,00	0,00	0,00	168 240,00	0,00	0,00	0,00	442 596,56	0,00	0,00	722 997
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
TOTAL	**25 723 736,13**	**2 022 092,68**	**1 648 844,95**	**992 171,41**	**1 218 803,90**	**26 262 953,36**	**1 385 140,29**	**437 288,09**	**46 548 251,99**	**16 121 652,83**	**2 313 038,39**	**12 690 468,56**	**137 364 443**
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	**11 822 461,69**	**12 147 264,08**	**11 383 334,41**	**11 589 292,63**	**11 485 524,09**	**12 055 753,55**	**11 034 770,22**	**8 683 667,81**	**10 718 036,39**	**11 771 897,17**	**13 497 051,19**	**12 124 661,74**	**138 313 715**
Personnel	10 228 814,96	9 371 573,30	9 330 252,26	9 191 974,86	9 510 184,93	10 186 704,53	8 684 560,22	8 443 694,23	8 192 021,43	9 322 615,44	10 475 565,75	8 978 948,20	111 916 910
Fonctionnement	966 186,11	2 439 759,96	1 543 705,15	1 840 686,44	1 647 747,17	1 315 738,05	1 574 670,72	164 556,58	2 002 062,69	1 764 975,55	2 427 778,16	2 294 512,36	19 982 379
Investissement	627 460,62	335 930,82	509 377,00	556 631,33	327 591,99	553 310,97	775 539,28	75 417,00	523 952,27	684 306,18	593 707,28	851 201,18	6 414 426
Dépenses sur recettes fléchées	**64 388,95**	**96 741,69**	**74 880,08**	**62 909,43**	**93 042,65**	**136 954,58**	**87 030,75**	**27 836,27**	**34 059,18**	**102 263,15**	**264 899,44**	**91 913,71**	**1 136 920**
Personnel	62 246,85	26 073,93	33 445,09	29 013,49	29 013,49	29 013,49	28 937,06	27 836,27	22 341,25	35 424,44	36 638,25	30 126,26	390 110
Fonctionnement	2 142,10	70 667,76	41 434,99	33 895,94	64 029,16	107 941,09	58 093,69	0,00	11 717,93	66 838,71	228 261,19	61 787,45	746 810
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Opérations non budgétaires	**1 500,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 175,00**	**30,00**	**0,00**	**400,00**	**16 305**
Emprunts : remboursements en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Prêts : décaissements en capital	1 500,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	400,00	3 100
Dépôts et cautionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 175,00	30,00	0,00	0,00	13 205
Opérations gérées en compte de tiers	**246 403,65**	**2 391,63**	**15 611,58**	**99 735,11**	**4 962,67**	**-10 449,23**	**5 255,74**	**664,26**	**5 202,56**	**261,54**	**379 213,33**	**456 265,94**	**1 205 518,78**
TVA décaissée	5 603,65	2 391,63	2 011,58	3 735,11	162,67	-10 449,23	5 255,74	664,26	5 202,56	261,54	1 889,06	5 269,94	21 999
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	240 800,00	0,00	13 600,00	96 000,00	4 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377 324,27	0,00	732 524
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 996,00	450 996
TOTAL	**12 134 754,29**	**12 246 397,40**	**11 474 026,07**	**11 751 937,17**	**11 583 529,41**	**12 182 258,90**	**11 127 056,71**	**8 712 168,34**	**10 771 473,13**	**11 874 451,86**	**14 141 163,96**	**12 673 241,39**	**140 672 458,63**
SOLDE DU MOIS	**13 588 981,84**	**-10 224 304,72**	**-9 825 181,12**	**-10 759 765,76**	**-10 364 725,51**	**14 080 694,46**	**-9 741 916,42**	**-8 274 880,25**	**35 776 778,86**	**4 247 200,97**	**-11 828 125,57**	**17 227,17**	**-3 308 016,05**
SOLDE CUMULE	**54 911 712,93**	**44 687 408,21**	**34 862 227,09**	**24 102 461,33**	**13 737 735,82**	**27 818 430,28**	**18 076 513,86**	**9 801 633,61**	**45 578 412,47**	**49 825 613,44**	**37 997 487,87**	**38 014 714,76**	
												dont trésorerie fléchée	-134 110
												dont trésorerie sur op. non budgétaires	-3 173 906

TABLEAU 8 OPERATIONS SUR RECETTES FLECHEES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	Antérieures à 2024 non dénouées	Réalisé 2024	2025	2026	N+3 et suivantes	TOTAL
e financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**1 089 395**	**955 285**	**467 142**	**724 118**	**657 629**
Recettes fléchées (b)	**3 155 656**	**1 002 810**	**683 755**	**378 257**	**297 143**	**5 517 621**
Financements de l'Etat fléchés	600 000	300 000	450 000	-		1 350 000
Autres financements publics fléchés	2 547 640	699 491	233 755	378 257	297 143	4 156 286
Recettes propres fléchées	8 016	3 319	-	-		
			-	-		
Dépenses (CP)sur recettes fléchées (C)	**2 066 261**	**1 136 920**	**1 171 898**	**121 281**	**363 632**	**4 859 992**
Personnel (AE=CP)						
AE	514 015	390 110	570 009	78 900	236 489	1 789 522
CP	514 015	390 110	570 009	78 900	236 489	1 789 522
Fonctionnement et intervention						
AE	1 552 969	766 637	597 236	42 381	127 143	3 086 366
CP	1 546 900	746 810	597 236	42 381	127 143	3 060 470
Investissement						
AE	5 347	-	4 653	-	-	10 000
CP	5 347	-	4 653	-	-	10 000
lgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**1 089 395**	**- 134 110**	**- 488 143**	**256 976**	**- 66 489**	**657 629**

Liste des recettes fléchées en cours :

Centre d'excellence Sécurité Défense - DGRIS
MERGING
ERASMUS 21/23 Mobilité étudiant
ERASMUS 21/23 Mobilité du personnel
ERASMUS 22/24 Mobilité étudiant
ERASMUS 22/24 Mobilité du personnel
ERASMUS 23/25 Mobilité étudiant
ERASMUS 23/25 Mobilité du personnel

Tableau 9 - EPSCP

Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations		Montant de l'opération	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement			Restes		
			Conso AE < 2024	Conso AE 2024	Total des AE consommées	Conso CP < 2024	Conso CP 2024	Total des CP consommés	Restes à payer sur les AE consommées	Restes à engager >= 2024 (AE)	Solde à payer
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	-5	-6	(7)=(5)+(6)	(8) = (4)-(7)	(9) = (1)-(4)	(10) = (1)-(7)
IMMO_TSITE	Immobilier Tous sites	6 684 486	3 583 490	461 283	4 044 773	3 275 896	522 922	3 798 819	245 955	2 601 324	2 885 667
IMMO_QUAIS	Immobilier Quais	19 983 467	5 508 747	84 623	5 593 370	5 504 687	56 313	5 561 000	32 370	14 374 645	14 422 467
IMMO_MANU	Immobilier Manufacture	22 948 869	7 877 809	3 811 722	11 689 531	6 876 911	1 495 853	8 372 764	3 316 767	11 255 661	14 576 105
IMMO_BB	Immobilier Bourg-en-Bresse	61 000	0	0	0	0	0	0	0	61 000	61 000
NUMERIQUE	Numérique	5 339 364	2 485 872	1 389 982	3 875 854	1 684 736	1 899 460	3 584 197	291 657	1 463 510	1 755 167
	Total Programmes pluriannuels d'inv	**55 017 186**	**19 455 918**	**5 747 610**	**25 203 528**	**17 342 231**	**3 974 549**	**21 316 780**	**3 886 748**	**29 756 140**	**33 700 406**
2016	Année 2016	299 955	294 092	3 218	297 310	292 822	3 587	296 410	900	187	3 545
2017	Année 2017	75 000	70 885	0	70 885	70 885	0	70 885	0	4	4 115
2018	Année 2018	2 137 994	1 767 857	120 513	1 888 369	1 764 025	120 412	1 884 437	3 932	247 524	253 557
2019	Année 2019	896 003	690 598	68 766	759 364	689 311	69 532	758 843	521	134 327	137 160
2020	Année 2020	1 605 291	877 758	248 904	1 126 662	870 129	254 578	1 124 707	1 956	476 314	480 584
2021_F	Année 2021 fléchées	1 522 804	635 062	403 022	1 038 083	629 415	405 566	1 034 981	3 102	482 443	487 823
2021	Année 2021 globalisées	1 454 765	694 915	342 936	1 037 851	678 123	353 752	1 031 875	5 975	416 687	422 890
2022	Année 2022	979 624	387 061	274 524	661 585	354 224	228 083	582 307	79 278	318 021	397 317
2023	Année 2023 globalisées	1 683 940	127 822	336 864	464 686	119 552	336 070	455 622	9 064	1 219 254	1 228 318
2023_F	Année 2023 fléchées	809 989	0	77 973	77 973	0	63 175	63 175	14 798	732 016	746 814
2024	Année 2024	872 068	0	114 874	114 874	0	107 915	107 915	6 959	757 194	764 153
	Total Contrats de recherche	**12 337 433**	**5 546 049**	**1 991 592**	**7 537 642**	**5 468 487**	**1 942 669**	**7 411 156**	**126 486**	**4 783 973**	**4 926 277**
AUTRES_ENS	Autres financeurs	5 179 921	445 489	377 742	823 231	434 743	380 739	815 482	7 748	4 356 099	4 364 439
ERASMUS	ERASMUS globalisées	1 029 555	593 243	126 736	719 979	582 634	129 705	712 339	7 640	306 650	317 216
REGION	REGION	412 844	231 238	14 365	245 603	210 851	33 624	244 475	1 128	165 734	168 369
ERASMUS_F	ERASMUS fléchées	2 733 985	1 437 269	675 752	2 113 020	1 436 846	668 180	2 105 025	7 995	620 788	628 960
CVEC	CVEC	158 443	31 184	105 578	136 762	31 184	7 973	39 158	97 604	21 681	119 285
	Total Contrats d'enseignement	**9 514 748**	**2 738 422**	**1 300 173**	**4 038 595**	**2 696 258**	**1 220 221**	**3 916 479**	**122 116**	**5 470 951**	**5 598 269**
	Total contrats de l'éducation	**76 869 367**	**27 740 390**	**9 039 375**	**36 779 765**	**25 506 976**	**7 137 439**	**32 644 415**	**4 135 350**	**40 011 064**	**44 224 952**
	Ss total personnel			1 680 824,88			1 680 824,88				
	Ss total fonctionnement			2 023 333,41			1 917 643,07				
	Ss total investissement			5 335 216,53			3 538 971,33				
	Total hors contrats de l'éducation			**140 680 416**			**139 450 635**				
	Ss total personnel			112 307 019,98			112 307 019,98				
	Ss total fonctionnement			20 099 913,70			20 729 188,95				
	Ss total investissement			8 273 481,82			6 414 425,92				

B - Recettes

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Exécution		Restes
				Conso RE < N	Conso RE N	à encaisser en 2025 et suivantes
		(1)				
IMMO_TSITE	Immobilier Tous sites	6 684 486	5 554 486	1 100 000	30 000	0
IMMO_QUAIS	Immobilier Quais	19 833 467	14 233 467	350 000	0	5 250 000
IMMO_MANU	Immobilier Manufacture	23 098 869	14 813 825	5 173 746	1 091 104	2 020 194
IMMO_BB	Immobilier Bourg-en-Bresse	61 000	61 000	0	0	0
NUMERIQUE	Numérique	5 339 364	5 339 364	0	0	0
	Total Programmes pluriannuels d'inv	**55 017 186**	**40 002 142**	**6 623 746**	**1 121 104**	**7 270 194**
2016	Année 2016	299 955	-438	301 738	0	-1 345
2017	Année 2017	75 000	0	75 000	0	0
2018	Année 2018	2 137 994	-109 250	1 920 811	219 072	107 361
2019	Année 2019	896 003	-37 345	779 942	15 623	137 784
2020	Année 2020	1 605 291	-49 464	931 901	335 045	387 809
2021_F	Année 2021 fléchées	1 522 804	-262 344	968 661	300 000	516 487
2021	Année 2021 globalisées	1 454 765	-6 147	931 923	314 898	214 091
2022	Année 2022	979 624	8 965	671 165	104 242	195 252
2023	Année 2023 globalisées	1 683 940	27 211	337 821	420 382	898 526
2023_F	Année 2023 fléchées	809 989	-22 011	213 943	106 971	511 086
2024	Année 2024	872 068	-148 747	0	595 219	425 596
	Total Contrats de recherche	**12 337 433**	**-599 570**	**7 132 904**	**2 411 452**	**3 392 647**
AUTRES_ENS	Autres financeurs	5 179 921	-116 905	588 902	1 821 201	2 886 724
ERASMUS	ERASMUS globalisées	1 029 555	-159 798	906 221	134 158	148 974
REGION	REGION	412 844	9 261	20 000	200 659	182 924
ERASMUS_F	ERASMUS fléchées	2 733 985	-138 895	1 973 053	595 839	303 989
CVEC	CVEC	158 443	93 143	42 180	15 000	8 120
	Total Contrats d'enseignement	**9 514 748**	**-313 194**	**3 530 356**	**2 766 856**	**3 530 730**
	Total contrats de l'éducation	**76 869 367**	**39 089 378**	**17 287 006**	**6 299 412**	**14 193 571**

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmations

Exécution d'AE et de CP		Prévisions	Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	Conso AE < N	Conso AE N	TOTAL des AE consommées	Conso CP < N	Conso CP N	TOTAL des CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	1 112 236,00	217 828,64	420 615,92	638 444,56	104 274,55	449 219,45	553 494,00	84 950,56	473 791,44	558 742,00
	Investissement	53 904 950,00	19 238 089,47	5 326 993,90	24 565 083,37	17 237 956,00	3 525 329,88	20 763 285,88	3 801 797,49	29 282 348,86	33 141 664,12
Total Programmes pluriannuels d'inv		**55 017 186,00**	**19 455 918,11**	**5 747 609,82**	**25 203 527,93**	**17 342 230,55**	**3 974 549,33**	**21 316 779,88**	**3 886 748,05**	**29 756 140,30**	**33 700 406,12**
Contrats de recherche	Personnel	7 323 833,00	3 653 052,32	1 336 973,89	4 990 026,21	3 653 052,32	1 336 973,89	4 990 026,21	0,00	2 333 806,79	2 333 806,79
	Fonctionnement	4 887 372,00	1 830 169,91	647 336,21	2 477 506,12	1 753 650,91	600 444,86	2 354 095,77	123 410,35	2 394 047,03	2 533 276,23
	Investissement	126 228,00	62 827,25	7 282,06	70 109,31	61 783,49	5 250,09	67 033,58	3 075,73	56 118,68	59 194,42
Total Contrats de recherche		**12 337 433,00**	**5 546 049,48**	**1 991 592,16**	**7 537 641,64**	**5 468 486,72**	**1 942 668,84**	**7 411 155,56**	**126 486,08**	**4 783 972,50**	**4 926 277,44**
Contrats d'enseignement	Personnel	3 976 940,00	484 622,98	343 850,99	828 473,97	484 622,98	343 850,99	828 473,97	0,00	3 148 466,03	3 148 466,03
	Fonctionnement	4 786 939,00	2 219 816,83	955 381,28	3 175 198,11	2 185 103,72	867 978,76	3 053 082,48	122 115,63	1 606 539,43	1 733 856,52
	Investissement	750 869,00	33 982,46	940,57	34 923,03	26 531,67	8 391,36	34 923,03	0,00	715 945,97	715 945,97
Total Contrats d'enseignement		**9 514 748,00**	**2 738 422,27**	**1 300 172,84**	**4 038 595,11**	**2 696 258,37**	**1 220 221,11**	**3 916 479,48**	**122 115,63**	**5 470 951,43**	**5 598 268,52**
	Ss total Personnel	**11 300 773,00**	**4 137 675,30**	**1 680 824,88**	**5 818 500,18**	**4 137 675,30**	**1 680 824,88**	**5 818 500,18**	**0,00**	**5 482 272,82**	**5 482 272,82**
	Ss total Fonctionnement	**10 786 547,00**	**4 267 815,38**	**2 023 333,41**	**6 291 148,79**	**4 043 029,18**	**1 917 643,07**	**5 960 672,25**	**330 476,54**	**4 474 377,90**	**4 825 874,75**
	Ss total Investissement	**54 782 047,00**	**19 334 899,18**	**5 335 216,53**	**24 670 115,71**	**17 326 271,16**	**3 538 971,33**	**20 865 242,49**	**3 804 873,22**	**30 054 413,51**	**33 916 804,51**
TOTAL		**76 869 367,00**	**27 740 389,86**	**9 039 374,82**	**36 779 764,68**	**25 506 975,64**	**7 137 439,28**	**32 644 414,92**	**4 135 349,76**	**40 011 064,23**	**44 224 952,08**

Exécution des recettes		Prévisions	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements réalisés N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	13 064 645,00	6 623 746,00	435 776,00	5 955 522,00
	Autres financements publics	2 000 000,00	0,00	685 328,00	1 314 672,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Programmes pluriannuels d'inv		**15 064 645,00**	**6 623 746,00**	**1 121 104,00**	**7 270 194,00**
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	2 439 173,00	940 500,00	659 500,00	839 173,00
	Autres financements publics	7 826 492,00	4 488 151,66	1 356 763,67	1 981 576,67
	Autres financements	2 671 338,00	1 704 252,15	395 188,32	571 897,53
Total Contrats de recherche		**12 937 003,00**	**7 132 903,81**	**2 411 451,99**	**3 392 647,20**
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	3 896 945,00	0,00	1 685 653,00	2 211 292,00
	Autres financements publics	5 901 430,00	3 457 912,82	1 067 535,44	1 375 981,74
	Autres financements	29 567,00	72 443,07	13 667,43	-56 543,50
Total Contrats d'enseignement		**9 827 942,00**	**3 530 355,89**	**2 766 855,87**	**3 530 730,24**
	Ss total Financement de l'Etat	**19 400 763,00**	**7 564 246,00**	**2 780 929,00**	**9 005 987,00**
	Ss total Autres financements publics	**15 727 922,00**	**7 946 064,48**	**3 109 627,11**	**4 672 230,41**
	Ss total Autres financements	**2 700 905,00**	**1 776 695,22**	**408 855,75**	**515 354,03**
TOTAL		**37 829 590,00**	**17 287 005,70**	**6 299 411,86**	**14 193 571,44**

Tableau agrégé du PPI

Dépenses

Opérations	Montant de l'opération							Restes	
		Conso AE <2024	Conso AE 2024	Total Conso AE	Conso CP < 2024	Conso CP 2024	Total Conso CP	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)
15PPCAMPU: PLAN CAMPUS DIRPAT	5 353 693	5 335 890	0	5 335 890	5 335 889	0	5 335 889	2 578	1
20PRENOPAC RENOV PALAIS ET CHEVREUL-CI	630 000	18 210	70 842	89 052	18 210	40 742	58 952	540 948	30 100
20PTECHEVR TRANSITION ENERGETIQUE CHE	13 999 774	154 647	13 781	168 428	150 587	15 572	166 159	13 831 119	2 269
Total Immobilier Quais	**19 983 467**	**5 508 747**	**84 623**	**5 593 370**	**5 504 687**	**56 313**	**5 561 000**	**14 374 645**	**32 370**
16PAVANTCC AVANT CORPS	4 425 001	1 112 190	3 158 277	4 270 468	891 420	306 240	1 197 660	154 517	3 072 808
17PCHASSIS CHASSIS OUVRANT DANS AMPI	158 363	158 325	0	158 325	156 393	1 932	158 325	38	0
17PCOUVERT COUVERTURE DES AMPHIS	866 489	866 487	0	866 487	817 431	38 959	856 389	2	10 097
17PTHERMIC PLAN CONFORT THERMIQUE	949 932	188 000	148 585	336 586	163 476	98 029	261 505	612 049	75 080
20SCSSIMAN CSSI MANU	783 938	782 219	1 715	783 935	740 077	14 446	754 523	3	29 412
21PPLEDCVC PLAN RELANCE : VENTILATION I	4 123 462	4 100 125	21 193	4 121 318	3 957 323	130 850	4 088 173	2 138	33 145
21PPROBASE PROJET BASE	250 000	0	12 773	12 773	0	2 679	2 679	237 227	10 094
21SDESENFU DESENFUMAGE AMPHI MANU	335 001	18 268	0	18 268	18 268	0	18 268	316 733	0
22PRESILIE PLAN RESILIENCE DE L'ETAT	119 623	119 622	0	119 622	113 611	0	113 611	1	6 011
23PBURENO\ BU NOUVEAUX ESPACES	5 000 000	0	76 515	76 515	0	19 501	19 501	4 923 485	57 014
23PCVCLEDO CVC/LED TRANCHES OPTIONNE	937 060	532 573	392 662	925 235	18 912	883 218	902 130	9 467	23 105
24PPCRECHE CRECHE	1 000 000	0	0	0	0	0	0	1 000 000	0
25PCTAMAN CENTRALES TRAITEMENT D'AIR	4 000 000	0	0	0	0	0	0	4 000 000	0
Total Immobilier Manufacture	**22 948 869**	**7 877 809**	**3 811 722**	**11 689 531**	**6 876 911**	**1 495 853**	**8 372 764**	**11 255 661**	**3 316 767**
13S9002A03 MISE EN ACCESSIBILITE	1 458 101	994 208	40 499	1 034 707	965 063	25 041	990 104	389 691	44 603
17LCONTRAC CONTROLE D'ACCES	1 071 972	742 695	117 510	860 205	665 988	104 506	770 494	211 606	89 711
18PBLOCSAN RENOVATION BLOCS SANITAIRE	875 001	112 949	14 094	127 043	112 949	11 474	124 422	747 958	2 621
19PSECURIT MISE EN SECURITE	624 410	173 145	101 483	274 628	170 035	23 702	193 736	346 082	80 892
19PTXASCEN TRAVAUX ASCENSEURS	945 000	782 100	155 524	937 624	602 022	326 027	928 049	7 376	9 575
20PPLANCAN PLAN CANICULE	540 002	208 854	32 173	241 027	190 301	32 173	222 474	298 975	18 553
21PPRELGTC PLAN RELANCE : GESTION TECH	570 000	569 540	0	569 540	569 540	0	569 540	-363	0
23PCELLUHT REMPLACEMENT CELLULES HT	600 000	0	0	0	0	0	0	600 000	0
Total Immobilier Tous sites	**6 684 486**	**3 583 490**	**461 283**	**4 044 773**	**3 275 896**	**522 922**	**3 798 819**	**2 601 324**	**245 955**
21PSINFOBB RENOVATION SALLES INFORMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22PCPERBEB CPER BOURG EN BRESSE	61 000	0	0	0	0	0	0	61 000	0
Total Immobilier Bourg-en-Bresse	**61 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**61 000**	**0**
23IPRESEAU PROJET RESEAU	2 660 001	910 626	804 477	1 715 103	794 598	875 704	1 670 302	944 898	44 801
23ISECURIT PROJET SECURITE INFRASTRUC	2 679 363	1 575 246	585 505	2 160 750	890 139	1 023 756	1 913 895	518 613	246 856
Total Numérique	**5 339 364**	**2 485 872**	**1 389 982**	**3 875 854**	**1 684 736**	**1 899 460**	**3 584 197**	**1 463 510**	**291 657**
Total	**55 017 186**	**19 455 918**	**5 747 610**	**25 203 528**	**17 342 231**	**3 974 549**	**21 316 780**	**29 756 140**	**3 886 748**
Ss total personnel				0			0	0	0
Ss total fonctionnement	1 112 236	217 829	420 616	638 445	104 275	449 219	553 494	473 791	84 951
Ss total investissement	53 904 950	19 238 089	5 326 994	24 565 083	17 237 956	3 525 330	20 763 286	29 282 349	3 801 797

Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements < 2024	Encaissements 2024	Restes à encaisser > N
15PPCAMPU: PLAN CAMPUS DIRPAT	5 353 693	5 353 693		0	0	
20PRENOPAC RENOV PALAIS ET CHEVREUL-CI	480 000	180 000	300 000	300 000	0	
20PTECHEVR TRANSITION ENERGETIQUE CHE	13 999 774	8 699 774	5 300 000	50 000	0	5 250 000
Total Immobilier Quais	**19 833 467**	**14 233 467**	**5 600 000**	**350 000**	**0**	**5 250 000**
16PAVANTCC AVANT CORPS	4 575 001	1 875 001	2 700 000	0	685 328	2 014 672
17PCHASSIS CHASSIS OUVRANT DANS AMPI	158 363	158 363	0	0	0	
17PCOUVERT COUVERTURE DES AMPHIS	866 489	216 489	650 000	650 000	0	
17PTHERMIC PLAN CONFORT THERMIQUE	949 932	897 932	52 000	0	52 000	
20SCSSIMAN CSSI MANU	783 938	583 938	200 000	200 000	0	
21PPLEDCVC PLAN RELANCE : VENTILATION I	4 123 462	42 418	4 081 044	3 871 746	203 776	5 522
21PPROBASE PROJET BASE	250 000	50 000	200 000	200 000	0	
21SDESENFU DESENFUMAGE AMPHI MANU	335 001	35 001	300 000	150 000	150 000	
22PRESILIE PLAN RESILIENCE DE L'ETAT	119 623	17 623	102 000	102 000	0	
23PBURENO\ BU NOUVEAUX ESPACES	5 000 000	5 000 000		0	0	
23PCVCLEDO CVC/LED TRANCHES OPTIONNE	937 060	937 060		0	0	
24PPCRECHE CRECHE	1 000 000	1 000 000		0	0	
25PCTAMAN CENTRALES TRAITEMENT D'AIR	4 000 000	4 000 000		0	0	
Total Immobilier Manufacture	**23 098 869**	**14 813 825**	**8 285 044**	**5 173 746**	**1 091 104**	**2 020 194**
13S9002A03 MISE EN ACCESSIBILITE	1 458 101	898 101	560 000	530 000	30 000	
17LCONTRAC CONTROLE D'ACCES	1 071 972	1 071 972		0	0	
18PBLOCSAN RENOVATION BLOCS SANITAIRE	875 001	875 001		0	0	
19PSECURIT MISE EN SECURITE	624 410	624 410		0	0	
19PTXASCEN TRAVAUX ASCENSEURS	945 000	945 000		0	0	
20PPLANCAN PLAN CANICULE	540 002	540 002		0	0	
21PPRELGTC PLAN RELANCE : GESTION TECH	570 000	0	570 000	570 000	0	
23PCELLUHT REMPLACEMENT CELLULES HT	600 000	600 000		0	0	
Total Immobilier Tous sites	**6 684 486**	**5 554 486**	**1 130 000**	**1 100 000**	**30 000**	**0**
22PCPERBEB CPER BOURG EN BRESSE	61 000	61 000	0	0		
Total Immobilier Bourg-en-Bresse	**61 000**		**0**	**0**	**0**	**0**
23IPRESEAU PROJET RESEAU	2 660 001	2 660 001				
23ISECURIT PROJET SECURITE INFRASTRUC	2 679 363	2 679 363				
Total Numérique	**5 339 364**	**5 339 364**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total	**55 017 186**	**39 941 142**	**15 015 044**	**6 623 746**	**1 121 104**	**7 270 194**

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable Compte financier 2024

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				Compte financier 2023	BI 2024 (CA du 19/12/2023)	BR2 2024 (CA du 17/12/2024)	Montants exécutés 2024
Niveaux initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer**		**8 275 741**	**7 229 124**	**8 687 093**	**8 687 093**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**38 424 103**	**37 168 178**	**37 415 861**	**37 415 861**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**-1 230 819**	**4 680 699**	**-3 906 870**	**-3 906 870**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**39 654 923**	**32 487 479**	**41 322 731**	**41 322 731**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		1 102 545	1 112 259	1 089 395	1 192 284
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		38 552 377	31 375 219	40 233 336	40 130 446
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**135 409 908**	**143 792 072**	**143 204 251**	**141 526 186**
	6	**Résultat patrimonial**		**3 904 388**	**2 358 166**	**4 323 778**	**121 203**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**6 023 772**	**4 591 801**	**6 870 413**	**2 801 804**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**-1 084 909**	**-3 178 235**	**792 490**	**-1 174 876**
	9	**Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire**				**4 054**	**-16 305**
	10	**Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF**	**SENS**			***-457 265***	**-421 938**
		Variation des stocks	+ / -				
		Charges sur créances irrécouvrables	-			-457 265	**-421 938**
		Produits divers de gestion courante	+				
	11	**Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie**	**SENS**				**2 179 761**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			5 296 715	**-1 792 274**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -			2 170 181	**-246 765**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			-3 040 698	**4 070 911**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -			3 084 093	**147 889**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**2 673 567**	**-10 650 941**	**-6 264 590**	**-2 916 394**
	13	**Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**-1 005 759**	**0**	**-3 869 672**	**391 622**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**1 667 808**	**-10 650 941**	**-2 394 918**	**-3 308 016**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		89 739	-670 708	-359 795	-134 110
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		1 578 069	-9 980 233	-2 035 123	-3 173 906
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**-2 752 717**	**7 472 706**	**3 187 408**	**2 133 140**
	16	**Variation des restes à payer**		**411 352**	**501 643**	**1 024 144**	**1 229 781**
Niveaux finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**8 687 093**	**7 730 767**	**9 711 237**	**9 916 874**
	18	**Niveau final du fonds de roulement(*)**		**37 415 861**	**33 989 943**	**38 208 351**	**36 240 985**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement(**)**		**-3 983 536**	**12 153 405**	**-719 462**	**-1 773 730**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**41 322 731**	**21 836 538**	**38 927 813**	**38 014 715**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		1 192 284	441 551	729 600	1 058 174
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		40 130 446	21 394 986	38 198 213	36 956 540

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

TABLEAU 11 - EPSCP
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			Exercice : 2024								
			Budget AE	Conso. AE	Taux d'exécution AE	AE non consommée		Budget CP	Conso. CP	Taux d'exécution CP	CP non consommé
913	913X320	UMR 5600 EVS	380 543,00	331 763,68	87,18%	48 779,32		392 959,00	344 529,38	87,68%	48 429,62
	913X324	UMR 5190 LAHRA	94 385,00	90 288,77	95,66%	4 096,23		94 926,00	67 904,37	71,53%	27 021,63
	913X326	UMR 5189 HiSoMa	105 449,00	102 235,85	96,95%	3 213,15		105 449,00	101 328,37	96,09%	4 120,63
	913X327	UMR 5648 CIHAM	41 075,00	35 613,85	86,70%	5 461,15		43 207,00	43 863,49	101,52%	-656,49
	913X328	UMR 5137 IHRIM	68 226,00	60 625,08	88,86%	7 600,92		74 290,00	59 900,40	80,63%	14 389,60

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Visa du compte financier 2024.

Vu le décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, notamment les articles 24,32 et 212.

Le compte financier établi par l'Agent Comptable, soumis au visa de l'ordonnateur, comprend :

-Les états retraçant les autorisations budgétaires prévues au 1° de l'article 175 du décret du 7 novembre 2012 susvisé et leur exécution.

-Le tableau présentant l'équilibre financier prévu au 2° de l'article 175 du décret du 7 novembre 2012 susvisé tel qu'exécuté.

-Les états financiers annuels prévus à l'article 202du décret du 07 novembre 2012 susvisé, bilan, compte de résultat et annexe.

-La balance des valeurs inactives.

Je certifie que ce compte financier retrace les comptabilités dont j'ai la charge et les ordres transmis à l'Agent Comptable en application des articles 24 et 32 du décret du 07 novembre 2012 susvisé.

Fait à Lyon, le 20 février 2025.

Laurent LE NAOUR,

Agent Comptable

Le Président,

Gilles BONNET

Université Jean Moulin Lyon 3
Exercice clos le 31 décembre 2024

(En Euros)

COMPTE DE RESULTAT AU 31.12.2024	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Subventions et produits assimilés	**110,529,213**	**108,343,356**
Subventions pour charges de service public	103,831,012	101,361,419
Subventions de fonctionnement	4,051,396	4,618,470
Dons et legs	69,967	62,000
Produits de la fiscalité affectée	2,576,838	2,301,467
Produits directs d'activité	**24,672,672**	**23,680,588**
Prestations de service	23,205,284	22,095,893
Produit des activités annexes	1,327,380	1,386,493
Autres produits d'exploitation	140,008	198,203
Autres produits	**3,389,018**	**3,255,496**
Reprises sur amortissements et provisions	35,336	57,359
Reprises du financement rattaché à un actif	3,353,681	3,198,137
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)	**138,590,903**	**135,279,440**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats non stockés de matières et fournitures	**2,876,104**	**2,783,934**
Services extérieurs	**12,448,747**	**10,981,058**
Impôts, taxes et versements assimilés	**1,435,846**	**1,370,020**
Charges de personnel	**110,792,161**	**106,058,435**
Salaires et traitements	68,454,596	65,407,006
Charges sociales	42,337,565	40,651,429
Autres charges	**4,380,900**	**4,154,469**
Dotations aux amortissements et provisions	**6,069,619**	**5,390,780**
Sur immobilisations	5,851,207	5,318,273
Sur actif circulant	85,217	40,816
Pour risques et charges	133,195	31,690
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**138,003,377**	**130,738,696**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	472,833	653,970
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	-	-
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**472,833**	**653,970**
RESULTAT NET DE L'ACTIVITE (IV) (I - II - III)	**114,693**	**3,886,774**
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	6,886	18,754
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**6,886**	**18,754**
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	377	1,140
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**377**	**1,140**
RESULTAT FINANCIER (VII) (V - VI)	**6,509**	**17,613**
IMPÔTS SUR LES SOCIETES (VIII)	**-**	**-**
Total des produits (I + V)	138,597,789	135,298,194
Total des charges (II + III + VI + VIII)	138,476,587	131,393,806
RESULTAT (IV + VII - VIII)	**121,203**	**3,904,388**

UNIVERSITE JEAN MOULIN
• LYON III-

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Table des matières

I. PRESENTATION DE L'UNIVERSITE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 4
1.1 Présentation de l'Université. 4
1. Faits caractéristiques de l'exercice 4
II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION 6
2.1 Principes comptables 6
2.2 Changements de méthodes 6
2.3 Corrections d'erreurs 7
2.4 Immobilisations incorporelles 8
2.5 Immobilisations corporelles 8
2.6 Immobilisations financières 10
2.7 Créances 10
2.8 Subventions d'investissement 11
2.9 Fonds propres 11
2.10 Provisions 12
2.11 Charges à payer et produits à recevoir 12
2.12 Recettes et subventions d'exploitation 13
III. NOTES SUR LE BILAN 15
3.1 Tableau de mouvement des immobilisations incorporelles et corporelles. 15
3.2 Tableau de mouvement des amortissements 16
3.3 Echéance des créances 16
3.4 Charges constatées d'avance 17
3.5 Fonds propres 17
3.6 Provisions pour risques et charges 18

3.7 Echéance des dettes 18
3.8 Produits constatés d'avance 18
3.9 Charges à payer et produits à recevoir 19
IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 20
4.1 Ventilation des produits de fonctionnement 20
V. AUTRES INFORMATIONS 22
5.1 Événements postérieurs à la clôture 22
5.2 Effectifs 22
5.3 Engagements financiers 24
5.4 Entreprises liées 24
5.5 Autres informations 25

I. PRESENTATION DE L'UNIVERSITE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'Université.

L'Université Jean Moulin – Lyon 3 compte près de 28 000 étudiants et propose un large choix de formations en droit, science politique, philosophie, économie, gestion, langues, lettres, histoire, géographie, information et communication dispensées au sein de six facultés et instituts.
Etablissement ouvert à l'international et comptant de nombreux étudiants étrangers, l'Université dispense ses enseignements et formations sur trois campus :
-Lyon Manufacture des tabacs.
-Lyon Les Quais.
-Bourg en Bresse.

Pour mémoire, dans le cadre de la loi LRU du 10 août 2007, l'université Jean Moulin – Lyon 3 est entrée dans le processus de certification de ses comptes pour la première fois en 2010.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

1. Finalisation des opérations de remise partielle de la MILC à l'Université LUMIERE LYON 2.

Dans le cadre d'une convention tripartite conclue le 14 mai 2012 entre le Ministère, l'université de Lyon et l'ANR, la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un bâtiment appelé « Maison Internationale des Langues et des Cultures » (MILC) a été confiée à l'Université Jean MOULIN Lyon 3.

L'université a donc comptabilisé au sein de son actif immobilisé l'ensemble des investissements réalisés dans le cadre de ce programme. L'université Jean Moulin Lyon 3 a par ailleurs obtenu des financements dédiés à cette opération.

Par convention d'utilisation du 15 décembre 2016, l'Etat a affecté pour moitié ce bâtiment à l'Université LUMIERE Lyon 2.

En 2018, un transfert partiel des immobilisations et des financements s'y rapportant a eu lieu au bénéfice de l'Université LUMIERE Lyon 2.

En 2024, l'opération étant achevée, la part attribuable à l'Université LUMIERE Lyon 2 lui a été transférée :

Impact sur l'actif immobilisé

Libellé	Montant en K€
Bâtiments affectés	-743
Amortissement des bâtiments	129
Total	-614

Impact sur le financement externe de l'actif

Libellé	Montant en K€
Financement par des tiers autres que l'Etat	743
Quote part de financement repris	-85
Report à nouveau	-44
Total	614

II. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels ont été préparés conformément aux dispositions du recueil des normes comptables des établissements publics, du plan de comptes commun et de l'instruction commune ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France tels que :

- La prudence.
- La continuité de l'exploitation.
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- L'indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Changements de méthodes

Il n'y a aucun changement de méthode comptable à signaler sur l'exercice 2024.

2.3 Corrections d'erreurs

1. Ecritures comptabilisées en Report à nouveau.

Les écritures comptabilisées au poste « Report à nouveau » conformément à la norme 14 du RNCEP relative aux changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs s'élèvent à -44 K€ et sont détaillées ci-après :

Nature des écritures	Montant en K€
Rattrapage amortissement sur exercices antérieurs - immobilisations(plan campus)(*)	-2 442
Rattrapage quote part financement sur exercices antérieurs - immobilisations(plan campus)(*)	2 442
Rattrapage quote part financement sur exercices antérieurs - immobilisations(MILC)(**)	657
Rattrapage amortissement sur exercices antérieurs - immobilisations(MILC)(**)	-613
Impact net sur le report à nouveau	**44**

(*) Il s'agit ici de la comptabilisation du rattrapage d'amortissement et de la reprise des financements pour la partie financée via les intérêts de la dotation non consomptible ANR de l'UDL dans le cadre de l'opération Plan Campus. Cette opération est neutre sur le report à nouveau.

(**) L'opération de finalisation du transfert de la MILC à l'Université LUMIERE engendre quant à elle un impact de 44K€ via le report à nouveau créditeur.

2.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.
Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée soit entre 3 et 5 ans.
Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et de mise en service).
Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens et en application de la délibération du Conseil d'Administration en date du 26 mai 2009.
Les durées d'utilisation des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation, les plus généralement retenues peuvent être résumées comme suit :

TYPE D'IMMOBILISATION	DUREE(ANS)
Constructions traditionnelles	50
Constructions modernes ou non traditionnelles	30
Agencements et aménagements	15 à 20
Installations techniques-réseaux:	
Réseaux courant fort	20
Réseaux courant faible	15
Réseaux techniques-autres-	30 à 50
Voirie	30
Outillage	10
Matériel d'enseignement	10
Installations générales, agencements, aménagements divers	20
Matériel de transport	5
Matériel de bureau	5
Mobilier de bureau	10
Matériel informatique/matériel audiovisuel	3 à 5

A la clôture des comptes annuels, lorsque la valeur actuelle est notablement inférieure à la valeur nette comptable (résultant de l'application du plan d'amortissement à la valeur d'entrée), un amortissement exceptionnel ou une dépréciation des actifs immobilisés est comptabilisé.
Conformément à la possibilité ouverte par l'instruction BOFIP-GCP-14-0008 du 24 avril 2014, l'établissement n'a pas eu recours à la méthode de comptabilisation par composants pour l'intégration du patrimoine mis à disposition par l'Etat mais a valorisé le bâti, le non-bâti et le terrain encombré pour chaque bâtiment.

Les seuils d'immobilisation sont fixés par délibération du 18 décembre 2012, s'agissant des équipements informatiques et audiovisuels et par délibération 2022-05-16-fin s'agissant des autres catégories de biens.

2.6 Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition.
Une dépréciation est constituée, le cas échéant, pour ramener leur valeur au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur d'usage, apprécié sur la base du potentiel économique de la filiale.
Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

2.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.
Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas et selon les principes fixés par la délibération 2015-11-08-fin du 24 novembre 2015 amendée par la délibération 2020-03-06 fin du 10 mars 2020.

2.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées à réception de leur avis d'attribution dans des postes distincts des fonds propres en fonction :

- De la source des financements externes de l'actif, afin de distinguer les financements en provenance de l'État et ceux reçus de tiers autres que l'État.
- De leur rattachement ou non à un actif déterminé.

Pour les subventions rattachées à un actif, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Par respect du principe général de symétrie et conformément à l'instruction DGFIP sur le financement de l'actif, la comptabilisation de la reprise en résultat des financements s'effectue en résultat d'exploitation depuis l'exercice 2013.

2.9 Fonds propres

Les fonds propres de l'établissement sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que les dons et legs en capital. Le traitement dit « de la neutralisation » concernant les dotations aux amortissements des actifs reçus en dotation par l'Etat n'impacte pas le résultat mais les fonds propres de l'établissement.

2.10 Provisions

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels l'Université est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par le service des affaires juridiques, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers.
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

2.11 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- Aux dépenses de fonctionnement et d'investissement réalisées en 2024 dont la facture n'a pas été reçue à la clôture.
- Aux charges de personnel à payer en 2025 au titre des droits et rémunérations acquis en 2024.
- Aux heures complémentaires à payer.

- A la provision pour CET (Compte Epargne Temps) pour sa partie monétisable, évaluée à la clôture des comptes.
- A la provision pour congés non pris pour les personnels titulaires et non titulaires non enseignants.
- A l'allocation forfaitaire de télétravail instaurée par le décret 2021-1123 du 26 août 2021, pour la partie se rapportant aux jours de télétravail décomptés en 2024 et mis en paiement en 2025.
- Au forfait de mobilité durable instauré par le décret du 09 mai 2020 et modifié par décret du 13 décembre 2022 pour le forfait dû au titre de 2024 à payer en 2025.

Les enseignants chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Leurs droits à congés ne font en général pas l'objet d'un suivi dédié compte tenu du statut de ces personnels. S'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés des enseignants chercheurs ne peut être réalisée, aucun passif n'a été comptabilisé à ce stade dans les comptes de l'établissement.

Les produits à recevoir correspondent principalement :

- Aux encaissements restant à recevoir dans le cadre des conventions.
- Aux produits de formation continue pour la part relative à l'exercice en cours.

2.12 Recettes et subventions d'exploitation

Les recettes sont généralement constatées :

- Lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année.

- A l'avancement de la formation pour l'apprentissage.
- A la mise à disposition de personnel.
- A la réalisation de la prestation pour les autres prestations.

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées :

- A la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses engagées dans le cadre des subventions soumises à conditions suspensives.
- A réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas.

III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 Tableau de mouvement des immobilisations incorporelles et corporelles.

En K€*	31/12/2023	Augmentation		Diminution		31/12/2024
		virement	acquisition/MAD/transfert	virement	cession/rebut	
Immos incorporelles	**2 301**	**-**	**157**		**-**	**2 459**
Immos incorporelles	2 252		157	-	-	2 409
Immos en cours	50	-	-	-	-	50
Immos corporelles	**168 019**	**4 799**	**4 232**	**-872**	**-1 283**	**174 895**
Terrains et agencements	20 377	-	-	-	-	20 377
Constructions	121 656	4 778	2 321	-601	-742	127 412
Autres Immos	25 985	20	1 912	-271	-540	27 106
Immos en cours	**5 645**	**-**	**1 480**	**-3 927**	**-6**	**3 192**
Participations	**108**	**-**	**-**	**-**	**-**	**108**
Autres Immos financières	**12**	**-**	**16**	**-**	**-22**	**6**
TOTAL	**176 086**	**4 799**	**5 886**	**-4 799**	**-1 311**	**180 660**

**Ce tableau ne fait pas apparaitre les comptes techniques.*

3.2 Tableau de mouvement des amortissements

En K€	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 102	111	0	2 213
Amortissement des immobilisations corporelles	39 627	8 176	670	47 131
Agencements	67	22	0	89
Constructions	18 481	6 216	9	24 687
Autres immobilisations	21 078	1 938	661	22 355
TOTAL	41 728	8 287	670	49 345

3.3 Echéance des créances

L'ensemble des créances de l'université est à moins d'un an.

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Clients	2 738	3 453
Clients douteux	262	155
Factures à établir	6 743	7 313
Provisions clients douteux	-144	-84
Créances sur les clients et comptes rattachés	9 598	10 837
Créances/subventions d'investissement	67	67
Créances / subvention de fonctionnement	504	743
Créances fiscales	2	198
Autres créances	0	65
Subventions à recevoir	2 450	1 458
Créances sur des entités publiques	3 023	2 466
Créances sur les autres débiteurs	85	114
Avances et acomptes versés	0	0
TOTAL	12 706	13 417

3.4 Charges constatées d'avance

La technique comptable des charges constatées d'avance permet de neutraliser l'impact sur le résultat de la part de dépenses payées au titre de l'exercice courant et se rapportant à un exercice postérieur.
Les charges constatées d'avance s'élèvent ainsi à 302 K€ au titre de l'exercice 2024.

En K€	31/12/2024	31/12/2023
CCA*	302	247

*Il est à noter parmi ces écritures de rattachement un étalement de charge concernant la souscription d'une assurance dommage ouvrage par l'Université.

Cette charge payée en intégralité en 2019 peut faire l'objet d'un étalement sur dix années soit la durée de la garantie du contrat.

3.5 Fonds propres

En K€	
Fonds propres au 31/12/2023	174 888
Financement externe de l'actif	-1333
Reprise subventions	-3 354
Autres(report à nouveau-solde des comptes 110 et 119-)	44
Résultat de l'exercice	121
Fonds propres au 31/12/2024	170 336

3.6 Provisions pour risques et charges

En K€	Au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2024
Provision pour risques	18	4	10	12
Provisions pour charge	901	129	0	1 030
Total	**919**	**133**	**10**	**1 042**

La provision pour risques évaluée avec le service juridique de l'Université couvre les litiges en cours à la clôture de l'exercice 2024 pour un total de 12 K€.
La provision pour charges correspond aux comptes épargne temps constitutifs de droits à congés au 31 décembre 2024.

3.7 Echéance des dettes

L'ensemble des dettes de l'Université est à échéance à moins d'un an.

3.8 Produits constatés d'avance

La technique comptable des produits constatés d'avance permet de neutraliser l'impact sur le résultat de la part de recettes encaissées au titre de l'exercice courant et se rapportant à un exercice postérieur.
Les produits constatés d'avance s'élèvent à 310 K€ au 31 décembre 2024.

En K€	31/12/2024	31/12/2023
PCA	310	248

3.9 Charges à payer et produits à recevoir

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Factures non parvenues-fonctionnement-	1 609	2 425
Factures non parvenues-investissement-	421	993
Charges à payer liées au personnel de l'établissement	6 596	6 555
Ressources affectées	0	0
Total Charges à payer	8 626	9 973
Produits à recevoir(# 418)	6 743	7 313
Subventions à recevoir (#448)	2 450	1 458
Total Produits à recevoir	9 192	8 771

Détail des principales évolutions des PAR	2024	2023	Variation
Forma Sup	3 580	2 846	+734
Formation Continue-IAE-	806	1 465	-659
Formation Continue-DROIT-	629	210	+419
Formation Continue-FC3-	282	457	-175
Conventions suivies en EOTP	3 142	3 277	-135
Autres	753	516	+237
Total	9 192	8 771	+421

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation des produits de fonctionnement

Nature en K€	31/12/2024	31/12/2023
Droits de scolarité(*)	3 956	3 710
Formation continue	5 528	6 060
Validation des acquis de l'expérience	54	55
Formation en apprentissage	11 895	10 957
Mise à disposition locations diverses	510	548
Mise à disposition de personnel	606	526
Prestations de recherche	41	184
Autres prestations de service	1 944	1 441
Reprise amortissements et provisions	3 389	3 255
Subventions de fonctionnement	108 859	106 769
Contribution Vie Etudiante et Campus	1 671	1 559
Autres recettes	145	234
Total des produits de fonctionnement	**138 598**	**135 298**

Les subventions d'exploitation se répartissent comme suit :

Nature en K€	31/12/2024	31/12/2023
Subvention de fonctionnement Etat(SCSP)	103 831	101 361
Région	365	494
Union Européenne et organismes internationaux	106	295
Taxe d'apprentissage	906	727
Autres ministères	505	531
Autres subventions	3 076	3 299
Dons et legs	70	62
TOTAL	108 859	106 769

V. AUTRES INFORMATIONS

5.1 Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes annuels.

5.2 Effectifs

Plafond 1	Effectif 2024-moyenne mensualisée au 31/12/2024-	Effectif 2023-moyenne mensualisée au 31/12/2023-
Enseignants titulaires	480,08	476,25
Enseignants contractuels-CDI-	3,00	3,00
Enseignants contractuels-CDD-	225,58	218,67
BIATS Titulaires	409,83	404,50
BIATS CDI	56,50	52,67
BIATS CDD	122,83	128,42
	1297,82	*1283,50*

Plafond 2	Effectif 2024-moyenne mensualisée au 31/12/2024-	Effectif 2023-moyenne mensualisée au 31/12/2023-
Enseignants contractuels-CDD-	22,92	25,17
BIATS CDI	13,50	25,25
BIATS CDD	132,42	85,58
	168,84	*136,00*

TOTAL ETABLISSEMENT	Effectif 2024-moyenne mensualisée au 31/12/2024-	Effectif 2023-moyenne mensualisée au 31/12/2023-
Enseignants titulaires	480,08	476,25
Enseignants contractuels-CDI-	3,00	3,00
Enseignants contractuels-CDD-	248,50	243,83
BIATS Titulaires	409,83	404,50
BIATS CDI	70,00	77,92
BIATS CDD	255,25	214,00
	1466,66	*1419,49*

5.3 Engagements financiers

1. *Autres engagements financiers*

Engagements donnés :

Néant

Engagements reçus :

Néant.

5.4 Entreprises liées

Les principaux postes du bilan/compte de résultat représentatifs de transactions avec les entreprises liées sont les suivants et concernent la filiale LYON 3 VALORISATION.

(En K€)	31/12/2024	31/12/2023
Participations	108	108
Compte courant débiteur	0	0
Produits d'exploitation	35	76
Charges d'exploitation	0	0

5.5 Autres informations

1. Filiale LV3.

Le conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3 a décidé par délibération du 5 juillet 2016 que la filiale LV3 ne représentait qu'un intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat d'ensemble et en conséquence de ne pas établir de comptes consolidés avec sa filiale en raison de son faible chiffre d'affaires.
Cette exemption est prévue au paragraphe 2.4 de la norme sur les comptes consolidés du Recueil des normes comptables pour les établissements publics.

Filiales et participations-Informations financières(en euros)	LV3 SAS*
Renseignements détaillées sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société	
Capital	50 K€
Capitaux propres autres que le capital	0%
Quote-part du capital détenu	100%
Valeur comptable des titres détenus brute	108 K€
Valeur comptable des titres détenus nette	18 K€
Montant des cautions et avals donnés par la société	-
Chiffre d'affaire donné hors taxes	190 K€
Résultat(bénéfice ou perte) de l'exercice	-4 K€(perte)
Dividendes encaissés par l'Université	0 K€

**Données au 31/12/2023*

2. Comptabilisation des droits différenciés.

Par délibération 2023-11-11- sco, l'Université a acté des modalités de mise en place des droits d'inscriptions différenciés acquittés par certains étudiants étrangers hors UE pour l'année universitaire 2024/2025 conduisant de facto à les exonérer du montant des droits différencies et les aligner sur le montant des droits nationaux.

Les recettes des droits d'inscription pour les étudiants relevant des droits différenciés sont donc directement constatées sur la base du tarif applicable pour les droits nationaux.

Le tableau ci-dessous retrace donc, pour mémoire la situation des droits différenciés en 2024.

tarif	nombre d'étudiants en 2024 soumis au droit différenciés	total 2024 droits nationaux payés par étudiants extracommunautaires	montant total droits différenciés	différence droits différenciés/droits nationaux perçus
licence	658	115 150	1 760 150	1 645 000
master	456	114 000	1 654 824	1 540 824
doctorat*				
TOTAL	1114	229 150	3 414 974	3 185 824

**les étudiants en doctorat ne sont pas concernés en 2024-2025 par les droits différenciés*

Université Jean Moulin Lyon 3
Exercice clos le 31 décembre 2024

(En Euros)

BILAN AU 31.12.2024 ACTIF	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENT OU DEPRECIATION	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	**2,740,256**	**2,213,445**	**526,811**	**426,547**
Frais de recherche et de développement				
Logiciels	2,404,650	1,934,770	469,880	362,965
Autres immobilisations incorporelles	285,738	278,675	7,063	13,714
Immobilisations incorporelles en cours	49,868	-	49,868	49,868
Immobilisations corporelles	**181,861,621**	**47,131,543**	**134,730,078**	**138,016,138**
Terrains	20,377,350	88,613	20,288,737	20,310,437
Constructions	128,580,995	24,687,212	103,893,783	104,423,709
Installations techniques, matériel et outillage	2,328,102	1,929,649	398,454	500,109
Autres immmobilisations corporelles	26,772,409	20,426,070	6,346,339	6,549,449
Immobilisations corporelles en cours	3,798,754	-	3,798,754	6,228,423
Avances et acomptes	4,011	-	4,011	4,011
Immobilisations financières	**114,512**	**90,000**	**24,512**	**30,296**
Participations	108,131	90,000	18,131	18,131
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				9,184
Autres immobilisations financières	6,380	-	6,380	2,980
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**184,716,389**	**49,434,988**	**135,281,401**	**138,472,981**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances	**12,921,760**	**144,406**	**12,777,353**	**13,512,065**
Créances sur des entités publiques	3,022,617	-	3,022,617	2,466,423
Créances sur les clients et comptes rattachés	9,807,548	144,406	9,663,141	10,836,954
Avances et acomptes versés par l'Université	-	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	91,595	-	91,595	208,688
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	**302,015**	**-**	**302,015**	**246,765**
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	**13,223,775**	**144,406**	**13,079,369**	**13,758,830**
TRESORERIE				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	38,014,715	-	38,014,715	41,322,731
TOTAL TRESORERIE	**38,014,715**	**-**	**38,014,715**	**41,322,731**
Comptes de régularisation				
Ecart de conversion - Actif		-	-	-
TOTAL GENERAL - ACTIF	**235,954,878**	**49,579,394**	**186,375,484**	**193,554,542**

Université Jean Moulin Lyon 3
Exercice clos le 31 décembre 2024

(En Euros)

BILAN AU 31.12.2024 PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Financements reçus	**98,582,927**	**103,297,714**
Biens mis à disposition par l'Etat	70,462,020	72,691,049
Financements de l'actif par l'Etat	21,582,494	24,977,786
Financements de l'actif par des tiers autres que l'Etat	6,538,413	5,628,879
Réserves	**71,587,362**	**68,236,315**
Report à nouveau	**44,053**	**- 553,341**
Résultat de l'exercice	**121,203**	**3,904,388**
TOTAL FONDS PROPRES	**170,335,544**	**174,885,076**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	12,500	18,300
Provisions pour charges	1,029,935	901,240
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**1,042,435**	**919,540**
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dépôts et cautionnement	-	-
TOTAL DETTES FINANCIERES	**-**	**-**
DETTES NON FINANCIERES		
Avances et acomptes reçus	**4,767,454**	**6,054,344**
Dettes	**9,684,282**	**11,137,126**
Fournisseurs et comptes rattachés	1,614,210	2,432,424
Dettes fiscales et sociales	6,595,847	6,555,259
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	566,819	1,165,275
Autres dettes	907,405	984,168
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	**236,030**	**310,825**
Produits constatés d'avance	**309,740**	**247,630**
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	**14,997,505**	**17,749,926**
TRESORERIE		
Autres élèments de trésorerie passive	-	-
TOTAL TRESORERIE	**-**	**-**
Comptes de régularisation	-	-
Ecarts de conversion - Passif	-	-
TOTAL GENERAL - PASSIF	**186,375,484**	**193,554,542**

Société	Compte général	Désignation	Balance entrée débit	Mouvt debit période	Balance finale débit	Balance entrée crédit	Mouvt crédit période	Balance finale Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
1010	10100000	Financements non rat	0,00	5 555 853,57	5 555 853,57	-2 442 728,88	-3 215 727,58	-5 658 456,46	0,00	-102 602,89
1010	10411000	Contr et financt act	0,00	1 658 535,84	1 658 535,84	-88 038 784,46	-1 355 562,27	-89 394 346,73	0,00	-87 735 810,89
1010	10412000	Contr et financt act	36,70	4 771,20	4 807,90	0,00	0,00	0,00	4 807,90	0,00
1010	10413100	Financt autres actif	0,00	327 702,07	327 702,07	-26 204 593,8	-2 681 145	-28 885 738,8	0,00	-28 558 036,73
1010	10491000	Reprise résultat mis	13 852 112,56	1 837 815,12	15 689 927,68	0,00	-88 961,18	-88 961,18	15 600 966,50	0,00
1010	10492000	Reprise résultat rem	1 495 585,87	177 609,89	1 673 195,76	0,00	-5 179,36	-5 179,36	1 668 016,40	0,00
1010	10493100	Reprise résultat aut	3 669 536,68	3 494 667,45	7 164 204,13	0,00	-86 058,75	-86 058,75	7 078 145,38	0,00
1010	10681000	Reserves de propres	0,00	0,00	0,00	-152 449,02	0,00	-152 449,02	0,00	-152 449,02
1010	10682000	Reserve facultative-	0,00	0,00	0,00	-68 083 866,08	-3 351 046,58	-71 434 912,66	0,00	-71 434 912,66
1010	11000000	Report à nouveau (so	0,00	7 809 225,92	7 809 225,92	0,00	-10 908 865,22	-10 908 865,22	0,00	-3 099 639,3
1010	11900000	Report a nouveau (so	553 341,38	3 055 586,55	3 608 927,93	0,00	-553 341,38	-553 341,38	3 055 586,55	0,00
1010	12000000	Resultat de l'exerci	0,00	7 809 225,92	7 809 225,92	-3 904 387,96	-3 904 837,96	-7 809 225,92	0,00	0,00
1010	13120000	Financements Régions	0,00	189 784,47	189 784,47	-397 878,4	-24 260,12	-422 138,52	0,00	-232 354,05
1010	13140000	Financements Commune	0,00	0,00	0,00	-119 626,59	0,00	-119 626,59	0,00	-119 626,59
1010	13150000	Financements Autres	0,00	0,00	0,00	-100 012,03	-585 328	-685 340,03	0,00	-685 340,03
1010	13170000	Financements Autres	0,00	1 550 295.75	1 550 295.75	0,00	-1 551 975.51	-1 551 975.51	0,00	-1 679.76
1010	13180000	Financements Autres	0,00	2 698 593,89	2 698 593,89	-646 544,21	-2 603 811,76	-3 250 355,97	0,00	-551 762,08
1010	13412000	Financements Régions	0,00	17 042.72	17 042.72	-1 189 663.1	0,00	-1 189 663.1	0,00	-1 172 620.38
1010	13414000	Financements Commune	0,00	0,00	0,00	-99 879,35	0,00	-99 879,35	0,00	-99 879,35
1010	13415000	Financements Autres	0,00	0,00	0,00	-36 987,97	0,00	-36 987,97	0,00	-36 987,97
1010	13417000	Financements Autres	0,00	729 874,11	729 874,11	-3 005 447,97	-1 361 873,57	-4 367 321,54	0,00	-3 637 447,43
1010	13418000	Financements Autres	0,00	0,00	0,00	-1 669 919,21	0,00	-1 669 919,21	0,00	-1 669 919,21
1010	13492000	Reprise résult finan	1 116 544,23	2 542,32	1 119 086,55	0,00	-17 042,72	-17 042,72	1 102 043,83	0,00
1010	13494000	Reprise résult finan	36 083,99	3 150,92	39 234,91	0,00	0,00	0,00	39 234,91	0,00
1010	13497000	Reprise résult finan	419 417,92	63 675,17	483 093,09	0,00	-85 295,19	-85 295,19	397 797,90	0,00
1010	13498000	Reprise résult finan	65 033,68	65 093,95	130 127,63	0,00	0,00	0,00	130 127,63	0,00
1010	15110000	Provisions pour liti	0,00	10 300,00	10 300,00	-18 300	-4 500	-22 800	0,00	-12 500
1010	15820000	Provisions pour CET	0,00	0,00	0,00	-901 240	-128 695	-1 029 935	0,00	-1 029 935
1010	16550000	Cautionnements	0,00	30,00	30,00	0,00	-30	-30	0,00	0,00
1010	18100000	Comptes de liaison d	0,00	292 588 066,92	292 588 066,92	-0,01	-292 588 066,92	-292 588 066,93	0,00	-0,01
1010	20531000	Logiciels acquis ou	2 186 449,33	589 482,57	2 775 931,90	0,00	-377 635,85	-377 635,85	2 398 296,05	0,00
1010	20580000	Autres conces° et dt	6 353,75	0,00	6 353,75	0,00	0,00	0,00	6 353,75	0,00
1010	20800000	Autres immobilisatio	285 737,96	0,00	285 737,96	0,00	0,00	0,00	285 737,96	0,00
1010	21155600	Terrains bâtis- ens	19 332 350,00	0,00	19 332 350,00	0,00	0,00	0,00	19 332 350,00	0,00
1010	21255600	Agencement terr bâti	335 000,00	0,00	335 000,00	0,00	0,00	0,00	335 000,00	0,00
1010	21255700	Agencement terr bâti	710 000,00	0,00	710 000,00	0,00	0,00	0,00	710 000,00	0,00
1010	21315600	Construction bâtimen	71 168 116,65	1 733 293,64	72 901 410,29	0,00	-1 114 260,2	-1 114 260,2	71 787 150,09	0,00
1010	21315800	Construction bâtimen	807 395,93	0,00	807 395,93	0,00	-144 214,43	-144 214,43	663 181,50	0,00
1010	21318000	Construction autres	80 559,85	0,00	80 559,85	0,00	-64 664,74	-64 664,74	15 895,11	0,00
1010	21355600	Construction agencem	29 697 281,01	0,00	29 697 281,01	0,00	0,00	0,00	29 697 281,01	0,00
1010	21355700	Construction agencem	17 100 857,65	11 288 313,15	28 389 170,80	0,00	-6 012 975,95	-6 012 975,95	22 376 194,85	0,00
1010	21355800	Construction agencem	3 619 741,88	0,00	3 619 741,88	0,00	-8 579,03	-8 579,03	3 611 162,85	0,00
1010	21358000	Construction agencem	1 395,09	0,00	1 395,09	0,00	0,00	0,00	1 395,09	0,00
1010	21455800	Const sol autrui age	428 734,14	0,00	428 734,14	0,00	0,00	0,00	428 734,14	0,00
1010	21511700	Installations comple	231 329,19	30 957,05	262 286,24	0,00	-30 957,05	-30 957,05	231 329,19	0,00
1010	21547000	Matériel acquis	109 483,70	17 287,33	126 771,03	0,00	-17 506,97	-17 506,97	109 264,06	0,00
1010	21557000	Outillage acquis TEC	108 530,34	0,00	108 530,34	0,00	0,00	0,00	108 530,34	0,00
1010	21567000	Matériel d'enseignem	1 028 747,85	0,00	1 028 747,85	0,00	0,00	0,00	1 028 747,85	0,00
1010	21577000	Agencements & aménag	513 039,94	0,00	513 039,94	0,00	0,00	0,00	513 039,94	0,00
1010	21600000	Collections	336 192,05	998,96	337 191,01	0,00	-332 542,05	-332 542,05	4 648,96	0,00
1010	21710000	Biens historiques et	86 381,46	0,00	86 381,46	0,00	-86 381,46	-86 381,46	0,00	0,00
1010	21720000	Biens historiques et	0,00	332 542,05	332 542,05	0,00	0,00	0,00	332 542,05	0,00
1010	21817000	Install génér, agnct	1 280 881,18	16 472,18	1 297 353,36	0,00	-10 981,46	-10 981,46	1 286 371,90	0,00
1010	21827000	Matériel de transpor	276 146,49	0,00	276 146,49	0,00	0,00	0,00	276 146,49	0,00
1010	21831700	Matériel de bureau a	1 346 419,43	12 653,78	1 359 073,21	0,00	-0,02	-0,02	1 359 073,19	0,00
1010	21832700	Matériel informatiqu	11 174 025,47	4 047 995,43	15 222 020,90	0,00	-3 615 541,26	-3 615 541,26	11 606 479,64	0,00
1010	21832800	Matériel informatiqu	303 144,39	0,00	303 144,39	0,00	-901,76	-901,76	302 242,63	0,00
1010	21847000	Mobilier acquis	4 318 634,37	346 507,66	4 665 142,03	0,00	-307 483,25	-307 483,25	4 357 658,78	0,00
1010	21887000	Matériels divers acq	7 014 946,59	2 043 757,55	9 058 704,14	0,00	-1 474 268,05	-1 474 268,05	7 584 436,09	0,00
1010	23120000	Agencements/aménagem	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1010	23130000	Immobilisations en c	5 999 386,29	6 601 722,90	12 601 109,19	0,00	-8 933 975,37	-8 933 975,37	3 667 133,82	0,00
1010	23150000	Immobilisations en c	4 336,99	0,00	4 336,99	0,00	0,00	0,00	4 336,99	0,00
1010	23180000	Immobilisations en c	224 699,92	3 447,40	228 147,32	0,00	-100 863,87	-100 863,87	127 283,45	0,00
1010	23251000	Logiciels sous-trait	49 868,12	0,00	49 868,12	0,00	0,00	0,00	49 868,12	0,00
1010	23810000	Avances versées sur	4 011,00	0,00	4 011,00	0,00	0,00	0,00	4 011,00	0,00
1010	26180000	Titres de participat	108 131,41	0,00	108 131,41	0,00	0,00	0,00	108 131,41	0,00
1010	27430000	Prêts au personnel	9 184,00	3 100,00	12 284,00	0,00	-12 284	-12 284	0,00	0,00
1010	27510000	Depôts	629,07	10 440,00	11 069,07	0,00	-5 040	-5 040	6 029,07	0,00
1010	27550000	Cautionnements	2 351,28	2 735,25	5 086,53	0,00	-4 735,25	-4 735,25	351,28	0,00
1010	28053100	Amortissement-Logici	0,00	0,00	0,00	-1 823 484,25	-104 931,54	-1 928 415,79	0,00	-1 928 415,79
1010	28058000	Amt brevets, licence	0,00	0,00	0,00	-6 353,75	0,00	-6 353,75	0,00	-6 353,75
1010	28080000	Amortissement autres	0,00	0,00	0,00	-272 023.98	-6 651.36	-278 675.34	0,00	-278 675.34
1010	28125560	Amort-Agencement ter	0,00	0,00	0,00	-46 900	-6 700	-53 600	0,00	-53 600
1010	28125570	Amort-Agcment terr b	0,00	0,00	0,00	-20 013,31	-14 999,71	-35 013,02	0,00	-35 013,02
1010	28131560	Amort- Construction	0,00	129 347,94	129 347,94	-12 184 995,6	-1 629 149,93	-13 814 145,53	0,00	-13 684 797,59
1010	28131580	Amort- Construction	0,00	32 061,30	32 061,30	-129 099,94	-14 929,74	-144 029,68	0,00	-111 968,38
1010	28131800	Amort- Construction	0,00	3 759,72	3 759,72	-3 201,31	-1 501,66	-4 702,97	0,00	-943,25
1010	28135560	Amort- Construction	0,00	0,00	0,00	-2 905 324,17	-3 736 878,97	-6 642 203,14	0,00	-6 642 203,14
1010	28135570	Amort-Construct° agc	0,00	70 206,08	70 206,08	-1 708 620,63	-889 258,22	-2 597 878,85	0,00	-2 527 672,77
1010	28135580	Amort-Construct° agc	0,00	3 180,00	3 180,00	-1 330 439,19	-165 118,4	-1 495 557,59	0,00	-1 492 377,59
1010	28145580	Amort- Const sol aut	0,00	0,00	0,00	-218 692.79	-8 556.14	-227 248.93	0,00	-227 248.93
1010	28151170	Amort- Installations	0,00	0,00	0,00	-223 135,08	-2 857,24	-225 992,32	0,00	-225 992,32
1010	28154700	Amort- Matériel acqu	0,00	3 184,71	3 184,71	-64 855,61	-6 703,6	-71 559,21	0,00	-68 374,5
1010	28155700	Amort- Outillage acq	0,00	0,00	0,00	-98 130,72	-2 098,33	-100 229,05	0,00	-100 229,05
1010	28156700	Amort- Matériel d'en	0,00	0,00	0,00	-1 014 434,31	-7 578,48	-1 022 012,79	0,00	-1 022 012,79
1010	28157700	Amort- Agencements &	0,00	0,00	0,00	-513 039,94	0,00	-513 039,94	0,00	-513 039,94
1010	28181700	Amort- Install génér	0,00	0,00	0,00	-1 231 156,42	-9 737,66	-1 240 894,08	0,00	-1 240 894,08
1010	28182700	Amort- Matériel de t	0,00	0,00	0,00	-210 718,47	-13 373,74	-224 092,21	0,00	-224 092,21
1010	28183170	Amort- Matériel de b	0,00	0,00	0,00	-1 193 897,2	-32 998,84	-1 226 896,04	0,00	-1 226 896,04
1010	28183270	Amort- Matériel info	0,00	532 233.78	532 233.78	-8 347 560.42	-1 169 404.97	-9 516 965.39	0,00	-8 984 731.61
1010	28183280	Amort- Matériel info	0,00	901,76	901,76	-296 038,95	0,00	-296 038,95	0,00	-295 137,19
1010	28184700	Amort- Mobilier acqu	0,00	99 367.28	99 367.28	-2 699 408.35	-185 282.71	-2 884 691.06	0,00	-2 785 323.78
1010	28188700	Amort- Matériels div	0,00	33 391,89	33 391,89	-5 185 968,73	-516 418,08	-5 702 386,81	0,00	-5 668 994,92
1010	29610000	Dépréciation-titres	0,00	0,00	0,00	-90 000	0,00	-90 000	0,00	-90 000
1010	40110000	Fournisseurs-Achats	0,00	25 471 697,46	25 471 697,46	-4 980,6	-25 401 869,29	-25 406 849,89	64 847,57	0,00
1010	40170000	Retenues de garantie	0,00	716,88	716,88	-2 075,96	-4 231,65	-6 307,61	0,00	-5 590,73
1010	40410000	Fournisseurs d'immob	0,00	7 400 510,58	7 400 510,58	-158,69	-7 400 510,58	-7 400 669,27	0,00	-158,69
1010	40470000	Fournisseurs d'immob	0,00	71 379,03	71 379,03	-172 206,28	-45 169,99	-217 376,27	0,00	-145 997,24
1010	40810000	Fournisseurs - Factu	0,00	35 091 063,41	35 091 063,41	-2 425 367.79	-34 274 315,36	-36 699 683,15	0,00	-1 608 619,74
1010	40840000	Fournisseurs-Fact no	0,00	13 005 384,46	13 005 384,46	-992 910,39	-12 433 137,43	-13 426 047,82	0,00	-420 663,36
1010	41110000	Clients Ventes de bi	3 400 238.12	359 167 421.76	362 567 659.88	0,00	-359 882 383.15	-359 882 383.15	2 685 276.73	0,00
1010	41200000	Clients Etudiants, é	52 593,16	0,00	52 593,16	0,00	0,00	0,00	52 593,16	0,00
1010	41600000	Clients douteux ou l	155 036,51	418 364,28	573 400,79	0,00	-311 449,69	-311 449,69	261 951,10	0,00
1010	41810000	Clients Factures à	7 313 311,86	7 865 225,75	15 178 537,61	0,00	-8 435 964,78	-8 435 964,78	6 742 572,83	0,00
1010	41910000	Clients - Avances re	0,00	1 645 588,53	1 645 588,53	-3 966 815,27	-1 891 640,59	-5 858 455,86	0,00	-4 212 867,33
1010	41920000	Clients Etudiants,él	19 475,35	4 299 674,00	4 319 149,35	0,00	-4 274 959	-4 274 959	44 190,35	0,00
1010	42100000	Personnel Rémunérat	0,00	112 652 991,85	112 652 991,85	0,00	-112 652 991,85	-112 652 991,85	0,00	0,00
1010	42500000	Personnel Avances et	306,49	0,00	306,49	0,00	0,00	0,00	306,49	0,00
1010	42860000	Personnel-autres cha	0,00	6 555 259,00	6 555 259,00	-6 555 259	-6 595 847	-13 151 106	0,00	-6 595 847
1010	44110000	Financements	67 058,09	1 019 560,16	1 086 618,25	0,00	-1 019 560,16	-1 019 560,16	67 058,09	0,00
1010	44170000	Subventions	743 434,29	4 984 576,67	5 728 010,96	0,00	-5 224 454,45	-5 224 454,45	503 556,51	0,00
1010	44191000	Avances sur financem	0,00	149 094 159,62	149 094 159,62	-2 107 003,99	-147 585 932,31	-149 692 936,3	0,00	-598 776,68
1010	44352000	Aide de l'Etat versé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1010	44520000	Tva due intra-commun	0,00	38 947,58	38 947,58	0,00	-38 947,58	-38 947,58	0,00	0,00
1010	44551000	TVA à décaisser	0,00	117 014,60	117 014,60	0,00	-117 014,6	-117 014,6	0,00	0,00
1010	44562000	TVA déductible sur i	0,00	23 727,22	23 727,22	0,00	-23 727,22	-23 727,22	0,00	0,00
1010	44566000	TVA déductible sur a	0,00	40 429,86	40 429,86	0,00	-40 429,86	-40 429,86	0,00	0,00
1010	44567000	Crédit de TVA à repo	198 115,04	16 318,39	214 433,43	0,00	-212 153,06	-212 153,06	2 280,37	0,00
1010	44571000	TVA collectée	0,00	95 226,53	95 226,53	0,00	-95 226,53	-95 226,53	0,00	0,00
1010	44877000	Subventions à recevo	1 457 815,38	2 449 722,47	3 907 537,85	0,00	-1 457 815,38	-1 457 815,38	2 449 722,47	0,00
1010	46320000	Autres cpts débiteur	12 908,60	972 838,44	985 747,04	0,00	-980 642,36	-980 642,36	5 104,68	0,00
1010	46630000	Virements à réimpute	0,00	26 328,25	26 328,25	-530,6	-30 933,49	-31 464,09	0,00	-5 135,84
1010	46640000	Excédents de verseme	0,00	253 123,64	253 123,64	-66 513,38	-253 916,98	-320 430,36	0,00	-67 306,72
1010	46710000	Aide à la mobilité i	0,00	710 400,00	710 400,00	-310 825	-635 600	-946 425	0,00	-236 025
1010	46740000	Taxe d'apprentissage	0,00	906 248,21	906 248,21	0,00	-906 248,21	-906 248,21	0,00	0,00
1010	46780000	Autres	79 995.55	195 833.70	275 829.25	0,00	-275 834	-275 834	0,00	-4.75
1010	47110000	Recettes perçues ava	0,00	11 234 993,56	11 234 993,56	-316 053,51	-11 335 307,57	-11 651 361,08	0,00	-416 367,52
1010	47150000	Recettes des regisse	0,00	29 191.00	29 191.00	0,00	-29 191	-29 191	0,00	0,00
1010	47181000	Autres recettes à ré	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1010	47180000	Autres recettes à cl	0,00	166 181 831,61	166 181 831,61	-578 628,36	-165 934 084,19	-166 512 712,55	0,00	-330 880,94
1010	47210000	Dépenses payées avan	83 706,73	165 989,57	249 696,30	0,00	-178 212,4	-178 212,4	71 483,90	0,00
1010	47250000	Depenses des regisse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1010	47280000	Autres dépenses à ré	30 270,87	225 252 417,04	225 282 687,91	0,00	-225 269 181,98	-225 269 181,98	13 505,93	0,00
1010	47310000	Recettes à transfére	0,00	442 596,56	442 596,56	-22 441,66	-507 868,85	-530 310,51	0,00	-87 713,95
1010	47350000	Dépenses à transfére	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
1010	48600000	Charges constatées d	246 764,58	303 128,28	549 892,86	0,00	-247 877,65	-247 877,65	302 015,21	0,00
1010	48700000	Produits constatés d	0,00	247 630.42	247 630.42	-247 630.42	-309 739.89	-557 370.31	0,00	-309 739.89

1010	49110000	Dépréciations Client	0.00	26 763.65	26 763.65	-84 225.43	-86 944.62	-171 170.05	0.00	-144 406.4
1010	51120000	Cheques bancaires a	25 875,04	439 888,68	465 763,72	0,00	-462 313,72	-462 313,72	3 450,00	0,00
1010	51150000	Cartes bancaires a l	647,00	9 702 776,66	9 703 423,66	0,00	-9 717 053,66	-9 717 053,66	0,00	-13 630
1010	51170000	Chèques impayés	36 069,00	35 921,84	71 990,84	0,00	-40 367,74	-40 367,74	31 623,10	0,00
1010	51180000	Autres valeurs à l'e	166 255,00	422 684,64	588 939,64	0,00	-327 182,64	-327 182,64	261 757,00	0,00
1010	51511000	Compte au Trésor - é	41 096 427,00	138 641 313,27	179 737 740,27	0,00	-142 007 916,28	-142 007 916,28	37 729 823,99	0,00
1010	51590000	Règlements en cours	0,00	252 336 281,58	252 336 281,58	-2 786,68	-252 332 171,96	-252 334 958,64	1 322,94	0,00
1010	53100000	Caisse	244.73	6 553.00	6 797.73	0.00	-6 430	-6 430	367.73	0.00
1010	58500000	Virements internes d	0,00	8 050,00	8 050,00	0,00	-8 050	-8 050	0,00	0,00
1010	60225000	Fournitures de burea	0.00	1 203.65	1 203.65	0.00	0.00	0.00	1 203.65	0.00
1010	60611000	Electricite	0,00	1 269 998,65	1 269 998,65	0,00	-508 269,44	-508 269,44	761 729,21	0,00
1010	60612000	Carburants et lubrif	0,00	2 390,73	2 390,73	0,00	-536,06	-536,06	1 854,67	0,00
1010	60614000	Chauffage sur reseau	0,00	662 935,15	662 935,15	0,00	-96 636,77	-96 636,77	566 298,38	0,00
1010	60617000	Eau	0,00	103 255,22	103 255,22	0,00	-0,11	-0,11	103 255,11	0,00
1010	60630000	Fournitures d'entret	0,00	959 062,49	959 062,49	0,00	-90 298,69	-90 298,69	868 763,80	0,00
1010	60640000	Fournitures administ	0,00	526 422,59	526 422,59	0,00	-79 048,51	-79 048,51	447 374,08	0,00
1010	60650000	Linge. vetements de	0.00	37 594.03	37 594.03	0.00	-12 177.23	-12 177.23	25 416.80	0.00
1010	60670000	Fournitures, materie	0,00	54 893,29	54 893,29	0,00	-7 152,75	-7 152,75	47 740,54	0,00
1010	60680000	Autres matières et f	0.00	61 705.03	61 705.03	0.00	-10 135.53	-10 135.53	51 569.50	0.00
1010	60870000	Frais acces achats d	0,00	898,23	898,23	0,00	0,00	0,00	898,23	0,00
1010	61320000	Locations immobilier	0,00	542 254,14	542 254,14	0,00	-164 228,82	-164 228,82	378 025,32	0,00
1010	61340000	Locations d'animaux	0,00	360,00	360,00	0,00	0,00	0,00	360,00	0,00
1010	61350000	Locations mobilieres	0,00	455 106,85	455 106,85	0,00	-161 881,83	-161 881,83	293 225,02	0,00
1010	61380000	Autres locations	0,00	255 904,53	255 904,53	0,00	-18 438,89	-18 438,89	237 465,64	0,00
1010	61400000	Charges locatives et	0,00	130 536,97	130 536,97	0,00	0,00	0,00	130 536,97	0,00
1010	61520000	Entretien et réparat	0,00	266 099,96	266 099,96	0,00	-21 829,71	-21 829,71	244 270,25	0,00
1010	61550000	Entretien et réparat	0,00	148 632,86	148 632,86	0,00	-39 507,16	-39 507,16	109 125,70	0,00
1010	61560000	Entretien et réparat	0,00	1 330 304,34	1 330 304,34	0,00	-141 336,7	-141 336,7	1 188 967,64	0,00
1010	61610000	Multirisques	0,00	10 762,47	10 762,47	0,00	0,00	0,00	10 762,47	0,00
1010	61620000	Assurance obligatoir	0,00	29 772,07	29 772,07	0,00	0,00	0,00	29 772,07	0,00
1010	61630000	Assurance transport	0,00	5 594,58	5 594,58	0,00	-445,74	-445,74	5 148,84	0,00
1010	61680000	Autres assurances	0,00	10 898,28	10 898,28	0,00	0,00	0,00	10 898,28	0,00
1010	61700000	Etudes et recherches	0,00	538 235,70	538 235,70	0,00	-11 516,61	-11 516,61	526 719,09	0,00
1010	61830000	Documentation techni	0,00	1 538 263,00	1 538 263,00	0,00	-81 767,06	-81 767,06	1 456 495,94	0,00
1010	61850000	Frais de colloques,s	0,00	48 163,99	48 163,99	0,00	-21 664,4	-21 664,4	26 499,59	0,00
1010	62110000	Personnel interimair	0,00	150,00	150,00	0,00	-150	-150	0,00	0,00
1010	62142000	Personnel mis à disp	0,00	205 293,36	205 293,36	0,00	-17 462,75	-17 462,75	187 830,61	0,00
1010	62260000	Honoraires	0,00	150 324,61	150 324,61	0,00	-7 613,96	-7 613,96	142 710,65	0,00
1010	62270000	Frais d'actes et de	0,00	1 896,59	1 896,59	0,00	-0,01	-0,01	1 896,58	0,00
1010	62280000	Divers frais intermé	0,00	34 958,85	34 958,85	0,00	-456,56	-456,56	34 502,29	0,00
1010	62310000	Annonces et insertio	0,00	14 222,17	14 222,17	0,00	-0,05	-0,05	14 222,12	0,00
1010	62330000	Foires et exposition	0,00	35 244,18	35 244,18	0,00	-7 892,15	-7 892,15	27 352,03	0,00
1010	62340000	Cadeaux	0,00	23 252,97	23 252,97	0,00	-5 505,79	-5 505,79	17 747,18	0,00
1010	62360000	Catalogues et imprim	0,00	166 728,35	166 728,35	0,00	-8 108,38	-8 108,38	158 619,97	0,00
1010	62370000	Publications	0,00	265 791,20	265 791,20	0,00	-55 373,89	-55 373,89	210 417,31	0,00
1010	62380000	Divers	0,00	492 299,11	492 299,11	0,00	-77 081,2	-77 081,2	415 217,91	0,00
1010	62410000	Transports sur achat	0,00	5 702,28	5 702,28	0,00	-973,36	-973,36	4 728,92	0,00
1010	62450000	Voyages d'études, vi	0,00	35 765,36	35 765,36	0,00	-5 616,9	-5 616,9	30 148,46	0,00
1010	62470000	Transports collectif	0,00	49 230,52	49 230,52	0,00	-1 456,14	-1 456,14	47 774,38	0,00
1010	62480000	Divers transport	0,00	2 876,18	2 876,18	0,00	-107,38	-107,38	2 768,80	0,00
1010	62510000	Voyages et déplaceme	0,00	820 430,76	820 430,76	0,00	-34 923,08	-34 923,08	785 507,68	0,00
1010	62540000	Frais d'inscription	0,00	197 799,01	197 799,01	0,00	-27 571,43	-27 571,43	170 227,58	0,00
1010	62550000	Frais de demenagemen	0,00	15 296,32	15 296,32	0,00	-35,87	-35,87	15 260,45	0,00
1010	62560000	Missions personnels	0,00	1 131 024,17	1 131 024,17	0,00	-8 318,24	-8 318,24	1 122 705,93	0,00
1010	62570000	Frais réceptions	0,00	936 571,57	936 571,57	0,00	-136 157,43	-136 157,43	800 414,14	0,00
1010	62600000	Frais postaux et fra	0,00	185 069,29	185 069,29	0,00	-8 847,87	-8 847,87	176 221,42	0,00
1010	62750000	Frais sur effets (co	0,00	20 602,16	20 602,16	0,00	0,00	0,00	20 602,16	0,00
1010	62780000	Autres frais et comm	0,00	1 801,46	1 801,46	0,00	-236,23	-236,23	1 565,23	0,00
1010	62810000	Concours divers	0,00	480 783,10	480 783,10	0,00	-50 871,19	-50 871,19	429 911,91	0,00
1010	62830000	Format° continue du	0,00	346 697,65	346 697,65	0,00	-25 172,12	-25 172,12	321 525,53	0,00
1010	62840000	Frais de recrutement	0,00	23 747,35	23 747,35	0,00	-5 986,72	-5 986,72	17 760,63	0,00
1010	62850000	Prestations extérieu	0,00	603 478,61	603 478,61	0,00	-119 650,53	-119 650,53	483 828,08	0,00
1010	62860000	Prestation extérieur	0,00	1 605 604,15	1 605 604,15	0,00	-130 412,87	-130 412,87	1 475 191,28	0,00
1010	62870000	Prestations extérieu	0,00	200 744,25	200 744,25	0,00	-44 194,46	-44 194,46	156 549,79	0,00
1010	62885000	Facturat. P.A.F effe	0,00	57 870,28	57 870,28	0,00	0,00	0,00	57 870,28	0,00
1010	62888000	Autres frais divers	0,00	516 342,00	516 342,00	0,00	-46 947,5	-46 947,5	469 394,50	0,00
1010	63310000	Impôt et taxe - vers	0,00	1 142 965,69	1 142 965,69	0,00	-4 139,88	-4 139,88	1 138 825,81	0,00
1010	63320000	Allocation logement	0,00	285 748,51	285 748,51	0,00	-1 034,96	-1 034,96	284 713,55	0,00
1010	63512000	Taxes foncières	0,00	10,75	10,75	0,00	-10,75	-10,75	0,00	0,00
1010	63513000	Autres impôt ou taxe	0,00	1 157,10	1 157,10	0,00	-1 157,1	-1 157,1	0,00	0,00
1010	63580000	Autres droits	0,00	12 278,00	12 278,00	0,00	0,00	0,00	12 278,00	0,00
1010	63780000	Taxes diverses	0,00	28,52	28,52	0,00	0,00	0,00	28,52	0,00
1010	64111000	Rémunérations princi	0,00	53 282 115.73	53 282 115.73	0,00	-1 687 746	-1 687 746	51 594 369.73	0,00
1010	64112100	Rémunérations access	0,00	11 467 374,57	11 467 374,57	0,00	-3 269 147,78	-3 269 147,78	8 198 226,79	0,00
1010	64112200	Rémunérations access	0,00	844 077,07	844 077,07	0,00	-4 596,47	-4 596,47	839 480,60	0,00
1010	64120000	Congés payés	0,00	1 420 199,51	1 420 199,51	0,00	-1 501 904,27	-1 501 904,27	0,00	-81 704,76
1010	64131000	Primes et gratificat	0,00	2 876 138,19	2 876 138,19	0,00	-12 849,58	-12 849,58	2 863 288,61	0,00
1010	64132000	Primes et gratificat	0,00	1 012 952,77	1 012 952,77	0,00	-429 048	-429 048	583 904,77	0,00
1010	64140000	Indemnités et avanta	0,00	134 139,50	134 139,50	0,00	-86,5	-86,5	134 053,00	0,00
1010	64142000	Indemnité compensatr	0,00	4 105 164,45	4 105 164,45	0,00	-45 452,7	-45 452,7	4 059 711,75	0,00
1010	64144000	Indemnités et avanta	0,00	71 000,46	71 000,46	0,00	0,00	0,00	71 000,46	0,00
1010	64148000	autres indemnités et	0,00	5 750,00	5 750,00	0,00	0,00	0,00	5 750,00	0,00
1010	64150000	Supplément familial	0,00	414 100,39	414 100,39	0,00	-1 101,58	-1 101,58	412 998,81	0,00
1010	64191000	Abattement indemnita	0,00	1 831,47	1 831,47	0,00	-293 835,51	-293 835,51	0,00	-292 004,04
1010	64510000	Cotisations d'assura	0,00	6 268 540,38	6 268 540,38	0,00	-24 491,57	-24 491,57	6 244 048,81	0,00
1010	64531100	Pensions civiles	0,00	27 952 362,97	27 952 362,97	0,00	-31 308,82	-31 308,82	27 921 054,15	0,00
1010	64532000	Cotisations patronal	0,00	46 675,23	46 675,23	0,00	0,00	0,00	46 675,23	0,00
1010	64534000	CNAV	0,00	1 971 877,18	1 971 877,18	0,00	-13 689,55	-13 689,55	1 958 187,63	0,00
1010	64535100	RAFP	0,00	349 782,30	349 782,30	0,00	0,00	0,00	349 782,30	0,00
1010	64535200	IRCANTEC	0,00	934 783,72	934 783,72	0,00	-10 366,32	-10 366,32	924 417,40	0,00
1010	64540000	Cotisations à Pôle e	0,00	799 375,51	799 375,51	0,00	-4 702,7	-4 702,7	794 672,81	0,00
1010	64580000	Cotisations aux autr	0,00	3 171 738,29	3 171 738,29	0,00	-11 488,19	-11 488,19	3 160 250,10	0,00
1010	64710000	Prestations directes	0,00	625 515,16	625 515,16	0,00	-1 419,14	-1 419,14	624 096,02	0,00
1010	64740000	Oeuvres sociales	0,00	303 755,50	303 755,50	0,00	-7 058,45	-7 058,45	296 697,05	0,00
1010	64750000	Médecine du travail,	0,00	17 702,97	17 702,97	0,00	-19,61	-19,61	17 683,36	0,00
1010	64800000	Autres charges de pe	0,00	141 975,95	141 975,95	0,00	-76 455,51	-76 455,51	65 520,44	0,00
1010	65110000	Redev.concess°, brev	0,00	818 752,03	818 752,03	0,00	-288 124,74	-288 124,74	530 627,29	0,00
1010	65160000	Droits d'auteurs et	0,00	72 335,03	72 335,03	0,00	0,00	0,00	72 335,03	0,00
1010	65400000	Pertes sur créances	0,00	81 736,36	81 736,36	0,00	0,00	0,00	81 736,36	0,00
1010	65731000	charges intervention	0,00	473 871,62	473 871,62	0,00	-1 038,5	-1 038,5	472 833,12	0,00
1010	65780000	Autres charges spéci	0,00	3 145 874,64	3 145 874,64	0,00	-316 977,82	-316 977,82	2 828 896,82	0,00
1010	65812000	Pénalités, amendes f	0,00	3 490,00	3 490,00	0,00	0,00	0,00	3 490,00	0,00
1010	65830000	Charges gestion - an	0,00	427 622,70	427 622,70	0,00	-5 684,5	-5 684,5	421 938,20	0,00
1010	65880000	Autres charges diver	0,00	446 261,78	446 261,78	0,00	-4 385,34	-4 385,34	441 876,44	0,00
1010	66600000	Pertes de change pou	0,00	376,82	376,82	0,00	0,00	0,00	376,82	0,00
1010	68110000	Dotation amort immo	0,00	5 883 030,32	5 883 030,32	0,00	-31 823,55	-31 823,55	5 851 206,77	0,00
1010	68130000	Q-part reconst. Fina	0,00	613 492,19	613 492,19	0,00	-613 492,19	-613 492,19	0,00	0,00
1010	68151000	Dotations aux prov p	0,00	133 195,00	133 195,00	0,00	0,00	0,00	133 195,00	0,00
1010	68170000	Dotations aux prov p	0,00	85 217,16	85 217,16	0,00	0,00	0,00	85 217,16	0,00
1010	70621100	Drts de scolar aux d	0,00	4 080,75	4 080,75	0,00	-2 952 159,02	-2 952 159,02	0,00	-2 948 078,27
1010	70621200	Drts de scolar aux d	0,00	1 047,12	1 047,12	0,00	-288 355,85	-288 355,85	0,00	-287 308,73
1010	70621300	Droits des diplômes	0,00	1 116,00	1 116,00	0,00	-721 335	-721 335	0,00	-720 219
1010	70623100	Formation - contrat	0,00	2 845 857,99	2 845 857,99	0,00	-14 740 353,65	-14 740 353,65	0,00	-11 894 495,66
1010	70624000	Prestations de forma	0,00	2 298 300,78	2 298 300,78	0,00	-7 826 182,48	-7 826 182,48	0,00	-5 527 881,7
1010	70625000	validation des acqui	0,00	1 200,00	1 200,00	0,00	-54 972	-54 972	0,00	-53 772
1010	70661000	Colloques	0,00	700,01	700,01	0,00	-112 117,76	-112 117,76	0,00	-111 417,75
1010	70662000	Prestations de reche	0,00	84 159,18	84 159,18	0,00	-125 143,73	-125 143,73	0,00	-40 984,55
1010	70664000	Ventes de publicatio	0,00	18,58	18,58	0,00	-1 995,29	-1 995,29	0,00	-1 976,71
1010	70681000	Prestations et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	-32 000	-32 000	0,00	-32 000
1010	70682000	autres prestations d	0,00	320 293,05	320 293,05	0,00	-1 907 442,31	-1 907 442,31	0,00	-1 587 149,26
1010	70810000	Pdts des svces explo	0,00	0,00	0,00	0,00	-170 979,5	-170 979,5	0,00	-170 979,5
1010	70830000	Locations diverses	0,00	247 508,76	247 508,76	0,00	-757 974,44	-757 974,44	0,00	-510 465,68
1010	70840000	Mise a disposition d	0,00	71 285,24	71 285,24	0,00	-676 793,43	-676 793,43	0,00	-605 508,19
1010	70850000	Ports et frais acces	0,00	2,50	2,50	0,00	-242,66	-242,66	0,00	-240,16
1010	70880000	Autres produits d'ac	0,00	0,00	0,00	0,00	-40 186,85	-40 186,85	0,00	-40 186,85
1010	74111000	Subvention pour char	0,00	248 677,00	248 677,00	0,00	-104 079 689	-104 079 689	0,00	-103 831 012
1010	74128000	Autres ministères -	0,00	21 654.24	21 654.24	0,00	-526 349.67	-526 349.67	0.00	-504 695.43
1010	74131100	ANR Investissements	0,00	37 614,40	37 614,40	0,00	-46 950,67	-46 950,67	0,00	-9 336,27
1010	74131200	ANR Hors investisse	0,00	1 878 457.73	1 878 457.73	0,00	-2 439 896.78	-2 439 896.78	0.00	-561 439.05
1010	74420000	Subventions de la ré	0,00	425 894,66	425 894,66	0,00	-791 247,44	-791 247,44	0,00	-365 352,78
1010	74460000	Subventions union eu	0,00	292 945,53	292 945,53	0,00	-203 139,34	-203 139,34	89 806,19	0,00
1010	74470000	Subventions d'organi	0,00	50 532,34	50 532,34	0,00	-246 163,91	-246 163,91	0,00	-195 631,57
1010	74480000	Subv autres collecti	0,00	179 587,12	179 587,12	0,00	-2 048 640,71	-2 048 640,71	0,00	-1 869 053,59
1010	74810000	Pdts versts liberato	0,00	0,00	0,00	0,00	-906 248,21	-906 248,21	0,00	-906 248,21
1010	74880000	Autres subventions	0,00	1 767 281,68	1 767 281,68	0,00	-2 402 975,31	-2 402 975,31	0,00	-635 693,63
1010	75432000	Legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00	-69 967	-69 967	0,00	-69 967
1010	75712000	Taxe affectée CVEC	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 670 589,67	-1 670 589,67	0,00	-1 670 589,67
1010	75830000	Pdts gest° cour prov	0.00	5 398.18	5 398.18	0.00	-99 980.5	-99 980.5	0.00	-94 582.32

1010	75840000	Autres produits cont	0.00	0.00	0.00	0.00	-2 829	-2 829	0.00	-2 829
1010	75880000	Autres produits	0,00	128,83	128,83	0,00	-27 747,04	-27 747,04	0,00	-27 618,21
1010	76880000	Autres produits fina	0,00	30,00	30,00	0,00	-6 916,19	-6 916,19	0,00	-6 886,19
1010	78130000	Q-part reprise Finan	0,00	672 585,12	672 585,12	0,00	-4 026 266,53	-4 026 266,53	0,00	-3 353 681,41
1010	78151000	Reprises sur prov po	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 300	-10 300	0,00	-10 300
1010	78170000	Reprises dépréciatio	0,00	0,00	0,00	0,00	-25 036,19	-25 036,19	0,00	-25 036,19
1010	79100000	Transferts de charge	0,00	0,00	0,00	0,00	-14 978,85	-14 978,85	0,00	-14 978,85
1010	89000000	Bilan d'ouverture	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
			256 686 215,17	2 058 628 105,74	2 315 314 320,91	-256 686 215,17	-2 058 628 105,74	-2 315 314 320,91	404 029 527,29	-404 029 527,29

COMPTE FINANCIER 2024

Conseil d'administration du 11 mars 2025

Rapport de gestion de l'ordonnateur

PREAMBULE

Le compte financier constitue une étape importante dans la vie d'un établissement, car il permet d'évaluer l'exécution budgétaire de l'année écoulée et d'apporter une analyse détaillée des résultats financiers de notre établissement. Cette analyse s'inscrit dans un contexte marqué par les évolutions de la politique nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Ce rapport présente une analyse approfondie des ressources mobilisées, des dépenses engagées, ainsi que des principaux indicateurs de performance financière, offrant ainsi une vision précise de la santé économique de notre établissement.

Pour rappel, l'élaboration du budget initial 2024 s'est déroulée dans un contexte marqué par des incertitudes persistantes. Jusqu'au printemps 2024, les moyens alloués dans le cadre du premier contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'État (COMP 2024-2026) restaient inconnus, tout comme l'évolution des compensations de l'État concernant les mesures salariales en vigueur et à venir, ainsi que la prise en charge des surcoûts énergétiques. Par ailleurs, jusqu'à la clôture de l'exercice et la notification finale du 16 décembre 2024, les dotations de l'État sont demeurées incertaines, tant en volume qu'en termes de niveau de couverture de certaines mesures.

Néanmoins, le projet d'établissement que nous avons engagé visant à préserver notre autonomie et garantir la qualité de notre vie universitaire se reflète pleinement dans l'exécution de ce budget 2024. Il s'appuie notamment sur le développement continu de nos ressources propres.

Ainsi, les différentes mesures portées dans la lettre d'orientations stratégiques et de moyens 2024 en faveur de la formation, de la recherche – à travers le Plan Ambition recherche –, de la qualité de vie universitaire, ainsi que de l'amélioration des conditions de travail pour nos personnels et des conditions d'études et de vie sur le campus pour nos étudiants, ont bénéficié d'un soutien budgétaire significatif pour garantir leur mise en œuvre effective.
Par ailleurs, les grands chantiers conduisant à la modernisation et à l'amélioration du patrimoine immobilier de l'établissement, en général, et aux espaces de travail et de vie, en particulier, ont été engagés. Grâce au Plan Ambition numérique, un important chantier de renforcement de la qualité et de la sécurité de nos infrastructures informatiques a été lancé.
L'Université a également poursuivi son engagement dans la lutte contre les précarités étudiantes, et déployé par ailleurs une politique ambitieuse en faveur de la transition écologique qui nous a permis d'obtenir le label DDRS – Développement Durable et Responsabilité Sociétale.

Dans la continuité des exercices précédents, l'exercice 2024 a été marqué par un soutien fort au financement de la politique sociale, d'emploi et de rémunération pour l'ensemble des personnels de l'université. Ce budget a assuré le financement des mesures nouvelles issues de la Conférence Sociale de 2022 et renforcées en 2023, tant pour les personnels enseignants que non-enseignants.
Par ailleurs, le dialogue que nous avons instauré avec notre tutelle concernant notre sous-dotation en emplois a porté ses fruits puisque nous avons été notifiés de 31 ETPT[1] (y compris contrats doctoraux) sous plafond 1 État. Toutefois, il faut noter que cette attribution ne s'accompagne d'aucune contrepartie financière.
Nous avons également reçu un retour favorable au financement des actions portées dans notre COMP 2024-2026 ainsi que pour le projet Université Inclusive Démonstratrice (UID).

Les indicateurs financiers issus des comptes 2024 témoignent du dynamisme de notre établissement et de notre capacité à générer des ressources propres. Ils mettent également en exergue la difficulté pour un établissement à couvrir l'évolution de l'ensemble des dépenses, en particulier celles imposées par l'État sans compensation financière correspondante.

1 – Autorisations budgétaires

1.1 Tableau des autorisations d'emplois – tableau 1 *pour vote*

1.1.1 Évolution de l'exécution de la masse salariale 2024

Concernant la masse salariale 2024, la consommation en paie s'est élevée à 111 918 972 €, soit une augmentation de 5 487 344 € par rapport à 2023. Cette forte évolution résulte de l'application de plusieurs mesures importantes tant au niveau national qu'au sein de notre établissement :

- Sur le plan national :
  - Attribution de 5 points d'indice supplémentaires dès le 1er janvier,
  - Augmentation du SMIC en novembre,
  - Revalorisation de la rémunération des contractuels doctorants,
  - Augmentation du régime indemnitaire enseignant,
  - Impacts en année pleine des mesures 2023 :
    - Revalorisation de 1,5% du point d'indice
    - Augmentation de la prise en charge des frais de transport de 50% à 75%
    - Mesures spécifiques « Bas de grilles » pour les catégories C et B
  - Glissement Vieillesse Technicité (GVT)

[1] ETPT Equivalent Temps Plein Travaillé

- Au niveau de l'établissement :
    - Revalorisation de l'IFSE pour les titulaires BIATS
    - Augmentation de la prime mensuelle pour les contractuels BIATS (passant de 100 € à 110 €)
    - Développement de l'intéressement aux marges de la Formation Continue
    - Augmentation du nombre de bénéficiaires du régime indemnitaire enseignant RIPEC : notamment de la C3 (fonctions et responsabilités particulières) avec 16 nouveaux bénéficiaires. Et La C2 (ancienne PEDR) avec 26 bénéficiaires supplémentaires,
    - Revalorisation et élargissement du référentiel des tâches Enseignants : Création de 3 nouvelles tâches liées au Référentiel (examen des dossiers mon Master, un référent transition écologique par composante, gros amphis avec coordination pédagogique des équipes chargées de TD), et réévaluation du montant du plafond pour certaines activités existantes, (+92 K€),
    - Campagne d'emploi BIATS et Enseignants 2024
    - Augmentation du « Hors Paie » liée à une hausse importante de la participation restauration (+ 70 K€, soit + 102%) et au versement d'un capital décès (38 K€)
    - Impacts en année pleine des mesures 2023 :
        - Attribution de 8 points aux contractuels BIATS de catégorie B
        - Augmentation de la prime mensuelle pour les contractuels BIATS de 50€ à 100€
        - Augmentation de l'IFSE pour les titulaires BIATS
        - Revalorisation des indices minimum de recrutement
        - Campagne d'emploi BIATS et Enseignants 2023

Les effets de ces mesures se poursuivront lors des prochaines années et nécessiteront un pilotage fin afin de garantir la soutenabilité de la masse salariale.

Nous avions prévu au budget rectificatif numéro 2 un montant de 112 743 660€ qui a été exécuté à hauteur de 99,6 %. En isolant la masse salariale hors EOTP, le taux d'exécution passe à 99,8 %, ce qui constitue un taux d'exécution quasiment optimal, garantissant une gestion saine des opérations de rémunération.

EXECUTION FINALE DE LA MASSE SALARIALE 2024

Consommation Masse salariale		Budget 2024	Consommation	Écart	% Exécution
Paie		**112 302 185,00 €**	**111 918 972,00 €**	**-383 213 €**	**99,7%**
Dont Heures complémentaires		**10 115 716,00 €**	**9 179 021,00 €**	**-936 695 €**	**90,7%**
Dont dépenses EOTP		**1 923 052,00 €**	**1 680 825,00 €**	**-242 227 €**	**87,4%**
Dépenses hors paie	Hors paie	**90 000,00 €**	**80 417,00 €**	**-9 583 €**	**89,4%**
	SACSO	**351 475,00 €**	**307 631,00 €**	**-43 844 €**	**87,5%**
Exécution Budgétaire		112 743 660,00 €	112 307 020,00 €	**-436 640 €**	**99,6%**

1.1.1.1 Les dépenses de personnels BIATS

La consommation des emplois BIATS est en augmentation avec un volume d'ETPT annuel de 709,10 ETPT contre 676,03 ETPT en 2023, soit une création nette de 33,07 ETPT

			2024	2023	
	Famille	**Tit/Non Tit**	**ETPT**	**ETPT**	**Écart 2024/2023**
P1	BIATOS	Non titulaire	**173,06**	**174,98**	**-1,92**
		Titulaire	**395,79**	**388,97**	**6,82**
	BIATOS		**568,85**	**563,95**	**4,90**
P2	BIATOS	Non titulaire	**140,25**	**112,08**	**28,17**
	BIATOS		**140,25**	**112,08**	**28,17**
			709,10	**676,03**	**33,07**

Cette variation d'effectif, cumulée aux effets naturels du GVT et aux mesures nationales comme locales indiquées précédemment, a généré une augmentation de la masse salariale de 2 351 640 €. Cette augmentation se retrouve principalement dans la filière ITRF (942 639 €) ainsi qu'au niveau des agents contractuels (1 315 030 €).

Statut	Filière	2023	2024	Ecart
Titulaire	AENES	5 432 786 €	5 623 681 €	190 895 €
	BIBLIO	2 990 225 €	2 945 247 €	-44 978 €
	CG FORM	32 007 €		-32 007 €
	ITRF	16 852 136 €	17 794 775 €	942 639 €
	MEDICALE	19 939 €		-19 939 €
Titulaire		25 327 092 €	26 363 702 €	1 036 610 €
Non titulaire	BIATS CONTRACT	10 893 899 €	12 208 929 €	1 315 030 €
Non titulaire		10 893 899 €	12 208 929 €	1 315 030 €
Total BIATS		36 220 992 €	38 572 631 €	2 351 640 €

1.1.1.2 Les dépenses de vacations

La hausse des contrats de vacation conjuguée à la hausse du SMIC a entraîné une augmentation globale des dépenses.
D'autre part, la hausse de 1 016 983 € s'explique par la mise en place d'un paiement mensualisé des vacations dès novembre 2024, alors que le paiement était réalisé en janvier les années précédentes. Ce nouveau calendrier de paiement, qui a fortement mobilisé les services RH en fin d'exercice, satisfait une demande récurrente des vacataires.

Statut	Filière	2023	2024	Ecart
Non titulaire	Vacataires	6 635 727 €	7 652 710 €	1 016 983 €
Total Vacataires		6 635 727 €	7 652 710 €	1 016 983 €

1.1.1.3 Les dépenses des personnels enseignants

En 2024, la consommation des emplois d'enseignants titulaires a progressé, atteignant 476,32 ETPT, contre 472,49 ETPT en 2023, soit une hausse de 3,83 ETPT. Cette augmentation résulte notamment des effets conjugués des campagnes d'emploi 2023 et 2024. La campagne d'emploi 2025 viendra consolider et amplifier cette dynamique.

En ce qui concerne les enseignants non titulaires, le transfert d'une partie des ETPT sur plafond 1 explique la hausse de 6,02 ETPT, à mettre en perspective avec la baisse de 2,21 ETPT sur plafond 2. Le solde est donc positif de 3,81 ETPT pour les enseignants non titulaires.

Concernant le personnel enseignant, c'est donc une hausse globale de 7,64 ETPT en 2024.

			2024	2023	
	Famille	**Tit/Non Tit**	**ETPT**	**ETPT**	**Écart 2024/2023**
P1	ENS	Non titulaire	**199,96**	**193,94**	**6,02**
		Titulaire	**476,32**	**472,49**	**3,83**
	ENS		**676,28**	**666,43**	**9,85**
P2	ENS	Non titulaire	**21,99**	**24,2**	**-2,21**
	ENS		**21,99**	**24,2**	**-2,21**
			698,27	**690,63**	**7,64**

Cette évolution d'effectifs, cumulée aux effets naturels du GVT ainsi qu'aux mesures nationales et locales indiquées précédemment, a généré une augmentation de la masse salariale des enseignants-chercheurs de 3,3% (45 178 904 € en 2023 et 46 689 138 € en 2024). Pour les enseignants du second degré, l'augmentation de la masse salariale est de 3,9 % (7 369 639 € en 2023 et 7 653 380 € en 2024).
Enfin, les doctorants contractuels ont bénéficié d'une hausse à la fois de leur effectif et de leur rémunération, entraînant une augmentation de près de 120 000 € de la masse salariale. De même, la masse salariale des chercheurs contractuels a augmenté de près de 145 000 €.

La masse salariale des enseignants a donc augmenté, dans sa globalité, de 2 016 837 €, soit 3,2 %

Statut	Filière	2023	2024	Ecart
Titulaire	ENS 2ND DEGRE	7 369 639 €	7 653 380 €	283 741 €
	ENS CHERCH STAT	45 178 904 €	46 689 138 €	1 510 234 €
	ENS EPS	844 007 €	858 483 €	14 476 €
Titulaire		53 392 550 €	55 201 001 €	1 808 451 €
Non titulaire	ATER	3 185 266 €	3 022 814 €	-162 452 €
	CHERCHEUR CONTRACT	895 225 €	1 039 812 €	144 587 €
	DOCT CONTRACT	3 034 586 €	3 154 497 €	119 911 €
	ENS ASSOCIES	1 972 090 €	2 042 209 €	70 119 €
	INVITES	152 472 €	163 131 €	10 658 €
	LECT ML	831 635 €	842 670 €	11 035 €
	PROF CONTRACT	212 968 €	227 496 €	14 529 €
Non titulaire		10 284 243 €	10 492 630 €	208 387 €
Total ENS		63 676 793 €	65 693 630 €	2 016 837 €

1.1.1.4 Les dépenses des heures complémentaires

Les différentes évolutions de l'offre de formation de l'Université au cours des dernières années, la fin du portail licence, la mise en place du dispositif de Majeures/Mineures et la création des BUT3 ont eu un impact significatif sur notre consommation d'heures complémentaires, tant en volume qu'en masse salariale.

165 874 heures complémentaires ont été effectuées en 2024, soit 16 221 heures de plus qu'en 2023, pour un taux d'exécution du budget de 103,9%.

De plus, en raison des différentes mesures salariales, la masse salariale 2024 s'élève à 9 179 021 €, enregistrant une hausse de 1 055 793 € par rapport à 2023.

	2023	2024	Ecart
Heures Complémentaires	149 653 H	165 874 H	16 221 H
Masse Salariale	8 123 228 €	9 179 021 €	1 055 793 €

1.2 Tableau des autorisations budgétaires – tableau 2 *pour vote*

Le tableau des autorisations budgétaires présente les limites supérieures des dépenses pouvant être engagées juridiquement (AE) et payées (CP) par enveloppe (fonctionnement, personnel et investissement) et les recettes consolidées de fonctionnement et d'investissement selon qu'elles sont globalisées ou fléchées.
Outre l'exécution 2024 des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes, le tableau présente les mêmes informations relatives à l'exécution 2023 et au Budget rectifié 2024.
Concernant les dépenses, seules les opérations budgétaires sont prises en compte, les opérations de trésorerie étant considérées comme non budgétaires (opérations pour le compte de tiers, et les amortissements).

<u>L'évolution des dépenses et leur taux d'exécution par enveloppe</u>

	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	BR 2024	CFI 2024	Variation 2023/2024	Taux exécution 2024	BI 2025
CP Personnel	96 958 760	101 503 848	106 819 676	112 743 660	112 307 020	5 487 344	100%	119 590 589
CP Fonctionnement	13 557 414	15 574 717	18 133 509	21 992 363	20 729 189	2 595 680	94%	18 942 713
CP Investissement	6 023 197	6 207 198	9 293 503	7 444 084	6 414 426	-2 879 077	86%	10 252 155
TOTAL des DEPENSES	**116 539 371**	**123 285 762**	**134 246 688**	**142 180 107**	**139 450 635**	**5 203 947**	98%	**148 785 457**

On constate une forte évolution des dépenses de personnel et de fonctionnement depuis 2021.
Entre 2023 et 2024, on observe en particulier une augmentation de nos dépenses de 5,2 M€ ainsi ventilée : + 5,4M€ en personnel, +2,6M€ en fonctionnement et -3M€ en investissement.

L'enveloppe dédiée au personnel inclut à la fois :

- Les dépenses de masse salariale liées à la rémunération des personnels, pour un montant de 111 918 972 €
- 388 048 € de dépenses liées à l'action sociale, qui ne relèvent pas de la paie mais correspondent à des aides en faveur des personnels

L'analyse développée dans la première partie portait exclusivement sur la masse salariale liée à la paie. Toutefois, pour une vision complète, il est important de rappeler que le montant total de la masse salariale s'élève à 112 307 020 €.

L'enveloppe de personnel est en hausse continue depuis 2021, quand la part qu'elle représente au niveau des dépenses globales de l'université est en légère augmentation par rapport à 2023, tout en restant en deçà des ratios de 2021 et 2022 : 80,5% en 2024 contre 79,57% en 2023, 82,33% en 2022 et 83,20% en 2021. Malgré sa forte hausse (+5,4M€) explicitée en détail dans la première partie, elle reste contenue. Elle enregistre un très bon taux d'exécution de 99,6% grâce à un pilotage infra annuel soutenu. Ce taux est légèrement supérieur si on analyse le budget sans les eotp : 99,7%.

Au niveau de **l'enveloppe de fonctionnement**, l'année 2022 avait marqué une forte reprise de la consommation, dépassant pour la première fois les niveaux de 2019, après la crise sanitaire de 2020.

Cette tendance s'est confirmée en 2023, avec une augmentation des dépenses de 2,6 M€ par rapport à 2022, soit une progression de 16 %. En 2024, cette hausse se poursuit, avec une nouvelle augmentation de 2,6 M€ par rapport à 2023.

Toutefois, cette évolution ne s'explique pas uniquement par l'inflation, dont la progression a significativement ralenti entre 2023 et 2024, passant de 4,9 % à 2 %. Le recours à des achats de sous-traitance et services extérieurs ainsi que les frais de réception et de mission ont largement participé à l'augmentation des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses d'investissement ont baissé de 2,9M€, entre 2023 et 2024, passant ainsi à 6,4M€, soit une baisse de 31%. Ces dépenses sont effectuées par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL) et par la Direction du Numérique (DNUM) essentiellement. À noter que le Programme pluriannuel d'investissement (PPI), porté par ces deux directions, représente 62% de l'ensemble de ces dépenses d'investissement. Environ 3 M€ des dépenses de l'université relèvent des dépenses récurrentes de l'établissement et sont également portées principalement par la DIL et la DNUM.

Le taux d'exécution de l'enveloppe d'investissement reste constant depuis 2023 : il est de 86% en CP.

L'évolution des recettes

Recettes	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	Variation 2022/2023	CFI 2024	Variation 2023/2024
Recettes globalisées	**125 412 482**	**127 504 936**	**135 905 163**	**6,59%**	**135 531 432**	**-0,3%**
dont SCSP	96 614 798	97 723 367	101 361 419	3,72%	103 831 012	2%
dont autres financements de l'état	1 328 141	1 074 321	2 642 246	145,95%	377 759	-86%
dont fiscalité affectée	1 418 290	1 036 072	1 558 735	50,45%	1 670 590	7%
dont autres financements publics	3 608 972	2 847 048	3 241 608	13,86%	3 908 017	21%
dont recettes propres	22 442 281	24 824 128	27 101 154	9,17%	25 744 054	-5%
Recettes fléchées	**1 888 016**	**558 959**	**1 015 092**	**81,60%**	**1 002 810**	-1%
TOTAL des recettes	**127 300 498**	**128 063 895**	**136 920 255**	**6,92%**	**136 534 242**	-0,3%

Le tableau ci-dessus illustre l'évolution en volume et en pourcentage des recettes par compte budgétaire depuis 2021.

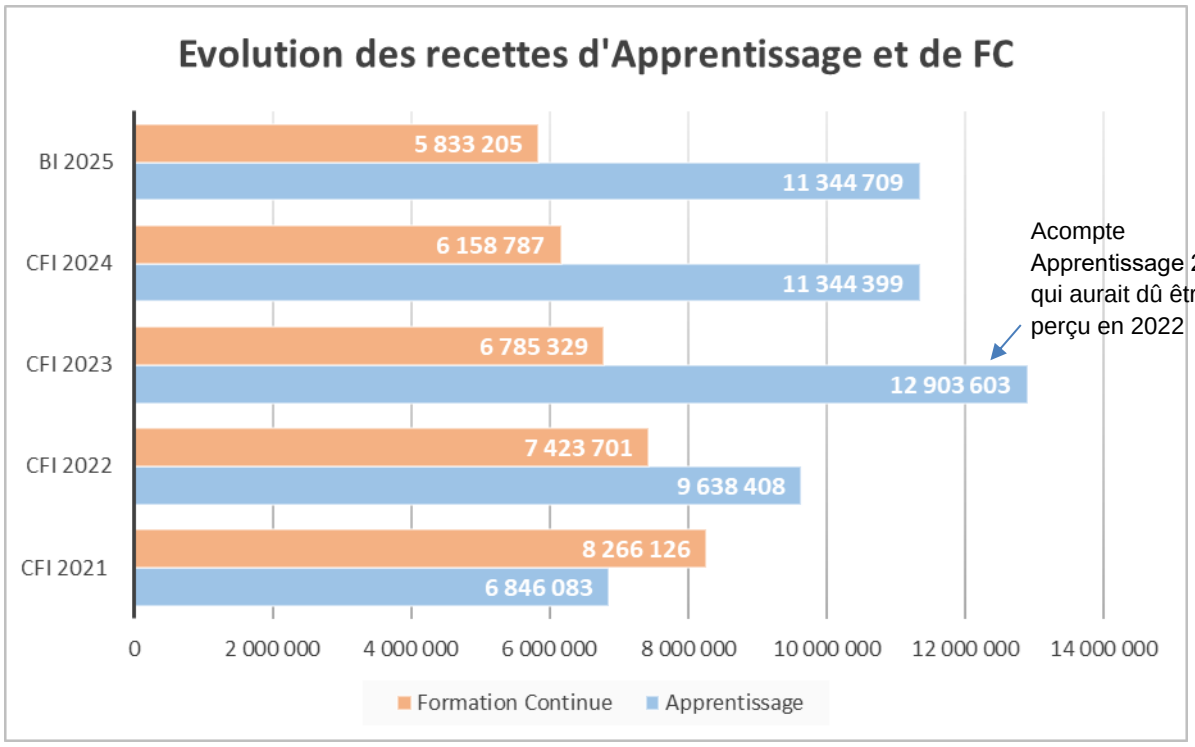
Après une progression constante de nos recettes encaissées depuis 2021, l'exercice 2024 affiche un niveau de réalisation légèrement inférieur à 2023. Toutefois, il convient de préciser qu'en 2023, un acompte d'environ 2,2 M€ en recettes d'apprentissage avait été perçu alors qu'il aurait dû impacter l'exercice 2022. En reconsidérant ce décalage, les recettes encaissées ont progressé de 1,35 % entre 2023 et 2024.

Le poste « Autres financements de l'Etat » enregistre une baisse significative d'environ 2,2 M€, en raison de versements exceptionnels perçus en 2023 dans le cadre des travaux financés par le Plan de relance.

Les autres financements publics affichent une hausse de 21 % par rapport à 2023, principalement liée à des régularisations de TVA concernant l'opération MILC, dont l'intégration définitive dans nos comptes a été finalisée en fin d'exercice.

Enfin, nos recettes propres encaissées se stabilisent globalement.

	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	BR 2024	CFI 2024	BI 2025
Apprentissage	6 846 083	9 638 408	12 903 603	11 638 263	11 344 399	11 344 709
Formation Continue	8 266 126	7 423 701	6 785 329	5 161 054	6 158 787	5 833 205



Concernant les recettes spécifiques d'apprentissage et de formation continue, on constate depuis 2021 une évolution contrastée entre ces deux sources de financement. Les recettes de formation continue enregistrent une baisse annuelle d'environ 9 à 10%, tandis que les recettes d'apprentissage sont en progression, avec un pic notable en 2022 (+72,92 % en prenant en compte le retraitement de l'acompte perçu en 2023 alors qu'il était attendu pour 2022). Depuis, ces recettes se stabilisent autour de 11 M€, une tendance qui se confirme également dans le BI 2025.

Cette stabilisation semble traduire l'atteinte d'un plafond de croissance, lié à la saturation des moyens disponibles pour assurer la mise en œuvre de ces formations.

Le taux d'exécution des recettes par enveloppe

Recettes	BR 2021	CFI 2021	Taux exécution 2021	BR 2022	CFI 2022	Taux exécution 2022	BR 2023	CFI 2023	Taux exécution 2023	BR 2024	CFI 2024	Taux exécution 2024
Recettes globalisées	121 978 515	125 412 482	102,82%	127 614 899	127 504 936	99,91%	132 323 559	135 905 163	102,71%	**134 932 283**	**135 531 432**	100,44%
dont SCSP	94 145 929	96 614 798	102,62%	98 278 467	97 723 367	99,44%	100 209 051	101 361 419	101,15%	103 726 919	103 831 012	100,10%
dont autres financements de l'état	1 341 252	1 328 141	99,02%	2 194 582	1 074 321	48,95%	2 612 399	2 642 246	101,14%	590 705	377 759	63,95%
dont fiscalité affectée	1 418 290	1 418 290	100,00%	1 422 469	1 036 072	72,84%	1 558 735	1 558 735	100,00%	1 670 590	1 670 590	100,00%
dont autres financements publics	3 898 514	3 608 972	92,57%	3 484 732	2 847 048	81,70%	2 628 554	3 241 608	123,32%	4 232 327	3 908 017	92,34%
dont recettes propres	21 174 530	22 442 281	105,99%	22 234 649	24 824 128	111,65%	25 314 820	27 101 154	107,06%	24 711 742	25 744 054	104,18%
Recettes fléchées	1 558 522	1 888 016	121,14%	555 420	558 959	100,64%	1 010 615	1 015 092	100,44%	**983 234**	**1 002 810**	101,99%
TOTAL des recettes	123 537 037	127 300 498	**103,05%**	128 170 319	128 063 895	**99,92%**	133 334 174	136 920 255	**102,69%**	**135 915 517**	**136 534 242**	**100,46%**

	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	BI 2025
SCSP	91 729 804	96 614 798	97 723 367	101 361 419	103 831 012	102 528 805
Ressources propres	21 173 672	30 685 700	30 340 528	35 558 836	32 703 230	30 045 352
Ratio RP sur SCSP	23%	32%	31%	35%	31%	29%

Depuis 2021, les taux d'exécution, au niveau global, sont toujours proches, voire légèrement supérieurs à 100%. Cette performance témoigne de la fiabilité des prévisions budgétaires et d'un bon niveau d'efficacité dans les opérations de facturation.

En 2024, nos recettes encaissées ont été inférieures à nos prévisions de 619K€, ce qui est très faible et ne représente que 0,46% de l'ensemble de nos recettes. Le taux de réalisation se monte donc à 100,46%.

Depuis 2021, le ratio ressources propres encaissées sur SCSP se maintient entre 31 et 33% (retraitement de l'acompte apprentissage de 2023 sur 2022) indiquant que la courbe de progression de ces recettes suit celle de la SCSP qui augmente depuis 2021 pour compenser partiellement voire totalement les mesures salariales prises par l'État.

Pour en finir avec le tableau des autorisations budgétaires, celui-ci met en évidence **le solde budgétaire** qui traduit la différence entre les prévisions d'encaissement et les prévisions de décaissement. Un solde budgétaire bénéficiaire signifie que la couverture des dépenses à payer est assurée par les recettes encaissées sur l'exercice.

Evolution des autorisations budgétaires	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	BR 2024	**CFI 2024**	BI 2025
Recettes	127 300 498	128 063 895	136 920 255	135 915 517	**136 534 241**	132 574 157
Dépenses	116 539 371	123 285 762	134 246 688	142 180 107	**139 450 635**	148 785 457
Solde budgétaire	10 761 127	4 778 133	2 673 567	-6 264 590	**-2 916 394**	-16 211 300

Depuis 2021, le solde budgétaire de l'établissement a toujours été excédentaire et l'exercice 2024 fait exception puisqu'il présente un déficit de **2 916 394 euros** dont 2 078 366 euros qui correspondent à la partie structurelle de nos activités, les OPA n'impactant le solde qu'à hauteur de 838 027 euros.

La hausse importante de nos dépenses n'est pas couverte par l'évolution à la hausse de nos recettes. Ce sont très clairement les mesures salariales décidées par l'État sans contreparties sinon partielles qui impactent négativement nos dépenses.

Ce solde budgétaire déficitaire impacte donc directement notre niveau de trésorerie initiale sur 2025.

1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine – tableau 3 pour information

1.3.1. Analyse des dépenses par destination

Pour rappel, l'analyse ci-dessous se fait sur des crédits de paiement qui sont les dépenses réellement décaissées dans l'année. Cela implique que ces chiffres pourront être différents des chiffres apparaissant plus tard dans le document et qui sont issus de la comptabilité des droits constatés.

Enveloppe Personnel

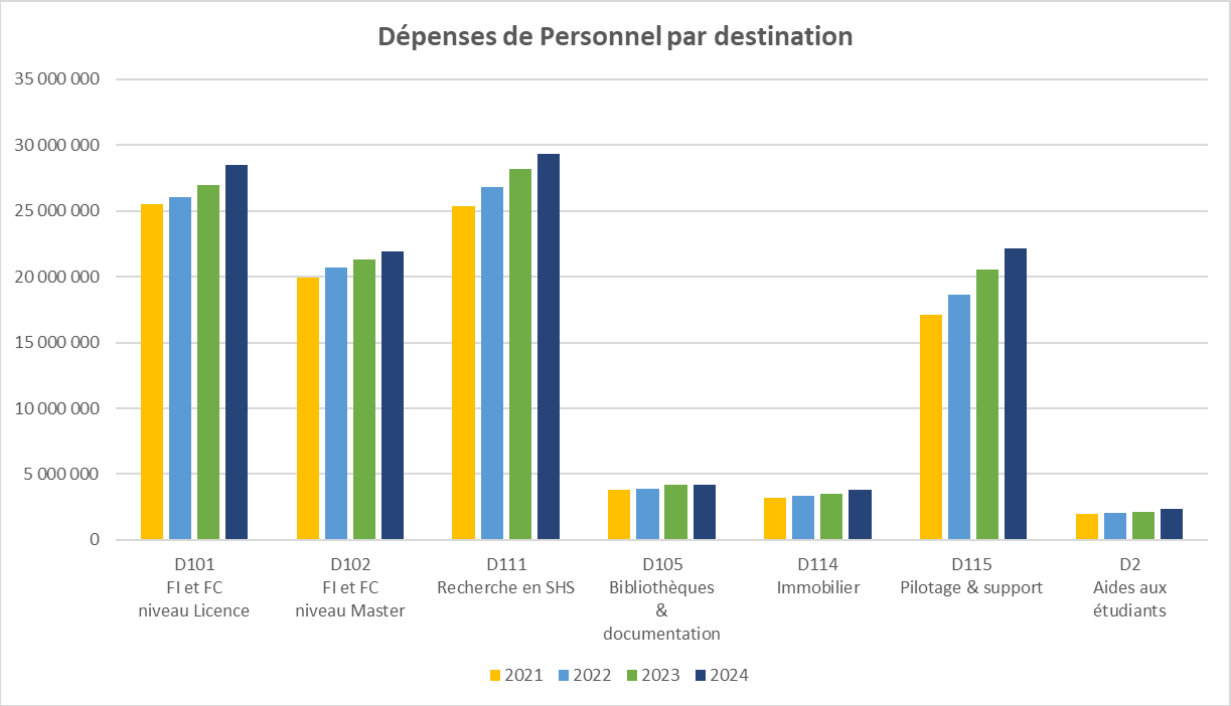
L'exécution de notre masse salariale reflète une bonne maîtrise avec une consommation à 99,6% du montant budgété (BR) et une évolution globale de 5,1% par rapport à l'exécution de l'année précédente. Cette hausse est le résultat des mesures nationales (revalorisation des

grilles indiciaires, hausse du SMIC, remboursement à 75% du transport domicile-travail, etc.) ainsi que la politique de rémunération de l'établissement, issue de la Conférence Sociale (revalorisation de l'IFSE, revalorisation du référentiel des tâches et évolution de la politique indemnitaire pour les enseignants, etc.). La capacité à contenir la dynamique de notre masse salariale est due à une analyse fine menée pour le renouvellement des postes et à un pilotage fin pour rationaliser nos moyens, sans dégrader notre activité. À fin décembre 2024, la moyenne annualisée des enseignants titulaires et contractuels est supérieure de 8 ETPT et celle des BIATS titulaires et contractuels, y compris les CDD, est supérieure de 30 ETPT par rapport à fin décembre 2023.

Environ trois quarts des dépenses de masse salariale sont des dépenses de formation et de recherche. Les dépenses liées à la formation initiale et continue (D101 = 50,4 M€) de niveaux licence, master et doctorat ont augmenté de 4,5%. Les dépenses salariales dans le domaine de la recherche universitaire (D111 = 29,3 M€) ont augmenté dans quasiment la même proportion, soit de 4,2%.

La part des dépenses des activités de soutien et de support représentant 27% du budget masse salariale a augmenté de 6,7%. Les dépenses de personnel liées à l'immobilier (D114= 3,8 M€) et au pilotage (D115 = 22,1 M€) représentent la plus forte augmentation avec respectivement une hausse 7,5% et de 8%.

Notre établissement vise également à améliorer la qualité des services rendus aux étudiants et à mettre en cohérence notre organisation avec les missions que se fixe l'université, tant en termes budgétaires qu'en moyens humains. On constate ainsi une hausse des dépenses salariales à destination de la vie étudiante (D201 à D203) de près de 12%.



Enveloppe Fonctionnement

Le budget de fonctionnement a été exécuté à hauteur de 95% avec une hausse des dépenses de 14% par rapport à l'année dernière. Les dépenses liées à la formation initiale et continue (D101 = 4,3 M€) ont augmenté de 38,4%, ce qui traduit l'engagement de notre établissement à développer une offre de formation initiale et continue de qualité.

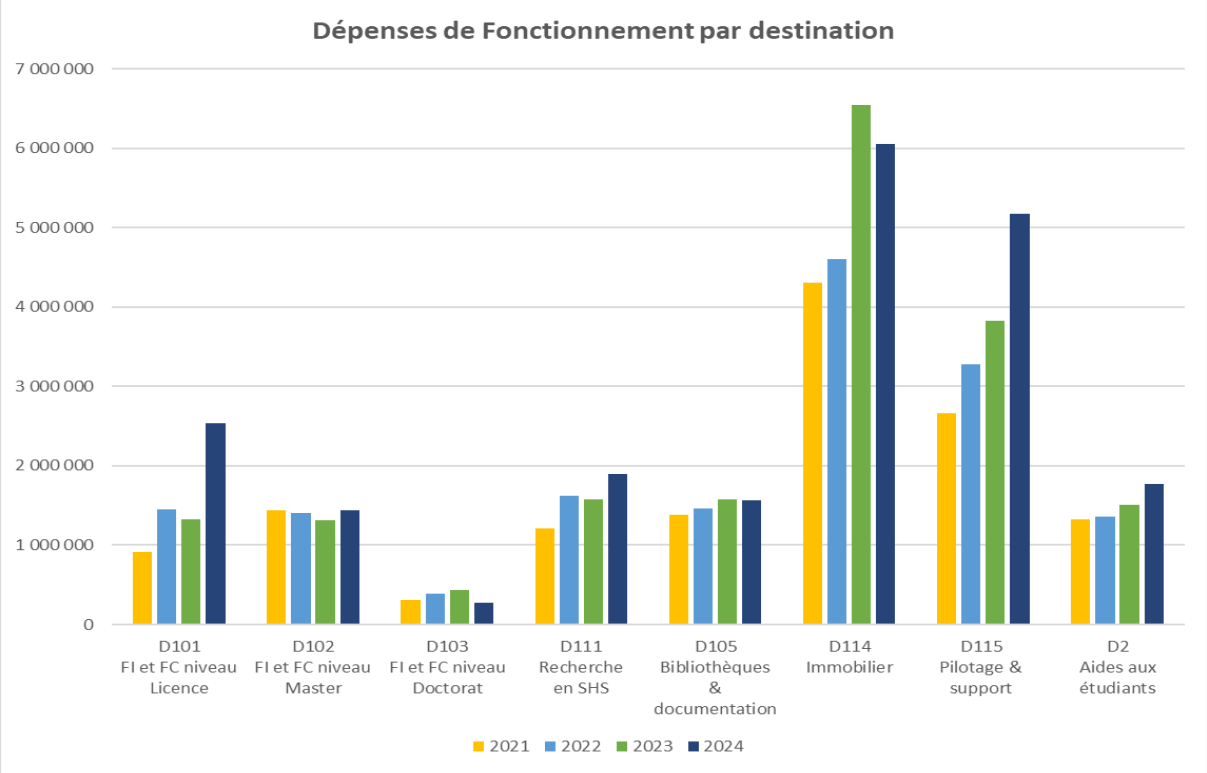
Dans le cadre du Plan Ambition Recherche, des moyens nouveaux ont été alloués aux équipes de recherche et on constate une progression de 20,4% des dépenses de fonctionnement liées aux activités de recherche (D111 = 1,9 M€).

Quant aux fonctions de soutien et de support (D105, D113, D114, D115 → 12,8 M€), les dépenses globales de fonctionnement ont augmenté de 7% par rapport à l'exécution 2023. Les dépenses effectuées dans le cadre d'actions de pilotage et autres actions support (D115) représentent 25% de notre fonctionnement courant et celles-ci ont subi la plus forte hausse, soit 35%. On retrouve les dépenses de locations mobilières et immobilières, de fournitures d'entretien et administratives, des frais postaux, des frais de missions et de réceptions, des études, etc.

L'une des priorités stratégiques de notre établissement est d'améliorer les conditions de vie, de travail et de réussite de nos étudiants, en renforçant les mesures de soutien et d'accompagnement. Les dépenses associées ont ainsi augmenté de 259 K€ par rapport à 2023, soit une évolution de 17%.

Une enveloppe de 753 K€ a été consacrée à la santé des étudiants, ainsi qu'aux activités culturelles et sportives (D203).

Par ailleurs, plus d'un million d'euros ont été alloués sous forme d'aides directes (D201) et d'aides indirectes, incluant les œuvres sociales et le soutien aux associations étudiantes (D202).

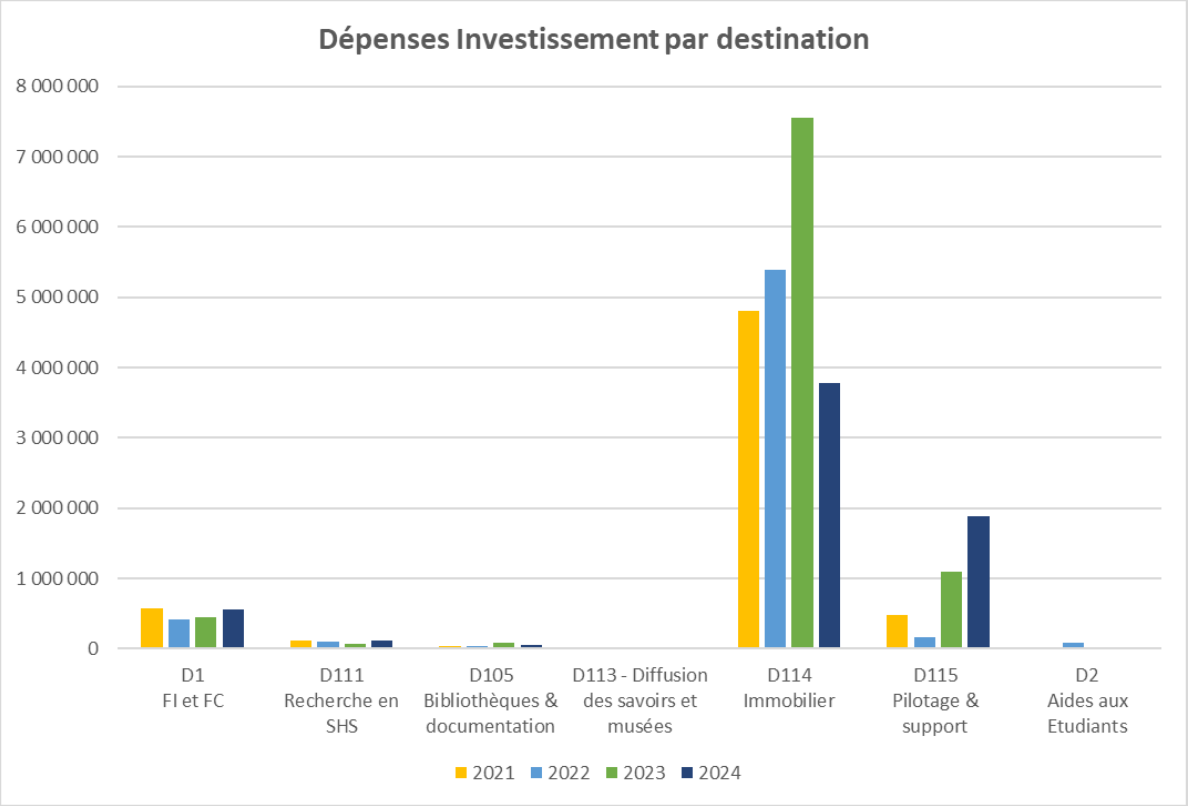


Enveloppe Investissement

Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 6,4 M€ soit une baisse de 31% par rapport à 2023. Cette exécution est en dessous de ce qui a été programmé et correspond à 86% du budget rectificatif. Cette baisse des dépenses s'explique principalement par le report de programmation des programmes pluriannuels immobiliers (D114 = 3,8 M€) et par une baisse de 50% des dépenses d'investissement immobilières par rapport à l'année précédente.

Cependant, les dépenses d'investissement liées à la formation initiale et continue (D101 = 565 K€)) ont progressé de 25% avec l'acquisition de nouveaux matériels. Dans le cadre du Plan Ambition Recherche, les dépenses d'investissement à destination de la recherche (D111 = 119 K€) ont augmenté de 54%.

Le déploiement du Plan Numérique visant à améliorer la qualité des services numériques offerts à la communauté universitaire a entraîné une progression de près de 72% des dépenses d'investissement liées au pilotage et support (D115 = 1,9 M€).



1.3.2. Analyse des recettes par origine de financement

L'analyse s'effectue sur les recettes effectivement encaissées et rapprochées dans l'année.
Les recettes encaissées s'élèvent à 136 534 K€ et sont supérieures à celles prévues au budget initial de +3 276 K€. Le taux d'encaissement sur la base du budget modifié est de 101%.

Subvention pour charge de service public (SCSP FD010) :
Les moyens alloués par notre ministère de tutelle s'élèvent à 103 831 012 € et représentent 76% des recettes encaissées au titre de l'exercice 2024. On enregistre une hausse de notre subvention pour charge de service public (SCSP) de 2,4%, soit +2 469 593 € par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, la part de la SCSP dans nos ressources est donc en légère augmentation puisqu'elle s'établissait à 74% l'année dernière. Cette augmentation compense partiellement les mesures nationales obligatoires mises en

œuvre courant 2024 ainsi que des actions spécifiques telle que la 1ère tranche de financement du COMP 2024 pour 1 141 000 €.

Ressources propres (FD020 à FD060 et FD110 à FD130) :

La compensation partielle, voire la non-compensation, de nombreuses mesures salariales prises par l'Etat obligent notre communauté universitaire à développer les recettes propres pour garantir l'autonomie de l'établissement et préserver une trajectoire financière saine.

Une des orientations de la gouvernance est donc d'accroître les ressources propres en développant davantage encore sa relation avec le monde socio-économique, en accroissant les financements des contrats de recherche et de transfert/valorisation et en faisant du développement maîtrisé de la formation continue l'un des éléments forts de sa politique de ressources. Les recettes provenant de nos ressources propres hors subventions publiques, s'élèvent à 25 744 K€ et représentent près de 19% du budget exécuté en 2024.

Fonds FD20 : Droits d'inscription

On constate une augmentation de +203 K€ du montant des droits d'inscription. Cette hausse de 5,5% est en lien avec une augmentation de nos effectifs étudiants en formation initiale et une légère baisse du nombre de boursiers sur critères sociaux inscrits dans les diplômes nationaux. Pour rappel, les effectifs boursiers sont remontés chaque année au ministère et la compensation est reversée en année N+2 (34% de boursiers en 2021-22 / 33% de boursiers en 2023-24).

Fonds FD30 : Formation continue, diplômes propres et VAE

La principale source de revenus propres de l'établissement provient des recettes issues de la formation continue, de l'apprentissage, des diplômes d'établissement et de la validation des acquis de l'expérience (VAE), représentant près de 17,5 M€ encaissés en 2024, soit 70 % de nos ressources propres.

Ces fonds constituent 12,8 % des recettes encaissées de l'année. Toutefois, une baisse de 2,2 M€ est observée sur cette enveloppe, principalement due à une diminution des recettes d'apprentissage (-1 559 K€) et des recettes de formation continue (-626 K€).

Fonds FD40 : Taxe d'apprentissage

On constate une augmentation sensible de la taxe collectée passant de 727 K€ à 906 K€, soit une évolution de 25%. Depuis la crise sanitaire, cette taxe était en baisse constante, mais en 2024, son niveau retrouve celui d'avant COVID.

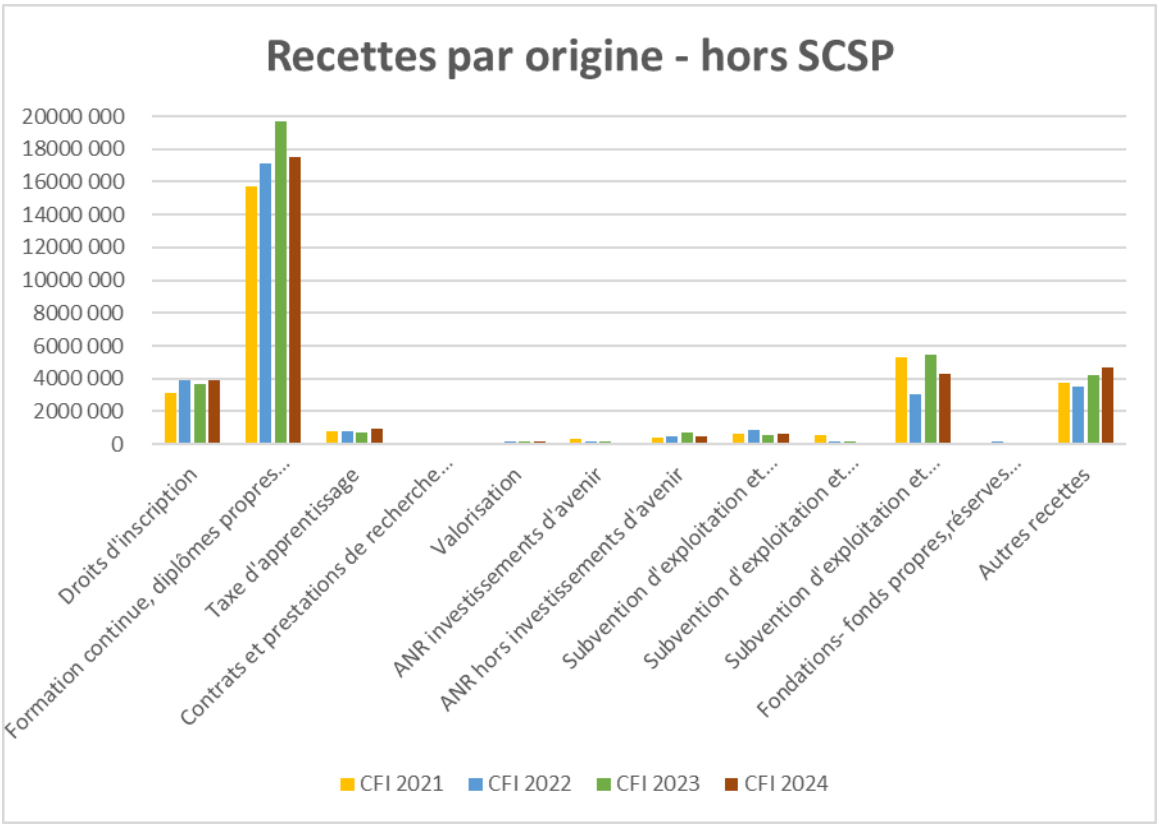
Fonds FD130 : Autres recettes

Ce fonds comprend les recettes de la CVEC (Contribution de vie étudiante et de campus), contribution financière demandée aux étudiants en formation initiale dans l'enseignement supérieur. Les recettes perçues ont augmenté de 7,2% (1 671 K€). On y retrouve également les recettes de prestations de service, de mise à disposition du personnel ainsi que des locations pour un montant de 3 099 K€, soit une évolution de 14%.

L'évolution de l'ensemble des recettes est détaillée dans le tableau ci-dessous :

	ORIGINES DE FINANCEMENT	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	Evolution 2024/2023	Evolution 2024/2023
FD010	Subvention pour charges de service public	96 614 798	97 723 367	101 361 419	103 831 012	2,44%	2 469 593
FD020	Droits d'inscription	3 117 942	3 872 019	3 689 617	3 893 171	5,52%	203 554
FD030	Formation continue, diplômes propres et VAE	15 698 339	17 101 889	19 669 297	17 499 944	-11,03%	-2 169 353
FD040	Taxe d'apprentissage	810 725	789 901	726 832	906 248	24,68%	179 416
FD050	Contrats et prestations de recherche hors ANR	-15	1 500		0	#DIV/0!	0
FD060	Valorisation	104 632	154 300	183 263	175 145	-4,43%	-8 118
FD070	ANR investissements d'avenir	285 621	199 144	178 998	380	-99,79%	-178 617
FD080	ANR hors investissements d'avenir	374 181	448 989	716 515	485 866	-32,19%	-230 649
FD090	Subvention d'exploitation et financement actif - Région	622 358	846 038	588 555	644 749	9,55%	56 194
FD100	Subvention d'exploitation et financement actif - UE	537 440	179 819	135 932	119 410	-12,15%	-16 522
FD110	Subvention d'exploitation et financement actif - Autres	5 300 334	3 027 315	5 444 753	4 265 502	-21,66%	-1 179 251
FD120	Fondations- fonds propres,réserves dons et legs	120 140	187 478	-261	0	-100,00%	261
FD130	Autres recettes	3 714 003	3 532 136	4 225 335	4 712 814	11,54%	487 478
	TOTAL	127 300 498	128 063 895	136 920 255	136 534 241	-0,28%	-386 013

Le graphique ci-dessous permet également de mieux appréhender l'évolution, entre 2021 et 2024, des recettes de l'Université hors SCSP.



2 – Equilibre financier

2.1 Tableau d'équilibre financier – tableau 4 *pour vote*

Le tableau d'équilibre financier permet de déterminer la variation de la trésorerie sur 2024.
Cette variation de trésorerie résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant du tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires, mais affectent la trésorerie.

Cette variation intègre un solde budgétaire négatif de -2 916 394 €, issu du tableau des autorisations budgétaires, auquel s'ajoute un solde négatif de -391 622 € correspondant aux opérations réalisées au nom et pour le compte de tiers ainsi qu'aux autres décaissements sur comptes de tiers (-1 222 K€), détaillés dans le tableau 5.
Ce solde est partiellement compensé par des encaissements au nom et pour le compte de tiers, ainsi que d'autres encaissements sur comptes de tiers, pour un montant de 830 K€.

2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers – tableau 5 *pour information*

Ce tableau retrace les opérations traitées, en comptabilité générale, uniquement en comptes de tiers (classe 4), s'agissant d'opérations gérées par l'Université pour le compte de tiers.

Sont, à ce titre, retracées les opérations suivantes :

- Les bourses AMI (aides à la mobilité) qui constituent un dispositif d'intervention géré par l'université sur financement de l'État
- Le projet européen MERGING pour la partie relative aux reversements aux partenaires

L'absence de marge de manœuvre sur de telles opérations justifie leur exclusion du tableau des autorisations budgétaires. Elles participent, en cas de déséquilibre entre les encaissements et les décaissements, à la variation de trésorerie. Elles figurent ainsi sur une ligne du tableau d'équilibre financier.

Sur 2024, la variation globale est de **- 9 528 euros**.

3 – Analyse de la soutenabilité

3.1 Tableaux de situation patrimoniale – tableau 6 *pour vote*

Le tableau relatif à la situation patrimoniale présente le budget de l'établissement sous l'angle de la comptabilité générale. Il correspond aux présentations qui étaient effectuées avant la mise en œuvre de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Ce document se veut donc différent du tableau des autorisations budgétaires et du tableau d'équilibre financier, mais reste néanmoins complémentaire en permettant une analyse globale de la situation budgétaire et financière de notre établissement, et une présentation de l'impact prévisionnel en droits et obligations constatés de l'évolution de nos charges et nos produits.

Le compte de résultat prévisionnel présente les dépenses de fonctionnement et de personnel ainsi que les recettes de fonctionnement.

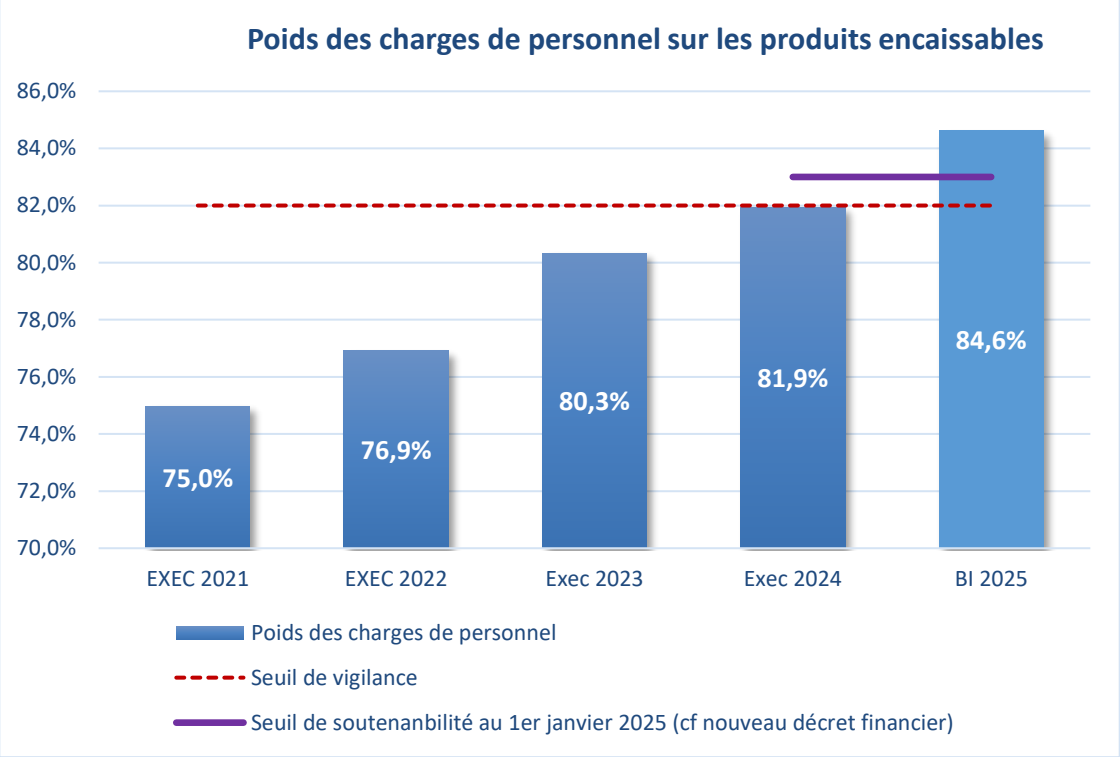
Les dépenses mentionnées dans le compte de résultat prévisionnel sont complétées des charges à payer et charges constatées d'avance ainsi que par les dotations aux amortissements et provisions ; de la même manière, les recettes correspondent à celles du tableau des autorisations budgétaires auxquelles sont ajoutées les reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ainsi que la quote-part des subventions d'investissement.

LES CHARGES

	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	BI 2025	Evolution 2024/2023
Total des charges	**117 234 726**	**125 169 002**	**131 393 806**	**138 476 586**	**144 717 091**	**5,39%**
dont total des charges de personnel	95 603 411	99 929 064	106 058 435	110 792 161	118 090 589	**4,46%**
dont total des charges de fonctionnement	21 631 315	25 239 938	25 335 371	27 684 425	26 626 502	**9,27%**
* Dotations aux amortissements et provisions	3 854 899	3 993 786	5 390 780	6 069 619	5 736 885	12,59%
* Charges décaissables de fonctionnement général	17 776 416	21 246 152	19 944 591	21 614 806	20 889 617	8,37%

On constate une forte croissance de l'ensemble de nos charges de personnel et de fonctionnement depuis 2021.

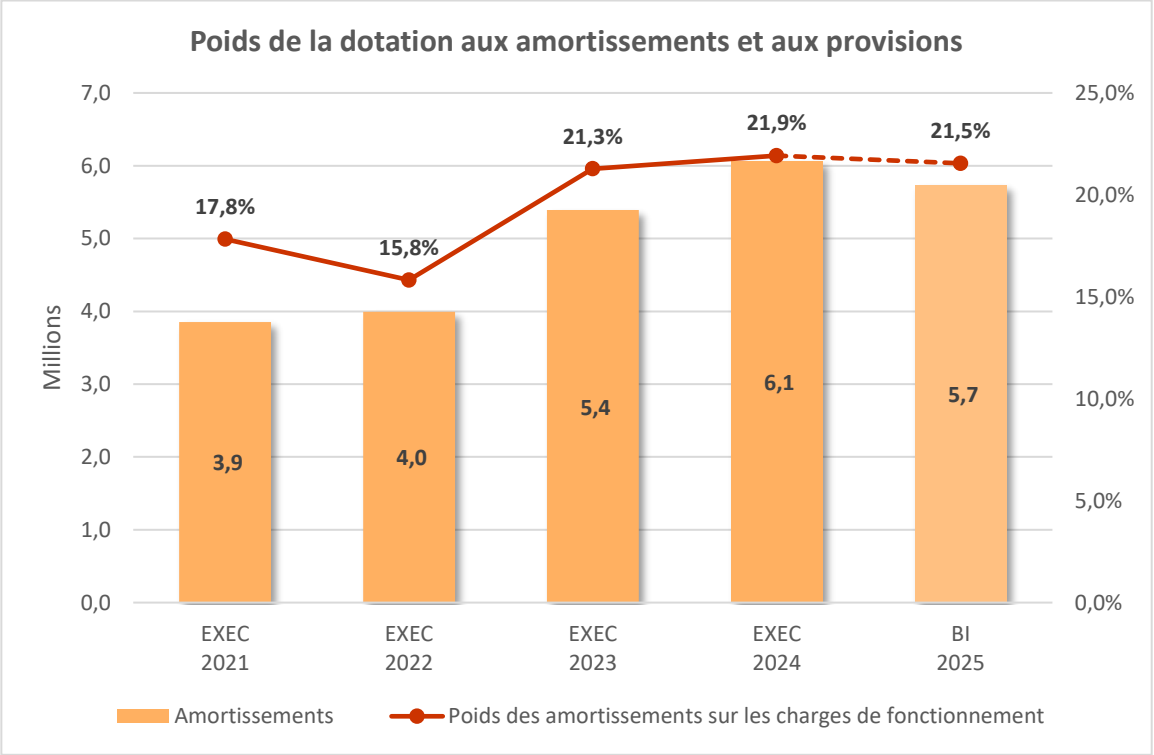
Concernant le personnel, cette croissance continue à s'accélérer entre 2023 et 2024 (+4.5% contre 6% de 2022 à 2023), mais la part des charges de personnel sur nos produits encaissables reste en dessous du seuil de vigilance de 82% et du taux d'alerte de 83% comme le démontre le graphique ci-dessous et aussi en dessous du seuil de soutenabilité de 85% qui deviendra la référence à partir du 1er janvier 2025 pour le budget 2025, conformément au nouveau décret financier (n°2024-1108 du 2 décembre 2024) :



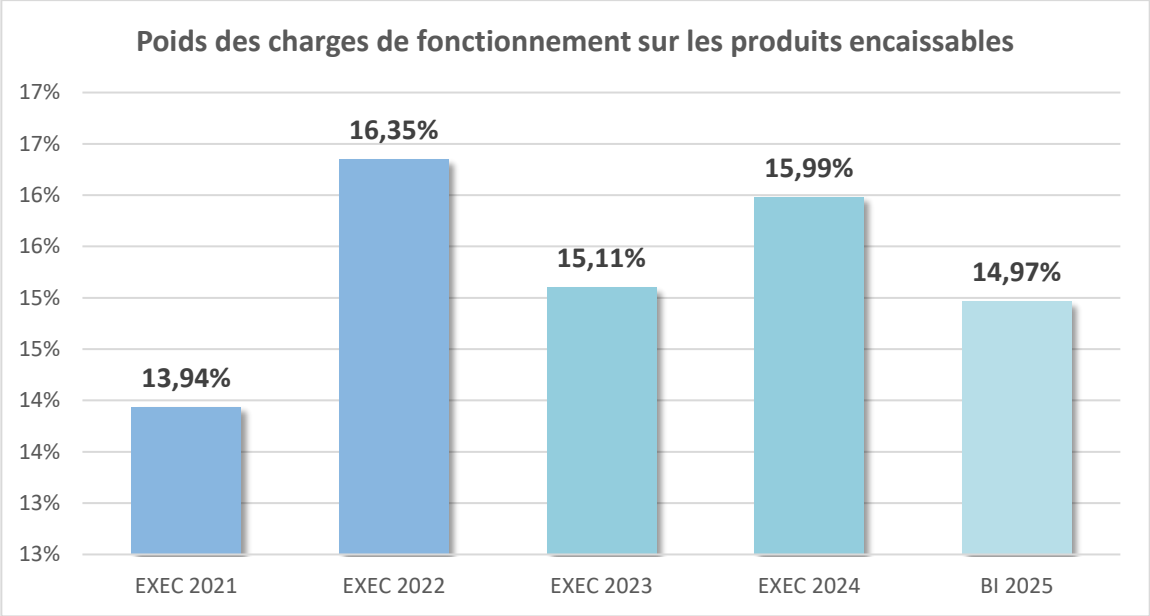
NB le nouveau décret financier n° 2024-1108 du 2 décembre 2024 fixe à partir du 1er janvier 2025 le seuil de soutenabilité relatif au poids des charges de personnel sur les produits encaissables à 83 %.

Pour rappel, le poids des charges de personnel, comme pour celui du fonctionnement ci-dessous, se calcule par rapport à nos produits encaissables (alors que la partie 1 « comptabilité budgétaire » analyse les dépenses de masse salariale par rapport aux dépenses décaissées globales).

De leur côté, les charges de fonctionnement augmentent de nouveau (+ 9,3%) après s'être stabilisées entre 2022 et 2023 (+0,38%).



Le poids de la dotation aux amortissements et aux provisions a subi une forte hausse entre 2022 et 2023 avec, en 2023, l'intégration dans les comptes de l'établissement des travaux effectués dans le cadre du Plan CAMPUS. Depuis 2023, ce ratio reste stable tant en exécution 2024 qu'en prévision 2025.



Le poids des charges de fonctionnement décaissables se maintient grâce à une augmentation continue depuis plusieurs exercices de nos produits encaissables.

Depuis 2022, les charges d'électricité et de chauffage urbain ont enregistré une baisse significative, bien qu'elles restent supérieures aux niveaux antérieurs à la crise des coûts de l'énergie.
Parallèlement, on observe une hausse importante des dépenses de fournitures d'entretien (outillages, logiciels et matériels informatiques), ainsi que des fournitures administratives, avec une augmentation de 38 %.

Stocks et fluides	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	Evolution 2023/2024
Total classe 60	1 984 348	2 942 260	2 783 934	**2 876 104**	3,31%
Eau	48 050	62 503	68 268	**103 255**	51,25%
Electricité	551 191	1 212 742	1 063 991	**761 729**	-28,41%
Gaz	15 432	70	127	**0**	-100,00%
Chauffage	436 228	685 995	605 786	**566 298**	-6,52%
Autres matières et fournitures non stockées	932 804	980 042	1 045 074	**1 443 923**	38,16%

- Au niveau des charges de sous-traitance et de services extérieurs : augmentation sensible des dépenses de location immobilières pour accueillir notamment les activités de formation continue (+80%) ainsi que celles liées aux contrats de maintenance (+24%).

Achat de sous-traitance et services extérieurs	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	Evolution 2023/2024
Total classe 61	3 220 686	**3 149 166**	**3 920 782**	**4 648 273**	18,55%
613 - Locations	708 555	**559 768**	**506 057**	**909 076**	79,64%
615 - Entretiens et réparations	928 458	**1 017 846**	**1 410 102**	**1 745 037**	23,75%

- Les charges liées aux autres services extérieurs sont globalement toutes en hausse, qu'il s'agisse du nettoyage des locaux ou bien des frais de mission et de réception.

Services extérieurs	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	Evolution 2023/2024
Total classe 62	4 744 605	**6 496 900**	**7 060 275**	**7 800 474**	10,48%
Compte 625 - déplacements, missions, réceptions	738 834	**2 197 124**	**2 427 200**	**2 894 116**	19,24%
Part des comptes 625	15,57%	33,82%	34,38%	37,10%	
Contrats de nettoyage	1 301 996	**1 262 252**	**1 390 650**	**1 475 191**	6,08%

Les dépenses liées aux déplacements, missions et frais de réception connaissent une forte augmentation dans un domaine où les coûts s'envolent dès la tenue de manifestations et évènements particuliers sur le territoire de la mission ou du déplacement (+10,47%) et sont désormais bien au-dessus du niveau de 2022, ce qui nécessite une attention particulière en termes de pilotage dès 2025. La gouvernance souhaite travailler de concert avec les composantes à une maîtrise de ces dépenses.

Concernant plus particulièrement les missions, leur nombre continue à augmenter en lien avec la politique mise en place au sein de l'établissement en matière de relations internationales. La délocalisation de nos formations, la co-diplomation ainsi que les projets Tremplin qui invitent les enseignants-chercheurs à se déplacer pour des actions de prospection concourent à cette trajectoire. Le développement des visio-conférences n'infléchit pas le volume des missions et déplacements.
L'augmentation des dépenses est aussi due à un effet prix notamment sur le territoire français avec, en particulier, l'organisation des Jeux Olympiques.
L'augmentation des frais d'inscription est en lien avec l'évolution du nombre des missions et déplacements pour participer à des conférences et colloques.
Quant aux frais de réception, leur augmentation significative peut correspondre à la dynamique de nos activités, mais indique une trajectoire qu'il convient de maitriser rapidement

Compte	Libellé	Balance 2021	Balance 2022	Balance 2023	Balance 2024	Evolution 2022/2023	Evolution 2023/2024
6251	Voyages et déplacements	237 837	704 135	609 574	785 508	-13%	29%
6256	Missions Personnels	220 397	796 794	987 798	1 122 706	24%	14%
	S/s total missions	**458 234**	**1 500 929**	**1 597 372**	**1 908 214**	**6%**	**19%**
6257	**Frais réception**	228 173	563 073	664 592	800 414	**18%**	**20%**
6254	Frais d'inscription	42 266	113 876	138 551	170 228	22%	23%
6255	Frais de déménagement	10 161	19 248	26 684	15 260	39%	-43%
Total		**738 834**	**2 197 126**	**2 427 200**	**2 894 116**	**10%**	**19%**

EVOLUTION DES PRODUITS

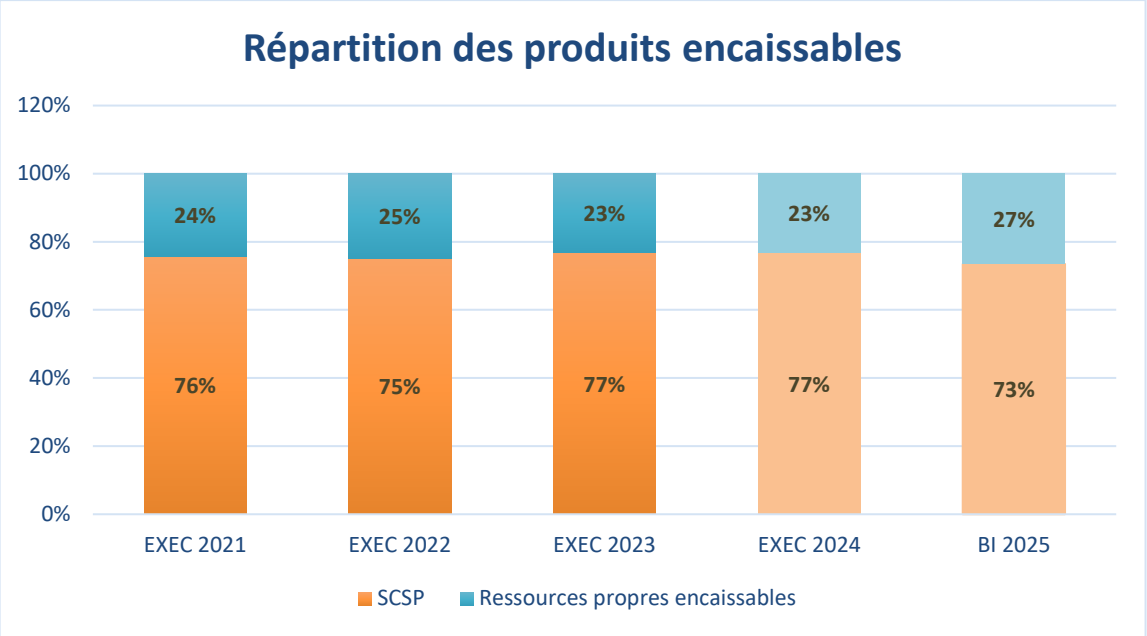
Evolution des produits	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	BI 2025	Variation 2023/2024	Ecart 2024-2023
Total des produits	**129 511 933**	**131 919 424**	**135 298 194**	**138 587 789**	**142 689 052**	2,43%	3 289 595
Subventions de l'Etat	97 385 271	98 944 293	102 433 415	104 906 483	103 739 802	2,41%	2 473 068
Fiscalité affectée	1 418 290	1 036 072	1 558 735	1 670 590	1 708 660	7,18%	111 855
Autres subventions	2 825 717	2 928 896	3 546 474	2 975 925	3 311 903	-16,09%	-570 549
Reprises sur amortissements et provisions	1 992 409	1 999 944	3 271 396	3 389 017	3 150 000	3,60%	117 621
Ressources propres encaissables	25 890 246	27 010 219	24 504 074	25 655 774	30 778 687	4,70%	1 151 700
Produits encaissables	127 519 524	129 919 480	132 026 798	135 198 772	139 539 052	2,40%	3 171 974

En droits constatés, on note une augmentation globale de nos produits de 3 172K€ euros.

Cette évolution de nos produits est ainsi caractérisée par :

- Une augmentation des subventions de l'État de 2 473K€.
- Une augmentation de 1 152 K€ des ressources propres encaissables par rapport à 2023, qui avait enregistré une baisse significative du fait de la fin de la comptabilisation des droits d'inscription pour les étudiants relevant des droits différenciés ; cela représentait 2 920 764 euros en 2022.
- L'augmentation de la fiscalité affectée (CVEC) due à l'augmentation de nos effectifs étudiants non boursiers.

On observe une relative stabilité dans la répartition entre ces deux sources de financement, avec une part des ressources propres encaissables oscillant entre 23 % et 25 % et une part des SCSP variant entre 75 % et 77 %.



Le compte de résultat permet de déterminer que l'exécution 2024 génère un résultat positif de 121 203 euros.

Le taux de déficit qui rapporte le niveau du résultat à celui des produits et éclaire sur les marges de manœuvre dégagées par l'activité de l'établissement est de 0,09%, au-dessous de la zone de vigilance qui est de 2% et très légèrement au-dessus du seuil d'alerte qui se situe au-dessous de 0%.

Résultat et ratios d'équilibre	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	BR 2024	CFI 2024	BI 2025
Résultat	6 494 258	12 277 208	6 750 422	3 904 388	4 323 778	121 203	-2 028 039
Taux de déficit	5,45%	10,10%	5,12%	2,89%	3,01%	0,09%	-1,41%

Le résultat d'exploitation permet également de déterminer la capacité d'autofinancement (CAF) de l'établissement qui s'établit à **2 801 804 euros** et constitue une ressource qui permet de financer des dépenses d'investissement de l'exercice.

CAF	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	BR 2024	CFI 2024	BI 2025
	7 943 234	14 139 698	8 744 264	6 023 772	6 870 413	2 801 804	558 846

Ce montant de CAF est porté en ressources au tableau de financement prévisionnel abrégé, qui détaille quant à lui les dépenses et recettes d'investissement.

Néanmoins, l'ensemble des ressources s'élève donc à **4 569 894 euros** et ne permet pas de couvrir les emplois en investissement qui se montent à **5 744 770 euros.** Un prélèvement sur notre fonds de roulement est donc généré à hauteur de -**1 174 876 euros**.

Fonds de roulement	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	BI 2025
Niveau de fonds de roulement	34 348 180	38 424 103	37 415 861	36 240 985	29 979 857
FDR en jours - avant le 01/01/25	106,1	114,2	106,9	98,5	77,7
FDR en jours - à partir du 01/01/25				98,0	77,9
Variation du fonds de roulement	10 946 573	4 075 923	-1 084 909	-1 174 876	-8 228 494

Avant 01/01/25 : (niveau FDR / charges de décaissables) x 360
Après 01/01/25 : (niveau FDR / Crédits de paiement hors investissement) x 360

Le fonds de roulement diminue donc, mais il demeure néanmoins à un niveau élevé : **36 240 985 €** correspondant à **98,5 jours** de fonctionnement (sachant que le seuil d'alerte se situe en dessous de 15 jours). Il va permettre à l'établissement de financer l'ensemble des opérations d'investissement prévues notamment au niveau de l'immobilier ou de la sécurité informatique.

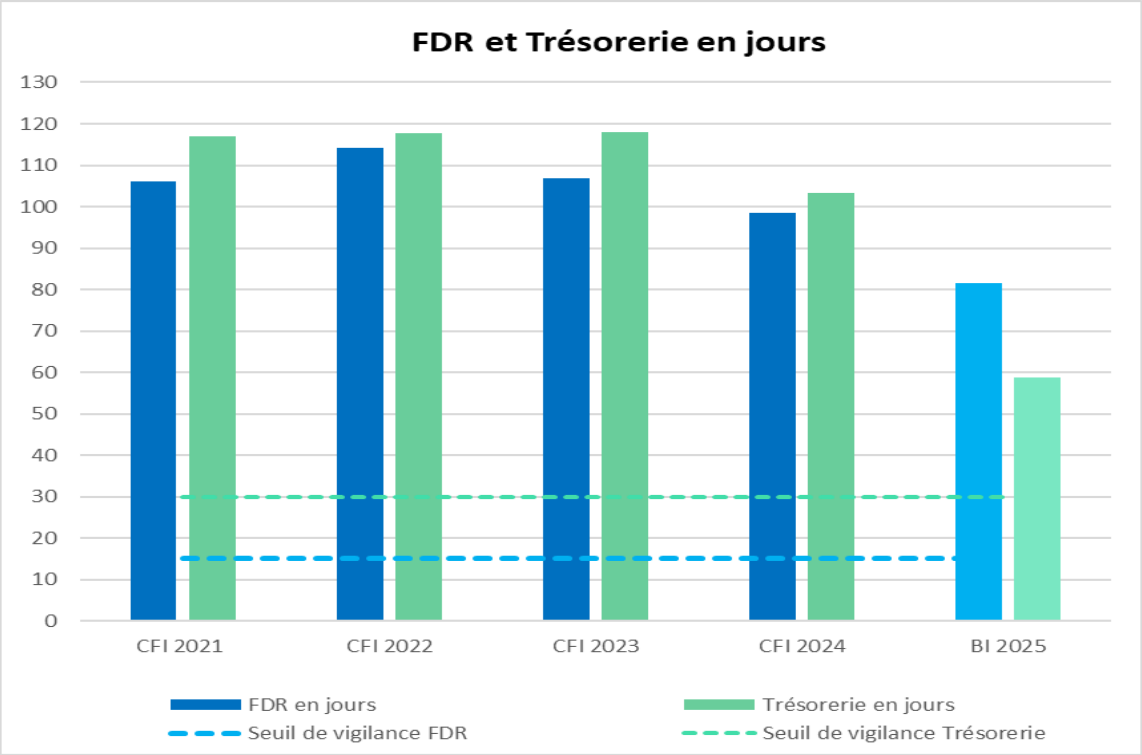
3.2 Plan de trésorerie – tableau 7 pour information

Le plan de trésorerie permet de connaître l'évolution de la variation annuelle de trésorerie et *de facto*, le solde final de la trésorerie en fin d'exercice.

Le solde initial correspond à celui porté au dernier compte financier de l'exercice 2023, à savoir **41 322 731 euros**. La variation 2024 s'élevant à **– 3 308 016 euros**, la trésorerie en fin d'exercice s'établit à la somme de **38 014 715 euros et à 103,4 jours de dépenses décaissables.** Pour rappel, le seuil d'alerte se situe à 30 jours.

Trésorerie	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023	CFI 2024	BI 2025
Niveau de trésorerie	36 857 097	39 654 921	41 322 731	38 014 714	22 716 513
Trésorerie en jours - avant le 01/01/25	117,0	117,8	118,1	103,4	58,8
Trésorerie en jours - après le 01/01/26				103,0	59,0
Variation de la trésorerie	13 634 854	2 797 826	1 667 809	-3 308 016	-16 211 300

Avant 01/01/25 : (niveau trésorerie / charges de décaissables) x 360
Après 01/01/25 : (niveau trésorerie / Crédits de paiement hors investissement) x 360



3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées – tableau 8 *pour information*

Dans le cadre de l'exécution du Décret GBCP, les recettes sont à distinguer selon deux catégories, les recettes globalisées et les recettes fléchées.
Par principe, les recettes sont dites globales.
Par exception, les recettes peuvent être fléchées. Dans ce cas, elles correspondent à des ressources de l'établissement dont l'utilisation est prédéterminée. Elles sont destinées à la réalisation d'opérations ou au financement de certaines natures de dépenses bien identifiées auxquelles sont liées des AE et des CP et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation.

La réglementation nécessite un tableau de suivi des opérations liées à ces recettes, un suivi particulier en termes de volume de trésorerie d'une année sur l'autre et leur traçabilité en particulier en encaissement dans le tableau budgétaire et dans le plan de trésorerie.

On les retrouve également dans le tableau d'équilibre financier, car elles peuvent expliquer un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant, et solliciter des besoins en trésorerie différents sur plusieurs exercices.
Dans notre établissement, seules les recettes **ERASMUS** et celles des projets de recherche **MERGING, Centre d'excellence Sécurité Défense et GRADUATE +** (dont la programmation s'étend jusqu'à 2029) sont fléchées et font donc l'objet d'un suivi particulier. L'effet décalage

entre les décaissements et les encaissements génère un solde budgétaire 2024 négatif à hauteur de **134 110 euros**.

3.4 Tableau des opérations pluriannuelles – tableau 9 agrégé *pour vote,* tableau 9 *détaillé pour information*

Tant en prévision qu'en exécution, le suivi des opérations pluriannuelles concerne autant les dépenses que les recettes et permet, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée.

La présentation est détaillée par opérations regroupées selon qu'il s'agit de contrats de recherche ou d'enseignement ou du programme pluriannuel d'investissement.

Il permet d'éclairer et justifier une partie des montants inscrits tant en dépenses qu'en recettes dans le tableau des autorisations budgétaires.

Ce tableau est important, car il permet de mesurer nos engagements et leurs impacts financiers sur plusieurs exercices.
Les informations données au titre de l'exécution des exercices antérieurs à 2024 et de l'exercice 2024 font apparaître les soldes totaux à engager et à payer sur les exercices 2025 et ultérieurs. Ces soldes résultent de la différence entre le coût total prévisionnel de l'opération et l'exécution constatée depuis l'exercice de démarrage de l'opération jusqu'à 2024 inclus. Il donne une visibilité sur les engagements juridiques et les décaissements qui restent à réaliser au vu du coût total de l'opération.

Au même titre que les opérations liées aux recettes fléchées, leur suivi particulier est important, car il permet sur la durée de vie des opérations de mesurer leur équilibre et leur soutenabilité, d'anticiper les impacts sur la trésorerie du fait du décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes qui les financent.

En 2024, les opérations pluriannuelles en cours à l'université représentaient près de **76,9 M€**, dont près de 9M€ consommés sur l'exercice en AE et 7,1 € en CP. Il s'agit de contrats de recherche, de contrats d'enseignement et d'opérations inscrites aux programmes pluriannuels d'investissement (immobilier et informatique).

Les contrats de recherche et d'enseignement ont généré sur l'exercice 2024 un impact positif sur la trésorerie de 2 015 418 euros, quand les opérations de travaux, qui sont largement autofinancées, ont sollicité la trésorerie à hauteur de 2 853 445 euros.

Au total, les différentes opérations pluriannuelles génèrent donc **un solde budgétaire négatif de 838 027 euros** alors que les opérations annuelles génèrent un solde budgétaire négatif de 2 078 366 euros.

Les restes à payer sur les AE consommées en 2024 et antérieurement s'élèvent à 4,1 M€ et les restes à engager au-delà de 2024 se montent quant à eux à 40 M€. Au total, le montant à financer sera de 44M€. Les recettes attendues sur les prochaines années n'excédant pas à ce jour 14M€, l'université devra trouver d'autres financements extérieurs et/ou financer ses opérations sur ses fonds propres à hauteur de 30M**€.**

Ces tableaux démontrent donc de fait notre obligation sur le long terme de générer du résultat et de la capacité d'autofinancement, car si les contrats de recherche et d'enseignement sont normalement inscrits à l'équilibre sur la durée, la programmation des opérations pluriannuelles (dont plus particulièrement les travaux) telle que prévue requiert au-delà de 2024, sans financement nouveau, un autofinancement pour pouvoir être réalisées.

Cf en annexe, un Focus sur le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) - Immobilier

En conclusion,

Les indicateurs financiers issus des comptes 2024 témoignent d'une gestion rigoureuse et maîtrisée, résultant d'un pilotage précis des prévisions budgétaires. Cette approche s'inscrit dans un contexte de pression financière accrue sur les universités, marqué par la nécessité de concilier excellence académique, développement stratégique d'une politique sociale volontariste et contraintes budgétaires.
Ainsi, notre politique de gestion responsable vise à garantir une trajectoire financière soutenable, tout en assurant le maintien de nos engagements et le développement de nos missions fondamentales.

- Un solde budgétaire de - 2,9 M€
- Un résultat de 121 K€
- Une capacité d'autofinancement (CAF) de 2,8 M€
- Un besoin en fonds de roulement de - 1,7 M€ (un montant négatif étant signe que l'université n'a pas besoin de trésorerie pour financer son décalage entre les décaissements et les encaissements).

- Un fonds de roulement de 36M€ soit 98,5 jours de charges décaissables
- Une trésorerie de 38 M€ soit 103,4 jours de charges décaissables
- Un poids des charges de personnel sur les produits encaissables de 81,9% *(seuil de soutenabilité à 85% à partir du 1er janvier 2025 cf. nouveau décret financier)*.

Les trois derniers indicateurs respectent les seuils des critères de soutenabilité budgétaire et confirment ainsi la trajectoire saine de notre situation financière.

Annexe - Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI)

L'année 2024 a été marquée par l'absence de ressources humaines (1 chargé d'opérations pour 3 postes) pour porter les projets de travaux. Il a fallu effectuer un arbitrage de report de réalisation pour certains projets (désenfumage amphis, clapets coupe-feu, blocs sanitaires, etc).

Les projets CPER 2021-2027 ont subi des aléas ayant impacté le calendrier et/ou les montants :

- Tiers lieu étudiant, prolongation d'études pour intégrer un escalier extérieur supplémentaire et un dévoiement de réseau de chauffage urbain,
- Bourg en Bresse, reprise d'études pour arbitrage et recherche d'économies pour une seconde consultation d'entreprises,
- Chevreul, mise en place d'un groupement de commande avec le Rectorat pour mener les études préalables.

Concernant l'appel à projet de l'Etat sur la transition énergétique (TE 2024 programme P348), un seul des quatre projets proposés a été retenus (calorifugeage de réseaux) pour 52 k€. En 2024, nous avons terminé les travaux initiés par le plan de Relance mais financés sur fonds propres (tranches optionnelles).

La DIL s'est également mobilisée en 2024 sur :

- les projets identifiés au projet d'établissement comme l'Espace Recherche,
- l'étude de programmation pour la rénovation de la bibliothèque,
- les travaux en lien avec l'accessibilité,
- les travaux permettant la réduction des consommations énergétiques,
- la finalisation des travaux pluri annuels de remplacement des ascenseurs,
- la poursuite des travaux pluri annuels de remplacement de menuiserie châssis de fenêtres en aluminium à la Manufacture, les interventions en GER (Gros Entretien Renouvellement) : remplacement de menuiseries dans les appartements, remplacement d'éclairages, intervention sur les installations techniques, etc,
- la réponse aux divers besoins fonctionnels des composantes et services (vestiaires SHS, vestiaire société de ménage, travaux des composantes et des services, …).

MANUFACTURE DES TABACS

1. ESPACE RUE MANUFACTURE/ PROJET BASE

Le Bureau d'Accueil et de Service à l'Etudiant (BASE) viendra en lieu et place de l'espace cafétéria occupée par le CROUS, dans le cadre des travaux du tiers-lieu, à la suite de la société Delisaveurs.
Les travaux BASE sont reportés d'une année pour un début de chantier fin 2025.

Au BR1, il y a eu une reprogrammation partielle de crédits en 2025 (185 k€) en conservant pour 2024 le financement du travail de l'architecte d'intérieur (15k€).

2. AVANT CORPS

L'opération est financée par le CPER 2021-2027 pour 2,7 M€ :

- 1 M€ Région
- 1 M€ Métropole
- 700 k€ Etat
- CROUS pour les équipements de cuisine et distribution frigo
- Compléments Université Lyon 3 : 1,2 M€

Le dossier d'expertise a été validé par le Rectorat en juin 2023 tout comme la notification du marché de maitrise d'œuvre (Cabinet Braillon).
Le coût APD est supérieur à l'enveloppe initiale suite aux demandes de modifications faites par l'Université. De même la demande du SDMIS pour ajouter un dégagement supplémentaire avec la création d'un escalier (450 k€ HT) augmente le coût des travaux et nécessite des études complémentaires ainsi qu'un dévoiement du réseau de chauffage urbain (140 k€ HT). Indirectement la prise en compte de la capacité d'occupation imposée par le SDMIS demande de remplacer deux centrales de traitement d'air existantes (160 k€ HT).
Par conséquent, au BR1 il y a eu une augmentation de l'autorisation de dépense au PPI de 800 k€ avec nouvelle programmation de AE (2024) et CP (2025).
La notification des marchés de travaux a été effectuée sur décembre 2024 sauf pour le lot « sol coulé » déclaré infructueux et qui sera publié de nouveau en 2025.
Au BR2 du fait de la non consommation de CP pour les travaux et de la nouvelle consultation du lot « sol coulé », il y a eu une reprogrammation de AE (200 k€) et CP (1 M€) en 2025.

<u>Recettes 2024</u>
Par rapport à la prévision de recette du budget initial (1,1 M€), nous n'avons pas pu faire la totalité des appels de fonds aux financeurs compte tenu du décalage de démarrage de travaux afin d'intégrer l'escalier et le dévoiement du réseau de chaleur urbain. Les versements des financeurs étant conditionnés aux dépenses réalisées, il y a eu au BR2 une reprogrammation des recettes de 220 593€.
Pour information la Métropole a versé le montant attendu (500 k€), la Région a versé 185 328€ et il n'y a pas eu de versement de l'Etat.

3. CONFORT THERMIQUE ET VENTILATION

En 2024, étaient prévus le remplacement du groupe froid N°1, la pose de cassettes plafonnières de climatisation et les travaux de calorifugeage (AAP TE 2024). Pour le groupe froid, l'étude de diagnostic réalisée par le BE Fluide DBI (marché PFRA) a montré la nécessité de remplacer également le groupe

froid N°2. Les travaux de remplacement des groupes froids doivent se faire hors période de climatisation et faire l'objet d'une consultation de travaux, l'opération sera réalisée fin 2025.

Par conséquent au BR1 reprogrammation de crédits AE & CP en 2025 et 2026 (200 k€).

Au BR2, nous avons reprogrammé les AE (70 k€) et CP (140 k€) en 2025. En effet, la consultation d'entreprises pour le calorifugeage fin 2024 permettra de consommer des AE mais pas de CP et l'opportunité du raccordement au réseau de froid urbain retarde l'engagement de maitrise d'œuvre pour les études de remplacement des groupes froids.

4. CHASSIS OUVRANT AMPHIS

Opération terminée.

5. COUVERTURE DES AMPHIS

Opération terminée fin 2023. En 2024, il reste à traiter la dernière facture de la sécurisation et les CP des retenues de garantie.

Au BR2, il y a eu reprogrammation de CP (3 k€) sur 2025 pour la retenue de garantie sur la facture de sécurisation.

6. PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

Pour mémoire, cet EOTP permettait de traiter les travaux futurs concernant la pose de panneaux sur les toitures des amphis. Concernant les toitures des amphithéâtres et de la bibliothèque Manufacture des tabacs, les études de structure ont montré l'impossibilité de surcharger la toiture par des panneaux.

En 2024, un rattachement négatif de 50 k€ sans reprogrammation a été effectué au BR1 (clôture d'EOTP).

7. AMELIORATION ENERGETIQUE CVC/LED – PLAN DE RELANCE

Suite à l'APP du Plan France Relance, fin 2020, l'Université a été lauréate (4,07 M€) pour le projet intitulé :

« Travaux d'améliorations énergétiques de locaux pédagogiques de la Manufacture des Tabacs par la rénovation des équipements de chauffage et ventilation plus la mise en œuvre d'éclairages performants »

Le projet se décompose en 2 phases de travaux selon la nature des locaux pédagogiques :

- Salles de cours traditionnelles (exécution 2021) pour un montant de 500 k€
- Amphithéâtres (exécution 2022 – 2023)

Le marché des amphithéâtres est décomposé en 1 tranche ferme et de 3 tranches optionnelles car l'ensemble du plan de Relance (salles de cours + amphithéâtres) dépasse l'estimation initiale.

Les travaux ont commencé en février 2022 pour une exécution jusque fin 2023 (tranche ferme terminée en septembre 2023 et TO1 terminée en novembre 2023). En 2024, il a fallu gérer le paiement des dernières factures et l'actualisation des prix. Lors de l'élaboration du budget, le montant avait été sous-estimé. Au BR1, un complément de crédit a été opéré en AE et en CP. Cette opération n'ayant pas de retenue de garantie mais de garantie à première demande, il n'est pas nécessaire de programmer des CP en 2025. Au BR2 mise à zéro des AE et CP restants pour clôturer cet EOTP.

Recettes 2024 :
Il y a eu le versement du solde de la subvention par l'Etat soit 203 776 k€.

8. REMPLACEMENT DU CMSI

Cette opération est pilotée par le Service Hygiène et Sécurité. Il s'agit de réaliser le remplacement du câblage et des éléments actifs du système incendie de la manufacture sud. Pour les travaux, l'exécution a débuté en 2020 par la tranche ferme via un accord-cadre avec la société SPIE pour 4 ans de travaux.

L'opération s'est terminée en 2023 sans besoin de traiter des CP de retenue de garantie car c'est une garantie à première demande qui a été mise en place. Pendant l'exécution du marché SPIE, il y a différentes actualisations des prix et pour que AE = CP, l'équilibre est effectué au BR2 en ajustant les AE et CP.

9. DESENFUMAGE DES AMPHITHEATRES

Les études effectuées et les travaux réalisés dans le cadre du plan de relance ont un impact sur la ventilation de désenfumage des amphithéâtres (adaptation du désenfumage originel aux équipements techniques modernes installés).
Un essai de fumée dynamique réalisé en septembre 2022 a montré les défauts originels des dispositifs d'évacuation de fumée existants et en 2023, après une campagne de mesure des débits d'air, quelques actions correctives ont pu être effectuées.
Compte tenu du manque de ressources humaines, ce sujet du désenfumage a été reprogrammé en 2025 et années suivantes lors des budgets rectificatifs de 2024.

Recettes :
Pour mémoire, une demande de crédits Etat a été formalisée pour le désenfumage à hauteur de 335 k€. En 2024, l'Etat a financé le projet à hauteur de 150 k€.

10. PLAN DE RESILIENCE

Début 2022, le projet Plan de Résilience pour de la pose de calorifuge sur des canalisations a été validé (102 k€). Les travaux ont été réceptionnés en décembre 2022 avec une facturation en 2023.
La retenue de garantie en CP n'ayant pas été levée en 2024, 6k€ ont été reprogrammés en CP sur 2025.

11. AMPHI CVC/LED TRANCHES OPTIONNELLES

Les tranches optionnelles TO2 et TO3 n'étaient pas financées par le plan de relance, un EOTP spécifique a été créé. Les travaux ont débuté dès janvier 2024 et se sont terminés en juillet. Comme il a été intégré des travaux supplémentaires d'éclairage et de faux plafonds pour deux salles de pratique sportive, l'opération a fait l'objet de virements :

- 80 k€ depuis EOTP Crèche (24PPCRECHE)
- 30 k€ depuis EOTP salle info Bourg en Bresse (21PSINFOBB)

Cette opération est terminée, il n'y a pas de retenue de garantie mais une garantie à première demande.
Au BR2, des CP limités (15 k€) ont été reprogrammés pour gérer l'actualisation des prix.

12. BIBLIOTHEQUE NOUVEAUX ESPACES

Le projet consiste à remodeler les plateaux de consultation en offrant des espaces de travail adaptés aux nouveaux usages. La performance énergétique et le confort thermique du bâtiment seront également traités aussi le montant de l'opération estimé à 5 M€ est réévalué à 12 M€ pour intégrer le volet fonctionnel.
En 2024, nous avons consulté un programmiste, le cabinet CoS a été notifié. Pour engager cette prestation, il y a eu une demande d'abondement au BR1 et une reprogrammation de crédits au BR2 car aucun diagnostic ou étude complémentaire n'a été réalisée.

13. CRECHE MANUFACTURE

La prise en compte des contraintes de secours incendie dans un espace semi enterré et les limites de capacité d'accueil font que le projet crèche à cet emplacement ne se poursuit pas. Les crédits 2024 de cette opération (80 k€) ont été virés vers les tranches optionnelles CVC/LED.
Au BR1, il faudra revoir la programmation de la crèche sur les années 2025, 2026, 2027 afin d'envisager le projet sur un autre foncier.

SITE DES QUAIS

14. MILC

Le bâtiment MILC a été réceptionné en octobre 2014. La construction de la MILC est financée sur crédits ANR, versés à l'Université via l'UDL.
Sur les 8,5 M€ de crédits disponibles sur l'opération, il existait un solde de recette à percevoir de la part de l'UDL (175 456,16 €) qui nous est parvenu en fin d'exercice.

15. RENOVATION PALAIS R+1

Le demi plateau R+1 Sud est à rénover pour développer une offre de service de la Recherche. L'opération est réalisée en maitrise d'œuvre interne avec l'assistance d'un architecte d'intérieur, de BE fluide et BE structure. Les travaux ont débuté à l'été 2024 par la démolition. Les premiers engagements de reconstruction ont commencé fin 2024. Les CP et les compléments des engagements seront engagés sur 2025 ; au BR2 ont été reprogrammés les AE et CP en conséquence.

Pour mémoire, au titre du Dialogue Stratégique de Gestion (DSG 2), une dotation de 300K€ a été obtenue en 2021

16. TEE CHEVREUL

Le projet est retenu dans le cadre du CPER 22-28 « Rénovation de la Manufacture et du site des Quais ». Le raccordement au réseau de chaleur urbain, et le reste des travaux permettant de garantir les objectifs de la transition énergétique sont à venir (isolation, ventilation, remplacement de fenêtres, …). Des travaux fonctionnels sont prévus dans ce projet estimé à 14 M€.
En 2023, une étude juridique effectuée par le cabinet CLEMENT pour aider à la mise en place d'un groupement de commandes avec le Rectorat permet de confirmer le montage opérationnel via un Marché Global de Performance (MGP).
En 2024, il n'y a pas eu d'engagements car la consultation pour l'Assistant Technique à Maitrise d'Ouvrage (ATMO) sera notifiée en 2025. Il y a eu au BR1 une réduction des AE et CP avec reprogrammation au PPI.

Recettes :
L'enveloppe du CPER 22-28 est de 5,3 M€ (100 % Etat, 0% Région, 0% Métropole) et à défaut de financements complémentaires (appel à projet, partenaires) le financement est prévu sur fonds propres.
Dans l'arrêté de dotation du 07/09/23, il est indiqué deux versements de 50 k€ pour mener les études préalables (2023 et 2024).
Au BR2, la recettes de 50 K€ est reprogrammée en 2025 pour être en phase avec la consultation de l'ATMO.

17. TEE CAVENNE

Le clos/couvert et les enjeux énergétiques n'ont pas été traités par l'opération Lyon Cité Campus. Suite au CISG de l'opération campus (Comité Inter-administratif de Suivi Global) du 7 juillet 2023 ces travaux sont fléchés via la trésorerie générée par cette opération.
Le projet est chiffré à 1,5 M€, la maitrise d'ouvrage reste à l'UDL/COMUE.
Un avenant à la convention de réalisation initiale entre l'UdL et Lyon 3 et une convention d'engagement réciproque ont été établis pour définir les rôles et engagements de chacun.

18. RENOVATION DES COURS ATHENA ET PALAIS

La rénovation de la cour du Palais faisait partie du Plan Lyon Cité Campus mais non validée au stade APS pour raison économique. Il est prévu d'étendre le projet à la cour de Athéna.
L'UDL dans le cadre d'un bilan de l'opération Lyon Cité Campus a proposé ce projet en priorité N°1 lors du CISG (Comité Inter-administratif de Suivi Global) du 7 juillet 2023.
Le projet est chiffré à 450 k€, la maitrise d'ouvrage reste à l'UDL/COMUE.
Un avenant à la convention de réalisation initiale entre l'UdL et Lyon 3 a été établi pour définir les rôles et engagements de chacun.

BOURG EN BRESSE

19. CPER BOURG EN BRESSE

L'Etat a confié au département de l'Ain (CD01) la maîtrise d'ouvrage de la conception et de la réalisation jusqu'à la réception.
Ce projet est financé par les collectivités : Région, Département, Etat et Agglomération de Bourg.
A l'issue des premières études, le montant des travaux est supérieur à l'enveloppe initiale. Les financeurs se sont réunis en septembre pour trouver les financements complémentaires (700 k€) dont 50 K€ financés par l'Université.
Début 2024, au bilan d'ouverture des offres travaux, le montant global des offres reçues montre un dépassement de 1 M€ TTC par rapport aux estimations.
Le calendrier du projet se décale afin de trouver de nouvelles sources d'économies et de financement pour relancer une nouvelle consultation de travaux. Comme modification substantielle, a été intégrée la réalisation de la salle de restauration dans la chapelle afin de réaliser le budget correspondant prévu dans la phase 3 (CPER 22-28) et ne pas construire un bâtiment neuf dans cette phase.
Une piste d'économie consistait également à conserver la centrale incendie de catégorie B. L'université souhaite conserver une centrale incendie de catégorie A qu'elle financera. Le financement complémentaire de l'université au projet se portera à 61 k€ pour financer des enjeux de sécurité.

Au budget rectificatif, cette somme a été inscrite au PPI 2026 car le CD 01 prévoit un appel de fond dès que des dépenses de travaux seront réalisées.

20. SALLES INFORMATIQUES PEDAGOGIQUES

Il n'y a plus nécessité de conserver cet EOTP car il n'y aura pas de refonte en profondeur des salles informatiques de Bourg en Bresse comme à la Manufacture. Dans le cas de travaux de second œuvre, ils seront fléchés ultérieurement sur l'EOTP récurent « Travaux tout corps d'état Bourg en Bresse » 23PTRVXTCE.
Les crédits prévus (30 k€) ont fait l'objet d'un virement vers 23PCVCLEDO et au BR1 d'un rattachement négatif des sommes inscrites au PPI pour les années 2025 et 2026 pour mettre les montants à zéro.

ETABLISSEMENT – TOUS SITES

21. ACCESSIBILITE

Le schéma directeur handicap de l'université a été établi et voté en 2023, il intègre des actions dans la continuité de l'AdAP. Les premières actions 2024 prévues initialement au BI sont limitées à la création d'un portail adapté PMR sur la voie Hannah Arendt et à la poursuite d'installation d'ouvres-portes. Au BR1 et au BR 2, nous avons reprogrammé successivement des crédits car le portail sera réalisé sur l'année 2025 et la mise en place d'ouvres-portes s'est limitée aux bâtiments Athéna et Dugas.

22. CONTROLE D'ACCES

Ce projet continue sa dynamique par le déploiement sur les différents sites d'une technologie uniforme avec le prestataire de l'accord cadre UJM 21-29 (SNEF).
En 2024, il y a eu l'engagement pour le remplacement de l'équipement de l'IUT, à la fin du primo équipement de certains locaux selon un plan prévisionnel d'équipement.
Compte tenu des difficultés d'approvisionnement de matériels, les CP sont reprogrammés. Au BR1, les reports de CP 2023 ont été intégrés aux CP 2024. Concernant l'IUT les engagements ont été faits en octobre et les CP correspondants ont été reprogrammés en 2025.

23. MISE EN SECURITE

Il s'agit principalement de remplacer les blocs autonomes de sécurité (BAES) ainsi que l'ensemble des clapets coupe-feu de l'université par des campagnes successives.
Pour la mise en place des futures campagnes de remplacement en masse des BAES, il a été engagé en 2024, la prestation d'étude par la société DEERNS. Nous avons également assuré sur 2024 la rénovation d'un plancher suite à la découverte de mérule au Palais de l'Université.

L'opération des clapets coupe-feu n'ayant pas été initiée, une reprogrammation 2025 AE et CP a été effectuée.

24. RENOVATION BLOCS SANITAIRES

En 2024, dans l'incertitude de renfort de la cellule travaux, les sanitaires de la BU aile F, les sanitaires Athéna jardin et les sanitaires RDC et R+1 Palais côté Faculté de Droit ont été reportés.
Des crédits ont été conservés pour faire des travaux limités à l'IAE par conséquent aux BR1 et BR2, la reprogrammation a été ventilée sur 2025 et années suivantes.

25. TRAVAUX ASCENSEURS

Le parc d'ascenseurs de l'université est disparate en qualité et en ancienneté. L'opération consiste à une remise à niveau du parc soit par une modernisation, soit par un remplacement complet.
Les travaux ont débuté en 2021 par la tranche ferme d'un accord cadre prévu avec trois tranches optionnelles. Ces dernières seront affermies à la fréquence d'une tranche par année.
En 2024, la tranche 3 a été affermie, ceci marque la fin des travaux de cet EOTP. Au BR2, il est reprogrammé en 2025 le montant de la garantie de parfait achèvement de cette tranche (7,5 k€).

26. PLAN CANICULE

Dans le cadre du plan canicule de l'université, différentes mesures ont été prises (films sur vitrages, ventilation, climatisation) pour assurer un meilleur confort thermique des locaux.
En 2024, la pose de brasseurs d'air a été généralisée dans les bureaux administratifs de l'IUT et la pose de films protecteurs a été faite sur les vitrages. Pour les travaux de climatisation de locaux ciblés, l'étude technique a été réalisée en interne pour des travaux programmés au printemps 2025. Au BR2 rattachement négatif de AE et CP de 60 k€ avec reprogrammation en 2025.

27. REMPLACEMENT CELLULES HT

Cette opération vise le remplacement de cellules haute tension dans différents bâtiments. Avant la réalisation effective de ces travaux, le périmètre des travaux sera établi avec l'assistance d'un bureau d'études spécialisé via le récent marché en groupement de commandes porté par Lyon 1 pour lequel Lyon 3 a contractualisé.

EOTP RECURRENTS

28. TOITURE HISTORIQUE ARDOISE ET ZINC

Les toitures, à la Mansart, sur les bâtiments historiques de la Manufacture sont réalisées en ardoise + zinc. Pour les ardoises, selon l'orientation et l'exposition aux intempéries, le degré de dégradation de la couverture est variable.
C'est sur cet EOTP que la rénovation de la toiture de la bibliothèque devait être réalisée. L'étude structurelle a démontré l'impossibilité non seulement d'installer des panneaux photovoltaïques mais aussi la difficulté structurelle de la rénover en l'état, ce a qui a suspendu le traitement de la toiture. Cette dernière sera entièrement remplacée dans la cadre du projet de la bibliothèque (12 – BIBLIOTHEQUES NOUVEAUX ESPACES). Il a été seulement réalisé la sécurisation de cette toiture (CP en 2024) ainsi que la pose d'une couvertine en zinc sur le bâtiment Trévoux et la pose de lignes de vie sur les amphithéâtres à la Manufacture.
La réduction de travaux a entrainé des virements vers le contrôle d'accès (20 k€) et un rattachement négatif au BR2 (10 k€).

29. AMENAGEMENTS FONCTIONNELS

Les travaux principaux en aménagements fonctionnels sont les suivants :

- Vestiaire SHS Manufacture,
- Local appariteurs Manufacture,
- Rénovation d'un logement de fonction 6 rue Rollet
- Aménagement locaux stock Manufacture et Palais
- Bureaux IRPHIL
- Traitement acoustique de la Rotonde
- Vestiaire société ménage Manufacture
- Travaux cafétéria provisoire Manufacture

Il n'y a eu aucune action lors des budgets rectificatifs 1 & 2 sur cet EOTP.

30. RENOVATION DES SALLES DE COURS

Il s'agit d'un EOTP récurrent afin de suivre l'ensemble des travaux réalisés dans les salles cours, en 2024, les actions ont été les suivantes :

- Rénovation des salles de cours au R+2 aile A et 2 salles au R+3 à la Manufacture,
- Remplacement d'un laboratoire de langues par une salle de cours 36 pl.,
- Modification de position de la porte d'accès en salle CH101 à Chevreul.

La salle de cours Skill lab à Chevreul n'est pas commencée. Aussi au BR2 il y a eu un rattachement négatif de 40k€ en AE et CP.

31. STORES SALLES DE COURS

En 2024, les travaux réalisés ont concerné la bibliothèque avec la remise en fonction des stores extérieurs façade sud. Nous avons également changé les stores d'un amphi et d'une grande salle.
Au BR2 il y a eu un rattachement négatif de 40 k€ en AE et en CP

32. GER

En 2024, ont été réalisés :

- Remplacement moquette locaux IAE,
- Remplacement de faux plafond/éclairage IAE,
- Travaux de plafond à la BU,
- Rénovation d'éclairage LED pour économie d'énergie R+2 Manufacture,
- Remplacement d'ouvrants dans logements de fonction 6 rue Rollet,
- Remplacement de sol devant les amphis A et B,
- Remplacement portes métalliques à la maison du gardien,
- Travaux sur onduleur,
- Ponçage et vitrification parquet,

Au BR2 il y a eu un rattachement négatif de 95 k€ initialement prévus en 2024, l'étanchéité du bassin, le platelage bois du cœur d'ilot de l'IUT (sécurisation en 2024) et de la terrasse BU qui seront des sujets traités en 2025.

33. TRAVAUX D'AUTOMATISMES

Sur cet EOTP, en 2024, nous avons pris en charge la modification de commandes des éclairages de la salle CAILLEMER et les régulations GTC de l'IUT et du bâtiment B6.
Au BR2 il y a eu un rattachement négatif de 25k€.

34. TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT BOURG EN BRESSE

Cet EOTP permet de prendre en charge des travaux tout corps d'état spécifiques sur le site de Bourg en Bresse. Il s'agit principalement des travaux avec les accords cadre existants où le site de Bourg en Bresse est listé comme lieu d'intervention.
Au budget initial 2024, les déshumidificateurs pour le sous-sol de la bibliothèque ont été mis en place.
Après le remplacement, en 2023, d'éclairages par des LED dans les espaces de circulations, ce sont ceux des salles de cours et de la bibliothèque qui sont à remplacer. Ces travaux ont été proposé à l'AAP

TE2024 P348 afin d'obtenir des crédits et après instruction de l'Etat, ce projet n'a finalement pas bénéficié de cette subvention.
Au BR1, un rattachement positif de 50 k€ a été effectué afin de réaliser ce relamping.

Délibération n° D2025-03-03-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L.712-3 ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du CSAE du 20 février 2025 ;
Sur proposition du président de l'université Jean Moulin ;

Après en avoir délibéré,

Exposé des Motifs

Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques ont signé le 08 avril 2024 un accord majoritaire avec les organisations syndicales représentatives pour le déploiement de la protection sociale complémentaire, en santé et en prévoyance, de leurs agents.

En complément des dispositifs prévus par l'accord interministériel du 26 janvier 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'État et de l'accord interministériel du 20 octobre 2023 relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité, décès) dans la fonction publique de l'État, l'accord du 08 avril 2024 propose un régime commun aux personnels des services et établissements publics placés sous la tutelle des trois ministères.

Il permet en particulier les avancées suivantes pour l'ensemble des personnels des trois ministères :

- *Des garanties portant sur la protection de la santé et sur la prévoyance (incapacité, invalidité et décès). Le MENJ, le MESR et le MSJOP sont les premiers ministères à conclure un tel accord sur ces deux volets. L'adhésion sera obligatoire en santé pour les personnels (hors cas de dispenses) et facultative en prévoyance, ainsi que pour les ayants droit et les retraités ;*
- *Deux garanties optionnelles en santé, qui ouvrent à un large effectif d'adhérents la possibilité d'une protection améliorée par rapport au socle interministériel de garanties ;*
- *Des garanties additionnelles en prévoyance ;*
- *Des mécanismes de solidarité renforcés envers les retraités avec la mise en place d'une progressivité accrue de leur cotisation ;*
- *Des mécanismes de solidarité envers les familles, la cotisation des enfants étant réduite, tant pour les garanties socle que pour les options ;*
- *Un fonds d'accompagnement social permettant de financer des prestations d'accompagnement tenant compte de l'état de santé et des ressources des bénéficiaires ;*
- *Des actions de prévention en santé.*

Les ministères participeront au financement du nouveau régime de la protection sociale complémentaire en santé en prenant en charge, pour les bénéficiaires actifs, 50 % de la cotisation au socle interministériel de garanties et 50 % de la cotisation aux garanties optionnelles, dans la limite de 5 €. Ils participeront également à hauteur de 7 €, au financement de la cotisation des bénéficiaires actifs pour le socle interministériel de garanties du régime complémentaire facultatif de prévoyance.

L'université Jean Moulin Lyon 3 étant un établissement public de l'État, distinct juridiquement de celui-ci, il lui appartient de mettre en œuvre cet accord et d'organiser une consultation conforme aux règles applicables en matière de commande publique. Néanmoins, compte tenu de la technicité de l'objet de la consultation, et du souhait d'offrir une solution adaptée aux agents de l'établissement, notamment en cas de mobilité inter-établissement, l'adhésion au groupement de commande porté par l'État apparaît comme la meilleure alternative.

Ainsi à l'instar de la démarche entreprise en matière de protection sociale complémentaire santé en 2023 (convention d'adhésion au groupement de commande approuvée la 17 octobre 2023 par le conseil d'administration, après avis du CSAE en date du 03 octobre 2023), l'avis du CSAE est requis dans sa séance du 20 février 2025 et l'approbation par le conseil d'administration est sollicité s'agissant de la convention d'adhésion au groupement de commande, porté par l'État, en vue de participer au marché de protection sociale complémentaire prévoyance.

Décide

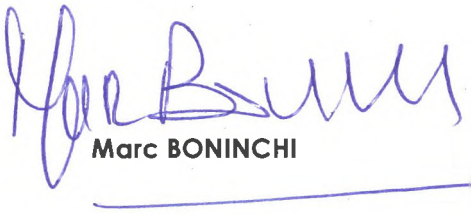
Article premier : La convention d'adhésion au groupement de commande, porté par l'État, en vue de participer au marché de protection sociale complémentaire prévoyance est approuvée.

Article 2 : Le président de l'université est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix pour : 28
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 0

Lyon, le 11 mars 2025
Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

Convention constitutive de groupement de commandes relative à la passation d'un marché de Protection Sociale Complémentaire (PSC) de PREVOYANCE

Vu les articles L.2113-6 et L.2113-8 du Code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes, il est constitué :

ENTRE

Le ministère de l'éducation nationale (MEN)
Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR)
Le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA)

Secrétariat général
Service de l'action administrative et des moyens
Sous-direction des achats
61-65 rue Dutot
75732 Paris cedex 15

représentés par Madame Guylaine BOURDAIS-NAIMI, sous-directrice et responsable ministérielle des achats

Ci-après : le Ministère

ET

Les établissements publics et autres organismes signataires figurant en annexe,

Ci-après : les Etablissements,

Une convention constitutive d'un groupement de commandes.

Pour les besoins de la présente convention, les parties sont désignées collectivement sous l'appellation : les membres.

PREAMBULE

Un accord interministériel relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité, décès) dans la fonction publique de l'Etat a été conclu le 20 octobre 2023. Cet accord est décliné par l'accord ministériel du 8 avril 2024 concernant la protection sociale complémentaire au MENJ, au MESR et au MSJOP, ainsi que par le décret n°2024-678 du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'Etat.

Pour l'application de l'article 17-1 de l'accord interministériel du 20 octobre 2023 précité, les employeurs publics[1] souscrivent, un contrat collectif de prévoyance[2].

A l'issue des négociations avec les organisations syndicales des comités sociaux d'administration ministériels, une consultation va être engagée en vue de la passation d'un contrat de couverture complémentaire en prévoyance au bénéfice des agents des ministères, applicable à l'échéance des conventions de référencement actuelles conclues avec trois organismes de protection sociale complémentaire[3]. L'échéance, prévue au 31 décembre 2024, sera prorogée jusqu'au 31 décembre 2026.

Outre les personnels des services centraux et déconcentrés des ministères, le marché est destiné à la couverture de protection sociale complémentaire (PSC) en prévoyance des agents des établissements publics et autres entités publiques relevant du périmètre de l'un des trois ministères précités.

S'agissant d'organismes autonomes, et conformément à l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique, un groupement de commandes doit être constitué entre le Ministère et l'ensemble des entités publiques qui souhaitent y adhérer.

---

[1] Employeurs publics mentionnés à l'article 1er du décret du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat

[2] Contrat souscrit dans les conditions précisées par le décret du 4 juillet 2024

[3] Conformément aux dispositions du décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007

Art. 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre le Ministère et les Etablissements ainsi que de déterminer les modalités de fonctionnement du groupement.

Elle s'applique pour les besoins de la passation d'un marché relatif à des prestations sociales complémentaires de prévoyance.

Art. 2 : Désignation et rôle du coordonnateur

2.1. Désignation du coordonnateur

Les membres du groupement désignent le Ministère comme coordonnateur du groupement.

2.2. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur procède à la passation du marché entrant dans le champ de la présente convention.

Il organise ainsi l'ensemble des opérations suivantes :

- Définir le calendrier et l'organisation administrative, juridique et technique de la consultation ;
- Coordonner l'élaboration du dossier de consultation ;
- Procéder à la réception et à l'enregistrement des offres ;
- Coordonner le dépouillement et l'analyse des offres ;
- Informer les candidats non retenus puis le candidat attributaire
- Obtenir de l'attributaire les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents ;
- Mettre en œuvre les modalités de publicité ;
- Transmettre aux membres du groupement les pièces nécessaires à l'exécution du marché.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence le coordonnateur, conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, fait signer le marché au titulaire retenu, puis le notifie au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

Chaque partie exécute le marché signé en son nom et pour son compte, pour ce qui la concerne.

En cours d'exécution du marché passé dans le cadre du groupement, le coordonnateur demeure en charge des actes suivants :

- La conclusion des avenants;
- Le suivi de l'exécution du marché.

Art. 3 : Engagement des Etablissements publics

Les Etablissements s'engagent à :

- Répondre au coordonnateur qui les solliciterait le cas échéant pour l'élaboration des réponses aux questions des candidats relatives au dossier de consultation des entreprises ;
- Respecter le choix du titulaire du marché ;
- Exécuter le marché pour les besoins propres à leurs personnels ;
- Notifier au coordonnateur tout changement de l'adresse courriel de leur représentant habilité ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché ;
- Garantir strictement la confidentialité de tous les documents et informations reçus le cas échéant dans le cadre de la présente convention, ainsi que toute autre information qui, si elle était divulguée, serait susceptible de porter atteinte, notamment, aux principes de la commande publique et du droit de la concurrence.

Art. 4 : Charges liées au fonctionnement du groupement

4.1 : Frais de fonctionnement

Le Ministère prend en charge l'intégralité des frais liés au fonctionnement du groupement ainsi qu'aux procédures de passation (dont les frais de publicité), y compris les contentieux afférents à la passation du marché.

Les Etablissements prennent en charge les contentieux afférents à l'exécution de la part de marché qui les concernent.

4.2 : Rémunération

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Art. 5 : Adhésion, retrait ou exclusion des membres du groupement

5.1 : Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes dans les conditions prévues par ses propres règles statutaires.

Pour la mise en œuvre du marché, les demandes d'adhésion sont envoyées par les bénéficiaires au coordonnateur à l'adresse :

5.2 : Retrait en cours d'exécution

Aucun retrait du groupement n'est possible durant la passation du marché.
En cours d'exécution, le retrait d'un membre du groupement n'est possible que s'il résilie le marché pour la partie qui le concerne. La résiliation relève de la responsabilité pleine et entière de l'établissement bénéficiaire.
La décision de retrait est notifiée au coordonnateur du groupement, par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine. Le retrait prend effet à la date de notification de cette décision.

Le membre exerçant son droit de retrait reste soumis au respect des engagements qu'il aurait déjà contractés auprès du titulaire du marché.

L'exercice du droit de retrait d'un membre n'emporte pas résiliation de la convention, qui continue de s'appliquer et de produire ses effets à l'égard des autres membres.

5.3 : Exclusion

L'exclusion d'un des membres du groupement pourra être prononcée par le coordonnateur, en cas de non-exécution d'une de ses obligations au titre de la présente convention.

Art. 6 : Durée du groupement de commandes

6.1 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur au jour de la première signature par l'un des établissements figurant en annexe à la présente convention.
La convention est conclue pour la durée du marché, reconductions comprises.

6.2 : Résiliation

La résiliation anticipée de la convention peut être prononcée à tout moment par la décision de l'ensemble de ses membres.
Elle ne peut donner lieu à aucune indemnisation.

Art. 7 : Modifications de l'acte constitutif

Toute modification des règles de fonctionnement du présent groupement doit être approuvée par l'ensemble de ses membres. Cette modification prend la forme d'un avenant.

Art. 8 : Responsabilités et contentieux

8.1 Responsabilités

Le groupement ne possédant pas de personnalité juridique propre, les responsabilités incombent :

- Pour la passation du marché : responsabilité du coordonnateur ;
- Pour l'exécution du marché : responsabilité de chaque membre du groupement, pour la partie qui le concerne.

8.2. Contentieux

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés d'exécution ou d'interprétation de la convention, les membres s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, ne trouvant pas de solution amiable, sera portée devant le tribunal administratif de Paris à l'initiative de la partie la plus diligente.

Art. 9 : Non indivisibilité et intégralité de la convention

9.1 : Non-indivisibilité de la convention

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi ou d'un règlement, ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderaient toute leur force et leur portée.

9.2 : Intégralité de la convention

La présente convention et les pièces qui y sont annexées expriment l'intégralité des obligations des parties. Aucune obligation générale ou spécifique figurant dans des documents ou accords antérieurs, propositions ou toute autre communication envoyée antérieurement par les membres ne complètent cette convention.

Art. 10 : Suivi de l'exécution du marché

Un comité de suivi sera constitué et se réunira autant de fois que de besoin pour s'assurer de la bonne exécution du marché.

Il est composé de représentants du Ministère et de représentants des membres du groupement et piloté par la DGRH du ministère.

Document établi en un seul original conservé par le coordonnateur.

Fait à Paris le 05/12/2024

Pour la ministre de l'éducation nationale
Pour le ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche
Pour le ministre des sports,
de la jeunesse et de la vie associative
et par délégation,

Guylaine BOURDAIS-NAIMI
Sous-directrice des achats
Responsable ministérielle des achats

° Annexe 1 : liste des établissements et autorités rattachées pour information.
° Annexe 2 : formulaire d'adhésion au groupement et de participation au marché.

Annexe n°1 : liste des établissements et autorités rattachés au MEN, au MESR et au MSJVA

MEN

Réseau CANOPE
Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)
Centre national d'enseignement à distance (CNED)
France éducation international (FEI)
Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)

MESR

Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel :

- Universités et instituts nationaux polytechniques ;
- Instituts et écoles extérieurs aux universités ;
- Grands établissements ;
- Ecoles françaises à l'étranger ;
- Ecoles normales supérieures ;
- Communautés d'universités et d'établissements ;
- Etablissements expérimentaux ;
- Communautés d'universités et d'établissements expérimentales.

Etablissements publics administratifs exerçant des missions d'enseignement supérieur sous tutelle du MESR :

- Ecoles nationales supérieures d'ingénieurs ;
- Ecoles nationales d'ingénieurs ;
- Instituts d'études politiques ;
- Autres établissements publics administratifs (article D. 741-12 du code de l'éducation)
- Ecoles françaises à l'étranger : Casa de Velàsquez ; Ecole française d'Athènes ; Ecole française d'Extrême-Orient ; Ecole française de Rome ; Institut français d'archéologie orientale du Caire

Centre national et centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires

Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)

Agence nationale de la recherche
Académie des technologies
Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)

Etablissements publics industriels et commerciaux (EPIC) :

- Campus France
- Etablissement public d'aménagement de Paris-Saclay
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
- Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)
- Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)
- Commissariat à l'énergie atomique (CEA)
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- Centre national d'études spatiales (CNES)
- Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)
- Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)

MSJVA

Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP)
Ecole nationale de voile et de sports nautiques (ENVSN)
Ecole nationale des sports de montagne (ENSM)
Musée national du sport
Centres de ressources, expertise et de performance sportive (CREPS)

Agence française de lutte contre le dopage (AFLD)

ANNEXE 2

ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDE
PARTICIPATION AU MARCHE PSC PREVOYANCE

Vu les articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique
Vu la convention constitutive de groupement de commande PSC Prévoyance

L'Etablissement : UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3.....

Représenté(e) par Gilles BONNET agissant en qualité de Président de l'Université

.....

Déclare, dans le respect de la procédure prévue par ses statuts, *(cocher la case choisie)* :

☒ adhérer au groupement de commandes en vue de participer au marché PSC prévoyance

☐ ne pas souhaiter adhérer au groupement de commandes ni participer au marché susvisé.

RAPPEL : un établissement ayant choisi de participer au marché passé par le présent groupement, s'engage à commander auprès du titulaire retenu.

Fait à LYON Le 23/01/2025

Cachet signature du représentant de l'établissement :

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

A compléter, signer et transmettre au coordonnateur à l'adresse suivante : convention pscsprevoyance@education.gouv.fr

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
11 mars 2025

Délibération n° D2025-03-04-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2024-2028 annexé à la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

PÉRIODE 2024-2028

Schéma pluriannuel de

STRATÉGIE IMMOBILIÈRE

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN


2024
2028

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2

PREAMBULE 4

RESUME DE LA PHASE DIAGNOSTIC 5

RESUME DE LA PHASE STRATEGIE 6

PRESENTATION DU CONTEXTE 7

1. PRESENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT 7
   1.1 Généralités 7
   1.2 Projet d'établissement 8
   1.3 Immobilier 8
2. BILAN DU PRECEDENT SPSI 10

PHASE DIAGNOSTIC 12

1. DIAGNOSTIC DU PARC IMMOBILIER 12
   1.1 Recensement et inventaire des biens 12
   1.2 Diagnostic d'occupation 27
   1.3 Diagnostic fonctionnel 29
   1.4 Diagnostic technique 29
   1.5 Diagnostic réglementaire 31
   1.6 Diagnostic énergétique et environnemental 34
   1.7 Diagnostic des risques 41
   1.8 Analyse des indicateurs clés de l'OAD 44
2. DIAGNOSTIC FINANCIER 46
   2.1 Dépenses immobilières 46
   2.2 Moyens financiers 48
3. GOUVERNANCE ASSOCIEE AU PARC IMMOBILIER 50
4. DIAGNOSTIC DES MOYENS HUMAINS ET DES COMPETENCES 51
   4.1 État des lieux des moyens humains 51
   4.2 État des lieux des compétences 57
   4.3 Plan d'actions 57
5. ARTICULATION ENTRE LE DIAGNOSTIC ET LA STRATEGIE 59

PHASE STRATEGIE 60

1. ORIENTATIONS GENERALES DU MINISTERE 60
   1.1 Orientations liées aux objectifs de la politique immobilière de l'État 60
   1.2 Spécificités de l'établissement et conséquences sur l'immobilier 60
   1.3 Définition et expression des besoins immobiliers 61
   1.4 Organisation des espaces de travail 67
   1.5 Stratégie de performance environnementale 68
   1.6 Stratégie de gestion des risques 71
   1.7 Exploitation maintenance (dont biens en multi-occupation) 72
2. STRATEGIE PATRIMONIALE 72
   2.1 Objectifs et exposé de la stratégie patrimoniale 72

2.2 Présentation des scénarios étudiés *72*
2.3 Opérations patrimoniales envisagées *83*
2.4 Nouveaux projets immobiliers *87*
3. STRATEGIE D'INTERVENTION 88
3.1 Objectifs de la stratégie d'intervention *88*
4. SYNTHESE DE LA PHASE STRATEGIE ET DEFINITION D'OBJECTIFS POUR LE SPSI 95
5. SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU SPSI 95
6. PROJECTIONS DE LA STRATEGIE PATRIMONIALE ET D'INTERVENTION AU-DELA DE LA PERIODE DU SPSI 96
6.1 Concernant la stratégie patrimoniale *96*
6.2 Concernant la stratégie d'intervention *96*
7. COÛT ET FINANCEMENT DES OPERATIONS IMMOBILIERES 96
7.1 Coût des opérations *96*
7.2 Financement des opérations *97*

Liste des annexes :

Annexe 1 : Diagnostic – annexe SPSI
Annexe 2 : Gestion des risques – annexe SPSI
Annexe 3 : Diagnostic des moyens RH – annexe SPSI
Annexe 4 : Stratégie – annexe SPSI
Annexe 5 : Plan d'implantation des bâtiments – Sites de Lyon et Bourg-en-Bresse
Annexe 6 : Détail de l'état de santé par bâtiment
Annexe 7 : Organigramme de la DIL

PREAMBULE

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de la politique immobilière de l'État arrêtées le 20 janvier 2016, les opérateurs et les administrations de l'État sont appelés à participer à l'effort commun de rationalisation et de performance immobilière. À cet égard, le renouvellement des schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) constitue une étape essentielle.
Le SPSI doit permettre, sur la base d'un diagnostic précis du parc immobilier de l'opérateur, la définition et la mise en œuvre d'une démarche stratégique quinquennale visant à accroître la performance globale du parc immobilier. L'élaboration du SPSI de l'Université s'appuie sur la circulaire n° 5888/SG du 19 septembre 2016 *relative aux schémas pluriannuels de stratégie immobilière des opérateurs de l'Etat* avec pour objet de définir les modalités d'élaboration et de mise en œuvre, en s'appuyant sur des modalités de gouvernance rénovées, une méthodologie renforcée, et une parfaite articulation de ces SPSI avec les schémas directeurs immobiliers régionaux (SDIR) qui sont élaborés par chaque préfet de région.

La méthode s'appuie sur deux grandes parties décrites ci-dessous :

- le diagnostic,
- la stratégie immobilière.



Eléments issus de la Circulaire n° 5888/SG du 19 septembre 2016 relative aux schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) des opérateurs de l'Etat

Ce schéma pluriannuel est construit en tenant compte de tous les éléments structurant la politique de l'Université, notamment le projet d'établissement, le schéma directeur handicap. Les schémas directeurs énergie (SDE), vie étudiante (SDVE), qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), et développement durable et responsabilité sociétale et environnementale (DD-RSE), en cours de rédaction, dessinent par leur complémentarité une politique cohérente à l'échelle de l'établissement.

RESUME DE LA PHASE DIAGNOSTIC

Une note de complétude SPSI 2023 de 255/275

Un taux d'occupation de 97,4 % des locaux pédagogiques à l'échelle de l'établissement

Focus Manufacture :
Tension toujours visible avec un taux d'occupation de 112 % constaté

Une performance énergétique réelle

2013-2023 :
Baisse de l'énergie électrique de 23 %
Baisse de l'énergie chauffage de 24,2 %

⇨ Amélioration de l'efficacité énergétique de 27 %

Une organisation consolidée

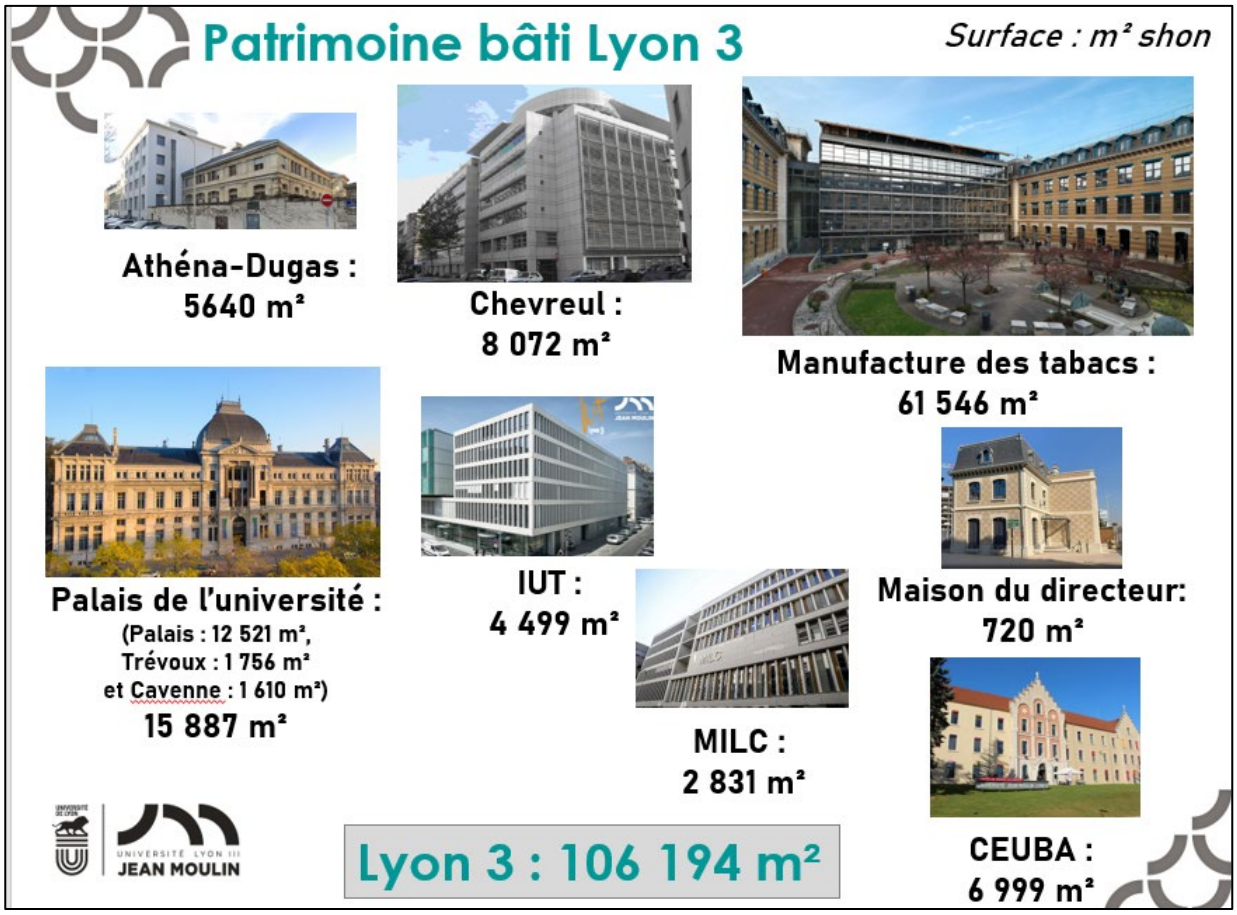
Depuis 2020 une direction unique maîtrisant les sujets de l'immobilier et de la logistique

Un état de santé satisfaisant

90 % en état satisfaisant ou très satisfaisant

Un indicateur réglementaire de 14/20

Aucun avis défavorable de commission de sécurité.
Bâtiments accessibles réglementairement et fonctionnellement.



RESUME DE LA PHASE STRATEGIE

Points de départ :

Les données d'entrée sont :

- Un taux d'occupation des locaux pédagogiques toujours en tension,
- Un déficit de surfaces chronique,
- Un patrimoine bien maintenu.

Stratégie d'intervention :

Il s'agit de :

- Préserver le patrimoine confié pour faire face au taux d'usage important,
- Répondre au déficit du confort dans les locaux, notamment thermique estival.
- Répondre aux enjeux réglementaires.

Stratégie patrimoniale :

L'ambition pour ce SPSI se déploie selon 4 axes :

- La formation, initiale et continue, et son environnement,
- Les espaces de recherche,
- La qualité de vie universitaire,
- La transition énergétique.

Bilan du SPSI :

Le bilan prendra la forme d'un *reporting* annuel en CA des chiffres clés et du taux d'exécution du PPI.

PRESENTATION DU CONTEXTE

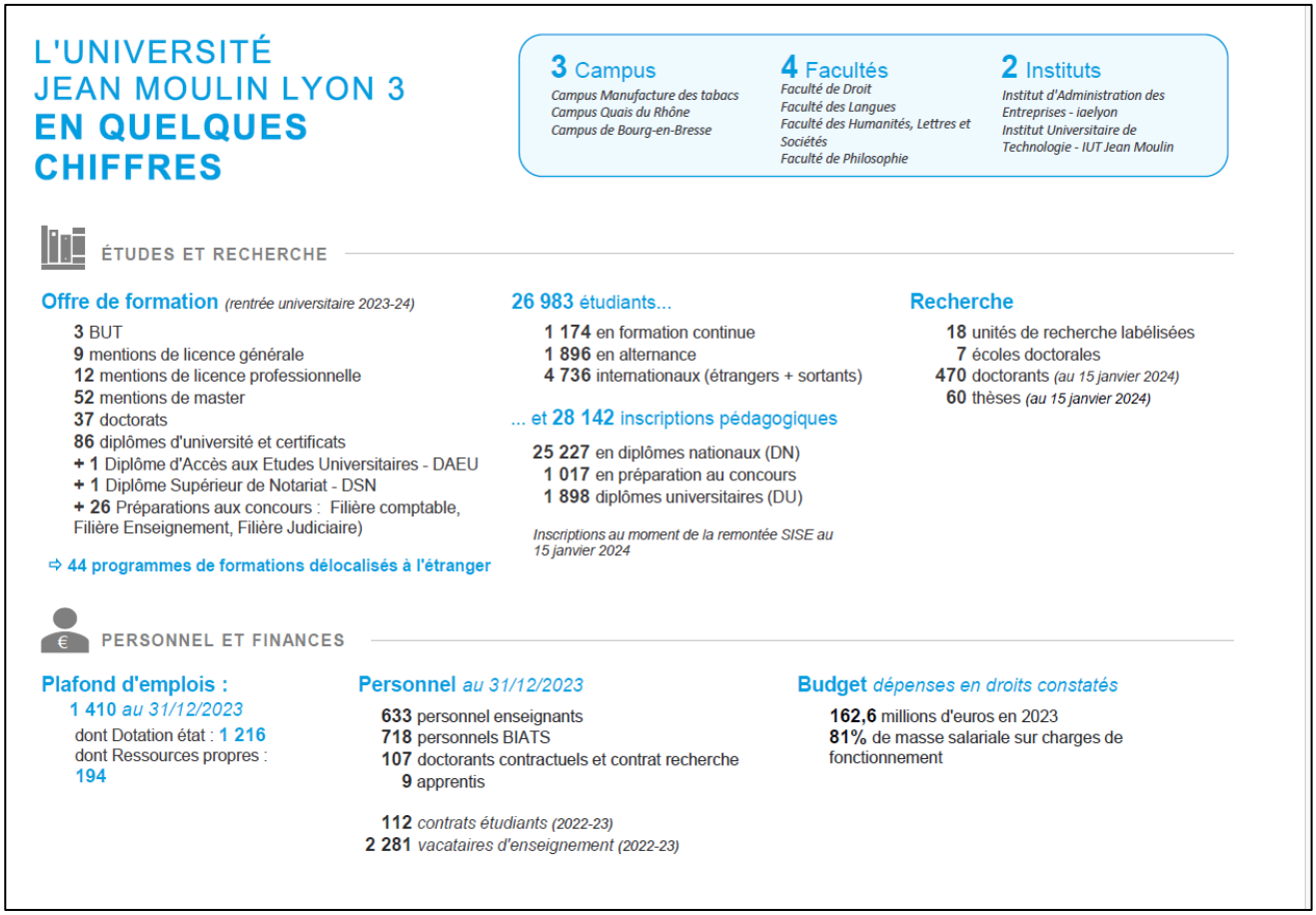
1. PRESENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

1.1 Généralités

L'Université Jean Moulin Lyon 3 est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche. Il est accrédité par l'État à délivrer des diplômes d'enseignement supérieur dans divers domaines liés aux sciences humaines, sociales, juridiques et de gestion.

L'Université en chiffres (2022-2023) :

- 3 sites en France : Lyon (Manufacture des Tabacs, Quais du Rhône), Bourg-en-Bresse,
- 6 Facultés et Instituts (Droit ; Langues ; Humanités, Lettres et Sociétés ; Philosophie ; iaelyon school of management ; IUT Jean Moulin),
- 44 programmes de formation délocalisés à l'étranger,
- 26 983 étudiants en fin d'année universitaire 2022-2023,
- Avec un plafond d'emplois de 1 410 personnels, l'Université emploie 633 enseignants et/ou chercheurs et 718 BIATS, elle fait également appel à plus de 2000 vacataires – chiffre 31/12/2023 (mise à jour du plafond d'emplois à 1442 au 31/03/2024),
- 162,6 M€ de CP exécutés fin 2023 (dont 81 % de masse salariale),
- 18 unités de recherche labellisées, 7 écoles doctorales, 470 doctorants.



Infographie Université Jean Moulin Lyon 3 – 2023

1.2 Projet d'établissement

En 2021 a été adopté le projet d'établissement de l'Université pour la période 2021-2026 :

"Ce projet d'établissement est une nouvelle étape dans la vie de notre Université après l'abandon du projet de fusion des universités. Co-construit avec les personnels et les étudiants de notre établissement, il ambitionne de nous réunir autour de valeurs et d'objectifs partagés sur le long terme afin de faire face aux nouveaux enjeux sociétaux et aux évolutions de l'enseignement supérieur. Dans un monde en mutation, l'université doit plus que jamais assumer son rôle d'intégration sociale en préparant les jeunes générations à relever ces nouveaux défis.

Reconnue et plébiscitée pour l'exigence et l'excellence de ses formations, Lyon 3 doit être aussi un acteur majeur de l'accompagnement des transformations sociétales en cours : changement climatique, digitalisation, globalisation, mutations du travail, droits humains ou encore santé globale sont autant d'enjeux que nos formations et nos ressources de recherche se doivent de relever. L'université est aussi un lieu d'émancipation qui doit permettre à chacun de s'épanouir, d'entreprendre et de s'élever à son meilleur niveau. L'exigence qui fait l'identité de Lyon 3 ne vaut que si elle est partagée. La qualité de vie universitaire, celle de ses étudiants et de ses personnels, en est une condition. Lyon 3 sera une université engagée sur le plan social, environnemental et sociétal.

Ce projet d'établissement pour Lyon 3 est celui d'une université solidaire, ouverte sur le monde, qui concilie les valeurs d'exigence et de partage au service de la jeunesse et de notre avenir commun."

Ce projet d'établissement s'articule selon sept axes et cent actions. Ces axes sont les priorités sur lesquelles la gouvernance de l'établissement construit son développement :

Formation et insertion,
Recherche dans la société,
Qualité de vie universitaire,
Accessibilité,
Internationalisation qualitative,
Démocratisation de la gouvernance,
Université éthique dans un écosystème durable.

1.3 Immobilier

L'Université Jean Moulin Lyon 3 est une jeune Université qui vient de fêter ses 50 ans.

Depuis sa création, les différentes équipes de gouvernance se sont attachées à développer un patrimoine immobilier en centre-ville performant, mais dépourvu de réserve foncière, et répondant aux besoins et préoccupations propres à leur époque. L'ouverture du site de la Manufacture des tabacs en 1993 après l'abandon des locaux sur le site de la Doua, la construction du bâtiment Chevreul en 1994, de l'IUT et de la MILC en 2014, ou la création d'un Campus délocalisé à Bourg-en-Bresse sont quelques-unes des grandes étapes.

Ce très bref rappel historique est nécessaire pour comprendre que la stratégie immobilière est celle du temps long qui dépasse celui des contingences du moment au cours duquel un schéma pluriannuel est conçu. On

construit pour les générations à venir en fonction de besoins actuels qui seront amenés à évoluer. C'est dans cette vision institutionnelle que le présent schéma pluriannuel est pensé tout en conservant à l'esprit les éventuelles évolutions des politiques publiques dans la mesure où elles sont prévisibles à ce jour.

Par conséquent, à certains égards le présent Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière poursuit l'action entreprise avant lui en application de politiques publiques ancrées dans la durée. L'optimisation de la gestion des espaces, l'accessibilité aux personnes handicapées, la réduction de la consommation d'énergie sont des exemples de constantes que le présent schéma poursuit, souvent pour les amplifier et en assurer l'aggiornamento.

Cependant, il marque aussi des inflexions, voire des ruptures avec le précédent schéma, en cohérence avec l'actuel projet d'établissement. L'abandon en 2020 du projet de fusion des Universités et établissements du site lyonnais est l'un des principaux facteurs de cette évolution. Par ailleurs, la volonté de recentrer l'action de l'Université sur ses missions fondamentales, la formation - initiale et continue - et la recherche, conduit là encore l'établissement à prioriser ses actions en matière de patrimoine immobilier.

Dans ce contexte, le schéma pluriannuel doit également prendre en considération des besoins et contraintes nouveaux, liés à des mouvements de fond de nos sociétés et auxquels notre Université n'échappe pas, parfois pour le meilleur, le développement des modes de déplacements doux, le développement du télétravail, mais aussi parfois le pire, la prise en compte des risques, dont les risques liés au changement climatique ou au risque d'intrusion dans l'établissement, qu'il soit physique ou numérique.

Enfin, le Schéma pluriannuel doit aussi tirer les enseignements des tentatives vaines d'accroitre son patrimoine immobilier à Lyon, on pense ici au projet d'extension au fort Montluc. L'insuffisance connue et reconnue de notre dotation en surface nous empêche d'augmenter nos ressources en formation continue, d'améliorer autant que nous le souhaiterions les conditions matérielles nécessaires au bien-être étudiant notamment au regard des besoins des services de santé et de réaliser certains des projets d'amélioration de qualité de vie au travail. Il faut donc travailler sur le site de Lyon à l'acquisition de locaux en élaborant un modèle économique qui assure la soutenabilité à long terme du projet et poursuivre à Bourg-en-Bresse les phases 2 et 3 du développement du site.

Cette projection de la stratégie immobilière de l'établissement vers l'avenir, à court, moyen et long termes, en considération de notre histoire, est l'ambition du présent Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière.

Le patrimoine immobilier constitue un levier essentiel de l'organisation des établissements publics et de la politique d'enseignement supérieur. La rationalisation de ce patrimoine, souvent hétérogène et dispersé, sa modernisation et sa mise en conformité à des normes de plus en plus exigeantes, sa capacité de s'adapter aux évolutions de la recherche et de la pédagogie, la maîtrise de ses coûts, représentent des enjeux majeurs pour l'avenir des Universités. Les normes et réglementations évoluent et nécessitent des compétences nouvelles et des degrés d'expertise supérieurs. Sécurité, accessibilité, performance énergétique, sûreté, santé, tous les domaines sont touchés.

L'immobilier constitue généralement le deuxième poste budgétaire des établissements, après les dépenses de masse salariale, et le premier en termes d'investissement. Son financement est assuré par diverses sources : subvention pour charges de service public, crédits ponctuels de mise en sécurité et d'accessibilité, fonds de roulement des établissements, CPER, appel à projets nationaux type opération campus, plan de relance, appel à projets transition environnementale, etc.

Le fonds de roulement des établissements est largement mobilisé pour l'entretien du patrimoine, et investi pour sa pérennité.

Pour l'Université Jean Moulin un problème majeur à résoudre est : comment continuer à se développer au vu des surfaces disponibles, en l'absence de réserve foncière et de possibilités d'extension des bâtiments existants ? Les implantations lyonnaises sont en tension, d'un point de vue effectif étudiant/surfaces disponibles. La piste de réflexion principale consiste en la recherche de nouvelles surfaces, dans le cadre de partenariats à construire, dans un environnement urbain lui-même contraint.

Lors des appels à candidatures des précédentes vagues de dévolution immobilière, l'Université s'est questionnée sur cette possibilité. Malgré la qualité du patrimoine, les marges nulles dont dispose l'Université sur le volet de la valorisation, notamment en l'absence de foncier et bâti disponible, ont jusqu'à alors été un frein dans l'engagement de la démarche.

2. BILAN DU PRECEDENT SPSI

L'Université a adressé au Rectorat et à la sous-direction de l'immobilier de la DGESIP, début juillet 2019, le SPSI de l'établissement couvrant la période 2018-2022. En parallèle, l'envoi était assuré auprès du RRPIE et de la DIE.

Le SPSI a reçu un avis favorable du Rectorat et du MESRI le 25 novembre 2019 avec le commentaire suivant :

« Le SPSI de l'université Jean Moulin Lyon 3 se situe dans le droit fil du précédent. La stratégie est raisonnée de manière opérationnelle sur l'achèvement des opérations campus et CPER. De grande qualité, le document décline de manière éclairée les actions à conduire pour réduire les tensions surfaciques et revêt, de fait, un caractère prospectif de long terme. Dans ce contexte, le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation émet un avis favorable sur le SPSI de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ».

La DIE a approuvé le projet de SPSI le 29 mars 2020 avec les recommandations suivantes :

- Mettre à jour et compléter l'inventaire physique du parc occupé dans Chorus Re-Fx, renseigner les données manquantes dans le RT et mettre en cohérence les données du SPSI avec celles du RT ;

- Approfondir le diagnostic sous l'angle de l'adéquation des surfaces disponibles aux besoins (diagnostic fonctionnel) par bâtiment (taux d'occupation par implantation, ratios surfaciques,…).

- Préciser la segmentation du parc et distinguer clairement dans le projet de SPSI la stratégie patrimoniale de la stratégie d'intervention et présenter la segmentation du parc occupé ;

- Poursuivre la démarche de transition énergétique par un suivi des consommations énergétiques, de recueil d'informations sur les consommations respectives de chacun des bâtiments et de réduction de celles-ci, dans le respect des objectifs de la loi Elan ;

- Prendre l'attache du Responsable Régional de la PIE pour examiner votre besoin de surfaces et les éventuelles solutions pour y répondre.

Le SPSI 2018-2022 de l'Université Jean Moulin Lyon 3 présentait les enjeux et projets de l'établissement. Il effectuait :

le recensement du parc immobilier de l'établissement,
le diagnostic technique, fonctionnel et réglementaire de l'état de santé des biens de son parc,
l'étude de l'évolution des surfaces occupées,

l'identification des besoins en termes de surfaces liés à une croissance importante de ses effectifs.

Dans un second temps, un volet stratégique venait expliciter :

les problématiques immobilières de l'Université Jean Moulin Lyon 3 à l'échelle de son parc, notamment le déficit chronique en surfaces,
les orientations stratégiques retenues pour résoudre en partie ces problématiques,
les opérations immobilières envisagées à l'échelle de son parc existant.

Points forts du SPSI 2018 2022	**Points perfectibles du SPSI 2018 2022**
- Document de qualité, caractère prospectif à long terme, - Bon entretien du parc, état de santé satisfaisant et très satisfaisant de 59 %, - Efforts reconnus de l'investissement pour maîtriser la connaissance du parc et sa préservation, avec un effort financier sur le GER, - Diagnostic complet des moyens humains, montée en compétences du service, - Ratio moyen SUN par poste de travail de 9,9 m² < seuil 12 m², - Reconnaissance de la tension chronique sur les locaux, - Mobilisation des fonds propres pour les investissements immobiliers.	- Taux de complétude RT de 238/275 (seuil à 240/275), mise en cohérence du RT avec le SPSI et documentation de l'historique de consommation de fluides, - Approfondissement du diagnostic de l'adéquation aux besoins par bâtiment, - Présentation de la stratégie patrimoniale avec segmentation des actifs, - Identification du financement des opérations immobilières décrites.

PHASE DIAGNOSTIC

1. DIAGNOSTIC DU PARC IMMOBILIER

1.1 Recensement et inventaire des biens

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a actualisé et fiabilisé les données renseignées au sein de Chorus ReFX. Voici le report sommaire de ces données, pour chacun des biens de son parc. L'annexe 1 du SPSI – Diagnostic détaille les biens et leur statut. Les plans d'implantation en annexe 5 permettent de situer les bâtiments dans l'environnement lyonnais et burgien. À l'issue du recensement de l'ensemble des bâtiments, un tableau détaille la répartition des surfaces utiles par activité.

1.1.1 Bâtiments

a) *Site de la Manufacture des Tabacs*

- Manufacture des Tabacs

Site principal de l'Université Jean Moulin Lyon 3, la Manufacture des Tabacs est un bien domanial d'une emprise foncière de 2,38 hectares. Un total de 62 266 m² SHON/44 088 m² SUB (hors parkings couverts) y est construit. Le site dispose également d'un parking intérieur de 249 emplacements de stationnement sur deux niveaux.

Le site se situe sur un espace encadré au nord par le 6 cours Albert Thomas ; à l'est, les 6 et 18 Rue Rollet ; au sud, le 1 avenue des Frères Lumière ; et l'allée Hannah Arendt sur la façade ouest. Ce bien fait l'objet d'une convention d'utilisation démarrant le 1er janvier 2016 pour 30 ans. Le site accueille actuellement environ 15 000 étudiants par jour et l'activité de près de 500 agents BIATS pour autant de professeurs.

Considéré comme un ensemble unique et cohérent, la Manufacture des Tabacs peut être décomposée ainsi :

- Le bâtiment principal, classé « patrimoine du XXème siècle » (bâtiment historique de la Manufacture),
- Les BN (« bâtiments neufs ») – amphithéâtres, grandes salles et locaux des services techniques,
- La bibliothèque universitaire,
- La maison du directeur,
- La maison du gardien,
- Le local transformateur.

- Halle des sports Vivier Merle

L'Université déclare dans ce bâtiment une SHON de 1152 m² et a signé une convention d'utilisation pour 30 ans à compter du 1er janvier 2016. Ce bâtiment, ayant fait l'objet d'une division en volumes (dont la mise en œuvre n'est plus d'actualité) est un bien domanial national seulement pour partie, l'occupant majoritaire étant la Ville de Lyon. La convention, entrée en vigueur en 2001, entre la Ville et l'Université gère les modalités de financement de l'entretien et de l'investissement de la halle.

La surface (882 m² SUB) est décomposée ainsi :

- Espaces de pratique sportive 814 m² SUB,

- Vestiaires 60 m² SUB,
- Bureau à usage de stockage 8 m² SUB.

Construit en 2000, ce bâtiment répond insuffisamment aux besoins de l'Université en termes de pratique sportive au vu de l'augmentation des effectifs et des besoins croissants en créneaux horaires. Une discussion avec la Ville de Lyon a permis de retrouver quelques marges horaires pour l'utilisation des installations.

b) *Site des Quais « Campus Charles Mérieux » – Quadrilatère Palais*

– Palais de l'Université – Pavillon Trévoux

Précédemment bien de la Ville de Lyon, le bâtiment est désormais un bien domanial national. La SHON déclarée est de 12 521 m² pour la partie Palais de l'Université et 1 756 m² pour le Pavillon Trévoux (respectivement 9 757 m² et 1 185 m² SUB). Le site dispose également d'un parking extérieur de 12 places, dont une est réservée à la Chancellerie des Universités. Ce bien fait l'objet d'une convention d'utilisation État/Université démarrant le 1er octobre 2016, après cession de la Ville à l'État, pour 30 ans.

Ces bâtiments ont fait l'objet d'un programme de rénovation importante lors de l'opération Lyon Cité Campus (cf. bilan des opérations).

- 3 530 m² SU dédiés à la pédagogie : salles de cours et bureaux des enseignants,
- 943 m² SU dédiés à la recherche,
- 1 516 m² SU dédiés à la documentation,
- 277 m² SU dédiés à la restauration collective (cafeteria en AOT).

– Bâtiment Cavenne

Le bâtiment Cavenne fait l'objet d'une double occupation par la Chancellerie (appartements du Recteur et salons de réception de la Chancellerie) et l'Université Jean Moulin Lyon 3, régie par le biais d'une convention d'utilisation multi-occupants et d'un règlement de site pour l'exploitation du bâtiment et le paiement des charges. La convention d'utilisation a été signée pour 9 ans, à compter du 1er janvier 2016.

Ce bâtiment (1 610 m² SHON/1 191 m² SUB) a bénéficié d'investissements dans le cadre de l'Opération Lyon Cité Campus permettant une mise en sécurité et accessibilité du bien, et une refonte des espaces affectés désormais à Lyon 3 (920 m² SHON). Cette opportunité a permis à l'Université d'héberger définitivement les équipes de recherche en droit (public, privé et histoire du droit) sur environ 753 m² SUB. Les établissements lyonnais ont eu confirmation par le MESR et le MINEFI de la réaffectation des crédits disponibles post Opération Campus pour finaliser des opérations sur des bâtiments ayant bénéficié des investissements initiaux, dans la mesure où ces opérations sont mentionnées dans le programme initial de l'opération. Toujours sous maitrise d'ouvrage de la COMUE de Lyon Saint-Étienne, le traitement des performances énergétiques via les travaux sur le clos couvert et sur les installations techniques de ventilation du bâtiment Cavenne sera traité d'ici fin 2026.

c) *Site des Quais – Quadrilatère Athéna-Dugas*

Précédemment biens de la Ville de Lyon, les bâtiments ont fait l'objet d'une première convention d'utilisation dès 2011, pour 9 ans (à partir du 1er juin 2011). Une nouvelle convention d'utilisation a été établie pour une durée de 25 ans à partir du 1er juin 2020.

Le bâtiment Athéna est un bâtiment à double affectation, avec l'Université Lumière Lyon 2. Les surfaces concernant Lyon 3 sont de 2 478 m² SUB pour Athéna, 1 658 m² SUB pour le pavillon Dugas et de 79 m² SUB pour le pavillon d'entrée. Il n'y a pas de surface commune aux deux universités.

Ces implantations ont fait l'objet d'une réhabilitation complète dans le cadre de l'opération campus. Les bâtiments abritent essentiellement :

- L'amphithéâtre Quinet de 240 places,
- Des salles pédagogiques de taille diverse,
- Les locaux administratifs et pédagogiques de la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés,
- L'Institut des Assurances de Lyon, qui a quitté en 2022 un bâtiment affecté à l'Université Claude Bernard Lyon 1 sur le site de Gerland,
- Les bureaux et ateliers de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique – site des Quais,
- Un logement de fonction.

L'établissement dispose de 17 places de parking sur cette implantation.

d) *Site des Quais – Bâtiment Chevreul - Palais de la Recherche*

Livré en 1994, le bâtiment Chevreul abritait originellement le service de la Recherche, des instituts et centres de recherche de la Faculté de Droit et de la Faculté des Lettres, ainsi que des salles d'enseignement. L'École de notariat de Lyon et le centre de formation professionnelle notariale de Lyon occupent environ un tiers du bâtiment, du RDC au 2ème étage, surfaces pour lesquelles ils ont un bail emphytéotique de 60 ans signé en 1994 avec la Chancellerie. En octobre 2021, par le biais d'une nouvelle convention, la Chancellerie remet la totalité du bâtiment à l'université avec transfert du bail emphytéotique. La durée de la convention est 33 ans et 11 mois à partir du 1er juillet 2020.

Le bâtiment (8 071,9 m² SHON/6 673,2 m² SUB) est un bien domanial d'une emprise foncière de 1 655 m². La SHON déclarée est de 6 913 m² pour l'Université. Le site dispose également d'un parking intérieur, dont 17 places sont réservées à l'Université. Ce bien fait l'objet d'une convention d'utilisation démarrant le 1er janvier 2016 pour 30 ans.

Voici le détail des surfaces (hors notaires 1 597 m² SUB) :

- 1 431 m² de surface à dédié à l'enseignement dont 591 m² de bureaux et 840 m² de salle formation,
- 1 801 m² de surfaces à usage de recherche,
- 1 espace de restauration de 56 m²,
- 603 m² de parking,
- 1 logement de fonction de 73 m².

pour 6 856 m² de surface utile brute (4556 m² SUN dont 1 598 m² SUN occupés par l'Institut Notarial).

e) *Site des Quais – Pôle Universitaire des Quais (PUQ)*

Grand projet immobilier réunissant le siège de la ComUE de Lyon-Saint-Étienne, l'IUT Jean Moulin Lyon 3, le bâtiment de la Maison internationale des Langues et des Cultures (MILC), une résidence et un restaurant pour le CROUS, ce sont 18 900 m² qui ont été construits et livrés entre 2014 et 2015. L'Université Jean Moulin Lyon 3 est gestionnaire de ce site multi occupants et assure l'exploitation maintenance des parties privatives des bâtiments IUT, MILC et ComUE, ainsi que du cœur d'îlot central. Une convention lie l'ensemble des partenaires du site. Cette convention doit être revue pour tenir compte des évolutions depuis 10 ans.

- Bâtiment IUT

Représentant 3 970 m² de surface utile brute (4 468,66 m² SHON) ce bâtiment est constitué de :

- 1 amphithéâtre de 200 places,
- 2 petits amphithéâtres de 40 places,
- 2 grandes salles de 100 places,
- 1 centre de ressources documentaires numériques,
- 1 salle de co-working,
- Salles pédagogiques, salles informatiques, bureaux.

Le bâtiment est un bien domanial implanté sur un terrain d'assiette ayant fait l'objet d'une division en volumes dans le cadre du chantier du PUQ. L'IUT occupe le volume 2 de cette division (assiette de 4870 m² au total). Ce bien fait l'objet d'une convention d'utilisation démarrant le 18 novembre 2014 pour 30 ans.

- Bâtiment MILC

Opération anticipée de l'Opération Campus, le bâtiment MILC (2 830,7 m² SHON/2 433,3 m² SUB) a été construit sous maîtrise d'ouvrage de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour les établissements Lyon 2 et Lyon 3 qui le partagent à part égale, et livré en décembre 2014. Bâtiment dédié à la recherche, la MILC abrite :

- Une salle de conférences de 180 places,
- Un centre de documentation pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,
- Des bureaux pour la recherche et salles de séminaire, un espace pour les doctorants.

Ce bien fait l'objet d'une convention d'utilisation démarrant le 18 novembre 2014 pour 30 ans. Les deux occupants ont déclaré initialement des surfaces privatives pour 419 m², le reste est mutualisé et régi par convention entre les parties. Pour tenir compte du fonctionnement du bâtiment et répondre aux besoins des établissements la convention entre les deux parties a été révisée en 2023 et les surfaces réaffectées comme tel :

- 357 m² d'espaces mutualisés,
- 740,5 m² Université Lumière Lyon 2,
- 805,35 m² Université Jean Moulin Lyon 3.

- Cœur d'îlot

Au cœur du pôle universitaire des quais, un espace non-bâti avec aménagement paysager relie les bâtiments du pôle. En tant qu'occupant majoritaire du site l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'est vue affecter cet espace de 791 m². Ce bien fait l'objet d'une convention d'utilisation démarrant le 18 novembre 2014 pour 30 ans. Le grand amphi de l'UdL (360 places) est sous cet espace. L'IUT l'occupe, par conventionnement, deux jours et demi par semaine pour ses cours et examens.

f) *Site des Quais – New Deal*

Lors de l'opération campus, ce sont entre 5 000 et 8 000 m² de surface qui étaient fermés par phase pendant 3 ans. Afin de faire face à des besoins immédiats dans un contexte de tension très forte en effectifs, l'Université a pris à bail le 22 septembre 2016, une surface de 1 057 m² au 1er étage du bâtiment « New Deal » implantation historique de Citroën, classé monument historique, situé rue de Marseille, dans le 7ème arrondissement.

Sur ce plateau, l'Université :

- accueillait ses services de formation continue, l'Institut International de la Francophonie, l'école doctorale de droit sur 280 m² SU,
- assurait une sous-location à l'Université de Lyon pour 291 m² de surface et l'usage des espaces mutualisés, afin d'accueillir les activités du Centre d'Entrepreneuriat.

Le bail a été rompu en 2022 (6 ans), les travaux de l'Opération Campus étant terminés et le besoin sur ce site ne se justifiant plus pour un bien en location.

g) *Site de la Charité - Bourg-en-Bresse*

L'antenne de Bourg-en-Bresse est rattachée à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Elle est située sur le site historique de la Charité, 2 rue du 23eme RI.

Le site bâti se décompose en plusieurs parties :

- Bâtiment principal réhabilité pour partie,
- Chapelle adossée au bâtiment principal non réhabilitée,
- Loge des appariteurs,
- Locaux annexes non réhabilités (une partie a été démolie).

Le non bâti se décompose en un parking et un espace boisé (foncier mis à disposition de la Ville pour l'aménagement d'un parc). La convention d'utilisation prend effet le 11 juin 2015 pour une durée de 15 ans.

L'opération de restructuration du bâtiment de la Charité (1^{ere} tranche) conduite par le département de l'Ain, livrée en 2011, a été menée dans le cadre du CPER 2007-2013 pour un montant d'opération de près de 11 M€ TDC. Seul le bâtiment principal a été traité : aile sud et aile centrale réhabilitées entièrement, aile nord réhabilitée sur RDC et sous-sol pour la BU. Un parking a été aménagé proposant des places pour les étudiants et les personnels. Dans un second temps le GIP Ceuba (Groupement d'intérêt public Centre d'études universitaires de Bourg et de l'Ain) a aménagé la loge de l'entrée de site pour les appariteurs. On compte 4 313 m² de surface utile brute aménagée sur site.

Le site est administré par un GIP dans lequel l'Université Jean Moulin Lyon 3 est partie prenante. Le GIP Ceuba a été créé le 18 novembre 2013 avec l'objectif de favoriser la coopération des membres du groupement (Université Jean Moulin, département de l'Ain, Bourg-en-Bresse agglomération, la chambre de commerce et d'industrie de l'Ain, pôle sup'01, la chambre des professions libérales de l'Ain) afin d'assurer la mise en œuvre et le développement de l'offre de formation et de recherche sur le site de Bourg-en-Bresse.

Le GIP assure la coordination des moyens et ressources qui lui sont dévolus, ainsi que de ses ressources propres, dans le cadre de sa mission de service public : la mise en œuvre et le développement d'un dispositif d'enseignement supérieur et d'activités d'innovation et de recherche sur le territoire du bassin de Bourg-en-Bresse et plus généralement du département de l'Ain.

L'Université et le GIP ont signé en 2017 une convention répartissant les charges entre l'Université, affectataire des obligations du propriétaire et le GIP, occupant. Cette convention fait l'objet d'une mise à jour en cours.

La seconde phase de travaux porte sur :

Un amphithéâtre de 250 places pour faire face aux enjeux de sécurité pesant sur la sur-occupation des deux grandes salles actuelles et à l'augmentation prévue des effectifs sur le site,

Un espace dédié à la vie étudiante pour répondre entre autres aux besoins de restauration,

Des espaces de documentation et de travail individuel.

La programmation a été confiée à la société Filigrane.

La réflexion dépasse le CPER actuel avec une mobilisation des acteurs sur une densification du site avec la venue de l'INSPE notamment. Ce point est abordé dans ce document dans la partie relevant du bilan des opérations en cours et de la stratégie patrimoniale.

1.1.2 Bilan des surfaces

Bâtiments	SURFACE UTILE (M²)																	
	Enseignement Salles de cours	Einseignement Bureaux	locaux support bureaux enseignement	Recherche Bureaux	locaux support bureaux recherche	Recherche Administration	Recherche Documentation	Documentation	Documentation Bureaux	locaux support bureaux documentation	Administration Bureaux	locaux support bureaux Administration	Bureaux non affectés	Restauration collective	Restauration Locaux tiers	Locaux techniques	Locaux occupes par des tiers	Installations Sportives Couvertes
Manufacture	12642,41	3129,41	374,25	292,80	39,17	38,92	------	3886,55	527,88	211,16	3350,70	951,63	33,65	2464,36	198,01	9870,00	526,69	969,21
Maison du Directeur	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	63,33	------	------	------	------	29,74	231,10	------
Maison du Gardien	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	39,34	104,52	------
IUT	1253,91	517,80	118,81	------	------	------	------	73,02	------	------	13,17	------	------	------	------	75,99	31,64	------
Milc	------	------	------	331,60	208,02	------	------	343,86	32,26	------	11,68	------	------	------	------	44,62	------	------
Chevreul	840,03	438,66	152,57	1035,71	215,02	------	549,98	------	------	------	11,54	23,80	------	------	------	74,72	1597,87	------
Athena	825,24	378,72	15,69	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	91,58	------	------
Dugas	693,90	106,97	47,26	------	------	------	------	------	------	------	73,53	26,78	------	------	------	36,85	------	------
Palais	1982,18	1200,40	346,56	222,96	253,85	142,42	323,62	1373,14	133,00	10,00	279,33	449,90	22,20	------	276,96	360,96	------	93,65
Cavenne	------	------	------	462,56	21,28	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	98,00	437,95	------
Bourg	1518,82	216,67	68,96	------	------	------	------	254,86	44,20	9,41	196,50	70,45	------	------	------	172,53	------	------
Halle des Sports	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	814,00

NB : Pour la MILC, 755,7 m² de bureaux sont affectés à l'Université Lumière Lyon 2

Bilan des surfaces utiles par bâtiment et par activité

1.1.3 Bilan des opérations

Les paragraphes suivants présentent les opérations réalisées et terminées dans le cadre du SPSI précédent.

a) *Maison du Directeur – Site Manufacture des Tabacs – Projet E Factory (CPER 2015-2020)*

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'est portée acquéreuse auprès de la Métropole de Lyon de l'ancienne maison du directeur de la Manufacture des Tabacs. La vente a été finalisée le 4 décembre 2018 après la levée de l'ensemble des conditions suspensives, dont l'obtention du permis de construire (juillet 2018).

Il s'agit d'une maison bourgeoise de 2 niveaux sur rez-de-chaussée (sans sous-sol) de 400 m² avec un fort intérêt patrimonial et architectural.

L'objectif de la réhabilitation était de faire de cette maison un bâtiment ERP de 5ème catégorie afin de créer pour le Centre d'Entrepreneuriat de l'Université de Lyon des espaces de travail collaboratifs et individuels, ainsi que des lieux de réunions et de manifestations professionnelles. À l'issue des travaux, la maison du directeur a été mise à disposition de la ComUE. L'Université Lyon 3 a conservé l'usage du 2ème étage pour héberger sa direction de l'innovation (aujourd'hui services ingénierie de la formation continue et partenariats). L'Université Jean Moulin Lyon 3 était maître d'ouvrage de l'opération, conduite en MOP. Le projet avait un financement partiel via le CPER 2015-2020 de 1,5 M€ TTC et l'université Jean Moulin Lyon 3 a financé l'acquisition de la maison et le complément de budget à hauteur de 2,21 M€ TTC.


Crédit Photo David Venier – Université Lyon 3

Les travaux se sont achevés à l'été 2021, ils ont été marqués par la période covid et les restrictions successives qui ont pénalisé l'avancement du chantier.

b) *Opération « Lyon Cité Campus » - Site des Quais, quadrilatères Palais et Athéna*

Le plan Lyon Cité Campus visait un objectif d'optimisation et d'amélioration du patrimoine avec des mises aux normes (accessibilité et sécurité), une amélioration des performances énergétiques (isolation, ventilation) et le gros entretien et renouvellement – GER (toitures, fenêtres, etc.).

Débutés en 2016, les travaux se sont déroulés en site occupé pour s'achever en 2020.

Le montant de travaux total (réalisation de toutes les options et tranches conditionnelles du projet) est de 25,8 M€ TTC TDC Cela a été rendu possible par un apport de financement de Lyon 3 au maître d'ouvrage de 4,5 M€.

Les travaux ont permis :

- de restituer l'usage complet du bâtiment Dugas en salles de cours en levant les restrictions de sécurité incendie,
- de réhabiliter réglementairement et fonctionnellement une grande partie des surfaces des bâtiments,
- de créer un niveau supplémentaire sous combles en partie sud du bâtiment (500 m²). La réorganisation des espaces avec ce gain de surface permet de doubler la capacité de places de consultation (de 150 à 300 places) de la bibliothèque universitaire,


Crédit Photo David Venier – Université Lyon 3


Crédit Photo David Venier – Université Lyon 3

- de créer de nouvelles salles de cours (2*100 + 36 places), compensant en partie la perte de l'annexe Pasteur,
- de rénover 3 amphithéâtres,
- d'intégrer dès 2016 le bâtiment Cavenne sur une partie de ses surfaces (le reste est occupé par le Rectorat de Lyon).

En cours de chantier, des travaux non prévus au programme mais demandés et financés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 ont été réalisés (désamiantage complémentaire, renforts de planchers, ajout de batterie froide, amélioration de réseaux CVC, nouvelles destinations de locaux, …) pour un montant de 913 k€.

Ce sont 20 à 25% d'économie d'énergie qui étaient attendus à l'issue de l'Opération Campus, sur près de 20 000 m². Les premières mesures montrent des économies de l'ordre de 36 % sur le volet énergie (électricité + chauffage), les effets du plan de sobriété renforcent les économies.

c) *Réorganisation fonctionnelle et organisationnelle du site des Quais*

L'Université Jean Moulin a capitalisé sur l'Opération Campus en profitant des travaux, des fermetures de locaux et des déménagements inhérents pour repenser l'organisation des fonctions et l'occupation des locaux du site des Quais. Allant au-delà du périmètre de l'Opération Campus, le projet intégrait le bâtiment Eugène Chevreul – Palais de la Recherche :

le bâtiment Cavenne rassemble désormais l'ensemble des équipes de recherche de la Faculté de Droit.

Une nouvelle distribution des espaces au Palais de l'Université privilégie la réorganisation des surfaces accessibles (accueils des scolarités, salles de cours, bibliothèque, cafétéria, etc.) et le renforcement des espaces de vie étudiante (salle co-working, espace associatif).

L'intégration, dans le bâtiment du Palais de l'Université de la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales. Cette arrivée est couplée à un projet d'espace dédié à la recherche et à l'accueil des enseignants chercheurs, travaux qui se termineront en 2025.

L'Institut International pour la Francophonie, en quittant le bâtiment New Deal, a remplacé la Direction de la Recherche dans le bâtiment Eugène Chevreul.

d) *Études de conception - phase 2 de requalification du site de Bourg – projet CPER (2015-2020)*

L'opération inscrite au CPER pour un montant de 4,3 M€ (intégrant le FCTVA possible avec le département) a permis d'engager :

la phase études préalables : pré-programmation à l'échelle de l'ensemble du site, expertise,

la programmation technique détaillée,

les études de maitrise d'œuvre pour la phase de travaux comprenant la réhabilitation de la dernière aile du bâtiment existant et la construction de l'amphithéâtre.

L'opération est financée initialement par :

- l'Etat : 0,7 M€,
- la Région Auvergne Rhône Alpes : 1,0 M€,
- le Conseil Départemental de l'Ain 1,5 M€ + 0,6 M€ (avance FCTVA),
- l'Agglomération de Bourg-en-Bresse et de l'Ain : 0,5 M€.

Le Conseil Départemental de l'Ain porte la maîtrise d'ouvrage (conception et réalisation).




Vues projet extérieur et intérieur amphithéâtre - Crédit Jacques Gerbe & Associés

En 2020, les bâtiments annexes ont été démolis pour permettre les futures installations de chantier et commencer la consommation des crédits CPER.

À l'issue d'une procédure de concours d'architecture, la maitrise d'œuvre a été notifiée au cabinet Gerbe fin 2021 avec un calendrier prévisionnel pour une mise à disposition des locaux en septembre 2024. À l'issue des études d'avant-projet définitif (APD), le coût des travaux dépassant de 660 k€ l'enveloppe initiale, l'ensemble des financeurs ont augmenté leur contribution en respectant l'équilibre initial.

Le nouveau plan de financement avant la consultation de travaux est le suivant :

- l'Etat : 0,8 M€,
- la Région Auvergne Rhône Alpes : 1,152 M€,
- le Conseil Départemental de l'Ain 1,5 M€ + 0,92 M€ (avance FCTVA)
- l'Agglomération de Bourg-en-Bresse et de l'Ain : 0,575 M€
- Université Jean Moulin Lyon 3 : 0,05 M€

Le budget de l'opération est porté à 5 M€ avec un premier apport de l'Université de 50 k€. Les autres apports, particulièrement ceux de l'État, la Région et le Conseil Départemental de l'Ain viennent en déduction des contributions respectives au CPER 2021-2027. Au stade étude dossier de consultations d'entreprises (DCE), les montants de travaux prévisionnels dépassent un nouvelle fois le budget. Une première recherche d'économie via des modification de programme et des suppressions de travaux a permis de lancer la consultation d'entreprises. En janvier 2023, à l'issue de l'analyse des offres, celles-ci dépassent de 1 M€ le montant de travaux (sur la base des moins-disantes). Une nouvelle consultation de travaux sera lancée à l'été 2024, consécutivement à une réunion des financeurs (avril 2024), avec proposition de recherche d'économies (réduction de surface et prestations) et de complément de financement de l'opération (augmentation de 800 K€) en reportant les crédits du volet restauration du programme CPER 2021-2027 par l'intégration de cette salle dans la chapelle et en incluant l'aménagement de la bibliothèque de l'INSPE dans le bâtiment existant au R+2.

e) *Études de programmation - phase 3 de requalification du site de Bourg – projet CPER (2021-2027)*

Les grandes lignes directrices qui guident l'élaboration du programme sont les suivantes :

- Augmentation progressive des effectifs avec une maîtrise permettant la soutenabilité des heures d'enseignement,
- Proposition d'une offre de restauration de proximité,
- Proposition d'espaces collaboratifs,
- Intégration de l'INSPE (Université Claude Bernard Lyon 1) et de Canopé.

Les phases programmation et élaboration du dossier d'expertise ont été confiées à la ComUE de Lyon Saint-Etienne, tout comme la phase 1.

Au cours de l'élaboration du programme, des étapes d'arbitrages ont été nécessaires pour faire coïncider le projet à l'enveloppe financière du CPER 2021-2027. L'enveloppe financière a été revue pour consolider le projet phase 2 (cf. ci-dessus). En conséquence, pour garantir la faisabilité de la phase 3, deux leviers ont été mis en place :

- Une mutualisation de surfaces existantes (salles de cours, salles de réunions, etc…) et la localisation de la bibliothèque de l'INSPE (150 m²) dans le bâtiment historique,
- Des financements complémentaires de l'État pour Canopé et de l'Université Claude Bernard Lyon 1 pour l'INSPE.

L'ensemble reste à être confirmé et formalisé dans le dossier d'expertise. Le montant définitif de la phase 3 estimatif est à 5,48 M€.

Des solutions en matière de médecine préventive et de pratique sportive sont à trouver à proximité du site en lien avec la Ville, car hors périmètre de l'opération malgré la mention pour le sport au programme de l'opération.

f) *Valorisation des espaces à destination des services aux étudiants - Site de la Manufacture des Tabacs (2017-2022)*

La Manufacture des Tabacs accueille chaque jour plus de 12 000 étudiants. Le lieu doit donc offrir tous les services attendus par ce public. Repenser les espaces à la Manufacture n'est pas simple puisqu'il n'y a pas de marge surfacique et qu'une extension pour l'un se pense forcément en perte pour un autre. L'Université choisit de conduire un grand projet à destination des étudiants sur le périmètre de l'avant-corps de la Manufacture, et en partie dans l'espace rue.

Les besoins sont multiples, dédiés au service et à la vie étudiante :

- Espaces de travail innovants et conviviaux,
- Restauration,
- Médecine préventive,
- Handicap,
- Culture,
- Insertion et orientation, etc.

La conduite des projets avec des temporalités différentes est de co-construire les espaces avec les usagers en plaçant le service à l'étudiant au cœur de la réflexion. Dans ce sens, l'Université Jean Moulin Lyon 3 a consulté un tandem codesigner/programmiste. L'étude est financée sur 2019/2020. À travers la démarche de co design, il est attendu un accompagnement – *in situ* et avec les acteurs de l'université – permettant de faire émerger des solutions d'implantation et d'aménagement des espaces disponibles pour accueillir une offre de service à l'étudiant réorganisée, le tout en tenant compte des mutations des campus en cours et en s'inscrivant dans une perspective d'évolution constante. Les propositions sont de nature immobilière, mais peuvent aussi impacter les ressources humaines avec la définition de besoins ou d'activités différentes.

Contrairement à ce qui était annoncé lors du précédent SPSI, l'établissement ne peut pas répondre à l'ensemble des besoins et a dû faire des choix. À ce stade aucune solution ne peut être apportée à court terme au service de médecine/infirmerie et à la mission handicap dans l'enceinte de la Manufacture des tabacs.

g) *Conception tiers-lieu – avant-corps de la Manufacture (2022-2025)*

Le projet d'aménagement de l'avant-corps de la Manufacture a retenu l'attention des financeurs du CPER 2021-2027 :

- 1 M€ Région,
- 1 M€ Métropole,
- 700 k€ Etat,
- Université Lyon 3 pour les compléments à la réalisation complète du programme,
- CROUS pour ses équipements frigorifiques.

Le dossier d'expertise a été validé le 26 juin 2023 pour un montant de travaux de 1,636 M € HT.

Les études de maîtrise d'œuvre se sont déroulées au second semestre 2023 avec une validation de l'APD le 16 février 2024 pour un montant de travaux de 2,05 M€ HT. L'évolution du montant de travaux correspond à des modifications de prestations suite aux demandes de l'Université (béton ciré, cloison mobile, aménagement mobilier, etc.).

Avant le dépôt du permis de construire, le projet a été présenté à l'officier préventionniste du SDMIS qui impose en préconisation la création d'un dégagement supplémentaire de deux unités de passage. Cette création nécessite des compléments d'études de maitrise d'œuvre et aura un impact sur le montant et le phasage des travaux. L'objectif de conserver un début chantier à l'été 2024 ne peut être maintenu et sera décalé à la rentrée universitaire 2024/2025, pour une livraison à l'été 2025.





Vues projet de l'avant-corps - Crédit Florence Braillon architecte

h) *GER (Gros Entretien Renouvellement)*

Sont décrites ci-dessous les opérations en gros entretien renouvellement les plus caractéristiques.

- Traitement du clos/couvert : amphithéâtres et BU

Une partie de la toiture des bâtiments de la Manufacture des Tabacs est en zinc en pose à joint debout : amphithéâtres et bibliothèque universitaire. Plusieurs campagnes de maintenance curative ont permis de régler ponctuellement des désordres liés à des perforations et déchirures consécutives au manque de réserve pour assurer la dilation du zinc.

Après constat et étude par l'entreprise en accord cadre pour maintenance et travaux de toiture, il était possible de ne pas remplacer la toiture entièrement. Seule la partie faîtage pouvait être modifiée afin de limiter les dilatations du zinc sur des grandes longueurs de toiture (adaptation de la technique de pose). Sur les amphithéâtres, ces travaux ont été réalisés en 2022 et 2023 pour un montant de 875 k€. Conjointement, des études de structure ont été réalisées pour quantifier la capacité des toitures à supporter une charge

additionnelle correspondant à l'installation de panneaux photovoltaïques pour une production EnR. Les conclusions des études sont que les toitures n'ont pas cette réserve de charge additionnelle.

Concernant la toiture de la bibliothèque, de conception initiale différente, la réparation de la toiture doit se faire à iso charge. C'est donc la totalité de la toiture qui est à remplacer et nécessitera une étude plus poussée par un bureau d'étude pour définir une nouvelle géométrie de toiture. Les désordres de fuites sont traités en maintenance régulière dans l'attente.

- Traitement du système de chauffage Chevreul : passage au réseau de chauffage urbain (RCU)

À la suite de prospections avec ELM, société exploitante du RCU pour la Métropole de Lyon, le raccordement au chauffage urbain a été réalisé en 2021 avec la création d'une sous-station au sous-sol du bâtiment. Ces travaux n'ont pas bénéficié de subvention, ils s'inscrivaient dans la démarche de transition énergétique de l'Université et la volonté de réduire les gaz à effet de serre par un financement sur fonds propres de 160 k€. Les anciennes chaudières sont toujours en place dans un local technique en toiture. Le démontage est prévu lors des travaux de rénovation énergétique inscrits au CPER 2021-2027.

La toiture du bâtiment est composée de plusieurs toitures terrasses gravillonnées avec un complexe isolant + étanchéité + gravillons. Une seule des toitures terrasses a été traitée avec le remplacement du liner d'étanchéité. Les autres toitures terrasses sont à remplacer lors de l'opération globale, en intégrant les problématiques d'isolation.

- Rénovation des faux plafonds des amphithéâtres de la Manufacture (2019-2023)

En 2018 les études d'éclairage et acoustiques ont été réalisées sur un bloc superposé de 3 amphithéâtres et la prise en compte de l'ensemble des prescriptions techniques afin de réaliser une programmation budgétaire et de travaux pour les 21 plafonds à rénover. Avec un budget de 250 k€ moyen/amphithéâtre ce projet n'était pas programmé avant 2021/2022. C'est le Plan de Relance qui a financé ces travaux en pluriannuel (cf. ci-dessous).

i) *Opérations non mentionnées au précédent SPSI*

Les opérations listées ci-dessous relèvent essentiellement des opportunités d'appels à projets lancés par l'État et pilotés par la DIE dont le plus caractéristique est le Plan de relance.

- Plan France Relance

En 2020, suite à l'appel à projetz de l'État (programme P362) pour la rénovation des bâtiments publics et de ses opérateurs, l'Université a proposé plusieurs dossiers après une mobilisation importante de sa Direction de l'immobilier et de la logistique :

  - Travaux d'amélioration énergétique de locaux pédagogiques (4,07 M€),
  - Modernisation de la GTC (0,57 M€),
  - Remplacement de menuiseries (1,15 M€),
  - Rénovation de sanitaires (2 M€),
  - Motorisation d'ascenseurs (0,8 M€).

L'Université a été lauréate sur les 2 premières propositions avec les nomenclatures de la DIE FR 0192 (Travaux d'amélioration énergétique de locaux pédagogiques) et FR 4828 (Modernisation de la GTC) et la contrainte calendaire contractuelle de terminer les travaux au 31/12/2023.

Les travaux de régulation GTC ont été réalisés principalement en 2021 sur les bâtiments Manufacture, Palais et Bourg-en-Bresse. La totalité de la subvention a été versée et validée par quitus. Au final, le montant des travaux est de 0,572 M€ (dépassement 2 k€).

Pour les travaux d'amélioration énergétique de locaux pédagogiques, ces derniers ont commencé par le traitement de 74 salles de cours (éclairage LED) en 2021. Pour le remplacement des éclairages et des systèmes de ventilation des amphithéâtres, un maitre d'œuvre a été désigné en 2021 pour une réalisation de travaux de 2021 à 2023. Conformément au calendrier contractuel et au montant de la subvention, il a été possible de réaliser 80 % des amphithéâtres. Les derniers amphithéâtres ont été traités via un financement sur fonds propres de 0,9 M€ avec une réalisation au 1er semestre 2024.

Les amphithéâtres ont des capacités d'accueil de 300 à 445 étudiants. L'allongement de l'année universitaire sur les périodes d'été, ajouté au développement de l'équipement informatique des étudiants, entraînent un fort apport de calories internes que la conception du bâtiment, avec des amphithéâtres clos, et les installations techniques CVC ne peuvent plus absorber, dans un contexte climatique défavorable lié aux épisodes tardifs de fortes chaleurs (voire de canicules).

L'amélioration du confort est de plusieurs ordres avec l'amélioration de la qualité de ventilation et de renouvellement de l'air ambiant via le remplacement des centrales d'air d'origine (1993-2001) couplé à la création d'ouvrants menuisés, la pose de sondes d'ambiance CO2 et une programmation GTC encore affinée.

- Appel à projets TIGRE

Dans le cadre des projets TIGRE (Travaux Immobiliers à Gain Rapide) 2020-2022, il y a eu un ensemble d'actions menées sur des équipements existants et pour un montant de subvention de 130 506 € :

  - Désembouage d'un réseau de chauffage,
  - Pose de vannes thermostatiques,
  - Modifications d'éclairages par LED,
  - Sondes de températures (pilotage GTC).

- Plan de résilience

En 2021, pour le plan de Résilience n° 1 (programme P723) ciblé sur des opérations permettant une réduction de consommation des énergies fossiles, l'Université a proposé la « rénovation du calorifuge des réseaux et points singuliers ». En juillet 2022, le projet a été sélectionné pour un montant de subvention de 102 k€.

En 2022, pour le plan de Résilience n°2, axé sur la sobriété énergétique, l'université a proposé les projets ci-dessous sans avoir de dossier retenu :

  - Pose de vannes 2 voies et remplacement CTA,
  - Réalisation d'une tranche optionnelle du plan France Relance,
  - Pose de calorifuge de réseaux et points singuliers,
  - Remplacement d'éclairage par LED à Bourg-en-Bresse,
  - Remplacement de ventilo-convecteurs.

- AAP transition environnement TE 2024 (programme P348)

L'Université a proposé les projets « quick-win » suivants :

  - Une tranche optionnelle du plan France Relance (360 k€ TDC, financement demandé de 55 k€),
  - Calorifuge de réseaux et points singuliers (80 k€ TDC, financement demandé de 52 k€),

- Remplacement d'éclairage par LED Bourg-en-Bresse (150 k€ TDC, financement demandé de 125 k€),
- Extension régulation GTC (176 k€ TDC financement demandé de 80 k€).

Après instruction, en avril 2024, seul le projet calorifuge de réseaux et points singuliers a été retenu pour une fin d'exécution au 31/12/2024.

- Espace de la Recherche

À la demande de l'Université, dans le bâtiment du Palais, une surface de 300 m² n'a pas fait l'objet d'un traitement complet lors de l'opération Lyon Cité Campus pour mener à terme un projet de création d'un espace de travail pour les chercheurs et la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales (DRED). La phase programmatique a été réalisée en co-construction avec tous les acteurs de la recherche, un architecte d'intérieur a été missionné en 2023 pour proposer un agencement spatial et des propositions d'aménagement. Le montant de travaux est estimé à 600 k€ avec un pilotage en maitrise d'œuvre interne appuyé par des bureaux d'études fluides et structure. Le début de travaux est prévu en septembre 2024 pour une livraison au premier trimestre 2025.

Ce projet est soutenu pour un montant cumulé de 300 k€ via un financement issu du Dialogue Stratégique de Gestion (DSG 2021 et 2022).

- BASE – Manufacture des Tabacs (2024 - 2025)

L'objectif est d'orienter efficacement l'étudiant vers les services qui lui sont dédiés (service de santé étudiante, pôle handicap, bureaux des assistantes sociales, associations étudiantes) mais également de constituer un lieu unique d'action sociale, dans lequel les étudiants pourront engager toutes leurs démarches. Il s'agit d'évoluer collectivement vers un lieu de ressources (prêt d'ordinateurs et médiation numérique) et d'échanges multi-acteurs en assurant une fonction d'accueil de premier niveau (orientation, réponse aux questions, informations, etc.) mais également un premier niveau de service (scolarité, action sociale, orientation et insertion professionnelle).

Mettant fin à la concession de services de la société Délisaveurs, l'Université a choisi de dédier cette implantation stratégique de la Manufacture des Tabacs à cette fonction d'accueil repensée en offre de service. Après une phase de transition pour mise à disposition de ces locaux au CROUS (accueil temporaire de cafeteria le temps des travaux du tiers-lieu) le projet verra le jour fin 2025. Un architecte d'intérieur est d'ores et déjà désigné pour proposer un aménagement répondant aux propositions issues d'un groupe de travail rassemblant les services concernés et des représentants étudiants.

- Locaux vie étudiante

Hormis les projets phares décrits ci-dessous, la vie étudiante étant au cœur des enjeux de la qualité de vie universitaire, plusieurs projets ont été conduits sur cette thématique en 2022 :

- Création de locaux associatifs pour les étudiants au Palais de l'Université,
- Soutien à la création d'une épicerie solidaire « EPICEA » sur le campus de la Manufacture des Tabacs,
- Transformation de la Maison des Langues en Centre de Compétence des Langues,
- Création d'une salle de coworking à l'entresol/rdc de l'aile Richelieu, au Palais de l'Université.

– Data Centres Cavenne et Manufacture

Afin de préserver l'environnement numérique de travail de l'Université de tout type d'agression, il a été décidé de doublonner l'infrastructure du local serveur existant sur le site de la Manufacture par un nouvel équipement sur le site du Palais. Il s'agit de créer un data-centre nouvelle génération pour répondre aux risques suivants :

- Les risques de vandalisme : il s'agit du risque d'intrusion malveillante pouvant regrouper des risques de vol de matériel contenant des données, d'incendies criminels ou encore casse des serveurs,
- Les risques météorologiques : on parle ici de risques liés à des inondations, à la foudre ou à une période de canicule,
- Les risques intrinsèques et électriques : il s'agit de tous les risques liés au fonctionnement des datacentres,
- Les risques environnementaux : dégâts des eaux, rayonnement électromagnétique, etc.

Débutés à l'été 2023 les travaux de ce data centre se sont terminés début 2024. Tous corps d'états confondus, le montant définitif est de 550 k€ hors équipements numériques.

La duplication de cette infrastructure est programmée en 2024/2025, par la rénovation du local actuel sur le site de la Manufacture des Tabacs pour avoir une parfaite redondance des équipements et garantir ainsi la continuité des services numériques en cas de défauts.

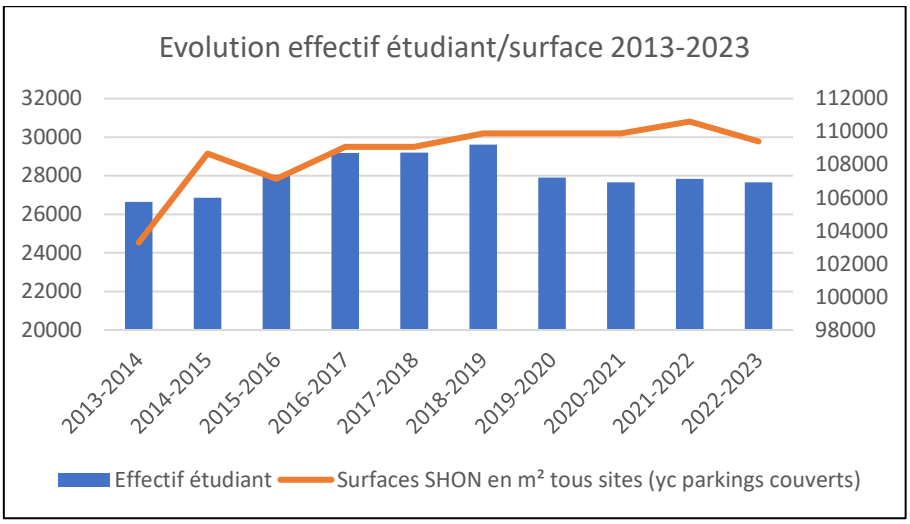
1.2 Diagnostic d'occupation

1.2.1 Taux d'occupation des locaux pédagogiques

Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution des effectifs étudiants (tous effectifs confondus) et des surfaces, sur les dix dernières années.

Année universitaire	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	*Evolution 2013-2023*
Effectif étudiant	26639	26857	28053	29174	29206	29617	27908	27657	27835	27661	*3,84%*
Surfaces SHON en m² tous sites (yc parkings couverts)	103287	108683	107151	109071	109071	109891	109891	109891	110611	109418	*5,94%*

Depuis quelques années, l'effectif étudiant actuel se stabilise sous la barre des 28 000, après un pic entre les années 2016 et 2019 portant le nombre d'étudiants à plus de 29 000.



Les taux d'occupation des locaux pédagogiques suivent la même tendance. La pression sur les salles de plus de 100 places baisse pour atteindre 102,6 % (tous sites confondus), on note le décrochage sur l'année universitaire 2019-2020, lié au contexte sanitaire et à la fermeture des établissements.

Tableau de résultats	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Salles + de 100 places Taux d'occupation réel	107,6%	105,9%	116,0%	119,6%	115,7%	115,2%	97,5%	107,3%	111,0%	**102,6%**
Salles - de 100 places Taux d'occupation réel	81,7%	82,4%	93,1%	99,7%	100,3%	100,6%	87,5%	81,0%	100,7%	**96,0%**
Toutes salles Taux d'occupation réel	86,5%	87,0%	97,8%	103,9%	103,5%	103,6%	89,6%	86,6%	102,8%	**97,4%**

Un focus sur le site de la Manufacture montre une tension toujours visible sur ce site avec des taux d'occupation supérieurs à 100 % (relativement à la formule de calcul nationale).

Tableau de résultats	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Salles + de 100 places Taux d'occupation réel	114,59%		122,87%	126,41%	118,15%	121,03%	99,07%	116,85%	120,70%	**113,11%**
Salles - de 100 places Taux d'occupation réel	98,32%		108,57%	114,07%	113,59%	115,70%	100,74%	97,78%	120,10%	**111,52%**
Toutes salles Taux d'occupation réel	102,04%		112,26%	117,26%	114,77%	117,08%	100,30%	102,97%	120,26%	**111,92%**

1.2.2 Taux d'occupation des bureaux

L'Université Jean Moulin Lyon 3 ne dispose pas d'immeuble strictement de bureaux. Les espaces tertiaires dédiés à cet usage sont répartis dans l'ensemble des bâtiments en soutien à l'enseignement et la recherche.

À titre indicatif, voici les ratios des surfaces utiles par poste de travail pour les bâtiments de l'Université concernant les zones administratives.

BATIMENT	ZONE DE BUREAUX	SUN en m²	NOMBRE DE POSTES DE TRAVAIL	RATIO m² SUN/POSTE DE TRAVAIL
Manufacture des tabacs	Administration centrale	1230,37	123	10,00
	B7	195,18	22	8,87
	B6	156,34	14	11,17
	Direction des Relations Internationales	335,58	21	15,98
	Direction du Numérique	1222,08	70	17,46
	Bibliothèque Universitaire	527,88	60	8,80
	IaeLyon : administration	1535,14	105	14,62
	Faculté des Humanités, Lettres et Societés : administration	195,08	22	8,87
	Faculté des Langues : administration	329,80	30	10,99
	Faculté de Droit : administration	454,10	31	14,65
IUT	Administration	414,73	23	18,03
Palais de l'Université	Bibliothèque	133,00	12	11,08
	Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales	142,42	27	5,27
	Faculté de Philosophie : administration	157,00	17	9,24
	Faculté de Droit : administration	1275,49	87	14,66
Athéna - Dugas	Faculté des Humanités, Lettres et Societés : administration	327,79	36	9,11

Nous avons six occurrences supérieures à 12 m² SUN/poste de travail, les taux constatés sont généralement inférieurs à cette règle voire très inférieurs. Concernant les espaces dédiés aux enseignants (bureaux, salles de professeurs, etc.), le taux moyen est de 3 m² SUN par enseignant (hors recherche). Le calcul du nombre de m² SUB/résident est difficile à calculer car nous n'avons pas d'immeuble strictement de bureaux.

1.3 Diagnostic fonctionnel

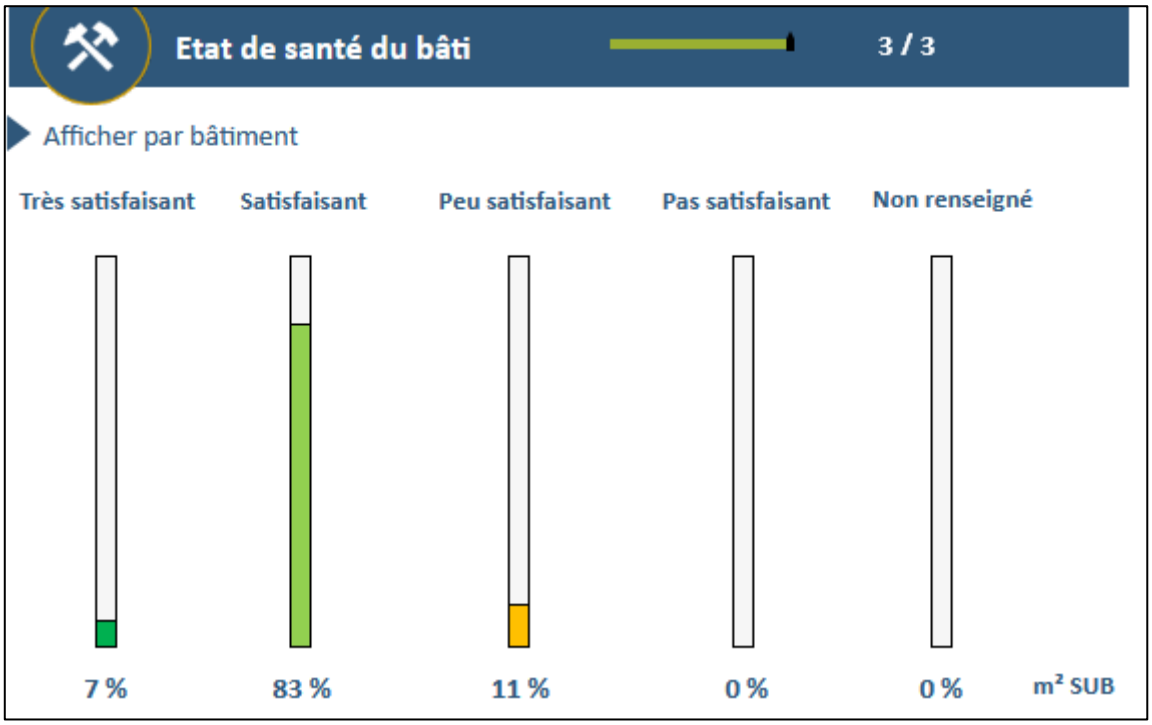
L'Université a l'avantage de disposer de sites en centre-ville, bien desservis par les transports en commun. Sur les sites lyonnais le réseau de transport urbain dessert les sites en multi modalités. Sur le site de la Manufacture, l'Université propose un parking en sous-sol pour le stationnement des véhicules des personnels.

L'Université développe par ailleurs significativement son offre de stationnement deux roues et trottinettes. Sur les sites de Lyon cela représente désormais 156 places de stationnement vélos sécurisées et 108 places libre accès.

Le site burgien dispose d'un parking pour les personnels et étudiants afin de répondre à un besoin spécifique à ce territoire.

1.4 Diagnostic technique

Le patrimoine de l'Université est à 90 % dans un état satisfaisant à très satisfaisant. Quatre bâtiments sont dans un état peu satisfaisant : Manufacture des Tabacs avant-corps pour lequel des travaux sont réalisés en 2025, Manufacture des tabacs maison du gardien, le bâtiment Cavenne (Opération Campus 2) et le bâtiment Chevreul (CPER 21-27).



Fiche Etablissement OAD 2023 onglet « Etat de santé »

Selon les critères de santé de l'OAD (Outil d'Aide à la Décision) et si la qualité du bâti est majoritairement satisfaisante, il faut cependant faire face à la vétusté d'équipements techniques (centrales de traitement d'air, armoires électriques, réseaux, etc.) et aux nouveaux enjeux tant en termes de sûreté, de recherche d'économie d'énergie ou d'ergonomie et de confort de travail. Il est demandé de plus en plus de maitrise des usages avec le développement du contrôle d'accès, le pilotage des équipements techniques via la GTC et le contrôle de l'environnement via la sûreté avec la vidéoprotection.
La protection concerne la continuité de l'activité en garantissant la fourniture et la distribution d'électricité et la conservation de l'environnement numérique.
Cela se traduit notamment à la Manufacture des Tabacs par le remplacement de cellules haute tension et la création de datacentres redondants afin d'avoir un équipement de secours.

Si nous détaillons nos bâtiments par composants, les quatre bâtiments peu satisfaisants selon les critères de l'OAD montre les actions à prioriser et à cibler par corps d'état du bâtiment :

Logement Gardien



Avant-corps



Cavenne



Chevreul



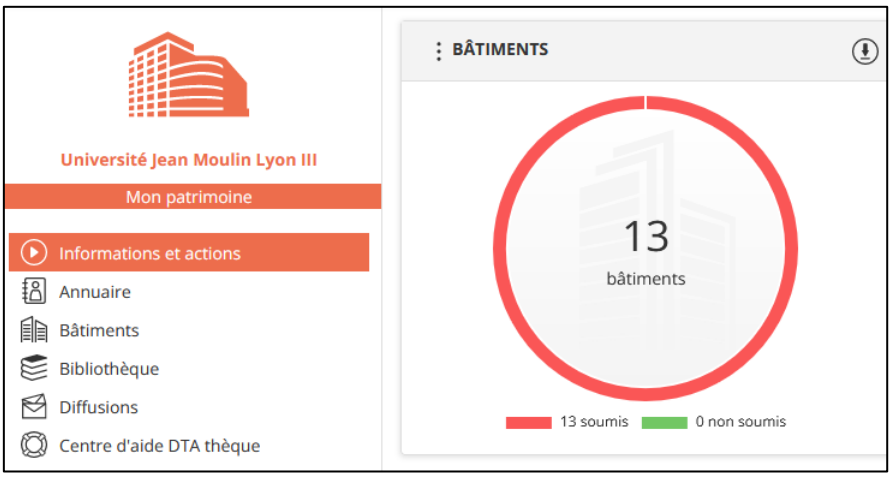
Il s'agit intervenir sur l'enveloppe et/ou les équipements techniques afin d'obtenir des bâtiments bien entretenus et avec un objectif de performance énergétique. La qualité des aménagements intérieurs contribue à la qualité de l'environnement de travail et d'étude des étudiants et personnels.

Pour le reste du patrimoine de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et comme le montrent les synthèses de l'OAD en annexe 6, les bâtiments sont en bon état. Il sera nécessaire de porter les actions futures sur le clos couvert et les installations techniques de la Manufacture des Tabacs.

1.5 Diagnostic réglementaire

1.5.1 Amiante

Concernant le risque amiante, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'est inscrite dans la première vague de déploiement de la DTA-Thèque Socle Commun :



Il y a 13 codes Chorus Re-FX correspondant à des constructions antérieures au 01 juillet 1997 et qui vont du bâtiment avec plusieurs niveaux à des locaux techniques annexes.

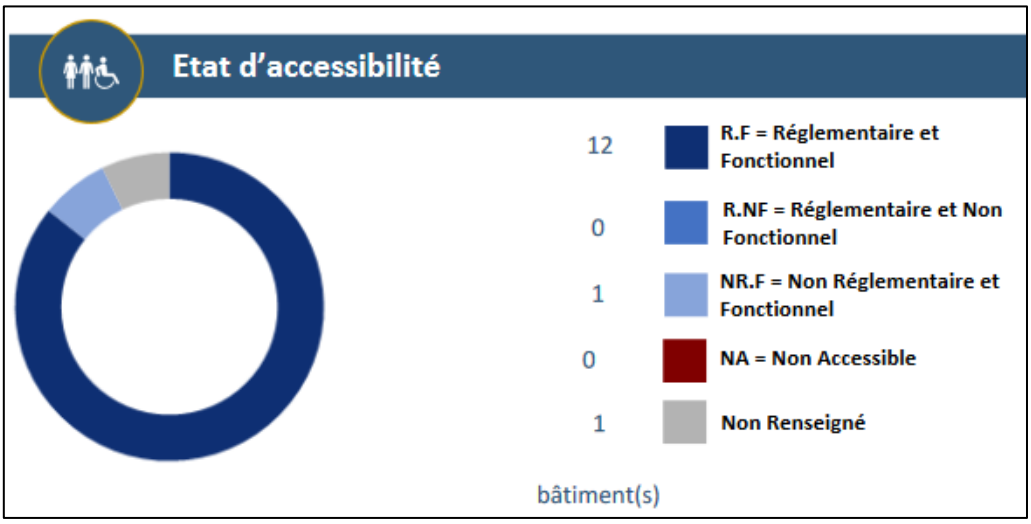
Dans ce périmètre, les dossiers techniques amiante (DTA) sont existants et une mise à jour est prévue en 2024. Des opérations d'envergure comme le Plan Lyon Cité Campus ont permis de supprimer des éléments amiantés (colles sols, mastic vitrier, joints, etc.).

Si un risque est suspecté et identifié dans les DTA, l'Université Jean Moulin Lyon 3 dispose d'un accord cadre pour réaliser les diagnostics complémentaires afin de confirmer la présence ou non d'amiante avant intervention.

1.5.2 Accessibilité

Concernant l'état d'accessibilité à partir des conclusions d'un premier schéma directeur d'accessibilité (2009) des travaux de mise aux normes et aménagement ont été inscrits au PPI et réalisés selon un calendrier qui a rejoint celui de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap).

La quasi-totalité des bâtiments est réglementaire et fonctionnelle dans les zones ERP en lien avec la pédagogie. En 2023, l'Université a voté un schéma directeur handicap 2023-2027 autour de l'enjeu « Handicap : construire l'égalité ».



Ci-après, un point rapide détaille les travaux qui ont été menés suivant le schéma directeur 2016-2021 relatif à l'accessibilité dans le patrimoine immobilier. Les besoins identifiés étaient :

- Mise en conformité de l'éclairage des escaliers extérieurs, circulations et salles,
- Signalétique adaptée,
- Aménagements extérieurs (revêtement, grille, stationnement réservé, cheminements extérieurs, etc.),
- Mise en conformité des portes extérieures et intérieures, sas, dispositifs d'appels et d'accueil,
- Mise en conformité des escaliers intérieurs et extérieurs,
- Création de sanitaires, douches et vestiaires adaptés à tous ou mise en conformité de ceux existants,
- Création d'ascenseurs ou mise en conformité des dispositifs existants,
- Autres aménagements (accès scène, paillasson, obstacles saillie/hauteur, élargissement, revêtement intérieur, etc.),
- Création de rampes d'accès adaptées ou mise en conformité de celles existantes.

Lors du dépôt de l'Ad'AP, une programmation était faite par année et par bâtiments. En voici le rappel :

Site	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Totaux H.T.
Manufacture des Tabacs	70 445 €	197 850 €	196 480 €	248 580 €	182 100 €	182 100 €	1 077 555 €
Palais de la Recherche	14 075 €	30 320 €	0 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	104 395 €
Annexe Pasteur	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 680 €	14 680 €

Palais de l'Université	747 540 €				540 €		748 080 €
Athéna / Dugas	348 300 €					41 860 €	390 160 €
TOTAUX[1]	449 800 €	593 450 €	561 760 €	268 580 €	202 640 €	258 640 €	2 334 870 €

L'objectif global des travaux liés à l'Ad'AP était donc de 2 801 844,00 € TTC.

Sur la période de l'Ad'AP, un montant de 916 368,20 € TTC de travaux a été réalisé par le Pôle Développement Immobilier de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique. À cela, s'ajoutent les 1 315 008,00 € TTC réalisés dans le cadre de la mise en conformité des bâtiments du Palais de l'Université et d'Athéna/Dugas dans le cadre du Plan Campus. Enfin, il convient également de retirer les 17 616,00 € TTC fléchés sur l'annexe Pasteur qui est sortie du patrimoine immobilier de l'Université avant la fin de la période.

Au total, ce sont donc 2 248 992,20 € T.T.C. de travaux de l'Ad'AP qui ont été réalisés (soit un taux d'exécution de 80,27 %).

La non-réalisation de 20 % du programme de travaux programmés dans l'Ad'AP tient essentiellement au fléchissement des actions menées sur la période de 2019 à 2021. Ceci s'explique par la crise sanitaire et par les difficultés structurelles à gérer les travaux courants et les appels à projets successifs qui ont eu la priorité au regard de la contrainte de calendrier.

Néanmoins, le Pôle du Développement Immobilier a continué les actions menées en faveur de l'accessibilité. Voici, ci-après, les actions menées en 2023 et 2024 :

- Modification des portes d'accès aux bâtiments par l'installation de portes offrant un passage de 900 mm, et par l'installation d'ouvre-portes automatiques : 6 portes modifiées et équipées → 88 548,71 € TTC,
- Création d'une rampe pour l'accessibilité au Centre de Recherche Magellan → 2 539,79 € TTC,
- Accessibilité des cheminements du bâtiment Athéna/Dugas : mise en place de 4 ouvre-portes → env. 40 000,00 € TTC,
- Remplacement du portail de l'accès par l'allée Hannah Arendt.

1.5.3 Sécurité incendie

Concernant la sécurité incendie, il n'y a pas d'avis défavorable émis lors des commissions de sécurité. La périodicité des commissions est majoritairement de 3 ans et est exceptionnellement portée à 5 ans. Les différents contrôles sont effectués selon les fréquences réglementaires propres à l'objet à contrôler. Les réserves sont levées par des actions en régie interne ou externalisées par les accords cadre de maintenance et/ou de contrôle.

Aucun avis défavorable de commission de sécurité

La remise à niveau du SSI de la zone sud de la Manufacture a été finalisée, ce système avait une technologie vieille de 20 ans liée à la technologie Algorex. La transition s'est faite sur 4 ans avec la nouvelle génération technologique Sintéso. Les travaux ont permis de mettre à jour les installations. Ces travaux ont amené à modifier le programme de supervision incendie (Unité d'Aide à l'Exploitation), en passant de l'application MM8000 à la version DESIGO. L'Opération Campus a traité la mise à niveau du CSSI des bâtiments concernés par les travaux

[1] *Les chiffres indiqués pour les 3 premières années pour le Palais de l'Université et pour Athéna/Dugas, correspondant aux coûts pris en charge dans le cadre du plan Campus ont été ventilés par année dans le tableau.*

Dans le cadre de l'agrandissement de l'antenne de Bourg-en-Bresse le changement du SSI de catégorie B en catégorie A est prévu. Cela permettra d'augmenter le niveau de protection du bâtiment par l'ajout de têtes de détection incendie à l'horizon 2026.

En plus des passages réguliers de la commissions de sécurité, les inspections santé et sécurité au travail définies par le *décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié* fixent un ensemble de règles applicables aux administrations et établissements publics de l'État. Ces règles sont notamment celles définies aux livres I^{er} à V de la quatrième partie du code du travail et par les décrets pris pour son application.

La dernière inspection a eu lieu en 2019 avec un ensemble d'observations et de préconisations sur la prévention, les risques professionnels et psychosociaux, le DUERP et les installations techniques. La prochaine visite est prévue en 2024-2025.

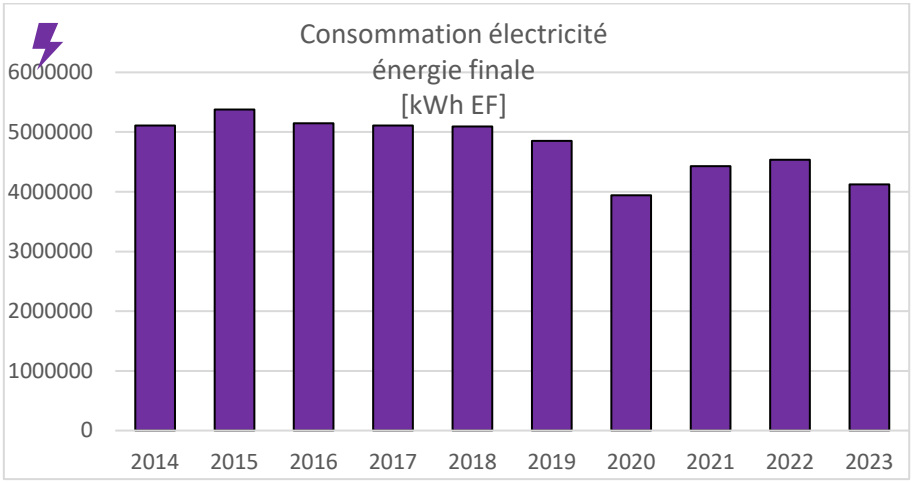
1.5.4 Ascenseurs

Pour respecter la réglementation spécifique aux ascenseurs et monte-charges, un contrat de maintenance est attribué à un ascensoriste par le biais d'un accord cadre pour l'ensemble du parc (36 appareils). Afin de définir le contenu et les conditions des prestations de maintenance réglementaire, l'Université s'est fait accompagner d'un assistant à maitrise d'ouvrage spécialisé dans ce domaine. Cet accompagnement permet d'assurer le suivi des prestations et de garantir le respect des obligations du mainteneur.

La vérification quinquennale des ascenseurs est assurée par un bureau de contrôle. Les prescriptions et réserves notées dans les rapports sont levées par le titulaire du contrat de maintenance. Lors des différentes commissions de sécurité les documents et justificatifs sont produits et contribuent ainsi à la poursuite d'exploitation via des avis favorables.

1.6 Diagnostic énergétique et environnemental

1.6.1 Évolution des consommations d'électricité

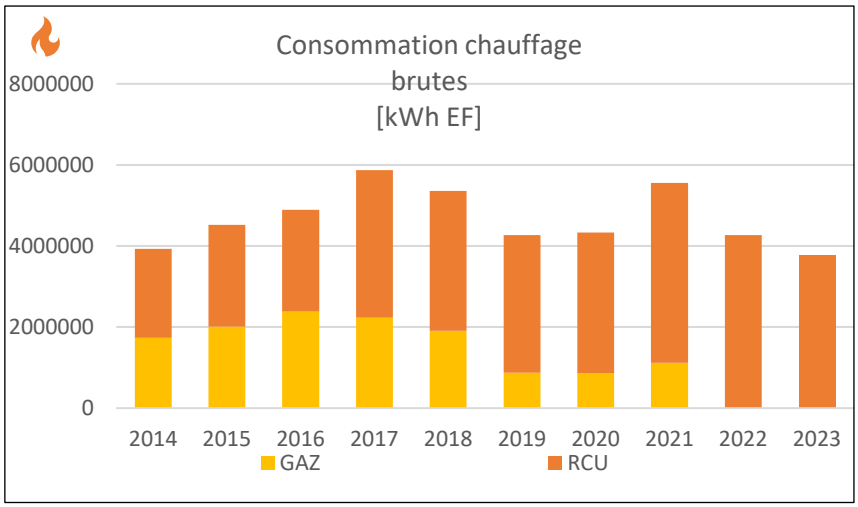


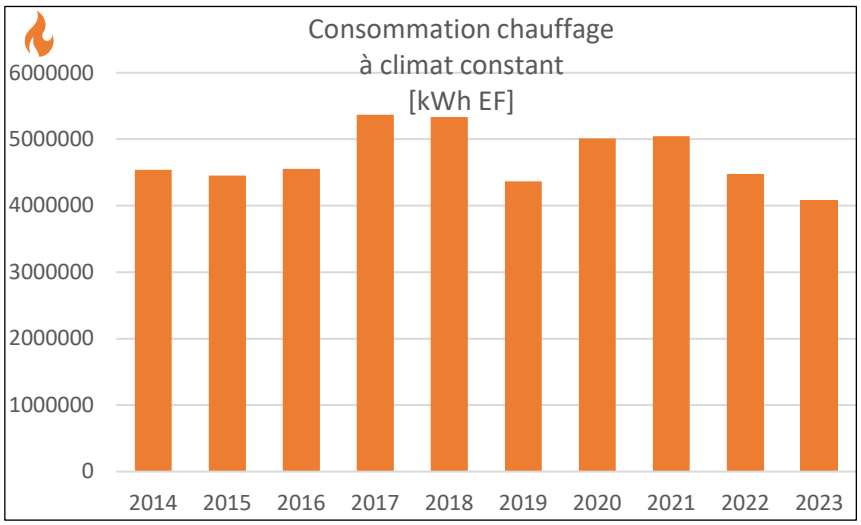
Le périmètre pris en compte dans les données du graphe ci-dessus correspond à la facturation de l'énergie en direct par l'Université Jean Moulin Lyon 3. C'est-à-dire les consommations des bâtiments : Manufacture des Tabacs, Palais, Cavenne, Trévoux, Chevreul, IUT et MILC. Les consommations d'énergie indirectement facturées ne sont pas intégrées (Athéna-Dugas à Lyon, Site de la Charité à Bourg).

L'évolution de ces consommations intègre plusieurs variables notamment les travaux du Plan campus, concernant la rénovation globale des bâtiments Palais et Trévoux, qui se sont étalés entre 2017 et 2020, et pour lesquels certaines zones ont été fermées tour à tour. On compte aussi l'arrêt de l'exploitation du

bâtiment au 60 rue Pasteur fin 2018, l'intégration du bâtiment Cavenne au parc de Lyon 3 en 2017, donnant lieu à des consommations supplémentaires, tout comme celle de la maison du directeur en 2021. La période de covid et la fermeture prolongée des sites de l'Université au public a impacté cette évolution avec une baisse notable des consommations en 2020. Les différences annuelles d'horaires d'ouverture des bâtiments ainsi que l'organisation d'évènements peuvent également avoir un impact sur cette évolution.

1.6.2 Évolution des consommations de chauffage





Le périmètre pris en compte dans les données du graphe ci-dessus correspond aux consommations des bâtiments : Manufacture des Tabacs, Palais, Cavenne, Trévoux, Chevreul, IUT, MILC, et le CEUBA. Les consommations d'énergie de Athéna-Dugas, reprise sur le point de livraison de l'Université Lyon 2 et refacturées à l'estimation ne sont pas intégrées.

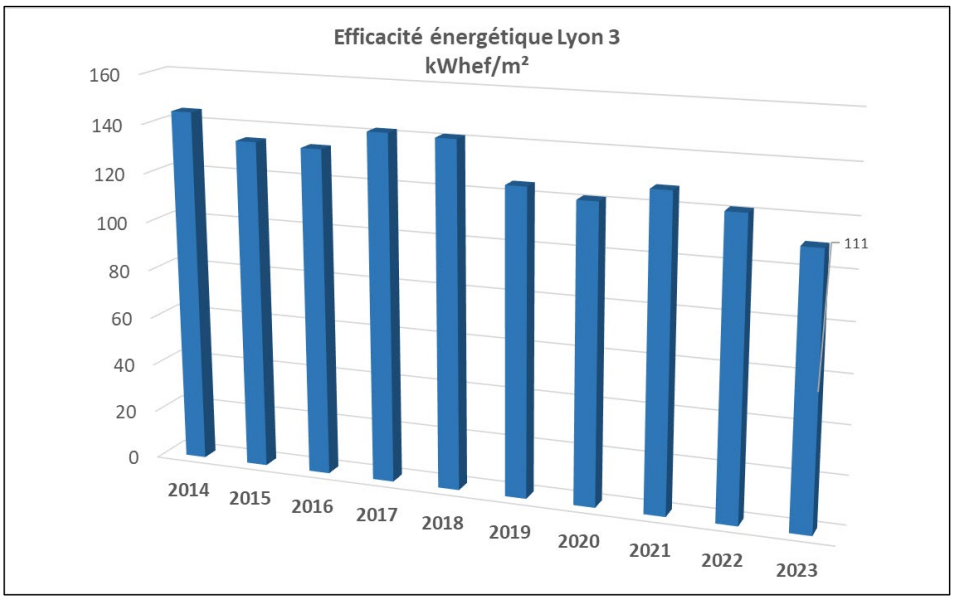
L'évolution des consommations de chauffage est assez variable car elle est très sensible aux variations du parc. L'évolution recalée à climat moyen constant est plus stable. Les travaux de Plan Campus au Palais expliquent en partie les variations de consommations entre 2017 et 2020. L'intégration de l'IUT et de la MILC en 2015, du bâtiment Cavenne 2017, et de la maison du directeur en 2021, sont également des facteurs de variations. On peut noter des consommations de chauffage importantes pendant la crise du covid, cela est dû, entre autres, à la mise en place de ventilations en tout air neuf, recommandation du ministère pour diminuer la propagation du virus du covid pendant la saison 2020/2021, et impliquant l'augmentation des besoins en chauffage.

Pour corriger ces variations de périmètre, on utilise l'indicateur d'efficacité énergétique, en kWh/m², dans le paragraphe suivant.

1.6.3 Indicateurs de performance

a) *Efficacité énergétique*

Depuis 2015, l'Université est dotée d'une compétence en économe de flux ; cette fonction est fondamentale pour faire face aux enjeux d'efficacité énergétique. Les histogrammes présentés ci-dessous montrent la pertinence d'une telle compétence pour accompagner la baisse des consommations et garantir les résultats dans le temps.

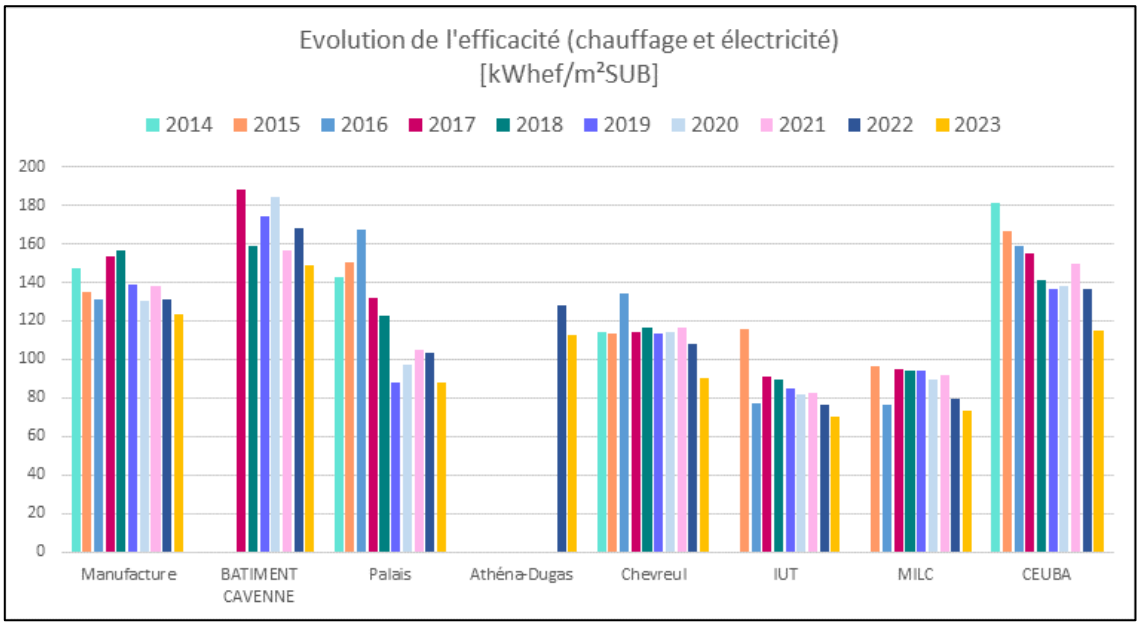


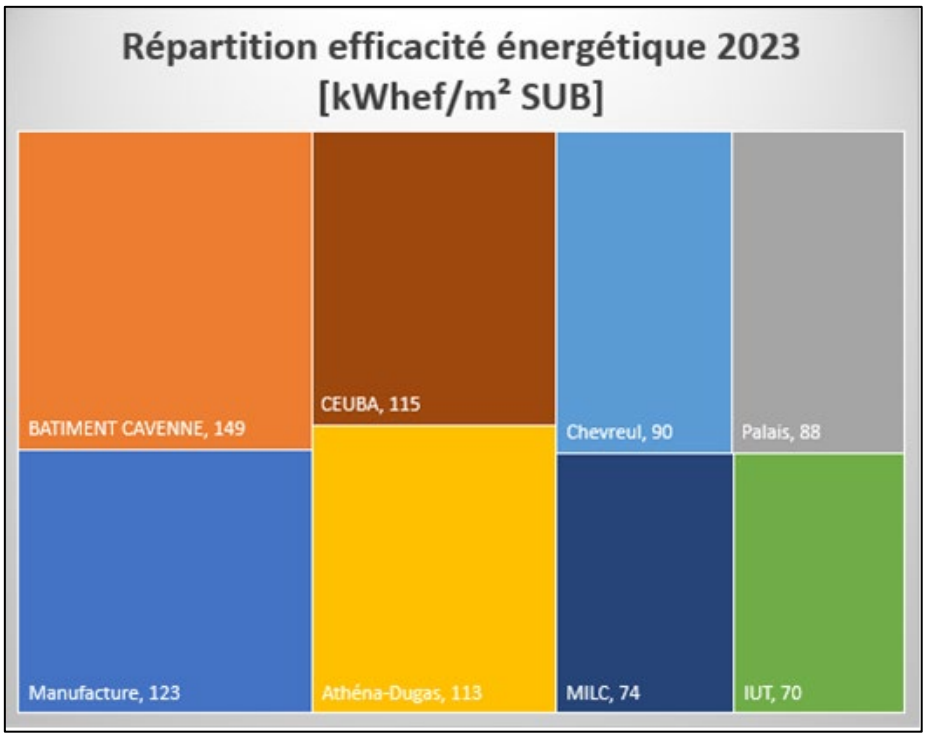
L'efficacité énergétique du parc de l'Université Lyon 3 s'améliore, elle est de 111 kWhef/m² en 2023. Elle comprend les consommations d'électricité et de chauffage recalées à climat constant et par m² SUB.

Le périmètre de ces données est : Manufacture des Tabacs, Palais de l'Université, Cavenne, Trévoux, Chevreul, IUT, MILC, Bourg-en-Bresse. La donnée d'efficacité pour Athéna-Dugas a été ajoutée pour les années 2022 et 2023.

Pour le site du Palais (bâtiment Palais, Trévoux et Cavenne), on note les variations liées aux travaux Plan Campus entre 2017 et 2021 et l'impact de ces derniers passant d'une moyenne de 148 kWh/m² avant travaux à 105 après travaux. Pour les bâtiments du Pôle universitaire des quais, livré en 2014 et 2015, IUT et MILC, on remarque les premières années d'exploitation qui ne sont pas stables, constat probablement lié à la réception des équipements, le temps de leur prise en main et de l'ajustement.

La mise en place d'une GTC pilotée en 2022 à Bourg-en-Bresse (Plan de relance) montre les effets vertueux de ce dispositif (CEUBA). Pour l'ensemble Athéna-Dugas, il n'y a pas de donnée avant Plan Campus par défaut de présence de comptage, réglé par cette opération.





b) *Indicateurs GES (extrait du bilan DDRS)*

L'Université Lyon 3 œuvre sur la décarbonation par secteurs depuis plusieurs années. La politique menée a consisté d'une part à limiter la consommation d'énergie, d'autre part à disposer d'une énergie autant que possible décarbonée.

La comparaison directe des chiffres fait apparaître une baisse des émissions liées à l'électricité et au chauffage, de 1034 tonnes CO2éq en 2013, et même 1119 tonnes en 2014/15 (Bilan carbone), à 981 tonnes CO2éq en 2022 suivant le calcul proposé par le prestataire Hello Carbo pour le bilan GES 2022. Cette baisse de 12,4% repose entre autres sur le changement relatif au système de chauffage, maintenant complètement assuré par le réseau de chauffage urbain de la Métropole, et l'abandon de l'utilisation du gaz pour le

chauffage de sites sur les quais (Chevreul et Palais) et à Bourg-en-Bresse[2]. L'Université achète les garanties d'origine à Origo pour une électricité 100% renouvelable (hors nucléaire) et 100% made in France voire Auvergne Rhône Alpes pour les années à venir. Cette électricité est produite à partir d'énergie à 87% non carbonée en 2022 (données RTE-France). La réduction de la part carbonée dépend donc en partie de la politique menée par EdF, et de ce que l'Université pourrait produire par elle-même. Pour l'instant, cette part propre est nulle. Une étude de faisabilité vient de se conclure par la négative pour un projet de déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures des amphithéâtres de la Manufacture des Tabacs, faute de capacité de la toiture dans les conditions de technologies et matériels connus actuellement.

La consommation totale d'électricité en énergie finale à Lyon 3 (tous sites confondus) en 2023 a été de 4 121 MWh, contre 5 035 MWh en 2013. La baisse de consommation d'électricité à périmètre constant est de 23% (périmètre « historique » : Manufacture, Palais, Chevreul, CEUBA). En utilisant le facteur d'émission donné par RTE, les émissions indirectes de CO2éq par Lyon 3 dues à l'électricité étaient d'environ 181 tonnes en 2023, contre 222 tonnes en 2013[1] (réduction à conditions identiques de production de l'électricité, d'environ 18 %).

Le chauffage des bâtiments, tant à Lyon qu'à Bourg-en-Bresse, est maintenant opéré totalement par le service rendu par les réseaux de chauffage urbain des agglomérations. L'Université ne produit donc plus depuis l'été 2021 de chauffage en propre. Les émissions de CO2éq sont en conséquence indirectes, et dépendent du mix énergétique utilisé par le chauffage urbain de la Métropole de Lyon ou de Bourg-en-Bresse. En 2023, L'énergie finale consommée pour le chauffage à Lyon 3 à climat constant était de 4076 MWh (7869 MWh en 2013). Le mix du chauffage urbain de la métropole en 2023 est de : 37, 6% gaz ; UTVE : 47,7%, bois : 14,7%. Pour Bourg-en-Bresse, le mix est de : 75% bois, 10% PAC, 15% gaz (85% EnR).

Pour cette source d'émission de CO2éq, la réduction est venue de :

- L'abandon du chauffage au gaz pour les sites Athéna-Dugas, Palais et Chevreul sur les quais du Rhône et de Bourg-en-Bresse.
- Le recours complet au Chauffage Urbain Grand Lyon, qui s'oriente vers une utilisation croissante de la biomasse (20% de l'énergie de chauffage de l'Université).
- Les travaux de rénovation thermique sur les bâtiments Athéna et Palais.
- Le pilotage des équipements techniques (ventilation, chauffage, éclairage) sur la GTC et le suivi des consommations.

L'énergie nécessaire au chauffage rapportée à la surface utile brute a été réduite de 24,2 % entre 2013 et 2023 soit un gain effectif des émissions de gaz à effet de serre correspondant.

Au total en 2023, l'Université a utilisé 111 kWh/m² SUB/an en énergie finale (148 kWhEP/m² SHON). L'évolution depuis 2014 jusqu'à 2023 est sensible (151 kWhEF/m² SUB en 2013 à 111 kWhEF/m² SUB en 2023), après un effort soutenu de sobriété. La baisse a donc été de près de 27 % sur la décennie. Cet indicateur comprend l'énergie électrique et de chauffage.

Dans cette évolution, il faut souligner les effets du plan de sobriété (approuvé le 13 décembre 2022) et ses mesures exemplaires, avec une réduction de l'énergie consommée de 9 % pour l'électricité et de 9 % pour le

[2] Le mix énergétique du chauffage urbain était en 2013 de Fioul 3%, gaz naturel 45%, incinération d'ordures 52%.
Les quantités données dans cette partie dépendent de calculs dont les modalités ne sont pas toujours précisées, et pour des périmètres ayant légèrement varié selon les années, d'où la prudence dans l'expression de la baisse totale des consommations d'énergie et d'émissions de GES en conclusion, et de possibles difficultés de cohérence.

[1] Le facteur d'émission de Co2éq d'Edf est d'environ 44g par kw/h, https://analysesetdonnees.rte-france.com/bilan-electrique-emission-ges . Le chiffre disponible pour 2013 (Doc. 2016) est de 441 tonnes, ce qui correspond à un facteur d'émission beaucoup plus important, non expliqué). 231 tonnes correspondent à l'énergie électrique délivrée en 2013, affectée du coefficient d'émission donné par RTE en 2023.

chauffage à climat constant pour une surface équivalente entre 2022 et 2023. L'objectif fixé est atteint, grâce à plusieurs dispositifs :

- Décalage et réduction de la période de chauffage,
- Régulation de la température de chauffage collectif autour de la température cible de 19°,
- Formation des personnels à l'utilisation des thermostats,
- Interdiction de l'utilisation de dispositifs personnels de chauffage,
- Fermeture des portes donnant sur les escaliers dans certains locaux,
- Adaptation de l'ouverture des bâtiments ou zone de bâtiments, cette action est déclinée de plus en plus finement en fonction du calendrier universitaire et porte ses fruits,
- Extinction des chauffe-eau électriques,
- Automatisation de l'extinction des équipements informatiques et audiovisuels.

1.6.4 Enjeux environnementaux (extrait du bilan DDRS)

Les sites de l'Université Lyon 3, à l'exception du site de Bourg-en-Bresse qui accueille 900 étudiants, sont localisés en secteur urbain central. Ils ont bénéficié de la façon de considérer les espaces libres dans un tel contexte lors de leur construction ou réhabilitation. Au résultat, les espaces de végétation y sont très réduits et le niveau de minéralité très élevé.

Le coefficient de biotope est de :

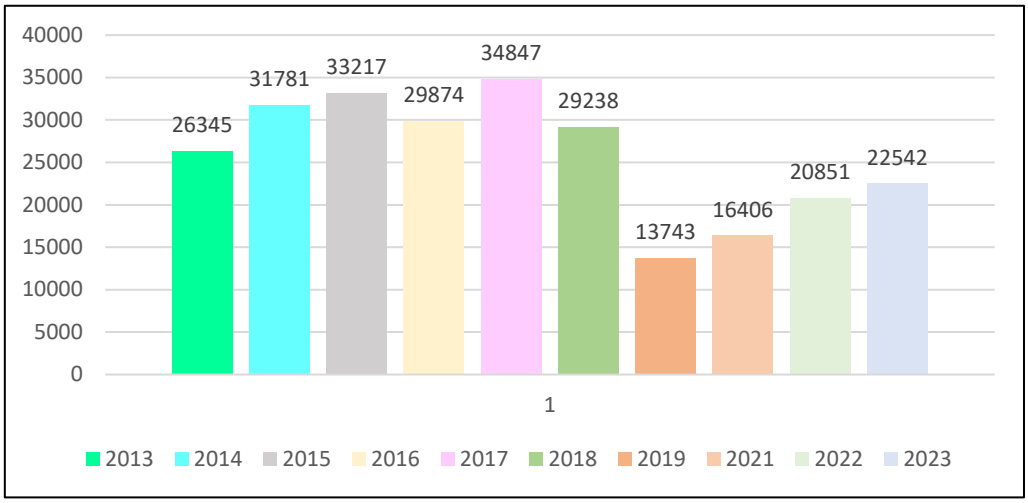
- 5% site de la Manufacture (2,5 ha), surface écoaménageable 1400 m2,
- 21% site Athéna (0,37 ha), surface écoaménageable 570 m2,
- 3% site Chevreul (0,2 ha), surface écoaménageable 220 m2,
- 10% site rue Pasteur (0,23 ha), surface écoaménageable 180 m2 (sur dalle),
- 0% site 15 quai Claude-Bernard (0,43 ha), surface écoaménageable non déterminée,
- 33% site de Bourg-en-Bresse (1,86 ha), surface écoaménageable 11 660 m2 (à noter que le parc voisin a été mis à disposition de la ville).

Cette situation de faible potentiel explique que la question de la biodiversité n'ait jamais été soulevée. C'est pour établir un état des lieux qu'une étude de biodiversité a été lancée en 2023, de façon à connaître les espèces présentes en matière de flore et de faune, principalement aviaire. Cette étude a été menée par l'association Horizon d'Ailes en impliquant les étudiants. Elle montre une présence d'espèces très limitée, par exemple 5 espèces d'oiseaux sur le site Athéna, 8 à la Manufacture, 14 à Bourg-en-Bresse. La proportion des espèces végétales exogènes est importante, et s'y ajoutent plusieurs espèces invasives.

Un plan d'action de réaménagement des espaces libres de l'Université est à l'étude. Pour ce faire, il est apparu qu'une connaissance précise de l'état des lieux était aussi nécessaire pour la gestion des eaux pluviales, aujourd'hui toutes évacuées dans le réseau unitaire de la Métropole de Lyon. L'établissement ne disposait pas de plans de récolement des réseaux, mais seulement de documents partiels, à la fiabilité limitée. Une cartographie précise de tous les réseaux présents sous les espaces libres a donc été réalisée en 2023/2024. De même, l'état des sols n'est pas connu, une étude est en cours pour en mesurer les degrés de perméabilité et de pollution. L'information BRGM (BASIAS) est en effet insuffisante pour répondre à cette question, sachant que le site de la Manufacture était celui d'une industrie (tabacs), et que le site Athéna, siège de l'Université construit vers 1880, abritait la faculté de médecine.

Ces travaux permettront l'établissement d'un plan portant sur la biodiversité et la gestion de l'eau avec la désimperméabilisation des sols (étude de faisabilité prévue sur 2024). La réutilisation des eaux de pluie sera prise en compte ainsi que la faisabilité pour l'installation d'ouvrages de gestion d'eau pluviale. Ces aspects font l'objet d'échanges avec la Métropole de Lyon et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Par ailleurs, l'Université suit ses consommations d'eau et œuvre à la réduction de ces dernières comme en témoigne le graphique de la figure ci-dessous. Entre 2018 et 2023 la consommation d'eau a été réduite de 23% (Les années 2019 à 2021 ne sont pas représentatives car impactées par la crise sanitaire).



Consommation annuelle d'eau en m3 pour l'ensemble des sites de l'Université.

Le travail mené pour repenser les aménagements des cours, développer la biodiversité ira de pair avec celui de la préservation de la ressource en eau avec une réflexion à mener sur la réutilisation des eaux pluviales, pour l'arrosage mais également à plus long terme pour les sanitaires.

Un jardin partagé est en projet sur le site Athéna. Ce projet a fait l'objet en 2023 d'une étude de faisabilité dans le cadre du master « Gouvernance des risques environnementaux », avec l'association Edelya.

Avec le soutien de l'association L3DD, l'Université a mobilisé les résidents de la rue Rollet jouxtant l'Université (site Manufacture) pour qu'ils répondent à l'AAP jardin de rue de la Ville de Lyon. L'enjeu de cet AAP est de permettre aux résidents de se réapproprier l'espace et de revégétaliser leur rue en leur fournissant les végétaux, la terre et l'accompagnement des jardiniers de la Ville. La Ville a répondu favorablement à la demande des résidents et les plantations ont été réalisées en novembre 2023. Ces aménagements profiteront directement aux étudiants et personnels de l'Université.

Ces développements contribuent au Plan qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) qui comporte un volet relatif aux espaces extérieurs.

1.6.5 Déplacements

Les sites de l'Université Lyon 3 sont en centre-ville et bénéficient d'une très bonne desserte en transports en commun, facilitant des mobilités très largement décarbonées, grâce au réseau de métro, de tramway, et de bus. La pratique du vélo, fortement encouragée par la Métropole de Lyon, contribue à une évolution très favorable de ce point de vue.

Dans l'attente d'un Plan de mobilité, plusieurs actions visant à favoriser l'usage des modes doux et en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été menées :

- Mise en place d'un parc à vélos sécurisé en 2017 à la Manufacture et sur le bâtiment Chevreul en complément des infrastructures existantes,
- Le Plan de Sobriété adopté en CA le 13 décembre 2022 a retenu le principe suivant : Action 3.6 : ne plus acquérir de véhicules à moteur thermique, y compris par voie de location longue durée, lorsque des modèles électriques sont disponibles dans la même gamme, et limiter le parc automobile au strict nécessaire,

- Augmentation de la prise en charge partielle du titre de transport par l'Université, qui passe de 50% à 75% de l'abonnement,
- Forfait mobilités durables : une aide est allouée si le trajet domicile travail est réalisé avec un mode de transport alternatif et durable utilisé a minima 30 jours/an,
- Partenariat avec la Métropole de Lyon pour la mise à disposition des étudiants de vélos reconditionnés Free Velo'v,
- Modification de l'arrêté relatif aux missions des agents de l'Université, en CA du 17/10/2023, permettant la prise en charge en 1ère classe des trajets en train dépassant 4h aller simple dans une même journée, ou 6h aller-retour dans la même journée,
- Rédaction d'une charte sur les mobilités des enseignants-chercheurs, approuvée en CA du 28/11/2023. Cette charte incite à utiliser les modes de transport peu émetteurs de GES et introduit la notion de coût environnemental dans la politique de déplacements de l'université, un coût qui doit être évalué avant la décision relative au mode de transport utilisé pour une mission donnée.

L'Université Lyon 3 participe au groupe de travail de la ComUE Lyon Saint-Étienne sur les transports responsables, qui doit aboutir à une charte à l'automne 2024.

Les bilans gaz à effet de serre réalisés par plusieurs unités de recherche en utilisant la base Labo 1.5 (trois unités en 2023, trois prévues en 2024) permettent un état des lieux sur lequel construire une politique informée.

Le schéma directeur développement durable et responsabilité sociétale de l'Université est en cours de rédaction pour un dépôt en fin d'année 2024. L'Université a déposé en fin d'année 2023 son dossier de candidature à la labellisation DDRS, dont l'évaluation est à venir.

1.7 Diagnostic des risques

Les diagnostics de sûreté ont été réalisés pour la Manufacture en 2022 et pour le site de Bourg-en-Bresse en 2022. Les services de police doivent ensuite réaliser les diagnostics des bâtiments des quais. Les documents déjà reçus mettent en évidence les points d'amélioration à apporter aussi bien sur le bâti que dans les méthodes de travail des équipes (ex. : sur le site de la Manufacture un dispositif anti voiture bélier devrait protéger les cours intérieures). Aucun exercice n'est planifié à court terme sur le plan particulier de mise en sûreté (PPMS) attentat-intrusion. Un exercice annuel est fait sur le site de Bourg-en-Bresse.

Pour la Manufacture les préconisations issues du diagnostic de sûreté sont :

- de mettre en place une étude pour la gestion des flux (étudiants, administratifs, enseignants et véhicules sur site) et de mettre en place des cheminements distincts,
- de mettre en place à chaque point d'entrée sur le site, de la vidéo-surveillance, ainsi que du contrôle d'ouverture de porte afin de garantir la bonne sécurité de la périphérie. Cette remarque vaut aussi pour toutes les portes donnant directement dans les bâtiments,
- de renforcer les fenêtres donnant sur la voie mode doux,
- de généraliser la mise en fonction d'un contrôle d'accès sur la totalité des sites, celui-ci est déjà largement répandu en priorité sur la ceinture périphérique des bâtiments.

Il est prévu sur les 2 ans à venir de remplacer les caméras dont la qualité des images ne permet pas toujours d'identifier une personne de jour comme de nuit. Cela concerne essentiellement les caméras situées en périmétrie, au niveau des ouvrants des sites.

Depuis 2015 dans le cadre du renforcement du plan Vigipirate, l'Université met les moyens nécessaires à la protection des personnes, une entreprise de sécurité intervient notamment pour compléter le dispositif de sureté des bâtiments.

Depuis 2018, l'Université pilote le déploiement du contrôle d'accès par badge sur l'ensemble de son patrimoine bâti, avec une priorisation concernant l'enceinte des bâtiments pour contrôler l'accès depuis l'extérieur et les locaux dits sensibles. Un choix rationnel se porte également sur l'équipement en contrôle d'accès afin d'équiper des locaux accessibles à des populations importantes. L'exploitation est connectée au système d'informations de l'Université avec une logique de gestion des populations afin de maîtriser les accès et leur temporalité.

L'Université s'est dotée d'un projet de plan de continuité d'activité (PCA) qui n'a pas encore été éprouvé (hors période covid). Il est envisagé de le déployer conjointement avec le PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté) avec les outils nécessaires pour le pilotage, tant d'un point de vue matériel que procédural et organisationnel. L'équipe de direction a réalisé un exercice de gestion de crise en 2020, et un exercice basé sur un scénario plus large (incluant crise cyber et sûreté des bâtiments et des personnes) a été réalisé en 2024, sous le format d'une cellule de gestion de crise associant la gouvernance de l'Université et les services.

Le service hygiène et sécurité assure les formations dans le domaine de la sécurité. Les personnels de l'Université sont formés aux principes de base liés à la sûreté de l'établissement, dès leur arrivée. Cette formation est complétée par une information par le RSSI sur les risques informatiques.

Dans le cadre de la PPST (Protection du potentiel scientifique et technique et intelligence économique), l'Université a les obligations suivantes :

- Contrôle d'accès : Restreindre l'accès aux systèmes d'information aux seules personnes autorisées,
- Gestion des incidents : Mettre en place des procédures pour détecter, répondre et se remettre des incidents de sécurité,
- Formation et sensibilisation : Former le personnel sur les bonnes pratiques de sécurité de l'information,
- Audit et surveillance : Réaliser des audits réguliers pour vérifier la conformité et identifier les vulnérabilités potentielles.

Pour le contrôle d'accès, le principe du moindre privilège est appliqué pour définir les accès aux données, aux réseaux et aux applications. Toutefois, ce principe implique une gestion des groupes d'accès et du cycle de vie des comptes rigoureuse. Ce n'est pas encore le cas actuellement. C'est pourquoi, le projet « gestion des identités numériques à Lyon 3 » a été lancé et va se dérouler sur deux années. La création, l'activation et la suppression des comptes seront régies par des règles très strictes et seront automatisées. La gestion stricte des groupes et particulièrement leurs mises à jour seront également assurées par cette nouvelle gestion des identités numériques. Le contrôle d'accès aux systèmes d'information sera efficace et totalement maîtrisé.

L'Université dispose de nombreux outils techniques pour la détection et la gestion des incidents comme une sonde DarkTrace ou bien la plateforme Datavantage de Varonis. Les incidents sont traités selon leur urgence, participent si besoin à l'amélioration des processus et sont ensuite classés. En cas d'audits externes, nous avons la possibilité de fournir des éléments précis sur les incidents et leurs résolutions. Si besoin, des entités extérieures comme RENATER, la CNIL ou l'ANSSI sont averties de la gestion d'un incident. En 2024, une cellule de crise cyber Lyon 3 a été créée. Un plan de continuité d'activité numérique, permettant de faire face à un incident majeur, sera testé pour la première fois en 2024.

Un programme de sensibilisation et de formation a été lancé par la responsable sécurité des systèmes d'information en mai 2023. Ce programme, qui propose des formations classiques et des formations par réalité virtuelle, s'adresse à tous les utilisateurs.

Dans le cadre des homologations de sécurité des applications et des infrastructures, mettant en œuvre les dispositions du décret n° 2022-513 du 8 avril 2022 relatif à la sécurité numérique du système d'information et de communication de l'État et de ses établissements publics, des audits sont réalisés et aboutissent à des mises en conformité. Ces audits sont recensés sur un tableau de bord et détaillés individuellement dans des documents codifiés. Cette démarche va s'étaler sur plusieurs années. Des outils d'audit sont également utilisés régulièrement comme Zap, Oradad, Nexpose ou PingCastle. Ces outils proposent également des tableaux de bord complets pour gérer ces audits. Enfin, l'Université dispose d'un système de supervision et d'alertes pour surveiller le comportement de toutes les briques du système d'information.

L'établissement ne dispose pas d'animalerie ni de ZRR (Zone à Régime Restrictif).

22 biens (bâti et non bâti)

Académie : Lyon
Domanialité : EPA - ETAT

Complétude des données de Sûreté :

100 / 100

Audit de sûreté

Audit de sûreté réalisé : Oui 12/04/2022

Plan de continuité et d'activité (PCA)

Existence d'un PCA : Oui
A-t-il été déjà activé : Oui

Plan particulier de mise en sûreté (PPMS) "attentats-intrusion"

Existence d'un PPMS : Oui
Exercices impliquant la préfecture : 0
Nombre de bâtiments concernés : 2
Retours d'expérience effectués et formalisés à l'issue d'un exercice ou d'une crise : 5
Nombre d'exercices d'évacuation ou de confinement réalisés depuis 2015 : 5
Date du dernier exercice : 13/02/2024
Retours d'expérience (RETEX) transmis au HFDS (suite à des exercices de crise) : 0

Formation des personnels

Date des dernières formations :

Le FSD a-t-il suivi une formation : Oui 04/05/2021
L'équipe de direction a-t-elle suivi une formation : Non
Est-ce qu'une formation/sensibilisation générale a été faite auprès de la communauté universitaire : Oui

Le dispositif de gestion de crise

Existence d'un dispositif formalisé de gestion de crise : Oui
Existence d'un dispositif d'alarme sonore spécifique (distincte de l'alarme incendie) : Oui
Existence d'une cellule de gestion de crise : Oui
Nombre de bâtiments concernés : 7
Existence d'une salle de gestion de crise : Oui
Existence d'un dispositif de type alerte SMS ou d'avertissement individuel : Oui

Organisation

Existence d'un FSD : Oui
Existence d'un référent radicalisation : Oui

Mise en œuvre des règles de la protection du potentiel scientifique et technique

L'établissement met-il en œuvre les règles de la PPST : Oui
Existe-t-il des animaleries : Non
Nombre d'animaleries :

Observations

un exercice de gestion de crise Cyber sera effectué en juin 2024

1.8 Analyse des indicateurs clés de l'OAD



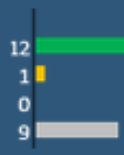
Date CHORUS : 25/05/2024
Date RT : 02/06/2024

Indicateurs ESR

Réglementation



Etat d'accessibilité



Commission sécurité



Compteurs individuels



Etat de santé



Contrôle incendie



Total



Energie



Perf. énergétique



Audit énergétique



Performance GES



Conso EF



Conso Eau



Total



PFI



Exploitation des SIP



Taux d'occupation



Légende

- Très satisfaisant / Très conforme
- Satisfaisant / Conforme
- Peu satisfaisant / Peu conforme
- Pas satisfaisant / Pas conforme
- Sans objet ou non renseigné

Télécharger la liste des critères de conformité et les règles de calculs associées

2. DIAGNOSTIC FINANCIER

2.1 Dépenses immobilières

Le tableau ci-dessous détaille, pour l'année 2023, les charges d'exploitation, et les consommations constatées en énergie, par bâtiment.

												ELECTRICITE		CHAUFFAGE URBAIN		SOUS TOTAL ENERGIE	EAU		
Année 2023	**CHARGES LOCATIVES € TTC**	**ASSURANCE € TTC**	**MAINTENANCE COURANTE PREVENTIVE € TTC**	**MAINTENANCE COURANTE CORRECTIVE € TTC**	**SOUS TOTAL MAINTENANCE**	**VERIFICATIONS TECHNIQUES € TTC**	**MAINTENANCE SSI € TTC**	**MAINTENANCE DESEFUMAGE € TTC**	**GARDIENAGE €TTC**	**NETTOYAGE € TTC**	**GESTION DECHETS € TTC**	*kWh*	€ TTC	*kWh*	€ TTC	€ TTC	m3	€ TTC	***TOTAL € TTC PAR SITE***
MANUFACTURE		16 273,51	184 224,41	113 680,00	297 904,41	7 528,37	34 964,46	15 480,00	7 678,71	849 352,75	53 317,90	*3 007 349*	864 631,43	*2 312 140*	401 613,00	1 266 244,43	16 377	51 877	***3 448 979,46***
MANUFACTURE - anciens	*0,00*	*10 527,08*	*119 745,87*	*73 892,00*	*193 637,87*	*4 893,44*	*22 726,90*	*10 062,00*	*4 991,16*	*829 828,74*	*34 656,64*	*1 954 776,85*	*562 010,43*	*1 502 891,01*	*261 048,45*	*823 058,88*	*10 317,51*	*32 682,51*	***2 518 548,56***
MANUFACTURE - amphis	*0,00*	*4 002,32*	*47 898,35*	*29 556,80*	*77 455,15*	*1 957,38*	*9 090,76*	*4 024,80*	*1 996,46*	*9 817,59*	*13 862,65*	*781 910,74*	*224 804,17*	*601 156,41*	*104 419,38*	*329 223,55*	*4 094,25*	*12 969,25*	***685 201,76***
MANUFACTURE - BU	*0,00*	*1 514,00*	*14 737,95*	*9 094,40*	*23 832,35*	*602,27*	*2 797,16*	*1 238,40*	*614,30*	*7 266,22*	*4 265,43*	*240 587,92*	*69 170,51*	*184 971,20*	*32 129,04*	*101 299,55*	*1 310,16*	*4 150,16*	***215 236,36***
Maison du Directeur	*0,00*	*191,98*	*1 473,80*	*909,44*	*2 979,04*	*60,23*	*279,72*	*123,84*	*61,43*	*2 440,20*	*426,54*	*24 058,79*	*6 917,05*	*18 497,12*	*3 212,90*	*10 129,96*	*491,31*	*1 556,31*	***24 974,32***
Maison du Gardien	*0,00*	*38,13*	*368,45*	*227,36*	*2 979,04*	*15,06*	*69,93*	*30,96*	*15,36*	*0,00*	*106,64*	*6 014,70*	*1 729,26*	*4 624,28*	*803,23*	*2 532,49*	*163,77*	*518,77*	***7 997,50***
PALAIS DE L'UNIVERSITE		4 236,16	39 044,25	20 622,00	59 666,25	3 121,11	6 244,62	1 824,00	16 127,63	214 798,58	3 019,56	*521 419*	197 162,70	*571 901*	95 318,99	292 481,69	2 626	8 970,70	***803 416,84***
PALAIS	*0,00*	*3 338,64*	*30 990,19*	*18 147,36*	*49 137,55*	*2 746,58*	*5 495,27*	*1 325,28*	*14 192,31*	*176 570,37*	*524,40*	*421 178,56*	*154 591,91*	*503 272,62*	*83 880,71*	*238 472,63*	*2 010,80*	*6 810,86*	***649 867,16***
TREVOUX	*0,00*	*468,23*	*4 225,93*	*2 474,64*	*6 700,57*	*374,53*	*749,35*	*180,72*	*1 935,32*	*24 077,78*	*0,00*	*57 433,44*	*21 080,72*	*68 628,08*	*11 438,28*	*32 518,99*	*274,20*	*928,75*	***88 546,73***
CAVENNE	*0,00*	*429,30*	*3 828,13*	*0,00*	*3 828,13*	*0,00*	*0,00*	*318,00*	*0,00*	*14 150,43*	*2 495,16*	*42 807,00*	*21 490,07*	*0,00*	*0,00*	*21 490,07*	*341,00*	*1 231,09*	***65 002,95***
ATHENA DUGAS	135 836,29	1 451,33	14 635,04	13 622,00	28 257,04	212,32	0,00	0,00	0,00	69 371,15	0,00								***97 840,51***
ATHENA	*95 085,40*	*904,77*	*10 244,53*	*9 535,40*	*19 779,93*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*40 573,77*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	***60 353,70***
DUGAS	*40 750,89*	*546,56*	*4 390,51*	*4 086,60*	*8 477,11*	*212,32*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*28 797,38*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	***37 486,81***
IUT	0,00	1 199,54	8 168,96	17 419,00	25 587,96	1 224,06	1 819,87	318,00	0,00	68 571,75	986,74	*141 751*	63 412,50	*128 398*	22 987,53	86 400,03	1 253,00	4 424,13	***252 745,04***
MILC	0,00	754,78	7 524,34	7 168,00	14 692,34	730,75	1 745,08	576,00	0,00	43 282,51	529,29	*91 824*	41 982,41	*86 594*	15 503,22	57 485,63	235,00	1 046,22	***162 070,23***
CHEVREUL	0,00	2 152,32	8 327,86	9 378,00	17 705,86	0,00	2 742,97	1 704,00	0,00	83 794,53	1 487,85	*210 738*	84 002,61	*360 590*	56 343,56	140 346,17	2 051,00	6 688,74	***338 472,73***
CHARITE	0,00	1 866,24	3 497,35	7 342,00	10 839,35	756,92	1 418,57	2 832,00	0,00			*148 546*	51 771,00	*391 000*	42 141,00	93 912,00	1 335,00	3 613,00	***165 142,84***
TOTAL € TTC TOUS SITES	*135 836,29*	*27 933,88*	*265 422,21*	*189 231,00*	*454 653,21*	*13 573,53*	*48 935,57*	*22 734,00*	*23 806,34*	*1 329 171,27*	*59 341,34*	*4 121 627,00*	*1 302 962,65*	*3 850 622,86*	*633 907,30*	*1 936 869,95*	*23 877,00*	*76 619,79*	
								4 584 128,38											

Le tableau suivant indique l'évolution des parts investissement et fonctionnement de 2017 à 2023, hors site de Bourg en Bresse.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	€ / m² base 2023
MASSE SALARIALE (DIRPAT, DIRLOG, SHS)								
Nettoyage des locaux	*0*	0	0	0	0	0	0	0,0
Entretien, maintenance, exploitation des bâtiments (y compris personnel de loge et accueil)	*2 011 797*	2 263 564	2 258 375	2 264 131	2 209 830	2 208 922	2 166 206	20,9
Pilotage, projets immobiliers, fonctions support (y compris personnel secrétariat, comptabilité dédiée)	*1 258 749*	1 260 406	1 292 091	1 276 817	1 317 238	1 317 417	1 413 386	13,6
MASSE SALARIALE IMMOBILIER ET LOGISTIQUE	*3 270 546*	3 523 970	3 550 466	3 540 948	3 527 068	3 526 339	3 579 592	34,5
CHARGES D'EXPLOITATION - MAINTENANCE								
Comptes 6061 "Fournitures non stockables"	***949 368***	**1 112 059**	**1 093 889**	**844 279**	**1 056 059**	**1 855 344**	**2 017 343**	**19,7**
60611 Electricité	*511 182*	649 074	664 463	479 338	546 672	1 120 757	1 302 963	**12,7**
60612 Carburants et lubrifiants (voitures SC et composantes)	*4 349*	4 301	4 516	3 266	2 013	2 458	3 853	**0,0**
60613 Gaz	*79 435*	73 632	28 365	20 949	17 191	70	0	**0,0**
60614 Chauffage	*251 967*	291 638	319 530	291 272	437 254	669 557	633 907	**6,2**
60617 Eau	*102 436*	93 414	77 015	49 455	52 929	62 503	76 620	**0,7**
60618 Autres fournitures non stockables								**0,0**
Comptes 61 "Services extérieurs"	***734 542***	**861 878**	**741 098**	**639 734**	**742 325**	**476 938**	**462 880**	**4,5**
6132 Locations immobilières	*304 106*	415 048	301 737	325 442	326 283	90 850	0	**0,0**
614 Charges locatives	*128 933*	140 883	116 822	108 125	131 940	90 850	135 836	**1,3**
6156 Maintenance	*294 966*	297 736	317 127	199 989	247 383	256 506	285 741	**2,8**
616 Assurances	6 538	8 211	5 412	6 178	36 719	38 732	41 303	**0,4**
Comptes 62 "Autres services extérieurs"	***1 211 326***	**1 223 952**	**1 070 524**	**850 353**	**1 414 207**	**1 538 668**	**1 902 341**	**18,6**
6286 Contrat de nettoyage locaux	*1 194 669*	997 191	908 695	696 885	1 289 828	1 271 713	1 512 325	**14,8**
6288 Autres services extérieurs (surveillance, contrôles, etc.)	*16 657*	226 762	161 829	153 468	124 379	266 955	390 016	**3,8**
TOTAL CHARGES EXPLOITATION - MAINTENANCE	*2 895 236*	3 197 890	2 905 511	2 334 366	3 212 591	3 870 950	4 382 563	43
GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT (GER) - hors investissement strictement SI								
6152 Entretien et réparations sur biens immobiliers	160 114	172 308	222 729	192 508	92 700	125 508	189 228	1,8
Entretien et réparations sur biens immobiliers non compris 6152								0,0
23 Réhabilitation lourde	882 323,49	1 687 964,63	900 528,26	2 178 481,09	3 128 140,54	2 954 502,43	3 834 042,86	37,4
TOTAL GER	*1 042 437*	1 860 272	1 123 257	2 370 989	3 220 841	3 080 010	4 023 271	39,3
INVESTISSEMENTS HORS GER - hors investissement strictement SI								
2181 - Installations générales	76 470	100 718	10 204	116 161	40 596	85 999	158 169	1,5
231 et 213 - Investissements hors GER	*810 043*	1 794 288	1 113 078	1 319 688	1 021 083	1 675 680	1 530 179	14,9
TOTAL INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS HORS GER	*886 513*	1 895 006	1 123 282	1 435 849	1 061 679	1 761 679	1 688 348	16
TOTAL DEPENSES IMMOBILIERES	***4 824 186***	**6 953 168**	**5 152 050**	**6 141 204**	**7 495 111**	**8 712 639**	**10 094 183**	**98,56**

RATIOS	*2017*	2018	2019	2020	2021	2022	2023	*Moyenne*
Evolution des surfaces SHON en m2	*102 072*	*102 892*	*102 072*	*102 072*	*102 072*	*103 612*	*102 419*	
Dépenses d'exploitation / maintenance par m²	*28,4*	31,1	28,5	22,9	31,5	37,4	42,8	31,8
Dépenses de GER par m²	*10,2*	18,1	11,0	23,2	31,6	29,7	39,3	23,3
Part des dépenses de fonctionnement consacrées à l'immobilier	*22,0%*	22,5%	21,3%	20,9%	24,4%	25,7%	25,2%	22,9%
Part des dépenses d'investissement consacrées à l'immobilier	*53,5%*	74,9%	49,7%	68,5%	69,6%	76,0%	59,4%	67,1%
Total des dépenses de fonctionnement (hors MS)	*13 904 061,0 €*	14 945 584,0 €	14 709 847,0 €	12 097 471,0 €	13 557 414,0 €	15 574 717,0 €	18 133 509,0 €	**14 703 229**
Total dépenses d'investissement	*3 307 550,0 €*	4 781 372,0 €	4 072 998,0 €	5 277 572,0 €	6 023 197,0 €	6 207 198,0 €	9 293 503,0 €	**5 566 199**

Remarques : Les surfaces SHON s'entendent yc parkings couverts (environ 8550 m²). Le site de Bourg en Bresse (6999 m² SHON) n'est pas intégré au présent tableau

Tableau des dépenses immobilières : masse salariale, fonctionnement, investissement – Université Jean Moulin Lyon 3 – 2017 à 2023

2.2 Moyens financiers

Sur le volet immobilier, l'Université, comme la majorité des établissements d'enseignement supérieur, perçoit des subventions de l'État ou des collectivités dans le cadre de programmes spécifiques : demande de crédits État exceptionnels (sécurité, accessibilité), CPER, Opération Campus, Appels à projets pilotés par la DIE (Tigre, Plan de relance, Plans de résilience 1 et 2, AAP transition environnementale) :

- Entre 2019 et 2023, l'Université a reçu 400 k€ de crédits accessibilité pour répondre en partie aux enjeux de l'Ad'Ap. Elle a également perçu 200 k€ de crédits sécurité et 30 k€ de crédits sûreté. Ces crédits ne présentent pas de caractère systématique. Fin 2021, nous avons reçu 650 k€ pour les réparations de toiture des amphithéâtres.
- Lors des dialogues stratégiques de gestion (DSG), l'Université a reçu différentes subventions pour ses projets immobiliers : 200 k€ en 2021 pour le bureau d'accueil et service à l'étudiant et 150 k€ en 2021 + 150 k€ en 2022 pour l'espace de la Recherche.
- Pour le CPER en cours, le projet avant-corps est subventionné à hauteur de 2,7 M€ et le projet de réhabilitation du bâtiment Chevreul pour 5,3 M€. Le site de Bourg-en-Bresse a reçu quant à lui un financement de 3,7 réabondé à 5,8 M€ (pour un projet estimé en 2020 à 7 M€) en tenant compte des travaux de la phase 3 pris en charge dans la phase 2.
- Concernant les appels à projets programmés par la DIE, l'Université a perçu :
  - TIGRE : 130 k€
  - Plan de Relance : 4,7 M€
  - Plan de résilience 1 : 102 k€ (0 € pour le 2)
  - AAP transition environnementale : 52 k€.

L'Université veille à générer également des recettes, perçues grâce à la valorisation des locaux. L'intérêt est de rendre ces crédits systématiques et de les pérenniser. On distingue trois types d'occupation :

- Occupation précaire et temporaire (événementiel). Afin d'être plus pertinente dans la réponse apportée aux demandeurs et dégager des marges sur cette activité l'Université a voté le 8 février 2022 une nouvelle grille de tarifs pour la location temporaire de ces locaux (cf. focus valorisation évènementielle).
- Occupation pérenne de locaux par des tiers. L'Université facture *a minima* les charges voire un loyer, selon le partenaire hébergé. Hébergé à la Maison du Directeur, le centre d'entrepreneuriat de l'Université de Lyon paie charges et amortissement. Au vu du déficit de locaux enregistré par l'Université, ce type d'occupation est marginal et concerne des partenaires privilégiés de l'établissement. Afin de retrouver des marges, l'Université n'a pas renouvelé le bail de Campus France, de l'IFMA et de l'association des Amis de l'Université.
- Autorisations d'Occupation Temporaire. Ces autorisations, répondant à un besoin de services, ont fait l'objet de premières consultations en 2013. Cela concerne actuellement des prestations de distribution automatique (nouvelle AOT en 2023 sur un modèle privilégiant les clauses environnementales (produits, transport, matériaux, sensibilisation…)), de cafeterias (cette prestation prendra fin à l'été 2024, les locaux de la Manufacture sont amenés à avoir un nouvel usage, cf. projet BASE), de photomaton. L'Université a dû mettre

fin à la convention de distribution de billets malgré son renouvellement un an auparavant, le modèle n'était plus soutenable pour le prestataire bancaire (chute importante des retraits, proximité en ville de service équivalent). Les modèles d'AOT sont moins rentables : filière marquée par la période covid, hausse des matières premières, hausse des coûts de masse salariale, etc.

maj 20/03/2024	**DIL - SUIVI FACTURATION ANNEE 2023 CONVENTIONS**	Montant € TTC facturé
Conventions		Montant TTC
UDL	Maison du Directeur redevance années 2023 et 2022	63 311,64
Resto Crous	participation forfaitaire charges année 2023	48 405,91
Bistrot Crous	Redevance annuelle aout 2022_ septembre 2023	24 825,00
Cool Heure Café Crous	Redevance annuelle 2023	1 800,00
Ecole Notariale	charges année 2022	75 113,33
Ville de Lyon	charges 2022	490,42
Rectorat Lyon	charges forfaitaires année 2023	4 500,00
Certinergy	prime CEE AAF202304052178	32 996,51
ACT (France)	Certificat Eco énergie projet T00013619 Plan résilience	12 948,48
ACT (France)	Avoir Certificat Eco énergie projet T00013619 Plan résilience	-1 324,80
NAS		
1	*Charges année 2023*	*631,00*
2	*Charges année 2023*	*631,00*
3	*Charges année 2023*	*1 120,00*
4	*Charges année 2023*	*847,69*
5	*Charges année 2023*	*723,00*
6	*Charges année 2023*	*1 120,00*
7	*Charges année 2023*	*1 205,00*
8	*Charges année 2023*	*716,00*
	TOTAL € TTC	**270 060,18**

AOT		Montant TTC
SELECTA	Redevance sur CA - 01/01/2023 au 31/07/2023	25 191,24
QMCB SAS MY GREEN SHOP	Redevance sur CA - 01/09/2023 au 31/12/2023	36 159,19
DELISAVEURS	Redevances forfaitaire et variable 2023	36 604,88
DELISAVEURS	Taxes foncières 2023 au titre de 2022	6 648,65
Photomaton	Redevance sur chiffre d'affaires année 2022	867,13
BNP	DAB_ Redevance fixe (01/01/23 au 31/05/23 fin d'occupation)	620,54
BNP	redevance fixe 2022	2.201,53
	TOTAL € TTC	**106 091,63**

Focus valorisation évènementielle

Compte tenu de la tension sur l'usage des locaux pédagogiques, l'enseignement est la priorité, la valorisation des locaux ne peut donc faire l'objet d'une politique dédiée au risque de compromettre les missions principales.

Néanmoins, en 2022 l'Université a voté des nouveaux tarifs pour les locaux servant dans le cadre de l'évènementiel. L'objectif était multiple :

- Renforcer les équipes dédiées à l'organisation et l'accueil des évènements, tant internes qu'externes,
- Couvrir les frais matériels et RH liés à cette activité,
- Valoriser les espaces de prestige spécifiques à l'activité,
- S'aligner avec des pratiques spécifiques au secteur d'activités et au territoire.

Le recul n'est pas assez important pour identifier l'impact de ce changement de grille tarifaire, les factures 2023 n'étant pas toutes réglées au moment de cette rédaction.

EVENEMENTIEL

La méthode retenue pour chiffrer la valorisation de nos locaux est d'utiliser **l'année d'encaissement** des recettes.

Pour mettre en perspective les chiffres donnés, nous préciserons également dans le tableau ci-dessous **le détail des années de location** avec les recettes afférentes.

	2023		**2022**		**2021**		**2020**
Recettes encaissées	**90 017,75 €**		**4 240,00 €**		**57 096,30 €**		**0,00 €**
Détails selon année de location	2023	27 655,00 €	2022	4 240,00 €	2021	15 030,00 €	
	2022	53 252,60 €			2020	3 000,00 €	
	2021	9 110,15 €			2019	39 066,30 €	

3. GOUVERNANCE ASSOCIEE AU PARC IMMOBILIER

La gouvernance de l'Université a désigné un vice-président en charge des finances et du patrimoine. La vision et la gestion patrimoniale sont centralisées. La construction et le pilotage d'une programmation pluriannuelle des investissements sont donc cohérents à l'échelle de l'établissement.

La directrice de l'immobilier et de la logistique participe chaque lundi aux réunions de gouvernance réunissant :

- le Président,
- le directeur de cabinet, vice-président chargé des affaires générales et institutionnelles,
- le vice-président chargé du CA, du pilotage et du numérique,
- le vice-président chargé des finances et du patrimoine,
- la vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail,
- le DGS,
- les deux DGSA, respectivement en charge des finances et des RH.

Lors de ces temps hebdomadaires, les décisions et trajectoires portant sur les sujets immobiliers sont débattues et arbitrées. Ils peuvent au besoin être portés devant le bureau des doyens et directeurs ou devant le CA pour information ou validation.

La directrice de l'immobilier et de la logistique participe au Conseil d'Administration, en lien avec le vice-président en charge des finances et de l'immobilier et à la formation spécialisée du CSAE pour l'ensemble

des sujets relevant de ce périmètre : présentation de projets immobiliers, de réorganisation de locaux, arbitrages sur les changements relatifs à l'organisation du travail. De même la direction participe aux groupes de travail en place sur l'élaboration de l'ensemble des stratégies : handicap, développement durable et responsabilité sociétale et environnementale, vie étudiante, qualité de vie et des conditions de travail, etc.

4. DIAGNOSTIC DES MOYENS HUMAINS ET DES COMPETENCES

4.1 État des lieux des moyens humains

4.1.1 Ressources humaines dédiées à l'immobilier

Les métiers de l'immobilier sont regroupés par famille selon la logique suivante :



Source DIE

À l'Université Jean Moulin Lyon 3, c'est la Direction de l'Immobilier et de la Logistique qui porte ces sujets.

L'organigramme de la direction figure en annexe 7.

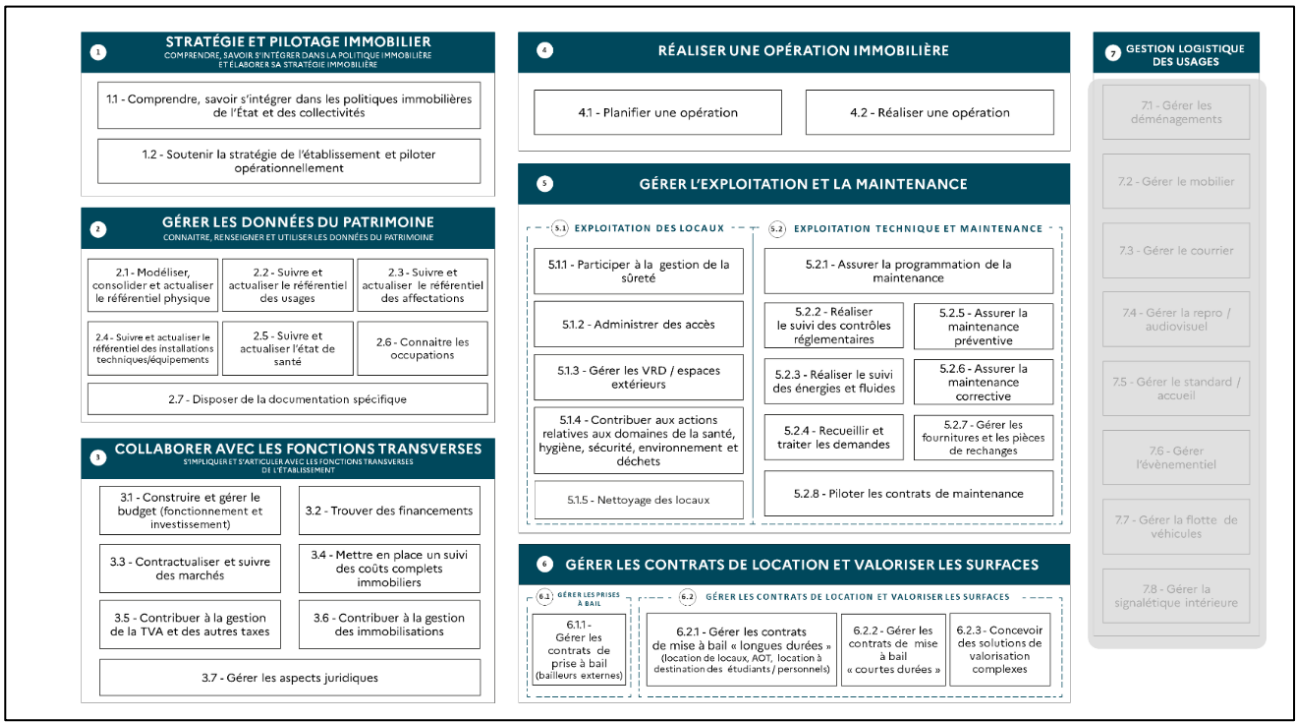
Entre l'ancien SPSI et celui-ci, le service en charge de l'immobilier a connu une évolution majeure. Le périmètre a changé en janvier 2020 en intégrant tout le volet de la logistique. La direction du patrimoine (24 personnes) et la direction de la logistique ont ainsi constitué la direction de l'immobilier et de la logistique avec plus de 70 personnes avant de se stabiliser à 64 (optimisation des recrutements).

Cette réorganisation permet une meilleure fluidité et simplification de l'organisation du travail au niveau des services techniques, à partir d'une approche par compétences et par métiers. Elle a également pour objectif une meilleure réactivité pour le service à l'usager, et une meilleure lisibilité des tâches pour les partenaires, internes et externes.

Les premières orientations de la réorganisation étaient les suivantes :

- Convergence fonction financière et budgétaire : structuration d'une cellule dédiée,
- Centralisation de la gestion RH,
- Structuration d'une cellule contractuelle/suivi qualité/contrôle prestations : opérationnelle uniquement sur le volet logistique à l'heure actuelle, les marchés de maintenance sont pilotés par les techniciens en charge du domaine,
- Rapprochement des fonctions « techniques » de la logistique : clés, contrôle d'accès, espaces verts, VRD, etc. vers la fonction exploitation et maintenance,
- Création d'un guichet technique traitant l'ensemble des demandes venant des usagers, avec répartition des tâches en interne ou externalisation auprès de prestataires,
- Structuration d'une cellule dédiée à la coordination logistique des évènements.

La direction de l'immobilier et de la logistique assure l'ensemble des missions propres aux services techniques de ce type. On les retrouve dans le tableau ci-dessous.



Cartographie métier – cadre de cohérence MESRI de la fonction publique – 2021
(mise à jour en cours volet logistique)

Le tableau suivant trace l'évolution des effectifs de la direction par catégorie et pôle d'activité.

Année	2018	2020	2021	2022	2023	2024
Effectifs A	**7**	**8**	**8**	**8**	**9**	**9**
Direction	1	1	1	1	1	1
Admin/financier		1	1	1	1	1
Développement Immobilier	5	4	4	4	5	5
Maintenance	1	2	2	2	2	2
Logistique						
Effectifs B	**7**	**9**	**9**	**9**	**9**	**10**
Admin/financier	3	3	3	3	3	3
Développement Immobilier	1	1	1	1		0
Maintenance	3	2	2	2	3	3
Logistique		3	3	3	3	4
Effectifs C	**11**	**47**	**48**	**46**	**47**	**45**
Admin/financier		0	2	2	2	2
Développement Immobilier		0	0	0	0	0
Maintenance	11	14	16	16	17	16
Logistique		33	30	28	28	27
ETP A	**7**	**7,9**	**7,8**	**7,8**	**8,8**	**8,8**
Direction	1	1	1	1	1	1
Admin/financier		1	1	1	1	1

Développement Immobilier	5	3,9	3,8	3,8	4,8	4,8
Maintenance	1	2	2	2	2	2
Logistique						
ETP B	**6,7**	**8,7**	**8,8**	**8,8**	**8,8**	**9,8**
Admin/financier	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,8
Développement Immobilier	1	1	1	1		
Maintenance	3	2	2	2	3	3
Logistique		3	3	3	3	4
ETP C	**11**	**47**	**48**	**46**	**47**	**45**
Admin/financier		0	2	2	2	2
Développement Immobilier		0	0	0	0	0
Maintenance	11	14	16	16	17	16
Logistique		33	30	28	28	27
Effectifs totaux	**25**	**64**	**65**	**63**	**65**	**64**
ETP totaux	**24,7**	**63,6**	**64,6**	**62,6**	**64,6**	**63,6**
Nombre BIATS établissement	*699*	*703*	*700*	*703*	*718*	
Poids relatif des emplois direction de l'immobilier et de la logistique	*3,58%*	*9,10%*	*9,29%*	*8,96%*	*9,05%*	
Poids relatif des emplois travaux/maintenance	*3,15%*	*3,41%*	*3,71%*	*3,70%*	*3,90%*	

Tableau de l'évolution des effectifs par catégorie - avril 2024

Le pôle développement de l'immobilier assure aujourd'hui le suivi des opérations immobilières confiées (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre). La collectivité locale peut porter des maîtrises d'ouvrage, c'est le cas à Bourg-en-Bresse où le département de l'Ain porte la maîtrise d'ouvrage des opérations CPER.

Les directions de l'immobilier doivent désormais posséder les compétences juridico-financières nécessaires pour aborder des montages opérationnels différents et complexes types marchés globaux, les questions de domanialité ou de sociétés innovantes, etc.

Intégrée à ce pôle, la cellule gestion de données patrimoniales compte une ressource en catégorie A (chargée de programmation). La chargée de programmation porte le système d'information patrimonial et porte une partie des phases de programmation des opérations immobilières.

Le pôle s'appuie sur des marchés de prestation intellectuelle décrits ci-dessous, ces derniers peuvent être structurés en interne ou via l'adhésion aux marchés PFRA :

PRESTATIONS INTELLECTUELLES	Diagnostic amiante et plomb	Marché	CDIM
	Géomètre	Marché PFRA - 21 18	A Géo => GEOSAT B Topo => GEOFIT
	Contrôle technique travaux et CSPS	Marché PFRA - 23 16	Lot 9 CT=> Qualiconsult Lot 2 CSPS=> APAVE
	Faisabilité et Maitrise d'œuvre	Marché PFRA - 22 48	Multi attributaires
		Gpt univ lyonnais	3 lots en cours d'attribution (économie cstruction, études diagnostic)
	AMO exploitation maintenance BAES	Marché PFRA - 23 31	DEENRS
	AMO ascenseurs	23 45	Namixis
	Diagnostic performance énergétique	Marché PFRA	AD3E
	Navigator	23 75	SIEMENS

Un marché multi attributaires est en cours de finalisation en groupement de commande avec les établissements d'enseignement supérieur lyonnais pour des missions de maîtrise d'œuvre, de diagnostics et d'économie de la construction.

La cellule des opérations immobilières s'appuie également sur les accords-cadres travaux listés ci-dessous.

Le pôle exploitation/maintenance

Lors de la période écoulée, le pôle a connu quelques évolutions permises par la création de la direction de l'immobilier et de la logistique :

- Le contrôle d'accès a été intégré dans une cellule courant fort/automatismes, en y intégrant deux agents, cellule qui fonctionne aujourd'hui avec un encadrement intermédiaire sur la partie courant fort,
- L'agent en charge de l'entretien des espaces extérieurs a été intégré dans la cellule CVC-plomberie- VRD, les missions d'entretien de ces espaces sont désormais externalisées. Suite à un arrêt de longue durée cet agent n'a pas été remplacé.
- Un agent en charge de la serrurerie sur le site des quais a rejoint la cellule corps d'état secondaires.

Ceci a permis une harmonisation des pratiques et une montée en compétences des agents concernés sur leur périmètre. Comme la majorité des structures, l'Université Jean Moulin Lyon 3 externalise une partie de la maintenance de ses installations. Elle souscrit des contrats par corps d'état séparé.

- Chauffage-ventilation-climatisation : maintenance préventive et corrective des installations. Préconisations d'investissement + travaux,
- Étanchéité toiture : visites périodiques et préconisations d'investissement + travaux
- Ascenseurs : maintenance préventive et corrective des installations. Préconisations d'investissement + travaux,
- Portes automatiques et portails : maintenance préventive et corrective des installations. Préconisations d'investissement + travaux,
- Contrôle d'accès : maintenance et travaux / armoires à clé : maintenance et acquisition,
- Disconnecteurs : maintenance réglementaire,
- GTC : montées de version,
- Haute tension : maintenance réglementaire,
- Onduleurs : maintenance réglementaire,
- Fontaine : entretien,
- BAES : déploiement en cours.

MAINTENANCE	Onduleurs	20 04	Askco
	Disconnecteurs	22 03	Eolya
	Armoires à clé	24 16	ACTECH
	Poste HT	22 29	Vinci Facilities
	Entretien Fontaine	23 27	Deal Hydraulique
	BAES		
MAINTENANCE TRAVAUX	Curage/VRD	20 29	OSIS
	CVC	21 01	Eolya
	Toiture Etanchéité	21 09	UTB
	Contrôle d'accès	21 29	SNEF Connect
	Portes et portails automatiques	22 54	Portails : Orona Ouvre portes : TK Elevator
	GTC	23 01	Siemens Vinci
	Ascenseurs	23 46	OTIS
TRAVAUX	Peinture cloisons sols	23 41	Lot 1 - MEUNIER Lot 3 - PREZ
	Electricité	21 14	Lapize
	Vitrerie	24 41	Targe
	Stores	24 33	Fil Protection
	Clapets coupe feu		
	Remplacement menuiseries extérieures	22-66	Cherpin
	Travaux menuiserie extérieure	22-47	Cherpin
	Travaux des systèmes incendies	23-25	Siemens

Les choix d'externalisation se font essentiellement au regard des compétences disponibles sur site : nombre d'agents et niveau de compétences. Les agents des services techniques assurent la maintenance et les dépannages de premier niveau mais aussi la maintenance préventive et la mise à niveau des installations, notamment en électricité et en serrurerie/menuiserie.

Les objectifs pour ce pôle sont toujours :

- de poursuivre la programmation des investissements à long terme (GER),
- de poursuivre l'évolution numérique des outils en les intégrant dans la construction de la stratégie numérique du service,
- de suivre l'optimisation des installations en vue d'améliorer encore la performance énergétique des bâtiments, en lien avec l'animateur énergie.

L'activité de la cellule énergie est en place depuis 9 ans. L'expertise du service sur l'exploitation fine et la gestion dynamique de ses installations, permettant l'optimisation des consommations, est reconnue par ses partenaires du site. Cette démarche volontaire et active au bénéfice d'une approche écologique a permis des économies significatives sur les consommations énergétiques. Ces éléments sont décrits dans la partie diagnostic énergétique de ce document.

L'établissement se dote cette année d'un schéma directeur énergie, ce dernier sera finalisé à l'automne 2024 pour une présentation interne aux instances.

L'activité logistique peut se séparer en deux approches :

logistique du bâtiment
logistique d'usage.

Dans le premier volet nous trouvons :

- le nettoyage des locaux,
- la gestion des accès : contrôle d'accès et clés,

Dans le volet de la logistique d'usage nous avons :

- l'accueil et le standard,
- l'organisation de l'évènementiel,
- le tri sélectif,
- les déménagements,

- la gestion du mobilier et du stockage,
- la gestion du courrier et des colis, les livraisons et retraits (entrées/sorties),
- l'accompagnement de la pédagogie : organisation des examens et concours, mise en place des salles de cours,
- l'accompagnement de la vie de campus / de site : accompagnement des associations étudiantes, gestion des services,
- la mise en place de la signalétique intérieure,
- la gestion de la flotte de véhicules.

4.1.2 Outils du service

L'Université est outillée sur les volets suivants :

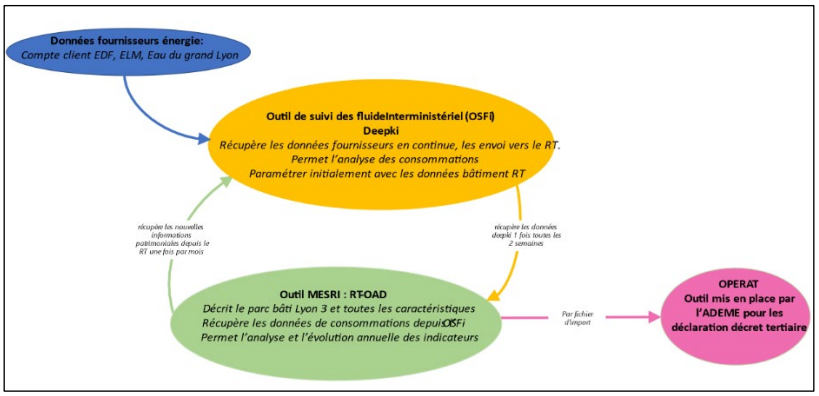
- Pilotage des installations techniques par GTC avec supervision globale,
- Enregistrement, suivi et archivage des demandes de maintenance (outil déployé en interne à l'établissement),
- Calcul du taux d'occupation des salles pédagogiques : par site, bâtiment, type de salle, avec des informations horaires et calendaires (outil déployé en interne à l'établissement),
- Pilotage des opérations pluri annuelles avec un PPI traitant les AE et CP sur plusieurs années (outil Excel),

Le système d'information patrimonial n'est pas stabilisé à ce jour. Après avoir connu la perte de base de données Facility Tech de Vizelia suite à la fin de l'exploitation par Schneider, le SI Allplan développé par Nemetschek a connu le même sort moins de quatre ans après sa mise en place dans l'établissement. Nous avons donc choisi de partir sur un développement en interne avec la direction du numérique de l'établissement.

L'Université n'a pas pu poursuivre sa réflexion sur la mise en œuvre des outils de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) permettant d'archiver et pérenniser les données liées à l'exploitation maintenance. Les outils proposés par l'Opération Campus sont des tableurs excel trop complexes pour être suivis dans le temps sans ressource dédiée.

De la même manière l'usage du BIM (« Building Information Modeling ») dans les opérations de travaux ne s'est pas posé comme un incontournable pour les opérations déjà menées (pas de construction, réhabilitation partielle) mais il s'imposera pour les opérations immobilières à venir. Ceci implique des montées en compétences des personnels concernés, y compris pour les opérateurs de maintenance, dans une dynamique globale et structurée.

Sur le volet énergie, le suivi des données porte essentiellement sur l'interfaçage de plusieurs outils avec les difficultés inhérentes à l'interopérabilité des systèmes (cf. schéma ci-dessous). L'enjeu est de fiabiliser les données pour construire la trajectoire du décret tertiaire et mettre en œuvre le plan d'actions adapté.



Le tableau ci-dessous reprend les systèmes d'information en usage dans le service :

	Systèmes d'information
SI Support	Autocad Architecture, Photoshop, Illustrator, In Design, SketchUP
	Base patrimoine: "Référentiel des locaux" en développement interne (DSI)
	Logiciels GTC: - Desigo cc (Siemens) - TAC Vista (Schneider) Logiciels de configuration et programmation d'automatismes: - Xworks, ABT, Logosoft (Siemens) - Menta, Xbuilder (Schneider) - MyhommeSuite (Legrand) - NotPAd : consultation de fichiers de codage ; Putty VNC : contrôle à distance; IPscaner : scan de réseau; Filzia : transfert fichier vers des équipements.
	Mesures consommation électrique: Energy Analyse, Navigator
	Camera thermique: Flashtool. Enregistrement mesures air (T, HR, CO^2) : KILOG Lite 2015 (KIMO)
	Enregistrement mesures air (T, HR, CO^2) : KILOG Lite 2015 (KIMO)
	Logiciels de conception électrique: - SeeElectrical (IGE-XAO) - SeeCalculation (IGE-XAO)
	Gestion Hotline Maintenance : Helpdesk SOSmaintenance (production interne DSI)
	Surveillance des blocs autonomes de secours de bourg en Bresse : Uravision (Ura)
	Contrôle d'accès : ARD Accesse (ARD)
	Plateforme de gestion d'objets trouvés : Troov (Troov)
	Gestion centralisée des armoires à clés : TrakaWeb (ASSA ABLOY)
Interactions autres SI	Suite Microsoft Office
	Adobe creative cloud
	GDS (Gestion des salles) (production interne DSI), Neutralisation des salles (production interne DSI), Webcongés (production interne DSI)
	Ksup (Web), Mind Mapping (Web)
	RT/OAD : Outil de pilotage du parc immobilier de l'Etat (PIE)
	Operat : recueil et suivi des consommations d'énergie (outil Etat)
	Deepki : gestion énergétique des bâtiments (outil Etat)

Il convient de noter que dans le cadre de la généralisation du dispositif d'homologations de sécurité des applications, mettant en œuvre les dispositions du *décret n° 2022-513 du 8 avril 2022* relatif à la sécurité numérique du système d'information et de communication de l'État et de ses établissements publics, plusieurs applications mentionnées supra ont fait l'objet d'une homologation, après avis favorables de la responsable de la sécurité des systèmes d'information et du délégué à la protection des données personnelles de l'université. Cette procédure permet de garantir la sécurité et la fiabilité des applications utilisées, ainsi que leur conformité à la règlementation. À terme, c'est bien l'ensemble des outils numériques utilisés qui auront été expertisés et homologués.

4.2 État des lieux des compétences

Le bilan des effectifs et des expertises est en PJ (annexe 3 : tableau des moyens humains SPSI).

4.3 Plan d'actions

Afin d'accompagner les personnels dans les évolutions de leurs métiers, le plan de formation est un outil indispensable. Bien construit, il doit permettre à chacun d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de ses fonctions selon ses connaissances. Le plan de formation comporte l'ensemble des formations réglementaires pour tenir le poste dont le détail est fourni ci-dessous. Il est complété des besoins individuels propres au parcours de chaque agent.

Formations et certifications	Total	Sous-détail			
	DIL	*Maintenance*	*Immobilier*	*Log Quais*	*Log Manu*
HABILITATION ELECTRIQUE H0B0	**23**	*12*		*6*	*5*
HABILITATION ELECTRIQUE BE-BS Manœuvre	**8**	*5*			*3*
HABILITATION ELECTRIQUE BR	**1**	*1*			
HABILITATION ELECTRIQUE HE-B1 ou B2-BR-BC	**6**	*6*			
Certificat d'aptitude nacelle-CACES PEMP/Nacelle	**3**	*2*			*1*
Echafaudages : montage, réception, utilisation, maintenance	**21**	*11*		*4*	*6*
Travail en hauteur	**23**	*13*		*4*	*6*
Prévention risque amiante-amiante sous-section 4 Encadrants	**3**	*3*			
Prévention risque amiante-amiante sous-section 4 Opérateurs	**10**	*10*			
Prévention risque amiante-amiante sous-section 4 Chargé d'Opération	**3**		*3*		
SSIAP 1 - service de sécurité incendie et d'assistance à personnes	**5**	*2*			*3*
AIPR Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux	**9**	*5*	*4*		
SST Sauveteur Secouriste au Travail (obligatoire pour les agents de terrain à la DIL)	**34**	*18*		*8*	*8*

Nous avons beaucoup de difficultés à trouver les formations techniques « métier » nécessaires aux agents de catégorie C. L'association Artiès (association des cadres de l'immobilier de l'enseignement supérieur) s'est également saisie de cette problématique dans le cadre du groupe de travail formations de l'AMUE mais en ayant du mal à faire aboutir les besoins pour cette population. L'attention est surtout portée sur les cadres.

Les points à approfondir :

- compétences techniques sur les équipements des biens immobiliers (ascenseurs, chauffage, ventilation, climatisation),
- montée en compétence collective sur la maintenance préventive et les enjeux de sa planification (à destination des personnels de maintenance),
- accueil des publics,
- transition environnementale : performance énergétique, sensibilisation, valorisation des déchets, réemploi, etc.,
- accompagnement de la construction d'une stratégie numérique propre au patrimoine (SIP, GMAO, BIM, etc.),
- connaissances juridiques et financières sur les montages immobiliers spécifiques (exemple : modèle de financement de la transition énergétique, valorisation, SPLU…),
- approche socio-économique des évaluations immobilières.

Former les personnels est indispensable pour s'adapter aux nouveaux outils et nouvelles méthodes, tout autant que pour la progression individuelle des collaborateurs. L'enjeu des services techniques est également de pérenniser les recrutements réalisés. On attend de la part des profils recherchés de plus en plus d'expertise. Les profils ci-dessous sont particulièrement difficiles à recruter pour des raisons liées à la concurrence dans le domaine (profils recherchés tant dans les secteurs privé que public, conditions financières, etc.) :

- opérateurs de maintenance (électricien, opérateur CVC notamment) devant maîtriser l'automatisme du bâtiment,
- chargés d'opérations immobilières.

Pour ces profils, les dernières expériences se répètent : plusieurs mois pour finaliser un recrutement avec des conditions financières sortant des grilles habituelles ; personnes qui se forment à nos métiers dans des conditions idéales balayant les travaux et la maintenance et qui mettent à profit cette expérience pour une meilleure rémunération chez un autre employeur.

5. ARTICULATION ENTRE LE DIAGNOSTIC ET LA STRATEGIE

L'Université Jean Moulin Lyon 3 porte depuis l'élaboration du premier SPSI en 2010 deux objectifs majeurs pour répondre à ses besoins immobiliers :

1 Gérer et maintenir le patrimoine existant en bon état,

2 Constituer un patrimoine pour satisfaire les besoins en augmentation.

La réponse au premier objectif est un enjeu majeur auquel l'Université répond de manière positive en proposant un patrimoine de qualité malgré la pression d'usage pesant sur ses locaux (enseignement, documentation notamment). L'établissement se mobilise fortement sur les sujets suivants :

- La sécurité : tous les bâtiments occupés ont un avis favorable à l'exploitation,
- L'accessibilité de ses locaux, sujet inclus dans un schéma directeur handicap fondamental pour l'établissement,
- L'optimisation énergétique,
- La maintenance lourde des installations, l'Université investit sur ressources propres pour l'entretien lourd du patrimoine.

Le deuxième objectif est plus difficile à atteindre, l'établissement souhaiterait aller plus loin sur ce sujet. Dans le cadre du SPSI achevé (2018-2022), l'Université n'a pas connu d'opportunité pour répondre à cet objectif :

- L'avant-corps de la manufacture, déjà identifié dans les acquisitions en 2016 sera livré en 2025,
- La maison du directeur (livrée en 2021) est majoritairement mise à disposition du centre d'entrepreneuriat de la ComUE Lyon-Saint-Étienne,
- Les besoins en locaux neufs portés au CPER 2021-2027 n'ont pas été satisfaits.

Dans le même temps, l'Université a fait le choix de quitter les locations précaires occupées malgré l'augmentation de l'effectif étudiant (+ 22 % entre 2010 et 2016 puis stabilité) :

- la fin du bail de l'annexe Pasteur sur le site des Quais (5 salles de cours), l'Opération Campus ayant permis de récupérer des marges sur ce site,
- la fin du bail du plateau de bureaux occupé dans le bâtiment New Deal (1057 m²) en 2022 à la fin de l'Opération Campus.

L'Université doit cependant toujours louer des salles de formation pour répondre aux besoins de la formation continue de l'IAE à proximité de la Manufacture des Tabacs. Ce besoin porte sur cinq salles. L'Université souhaite réintégrer ce besoin dans son parc et construit sa stratégie en fonction.

PHASE STRATEGIE

1. ORIENTATIONS GENERALES DU MINISTERE

1.1 Orientations liées aux objectifs de la politique immobilière de l'État

La politique immobilière de l'État s'organise autour de quatre axes dans lesquels s'inscrivent notamment les opérateurs de l'État, dont font partie les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) :



1.2 Spécificités de l'établissement et conséquences sur l'immobilier

L'Université Lyon 3 est une Université singulière dans le paysage de l'ESR à plusieurs égards. D'abord par son profil disciplinaire (dominante Droit et Gestion), ce qui lui confère une identité recherche et formation très liée au monde professionnel, et par son organisation facultaire qui laisse une large autonomie aux composantes au plus près des étudiants et des partenaires. Ensuite par son modèle économique puisque notre Université est en bonne santé financière, malgré sa sous dotation, grâce à un pilotage rigoureux de son offre de formation et une capacité à générer des ressources propres importantes via notamment la formation professionnelle (27 % du budget). C'est ce modèle économique qui permet à l'Université de remplir pleinement ses missions de service public, de financer sa politique sociale, de soutenir sa recherche et de s'engager sur des grands enjeux sociétaux comme la transition écologique ou le handicap. C'est dire combien l'Université Lyon 3 est dépendante de son modèle économique et d'un pilotage efficient.

1.2.1 Taux d'encadrement et ressources humaines

L'Université Lyon 3 compte moins de 18 enseignants titulaires (17,1 en 2019) pour 1 000 étudiants alors que la moyenne est à 20,1 dans les Universités à dominante Droit Économie et atteint 38,4 pour l'ensemble des Universités.

Le décalage est tout aussi important sur le taux d'encadrement BIATS, puisque le ratio est à 15,1 (14,6 en 2019) pour 1 000 étudiants à Lyon 3 alors que la moyenne est de 18,7 pour les Universités à dominante Droit Economie et est au-dessus de 31 pour l'ensemble des Universités.

Les dispositifs de l'État ces dernières années n'ont fait qu'accompagner notre croissance en nombre d'étudiants durant ces années spécifiques mais elles n'ont pas eu pour effet de réduire notre déficit chronique en emplois par rapport aux autres Universités.

1.2.2 Ressources financières

L'Université yon 3 reste un établissement largement sous doté au regard de la SCSP moyenne par étudiant que ce soit au niveau de l'ensemble des Universités mais également parmi les Universités de Droit/Économie.

En effet, en 2022 sur le périmètre des Universités, la SCSP par étudiant est en moyenne de 6 720 euros quand celle de Lyon 3 atteint 3 903 euros ; ce qui situe l'établissement, premier parmi les 3 derniers (sur 68 Universités classées) et à la 4e place parmi les 5 Universités de son domaine disciplinaire.
Même si la SCSP par étudiant de l'Université Lyon 3 a cru de 16,1 % entre 2016 à 2022 sous le double effet d'une hausse de la SCSP (plus marquée en 2022 et 2023 du fait notamment des mesures nationales touchant à la revalorisation du point d'indice des agents publics et au soutien ponctuel lié à l'envolée des tarifs de l'énergie) et d'un léger tassement de son nombre d'étudiants, l'établissement se situe toujours à l'avant-dernière place nationale, sur cet indicateur, parmi les universités où le nombre d'étudiants se situe entre 20 et 30 000.
En conséquence, afin de réaliser sa mission de service public tout en renforçant son autonomie financière, l'Université Lyon 3 poursuit sa démarche de développement des ressources propres. Ainsi, la part des ressources propres dans son budget est passée de 19,4 % en 2018 à 24,7 % en 2023. Alors que la SCSP a augmenté de 12 % sur la période, les ressources propres ont augmenté de 52 % ; en valeur absolue, et toujours sur la même période, l'augmentation des ressources propres (+11,3 M€) est supérieure à celle de la SCSP (+10,6 M€).
Cette croissance significative, qui permet en particulier à l'université de dégager une capacité d'autofinancement nécessaire au financement de ses investissements, principalement en matière immobilière, reste toutefois endiguée par la limitation des moyens humains et matériels, dont le manque de locaux.

1.2.3 Taux d'occupation des locaux

Les locaux lyonnais de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sont implantés en centre-ville. Elle bénéficie ainsi de sites particulièrement bien situés et bien desservis par le réseau de transport. En revanche, elle ne profite pas d'opportunité foncière à faire valoir, pour l'enseignement ou la valorisation d'activité.

En 2022-2023, le taux d'occupation des salles pédagogiques de l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'élevait à 97,4 % selon la formule de calcul nationale, avec une répartition entre les amphithéâtres (102,6 %) et les salles de moins de 100 places (96 %). Le site de la Manufacture des Tabacs fait toujours l'objet de pression forte sur le taux d'occupation de ses locaux avec 113,1 % dans les amphithéâtres et 111,5 % dans les salles de moins de 100 places.

1.3 Définition et expression des besoins immobiliers

Les paragraphes suivants détaillent les axes de travail qui conduisent à l'expression des besoins de l'Université en matière d'immobilier.

La stratégie de l'Université Jean Moulin pour les années à venir porte sur les axes suivants :

- La formation, initiale et continue, et son environnement,
- Les espaces de recherche,
- La qualité de vie universitaire,
- La transition énergétique.

1.3.1 Formation

a) *Formation initiale*

Un important travail de réflexion autour de l'offre de formation a été entrepris en 2021-2022 afin d'améliorer la réussite des étudiants et mieux répondre aux besoins et enjeux du monde socio-économique. Depuis la

rentrée 2023, l'offre de formation du premier cycle universitaire est structurée en majeures/mineures. Cette organisation vise à :

- Permettre aux étudiants d'individualiser leur parcours en diversifiant l'offre de formations mono- ou bi-disciplinaires au sein d'un ensemble de parcours-types conçus pour mieux répondre aux réalités et besoins socio-professionnels,
- Garantir l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences solides et accentuer la spécialisation progressive en lien avec la poursuite d'études en second cycle pour parfaire l'articulation entre la Licence et l'offre de formation en Master,
- Mettre en place progressivement l'approche par compétences en vue de mieux développer certaines compétences transversales (non-disciplinaires), de faciliter l'orientation des étudiants (objectifs d'apprentissage) et leur insertion professionnelle (adéquation débouchés/formations).

Des actions complémentaires ont été entreprises pour renforcer l'attractivité des filières : refonte des MCCC, création de nouveaux parcours (ex. : majeure Droit/mineure Finance), réflexion sur le développement de doubles-diplômes, intégration d'enseignements en lien avec la TEDS et avec le numérique, rénovation des dispositifs de professionnalisation (PPP), enrichissement de l'offre de modules facultatifs propres à favoriser la réussite des étudiants (soft skills ; modules « Droit et Innovation »).

L'établissement a par ailleurs consolidé et renforcé le pilotage de son offre de formation. En amont, par l'évolution du circuit de validation portant sur sa construction stratégique et sa soutenabilité financière et sociale. En aval, par l'évaluation des formations et par un accompagnement opérationnel des équipes pédagogiques dans la gestion des procédures d'admission (*Parcoursup* et *MonMaster*), en mettant en avant l'enjeu politique de ces outils au service du pilotage de l'offre de formation.

Ce pilotage s'est construit en étroite collaboration avec les six composantes de l'Université et dans un dialogue permanent avec elles. La première étape a consisté à rénover le schéma de discussion sur l'évolution de l'offre de formation : échanges avec chaque composante sur le bilan de l'année achevée (N-1) et celui de l'année en cours (N) afin d'envisager les grandes évolutions souhaitables, suivis d'une vérification, avec les composantes, de la soutenabilité de l'offre proposée, c'est-à-dire la capacité à la mettre en œuvre tant du point de vue des heures que de celui du potentiel enseignant et des capacités physiques d'accueil. La seconde étape a consisté à mettre en place un groupe de travail portant sur la structuration des parcours de formation de Licence. Ce groupe de travail, nécessaire au départ (2022) pour définir le cadre général de la réforme du cycle de Licence, a été pérennisé et constitue aujourd'hui un espace de discussion et de partage entre composantes sur les bonnes pratiques. Cette démarche sera généralisée à l'ensemble des formations de l'Université et notamment à l'offre de Masters. À très court terme, il s'agit de construire un espace d'échange et de discussion sur les différentes formations de l'établissement, y compris sur les aspects les plus techniques, et qui permettrait de définir une trajectoire stratégique de l'offre de formation. Y seront ainsi abordées les questions relatives aux capacités d'accueil, à la cohérence de l'offre de formation, aux complémentarités souhaitées et souhaitables entre filières, à l'adaptation des formations aux besoins du bassin d'emplois, etc.

Le déploiement de l'offre de formation de l'Université Lyon 3 se fait donc, conformément aux textes réglementaires, dans une logique d'amélioration de la réussite des étudiants (académique, insertion professionnelle, etc.) et d'un renforcement de l'adéquation aux besoins et enjeux du monde socio-économique. La diversification de l'offre de parcours de formations mono- et bi-disciplinaires, notamment par l'organisation du premier cycle en majeures/mineures, permet aux étudiants d'individualiser leur parcours et de mieux répondre aux réalités et besoins socio-professionnels. Cette nouvelle organisation

nécessiterait plus de salles de cours et d'amphithéâtres, ainsi que la mise à disposition, dans le cadre du déploiement de l'approche par compétences, de salles de travail propres à permettre aux étudiants de réaliser leurs travaux de groupe. Par ailleurs, le développement de formations en lien avec l'intelligence artificielle nécessite une réflexion autour du renforcement de l'équipement informatique des salles, voire des amphithéâtres. Pour répondre aux enjeux de demande en électrification des salles afin de recharger les équipements numériques, la réponse doit être mesurée et s'adapter aux installations techniques. Il faut pour ajouter des prises dans des proportions importantes augmenter la taille des armoires électriques. Il est dans certain cas nécessaire de créer de nouvelles lignes depuis le TGBT. L'autre problématique concerne l'implantation des prises en elles-mêmes dans les salles de cours, en particulier au centre des salles. La solution viable consisterait à implanter du mobilier fixe, pour permettre une fixation solide des prises, mais cela va complètement à l'encontre de la modularité des salles. Les industriels développent de plus en plus la capacité des batteries des équipements, ce qui limite le besoin de recharge. Il est alors plus opportun de développer des espaces pour recharger en cours de journée : BU, lieux de restauration, tiers-lieu, amphithéâtres (déjà équipés), espaces informels, etc.

La trajectoire démographique et l'optimisation des ressources tant financières que matérielles incitent l'établissement à travailler le besoin en formation initiale sur la base de son parc immobilier actuel malgré la tension sur l'occupation des locaux pédagogiques. Cependant pouvoir répondre aux besoins spécifiques de la formation continue en dehors du parc actuel permettrait de dégager aussi quelques marges pour les besoins de la formation initiale.

b) *Formation continue*

Fortement investie dans la formation continue, avec un chiffre d'affaires de plus de 7 millions d'euros hors apprentissage, l'Université Jean Moulin Lyon 3 a pour ambition de continuer à développer cette activité pour se positionner comme un acteur clé du développement professionnel, contribuant à l'élévation des compétences des individus et des entreprises.

Pour répondre aux exigences croissantes de ces publics et rester compétitif et attractif, il est essentiel de disposer de locaux spécifiques permettant de dispenser une offre variée et flexible de formations et d'utiliser de méthodes pédagogiques innovantes, dans un environnement confortable et ergonomique renforçant l'image de marque de l'université comme un lieu de formation d'excellence.

En effet, le marché de la formation continue est marqué par une concurrence intense et croissante entre divers prestataires : universités, écoles spécialisées, institutions privées, cabinets de consultants, et plateformes en ligne. Dans ce contexte, la qualité de l'environnement physique des formations devient un facteur crucial de différenciation. Les participants tout comme les intervenants sont de plus en plus sensibles à l'atmosphère et aux conditions matérielles dans lesquelles se déroulent les formations. Ils tiennent particulièrement à disposer d'un lieu unique et bien identifié, leur évitant de s'orienter dans des sites qu'ils ne connaissent pas. Une zone d'accueil et des espaces de détente doivent également être prévus afin de faciliter des pauses agréables et des échanges informels entre les sessions de formation. Alors que les périodes de fortes chaleurs ne cessent de s'allonger, ce lieu doit également assurer aux participants le confort thermique auquel ils sont généralement habitués dans leurs entreprises tout en privilégiant des solutions éco-responsables.

1.3.2 Recherche

La recherche à l'Université Lyon 3 doit être appréhendée dans le cadre particulier d'une Université à dominante droit/gestion et d'une Université souffrant d'un sous-encadrement dont l'impact est fort sur le

temps de recherche disponible des enseignants-chercheurs (heures complémentaires, tâches administratives, etc.). En dépit de ce contexte contraint, l'Université Lyon 3 promeut les recherches en SHS dans leur spécificité comme dans leur ouverture aux autres disciplines et à leurs divers publics en lien avec les acteurs du territoire.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 conduit une politique de recherche ambitieuse avec 4 LABEX, 1 Equipex, 1 GIP, 9 GIS, 5 Fédérations de recherche et 5 chaires. Elle répond aux appels à projets avec succès :

Projets européens 2017-2024 : 7,
Projets internationaux 2017-2024) : 7,
Projets ANR : 17 (Générique 2017-2026 : 14, Cohorte : 1, FRAL : 1, ORA : 1),
Projets PIA (2017-2027) : PIA efran : 2, PIA PEPR : 2, PIA Territoires : 1.

L'Université contribue à des programmes structurants :

Ecole Universitaire de Recherche : 2,
Institut de convergence : 2,
Structuration de la formation par la recherche (SFRI) : 1,
PIA 4 « ExcellencES » de France 2030 : 1 (partenaire),
Pôle universitaire d'innovation (PUI) : 1 (partenaire).

L'Université inscrit tout particulièrement son action dans le déploiement de la science ouverte, tant sur le plan institutionnel qu'à l'échelle des laboratoires, en veillant à la déclinaison précise des orientations stratégiques. Elle mène une politique volontariste en faveur de la valorisation de la recherche qui consiste pour Lyon 3, comme pour bien d'autres Universités SHS, dans la médiation scientifique, l'expertise et les partenariats avec le monde social, culturel et économique, toutes activités relevant des sciences avec et pour la société (SAPS). Ce sont là deux piliers de cette recherche « impliquée » qui figure au cœur du Projet d'établissement de l'Université comme du Contrat quinquennal, et qui ont auparavant reçu un soutien notable des tutelles, via le DSG puis le Dialogue de performance. Conformément à son projet et son contrat d'établissement, et à la priorité donnée à l'accessibilité, Lyon 3 s'engage pour les grands principes scientifiques et éthiques de l'espace européen de la recherche : transparence et ouverture de la science, liberté des chercheurs, intégrité scientifique, responsabilité sociétale de la recherche. L'Université promeut ainsi les valeurs du label européen Human Ressources Excellence in Research (HRER), qui réunit ces grands principes. Ce label est actuellement en cours de renouvellement (l'Université Jean Moulin Lyon 3 a été le premier établissement de la région Auvergne Rhône-Alpes à être récompensé pour sa stratégie et ainsi à obtenir le label HRER). La défense des principes du label HRER passe aussi par des actes concrets et un effort historique et pluriannuel pour l'attractivité de la recherche et une amélioration de la qualité de vie au travail. Lancé en 2023, le plan pluriannuel « Ambition Recherche 2025 » redonne aux chercheurs du temps, des moyens financiers substantiels, des espaces, et les moyens d'une visibilité accrue dans un dialogue renforcé entre science et société. Ce soutien passe aussi par un renforcement des services d'appui à la recherche, notamment de la nouvelle Direction de la Recherche et des Études Doctorales (DRED).

Ce « Plan Ambition Recherche 2025 » consacrant 2,5 millions d'euros à la revalorisation des activités de recherche consiste en :

- la mise en place d'instances de collégialité, transparentes, renforçant les liens de la communauté scientifique et permettant un meilleur accompagnement des directeurs d'unité de recherche et d'école doctorales.

- une augmentation très significative des financements de la recherche. La palette des aides et subventions à la recherche a été fortement enrichie. Partant du constat d'une sous dotation des laboratoires de recherche, un groupe de travail collégial a proposé des critères quantitatifs et qualitatifs, transparents et

équitables. Sur cette base, une augmentation globale de 60 % de la dotation allouée par l'université aux laboratoires est en cours de déploiement,

- une augmentation significative des décharges et primes pour redonner du temps aux chercheurs et mieux reconnaître les fonctions d'encadrement de la recherche,

- une nouvelle offre d'espaces recherche (voir ci-dessous).

L'effort de Lyon 3 pour assurer de meilleures conditions de travail, un meilleur financement des activités de recherche, selon des règles transparentes et équitables, se traduit par un effort immobilier sans précédent et une véritable politique du quotidien à l'écoute des besoins des chercheurs, consistant à offrir des espaces de recherche attractifs, à savoir :

- Offrir à tous les laboratoires une salle de travail pour les enseignants-chercheurs et les doctorants, permettant ainsi de satisfaire les exigences de l'arrêté doctorat de 2016 sur les conditions de travail des doctorants. Trois laboratoires ont ainsi été dotés d'une salle spécifique qui leur faisait défaut, et un tiers des laboratoires a déjà pu rénover leur salle de recherche,
- Proposer au printemps 2025, à tous les enseignants-chercheurs un nouvel espace recherche, spacieux, confortable et accueillant, qui réunira en un même lieu les services supports de la recherche, de l'incubation au montage de projet à la valorisation, une offre renforcée et centralisée de formation (à la gestion des données, à la science ouverte, à la médiation…), une nouvelle visibilité de la recherche avec des dispositifs d'exposition et des événements science et société. Par une complémentarité des lieux (bureaux individuels, salle de formation, salle de réunion, salon de coworking, cuisine et espace repos), cet espace offrira également un lieu pour les différents rythmes et modes de la recherche, accueillant le travail individuel et favorisant les échanges et le travail collaboratif. Il est principalement destiné aux enseignants-chercheurs et aux doctorants mais pourra être ouvert à des classes de master dans le cadre de projets d'initiation à la recherche.
- Le service général de la recherche a évolué vers une DRED (Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales), selon les recommandations du rapport HCERES. Ce nouvel espace recherche vise également à lui permettre une organisation spatiale cohérente et structurante dans le bâtiment du Palais de l'Université et offrir ainsi une plus grande visibilité à son offre de services.

1.3.3 Qualité de vie universitaire

Consciente que la réussite des étudiants résulte aussi de déterminants extra-académiques, l'Université Lyon 3 est engagée dans une démarche volontariste et cohérente au service de la vie étudiante. Dans la droite ligne de son projet d'établissement 2021-2026 et du schéma directeur de vie étudiante (SDVE) adopté en 2022 par la ComUE Lyon-Saint-Étienne – qui sera accompagné en 2024 d'un SDVE propre à Lyon 3 –, l'établissement s'engage en faveur du bien-être, de l'accès aux droits, de la valorisation de l'engagement et d'une meilleure participation des étudiants à la vie universitaire.

L'Université poursuit ainsi ses efforts, déjà salués dans la dernière évaluation HCERES qui soulignait des avancées notables des services aux étudiants. Elle prend aussi pleinement en compte les recommandations qui lui ont été adressées, notamment celle d'associer plus étroitement les étudiants à la gouvernance et à la stratégie des différents services.

Plusieurs actions ont été entreprises depuis 2021, dont les plus structurantes concernent :

- La création/réhabilitation d'espaces de vie et d'études innovants et adaptés aux besoins des usagers. Deux principaux espaces sur le campus de la Manufacture des Tabacs sont concernés :

- Un tiers-lieu de 900 m².
- Un bureau d'accompagnement au service des étudiants (BASE).

- La lutte contre toutes les précarités : épicerie sociale et solidaire (2022), distributeurs de protections périodiques (2021, densifiés en 2023) et de produits d'hygiène gratuits (2023), accroissement de la capacité de prêt d'ordinateurs portables aux étudiants dans le cadre d'une politique responsable de réemploi des matériels informatiques professionnels (2024).

Au-delà du développement de ces lieux de vie et eu égard à l'importance croissante des enjeux liés à la santé étudiante, une réflexion a été engagée en vue d'offrir un service de santé plus complet aux étudiants, parallèlement à l'évolution statutaire du service de santé étudiante (SSE) opérée fin 2023. Cela pourrait passer par le déménagement de l'actuel SSE, situé sur le site de la Manufacture, dans des locaux existants ou à acquérir.

L'Université Lyon 3 s'est engagée à promouvoir l'accessibilité comme pilier de sa politique institutionnelle, comme en témoigne l'Axe 4 du Projet d'établissement 2021-2026. En suivant la trajectoire tracée par le troisième engagement de la récente Conférence Nationale du Handicap, l'Université aspire à devenir un modèle démonstratif en matière d'accessibilité et d'inclusion. Pour concrétiser cet objectif, l'établissement a adopté, en janvier 2023, un nouveau Schéma Directeur Handicap, énonçant 65 actions précises, réparties en 4 axes : la réussite des étudiants en situation de handicap ; les politiques de ressources humaines à l'égard des personnels en situation de handicap ; l'accessibilité des environnements physiques et numériques ; la sensibilisation au handicap et à l'inclusion. À ce jour, 60% des actions projetées sont déjà réalisées, dans chacun de ces quatre champs. Sur le plan du bâti, dans le cadre d'un Agenda d'Accessibilité Programmé 2016-2022, de nombreux travaux ont déjà été réalisés afin d'améliorer l'accessibilité des locaux universitaires aux personnes en situation de handicap.

Trois axes de travail sont à mettre en œuvre pour les années à venir :

- Entretien de l'existant : Les équipements mis en place dans le cadre de l'Ad'AP commencent à présenter des défauts ou sont dégradés. Un système de priorisation de l'entretien des équipements d'accessibilité a été mis en place (action n°35 du SDH) et cet effort doit être poursuivi avec constance,

- Développement de l'existant : Améliorer l'accès au site de la Manufacture (action n° 30 du SDH) ; Remplacement des appareils d'interphonie par des systèmes de visiophonie aux entrées qui n'en sont pas pourvues (action 31 du SDH) ; Remplacement des boucles à induction magnétiques des amphithéâtres (32) ; Mise en accessibilité du Bâtiment Chevreul dans le cadre de sa rénovation (36),

- Création de nouveaux espaces pour accueillir les personnes en situation de handicap : sont notamment visés les espaces dévolus au Pôle Handicap Étudiant (PHE) et au Service de Santé Étudiante. Le nombre d'étudiants en situation de handicap accueillis au sein de l'Université ne cesse d'augmenter (durant les 5 dernières années, le nombre d'étudiants suivis par le PHE a augmenté d'environ 60%). Les situations de handicap, aussi, changent et se diversifient. Les besoins d'accessibilité ne concernent plus seulement les handicaps physiques, mais doivent aussi tenir compte des handicaps cognitifs et psychiques, ou de l'accroissement des troubles neuro-développementaux. À cette fin, outre de nécessaires projets d'agrandissement, il faudra aussi étudier les possibilités de prévoir des salles de repas et des salles de repos, particulièrement essentielles, par exemple pour les étudiants avec trouble du spectre autistique.

1.3.4 Transition énergétique

L'Université Lyon 3 a fait de la transition écologique une priorité politique, inscrite au cœur de son Projet d'établissement 2021-2026 comme du Contrat quinquennal 2022-2026. Les actions entreprises dès la

publication du rapport Jouzel ont permis d'identifier les nombreuses ressources internes disponibles, notamment en termes de formations existantes (une quarantaine de formations de master en humanités environnementales) mais ont également conduit l'Université à mettre rapidement en œuvre une structuration institutionnelle efficiente. L'acculturation au développement soutenable se déploie en effet en transversalité à l'échelle de l'établissement et selon une approche globale, qui s'est précisée en 2023 à l'occasion d'un « Plan Ambition Transition Écologique 2025 » financé par l'Université à hauteur de 3,5 M€ et structuré en 4 axes : « Se structurer pour agir » ; « Former étudiants et personnels » ; « Usages responsables » ; « Espaces de vie ».

De la première des quatre orientations découlent les suivantes. Afin de mettre en œuvre la formation, en formation initiale comme en formation continue, et en relation directe avec les composantes, l'Université s'est ainsi dotée dès 2022 d'une École Universitaire de la Transition Écologique (EUTRE). Elle assure la coordination des enseignements existants, conduit le renforcement de l'offre de formation (création d'un master en philosophie Transition écologique et d'un D.U. grands enjeux de la TE en FC) et pilote également au sein du Collège des hautes études de Lyon Saint-Étienne (Lyon 3, Centrale Lyon, SciencesPo Lyon, EMLyon, ENS Lyon, CNSMD, VetagroSup, Les Mines) la création d'une formation continue à destination des cadres de haut niveau sur les grands enjeux environnementaux (ouverture 2025).

Un Service commun de la Transition Écologique, également créé en 2022, assume quant à lui la mise en œuvre d'une démarche qualité visant à l'amélioration continue des actions pour la performance environnementale de l'Université. La mobilisation de l'ensemble des acteurs, au sein de l'Université, a ainsi permis le dépôt fin 2023 d'un dossier de candidature au label DD&RS en cours d'évaluation.

Cette priorité de l'établissement est décrite au point 1.5.

1.4 Organisation des espaces de travail

Dans le cadre du plan QVCT qui sera adopté en septembre 2024 pour une période de 4 ans (2024 - 2027), la réflexion en lien avec l'immobilier portera sur les deux axes suivants :

- Axe 2 : développer la prévention en santé au travail, ce qui va nécessiter d'étudier la disponibilité de certains locaux pour leur aménagement en espaces de repos et de détente,
- Axe 4 : construire un environnement de travail durable et responsable qui implique :
  - de réaliser une enquête sur l'utilisation et les besoins de locaux administratifs et techniques,
  - d'adapter les locaux et l'organisation du travail aux évolutions climatiques,
  - d'améliorer la végétation et la biodiversité,
  - de déployer un plan de mobilité.

C'est ainsi une réflexion large sur les espaces de travail qui est engagée, pour tenir compte des besoins des personnels de disposer d'un environnement de travail confortable adapté aux besoins fonctionnels des différents métiers exercés, tout en répondant aux évolutions qui touchent aux nouvelles modalités d'organisation du travail (individuel et collectif) à l'université. Le développement du recours au télétravail est un exemple, autant qu'un défi, pour l'établissement : de plus en plus d'agents BIATS ont ainsi recours au télétravail, de façon ponctuelle ou régulière, ce qui doit permettre d'étudier, dans le cadre du dialogue social avec les personnels et leurs représentant, de nouvelles solutions quant à la gestion des espaces de travail.

La partie diagnostic montre que l'Université Lyon 3 ne dispose pas de marge sur ses espaces de bureaux, en-dessous du seuil national. Il s'agit donc de repenser les espaces en profondeur pour intégrer des espaces de travail individuels et collectifs, dans la philosophie de la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'État (circulaire du 8 février 2023).

Également, des investissements importants sont réalisés depuis 2023 sur l'optimisation des infrastructures numériques (voir *supra*), afin d'améliorer les conditions matérielles de travail, par exemple en matière de wifi, favorisant le nomadisme entre les sites et les différents espaces de travail au sein de l'université.

1.5 Stratégie de performance environnementale

L'Université s'inscrit dans une trajectoire forte de réponse aux enjeux de la transition environnementale, tant sur les volets énergétiques, environnementaux que sociaux. Les schémas directeur énergie (automne 2024) et de développement durable et responsabilité sociétale et environnementale (hiver 2024) détailleront les objectifs que se fixe l'Université et les moyens pour les atteindre. La stratégie sur le volet énergétique précisera notamment les éléments suivants :

- trajectoire décret tertiaire – *décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire,* décret pris pour l'application de *l'article 175 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 (loi ELAN),*
- application du décret BACS (20 juillet 2020) pour *« Building Automation & Control Systems »* qui détermine les moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction de consommation fixées par le décret tertiaire[3].

Au-delà du volet énergétique déjà fortement pris en charge, le schéma pluriannuel se saisit des enjeux environnementaux. À partir d'un état des lieux de la situation actuelle des sites de l'Université, le cadrage vise à définir des modalités d'action pour améliorer la qualité de vie dans les espaces extérieurs et intérieurs, développer la végétation et la biodiversité, et réduire la quantité d'eau pluviale versée directement dans le réseau métropolitain. Un objectif majeur est aussi de penser chaque aménagement nouveau en fonction de ce qu'il pourra apporter en matière d'adaptation aux grandes chaleurs de plus en plus fréquentes. Si une mise en œuvre complète d'un jour à l'autre de ce changement n'est pas envisageable, il est important de se saisir de chaque occasion de projet d'aménagement architectural ou d'espace extérieur pour progressivement améliorer la situation héritée, fruit d'une recherche constante de facilité et de moindre contrainte, avec les résultats que l'on connaît. L'objectif de ce cadrage est de constituer un référentiel, de donner les éclairages nécessaires pour agir en améliorant.

1.5.1 De l'enjeu de réduire la consommation d'énergie du chauffage à celui de faire baisser les températures en période chaude

Le retour d'expérience sur les bâtiments universitaires récemment construits ou réhabilités laisse clairement apparaître que la préoccupation dominante du point de vue thermique, bien encadrée par la réglementation en vigueur, était de réduire la dépense d'énergie pour le chauffage en période hivernale. Les solutions architecturales adoptées pour répondre à cette exigence ont conduit à d'une part des espaces intérieurs peu ventilés, d'où l'évacuation de l'air surchauffé est donc difficile ; d'autre part à favoriser les gains de chaleur par ensoleillement, ce à quoi a contribué aussi l'esthétique contemporaine des bâtiments, priorisant les surfaces unies sans aspérité et sans ombre. Des gains importants ont certes été faits sur les besoins en énergie nécessaire pour le chauffage, ce qui est une très bonne chose, mais sans qu'aient été prévus de dispositifs en vue de répondre aux grandes chaleurs. Cette situation rend les espaces de travail derrière les façades exposées au soleil, principalement au sud et à l'ouest, très pénibles voire intenables, et le recours à la climatisation nécessaire, ce qui est bien sûr dommageable du point de vue de l'énergie et contribue au

[3] Cette norme impose de mettre en place un système d'automatisation et de contrôle des bâtiments, d'ici le 1er janvier 2025 à minima. Elle concerne tous les bâtiments tertiaires non résidentiels, pour lesquels le système de chauffage ou de climatisation, combiné ou non à un système de ventilation, a une puissance nominale supérieure à 290 kW. Pour les installations d'une puissance nominale supérieure à 70 kW, cette exigence devra être respectée d'ici le 1er janvier 2027.

réchauffement extérieur local. La climatisation est donc en principe à éviter, sauf dans les cas où la correction des espaces architecturaux hérités est trop complexe pour arriver, à un coût raisonnable, à un résultat comparable.

1.5.2 L'enjeu nouveau de la biodiversité

Les pratiques architecturales passées ont massivement privilégié l'aspect pratique des aménagements, en généralisant les revêtements minéraux pour les espaces extérieurs, en évitant les plantations en façade, en évitant aussi les végétaux à même de produire trop de feuilles. L'objectif pratique était ici de réduire les coûts d'entretien et d'éventuelles nuisances. Le niveau de biodiversité des sites universitaires de l'Université est extrêmement faible, avec un coefficient de biotope (proportion de surface en végétation) également très faible. L'enjeu pour une Université est multiple : favoriser l'amélioration de la biodiversité autant que possible (nombre d'espèces présentes, remplacement des plantes exogènes par des plantes locales, etc.), montrer par l'exemple la voie à suivre aux étudiants et personnels, améliorer les conditions de vie dans les espaces universitaires, articuler biodiversité végétale et lutte contre les grandes chaleurs, conservation de l'eau et qualité de vie au travail.

1.5.3 L'enjeu nouveau de la conservation de l'eau

La pratique en matière de gestion de l'eau pluviale a été jusque très récemment – et tous les bâtiments de l'Université ont été ainsi conçus – de rassembler les eaux pluviales dans le réseau unitaire des eaux usées. Du fait de la saturation du réseau public en période de fortes précipitations les réseaux sont désormais séparés. Il faut bien sûr du temps pour modifier les réseaux d'une ville entière pour atteindre cet objectif de séparation, d'autant plus que les eaux de chaque bâtiment doivent être progressivement ainsi séparées.

Un premier objectif est, à l'occasion des travaux sur les bâtiments de l'Université, d'expertiser la faisabilité de mettre en œuvre cette séparation, en attendant que le réseau public auquel les évacuations de Lyon 3 sont raccordées permette lui-aussi cette séparation. Les sécheresses de plus en plus fréquentes sont favorisées par l'artificialisation des sols qui les rend en proportion de plus en plus étanches. L'eau n'est plus conservée sur place, s'écoule plus vite, ce qui d'une part contribue à des inondations soudaines, et d'autre part manque à l'humidité et à la végétation locale. Il s'agit donc d'infiltrer une partie des eaux pluviales dans le sous-sol, de façon à ce qu'elle contribue à la bonne santé de la nappe phréatique, et en retour à un taux d'humidité des sols favorisant la végétation locale.

1.5.4 Les objectifs

a) *Améliorer le confort des personnes*

Par l'ombre apportée en période de chaleur et par le bien-être ressenti, le confort thermique sera aussi recherché au travers de dispositifs adaptés faisant écran au soleil comme des persiennes ou écrans extérieurs, l'augmentation de l'albédo des surfaces exposées au soleil par un revêtement clair (peinture blanche ou autre), ou des dispositifs intérieurs comme des rideaux, voire la climatisation lorsque c'est la seule solution possible.

b) *Améliorer le climat à l'échelle de la personne et des sites universitaires*

L'amélioration du climat est un enjeu majeur dans une période où les sur-chaleurs deviennent de plus en plus fréquentes et ont des conséquences pour les personnes qui commencent à être mesurables (nombre de malaises du fait de la chaleur). L'amélioration locale du climat est une résultante bien connue du remplacement de surfaces bitumées ou imperméables par des espaces végétalisés ou même des surfaces poreuses. Les sols bétonnés ou bitumés sont en effet des accumulateurs de chaleur très efficaces. Les

surfaces bitumées des espaces de stationnement, eux-mêmes à réduire autant que possible dans une logique de renforcement des mobilités douces, seront pour partie remplacées par des dispositifs poreux et arrosées à partir d'eau pluviale conservée sur place.

Cette amélioration (en complément du plan de sobriété) doit aussi concerner les façades les plus exposées des bâtiments, derrière lesquelles les conditions de travail tendent à devenir parfois insupportables, particulièrement la façade sud de l'IUT, et à la Manufacture la façade sud de la BU et celle des bâtiments en retrait de l'avenue des Frères-Lumière.

c) *Améliorer la biodiversité à commencer par la végétation*

Le potentiel des sites de l'Université peut être développé et ne doit pas être négligé (trame verte à l'échelle de la ville). La diversion d'une partie de l'eau des toitures peut grandement favoriser ce développement. La suppression de surfaces bitumées en pied de certaines façades permettrait d'y planter des espèces grimpantes rafraîchissant les façades et apportant un agrément visuel.

1.5.5 Le plan d'actions

Ce cadrage des actions d'aménagement des espaces extérieurs (principalement) de l'Université s'appuie sur une connaissance de l'état des lieux. Cet état des lieux a été conduit sous plusieurs formes :

- Une étude de la biodiversité sur les 5 sites universitaires : faune, flore, espaces dédiés. Cette étude a été conduite par une association (Horizon d'Ailes). Cette étude, outre un bilan, propose une pédagogie sur les sites (site web, panneaux, visites…) et des modalités concrètes d'aménagement.
- Une cartographie des réseaux (eau potable, eau usée, électricité…) présents dans les espaces extérieurs sous le revêtement aussi sur les 5 sites de l'Université, permet d'agir en connaissant les contraintes du sous-sol.
- Un repérage des espaces susceptibles d'être débitumés ou dégagés de leur couverture minérale pour y faire des plantations, en plus des espaces déjà en végétation. Ce repérage, effectué de façon préliminaire, implique d'être croisé avec l'emplacement des réseaux et des contraintes comme celle de l'accès aux véhicules des pompiers.
- Une étude de faisabilité technique :
    - de la découverture des espaces identifiés. Cette étude doit inclure une analyse des sols, du point de vue de leur niveau de perméabilité en dessous du revêtement qui sera enlevé, de la végétation qu'ils peuvent recevoir, et de leur niveau de pollution éventuel,
    - Elle doit aussi concerner les façades sur lesquelles il est possible et/ou souhaitable de faire croître de la végétation,
    - Elle déterminera la quantité d'eau concernée, reçue par les toitures et utilisée pour la végétation, de même que, avec les espaces découverts, la quantité totale d'eau non rejetée dans le réseau public, en fonction de la perméabilité des sols.

Ces principes d'action sont à décliner dans les programmes immobiliers de l'Université, bâtiments à réhabiliter thermiquement comme le bâtiment rue Chevreul et à terme la Manufacture des Tabacs, espaces extérieurs à réaménager comme prochainement les cours Athéna et au 15 quai Claude-Bernard. Ils se déclinent en plusieurs éléments :

- Découvrir autant que possible des espaces artificialisés pour y développer des végétaux et les rendre poreux dans le cas des espaces de stationnement.

- Traiter les façades les plus exposées par des dispositifs architecturaux appropriés. La façade de la BU avait été dotée lors de la construction du bâtiment d'un système de stores au déploiement automatique, qui s'est avéré très fragile au vent. Les solutions au traitement de ces façades feront l'objet d'une étude technique particulière.
- Développer une gestion de l'eau différente par des espaces perméables et la captation d'une partie de l'eau des toitures pour une infiltration directe dans la nappe en sous-sol,
- Créer un jardin partagé sur le site Athéna au 7 rue Chevreul, en lien avec des associations étudiantes.

Les enjeux déclinés *supra* ne sont pas sans conséquence sur d'autres aspects de la gestion des espaces sur les sites universitaires, qui impliqueront :

- La réduction des espaces dédiés au stationnement des véhicules. Cet arbitrage pourra s'appuyer sur le plan de mobilité réalisé en 2024. Dans un contexte de forte incitation à utiliser les transports en commun et les modes doux, l'Université souhaite encourager une évolution positive des comportements.

De façon générale, ce cadre d'action entre dans la politique encouragée par l'État (circulaire Services Publics Écoresponsables de novembre 2023), le MESR et le référentiel DD&RSE (Axe stratégique 4.3) dont la prise en compte devient progressivement discriminante pour les établissements de l'enseignement supérieur. Il s'agit donc d'un enjeu stratégique pour l'Université. De telles actions menées sur des sites très minéraux, avec un coefficient de biotope très bas pourraient comporter un aspect exemplaire. Peu d'exemples existent d'une telle action concernent à ce jour ce type de site, selon la cellule « Ville perméable » de la Métropole de Lyon.

Ces actions entrent dans le cadre de celles menées par la Ville de Lyon « Lyon décarbonée 2030 », et de la Métropole, notamment au travers de sa cellule « Ville perméable » (créée à l'automne 2022). La Métropole de Lyon vise à désimperméabiliser 400 ha d'ici 2030, et à végétaliser massivement ces espaces.

1.6 Stratégie de gestion des risques

Pour la Manufacture des Tabacs, les préconisations issues du diagnostic de sûreté sont :

- mettre en place une étude pour la gestion des flux (étudiants, administratifs, enseignants et véhicules sur site) et mettre en place des cheminements distincts,
- installer à chaque point d'entrée sur le site de la vidéo-surveillance, ainsi que du contrôle d'ouverture de porte afin de garantir la bonne sécurité de la périphérie. Cette remarque vaut aussi pour toutes les portes donnant directement dans les bâtiments,
- sécuriser les abords : trottoirs, dispositifs anti-voitures bélier,
- renforcer les fenêtres donnant sur la voie mode doux,
- généraliser la mise en fonction d'un contrôle d'accès sur la totalité des sites, celui-ci est déjà largement répandu en priorité sur la ceinture périphérique des bâtiments.

Ces mesures seront complétées par les mesures suivantes :

- augmentation du nombre de caméras sur l'ensemble des sites,
- renforcement du parc de sirènes sur 5 ans pour l'ensemble des sites.

En ce qui concerne le risque du travail isolé :

- Mise en place de boutons d'alerte individuel auprès des accueils,
- Mise en place d'appareils de perte de verticalité (PTI) pour les travailleurs isolés.

L'établissement poursuit le déploiement du contrôle d'accès avec une approche rationnelle. Il ne s'agit pas d'équiper l'ensemble des portes des bâtiments mais d'opérer selon les deux axes suivants :

- Sûreté des locaux,
- Optimisation de la gestion des moyens d'accès.

La politique de contrôle d'accès est réévaluée chaque année : bilan des réalisations, priorisation des besoins et programmation du déploiement, revue des habilitations, respect de la confidentialité des données.

1.7 Exploitation maintenance (dont biens en multi-occupation)

La Direction de l'Immobilier et de la Logistique opère avec une approche multi-niveau :

- Exploitation courante,
- Maintenance et entretien,
- Préservation des équipements et installations.

Le premier niveau de l'exploitation est fondamental puisqu'il assure le bon fonctionnement au quotidien des installations et engage les premiers leviers de l'optimisation énergétique avec un pilotage maîtrisé et détaillé de la gestion technique centralisée. Le second niveau, embarquant la maintenance périodique des installations, assure la tenue des installations dans le temps dans un fonctionnement optimal à moindre coût. En cas de panne, l'indicateur de performance se mesure au temps d'immobilisation de l'installation. Enfin le troisième niveau garantit le renouvellement des installations en fonction de leur cycle de vie pour le maintien d'un service continu. Ceci est important dans notre établissement : la tension d'usage sur les locaux impose des bâtiments fonctionnels et disponibles tout au long de l'année.

Dans le cas de bâtiments en multi-occupation, les comptages nécessaires sont installés afin de maîtriser les consommations énergétiques.

2. STRATEGIE PATRIMONIALE

2.1 Objectifs et exposé de la stratégie patrimoniale

La stratégie patrimoniale se concentre notamment sur les sujets développés dans le § 2.2 autour des besoins en :

- Formation continue,
- Pédagogie numérique,
- Qualité de vie universitaire : santé, culture et sport,
- Documentation.

Ces objectifs imposent soit de développer les infrastructures existantes, soit de trouver de nouvelles surfaces dédiées aux usages manquants ou déficitaires.

2.2 Présentation des scénarios étudiés

L'annexe 4 de ce SPSI fait la synthèse des besoins tant sur le volet stratégie patrimoniale que sur la stratégie d'intervention.

2.2.1 Besoin en surfaces spécifiques à usage d'enseignement

La demande de locaux pour la formation continue couvre un large spectre de dispositifs formatifs allant des formations non diplômantes, courtes ou longues, aux diplômes nationaux et universitaires, en passant par des conférences et séminaires spécialisés. Ces différentes formations mobilisent des méthodes pédagogiques variées, qui font de plus en plus la part belle à l'apprentissage collaboratif. Elles requièrent par conséquent des espaces modulables qui peuvent être reconfigurés rapidement pour différents formats de travail, comme le travail individuel (boxes individuels), le travail en petits groupes, les sessions plénières ou les activités interactives. Un équipement systématique en matériel de visio-conférence et de connectivité haut débit est également à prévoir afin de permettre les interventions à distance de conférenciers ou d'étudiants.

2.2.2 Stratégie et pédagogie numérique

L'Université Jean Moulin s'engage dans un plan triennal ambitieux de 10 millions d'euros en faveur du numérique. Ce programme vise à améliorer la qualité des services numériques offerts aux étudiants, aux enseignants-chercheurs et aux personnels de l'établissement. Le Plan Ambition Numérique repose sur 4 piliers principaux : la sécurité, la simplicité, l'accessibilité et la durabilité.

a) *Sécurité*

L'Université souhaite renforcer ses infrastructures afin d'assurer la continuité d'un service numérique, elle-même indispensable à la continuité du service public. Les investissements consisteront en la création d'un nouveau data centre aux normes actuelles et conforme à l'état de l'art, afin de sauvegarder l'ensemble de nos applications et de nos données, et de permettre une reprise de nos activités en cas d'incident. Il s'agit ainsi de consolider un écosystème numérique robuste.

b) *Simplicité*

La simplification des dispositifs est un impératif pour engager l'établissement dans une logique « usager ». Cette ambition verra la création d'un guichet unique pour la maintenance des divers équipements qui y contribuera grandement, de même que le travail déjà entrepris et qui va monter en puissance, de dématérialisation et donc de simplification des tâches les plus chronophages pour les services, les secrétariats, les scolarités, les enseignants.

c) *Accessibilité*

L'Université ambitionne de lancer une refonte complète des réseaux, filaire et Wi-Fi, afin d'assurer une qualité optimale de connexion à tous les usagers d'Internet. Le numérique doit donc être accessible : mais il rend accessible, aussi dans sa diversité, « l'environnement » de l'étudiant, comme se le proposent notamment les actions que nous déployons au titre du Démonstrateur *Include*, dont certaines déclinent notre Schéma directeur Handicap. Notre établissement va par exemple faciliter le déplacement de toutes et de tous dans un espace qui peut parfois paraître labyrinthique : un *GPS-indoor*, permet déjà via un smartphone de nous orienter dans l'ensemble des étages et des couloirs de la Manufacture (2023) et des Quais (2024).

d) *Durabilité*

L'Université souhaite engager un changement de paradigme, en modifiant nos modalités d'achat et de traitement des matériels informatiques à l'échelle de tout l'établissement via la centralisation des achats, la mise à disposition d'un parc d'ordinateurs de remplacement, la création d'un pack numérique pour tous les

agents. Cette politique rationalisée permettra de travailler sur le cycle de vie des ordinateurs, de les reconfigurer après 5 ans et de les reconditionner, pour qu'ils aient droit à une seconde vie, sous la forme de prêts gratuits de longue durée à nos étudiants de la première année de licence jusqu'au doctorat.

Afin de nourrir ces 4 piliers, un ensemble cohérent d'actions pluriannuelles sont programmées.

Services numériques à la pédagogie

- Modernisation des équipements de "podcast" dans les amphithéâtres (Manufacture, Quais) : autonomiser les enseignants dans leurs pratiques de captation audiovisuelle,
- Déploiement de la solution "catchbox" dans les amphithéâtres (Manufacture, Quais) : prendre la parole en cours devient une activité ludique,
- Création d'un "skill lab" au 18 rue Chevreul, laboratoire de compétences dédié aux formations et aux certifications.

Services numériques à l'usager

- Mise en place d'un guichet unique du numérique incluant showroom et espace de stockage,
- Déploiement du *GPS-indoor* Evelity (Manufacture, Quais) : un radio guidage sans faille à l'intérieur de nos bâtiments,
- Construction d'un banc de déploiement de postes de travail (capacité de traitement de 50 postes en simultané) : favoriser la densification du parc de machines mis à disposition des usagers et maximiser la disponibilité des équipements,
- Déploiement d'armoires automatisées de prêt et retour d'équipements numériques (ordinateurs, caméras, etc.) : un service de prêt en autonomie, en continu et à la carte.

Audiovisuel et multimédia

- Renouvellement de l'ensemble des vidéoprojecteurs de l'établissement en technologie led/laser (Manufacture, Quais, Bourg-en-Bresse) : qualité de projection et sobriété énergétique,
- Primo équipement de vidéoprojecteurs en technologie led/laser dans les salles 118,119 et 200 – Manufacture,
- Déploiement d'une solution de webconférence dans la salle 410 – MILC,
- Déploiement d'une solution de webconférence à la Rotonde – Centre de la recherche Eugène Chevreul,
- Rénovation des équipements audiovisuels de la salle Caillemer – Palais de l'Université,
- Déploiement d'un écran de rappel et modernisation de la matrice audio-vidéo dans l'amphithéâtre Malraux – Manufacture.

Infrastructures support

- Rénovation intégrale du réseau de site Lyon 3 (Manufacture, Quais, Bourg-en-Bresse) : une couverture réseau optimale et sécurisée pour tous les usages et tous les usagers,
  - > 10.000 prises réseaux,
  - > 200 équipements de commutations,
  - > 700 bornes wifi en intérieur et extérieur,
- Construction d'un nouveau data centre au bâtiment Cavenne – Palais de l'Université,
- Rénovation et modernisation du date centre de la Manufacture,
- Réaménagement du local technique de l'IUT pour un hébergement *in situ* des équipements de sauvegarde du système d'information.

2.2.3 Qualité de vie universitaire

a) *Santé*

La santé des étudiants est un des axes majeurs de la stratégie nationale en matière de vie étudiante. La crise sanitaire a toutefois mis en lumière les limites des dispositifs existants, notamment en matière de besoin d'accès rapide à un accompagnement psychologique ou parfois plus simplement, d'une consultation en médecine générale ou gynécologique.
D'une logique préventive, le service de santé étudiants a développé une offre curative de moins en moins marginale, et de plus en plus attendue par les usagers, compte tenu des difficultés à accéder rapidement à l'offre de soin à Lyon, ce qui est particulièrement vrai pour les étudiants étrangers et les « expatriés » (saturation de la patientèle des médecins traitants).

Le Service de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SMPPS) de l'université, basé sur le campus de la Manufacture des Tabacs, est devenu Service Universitaire de Santé Etudiante (SSE), en application du décret n°2023-178. Les statuts du nouveau service commun universitaire en charge de la santé étudiante ont été approuvés par le conseil d'administration de l'université le 17 octobre 2023. Avec les nouveaux statuts du SSE, l'offre de santé va évoluer à terme. Il y aura un meilleur pilotage de la stratégie santé étudiante avec non seulement une offre de prévention et de soins adaptés mais également un suivi qui pourra s'inscrire dans le long terme.

Le SSE est ouvert à tous les étudiants de Lyon 3 et offre différentes prestations, toutes gratuites et accessibles sans carte vitale, notamment :

- Visites médicales,
- Aménagements d'études et d'examens,
- Avis médicaux, vaccinations, certificats de non contre-indication à la pratique du sport, certificats pour le CROUS, certificats de bonne santé (pour un travail, départ à l'étranger…), etc.,
- Consultations spécialisées : diététique, psychiatrie, psychologie, gynécologie, sevrage tabagique, médecine du sport,
- Séances de gestion du stress,
- Service infirmier pour assurer les premiers soins et les urgences.

L'objectif de ce service est d'améliorer les conditions de vie étudiante et d'organiser une protection médicale pour tous les étudiants. Les infirmières sont à l'écoute et accueille les étudiants sans rendez-vous pour tout problème de santé entrant dans leur champ de compétences. Sont ainsi régulièrement organisés des ateliers santé sur le sommeil, le stress, les premiers soins, la relaxation, etc. En charge de la mise en œuvre de la politique de prévention et d'éducation à la santé en faveur des étudiants inscrits à l'université, le SSE organise également des actions de prévention et de promotion de la santé tout au long de l'année universitaire sur des thématiques diverses telles que la sexualité et les IST, les drogues et dépendances, la nutrition, l'activité physique, la santé mentale, etc.

Le service contribue au dispositif d'accompagnement et d'intégration des étudiants en situation de handicap, en lien avec le Pôle Handicap de l'Université (évaluation, suivi, délivrance de certificats pour l'aménagement des conditions d'examens et d'études). Les actions menées par ce pôle en faveur des étudiants en situation de handicap sont réalisées tout au long de leur parcours universitaire :

- en amont de leur entrée à l'université, par la diffusion d'informations à destination des lycéens en situation de handicap, la réalisation de fiches de liaison entre le secondaire et le supérieur,

- lors de leur accueil à l'université, via un rendez-vous avec l'équipe plurielle, la mise à disposition d'un espace multi-services d'aide à la vie quotidienne, l'accès aux ressources du Pôle Handicap,
- une présence tout au long de leur cursus, avec des aides pédagogiques, des facilités pour l'accessibilité au bâti,
- lors de leur préparation à l'insertion professionnelle.

Le SSE participe à la cellule de veille sanitaire en cas de maladie transmissible en collectivité, organise des cellules d'écoute médico-psychologique en cas de besoin et travaille en réseau avec les partenaires internes et externes à l'Université.

Pendant la pandémie, ce service a joué un rôle majeur dans l'accompagnement des étudiants en situation de détresse psychologique. Plusieurs dispositifs ont été mis en place pour apporter dans le contexte particulier de la crise sanitaire soutien psychologique et conseils santé/prise en charge médicale aux étudiants. Le SMPPS a travaillé sur ces questions avec l'ensemble des établissements du site mais également avec les structures dédiées, notamment le Centre de Prévention du Suicide – CPS du Vinatier. Notre établissement s'est également saisi des moyens mis en place par l'État pour mieux accompagner nos étudiants (recrutement de psychologue, dispositif "Santé Psy Etudiants").

Le nombre de visites a augmenté de façon très significative ces dernières années (+ 50% entre 2018 et 2023, rattrapant ainsi une partie du retard par rapport à la référence nationale, calculée sur la base du nombre moyen de consultations réalisées par étudiant inscrit). Les moyens alloués par l'Université dans le cadre d'une politique volontariste, dès 2021, et renforcés par un accompagnement de l'État à compter de l'année 2023-2024 (dans la continuité du « Ségur de la santé ») n'y sont pas étrangers.

		2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Dépenses Santé		**231 412 €**	**248 027 €**	**243 366 €**	**352 258 €**	**421 862 €**
Nombre total Visites & consultations Etudiants		3 337	3 236	3 692	4 169	4 978
Nb total d'étudiants en formation initiale		24 124	22 816	22 407	22 353	21 807
Nb de visites pour 100 étudiants		14%	14%	16%	19%	23%
	Ref. Nationales	*26%*	*35%*	*32%*	*35%*	
Nombre d'étudiants différents avec au moins 1 visite				**2 171**	**1 991**	**1 982**
% d'étudiants avec au moins 1 visite				10%	9%	9%

Activité du SSE entre 2018 et 2023 (source : RAP 2023 de l'université Jean Moulin Lyon 3)

Le SSE dispose de locaux qui ne sont plus adaptés à son activité, ni en termes d'usage (matériel, accessibilité PMR, etc.) ni en termes de fréquentation. Une réflexion a ainsi été engagée en 2024 pour évaluer les besoins actuels, et à venir, du SSE. Si certains aménagements des locaux actuels sont possibles, la solution idéale paraît toutefois nécessiter d'identifier de nouvelles surfaces, qui pourraient être à l'extérieur du bâtiment principal de la Manufacture des Tabacs, notamment dans le cadre d'un projet d'acquisition qui, s'il semble complexe, est bien à l'étude.

Un nouveau centre interuniversitaire de santé mentale doit prochainement voir le jour à Lyon, coordonné par la ComUE de Lyon Saint-Étienne. Son ouverture aura cependant une incidence limitée sur la fréquentation du SSE de l'université Lyon 3, nombre de consultations psychologiques ayant déjà lieu hors les murs.

Par ailleurs, l'université, employeur de plus de 1300 agents permanents, a également des obligations en matière de santé de ses personnels, et poursuit des objectifs de qualité de vie au travail et d'amélioration des conditions de travail. Cette stratégie passe par un rapprochement fonctionnel des professionnels de santé (médecin de prévention) et sociaux (assistante sociale) et le recrutement récent d'un psychologue du travail à temps plein. Ce rapprochement pourrait être concrétisé structurellement par la création d'un pôle médico-social, en lien avec la nouvelle Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS), le réseau des assistants de prévention (animé par le conseiller de prévention de l'établissement) et la chargée de qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) dans le cadre d'un plan quadriennal propre à l'université qui sera adopté en 2024. Une unité spatiale contribuerait à la visibilité et à l'accessibilité du pôle, et ainsi à son efficacité.

b) *Culture*

Comme le prévoient les textes réglementaires (article L 123-6 du code de l'Éducation et décret du 13 septembre 2018 sur l'action culturelle et artistique, la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle), conduire une politique en matière culturelle est l'une des missions de l'Université : elle consiste à encourager la pratique artistique des étudiants ; à favoriser l'accès à la culture des étudiants et des personnels en proposant une programmation culturelle au sein de l'établissement ; à entretenir et à valoriser le patrimoine artistique de l'université ; à renforcer les échanges entre l'Université et son territoire.

Depuis trois ans, un effort particulier a été fait pour développer la pratique artistique sur les trois sites de l'université : outre une offre toujours importante et variée au plan disciplinaire sur le site de la Manufacture des Tabacs, qui accueille le plus grand nombre d'étudiants, des ateliers ont été ouverts sur le site des quais, et une offre conséquente est désormais proposée également sur le site de Bourg-en-Bresse. Ces ateliers font l'objet d'une bonification pour l'ensemble des étudiants, quelle que soit leur composante, en sorte que cet investissement dans la vie de campus est reconnu aussi comme un élément d'implication dans les études et un facteur de réussite. Les restitutions des ateliers, à chaque fin de semestre, contribuent à valoriser cette pratique. Depuis trois ans, le festival international de théâtre universitaire Meraki, qui se déroule en partenariat avec les plus grandes scènes lyonnaises (TNP, TNG, Théâtre du Point du Jour, etc.) et qui accueille des troupes étudiantes étrangères, donne un rayonnement très important à ces productions étudiantes.

La politique culturelle de l'Université est une politique concertée : depuis 2021, la Commission Culture réunit des représentants étudiants, des acteurs de la culture de l'établissement (Service des affaires culturelles, Service de l'Action Culturelle et Sociale, Mission culture des Bibliothèques universitaires), des principaux services partenaires (DIL, DRED, Service des Relations Internationales, etc.) ainsi que des enseignants de l'ensemble des composantes : la commission élabore ainsi des projets conçus à l'échelle de l'établissement, pensés au plus près des autres missions de l'université – notamment la formation et la recherche – et participant pleinement de la réussite étudiante, les projets culturels entrant en résonance avec les autres aspects de la vie des étudiants et contribuant à leur conférer du sens.

L'un des axes forts de la politique de l'Université est de contribuer à faciliter l'accès de tous à la culture afin de lutter contre la précarité subie notamment par nombre d'étudiants : cela passe par une programmation culturelle ambitieuse, gratuite et ouverte à tous – étudiants, personnels et publics extérieurs : un spectacle de la Biennale de la Danse a ainsi eu lieu à la Manufacture des Tabacs lors de l'édition de 2023 ; l'Université accueillera l'une des artistes programmées à la Biennale d'Art contemporain à l'automne 2024. Des concerts organisés en partenariat avec le CNSMD, des manifestations dans l'espace d'exposition de la Bibliothèque de la Manufacture des Tabacs ou dans la mezzanine de la BU des quais font également partie de cette politique

visant à améliorer la qualité de la vie universitaire et la cohésion de la communauté universitaire. Cet accès à l'art passe également à Lyon 3 – c'est l'une des particularités de l'établissement – par la présence d'œuvres d'art sur les sites de l'université, qui compte notamment dans ses collections des œuvres d'artistes reconnus comme Buraglio ou Vasarelli. Le recensement, l'entretien et la valorisation de ce patrimoine artistique font l'objet d'une attention particulière de la DIL, du Service des affaires culturelles et des Bibliothèques Universitaires.

Cette politique d'accès à la culture passe également par une politique de partenariats ambitieuse – avec nombre d'institutions muséales, théâtrales notamment – politique qui contribue au rayonnement de l'Université et participe à la diversification des pratiques culturelles des étudiants : la communication entre pairs, assurée par une équipe étudiante recrutée chaque année par le service des affaires culturelles, et chargée notamment de faire connaître l'offre culturelle du site, contribue à renforcer ces échanges entre l'Université et son territoire, et au rayonnement de l'établissement. L'ouverture récente d'un lieu d'information sur le site des quais, équivalent au « Point Culture » du site de la Manufacture des Tabacs, permet de renforcer cet aspect de la mission.

Comme toutes les activités de l'université, l'un des freins rencontrés par les missions culturelles concerne l'absence de locaux disponibles et le peu de surfaces dédiées. L'ouverture récente d'un lieu d'information sur les quais, la création prochaine d'un espace de répétition dans l'avant-corps sont des avancées importantes. Une mise à niveau des équipements de la salle d'exposition de la Bibliothèque Universitaire (remplacement des éclairages, changement des écrans, tables tactiles, mobilier mobile permettant des usages multiples de cette salle) apparaît nécessaire à court terme. Dans la perspective de l'acquisition de locaux envisagée dans le présent schéma pluriannuel, l'aménagement de lieux dédiés à la pratique artistique (salles sans mobilier fixe, offrant la possibilité de stocker un matériel léger, proches d'un point d'eau pour ce qui concerne les ateliers d'arts plastique) serait un progrès majeur. Le rénovation de l'auditorium Malraux, qui accueille les manifestations de prestige de l'Université, sera engagée dans le cadre de ce schéma pluriannuel.

c) *Équipements sportifs*

Le nombre d'étudiants s'inscrivant au service des sports évolue avec la même tendance que les effectifs globaux. La reprise après le contexte sanitaire covid ne s'est pas faite immédiatement en nombre d'inscriptions. Nous notons cependant une plus forte hausse pour l'année universitaire en cours (+ 700 étudiants par rapport à l'année précédente). La moyenne hebdomadaire d'étudiants inscrits en cours est cependant remontée à la période avant covid : le taux de fréquentation a augmenté, passant de 2 600 à 3 200 environ par semaine.

	1998-1999	2011-2012	2013-2014	2017-2018	2020-2021 Covid	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Nombre d'étudiants inscrits en sport	5 864	8 010	9 883	10 000	6 832	7 163	7 145	7 804
Nombre d'heures d'enseignement	5 815	6 000	6 000	6 884	7 515	7 515	7 555	7 630

Tableau de l'évolution des inscriptions en sport – Université Jean Moulin Lyon 3

Les installations sportives existantes sont les suivantes :

- Dans la Manufacture des Tabacs : 4 salles situées à la Manufacture (salle de musculation, salle bien-être en lieu et place de la salle de tir, salle de combat, salle de danse).

- Halle des sports Vivier Merle :
  - Passage de 14 heures (2017-2018) à 24 heures en 2018 acté auprès de la Ville de Lyon, gestionnaire de l'ouvrage,
  - Très difficile voire impossible d'obtenir d'autres créneaux (scolaires et associations diverses).
- SIUAPS : Les installations sont saturées, toutes les Universités lyonnaises ayant la nécessité d'augmenter leur offre. Par ailleurs ces installations sont vieillissantes pour partie et nécessitent une réhabilitation pour laquelle le montage financier doit être validé.
- Site des quais :
  - Aucune installation pour les étudiants (projet CPER 2021-2027 non retenu),
  - Salle pour les personnels depuis 2 ans en musculation et multi activités (localisation zone code du travail),
  - 2 créneaux à la piscine du Rhône pour les étudiants.

L'Université a porté au CPER en cours une demande d'infrastructure sportive mutualisée avec les établissements d'enseignement supérieur sur le site des Quais. Ce projet n'a pas reçu d'avis favorable. Il s'agit donc de :

- poursuivre la recherche de mutualisation possible sur les installations municipales existantes et/ou en cours de construction (ex. Quartier Paul Santy), en proximité des sites Manufacture et Quais.
- pérenniser et améliorer les infrastructures du SIUAPS selon un modèle de financement qui doit être fiabilisé, avec en priorité le gymnase Laennec (changement du mur d'escalade : amélioration de l'existant, et diversification : mur de voies et un grand pan : bloc).

2.2.4 Politique documentaire

a) *Un contexte d'affaiblissement de la coopération documentaire de site*

Le service commun de la documentation se déploie actuellement sur 3 sites : espaces accessibles au public BU Manufacture (SUB 4506 m²), BU du Palais (SUB 1373,1 m²), BU MILC (SUB 376,1 m²). D'autres espaces documentaires relevant de composantes ou d'équipes de recherche existent également au sein de l'établissement. Une partie de ces espaces relève du statut de bibliothèque associée donnant lieu à un accompagnement technique et RH de la part du SCD sans pour autant que ce dernier n'ait d'autorité administrative ou financière sur ces espaces.

L'abandon en 2021 des projets de fusion d'établissements dans lesquels l'Université était préalablement engagée suivi de l'abandon du statut inter-établissement de la BDL ont mis un terme aux perspectives de mutualisation de la gouvernance des espaces documentaires. Les accords réciproques d'accueil gracieux des étudiants et personnels entre établissements membres de la ComUE ont néanmoins été maintenus. Il convient cependant de souligner que les accords donnent lieu à des flux croisés entre établissements qui loin de compenser les déficits d'espaces tendent au contraire à les accroître notamment au sein des sites de centre-ville.

b) *Un décrochage des surfaces accessibles aux publics et des places assises disponibles en bibliothèque au regard de la hausse du nombre d'étudiants*

Fin 2022 le nombre de m² accessibles au public s'élevait à 6210 m² soit une baisse de 6,2 % par rapport à 2012. Le nombre de places de travail disponibles avait fortement diminué entre 2012 et 2017, passant de 1471 à 1373 du fait de la fermeture du site Bancel fin 2014 (150 places), partiellement compensé seulement

par l'ouverture de la BU MILC début 2015 (52 places). La réouverture de la bibliothèque du Palais en 2020 à l'achèvement des travaux de rénovation entrepris dans le cadre de l'Opération Campus, avec une extension de surfaces, a permis de regagner une partie des places (+ 128 places et + 400 m²) ramenant fin 2022, le nombre de place disponibles au sein des BU Lyon 3 à 1588 soit une augmentation de 8 % environ par rapport à 2012.

La population étudiante de l'Université a connu un accroissement important avant de légèrement décroître et se stabiliser ces dernières années pour atteindre 27 661 inscrits pour l'année universitaire 2022. À cette date, la moyenne des m² disponibles par étudiant au sein de BU Lyon 3 s'élève à 0,21 m² contre 0,42 m²/étudiant à l'échelle nationale et 0,49 m²/étudiant à l'échelle européenne soit un déficit d'espace de près de 50 % pour notre établissement.

Ce déficit se traduit également au niveau des places assises disponibles par étudiants : 17 étudiants se partagent chaque place assise, pour une moyenne nationale de 11,88 et une moyenne européenne de 14,3 alors que les préconisations de l'État en la matière étaient de 1 place pour 5 étudiants en 2019 [4]. Pour Lyon 3, cela signifierait des BU disposant de plus de 43 000 m² au public et de 5 800 places assises.

Le tableau ci-dessous récapitule les besoins en termes de documentation pour se rapprocher de la moyenne nationale :

	Lyon 3	Au niveau national	Au niveau européen
Surfaces accessibles au public (en m² SUB)	**6210**	787 114	
Nombre d'étudiants	**27 208**	1 894 944	10 299 425
Surfaces / étudiant	**0,23**	0,42	0,49
Nombre de places assises	**1 588**	159 472	
Nombre d'étudiants par place assise	**17,13**	11,88	14,3

Tableau comparatif des ratios documentaires en 2022

Des extensions d'ouverture, constructions nouvelles ou reconfigurations d'espaces existants sont dès lors indispensables pour améliorer la situation.

c) *Des mesures compensatoires toujours insuffisantes au regard du besoin et des recommandations*

En réponse à ce déficit constaté depuis maintenant près d'une décennie mais qui tend malheureusement à s'aggraver de manière globale[5], plusieurs mesures compensatoires ont été mises en place au cours des 5 dernières années, à travers :

4 - Les objectifs en la matière préconisés par l'État sont de 1,5 m2 par étudiant et de 5 étudiants pour une place assise (http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid66229/guide-projet-de-construction-de-bibliotheques-universitaires-learning-centres.html). Pour Lyon 3, cela signifierait des BU disposant de plus de 43 000 m2 au public et de 5 800 places assises.

5 - Le Livre blanc de la documentation dans l'enseignement supérieur et la recherche — Plan BU 2030, octobre 2023. https://adbu.fr/actualites/livre-blanc-de-la-documentation-dans-lenseignement-superieur-et-la-recherche

- Des opérations immobilières, limitées au site des Quais

Plusieurs opérations immobilières d'envergure touchant les espaces BU localisés sur les Quais ont été réalisés au cours des dernières années notamment sous l'impulsion des crédits du Plan Campus.

2015 : Ouverture de la BU de la MILC : 400 m² et 52 places assises (fermeture concomitante de la Bibliothèque lettres-langues sur le site Bancel : 1451 m², 150 places assises),

2016 : Aménagement des bibliothèques de l'EDIEC et des équipes regroupées sur le site Cavenne, nombre de places assises inchangé.

2020 : Opération Campus sur le Palais : extension de la BU des Quais, gain de 400 m² et de 128 places assises.

La BU Manufacture date, pour sa partie la plus récente, du début des années 2000 et n'a pas fait l'objet d'un programme de rénovation d'envergure ni dans l'approche des usages ni dans le traitement de la performance énergétique.

- Des extensions d'horaires ne répondant que partiellement au besoin et à la fréquentation réelle

Bénéficiant des crédits d'amorçage du Plan Bibliothèques Ouvertes +, les BU ont cherché à compenser le déficit de places et d'espaces disponibles par une extension dans le temps des capacités d'accueil :

Extension des horaires de la BU Manu de 19h à 22h en semaine, de 9h30 à 17h le samedi et de 10h à 18h le dimanche.

Extension des horaires de la BU du Palais de 9h30 à 19h en semaine puis à compter de 2022 de 19h à 21h en semaine et le dimanche de 10h à 18h grâce à des travaux immobiliers d'autonomisation de l'accès à la BU.

Malheureusement, si les BU du campus des Quais voient leur situation s'améliorer avec l'achèvement de l'Opération campus, la BU de la Manufacture – BU lyonnaise offrant le plus grand nombre de places assises avec la surface la plus contrainte – continue de connaître une situation de saturation devenue chronique depuis de nombreuses années avec plus de 800 000 entrées par an et des taux de fréquentation journalière pouvant atteindre 7000 entrées.

Si elles permettent une augmentation globale de nos capacités d'accueil et un service renforcé aux usagers, les extensions n'améliorent en rien nos capacités d'accueil et d'absorption des flux sur les périodes de fortes affluence journalière.

d) *La nécessité d'un projet ambitieux pour le site de la BU Manufacture*

La nécessité d'un tel projet s'impose à plusieurs niveaux : enjeux fonctionnels, enjeux sécuritaires, enjeux énergétiques et environnementaux :

- Des enjeux fonctionnels

L'adéquation entre les espaces et les usages de la BU Manufacture n'a pas été fondamentalement revue depuis sa programmation et son ouverture en 2000, elle manque aujourd'hui des espaces et des équipements pour répondre aux besoins actuels et futurs des publics étudiants et de recherche : espaces de travail modulables (collectif / individuel) ; qualité sonore, visuelle et thermique des plateaux ; équipements audiovisuels, informatiques et électriques ; mobiliers adaptés aux nouveaux usages de médiation, de formation, d'exposition, etc. De toutes les grandes bibliothèques universitaires du site, c'est la dernière à n'avoir pas connu de rénovation de fond.

- Des enjeux de maintenance et de sécurité

Ouverte il y a 30 ans et soumise à une fréquentation et un usage intensifs, la BU souffre de l'obsolescence des équipements et des espaces faute d'une grande opération de réhabilitation de ses surfaces, mobiliers, infrastructures et réseaux :

  - Système de rideaux en façade externe non fonctionnels (sur façade vitrée plein sud),
  - Problèmes récurrents sur les équipements automatiques,
  - Toiture non étanche,
  - Problèmes successifs d'inondation des collections,
  - État général des toilettes,
  - Obsolescence des réseaux électriques et informatiques,
  - Système de ventilation non adapté à la fréquentation,
  - Équipements SSI d'origine,
  - Éclairage partiellement défaillant dans certaines salles et circulations,
  - Blocs prises électriques au sol générant des risques de chute par absence de capot ou passage de câbles,
  - Ouvrants de désenfumage voilés ou retenus par des colliers de serrage,
  - Bureaux de personnels avec inconfort thermique et sonore.

- Des enjeux écologiques et de sobriété

Le changement climatique et les engagements locaux comme nationaux pris en matière de sobriété énergétique et de transition écologique au cours de la dernière décennie remettent en cause le fonctionnement actuel des espaces et des bâtiments dont la vétusté, accrue par l'intensité des usages, appelle une réponse urgente. Ventilation des espaces, confort thermique, gestion des automatismes, possibilité d'ouverture partielle du bâtiment etc. sont autant de sujets à instruire pour répondre aux engagements de l'établissement sur ce volet. L'intégration de ces enjeux passe par un projet de rénovation de fond impliquant une réflexion sur les systèmes, les flux, les façades, les courants et les circulations. La nécessité d'une étude de programmation pour la bibliothèque de la Manufacture s'impose.

- Rénovation de la BU Manufacture vs Nouvel équipement ?

Si la construction d'un nouvel équipement, dans le périmètre de la Manufacture des Tabacs mais hors du site, a un temps été évoqué au regard des besoins, un chantier de rénovation portant sur les espaces existants de la BU Manufacture demeure le scénario le plus réaliste.

L'objectif est une modernisation des espaces et services de la BU de la Manufacture, en complémentarité avec le projet de l'avant-corps d'une part, et en opportunité avec la feuille de route d'autres services (grands travaux des plans Ambition numérique et Ambition Recherche, schéma directeur Handicap, Plan Ambition Transition écologique 2025, etc.) d'autre part.

Les bénéfices attendus dans le cadre de ce projet sont multiples :

  - Une amélioration du confort utilisateur à travers des espaces et des services plus en adéquation avec les usages actuels et les attendus en matière de vie de campus (en complémentarité avec le tiers lieu de l'avant-corps),
  - Une amélioration du confort des personnels à travers des espaces de circulation, d'accueil et de renseignement plus ergonomiques,
  - Une meilleure cohabitation des usages grâce à des espaces et des mobiliers reconfigurés,
  - Une perspective de développement de nouveaux services, espaces et collections en lien avec les ambitions du projet d'établissement,
  - Une augmentation plausible du nombre de places assises,

- Une synergie renforcée entre la BU, ses partenaires et ses publics à travers une démarche de projet fondée sur la co-construction et l'expérience utilisateur.

- Un projet à haut impact sur les usages et les usagers

L'ampleur d'un tel chantier de rénovation en site occupé portant sur plus de 9000 m² ne peut que difficilement s'envisager sur un temps court, rendant son amorce d'autant plus urgente.

Une étude de programmation, réalisée en 2015 par le cabinet AMO.au avait décliné des solutions possibles, allant jusqu'à la requalification complète des espaces actuels. Le coût total estimé en 2015 s'élevait à 8,9 M€. Cette étude n'avait pas été suivie d'effet, rendant une décennie plus tard les attentes des publics d'autant plus fortes et les enjeux de maintenance et de mise en sécurité du bâtiment d'autant plus prégnants.

- Planification et étapes envisagées

Une étude de programmation débute à l'été 2024 sur les volets énergétique et fonctionnel. Cette étude doit intégrer un phasage possible en fonction du financement de l'opération. En parallèle une recherche de financements doit être menée pour réhabiliter l'ensemble du bâtiment.

e) *Réaménagement des bibliothèques de recherche, bâtiment Chevreul*

Le bâtiment Chevreul regroupe des bibliothèques de recherche dépendant de plusieurs unités de recherche. Ces bibliothèques fonctionnent à l'heure actuelle de manière séparée et dans des locaux peu adaptés aux fonctions documentaires. Il serait très utile à la recherche en SHS de créer au sein du bâtiment Chevreul un espace mutualisé et optimisé pour permettre d'une part le regroupement physique de ces fonds documentaires et d'autre part pour fournir des conditions de consultation et des espaces de travail idoines pour les chercheurs et les doctorants des unités de recherche concernées, à proximité immédiate de leurs bureaux.

La réhabilitation fonctionnelle et énergétique du bâtiment Chevreul, qui va entrer en phase de programmation est l'occasion idéale de concrétiser ce projet.

2.3 Opérations patrimoniales envisagées

2.3.1 Principes directeurs et objectifs de la stratégie

L'établissement travaille selon deux axes :

préserver un parc immobilier très fonctionnel afin de répondre aux sollicitations et aux amplitudes horaires importantes,

acquérir un bien pour répondre à des besoins précis et identifiés.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 souhaite ainsi :

1. Poursuivre et finaliser les opérations en cours (2024-2028), ces opérations sont décrites dans la partie état des lieux :
    a. Tiers-Lieu Manufacture,
    b. Projet recherche site des Quais
    c. Projet CPER sur le site de Bourg-en-Bresse – Phases 2 et 3,
2. Engager l'opération de réhabilitation énergétique et fonctionnelle du bâtiment Chevreul,

3. Poursuivre les investissements de l'Opération Campus par la réalisation de l'opération de réhabilitation énergétique du bâtiment Cavenne et la restructuration fonctionnelle des cours des bâtiments du site des Quais,
4. Poursuivre la réhabilitation énergétique du site principal de la Manufacture des Tabacs,
5. Engager la réhabilitation fonctionnelle et énergétique de la Bibliothèque Universitaire de la Manufacture,
6. Acquérir un bien en proximité du site de la Manufacture des Tabacs,
7. Réhabiliter la maison du gardien sur le site de la Manufacture,
8. Pérenniser le patrimoine existant, en maintenant une approche GER volontariste.

2.3.2 Opérations patrimoniales identifiées lors du précédent SPSI

Parmi les opérations déjà identifiées dans le précédent SPSI, certaines n'ont pas avancé selon le calendrier prévu pour les raisons suivantes :

- Arbitrage tardif du CPER,
- Manque de ressources pour la gestion des opérations (management de projets).

a) *Engager l'opération de réhabilitation énergétique et fonctionnelle du bâtiment Chevreul*

L'Université Jean Moulin Lyon 3 engage la rénovation énergétique et fonctionnelle du bâtiment Chevreul. Érigé en 1994 par le cabinet d'architectes Garbit-Pochon et Associés, ce bâtiment n'a jamais fait l'objet de travaux de rénovation depuis sa construction.

Malgré un changement de système de chauffage en 2021 avec un raccordement au chauffage urbain, le bâtiment Chevreul présente un taux d'inconfort thermique important. Son architecture fortement vitrée engendre des problèmes majeurs, notamment lors de périodes estivales marquées par des surchauffes significatives. Ainsi, les travaux de rénovation envisagés pour le bâtiment Chevreul visent principalement l'amélioration de son enveloppe thermique et des systèmes pour remédier à ces problématiques. L'objectif de ces travaux est d'atteindre une économie d'énergie finale de 60%, répondant ainsi aux impératifs énergétiques et aux objectifs réglementaires du décret tertiaire à l'horizon 2050.

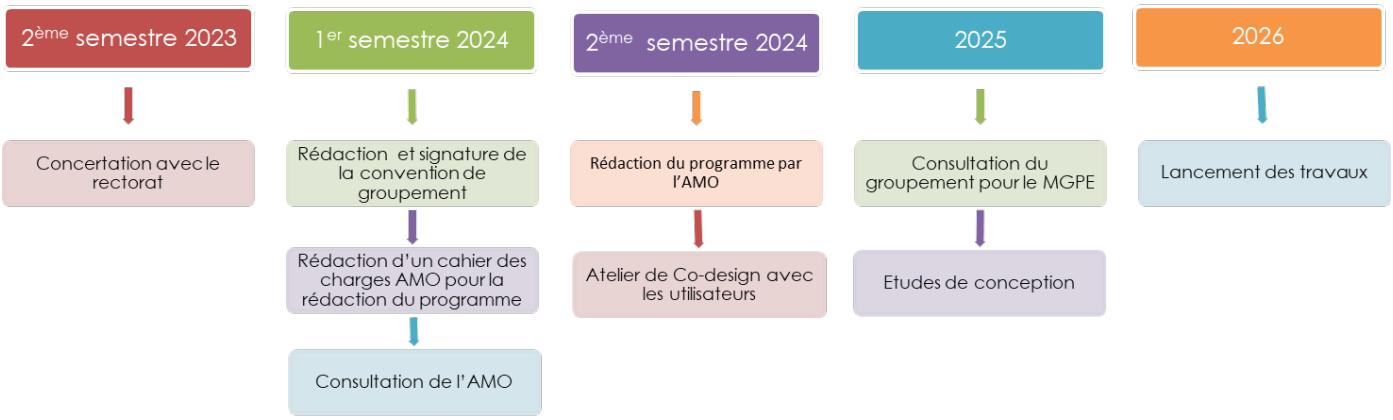
Parallèlement à ces améliorations énergétiques, le projet de rénovation offrira l'opportunité d'effectuer des rénovations intérieures, englobant aussi bien les aspects d'accessibilité que les usages fonctionnels des locaux. Cette partie implique d'intégrer à la phase programmation tout le volet de la maîtrise d'usage.

Pour mener à bien l'ensemble de ces travaux et garantir le niveau d'économie d'énergie et de confort attendu à la fin du chantier, la réalisation d'un Marché Global de Performance Énergétique (MGPE) est envisagée. Il est également envisagé d'associer le projet de rénovation du bâtiment Chevreul à celui de l'inspection académique, dont le bâtiment attenant présente des problématiques similaires, étant conçu et construit simultanément. Une étude sur la mise en place d'un groupement de commande avec le rectorat pour la passation des marchés, avec une exécution différenciée, est en cours pour mutualiser une partie des coûts des études tout en conservant une homogénéité architecturale.



Le coût total estimé des travaux s'élève à 10 millions d'euros hors taxes, pour un investissement total compris entre 14 et 15 millions d'euros toutes dépenses confondues. Le montant du marché englobera également une partie de la maintenance et de l'exploitation sur une période estimée entre 4 et 8 ans.

Une mission juridique est engagée afin d'identifier avec l'INFN (Institut National des Formations Notariales) quel serait l'impact sur le bail de ces travaux et d'une prise en charge partielle par l'Institut.



b) *Engager l'opération de réhabilitation énergétique du bâtiment Cavenne*

Après un début de travaux de mise en sécurité incendie et d'accessibilité réalisés en 2016 via le Plan Lyon Cité Campus, le bâtiment Cavenne nécessite une seconde phase de travaux permettant de traiter tout le volet de la performance énergétique, notamment pour le traitement du clos/couvert : remplacement des menuiseries, pose d'isolation sous toiture et remplacement de cette dernière. Ce projet doit être conduit avec la Chancellerie des Universités (hébergement du Recteur). L'audit énergétique a été réalisé sur ce bâtiment en 2019. Le remplacement des châssis vitrés solderait la présence d'amiante dans les joints de vitrage du bâtiment.

Initialement décrite dans la fiche CPER 21-27 « Rénovation de la Manufacture et du site des quais » cette rénovation (1,5 M€) sera financée par la trésorerie générée à l'issue du bilan financier du Plan Lyon Cité Campus, décision actée à l'issue du Comité Inter-administratif de Suivi Global (CISG) du 7 juillet 2023 avec la COMUE de Lyon Saint Etienne qui reste maitre d'ouvrage.

Un nouvel audit énergétique permettra de finaliser le programme où seront déclinés les travaux et objectifs suivants :

- Amélioration énergétique visant la réduction de consommation d'énergie (travail sur enveloppe bâtiment, isolation des réseaux, régulation, éclairage basse consommation),
- Utilisation de matériaux biosourcés et énergie grise,
- Traitement du confort d'été après simulation thermique dynamique,
- Optimisation des installations techniques pour la maintenance exploitation (ventilation double flux, pilotage GTC),
- Travaux type GER pour le traitement de la toiture et des cheminées.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Diagnostic énergétique fin 2024,
- Consultation MOE début 2025,
- Consultation travaux début 2026,
- Travaux en site occupé 2026/2027 (12 mois).

L'Université reste ouverte à la discussion avec la Chancellerie des Universités concernant le devenir du logement et des salons.

c) *Aménager les cours – Site des Quais*

Selon le même processus de financement, où la ComUE reste Maitre d'Ouvrage, la rénovation fonctionnelle des cours extérieures au Palais et de Athéna-Dugas sont à l'étude. Après plusieurs diagnostics menés par l'Université Lyon 3 (biodiversité, reconnaissance des réseaux et test de perméabilité), le programme sera finalisé avec les objectifs suivants :

- Traduction d'axes de la labellisation DD&RS de l'Université,
- Favoriser l'appropriation de l'espace par les usagers avec intégration de mobilier,
- Valoriser et requalifier le traitement végétal (biodiversité, ilots de chaleur),
- Augmenter la perméabilité des sols,
- Intégrer différentes fonctions présentes ou nouvelles (local poubelle, stationnement vélo, parking véhicules, accessibilité).

Compte tenu de l'emprise de la zone chantier du bâtiment Cavenne qui impactera la cour du Palais, les travaux de cette cour devront être initiés après ces derniers. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Consultation MOE début 2025,
- Consultation travaux été 2025,
- Travaux cour Athéna – Dugas fin 2025 à mi 2026,
- Travaux cour Palais (selon calendrier Cavenne).

d) *Réaliser la réhabilitation énergétique de la Manufacture*

La rénovation énergétique de la Manufacture suit un ensemble de préconisations établies suite à un diagnostic énergétique réalisé en 2016. Elle se poursuivra selon les résultats d'un nouvel audit en cours. Cet audit intégrera des préconisations pour tenir compte des objectifs du décret tertiaire. Des simulations thermiques dynamiques seront réalisées en vue d'améliorer le confort thermique estival de la bibliothèque par exemple.

Vu la surface du bâtiment de la Manufacture, soit un site à part entière de 44 000 m² SUB, sa rénovation énergétique ne peut être réalisée qu'en éléments séparés et via des financements séparés également. Le Plan France Relance a permis de traiter l'amélioration énergétique à travers un bouquet de travaux sur la régulation (automates GTC, sondes), le changement d'éclairage des locaux pédagogiques (LED) et le remplacement de centrales de traitement d'air des amphithéâtres. L'Université répond aux différents appels à projets (Résilience, TE 2024) avec dans ces derniers des subventions reçues pour traiter très localement des isolations de réseaux. Cette rénovation s'inscrit comme l'une des opérations majeures préconisées dans le Schéma Directeur Développement Durable-Responsabilité Sociétale et Environnementale.

Pour ancrer une trajectoire de réalisation de travaux plus importants, il est inscrit déjà au plan pluriannuel d'investissement la poursuite du remplacement des centrales de traitement d'air, la poursuite des investissements dans la régulation, l'isolation de réseaux de chauffage, la pose de vannes 2 voies et le traitement du clos couvert avec principalement le remplacement des menuiseries existantes dans le bâtiment principal par des menuiseries performantes.

Viendront se greffer au plan pluriannuel d'investissement d'autres préconisations d'actions issues du prochain audit énergétique ou bien celles du schéma directeur énergétique (isolation intérieure, brise soleil, etc.).

e) *Doter l'Université d'un grand équipement dédié à la documentation et aux nouvelles pratiques de travail*

Les chapitres « politiques documentaires » et « besoin en surfaces spécifiques à usage de documentation » détaillent le besoin d'un équipement répondant aux nouveaux usages et nouvelles pratiques des étudiants.

Le choix se porte sur la rénovation du bâtiment bibliothèque de la Manufacture existant. Une consultation est en cours pour réaliser l'étude de programmation du bâtiment.

f) *Poursuivre et clôturer l'aménagement du site de la Charité – Bourg-en-Bresse Phase 3*

Le projet a été décrit dans la partie Diagnostic (phases 2 et 3 CPER de Bourg-en-Bresse). Il s'agit de densifier l'implantation sur le site de la Charité afin d'accueillir l'INSPE et des équipements à destination de la vie étudiante, notamment sur le volet restauration.

Pour information, les deux opérations ci-dessous présentes dans le SPSI précédent, s'inscrivaient dans le cadre plus global de l'Université cible et ne font donc pas partie des priorités actuelles de l'établissement.

- Dédier un équipement à la Francophonie,
- Faire de la valorisation « hors les murs » notamment sur le volet culturel.

2.4 Nouveaux projets immobiliers

2.4.1 Création d'une crèche pour les personnels et les étudiants

La faisabilité de réalisation d'une crèche dans les locaux existants de la Manufacture a été expertisée en 2023/2024. La localisation visée portait sur un niveau semi-enterré du bâtiment bibliothèque, constituant un rez-de-jardin de ce bâtiment. Les différentes rencontres avec les services de la petite enfance de la métropole et les services instructeurs (sécurité et sûreté) ont permis d'identifier la spécificité de ce type de structure. Le projet doit être mené de front tant dans ses dimensions de future gestion que de préoccupations immobilières. Bien que répondant à un référentiel national (arrêté du 31 août 2021, exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant) fixant des prérequis de typologie d'espaces, de surfaces et de préconisation d'équipement, un agrément par les services de protection maternelle et infantile (PMI) n'est délivré qu'à l'issue d'une instruction complète du modèle et prise en compte préalable de leurs préconisations.

Tenant compte des préconisations des acteurs de la PMI et des services instructeurs sur la faisabilité immobilière et au vu des contraintes des locaux (accès à l'éclairage et à l'aération naturels, évacuation des berceaux) la capacité potentielle s'élève à 17 lits, jauge insuffisante relativement au montant estimé des travaux et aux besoins d'accueil de jeunes enfants des personnels et étudiants. Le projet demeure, mais s'oriente désormais davantage vers l'acquisition de locaux extérieurs à la Manufacture des Tabacs.

2.4.2 Acquisition de nouvelles surfaces

L'insuffisance connue et reconnue et de notre dotation en surface empêche d'augmenter nos ressources en formation continue, d'améliorer le bien-être étudiant notamment au regard des besoins des services de santé et de réaliser les projets d'amélioration de qualité de vie au travail. Il faut donc travailler sur le site de Lyon à l'acquisition de locaux en élaborant un modèle économique soutenable, notamment pour l'exploitation future des locaux.

Un bâtiment potentiel est d'ores et déjà identifié, en proximité immédiate du site de la Manufacture. Les besoins analysés sont les suivants :

Objet	SP (m²)
Formation continue	800
Médecine préventive	293
Crèche	465
TOTAL	**1558**

À ce stade d'expertise des besoins, l'Université et l'INFN (Institut National des Formations Notariales) avancent de concert. Ceci s'est matérialisé par un courrier de manifestation d'intérêt afin de connaître les conditions financières de l'acquisition.

2.4.3 Réhabilitation de la maison du gardien

De la Manufacture des Tabacs originelle, il reste un bâtiment indépendant correspondant à l'ancien logement de son gardien (118 m² SUB). Depuis la réhabilitation de la Manufacture pour en faire une Université, la fonction de ce bâtiment est restée identique avec un logement de type NAS et relatif à une mission de gardiennage. En 2018, après quelques travaux fonctionnels, un changement de destination a été opéré afin d'accueillir les activités de l'entrepreneuriat étudiant.

Afin de parfaire la réhabilitation, il faut poursuivre les travaux avec principalement la rénovation du clos/couvert, l'isolation et le remplacement de la toiture et le raccordement au réseau de chauffage urbain de l'Université (radiateurs électriques actuellement). Des travaux fonctionnels sont aussi à prévoir afin de tirer le maximum de potentiel du lieu. La finalité de l'usage de ce petit bâtiment sera validée en fonction des différents scénarios en cours d'étude.

3. STRATEGIE D'INTERVENTION

3.1 Objectifs de la stratégie d'intervention

La stratégie d'intervention vise à décrire et piloter la stratégie d'entretien, le plan de maintenance et la politique GER (Gros Entretien Renouvellement). Elle repose sur la stratégie d'entretien et de rénovation à mettre en œuvre à l'échelle du parc de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour répondre aux objectifs fixés (préservation du patrimoine, optimisation d'usage et modernisation du parc) et est donc principalement guidée par des considérations de préservation du bâti, mais peut aussi présenter des opportunités pour mettre en œuvre des politiques de modernisation et d'optimisation énergétique.

L'Université Jean Moulin Lyon 3, qui a la chance d'occuper un patrimoine de qualité, se donne les moyens de le préserver. Le plan pluriannuel d'investissement est construit dans ce sens avec une place importante donnée au maintien d'un bâti de qualité. 600 k€ sont fléchés annuellement dans un eOTP dédié « GER », sans que cette part soit la seule dédiée au renouvellement du patrimoine existant (cf. tableau des moyens financiers dans l'état des lieux).

Ci-après sont décrites les opérations de maintenance lourde et récurrente (GER) permettant de garantir un patrimoine de qualité. La réflexion portant sur le patrimoine vu globalement, les éléments décrits sont forcément envisagés dans une opération plus vaste si cela est adapté.

3.1.1 Objectifs techniques

Les opérations décrites ci-dessous visent à garantir un niveau d'usage conforme aux attendus tant en termes de qualité des espaces que de confort, thermique notamment.

a) Confort thermique des espaces

Afin de traiter le confort thermique et prioritairement celui d'été, il est mis œuvre différentes solutions. Le plan de relance a permis le remplacement de 9 centrales de traitement d'air des amphithéâtres de la Manufacture. Ces nouvelles CTA et la mise en place de capteurs de mesure du CO2 permettent d'adapter la ventilation en adaptant la vitesse des moteurs. Consécutivement au contexte sanitaire de 2020, l'aération naturelle était recommandée, nous avons donc doublé les solutions, pour les locaux uniquement ventilés mécaniquement, par des ouvertures de châssis vitrés (bibliothèque, amphithéâtres de la Manufacture) afin de générer des courants d'air et d'améliorer le ressenti. Après une phase de test, nous avons mis en place de manière pérenne des brasseurs d'air dans des bureaux administratifs (bâtiment IUT) ainsi que la pose de solutions inertes sur tous les sites (stores, films sur vitrages). Dans la cadre d'un bilan de puissance des installations de production de froid à la Manufacture des Tabacs, il a été étudié la capacité des équipements existants à rafraichir de nouveaux volumes d'amphithéâtres. Il n'y a pas de programmation au PPI sur ce dernier sujet mais le confort thermique se retrouve dans le PPI via différents projets présentés dans ce SPSI (bâtiments Chevreul, Bibliothèque, Cavenne, etc.).

b) Ascenseurs

Un plan de mise en conformité et de modernisation du parc d'ascenseurs est mené depuis 2021 et se terminera fin 2024 (945 k€). Ce plan pluriannuel a permis de réaliser la maintenance GER des moteurs + motoréducteurs, des câbles, des armoires électriques et des cabines. Il s'agissait de réaliser les travaux préconisés par la mise en conformité 2018 qui n'a pas eu de décret d'application. Bien que n'ayant pas un caractère obligatoire, l'Université a souhaité mettre à niveau son parc en réalisant ces travaux, sans bénéficier de crédits spécifiques. Cette opération permet d'assurer une meilleure maintenance du parc car consécutivement à l'ajout de nouvelles fonctionnalités (contrôle d'accès) et le respect de nouvelles normes (triphonie), les armoires de commandes existantes n'étaient plus adaptées.

c) Plan de rénovation des sanitaires (2024-2028)

Les différents sanitaires présents à la Manufacture des Tabacs ont été mis en service entre 1993 et 2005. Les sanitaires des amphithéâtres (Manufacture bâtiments annexes) sont ceux qui ont la plus forte fréquentation, ils ont été rénovés entre 2018 et 2020, avec une augmentation de la capacité, la prise en compte des économies de fluides (éclairage sur détection, chasse d'eau double débit, filet d'eau sur détection pour les urinoirs) ainsi que la réduction de consommable papier via l'usage de sèches mains électriques.

La programmation de rénovation sanitaires est à cibler dans le reste la Manufacture (Manufacture bâtiment principal) et la bibliothèque. Il est programmé au PPI 750 k€ jusqu'en 2028 pour traiter ce sujet. Sur le site des quais il faut cibler les travaux dans les sanitaires qui ne faisaient pas partie du plan Lyon Cité Campus. Il s'agit principalement du bâtiment Chevreul mais ces derniers seront intégrés au projet CPER 21-27 de bâtiment et certains sanitaires ponctuels au Palais et à Athéna. En prévision de ces rénovations, en 2022, il a été réalisé un sanitaire test avec un lavabo moulé en matériaux composites afin de supprimer les plans vasque existants très dégradés. D'autre part, il est prévu de ne plus différencier les sanitaires par genre et de ne disposer que de cabines en remplacement des urinoirs.

d) Opérations à venir

Opération	Site	Description
Changement du transformateur	Manufacture des Tabacs Site des Quais	Maintenance GER des cellules haute tension à la Manufacture et sur le site des quais. Intervention en interaction avec ERDF avec un accompagnement d'un MOE spécialisé pour le remplacement des cellules. Opération inscrite au PPI pour un montant de 600 k€ prévu sur 2026 et 2027
Changement des groupes froids	Manufacture des Tabacs	Suite détection d'une fuite sur un groupe froid, la réparation nécessite le remplacement de celui-ci d'autant que le gaz frigorigène initial n'est plus aux normes environnementales actuelles. Accompagnement d'un BE fluides pour réaliser cette opération avec faisabilité et optimisation + missions de MOE pour les travaux prévus début 2025. Opération prévue au PPI pour un montant de 500 k €
Travaux des toitures	Manufacture des Tabacs	La toiture de la Manufacture des Tabacs bâtiment principal est mixte zinc + ardoise. La maintenance est principalement curative pour traiter les fuites et désordres ponctuels. Il en est de même pour la toiture 100% zinc de la bibliothèque. Une opération pluriannuelle de rénovation des toitures est à programmer dans les années à venir avec la bibliothèque en priorité. Ce sera l'opportunité de revoir l'isolation selon les préconisations éventuelles du SDE
Rénovation des espaces de réception	Manufacture des Tabacs	L'espace évènementiel a eu ponctuellement quelques travaux de rénovation avec une reprise partielle d'éclairage, de faux plafond et de sol. Un défaut d'isolation du réseau CVC de climatisation dans la partie sud du salon des Symboles est à traiter pour garantir le confort d'été. Un remplacement du câblage courant faible est aussi à effectuer avec un complément d'irrigation. L'auditorium Malraux doit également avoir une rénovation globale.
Climatisation partielle	IUT	Le bâtiment de l'IUT (2014) présente un inconfort d'été marqué dans son dernier étage occupé par l'administration. Il est utilisé plusieurs climatiseurs mobiles. Afin d'améliorer le confort, des brasseurs d'air fixes ont été déployés dans l'ensemble des bureaux. La climatisation de locaux communs est programmée afin de proposer des lieux de repli. L'opération est au PPI (300 k€) pour une réalisation en 2025.

3.1.2 Objectifs réglementaires

Opération	Site	Description
Désenfumage des amphithéâtres	Manufacture des Tabacs	Le remplacement des centrales de traitement d'air de nouvelle génération pour les amphithéâtres (Plan France Relance) a modifié l'asservissement des dispositifs de désenfumage. Des tests de fumée en condition réelle, bien que répondant aux enjeux de la réglementation, ont démontré une évacuation de fumée partielle. Le projet vise à améliorer l'efficacité des dispositifs par des adaptations techniques qui restent à définir. Projet au PPI pour un montant de 300 k€ avec travaux en 2025 et 2026.
Déploiement du contrôle d'accès	Tous sites	Le contrôle d'accès est déployé de manière intensive depuis 5 ans, avec d'abord un besoin de sécuriser les locaux spécifiques et les entrées des bâtiments. La solution technique via onde radio nécessite de mailler tous les bâtiments. Il est prévu au PPI de finaliser cette primo installation jusqu'au début de l'année 2027 avant d'intégrer un suivi en maintenance/exploitation sur des crédits de fonctionnement (300 k€ de travaux programmés jusqu'en 2027).
Accessibilité - fin des travaux adap	Manufacture des Tabacs	Il reste un ensemble de travaux relatifs à l'Ad'Ap mais aussi de nouvelles propositions issues du schéma directeur Handicap (2023-2027) : amélioration des accès aux sites, amélioration boucles induction magnétique, interphonie, signalétique directionnelle, redistribution des places PMR dans les salles à mobilier fixe. Ces travaux sont au PPI pour un montant de 450 k€ à réaliser d'ici 2026. Dans les fiches actions, il y a aussi la mise en conformité des sanitaires du bâtiment Chevreul qui sera traitée via le CPER 21-27.
Clapets coupe-feu et remise à niveau BAES	Manufacture des Tabacs	Programmation de travaux en relation avec la sécurité incendie et particulièrement, les BAES (évacuation du public) et les clapets coupe-feu (compartimentage CVC). Ces travaux sont programmés au PPI jusqu'en 2027 pour un montant de 450 k€.

3.1.3 Objectifs énergétiques et environnementaux

Opération	Site	Description
Remplacement des CTA	Manufacture des Tabacs	Les centrales de traitement d'air de la Manufacture ont maintenant plus de 30 ans. Les CTA nouvelle génération comme celles mise en place pour ventiler les amphithéâtres

		(Plan France Relance) sont à vitesse variable donc moins énergivores. L'opération pluriannuelle programmée consistera au remplacement d'un parc des 30 CTA restantes. Opération programmée au PPI mais dont le montant définitif sera finalisé à l'issue d'une étude de faisabilité par un bureau d'études.
Menuiseries extérieures	Manufacture des Tabacs	Un plan pluriannuel de remplacement des menuiseries extérieures permettra de traiter l'isolation thermique du bâtiment, dans l'attente remplacement ponctuel en cas de besoin. L'opération pluriannuelle proposera un plan de déploiement sur un modèle validé par les exigences du SDE et des contraintes architecturales.
Relamping led et faux plafonds	Tous sites	À terme il est visé le remplacement de l'ensemble des éclairages existants par des luminaires LED. Ce remplacement aura lieu via des campagnes de relamping à neuf ou de rétrofittage LED de luminaires existants. Il s'agit principalement des circulations et des bureaux à la Manufacture. Les éclairages du bâtiment Chevreul seront traités via le CPER 21-27.
Vannes 2V et isolation réseaux	Tous sites	La mise en place de vannes deux voies permettra d'optimiser la distribution d'eau chaude jusqu'aux CTA, lorsqu'il n'y a pas de besoin, les vannes se fermeront et les pompes réduiront leur vitesse. La mise en place de calorifuge sur points singuliers sur toutes les sous-stations et sur les tuyaux de distributions réduira les déperditions calorifiques.
Traitement des canalisations EU/séparation des flux	Manufacture des Tabacs/Palais de l'Université	Depuis la mise en service des bâtiments de la Manufacture des Tabacs, il n'y a pas eu d'intervention lourde sur les canalisations. Vu leur âge et la pression sur les usages, le réseau est détérioré : tabourets, canalisations, etc. Même si cela serait pertinent, la reprise des pentes est impossible. Une étude de faisabilité en 2024/2025 expertisera dans un premier temps le potentiel de séparation des réseaux EU/EP.
Isolation extérieure	Dugas	La question de l'isolation extérieure du bâtiment Dugas se repose. Une première faisabilité avait conclu au manque de rentabilité au vu du coût de l'énergie mais la question peut se reposer. Une faisabilité sera réalisée dans le cadre de la prochaine durée du SPSI.

Bâtiment	Opération	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Objectifs techniques								
Manufacture	Changement transformateur haute tension							
	Rénovation tableaux électriques divisionnaires							
	Rénovation sanitaires							
	Toiture BU							
	Toiture bâtiment ancien							
	Rénovation des locaux prestige							
	Changement groupes froids							
Palais de l'Université	Changement transformateur haute tension							
IUT	Climatisation partielle							
Objectifs réglementaires (accessibilité, sûreté, sécurité)								
Manufacture	Désenfumage des amphis							
	Accessibilité							
Tous sites	Déploiement du contrôle d'accès							
	Mise aux normes ascenseurs							
	Clapets coupe-feu							

	Remise à niveau BAES							
Objectifs énergétiques et environnementaux								
Manufacture	Remplacement CTA							
	Menuiseries extérieures							
Tous sites	Relamping led et faux plafonds							
	Vannes 2V							
	Isolation réseaux							
	Mise à niveau de stores/BSO							
Faisabilité à expertiser	Séparation réseaux EU/EP							
	Isolation extérieure Dugas							

4. SYNTHESE DE LA PHASE STRATEGIE ET DEFINITION D'OBJECTIFS POUR LE SPSI

En synthèse, l'Université se mobilisera dans le temps du futur SPSI sur les opérations immobilières suivantes (hors stratégie d'intervention décrite dans la partie précédente) :

Opérations actuellement lancées et suivies :

- Op. 18.01 : Travaux CPER 2 de Bourg-en-Bresse → MOA CD01,
- Op. 22.01 : Projet BASE → livraison fin août 2025,
- Op. 22.02 : Espace Recherche du Palais → livraison pour janvier 2025,
- Op. 22.04 : Tiers-lieu de la Manu → livraison pour rentrée universitaire 2025,
- Op. 22.14 : Études et travaux CPER 3 de Bourg-en-Bresse → MOA CD01,
- Op. 23.19 : Rénovation énergétique Cavenne → MOA UdL,
- Op. 23.22 : Refonte de la BU de la Manu → Programmation en cours ,
- Op. 23.34 : Rénovation des cours d'Athéna et du Palais → MOA UdL.

Opérations programmées :

- Op. 19.09 : Dalle pour le stockage du tri déchets sur le parvis nord Manu,
- Op. 22.15 : Changement des menuiseries extérieures des logements de fonction à la Manu,
- Op. 23.14 : Espace numérique collaboratif « Skill lab » à Chevreul,
- Op. 23.18 : CPER Rénovation Energétique et Fonctionnelle du bâtiment Chevreul,
- Op. 24.01 : Espace cafétéria de Chevreul,
- Op. 24.02 : Espace cafétéria du Palais,
- Op. 24.03 : Datacentre de la Manufacture,
- Op. 24.04 : Aménagement du CRDN à l'IUT,
- Op. 24.13 : Études pour la climatisation de l'IUT.

Opérations à programmer :

- Acquisition d'un bien à proximité de la Manufacture des Tabacs pour les besoins en formation continue, santé et crèche,
- Réhabilitation de la maison du gardien.

5. SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU SPSI

Le Schéma Pluriannuel de la Stratégie Immobilière est piloté par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique en lien avec le vice-président en charge des domaines finance et patrimoine.

Les indicateurs suivants seront consolidés et feront l'objet d'un *reporting* annuel auprès de la gouvernance et du conseil d'administration :

- Tenue à jour des chiffres clés du RT/OAD : taux de complétude, notes globales POM, taux d'utilisation des espaces, consommation énergétique, etc.,
- Suivi de la mise en œuvre des opérations immobilières, taux d'exécution du PPI.

6. PROJECTIONS DE LA STRATEGIE PATRIMONIALE ET D'INTERVENTION AU-DELA DE LA PERIODE DU SPSI

6.1 Concernant la stratégie patrimoniale

En répondant aux objectifs du présent SPSI, l'Université satisfait à des besoins concrets et réalistes. Afin de tenir compte de l'évolution de la démographie étudiante, l'établissement mise sur une maîtrise de ses espaces pédagogiques, sans extension, malgré le taux d'occupation toujours tendu, notamment sur le site de la Manufacture des Tabacs.
Par son dynamisme et la qualité de son patrimoine, l'Université Lyon 3 s'est toujours interrogée sur le sujet de la dévolution immobilière. Les marges nulles dont elle dispose sur le volet de la valorisation, notamment en l'absence de foncier et bâti disponible, ont jusqu'à alors été un frein dans l'engagement de la démarche. Sans foncier mobilisable ni bâti pouvant être réaffecté, l'Université n'a pas à ce jour les capacités d'accompagner, ni même de projeter, le déploiement de logements étudiants, pourtant priorité gouvernementale détaillée dans la feuille de route dédiée au logement étudiant de novembre 2023.

6.2 Concernant la stratégie d'intervention

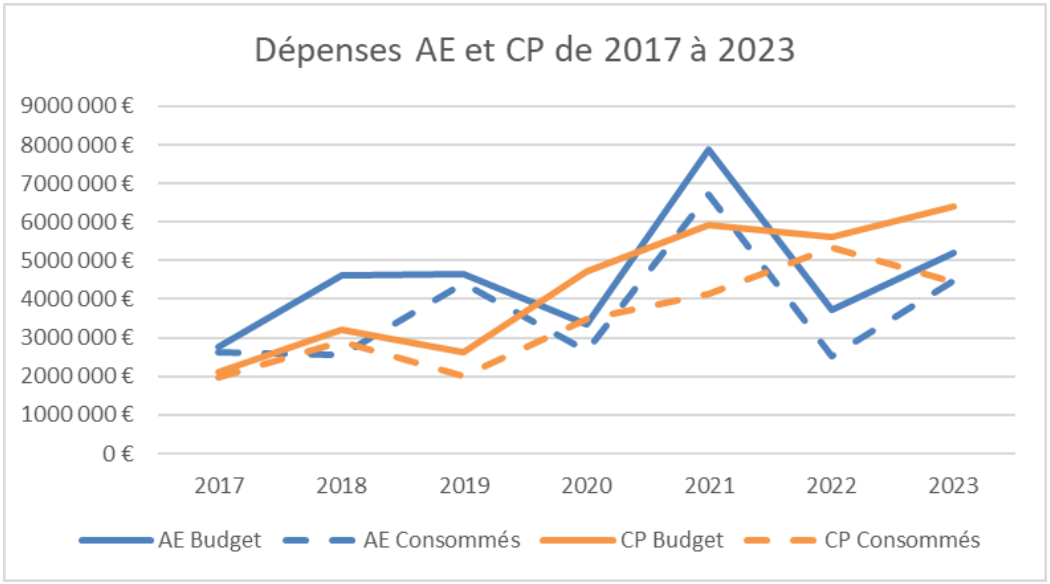
Au terme de ce SPSI, l'objectif est de garantir un taux de financement pérenne du GER pour faire face au renouvellement des installations sur le site de la Manufacture des Tabacs, site le plus important de l'Université pour lequel le cycle de vie des équipements atteint les limites théoriques constatées.

Il conviendra également de sécuriser la prise en charge en exploitation maintenance de nouvelles surfaces.

L'Université a toujours montré sa capacité à maintenir un patrimoine de qualité et poursuivra sur cette trajectoire.

7. COÛT ET FINANCEMENT DES OPERATIONS IMMOBILIERES

7.1 Coût des opérations



AE et CP par année de 2017 à 2023

Le graphique ci-dessus montre par année depuis 2017 la programmation des AE et CP au budget initial et leur exécution.

Le bilan des opérations pluriannuelles à fin 2023 figure ci-dessous.

Restes à payer sur les AE consommées	Restes à engager >= 2023 (AE)	Solde à payer	Restes à encaisser en 2024 et suivantes	**Besoin de financement**
2 242 370	39 500 827	41 743 197	15 282 665	**26 460 532**

Opérations pluri annuelles – Bilan 2023

Le montant de 26 M€ concerne la totalité des opérations pluriannuelles : PPI (Direction de l'Immobilier et Direction du Numérique), et les contrats de recherche et d'enseignement. Concernant le PPI immobilier uniquement, le montant est de 21 M€.

Le besoin de financement indique pour les années futures, par rapport aux opérations connues à fin 2023, un manque de 26 M€ de dépenses non couvertes par des recettes. Ceci n'implique pas que ces opérations ne soient pas en partie financées car, pour certaines d'entre elles, des avances de trésorerie ont été perçues : les recettes sont alors déjà comptabilisées et les dépenses seront à faire après avoir perçu ces avances.

7.2 Financement des opérations

7.2.1 La mobilisation du fonds de roulement

Le tableau suivant donne la disponibilité du fonds de roulement de l'Université Jean Moulin Lyon 3 depuis 2018.

Fonds de roulement	CFI 2018	CFI 2019	CFI 2020	CFI 2021	CFI 2022	CFI 2023
Niveau de fonds de roulement en €	14 839 680	20 394 930	23 401 607	33 422 372	38 424 103	37 415 861
Fonds de roulement en jours	49,3	67,4	77,1	106,1	114,2	106,9

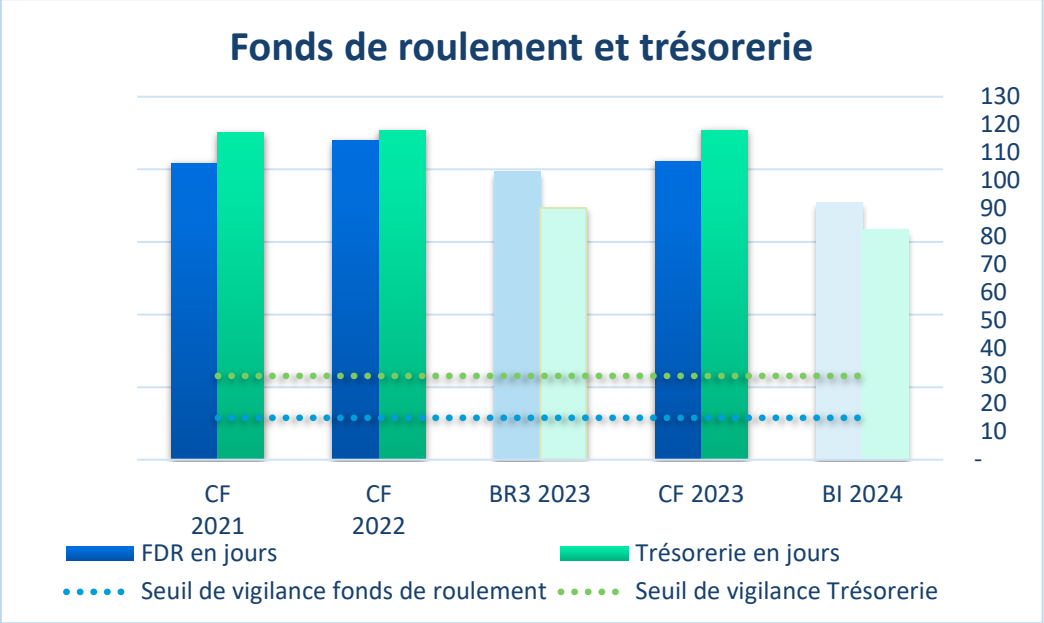


Tableau issu de la présentation du compte financier 2023 – Rectorat de Lyon

Sur les projets engagés et/ou validés par la gouvernance le PPI mobilise actuellement le fonds de roulement à hauteur de 21 M€. Le fonds de roulement reste mobilisable à hauteur de 9,30 M€ tel que détaillé dans le tableau ci-dessous pour financer les opérations en cours : projet d'acquisition, réhabilitation fonctionnelle de la BU Manufacture (inscription partielle au PPI), et la stratégie d'intervention qui n'est pas projetée au-delà de 2027 actuellement.

Éventuelle réserve de financement de la trésorerie en cas de BFR positif uniquement	
Montant du fonds de roulement au 31/12/2023	37 415 861
Montant du besoin en fonds de roulement au 31/12/2023	-3 906 870
Montant de la trésorerie au 31/12/2023	41 322 731

Total des charges de fonctionnement décaissables (dont personnels)	126 003 026
Calcul d'un jour de dépenses de fonctionnement décaissables	350 008

Seuil prudentiel de trésorerie représentant 30 jours de charges décaissables	10 500 252
Montant du fonds de roulement libre d'emploi	9 294 594

Il est difficile de projeter la capacité de mobilisation du fonds de roulement sur le volet investissement dans le temps, n'ayant pas une vue complète des mesures à financer.

7.2.2 Les financements extérieurs

L'Université bénéficie depuis quelques années des plans de financement de l'État qui permettent de donner une dynamique aux investissements immobiliers : Opération Campus, Plan de relance, CPER 2021-2027. Il s'agit de poursuivre cette capacité à émarger aux appels à projets de l'État notamment l'appel à projets transition écologique qui présentera un caractère annuel récurrent dans les années à venir sur les enjeux de

la transition énergétique. Dans une logique de réhabilitation énergétique et fonctionnelle, ces ressources sont des conditions de réussite des projets dans le temps, avec une double approche subvention/mobilisation du fonds de roulement. Les opérations directement ciblées par ces appels à projets sont :

- la réhabilitation énergétique du bâtiment Chevreul, de la bibliothèque universitaire de la Manufacture des tabacs, de la maison du gardien,
- la campagne pluriannuelle de remplacement des CTA de la Manufacture.

Les établissements doivent pouvoir s'appuyer sur un financement maîtrisé dans le temps et qui ne relève pas uniquement des conditions de l'appel à projet : financement ponctuel, conditions spécifiques.

7.2.3 La valorisation

Forte de sites en centre-ville, l'Université Jean Moulin Lyon 3 maintient son attractivité, tant auprès des étudiants par la qualité des filières d'enseignement qu'auprès d'organismes extérieurs pour la tenue de leurs évènements ponctuels. La pédagogie reste la priorité, la tension sur l'occupation des locaux pédagogiques permet de trouver des marges ponctuelles liées notamment au calendrier universitaire mais ne permet pas d'en faire un axe dégageant des marges financières importantes.

L'Université Lyon 3 ne dispose pas de foncier valorisable en cession, location ou via un montage innovant. L'établissement ne peut donc pas s'appuyer sur cette possibilité pour en faire un levier de financement des investissements immobiliers.

Liste des annexes :

Annexe 1 : Diagnostic – annexe SPSI

Annexe 2 : Gestion des risques – annexe SPSI

Annexe 3 : Diagnostic des moyens RH – annexe SPSI

Annexe 4 : Stratégie – annexe SPSI

Annexe 5 : Plan d'implantation des bâtiments – Sites de Lyon et Bourg-en-Bresse

Annexe 6 : Détail de l'état de santé par bâtiment

Annexe 7 : Organigramme de la DIL

Annexe 1 : Diagnostic immobilier

Complétude	Dpt	Ville	Adresse	Code Site	Site	Code bât/ter
260,00	01	Bourg-en-Bresse	R DU 23EME R I	195809	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON	438745
245,00	01	Bourg-en-Bresse	R DU 23EME R I	195809	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON	438749
260,00	01	Bourg-en-Bresse	R DU 23EME R I	195809	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON	447306
245,00	01	Bourg-en-Bresse	R DU 23EME R I	195809	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON	454232
235,00	69	Lyon 3e Arrondissement	BD MARIUS VIVIER MERLE	163124	HALLE DES SPORTS	331120
275,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R PASTEUR	132786	POLE UNIVERSITAIRE DES QUAIS	436478
245,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R PASTEUR	132786	POLE UNIVERSITAIRE DES QUAIS	436479
275,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R RAULIN	132786	POLE UNIVERSITAIRE DES QUAIS	443967
205,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R CHEVREUL	167335	QUADRILATERE CLAUDE BERNAR	318696
205,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R PASTEUR	167335	QUADRILATERE CLAUDE BERNAR	399330
250,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R PASTEUR	167335	QUADRILATERE CLAUDE BERNAR	399331
275,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R CHEVREUL	169449	BATIMENT CHEVREUL - PALAIS D	367702
275,00	69	Lyon 7e Arrondissement	R CAVENNE	175253	PALAIS DE L'UNIVERSITE	349868
275,00	69	Lyon 7e Arrondissement	QU CLAUDE BERNARD	175253	PALAIS DE L'UNIVERSITE	437574
275,00	69	Lyon 7e Arrondissement	QUAI CLAUDE BERNARD	175253	PALAIS DE L'UNIVERSITE	437575
270,00	69	Lyon 8e Arrondissement	CRS ALBERT THOMAS	163116	MANUFACTURE DES TABACS	334999
275,00	69	Lyon 8e Arrondissement	AV DES FRERES LUMIERE	163116	MANUFACTURE DES TABACS	337812
265,00	69	Lyon 8e Arrondissement	CRS ALBERT THOMAS	163116	MANUFACTURE DES TABACS	438846
270,00	69	Lyon 8e Arrondissement	CRS ALBERT THOMAS	163116	MANUFACTURE DES TABACS	438847
235,00	69	Lyon 8e Arrondissement	CRS ALBERT THOMAS	163116	MANUFACTURE DES TABACS	438892
225,00	69	Lyon 8e Arrondissement	CRS ALBERT THOMAS	163116	MANUFACTURE DES TABACS	447091
260,00	69	Lyon 8e Arrondissement	CRS ALBERT THOMAS	163116	MANUFACTURE DES TABACS	465298

Libellé bât/ter	Type de bien	Usage détaillé du bien	Statut d'occupation	Propriétaire	Etat/OP
UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 BATIMENT PRINCIPAL	Bât. enseignement ou sport	usage mixte	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
PARKING UNIVERSITE	Espace aménagé	stationnement	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
LOGE APPARITEUR	Bâtiment technique	service technique	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
ESPACE AMENAGE VILLE	Espace aménagé	parc	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
HALLE DES SPORTS	Bât. enseignement ou sport	sport	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat/Ville de Lyon	Opérateur
IUT UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	Bât. enseignement ou sport	usage majeur d'enseigne	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
COEUR D'ILOT	Espace aménagé	espace non bâti	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
MILC	Bât. enseignement ou sport	recherche	L'Etat possède et occupe en tant q	Etat	Multi-occupants
1103 - BATIMENT ATHENA	Bât. enseignement ou sport	usage majeur d'enseigne	L'Etat possède et occupe en tant q	Etat	Multi-occupants
1104 - ERATO	Logement	logement	L'Etat possède et occupe en tant q	Etat	Multi-occupants
QUADRILATERE CLAUDE BERNARD- PAVILLON DUGAS	Bât. enseignement ou sport	usage majeur d'enseigne	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
BATIMENT CHEVREUL - PALAIS DE LA RECHERCHE	Bât. enseignement ou sport	recherche/enseignement	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
BATIMENT CAVENNE	Bât. enseignement ou sport	recherche	L'Etat possède et occupe en tant q	Etat	Multi-occupants
PALAIS DE L UNIVERSITE	Bât. enseignement ou sport	usage mixte	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
PAVILLON FRANCOIS TREVOUX	Bât. enseignement ou sport	enseignement	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
MANUFACTURE DES TABACS-BATIMENTS ANNEXES (NEUFS ET ANCIENS)	Bât. enseignement ou sport	usage mixte	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
MANUFACTURE DES TABACS-BATIMENT PRINCIPAL	Bât. enseignement ou sport	usage mixte	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
LOGEMENT GARDIEN SUR PARVIS	Logement	entrepreuneuriat	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	Bâtiment culturel	bibliothèque	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
LOCAL TRANSFORMATEUR	Bâtiment technique	local technique	L'Etat possède et n'occupe pas en t	Etat	Opérateur
AVANT CORPS DE LA MANUFACTURE (VOLUME 2)	Bât. enseignement ou sport	en travaux	L'Etat ne possède pas et n'occupe p	Propre à l'établissement	Opérateur
MAISON DU DIRECTEUR DE LA MANUFACTURE DES TABACS (VOLUME 2)	Bât. enseignement ou sport	entrepreuneuriat	L'Etat ne possède pas et n'occupe p	Propre à l'établissement	Opérateur

Type gest.	Gestionnaire	Libellé opérateur	Année de construction	Cont. cad.	Aire aménagée (m²)	SUB	Type de contrat
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1750	-	0,00	4 313,16	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/9999	-	0,00	0,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1750	-	0,00	33,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1000	-	0,00	0,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/2000	-	0,00	882,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/2014	-	0,00	3 970,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/2014	-	791,00	0,00	
1000010763 - LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE / 1000	LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE | LYON-III UNIVERSITÉ J		2014	-	0,00	2 482,35	
1000010763 - LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE / 1000	LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE | LYON-III UNIVERSITÉ J		1896	-	0,00	4 749,00	
1000010763 - LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE / 1000	LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE | LYON-III UNIVERSITÉ J		1896	-	0,00	229,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1880	-	0,00	1 658,51	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1994	-	0,00	6 673,16	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN /	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1881	-	0,00	1 191,48	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1881	-	0,00	9 757,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		1950	-	0,00	1 184,50	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1912	-	0,00	11 104,56	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1912	-	0,00	27 957,63	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1912	-	0,00	117,69	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1994	-	0,00	3 576,23	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1912	-	0,00	0,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1912	-	0,00	890,00	
1000010950 - LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN		01/01/1912	-	0,00	442,33	
			Totaux	**0**	**791**	**81211,604**	

Début bail	Fin bail	Durée bail	Loyer annuel HT (année1)	Loyer / m² SUB	Plafond de loyer / m² SUB	Etat de santé	ES Clos Couvert Structure	ES Amén. Int.	ES Amén. Ext.	ES Équipements	Conso EF (année1)
			0 €	0 €		Satisfaisant	Satifaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	499 433
			0 €	0 €		Satisfaisant					NC
			0 €	0 €		Satisfaisant	Satifaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	NC
			0 €	0 €		Satisfaisant					NC
			0 €	0 €		Très satisfaisant					NC
			0 €	0 €		Très satisfaisant	Très satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	279 281
			0 €	0 €		Très satisfaisant					NC
			0 €	0 €		Satisfaisant	Très satisfaisant	Très satisfaisant	Satifaisant	Satisfaisant	179 406
			0 €	0 €		Satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	438 920
			0 €	0 €		Satisfaisant	Très satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	
			0 €	0 €		Satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	
			0 €	0 €		Peu satisfaisant	Pas satifaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Peu staisfaisant	601 056
			0 €	0 €		Peu satisfaisant	Pas satisfaisant	Peu satisfaisant		Satisfaisant	177 429
			0 €	0 €		Satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Peu satisfaisant	Satisfaisant	963 837
			0 €	0 €		Satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Peu satisfaisant	Satisfaisant	
			0 €	0 €		Satisfaisant	Tresè satisfaisant	Satisfaisant	Satifaisant	Très satifaisant	5 319 489
			0 €	0 €		Satisfaisant	Peu satifaisant	Satisfaisant	Satifaisant	Sattisfaisant	
			0 €	0 €		Peu satisfaisant	Peu satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant	Peu staisfaisant	
			0 €	0 €		Satisfaisant	Peu satisfaisant	Satisfaisant	satisfaisant	Satisfaisant	
			0 €	0 €		Satisfaisant					NC
			0 €	0 €		Peu satisfaisant	Peu satisfaisant	Pas satisfaisant		Pas satisfaisant	NC
			0 €			Très satisfaisant	Très satisfaisant	Très satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant	37 444,00

Emissions de GES (année1)	Conso EF (année2)	Emissions de GES (année2)	Classement monuments historiques	Réglementation générale applicable au bâtiment	IGH	Bâtiments assujettis au DEET	Nombre de places de stationnement sécurisées pour vélo agents	Nombre de places de stationnement pour vélo visiteurs
45 407,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
			sans objet	esp.non bâti	sans objet	non	non	30
			sans objet	CT	sans objet	non	non	non
NC			sans objet	esp.non bâti	sans objet	non	non	non
0,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
20 630,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	66	non
NC			sans objet	esp.non bâti	sans objet	non	non	non
13 321,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
44 628,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
			sans objet	logement	sans objet	oui	non	non
			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
52 519,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	20	non
91 869,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	10
			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
49 264,41			sans objet	ERP	sans objet	oui	70	non
124 023,63			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	98
412 279,00			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
NC			sans objet	local technique	sans objet	non	non	non
NC			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
			sans objet	ERP	sans objet	oui	non	non
							156	**138**

Nota : offre de ville stationnement cycles en hyper proximité de tous les sites importante

Annexe 1 : Diagnostic occupation

Code bât/ter	Libellé bâtiment	Code Site	Adresse	Ville	Dpt	Ministère	Etat/OP	Gestionnaire	SUB (surface des locaux tertiaires yc bureaux enseignants)	Nb postes de travail	SUB/résidents	SUB / PdT	SBA/SUB	Dispo théorique Résidents	SUN bâtiment
438745	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 BATIMENT PRINCIPAL	195809	R DU 23EME R I	BOURG EN BRESSE	01	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	457,37	35	NC	13,07	NC	NC	788,41
438749	PARKING UNIVERSITE	195809	R DU 23EME R I	BOURG EN BRESSE	01	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
447306	LOGE APPARITEUR	195809	R DU 23EME R I	BOURG EN BRESSE	01	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	33,00	3	NC	11,00	NC	NC	18,00
454232	ESPACE AMENAGE VILLE	195809	R DU 23EME R I	BOURG EN BRESSE	01	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
331120	HALLE DES SPORTS	163124	BD MARIUS VIVIER MERLE	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
436478	IUT UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	132786	R PASTEUR	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	932,53	67	NC	13,92	NC	NC	2 053,21
436479	COEUR D'ILOT	132786	R PASTEUR	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
443967	MILC	132786	R RAULIN	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Multi-occupants	LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE | LYON-III UN	375,54	66	NC	5,69	NC	NC	1 229,66
318696	1103 - BATIMENT ATHENA	167335	R CHEVREUL	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Multi-occupants	LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE | LYON-III UN	378,72	42	NC	9,02	NC	NC	404,77
399330	1104 - ERATO	167335	R PASTEUR	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Multi-occupants	LYON-II UNIVERSITÉ LUMIÈRE | LYON-III UN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
399331	QUADRILATERE CLAUDE BERNARD- PAVILLON DUGAS	167335	R PASTEUR	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	73,53	8	NC	9,19	NC	NC	317,67
367702	BATIMENT CHEVREUL - PALAIS DE LA RECHERCHE	169449	R CHEVREUL	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	1 699,54	151	NC	11,26	NC	NC	3 205,67
349868	BATIMENT CAVENNE	175253	R CAVENNE	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Multi-occupants	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	483,28	51	NC	9,48	NC	NC	799,45
437574	PALAIS DE L UNIVERSITE	175253	QU CLAUDE BERNARD	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	554,75	114	NC	4,87	NC	NC	3 205,67
437575	PAVILLON FRANCOIS TREVOUX	175253	QUAI CLAUDE BERNARD	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	31,00	3	NC	10,33	NC	NC	33,29
334999	MANUFACTURE DES TABACS-BATIMENTS ANNEXES (NEUFS ET ANCIENS)	163116	CRS ALBERT THOMAS	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	351,52	36	NC	9,76	NC	NC	915,75
337812	MANUFACTURE DES TABACS-BATIMENT PRINCIPAL	163116	AV DES FRERES LUMIERE	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	5 300,00	817	NC	6,49	NC	NC	8 676,27
438846	LOGEMENT GARDIEN SUR PARVIS	163116	CRS ALBERT THOMAS	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
438847	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	163116	CRS ALBERT THOMAS	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	527,88	60	NC	8,80	NC	NC	568,33
438892	LOCAL TRANSFORMATEUR	163116	CRS ALBERT THOMAS	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
447091	AVANT CORPS DE LA MANUFACTURE (VOLUME 2)	163116	CRS ALBERT THOMAS	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	Travaux à venir	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
465298	MAISON DU DIRECTEUR DE LA MANUFACTURE DES TABACS (VOLUME 2)	163116	CRS ALBERT THOMAS	LYON	69	Ministère Enseignement supérieur	Opérateur	LYON-III UNIVERSITÉ JEAN MOULIN	75,41	7	NC	10,77	NC	NC	263,29

Nota : Le calcul du RT ESR est à adapter aux locaux à usage multiple. Le rapport SUB du bâtiment par le nombre de postes de travail ne pouvant pas être le reflet d'une réalité plus complexe.

Annexe 1 : Diagnostic financier

k€	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne sur les cinq dernières années	2024	2025	2026	2027	2028
RESSOURCES FINANCIERES DE L'IMMOBILIER	**5 374 489,03 €**	**6 330 446,04 €**	**7 585 798,17 €**	**8 835 688,42 €**	**10 279 557,50 €**	7 681 195,83 €	**11 159 968,00 €**	**12 532 244,15 €**	**14 758 856,36 €**	**14 996 799,18 €**	**15 246 639,13 €**
Budget Université Lyon 3											
Fonctionnement	**3 127 949,91 €**	**2 523 608,22 €**	**3 303 278,33 €**	**3 993 999,34 €**	**4 567 938,41 €**	3 503 354,84 €	**4 316 423,00 €**	**4 532 244,15 €**	**4 758 856,36 €**	**4 996 799,18 €**	**5 246 639,13 €**
Investissement	**2 246 539,12 €**	**3 806 837,82 €**	**4 282 519,84 €**	**4 841 689,08 €**	**5 711 619,09 €**	4 177 840,99 €	**6 843 545,00 €**	**8 000 000,00 €**	**10 000 000,00 €**	**10 000 000,00 €**	**10 000 000,00 €**
							projection hors acquisition				

Ce tableau ne prend pas en compte toute la part du site de Bourg en Bresse pris en charge par le GIP

k€	2019	2020	2021	2022	2023
COÛT DE L'IMMOBILIER					
Charges de fonctionnement	**3 123 723,76 €**	**2 523 608,89 €**	**3 303 278,00 €**	**3 994 000,58 €**	**4 567 939,00 €**
Fluides-énergies (hors Bourg)	**1 089 373,00 €**	**841 014,00 €**	**1 054 046,00 €**	**1 852 887,00 €**	**2 013 490,00 €**
Electricité	664 463,00 €	479 338,00 €	546 672,00 €	1 120 757,00 €	1 302 963,00 €
Gaz	28 365,00 €	20 949,00 €	17 191,00 €	70,00 €	
RCU	319 530,00 €	291 272,00 €	437 254,00 €	669 557,00 €	633 907,00 €
Eau	77 015,00 €	49 455,00 €	52 929,00 €	62 503,00 €	76 620,00 €
Entretien - maintenance	539 855,76 €	392 496,89 €	340 083,00 €	382 013,58 €	474 969,00 €
Nettoyage - déchets (hors Bourg)	908 695,00 €	696 885,00 €	1 289 828,00 €	1 271 713,00 €	1 512 325,00 €
Assurance	5 412,00 €	6 178,00 €	36 719,00 €	38 732,00 €	41 303,00 €
Sûreté - Sécurité - Gardiennage	161 829,00 €	153 468,00 €	124 379,00 €	266 955,00 €	390 016,00 €
Loyer (refacturé pour 2/3)	301 737,00 €	325 442,00 €	326 283,00 €	90 850,00 €	0,00 €
Charges locatives	116 822,00 €	108 125,00 €	131 940,00 €	90 850,00 €	135 836,00 €
Coûts d'investissement	**2 246 539,12 €**	**3 806 837,82 €**	**4 282 519,84 €**	**4 841 689,08 €**	**5 711 619,09 €**
GER	**900 528,26 €**	**2 178 481,09 €**	**3 128 140,54 €**	**2 954 502,43 €**	**3 834 042,86 €**
Dépenses excetionnelles d'investissement immobilier	**1 346 010,86 €**	**1 628 356,73 €**	**1 154 379,30 €**	**1 887 186,65 €**	**1 877 576,23 €**

Annexe 2 : Gestion des risques

Catégorie de risque	Risque	Risque spécifique identifié	Bâtiments concernés par ce risque	Nombre de bâtiments concernés	Mesures de couverture proposées
Risques naturels	Inondations	Inondations de sous sol / Crue du Rhône	Palais de l'Université	2 (Palais/Cavenne)	Pas de mesure spécifique au vu de la mesure du risque
Sûreté	Intrusion	Accès aux sites par des personnes malveillantes	Tous	Tous	Renforcement des contrôles aux accès selon les périodes Diagnostic sûreté établi par les services de police avec déploiement des mesures proposées
Risques naturels	Submersion marine				
Risques naturels	Mouvement de terrain				
Risques naturels	Volcanisme				
Risques naturels	Séismes				
Risques naturels	Cavités souterraines				
Risques naturels	Feux de forêt				
Risques naturels	Retrait / gonflement des argiles				
Risques naturels	Avalanche				
Risques naturels	Cyclone				
Risques naturels	Tempêtes				
Risques technologiques	Accident industriel				
Risques technologiques	Accident nucléaire				
Risques technologiques	Risque minier				
Risques technologiques	Rupture de barrage				
Risques technologiques	Transport de matières dangereuses				

Annexe 3 : Diagnostic ressources humaines

Phase Diagnostic
Recensement "Moyens humains et compétences"

				Moyens humains							Compétences (identifier le nombre d'agents experts sur chaque domaine de compétence)								
					ETP déployés sur chaque famille de métiers, y compris sur les métiers transverses de la transition énergétique et environnementale														
				Effectifs (hors Bourg)	Gestion stratégique d'actifs (bâti et non bâti)-Asset management (hors tâches de la transition énergétique et environnementale)	Gestion technique, budgétaire et administrative du parc-Property management (hors tâches de la transition énergétique et environnementale)	Gestion des sites occupés-Facility management (hors tâches de la transition énergétique et environnementale)	Montage et conduite des opérations immobilières Project management (hors tâches de la transition énergétique et environnementale)	Transition énergétique et environnementale du parc immobilier	Total ETP	Technique bâtimentaire et exploitation maintenance	Financement et gestion budgétaire	Juridique	Aménagement et pilotage de parc immobilier	Gestion administrative	Performance énergétique et environnementale	Maîtrise d'ouvrage/ Conduite d'opérations	Systèmes d'information	Commentaires (principales lacunes et besoins de formation identifiés, actions mises en place,...)
Etablissement	Ville	Service	Complément service	63	1,4	6,8	19,3	3,5	1	31									
Université Jean Moulin Lyon 3	Lyon	Direction de l'Immobilier et de la Logistique	Direction	1	0,4	0,3	0,3					1	1	1					
			Pôle développement de l'immobilier	5	1	0,5		3,5			2	1					2	1	- Difficulté à recruter et à pérériser les personnes en poste
			Pôle exploitation maintenance	20		1	19				5								- Difficulté à recruter sur les profils d'agents avec compétences techniques
			Logistique Manufacture	8															
			Logistique Quais	15															
			Accueil Manufacture	5															
			Cellules administrative et financière	6		4						2			1				
			Gestion de l'énergie	1					1							1			- Poste en tension car recherché
			Coordination opérationnelle des évènements	2															
	Bourg en Bresse	*GIP*	*Maintenance*	*1*			*1*												

Pinfo

Direction de l'immobilier de l'Etat

Annexe 4 : Segmentation

				SEGMENTATION			PREPARATION DES ARBITRAGES POUR LES BIENS A QUITTER			
CODE CHORUS BÂTIMENT	LIBELLE BÂTIMENT	VILLE	A CONSERVER	INTERMEDIAIRE	A QUITTER	ORIENTATION (Céder / Valoriser)	M² SUB	MONTANT EVENTUEL ATTENDU	CALENDRIER PREVISIONNEL
163110	MANUFACTURE BATIMENT PRINCIPAL	LYON	1				27 957,63		
163110	MANUFACTURE BATIMENT ANNEXES	LYON					11 104,56		
163110	AVANT CORPS	LYON					890,00		
163110	LOCAL TRANSORMATEUR	LYON					-		
163110	LOGEMENT GARDIEN	LYON					117,69		
163110	MAISON DIRECTEUR	LYON					442,33		
163110	BIBLIOTHEQUE	LYON					3 576,23		
167335	ATHENA*	LYON	1				4 749,00		
167335	PAVILLON DUGAS	LYON					1 658,51		
167335	ERATO LOGEMENT*	LYON					222,00		
175253	PALAIS DE L'UNIVERSITE	LYON					9 757,00		
175253	PAVILLON TREVOUX	LYON					1 184,50		
175253	BATIMENT CAVENNE	LYON					1 191,48		
169449	PALAIS CHEVREUL	LYON	1				6 673,16		
132786	IUT	LYON					3 970,00		
132786	MILC*	LYON					2 482,35		
132786	CŒUR D'ILOT	LYON					-		
163124	HALLE DES SPORTS	LYON	1				882,00		
195809	BATIMENT PRINCIPAL	BOURG EN BRESSE	1				4 313,16		
195809	LOGE	BOURG EN BRESSE	1				33,00		
TOTAL			**6**	**0**	**0**		**81204,6**	**0**	

*Pour ces deux bâtiments, sont intégrés les surfaces de l'ensemble des occupants (multi occupation Lyon 2/Lyon 3)

Direction de l'immobilier de l'Etat

Annexe 4 : Stratégie d'intervention

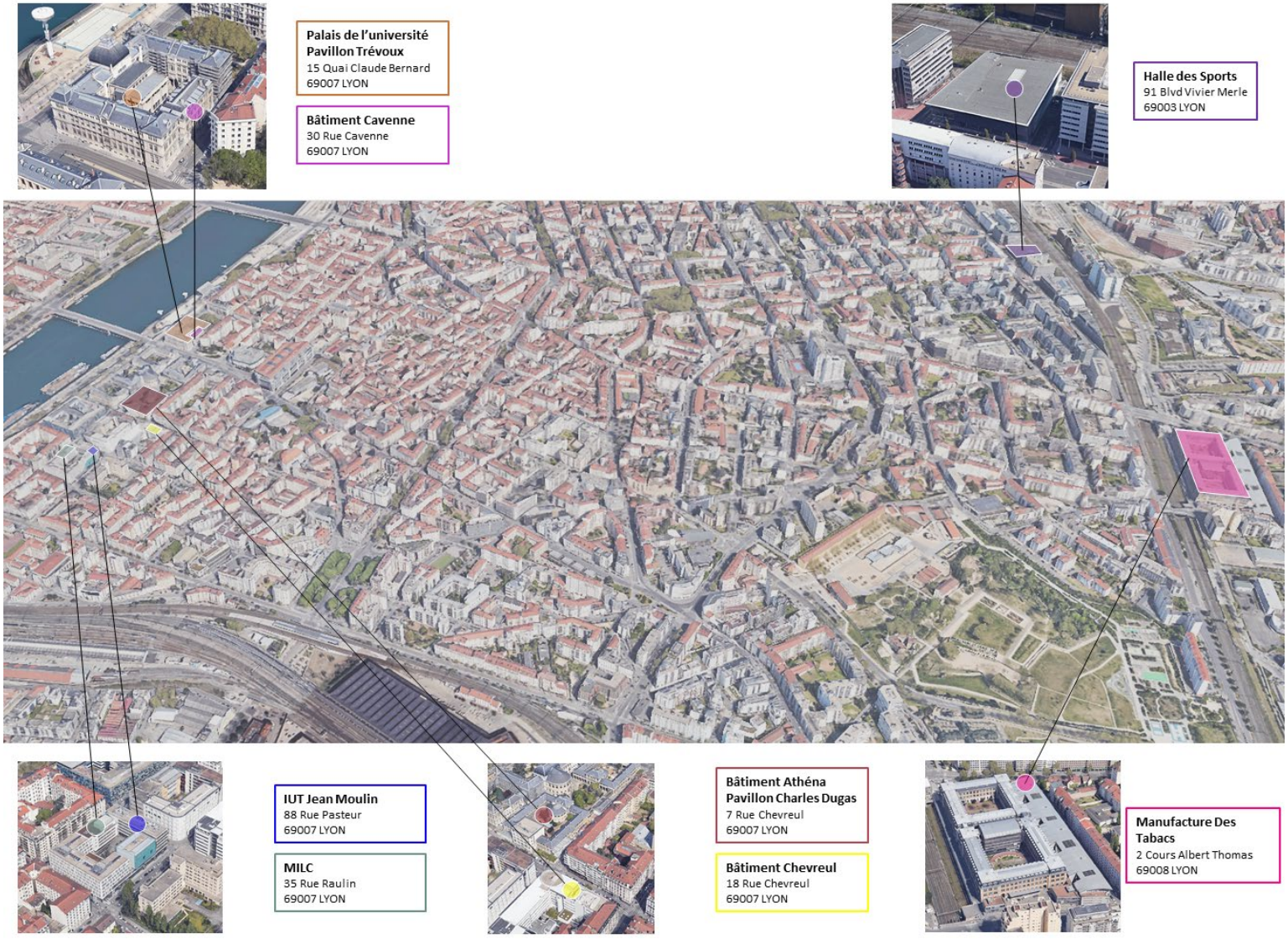
					Thématique(s) concernée(s) (Oui/non)*									SOURCES DE FINANCEMENT				
INTITULE DE L'OPERATION	CODE CHORUS BÂTIMENT	LIBELLE BÂTIMENT	VILLE	DESCRIPTION OPERATION*	Interventions techniques	Accessibilité	Amiante	Autres interventions réglementaires	Energie et environnement	DEBUT	FIN	COÛT PREVISIONNEL HT	COÛT PREVISIONNEL TDC	SOURCE 1	SOURCE 2	SOURCE 3	ETAT D'AVANCEMENT (le cas échéant)	COMMENTAIRE
Changement transformateur haute tension	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2025	2026	400 000,00 €	600 000,00 €	fonds propres			faisabilité	
Rénovation sanitaires	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	OUI	NON	NON	OUI	2025	2028	580 000,00 €	700 000,00 €	fonds propres			programmation	
Toiture BU	163110	Manufacture des Tabacs - BU	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2026	2028	400 000,00 €	600 000,00 €	fonds propres			faisabilité	
Toiture bâtiment ancien	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2026	2029	500 000,00 €	600 000,00 €	fonds propres			SO	
Rénovation des locaux de prestige	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	NON	2026	2027	166 666,67 €	200 000,00 €	fonds propres			faisabilité	
Changement des groupes froids	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	NON	2024	2026	370 000,00 €	555 000,00 €	fonds propres			programmation	
Climatisation partielle	132786	IUT	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	NON	2025	2026	250 000,00 €	375 000,00 €	fonds propres			programmation	
Désenfumage des amphis	163110	Manufacture des Tabacs - amphis	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	OUI	NON	2025	2026	250 000,00 €	300 000,00 €	fonds propres	Crédits sécurité		faisabilité	
Déploiement du contrôle d'accès		Tous sites	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	OUI	NON	2024	2027	266 000,00 €	320 000,00 €	fonds propres			conception et travaux	
Accessibilité	163110	Manufacture des Tabacs	LYON	cf. SPSI	OUI	OUI	NON	NON	NON	2024	2025	375 000,00 €	450 000,00 €	fonds propres	Crédits accessibilité		conception et travaux	
Clapets coupe feu	163110	Manufacture des Tabacs - amphis	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	2025	2028	246 153,85 €	320 000,00 €	fonds propres	Crédits sécurité		programmation	
Remise à niveau BAES		Tous sites	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	2024	2027	153 846,15 €	200 000,00 €	fonds propres	Crédits sécurité		conception	
Remplacement CTA	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	OUI	OUI	2024	2029	4 050 000,00 €	6 075 000,00 €	fonds propres	financement AAP		SO	Besoin de financements complémentaires
Menuiseries extérieures	163110	Manufacture des Tabacs - Bâtiment principal	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2024	2030	300 000,00 €	390 000,00 €	fonds propres	financement AAP		selon phase	Besoin de financements complémentaires
Relamping led et faux plafonds		Tous sites	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2024	2027	166 666,67 €	200 000,00 €	fonds propres			travaux au fil de l'eau	
Vannes 2V et isolation réseaux		Tous sites	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2024	2030	233 333,33 €	280 000,00 €	fonds propres	financement AAP		travaux au fil de l'eau	Besoin de financements complémentaires
Etude de rénovation énergétique B6 et B7												50 000,00 €	50 000,00 €	fonds propres	financement AAP		SO	Besoin de financements complémentaires
Faisabilité séparation réseaux EU EP		Tous sites	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2025	2026	41 666,67 €	50 000,00 €	fonds propres	financement AAP	subventions	SO	Besoin de financements complémentaires
Faisabilité isolation extérieure bâtiment	167335	Pavillon Dugas	LYON	cf. SPSI	OUI	NON	NON	NON	OUI	2027	2028	8 333,33 €	10 000,00 €	fonds propres			SO	
TOTAL												**8 799 333,33 €**	**12 265 000,00 €**					

Direction de l'immobilier de l'Etat

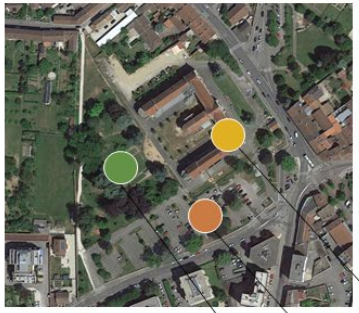
Annexe 4 : Stratégie patrimoniale

										SOURCES DE FINANCEMENT				
INTITULE DE L'OPERATION	CODE CHORUS BÂTIMENT	LIBELLE BÂTIMENT	VILLE	DESCRIPTION DE L'OPERATION	ARGUMENTAIRE / OBJECTIF(S) VISE(S)	AUGMENTATION OU REDUCTION DE SURFACES EN M²	DEBUT	FIN	COÛT PREVISIONNEL HT	COÛT PREVISIONNEL TDC	SOURCE 1	SOURCE 2	SOURCE 3	ETAT D'AVANCEMENT (le cas échéant)	COMMENTAIRE
Acquisition d'un bien	NC	NC	Lyon	cf. SPSI	Répondre à des besoins spécifiques	+1500 m² SDP	2024	2026	7 500 000,00 €	9 000 000,00 €	Fonds propres			Faisabilité	
Travaux CPER 2 de Bourg-en-Bresse	195809	Bâtiment principal	Bourg en Bresse	cf. SPSI	Répondre à des besoins spécifiques	SO	2020	2026	3 866 666,67 €	5 800 000,00 €	CPER	Fonds propres		Travaux	MOA CD01
Projet BASE	163110	Manufacture des Tabacs - bâtiment principal	Lyon	cf. SPSI	Renforcer l'accueil sur le site	SO	juin-25	sept-25	250 000,00 €	300 000,00 €	DSG			Conception	
Espace Recherche	175253	Palais de l'Université	Lyon	cf. SPSI	Accompagner les enseignants chercheurs	SO	oct-24	févr-25	500 000,00 €	600 000,00 €	DSG	Fonds propres		Conception	
Tiers Lieu	163110	Manufacture des Tabacs - bâtiment principal	Lyon	cf. SPSI	Renforcer la vie étudiante et offrir des espaces aux étudiants	SO	2022	sept-25	2 333 333,33 €	3 500 000,00 €	CPER	Fonds propres		Consultation des entreprises	
Etudes et travaux CPER 3	195809	Bâtiment principal	Bourg en Bresse	cf. SPSI	Accueillir l'INSPE Lyon 1 sur le site	SO	2022	2028	3 466 666,67 €	5 200 000,00 €	CPER			Programmation/DEX	MOA CD01
Rénovation énergétique	175253	Cavenne	Lyon	cf. SPSI	Répondre aux enjeux énergétiques	SO			1 000 000,00 €	1 500 000,00 €	Opération campus 2			Programmation	MOA ComUE Université de Lyon
Rénovation des cours	175253	Palais de l'Université/Athéna	Lyon	cf. SPSI	Retrouver des espaces de	SO	2025	2026	400 000,00 €	600 000,00 €	Opération campus 2			Programmation	MOA ComUE Université de Lyon
Rénovation de la BU	163110	Manufacture des Tabacs - BU	Lyon	cf. SPSI	S'adapter aux usages actuels et répondre aux enjeux	SO	2024	2028	8 000 000,00 €	12 000 000,00 €	AAP Transition écolog	AAP spécifiques	Fonds propres	Programmation	Besoin de financements complémentaires
Rénovation énergétique et fonctionnelle	169449	Eugène Chevreul - Palais de la Recherche	Lyon	cf. SPSI	Répondre aux enjeux énergétiques et aux besoins fonctionnels	SO	2024	2028	9 333 333,33 €	14 000 000,00 €	CPER	AAP Transition écolog	Fonds propres	Consultation ATMO	Besoin de financements complémentaires Opération portée en groupement avec le Rectorat pour le bâtiment de la DSDEN.
Espace cafeteria	169449	Eugène Chevreul - Palais de la Recherche	Lyon	cf. SPSI	Optimiser l'usage restauration/travail/détente	SO	juil-25	juil-25	41 666,67 €	50 000,00 €	Fonds propres			SO	
Espace restauration	175253	Palais de l'Université	Lyon	cf. SPSI	Optimiser l'usage restauration/travail/détente	SO	juin-25	sept-25	192 307,69 €	250 000,00 €	Fonds propres			SO	
Datacentre - local serveur	163110	Manufacture des Tabacs - bâtiment principal	Lyon	cf. SPSI	Renforcer la performance et la sécurité informatique	SO	oct-24	janv-25	461 538,46 €	600 000,00 €	Fonds propres			Conception	
Rénovation du bâtiment	116110	Manufacture des Tabacs - Maison du gardien	Lyon	cf. SPSI	Répondre aux enjeux énergétiques et aux besoins fonctionnels	SO	2026	2027	300 000,00 €	450 000,00 €	Fonds propres	AAP Transition écologique		SO	Besoin de financements complémentaires
									30 145 512,82 €	**44 850 000,00 €**					

Annexe 5 : Plan d'implantation des bâtiments – Site de Lyon



Plan d'implantation des bâtiments – Site de Bourg-en-Bresse



Campus de Bourg en Bresse.
6 Rue du 23ème RI
01004 Bourg-en-Bresse CEDEX

Bâtiment du Campus.

Parking

Parc



Annexe 6 - Détail de l'état de santé des bâtiments

Palais



Trévoux



Athéna



Dugas



Manufacture Principal



Manufacture annexe



Manufacture bibliothèque



Maison du Directeur



MILC



IUT



Bourg-en-Bresse Loge



Bourg-en-Bresse Bâtiment principal



Manufacture bibliothèque

Annexe 7

UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DE LA LOGISTIQUE

Avril 2024

Directrice : Marie GUILLAUME
Directeur Adjoint : François LEMOINE

Pôle Développement Immobilier
François LEMOINE

Opérations immobilières
Guy OLAGNON

Recrutement en cours
Recrutement en cours

Programmation et Gestion des données patrimoniales

Almudena GARRIDO-BARBA

Cellule Gestion de l'énergie
Emmanuelle REMANDE

Chargée de suivi qualité des prestations externalisées de logistique
Nalisoa RAMIANDRISOA

Coordination opérationnelle des événements
Silva MANCEAU

Hedi MEKKI

Cellule Administrative RH
Isabelle VICTOIRE

Laura HAMIOT

Cellule budgétaire et financière
Dominique BASSET
Karine SINZ
Moulkheir THIVICHON-PRINCE

Pôle Exploitation et Maintenance
Jean-Florent NIGAY

Guichet technique
Alexandre BLAIRON
Olivier DERVEAU

Electricité - systèmes Automatisés
Mario SALUZZI

Systèmes automatisés
Karim KEBIB
Max NOTHDURFTER
Jean-Michel AIME (Abs)

Exploitation électrique
Florent BAS

Yassine GHEDHAIFI
Lionel GUYONNET
Kamel MOKDAD
Xavier RIVIERE

Plomberie - CVC - VRD
Mourad RACHEDI

Plomberie CVC Espaces verts - VRD
Armindo PEREIRA de JESUS
Grégory LABBE

Corps d'état secondaires
Jonathan PERRAUT

Menuiserie - Serrurerie
Pierre GOUTTEFARDE
Frédéric MARTIN
Jean-Michel ROLLAND

Corps d'état architecturaux
Bruno CAZALENS
Laurent CHILLET

Logistique Quais
Jean-Charles. STOLTZ

Accueil site Quais
Guillaume MOREAU
André BERLIET
Paula DEVEYE
Andréa MADEIRA
Elisabeth MATEUS
Céline PARNIERE
Charlène THUARD
Barbara SANTOIRE

Opérateurs de site
Bruno VIEUX

Fabrice KERHUEL
Mickael MATEO
David VEGA

Accueil site Manufacture
Carole FRANCHINI

Hadidja ABOU BACAR
Amina HERIF
Girish PATEL
Adam STAPPERS
Patrice MARGAINNE (Abs)

Vaguemestres Quais
Dominique BRUN
Vincent GARCIA-VERO

Logistique Manufacture
Jonathan RUZ

Opérateurs de site
Muhamed KARO
Jorge GOMES PEREIRA (Abs)
Ludovic BENOIT
Gabriel BRINGUIER
Mohammed BENYAMNA
Carlos DE JESUS
Warren GEOFFROY

Vaguemestre Manu
Philippe PACHECO

© UNIVERSITÉ **JEAN MOULIN** LYON 3

Direction de l'**immobilier**
et de la **logistique**

Couverture :
Service de la **communication**
et des **partenariats**
Frédéric GERLAND

Schéma pluriannuel de

STRATÉGIE IMMOBILIÈRE

PÉRIODE 2024-2028

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Manufacture des Tabacs
Campus des **Quais**
Campus de **Bourg-en-Bresse**

WWW.**UNIV-LYON3.**FR

MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

ANNEXE

Fiche d'analyse

Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière

Opérateur

Université Lyon III - Jean Moulin

2024-2028

Ministère de tutelle

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Décembre 2024

Sommaire

1. SYNTHESE DE L'ANALYSE 4

1.1. Modalités d'analyse 4

1.1.1. Contact de l'opérateur 4
1.1.2. Dates clés de la procédure 4
1.1.3. Respect du cadre de rédaction du SPSI 4

1.2. Avis sur le SPSI 4

2. BILAN DU SPSI PRECEDENT 5

3. DIAGNOSTIC 6

3.1. Description de l'opérateur 6

3.2. Recensement et inventaire du parc 6

3.3. Diagnostic de l'occupation 7

3.4. Diagnostic Fonctionnel, Réglementaire, Technique et Environnemental 7

3.4.1. Réponse aux besoins des utilisateurs / Diagnostic fonctionnel 8
3.4.2. État réglementaire 8
3.4.3. État technique 8
3.4.4. État énergétique et environnemental 8

3.5. Moyens humains et compétences 9

3.6. Système d'information immobilier 10

3.7. État des lieux financier et coûts de l'immobilier 10

3.7.1. Moyens financiers et budget consacrés à l'immobilier 10
3.7.2. Coûts de l'immobilier 10

4. STRATEGIE 11

4.1. Stratégie de l'opérateur 11

4.1.1. Besoins de l'établissement 11
4.1.2. Organisation des espaces de travail 11
4.1.3. Stratégie de performance environnementale 12

4.2. Stratégie patrimoniale 12

4.2.1. Analyse des besoins et objectifs 12
4.2.2. Opérations patrimoniales 12

4.3. Bilan de surface du SPSI dont segmentation 13

4.4. Stratégie d'intervention 13

4.4.1. Objectifs 13
4.4.2. Opérations envisagées 13
4.5. Stratégie de valorisation 13
4.6. Réflexions sur l'évolution du parc immobilier au-delà de 2028 14
4.7. Plan de financement 14

1. Synthèse de l'analyse

1.1. Modalités d'analyse

1.1.1. Contact de l'opérateur

Marie GUILLAUME – Directrice de l'immobilier et de la logistique - 04 26 31 85 27 – e-mail : marie.guillaume@univ-lyon3.fr

1.1.2. Dates clés de la procédure

Date de transmission à la tutelle : 3 juillet 2024
Date de transmission à la DIE (courriel) : 3 juillet 2024
Transmission d'observations du / des préfet(s) de région : 5 septembre 2024
Date de l'avis de la tutelle : 17 octobre 2024
Date d'échéance pour rendre l'avis : 3 décembre 2024
Éventuelle interruption du délai en cas de demande d'informations complémentaires et nouvelle échéance : Non

1.1.3. Respect du cadre de rédaction du SPSI

L'Université Lyon 3 Jean Moulin a globalement respecté la trame de rédaction des SPSI. Les annexes relatives aux moyens humains et aux moyens financiers ont été jointes.

1.2. Avis sur le SPSI

~~**AVIS DÉFAVORABLE**~~ - ~~**PREND ACTE**~~ - **AVIS FAVORABLE :**

☒ Avec recommandations
☐ Avec réserves

Période du SPSI : 2024 – 2028

L'université a une bonne connaissance de son parc et a réalisé un effort important de complétude des données dans le RT ESR. Le diagnostic d'occupation révèle une tension récurrente sur les taux d'occupation des salles d'enseignement. L'optimisation des surfaces de bureaux devra être documentée, en prenant en compte le ratio cible de 16 m² SUB/résident. Les diagnostics règlementaires et fonctionnels sont succincts et devraient préciser davantage les problématiques et biens concernés. L'état technique et énergétique du parc est globalement satisfaisant malgré certains biens qui nécessitent des améliorations. Les moyens humains apparaissent suffisants et bien structurés. Le système d'information immobilier en développement se heurte à des obstacles pour une mise en œuvre opérationnelle.
La stratégie de l'établissement donne la priorité aux besoins liés à la formation, la recherche, la qualité de vie étudiante et la transition écologique. Elle est cohérente avec le diagnostic : elle prévoit d'agir sur les locaux existants présentant des désordres, et d'acquérir de nouveaux locaux pour répondre à ses besoins. Toutefois, l'université devra objectiver le besoin d'acquisition et explorer les pistes alternatives (mutualisation, recours à du domanial,...), en se rapprochant de la mission régionale de politique immobilière de l'Etat.
Enfin, les pistes de financement sont présentées, et mobilise l'autofinancement, mais nécessite d'être conforté quant au chiffrage de chaque source de financement. Les opérations devront aussi être priorisés pour garantir une utilisation optimale des ressources.

Un avis favorable est retenu, assorti de plusieurs recommandations, dont les suivantes doivent être mises en œuvre dès à présent :

- Poursuivre la complétude des données dans le RT ESR et, en priorité, **calculer le nombre de résidents par bâtimen**t ;
- **Définir la trajectoire d'optimisation des espaces de bureau afin d'atteindre la cible de 16 m² SUB/résident**;
- **Approfondir les diagnostics fonctionnels et règlementaires** en précisant les problématiques rencontrées ;
- **Objectiver le recours à une acquisition de 1500 m²**, en lien avec la MRPIE ;

- Continuer la **réflexion sur les systèmes d'information** pour doter l'établissement d'outils de GMAO et de BIM ;
- **Poursuivre la segmentation des biens** (actifs à conserver, actifs à libérer, actifs avec analyse complémentaire) ;
- **Mieux distinguer dans le volet stratégie la stratégie patrimoniale** (les opérations de construction / acquisition / cession / rénovation structurante) **de la stratégie d'intervention** (toutes les opérations de GER - gros entretien et renouvellement), à mener sur la période 2024-2028, avec le calendrier actualisé, le coût et les modalités de financement ;
- **Poursuivre et développer la stratégie de performance environnementale du parc**, en définissant le plan d'actions avec des objectifs chiffrés pour respecter les obligations réglementaires, notamment le dispositif éco énergie tertiaire ;
- **Conforter le plan de financement et prioriser** les opérations programmées.

La recommandation suivante est à prendre en compte pour le prochain SPSI, qui devra être transmis à la DIE en 2027 :

- Poursuivre la réflexion sur la **valorisation du parc immobilier** ;
- Poursuivre la réflexion sur **l'adaptation au changement climatique**.

Rappel de l'avis de la tutelle : 17 octobre 2024.
Rappel de l'avis du / des préfet(s) : Favorable avec recommandations

2. Bilan du SPSI précédent

Avis sur le bilan

Le bilan présente les opérations réalisées ainsi que celles qui sont encore en cours du fait de recherche de financements ou de la nécessité d'études complémentaires. Les recommandations du précédent SPSI ont été partiellement prises en compte.

Echéance du SPSI précédent : 2018 – 2022

Bilan
Le bilan liste les points forts et les axes d'amélioration du précédent SPSI :

- Amélioration du taux de complétude RT et mise en cohérence du RT avec le SPSI,
- Approfondissement du diagnostic de l'adéquation aux besoins par bâtiment,
- Segmentation des actifs,
- Identification du financement des opérations immobilières.

Le document dresse le bilan des opérations réalisées (page 19) :

- **Maison du Directeur – Manufacture des Tabacs :** L'université a acquis et réhabilité cette maison bourgeoise pour en faire un espace de travail pour le Centre d'Entrepreneuriat de l'Université de Lyon. À l'issue des travaux, la maison du directeur a été mise à disposition de la ComUE et l'université a conservé le 2ème étage pour sa direction de l'innovation. Le projet a été co-financé par le CPER 2015-2020 et les fonds propres de l'établissement. Il s'est achevé en 2021.
- **Lyon Cité Campus – Site des Quais :** Ce projet visait l'optimisation du patrimoine, avec des travaux sur l'accessibilité, la sécurité, et l'efficacité énergétique. Les travaux, commencés en 2016 et finalisés en 2020, ont permis de réhabiliter des bâtiments, de doubler la capacité de la bibliothèque, et de créer de nouvelles salles de cours, pour un coût total de 25,8 M€ TDC (avec une mobilisation des fonds propres).
- **Valorisation des espaces à la Manufacture des Tabacs :** Un grand projet pour repenser les espaces de services aux étudiants a été mené, incluant des espaces de travail innovants et de restauration. Tous les besoins ne pourront toutefois être pourvus à court terme, notamment en ce qui concerne les services médicaux et la mission handicap. Ce projet se poursuivra jusqu'en 2025.
- **Gros Entretien Renouvellement (GER) :** Plusieurs opérations de maintenance, telles que le remplacement de toitures et le traitement des systèmes de chauffage (passage au réseau de chauffage urbain du site Chevreul), ont été réalisées. Des travaux ont également été retenus dans le cadre du Plan de Relance (2 projets pour un montant total de 4,6 M€), de l'appel à projets TIGRE, des plans de résilience et de l'appel à projet Transition énergétique 2024, pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments universitaires.

Par ailleurs, la requalification du site de Bourg-en-Bresse est toujours en cours : Divisée en plusieurs phases, cette opération financée partiellement par les CPER 2015-2020 et 2021-2027, consiste en la réhabilitation des bâtiments existants et la construction d'un amphithéâtre. Malgré des dépassements de budget, le projet se poursuit, avec les études

de programmation pour la phase 3 du projet, qui prévoit notamment l'intégration de l'INSPE (Université Claude Bernard Lyon 1) et de Canopé.

3. Diagnostic

3.1. Description de l'opérateur

L'université Jean Moulin Lyon 3 est un établissement d'enseignement public supérieur et de recherche en sciences humaines, sociales, juridiques et de gestion (page 7). Créé en 1973, cet établissement est placé sous la tutelle du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'université est structurée de la façon suivante :

- 3 campus : Lyon (Manufacture des Tabacs, Quais du Rhône) et Bourg-en-Bresse ;
- 4 facultés : Droit, Langues, Humanité/Lettres/Sociétés, Philosophie ;
- 2 instituts : Institut d'Administration des Entreprises (IAE Lyon) et Institut Universitaire de Technologie (IUT Jean Moulin) ;
- 7 écoles doctorales et 18 unités de recherche labélisées ;
- 44 programmes de formation délocalisés à l'étranger.

L'université compte 26 983 étudiants inscrits. Avec un plafond d'emploi de 1 410 personnels, elle emploie 633 enseignants et/ou chercheurs et 718 personnels administratifs, techniques et de service (BIATS). Elle fait également appel à plus de 2 200 vacataires.
Le budget global de l'établissement s'élevait à 162,6 millions d'euros en 2023.

3.2. Recensement et inventaire du parc

Avis sur le recensement et l'inventaire

L'inventaire dressé est globalement complet. Les données sur le nombre de biens, sites, surfaces et statut d'occupation sont globalement concordantes avec celles de l'OAD-ESR. En revanche, le nombre de résidents n'a pas été fourni. L'université devra donc mener le travail de recensement de ses résidents, puis renseigner le RT ESR.

Complétude OAD	**256 / 275 en 2023**

L'université dispose d'un bon taux de complétude avec un total de **256/275**. Cet effort est par ailleurs maintenu dans le temps depuis 2019. Les données restant à compléter et à fiabiliser sont celles liées à l'état règlementaire, les charges de fonctionnement et la performance environnementale.

Données et caractéristiques générales des sites et des surfaces utilisées :

Le SPSI fait état de **22 biens**, répartis sur **7 sites**, d'une **SUB totale de 81 211 m²** selon l'annexe 1**.** Toutefois, parmi les 22 bâtiments, 4 sont en multi-occupation : 3 avec l'Université Lyon II Lumière (MILC, Bâtiment Athéna, Erato), un avec la Chancellerie (Cavenne). La surface SUB exclusivement occupée par Lyon 3 est donc de **75 925 m²**. Par ailleurs, 3 biens sont des espaces aménagés. Les données de surfaces et nombre de biens renseignés dans le SPSI sont en cohérence avec celles figurant sur l'OAD-ESR. L'OAD ESR fait mention de **1 391 postes de travail (1460 dans l'annexe 1) ;** les données devront être mises en cohérence. Le nombre de postes de travail correspondant aux surfaces administratives est de **700**. Le nombre de résidents n'est renseigné ni dans le SPSI, ni dans l'OAD-ESR.
Selon le SPSI, le bâtiment principal de la Manufacture est classé « patrimoine du XXème siècle » (bâtiment historique de la Manufacture). Il n'est toutefois pas classé au titre des monuments historiques selon Chorus RE-FX.

Statut d'occupation :

Selon le SPSI, sur les 22 bâtiments, 19 sont la propriété de l'État. Un bâtiment (Halle des Sports) est propriété commune de l'Etat et de la Ville de Lyon. Les 2 bâtiments restants (Avant corps de la Manufacture et maison du Directeur - Manufacture des Tabacs) sont les biens propres de l'Université. Ces données sont conformes à celles figurant sur l'OAD-ESR.

3.3. Diagnostic de l'occupation

Avis sur le diagnostic de l'occupation

Si elle ne dispose pas de bâtiments typés bureaux, l'université a identifié les espaces dédiés aux zones administratives et aux bureaux des enseignants. Le diagnostic occupationnel repose toutefois sur les anciens ratios de SUN/poste de travail et de SUB/poste de travail. L'université devra donc compléter et objectiver son diagnostic occupationnel, en lançant les travaux pour calculer le nombre de résidents, et préciser les actions entreprises pour atteindre la cible de 16 m² SUB/résident.
Concernant les espaces pédagogiques, le diagnostic fait ressortir une tension récurrente, avec notamment des taux d'occupation des salles d'enseignement avoisinant les 100%. Les tensions sont particulièrement fortes pour les amphithéâtres sur le site de la Manufacture.

Ratios clés et comparaison SPSI / OAD pour les bâtiments

	SPSI	OAD	Référence	Commentaires
SUB / poste de travail	9,5 m ²	NC m²	20 m² 18 m² en zone tendue	La SUB utilisée pour le calcul du ratio SUB/poste de travail est celle indiquée dans l'annexe 1-Occupation et prend en compte les locaux administratifs et les bureaux enseignants (11 274 m² pour 1460 postes de travail). Dans l'OAD-ESR, les surfaces exclusivement tertiaires ne sont pas précisées.
SUB / résidents	NC m²	NC m²	16 m²	

Ratios généraux :

Le SPSI précise que l'université ne dispose pas d'immeubles strictement de bureaux et que les surfaces de bureaux sont réparties au sein des différents bâtiments. L'opérateur ne fournit pas le ratio SUB/résident mais l'annexe 1 présente les ratios SUB/poste de travail[1]. Le ratio moyen est de 9,5 m² SUB/poste de travail. Celui-ci devra toutefois être fiabilisé car il ne paraît pas cohérent avec les travaux menés par ailleurs sur les ratios de SUN/poste de travail (ratio moyen de 11,8 SUN/poste de travail). Si la situation des ratios d'occupation paraît globalement satisfaisante en première analyse, trois zones de bureaux paraissent avoir des taux perfectibles (page 29) : la direction du numérique, la direction des relations internationales et l'administration de l'IUT.

Concernant les espaces d'enseignement, le SPSI fait état de tensions au niveau de l'occupation des locaux pédagogiques (taux d'occupation réel toutes salles confondues de 97,4%), notamment pour les salles de plus de 100 places (taux d'occupation réel de 102,6%). Les tensions sont particulièrement importantes sur le site de la Manufacture des Tabacs, avec un taux d'occupation de 111,92% sur l'ensemble des salles.

3.4. Diagnostic Fonctionnel, Réglementaire, Technique et Environnemental

Avis sur le diagnostic Fonctionnel, Réglementaire, Technique et Environnemental

Le diagnostic fonctionnel, règlementaire et technique est succinct. Le diagnostic fonctionnel n'aborde que les aspects de mobilité. Les contrôles réglementaires sont bien suivis au niveau de l'établissement, mais le diagnostic règlementaire pourrait être davantage développé pour faire clairement ressortir les problématiques et les biens concernés. Le diagnostic technique identifie précisément quatre bâtiments dans un état de santé technique peu satisfaisant.
Le diagnostic environnemental révèle une amélioration de la performance globale du parc, qui est satisfaisante, mais des efforts restent encore à consentir pour atteindre les objectifs du DEET. L'université développe également des actions au-delà des aspects énergétiques, telles que la gestion de l'eau, la biodiversité, etc.

[1] Il est à noter que le SPSI fait mention aussi du ratio SUN/poste de travail, mais avec une cible à 16 m² SUN/poste de travail.

3.4.1. Réponse aux besoins des utilisateurs / Diagnostic fonctionnel

Le diagnostic fonctionnel aborde uniquement la question de la mobilité (page 30 et page 40). Les différents sites ne rencontrent pas de problématiques particulières à ce sujet. L'université souligne la bonne desserte des sites en transports en commun et le développement en cours d'espaces de stationnement. L'OAD indique également un niveau de desserte très satisfaisant.
Le SPSI ne présente pas d'analyse relative à l'adaptation des surfaces aux besoins et au niveau de confort des occupants.

3.4.2. État réglementaire

Selon le SPSI (Annexe 1), sur les 19 biens bâtis, 13 sont classés ERP. L'OAD-ESR ne fait pas état de la présence d'un IGH ou d'un monument historique.

Sécurité incendie : Aucun avis défavorable n'a été émis par les commissions de sécurité. Selon l'OAD-ESR, les réserves des contrôles règlementaires de la sécurité incendie restent à lever uniquement pour le bâtiment Athéna.
Par ailleurs, lors de la dernière inspection santé et sécurité au travail en 2019, des observations ont été émises sur la prévention, les risques professionnels et psychosociaux, le DUERP et les installations techniques, mais aucune précision n'est apportée sur leur éventuelle levée (p.34).

Installations électriques : Le SPSI n'aborde pas ce sujet. Selon l'OAD-ESR, seul le bâtiment Avant corps Manufacture des Tabacs (bâtiment n°447091) n'a pas fait l'objet de contrôles règlementaires des installations électriques. Pour les autres bâtiments, les contrôles ont été réalisés et la non-conformité levée.

Amiante : l'université est inscrite dans la première vague de déploiement de la DTA-Thèque Socle Commun. Pour ses 13 bâtiments construits avant 1997, les DTA existent et des travaux de suppression d'éléments amiantés ont été réalisés. L'établissement dispose également d'un accord-cadre pour les diagnostics complémentaires en cas de risque suspecté. L'OAD-ESR indique une absence d'amiante pour 13 bâtiments et une présence sans risque pour 8 bâtiments. Le SPSI et l'OAD-ESR doivent donc être mis en cohérence.

Accessibilité : L'université a réalisé les travaux d'accessibilité prévus dans le cadre de l'Ad'Ap, même si un retard sur le calendrier initial a été enregistré. La quasi-totalité des bâtiments ERP utilisés à des fins d'enseignement sont règlementaires et fonctionnels (12 sur 14). Il reste un bâtiment non réglementaire mais fonctionnel (Bâtiment Chevreul) et un bâtiment non renseigné (Halle des sports à Lyon).

Ascenseur : Le parc ascenseurs est bien entretenu. L'université se fait accompagner par des prestataires externes pour le contrôle et la maintenance de ces équipements. Selon l'OAD-ESR, des non-conformités ont été décelées sur 5 bâtiments, mais toutes les réserves sont levées.

3.4.3. État technique

Selon le SPSI, la grande majorité du patrimoine immobilier de l'université est dans un état technique satisfaisant (14 bâtiments, 83 % des m² SUB), voire très satisfaisant (4 sites, 7 % des m² SUB). Seuls quatre bâtiments sont dans un état peu satisfaisant (11 % des surfaces) : deux situés sur le site de la Manufacture des Tabacs (avant-corps et maison du gardien), le bâtiment Cavenne et le bâtiment Chevreul. Pour ces derniers, le diagnostic révèle des problématiques sur différentes composantes : enveloppe, équipements techniques et aménagements intérieurs (p.30).
Ces données sont conformes à celles figurant sur l'OAD-ESR.

L'université souligne également que, malgré l'état de santé globalement satisfaisant, il est nécessaire de poursuivre des actions pour maintenir et améliorer l'état des équipements techniques, la sûreté, la performance énergétique et le confort.

3.4.4. État énergétique et environnemental

L'université présente des données sur l'évolution des consommations d'électricité et de chauffage (brut et à climat constant) entre 2014 et 2023. Les sites présentés sont ceux pour lesquels Lyon 3 règle directement la facture, ce qui exclut deux sites de l'analyse (Athéna-Dugas à Lyon et la Charité à Bourg-en-Bresse). Les variations de consommations d'électricité et de chauffage annuelles sont en partie dues à des facteurs exogènes : travaux, intégration de nouveaux bâtiments, mise en place de ventilation pendant le Covid, etc. L'année 2023 est l'année où les consommations d'électricité et de chauffage enregistrées depuis 2014 sont parmi les plus faibles. Le chauffage est raccordé au réseau de chauffage urbain des agglomérations. L'université ne produit donc plus depuis l'été 2021 de chauffage en propre. En 2023, la consommation énergétique totale du parc s'élève à 111 kWhef/m²SUB, ce qui est globalement satisfaisant pour ces typologies de bâtiments. Par ailleurs, la consommation énergétique a baissé de 27 % depuis 2014 (151 kWhef/m² SUB). Selon l'OAD

ESR, 76 % des surfaces relèvent de la classe C. Le suivi des consommations devrait toutefois être affiné en fonction des usages. Les données de consommation doivent aussi être mises en cohérence entre le SPSI et l'OAD ESR.

L'université indique avoir réussi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'électricité et au chauffage de 12,4 % entre 2014 et 2022 (p.37), principalement grâce à l'abandon du chauffage au gaz, au recours accru au chauffage urbain, et à l'achat d'électricité 100 % renouvelable.

Elle détaille également plusieurs actions menées pour réduire son impact environnemental, soulignant avoir réussi à réduire sa consommation d'eau de 23% entre 2018 et 2023 par l'utilisation des eaux pluviales pour l'arrosage et à plus long terme pour les sanitaires. Elle a également initié des projets de réaménagement pour augmenter la biodiversité sur ses sites et a réalisé des études sur la gestion des eaux pluviales et l'état des sols. Un jardin partagé est également en projet, en plus de la végétalisation d'espaces, en collaboration avec la ville de Lyon. Un plan portant sur la biodiversité et la gestion de l'eau avec la désimperméabilisation des sols est en cours de réalisation.
Ces engagements devront être poursuivis et renforcés dans le cadre des travaux liés à l'adaptation au changement climatique. Parallèlement, l'opérateur devra continuer à œuvrer pour la réduction de ses consommations énergétiques afin d'atteindre les objectifs du DEET, sachant que selon l'OAD ESR, 15 de ses bâtiments y sont assujettis.

3.5. Moyens humains et compétences

Avis sur le diagnostic des moyens humains

Les moyens humains dédiés à l'immobilier ont connu une restructuration ces dernières années, conduisant à l'organisation autour d'un pôle centralisé dont les effectifs semblent globalement suffisants pour gérer le parc. Néanmoins, les équipes doivent monter en compétences. A cet effet, l'université souligne des difficultés pour recruter certains profils et trouver les formations techniques « métier » nécessaires aux agents de catégorie C.

Le service en charge de l'immobilier a connu une réorganisation majeure en 2020, fusionnant la direction du Patrimoine et celle de la Logistique (page 51). Cette fusion a permis de structurer une équipe de **64 personnes** afin d'optimiser les processus de travail et la réactivité des services.
La direction du patrimoine s'organise actuellement en plusieurs pôles :

- Le pôle Développement immobilier chargé du suivi des opérations immobilières et de la gestion des données patrimoniales,
- Le pôle d'Exploitation/maintenance, responsable de la maintenance des installations. Ce dernier externalise certaines tâches spécifiques telles que la maintenance des installations (CVC, étanchéité, ascenseurs, etc.),
- La cellule énergie,
- L'activité logistique (bâtiment et usage)

Hors logistique, les moyens humains consacrés à l'immobilier sont quantifiés à 31 ETP (annexe 3), répartis comme suit :

- Asset management (1,4 ETP)
- Property management (5,8 ETP)
- Facility management (19,3 ETP)
- Project management (3,5 ETP)
- Une cellule énergie (1 ETP) est également mise en place pour les questions de transition énergétique du parc. La compétence d'économe de flux est présente depuis 2015 au sein de l'université.

Les moyens humains dédiés à l'immobilier semblent bien dimensionnés aux enjeux du parc. Néanmoins, l'université souligne les difficultés de recrutement de certains profils spécifiques tels que les opérateurs de maintenance et les chargés d'opérations immobilières.

Pour la montée en compétence des équipes, un plan de formation comportant l'ensemble des formations règlementaires a été mis en place. Toutefois, le SPSI fait état de difficultés à trouver les formations techniques « métier » nécessaires aux agents de catégorie C. Les besoins de formation identifiés portent sur les thèmes suivants : compétences techniques sur les équipements de biens immobiliers, maintenance préventive, accueil des publics, transition environnementale, stratégie numérique, connaissances juridiques et financières sur les montages immobiliers et l'approche socio-économique des évaluations immobilières.

3.6. Système d'information immobilier

Avis sur le système d'information immobilier

Le système d'information immobilier de l'université est en cours de développement en interne. L'université ne dispose pas encore de GMAO. Elle souligne également le manque d'interopérabilité de ses outils actuels et la nécessité de l'utilisation du BIM pour ses projets futurs. Par ailleurs, elle a adhéré à l'outil de suivi des fluides interministériel (OSFi) pour faciliter la remontée et le suivi de ses données de consommation, mais l'interopérabilité des outils reste une problématique.

L'université utilise plusieurs outils numériques pour gérer son patrimoine immobilier, mais le système d'information patrimonial reste en développement. Les outils actuels concernent des volets tels que la gestion technique centralisée (GTC), la gestion des demandes de maintenance, le calcul du taux d'occupation des salles pédagogiques et le pilotage des opérations pluriannuelles.
Elle a fait le choix de développer son SIP en interne, après l'arrêt de deux progiciels du marché auxquels l'université avait eu recours. Elle indique également n'avoir pas pu poursuivre sa réflexion sur la mise en œuvre de la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). De même, l'utilisation du BIM pour les opérations immobilières n'a pas encore été adoptée, mais deviendra nécessaire pour les futurs projets. Enfin, en matière énergétique, la gestion des données se heurte aux problèmes d'interopérabilité entre les outils.

3.7. État des lieux financier et coûts de l'immobilier

Avis sur les moyens financiers et coûts de l'immobilier

Le diagnostic financier est succinct. Les différentes composantes du budget et leur part respective n'ont pas été fournies. Cependant, le SPSI indique une augmentation significative de la part des ressources propres dans le budget global de l'université. L'investissement dans le gros entretien renouvellement (GER) apparait cohérent.

3.7.1. Moyens financiers et budget consacrés à l'immobilier

Les sources de financement proviennent des subventions de l'Etat et des collectivités locales dans le cadre de programmes spécifiques (CPER, opération campus, appels à projets, crédits sécurité et accessibilité), ainsi que des ressources propres. L'annexe 1 précise l'évolution des ressources financières de l'immobilier au cours des cinq dernières années et la projection sur les cinq prochaines années. Les ressources dédiées à l'immobilier s'élèvent en moyenne à 8 781 885 € sur les cinq dernières années et ont connu une trajectoire croissante sur cette période, en passant d'environ 5 à 11 M€ entre 2019 et 2023. L'université projette également une augmentation pour les cinq prochaines années, pour atteindre environ 15 millions en 2028.
Toutefois, la répartition des sources de financement et leur part dans le budget global pourraient être davantage explicitées.
Les valorisations via l'accueil de structures et d'évènements externes (événementiel, occupation pérenne de locaux par des tiers) ont rapporté à l'université 376 000 € sur l'année 2023. Les tarifs de l'événementiel ont été revus en 2022.

Dans le SPSI (p.61), l'université souligne qu'elle se situe parmi les trois dernières au classement des universités en termes de dotations en SCSP par étudiant. Elle mise donc sur le développement des ressources propres, dont la part dans le budget est passée de 19,4 % en 2018 à 24,7 % en 2023. Sur la même période, l'augmentation des ressources propres (+11,3 M€) est supérieure à celle de la SCSP (+10,6 M€), renforçant ainsi sa capacité d'autofinancement. Les ressources propres sont mises à contribution pour financer l'entretien lourd.
L'activité de formation continue représente un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros hors apprentissage (page 63).

3.7.2. Coûts de l'immobilier

Le SPSI présente un tableau rétrospectif de l'évolution des dépenses immobilières sur la période 2017-2023 (page 47 et annexe 1), sur le périmètre dont il est gestionnaire et hors site de Bourg en Bresse, soit une surface de 71 498 m² SUB. Il met en évidence une augmentation globale des dépenses, passant d'environ 5 à 10 M€ au cours de cette période.
Tous les postes de dépenses ont suivi cette tendance à la hausse, à l'exception des coûts de maintenance, qui sont restés stables. Les coûts d'entretien-maintenance, qui s'élèvent à 7 €/m² SUB, sont inférieurs aux standards de coûts habituels. Les coûts de nettoyage (21 €/m² SUB) et de fluide (28€/m² SUB) sont en revanche assez élevés par rapport aux ratios généralement constatés. Les dépenses de sureté sont conformes aux standards.

Sur l'OAD-ESR, les charges de fonctionnement s'élèvent à 2 M€ en 2023, tandis que sa valeur est de 4,5 M€ dans l'annexe 1 pour la même année. Les données doivent donc être mises en cohérence entre le SPSI et l'OAD ESR.

Le GER est en augmentation depuis 2020. Il s'élève à 56 €/m² SUB en 2023. Ce ratio est dans les standards constatés par rapport à l'âge et l'état du parc. Il doit être maintenu sur la durée pour conserver le bon état général du patrimoine.

4. Stratégie

4.1. Stratégie de l'opérateur

Avis sur la stratégie de l'opérateur

La stratégie de l'établissement porte sur des axes d'amélioration de la formation et de recherche, de la qualité de vie universitaire et de la transition écologique. Le SPSI mentionne la volonté de s'inscrire dans la nouvelle doctrine sur l'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat mais n'apporte pas d'éléments suffisants permettant d'objectiver sa démarche.
La stratégie environnementale est pertinente et couvre une diversité de sujets. Néanmoins, elle manque d'objectifs chiffrés pour l'atteinte du DEET, même si le SPSI signale que ces objectifs seront fixés dans d'autres schémas stratégiques de l'établissement (SDIE et DDRS).

4.1.1. Besoins de l'établissement

L'université souligne qu'elle fait face à des défis liés au manque de personnel et une forte pression sur ses locaux qui présentent actuellement un taux d'occupation très élevé impactant son activité.
Elle articule ses besoins immobiliers autour de quatre axes stratégiques :

- **Formation** : La réorganisation des formations initiale et continue depuis 2023 engendre des besoins supplémentaires en locaux : salles de cours, amphithéâtres, et espaces de travail collaboratifs pour les étudiants. L'université souhaite également renforcer son équipe pédagogique pour des formations nouvelles telles que l'intelligence artificielle et disposer de locaux spécifiques permettant d'offrir un environnement confortable et adapté face aux exigences actuelles.
- **Recherche** : L'université ambitionne de développer des espaces de recherche attractifs. Son "Plan Ambition Recherche 2025" prévoit un effort immobilier significatif, avec la création de nouveaux espaces de travail pour les laboratoires, et d'un nouvel espace recherche prévu pour 2025.
- **Qualité de vie universitaire** : L'université envisage d'améliorer les conditions de vie étudiante à travers la création d'espaces de vie et d'études innovants, la création d'un tiers-lieu de 900 m², la lutte contre les précarités, et l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.
- **Transition énergétique** : La transition énergétique constitue une priorité, inscrite tant au sein du projet d'établissement 2021-2026 que dans le contrat quinquennal 2022-2026. L'université compte poursuivre la mise en œuvre de son « Plan Ambition Transition Écologique 2025 », visant à structurer ses actions écologiques, former étudiants et personnels, encourager des usages responsables, et aménager des espaces de vie durables. Une Ecole Universitaire de la Transition Ecologique (EUTRE) a été créée en 2022.

4.1.2. Organisation des espaces de travail

Dans le cadre du plan de Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) pour 2024-2027, le volet immobilier porte sur deux principaux axes :

- **Prévention en santé au travail** : Il s'agit d'aménager certains locaux en espaces de repos et de détente pour améliorer le bien-être des employés.
- **Environnement de travail durable** : Cela comprend la réalisation d'une enquête sur les besoins des locaux administratifs et techniques, l'adaptation des espaces aux évolutions climatiques, l'amélioration de la biodiversité et la mise en place d'un plan de mobilité.

Face à l'augmentation du télétravail, l'université indique vouloir repenser l'organisation de ses espaces pour répondre aux nouvelles modalités de travail, tout en respectant la nouvelle doctrine de l'État sur l'occupation des immeubles tertiaires. Elle souligne par ailleurs que le diagnostic révèle une absence de marge de manœuvre pour optimiser l'occupation de ses espaces de bureaux qui seraient en dessous du seuil national (p.67). Or, ce constat reste à conforter (cf. point 3.3). Les travaux doivent donc être poursuivis quant à l'optimisation des espaces de bureaux, en prenant en compte le nouvel indicateur de 16 m² SUB/résident, tel que prévu par la circulaire surfaces du 8 février 2023. L'université doit poursuivre les

travaux pour concrétiser des projets de réorganisation des espaces de travail (espaces de travail individuel, espaces collaboratifs,…).

4.1.3. Stratégie de performance environnementale

L'université décrit une stratégie environnementale ambitieuse qui dépasse la simple dimension énergétique. Cette stratégie s'articule autour de plusieurs axes clés :

- **Réduction de la consommation d'énergie** : L'université indique que les mesures sur le volet énergétique pour l'atteinte des objectifs du DEET seront détaillées dans son schéma directeur énergie (automne 2024) et le schéma de développement durable et responsabilité sociétale et environnementale (DDRS, hiver 2024). Il manque donc au SPSI un plan d'actions assorti d'objectifs chiffrés pour se conformer aux différentes réglementations (notamment le dispositif éco énergie tertiaire et la circulaire du 23 novembre 2023 relative aux engagements pour la transformation écologique de l'Etat).
- **Adaptation au changement climatique** : L'université vise à améliorer le confort thermique en période de chaleur en réaménageant les espaces intérieurs et extérieurs pour réduire la dépendance à la climatisation et favoriser des solutions naturelles comme l'ombre et la ventilation.
- **Amélioration de la biodiversité** : Les sites universitaires, actuellement très minéralisés, seront végétalisés pour augmenter la biodiversité, réduire les îlots de chaleur, et améliorer la qualité de vie des usagers.
- **Gestion de l'eau** : L'université adopte des pratiques pour mieux gérer les eaux pluviales, en infiltrant une partie de l'eau dans les sols pour soutenir la nappe phréatique et réduire le risque d'inondation.

L'université envisage de poursuivre l'intégration de ces initiatives dans ses projets immobiliers, avec des actions spécifiques comme la création d'espaces verts, le traitement des façades exposées au soleil, et la gestion durable de l'eau.

4.2. Stratégie patrimoniale

Avis sur la stratégie patrimoniale

La stratégie patrimoniale porte sur la continuité de certaines opérations engagées au cours du précédent SPSI mais aussi sur de nouvelles opérations. Ces opérations sont globalement pertinentes. L'acquisition prévue de nouveaux locaux devra être réalisée en lien avec la MRPIE.

4.2.1. Analyse des besoins et objectifs

La stratégie patrimoniale de l'université vise à répondre aux besoins identifiés en termes de formation, de pédagogie numérique, de qualité de vie universitaire et de documentation. Pour cela, elle s'articule autour de deux principaux objectifs :

- Le développement des infrastructures existantes pour répondre aux différents besoins ;
- L'acquisition de nouveaux locaux pour des besoins spécifiques.

4.2.2. Opérations patrimoniales

Les principales opérations patrimoniales programmées dans le présent SPSI concernent :

- **Rénovation de la bibliothèque de la Manufacture** : Une consultation est en cours pour réaliser l'étude de programmation du bâtiment (12 M€ TDC).
- **Poursuite de l'aménagement du site de la Charité - Bourg-en-Bresse Phase 3** : Projet de densification du site pour accueillir l'INSPE et des équipements pour la vie étudiante, restauration notamment (5,8 M€ TDC).
- **Renforcement de la vie étudiante sur le site de la Manufacture avec la création d'un tiers lieu** (coût prévisionnel : 3,5 M€ TDC).
- **Aménagement des espaces extérieurs - Site des Quais** : Rénovation des cours extérieures après les travaux sur le bâtiment Cavenne, avec un calendrier prévu de 2025 à 2026 (0,6 M€ TDC).
- **Une acquisition de locaux (1558 m² SUB) est envisagée** pour répondre aux besoins en formation continue, médecine préventive, et création d'une crèche. Un bâtiment potentiel est déjà identifié près de la Manufacture (un courrier de manifestation d'intérêt a été transmis). L'université devra se rapprocher de la mission régionale de politique immobilière de l'Etat pour étudier les différents scénarios envisageables pour cette recherche de locaux et objectiver la nécessité d'une acquisition.
- **Réhabilitation de la Maison du gardien (0,4 M€)** : Travaux de réhabilitation de l'ancienne Maison du gardien, qui a fait l'objet d'un changement de destination en 2018 (accueil des activités de l'entreprenariat étudiant), incluant des travaux fonctionnels et la rénovation de la toiture et le raccordement au chauffage urbain.

4.3. Bilan de surface du SPSI dont segmentation

Le SPSI (annexe 4) indique que tous les actifs sont à conserver.
Par ailleurs, une seule acquisition est envisagée (1558 m² SDP), ce qui représente une hausse globale de surfaces de 2%, en cohérence avec la stabilité des effectifs étudiants (sous la barre des 28 000) et la tension d'occupation des locaux d'enseignement.

4.4. Stratégie d'intervention

Avis sur la stratégie d'intervention

La stratégie d'intervention est cohérente et porte sur des opérations d'interventions techniques, règlementaires et environnementales. La nature, les coûts et le calendrier des opérations ont été précisés.

4.4.1. Objectifs

La stratégie d'intervention porte sur des objectifs techniques, règlementaires et environnementaux afin de pérenniser le patrimoine et ses installations, l'adapter aux normes règlementaires et assurer la performance énergétique.

4.4.2. Opérations envisagées

- **Opérations à objectifs techniques** : Les interventions techniques portent sur l'amélioration du confort thermique par le remplacement des centrales de traitement d'air, la modernisation des ascenseurs, la rénovation des sanitaires, ainsi que divers travaux à venir comme le changement des transformateurs, des groupes froids, et la réhabilitation des toitures et espaces de réception.
- **Opérations à objectifs règlementaires** : Les actions réglementaires incluent la mise à niveau des systèmes de désenfumage pour les amphithéâtres, l'achèvement du déploiement du contrôle d'accès sur tous les sites, la réalisation des travaux d'accessibilité conformément au schéma directeur Handicap, et la mise à jour des clapets coupe-feu et systèmes d'évacuation pour la sécurité incendie.
- **Opérations à objectifs énergétiques et environnementaux** : Les opérations environnementales se concentrent sur le remplacement des anciennes centrales de traitement d'air par des modèles plus économes, la modernisation des menuiseries extérieures pour améliorer l'isolation thermique, la transition vers des éclairages LED, l'optimisation des systèmes de chauffage et de refroidissement avec des vannes deux voies et du calorifugeage, la gestion des canalisations pour séparer les réseaux d'eaux, et une réévaluation de l'isolation extérieure du bâtiment Dugas.

Les opérations emblématiques portent sur les bâtiments suivants :

- **Réhabilitation énergétique et fonctionnelle du bâtiment Chevreul** : Rénovation pour améliorer l'enveloppe thermique et réduire la consommation d'énergie de 60%, avec un coût estimé de 10 à 15 M€ ;
- **Réhabilitation énergétique du bâtiment Cavenne** : Seconde phase de travaux pour améliorer la performance énergétique, prévue de fin 2024 à 2027 (1,5 M€ TDC) ;
- **Poursuite de la rénovation énergétique de la Manufacture :** actions sur l'enveloppe et les centrales de traitement d'air, l'isolation des réseaux de chauffage (coût total de 10,2 M€).

Le volet stratégie (patrimoniale et d'intervention) permet de traiter les bâtiments identifiés avec un état de santé peu satisfaisant dans la phase diagnostic.

4.5. Stratégie de valorisation

L'université indique que sa localisation en centre-ville lui permet d'attirer des structures ou événements externes pour de la valorisation, mais la tension sur l'occupation ne lui permet pas d'en faire un axe stratégique majeur. Elle ne dispose pas de foncier valorisable qui servirait de levier de financement des investissements immobiliers.

4.6. Réflexions sur l'évolution du parc immobilier au-delà de 2028

En matière de stratégie patrimoniale, l'université ne prévoit pas d'augmentation de surfaces en dépit de la tension sur l'occupation de ses locaux. L'absence de foncier mobilisable ou de bâti à réaffecter constitue un frein pour entrer dans la démarche de dévolution du patrimoine ou participer au déploiement de logements étudiants
En ce qui concerne la stratégie d'intervention, l'université vise à long terme à garantir un niveau de GER suffisant pour assurer le renouvellement des installations, notamment sur le site de la Manufacture des Tabacs.

4.7. Plan de financement

Avis sur le plan de financement

Les grandes lignes du plan de financement sont précisées. L'université compte mettre à contribution les ressources propres. Cependant, il est essentiel de chiffrer les financements et de prioriser les opérations pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

Synthèse des coûts des travaux prévus

Les coûts prévisionnels des travaux ont été présentés et se répartissent comme suit

- Opérations patrimoniales : Coût prévisionnel Total TDC : 38 350 000€ ;
- Opérations d'intervention : Coût prévisionnel Total TDC : 27 775 000 €, soit un coût total de 66 125 000 € TDC.[2]

Capacité à financer les opérations

L'annexe- 4 "Stratégie" détaille les sources de financement des différentes opérations.

L'université compte mobiliser les fonds propres et s'appuyer sur les sources de financement extérieures (CPER, AAP transition écologique, opération Campus), mais ne précise pas toutefois les montants financés à ce jour ni leur répartition. Les opérations d'intervention ont toutes pour source de financement principale les fonds propres, complétés pour certaines par les appels à projets nationaux, des crédits sécurité et accessibilité. Le SPSI souligne des besoins de financements complémentaires pour cinq opérations d'intervention.

L'université indique un besoin de financement de 26,5 M€ sur les opérations pluriannuelles identifiées à ce jour.

L'université pourrait prioriser ses opérations pour mieux optimiser les financements.

[2] La répartition stratégie patrimoniale / stratégie d'intervention présentée en annexe 4 a été revue afin d'être davantage en cohérence avec la définition usuellement retenue par la DIE : Stratégie patrimoniale : opérations structurantes avec incidence sur les implantations cibles
Stratégie d'intervention : GER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône

Pôle régional de l'immobilier de l'État (PRIE)

3, rue de la Charité
69268 Lyon Cedex 02
rpie.r69@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Jérôme EIWINGER
jerome.eiwinger@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06 19 98 09 95

Lyon, le 5 septembre 2024

Le Responsable régional de la politique immobilière de l'État en Auvergne-Rhône-Alpes

à

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est,
Préfète du Rhône

Objet : avis RRPIE sur le projet de SPSI 2024-2028 de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le 3 juillet 2024, l'Université Jean Moulin Lyon 3 m'a transmis, par courrier électronique, son projet de SPSI 2024-2028 accompagné de 4 annexes. Vous trouverez *infra* mes analyses et recommandations portant principalement sur les stratégies patrimoniale et d'intervention de l'opérateur.

I. Contexte et bilan du précédent SPSI 2018-2022

L'Université Jean Moulin Lyon 3 est constituée de trois campus situés en Auvergne-Rhône-Alpes, un dans l'Ain et deux dans le Rhône :

- campus de Bourg-en-Bresse (4 bâtiments, rue du 23ème RI),
- campus de la Manufacture des Tabacs à Lyon 8ème (7 bâtiments, cours Albert Thomas et avenue des Frères Lumière),
- campus des Quais du Rhône à Lyon 7ème. Ce site est composé du pôle universitaire (3 bâtiments, rues Pasteur et Raulin), du quadrilatère Claude Bernard (3 bâtiments, rues Pasteur et Chevreul) et du palais de l'université (3 bâtiments, rue Cavenne et quai Claude Bernard).
- À ces bâtiments s'ajoutent le palais de la recherche rue Chevreul et la Halle des sports, boulevard Vivier Merle, à Lyon 3ème.

L'ensemble de ces 22 biens, classés bâtiment d'enseignement ou de sport, recouvre plus de 80 000 m² SUB. Le parc immobilier est majoritairement la propriété de l'État (19 bâtiments). Deux biens sont propriétés de l'établissement public (avant-corps et maison du directeur de la Manufacture des Tabacs) et un bien est en co-propriété avec la Ville de Lyon (Halle des sports).

Concernant le bilan du précédent SPSI, l'opérateur indique que six opérations n'ont pas avancé en raison d'arbitrage tardif du CPER ou de manque de ressources (rénovation du bâtiment Chevreul, rénovation du bâtiment Cavenne, rénovation fonctionnelle des cours extérieures du Palais et de l'Athéna-Dugas, rénovation de la bibliothèque de la Manufacture, densification du site Charité de Bourg-en-Bresse). L'université précise que deux opérations plus globales, inscrites au précédent SPSI, ne font plus partie des priorités de l'établissement : dédier un équipement à la francophonie et faire de la valorisation « hors les murs » notamment sur le volet culturel.

II. Recommandations sur le précédent SPSI 2018-2022 et synergie avec le SDIR 2023-2027

Sur le SPSI 2018-2022, la DIE recommandait de distinguer clairement la stratégie patrimoniale de la **stratégie d'intervention. L**a distinction a bien été effectuée dans le présent projet de SPSI 2024-2028.

La DIE recommandait également de préciser la segmentation du parc occupé,. Cette recommandation n'a été que partiellement prise en compte pour le présent SPSI 2024-2028. En effet,l'onglet 1 « segmentation des biens » de l'annexe n° 4 « Stratégie Univ Lyon 3 » ne présente que 20 bâtiments sur les 22 figurant à l'annexe n° 1. Seuls les biens à conserver (6) sont affichés. La segmentation intermédiaire ou à quitter n'est pas renseignée. Le document devra être complété pour l'ensemble des biens occupés par l'Université.

Aucune synergie n'a été identifiée dans le SDIR AURA 2023-2027 pour le parc de l'Université compte tenu de la spécificité de son activité.

III. Diagnostic du parc

Le diagnostic technique et environnemental du parc dressé est exhaustif et de bonne qualité. Un effort notable a été fait sur la complétude du référentiel technique, portant la note moyenne de complétude à 255/275.

Le patrimoine est globalement en bon état d'entretien et de maintenance, selon les conclusions du diagnostic. Grâce aux travaux de réhabilitation et aux actions d'efficacité énergétique menés par l'Université, des économies d'énergie de l'ordre de -24 %. ont pu être réalisées sur la période 2013-2023.

Enfin, le diagnostic d'occupation montre un manque chronique de surfaces et un taux d'occupation critique des espaces, sans possibilité réelle d'extension.

IV. Stratégie patrimoniale et d'intervention

La **stratégie patrimoniale** de l'université Jean Moulin Lyon 3 se concentre sur les besoins en formation continue, la pédagogie numérique, la qualité de vie universitaire (santé, culture et sport) et la documentation. Ces besoins conduisent soit à développer les infrastructures existantes, soit à trouver de nouvelles surfaces dédiées aux usages manquants ou déficitaires.

La stratégie de l'opérateur repose ainsi sur 2 axes : préserver un parc immobilier très fonctionnel afin de répondre aux sollicitations et amplitudes horaires importantes, et acquérir des biens répondant à des besoins précis et identifiés.

L'Université souhaite dès lors
* poursuivre et finaliser certaines opérations en cours :
- tiers-lieu Manufacture (avant-corps),
- projet de recherche de site pour le site Quais du Rhône,
- projet CPER sur le site de Bourg-en-Bresse (phase 2 et 3),
- opération « Lyon Cité Campus » : réhabilitation énergétique du bâtiment Cavenne (palais de l'université) et restructuration fonctionnelle des bâtiments du site Quais du Rhône,
- réhabilitation énergétique du site principal de la Manufacture.

* engager d'autres opérations :
  - réhabilitation énergétique et fonctionnelle du bâtiment Chevreul,
  - réhabilitation fonctionnelle et énergétique de la Bibliothèque universitaire,
  - acquisition d'un bien à proximité de la Manufacture et réhabilitation de la Maison du gardien,
  - pérennisation du patrimoine existant en maintenant une approche GER volontariste.

* créer, sur le site de la Manufacture des Tabacs, une crèche pour les personnels et les étudiants, dans le cadre de l'acquisition de locaux, pour laquelle un bâtiment de 1 558 m² a déjà été identifié.

Le projet distingue, en son annexe n° 4 qui porte sur la stratégie patrimoniale et d'intervention, 14 opérations patrimoniales (avec de grosses réhabilitations envisagées) et 19 opérations d'intervention (sur lesquelles des travaux d'exploitation maintenance sont prévus). Le SPSI doit plutôt distinguer les opérations patrimoniales (cessions / acquisitions / regroupements) et les opérations d'intervention [gros entretien renouvellement (GER)]. Il est difficile de croiser les opérations de cette annexe 4 avec la synthèse figurant en page 95 (19 opérations, 8 actuellement lancées et suivies, 9 programmées et 2 à programmer). Un document synthétique et exhaustif aurait été utile, avec une priorisation des opérations selon le calendrier, surtout par rapport à celles identifiées dans le précédent SPSI et non finalisées.

Le montant prévisionnel de ces 14 opérations « patrimoniales » est évalué à près de 45 M€ TDC, financées sur fonds propres, CPER, dialogue stratégique de gestion, appel à projet « transition écologique » ou opération Campus 2. Les 19 opérations d'intervention totalisent un coût prévisionnel de plus de 12 M€ TDC.

Les incertitudes sur les financements prévisionnels de futurs appels à projets sur la période 2024-2026 et le besoin de financements complémentaires qui en découle, laissent planer un doute sur la réalisation des interventions programmées pendant la période du SPSI 2024-2028. Faute de financements, une priorisation de ces opérations devra être établie à l'instar des opérations patrimoniales.

V. Recommandations

Au terme de cette analyse, je formule les recommandations suivantes sur le projet de SPSI de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement sur le volet des stratégies patrimoniale et d'intervention :

- poursuivre la segmentation des bâtiments (à quitter, à conserver, intermédiaire) en complétant le RT et l'onglet « segmentation de l'annexe 4 du SPSI ;
- reprendre l'annexe 4 afin de présenter dans l'onglet « stratégie patrimoniale » les opérations de construction / acquisition / cession et dans l'onglet « stratégie d'intervention » toutes les opérations de gros entretien et rénovation, à mener sur la période 2024-2028, avec le calendrier actualisé, le coût et les modalités de financement, en cohérence avec les opérations listées dans le corps du SPSI ;
- associer le PRIE dans le cadre de la recherche d'un bien à acquérir à proximité de la Manufacture des Tabacs ;
- prioriser les opérations de réhabilitations énergétiques et/ou fonctionnelles (Lyon 7ème et Lyon 8ème), ainsi que de densification (Bourg-en-Bresse) à finaliser, notamment par rapport à celles nécessitant un financement complémentaire ou lié à un appel à projets.

le Responsable régional de la politique immobilière
de l'État en Auvergne-Rhône-Alpes,

signé
Jean-Luc Jacquet

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle

Avis du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le SPSI de l'université Jean Moulin Lyon 3

PRESENTATION GENERALE

1. L'université est implantée dans un environnement urbain, fortement contraint

L'université Jean Moulin Lyon 3 est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, habilité par l'Etat à délivrer des diplômes dans des disciplines variées telles que le droit, la gestion et les sciences humaines et sociales. En fin d'année universitaire 2022-2023, l'université comptait **26 983 étudiants répartis sur trois sites** : la **Manufacture des Tabacs**, les **Quais de Rhône** ainsi que le **campus de Bourg-en-Bresse** (Centre d'Etudes Universitaires de Bourg et de l'Ain ou CEUBA). Son patrimoine immobilier se distingue par sa richesse historique et architecturale, mais doit faire face à des défis de **saturation des surfaces disponibles**. Le présent SPSI tire les leçons des tentatives infructueuses d'agrandir le patrimoine immobilier à Lyon, notamment avec le projet d'extension au fort Montluc. L'université continue, néanmoins, de rechercher de nouveaux espaces dans cet environnement urbain de Lyon, fortement contraint.

2. Le MESR et la DIE avaient souligné la qualité du précédent SPSI

Le SPSI 2024 – 2028 tout en s'inscrivant dans la continuité du précédent, apporte des ajustements importants, suite à l'évolution du projet d'établissement. Avec **l'abandon en 2020 du projet de fusion des universités lyonnaises**, l'université a recentré ses priorités sur ses missions essentielles : la formation et la recherche. Six opérations n'ont pas progressé en raison d'arbitrages tardifs du CPER ou d'un manque de ressources. Elles concernent la rénovation du bâtiment Chevreul, la rénovation du bâtiment Cavenne, la rénovation fonctionnelle des cours extérieures du Palais et de l'Athéna-Dugas, la rénovation de la bibliothèque de la Manufacture des Tabacs ou la densification du site Charité à Bourg-en-Bresse.

Le SPSI 2018 – 2022 avait été favorablement accueilli et validé par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR), le 25 novembre 2019, ainsi que par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE), le 29 mars 2020. Le document avait permis de structurer les priorités immobilières de l'université, notamment en matière de transition écologique et de gestion des surfaces. Cependant, quelques améliorations étaient nécessaires sur le taux de complétude du référentiel technique, la documentation de l'historique de consommation et l'identification précise des sources de financement pour les projets immobiliers. La DIE recommandait de bien différencier la stratégie patrimoniale de la stratégie d'intervention. Cette distinction a été clairement établie dans ce SPSI.

3. Le patrimoine immobilier a bénéficié de l'opération « Lyon Cité Campus »

Lancé en 2008, le programme « Lyon Cité Campus » fait partie **des 10 projets retenus par le MESR dans le cadre de l'opération Campus**. Les travaux liés à l'université ont débuté en 2016 et se sont, en grande partie, achevés début 2020. **L'investissement total de 22 M€** a permis de réaliser d'importants travaux, notamment dans le bâtiment du Palais, auxquels l'université a contribué à hauteur de 3 M€. La réorganisation fonctionnelle du site des Quais a également été intégrée au programme. En parallèle des rénovations, l'université a profité des travaux et des fermetures pour repenser les espaces du site des Quais.

L'université a structuré son SPSI autour de plusieurs axes stratégiques, tels que le projet d'établissement ou le schéma directeur handicap. L'établissement souhaite dépasser les contraintes du moment. Il exprime sa volonté d'ancrer ce SPSI dans le temps long, dans la continuité des grandes étapes de son développement, à l'instar de la création du campus de

Bourg-en-Bresse en 2014. Par ailleurs, le bilan du précédent SPSI se distingue par son exhaustivité et sa transparence, offrant une vue d'ensemble des opérations réalisées et précisant le contexte, les délais, les coûts engagés ainsi que les éventuels reports. L'établissement n'avait pas soumis de SPSI au cours de la période 2022 – 2024, soulevant certaines interrogations. Il a su néanmoins corriger cette erreur, en intégrant l'ensemble des enjeux et des actions de cette période dans la rédaction de ce SPSI.

DIAGNOSTIC

1. Le parc immobilier ne forme pas un véritable campus universitaire unifié

Le parc immobilier est entièrement intégré dans un environnement urbain, réparti sur plusieurs sites sans constituer un véritable campus universitaire unifié. **Cette dispersion complique les projets d'extension ou de reconstruction**, en raison de la forte densité urbaine et des contraintes réglementaires liées à la conservation du patrimoine.

L'université Jean Moulin Lyon 3 se compose de **trois campus**, situés dans l'Ain et le Rhône :

- Le campus de Bourg-en-Bresse composé de 4 bâtiments situés rue du 23ème RI ;
- Le campus de la Manufacture des Tabacs dans le 8ème arrondissement de Lyon, comprenant 7 bâtiments situés cours Albert Thomas et avenue des Frères Lumières ;
- Le campus des Quais de Rhône dans le 7ème arrondissement de Lyon qui regroupe plusieurs pôles dont le pôle universitaire (3 bâtiments, rue Pasteur et Raulin), le quadrilatère Claude Bernard (3 bâtiments, rues Pasteur et Chevreul) et le Palais de l'Université (3 bâtiments, rue Cavenne et quai Claude Bernard).

A ces bâtiments, s'ajoutent le Palais de la recherche, rue Chevreul et la Halle des sports, boulevard Vivier Merle, dans le 3ème arrondissement de Lyon. **Ces 22 biens représentent 81 211,60 m² SUB[1]**.

La majorité de ce parc immobilier appartient à l'Etat (19 bâtiments), tandis que deux biens sont la propriété de l'établissement (l'avant-corps et la maison du directeur de la Manufacture des Tabacs) et un bien est en copropriété avec la Ville de Lyon (La Halle des sports). Enfin, **4 bâtiments sont en multi-occupation** : le bâtiment Cavenne, la Maison Internationale des Langues et des Cultures (MILC), le bâtiment Athéna et le bâtiment Erato.

2. La saturation des infrastructures constitue un enjeu majeur

La saturation des infrastructures demeure un défi majeur. **L'absence de réserves foncières contraint toute tentative d'extension**. Par conséquent, l'université se voit dans l'obligation de concentrer ses efforts sur **l'optimisation des espaces existants**. Le taux d'occupation des locaux pédagogiques témoigne de cette pression, notamment dans les salles de plus de 100 places, avec une occupation de **102,6 % sur l'ensemble des sites**. **L'université ne dispose pas de bâtiments exclusivement dédiés aux bureaux administratifs**, ceux-ci étant dispersés dans différents bâtiments.

L'absence de réserves foncières limite la contribution directe de l'université au développement du logement étudiant. **Le Centre d'Etudes Universitaires de Bourg-en-Bresse et de l'Ain (CEUBA) exerce une influence positive en réduisant l'exode des étudiants vers Lyon**. Néanmoins, cet effet n'est pas quantifié dans le SPSI.

3. Le patrimoine historique rend complexe l'adaptation aux enjeux de transition écologique

Le patrimoine historique de l'université, comprenant le campus des Quais et la Manufacture des Tabacs, est soumis à des contraintes strictes de conservation. Ces restrictions rendent complexe l'adaptation aux enjeux de transition écologique. Les travaux de rénovation thermique, la gestion optimisée des équipements techniques et la mise en œuvre d'un plan de sobriété énergétique adopté en 2022 ont permis de réduire la consommation d'énergie de 9% pour l'électricité et le chauffage entre 2022 et 2023.

D'autre part, l'université a confirmé l'impossibilité technique d'installer des panneaux photovoltaïques sur les toits de la Manufacture des Tabacs. Cette limitation prive l'établissement d'une solution économique. Par conséquent, une solution structurelle, complexe et coûteuse, devra être envisagée.

[1] Annexe 1 : Diagnostic immobilier

4. Les efforts actuels restent insuffisants pour atteindre les objectifs du décret tertiaire

Globalement, le parc immobilier de l'université est en bon état d'entretien et de maintenance, avec **90% des bâtiments considérés comme satisfaisants voire très satisfaisants selon les données du référentiel technique**. A ce titre, un effort notable a été accompli pour compléter ce référentiel technique, portant la note moyenne de complétude à 255 sur 275. Grâce aux réhabilitations et aux mesures d'efficacité énergétique, l'université a réalisé des économies d'énergie de l'ordre de 24% sur la période 2013 – 2023. Cependant, malgré une baisse de 9% des consommations énergétiques en 2023, les efforts actuels restent insuffisants pour atteindre les objectifs du décret tertiaire, qui impose une réduction de 40% d'ici 2030. Par conséquent, il sera **nécessaire d'adopter un plan d'investissement plus ambitieux, allant au-delà de la simple modernisation des équipements.**

5. Des mesures ont été prises en vue d'améliorer la sécurité, la sûreté et l'accessibilité

L'université a consenti d'importants investissements afin d'améliorer la sécurité et l'accessibilité de ses bâtiments. Elle fait partie des universités lauréates de l'appel à projets « Université inclusive », lancé par le MESR. Toutefois, certains sites requièrent encore des aménagements pour garantir une sûreté optimale des locaux et une gestion efficiente des accès, en particulier dans les bâtiments partagés entre plusieurs occupants. Des opérations d'envergure telles que le plan « Lyon Cité Campus » ont permis de procéder à l'élimination d'éléments contenant de l'amiante. A ce jour, **la quasi-totalité des bâtiments de l'université respecte les normes réglementaires et fonctionnelles** applicables aux établissements recevant du public (ERP), en particulier ceux dédiés aux activités pédagogiques. En 2023, l'université a adopté un schéma directeur handicap pour la période 2023-2024, axé sur le thème « Handicap : construire l'égalité ». S'agissant de la sécurité incendie, aucune réserve défavorable n'a été émise lors des récentes commissions de sécurité.

6. Les ressources financières conjuguent subventions et mobilisations du fonds de roulement

Depuis plusieurs années, l'université profite des mécanismes de financement de l'Etat, comme l'opération Campus, le Plan de relance (deux projets sélectionnés pour un financement total de 4 654 522 €) et le CPER 2021 – 2027 (deux opérations d'un montant total de 20 555 000 €, dont une contribution de l'Etat de 8 500 000 €). Ces dispositifs stimulent les investissements immobiliers. L'université s'efforce de pérenniser cette dynamique en **participant à des appels à projets interministériels lancés par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE), notamment ceux consacrés à la transition écologique.** Ces ressources, combinant subventions et mobilisations du fonds de roulement, constituent des leviers essentiels pour garantir le succès des projets immobiliers à long terme. Le fonds de roulement respecte le seuil prudentiel fixé par le ministère, à 15 jours de charges décaissables. Après avoir été reconstitué en 2018, il a légèrement diminué en 2023, principalement en raison du manque de ressources pour financer certains investissements effectués par l'université, qui les a partiellement couverts avec ses fonds propres.

L'université cherche, par ailleurs, à **générer des revenus en valorisant** ses locaux, notamment par le biais de plusieurs types d'occupation et des partenariats privilégiés. Cependant, la forte occupation des locaux dédiés à l'enseignement ne permet de dégager que des **marges limitées**, principalement liées aux périodes de disponibilité dans le calendrier universitaire.

7. Les compétences du service immobilier se sont renforcées ces dernières années

Les métiers de l'immobilier sont structurés **en différentes familles, conformément à la logique définie par la DIE** : gestion stratégique (asset management), services aux occupants (facility management), administration des biens (property management) et conduite d'opérations (project management). Depuis la mise en œuvre du précédent SPSI, **le service immobilier a connu une transformation significative**. En janvier 2020, son périmètre a été élargi pour intégrer la logistique.

Cette fusion entre la direction du patrimoine et la direction de la logistique a donné naissance à une entité composée de 64 agents et a favorisé une meilleure fluidité dans l'organisation du travail. L'université rencontre des difficultés dans la **recherche de formations techniques adaptées aux agents de catégorie C**. Certains profils, notamment pour les opérations de maintenance (électriciens, spécialistes en chauffage, etc.) sont particulièrement difficiles à recruter en raison de la concurrence exercée par le secteur privé. L'université déplore, également, un **taux de rotation élevé du personnel**, bien que l'effectif demeure suffisant pour assurer le suivi simultané de plusieurs projets.

L'université demeure dépendante des crédits octroyés par les pouvoirs publics. L'absence de marge foncière limite les perspectives d'extension. Si le patrimoine est en bon état, grâce à des réhabilitations successives, il reste néanmoins particulièrement énergivore. Les bâtiments historiques, comme la Manufacture des Tabacs, présentent des défis considérables en matière d'adaptation au changement climatique, nécessitant des investissements conséquents pour garantir un confort thermique adéquat.

STRATEGIE

1. La stratégie se concentre principalement sur la préservation du parc immobilier

La stratégie patrimoniale de l'université Jean Moulin Lyon 3 se concentre sur plusieurs objectifs liés à la formation continue, la pédagogie numérique, l'amélioration de la qualité de vie universitaire (santé, culture et sport) et la documentation. Consciente des limites d'extension imposées par ses bâtiments lyonnais, l'université a construit une stratégie qui repose sur deux axes fondamentaux : **la préservation d'un parc immobilier fonctionnel, capable de répondre aux diverses demandes, et l'acquisition de nouveaux biens en adéquation avec des besoins spécifiques**. Cette stratégie inclut la rénovation des immeubles de plus de 30 ans, tels que le bâtiment Chevreul, ainsi que la Manufacture des Tabacs et le bâtiment Cavenne.

2. L'université souhaite poursuivre le développement de la formation continue

L'insuffisance de la dotation en surfaces empêche de développer pleinement la formation continue. Les besoins en locaux sont importants et couvrent une variété de dispositifs : formations courtes ou longues, diplômantes ou non, ainsi que des conférences et séminaires spécialisés. Ces formations mobilisent des méthodes pédagogiques variées, de plus en plus orientées vers l'apprentissage collaboratif. **L'acquisition de nouveaux locaux renforcerait l'attractivité de l'université** sur un marché de la formation continue en constante évolution. Particulièrement engagée dans ce domaine, l'université Jean Moulin Lyon 3 génère un **chiffre d'affaires supérieur à 7 M€** et ambitionne de poursuivre le développement de cette activité. L'acquisition d'un nouveau bâtiment répondant aux besoins de formation continue permettrait également de libérer des espaces destinés à la formation initiale.

3. Les besoins en surfaces se concentrent également sur la vie étudiante

Les besoins en surfaces sont concentrés sur la vie étudiante, et plus particulièrement **la santé des étudiants**. La crise sanitaire a révélé les limites des dispositifs existants et de l'accès à un accompagnement psychologique. Le Service de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SMPPS), situé sur le campus de la Manufacture des Tabacs, vise à améliorer les conditions de vie des étudiants tout en organisant une protection médicale. Les infirmiers sont disponibles pour écouter et accueillir les étudiants sans rendez-vous pour toute problématique de santé relevant de leur champ de compétences.

Cependant, les locaux actuels ne répondent plus aux exigences en matière d'usage (matériel, accessibilité, personnes à mobilité réduite, etc.) ni aux besoins de fréquentation. **La solution optimale nécessiterait l'identification de nouvelles surfaces**, potentiellement en dehors du bâtiment principal de la Manufacture des Tabacs. Un bâtiment potentiel a déjà été identifié à proximité immédiate du site de la Manufacture. A ce stade d'analyse des besoins, l'université et l'Institut National des Formations Notariales (INFN) avancent conjointement, comme en atteste un courrier de manifestation d'intérêt visant à explorer les conditions financières d'acquisition. Le projet devra, néanmoins, être justifié tant sur le plan technique que financier.

4. La disponibilité des équipements sportifs reste préoccupante

Le développement d'équipements sportifs serait **en adéquation avec les efforts de l'université en faveur de la santé des étudiants**. Cependant, la disponibilité limitée de salles à la Manufacture des Tabacs (musculation, bien-être, arts martiaux et danse), ainsi que les horaires restreints à la Halle des Sports Vivier Merle ou l'utilisation partagée avec des établissements scolaires et des associations, compliquent considérablement l'obtention de nouveaux créneaux. D'autant que le nombre moyen d'étudiants inscrits aux cours s'élève à 3 200 participants par semaine. D'autre part, les installations du Service Universitaire des Activités Physiques et Sportive (SUAPS), utilisées par l'ensemble des universités lyonnaises, sont saturées et vieillissantes, nécessitant une réhabilitation dont le montage financier reste à valider.

Cette situation est rare en région académique Auvergne-Rhône-Alpes, et reste préoccupante pour un établissement qui accueille près de 27 000 étudiants. Face à ces défis, l'université envisage plusieurs solutions, notamment la poursuite de la **mutualisation des infrastructures municipales** existantes ou en construction, à proximité des sites de la Manufacture et des Quais.

5. Les extensions du Centre d'Etudes Universitaires de Bourg et de l'Ain (CEUBA) sont actuellement en cours de réalisation

L'antenne de Bourg-en-Bresse, rattachée à l'université Jean Moulin Lyon 3, est située sur le site historique de la Charité. La première phase de restructuration de ce bâtiment, réalisée par le département de l'Ain et livrée en 2011, a été intégrée dans le CPER 2007-2013, pour un coût total de **11 M€**. Ce site est administré par le **Groupement d'Intérêt Public** (GIP) CEUBA, dont l'université fait partie aux côtés du département de l'Ain, de l'agglomération de Bourg-en-Bresse, de la chambre de commerce et d'industrie de l'Ain, du Pôle Sup'01, et de la chambre des professions libérales de l'Ain. Créé le 18 novembre 2013, ce GIP a pour mission de promouvoir la coopération entre ses membres afin de développer l'offre de formation et de recherche.

La **deuxième phase de travaux, actuellement en préparation**, prévoit la construction d'un amphithéâtre de 250 places pour répondre aux contraintes de sécurité liées à la suroccupation des salles existantes, ainsi qu'à l'augmentation prévue des effectifs. Cette phase inclura également la création d'un espace dédié à la vie étudiante, comprenant des solutions de restauration ainsi que des espaces de documentation et de travail individuel.

Enfin, une **troisième phase de requalification du site**, prévue dans le cadre du CPER 2021-2027, a pour objectif de répondre aux enjeux d'augmentation des effectifs, de proposer des espaces collaboratifs et d'intégrer l'INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education) ainsi que le réseau Canopé.

Les extensions du site CEUBA demeurent modestes avec une augmentation de 1 600 m² sur les 106 000 m² de l'université. Ces nouveaux espaces seront également partagés avec l'INSPE. En raison du retard de la phase 2, **l'université n'est pas encore en mesure d'évaluer, dans ce SPSI, le fonctionnement du CEUBA en régime courant.**

6. Le SPSI demeure soutenable compte tenu de la situation financière de l'université

Le SPSI souligne un besoin de financement sur fonds propres s'élevant à **26 460 532 €** concernant l'ensemble des opérations pluriannuelles (PPI, contrats de recherche, contrats d'enseignement, plan numérique) pour les exercices 2024 et les suivants. Parmi ces montants, **21 M€** sont alloués aux opérations immobilières. Les 14 opérations patrimoniales affichent un coût prévisionnel total de **44 850 000 € TDC**[2], financées par des fonds propres, le CPER, le dialogue stratégique de gestion, ainsi qu'un appel à projets sur la transition écologique. Les opérations d'intervention sont estimées, quant à elles, à plus de **12 265 000 €**[3] **TDC**.

Des incertitudes persistent à propos des financements futurs des appels à projets entre 2024 et 2026, ce qui pourrait compromettre la réalisation des interventions prévues dans ce SPSI. En l'absence de financements, une priorisation de certaines opérations devra être mise en œuvre. La gestion efficace des opérations immobilières et l'anticipation des besoins de décaissement représentent des enjeux cruciaux pour garantir la soutenabilité du SPSI.

Outre ce constat, **le SPSI demeure soutenable compte tenu de la situation financière actuelle de l'établissement** et des principaux projets d'investissement prévus pour la période 2024 – 2028. A la fin de l'exercice 2023, le fonds de roulement est estimé à **37 415 861 €,** permettant à l'université d'envisager le **financement des opérations immobilières sur fonds propres**, à condition de surveiller les dotations aux amortissements générées et de respecter le seuil prudentiel établi.

[2] Annexe 4 : Stratégie patrimoniale
[3] Annexe 4 : Stratégie d'intervention

L'objectif de la stratégie d'intervention est d'assurer un financement durable pour le renouvellement des équipements du site de la Manufacture des Tabacs, dont les installations ont atteint la fin de leur cycle de vie. Une vigilance particulière concerne l'acquisition d'un bien à 5 M€ intégralement financée sur fonds propres, qui alourdira les charges d'exploitation des prochains exercices. En l'absence de fonciers mobilisables ou de bâtiments disponibles, l'université n'est pas en mesure de soutenir ni d'envisager la construction de logements étudiants, dans le cadre de la politique prioritaire gouvernementale réaffirmée dans la feuille de route sur le logement étudiant de novembre 2023. Enfin, l'université s'est toujours intéressée à la question de la dévolution de son patrimoine immobilier. Cependant, l'absence de marge de manœuvre pour la valorisation de son foncier, le manque de terrains et de bâtiments exploitables, a freiné tout engagement concret jusqu'à présent.

CONCLUSION

L'université Jean Moulin Lyon 3 dispose de nombreux atouts. Sa stratégie immobilière, dynamique et appuyée sur une gouvernance rigoureuse, se distingue par une gestion optimisée des infrastructures et une rationalisation de l'utilisation des espaces. Son patrimoine, en bon état ou récemment rénové dans le cadre de l'opération Campus, bien qu'énergivore en raison de son statut de bâtiment classé, illustre l'attention particulière portée à sa conservation et sa modernisation. L'établissement démontre une grande efficacité dans la gestion de ses ressources immobilières, malgré les contraintes évidentes de surfaces. Le SPSI 2024 – 2028 marque, en outre, une étape transitoire avant le lancement des opérations de rénovation prévues de la bibliothèque de la Manufacture des Tabacs.

En conséquence, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche émet un **avis favorable** au SPSI de l'université Jean Moulin Lyon 3, **sous réserve des recommandations suivantes** :

- **Poursuivre la segmentation des bâtiments** (à quitter, à conserver, intermédiaire) en complétant les données du RT et l'annexe 4 du SPSI.
- Harmoniser les données de l'annexe 4 avec la synthèse figurant en page 95. Un document synthétique aurait été opportun, mettant en exergue une priorisation des opérations selon le calendrier, en particulier celles identifiées dans le précédent SPSI et demeurant inachevées.
- Finaliser les travaux de rénovation des bâtiments Chevreul et Cavenne afin **de libérer les ressources humaines nécessaires pour concentrer les efforts de l'université sur la réhabilitation de la Manufacture des Tabacs**.
- Poursuivre la réflexion sur la mise en œuvre des outils de GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur), destinés à archiver et pérenniser les données relatives à l'exploitation et à la maintenance.
- **Développer l'usage du BIM** (Building Information Modeling) dans les opérations immobilières à venir, induisant une montée en compétences des personnels concernés.
- La notion de SHON (Surface Hors Œuvre Nette) étant abandonnée, employer uniquement l'unité de mesure, surface utile brute (SUB) ou surface de bureaux aménageable (SBA)[4] qui identifie les surfaces dédiées aux seules activités administratives de bureau.

Enfin, il convient de rappeler que la validation du SPSI ne vaut pas financement des projets qui y sont mentionnés. De même, les projets demeurent soumis à la procédure de labellisation et d'expertise.

Paris, le 17 octobre 2024

Pour le ministre et par délégation
Pour le directeur général de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle
La sous-directrice de l'immobilier

Pascale Galindo

[4] Conformément à la « Nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat » (Circulaire de la Première Ministre du 8 février 2023).

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'immobilier de l'État

Paris, le 21 janvier 2025

Affaire suivie par Laurence MAURETTE
Sous-direction Stratégie et Expertises
de l'Immobilier de l'Etat
laurence.maurette@dgfip.finances.gouv.fr
06 26 11 88 31
Réf : 2025-01-1709

La sous-directrice Stratégie
et expertises de l'immobilier de l'Etat

à

Monsieur le président
de l'université de Lyon 3 Jean Moulin

Objet : Examen du projet de Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) de l'université Lyon 3 Jean Moulin

PJ : Fiche d'analyse du projet de SPSI

Monsieur le président,

Mes services ont réceptionné, le 3 juillet 2024, le projet de SPSI 2024-2028 de l'université Lyon 3 Jean Moulin. Des éléments complémentaires ont été adressés le 21 octobre, suite à la demande de la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE).

Le document final, prospectif, **témoigne de la bonne connaissance du parc.** Celui-ci se distingue par un **état de santé globalement satisfaisant et une occupation en tension**[1]**,** sans possibilité d'extension sur du foncier propre du fait de l'implantation en centre-ville**. L'université a réalisé un effort constant depuis 2019 de complétude des données dans le RT ESR.** Je vous invite à poursuivre les travaux pour **doter l'établissement d'un système d'information patrimonial, afin de parfaire cette connaissance.**

Je salue également la **réorganisation de la fonction immobilière,** qui permet d'assurer un meilleur pilotage et une meilleure lisibilité de la mission. La dimension immobilière est intégrée au sein de la gouvernance, avec une représentation dans les réunions de gouvernance hebdomadaires.

La stratégie est cohérente avec le volet diagnostic et tire les conséquences de l'abandon en 2020 du projet de fusion des établissements et universités du site lyonnais. Elle prévoit des opérations sur les quatre bâtiments présentant un état de santé peu satisfaisant. Le SPSI prévoit une augmentation surfacique de 2 % du fait de la tension sur les locaux, et prend en compte la stabilité des effectifs étudiants. Je vous remercie de poursuivre la réflexion avec la Mission régionale de politique immobilière de l'Etat (MRPIE) concernant le projet d'acquisition d'un bien de 1 558 m² prévu à des fins de formation continue, de médecine préventive et de création d'une crèche, afin d'étudier les éventuelles alternatives à cette acquisition.

Le SPSI mentionne, par ailleurs, la volonté de s'inscrire dans la nouvelle doctrine sur l'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat, mais n'apporte pas d'éléments suffisants permettant d'objectiver cette démarche. Je vous invite ainsi à poursuivre l'optimisation des surfaces dédiées aux activités administratives, en particulier sur l'IUT, la direction du numérique ou la direction des relations internationales (manufacture des tabacs), en prenant en compte **le nouveau ratio cible national de 16**

[1] Le taux d'occupation des salles d'enseignement dépasse 97 % et même 112 % sur le site de la Manufacture des Tabacs.

m² SUB/résident, tel que préconisé par la circulaire surfaces du 8 février 2023. Il est ainsi nécessaire de calculer, dans un premier temps, le nombre de résidents sur tous les espaces de bureaux (services administratifs, bureaux enseignants chercheurs) afin de pouvoir **définir un plan permettant l'atteinte de ce ratio cible.** Cette optimisation doit passer aussi par une **réflexion pour rééquilibrer la répartition entre espaces individuels et espaces alternatifs** (salles de réunion, bulles de confidentialité, espaces collaboratifs, …), **que je vous invite à engager**. Pour cela, vous pourrez utilement consulter le site « Travailler autrement », qui présente des éléments de méthodologie, notamment un guide dédié aux "Nouveaux espaces de travail", et des retours d'expérience concrets de réorganisation des espaces de travail et des locaux d'enseignement.

La volonté de réintégrer au sein du parc le besoin de locations ponctuelles de salles de formation de l'institut d'administration des entreprises (IAE) doit aussi contribuer à l'optimisation des espaces et des coûts immobiliers. De plus, je vous invite à poursuivre les mutualisations avec les autres opérateurs situés à proximité des campus et les collectivités locales (par exemple en ce qui concerne les installations sportives).

Je note que votre établissement a également lancé un plan ambitieux **de transition numérique en matière d'enseignement**.

Je salue la politique de transition énergétique et de décarbonation active et structurée menée déjà depuis plusieurs années. L'établissement s'est ainsi doté d'une cellule énergie depuis 2015. Les efforts réalisés ont déjà permis une baisse de près de 27 % des consommations d'énergie finale/m² SUB en dix ans. **La stratégie mobilise les principaux leviers d'actions** : actions sur l'enveloppe (isolation), les équipements (isolation réseaux), l'exploitation (relamping,…) et les usages (plan ambition Transition écologique 2025). Je note avec intérêt la formalisation d'ici la fin de l'année d'un **schéma directeur énergie (automne 2024) et d'un schéma de développement durable et responsabilité sociétale et environnementale.** Ces documents devront préciser la trajectoire globale retenue **et l'assortir d'un plan d'actions et d'objectifs chiffrés pour répondre aux impératifs du dispositif éco énergie tertiaire et aux engagements pour la transformation écologique de l'Etat, ce volet opérationnel étant absent du présent SPSI.**
L'établissement mène aussi depuis plusieurs années une politique vertueuse de décarbonation, avec notamment le raccordement aux réseaux de chauffage urbain. Le plan de mobilité favorise par ailleurs le recours aux modes doux de déplacement.
Une réflexion a été engagée sur **l'adaptation au changement climatique**, en matière de confort thermique, qui devra être poursuivie et élargie.
Je vous invite enfin à approfondir les travaux initiés sur la biodiversité et la gestion de l'eau, prenant en compte l'utilisation de l'eau pluviale et la problématique de la désimperméabilisation des sols.

L'université a réalisé un effort conséquent pour relever le niveau de GER, en puissant sur ces fonds propres, puisque celui-ci a été multiplié par près de 4 depuis 2017. Le ratio GER/m² SUB atteint 56 €/m² SUB en 2023. Je vous invite à **conforter ce niveau d'investissement afin de permettre la mise à niveau du parc, tout en privilégiant la maintenance préventive**. Les travaux de mise en accessibilité doivent, quant à eux, être finalisés d'ici à fin 2026.

Enfin, **le plan de financement doit être conforté et priorisé. Il repose essentiellement sur les crédits CPER et une mobilisation du fonds de roulement.** Le besoin de financement est estimé à 26 M€ pour les années futures.

Vous trouverez en annexe l'analyse complète de votre projet de SPSI.

Au terme de son analyse, **la DIE approuve le projet de SPSI 2024-2028** de l'université de Lyon 3 au regard de sa cohérence avec les enjeux de l'établissement et de sa conformité aux principes de la politique immobilière de l'Etat.

Cet avis est assorti de plusieurs recommandations, dont les suivantes doivent être mises en œuvre dès à présent :

- Poursuivre la complétude des données dans le RT ESR et, en priorité, **calculer le nombre de résidents par bâtiment** ;

- **Définir la trajectoire d'optimisation des espaces de bureau** afin d'atteindre la cible de 16 m² SUB/résident ;
- **Approfondir les diagnostics fonctionnels et règlementaires** en précisant les problématiques rencontrées ;
- **Objectiver le recours à une acquisition de 1500 m²**, en lien avec la MRPIE ;
- Continuer la **réflexion sur les systèmes d'information** pour doter l'établissement d'outils de GMAO et de BIM ;
- **Poursuivre la segmentation des biens** (actifs à conserver, actifs à libérer, actifs avec analyse complémentaire) ;
- **Mieux distinguer dans le volet stratégie la stratégie patrimoniale** (les opérations de construction / acquisition / cession / rénovation structurante) **de la stratégie d'intervention** (toutes les opérations de GER - gros entretien et renouvellement), à mener sur la période 2024-2028, avec le calendrier actualisé, le coût et les modalités de financement ;
- **Poursuivre et développer la stratégie de performance environnementale du parc**, en définissant le plan d'actions avec des objectifs chiffrés pour respecter les obligations réglementaires, notamment le dispositif éco énergie tertiaire ;
- **Conforter le plan de financement et prioriser** les opérations programmées.

Votre prochain SPSI, qui devra me parvenir au cours de l'année 2028, devra, par ailleurs, prendre en compte les recommandations suivantes :

- Poursuivre la réflexion sur la **valorisation du parc immobilier** ;
- Poursuivre la réflexion sur **l'adaptation au changement climatique**.

J'attire votre attention sur le fait que l'approbation tacite ou expresse d'un projet de SPSI par la DIE ne vaut pas validation préalable ou labellisation des projets immobiliers qui y sont décrits programmés. Vous informerez la DIE de l'inscription à l'ordre du jour du conseil d'administration de la validation du SPSI. Une copie de la délibération portant approbation du SPSI par le CA sera transmise au ministère de tutelle et à la DIE.

Je vous remercie de bien vouloir communiquer aux membres de votre conseil d'administration le présent courrier et vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma parfaite considération.

Pour la Directrice Générale des Finances Publiques,
La sous-directrice de la Stratégie et Expertises
de l'immobilier de l'État

Katy NARCY



Délibération n° D2025-03-05-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation notamment les articles L. 712-3, L. 714-1, L. 714-2 et D. 714-41 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins modifiée du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins modifiée du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu les statuts et le règlement intérieur du service universitaire des activités physiques, sportives et de plein air (SUAPS) de l'université Jean Moulin Lyon 3,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le conseil des sports de l'université Jean Moulin doit être intégralement renouvelé. À ce titre, le conseil d'administration de l'université Jean Moulin doit élire quatre (4) membres enseignants, dont deux (2) enseignants d'éducation physique et sportive affectés à l'Université Jean Moulin ; quatre (4) membres étudiants participant régulièrement à la vie sportive de l'Université ; un (1) membre représentant les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service du SUAPS de l'Université, ainsi qu'un (1) membre représentant des personnels de l'université régulièrement inscrit dans une pratique sportive au titre de l'année universitaire en cours.

Décide

D'élire les personnes suivantes en qualité de membres au conseil des sports de l'université Jean Moulin :

Quatre (4) membres enseignants, dont deux (2) enseignants d'éducation physique et sportive affectés à l'Université Jean Moulin :

- Franckie CLANCHÉ
- Eric DE BOEVER
- Alessandro MARTINI
- Arnaud TABARET

Quatre (4) membres étudiants participant régulièrement à la vie sportive de l'université :

- Felix BAROUH
- Hakob HAKOBYAN
- Eva KRUPKA
- Julie PRIOUZEAU

Un (1) membre représentant les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service du SUAPS de l'Université :

- Cendrine GOUPY

Un (1) membre représentant des personnels de l'université régulièrement inscrit dans une pratique sportive au titre de l'année universitaire en cours :

- Eric SOLLEILLAND

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de suffrages exprimés : 30
- ✓ Nombre de voix en faveur de la liste : 30
- ✓ Nombre de bulletins blancs : 0
- ✓ Nombre de bulletins nuls : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

Délibération n° D2025-03-06-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2, L. 712-3 et L. 954-2 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu la circulaire DGRH A1-2/0023 du 17 février 2017 relative à la création de régime d'intéressement sur le fondement de l'article L.954-2 du code de l'éducation au sein des établissements publics d'enseignement supérieur ayant accédé aux RCE ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-07-06-rh du conseil d'administration du 05 juillet 2022 ;
Vu la délibération n° D2024-10-09-rh du conseil d'administration du 15 octobre 2024
Vu l'avis du comité social d'administration de l'établissement du 20 février 2025,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

L'article 3 de la délibération n° D2022-07-06-rh relative au dispositif d'intéressement aux marges de la formation continue dispose que « L'enveloppe globale du dispositif d'intéressement (...) est répartie entre les composantes et services pouvant prétendre à une enveloppe de primes FC (Faculté de droit, IAELyon, IUT Jean Moulin, FC3, services généraux/communs/généraux), sur la base de leur contribution respective à ce résultat. ».

La délibération n° D2024-10-09-rh adoptée par le conseil d'administration de l'université Jean Moulin, en séance du 15 octobre 2024 et après avis du comité social d'administration de l'établissement du 1er octobre 2024, organise pour l'année universitaire 2024/2025 la mise en œuvre de ce dispositif d'intéressement. La rédaction de cette délibération d'octobre 2024 comporte une erreur matérielle dans la répartition entre les composantes et services concernés de l'enveloppe globale allouée au dispositif, qu'il convient de rectifier par la présente délibération modificative. L'enveloppe globale de 177 000€ allouée à ce dispositif reste quant à elle inchangée.

Décide

Article 1 :

L'article 9 de la délibération n° D2022-07-06-rh est modifiée comme suit :

« Ce dispositif d'intéressement aux marges de FC est mis en œuvre à compter du 1er septembre 2024, au titre de l'année universitaire 2024/2025.

Pour l'année universitaire 2024/2025, qui donnera lieu à versement des primes d'intéressement aux marges de la FC en novembre 2025, l'exercice de référence retenu pour déterminer l'enveloppe établissement et les plafonds par composante et service, est celui de 2023 (année n-2). En application de l'article 3 de la présente délibération, l'enveloppe financière dédiée à ce dispositif d'intéressement est fixée à 177 000€. Elle est répartie entre les composantes et services éligibles comme suit :

Composante ou service éligible	Enveloppe 2021/2022	Enveloppe 2022/2023	Enveloppe 2023/2024	Enveloppe 2024/2025
Faculté de Droit	30 000€	48 000€	60 500€	~~60 200€~~ 68 200€
IAELyon	30 000€	52 000€	65 500€	65 200€
IUT Jean Moulin	10 000€	10 000€	13 500€	13 200€
FC3	10 000€	15 000€	19 500€	~~19 200€~~ 15 200€
Services centraux	10 000€	15 000€	19 500€	~~19 200€~~ 15 200€

Les objectifs collectifs sont fixés lors des COSMO se tenant entre juin et septembre 2024.

Les objectifs individuels sont fixés au plus tard en septembre 2024 par les directeurs de composante ou de service.

Les fiches individuelles des propositions formulées par les directeurs de composante ou service sont transmises à la Direction des ressources humaines au plus tard en janvier 2025.

Article 2 :

Les autres articles de la délibération D2022-07-06-rh restent sans changement ».

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

Délibération n° D2025-03-07-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L.714-55 et suivants ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement ;
Vu l'arrêté du 9 août 2012 fixant la rémunération des intervenants participant à titre d'activité accessoire à des activités de formation et de fonctionnement de jurys relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, et notamment son article 18 ;
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, et notamment son article 13 ;
Vu l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie », et notamment l'article 4-6 de l'annexe 1 ;
Vu la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi ;
Vu le décret n° 2023-1275 du 27 décembre 2023 relatif à la validation des acquis de l'expérience ;
Vu le décret n° 2024-332 du 10 avril 2024 relatif au jury et au congé de validation des acquis de l'expérience ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2024-11-10-rh du 19 novembre 2024 relative à la mise en œuvre des activités liées à la VAE ;
Vu l'avis du CSAE en date du 20 février 2025 ;

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs :

L'article 1 de la délibération n° D2024-11 -10-rh relative à la mise en œuvre des activités de validation des acquis de l'expérience (VAE) dispose que « Ne peuvent participer au jury de VAE en qualité de membre ou de président ni les responsables pédagogiques, ni les accompagnateurs professionnels, ni les accompagnateurs méthodologiques. ».
Le décret n° 2024-332 du 10 avril 2024 relatif au jury et au congé de validation des acquis de l'expérience dispose en son article 1 que « Les membres du jury ne doivent entretenir ou avoir

entretenu aucune relation professionnelle ou personnelle avec le candidat, ni avoir accompagné le candidat dans sa démarche de validation des acquis de l'expérience. ».
Les référents pédagogiques, peuvent donc participer au jury de VAE, dès lors qu'ils n'ont été ni accompagnateurs professionnels ni accompagnateurs méthodologiques. Il convient donc de modifier la délibération n° D2024-11 -10-rh, dans le respect de ce cadre réglementaire.

Décide

Article 1 :

L'article 1 de la Délibération n° D2024-11 -10-rh est modifiée comme suit :

- Le référent pédagogique : représentant du certificateur, l'université Jean Moulin, c'est ~~le~~ un responsable pédagogique du diplôme concerné par la VAE. ~~Le référent pédagogique ne peut pas être membre du jury de VAE.~~ Son activité dans le cadre d'une VAE est intégrée dans l'activité de « pilotage de diplôme », valorisé dans le cadre du Référentiel des équivalence horaire. Sa mission est de s'assurer de la recevabilité de la candidature à une VAE, c'est-à-dire de la cohérence entre le parcours du candidat et les attendus du diplôme. Il émet un avis qui ne substitue pas à la décision du jury souverain. Il peut également être accompagnateur méthodologique et est dans ce cas rémunéré à ce titre. Le référent pédagogique peut être membre de jury, sauf s'il a également été accompagnateur méthodologique ou accompagnateur professionnel.
- Les membres de jury : le jury de VAE comprend au minimum 3 membres, dont un est désigné président (avec voix prépondérante en cas de partage des voix) et dont un au moins est une personne qualifiée au titre de la certification visée. Le jury de VAE est composé dans le respect des dispositions régissant le diplôme, le titre à finalité professionnelle ou le certificat de qualification professionnelle visés, telles que précisées notamment à l'article 18 de l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, à l'article 13 de l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle et à l'article 4-6 de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie ». Ne peuvent participer au jury de VAE en qualité de membre ou de président ~~ni les responsables pédagogiques~~, ni les accompagnateurs professionnels, ni les accompagnateurs méthodologiques. Cette activité de membre de jury de VAE donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2.

Article 2 :

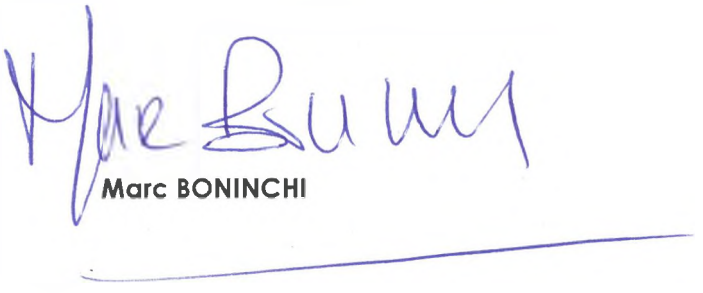
Une version consolidée de la délibération n° D2024-11-10-rh susvisée est annexée à la présente délibération.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

Délibération n° D2024-11-10-rh relative à la mise en œuvre des activités liées à la validation des acquis de l'expérience (VAE)

Dans sa version consolidée au 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L.714-55 et suivants ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement ;
Vu l'arrêté du 9 août 2012 fixant la rémunération des intervenants participant à titre d'activité accessoire à des activités de formation et de fonctionnement de jurys relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, et notamment son article 18 ;
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, et notamment son article 13 ;
Vu l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie », et notamment l'article 4-6 de l'annexe 1 ;
Vu la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi ;
Vu le décret n° 2023-1275 du 27 décembre 2023 relatif à la validation des acquis de l'expérience ;
Vu le décret n° 2024-332 du 10 avril 2024 relatif au jury et au congé de validation des acquis de l'expérience ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2024-11-10-rh du 19 novembre 2024 relative à la mise en œuvre des activités liées à la VAE ;
Vu l'avis du CSAE en date du 20 février 2025 ;

Article 1 :

Les dispositifs pédagogiques de validation des acquis de l'expérience mobilisent les intervenants suivants :

- Le référent pédagogique : représentant du certificateur, l'université Jean Moulin, c'est un responsable pédagogique du diplôme concerné par la VAE. Son activité dans le cadre d'une VAE est intégrée dans l'activité de « pilotage de diplôme », valorisé dans le cadre du Référentiel des équivalence horaire. Sa mission est de s'assurer de la recevabilité de la candidature à une VAE, c'est-à-dire de la cohérence entre le parcours du candidat et les attendus du diplôme. Il émet un avis qui ne substitue pas à la décision du jury souverain. Il peut également être accompagnateur méthodologique et est dans ce cas rémunéré à ce titre. Le référent pédagogique peut être membre de jury, sauf s'il a également été accompagnateur méthodologique ou accompagnateur professionnel.

- L'accompagnateur professionnel : personnel de l'établissement ou extérieur, c'est l'expert métier qui accompagne le candidat, ponctuellement et sur demande du référent pédagogique, pour l'identification et l'analyse des activités présentées dans le cadre de la rédaction du dossier de validation. Il ne peut pas être membre du jury de VAE. Son activité donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2. S'il est personnel de l'établissement, il doit préalablement formuler une déclaration de cumul auprès de l'établissement.

- L'accompagnateur méthodologique : personnel de l'établissement ou extérieur, il accompagne le candidat dans la rédaction du dossier de validation/mémoire VAE et dans la préparation de la soutenance devant le jury. Il ne peut pas être membre du jury de VAE. Cet accompagnement méthodologique se fait en lien avec le référent pédagogique, qui reste garant de l'adéquation entre les choix du candidat et les attendus de la certification. Son activité donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2. Si l'accompagnateur méthodologique est un personnel BIATS de l'établissement, cette activité ne peut être rémunérée que si elle ne fait pas partie des activités prévues dans sa fiche de poste et qu'elle est effectuée en dehors des obligations de service. Dans ce cas, elle doit donner lieu à transmission préalable d'une déclaration de cumul auprès de l'établissement.

- Les membres de jury : le jury de VAE comprend au minimum 3 membres, dont un est désigné président (avec voix prépondérante en cas de partage des voix) et dont un au moins est une personne qualifiée au titre de la certification visée. Le jury de VAE est composé dans le respect des dispositions régissant le diplôme, le titre à finalité professionnelle ou le certificat de qualification professionnelle visés, telles que précisées notamment à l'article 18 de l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, à l'article 13 de l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle et à l'article 4-6 de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie ». Ne peuvent participer au jury de VAE en qualité de membre ou de président ni les accompagnateurs professionnels, ni les accompagnateurs méthodologiques. Cette activité de membre de jury de VAE donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2.

Article 2 :

La phase d'accompagnement d'un candidat à une VAE donne lieu à une valorisation maximum équivalente à un forfait de 20 HETD par candidat, répartie entre les accompagnateurs professionnels et méthodologiques au prorata du service fait attesté par la composante ou le service porteur du diplôme.

Les membres du jury de soutenance sont rémunérés de manière forfaitaire à hauteur de 2 HETD chacun.

L'état liquidatif transmis à la DRHRS doit être accompagné des feuilles d'émargement signées par les intéressés.

Délibération n° D2025-03-08-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

De désigner en qualité de membres qualifiés au comité exécutif de la Fondation Université Jean Moulin les personnes suivantes :

- **Mme Vanina LAURENT-LEDRU**
  Directrice générale de la fondation « Foundation S » de Sanofi

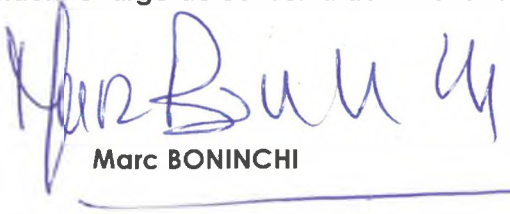
- **M. Marc BECHET**
  Président et co-fondateur de la société « France Play »

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix pour : 27
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

Délibération n° D2025-03-09-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 123-3, L. 712-3 et suivants et L. 811-1 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n°D2024-10-11-sco du conseil d'administration du 15 octobre 2024 ;
Vu l'arrêté 25-001 portant nomination des membres de l'équipe présidentielle de l'université Jean Moulin,
Vu l'avis de la CFVU en séance du 25 février 2025

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

de rectifier la composition de la commission CVEC, conformément aux nouveaux titres des membres de l'équipe présidentielle.

Ainsi, la composition de la commission CVEC, précisée dans l'article 2 de la délibération n°D2024-10-11- sco, en annexe, est modifiée comme suit :

Membres ayant voix délibératives :

- le vice-président chargé de la commission de la formation et de la vie universitaire, président de la commission ;
- le vice-président délégué chargé des finances et du patrimoine ;
- les vice-présidents étudiants ;
- le vice-président délégué chargé de la vie étudiante et du handicap ;
- le vice-président délégué chargé de la culture et des relations science-société ;
- les étudiants élus à la commission sociale et la commission initiatives du FSDIE ou leurs suppléants ;
- un représentant étudiant par associations d'étudiants mentionnées à l'article L. 811-3 du code de l'éducation et désigné par chaque association ;
- le directeur du SUAPS ;
- le directeur de SSE ;
- le directeur de la vie étudiante du Crous ou son représentant.

Invités permanents :

- le directeur de la DEVU
- le directeur des affaires financières et des achats
- le responsable des affaires culturelles
- le responsable du pôle vie étudiante de la DEVU ;
- le chargé de développement du pôle vie étudiante de la DEVU.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix pour : 27
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

Délibération n° D2024-10-11-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 15 octobre 2024

Vu le code de l'éducation notamment les articles L. 712-2 et suivants, L. 841.5 et D. 841-2 à D. 841-11 ;
Vu la loi n°2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants ;
Vu le décret n°2019-205 du 19 mars 2019 relatif aux modalités de programmation et de suivi des actions financées par la CVEC ;
Vu le décret n°2024-777 du 08 juillet 2024 codifié portant modification de la répartition du produit de la contribution de vie étudiante et de campus ;
Vu le décret n°2022-1509 du 1er décembre 2022 portant modification des dispositions relatives à la CVEC,
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la circulaire n°2019-029 du 20 mars 2019 qui précise les services éligibles dont les missions portent sur la vie étudiante et de campus dans les établissements d'enseignement supérieur ;
Vu la circulaire du 23 mars 2022 relative à l'engagement, encouragement et soutien aux initiatives étudiantes ;
Vu l'avis de la commission CVEC réunie le 16 septembre 2024 ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 24 septembre 2024,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Conformément à la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiantes et des étudiants, une Contribution en faveur de la Vie Etudiante et de Campus (CVEC) est instituée au profit des établissements d'enseignement supérieur. La CVEC est une taxe acquittée par les étudiants, au profit des étudiants, pour soutenir notamment l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiantes et étudiants et pour conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention.

Exceptées les situations réglementaires donnant lieu à exonération, la contribution est due chaque année par les étudiantes et les étudiants lors de leur inscription à une formation initiale dans un établissement de l'enseignement supérieur. Son montant, fixé chaque année par un décret, est indexé sur l'indice des prix constatés par l'Insee (il est de 103 euros pour la rentrée universitaire 2024-2025).

Le Crous collecte la totalité du produit de la CVEC et en reverse une partie à l'université :

Une **part fixe** qui correspond au montant indiqué dans le code de l'éducation, indexé sur l'inflation, versé au moins de janvier. *(En 2024-2025, cette part fixe s'élève à 46 euros par étudiant inscrit en formation initiale) ;*

Une **part variable** qui correspond à un versement complémentaire après attribution des montants fixés par le code de l'éducation (péréquation), versée au mois de juillet *(Il n'est pas possible de déterminer pour 2024-2025 le montant de la part variable auquel pourrait prétendre l'université, compte tenu des modifications règlementaires concernant le reversement de la part fixe, désormais identique pour les établissements publics et privés).*

La CVEC doit permettre de financer des actions vie étudiante dans différentes thématiques (accueil et accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants). La CVEC ne peut pas financer des actions relevant de la formation des étudiants ou des actions à destination des personnels de l'établissement.

Les établissements mentionnés à l'article D. 841-5 du code de l'éducation consacrent au minimum 30% des montants de la part fixe au financement de projets portés par des associations étudiantes et aux actions sociales à destination des étudiants (Fonds de solidarité et de développement des Initiatives étudiantes pour l'université) et au minimum 15% au financement de la médecine préventive

Le CA vote chaque année, après avis de la CFVU, la programmation des projets et des actions financés, ainsi que le bilan des actions conduites et financées par la CVEC.
La programmation doit se faire en lien avec les services chargés de la vie étudiante, les représentants des étudiants du CA et du Conseil académique, les associations d'étudiants, le Crous et des personnalités extérieures.
La circulaire du 23 mars 2022 relative à l'Engagement, encouragement et soutien aux initiatives étudiantes préconise la création d'une commission CVEC associant au moins 50% d'étudiants.

Le FSDIE social doit permettre de contribuer à gérer des problèmes matériels rencontrés par l'étudiant à titre individuel.
Le FSDIE initiatives vise à soutenir les projets associatifs et ne peut donc pas financer de projets étudiants à titre individuel, ni de projets s'inscrivant dans le domaine de la formation.

La présente délibération précise les règles relatives à la gestion et l'utilisation des fonds CVEC pour l'université Jean Moulin Lyon 3.

Décide

Article 1 : répartition du produit de la CVEC

A l'université Jean Moulin Lyon 3, la dotation CVEC est répartie de la manière suivante :

- Au bénéfice des activités du service de santé étudiante (au minimum 15% de la part fixe) ;
- Au bénéfice des projets associatifs étudiants et des aides sociales individuelles dans le cadre du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (au minimum 30 % de la part fixe). Les demandes des associations et des étudiantes et étudiants sont présentées lors des commissions FSDIE « initiatives » et FSDIE « social », dont le règlement intérieur est annexé à la présente délibération ;
- Au bénéfice des dispositifs structurants et pérennes, répondant aux priorités stratégiques de l'université et ayant vocation à servir la vie de campus et l'amélioration des conditions de vie des étudiants notamment grâce à une meilleure qualité de service ;
- Au bénéfice des activités des services et des composantes de l'université suite à des appels à projets, soumis à l'avis de la commission CVEC, de la CFVU, et approuvés en CA.

Article 2 : gouvernance de la CVEC

Le CA vote, chaque année, après avis de la CFVU la programmation (projets et actions prévisionnels accompagné d'une ventilation budgétaire) ainsi que le bilan des actions conduites et financées par la CVEC.

Une commission CVEC permet d'associer les services chargés de la vie étudiante, les représentants des étudiants du CA et du Conseil académique, les associations d'étudiants, le Crous et des personnalités extérieures à la programmation, au bilan, et à l'étude des appels à projets.

La commission CVEC se réunit ainsi au moins trois fois par an dont :
-une fois au titre de la **programmation budgétaire** : la commission rend chaque année un avis sur les projets et actions prévisionnels accompagné d'une ventilation budgétaire, qui seront approuvées par le CA au moment du vote du budget initial de l'exercice N+1 en décembre de l'année N ;
-au moins une fois au titre de **l'examen des projets** : la commission émet un avis sur chaque projet présenté au titre de la CVEC.
-une fois au titre de **la présentation du bilan** : la commission est invitée à formuler des préconisations et recommandations pour alimenter le travail de construction de la programmation de l'année N+1 ;
Les avis et propositions de la commission CVEC (programmation, projets, bilan) sont soumis à l'approbation du CA, après avis de la CFVU.
Elle peut aussi délibérer sur toutes les questions que lui soumet le président de la commission CVEC.

La composition de la commission CVEC est la suivante :

Membres ayant voix délibératives :

-le vice-président en charge de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle, ou son représentant nommément désigné, président de la commission ;

-le vice-président en charge des finances et du patrimoine ;

-les vice-présidents étudiants ;

-le chargé de mission à la vie étudiante ;

-le chargé de mission au handicap ;

-le chargé de mission à la culture ;

-les étudiants élus à la commission sociale et la commission initiatives du FSDIE ou leurs suppléants ;

-un représentant étudiant par associations d'étudiants mentionnées à l'article L. 811-3 du code de l'éducation et désigné par chaque association ;

-le directeur du SUAPS ;

-le directeur de SSE ;

-le directeur de la vie étudiante du Crous ou son représentant.

Invités permanents :

-le directeur de la DEVU

-le directeur des affaires financières et des achats

-le responsable des affaires culturelles

-le responsable du pôle vie étudiante de la DEVU ;

-le chargé de développement du pôle vie étudiante de la DEVU.

Par ailleurs, le président de la commission peut inviter les porteurs de projets ou tout autre personne dont l'expertise peut être requise. Les invités ne prennent pas part au vote.

L'ordre du jour de la commission est fixé par le président de la commission CVEC. Dans la mesure du possible, il est communiqué aux membres de la commission CVEC 8 jours avant la date de la commission.
La commission rend ses avis à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, le président de la commission a voix prépondérante.

La préparation et le secrétariat des séances sont assurés par le pôle vie étudiante de la DEVU.

La présente délibération abroge les délibérations n°D20219-07-32-sco du conseil d'administration du 9 juillet 2019 la délibération n° D2021-05-14-sco du conseil d'administration du 4 mai 2021.

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 23
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 1

Lyon, le 15 octobre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI

Délibération n° D2025-03-10-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2024-1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin Lyon 3 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin Lyon 3 ;

Vu la délibération n° D2025P-01-01-ins du 7 janvier 2025 portant élection de M. Gilles BONNET, professeur des universités, à la présidence de l'université Jean Moulin,

Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 portant sur la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président de l'université,

Sur proposition du président de l'université,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Selon les dispositions de l'article L. 712-3 du code de l'éducation, le conseil d'administration (CA) de l'université est habilité à déléguer certaines de ses compétences au président de l'établissement. Cette possibilité législative répond à la nécessité d'adapter la gouvernance aux exigences de gestion administrative et financière de l'université. Elle permet notamment une plus grande réactivité et une efficacité attendue dans les procédures de gestion. Par exemple, en matière contractuelle, chaque convention, pour être exécutoire, doit être approuvée par le CA après avoir été signée par le président. Compte tenu du rythme de réunion des instances, cela peut retarder l'exécution de ces conventions et nuire au bon fonctionnement de l'université ou à la réalisation de projets individuels (conventions de stage, marchés publics, etc.). La délégation de pouvoir permet ainsi de rendre exécutoires certaines conventions dès leur conclusion.

Le présent projet de délibération s'inscrit dans la continuité de la délégation de pouvoir issue de la délibération du 21 janvier 2025 susvisée, qui prévoit que :

- *Les marchés publics dont les montant ne dépassent pas le seuil de la délégation sont rendus exécutoires dès leur approbation par le président. Le conseil d'administration est informé de la conclusion desdits marchés publics.*
- *En revanche, au-delà du seuil de délégation, c'est une approbation formelle du conseil d'administration qui est sollicitée sur les contrats de marchés publics notifiés après signature par le président.*

La présente délibération a pour objet l'approbation d'une délégation de pouvoir ponctuelle du conseil d'administration au président à effet de signer et d'approuver un marché public de travaux « courant fort-courant faible » dont le montant HT est supérieur au seuil de 2 000 000€ prévu par la délégation de pouvoir n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 susvisée (montant maximum du marché pour la durée globale d'exécution : 2 100 000€ HT).

Cette délégation de pouvoir ponctuelle est rendue nécessaire afin de ne pas retarder la procédure de mise en œuvre du marché en question et de permettre la continuité du bon fonctionnement de l'université, compte tenu du calendrier des instances, d'une part, et du rétroplanning relatif au marché public, d'autre part. En effet un marché public non approuvé n'est pas exécutoire, ce qui a pour conséquence l'impossibilité de démarrer certains travaux nécessaires pour les chantiers de l'établissement.

Concernant ce marché « courant fort / courant faible », la commission des marchés publics se réunit le vendredi 14 mars 2025 afin de donner un avis sur l'offre retenue et l'exécution du marché débutera le 21 avril 2025. Il est ainsi impossible de soumettre le marché public à l'approbation d'un conseil d'administration après sa signature par le président et avant son début d'exécution.

Décide

d'approuver la délégation de pouvoir ponctuelle du conseil d'administration au président de l'université afin que ce dernier puisse approuver le marché public de travaux « courant fort / courant faible » dont la description est annexée à la présente délibération.

Les documents constitutifs communicables du marché public peuvent être consultés auprès de la direction des affaires financières et des achats (DAFA).

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

MARCHÉ A APPROUVER PAR DELEGATION DE POUVOIR PONCTUELLE- CA DU 11/03/2025																
MILLÉSIME	**NUMÉRO DOSSIER MP**	**Intitulé du marché**	**Forme du marché**	**Type de marché**	**Date début d'exécution**	**Durée du marché - convention**	**Allotissement**	**Titulaire ou coordonnateur de groupement de commande**	**Montant maximum du marché en euros ht**	**Montant global exécuté en euro ht sur marché précédent (au 18/02/2025)**	**Montant exécuté en euro HTR 2021**	**Montant exécuté en euro HTR 2022**	**Montant exécuté en euro HTR 2023**	**Montant exécuté en euro HTR 2024**	**Descriptif du marché**	**Service prescripteur**
2025	**2027-07**	TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUES COURANT FORT / COURANT FAIBLE	ACCORD CADRE SANS MINIMUM MAIS AVEC MAXIMUM	TRAVAUX	21/04/2025	2 ANS FERMES, RENOUVELABLE DEUX FOIS 1 AN	Non		2 100 000,00 €	1 542 695,24 €	314 777,18 €	248 671,79	494 523,96 €	484 722,31 €	TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUES COURANT FORT / COURANT FAIBLE	DIL/DNUM

Marché de Travaux d'installation

Courant fort – courant faible

AOO

RÉTROPLANNING UJM 2025-07

Estimations :

Montant estimatif global du marché : 1,4 M€ HTR, soit 1,680 M€ TTC sur 4 ans

ÉTAPES	ÉCHÉANCES
DATE D'ENVOI À LA PUBLICATION	Mercredi 08/01/2025
VISITES	Jeudi 30/01 à 10h00 Manu et jeudi 30/01 à 13h00 sur les Quais Vendredi 31/01/2025 à 10h au 2 rue du 23eme régiment d'infanterie 01000 Bourg en Bresse.
DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	Lundi 10/02/2025 à 12h00
Durée de validité des offres : quatre mois à compter de la date limite de réception des offres	
EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES PAR LE SA-DAFA	Lundi 10/02/2025 à 14h
ÉTUDE DES OFFRES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL	Entre le mardi 11/02 et mardi 11/03/2025, bilan d'analyse des offres le mardi 11/03 à 14h00
CMP POUR AVIS SUR L'OFFRE RETENUE A TITRE PROVISOIRE	Vendredi 14/03/2025
DEMANDE DES PIÈCES COMPLÉMENTAIRES	Pour le mardi 18/03/25 à 17h00
ENVOI DES REFUS À LA SE DGSA DAFA	Le mercredi 19/03/2025
ENVOI DES REFUS VIA PLACE	Le jeudi 20/03
Délai de suspension 11 jours (car notification par PLACE)	
ENVOI DE LA NOTIFICATION À LA SE DGSA-DAFA	Lundi 31/03/2025
ENVOI DE LA NOTIFICATION VIA PLACE	Mardi 01/04
DÉBUT D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	Le lundi 21/04/2025

Ancien marché : UJM 2021-14 se termine le 18/04/2025.

Délibération n° D2025-03-11-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L123-3 et L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,
Vu l'avis du conseil de l'IUT du 27 janvier 2025 ;
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver les tarifs de formation professionnelle de l'IUT pour l'année universitaire 2025-2026, tels que présentés en annexe.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

I.U.T. Jean Moulin Lyon 3
Tarifs de la formation professionnelle et de la V.A.E.
2025-2026

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les quatre grands types de tarifications ci-dessous s'appliquent aux diplômes nationaux et s'entendent **hors droits d'inscription universitaire**.
En fonction des situations, les droits d'inscription universitaire et la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) pourront s'y ajouter.
A titre d'exemple en 2024-2025, les droits d'inscription s'élevaient à 175 € et la CVEC à 103 €.

1. TARIFICATION CONTRAT D'APPRENTISSAGE

1.1 Bachelors Universitaires de Technologie

Le niveau de prise en charge des contrats d'apprentissage est déterminé par **France compétences**, cette valeur diffère en fonction de la branche professionnelle concernée et des ajustements tarifaires effectués au cours de l'année (voir https://www.francecompetences.fr/base-documentaire/referentiels-et-bases- de-donnees/).
Le cout décret est appliqué aux organisations de droit **privé** dont la branche professionnelle n'a pas déterminé de niveau de prise en charge.
Le coût décret est appliqué à tous les organismes **publics**.

1.2 Licences professionnelles

Les tarifs appliqués sont les suivants :

Numéro RNCP	Diplôme	Tarif
RNCP29806	Licence Professionnelle Métiers de la GRH : Assistant - Chargé des Ressources Humaines	7 000 €
RNCP30086	Licence Professionnelle Management et Gestion des Organisations - Assistant de Gestion Administrative et financière	7 870 €

L'éventuel « reste à charge » incombe à la structure d'accueil.

2. TARIFICATION CONTRAT DE PROFESSIONALISATION

Le financement des diplômes nationaux de l'I.U.T. s'effectue sur la base des forfaits fixés par accord conventionnel, ou à défaut d'un tel accord, sur la base d'un minimum **de 16 € de l'heure**.

A titre d'exemple pour les Licences professionnelles :

Numéro RNCP	Diplôme	Volume horaire	Tarif
RNCP29806	Licence Professionnelle Métiers de la GRH : Assistant - Chargé des Ressources Humaines	448	7 168 €
RNCP30086	Licence Professionnelle Management et Gestion des Organisations - Assistant de Gestion Administrative et financière	450	7 200 €

L'éventuel « reste à charge » incombe à la structure d'accueil.

3. TARIFICATION FORMATION CONTINUE

Le tarif formation professionnelle continue des diplômes nationaux de l'I.U.T. s'élève à 7 500 € par an.
Une remise commerciale de 50 % du tarif est accordée pour les demandeurs d'emploi sur justificatif d'inscription à France Travail (catégorie 1 et 2 au jour de la rentrée universitaire).

4. TARIFICATION VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE

Les demandes de V.A.E. pour les formations de l'I.U.T. Jean Moulin Lyon 3 sont traitées via le Portail de l'université : https://www.univ-lyon3.fr/validation-des-acquis-de-l-experience-vae

Les tarifs associés à chaque phase du process sont les suivants :

Étapes	Licence
Recevabilité administrative et pédagogique	200 €
Accompagnement méthodologique à la rédaction du dossier - *facultatif*	1 200 €
Accompagnement au jury	1 000 €
TOTAL	**2 400 €**

Délibération n° D2025-03-12-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L123-3 et L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver les évolutions de l'offre de formation de l'iaelyon pour la rentrée 2025, telles que présentées en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

Offre de formation
Rentrée 2025

Ouverture du parcours M2 IMPI (Ingénierie et Management des Projets Innovants) en alternance au sein de la mention « Entrepreneuriat et Management de Projet »

- Le parcours de M2 IMPI est un projet en développement au sein de l'IAE depuis de nombreuses années. Il vise spécifiquement à développer deux types de compétences :
    1. Création entrepreneuriale
    2. Management de projet intrapreneurial

  Il y a aujourd'hui une forte demande pour l'alternance, notamment auprès d'un public d'ingénieurs, avec un besoin de compétences avancées en management de projet et en pilotage de l'innovation. Les besoins de formation en management intrapreunarial sont également manifestes. Le positionnement du parcours de M2 IMPI a donc été pensé en totale complémentarité avec l'offre existante au sein de la mention « Entrepreneuriat et Management de Projet » (le parcours EDEN pour un public FI classique, et le parcours MIPC exclusivement orienté sur la FC).

Modification du parcours M1 MEQ2D et réorganisation de 3 parcours au sein de la mention « Management Sectoriel »

- Cette modification vise à faire du M1 MEQ la plate-forme commune à trois M2, sans accroissement significatif des besoins en ressources.
    1. M2 MEQ
    2. M2 RSEEO
    3. M2 CETERSAMS

  Le flux de recrutement du M2 RSEEO est régulièrement alimenté par le M1 MEQ, et très peu par le M1 RHO. Aussi, il est prévu que le M2 RSEEO, actuellement rattaché à la mention RHO, rejoigne la mention « Management Sectoriel » pour faciliter la possibilité de contractualisation des étudiants en contrat d'alternance sur 2 ans.

Possibilité d'ouvrir des places à l'alternance dans un diplôme de formation initiale pour deux formations :

- *Parcours de Master 1 Management et Communication*
  Mise en cohérence avec le master 2 qui propose des places en alternance : formation initiale et alternance. L'objectif est d'offrir la possibilité d'alternance sur deux ans, afin de répondre à une demande croissante des entreprises pour des contrats d'alternance de longue durée.

- ***DUSCG***
  L'objectif est double : permettre une plus forte attractivité de la formation actuellement proposée uniquement en formation initiale, et accepter des dossiers refusés (faute de places) dans le même parcours déjà existant, mais proposé uniquement en alternance. Cela répondra à une réelle demande des candidats, et permettra de renforcer l'attractivité de notre offre de formation publique dans ce domaine.

Délibération n° D2025-03-13-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L123-3 et L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,
Vu la délibération n° D2024-07-20-sco du conseil d'administration du 2 juillet 2024,
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Une erreur s'est glissée dans le tableau annexé à la délibération n° D2024-07-20-sco du conseil d'administration du 2 juillet 2024 concernant les tarifs en formation continue du Master 1 et Master 2, mention droit privé, parcours droit immobilier pour l'année 2024-2025.

Décide

d'approuver les tarifs d'inscription suivants pour M1 et M2 mention droit privé, parcours droit immobilier pour l'année 2024-2025 :

- 3 300 euros + droits nationaux de master (250 euros)
- Un demi-tarif est appliqué pour les étudiants demandeurs d'emploi, sous réserve de la production d'un justificatif d'inscription à France Travail.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

Délibération n° D2025-03-14-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L123-3 et L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,
Vu la délibération n°D2024-05-33-ins du conseil d'administration du 28 mai 2024,
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Une erreur s'est glissée dans le tableau annexé à la délibération n° D2024-05-33-ins du conseil d'administration du 28 mai 2024 concernant les tarifs en formation initiale du DU religion, liberté religieuse et laïcité l'année 2024-2025.

Décide

d'approuver le tarif d'inscription suivant pour le DU religion, liberté religieuse et laïcité :

- 175 euros (part composante) + droits nationaux de licence (175 euros)

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
11 mars 2025

Délibération n° D2025-03-15-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L123-3 et L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver la création à la rentrée 2025 à la faculté de droit du parcours en licence droit mineure EEID (Ecole européenne et internationale de droit. Les précisions concernant ce parcours sont annexées à la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

ÉCOLE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE DE DROIT

Note explicative : partenariat LYON-TURIN – Licence EEID

Afin de compléter l'offre de formation en double diplomation française et étrangère en Licence, compte tenu des liens académiques forts déjà existants avec l'université de Turin, l'Ecole européenne et internationale de droit de la faculté a entrepris des négociations en vue de la création d'un quatrième parcours en Licence Droit mineure EEID.

La convention présentée au conseil de faculté a été validée par les deux partenaires en ces termes fin janvier 2025, permettant d'initier le processus de signature par les différentes instances universitaire à Lyon 3 et à Turin.

Ce nouveau parcours **ouvrira à la rentrée universitaire 2025**, et les premiers étudiants seront recrutés lors de la campagne de sélection de mai 2025.

Ce parcours a été construit sur le modèle déjà existant des parcours en 6 semestres de la Licence Droit mineure EEID.

Ce **parcours est sélectif** et recrute **post bac,** des bacheliers ou des étudiants inscrits dans une première année de Licence en droit.

L'effectif des cohortes de se parcours est pour l'instant limité à **10 étudiants**, 5 étudiants recrutés par Lyon 3 et 5 étudiants recrutés par Turin.

Les critères de sélections sont les mêmes pour l'ensemble des parcours de la licence mineure EEID : ESSEX, MÜNSTER, GRENADE et maintenant TURIN.

La justification d'un niveau **B2 en langue italienne** est demandée, seuls les bacheliers titulaires de l'ESABAC ou du BFI option italien en sont dispensé.

Comme les autres parcours en 6 semestres de la Licence Mineure EEID, les étudiants réalisent leur L1 et leur L2 à l'Université de Turin où ils intègrent la cohorte des étudiants du diplôme *Laurea Triennale Diritto per le imprese e le istituzioni*.

Aux cours de Droit italien dispensés par le partenaire s'ajouteront des **cours de Droit français à hauteur de 40 heures** en droit constitutionnel français, institution juridictionnelles française, méthodologie juridique… afin de préparer au mieux l'intégration des étudiants en Licence à Lyon.

Chaque fin d'année universitaire, les **résultats** obtenus chez le partenaire seront **transcrits en note française** (grille de conversion en annexe à la convention) afin de permettre la validation des années correspondantes de la Licence à Lyon.

Sous réserve de la validation de la L1 et de la L2 à Turin, la cohorte d'étudiants franco-italiens intègrera la troisième année de Licence en Droit mineure EEID à Lyon 3.

A son arrivée à Lyon, au choix de l'étudiant, il intègre soit la spécialisation droit privé, soit la spécialisation droit public.

Ces étudiants rejoignent la cohorte internationale d'étudiants revenant d'Essex, Münster, Grenade et maintenant Turin, qui constituent une cohorte commune d'étudiants soumis aux modalités de contrôle des connaissances et des compétences de la **Licence droit mineure EEID.**

A leur arrivée en L3, tous les étudiants suivent des TD obligatoires de méthodologie juridique afin de consolider les bases acquises.

Afin de valoriser la double culture juridique des étudiants de ces parcours, au semestre 6, les étudiants sont soumis à l'obligation de réaliser un mémoire de fin de cycle universitaire. Celui-ci sera réalisé sur une thématique de leur choix, en lien avec leur enseignant correcteur, qui sera traité avec une approche comparative.

Les étudiants du parcours bénéficient d'un suivi académique spécifique, afin de faciliter leur intégration à Lyon 3 au semestre 5 du parcours.

Notre collègue, **Christine Ferrari-Breeur**, a accepté de prendre la **responsabilité académique** de ce programme.

Sous réserve de la validation de leurs trois années d'étude, les étudiants en fin de parcours se voient délivrer **les diplômes de Licence en Droit et la *Laurea Triennale-Diritto per le imprese e le istituzioni***. Sous réserve de la sélection qui a lieu à l'entrée dans le deuxième cycle d'études universitaires, ces deux diplômes permettent la poursuite d'études en France en Master, ou en Italie en *Laurea Magistrale*

Je reste à votre disposition pour toute question et information complémentaire sur ce nouveau partenariat.

Laurence Francoz Terminal
Directrice de l'Ecole Européenne et Internationale de Droit

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
11 mars 2025

Délibération n° D2025-03-16-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et D. 719-1 et suivants,
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'arrêté n°24-462 du 6 décembre 2024 relatif aux résultats des élections des représentants des personnels et des usagers aux conseils centraux de l'université Jean Moulin Lyon 3,
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Les listes ou associations d'étudiants élus dans les conseils centraux de l'université Jean Moulin Lyon 3, dites listes ou associations représentatives, reçoivent une somme forfaitaire de 700 euros et de 60 euros par membre élu titulaire, pour leur frais de campagne.

Décide

d'approuver l'attribution des subventions électives aux listes et associations ayant des élus aux conseils centraux. Les subventions sont attribuées pour la totalité du mandat des élus étudiants qui débute le 1er janvier 2025 et s'achève le 31 décembre 2026. La répartition est présentée dans le tableau figurant en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

ANNEXE

PROPOSITION DE SUBVENTIONS ÉLECTIVES MANDATS 2025-2026

Subventions électives 2025-2026						
Liste alphabétique (dénomination réduite)	Nombre d'élus titulaires			Subvention forfaitaire (A)	Subvention élective proportionnelle nombre d'élus x 60 € (B)	Montant total A + B
	CA	CFVU	CR			
Bouge Ton Campus	1	2	0	700 €	(3 x 60 €) = 180 €	880 €
La Fine Equipe	0	1	0	700 €	(1 x 60 €) = 60 €	760 €
LA FORCE : toujours là pour toi !	2	5	0	700 €	(7 x 60 €) = 420 €	1120 €
La Voix Doctorante	0	0	4	700 €	(4 x 60 €) = 240 €	940 €
Union Etudiante contre la précarité et l'extrême-droite	1	2	0	700 €	(3 x 60 €) = 180 €	880 €
UNI : pour Lyon 3 !	1	3	0	700 €	(4 x 60 €) = 240 €	940 €
Vote UNEF le syndicat étudiant en lutte contre l'extrême droite et la sélection pour une université ouverte à tous.te.s et émancipatrice !	1	3	0	700 €	(4 x 60 €) = 240 €	940 €
TOTAL	**6**	**16**	**4**	**4 900 €**	**1 560 €**	**6 460 €**

Délibération n° D2025-03-17-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation notamment les articles L. 712-2 et suivants, L. 841.5 et D. 841-2 à D. 841-11 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2024-10-11-sco du 15 octobre 2024 portant approbation par le conseil d'administration des règles précisant la gestion et l'utilisation des fonds CVEC de l'université Jean Moulin ;
Vu les propositions formulées par la commission CVEC réunie le 19 février 2025,
Vu l'avis de la CFVU du 25 février 2025.

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

La commission relative à la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) s'est réunie le 19 février 2025 pour examiner les demandes de dotations présentées par les services de l'université Jean Moulin.

Conformément à la délibération D2024-10-11-sco précitée, les propositions de la commission CVEC sont soumises à l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire et à l'approbation du conseil d'administration de l'Université.

Décide

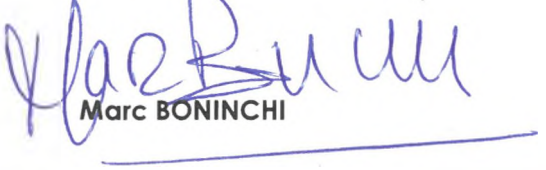
d'approuver l'attribution des dotations aux services de l'université selon les montants figurant en annexe.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

ANNEXE

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE DOTATIONS AU TITRE DE LA CVEC (COMMISSION 19 FEVRIER 2025)

N°	Service porteur	Nom du porteur du projet	Intitulé du projet	Date du projet	Montant total du projet	Montant demandé	Montant total attribué	Financement 2025	Part de fonctionnement 2025	Part d'investissement 2025	Part de masse salariale 2025	Financement 2026	Part de fonctionnement 2026	Part d'investissement 2026	Part de masse salariale	Remarques
1	**Service des Affaires Culturelles**	Juliette Rindone	Atelier de danse contemporaine	Mars-Mai 2025	2 378,50 €	2 378,50 €	**2 378,50 €**	**2 378,50 €**	2 378,50 €	- €	- €	**- €**	- €	- €	- €	
2	**Direction des Relations Internationales**	Fabienne Ferrerons	SUPPORT - accompagnement des étudiants internationaux à la vie étudiante	Avril 2025-Mars 2026	35 026,00 €	14 450,00 €	**14 450,00 €**	**6 610,00 €**	1 330,00 €	- €	5 280,00 €	**7 840,00 €**	2 560,00 €	- €	5 280,00 €	
3	**Service des Sports**	Arnaud Tabaret	Salle immersive avec vélos connectés	Automne 2025	9 133,20 €	9 133,20 €	**9 133,20 €**	**9 133,20 €**		9 133,20 €		**- €**	- €	- €	- €	
TOTAL					**46 537,70 €**	**25 961,70 €**	**25 961,70 €**	**18 121,70 €**	3 708,50 €	9 133,20 €	5 280,00 €	**7 840,00 €**	2 560,00 €	- €	5 280,00 €	

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
11 mars 2025

Délibération n° D2025-03-18-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Exposé des motifs

En vertu de la délégation de pouvoir confiée au président de l'université par le conseil d'administration (article premier de la délibération n° D2025-01-03-ins susvisée), les marchés publics dont les montant ne dépassent pas le seuil de la délégation sont rendus exécutoires dès leur approbation par le président. Le conseil d'administration (CA) est informé de la conclusion desdits marchés publics.

En revanche, au-delà du seuil de délégation, c'est une approbation formelle du conseil qui est sollicitée sur les contrats de marchés publics notifiés. L'accord-cadre dont il est question dans la présente délibération entre dans le champ de ce mécanisme d'approbation par le CA.

Il s'agit d'un accord-cadre « Electricité » de la Direction des achats de l'État (DAE) auquel l'établissement a adhéré cette année. L'objet de cet accord-cadre et des marchés subséquents porte sur la fourniture et l'acheminement d'électricité et les services associés pour des points de livraison (PDL) au profit des services de l'État et de certains établissements publics et autres organismes.

Décide

d'approuver l'accord-cadre « Electricité » de la DAE dont la description est annexée à la présente délibération.
Les documents constitutifs communicables du marché public peuvent être consultés auprès de la direction des affaires financières et des achats (DAFA).

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

LISTE DES MARCHÉS VIA GROUPEMENT DE COMMANDES POUR APPROBATION PAR LES ADMINISTRATEURS - CA DU 11/03/2025											
MILLÉSIME	**NUMÉRO DOSSIER MP**	**Intitulé du marché - Convention de groupement de commande**	**Forme du marché**	**Type de marché**	**Date début d'exécution**	**Durée du marché - convention en mois**	**Allotissement**	**Titulaire ou coordonateur de groupement de commande**	**Montant maximum du marché en euros ht**	**Descriptif du marché**	**Service precripteur**
2025	2025-01 LOT E1 Marché Subséquent 3	ACCORD-CADRE ÉLECTRICITÉ (LOT E1 : GROS SITES)	AOO porté par la DAE	FCS	01/01/2025	36	LOT 1	EDF	2 508 000,00 €	FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ	DIL

Délibération n° D2025-03-19-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-12-F-082	CRCC Lyon-Riom	Convention déclaration d'intention CLEA et CRCC

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

CONVENTION DÉCLARATION D'INTENTION ENTRE LE CLEA ET LA CRCC
n° 2024-12-F-082

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET ;

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** ».

L'université Jean Moulin agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;
Agissant pour le compte du **Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit** (**CLEA**) ;
Représenté par son Directeur, François LANTIN ;

Ci-après dénommé **« iaelyon ».**

D'une part,

Et

La Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Lyon-Riom (CRCC Lyon-Riom) ;
Sise 51 rue Montgolfier – 69006 Lyon ;
Représentée par son Président, Olivier ARTHAUD ;

Ci-après dénommée « **CRCC Lyon-Riom** ».

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Cette convention traduit la volonté commune de la **CRCC Lyon-Riom** et du **CLEA de l'iaelyon** de poursuivre leurs relations partenariales. Ce partenariat a pour objectif d'associer les efforts de chacune des parties en vue de valoriser la filière de l'expertise-comptable et de l'audit.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'énoncer les principes et de préciser les modalités générales du partenariat entre la CRCC Lyon-Riom et le CLEA.

Les principaux objectifs annoncés du CLEA sont :
- Valoriser le CLEA en tant que 1er centre régional de formation aux métiers du chiffre ;
- Promouvoir l'excellence universitaire de ses profils et en faciliter l'insertion professionnelle ;
- Mettre en œuvre des partenariats avec les acteurs de l'expertise-comptable et audit et les intégrer notamment dans la vie pédagogique afin d'assurer l'évolution des formations en adéquation avec les besoins de la profession ;
- Créer une dynamique de recherche en comptabilité ;
- Développer les échanges internationaux.

Afin de mettre en œuvre les actions liées aux objectifs communs annexées, la CRCC Lyon-Riom décide de soutenir le CLEA de l'iaelyon dans son action en faveur de la filière expertise-comptable et audit à travers un plan d'actions spécifiques convenues entre les deux parties qui sera redéfini chaque année (annexe 1 de la présente convention).

En contrepartie, la CRCC Lyon-Riom bénéficiera de la mise en œuvre par le CLEA d'un plan d'actions spécifiques convenues entre les deux parties qui sera également redéfini chaque année (annexe 2 de la présente convention).

Article 2 – Modalités financières

La présente convention est conclue à titre non onéreux.

Article 3 - Mise en œuvre et suivi de la convention

Les Parties conviennent de se rencontrer régulièrement pour procéder à des bilans intermédiaires du plan d'actions annuel. Avant la fin de chaque année civile, les parties procéderont à un bilan de leur coopération afin de mesurer l'efficacité des actions engagées et d'envisager la reconduction du partenariat.

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin et la CRCC Lyon-Riom conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécutif du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les Parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux

déléguées à la protection des données personnelles des deux établissements d'enseignement supérieur :

- Pour l'Université Jean Moulin : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour la CRCC Lyon-Riom : contact@crcc-lyon-riom.fr

Les Parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet évènement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque Partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la règlementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention de partenariat prend effet à compter du 1er janvier 2024.
Elle est conclue pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026.
Elle est modifiable par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : Résiliation

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

ARTICLE 7 : Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 20/12/2024

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour la CRCC Lyon-Riom,** Le Président, **Olivier ARTHAUD**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour le CLEA,** Le Directeur, **François LANTIN**

ANNEXE 1

Programme prévisionnel des actions de la CRCC Lyon-Riom envers le CLEA

DESIGNATION DE L'ACTION REALISEE PAR LA CRCC LYON	PLANIFICATION ANNUELLE
VISIBILITE	
Logo du CLEA de l'IAE Lyon cliquable sur le site internet de la CRCC Lyon-Riom	Tout au long de l'année
Promotion des formations du CLEA auprès du réseau de la CRCC Lyon-Riom (étant précisé que celle-ci n'est pas liée de façon exclusive au CLEA)	Tout au long de l'année
Diffusion des informations et invitations aux évènements majeurs du CLEA (conférence, programmes de formation continue, ...) aux membres de la CRCC Lyon-Riom	Tout au long de l'année
PUBLICATIONS D'ACTUALITES	
Communication aux étudiants du CLEA des diverses réunions d'informations organisées par la CRCC Lyon-Riom	Tout au long de l'année
EVENEMENTIELS	
Discours introductif du Président de la CRCC Lyon-Riom ou de l'un de ses représentants lors de la conférence CLEA et des remises de diplômes	Tout au long de l'année
Parrainage d'une cérémonie de remise de diplôme de la filière expertise-comptable et audit	1 par an
Rencontre des étudiants du CLEA pour échanger sur le métier et répondre à leurs diverses questions lors des conférences Stud'Expert et Advanced'Expert	2 par an

ANNEXE 2

Programme prévisionnel des actions du CLEA envers la CRCC Lyon-Riom

DESIGNATION DE L'ACTION REALISEE PAR LE CLEA	PLANIFICATION ANNUELLE
VISIBILITE	
Logo de la CRCC Lyon-Riom cliquable sur la section Partenaires du CLEA sur le site internet de l'iaelyon	Tout au long de l'année
Logo de la CRCC Lyon-Riom sur les futurs supports de communication du CLEA (Plaquettes / Kakémono / Invitations …)	Tout au long de l'année
Pour chaque actualité CRCC Lyon-Riom postée sur les pages des réseaux sociaux de l'iaelyon (Facebook / Linkedin / Viadeo …), logo de la CRCC Lyon-Riom en visuel avec lien cliquable	A chaque parution / actualité en lien avec le CLEA
Page entreprise CRCC Lyon-Riom sur le réseau social privé www.link-iaeLyon.com avec présentation, logo et lien cliquable	Tout au long de l'année
PUBLICATIONS D'ACTUALITES	
Actualités en lien avec le CLEA publiées sur la newsletter électronique mensuelle de l'IAE Lyon	Minimum 2 à 3 fois sur remise des éléments nécessaires par la CRCC Lyon-Riom à l'iaelyon
Actualités en lien avec le CLEA publiées sur la « Smart'OnLine », newsletter électronique mensuelle de l'iaelyon dédiée aux étudiants	Minimum 2 à 3 fois sur remise des éléments nécessaires par la CRCC Lyon-Riom à l'iaelyon
INSERTIONS PRESSE	
Insertion presse pleine page CLEA dans le Tout Lyon – présence du logo de la CRCC Lyon-Riom	1 par an
Insertion presse pleine page CLEA dans Paroles d'Experts – présence du logo de la CRCC Lyon-Riom	1 par an
EVENEMENTIELS	
Organisation d'une conférence thématique : montage de la conférence, recrutement et coordination des intervenants, promotion de l'évènement.	1 par an

Délibération n° D2025-03-20-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2025-01-F-007	Tribunal Judiciaire de Lyon	Convention de partenariat

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Tribunal judiciaire de Lyon et Université Jean Moulin Lyon 3

Convention de partenariat

Convention n° 2025-01-F-007

Entre :

L'université Jean Moulin – Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège social se situe 1, Avenue des Frères Lumière – CS 78 242 – 69372 Lyon Cedex 08
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
agissant pour le compte de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 représentée par son Doyen, Monsieur Olivier Gout.

D'une part,

Et

Le tribunal judiciaire de Lyon
Dont le siège est situé 67 rue Servient, 69003 Lyon
Représenté par son Président, Monsieur Dominique Lenfantin, et son Procureur de la République, Monsieur Thierry Dran.

D'autre part,

Ci-après désignés « les parties ».

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la **Faculté de droit** de l'**Université Jean Moulin – Lyon 3** et **le tribunal judiciaire de Lyon.**

Ce partenariat doit permettre la constitution d'un cadre de travail commun et non contraignant, permettant l'organisation de séminaires ou conférences, l'accueil d'étudiants en stages au sein du tribunal judiciaire de Lyon, la mise en relation des enseignants-chercheurs de la faculté de droit, des doctorants ou jeunes docteurs de l'Université Lyon 3 avec le tribunal judiciaire de Lyon et les magistrats qui y sont rattachés, ainsi que la diffusion des offres d'emploi de contractuels du tribunal judiciaire de Lyon au sein de l'Université Lyon 3.

Article 2 – Modalités de collaboration

2.1 Obligations réciproques des parties

La Faculté de droit de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et **le tribunal judiciaire de Lyon** fourniront les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par la présente convention sans être tenus néanmoins de verser quelque somme que ce soit au titre de celle-ci.

Le partenariat entre les parties a notamment pour objet de permettre :

- l'organisation d'interventions de magistrats, directeurs des services de greffe judiciaires et greffiers du tribunal judiciaire de Lyon lors d'évènements organisés au sein de la Faculté de de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 ;

- l'organisation d'évènements conjointement organisés par la Faculté de de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 et le tribunal judiciaire de Lyon ;

- l'accueil d'étudiants de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 en stage au sein du tribunal judiciaire de Lyon en fonction des capacités d'accueil et selon les modalités définies par le livret de formation du tribunal ;

- la diffusion au sein de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 des offres d'emplois de contractuels du tribunal judiciaire de Lyon ;

- la mise en relation des enseignants-chercheurs, des doctorants et jeunes docteurs de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 avec des magistrats, directeurs des services de greffe judiciaires et greffiers du tribunal judiciaire de Lyon pour les besoins de leurs travaux de recherche.

Annexe 1 - Calendrier prévisionnel organisation stages des étudiants de Master 2

SEPTEMBRE / OCTOBRE (année N-1)	Ajustement des capacités d'accueil des services du tribunal judiciaire de Lyon
SEPTEMBRE / OCTOBRE / NOVEMBRE (année N-1)	Recueil des candidatures
DÉCEMBRE (année N-1)	Étude des candidatures, recueil aval des services et réponse aux étudiants
DÉCEMBRE (année N-1) / JANVIER / FÉVRIER (année N)	Édition et signature des conventions et accords de confidentialité

2.2 Publics concernés

Les enseignants comme les étudiants et les doctorants régulièrement inscrits à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, peuvent bénéficier des dispositifs mis en œuvre en application de la présente convention.

Article 3 – Modalités financières

La présente convention ne comporte aucun engagement financier des partenaires. En cas d'évènement susceptible d'avoir des conséquences financières, chaque partie décidera de sa participation dans la concertation.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du
Elle est conclue pour une durée de trois ans et fera l'objet d'une reconduction expresse le cas échéant.

Article 5 – Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par courriel ou lettre recommandée avec demande d'accusé de réception sous réserve d'un délai de préavis d'un mois.

Article 6 – Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment émargé par les parties.

Article 7 – Comité de suivi

Le comité de suivi de cette convention est composé de :

- Le Président du tribunal judiciaire ou son représentant
- Le procureur de la République près le tribunal judiciaire ou son représentant
- Le doyen de la faculté de droit
- L'assesseur du doyen en charge des relations avec les milieux professionnels

Le comité de suivi de la convention se réunit au moins une fois par an pour faire le bilan de l'application de la convention et envisager les manifestations à venir.

Article 8 – Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention. À défaut de solution amiable, le tribunal administratif de Lyon sera compétent pour connaître le litige.

Fait en deux exemplaires, à Lyon, le

Dominique Lenfantin
Président du tribunal judiciaire de Lyon

Thierry Dran
Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lyon

Gilles Bonnet
Président de l'Université Jean Moulin-Lyon 3



Olivier Gout
Doyen de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3

Annexe 2 - Contacts

Tribunal judiciaire de Lyon

OBJET	ADRESSES
STAGES ET OFFRES D'EMPLOI	
Recueil et transmission des candidatures de stage d'étudiants de la faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 au sein du tribunal judiciaire de Lyon	**recrutement.tj-lyon@justice.fr**
Recueil des candidatures concernant les offres d'emplois de contractuels du tribunal judiciaire de Lyon diffusées au sein de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3.	
INTERVENTIONS ET MISE EN RELATION	
Organisation d'interventions de magistrats, directeurs des services de greffe judiciaires et greffiers du tribunal judiciaire de Lyon lors d'évènements organisés au sein de la Faculté de de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3.	**sec.p.tj-lyon@justice.fr** **sec.pr.tj-lyon@justice.fr**
Mise en relation des enseignants chercheurs, des doctorants et jeunes docteurs de la Faculté de de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 avec des magistrats, directeurs des services de greffe judiciaires et greffiers du tribunal judiciaire de Lyon pour les besoins de leurs travaux de recherche	
ÉVÈNEMENTIEL	
Organisation d'évènements conjointement organisés par la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 et le tribunal judiciaire de Lyon.	**sg.p.tj-lyon@justice.fr** **sg.pr.tj-lyon@justice.fr**

Faculté de droit de l'Université Jean Moulin-Lyon 3

Secrétariat du Doyen Faculté de Droit : secretariatdoyendroit@univ-lyon3.fr

Délibération n° D2025-03-21-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2025-01-F-014	URAASS	Convention cadre de partenariat sur l'implication et la place des usagers dans le champ de la santé

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 30
- ✓ Nombre de voix pour : 30
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

Convention cadre de partenariat sur l'implication et la place des usagers dans le champ de la santé

Convention n°2025-01-F-014

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08, représentée par son Président, le professeur Gilles BONNET agissant ès qualité et pour le compte de la Faculté de droit (IFROSS et CRDMS) représenté par son doyen, le professeur Olivier GOUT.

Ci -après désignée « IFROSS-CRDMS »

D'une part,

Et

L'Union régionale des associations agréées d'usagers du système de santé (URAASS) Auvergne-Rhône-Alpes n° siret 481 370 039 00267 dont le siège régional est basé 129 rue de Créqui (Lyon 6e) et représentée par son Président, M. François BLANCHARDON

Ci- après désignée « France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes ».

D'autre part,

Ci-après les parties,

Plan de la convention

Article I. Objet de la convention 3

Article II. Engagements réciproques et actions prévues 3

II.a. Réflexions conjointes sur l'évolution du secteur et des besoins en compétences 3

II.b. Proposition d'implication pédagogique et recherche 4

II.c. Communication 4

II.d. Moyens humains et matériels 5

Article III. Organisation et pilotage du partenariat 5

Article IV. Date d'effet et durée 6

Article V. Règlement des litiges 6

ENTRE LES PARTIES, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Dans un contexte où le système de santé évolue vers une approche davantage centrée sur le patient, la participation active des usagers est devenue un enjeu majeur. Cette participation est essentielle non seulement pour améliorer la qualité des soins, mais aussi pour renforcer la légitimité et l'efficacité des politiques de santé publique. France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes a dans ses missions légales de promouvoir les droits des usagers et de favoriser leur implication dans les décisions qui les concernent notamment via les représentants des usagers. L'Institut de formation et de recherche sur les organisations sanitaires et sociales (IFROSS) s'engage à intégrer ces dynamiques dans ses programmes pédagogiques. Le Centre de recherche en droit et management des services de santé (CRDMS) apporte une dimension analytique et critique à l'étude de ces enjeux à travers ses activités de recherche.

Article I. Objet de la convention

La présente convention vise à structurer l'ensemble des réflexions communes et apports réciproques entre France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes et l'IFROSS-CRDMS concernant le développement d'une compréhension approfondie et partagée des rôles et modalités d'implication des usagers dans le système de santé et la prise en compte de leurs droits en santé dans la région.

La présente convention a pour objet :

- de formaliser la volonté des Parties de valoriser leur partenariat dans une perspective d'implication à long terme ;
- d'en définir les modalités de mise en œuvre afin de faciliter la coopération opérationnelle des professionnels exerçant au sein des Parties ;
- d'associer les Parties dans une démarche de construction pédagogique et de recherche active.

Article II. Engagements réciproques et actions prévues

France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes et l'IFROSS-CRDMS s'engagent à mettre en place les actions conjointes suivantes, en lien avec les objectifs précités, à partir de la présente :

II.a. Réflexions conjointes sur l'évolution du secteur et des besoins en compétences

- France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes participe au comité de perfectionnement des parcours des mentions Droit de la santé et Management des organisations de santé que l'IFROSS réunit tous les ans.

- L'IFROSS-CRDMS est invité sans voix délibérante au Comité régional de France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes en cas de besoin et au moins une fois par an pour ce qui concerne les travaux de la présente convention.

II.b. Proposition d'implication pédagogique et recherche

- Les Parties peuvent se voir proposer d'intervenir au sein de conférences ou de présentations : en particulier, France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes proposera à IFROSS-CRDMS de s'impliquer dans l'organisation des deux conférences-débat qu'elle organise chaque année. Celles-ci visent à permettre à un public large de comprendre et s'approprier un sujet de santé à fort enjeu, en croisant les regards d'acteurs variés. Les suites données par IFROSS-CRDMS à ces propositions restent tributaires de ses propres enjeux. Le cas échéant, l'implication d'IFROSS-CRDMS pourra prendre des formes variées (interventions/contenu, organisation/logistique, communication, etc.)
- Les Parties peuvent organiser des séminaires de formation communs pour leurs équipes.
- France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes peut solliciter l'IFROSS pour programmer des parcours de formations *ad hoc* universitaires diplômantes ou non à destination de ses professionnels dont l'organisation fera l'objet d'une convention spécifique.
- L'IFROSS peut solliciter France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes pour intervenir dans ses parcours de formation.
- France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes peut solliciter le CRDMS pour conduire des projets de recherche.
- Le CRDMS peut solliciter France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes pour participer à ses projets de recherche.
- Chacune des Parties peut se voir proposer des participations ponctuelles aux évènements institutionnels de l'autre Partie (cérémonie de remise de diplômes, conférences ouvertes, séminaires/congrès, groupes de travail, etc.).

II.c. Communication

- Les Parties s'engagent à octroyer une visibilité institutionnelle au partenariat en communiquant sur celui-ci dans le cadre d'opérations de communication ou d'évènements internes. Les Parties se concerteront pour la promotion et la communication sur ce partenariat et les actions qui en découlent, dans le respect de leurs droits de propriété intellectuelle respectifs.
- Les Parties reconnaissent le rôle important de la communication pour promouvoir les expérimentations et développements conduits en commun et s'accorderont sur les moyens engagés en ce sens.

- Des actions de communication conjointes pourront être organisées à la demande et avec l'accord de chacune des Parties.

Les logos et sigles utilisés devront toutefois respecter les chartes graphiques de chacune des Parties.

Chaque partie conservera l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ses propres logos, noms et marques ainsi que sur ses propres outils, documents, services. Chaque Partie reconnaît que l'usage qui lui est concédé des Marques, et plus particulièrement de tous droits de propriété intellectuelle ou industrielle qui y sont attachés, ne lui confère aucun droit de propriété et d'utilisation en dehors de la convention.

II.d. Moyens humains et matériels

Les parties s'accordent sur les moyens à engager afin de poursuivre l'objet de cette convention.

Les parties s'engagent à planifier des temps de travail réguliers afin de conduire les travaux objets de cette convention.

En particulier, des groupes de travail regroupant des membres de France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes et de l'IFROSS-CRDMS peuvent être constitués afin de conduire les réflexions et travaux en lien avec l'objet de la présente convention.

Les Parties mettent à disposition des groupes de travail les moyens matériels nécessaires à la bonne conduite des missions qui leurs sont confiées (*e.g.* : locaux pour les séances de travail, matériel et support d'édition et de reproduction, matériel informatique et de vidéo-projection, espace numérique de travail, etc.).

La mise à disposition de moyens matériels aux fins des activités précitées par l'une des Parties ne confère aucun droit de propriété à l'autre.

Article III. Organisation et pilotage du partenariat

La coordination du partenariat est assurée par un **Comité stratégique** composé *a minima* du Président et du directeur régional de France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes, du directeur du CRDMS et du directeur de l'IFROSS, ou leurs représentants dûment désignés. Outre ces quatre membres obligatoires, le Comité stratégique peut inviter toute autre personne qu'il juge conjointement compétente ou nécessaire au regard de l'ordre du jour.

Le **Comité stratégique** se réunit autant que de besoin et *a minima* 1 fois par semestre.

Le **Comité stratégique** peut organiser des temps d'échange prospectifs sur les enjeux de la représentation des usagers du système de santé en impliquant notamment d'autres parties prenantes qualifiées.

Article IV. Date d'effet et durée

La présente convention cadre est établie pour une période de 36 mois à compter de la présente. La prise d'effet de la convention est subordonnée d'une part à son approbation par le Conseil d'administration de l'Université et d'autre part à sa signature par les parties.

A échéance, la convention sera reconduite pour une période identique par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois avant l'échéance adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article V. Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Toute modification à la présente convention se fera par voie d'avenant.

Fait à Lyon, en 3 exemplaires, le 10/02/2025

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

M. Gilles Bonnet

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Pour la Faculté de Droit,

Le Doyen

M. Olivier Gout

Pour France Assos Santé Auvergne-Rhône-Alpes

Le Président

M. François Blanchardon

Délibération n° D2025-03-22-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Les conventions suivantes ont été signées par le président, sur délégation de pouvoir du conseil d'administration, et transmises pour information aux membres :

NUMERO	PARTENAIRE	OBJET
2024-01-F-003	ICLY, ISARA	Avenant n°2 à la convention de partenariat avec l'IAE
2024-02-F-010	ENS de Lyon	Convention partenariat agrégation anglais 2024-2025
2024-07-F-045	ENS de Lyon	Convention de partenariat Licence 3 de Russe
2024-10-F-072	Société Générale	Avenant n°2 au contrat de partenariat avec l'IAE
2024-10-F-074	Chambre de Commerce et d'Industrie France Pologne	Convention de partenariat avec l'IAE
2024-10-F-075	Chambre de Commerce Franco-Américaine à New-York	Convention spécifique n°3 avec l'IAE
2024-10-F-076	Gest On Line	Avenant n°3 à la convention de partenariat avec l'IAE
2024-10-F-077	University North Carolina, Charlotte	Convention de formation professionnelle avec l'IAE
2024-11-F-079	INFN	Convention licence professionnelle « métiers du notariat » à distance
2024-12-F-083	CNCC, CRCC Lyon-Riom	Convention de partenariat avec l'IAE
2024-12-F-084	AGILI3F	Convention de parrainage avec l'IAE
2024-12-F-086	ECAM	Avenant n°2 à la convention de partenariat avec l'IAE

2024-12-F-087	CFA	Convention formation par apprentissage, licence professionnelle « chargé d'affaires en bâtiment », IAE
2024-12-F-088	DDETS de l'AIN	Convention de partenariat
2024-12-F-089	Fondation Pierre Vérots	Convention organisation sorties de terrain
2024-12-F-090	ASUL Equitation	Convention de partenariat
2025-01-F-001	ANDRH Groupe Rhône et Ain	Convention de partenariat
2025-01-F-002	Lycée du Parc	Convention de coopération avec l'IAE
2025-01-F-005	Baruch College	Convention de formation professionnelle avec l'IAE
2025-01-F-006	ENS de Lyon	Avenant n°2 à la convention Licence 3 d'Anglais
2025-01-F-008	IRA Lyon	Avenant n°3 à la convention Talents Lyonnais
2025-01-F-012	UMANI	Convention de partenariat
2025-01-G-002	Cinéma Comoedia	Convention versement subvention
2025-01-G-003	RAF	Avenant n°1 à la convention de restauration
2025-01-G-004	OS Concept	Contrat de service
2025-01-G-005	Médiathèque Max-Pol Fouchet de Givors	Convention prêt table tactile
2025-01-G-006	Université de Strasbourg	Convention Ecrit+ éval
2025-01-G-008	Rectorat de Lyon	Convention d'occupation ponctuelle des locaux
2025-01-G-009	France Assos Santé	Avenant à la convention d'occupation temporaire du domaine public
2025-01-G-10	UCA, Sciences Po Paris, Dalloz	Convention de coédition
2025-01-G-011	CROUS de Lyon	Convention refacturation des fluides
2025-01-G-012	COMUE de Lyon	Convention COMPILATIO 2025-2028
2025-01-G-013	Couperin	Protocole de soutien science ouverte
2025-01-G-014	UGA	Avenant n°2 à la convention MEDIAT

2025-01-G-015	Trois Huit et compagnie	Convention Atelier théâtre
2025-01-G-016	CRD Bourg-en-Bresse	Convention ateliers musique et théâtre
2025-01-G-017	TNG	Contrat cession d'exploitation Histoire sous casques
2025-02-G-022	APASEOR-ISODC	Convention d'occupation temporaire du domaine public
2025-02-G-034	Si si les femmes existent	Convention d'occupation temporaire des locaux
2025-02-G-035	Compagnie CIA. TA Danses	Convention faculté des langues aux couleurs du Brésil 2024-2025
2025-02-G-036	Librairie Decitre Bellecour	Convention d'occupation temporaire des locaux
2025-02-G-037	IGDPE	Convention d'occupation ponctuelle des locaux
2025-02-G-038	Etablissement Français du Sang	Convention d'occupation ponctuelle des locaux
DRED	CNRS, ENS de Lyon, Lyon 2, UGA	Règlement de copropriété brevet, logiciel
DRED	Sciences Po Lyon	Convention d'accueil laboratoire EDIEC Mme Surrel
DRED	Lyon 1	Convention affectation recherche de Mme Sallenave EVS
DRED	Lyon 1	Convention affectation recherche de Dominique Chevalier EVS
DRED	Emlyon business school	Convention double diplôme doctorat -PhD
DRED	HCL, INRAE, INRIA,INSERM, CNRS, LIP, CPE Lyon, ENS de Lyon, Lyon 2, Lyon1,	Accord de consortium Projet Ability
DRI	University of Bucharest	Memorandum of cooperation
DRI	Université de Sherbrooke (Canada)	Renouvellement convention, programme d'échanges et d'étudiants
DRI	University of Georgia (USA)	International cooperative agreement
DRI	Monash University (Australia)	Variation agreement
DRI	Concordia University (Canada)	Extension of agreement of academic cooperation
DRI	Brooklyn Law School (USA)	Memorandum of understanding
DRI	Université du Québec, Rimouski	Protocole d'entente spécifique relatif à la mobilité étudiante

DRI	Université d'Ottawa, Canada	Convention de coopération académique
DRI	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Convention de coopération, Collège juridique Franco-roumain d'études européennes
DRI	University of Pavia (Italy)	Double degree agreement
DRI	Université de Turin (Italie)	Avenant à l'accord de coopération scientifique
DRI	Université Cadi Ayyad (Maroc)	Accord spécifique de double diplôme Master
DRI	Université de Québec à Montréal	Entente d'échanges d'étudiants
DRI	University of Windsor, Canada	Memorandum of understanding
DRI	Universtié Paris 1 Panthéon Sorbonne	Avenant à la convention de coopération, consortium d'appui Collège juridiqe franco-roumain d'études européennes
DRI	Ryukoku University, Japan	Addendum to the student exchange agreement
DRI	University of Georgia, USA	Internationl student exchange addendum to internationl cooperative agreement
DRI	University of North Carolina, Greensboro (USA)	Addendum to the partnership agreement
DRI	University of Sydney, Australia	Student Exchange agreement
DRI	Shanghai University, China	Cooperation agreement
DRI	Université de Shanghai, Chine	Convention de partenariat diplôme délocalisé
DRI	Victoria University of Wellington Te Hernaga Waka, New Zealand	Student Exchange Agreement
DRI	Victoria University of Wellington Te Hernaga Waka, New Zealand	Data Transfer Agreement
DRI	University of Windsor, Canada	International agreement overview
BU		Conventions dons d'ouvrages entrants et sortants pour 2024

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

AVENANT N°2
N°2025-01-F-003

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-03-F-020

Master Droit, Economie, Gestion
M1 et M2 mention Management Sectoriel
Parcours Manager Qualité Sécurité Environnement

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** ».

L'université Jean Moulin agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;
Ci-après dénommé **« iaelyon ».**

D'une part,

Et

L'AFPICL - Institut Catholique de Lyon (ICLy), Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général – EESPIG, Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
N°SIRET : 326 930 062 00145
Sise, 10 place des Archives 69002 Lyon
Représentée par son Recteur, Grégory WOIMBEE
Prise en son école, **l'ESQESE** (Ecole Supérieure pour la Qualité, l'Environnement et la Sécurité en Entreprise), située 10 place des Archives 69002 Lyon,
Représentée par sa Directrice, Madame Cathy GROSJEAN
Ci-après désignée **« ESQESE »**

D'autre part,

Et

L'ISARA, Ecole d'ingénieurs en alimentation, agriculture, environnement et développement rural - EESPIG, Association loi 1901,
N° SIRET 779 845 056 00042,

Sise 23 rue Jean Baldassini 69007 Lyon,
Représentée par son Président, Monsieur Olivier de LA CHAPELLE, et par son Directeur Général, Monsieur Pascal DESAMAIS, habilité à signer le présent accord
Ci-après désignée **« ISARA »**

VU *les articles L 123-4, L123-5, L718-16 et L 613-7 du Code de l'Education ;*
VU *l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;*
VU *l'arrêté ministériel du 20 juillet 2022 ayant pour objet l'accréditation de l'Université Jean Moulin en vue de la délivrance des diplômes nationaux ;*
VU la convention 2023-03-F-020 signée le 20/03/2023 entre l'Université Jean Moulin et plus particulièrement l'iaelyon, l'ICly et plus particulièrement l'ESQESE et l'ISARA et son article 10 ;
VU l'avenant n°1, n°2024-04-F-033, à la convention 2023-03-F-020 signée le 13/06/2024 entre l'Université Jean Moulin et plus particulièrement l'iaelyon, l'ICly et plus particulièrement l'ESQESE et l'ISARA.

Article 1er : Objet

A compter du 1er septembre 2024, l'annexe 3 « Budget prévisionnel 2023/2024 » est remplacée par l'annexe 3 « Budget prévisionnel 2024/2025 » comme suit :

ANNEXE 3
BUDGET PREVISIONNEL 2024-2025

BUDGET PREVISIONNEL/REALISE MASTER MANAGER QSE

	Mis à jour 23/10/2024		Prévisionnel 2024-2025			
	Quantité	Montant	Global	IAE	ESQESE	ISARA
Produits						
Contrats d'apprentissage M1	31	8 335	258 385,00	258 385,00		
Contrats de professionnalisation JEUNE M1 gérés par CFA	0	8 335	0,00	0,00		
Contrats de professionnalisation ADULTE M1 gérés par CFA	1	8 335	8 335,00	8 335,00		
Formation continue M1 plein tarif	0	8 850	0,00	0,00		
Formation continue M1 demi-tarif	0	8 850	0,00	0,00		
Contrats d'apprentissage M2 contrat sur 2 ans	47	8 425	395 975,00	395 975,00		
Contrats d'apprentissage M2 contrat sur 1 an	4	8 335	33 340,00	33 340,00		
Contrats de professionnalisation JEUNE M2 gérés par CFA	0	8 425	0,00	0,00		
Contrats de professionnalisation ADULTE M2 contrat sur 2 ans gérés par C	0	8 425	0,00	0,00		
Contrats de professionnalisation ADULTE M2 contrat sur 1 an gérés par CF	1	8 335	8 335,00	8 335,00		
Formation continue M2 plein tarif	0	8 850	0,00	0,00		
Formation continue M2 demi-tarif	0	4 425	0,00	0,00		
Redoublants avec mémoire mais sans cours	3		0,00	0,00		
Candidats VAE (= ss mémoire ni module à valider)	0		0,00	0,00		
Candidats post-VAE M2	0		0,00	0,00		
Heures non facturées/non payées (hors contrats d'apprentissage)			0,00	0,00		
Régularisation N-1						
Total produits	87		704 370,00	704 370,00		
Charges						
Enseignements						
Master 1 - CM (ETD)	324	90,00	20 484,00	3 420,00	17 064,00	
Master 1 - TD	112	60,00	9 912,00	0,00	9 912,00	
Master 1 - Cours non rémunérés (e-learning, projets tutorés...)						
Master 2 - CM (ETD)	256	90,00	22 203,00	5 400,00	16 803,00	
Master 2 - TD	150	60,00	27 540,00	3 600,00	23 940,00	
Coordination formation						
Master 1	32	60,00	3 000,00		3 000,00	
Master 2	52	60,00	3 000,00		3 000,00	
Visites des alternants M1 (10h tutorat/étudiant)	320	60,00	12 062,00	0,00	12 062,00	
Frais de déplacements M1 (1 / an)	32	58,37	1 867,95		1 867,95	
Visites des alternants M2 (10h tutorat/étudiant)	520	60,00	22 670,00	4 200,00	18 470,00	
Frais de déplacements M2 (1 / an)	52	58,37	3 268,92	408,61	2 860,30	
Présidence de jurys soutenances	18	54,00	972,00	324,00	648,00	
Accompagnement candidats VAE	0		0,00			
Jury VAE	0		0,00			
Frais de promotion / développement						
Salons, réunions			2 800,00	1 400,00	1 400,00	
Communication, plaquettes, ...			3 600,00	1 800,00	1 800,00	
Charges de personnel administratif	par promo :	9 947	39 788,00	19 894,00	19 894,00	
Autres charges de gestion courante (tél,...)			7 500,00	3 750,00	3 750,00	
Documentation			1 500,00	750,00	750,00	
Reprographie			750,00	375,00	375,00	
SCD			0,00	0,00	0,00	
Participation coût des locaux			66 007,82		66 007,82	
Frais de gestion Services centraux (11% des recettes) Cf. commentaire		0,30	211 311,00	105 655,50	105 655,50	
Total charges			460 236,69	150 977,11	309 259,58	0,00

Résultat	244 133,31			
marge nette	35%			
Répartition en % du résultat		50%	37,5%	12,5%
Répartition en € du résultat		122 066,66	91 549,99	30 516,66
Montant total touché par l'ESQESE			400 809,57	
Acompte mars : IAE > ESQESE		mars-25	200 404,78	
Solde novembre à faire après bilan : IAE > ESQESE		nov-25	200 404,78	
Résultat ISARA		nov 25 : IAE > ISARA		30 516,66

Les autres articles et annexes de la convention restent inchangés.

Article 2 - Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du 1er septembre 2024.

Fait, en cinq exemplaires originaux, à Lyon le 16/01/2025

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE	**L'Université Jean Moulin,** Gilles BONNET, Président de l'Université	**CACHET**
	L'iaelyon Marie-Christine CHALUS, Directrice Générale	**CACHET**
ÉTABLISSEMENT PARTENAIRE	**L'ICLy,** Grégory WOIMBEE, Recteur	**CACHET**
	L'ESQESE Cathy GROSJEAN, Directrice	**CACHET**
ÉTABLISSEMENT PARTENAIRE	**L'ISARA,** Pascal DESAMAIS, Directeur Général	**CACHET**

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

ENS DE LYON

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA PRÉPARATION À L'AGRÉGATION EXTERNE D'ANGLAIS (SESSIONS 2023-2024 et 2024-2025)

ENTRE

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3

ET L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

N°2024-02-F-010

L'Université Jean Moulin - Lyon 3
Sise 1C avenue des frères lumière 78 242, CS 69 372 cedex 08 Lyon
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
ci-après désignée « Université Lyon 3 »

Et

l'École normale supérieure de Lyon
15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07
Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour organiser une préparation aux sessions 2023-2024 et 2024-2025 de l'agrégation externe d'anglais et établissent à cet effet la présente convention.

Préambule

Dans le cadre de cette coopération, l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon s'associent pour assurer les cours suivants :

En 2023-2024 :
- Phonologie (tronc commun)
- Littérature : T.S. Eliot, *Collected Poems* (tronc commun)

En 2024-2025:
- Littérature : T.S. Eliot, *Collected Poems* (tronc commun)

1. Inscriptions administrative et pédagogique

1.1. Inscription administrative.

Les étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3et les normaliens élèves, normaliens étudiants et auditeurs d'agrégation de l'ENS de Lyon fréquentant ces enseignements devront être régulièrement inscrits dans leur établissement respectif et couverts par une assurance responsabilité civile personnelle.

1.2. Inscription pédagogique.

Afin de permettre l'inscription pédagogique dans les cours communs, le responsable de l'agrégation d'anglais de chacun des deux établissements communiquera à son homologue de l'établissement partenaire et aux services de la scolarité la liste des étudiants concernés qui devront être inscrits comme auditeurs de cours.

2. Transmission des notes

Les notes attribuées par un enseignant-chercheur ou un enseignant de l'Université Lyon 3 seront transmises par le responsable de l'agrégation d'anglais de l'Université Lyon 3 au responsable de l'agrégation d'anglais de l'ENS de Lyon.

3. Prise en charge des heures d'enseignement

Le document annexé à la présente convention précise la répartition de la prise en charge des heures d'enseignement entre l'ENS de Lyon et l'Université Lyon 3.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

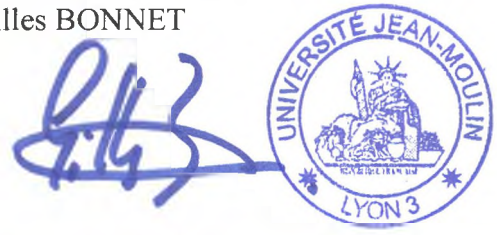
5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet au 1er septembre 2023 et s'achève le 31 août 2025.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 16.01.2025

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3
Gilles BONNET



Le

Le Président de
l'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC

ANNEXE À LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA PRÉPARATION À L'AGRÉGATION D'ANGLAIS (SESSIONS 2024 et 2025) ENTRE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3 ET L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

INTITULE DU COURS	HEURES PRISES EN CHARGE PAR L'ENS DE LYON	HEURES PRISES EN CHARGE PAR L'UNIVERSITE LYON 3
SESSION 2024 **Phonologie** **Littérature (T.S. Eliot)**	2 1h CM = 31,5 HETD EC ENS de Lyon, service statutaire **total : 31,5 HETD**	36h CM = 54 HETD EC Université Lyon 3, service statutaire **total : 54 HETD**
SESSION 2025 **Littérature (T.S. Eliot)**	21h CM = 31,5 HETD EC ENS de Lyon, service statutaire **total : 31,5 HETD**	
TOTAL	**63 HETD**	**54 HETD**

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

ENS DE LYON

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA LICENCE 3 DE RUSSE

N°2024-07-F-045

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
ci-après désignée « **Université Lyon 3** »

Et

l'École normale supérieure de Lyon,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes, BP 7000 - 69342 Lyon Cedex 07

Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « **ENS de Lyon** »

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence Arts, Lettres, Langues, Mention Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales, Spécialité Russe (L3 LLCER Russe) et établissent à cette fin la présente convention.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 LLCER Russe, en vue de la délivrance du diplôme de Licence LLCER Russe.

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon sont admis de plein droit en Licence 3 LLCER Russe de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3. Sont concernés les primo-arrivants en section Russe à l'ENS de Lyon ayant validé une L2 ou obtenu une équivalence de L2. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable du cursus de L3 LLCER Russe à l'ENS de Lyon remettra avant le 15 septembre de l'année universitaire la liste des normaliens concernés au service de la scolarité de l'ENS de Lyon et au service de la scolarité des L3 de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon s'acquittent, auprès de l'Université Lyon 3, des droits d'inscription de la L3 et leur présence est requise comme celle des autres étudiants lors des réunions de rentrée de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3, afin qu'ils procèdent à leur inscription en TD.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scolarité

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 LLCER Russe à la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3 valident à l'Université Lyon 3 les enseignements suivants :

- *Au semestre 5*

  Majeure

  Bloc compétences culturelles : 3 ects
  Civilisation (à l'exception de 2024-25 : le cours sera suivi et validé à l'ENS de Lyon)

  Bloc compétences langagières :2 ects
  Outils linguistiques de la rédaction russe (1 ects)
  Pratique orale (1 ects)

  Bloc Analyse de la langue : 4 ects
  Vieux russe (2 ects)
  Grammaire - syntaxe (2 ects)

  Bloc matières transversales : 2 ects
  Linguistique générale

  Mineure :
  Approfondissement en méthodologie : *2 ects*
  Culture disciplinaire, cours au choix : *3 ects*

- *Au semestre 6*

  Majeure

  Bloc compétences culturelles : 6 ects
  Civilisation (3 ects)
  Littérature (3 ects)

  Bloc compétences langagières : 3 ects
  Outils linguistiques de la rédaction russe (1 ects)
  Pratique orale (1 ects)
  Expression française (1 ects)

Bloc Analyse de la langue : 4 ects
Vieux russe (2 ects)
Grammaire - syntaxe (2 ects)

Bloc matières transversales : 2 ects
Linguistique générale

Mineure :

Approfondissement méthodologie : *2 ects*
Cultures disciplinaires : *3 ects*

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 Russe-LLCER à la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3 suivent à l'ENS de Lyon les enseignements suivants, dans le cadre desquels ils seront évalués :

- *Au semestre 5* :

  Majeure
  Bloc compétences culturelles : 3 ects
  Littérature
  Civilisation (uniquement en 2024-25)

  Bloc compétences langagières : 4 ects
  Thème
  Version

  Bloc matières transversales : 2 ects
  LV2 (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol)

  Mineure : *5 ects*
  Approfondissement en langue (Analyse de presse)

- *Au semestre 6*

  Majeure

  Bloc compétences langagières : 3 ects
  Thème
  Version

  Bloc matières transversales : 2 ects
  LV2 (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol)

  Mineure : *5 ects*
  Approfondissement en langue (Analyse de presse)

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et

Scolarité de l'École au service de la Scolarité L3 de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3 qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces élèves.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 LLCER Russe seront soumis au régime d'examen et à la charte des examens en vigueur pour l'obtention de leur troisième année de licence, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante :

etudes_departements_lss@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service Scolarité L3 de la Faculté des Langues de l'Université Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante :

l3llcer@univ-lyon3.fr

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

1er semestre : début février
2e semestre : début juin

3. Régime d'assiduité

Une dispense d'assiduité pourra être accordée aux normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon pour les enseignements suivis à l'Université Lyon 3, sur demande explicite. Cette dispense d'assiduité doit être validée par le responsable de la section d'études slaves de l'ENS de Lyon avant le 10 octobre de l'année universitaire.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

A défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention annule et remplace la convention n° 16078 et est conclue pour l'ensemble du contrat quinquennal 2023-2026. Elle prend effet au 1er septembre 2024 et est valide jusqu'au 31 août 2026.

Toute modification de la présente convention entraînera la signature d'un avenant.

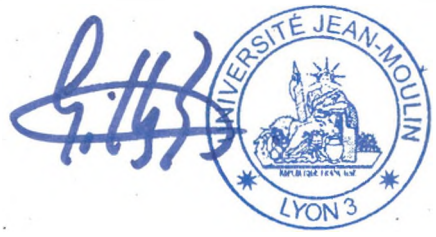
La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1er juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante et elle sera sans effet sur les actions engagées concernant les étudiants.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 02.12.2024

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3

Gilles BONNET



Le

Le Président de
l'ENS de Lyon

Emmanuel TRIZAC

SEMESTRE 5	Nbre d'Heures		Crédits matière	Crédits par bloc	Contrôle des connaissances		
	CM	TD			TE	EE/EO	2nde chance
MAJEURE							
Bloc Compétences culturelles							
Littérature russe	24	10	3	6		60 (4h)	
Civilisation russe	24	10	3			60 (2h)	
Bloc Compétences langagières							
Version russe		15	2	6		40 (1h)	
Thème russe		15	2			40 (1h)	
Pratique orale russe		10	1			20 (oral)	
Outils linguistiques de la rédaction russe		10	1			20 (1h30)	
Bloc Analyse de la langue							
Vieux russe	12		2	4		40 (2h)	
Grammaire-syntaxe		30	2			40 (1h30)	
Bloc Matières Transversales							
LV2		15	2	4		40 (1h)	
Linguistique générale	12		2		40 (1h30)		1h30 semestrialisé
SOUS-TOTAL ECTS				**20**			
MINEURES (1 parmi 9)							
Langue de spécialité				10	*gérée par la Faculté des Langues*		
Langue et Culture					*gérée par la Faculté des Langues*		
Indologie					*gérée par la Faculté des Langues*		
Sciences du langage					*gérée par la Faculté des Langues*		
Professorat des Ecoles					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Histoire					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Communication, Médias et organisation					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Stratégie de l'information, de la donnée et du document numérique					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Philosophie					*Voir la Faculté de Philosophie*		
TOTAL				**30**			

Cursus Licence LLCER Russe Régime Spécial
Validé au conseil de faculté du 19/06/2023

Année 2023/2024

SEMESTRE 6	Nbre d'Heures		Crédits matière	Crédits par bloc	Contrôle des connaissances		
	CM	TD			TE	EE/EO	durée
MAJEURE							
Bloc Compétences culturelles							
Littérature russe	24	10	3	6		60 (4h)	
Civilisation russe	24	10	3			60 (2h)	
Bloc Compétences langagières							
Version russe		15	1.5	6		30 (1h)	
Thème russe		15	1.5			30 (1h)	
Pratique orale russe		10	1			20 (oral)	
Outils linguistiques de la rédaction russe		10	1			20 (1h30)	
Expression française		10	1			20 (1h30)	
Bloc Analyse de la langue							
Vieux russe	12		2	4		40 (2h)	
Grammaire-syntaxe		30	2			40 (1h30)	
Bloc Matières Transversales							
LV2		15	2	4		40 (1h)	
Linguistique générale	12		2		40 (1h30)		1h30 semestrialisé
SOUS-TOTAL ECTS				**20**			
MINEURES (1 parmi 9)							
Langue de spécialité				10	*gérée par la Faculté des Langues*		
Langue et Culture					*gérée par la Faculté des Langues*		
Indologie					*gérée par la Faculté des Langues*		
Sciences du langage					*gérée par la Faculté des Langues*		
Professorat des Ecoles					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Histoire					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Communication, Médias et organisation					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Stratégie de l'information, de la donnée et du document numérique					*Voir la Faculté des Lettres & Civilisations*		
Philosophie					*Voir la Faculté de Philosophie*		
TOTAL				**30**			

Cursus Licence LLCER Russe Régime Spécial
Validé au conseil de faculté du 19/06/2023

Année 2023/2024

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

FACULTÉ DES **LANGUES**
Année universitaire 2024-2025

MINEURE Langue de spécialité
ALLEMAND*, ARABE, ITALIEN, RUSSE

Organisation de la formation

*Uniquement semestres 3-6

SEMESTRE 1

Bloc/Matières	N^bre d'h		ECTS	MCCC			
	CM	TD		Régime général		DA	2de chance
				Contrôle continu	Terminaux		
Approfondissement en langue	18		5	2 notes de CC (100)		EE 1h30 (100)	
Approfondissement méthodologie		10	2	2 notes de CC (40)		EO (40)	
Culture et société	18		3		TE QCM 20 min (60)	TE QCM 20 min (60)	QCM 20 min
TOTAL	**36**	**10**	**10**				

SEMESTRE 2

Bloc/Matières	N^bre d'h		ECTS	MCCC			
	CM	TD		Régime général		DA	2de chance
				Contrôle continu	Terminaux		
Approfondissement en langue	12	10	5	2 notes de CC (80)		EE 1h30 (80)	
Approfondissement méthodologie		10	2	2 notes de CC (60)		EO (60)	
Culture et société	18		3		TE QCM 20 min (60)	TE QCM 20 min (60)	QCM 20 min
TOTAL	**30**	**20**	**10**				

SEMESTRES 3-6

Bloc/Matières	N^bre d'h		ECTS	MCCC			
	CM	TD		Régime général		DA	2de chance
				Contrôle continu	Terminaux		
Approfondissement en langue	12	10	5	2 notes de CC (80)		EE 1h30 (80)	
Approfondissement méthodologie		10	2	2 notes de CC (60)		EO (60)	
Cours à choix (1 parmi 2) : – Acquisition et didactique des langues – Cultures disciplinaires	18		3		TE QCM 20 min (60)	TE QCM 20 min (60)	QCM 20 min
TOTAL	**30**	**20**	**10**				

SOCIETE GENERALE

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon

UNIVERSITE LYON III
JEAN MOULIN

AVENANT N°2

n°2024-10-F-072

AU CONTRAT DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Etablissement public à caractère sciebtifique, culturel et professionnel, enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 N° Siret : 19692437700282,

Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumières CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET agissant dans le cadre d'un projet porté par iealyon School of Management représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommée « **ialyon School of Management** »,

D'une part,

ET

SOCIETE GENERALE,

Société anonyme au capital de 1 010 261 206,25 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, ayant son siège social sis 29, boulevard Haussmann à Paris (75009),

Représentée par Madame Nathalie GOUADAIN, en qualité de Responsable de l'apprentissage et du recrutement des profils juniors, dûment habilité(e) par les présentes

Ci-après, le « **Société Générale** »,

D'autre part,

Ci-après, désignées ensemble les « Parties » ou individuellement la « Partie »

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 - PREAMBULE

Iaelyon School of Management accueille chaque année plusieurs milliers d'étudiants au sein de ses formations dans le domaine de la gestion et du management.

Société Générale, est un établissement de crédit habilité, conformément aux articles L. 511-1 et suivants du Code monétaire et financier, à traiter toutes les opérations en banque.

Les Parties ont conclu en date du 01/09/2021 un contrat de partenariat « Ecole » d'une durée de deux ans (ci-après, le « Contrat ») et en date du 20/10/2024 un avenant n°1 au contrat de partenariat afin de :

- Proposer des prestations qui permettent d'assurer une présence active de Société Générale tout au long de l'année auprès des élèves pour mieux communiquer sur ses métiers, ses opportunités professionnelles (offre de stage, VIE, emploi) et augmenter sa notoriété.

- Permettre à l'Ecole de pérenniser ses relations avec Société Générale, de mieux satisfaire ses attentes et procure de nouvelles ressourvces financières qui contribuent au soutien de la vie étudiante et à l'innovation pédagogique.

Les Parties souhaitent aujourd'hui prolonger le Contrat. Dans ce contexte, elles se sont rapprochées en vue de conclure le présent avenant au Contrat (ci-après, « l'avenant n°2 »).

2 - OBJET

Le présent Avenant a pour objet de prolonger et de modifier le contrat de partenariat conclu le 28 janvier 2022 (n° 2021-12-C-239) définisant les conditions et modalités de collaboration entre les Parties.

3 - MODIFICATIONS APPORTEES AU CONTRAT

Les Parties conviennent :

- de modifier l'article 3 « **ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE** » :
  L'Avenant n°2 entre en vigueur à compter du 01/09/2024 et pour une durée d'un an soit jusqu'au 31/08/2025. L'Avenant n°2 sera reconduit tacitement pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'au 31/08/2026, sauf à ce que l'une des parties y mette un terme par écrit en respectant un préavis d'un mois à la fin de la durée initiale.

- d'ajouter dans l'article 6 « **SUIVI DU CONTRAT** » les nouvelles coordonnées du correspondant **Société Générale** :

  Pour **Société Générale** :

  Dominique LEBARBIER, Chargée des Relations Ecoles, dominique.lebarbier@socgen.com - 01.42.14.24.24.
  Eloïse LE GRIX, Chargée de recrutement Mission Handicap, eloise.le-grix@socgen.com – 01.57.29.63.46

4 - AUTRES STIPULATIONS

Sous réserve des modifications apportées par le présent Avenant, l'ensemble des dispositions du Contrat est maintenu en l'état.

Fait à Paris, en trois exemplaires originaux, le

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président	**Pour l'ieaelyon School of Management** La Directrice Générale	**Pour Société Générale** La Responsable de l'apprentissage et du recrutement des profils juniors
Gilles BONNET	Marie-Christine CHALUS	Nathalie GOUADAIN

UNIVERSITE JEAN-MOULIN LYON 3

ANNEXE 1 : MARQUES





ANNEXE 2 : Règles métiers de réception des factures

Les informations suivantes doivent être obligatoirement renseignées :

ENTITÉ DU GROUPE SOCIETE GÉNÉRALE	Entité à facturer qui vous a été indiquée (par votre contact client).
NUMÉRO DE FACTURE ou AVOIR	Ne doit pas comporter de caractères spéciaux, ni d'espace et doit être saisi en majuscule avec un maximum de 30 caractères.
DATE DE FACTURE ou AVOIR	Ne doit pas être postérieure à la date du jour.
NUMÉRO DE COMMANDE	Il est obligatoire et est communiqué en amont par votre correspondant Société Générale.
CENTRE de COÛT (CA) ou NOM DU CORRESPONDANT DE SOCIETE GENERALE	Il est obligatoire : **CA17841**
ELÉMENTS DE LA FACTURATION	Quantité, prix, TVA, etc.
RÉGIME DE TVA	Encaissement ou débit.

CONVENTION DE PARTENARIAT

N°2024-10-F-074

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08 - France ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET agissant dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommée « **iaelyon** »

D'une part,

Et

La Chambre de Commerce et d'Industrie France Pologne (Francusko Polska Izba Gospodarcza) ;
Sise Nowogrodzka Square, Al. Jerozolimskie 93, 02-001 Warszawa - Pologne;
Représentée par sa Business Development Outsourcing Manager, Sylwia BOJANOWSKA,

Ci-après dénommée « **CCIFP** »

D'autre part,

Désignées ensemble ci-dessous « Les Parties »

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La CCIFP a été sollicitée afin d'appuyer l'iaelyon dans l'organisation d'une Learning Expedition, dans le cadre de sa semaine internationale, événement annuel destiné aux Masters de l'iaelyon.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de coopération entre l'iaelyon et la CCIFP dans le cadre d'un voyage d'étude « Learning Expedition » se déroulant en janvier 2024 durant 4 jours, pour une délégation de 15 à 30 étudiants inscrits en Master à l'iaelyon.

ARTICLE 2 – PERIMETRE DE LA COOPERATION

La CCIFP, dont la mission est d'accompagner les entreprises françaises dans leur développement commercial en Pologne, propose une mission de rencontres professionnelles.

Les participants de la mission seront en immersion professionnelle et culturelle et prendront part à des échanges avec des acteurs clés d'un ou des secteurs afin de découvrir et comprendre le fonctionnement des différents domaines correspondent aux objectifs du programme, ainsi que du monde entrepreneurial en Pologne (milieu d'affaires franco-polonais). Le séjour est modulable en fonction des besoins des participants. La mission peut être dédiée à un ou plusieurs secteurs d'activités (à titre d'exemples : vente, banque, finance, comptabilité, RH, transport, logistique, industrie...)

La CCIFP est tenue au secret professionnel le plus strict.
La CCIFP s'engage à :

- Travailler avec diligence ;
- Ne pas exercer, directement ou indirectement, une activité susceptible de concurrencer la société, à ne pas nuire à la bonne exécution des services convenus ;
- Ne divulguer aucun renseignement technique, commercial, marketing, financier acquis durant la mission ou après son exécution.

ARTICLE 3 – MODALITE D'ORGANISATION

La CCIFP se charge de l'organisation des présentations et rencontres durant 4 jours (18 heures de cours / conférences / rencontres entreprises minimum) du **9 janvier 2025 au 14 janvier 2025**.

Ces dernières pourront prendre les formes suivantes :

- Présentation de l'économie et secteurs porteurs par les experts de la CCIFP et de ses membres, différences culturelles ;
- Rencontre des leaders d'un secteur spécifique (ex. communication, RH, retail, transport, bancaire etc.) ;
- Visites des sites d'entreprises et rencontres avec des professionnels (présentation de leurs activités et du secteur) ;
- Table ronde avec les experts ;
- Visite(s) culturelle(s)...

Une fois les intervenants et leurs disponibilités confirmés, la CCIFP fera parvenir à l'iaelyon le planning final.

La CCIFP ne peut en aucun cas ni s'engager sur un nombre prédéterminé de visites/rendez-vous ni être tenu responsable des informations fournies par les intervenants et des résultats des échanges potentiels avec eux.

Les présentations seront en Français ou en anglais (les éventuels frais d'interprétariat, si nécessaire, seront facturer séparément)

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le coût du programme est fixé en fonction du nombre de participants :

4500 EUR HT : 15 - 20 participants
5500 EUR HT : 21-30 participants

Ce budget ne prend pas en compte ni les éventuels frais d'interprétariat des Chargés de Projet de la CCIFP (facultatif), ni les frais logistiques (frais de voyage, de restauration, etc.) liés au séjour des étudiants/ enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

A titre d'information, le tarif de l'interprétariat est de 550 € /TTC jour (prestation facultative facturée séparément). Les frais de restauration sur place, à la charge des participants, s'élèvent à environ 30 EUR /personne (selon le choix du menu)

La CCIFP facturera l'iaelyon séparément pour ce qui concerne les éventuels frais de déplacement des chargées de mission ou d'interprétariat. Les autres frais non prévus dans cette offre sont à la charge de l'iaelyon.

Les prestations du CCIFP réalisées en Pologne sont facturées hors TVA.
Le code TVA intracommunautaire de l'Université Jean Moulin Lyon 3 est :

- FR 75 19 69 243 77

Dans tous les autres cas nos prestations sont soumises à TVA.

Le lancement du projet est conditionné à la réception du bon pour accord (annexe 1) signé par l'iaelyon.

Le CCIFP établira deux factures adressées à l'iaelyon :

- Une facture représentant un acompte de 30% lors de la signature de la présente convention ;
- Une facture représentant le solde émis après service fait.

Coordonnées bancaires du CCIFP :

- **Crédit Agricole Bank Polska S.A Al. Jana Pawła II 29,**
  00-867 Warszawa
  IBAN: PL 29194012100103534200110000 SWIFT: AGRIPLPR

Les parties contractantes réservent le droit d'annuler ou de reporter ce contrat sans pénalité en cas de force majeure. Constituent des cas de force majeure justifiant, à tout moment, l'annulation ou le report, toutes situations sanitaires, climatiques, économiques, politiques ou sociales, à l'échelon local, national ou international indépendantes de la volonté des parties contractantes, qui rendent impossible l'exécution de tout ou partie des obligations prévues à la convention spécifique.

ARTICLE 5 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur le 1er septembre 2024, jusqu'à la fin de l'année universitaire 2024-2025.

ARTICLE 6 – LITIGES

La présente convention est soumise aux lois et règlements des pays partenaires.
Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fait l'objet d'une recherche de conciliation amiable.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention à la juridiction compétente choisie d'un commun accord.

Fait en trois exemplaires originaux, à Lyon le 04.12.24

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour l'iaelyon**, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour la CCIFP**, La Business Development Outsourcing Manager, **Sylwia BOJANOWSKA**

ANNEXE 1 : Bon pour accord

Je soussigné(e) ..... accepte la proposition du 30.08.2024

Je commande la prestation suivante :
Learning Expedition
4500 EUR - 15-20 personnes
5500 EUR - 21-30 personnes

J'effectue le virement comme précisé ci-dessus, à l'ordre de la CCIFP.

Code TVA intracommunautaire de l'Université Jean Moulin Lyon 3 : **FR 75 19 69 243 77**

Bon pour accord

Signature et cachet de l'entreprise

Date :

Fait à :

CONVENTION SPECIFIQUE N°3

N°2024-10-F-075

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

L'université agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommée « **iaelyon** »

D'une part,

Et

La Chambre de Commerce Franco-Américaine à New York (French American Chamber of Commerce),
Sise 33 West 46th Street, Suite 800, New-York, NY 10036
Représentée par sa Directrice Générale, Polina BOGDANOVITCH,

Ci-après dénommée « **FACC-NY** »

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Vu la convention-cadre n°2024-01-G-001 entre FACC-NY et l'iaelyon signée le 29/01/2024 ;

PREAMBULE

Une convention-cadre a été signée entre l'iaelyon et FACC-NY afin de faciliter la coopération entre les deux établissements dans les domaines de la formation et de la recherche. Cette convention a énoncé les obligations des deux Parties et leur engagement commun.

Au sein du programme **« Cross Cultural Leadership : Bridging Cultures in Management »**, l'Iaelyon souhaite organiser, en partenariat avec la FACC NY, une série de présentations et de visites d'entreprises, du 13 au 15 Janvier, les participants acquerront des perspectives inestimables sur le paysage des affaires transatlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les points de vue des leaders d'entreprises français et américains.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La FACC-NY, dont la mission est d'accompagner les entreprises françaises dans leur développement commercial aux Etats-Unis, propose une visite professionnelle à New York pour une délégation de 26 apprentis et de 2 accompagnateurs en formation Master en Management au sein de iaelyon.

La FACC-NY travaillera en collaboration avec l'iaelyon afin de s'assurer que les contacts engagés par la FACC correspondent aux objectifs du programme. Ces professionnels seront sélectionnés parmi les entreprises membres, partenaires et contacts de la FACC NY.

Les contacts visés par iaelyon incluent représentants Américains et/ou Français, de sociétés dans le monde des affaires internationales au cœur de la ville de New York.
Les dirigeants correspondant aux profils vises par iaelyon seront sélectionnés (profils varies – grands groupes, PMEs, tous secteurs, entreprises Françaises et Américaines). Les sujets abordes toucheront au Management – incluant aspects financiers, commerciaux, RH, marketing.

Les présentations seront en Anglais.
L'organisation des rencontres et les prises de contact avec les intervenants se déroulent en amont, à partir du mois de novembre 2024.

ARTICLE 2 – MODALITE D'ORGANISATION

La FACC-NY se charge de l'organisation de 12 présentations (visites d'entreprise incluses) d'une durée d'une heure et demie chacune du **13 janvier 2025 au 15 janvier 2025**.

En collaboration avec l'iaelyon, la FACC-NY se charge :

- du choix des intervenants ;
- de la prise de contact avec ces derniers ;
- de la réservation des locaux pour les présentations ;
- de l'organisation du planning ;
- de l'accueil des participants durant les présentations.

Les transports, repas, logement et tous autres éléments lie à ce programme en dehors de ces rencontres professionnelles seront la responsabilité de l'iaelyon.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le devis s'élève à 11,940 $ pour douze rencontres, sur trois jours, pour 26 étudiants et 2 accompagnants.

La FACC-NY établiras deux factures, l'une le 6 janvier 2025 représentant 30 % du montant total, le solde sera dû après service fait.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur le 1er novembre 2024, jusqu'à la fin de l'année universitaire 2024-2025.

ARTICLE 6 – LITIGES

Le présent accord est soumis aux lois et règlements des pays partenaires.

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fait l'objet d'une recherche de conciliation amiable.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention à la juridiction compétente choisie d'un commun accord.

Fait en trois exemplaires originaux, à Lyon le 04.12.2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour l'iaelyon**, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour la FACC-NY**, La Directrice Générale, **Polina BOGDANOVITCH**

AVENANT N°3 DE PROLONGATION
N°2024-10-F-076
DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT N°17-CC-173

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

L'université agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;
Agissant pour le compte du **Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit** (**CLEA**),
Représenté par son Directeur, François LANTIN

Ci-après dénommé **« iaelyon »,**

D'une part,

Et

Gest On Line, Éditeur de logiciels spécialisés dans l'audit,
N° SIRET 430 033 068 00049
Sis au 151 rue de la Forge – 13300 Salon-de-Provence,
Représenté par son Président, Ludovic ASPA,

Ci-après dénommé « **Gest On Line** »

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

VU *la convention de partenariat 17-CC-173 signée le 9 février 2017, son avenant n°1 20-CC-1471 et son avenant n°2 17-CC-173 entre l'Université Jean Moulin et plus particulièrement l'iaelyon et* Gest On Line *;*

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Prolongation de la convention n°19-CC-1322

La convention n°17-CC-173 est reconduite dans les mêmes termes jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 2 : Date d'effet et durée de la convention

Le présent avenant prend effet à compter du 1er janvier 2024. Il est conclu pour les années 2024, 2025 et 2026.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 20/11/2024

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour Gest On Line,** Le Président, **Ludovic ASPA**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour le CLEA,** Le Directeur, **François LANTIN**

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

UNIVERSITY OF NORTH CAROLINA CHARLOTTE

CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

(Articles L. 6313-1, L. 6353-3 et L.6353-7 du Code du travail)

n°2024-10-F-077

Entre

L'Université Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1, rue de l'Université, 69007 Lyon, France,

Représentée par son Président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET agissant dans le cadre d'un projet porté par l'iaelyon School of Management représenté par sa Directrice Général, Marie-Christine CHALUS,

D'une part, Et

Le Vice-Recteur for International Programs of the University of North Carolina at Charlotte, Joël A. Gallegos agissant dans le cadre d'un projet porté par Belk College of Business représenté par Dolly King, Associate Dean for Research and Graduate Programs, Belk College of Business, University of North Carolina at Charlotte

D'autre part.

Est conclue la convention suivante, en application des dispositions de la sixième partie du code du travail et des conditions générales de vente disponible en annexe.*http://iae.univ-lyon3.fr/medias/fichier/cgv-formation-continue-deliberations-ca-2017-09-19_1523861919304-pdf* ou sur demande.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler les rapports entre les deux parties dans le cadre d'une action de formation professionnelle non diplômante conformément à l'article L.6313-1 du Code du travail.

En exécution de la présente convention, l'iaelyon school of management s'engage à organiser un programme court intitulé :

"International Business Practices and Policies:
a European Perspective"

Article 2 : Nature et caractéristiques de l'action de formation

L'action de formation, objet du présent contrat est une action d'adaptation et de développement des compétences.

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

UNIVERSITY OF NORTH CAROLINA CHARLOTTE

Article 3 : Modalités de la formation

Date(s) de la formation :	La formation présentielle sera réalisée du 8 au 15 janvier 2025
Durée de la formation :	18 heures
Lieu de la formation :	iaelyon School of management 1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 (France)LYON
Effectif de la session :	Jusqu'à 20 étudiants

Article 4 : Engagement de participation

Les noms des participants seront précisés sur les feuilles d'émargement.

L'University of North Carolina at Charlotte s'engage à assurer la présence des participant(s) aux dates prévues, lieux et heures prévus.

En cas d'impossibilité pour un participant d'assister effectivement à la formation à laquelle il est inscrit, l'University of North Carolina at Charlotte peut lui substituer, sans frais supplémentaires un autre participant avec l'accord préalable de l'iaelyon school of management. Le nom et coordonnées de cette personne doivent donc être communiqués à l'iaelyon school of management avant le démarrage de la session.

Article 5 : Dispositions financières

En contrepartie de cette action de formation, l'University of North Carolina at Charlotte s'engage à payer le tarif de la formation dans les conditions suivantes :

Le coût total de la session de formation est fixé à 10 500 €.

Cette somme sera versée au Service de la Formation Continue de l'iaelyon school of management. La prestation étant une prestation de formation continue, l'établissement décide de ne pas l'assujettir à la TVA. La proposition est donc facturée nette de taxes.

La facturation est établie dès l'achèvement de la formation. La facture est établie à l'ordre de:

Brad Sekulich
Office of Education Abroad | CHHS 256
9201 University City Blvd | Charlotte, NC 28223

Le règlement sera accompagné de la convention signée par les parties.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement ou par chèque à l'ordre de l'agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3
1C, avenue des Frères Lumière
CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 (FRANCE)

Titulaire du compte	UNIVERSITE Jean MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRESORERIE GENERALE DU RHONE TPLYON 3 rue de la Charité - 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
code BIC	TRPUFRP1
code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 6 : Assiduité et évaluation

Une feuille de présence est établie par l'iaelyon school of management pour chaque demie-journée de formation. Cette feuille doit être signée par l'animateur et les stagiaires concernés pour valider la présence des stagiaires et faire valoir l'action de formation auprès des organismes publics de contrôle.
Toute absence sera mentionnée et l'information sera transmise à l'University of North Carolina at Charlotte.

Article 7 : Attestation de formation

Une attestation mentionnant les objectifs, la nature, la durée de l'action et le cas échéant les résultats de l'évaluation des acquis de la formation sera remise aux participants à l'issue de la formation.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Elle prend fin à l'issue de l'action de formation, y compris après d'éventuels reports.
Toute reconduction de convention pour d'autres sessions à venir ferait l'objet d'une nouvelle convention.

Article 9 : Litiges

Conformément aux conditions générales de vente, en cas de litige de toute nature ou toute contestation relative à la formation ou à l'exécution de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon3 et l'University of North Carolina at Charlotte s'efforceront de trouver une résolution amiable devant le médiateur académique.

Si, à l'issue de cette médiation, le litige persiste celui-ci sera soumis au tribunal administratif compétent.

Article 10- Responsabilités

Chaque partie sera responsable de ses propres actes ou omissions et de leurs conséquences et ne sera pas responsable des actes ou omissions de l'autre partie et de leurs conséquences.

En cas d'urgence ou de problème spécifique à un participant, la personne à l'iaelyon school of management chargée de prendre contact avec les administrateurs de l'University of North Carolina at Charlotte est:

- Marion LAVAL, Chargée d'Activités Internationales
  +33 (0)4 26 31 85 88

Les administrateurs à contacter à l'University of North Carolina at Charlotte sont :

- Dolly King, Rush S. Dickson Professor of Finance, Department of Finance, Belk College of Business
  01 704-687-7652

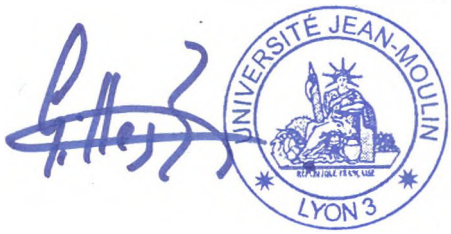
Cette convention est signée en 2 exemplaires, en français et en anglais, chacun faisant foi.

Le .....

Pour University of North Carolina at Charlotte
The Vice Chancellor for Business Affairs,
Beth HARDIN

Pour l'Université Jean Moulin
Lyon 3, Le Président,
Gilles BONNET

20/11/2024



Pour l' iaelyon School of management
La directrice générale, Marie-Christine CHALUS

INFN LA GRANDE ÉCOLE DU NOTARIAT

UNIVERSITÉ DE LYON | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

www.infn.fr

CONVENTION DE PARTENARIAT
relative à la
Licence professionnelle « métiers du notariat » à distance (LPMND)
Institut National des Formations Notariales – Université Jean Moulin
N°2024-11-F-079

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

L'Institut National des Formations Notariales (INFN), immatriculé sous le SIRET 30213447300040, dont le siège social est situé 35 rue du Général Foy à Paris (75008),
Établissement d'enseignement supérieur, d'utilité publique,
Régi par le décret n°73-609 du 5 juillet 1973 (modifié), enregistré sous le numéro d'activité 117 558 03675 auprès du préfet de Région de Paris.
Représenté par Monsieur Mustapha MEKKI, en sa qualité de Directeur général,
Et plus particulièrement l'INFN site de Lyon, dirigé par Madame Jézabel JANNOT,
Ci-après « l'INFN »

D'une part,

Et l'Université Jean Moulin
Établissement public à caractère scientifique, technique et professionnel
Dont le siège social se situe 1C Avenue des frères lumières – CS 78242 – 69372 Lyon cedex 08,
Représenté par Monsieur Gilles BONNET, en sa qualité de Président
La Faculté de droit, plus particulièrement la Licence professionnelle métiers du notariat à distance dirigée pour l'Université par Madame Sylvie FERRE-ANDRE
Représentée par Monsieur Olivier GOUT, en sa qualité de Doyen,
Ci-après « l'Université »

D'autre part,

Et ci-ensemble dénommées « les parties »

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L.132-2, L.612-3, L. 614-1, D.123-13, D.612-1 à D.612-29 et D.613-38 à D.613-50 ;
Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, notamment son article 120 ;
Vu le décret n°73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire ;
Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, tel que modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 ;
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle ;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Titre 1 – Objet du contrat et présentation du dispositif

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

1.1. La présente convention est conclue en application des dispositions de l'article 60, §2 du Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire précisant que l'INFN « concourt, dans le cadre de conventions passées avec les universités et tout organisme d'enseignement public ou privé à la ou aux formations qu'ils sont appelés à dispenser et notamment aux filières de la licence professionnelle « métiers du notariat » ».

1.2. La présente convention a pour objet de déterminer les obligations des parties et de définir les modalités du dispositif de formation ouverte et à distance visant à préparer la licence professionnelle « Métiers du Notariat » à distance (ci-après « la licence »).

La présente convention vise ainsi à organiser :

- Les conditions de conception par les parties des supports de formation composant les différents enseignements ;
- L'organisation des enseignements et de l'accompagnement des étudiants inscrits ;
- La mise en place et l'accès de la formation ouverte et à distance de la licence ;
- Le reversement entre les parties des recettes d'exploitation du présent dispositif de formation ouverte et à distance.

L'ouverture du dispositif de la licence professionnelle, objet de la convention, sera proposée à compter de la rentrée universitaire 2023/2024.

1.3. Aucune disposition de la présente convention ne saurait s'interpréter comme indiquant des droits et obligations en dehors de l'objet de ladite convention.

1.4. Les responsables académiques de la Licence objet des présentes sont le directeur universitaire et le directeur INFN.

Ces directeurs sont actuellement :

Partie	Prénom et Nom
Université	Professeur Sylvie FERRÉ-ANDRÉ
INFN	Jézabel JANNOT

ARTICLE 2 – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour cinq ans et renouvelable par reconduction expresse.

Elle prendra effet à la date de sa signature ou rétroactivement au 1er septembre 2023.

ARTICLE 3 – PUBLIC VISÉ

3.1. Définitions des catégories d'inscrits

Dans le cadre de la présente convention, les termes suivants sont entendus, quelle que soit la typologie utilisée, l'emploi de majuscules ou de minuscules, selon les définitions suivantes :

Inscrit : Toute personne qui suit la licence professionnelle « métiers du notariat » à distance, quel que soit son statut. Les inscrits sont les étudiantes et les inscrits libres.

Étudiant : Inscrit à visée diplômante.

Inscrit libre : Toute personne ne souhaitant pas obtenir le diplôme et inscrite uniquement auprès de l'INFN.

3.2. Inscription en formation diplômante – Étudiants

Le dispositif de formation objet des présentes, s'adresse à toute personne souhaitant préparer le diplôme de la licence professionnelle « métiers du notariat » à distance, en formation initiale ou en formation continue (promotion sociale et formation professionnelle continue),

- Soit en formation complète ;
- Soit en formation par unités.

L'inscription dans ce cadre est soumise à des prérequis. A cet effet, une commission compétente composée de représentants de l'Université et de l'INFN est chargée de vérifier si l'étudiant remplit ces prérequis dans le cadre de la validation des dossiers d'inscriptions. La commission examine également la recevabilité des demandes d'inscriptions des redoublants.

La Commission examine également les dossiers des candidats qui ne disposent pas du titre ou du diplôme permettant d'accéder à la formation dans le cadre de la Validation des Acquis Professionnels et Personnels (VAPP).

Le dispositif de formation s'adresse également aux étudiants qui souhaiteraient obtenir la validation d'unités manquantes dans le cadre d'une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

3.3. Inscriptions non diplômantes – inscrits libres

Le dispositif de formation objet des présentes s'adresse enfin à toute personne qui, ne souhaitant pas obtenir le diplôme, désire néanmoins suivre une ou plusieurs unités en « inscrits libres » (formation non diplômante).
Ces derniers ne sont pas soumis à des prérequis et peuvent faire l'objet de modalités d'inscriptions spécifiques décrites par la notice de formation révisée annuellement.
En cas d'inscription non diplômante dans le cadre de la formation professionnelle continue, il appartient alors à l'inscrit de s'assurer de la prise en charge ou non de la formation par son organisme financeur.

3.4. Accès au diplôme

La licence professionnelle métiers du notariat à distance est accessible à des candidats titulaires d'un BAC + 2 et principalement titulaires :

- D'un BTS métiers du notariat, BTS Collaborateur juriste notarial
- D'un DEUG en droit,
- D'un DUT ou BUT carrières juridiques

Le titulaire d'un autre diplôme de niveau BAC + 2 dépose son dossier dans les mêmes conditions que les titulaires des diplômes susmentionnés, en joignant le programme détaillé des enseignements dispensés dans le cadre du diplôme dont il se prévaut. Le dossier fait l'objet d'un examen préalable par la commission mentionnée à l'article 3.2. laquelle se prononce sur l'équivalence du diplôme.
La licence professionnelle peut également être suivie par des personnes exerçant une activité professionnelle dans le secteur du notariat, sans condition de diplôme, en cas de validation des acquis professionnels, après examen de la candidature par la commission mentionnée à l'article 2.2.

ARTICLE 4 – OBTENTION DU DIPLÔME

La formation objet des présentes débouche sur l'obtention du diplôme « licence professionnelle métiers du notariat », ci-après « la licence ». Ce diplôme est délivré par l'Université Jean Moulin Lyon 3.

L'Université justifie disposer d'une habilitation à cet effet. Elle est valable jusqu'au 31/08/2027 (arrêté ministériel en date du 20/07/2022). En cas de reconduction de la convention au-delà de cette date, l'Université devra s'assurer du renouvellement de ladite accréditation pour la durée du partenariat.

ARTICLE 5 – CONTENU DE LA FORMATION

5.1. Contenu du dispositif de la formation

La préparation à la licence est proposée dans le cadre d'une formation ouverte et à distance, se déroulant sur une année. Elle est composée de :

- 6 unités :

Unité 1	Méthodologie générale, introduction, personnes, famille et patrimoine
Unité 2	Contrats, entreprise, garanties
Unité 3	L'immeuble
Unité 4	Pratique et droit professionnels
Unité 5	Gestion de projets (Rapport de stage / d'activité)
Unité 6	Gestion de projets (Projet tutoré / rapport pédagogique)

- 9 journées de regroupements en présence en option payante (3 sessions de 3 jours). Les parties conviennent également, qu'à titre dérogatoire sur proposition du Comité de pilotage et sur décision du Comité stratégique du partenariat, certaines journées de regroupement peuvent se tenir en classe virtuelle.

Le régime d'examen est précisé en annexe 2.

Le schéma général des unités constitutives du diplôme figure en annexe 1 au présent contrat et en fait partie intégrante.

Le stage prévu à l'unité 5 est d'une durée minimale de 12 semaines. Une dispense de stage pourra être accordée sous conditions aux étudiants justifiant d'une activité professionnelle en lien avec la formation ou inscrits dans le cadre de la formation continue.

5.2. Supports et outils d'accompagnement pédagogique

Les enseignements dispensés dans le dispositif objet des présentes sont composés de :

- Supports mis en ligne au format PDF ou autre format (vidéos, powerpoint...etc) selon l'évolution des standards technologiques. Ils sont mis en ligne sur la plateforme de formation où ils sont consultables et téléchargeables.
- Des exercices en autocorrection ;
- D'autres ressources en ligne sur plateforme Internet (chat, courriel, forum, fichiers, classe virtuelle, bibliothèque numérique de l'Université, évaluations, etc...) ;
- Services d'accompagnement proposés en compléments de ces cours :
  - Des devoirs (« Devoirs-maison ») avec correction personnalisée et corrigés-types ;
  - Un service de tutorat pédagogique à distance ;
  - Des journées de regroupements optionnelles et payantes.

L'énumération ci-dessus n'est pas limitative. Les parties pourront, autant que de besoin, étendre la gamme de services proposés aux étudiants en intégrant dans la formation de nouveaux moyens techniques ou pédagogiques. Cette extension sera décidée dans le cadre du comité de pilotage et fera l'objet d'une valorisation dans le cadre du budget définitif.

Titre 2 – Volet pédagogique

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'INSCRIPTION

6.1. Période d'inscription et de formation

A l'entrée en vigueur de la présente convention, la période d'inscription s'étend d'avril à octobre et se décompose comme suit :

- De avril à juin : dépôt des candidatures sous format dématérialisé
- De juin à juillet : commission pédagogique et admission
- De juillet à octobre : inscription administrative
- Octobre : début de la formation complète

La formation est ouverte à compter de mi-octobre. La formation pour les étudiants en formation complète s'étend sur une période d'une année universitaire.

Ce calendrier est susceptible de faire l'objet de modifications d'une année sur l'autre.

6.2. Procédure d'inscription administrative

Les étudiants sous le régime de la formation continue s'inscrivent auprès de l'Université.
Pour les étudiants sous le régime de la formation initiale, leur dossier donne lieu à une double inscription auprès de l'INFN et de l'Université. Les inscriptions se font selon les modalités suivantes :

1. Les étudiants retournent un dossier d'inscription à l'Université.
2. L'Université vérifie son dossier et sa recevabilité. Elle examine notamment si le candidat remplit les conditions nécessaires selon le type d'inscription demandé.
3. L'Université se charge d'émettre les avis favorables ou défavorables. Une liste complémentaire peut être mise en place en fonction du nombre et de la qualité des candidatures.
4. L'Université procède à l'inscription de l'étudiant.
5. L'Université transmet à l'INFN la liste des étudiants en formation initiale.
6. L'INFN procède alors à l'inscription des étudiants dans son système d'information.
7. L'INFN adresse à l'Université la liste définitive des étudiants inscrits en formation initiale.

ARTICLE 7 – RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Les responsables académiques de la formation susmentionnés vérifient les qualités des enseignants pressentis et procèdent à leur recrutement. Les responsables académiques veillent au respect de l'équilibre entre universitaires et professionnels du secteur imposé par l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle.

ARTICLE 8 – DÉROULEMENT DE LA FORMATION

La formation se déroule de mi-octobre à juin (session 1) et fin septembre pour la session de rattrapage. Le nombre maximal de participant est de 200.

8.1. Accompagnement de l'inscrit

8.1.1. Services d'accompagnement communs à tous les inscrits

Durant toute la période de formation, tous les inscrits disposent d'un service d'accompagnement pédagogique. Il est composé d'un webtutorat réactif proposé dans le cadre de chaque thématique de cours, ainsi que d'un webtutorat proactif, assuré par le biais de la plateforme pédagogique Moodle.
Cet accompagnement est assuré par l'INFN et l'Université.

Par ailleurs, tous les inscrits bénéficient d'un service de correction personnalisée des devoirs maisons qui leur permet d'avoir un suivi individualisé de leur progression.

8.1.2. Services complémentaires destinés aux étudiants

Les étudiants préparant le diplôme disposent d'un accompagnement optionnel en présence assuré lors de regroupements, tel que prévu à l'article 9.

Ces services sont assurés par des intervenants proposés par l'Université et l'INFN.

Un suivi qualité est mis en œuvre par l'INFN qui fera un point d'information au cours de chaque Comité de pilotage.

Compte-tenu de la technicité de certaines matières, les parties détermineront, dans le cadre du Comité de pilotage, quel type de question devra nécessiter le recours à des spécialistes du domaine.

8.2. Stage en milieu professionnel

8.2.1. Modalités de réalisation du stage

Dans le cadre de la formation complète, un stage dans un milieu professionnel en lien avec la formation d'une durée conforme à la durée fixée par arrêté doit être effectué par le candidat du diplôme.
A la signature de la présente convention, la durée fixée pour le stage est de 12 semaines.

Chaque stage devra donner lieu à la signature d'une convention de stage. L'Université a la charge de la réaliser ces conventions et d'informer les inscrits des modalités d'obtention d'une convention de stage.

Afin d'assurer un accompagnement de l'étudiant dans ses démarches de recherche d'un stage, l'INFN s'engage notamment à lui communiquer les opportunités de stages dont il a connaissance et à apporter à l'étudiant les conseils nécessaires, le cas échéant, notamment quant à la rédaction du CV et de la lettre de motivation ou quant à l'entretien.

Toutefois, cette aide ne se substitue pas aux démarches qu'il appartient à l'étudiant d'effectuer. Ce dernier reste seul responsable de sa recherche et de l'obtention effective d'un stage.

L'Université a en charge l'organisation, la responsabilité relative au stage et le suivi du candidat durant son stage.

8.2.2. Convention de stage

Chaque stage doit donner lieu à la signature d'une convention tripartite entre le signataire, l'organisme d'accueil du stagiaire et l'Université. L'Université transmet les copies des conventions de stage à l'INFN.

L'Université a seule la charge de l'établissement des conventions de stage. Ces conventions de stage sont tripartites entre le stagiaire, l'organisme au sein duquel le stage est effectué et l'Université.

Ces conventions de stage sont distinctes des conventions de formation, lesquelles sont mises en place par l'Université pour les étudiants en formation continue, et par l'INFN pour les étudiants en formation initiale.

8.2.3. Dispense de stage

Une commission pédagogique peut dispenser de stage :

- Les étudiants en formation continue qui justifient d'une activité professionnelle significative attestée par un certificat de travail ou de tout autre document ;

- Les étudiants en formation initiale qui justifient d'une expérience professionnelle juridique dans le domaine notarial attestée par un certificat de travail ou de tout autre document.

Les étudiants dispensés de stage devront justifier leur expérience professionnelle par la production d'un rapport d'activité.

8.3. Jury

Le jury est composé du responsable pédagogique de la formation dispensée à distance et de membres de l'équipe pédagogique et de spécialistes du domaine désignés conjointement par le responsable pédagogique et le service commun de la formation continue et de la professionnalisation.
Pour les étudiants, un jury se tient à la fin de la formation.
Le jury est chargé, sur la base du travail fourni et des résultats obtenus, de décider de la délivrance ou non du diplôme à l'étudiant.

ARTICLE 9 – REGROUPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE EN PRÉSENCE

Tout au long de la période de formation, des journées de regroupement payantes et optionnelles (mais fortement recommandées pour les étudiants en formation professionnelle continue financée par des organismes) sont organisées. Ainsi, la formation comprend 3 sessions de 3 jours chacune.

Les regroupements sont organisés à Paris et Lyon :
- Pour Lyon : ils sont organisés dans les locaux de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ou ceux de l'INFN,
- Pour Paris : ils peuvent être organisés dans tout lieu choisi par l'INFN.

Les parties se réservent la faculté de ne pas ouvrir un centre qui ne totaliserait pas un nombre de participants au moins égal à douze (12). Les étudiants dont les regroupements ne seraient pas assurés disposeront alors de la faculté d'intégrer un autre groupe.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE D'ASSIDUITÉ

Une assiduité totale peut être demandée par des organismes financeurs de la formation professionnelle continue.
En conséquence, un contrôle de l'assiduité est mis en place. Il s'opère comme suit :
- Pour la part de la formation à distance, l'assiduité est déterminée notamment par un contrôle du nombre de devoirs remis à la correction et les heures de connexion ;
- Pour la part de l'accompagnement en présence, des feuilles d'émargement devront être signées lors des regroupements.

ARTICLE 11 – SUIVI DES ÉTUDIANTS

Le suivi des apprenants organisé par l'INFN comprend un accompagnement individualisé par un tuteur académique désigné conjointement par les responsables académiques de l'INFN et de l'Université comprenant :
- Un suivi du rapport de stage ou d'activité, en ce compris sa soutenance ;
- Un suivi du projet tutoré de l'apprenant.

Les tuteurs académiques remplissent une grille d'évaluation pour le projet tutoré et pour le rapport de stage ou d'activité.

ARTICLE 12 – GESTION ADMINISTRATIVE ET COURANTE DES EXAMENS

Les calendriers, les emplois du temps et les phases d'examens sont gérés par l'Université, dans le respect du règlement d'examen (annexe 2).
Le calendrier est fixé chaque année en mai de l'année précédente, dès que le gestionnaire de scolarité de l'Université a eu communication des dates de vacances universitaires de l'année suivante. Les modalités d'examen sont déterminées par le règlement d'examen.

L'INFN, en lien avec l'Université, élaborent une grille d'évaluation de la formation qui est renseignée par les étudiants.

Titre 3 – Conception des supports pédagogiques

ARTICLE 13 – CONCEPTION DES SUPPORTS PÉDAGOGIQUES

Dans le cadre du présent article sont entendus par supports pédagogiques (ou supports) les fascicules de cours.

Les supports pédagogiques sont soit la reprise des contenus existants, éventuellement mis à jour, soit de nouveaux supports.

Les nouveaux supports sont rédigés par des auteurs désignés par l'INFN après avis de la responsable académique côté universitaire. L'INFN a la charge de la gestion administrative et financière des contrats correspondants.

Les nouveaux supports pédagogiques, ainsi rédigés, seront soumis à l'approbation de chacune des parties au présent contrat.

ARTICLE 14 – MISE EN FORME ET ADAPTATION DES COURS

14.1. Sur la base des supports pédagogiques apportés ou conçus par les parties, l'INFN procédera :

- A l'édition et la mise au format numérique des cours aux fins de mise en ligne. L'intervention de l'INFN pourra consister soit en une mise au format PDF, soit en une médiatisation des cours. Par médiatisation est entendu le fait de restructurer le contenu en y intégrant des moyens de navigation clairs, logiques, tout en insistant sur la qualité des médias afin d'assurer une interactivité optimale de la part de l'étudiant ;
- Au besoin, à la mise en forme définitive de supports papiers destinés à être exploités dans le cadre du présent dispositif.

14.2. L'INFN est chargé de la mise en ligne des supports pédagogiques sur la plateforme numérique choisie par les parties. L'INFN est également chargé de procéder, si nécessaire, à l'extension ou l'acquisition des droits relatifs aux emprunts du fait de la médiatisation ou numérisation des cours. A cette fin, l'auteur transmettra à l'INFN toute demande d'emprunt d'œuvre qu'il souhaiterait reproduire au sein des cours dont il assure la conception, accompagnée de l'ensemble des éléments permettant d'en identifier le titulaire des droits. En cas de refus de ce dernier, de l'absence de suite pouvant lui être opposée, ou de l'impossibilité de retrouver le titulaire des droits sur une œuvre, l'INFN en avertira

sans délai l'auteur du support pédagogique qui procédera, dans les limites du possible, à l'introduction d'une autre œuvre nécessairement validée dans les mêmes conditions.
En tout état de cause, l'INFN ne peut être tenu pour responsable des refus du titulaire des droits, de l'absence de suite pouvant lui être opposée, ainsi que de l'impossibilité de retrouver le titulaire des droits sur une œuvre suite, notamment à la fourniture par l'auteur d'informations incomplètes concernant ce dernier.

14.3. La plateforme numérique utilisée dans le cadre du partenariat est la plateforme MOODLE, mise à disposition par l'Université.

ARTICLE 15 – COPRODUCTION

15.1. Propriété des supports de cours et des éléments les composant

L'apport de supports de cours dans le cadre de la présente convention n'opère pas de transfert de droits sur les contenus qui demeurent à leur propriétaire respectif et la propriété exclusive de leur auteur. Chaque partie ou auteur demeure propriétaire exclusif des contenus de formation apportés et qui feront l'objet d'une exploitation dans le cadre du présent dispositif.
Seule est conférée une autorisation d'exploitation des supports dans la limite de ce qui est nécessaire à chaque partie pour exécuter ses obligations au titre de la présente convention.

Notamment, l'INFN est autorisé à procéder à toutes les modifications, adjonctions et/ou suppressions en termes de mise en page, montage, de format, de qualité, nécessaires à l'adaptation, l'intégration technique et pédagogique de ces contenus de formations (sur supports numériques, mise en ligne etc.) avec l'accord de l'auteur, aux fins d'en permettre l'exploitation par chacune des parties dans le cadre du dispositif de formation prévu aux présentes.

15.2. Caractéristiques de la coproduction des supports de formation médiatisés

Les parties entendent fixer ci-après les termes et conditions de la coproduction et leurs obligations, droits et pouvoirs respectifs.

15.2.1. Les œuvres développées à l'occasion des présentes par la mise en forme et l'adaptation des contenus apportés par les parties, revêtent la qualité d'œuvres de nature composite, au sens des articles L. 113-2 et L. 113-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

15.2.2. Étant en coproduction, les parties pourront copier, imprimer, transmettre ou afficher tout ou partie des éléments des médiatisations des formations pour les besoins et objectifs visés aux présentes.

15.2.3. Aucune des parties ne pourra, sans le consentement écrit et préalable de l'autre, exploiter les œuvres composites, objets de la présente coproduction en dehors du présent dispositif de formation.

15.3. Garanties

Chacune des parties garantit à l'autre qu'elle dispose, pout toute la durée de la présente convention et pour les exploitations prévues, de tous les droits de propriété intellectuelle nécessaires.

Chaque partie garantit à l'autre pour la part des opérations de production dont elle a la responsabilité et les garantit contre tout recours ou action que pourrait former à un titre quelconque toute personne ayant participé directement ou indirectement à ces opérations.

Chaque partie garantit à l'autre qu'elle a régulièrement acquis les droits portant sur les éléments préexistants intégrés aux contenus pédagogiques fournis par elle (hors extension nécessitée par la médiatisation ou numérisation des contenus).

Chaque partie garantit à l'autre que les contenus pédagogiques susmentionnés ne contiennent aucun élément diffamatoire ou contraire aux lois relatives à la diffamation et à l'atteinte à la vie privée ou aux bonnes mœurs, à quelque égard que ce soit.

15.4. Collaboration juridique

L'INFN et l'Université s'engagent réciproquement à collaborer loyalement en fournissant tous les éléments, informations et assistance nécessaires pour mener à bien la défense contre toute revendication de tiers, toute action en justice sur le fondement de la contrefaçon, de la concurrence déloyale ou du parasitisme et plus généralement contre tout trouble affectant la jouissance des droits visés aux présentes.

Titre 4 – Dispositions générales

ARTICLE 16 – ORGANES DE GOUVERNANCE DU PARTENARIAT

Afin d'assurer la gouvernance du partenariat, sont institués :

- Un responsable académique par partie, comme stipulé à l'article 1er,
- Au moins un coordinateur par partie,
- Un comité de pilotage commun aux deux parties,
- Un comité stratégique commun aux deux parties,
- Des comités techniques communs aux deux parties,

16.1. Les coordinateurs

Les parties désignent au moins un coordinateur chacune. La mission des coordinateurs est d'assurer le suivi opérationnel quotidien du partenariat. Ils sont les interlocuteurs privilégiés au sein de chaque partie au sujet du partenariat.

16.1.1. Désignation des coordinateurs

Chaque partie désigne librement le ou les coordinateurs au sein de sa structure.
A l'entrée en vigueur de la présente convention, les coordinateurs désignés sont :

Partie	Nom et prénom	Contact courriel	Téléphone
Université	Ko YANIBADA Romuald LEBON	ko-yanoubatan.yanibada@univ-lyon3.fr romuald.lebon1@univ-lyon3.fr	07 78 78 7128 07 78 78 70 26
INFN	Jézabel JANNOT Camille GOURY	jezabel.jannot@infn-notaires.fr lpmnd@infn-notaires.fr	06 16 53 62 43

En cas de modification du coordinateur, la partie concernée s'engage à en informer immédiatement l'autre partie par le biais de son coordinateur.

16.1.2. Rôle du coordinateur

Le coordinateur constitue l'interlocuteur privilégié au sein de chaque partie. Il est chargé de faire le lien tant entre les parties qu'entre les différents services intervenant au sein de chaque partie.

A ce titre, le coordinateur :
- Constitue le point d'entrée dans toute communication liée à l'exploitation du dispositif entre les parties ;
- S'assure, lors de la communication d'information, du respect des éventuelles obligations de confidentialité ;
- Coordonne l'action des parties au quotidien ;
- Assure la continuité de la communication, en introduisant le responsable de formation chargé d'ingénierie de formation qui intervient à titre d'expert pour les questions de création, de refonte et/ou de maintenance du dispositif objet des présentes.

16.2. Le Comité de pilotage

16.2.1. Composition du comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé de trois (3) membres par partie, nommés au sein de leur structure.
A la date de signature de la présente convention, les membres composant le comité de pilotage sont :
- Pour l'INFN :
  - Un membre de la direction générale de l'INFN ou du site de Lyon,
  - Un collaborateur de l'INFN, chargé de mission pour la coordination du partenariat,
  - Un collaborateur de l'INFN, chargé de mission pour la direction générale de l'INFN

- Pour l'Université :

  - Le responsable du service commun de la formation continue
  - Le responsable du diplôme ou son représentant,
  - Le responsable administratif du dispositif ou son représentant,

Chaque membre titulaire pourra se faire remplacer par un représentant en cas d'empêchement temporaire. En cas de modification définitive de la liste des membres du comité de pilotage, la partie qui procède à cette modification en informera les autres par courriel au coordinateur.

Le comité de pilotage est régulièrement réuni si au moins un des représentants des parties sont présents.

Les membres du comité peuvent se faire assister de tout collaborateur de l'Université ou de l'INFN pour les besoins administratifs.

En outre, eu égard à l'ordre du jour de certains comités ou pour certains aspects techniques, les membres pourront se faire assister d'experts. Ces derniers auront un rôle purement consultatif.

Ces experts pourront être des personnels d'une des parties ou tiers à celles-ci. Dans tous les cas, ces experts seront soumis à la même obligation de confidentialité que les membres du comité de pilotage. La partie qui convie un expert se porte garante du respect de cette obligation de confidentialité par celui-ci.

16.2.2. Rôle du comité de pilotage

Le comité de pilotage a pour fonction d'assurer en lien avec les coordinateurs le suivi opérationnel du partenariat. A ce titre, il est chargé notamment :

- Avant chaque rentrée, d'actualiser la maquette des enseignements et la liste exhaustive des outils pédagogiques qui seront servis aux étudiants pour l'année suivante ;
- D'établir chaque année le bilan annuel du partenariat ainsi que le bilan global en fin de partenariat et de soumettre ces bilans à la validation du comité stratégique ;
- De suivre la bonne exécution par les parties des tâches qui leur incombent ;
- De définir et valider le plan de communication ;
- De valider les documents de communication et de promotion du dispositif élaborés par chacune des parties ;
- De s'assurer du respect du calendrier ;
- De vérifier le suivi qualité des prestations fournies pour décision le cas échéant ;
- De recueillir les observations des équipes techniques et pédagogiques ;
- De proposer des solutions en cas de litige d'ordre technique ou autre ;

16.2.3. Réunions du comité de pilotage

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an.
Des réunions extraordinaires du comité de pilotage peuvent être organisées par le biais des coordinateurs, sur demande écrite et motivée d'une ou plusieurs parties. Dans cette hypothèse, la partie organisatrice adressera l'ordre du jour aux membres du comité de pilotage au moins quinze (15) jours avant la réunion.

Ces réunions pourront se tenir en présence ou bien par tout moyen de communication à distance en permettant la tenue dans de bonnes conditions.

La présidence du comité de pilotage est assurée par chacune des parties à tour de rôle pour un an selon les mêmes modalités que le comité stratégique. La première présidence est assurée par l'INFN.

Au début de chaque réunion du comité de pilotage sera désigné un secrétaire qui sera chargé d'établir le procès-verbal de la réunion, consignant notamment l'ensemble des propositions énoncées et décisions adoptées.

16.2.4. Règles de décision au sein du comité de pilotage

Le comité de pilotage est valablement réuni si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le comité de pilotage est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut

excéder trois (3) semaines à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité de pilotage est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.

Chaque membre du comité de pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Chaque membre du comité de pilotage a une voix.
Le comité de pilotage prend ses décisions à l'unanimité des votes des membres présents ou représentés.

16.3. Le comité stratégique

Le comité stratégique est chargé de définir les orientations du partenariat et de prendre les décisions relatives à la direction globale de celui-ci portant notamment sur les aspects financiers, juridiques et de développement stratégique du partenariat.

16.3.1. Composition du comité stratégique

Le comité stratégique est composé de deux membres par partie. Parmi ces membres, sous réserve des attributions dévolues à d'autres organes, au moins un doit avoir le pouvoir d'engager les parties dans le cadre du partenariat.

A la signature de la présente convention, les titulaires du comité stratégique sont :

- Pour l'INFN :
  - Un membre de la direction générale de l'INFN ou du site de Lyon en tant que responsable académique de la Licence pour l'INFN, ou son représentant.

Le membre de la direction générale peut être assisté d'une ou plusieurs personnes pour les besoins administratifs.

  - Le responsable financier de la direction nationale de l'INFN ou son représentant.

- Pour l'Université :
  - Le responsable du service commun de la formation continue ou son représentant

Le responsable du service peut être assisté d'une ou plusieurs personnes pour les besoins administratifs.

  - Le responsable académique de la Licence pour l'Université

16.3.2. Rôle du comité stratégique

Lorsqu'il est réuni pour statuer sur les orientations stratégiques du dispositif objet des présents, le comité stratégique du partenariat est notamment chargé de :

- Statuer sur l'orientation stratégique et pédagogique du partenariat,
- Statuer sur le budget du partenariat tel que proposé par le comité de pilotage du partenariat,
- Statuer sur les litiges nés à l'occasion de l'exécution des obligations des parties et non résolus dans le cadre du comité de pilotage du partenariat et sur les conséquences,
- Statuer sur l'entrée d'un nouveau partenaire dans le partenariat,
- Statuer sur le retrait ou l'exclusion d'une partie,
- Statuer sur la reconduction du partenariat,
- Statuer sur l'ensemble des propositions faites par le comité de pilotage,
- Statuer sur les évolutions tarifaires proposées.

16.3.3. Réunions du comité stratégique

Le comité stratégique se réunit au moins une fois par an, sur convocation de la direction nationale de l'INFN ou du responsable du service de la formation continue de l'Université qui en arrête l'ordre du jour avec le concours des responsables du diplôme.
Ces réunions pourront se tenir en présentiel ou bien par tout moyen de communication à distance en permettant la tenue du comité dans de bonnes conditions.

Au début de chaque réunion du comité de stratégique sera désigné un secrétaire qui sera chargé d'établir le procès-verbal de la réunion, consignant notamment l'ensemble des propositions énoncées et décisions adoptées.

Un procès-verbal des réunions est adressé à chaque membre titulaire du comité stratégique dans le mois qui suit chaque réunion, par courriel, par la direction de l'INFN.

16.3.4. Règles de décision au sein du comité stratégique

Chaque membre du comité stratégique peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Chaque membre du comité stratégique a une voix.
Le comité stratégique prend ses décisions à l'unanimité des votes des membres présents ou représentés.

16.4. Comité technique

Lorsque le comité de pilotage ou le comité stratégique du partenariat, estimera que la technicité d'un sujet, sous-projet ou la complexité d'une question le justifie, des comités techniques seront créés et saisis de ces questions.

16.5.1. Composition des comités techniques

Les comités techniques sont composés d'un représentant de chaque partie concernée par le domaine technique considéré.

Le responsable de chaque du comité technique est désigné par les membres du comité concerné. Il a en charge la convocation des réunions du Comité, la rédaction des comptes rendus et leur diffusion auprès des membres du comité technique, du comité de pilotage et des coordinateurs.

16.5.2. Rôle des comités techniques

Les comités techniques sont notamment chargés :
- De mener à bien les actions qui leur sont soumises par le comité de pilotage dans les délais impartis ;
- De faire, en cas de problème, des propositions de modifications du partenariat au comité de pilotage,

- D'informer les coordinateurs et le comité de pilotage des difficultés rencontrées dans le traitement des sujets qui leur sont soumis.

16.5.3. Réunion des comités techniques

Chaque comité technique se réunit autant que de besoin sur convocation de son responsable ou à la demande de l'une ou des deux parties. L'auteur de la convocation en fixe l'ordre du jour et l'adresse aux membres du comité au moins sept (7) jours avant la tenue de la réunion.

La réunion peut se tenir en présence ou à distance par tout moyen de communication permettant la tenue dans de bonnes conditions.

16.5.4. Règles de décision au sein des comités techniques

Les membres des comités techniques peuvent recevoir, pour une durée donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un (1) mandat par réunion.

Tous les membres des comités techniques disposent d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité simple. Ces décisions ne s'imposent aux Parties que si le comité stratégique les avalise.

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DE L'INFN

L'INFN est responsable de :

- La gestion et la validation avec l'autre partie, des contenus pédagogiques,
- L'assistance de l'étudiant dans sa recherche de stage,
- La communication autour du dispositif de formation avec l'Université,
- La prise en charge de la gestion administrative et financière des contrats de conception des supports,
- La conception pédagogique des contenus devant être exploités dans le cadre du dispositif,
- La médiatisation des cours ou de leur numérisation au format PDF selon la charte en vigueur,
- La mise en forme et la mise en page des fascicules de cours exploités dans le cadre du dispositif de formation,
- La diffusion des fascicules de cours,
- La prise en charge financière de la conception des sujets de devoirs-maisons et des sujets d'examens,
- La prise en charge financière des locations de salles dans le cadre des journées de regroupement qui ont lieu à Paris ou en Ile-de-France ou, le cas échéant, à Lyon,
- La rémunération des webtuteurs,
- La rémunération des enseignants intervenants dans le cadre des journées de regroupement et leur frais de déplacement dans la limite des règles applicables au sein de l'INFN,
- L'organisation matérielle des journées de regroupement qui ont lieu à Paris ou en Ile-de-France,
- La formation, le suivi et la rémunération des intervenants pédagogiques :
    - Des Tuteurs pédagogiques des travaux prévus aux unités 5 et 6,
    - Des webtuteurs,
    - Des correcteurs de devoir maison,
    - Des correcteurs d'examen,
    - Des coordinateurs pédagogiques.

ARTICLE 18 – OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

L'Université est chargée de :

- La validation avec les autres parties des contenus pédagogiques,
- Valider la liste des enseignants susceptibles d'assurer la correction des devoirs, les choix des tuteurs de stage et ceux ayant en charge l'accompagnement pédagogique,
- La communication autour du dispositif de formation avec l'INFN,
- La mise à disposition d'un site internet/portail dédié au dispositif de la formation et de la création des accès aux étudiants,
- L'inscription des étudiants auprès d'elle,
- L'organisation matérielle des examens de première et seconde sessions et leur prise en charge financière,
- La gestion des candidatures dématérialisées,
- L'organisation administrative, matérielle et financière des regroupements qui doivent avoir lieu à Lyon,
- L'organisation du suivi pédagogique des stages,
- La sélection des intervenants chargés de :
    - La coordination et l'animation du dispositif,
    - La correction de copies,
    - L'animation des espaces en ligne (chat, forum etc.).
- La mise à disposition et l'administration de la plateforme et de la création des accès aux étudiants,
- L'organisation des commissions d'admission à la formation,
- L'accueil et la relance des étudiants,
- L'organisation du suivi des étudiants,
- La désignation des membres du jury d'examen,
- L'organisation des jurys d'examen,
- L'organisation de la surveillance des examens.

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

19.1. Organisation financière

Les directeurs de l'INFN et du service commun de la formation continue de l'Université élaborent un budget prévisionnel à la fin de chaque année universitaire pour l'année universitaire suivante.

Ils assurent le suivi de toutes les dépenses réalisées et de toutes les recettes effectives liées à la convention pour l'année en cours.

19.2. Conditions financières

19.2.1. Les recettes

Les droits d'inscription à l'Université Jean Moulin sont versés par l'étudiant à l'Université, lors de son inscription.

En sus des frais des droits universitaires exigibles, l'INFN gère et encaisse les recettes liées :

- Aux inscriptions des étudiants en formation initiale.

19.2.2. Les dépenses

L'INFN et l'Université prennent communément et à part égale en charge les autres dépenses directes liées à la gestion de l'ensemble du diplôme, telles que ces dépenses résultent du budget annexé (convention financière annexée) :

Chacun des partenaires gère ses propres charges indirectes.

L'excèdent est réparti à parts égales entre les deux partenaires : l'INFN et l'Université.

A la fin de chaque année de formation, l'INFN établit le bilan financier intégrant les recettes et l'ensemble des dépenses des deux partenaires, avec les justificatifs. Ce bilan est présenté à l'Université au plus tard le 15 décembre de chaque année.

Après validation du bilan par le comité stratégique, une facture est établie afin de permettre le remboursement de l'une ou l'autre partie ayant apporté une contribution financière supérieure.

Le versement permettant cette régularisation interviendra par virement sur le compte de la partie aux dépenses excédentaires dont les références figurent ci-dessous dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Références du compte INFN :

IDENTIFIANT NATIONAL BANCAIRE

Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30002	00453	0000008811H	04	PARIS ANJOU

IDENTIFIANT INTERNATIONAL BANCAIRE

IBAN	FR40 3000 2004 5300 0000 8811 H04
Code B.I.C.	CRLYFRPP

TITULAIRE DU COMPTE :

INFN
35 RUE DU GENERAL FOY
75008 PARIS

Référence du compte Université :

TRESOR PUBLIC

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVE

Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)

Identifiant national de compte bancaire - RIB				
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation
10071	69000	00001004334	60	TPLYON

Identifiant international de compte bancaire - IBAN

IBAN (International Bank Account Number)							
							BIC (Bank Indentifier Code)
FR76	1007	1690	0000	0010	0433	460	TRPUFRP1

TITULAIRE DU COMPTE :

UNIV J MOULIN LYON 3 **AGENCE COMPTABLE**

19.2.3. Budgets

Un budget prévisionnel est annexé pour la première année du partenariat. Chaque année, un budget prévisionnel est élaboré début juillet pour l'année universitaire suivante.

Un budget annuel des relations financières entre les deux institutions sera établi dans le cadre du partenariat.

Titre 5 – Evaluation et divers

ARTICLE 20 – RAPPORT ANNUEL

Une évaluation est réalisée chaque année, donnant lieu à un rapport annuel portant sur des aspects pédagogique, administratif et financier. Ce rapport est rédigé par les responsables académiques du diplôme de l'INFN et de l'Université et le responsable du service commun de la formation continue de l'Université, en lien avec l'ensemble des acteurs du partenariat.
Il est transmis à chacune des parties à la convention.

ARTICLE 21 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Université et l'INFN étant soumis au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

21.1 Définitions

Dans le cadre de l'exécution de cette convention de partenariat, les parties s'entendent sur les définitions suivantes :

- **Réglementation sur la protection des données personnelles** : toute loi ou règlement relatif à la protection des données personnelles, et en particulier la Loi française n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, et le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « RGPD » ;

- **Donnée à caractère personnel ou donnée personnelle** : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») directement ou indirectement ;
- **Traitement** : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que définies à l'article 4.2 du RGPD ;
- **Violation des données à caractère personnel** : violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

21.2 Cadre général des opérations de traitement

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention de partenariat, des données portant sur les représentants, agents ou auditeurs des deux établissements sont traitées ou susceptibles de l'être par les deux parties.

Chaque partie détermine individuellement, en sa qualité de responsable de traitement, les moyens de la collecte de données personnelles et les finalités des opérations de traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre dans le cadre de l'exécution de la présente convention dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles.

Les échanges de données personnelles réalisés entre les parties seront effectués avec des outils numériques spécifiques de transfert de fichiers, sécurisés et souverains (exemple : File Sender).

21.3 Traitement des données

L'UNIVERSITÉ collecte et traite les données personnelles pour les finalités suivantes :

- Processus de sélection et d'inscription des étudiants et alternants aux parcours de la licence professionnelle métiers du notariat.
- Réunion de l'équipe académique des deux parcours et de l'équipe des tuteurs universitaires,
- Informations diverses donnés aux tuteurs entreprises ou maître d'apprentissage,
- Réunion des étudiants et alternants des deux parcours,
- Réunion du comité de perfectionnement,
- Délivrance des diplômes universitaires

Pour cela les données personnelles visées sont :
Nom, prénom, date de naissance, adresse, adresse mail, numéro de téléphone, diplômes et parcours de formation, RIB,

L'INFN collecte et traite les données personnelles pour les finalités suivantes :

- Processus d'inscription des étudiants aux parcours de la licence professionnelle métiers du notariat
- Communication relative à l'organisation du diplôme, des cours, période d'alternance et examens auprès des étudiants
- Informations sur l'organisation du diplôme auprès des tuteurs entreprises, maitre d'apprentissage, tuteur universitaire.
- Réunion des étudiants et alternants des deux parcours,
- Réunion du comité de perfectionnement,
- Recrutement et rémunération des enseignants et tuteurs

Pour cela, les données personnelles visées sont :

Nom, prénom, adresse, adresse mail, numéro de téléphone et, en tant que de besoin et notamment pour l'établissement des contrats de travail des enseignants et tuteurs le cas échéant : date de naissance, ville de naissance, numéro de sécurité sociale, RIB.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des Données personnelles des ressortissants européens qu'elle serait amenée à traiter dans le cadre de la présente convention.

21.4 Transfert de données à des tiers

Les parties peuvent devoir communiquer tout ou parties des données personnes à des autorités judiciaires ou administratives compétentes (« tiers autorisés ») en application du droit applicable, ou dans le cadre de décisions impératives. Les parties s'engagent à limiter la communication des données personnelles à ce qui est expressément et limitativement requis.
D'autres tiers peuvent être destinataires de ces données afin de garantir la bonne exécution de la présente convention.

Si l'une des parties doit faire appel à un sous-traitant pour des opérations impliquant le traitement de données personnelles collectées à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Elle doit nécessairement tenir informée l'autre partie qui dispose d'un droit d'opposition.

Les parties s'engagent à faire uniquement appel à des sous-traitants qui présentent les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que la législation française et européenne en matière de protection des données personnelles soit respectée.

21.5. Mesures générales

Chaque partie garantit à l'autre une collecte loyale et licite des données personnelles et le respect de l'information et du recueil du consentement des personnes concernées lorsque ce consentement est nécessaire pour permettre la mise en œuvre des traitements.

Chaque partie déclare qu'elle traite les données personnelles utilisées sur la base des fondements légaux qui lui sont opposables.

Chaque partie s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles.

Chaque partie s'engage à conserver les données personnelles pour une durée proportionnelle à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées et à tenir compte des durées de conservation légales qui lui sont opposables.

21.6. Droits des personnes concernées

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour l'UNIVERSITÉ : dpd@univ-lyon3.fr

- Pour l'INFN : ADNOV, cil@notaires.fr

ARTICLE 22 – FACULTÉ DE DÉNONCIATION

Chacune des parties a la faculté de dénoncer la présente convention avant le terme prévu, pour motif légitime, la dénonciation devant être notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum six (6) mois avant la date de la prochaine rentrée universitaire.
En cas de dénonciation, toute année universitaire de partenariat commencée doit être menée à son terme afin de ne pas créer de préjudice aux étudiants. Aucune des parties ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 23 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente Convention s'effectue par voie d'avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 24 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable.

À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

La présente convention est rédigée en trois (3) exemplaires identiques en français.

Pour l'INFN La Directrice générale adjointe **Mme Jézabel JANNOT,** À Paris, le Sur délégation du Directeur Général **M. Mustapha MEKKI**	Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 (L'UNIVERSITÉ) Le Président **M. Gilles BONNET** À Lyon, le 30/01/2025 UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3
Pour la Faculté de droit de l'université Jean Moulin Lyon 3 (VISA) Le Doyen **M. Olivier GOUT** À Lyon, le	

INFN LA GRANDE ÉCOLE DU NOTARIAT

UNIVERSITÉ DE LYON
UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

www.infn.fr

Institut national des formations notariales

Direction nationale **35 rue du Général Foy - 75008 Paris** | tél **01 43 87 44 07** | fax **01 43 87 23 76** | courriel **siege@infn-notaires.fr**

ANNEXES

ANNEXE 1 – SCHÉMA DES UNITÉS DE FORMATION DU DIPLÔME

SEMESTRE 5			
Pôle	**Contenu**	**Crédits**	**Durée**
1. Méthodologie générale, introduction, personnes, famille et patrimoine	Méthodologie ; Fondamentaux de droit des personnes et de la famille ; Régimes matrimoniaux ; Successions ; Libéralités	15	59 heures
2. Contrats, entreprise, garanties	Droit des obligations et des contrats; Droits des affaires ; Sûretés	15	69 heures
TOTAL SEMESTRE 5		**30**	**128 heures**

Pôle	**Contenu**	**Crédits**	**Durée**
3. L'immeuble	Fondamentaux de droit des biens Urbanisme ; Construction ; Copropriété ; Vente immobilière ; Publicité foncière	14	78 heures
4. Pratique et droit professionnels	Fondamentaux de droit professionnel notarial ; Techniques de rédaction Techniques liquidatives ; Fiscalité ; Anglais juridique	12	101 heures
5. Gestion de projets (rapport de Stage ou d'activité)	Rédaction d'un livret rapport de Stage (ou rapport d'activité si dispense)	2	30 heures
6. Gestion de projets (Projet tutoré)	Rédaction d'un mémoire sous la direction d'un tuteur universitaire.	2	70 heures
TOTAL SEMESTRE 6		**30**	**279 heures**

TOTAL SEMESTRES 5 et 6	**407 heures**

Numéro	**Regroupement**	**Durée**
1	Méthodologie	21 heures
2	Révision des Pôles 1 et 2	21 heures

3	Révision des Pôles 3 et 4	21 heures
TOTAL DES REGROUPEMENTS		**63 heures**
TOTAL FORMATION		**470 heures**

ANNEXE 2

Chaque enseignement semestriel n'est dispensé qu'une fois par an ; il est suivi d'un examen terminal sans contrôle continu.

Si des situations exceptionnelles affectent le déroulement normal des examens, l'Université Jean Moulin Lyon 3 peut adapter les modalités d'évaluation en garantissant la qualité du diplôme délivré, notamment en recourant aux usages du numérique.

1.1. Les examens terminaux

La formation comprend un examen terminal à la fin de chaque semestre pour chacun des Pôles 1 à 6.

Les pôles sont sanctionnés par des examens finaux et donnent lieu à une épreuve écrite ou orale organisée à la fin de chaque semestre.

Les Pôles 1 et 2 font l'objet d'examens au premier semestre, les pôles 3 à 6 font l'objet d'examens au deuxième semestre.

Au total, quatre épreuves écrites sont organisées. Chaque pôle, de 1 à 4, donne lieu à une note sur 20.

Le pôle 5 et le pôle 6 (Gestion de Projet - rapport de stage/d'activité et rapport pédagogique) sont sanctionnés par une note commune.
Sous la direction d'un spécialiste du droit notarial, le participant doit rédiger un projet sur un sujet défini en accord avec son tuteur, portant sur l'étude et la résolution d'un cas rencontré dans l'entreprise. Le projet est noté et fait l'objet d'une soutenance, durant laquelle est apprécié l'ensemble des acquis de l'étudiant.

1.2. Durée des examens

Pôle	Type d'examen	Durée
1. Méthodologie générale, introduction, personnes, famille et patrimoine	Examen écrit	4 heures

2. Contrats, entreprise, garanties	Examen écrit	4 heures
3. L'immeuble	Examen écrit	4 heures
4. Pratique et droit professionnels	Examen écrit	4 heures
5 & 6. Gestion de projets (rapport de Stage ou d'activité et projet tutoré)	Rapport de Stage (ou rapport d'activité si dispense) et Projet tutoré avec soutenance devant un jury (remise préalable d'un écrit)	Soutenance orale 20 minutes

1.3. Aménagement des examens pour les étudiants en situation de handicap

Les participants en situation de handicap conformément à la circulaire 2011-220 du 27 décembre 2011 peuvent bénéficier d'aménagements spécifiques lors des épreuves. La demande doit être effectuée auprès de la Médecine Préventive dans un délai de quatre semaines après le début du démarrage des enseignements et signifiée à la scolarité de la licence. Pour toutes informations : Pôle Handicap Etudiant de l'Université (Tél. : 04.26.31.86.56 ; handicap@univ-lyon3.fr).

1.4. Absence à un examen

L'absence d'un étudiant à un examen terminal de fin de semestre vaut défaillance de l'étudiant. Dans ce cas, le jury ne peut valablement délibérer sur les résultats de l'intéressé, qui ne sont pas calculés.

1.5. Retard à un examen

L'accès à une salle d'examen reste autorisé à l'étudiant retardataire qui se présente après l'ouverture des enveloppes contenant les sujets, uniquement si ce retard n'excède pas 30 minutes. Aucun temps supplémentaire de composition ne sera donné au candidat concerné.

1.6. Organisation d'une deuxième session d'examens

Une deuxième session est ouverte à tout étudiant n'ayant pas validé un ou plusieurs pôles pour cause de note inférieure à 10 sur 20 ou pour absence. Les notes obtenues lors de la deuxième session d'examens se substituent à celles de première session.

1.7. Consultation des copies

Les étudiants peuvent demander la consultation de leurs copies sur prise de rendez-vous en présentiel ou en distanciel auprès du secrétariat de la scolarité de l'Université Lyon 3.

1.8. Documents autorisés pendant les examens

Direction nationale 35 rue du Général Foy - 75008 Paris | tél. 01 43 87 44 07 | fax. 01 43 87 23 76 | courriel infn@notaires.fr

Les documents autorisés lors d'un examen sont précisés sur la convocation à l'examen, envoyée à l'étudiant. Sans précision, aucun document n'est autorisé.

1.9. La discipline

Toute fraude ou tentative de fraude constatée, notamment à un contrôle de connaissance, est sanctionnée et peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire (articles R. 811-11 et suivants du code de l'éducation).

1.10. Expérience en milieu professionnel (Pôle 5. Stage) :

Dans le cadre des Pôles 5 et 6, le participant doit accomplir une période de pratique en entreprise de 3 mois minimum idéalement du 1er avril au 30 juin.
Les participants qui réaliseront cette période de pratique en entreprise sous forme de stage, devront signer une convention de stage tripartite obligatoirement. La demande de convention de stage devra être sollicitée sur le portail de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dédié à l'édition des conventions.
A l'issue du stage, les participants devront rédiger un rapport de stage.
Les participants salariés (CDD ou CDI) devront fournir une attestation de leur employeur au secrétariat de la scolarité afin de justifier de la non-réalisation d'un stage. Après validation du secrétariat de la scolarité, le participant salarié sera dispensé de la réalisation d'un stage. Dans cette situation, le participant devra rédiger un rapport d'activité.

Direction nationale **35 rue du Général Foy - 75008 Paris** | tél. **01 43 87 44 07** | fax. **01 43 87 23 76** | courriel **siege@infn-notaires.fr**

CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2024-12-F-083

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** ».

L'université Jean Moulin agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;
Agissant pour le compte du **Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit** (**CLEA**) ;
Représenté par son Directeur, François LANTIN ;

Ci-après dénommé **« iaelyon ».**

D'une part,

Et

La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes ;
Sise 200/2016 rue Raymond Losserand CS 70044 75680 Paris Cedex 14 ;
Représentée par son Président, Philippe VINCENT ;

Ci-après dénommée « **CNCC** ».

Et

La Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Lyon-Riom (CRCC Lyon-Riom) ;
Sise 51 rue Montgolfier – 69006 Lyon ;
Représentée par son Président, Olivier ARTHAUD ;

Ci-après dénommée « **CRCC Lyon-Riom** ».

D'autre part,

PRÉAMBULE

Cette convention traduit la volonté commune de la CNCC, de la CRCC Lyon-Riom et du CLEA de l'iaelyon de développer un partenariat pour la création du Master Finance parcours Audit Financier ouvert en 2016. Il a pour objectif d'associer les efforts de chacune des parties en vue de valoriser la professionnalisation du Master en adéquation avec les attentes de la profession.

L'iaelyon – Université Jean Moulin, créé en 1956, est aujourd'hui l'un des plus importants pôles universitaires français de formation et de recherche à la gestion et au management.

L'iaelyon offre à ses 7 000 étudiants de formation initiale et participants de formation continue des parcours professionnalisant de haut niveau et un enseignement d'excellence dans le domaine de la gestion et du management. 165 enseignants permanents associés à plus de 400 intervenants professionnels préparent ainsi de futurs décideurs responsables adaptés aux nouvelles réalités des mondes professionnels.

L'iaelyon est le 1er centre régional de formation aux métiers de l'expertise comptable et de l'audit avec plus de 700 étudiants de Bac +1 à Bac +5 en formation initiale, formation continue et en alternance, sur les sites de Lyon, Bourg et dans les programmes délocalisés.

Le CLEA (Centre Lyonnais d'Expertise Comptable et d'Audit) a pour principal objectif de structurer l'ensemble de la filière expertise-comptable et audit de l'iaelyon.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la convention est de rapprocher les parties afin d'assurer la mise en œuvre d'une formation adaptée pour permettre aux étudiants d'intégrer la filière de l'audit et du commissariat aux comptes en particulier en vue de l'obtention du CAFCAC tout en répondant aux attentes de la profession

ARTICLE 2 – FORMATIONS CONCERNÉES

La présente convention concerne spécifiquement la professionnalisation du master Finance parcours Audit Financier (1ère et 2ème années).

ARTICLE 3 – ORGANISATION DES FORMATIONS

La présente convention est établie au profit des étudiants titulaires d'un Master (ou en cours d'obtention), toutes spécialités confondues, reconnu par l'Etat.

3.1. Description des cours

Le Master Finance parcours Audit Financier se positionne non seulement en réponse aux attentes de la profession représentée par la CNCC et la CRCC Lyon-Riom, mais également en conformité avec le programme des Certificats Préparatoires et Certificats d'Aptitude aux fonctions de Commissaire aux Comptes (CPCAC et CAFCAC) définis par les arrêtés du 5 mars 2013, JO n°0056 du 7 mars 2013 – Textes 3, 4 et 5.

Le diplôme se déroule sur 2 années avec un M1 Finance suivi d'une 2ème année de spécialisation permettant de répondre à l'ensemble du programme du CPCAC. La réussite au CPCAC permet aux candidats de s'inscrire à l'issue de leur Master au stage professionnel de 3 ans de commissariat aux comptes. Les étudiants bénéficient également d'une partie des enseignements nécessaires à la préparation du CAFCAC.
Depuis les diplômés 2022 du master 2 Finance parcours audit financier, ces derniers sont dispensés des épreuves n°2, 6 et 7 du DSCG. *(BOESRI_46_143256 - Art 2 NOR ESRS2135113A arrêté du 25 oct 2021 – MESRI – DGESIP A1-3 – MEFR)*

3.2. Programme et durée de la formation

Les enseignements d'un volume horaire total de 930 h (462 h en M1 et 468 h en M2) sont prévus sur un rythme de formation en alternance.

A compter de 2024, il est expérimenté un 100 % alternance.
Si cela n'était pas concluant, la formation redeviendrait FI / FA avec un volume total horaire pour les FI de 642 h dont 278 h pour le M1 et 364 h pour le M2
Pour les étudiants en formation initiale, un stage obligatoire de 6 mois a lieu en M1 à partir du 15 janvier et du 10 janvier (pour le M2, le stage devra respecter les périodes de retour de cours du calendrier d'alternance).

La maquette de cours du Master Finance parcours Audit Financier et CAFCAC est présentée en annexes 1 et 2 (parcours type M1 + M2).

Les enseignements sont réalisés par des enseignants-chercheurs et pour une part importante par des intervenants professionnels.

L'enseignement en anglais constitue l'une des particularités du Master compte tenu de l'importance croissante de la pratique de la langue anglaise nécessaire tant pour l'épreuve orale d'anglais du CPCAC et du CAFCAC que pour les débouchés professionnels.
Un renforcement des cours relatifs au Droit et aux Systèmes d'information/data analytics/IA est proposé

Les méthodes et moyens mobilisés pour l'organisation pédagogique sont les suivantes :

- Très large majorité d'enseignements mixtes théoriques et empiriques assurée en présentiel ;
- Mise à disposition de modules Moodle pour les documentations techniques et e-learning ;
- Existence de cours en blended (alternance e-learning et présentiel) ;
- Serious Game pour des mises en situation ;
- Mise en situation sur des logiciels d'audit utilisés par les professionnels.

Le contrôle des connaissances et des compétences est réalisé pour chaque module de cours en prenant la forme de :

- Contrôle continu (sans rattrapage) ;
- Etudes de cas faisant l'objet de restitution écrites et orales conformes aux attentes professionnelles.

Des actions et projets sont mises en place avec le soutien de la CNCC et de la CRCC Lyon Riom :

- Hackaudit de la CNCC ;
- Accompagnement et sponsoring au voyage d'étude et de promotion organisés par les étudiants ;
- Attribution d'un parrain de promotion pour les :
  - M1 : au choix parmi les acteurs de la profession
  - M2 : Président de la CRCC Lyon Riom

ARTICLE 4 – MODALITÉS ET DROITS D'INSCRIPTION

4.1. Modalités d'inscription

Les parties conviennent de mentionner leur collaboration dans leurs publications respectives.

La CNCC et la CRCC Lyon-Riom informent les étudiants des possibilités de préparation du CPCAC auprès du CLEA de l'iaelyon et diffusent la documentation correspondante.

Les prérequis indispensables concernent notamment le programme de comptabilité générale et de droit des sociétés. Une connaissance de la comptabilité approfondie, de la finance et

d'autres droits comme le droit fiscal est également un atout clé pour intégrer la formation. La présentation d'un score au TOIEC supérieur ou égal à 750 est fortement recommandée.

Pour postuler, les étudiants doivent justifier :

- Soit d'une licence (120 crédits) pour entrer en M1 soit d'une 1ère année de Master (60 crédits) dans un domaine de formation compatible avec la spécialisation envisagée pour entrer en M2 ;
- Soit, dans les mêmes conditions, d'un diplôme ou titre homologué par l'Etat au niveau II ou reconnu, au même niveau, par une règlementation nationale ;
- Soit de la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels, définie par le décret n°2013-756 du 19 août 2013 modifié par le 21 août 2013.

Les candidatures au titre de la formation continue font l'objet d'une sélection et éventuellement d'une demande de validation des acquis par un jury ad'hoc.

4.2. Droits d'inscription

Les droits d'inscription sont versés à l'iaelyon – Université Jean Moulin selon les modalités générales d'inscription. Les droits d'inscription sont ceux définis pour les étudiants de Master au niveau national par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche.

ARTICLE 5 – COMITÉ DE PILOTAGE ET COMITÉ D'APPUI

Le suivi et l'adaptation des formations liées à la filière du commissariat aux comptes, ainsi que le suivi des actions communes, se font à travers un Comité de pilotage.

5.1. Composition du Comité de pilotage

Ce Comité de pilotage est composé au niveau de la mention Finance de 6 membres, à savoir :

- Trois personnalités désignées par la CNCC ;
- Trois personnalités désignées par l'iaelyon.

Pour la CNCC et la CRCC Lyon-Riom, sont membres de droit du Comité de pilotage :

- Le Président de la Commission Formation initiale ;
- Le Président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC Lyon-Riom) ou son représentant ;
- Une troisième personne désignée par le Président de la CRCC Lyon-Riom.

Pour l'iaelyon, sont membres de droit du Comité de pilotage :

- Le Responsable du PER Finance de l'iaelyon ;
- Le Directeur du CLEA de l'iaelyon ;
- Le Responsable pédagogique du Master Finance parcours Audit financier

5.2. Présidence du Comité de pilotage

La présidence du Comité de pilotage est assurée par l'une des personnalités désignées par le Président de la CRCC Lyon-Riom. En cas d'égalité des votes, la voix du Président du Comité de pilotage est prépondérante.

5.3. Rôle du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage a pour tâche de suivre et harmoniser les formations proposées par l'entité. Il veille au bon déroulement de la formation et de la conformité du programme mis en place, dont la CNCC est garante. Le Comité de pilotage dresse annuellement un bilan de la formation (déroulement, modalités de contrôle des connaissances et réussite, insertion professionnelle). Ce bilan est transmis à la Commission formation dans le cadre de la demande qualité de l'établissement.

Pour les produits définis en commun par les partenaires de cette convention, le Comité de pilotage se donne les moyens d'une politique tarifaire harmonisée de ces derniers.

5.4. Personnes assistant au Comité de pilotage

Toute autre personne peut être invitée par le Président du Comité de pilotage à participer à une ou plusieurs réunions en fonction des besoins liés à l'ordre du jour.

5.5. Fonctionnement du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an, sur convocation de son Président, à l'initiative de ce dernier ou de l'iaelyon. Ils arrêtent conjointement l'ordre du jour. A l'issue de cette réunion, il est fait un compte-rendu des activités communes à l'iaelyon et à la CNCC par le Comité d'appui.

5.6. Comité d'appui

Il est composé des membres du Comité de pilotage ou d'une partie d'entre eux, en fonction des questions à traiter. Il peut s'adjoindre le conseil de personnes extérieures au Comité de pilotage.

Le Comité d'appui a pour rôle de mettre en œuvre la politique définie par le Comité de pilotage. Il se réunit autant de fois qu'il est nécessaire à l'initiative du président de la CNCC ou de son représentant et/ou de la Directrice Générale de l'iaelyon ou de son représentant.

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin, le CNCC et le CRCC Lyon-Riom conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécutif du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux déléguées à la protection des données personnelles des deux établissements :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour le CNCC : protection.donnees@cncc.fr
- Pour le CRCC Lyon-Riom : contact@crcc-lyon-riom.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet évènement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

À l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024.
Elle est conclue jusqu'au terme de l'accréditation 2023-2027 de l'Université Jean Moulin soit jusqu'au 31 août 2027.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des dispositions de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des parties.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Chaque partie peut résilier la présente convention à la fin d'un cycle de formation. Sa dénonciation doit être signifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 1er avril précédant la rentrée universitaire.

ARTICLE 10 – LITIGES

Si un différend survient à l'occasion de la conclusion, de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les partenaires s'efforceront de le régler à l'amiable, préalablement à toute action en justice.

En cas de désaccord persistant, attribution de juridiction est faite au tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en cinq exemplaires originaux, le 20/12/2024

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour l'iaelyon,** La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour le CLEA,** Le Directeur, **François LANTIN**
Pour la CNCC, Le Président, **Philippe VINCENT**	**Pour la CRCC Lyon-Riom,** Le Président, **Olivier ARTHAUD**	

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

CLEA iaelyon
Centre Lyonnais d'Expertise Comptable et d'Audit

CNCC COMPAGNIE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CRCC COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES LYON-RIOM

ANNEXE 1 : MASTER MENTION FINANCE PARCOURS AUDIT FINANCIER – MODALITÉS D'ÉVALUATION – FORMATION INITIALE

MASTER MENTION FINANCE PARCOURS AUDIT FINANCIER (ALTERNANCE) - MODALITES D'EVALUATION

SEMESTRE 1

N° UE	Libellé matière	Nombre d'heures			Type d'épreuves (Nombre de points affecté / durée)										Crédits ECTS
					Travaux Dirigés		Interrogation Ecrite		Epreuve Ecrite		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 1		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 2		
		CM	TD	Total	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	
UE1 - Cgao1FI - Analyse et évaluation financière	Analyse et évaluation financière	24	16	40							60		60		6
UE2 - Cgao1FI - Fundamentals of finance and research	Fundamentals of finance and research	24	16	40							60		60		6
UE3 - Fin1FIFp - Analyses comptables et financières approfondies	Analyses comptables et financières approfondies	24	16	40							60		60		6
UE4 - Cours e-learning (2 cours) + cours de spécialité (1 cours)	Cours 1 à choisir parmi la liste des cours à choix (e-learning)***	20		20							30		30		3
	Cours 2 à choisir parmi la liste des cours à choix (e-learning)***	20		20							30		30		3
	Cours 3 à choisir parmi la liste des cours à choix (spécialité)	20		20							30		30		3
UE5 - Jeu d'entreprise	Jeu d'entreprise/business game	20		20							30		30		3
UE6 - Professionnalisation	Projets de groupe**		35	35											
	Tutorat collectif (retour d'alternance)		12	12											
	Tutorat individuel		3	3											
	TOTAL	152	98	250							300		300		30

SEMESTRE 2

N° UE	Libellé matière	Nombre d'heures			Type d'épreuves (Nombre de points affecté / durée)										Crédits ECTS
					Travaux Dirigés		Interrogation Ecrite		Epreuve Ecrite		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 1		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 2		
		CM	TD	Total	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	
UE1 - Fin1FIFp - Audit financier appliqué	Audit financier appliqué	24	16	40							60		60		6
UE2 - Fin1FIFp - Finance d'entreprise	Finance d'entreprise	24	16	40							60		60		6
UE3 - Conférences	Conférences	20		20											
UE4 - Cours e-learning (2 cours)	Cours 1 à choisir parmi la liste des cours à choix***	20		20							30		30		3
	Cours 2 à choisir parmi la liste des cours à choix***	20		20							30		30		3
UE5 - Séminaire international	Séminaire international	18		18							30		30		3
UE6 - Expérience professionnelle	Note Entreprise										40				2
	Note de synthèse et Soutenance										70		70		7
UE7 - Professionnalisation	Projets de groupe**		35	35											
	Tutorat collectif (retour d'alternance)		12	12											
	Tutorat individuel		7	7											
	TOTAL	126	86	212							320		280		30

** Heures non rémunérées

*** 1 heure de TD par groupe de 6 étudiants - Dans le cadre des formations relevant de la formation professionnelle, heures non facturées.

278 184 462

ANNEXE 2 : MASTER 2 FINANCE PARCOURS AUDIT FINANCIER

MASTER MENTION FINANCE PARCOURS AUDIT FINANCIER - MODALITES D'EVALUATION

SEMESTRE 3																
N° UE	Libellé matière	Nombre d'heures			Type d'Epreuves (Nombre de points affecté / durée)										Crédits ECTS
					Travaux Dirigés		Intérrogation Ecrite		Epreuve Ecrite		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 1		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 2		
		CM	TD	Total	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	
UE1 - Audit légal & Audit des SI	Audit légal & Audit des SI	40		40							60		60		6
UE2 - Audit Financier Appliqué	Audit Financier Appliqué	40		40							60		60		6
UE3 - Outils SI apppliqués au métier de l'auditeur	Outils SI apppliqués au métier de l'auditeur	40		40							60		60		6
UE4 - Comptabilité approfondie et Consolidation / IFRS	Comptabilité approfondie et Consolidation / IFRS	40		40							60		60		6
UE5 - 1 cours Elearning + 1 cours spécialité	RSO (cours en e-learning) ***	20		20							30		30		3
	Soft skill - Communiquer et manager en audit	20		20							30		30		3
UE5 bis - CPCAC 1	CPCAC 1 ****	20		20											0
UE6 - Professionnalisation	Projets de groupe ****		35	35											
	Tutorat collectif		12	12											
	Tutorat individuel		3	3											
	TOTAL	220	50	270							300		300		30

SEMESTRE 4																
N° UE	Libellé matière	Nombre d'heures			Type d'Epreuves (Nombre de points affecté / durée)										Crédits ECTS
					Travaux Dirigés		Intérrogation Ecrite		Epreuve Ecrite		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 1		Epreuve Ecrite / Epreuve Orale 2		
		CM	TD	Total	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	Nb Pts	Durée	
UE1 - Nouvelles missions d'audit & "soft Skill - How to communicate in Finance"	Nouvelles missions d'audit & "soft Skill - How to communicate in Finance"	40		40							60		60		6
UE2 - Droit appliqué aux auditeurs	Droit appliqué aux auditeurs	40		40							60		60		6
UE3 - Développer ses aptitudes d'auditeurs	Développer ses aptitudes d'auditeurs	20		20							30		30		3
UE4 -Séminaire international et projet de fin d'études	Projet de fin d'études	22		22							30		30		3
	Séminaire international	18		18							20		20		2
UE5 : Professionnalisation	Projets de groupe ****		35	35											
	Tutorat collectif		12	12											
	Tutorat individuel		7	7											
UE6 : Stage et Mémoire	Méthodologie du mémoire (2h mention)	2		2											
	Méthodologie du mémoire (2h spécifiques parcours)	2		2											
	Mémoire (75%) et soutenance (25%) du mémoire de fin d'études										120		40		8
	Mission de professionnalisation (note de l'entreprise)										40				2
	TOTAL	144	54	198							360		240		30

*** 1 heure de TD par groupe de 6 étudiants - Dans le cadre des formations relevant de la formation professionnelle, heures non facturées.

**** Heures non rémunérées

CONVENTION DE PARRAINAGE AVEC LA SOCIÉTÉ AGILI(3F)
N°2024-12-F-084

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

L'université agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;
Agissant pour le compte du **Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit** (**CLEA**),
Représenté par son Directeur, François LANTIN

Ci-après dénommé **« iaelyon »,**

D'une part,

Et

La société **AGILI(3F)**, Cabinet d'expertise-comptable et d'audit,
N° SIRET 840 062 442 00032
Sis 69 Boulevard des Canuts - 69004 Lyon,
Représentée par son Directeur Général, LIMAZO, EURL représentée par son Gérant, Cédric DESACHY ;

Ci-après dénommée « **AGILI(3F) »**

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Cette convention traduit la volonté commune de **AGILI(3F)** et du **CLEA** de l'iaelyon de développer des actions en faveur de l'insertion professionnelle des étudiants issus des filières de formations universitaires aux métiers de l'expertise comptable, de l'audit. Cette convention a pour objectif d'associer les efforts de chacune des parties en vue de la mise en œuvre d'une action dénommée « parrainage de promotion » du Master Comptabilité Contrôle Audit (CCA).

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'énoncer les principes et de préciser les modalités générales de la mise en œuvre d'un parrainage de promotion entre la société AGILI(3F) et le CLEA.

Les principaux objectifs annoncés sont, en vue de leur insertion professionnelle à venir, de faire bénéficier aux étudiants :

- Participation aux jurys de sélection ;
- Invitation et mise à l'honneur du parrain lors du séminaire de rentrée des promotions ;
- Organisation d'une conférence à destination des étudiants sur un thème d'actualité ;
- Discours du parrain lors de la remise des diplômes à l'iaelyon ;
- Affichage du logo sur les supports de communication dédiés au gala de remise des diplômes.

Afin de mettre en œuvre ce parrainage de promotion lié aux objectifs communs d'insertion professionnelle des étudiants du CLEA, la société AGILI(3F) décide de soutenir financièrement le CLEA de l'iaelyon dans son action en faveur de la filière expertise-comptable et audit.

En contrepartie, la société AGILI(3F) bénéficiera du soutien nécessaire à la mise en œuvre et à l'organisation du parrainage de promotion demandée.

Article 2 – Modalités financières

L'iaelyon adressera à la société AGILI(3F) une facture de 2000 euros TTC pour chaque parrainage de promotion organisé. Le règlement devra être établi à l'ordre de Monsieur l'Agent comptable de l'Université Jean Moulin.

Titulaire du compte	UNIVERSITE Jean MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRESORERIE GENERALE DU RHONE TPLYON 3 rue de la Charité - 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
code BIC	TRPUFRP1
code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 3 - Mise en œuvre et suivi de la convention

La présente convention est conclue pour l'organisation d'un parrainage de la promotion 2024/2025 du Master Comptabilité Contrôle Audit (CCA) de l'iaelyon.

Les parties conviennent d'échanger suite à la tenue du parrainage de promotion afin de procéder à un bilan de l'opération et à évaluer son éventuelle reconduction à la demande de la société AGILI(3F).

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin et AGILI(3F) conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécutif du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les Parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux déléguées à la protection des données personnelles des deux établissements d'enseignement supérieur :

- Pour l'Université Jean Moulin : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour AGILI(3F) : contact@agili3F.com

Les Parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet évènement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque Partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la règlementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention de partenariat prend effet à compter du 1er septembre 2024.
Elle est conclue pour la durée de l'année universitaire 2024/2025 soit jusqu'au 31 août 2025.
Elle est modifiable par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : Résiliation

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

ARTICLE 7 : Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 20/12/2024

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour AGILY(3F),** Le Gérant de LIMAZO, **Cédric DESACHY**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour le CLEA,** Le Directeur, **François LANTIN**

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative au Master 2 Droit-Economie-Gestion, mention Management et Administration des Entreprises (MAE)
parcours Management Général & General Management Program (GMP)
n° 2024-12-F-086

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

L'université agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommée « **iaelyon** »

D'une part,

Et

La fondation ECAM LaSalle
Ecole d'ingénieurs habilitée par la CTI (Commission des Titres d'Ingénieurs) et établissement d'enseignement supérieur général (EESPIG) reconnu par le MESR par le BO du 12 mai 2016.
Sise 40 Montée Saint Barthélémy – 69321 LYON Cedex 05
Représentée par son Directeur Général pour la fondation ECAM LaSalle, Didier DESPLANCHE

Ci-après dénommée « **ECAM** »

D'autre part

***Vu** articles L.123-4 et L.718-16 du Code de l'Education*

***Vu** l'arrêté du 20 juillet 2022 portant sur l'accréditation de l'Université Jean Moulin en vue de la délivrance des diplômes nationaux,*

***Vu** la convention de partenariat 2023-04-F-029 et son avenant n°1 2023-09-F-059 entre l'Université Jean Moulin et plus particulièrement l'iaelyon et l'ECAM ;*

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Prorogation de la convention n°2023-04-F-029

Conformément l'article 5 de la convention de partenariat visée ci-dessus, la convention initiale est reconduite pour les années universitaires 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027.

Article 2 - Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024 et jusqu'au 31 août 2027. Elle est conclue pour toute la durée d'accréditation de l'université Jean Moulin en vue de la délivrance des diplômes nationaux.

Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux, le 20/12/2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,	**Pour l'iaelyon**, La Directrice Générale,	**Pour ECAM La Salle**, Le Directeur Général,
Gilles BONNET	**Marie-Christine CHALUS**	**Didier DESPLANCHE**

UNIVERSITE JEAN-MOULIN LYON 3

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | JEAN MOULIN

BTP CFA AFRA
Le réseau de l'apprentissage BTP

CONVENTION D'UNITÉ DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE
RELATIVE À LA LICENCE PROFESSIONNELLE

Métiers du BTP : Bâtiment et Construction
Spécialité « Chargé d'Affaires en Bâtiment »
N°2024-12-F-087

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N°Siret : 196 924 377 00282,
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET agissant dans le cadre d'un projet porté par :
L'iaelyon School of Management
Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,
Ci-après dénommé « **iaelyon** » ou « **UFA** »

D'une part,

Et

Le BTP CFA AFRA, Etablissement d'Enseignement secondaire technique ou professionnel
SIRET n° 41884676200031
Sis 3 Place du Paisy 69570 Dardilly,
Représenté par le Président de l'organisme gestionnaire BTP CFA AUVERGNE RHÔNE-ALPES, Bernard NICOUD,
Ci-après dénommé « **CFA** »,

D'autre part,

VU les articles L. 123-4, L.123-5 et L.718-16 du Code de l'Education ;
VU les articles L.6211-1 et suivants, L.6233-1, R.6233-1 et R.6233-2 du Code du Travail
VU l'arrêté du 06 décembre 2019, relatif à la licence professionnelle ;
VU la loi du 05 septembre 2018 relative à la liberté de choisir son avenir professionnel ;
VU *l'arrêté ministériel du 20 juillet 2022 ayant pour objet l'accréditation de l'Université Jean Moulin Lyon3 en vue de la délivrance des diplômes nationaux ;*

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux articles L.6211-1 et suivants, L.6233-1, R.6233-1 et R.6233-2 du Code du Travail, il est mis en place au sein de l'établissement une Unité de Formation par Apprentissage (U.F.A.) en vue de mettre en œuvre des formations fondées sur l'alternance sous contrat d'apprentissage pour la préparation du diplôme suivant :

Licence professionnelle Métiers du BTP : Bâtiment et Construction,
Spécialité « Chargé d'Affaires en Bâtiment »

pour **24 apprentis** de la **promotion 2024/2025.**

Conformément à la maquette du diplôme, la durée de la formation est de **561 heures programme pour 2024-2025.**

Cette action s'inscrit dans le cadre du développement des formations en alternance souhaitées par les branches professionnelles du BTP, le Rectorat et la Région Auvergne Rhône-Alpes.

ARTICLE 2 – ADMISSION DES CANDIDATS ET INSCRIPTION

Cette formation s'adresse aux étudiants qui n'ont pas 29 ans révolus lors du dépôt de leur dossier de candidature auprès de l'université et qui ont fait l'objet d'une première sélection effectuée par l'équipe pédagogique de l'iaelyon.

Les candidats à la formation sont sélectionnés sur dossier, suivi d'un entretien, selon les procédures en vigueur au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

L'admissibilité est prononcée par un jury composé d'un responsable pédagogique de l'iaelyon et d'un professionnel pouvant être issu de Sup'LaMache. Il comprend des représentants des deux partenaires chargés de l'examen des candidatures et de l'entretien oral avec les candidats.

Ce n'est qu'après la signature d'un contrat qu'un apprenti peut s'inscrire définitivement à l'Université Jean Moulin Lyon 3 ; compte tenu de leur statut d'apprentis, ils sont exonérés des droits d'inscription fixés annuellement par arrêté ministériel, mais doivent s'acquitter de la CVEC (Contribution Vie Etudiante et de Campus) d'un montant de 103 euros, instituée par la Loi « Orientation et réussite des étudiants », promulguée le 08 mars 2018.
Cette contribution est « *destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter des actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention* » (article L.841-5 du Code de l'Education).
Ils peuvent, s'ils le désirent, s'inscrire à leurs frais aux différents services proposés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Service des sports, Maison des Langues, etc.).

Cette formation en alternance est aussi proposée en contrats de professionnalisation pour lesquels les conventions de formation sont établies directement par l'iaelyon.

Cette formation en alternance peut être proposée en Formation Professionnelle Adultes ou en VAE. Les conventions de formation professionnelle adultes sont établies directement par l'iaelyon.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ PÉDAGOGIQUE

L'Université Jean Moulin Lyon 3 exerce la responsabilité pédagogique des enseignements dispensés en son sein, en lien avec le C.F.A. De plus, elle est responsable de l'organisation du contrôle des connaissances et de la délivrance du diplôme conformément aux articles L.613-1 et L. 642-1 du Code de l'Education.

Le jury chargé d'évaluer les candidats est arrêté par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition de la Directrice Générale de l'iaelyon.

Dans le cadre du partenariat, l'Université Jean Moulin Lyon 3 assure l'entière responsabilité de la sélection, de l'organisation des examens, du contrôle des connaissances ainsi que de la délivrance du diplôme.

La responsabilité pédagogique de la **Licence Professionnelle Métiers du BTP : Bâtiment et Construction, Spécialité « Chargé d'Affaires en Bâtiment »** relève de la compétence exclusive de l'iaelyon. Cette formation est sous la responsabilité pédagogique d'un enseignant désigné par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition de la Directrice Générale de l'iaelyon. Il est responsable de la sélection des étudiants, de la coordination des enseignements et de la bonne tenue des jurys de sélection, de soutenance et de délibération. De son côté, le C.F.A. s'engage à désigner un responsable pédagogique au sein de son établissement. Ce dernier est présent ou représenté lors de chacun des jurys. Les jurys sont constitués à parité entre les différents partenaires et présidés par un représentant de l'iaelyon.

Les modalités pédagogiques sont prévues dans le dossier d'accréditation du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur et dans le régime des examens du diplôme, approuvé par le Conseil d'Administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

ARTICLE 4 – DÉMARRAGE DE LA FORMATION

La recherche des apprentis est de la responsabilité du C.F.A., de Sup'Lamache et de l'iaelyon qui en assument la charge. L'iaelyon valide les candidatures et les postes de travail des apprentis.

Si le flux n'est pas atteint, le C.F.A. fixera le seuil minimal d'ouverture. En cas de non démarrage de la formation, le C.F.A. prendra en charge, jusqu'à la date de décision, les frais de personnels qui auront été éventuellement engagés par l'établissement au titre de la préparation de l'action.

ARTICLE 5 – ORGANISATION GÉNÉRALE

Le Directeur du C.F.A. exerce la responsabilité générale de la formation où est créée l'U.F.A.. La Directrice de l'iaelyon est chargée de la direction pédagogique des enseignements au sein de l'U.F.A., et veille à la qualité du fonctionnement pédagogique et administratif de la formation relevant de l'apprentissage. Les apprentis doivent respecter le règlement intérieur du C.F.A. et celui de l'établissement de formation où est créée l'U.F.A.

La responsabilité financière est du seul ressort du C.F.A.

ARTICLE 6 – COMITÉ DE LIAISON ET COMITÉ DE PILOTAGE

Conformément aux articles R. 6233-46 et R. 6233-49 du Code du Travail, il est mis en place un Conseil de liaison entre l'établissement de formation où est créée l'U.F.A. et le C.F.A.

6.1. Comité de liaison

Ce comité de liaison est présidé par le responsable d'établissement. Il comprend à parts égales :

- Des représentants désignés par le Conseil de l'établissement de formation où est créée l'U.F.A.
- Des représentants désignés par le Conseil de Perfectionnement du C.F.A.

Le comité de liaison a pour mission de s'assurer de la conformité du fonctionnement de l'U.F.A. par rapport aux stipulations de la présente convention, notamment en ce qui concerne l'organisation pédagogique et le contenu des enseignements (Article R. 6233-47 du Code du Travail).

Le Comité de liaison est convoqué par le CFA à l'initiative conjointe du Directeur du C.F.A. et de la Directrice de l'U.F.A. ou de son représentant. L'ordre du jour sera établi conjointement. Le C.F.A. rédigera et adressera le compte-rendu aux participants du Comité de pilotage.

6.2. Comité de pilotage

Afin d'assurer un lien étroit et permanent entre les acteurs de la formation que sont les entreprises et l'établissement de formation, il est mis en place un Comité de pilotage de l'U.F.A.

Ce Comité de pilotage sera informé des modalités de fonctionnement de l'U.F.A. sur les plans administratif, pédagogique et financier.

En tant que de besoin, le Comité de pilotage pourra mettre en place des groupes de travail mixtes chargés d'examiner les aspects particuliers du fonctionnement de l'U.F.A.

Le Comité de pilotage peut accueillir toute personne susceptible d'apporter un éclairage ponctuel sur le déroulement de l'U.F.A. après accord entre le Directeur du C.F.A. et la Directrice de l'établissement de formation où est créée l'U.F.A. ou son représentant.

Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par année universitaire. Ce Comité de pilotage est constitué de représentants de la profession, dont au moins le Directeur du C.F.A. ou toute personne mandatée par lui, de représentants de l'iaelyon, dont la Directrice Générale ou son représentant, responsable pédagogique de la formation, et de membre(s) de l'équipe pédagogique ainsi que le gestionnaire de scolarité. Les tuteurs Entreprises sont invités au Comité de pilotage et prennent part aux échanges et aux prises de décision.

Le Comité de pilotage est convoqué par l'établissement de formation à l'initiative conjointe du Directeur du C.F.A. et de la Directrice de l'U.F.A. ou de son représentant. L'ordre du jour sera établi conjointement. L'établissement de formation où est créée l'U.F.A. rédigera et adressera le compte-rendu aux participants du Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage étudie entre autres les modalités selon lesquelles le C.F.A. et l'établissement de formation où est créée l'U.F.A. :

- Peuvent aider les entreprises pour le recrutement des apprentis
- Assurent le suivi administratif et pédagogique (inscription, assiduité, ...)

6.3. Fonctionnement pédagogique du Comité de pilotage

Sur le plan pédagogique, afin d'assurer aux apprentis les meilleures conditions pour leur insertion professionnelle et les meilleures chances de succès à l'examen, le Comité de pilotage :

- Valide :

  - La stratégie de formation proposée par le responsable pédagogique du cycle désigné par le Président de l'U.F.A. ou son représentant, ainsi que l'organisation pédagogique des enseignements en U.F.A. et les conditions de participation d'intervenants extérieurs.

- Participe à l'élaboration :

  - Du calendrier des périodes de formation respectivement en entreprise et en U.F.A. Celui-ci devra veiller à établir une alternance aussi adaptée que possible d'une part, avec l'intérêt des apprentis et d'autre part, avec l'activité des entreprises, et les contraintes de l'établissement de formation où est créée l'U.F.A.,

  - De l'organisation pédagogique des enseignements en U.F.A. Les intervenants sont recrutés selon les règles en vigueur au sein de l'Université.

- Des modalités de liaison entre l'U.F.A., les entreprises et le C.F.A. constituées notamment par :

  - ✓ Le suivi individualisé des apprentis dans les entreprises, les relations avec les maîtres d'apprentissage,
  - ✓ Le contenu et l'exploitation des documents de liaison,
  - ✓ L'évaluation des périodes de formation en entreprises et à l'U.F.A.

6.4. Concertation

En cas de difficultés de mise en œuvre de cette convention, le Président du C.F.A ou son représentant et la Directrice de l'U.F.A. ou son représentant procèderont en commun à un examen approfondi du problème posé. Après avoir réuni toutes les informations utiles, il appartiendra au Président du C.F.A. de préconiser la solution sans préjudice des attributions légales ou réglementaires des cocontractants.

ARTICLE 7 – ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

7.1. Organisation pédagogique

La conduite pédagogique de la **Licence Professionnelle Métiers du BTP : Bâtiment et Construction, Spécialité « Chargé d'Affaires en Bâtiment »** est confiée au Responsable pédagogique du cycle désigné par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition de la Directrice Générale de l'iaelyon.

Les enseignements (CM ou TD) dispensés dans le cadre de la **Licence Professionnelle Métiers du BTP : Bâtiment et Construction Spécialité « Chargé d'Affaires en Bâtiment »** en alternance sont conformes à la grille de cours et d'examen validés par les instances délibérantes de l'université Jean Moulin Lyon 3.

a. Organisation du programme

Le cursus de la Licence Professionnelle est organisé en alternance Entreprise/Université sur une année. Les enseignements sont dispensés sous la forme de cours magistraux (CM), de travaux dirigés (TD), travaux personnels et projets tuteurés pour une durée totale de 561 heures réparties comme suit :

- 257 heures de TD
- 304 heures de CM

b. Organisation de la période en entreprise

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont appréciées par un contrôle continu. Les modalités d'évaluation tiennent compte des contraintes imposées par l'accréditation ministérielle, mais également de la spécificité de la formation conformément au régime des études et des examens voté chaque année. La période de professionnalisation et le projet tuteuré constituent chacun une Unité d'Enseignement.

7.2. Tutorat individuel

La maquette du diplôme intègre 10 heures de suivi de tutorat individuel.

En effet, chaque apprenti / étudiant bénéficie d'un suivi individuel par un enseignant ou professionnel partie prenante de la formation. Cet accompagnement prévoit notamment :

- 1 visite en entreprise et une rencontre en visioconférence (dont la 1ère doit avoir lieu en présentiel pendant la période d'essai de l'alternant, soit dans les 45 jours de présence effective qui suivent la date de début de contrat. En cas d'empêchement du tuteur ou si les conditions ne sont pas réunies au sein de l'entreprise pour des raisons diverses et

variées, il faudra alors envisager une solution pour pouvoir faire la visite avant le 31/12, date limite.
- Chaque visite ou rencontre fait l'objet d'un compte-rendu remis au secrétariat de scolarité
- Un accompagnement dans la réalisation du mémoire
- La participation à la pré soutenance et à la notation du pré mémoire
- La participation à la soutenance et à la notation du mémoire

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1. Gestion financière

L'état prévisionnel annuel des dépenses de l'U.F.A. est préalablement préparé par l'iaelyon. Le budget pourra faire l'objet d'ajustement au regard de la situation des effectifs réels.

8.2. Financement de la promotion 2024-2025

Le financement de la formation, pour un groupe de **24 apprentis**, est calculé sur la base d'un coût moyen de NPEC de 8521 € par apprenti diminué de 10 % de frais de gestion dédié au suivi administratif et pédagogique des contrats assurés par le C.F.A., multiplié par le nombre d'apprentis, soit un total de **184054 €** pour 24 apprentis.
Si le NPEC est supérieur, le C.F.A. reversera la différence à l'iaelyon.

Si des ruptures interviennent durant la formation, elles seront prises en compte et financées au *prorata temporis* du contrat d'apprentissage.

Un bilan annuel sera remis par l'iaelyon au C.F.A. pour établir le solde de la facturation.

8.3. Gestion comptable

L'iaelyon adresse à l'organisme gestionnaire du C.F.A. l'état des heures réalisées selon la périodicité demandée, et tient les comptes conformément au plan comptable général.

ARTICLE 9 - INFORMATIONS

L'iaelyon s'engage à fournir régulièrement et en temps utile au C.F.A. toutes les informations systématiques et ponctuelles nécessaires à son fonctionnement et notamment :

- Au plan pédagogique :
  - ✓ L'état de réalisation des enseignements par rapport aux objectifs
  - ✓ Résultats d'évaluation des apprentis
  - ✓ Suivi et compte-rendu des visites d'entreprise
  - ✓ Suivi des ruptures de contrats et analyse des causes
  - ✓ Taux de réussite aux examens

- Au plan administratif :
  - ✓ Les états de présence des apprentis (les avis d'absence étant transmis systématiquement et sans délai aux entreprises et aux parents pour les mineurs)
  - ✓ Les éléments nécessaires pour renseigner les documents demandés au C.F.A. par les différentes instances administratives dont il relève.

- Au plan financier :
  - ✓ Relevé des heures d'enseignement

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE AU TITRE DES INVESTISSEMENTS

Dans le cadre de la politique académique et régionale d'évolution des formations, il est de la responsabilité de l'iaelyon de veiller au maintien à niveau des moyens matériels de formation au regard des exigences pédagogiques dans la mesure de ses moyens et des dotations qu'il reçoit.

Si des investissements complémentaires sont nécessaires, ils seront à la charge de l'iaelyon qui en restera propriétaire et/ou gardera la jouissance, le C.F.A. participant à l'amortissement intégré dans les coûts de formation.

ARTICLE 11 – MOYENS MATÉRIELS ET ASSURANCES

La formation se déroule dans les locaux de l'iaelyon ou de l'école partenaire et peut, éventuellement, se dérouler dans les locaux qui lui seront affectés par le C.F.A. selon un calendrier fixé au préalable entre les parties.

Les apprentis / stagiaires se rendent sur les différents lieux de la formation par leurs propres moyens et sous leur propre responsabilité. L'Université Jean Moulin Lyon 3 décline toute responsabilité en cas d'accident survenu pendant le déplacement.

Les apprentis / stagiaires doivent se conformer au règlement intérieur des deux structures lors de leur présence dans leurs locaux.

Pendant toute la durée de la formation, les candidats inscrits conservent leur statut d'apprentis conformément à l'article L.117 bis 7 de la loi n°73-4 du 02 janvier 1973 modifiée par la loi n°77-767 du 12 juillet 1977.

Le C.F.A. contractera les assurances nécessaires pour couvrir, au titre de sa responsabilité civile, les risques encourus du fait des apprentis / stagiaires lorsque ceux-ci sont présents dans ses locaux.

L'Université Jean Moulin demeure civilement responsable, au titre de l'article 1242 du Code Civil, lorsque les étudiants sont en formation en son sein. Elle doit se garantir en matière de responsabilité civile pour la durée de la formation assurée par elle.

ARTICLE 12 – CENTRE FRANÇAIS DE LA COPIE

L'organisme gestionnaire du C.F.A. prend en charge la cotisation au Centre Français de la Copie pour les apprentis concernés par cette formation.

ARTICLE 13 – COMMUNICATION

Chacune des parties autorise l'autre partie à faire mention du partenariat institué par le présent accord dans sa communication institutionnelle.
Les documents de communication dédiés à la Licence Professionnelle élaborés par chacune des parties sont transmis à l'autre partie pour accord avant publication et diffusion.

Les documents de communication et publications concernant le programme prennent appui sur les rédactionnels validés par le service communication de l'iaelyon.

Les logotypes de l'iaelyon et du C.F.A. doivent être clairement apparents, ainsi que le fait que ce soit un diplôme délivré par l'iaelyon et organisé en partenariat avec le C.F.A.
Enfin, l'iaelyon ne prendra pas en charge les frais d'élaboration et d'impression des documents complémentaires élaborés par le C.F.A.

La mention de l'iaelyon sur tout support de communication imprimé ou digital devra se faire sous la forme de : iaelyon School of Management, en respectant la casse.

Chacune des Parties s'engage à informer son partenaire de toute action de communication relative à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. Confidentialité

Chaque Partie considère comme strictement confidentiel tout support, idée, savoir-faire, information ou concept pédagogique provenant de l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des présentes.

Chacune des Parties s'engage à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, méthodes et procédés pédagogiques dont elle aurait été amenée à partager la connaissance du fait de l'exécution de la Formation.

En particulier, l'iaelyon s'engage à ne pas réutiliser directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, ni communiquer à quiconque, même dans un but pédagogique ou éducatif, l'ingénierie pédagogique afférente aux enseignements professionnels qui est développée par le C.F.A. en application des présentes.

Cette ingénierie comprend tout à la fois : les méthodes et pratiques de l'analyse des besoins de formation, la définition d'objectifs pédagogiques précis compte tenu du métier préparé, la conception des enseignements professionnels selon des méthodes et outils pédagogiques adaptés, ainsi que la définition de modalités de coordination et d'évaluation des enseignements concernés.

14.2. Propriété de la documentation et des dispositifs pédagogiques du C.F.A.

La documentation pédagogique conçue par le C.F.A qui est diffusée en application des présentes est constituée par :

- Les contenus pédagogiques traitant des savoirs à acquérir par les alternants dans les matières relevant des enseignements professionnels assurés par le C.F.A. ;
- Les guides d'animation au profit des animateurs recrutés par le C.F.A., ainsi que des cas d'application, des exercices de synthèses ou des simulations ;
- Les contrôles de connaissances (tests, QCM, QRM, cas de synthèse, etc.) ;
- Les dispositifs innovants suivants : outils de réalité virtuelle, ancrage mémoriel, classes inversées

Cet ensemble de documentation et outils pédagogiques mis à la disposition des alternants et des formateurs professionnels du C.F.A. constitue une œuvre de l'esprit protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle dont le C.F.A. est seul titulaire des droits d'auteurs.

Dans ces conditions, l'iaelyon s'interdit formellement de :

- Reproduire, copier, diffuser, communiquer et/ou représenter tout ou partie de la documentation pédagogique du C.F.A. ;
- Modifier et altérer toute marque et/ou inscription figurant sur tout ou partie de la documentation pédagogique du C.F.A. ;
- Faire usage de tout ou partie de la documentation pédagogique du C.F.A. en dehors de la Convention ;
- Porter à la connaissance de tiers, même partiellement, de quelque façon que ce soit, tout document ou support mis à sa disposition en application des présentes.

Chacune des Parties s'engage à ce que ses animateurs, constituant l'équipe pédagogique, n'utilisent cette documentation et outils pédagogiques C.F.A. que dans le cadre exclusif de la Formation.

Aucune publication pédagogique ou communication auprès de tiers de la documentation appartenant au C.F.A. ne pourra être effectuée sans l'autorisation préalable et expresse du C.F.A.

14.3. Propriété de la documentation et des dispositifs pédagogiques de l'iaelyon

De la même façon, la documentation et les outils pédagogiques conçus par l'iaelyon mis à la disposition des alternants et des formateurs professionnels du C.F.A. constitue une œuvre de l'esprit protégée par les dispositions du Code la propriété intellectuelle dont l'iaelyon est seul titulaire des droits d'auteurs.

Dans ces conditions, le C.F.A. s'interdit formellement de :

- Reproduire, copier, diffuser, communiquer et/ou représenter tout ou partie de la documentation pédagogique de l'iaelyon ;
- Modifier et altérer toute marque et/ou inscription figurant sur tout ou partie de la documentation pédagogique de l'iaelyon ;
- Faire usage de tout ou partie de la documentation pédagogique de l'iaelyon, en dehors de la convention ;
- Porter à la connaissance de tiers, même partiellement, de quelque façon que ce soit, tout document ou support mis à sa disposition en application des présentes.

Chacune des Parties s'engage à ce que ses animateurs, constituant l'équipe pédagogique, n'utilisent cette documentation que dans le cadre exclusif de la Formation.

Aucune publication pédagogique ou communication auprès de tiers de la documentation appartenant à l'iaelyon ne pourra être effectuée sans l'autorisation préalable et expresse de l'iaelyon.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dans le cadre de la collecte et le traitement des données à caractère personnel qu'elles seraient susceptibles d'effectuer au cours de l'exécution de cette convention.

Dans le cadre de la rédaction et de la gestion des contrats de professionnalisation proposés aux étudiants inscrits au sein de la **Licence Professionnelle « Chargé d'Affaires en Bâtiment »** un questionnaire « Lime Survey » permet de récolter les données personnelles nécessaires auprès de chaque étudiant. Le lien permettant le téléchargement du questionnaire Lime Survey est communiqué aux étudiants, et comporte la notice figurant en annexe 1 ainsi qu'une information concernant la protection des données à caractère personnel (en annexe 2) devant être signée électroniquement par chaque étudiant. Ces données sont récoltées par l'université pour finaliser les inscriptions puis transmises au BTP-CFA, en charge de la gestion des contrats de professionnalisation.

Conformément aux dispositions de l'article 26 du règlement nº 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) : *« Lorsque deux responsables du traitement ou plus déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement, ils sont les responsables conjoints du traitement. Les responsables conjoints du traitement définissent de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du présent règlement, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée, et leurs obligations respectives […] ».*

Par conséquent, ces données récoltées étant nécessaires à l'activité des deux établissements, l'université et le C.F.A. sont de fait co-responsables du traitement. Pour cette raison, les mentions légales (annexe 2) qui accompagnent le questionnaire doivent impérativement indiquer cette responsabilité partagée.

ARTICLE 16 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de la formation, soit pour l'année universitaire 2024-2025. Toute modification devra faire l'objet d'un avenant.

La convention pourra être prolongée par voie d'avenant.

ARTICLE 17 – ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date du 1er septembre 2024 correspondant à la période de début du cycle de formation sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente convention pour l'année universitaire 2024-2025.

ARTICLE 18 – LITIGES

Si une contestation ou un différend n'ont pu être réglés à l'amiable, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent pour régler ce litige.

Fait, en trois exemplaires originaux, à Lyon, le 24/01/2025

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,	Pour l'iaelyon,	Pour le BTP CFA AFRA,
Le Président,	La Directrice Générale,	Le Président,
Gilles BONNET	Marie-Christine CHALUS	Bernard NICOUD

ANNEXE 1

NOTICE FORMULAIRE LIME SURVEY

Notice technique formulaire convention

Pour remplir ce formulaire, il est possible d'utiliser un appareil mobile (smartphone, tablette) cependant l'utilisation d'un ordinateur est conseillée.

Enregistrement des réponses

Vos réponses sont enregistrées lorsque vous cliquez sur Suivant

Vous devez aller jusqu'à la dernière page pour que votre demande soit traitée.

Annuler votre démarche

Pour effacer votre saisie, vous devez utiliser le bouton en haut à droite de l'écran.

Compléter le formulaire en plusieurs fois

Nous ne pouvons pas corriger votre saisie ni retrouver un formulaire incomplet. Vous pouvez néanmoins le remplir en plusieurs fois.

Pour cela vous devez utiliser le bouton en haut à droite de l'écran.

Vous serez invité à choisir un identifiant et mot de passe. Attention, nous ne pouvons pas retrouver ces éléments, cependant, vous avez la possibilité de saisir une adresse mail afin de recevoir ces éléments.

Pour reprendre votre saisie, vous devez retourner sur le lien initial du formulaire puis utiliser le bouton puis saisir les identifiants que vous avez créés.

ANNEXE 2

INFORMATIONS

DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément aux dispositions des articles L. 6325-5 et suivants du code du travail et de l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, les informations recueillies sur le formulaire permettent la constitution de votre dossier d'inscription à la licence professionnelle « Chargé d'Affaires en Bâtiment » et la préparation de votre contrat de professionnalisation.

Ces informations sont enregistrées dans un fichier informatisé sécurisé.

Conformément aux dispositions aux dispositions de l'instruction DAF DPACI/RES/2005/003, les données nécessaires à la constitution de votre dossier d'inscription et de votre contrat de professionnalisation sont conservées pendant **50 ans.**

En application de l'article 26 du règlement n° 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD), l'université Jean Moulin et (établissement partenaire) sont conjointement responsables du traitement réalisé de ces données. A ce titre, les données collectées seront communiquées exclusivement aux seuls destinataires suivants :

. « Service en charge des inscriptions au sein de la LP IAE, »
. « Service en charge du suivi des contrats de professionnalisation du BTP-CFA Rhône-Alpes. »

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation de leur traitement. **Vous pouvez également exercer votre droit à la portabilité de ces données.**

Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits concernant vos données personnelles.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter :

- **le délégué à la protection des données de l'université Jean Moulin Lyon 3 à l'adresse suivante :** dpd@univ-lyon3.fr **.**
- **le délégué à la protection des données du CFA à l'adresse suivante :** rgpd@btpcfa-aura.fr

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

ANNEXE 3 : BUDGET PREVISIONNEL 2024-2025

EVALUATION ECONOMIQUE_Au coût spécifique enseignement & charges spécifiques_IAE

Année universitaire 2024-2025

Mise à jour 11-oct-24

NEPC 8 521,00 €

Intitulé : **LP METIERS DU BTP : BATIMENT ET CONSTRUCTION (LP LYON 3)**
Parcours : **LP Chargés d'affaires en Bâtiment**
Code diplôme : 25023024 — Année Concernée 2024-2025
Composante : iaelyon — IAE
Type de diplôme (FI - FC - FA - DU - Préparation - Certificat) : LP FA
Compte Financier : 902207
Centre de coûts et de profits : 207FA
Enseignant en charge du diplôme - Pédagogique : Emmanuelle BERTHELOT
Agent administratif en charge du diplôme : Caroline VAIVRAND
Date début et fin de la formation (janv à déc // sept à août) : Sept- Aout
Nombre prévisionnel d'inscrits au total : 24
Nombre prévisionnel d'inscrits en Apprentissage : 24
Nombre prévisionnel d'inscrits en Contrat de Pro jeunes : 1
Nombre prévisionnel d'inscrits en CP Adultes : 0
Nombre prévisionnel d'inscrits en FP Adultes
Nombre prévisionnel d'inscrits en FP Adultes 1/2 Tarif :
Nombre de VAE :

	Total Haquette dont 10h de tutorat	HeqTD Hors tutorats individuels	HeqTD Tutorats individuels	HeqTD TOTAL
TOTAL HEURES DE LA FORMATION	**561**	**616,00**	**240,00**	**856,00**

		Prévisionnel		
		Montant	Effectif	Total
RECETTES	Tarif National par étudiant (TN Licence ou TN Master)	184 €	0	0 €
	Nombre prévisionnel d'inscrits en Apprentissage :	7 669 €	24	184 054 €
	Nombre prévsionnel d'inscrits hors apprentissage	8 200 €	0	0 €
	RECETTES			**184 054 €**

	CHARGES PEDAGOGIQUES (COÛT DES HEURES / MAQUETTE)	Prévisionnel Coût chargé	Quantité	Total Chargé
	COÛT HEURES ENSEIGNEMENTS CHARGES			**111 354 €**
COÛTS SPECIFIQUES	Coût heures Maquette Equivalent TD	134 €	616,00	82 544 €
	Tutorat individuel (suivi et soutenance du mémoire) 10 tutorats et 5h de mémoire par Alternants	134 €	215	28 810 €
	Nombre d'heures TD dispensées non payées (dont 2h AP)	0 €	32	0 €
	Séminaires internationaux (18 H par étudiant, coût de revient d'un séminaire = 30 € par étudiant)	30,00 €	0	0 €
	COORDINATION/EXAMENS EPREUVES (chargée)			**6 432 €**
	Coordinateur de la formation, prime responsable pédagogique	134 €	48	6 432 €
	Surveillance d'Examen	14 €		0 €
	CHARGES DIRECTES (Hors Heures maquette)			**16 860 €**
	Dépenses spécifiques à la formation (Salons, voyages d'études, etc.)			0 €
	Licences informatiques, matériel spécifique			0 €
	Frais de déplacement liés aux visites	50 €	5	250 €
	Petit déjeuner, cocktail	20 €	0	0 €
	Cocktail de sortie, Remise de diplômes	25 €	24	600 €
	Réunion pédagogique, Comités de pilotage	20 €	24	480 €
	Déplacements et hébergements des intervenants (hors tutorats)		0	
	Frais publicitaires (insertion catalogue, parution presse, frais de sites web, communication ...)			
	Participation salons, manifestations professionnelles			
	Voyage d'étude			0 €
	Documentation pédagogique, Reprographie			
	Location de salles sur la base de facture reçue de La Mache			5 674 €
	Autres frais spécifiques :			
	COÛTS DE SOUTIEN & SUPPORT (Service FC)			
	Scolarité, aide à l'enseignement	16 €	616,00	9 856 €
	TOTAL COÛTS DIRECTS (Coûts de personnel formation + coûts spécifiques)			**134 646 €**

MARGE SUR COUTS DIRECTS (Recettes - Total coûts directs) 0,00%

	CHARGES INDIRECTES (proratisées)	Nombre d'Heures EqTD payées	Coût horaire EqTD	Frais Iaelyon
CHARGES INDIRECTES	**CHARGES DE PERSONNEL INDIRECTES**			**44 382,00 €**
	Scolarité, aide à l'enseignement	616	11,00 €	6 776,00 €
	Pilotage - Administration générale, Gestion financière, RH	616	39,00 €	24 024,00 €
	Logistique immobilière	616	8,00 €	4 928,00 €
	Aide à la documentation	616	9,00 €	5 544,00 €
	Vie étudiante	616	5,00 €	3 080,00 €
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT INDIRECTS = 11% des recettes + dépenses partenaire	**Effectif**	**Coût par étudiant**	**35 667,90 €**
	60_Achats et variation de stocks	24	55,00 €	1 320,00 €
	61_Services Extérieurs	24	107,00 €	2 568,00 €
	623_Publicité	24	31,00 €	744,00 €
	62_Missions et Receptions	24	150,00 €	3 600,00 €
	65_Autres charges de gestion courante	24	177,00 €	4 248,00 €
	68_Amortissement en rapport avec les formations de l'etablissement	24	118,00 €	2 832,00 €
	Dont frais de gestion Services centraux 11% des recettes formation continue (CP et Adultes)		11%	20 245,90 €
	TOTAL CHARGES INDIRECTES			**79 909,90 €**

COÛT COMPLET (Coûts directs + Coûts indirects)	**214 556 €**

MARGE NETTE (Recettes - Coûts complets) -30 502 €

Coût moyen étudiant	**8 940 €**
Recette moyenne par étudiant	**7 669 €**

(1) Ventilation selon clé mixte (Inscriptions pédagogiques / Volume heures d'enseignement / Nombre de FC diplômantes)

(2) A titre d'information : 11 % des recettes, hors droits d'inscription, sont reversées aux Services Centraux pour couvrir les frais indirects, soit 20 246 €
alors que les coûts de soutien et de support des services centraux et des services communs s'élèvent à 15 312 €

(3) DAF, DRH, DSI, DIRPAT, DIRLOG, DEVU, SHS, BU, Présidence, Dir des achats, Service juridique, Service des relations internationales, Agence Comptable ..... etc

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI
Liberté
Égalité
Fraternité

CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2024-12-F-088

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon III, 1C avenue des frères Lumière.69008 Lyon,
Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, inscrite sous le numéro Siret 196 924 377 00282,
représentée par son président Monsieur Gilles BONNET .

Ci-après dénommée « Université Lyon III »
D'une part,

ET

La Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités de l'Ain dont les locaux sont situés au 34 avenue des Belges, 01012 BOURG-EN-BRESSE Cedex, inscrite sous le numéro Siret 130 028 970 00015, représentée par son Directeur, Monsieur Olivier PATERNOSTER.

Ci-après dénommée « DDETS de l'Ain »,
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1er : Objet de la convention

La présente convention vise à définir les conditions dans lesquelles un groupe d'étudiants de l'Université Lyon III, encadré par l'équipe pédagogique de droit privé, sous la responsabilité de Madame Annabelle TURC, Maître de conférences associée, procédera à l'analyse d'une sélection d'accords collectifs d'entreprise conclus en 2024 au niveau départemental (01).

Ces travaux ont pour objectif principal d'alimenter les réflexions et les travaux de l'Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social à la négociation de l'Ain, instance composée de représentants des organisations syndicales et professionnelles.

Cette étude, conduite par les étudiants, a une double vocation.

Elle apportera une vision approfondie et qualitative des modalités de négociation et de traitement de certains thèmes permettant de mettre en lumière les dynamiques locales de négociation collective, notamment en identifiant les pratiques innovantes.

Elle permettra aux étudiants de renforcer leurs connaissances en matière de dialogue social, en analysant des cas réels et concrets, et d'approfondir leur compréhension pratique de la négociation collective d'entreprise.

ARTICLE 2 : Engagements des parties

2.1 Engagements de l'Université Lyon III

L'Université Lyon III s'engage à constituer un groupe d'étudiants intéressés par le projet défini dans le cadre de la présente convention.

L'Université Lyon III s'engage, en outre, à désigner un membre de l'équipe pédagogique pour encadrer et accompagner les étudiants tout au long au projet. Ce référent pédagogique assurera un suivi régulier des travaux réalisés par les étudiants, les conseillera et orientera dans leur méthodologie et leur réflexion et supervisera la rédaction d'un rapport écrit et la préparation de la restitution orale.

2.2 Engagements de la DDETS de l'Ain

La DDETS de l'Ain s'engage à mettre à disposition des étudiants les accords collectifs d'entreprise conclus au niveau départemental, portant sur les thématiques définies à l'article 3 de la convention. Ces accords seront anonymisés et fournis dans le respect des règles de la confidentialité.

La DDETS de l'Ain s'engage, par ailleurs, à faciliter, si les étudiants le souhaitent, leur participation à une réunion de l'Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social à la négociation de l'Ain, afin de comprendre son fonctionnement et d'intégrer ces éléments dans leur réflexion.

La DDET de l'Ain s'engage, en outre, à établir un lien avec l'Observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social à la négociation de l'Ain pour identifier leurs besoins spécifiques dans le but de fournir des indications sur les axes d'analyses souhaités afin que les travaux répondent aux attentes de l'instance.

La DDETS de l'Ain s'engage également à informer l'instance de l'avancement des travaux des étudiants.

ARTICLE 3 : Thématiques retenues et calendrier du partenariat

Les thématiques sélectionnées pour l'analyse dans le cadre du partenariat sont la durée et l'aménagement du temps de travail, la rémunération et l'égalité professionnelle.

Le partenariat se déroulera, sur l'année universitaire 2024-2025, selon le calendrier suivant :

Janvier 2025 :	Présentation du partenariat aux étudiants. Constitution du groupe d'étudiants pour participer au projet. Accès des étudiants à l'échantillon d'accords collectifs.
Février à mi-avril 2025 :	Travail d'étude et d'analyse sur la sélection d'accords collectifs d'entreprise portant sur les thématiques retenues. Encadrement et suivi par l'équipe pédagogique.
Fin avril 2025 :	Organisation d'une réunion de travail pour préparer la restitution finale.
Mai 2025 :	Restitution des travaux sous la forme d'une conférence organisée par l'Université Lyon III et la DDETS de l'Ain.

Ce calendrier pourra être ajusté d'un commun accord entre les parties en cas de nécessité.

ARTICLE 4 : Confidentialité

Les accords d'entreprise transmis pour analyse seront strictement anonymisés par la DDETS de l'Ain. Les étudiants s'engagent à respecter une stricte confidentialité concernant les informations obtenues dans le cadre de ce partenariat.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année universitaire 2024-2025. Elle pourra être renouvelée par accord écrit entre les parties.

ARTICLE 6 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

ARTICLE 7 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée de manière anticipée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements, sous réserve d'en informer 'l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation anticipée ne pourra prendre effet qu'après un délai de prévenance de **2 mois** à compter de la date de réception de la notification par l'autre partie.

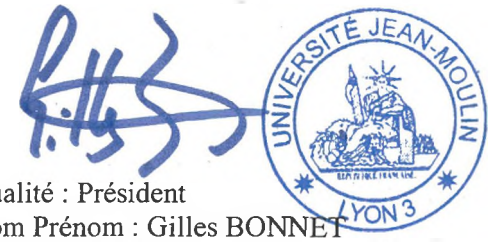
ARTICLE 8 : Règlement des litiges

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable. À défaut le litige sera soumis à la juridiction compétente.

Fait à Bourg-en-Bresse,
En 2 exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties

Le 3/01/2025

Pour
l'Université Jean Moulin Lyon 3



Qualité : Président
Nom Prénom : Gilles BONNET

Le

Pour la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de l'Ain

Qualité : Directeur
Nom Prénom : Olivier PATERNOSTER

Convention Inter Établissement -
Partenariat pédagogique pour l'organisation de sorties de terrain
N°2024-12-F-089

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE	L'Université Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, domiciliée au 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON Cedex 08, représentée par son président en exercice, **Monsieur Gilles BONNET.** Ci-après dénommée : « l'université »

et

ÉTABLISSEMENT D'ACCUEIL	**Fondation Pierre Vérots - 261 Chemin de Praillebard 01390 Saint Jean de Thurigneux – FRANCE**, représentée M. Jean-Pierre Poly Président de son Conseil d'Administration. Ci-après dénommée : « la fondation »

Préambule

L'université et plus particulièrement la faculté des humanités, lettres et société, propose au sein de son offre de formation le **Master 2 MASTER GESTION DE L'ENVIRONNEMENT - PARCOURS SYSTEMES SOCIO-ECOLOGIQUES : HERITAGES, DYNAMIQUES, GESTION**.

Ce diplôme accueille 22 étudiants chaque année. C'est un master géographie également co-accrédité par l'ENS de Lyon et l'université Lumière Lyon 2.

La spécificité de ce diplôme est d'orienter les étudiants vers le monde professionnel, l'opérationnel et la mise en situation. À ce titre, le cours « gestion de la faune sauvage » s'inscrit pleinement dans ces objectifs de formation avec une approche naturaliste de terrain, des mises en situation et l'immersion dans un milieu professionnel où se pratiquent à la fois la recherche scientifique et la gestion environnementale.

Cet enseignement est dispensé par Mme Sonia Saïd de l'Office français de la Biodiversité (OFB) et fait également appel à des intervenants travaillant pour le compte de la fondation.

La fondation Pierre Vérots intervient principalement dans le domaine de la gestion et de conservation de la faune et de la flore, participe à la recherche scientifique et informe le public de ses activités.

Le cours « gestion de la faune sauvage » se compose de 30h de travaux dirigés. Ces enseignements sont complétés par trois sorties pédagogiques organisées sur le site de la fondation. À l'issue de ces sorties une évaluation par groupe de 3 à 4 maximum, sous forme de rapport et de données récoltés sur le site est menée (rendu à la fin du mois de février).

Afin de répondre à ces objectifs pédagogiques et permettre aux étudiants de participer ces sorties pédagogiques sur le site de la fondation situé à Saint-Jean-de-Thurigneux, les parties conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'organisation de 3 sorties pédagogiques de terrain sur le site de la fondation.

Ces sorties se dérouleront les vendredi 24 janvier, jeudi 30 janvier 2025 et vendredi 31 janvier 2025. Elles visent à mettre en pratique les connaissances, compétences et aptitudes acquises en cours sur un terrain d'expérimentation.

Article 2 : Organisation administrative des sorties

Les sorties débuteront à 9h30 et prendront fin à 16h30.
Les étudiants sont autorisés à participer aux sorties par décision rendue par Madame la doyenne de la faculté des humanités, lettres et sociétés, Mme Sylvène EDOUARD-LAURENT, sur proposition de l'enseignant en charge de l'enseignement.

L'université s'engage à transmettre à la fondation une liste reprenant les noms et prénoms des étudiants concernés. Cette liste sera constituée lors de chaque sortie et transmise quelques jours avant la sortie pédagogique.

Les étudiants devront se rendre sur les lieux par leurs propres moyens et à leurs frais.

Article 3 : Organisation pédagogique des sorties

La fondation s'engage à assurer un suivi des étudiants lors de chaque sortie. Les sorties sont encadrées par une enseignante-vacataire de Lyon 3 ; Sonia Saïd.

En amont des sorties, les étudiants pourront bénéficier de 6h de cours en présentiel afin de pouvoir appréhender les travaux qui seront réalisés sur le site de la fondation (réalisation d'indice de consommation, réalisation d'indice d'abroutissement, photo-interprétation, mesure de semis, ...). Ces heures de cours se dérouleront les mardi 3 décembre 2024, lundi 16 décembre 2024. Une ultime séance bilan et restitution se tiendra le mercredi 12 février 2025.

Les parties se tiendront mutuellement informées des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord, les dispositions propres à les résoudre notamment en cas de manquement à la discipline. Les difficultés qui pourraient être rencontrées et notamment l'absence d'un étudiant, seront portées aussitôt à la connaissance de l'enseignant référent de l'Université Jean Moulin.

Article 4 : Evaluation

À l'issue des sorties, les étudiants devront réaliser un rapport écrit et fourniront les données qui ont fait l'objet du rapport. Cette évaluation s'inscrit dans le cadre du cours « gestion de la faune sauvage » et donne lieu à la délivrance de 2 crédits ECTS.

Article 5 : Responsabilité des parties

- **Responsabilités de l'université**

L'université s'assure que les étudiants ont souscrit une assurance couvrant leur responsabilité civile auprès de l'organisme d'assurance de leur choix, pour le cas où ils seraient responsables d'un dommage causé aux personnes ou aux biens à l'occasion de l'une des sorties objet de la présente convention. La responsabilité de l'université ne pourra pas être engagée en cas de faute personnelle des étudiants ou de la fondation.

L'université s'engage à fournir à la fondation l'identité et les coordonnées de l'enseignant en charge de l'organisation des enseignements ainsi que les coordonnées du responsable pédagogique du diplôme.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'Université. En cas de trouble à l'ordre, la Fondation informe l'enseignant référent des manquements ou troubles constatés et fournit les éléments qui l'atteste.

- **Responsabilités de la fondation**

La Fondation met les étudiants en mesure de réaliser leur sortie pédagogique dans les meilleures conditions. Elle leur communique les règles d'hygiène et de sécurité telles qu'elles sont définies dans son règlement intérieur.

La Fondation fournit à l'université l'identité et les coordonnées de la personne en charge de l'accueil des étudiants sur son site. En cas de problème survenant lors des sorties, elle informe immédiatement l'université.

Toute difficulté survenant pendant la durée des sorties devra être portée à la connaissance des parties afin d'être résolue dans les meilleurs délais.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue au titre de l'année universitaire 2024-2025.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Un des cocontractants peut dénoncer la présente convention : cette dénonciation prendra effet 15 jours après l'information de l'autre partie.

Article 7 : Droit applicable – Tribunaux compétents

En cas de litige, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable.

En cas de contentieux ou autres procédures, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Lyon.

Article 8 : Protection des données

Les parties s'engagent à respecter le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dans le cadre de la collecte et le traitement des données à caractère personnel qu'elles seraient susceptibles d'effectuer au cours de l'exécution de cette convention.

En particulier, les parties s'engagent à fournir les mesures techniques et organisationnelles de protection des données personnelles concernant la création, le traitement et le transfert des listings des participants – étudiants et enseignants – au déploiement du dispositif pédagogique.

Les parties s'engagent à détruire ou à anonymiser les données personnelles qu'elles ont reçu dans le cadre de cette convention dans un délai d'un an maximum à l'issue de son terme.

Fait à Lyon, le 09/01/2025

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE	Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président de l'Université **M. Gilles BONNET**	**SIGNATURE**
	Pour la faculté des humanités, lettres et sociétés La doyenne de la faculté **Mme Sylvene ÉDOUARD-LAURENT**	**VISA**

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

ÉTABLISSEMENT D'ACCUEIL	Pour la fondation Pierre Vérots. Le président de son conseil d'administration **M. Jean-Pierre POLY**	**SIGNATURE**

Convention de partenariat entre l'université Jean Moulin et l'A.S.U.L. Equitation n°2024-12-F-090

Entre les soussignés :
L'Université Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C avenue des frères lumière CS
78 242, 69372 Lyon Cedex 08
Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET

Et

L'Association Sportive Universitaire Lyonnaise section Equitation
Dont le siège se situe :
23 Boulevard André Latarjet
69622 Villeurbanne Cedex
Représentée par son Président, Lucas MICHAUD--CHEVALIER
Et Charles CALLON, Brevet d'état équitation, enseignant dans les services des sports des Universités Lyonnaises
Ci-après désignée A.S.U.L. Equitation

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet :

La présente convention organise les conditions dans lesquelles les étudiants régulièrement inscrits au sein de l'université Jean Moulin peuvent pratiquer l'équitation en complément de leurs études.

Cette pratique est encadrée par l'A.S.U.L. Equitation. Elle s'inscrit dans un cadre interuniversitaire.

Pour le rayonnement de cette activité interuniversitaire, le calendrier des cours est précisé chaque année dans le dossier de rentrée de l'A.S.U.L. Equitation et transmis à l'université Jean Moulin ainsi qu'aux étudiants inscrits.

L'A.S.U.L. Equitation réservera par convention lors de chaque rentrée universitaire, des créneaux horaires pour les étudiants dans différents centres équestres. Les informations relatives à ces réservations seront transmises à l'université Jean Moulin dans les meilleurs délais.

Plusieurs centres équestres sont concernés, pour la pratique de l'équitation des étudiants, et cette convention évite l'Université Jean Moulin d'avoir à conventionner avec chaque centre équestre.

ARTICLE 2 : Conditions d'utilisation :

Les étudiants souhaitant bénéficier de ces cours doivent s'inscrire dans un premier temps auprès du service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS) de l'université Jean Moulin.

Tout étudiant doit être inscrit au service des sports de l'Université Jean Moulin pour pratiquer l'activité équitation interuniversitaire.

Une fois cette première inscription finalisée, les étudiants s'inscrivent également auprès de l'A.S.U.L. équitation.

À cette occasion, ils s'inscrivent dans un cours correspondant à leur niveau équestre et une fiche pédagogique individuelle leur sera remise.

ARTICLE 3 : Organisation Pédagogique :

Chaque année, l'A.S.U.L. équitation propose aux étudiants des cours d'équitation au sein de centre équestres partenaires.

La liste des centre équestre partenaire et des horaires d'utilisation est transmise lors de chaque rentrée universitaire à l'université Jean Moulin et aux étudiants participant via la fiche individuelle pédagogique individuelle.

L'ensemble des enseignements d'équitation sont coordonnés par Monsieur Charles Callon, Enseignant SUAPS à l'université Claude Bernard Lyon 1, titulaire d'un BP JEPS équitation et membre de l'A.S.U.L. équitation.

Les étudiants s'engagent à respecter le règlement intérieur de l'A.S.U.L. équitation et le règlement pédagogique de l'Université Jean Moulin.

ARTICLE 4 : Conditions Financières :

Lors de leur inscription auprès de l'A.S.U.L. équitation, les étudiants s'acquittent d'une cotisation annuelle et d'un forfait semestriel. L'association centralise ces forfaits et les reverse, chaque semestre aux centre équestre partenaires. La cotisation annuelle permet le bon fonctionnement de l'A.S.U.L. équitation et l'organisation d'évènements (dont les compétitions universitaires) au profil de ses membres.

Cette activité ne se déroulant pas dans les installations sportives universitaires, l'université Jean Moulin participe à la location des installations sportives des centres équestres à hauteur de 10 euros par étudiant.

ARTICLE 5 : Assurance :

Dans le cadre des compétitions, organisées par la F.F.S.U., les étudiants souhaitant participer, bénéficient d'une assurance complémentaire en cas de blessure ou accident. En dehors de ce cadre, l'étudiant est couvert par sa propre mutuelle.

ARTICLE 6 : Durée de la Convention :

La convention est conclue pour l'année universitaire 2024-2025. Renouvelable par tacite reconduction, dans un délai maximum de cinq années.

Les parties conservent la possibilité de dénoncer la présente convention moyennement un préavis de 3 mois adressé dans les formes officielles (lettre recommandée avec AR)

ARTICLE 7 : Litige :

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Lyon le 03.01.2025

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3
Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Le président de l'A.S.U.L. Equitation
Lucas MICHAUD--CHEVALIER

L'enseignant référent de l'équitation
Charles CALLON

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | JEAN MOULIN

andrh Rhône & Ain

CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2025-01-F-001

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** ».

L'université Jean Moulin agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommé **« iaelyon ».**

D'une part,

Et

L'ANDRH – Groupe Rhône et Ain – Association de loi 1901,
Sise 15 rue Savoie 69170 TARARE
Représentée par Anthony CONTAT, en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après désignée « **l'ANDRH – Groupe Rhône et Ain** »

D'autre part,

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

En 2020, le bureau de l'association ANDRH Groupe Rhône et Ain, nouvellement élu, a pris contact avec les responsables des formations en Ressources Humaines de l'iaelyon afin d'échanger sur l'intérêt, pour chacune des parties, de conclure un partenariat. Une convention de partenariat a été signée pour deux ans (2021-2022) puis reconduite pour deux ans (2023-2024).

Ce partenariat vise à développer des relations de qualité entre l'ANDRH Rhône & Ain et l'iaelyon en tant qu'établissement de formation aux métiers de la fonction Ressources Humaines. La présente convention formalise les engagements pris par chacune des parties.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les parties, dans le cadre de la mise en place d'une convention de partenariat.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'ANDRH – Groupe Rhône et Ain

Afin d'accompagner les responsables des formations en Ressources Humaines de l'iaelyon dans la formation et l'insertion professionnelle de leurs étudiants, l'ANDRH – Groupe Rhône et Ain s'engage à permettre un accès privilégié au réseau constitué des adhérents de l'association, professionnels de la fonction Ressources Humaines, pour notamment :

- Favoriser la mise en relation des étudiants avec des professionnels de la fonction RH ;
- Permettre l'accueil d'étudiants en stage ou en contrat en alternance ;
- Identifier des professionnels volontaires pour accompagner des étudiants dans la préparation de leur mémoire ou de leur projet professionnel ;
- Recueillir la candidature d'intervenants professionnels sur des thématiques identifiées par les responsables pédagogiques de la formation ;
- Participer à l'organisation de visites d'entreprise ;
- Identifier des professionnels pour participer à des conférences d'actualité sur des thématiques RH ;
- Contribuer à développer des projets à destination des étudiants (études de cas, projets d'étude...) ;
- Fournir des terrains de recherche aux enseignants-chercheurs en RH ;
- Faire le lien avec l'ANDRH au niveau national.

L'ANDRH – Groupe Rhône et Ain communique à ses adhérents une présentation du partenariat, objet de la présente convention et relaye auprès de ses adhérents les besoins exprimés par l'iaelyon.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'iaelyon

L'iaelyon s'engage à :

- Porter à la connaissance de ses étudiants la présente convention de partenariat et à permettre à l'ANDRH Groupe Rhône et Ain de présenter aux étudiants l'association et ses activités ;
- Porter à la connaissance de ses étudiants les évènements organisés par l'ANDRH – Groupe Rhône et Ain auxquels les étudiants pourraient participer ;
- Promouvoir la fonction RH auprès de ses étudiants à tout niveau ;
- Solliciter des responsables RH membres de l'ANDRH Groupe Rhône et Ain pour des évènements autour de la fonction RH organisés par l'iaelyon (jurys, soutenances, témoignages, ...) ;
- Répondre aux problématiques posées par les adhérents de l'ANDRH – Groupe Rhône et Ain ;
- Participer via les chercheurs aux évènements organisés par l'ANDRH – Groupe Rhône et Ain ;

- Convier les membres de l'ANDRH à certains évènements organisés par l'iaelyon.

ARTICLE 4 – COMMUNICATION SUR LE PARTENARIAT

Les parties sont libres de communiquer sur la conclusion de la présente convention de partenariat et sur les actions menées conjointement.

Toutefois, chaque communication donne lieu à une information et une validation préalable des deux parties signataires de la présente convention.

ARTICLE 5 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin et l'ANDRH conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécutif du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux déléguées à la protection des données personnelles des deux établissements d'enseignement supérieur :

- pour l'Université Jean Moulin : dpd@univ-lyon3.fr
- pour l'ANDRH : CCALDEIRA@andrh.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet évènement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la règlementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024.
Elle est conclue pour une durée de 4 ans soit jusqu'au 31 août 2028.
Elle est modifiable par voie d'avenant.

ARTICLE 7 – ÉVALUATION DU PARTENARIAT

Dans le courant du premier trimestre 2028, l'ANDRH Groupe Rhône et Ain et l'iaelyon se rencontreront afin d'établir le bilan des actions menées conjointement sur la durée du partenariat.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION – RÉVISION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

Au cas où il serait mis fin à cette convention, les étudiants inscrits dans la formation doivent avoir la possibilité de compléter et finir leur programme.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en trois exemplaires, le 16/01/2025

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 **Gilles BONNET**	**Pour l'ANDRH – Groupe Rhône et Ain,** Le Président, **Anthony CONTAT**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

LYCÉE du PARC

CONVENTION DE COOPERATION
N°2025-01-F-002

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° SIRET : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET ;
Agissant dans le cadre d'un projet porté par l'**iaelyon School of Management ;**
Représenté par sa Directrice générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommé « **iaelyon** ».

D'une part,

Et

Le Lycée du Parc, établissement public local d'enseignement ;
N° SIRET : 196 900 260 00015 ;
Sis 1 boulevard Anatole France, 69006 Lyon ;
Représenté par son proviseur, François BECKRICH ;

Ci-après désignée **« Lycée du Parc ».**

D'autre part,

VU les articles L. 123-4, L.123-5 et L.718-16 du Code de l'Education ;

VU l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de licence, modifié par l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, au terme desquelles le diplôme de master peut notamment être délivré par les Universités habilitées à cet effet, l'organisation de leur offre de formation étant préalablement soumise à l'habilitation nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2022 ayant pour objet l'accréditation de l'Université Jean Moulin Lyon3 en vue de la délivrance des diplômes nationaux.

ENTRE LES DEUX PARTIES, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La présente convention contribue à la démarche des pouvoirs publics visant à augmenter l'accès des bacheliers aux études supérieures. Elle favoriser le continuum bac -3 / bac +3.

La présente convention facilite la réorientation des étudiants inscrits dans les formations de l'enseignement supérieur afin de favoriser leur réussite dans un parcours adapté à leurs projets personnels et professionnels.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention établit un partenariat entre l'iaelyon et le Lycée du Parc. Elle a pour objet de prévoir les modalités d'accès des étudiants des classes préparatoires (littéraires A/L et B/L et économiques et commerciales ECG) de ce dernier établissement dans certains parcours de la Licence mention Gestion.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'ACCES AUX PARCOURS DE LA LICENCE MENTION GESTION

Les étudiants parvenus au terme de leur première, deuxième ou troisième année de classe préparatoire peuvent demander à bénéficier de l'équivalence des deux premiers semestres de la licence mention Gestion pour intégrer l'un des parcours suivants :

- Parcours Gestion et Management
- Parcours Gestion et Droit

Les étudiants précités peuvent également demander à intégrer la deuxième année de la double Licence mention Gestion et LEA.

Dans tous les cas, le dossier de candidature devra être déposé sur la plateforme e-candidat. Outre la pièce d'identité ou le titre de séjour, le relevé de note du baccalauréat ou le titre équivalent, le relevé des notes obtenues au sein de la classe préparatoire et une lettre de motivation, les étudiants précités devront fournir l'avis pédagogique du responsable de la classe préparatoire.

La demande d'équivalence est soumise à la décision de la commission pédagogique du parcours ou de la double Licence visé par la demande.

Le refus d'octroyer 60 crédits par équivalence n'ouvre pas de droit à l'inscription en première année de Licence mention Gestion, laquelle demeure soumise aux dispositions des articles D612-1 et suivants du code de l'éducation.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES

Pour obtenir les crédits des deux premiers semestres de la Licence mention Gestion, les étudiants inscrits en classe préparatoire au Lycée du Parc doivent s'inscrire à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et s'acquitter des droits d'inscription afférents.

ARTICLE 4 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le Lycée du Parc conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et pédagogiques afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. A ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécutif du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux déléguées à la protection des données personnelles des deux établissements :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour le Lycée du Parc : ce.0690026d@ac-lyon.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet évènement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la règlementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 6 – EVALUATION DU PARTENARIAT

Les parties se rencontreront *a minima* une fois l'an pour établir le bilan pédagogique de l'année écoulée, et définir les objectifs de l'année suivante ainsi que les actions qui en découlent pour les parties.

ARTICLE 7 – DATE D'EFFET ET DURÉE

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2025.
Elle est conclue jusqu'au terme de l'accréditation 2022/2027 de l'Université Jean Moulin Lyon 3, soit jusqu'au 31 aout 2027.
Elle est modifiable par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

Au cas où il serait mis fin à cette convention, les étudiants inscrits dans la formation doivent avoir la possibilité de compléter et finir leur programme.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en trois exemplaires, le

Pour l'Université Jean Moulin Lyon3, Le Président, 10/02/2025 UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 **Gilles BONNET**	**Pour le Lycée du Parc,** Le Proviseur, **François BECKRICH**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

Baruch COLLEGE

CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

(Articles L. 6313-1, L. 6353-3 et L.6353-7 du Code du travail)

N°2025-01-F-005

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **Université Jean Moulin** »

L'université agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommée « **iaelyon** »

D'une part, Et

Les administrateurs de **the City University of New York**, agissant pour le compte de **Baruch College, City University of New York**
Sise one Bernard Baruch Way, BoxJ- 0810, New York 10010, United States,
Représenté par la Vice-Présidence de l'Administration et des Finances Katherine T. COBB

Ci-après dénommé « **Baruch College** »

D'autre part.

Est conclue la convention suivante, en application des dispositions de la sixième partie du code du travail et des conditions générales de vente .*http://iae.univ- lyon3.fr/medias/fichier/cgv-formation-continue-deliberations-ca-2017-09- 19_1523861919304-pdf* ou sur demande.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler les rapports entre les deux parties dans le cadre d'une action de formation professionnelle non diplômante conformément à l'article L.6313-1 du Code du travail.

En exécution de la présente convention, l'iaelyon s'engage à organiser un programme court intitulé :

"International Business Practices and Policies:
a European Perspective"

Article 2 : Modalités du programme

Date(s) du programme court : du 6 au 18 janvier 2025
Durée du programme court : 13 jours

Lieu du programme court : iaelyon School of management
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 (France)

Effectif de la session : Minimum 15 étudiants, maximum 20 étudiants et un accompagnateur.

En cas d'impossibilité pour un participant d'assister effectivement à la formation, le bénéficiaire de l'action de formation peut lui substituer, sans frais supplémentaires un autre participant avec l'accord préalable de l'iaelyon. Le nom et coordonnées de cette personne doivent donc être communiqués à l'iaelyon avant le démarrage de la session.

Article 3 : Engagement de participation

Baruch College s'engage à assurer la présence des participant(s) aux dates prévues, lieux et heures prévus.

Pendant la durée de la formation, les participants demeurent sous le statut de stagiaires en formation professionnelle. Ils sont placés sous l'autorité de la Direction de l'iaelyon et sont tenus de respecter le règlement intérieur et les horaires applicables dans l'établissement.

Article 4 : Moyens pédagogiques et techniques

L'iaelyon s'engage à mettre en œuvre les moyens pédagogiques, matériels et humains nécessaires au programme court.
Le programme sera communiqué au partenaire à partir du 1er décembre 2024. L'iaelyon est responsable du programme sous réserve de modifications venant des prestataires extérieurs.

Article 5 : Assiduité et évaluation

Une feuille de présence est établie par l'iaelyon pour chaque demie- journée de formation.
Cette feuille doit être signée par l'animateur et les stagiaires concernés pour valider la présence des stagiaires et faire valoir l'action de formation auprès des organismes publics de contrôle.
Toute absence sera mentionnée et l'information sera transmise au partenaire.

Article 6 : Attestation de formation

Une attestation mentionnant les objectifs, la nature, la durée de l'action et le cas échéant les résultats de l'évaluation des acquis du programme sera remise aux participants à l'issue de la formation.

Article 7 : Dispositions financières

En contrepartie de cette action de formation, Baruch College s'engage à payer le tarif du programme court dans les conditions suivantes :

► Le tarif, ferme et définitif, du programme court est fixé à 1114 dollars américains soit 1050 euros, frais bancaires inclus, par participant inscrit, pour un minimum de 15 participants.

► Le paiement s'effectuera sur présentation d'une facture à l'issue du programme.

► Cette somme sera versée au Service de la Formation Continue de l'iaelyon. La prestation étant une prestation de formation continue, l'établissement décide de ne pas l'assujettir à la TVA. La prestation est donc facturée nette de taxes.

► Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte de l'Université Jean Moulin, ouvert au Trésor public dont les coordonnées figurent ci-dessous

Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3
1C, avenue des Frères Lumière
CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 (FRANCE)

TRESOR PUBLIC

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVE

Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)

Identifiant national de compte bancaire - RIB				
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation
10071	69000	00001004334	60	TPLYON

Identifiant international de compte bancaire - IBAN

IBAN (International Bank Account Number)							
							BIC (Bank Indentifier Code)
FR76	1007	1690	0000	0010	0433	460	TRPUFRP1

TITULAIRE DU COMPTE :

UNIV J MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE

► L'iaelyon prend en charge les frais de déplacement des étudiants et des accompagnateurs de Baruch College suivants :

- Frais de déplacements en transports publics (TCL). ;
- Frais de déplacement en car spécialement réservé pour une activité prévue dans le programme.

► L'iaelyon ne prend pas en charge les frais annexes non mentionnés dans la présente convention

Article 8 : Clauses de résiliation ou d'abandon

En cas d'absence ou de désistement, après prise d'effet de la présente convention, l'intégralité du prix de la formation reste due.

Toutefois, si l'abandon est le fait d'un cas de force majeure, dûment reconnu (évènement imprévisible, insurmontable et extérieur aux parties) et signalé à l'iaelyon par lettre recommandée avec accusé de réception avec toutes les pièces justificatives ou si l'interruption est du fait de l'iaelyon, le paiement des frais de la formation n'est dû qu'au prorata temporis de la formation effectivement dispensée

Article 9 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Elle prend fin à l'issue de l'action de formation, y compris après d'éventuels reports.
Toute reconduction ou organisation d'autres sessions à venir ferait l'objet d'une nouvelle convention.

Article 10 : Litiges

Conformément aux conditions générales de vente, en cas de litige de toute nature ou toute contestation relative à la formation ou à l'exécution de la présente convention, l'Université Jean Moulin et Baruch College s'efforceront de trouver une résolution amiable devant le médiateur académique.
Si, à l'issue de cette médiation, le litige persiste celui-ci sera soumis au tribunal administratif compétent.

Article 11 : Responsabilités

Chaque partie sera responsable de ses propres actes ou omissions et de leurs conséquences et ne sera pas responsable des actes ou omissions de l'autre partie et de leurs conséquences.

En cas d'urgence ou de problème spécifique à un participant, la personne de l'iaelyon chargée de prendre contact avec les administrateurs de Baruch College est :

Mathilde DESPLANS, Responsable du Pôle Activités Internationales (+33 (0)4 78 78 72 86)

Les administrateurs à contacter à Baruch College sont :

- En premier lieu : Richard MITTEN (+ (646) 312 20 76)
- En deuxième lieu : Ligne d'urgence en dehors des horaires de bureau : + (973) 735 43 42

La présente convention est signée en 3 exemplaires en français et 3 exemplaires en anglais, chacun faisant foi.

Fait à Lyon, le 24/01/2025

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, Gilles BONNET	**Pour Baruch College,** Vice-Présidence de l'Administration et des Finances Katherine T. COBB
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS	

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

ENS DE LYON

2025-01-F-006

AVENANT N°2 À LA CONVENTION N° 2023-09-F-056 RELATIVE À LA LICENCE 3 D'ANGLAIS

ENTRE

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3

ET L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

L'Université Jean Moulin - Lyon 3
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
ci-après désignée « Université Lyon 3 »

Et

L'École normale supérieure de Lyon
15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07
Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon ont convenu de coopérer pour la troisième année de la Licence Arts-Lettres-Langues, Mention Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales, Spécialité Anglais (L3 Anglais-LLCER).

Dans ce contexte, les parties ont conclu une convention de partenariat n° 2023-09-F-056 autorisant les étudiants normaliens qui le souhaitent à s'inscrire et suivre les enseignements proposés par l'université Lyon 3 en 3eme année de licence d'anglais.

Le présent avenant a pour objet de modifier les équivalences pour certaines matières proposées par l'université Lyon 3 au cours du semestre 5 et du semestre 6 et détaillés une première fois dans l'avenant N° 1 (2024-01-F-003).

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1er :

L'article 2.1 scolarité est modifié en ces termes :

SEMESTRE 5

Université Lyon 3	ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE			
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE : - Thème anglais - Stylistique-Narratologie	(~~3.5~~) 2.5 (~~3~~) 2	Littérature anglais Civilisation anglais Version anglais Grammaire – Linguistique Pratique de la langue	3 3 2,5 2 1
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE *LV2 (Allemand, Espagnol, Italien niveau lycée – ou pour les élèves n'ayant jamais étudié aucune de ces 3 langues, Espagnol niveau grands débutants)*	(~~3~~) 2	Linguistique générale	2
Projet personnel et professionnel			
MINEURE			
Approfondissement en langue (*Ajout*) Cultures disciplinaires *	(~~5~~) 4 3	Approfondissement méthodologie	(~~2~~) 3
	13.5		**16.5**

*La note sera calculée avec la moyenne des autres matières étudiées à Lyon 3

SEMESTRE 6

Université Lyon 3	ECTS	ENS de Lyon	ECTS
MAJEURE			
UNITÉ D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTALE : - Version anglais - Stylistique-Narratologie - Grammaire-Linguistique - Expression française	(~~3~~) 2 (~~3~~) 2 2 1	Littérature anglais Civilisation anglais Thème anglais Pratique de la langue anglais	3 3 2 1

UNITÉ D'ENSEIGNEMENT TRANSVERSALE *LV2 (Allemand, Espagnol, Italien niveau lycée – ou pour les élèves n'ayant jamais étudié aucune de ces 3 langues, Espagnol niveau grands débutants)*	(~~3~~) 2	Linguistique générale	2
Projet personnel et professionnel			
MINEURE			
Approfondissement en langue	(~~5~~) 4	Approfondissement méthodologie (*Ajout*) Cultures disciplinaires	(~~2~~) 3 3
	13		**17**

Article 2 :

Les dispositions de la convention n° 2023-09-F-056 et de l'avenant N°1 (2024-01-F-003) figurant aux articles 1, 2.2, 3, 4, 5 demeurent inchangées.

Article 3 :

Les modifications apportées à la convention n° 2023-09-F-056 et à l'avenant N° 1 (2024-01-F-003) au titre du présent avenant, entreront en vigueur à compter du 1er septembre 2024.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 22.01.2025

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3
Gilles BONNET

Le

Le Président de
L'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC

Convention partenariale

Talents lyonnais

AVENANT N°3

Il est convenu entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Faculté de droit

Située 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08

Représentée par M. Gilles BONNET, Président de l'Université,

Ci-après dénommée « Faculté de droit Lyon 3 »

Et

L'Université Lumière Lyon 2,

Faculté de droit Julie Victoire Daubié

Située 4 bis rue de l'Université - 69365 Lyon Cedex 07

Représentée par Mme Isabelle VON BUELTZINGSLOEWEN, Présidente de l'Université,

Ci-après dénommée « Faculté de droit Lyon 2 »

Et

L'Institut d'études politiques de Lyon,

Situé 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon

Représenté par Mme Hélène SURREL, directrice de l'institut,

Ci-après dénommé « IEP de Lyon »

Et

L'Institut régional d'administration de Lyon,

Situé Parc de l'Europe Jean Monnet, 69616 VILLEURBANNE

Représenté par Mme Catherine PRUDHOMME, directrice de l'institut,

Ci-après- dénommé « IRA de Lyon »

Et

La Cordée

Située 2 avenue de l'Observatoire, 75 006 PARIS

Représentée par M. Damien ZAVERSNIK, son Co-président

Ci-après dénommée « La Cordée »

ci-après désignés collectivement les « parties ».

Article 1 : Objet

L'annexe au présent avenant remplace l'annexe 2 de la convention partenariale « Classe Talents lyonnais » signée le 10 décembre 2021.

Les autres articles de ladite convention restent quant à eux inchangés.

Fait à Lyon, en un exemplaire, le 13 novembre 2024

ANNEXE 2

Répartition de la subvention

Année scolaire 2024-2025

La répartition de la subvention entre les établissements suit très directement le nombre d'étudiants Talents accueillis dans chaque parcours.

Le tableau suivant présente la répartition de la subvention 2024-2025 en fonction du nombre de préparationnaires « Talents » inscrits dans les différents parcours.

Tableau 1 - Classe préparatoire Talents lyonnais 2024-2025 (nombre de Talents, répartition de la subvention)

Partenaires	*Nombre de « Talents » effectivement accueillis au 13 novembre 2024*	*Répartition de la subvention*
Association La Cordée		Appui forfaitaire : 5 550 €
IEP Lyon CPAG	10	10 x 6 350 € = 63 500 €
IRA de Lyon	14	14 x 6 350 € = 88 900 €
Lyon 2	10	9 x 6 350 € = 63 500 €
Lyon 3	2 (Parcours Carrières publiques) 1 (Parcours Douanes)	3 x 6 350 € = 19 050 €
TOTAUX	**37 élèves**	**Programmés : 455 000€ (70 places subventionnées)** **A répartir effectivement : 37 x 6 500 = 240 500 €**

Gilles BONNET, Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3	Catherine PRUDHOMME, Directrice de l'IRA de Lyon
Hélène SURREL, Directrice de l'IEP de Lyon	Mme Isabelle VON BUELTZINGSLOEWEN, Présidente de l'Université Lumière Lyon 2
Damien ZAVERSNIK, Co-président de La Cordée	

Institut régional d'administration de Lyon
Parc de l'Europe Jean Monnet – CS 72076 – VILLEURBANNE CEDEX
Accueil : 04 72 82 17 17 – accueil@ira-lyon.gouv.fr - www.ira-lyon.gouv.fr

CONVENTION DE PARTENARIAT

n°2025-01-F-012

Entre les soussignés

UMANI - Associu pè una Fundazione di Corsica, dont le siège social est situé BP 55 - 20416 Ville di Pietrabugnu Cedex, représentée par Monsieur Jean-François Bernardini, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes.
Ci-après dénommée UMANI
d'une part,

ET
Université Lyon 3 située 1 Av. des frères Lumlière 69008 Lyon , représentée par Mr. Le Professeur Gilles Bonnet en sa qualité de Président de l'université Lyon 3, habilité à signer la présente

d'autre part,

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les Parties, dans le cadre de la mise en place d'une rencontre-échanges donnée par Monsieur Jean-François Bernardini qui se déroulera le :

Vendredi 17 janvier 2025
de 10h00 à 12h00
devant les lycéens et étudiants de Lyon 3

et dont le thème est :
" La non-violence, ça s'apprend "

ARTICLE 2 : Engagements d'UMANI

UMANI s'engage à animer la rencontre-échanges mentionnées dans l'article 1.

ARTICLE 3 : Engagement de l'Université Lyon 3

L'établissement s'engage à respecter toutes les conditions d'accueil et de mise à disposition nécessaire à cette intervention, ainsi qu'au versement de la somme indiquée à l'article 4 pour participation aux frais d'organisation et de déplacement.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour la durée mentionnée dans l'article 1.

ARTICLE 5 : Modalités financières

L'intervention de Monsieur Jean-François Bernardini est donnée à titre gracieux.

UMANI • BP 55 – 20416 Ville di Pietrabugnu Cedex • Tel : 04 95 55 16 16 • Email : afc@afcumani.org
www.afcumani.org
Associu 02B1004564 • SIRET 492 717 830 00011

Les frais d'organisation et de déplacement seront pris en charge par l'établissement, UMANI établira une facture d'un montant de **trois cent cinquante euros (350,00 €)** (exo. TVA.)
Le règlement de la facture s'effectuera par :

- Chèque à l'ordre de : afc-UMANI et envoyé à l'adresse suivante :
  BP 55 - 20416 Ville di Pietrabugnu Cedex
- Virement bancaire (RIB ci-dessous)

RIB : Associu pè una Fundazione di Corsica

IBAN	BIC
FR76 1027 8090 8100 0203 6200 176	CMCIFR2A

Domiciliation : Crédit Mutuel de Furiani

ARTICLE 6 : Responsabilité

L'établissement déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques notamment en matière de responsabilité civile. UMANI déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à son intervention.

ARTICLE 7 : Annulation ou report

L'établissement et UMANI se reconnaissent la possibilité d'annuler ou de reporter l'évènement à tout moment pour des motifs d'ordre public ou d'intérêt général.
La partie souhaitant reporter ou mettre un terme à l'évènement devra en faire part à l'autre partie par mail dans les plus brefs délais.

Article 8 : Attribution de compétences

Le chef d'établissement et le président d'UMANI se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront d'un commun accord en liaison avec l'équipe pédagogique les dispositions propres à la résoudre. Pour tout litige qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des autorités compétentes.

La présente convention comporte 2 pages.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Bastia, le 10 décembre 2024

UMANI - Associu pè una Fundazione di Corsica
Le Président
Jean-François BERNARDINI

Université Lyon 3
Le Président
Professeur Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

UMANI • BP 55 – 20416 Ville di Pietrabugnu Cedex • Tel : 04 95 55 16 16 • Email : afc@afcumani.org
www.afcumani.org
Associu 02B1004564 • SIRET 492 717 830 00011

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

& Arthaud Associés

AVENANT n°1
n°2025-01-F-013

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT N°2022-06-F-056

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 ;
N° Siret : 196 924 377 00282 ;
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 ;
Représentée par son Président, Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** ».

L'université Jean Moulin agit dans le cadre d'un projet porté par sa composante :
L'iaelyon School of Management ;
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS ;

Ci-après dénommé **« iaelyon ».**

D'une part,

Et

A&A Conseils et Formations,
N° Siret : 493 627 582 00023
Sis 73 Rue François Mermet, 69160 Tassin la Demi-Lune
Représenté par son Président, Olivier ARTHAUD,

Ci-après désigné **« A&A Conseils et Formations »**

D'autre part,

***Vu** les dispositions de la sixième partie du code du travail et des conditions générales de vente disponibles à l'adresse fc.univ-lyon3.fr ou sur simple demande ;*
***Vu** la convention de partenariat 2022-06-F-056 signée le 13 mars 2023 modifiée entre l'Université Jean Moulin 3 et plus particulièrement l'iaelyon et A&A Conseils et Formations ;*

Article 1 – Modification de la convention n°2022-06-F-056

- *Le paragraphe de l'article 2 « Aspects pédagogiques » alinéa 2.1 « Le parcours » :*

« Ce parcours de 210h se déroulera sur 3 ans, du 01/09/2022 au 31/08/2025 à raison de 70h par année universitaire. »

est remplacé comme suit :

« Ce parcours de 210 h se déroulera sur 3 ans, du 01/09/2023 au 31/08/2026 à raison de 70h par année universitaire. »

- *Le premier paragraphe de l'article 6 « Date d'effet et durée » :*

« La présente convention est conclue pour les années universitaires 2022-2025 soit une durée de 3 ans. Elle prend effet à compter du 1er septembre 2022. La prise d'effet de la convention est subordonnée d'une part à son approbation par les différents Conseils de l'Université et d'autre part à sa signature par les parties. »

est remplacé comme suit :

« La présente convention est conclue pour les années universitaires 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 soit une durée de 3 ans. Elle prend effet à compter du 1er septembre 2023. »

L'annexe pédagogique « maquette du Diplôme Universitaire » est *modifiée comme suit :*

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN | Arthaud & Associés

	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	TOTAL (J)	TOTAL (H)
Business game J1	1				
Business game J2	1				
Jeu entreprise	**2**	**0**	**0**	**2**	**14**
Choix investissement	1				
Choix financement et gestion trésorerie		1			
Diagnostic financier IFRS			1		
Fondamentaux de la finance	**1**	**1**	**1**	**3**	**21**
Evaluation J1			1		
Evaluation J2			1		
Evaluation J3			1		
Evaluation financière	**0**	**0**	**3**	**3**	**21**
IFRS J1	1				
IFRS J2	1				
ANC 2020-01		1			
Consolidation IFRS & ANC	**2**	**1**	**0**	**3**	**21**
Audit 1	1				
Audit 2	1				
Echanger avec l'entité auditée		1			
Audit financier	**2**	**1**	**0**	**3**	**21**
Due Dil		1			
IBR		1			
CAA CAF			1		
Audit contractuel	**0**	**2**	**1**	**3**	**21**
Progiciels audit 1		1			
Progiciels audit 2		1			
Tableur	1				
Outils SI audit	**1**	**2**	**0**	**3**	**21**
Rapport de gestion	1				
Approbation des comptes			1		
Conventions réglementées			1		
Droit des sociétés	**1**	**0**	**2**	**3**	**21**
Focus sur les infractions pénales			1		
Entreprises en difficulté		1			
Entreprises en difficulté	**0**	**1**	**1**	**2**	**14**
Impôts fonciers		1			
Intégration fiscale			1		
Fiscalité	**0**	**1**	**1**	**2**	**14**
Examens DU	**1**	**1**	**1**	**3**	**21**

L'annexe financière « Fiche budgétaire » est modifiée comme suit :

EVALUATION ECONOMIQUE DES FORMATIONS COURTES

Diplôme Universitaire sur 3 ans

Intitulé : A&A Conseils et formations

Code diplôme :
Année de création : 2021-2022

Composante :	IAE	
Type de diplôme (FI - FC - FA - DU - Préparation - Certificat) :	FC - DU	
Compte Financier :	902205	
Centre de coûts et de profits :		
Enseignant en charge du diplôme - Pédagogique :	François LANTIN	
Agent administratif en charge du diplôme :	Laurent SERVE	
Date début et fin de la formation (janv à déc // sept à août) :	sept-23	sept-26
Nombre total d'inscrits	8	
Nombre prévisionnel d'inscrits minimum 8 (cf. convention) :	8	
Nombre d'années du parcours avec facturation annuelle	3	
Nombre de jours de présence à l'iaelyon :	0	
Nombre d'heures par année	70	

	HCM	IeqTD Iaelyon	IeqTD IFAURA
TOTAL HEURES DE LA FORMATION	**210**	**0**	**210**

		Prévisionnel		Iaelyon	A&A
		Montant	Nombre participants / groupes	Total	Total
RECETTES	Tarif National par étudiant (TN Licence ou TN Master)				
	Droit d'inscription au diplôme d'établissement (DU, Certificat, Préparation)	250 €	14		
	Tarif total de la formation par participant	7 500 €	14		105 000 €
	RECETTES			**0 €**	**105 000 €**

		Prévisionnel		Iaelyon	A&A
		Coût /jour chargé	Quantité	Total chargé	Total chargé
COÛTS DE PERSONNEL FORMATION	Coût heures maquette au coût moyen d'une heure d'enseignement				
	Rémunération journalière chargée des intervenants	1 050 €	30	0 €	31 500 €
	Forfait 'Ingénierie Pédagogique de A&A Lyon ou A&A Audit	3 000 €	1		3 000 €
	Forfait 'Ingénierie pédagogique et coordination de la formation iaelyon (1er groupe)	1 500 €	3	0 €	4 500 €
	Forfait 'Ingénierie pédagogique et coordination de la formation iaelyon (groupe supplémentaire)	750 €	0	0 €	0 €
	Tutorat				
	Surveillance d'examen				
	Interrogation orale				
	Suivi du rapport professionnel				
	Suivi du mémoire				
	Soutenance mémoires				
	Séminaires internationaux (18 H par étudiant, coût de revient d'un séminaire = 30 € par étudiant)				
	Achat licence et outils spécifiques	0 €	8	0 €	
	TOTAL COÛTS DE PERSONNEL FORMATION (ENS, EC, VAC)			**0 €**	**39 000 €**
COÛTS SPECIFIQUES	Jurys de sélection, entretiens de sélection (5 demi-journées et 2 personnes par jury)				
	Jurys de VAP				
	Restauration : Petit déjeuner de rentrée				0 €
	Repas participants et animateurs, Remise de diplôme etc.				
	Cocktail sortie promo				0 €
	Réunion pédagogique				
	Repas intervenants	25 €	30		750 €
	Déplacements et hébergements des intervenants	forfait			1 500 €
	Jeux d'entreprise	60 €	14		840 €
	inscription au TOSA	25 €	14		350 €
	Documentation pédagogique				
	Reprographie				
	Location de salles				
	Autres frais spécifiques : ..... Frais de missions				
	COÛTS DE SOUTIEN & SUPPORT (Service FC)				
	Coût direct masse salariale (Coordination administrative et financière, compte FC 902207)[1]	16 €	0	0 €	
	Coûts spécifiques ou coût fonctionnement moyen (compte FC 902207)				
	TOTAL COÛTS SPECIFIQUES			**0 €**	**3 440 €**
	TOTAL COÛTS DIRECTS (Coûts de personnel formation + coûts spécifiques)			**0 €**	**42 440 €**
	MARGE SUR COUTS DIRECTS (Recettes - Total coûts directs)			0 €	62 560 €
COÛTS INDIRECTS	**COUTS DE SOUTIEN & DE SUPPORT (Coût composante)**				
	Coût indirect masse salariale (Coordination administrative et financière, compte FC 902207)	44 €	9	396 €	
	Coût direct masse salariale (Coordination administrative et financière, compte FC 902207)[1]	16 €	18	288 €	
	Coût masse salariale (Services communs de la composante_Compte 902201)				
	Coût fonctionnement (Services communs de la composante_Compte 902201)				
	COUTS DE SOUTIEN & DE SUPPORT (Services Centraux & Services Communs)[2]			0 €	
	Coût masse salariale services centraux et services communs[3]	27 €	2		
	Coût fonctionnement services centraux et services communs[3] hors charges immobilières	5 €			
	Coût charges immobilières	8 €	0		
	TOTAL COÛTS INDIRECTS (SOUTIEN ET SUPPORT)			**684 €**	
	COÛT COMPLET (Coûts directs + Coûts indirects)			**684 €**	**42 440 €**
	MARGE NETTE (Recettes -Coûts complets)			-684 €	62 560 €

Coût moyen étudiant	
Recette moyenne par étudiant	

(1) Au coût horaire d'un contractuel catégorie B

(2) A titre d'information : 11 % des recettes, hors droits d'inscription, sont reversées aux Services Centraux pour couvrir les frais indirects, soit *0 €*
alors que les coûts de soutien et de support des services centraux et des services communs s'élèvent à *54 €*

(3) DAF, DRH, DSI, DIRPAT, DIRLOG, DEVU, SHS, BU, Présidence, Dir des achats, Service juridique, Service des relations internationales, Agence Comptable .... etc

	Dépenses	Recettes	Marge par partenaire 50%
A&A	42 440,00 €	105 000,00 €	30 938,00 €
iaelyon	684,00 €		30 938,00 €
TOTAL	**43 124,00 €**	**105 000,00 €**	**61 876,00 €**

Marge Globale	**61 876,00 €**

Versement à l'iaelyon	**30 938,00 €**
1ère facture à la signature	10 312,67 €
2ème facture Année 2	10 312,67 €
Solde facture Année 3	10 312,67 €

L'annexe budgétaire de la présente convention est donnée à titre prévisionnel, les effectifs étant susceptibles d'être modifiés.

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Article 2 - Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du 1er septembre 2023.

Fait en trois exemplaires à Lyon, le 10/02/2025

Pour l'Université Jean Moulin, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour l'iaelyon,** La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour A&A Conseils et Formations,** Le Président, **Olivier ARTHAUD**

CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION

LES RENCONTRES AUTOUR DU CINÉMA ITALIEN D'AUJOURD'HUI
9e édition
N°2025-01-G-002

Entre,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C, avenue des Frères Lumière, 69372 LYON Cedex 08
Représentée par son président, M. Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **Lyon 3** »

Agissant au nom et pour le compte de la faculté des langues dont le doyen est M. Alessandro MARTINI. Dénommée ci-après la « Faculté des langues ».

Agissant également au nom et pour le compte de l'Institut d'Histoire des Représentations et des Idées dans les Modernités (IHRIM), dirigé par Mme Marina MESTRE-ZARAGOZÁ. Dénommé ci-après le « Laboratoire ».
Lyon 3 a reçu mandat des tutelles du Laboratoire pour signer la présente convention, ci-après la « Convention », et pour agir en leurs noms et pour leurs propres comptes.

Et

Plein champ (Cinéma Comœdia), SAS dont le siège social est situé 13 Avenue Berthelot, 69007 Lyon
Téléphone : 04 26 99 45 02
Siret : 33978883800052
Représentée par Mme Frédérique DUPERRET, Directrice

Lyon 3 et le Cinéma Comœdia sont ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : NATURE DE LA CONVENTION

Lyon 3 et le Cinéma Comœdia ont décidé de s'associer pour co-organiser la neuvième édition de la manifestation suivante :

« LES RENCONTRES AUTOUR DU CINÉMA ITALIEN D'AUJOURD'HUI »

Elles auront lieu **les 12-13-14 février 2025.**

La coordination de l'événement est assurée par la Faculté des Langues (Mme Susanna Longo) et par le Cinéma Comoedia (Mme Frédérique Duperret).
Le programme des rencontres est annexé à la Convention.

Article 2 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Lyon 3 (Faculté des Langues) s'engage à verser au Cinéma Comœdia, en contrepartie de la prise en charge des frais de transport de Mme Martina SCRINZI et de M. Daniele LUCHETTI, une somme de **500€, non soumis à TVA.**

Lyon 3 (Laboratoire) s'engage à verser au Cinéma Comœdia, en contrepartie de la prise en charge des frais de la location et de l'acheminement des films projetés au Cinéma Comœdia, une somme de **500€, non soumis à TVA.**

Ces sommes seront versées sur le compte du Cinéma Comœdia dont les coordonnées sont ci-après :

42559	10000	08001763002	37	GROUPE CREDIT COOPERATIF
code établ.	*code guichet*	*numéro de compte*	*clé RIB*	*domiciliation*

IBAN

FR76	4255	9100	0008	0017	6300	237

BIC

C	C	O	P	F	R	P	P	X	X	X

Le règlement sera effectué après la signature de la Convention sur présentation de deux factures adressées via Chorus Pro par le Cinéma Comœdia, après transmission de deux bons de commande par Lyon 3.

Le règlement sera effectué dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception des factures.

Un tarif préférentiel à 5,5 € est mis en place pour les étudiants de Lyon 3 pour les séances programmées au Cinéma Comœdia.

Article 3 : COMMUNICATION

Chacun des partenaires autorise l'autre à utiliser son nom pour promouvoir les « Rencontres » par différents canaux de communication, notamment : sites internet, lettres électroniques, affichage numérique, flyers, invitations électroniques, programmes imprimés. Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec la notoriété, l'image et la charte graphique des partenaires. Aucun des partenaires ne peut utiliser l'image de l'autre hors du cadre explicite de cette Convention et vice-versa. Avant diffusion de toute communication majeure incluant les relations avec la presse,

les partenaires devront s'être préalablement mis d'accord et avoir accepté explicitement toute communication.

Article 4 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

Toute personne invitée à intervenir à l'occasion des « Rencontres » le 13 février 2025 à Lyon 3 se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. Elle assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites.

Article 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et prendra fin à l'exécution complète des obligations par les Parties et au plus tard au 30 juin 2025.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat ou en cas de force majeure, chaque partenaire pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués.

Article 6 : LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la Convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 14/01/2025

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Pour Le Cinéma Comœdia
La Directrice

Frédérique DUPERRET

AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE RESTAURATION

N°2024-01-G-007

Entre

L'**Association de Gestion du Restaurant des Agents des Finances de Lyon**, dont le siège social est situé au 2 rue Charles Biennier 69002 Lyon, et représentée par son Président par intérim, Monsieur Renaud BARBET, conformément à l'article 11 des statuts de l'association.

L'Association identifiée ci-dessus étant dénommée dans le corps de la présente convention «**RAF**».

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3, dont le siège social se situe au 1C avenue des Frères Lumières, CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08, représentée par **son président Monsieur Gilles BONNET**

L'organisme public identifié ci-dessus étant dénommé dans le corps de la présente convention « **entité conventionnée** ».

- Vu la convention financière de restauration au profit des personnels des services académiques, signée en date du 21/12/2023

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article premier : modification de la grille tarifaire

En application des résolutions actées à l'unanimité lors du Conseil d'Administration du Restaurant des Agents des Finances (RAF) qui s'est tenu le jeudi 14 novembre 2024, le tarif appliqué aux organismes conventionnés est fixé à 8,50 € à compter du 1er février 2025.

En conséquence, la répartition de cette somme s'établira de la façon suivante entre prestation repas interministérielle PIM), participation conventionnelle et prix du repas pour l'agent à compter du 1er février 2025 :

Participation complémentaire de l'entité conventionnée	Adresse service
L'Université Jean Moulin accorde à l'ensemble de son personnel quel que soit l'indice, une participation supplémentaire dont le montant est fixé à 3,00 €	*Université Lyon 3 Jean Moulin* *Service facturier dépense* *1C avenue des Frères Lumières* *CS 78242* *Lyon Cedex 08*

Par ailleurs, pour permettre de couvrir les surcoûts liés au respect de la loi EGAlim, l'augmentation du coût des denrées alimentaires et la prise en charge équitable des frais fixes, et à l'instar de ce qui a été mis en place pour les agents des Ministères économiques et financiers, il est institué un droit d'entrée de 1 € par repas délivré pour les agents des

organismes extérieurs, avec prise d'effet au 1er février 2025.

Pour rappel, le prix du repas à emporter est augmenté de 0.60 €, à la charge du convive, pour une participation à l'emballage depuis le 1er mars 2023.

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention.

Il entrera en vigueur à compter du 1er février 2025.

A l'exception de ce qui précède, les dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le **13 janvier 2025**

Pour l'entité conventionnée,
Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président

Pour le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et par délégation
La Directrice des Ressources Humaines
et des Relations Sociales
Tifenn LEBEAU

M. Gilles BONNET

Pour le RAF
Le Président

Renaud BARBET

CONTRAT DE SERVICE
OHRIS via UGAP

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 : DEFINITIONS **4**

ARTICLE 2 : OBJET **5**

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS **6**

ARTICLE 4 : EFFET ET DUREE **6**

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES SERVICES APPLICATIFS **7**

ARTICLE 5.1 : MODULES APPLICATIFS 7

ARTICLE 5.2 : ACCES AU SERVICE APPLICATIF 7

ARTICLE 5.3 : UTILISATION DES API 8

ARTICLE 6 : QUALITE DES APPLICATIFS **8**

ARTICLE 7 : LICENCE **8**

ARTICLE 8 : MAINTENANCE **9**

ARTICLE 9 : ASSISTANCE **9**

ARTICLE 9.1 : CLASSIFICATION DES ANOMALIES 9

ARTICLE 9.2 : ACCES A L'ASSISTANCE 9

ARTICLE 9.3 : LES DELAIS 10

ARTICLE 10 : TRAITEMENT DES DONNEES **11**

ARTICLE 10.1 : DONNEES PERSONNELLES ET RGPD 11

ARTICLE 10.2 : TRAITEMENT DES DONNEES 12

ARTICLE 10.3 : PROPRIETE DES DONNEES 13

ARTICLE 10.4 : SECURITE DES DONNEES 14

ARTICLE 10.5 : LOCALISATION DES DONNEES 14

ARTICLE 11 : AUDIT TECHNIQUE **14**

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES **15**

ARTICLE 12.1 : PRIX 15

ARTICLE 12.2 : MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT 15

ARTICLE 12.3 : DEFAUT DE PAIEMENT 16

ARTICLE 12.4 : GARANTIES TARIFAIRES 16

ARTICLE 12.5 : DEFAUT DE COMMANDE 16

ARTICLE 13 : PROPRIETE 16
ARTICLE 14 : DEVELOPPEMENTS SPECIFIQUES 17
ARTICLE 15 : GARANTIE D'EVICTION 17
ARTICLE 16 : RESPONSABILITE – FORCE MAJEURE 18
ARTICLE 17 : ASSURANCE 19
ARTICLE 18 : RESILIATION 19
ARTICLE 19 : REVERSIBILITE 19
ARTICLE 20 : NON-SOLLICITATION DE PERSONNEL 20
ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE 20
ARTICLE 22 : SOUS-TRAITANCE 20
ARTICLE 23 : EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES 21
ARTICLE 23 : DIVERS 21
ARTICLE 24 : LEGISLATION SOCIALE 22
ARTICLE 25 : DECLARATION D'INDEPENDANCE RECIPROQUE 22
SIGNATURES : 22
ANNEXE 1 : Conditions financières 23
ANNEXE 2 : Description des Modules et prérequis 23
ANNEXE 3 : Charte qualité 25
ANNEXE 4 : Garanties particulières concernant les badgeuses 28

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

L'UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN
Type d'établissement : Etablissement public national scientifique, culturel et professionnel
Immatriculé sous le numéro : 196 924 377 00282
Et situé 1 AVENUE DES FRERES LUMIERE, 69008 LYON

Représentée par Tifenn LEBEAU
En qualité de Directrice des ressources humaines et des relations sociales

Ci-après dénommée « **le Client** »

D'une part,

ET

La Société OS CONCEPT,
S.A.R.L. au capital de 150.000,00 euros,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Douai sous le numéro 484 112 081,
Dont le siège social est situé au 55 rue Léon Escoffier – 59500 DOUAI,
Représentée par Monsieur François MICHALOWSKI, en qualité de Gérant,

Ci-après dénommée « **le Prestataire** »

D'autre part.

Ci-après dénommées collectivement les « Parties » ou individuellement la « Partie » pour les besoins du présent contrat.

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Prestataire a pour activité l'édition de logiciels dans le domaine de la gestion des ressources humaines. A ce titre, Le Prestataire a conçu et développé le logiciel OHRIS (ci-après désigné « **OHRIS** ») permettant aux entreprises de dématérialiser et automatiser des processus organisationnels tels que : la gestion des congés, la gestion des temps de présence, la déclaration d'activités, la gestion des entretiens annuels et professionnels, la distribution électronique des bulletins de paie, les dossiers du personnel et la gestion des notes de frais.

Le Prestataire commercialise OHRIS sous forme d'application d'entreprise louée en ligne (dit SaaS ou Software As A Service). A ce titre, il est le fournisseur des Services applicatifs désignés ci-après au présent contrat.

Le Client reconnaît avoir reçu du Prestataire toutes les informations nécessaires lui permettant d'apprécier l'adéquation des Services applicatifs à ses besoins et de prendre toutes les précautions utiles pour son utilisation.

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Les termes débutant par une majuscule au sein du Contrat, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, auront la signification qui leur est donnée ci-après.

Termes	Définition
Modules	désigne les fonctions opérationnelles d'OHRIS couvrant un domaine métier en particulier, listés en annexe 2 et mis à disposition du Client dans le cadre des Services applicatifs objets du contrat ;
Service applicatif	désigne le service proposé en mode SaaS par le Prestataire, permettant l'utilisation des Modules par le Client ;
Données	désignent les informations, publications et, de manière générale, les données de la base de données Client dont l'utilisation est l'objet du présent contrat, pouvant être consultées uniquement par les Utilisateurs ;
Utilisateur	désigne la personne placée sous la responsabilité du Client (préposé, salarié, représentant, etc.) et bénéficiant d'un accès aux Services applicatifs sur son ordinateur en vertu de la licence d'utilisation contractée par le Client.
Gestionnaire	Utilisateur en charge de l'administration courante du Service applicatif, ayant été formés par le Prestataire ;
Identifiants	désignent tant l'identifiant propre de l'utilisateur ("login") que le mot de passe de connexion ("password") ;

Termes	Définition
Internet	désigne l'ensemble de réseaux interconnectés, lesquels sont localisés dans toutes les régions du monde ;
Intranet	désigne le réseau informatique propre à une entreprise ou une organisation, utilisant les protocoles TCP/IP et, plus généralement, les technologies de l'Internet et pouvant être relié au réseau Internet ;
Site support	désigne le service de déclaration et de suivi des demandes d'assistance accessible aux utilisateurs des Services applicatifs du Prestataire. Ce service est accessible via un navigateur internet à l'adresse https://crm.ohris.info
Avoir de service	désigne le pourcentage des frais de redevances mensuelles applicables et crédité au Client au titre d'une réclamation validée par le Prestataire.
API	acronyme d'Application Programming Interface, désigne une solution informatique qui permet à des applications de communiquer entre elles et de s'échanger mutuellement des services ou des données.
UGAP	désigne l'Union des Groupements d'Achats Publics, une centrale d'achat publique française, placée sous la double tutelle du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'éducation nationale.

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les termes et conditions applicables aux services commandés par le Client, il annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet, il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet.

Le Prestataire consent au Client, qui accepte :

- un droit d'accès aux serveurs du Prestataire dans les conditions définies ci-après ;
- un droit d'utilisation finale des Modules ;
- un ensemble de services ci-après définis, notamment d'hébergement et sauvegarde des données, de maintenance des Services applicatifs, d'assistance technique et fonctionnelle.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le contrat ainsi que les documents intitulés « Annexes » constituent l'intégralité des engagements existant entre les Parties, ci-après ensemble le Contrat. Il remplace et annule tout engagement oral ou écrit antérieur relatif à l'objet du Contrat.

Le Contrat est formé des documents contractuels suivants présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante :

- l'accord cadre UGAP n° 2017UGAP171533 ;
- le présent document ;
- les annexes au présent document.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Les annexes au présent document qui font partie intégrante du Contrat sont les suivantes :

- annexe 1 : Conditions financières.
- annexe 2 : Description des Modules et prérequis.
- annexe 3 : Charte qualité ou SLA.
- annexe 4 : Garanties particulières concernant les badgeuses

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au Contrat, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

ARTICLE 4 : EFFET ET DUREE

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature et est conclu pour une durée maximale de 4 ans.
La « Date de début d'abonnement » correspond à la date de mise en service du Service applicatif convenue lors de la conclusion du contrat et mentionnée dans l'annexe 1 « Conditions financières ».
Il est néanmoins entendu qu'en cas de retard d'ouverture du Service applicatif dont le Client ne serait pas responsable, la Date de début d'abonnement sera reportée à la date de mise à disposition effective du Service applicatif par le Prestataire.

Au cours de son exécution, le présent contrat pourra être résilié à tout moment par l'une des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois.

Cette résiliation ne donnera lieu à aucun dommage et intérêts quelle qu'en soit la cause, à l'exception de la résiliation par l'une des Parties pour manquement de l'autre Partie à ses obligations en application de l'article 18 ci-après.

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES SERVICES APPLICATIFS

ARTICLE 5.1 : MODULES APPLICATIFS

Le Prestataire met à disposition du Client le Service applicatif accessibles sur ses serveurs par le biais du réseau Internet.

Dans les conditions de l'article « Licence », le Prestataire consent au Client le droit d'utiliser de façon non exclusive, les Modules que le Client aura préalablement activés dans la rubrique paramétrage du Service applicatif.

Le Prestataire assure l'hébergement des Données, la maintenance et la sécurité du Service applicatif.

Le Prestataire réalise la sauvegarde des Données dans les conditions définies en Annexe 3 Charte Qualité.

Les prestations sont assurées conformément à la charte qualité figurant en Annexe 3 Charte Qualité.

ARTICLE 5.2 : ACCES AU SERVICE APPLICATIF

Le service applicatif est accessible aux Utilisateurs via une connexion sécurisée SSL (HTTPS) et une adresse URL dédiée.

Le Client utilisera seul ce droit d'accès. Il pourra se connecter à tout moment à l'exception des périodes de maintenance, à savoir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, y compris les dimanches et jours fériés.

Les Identifiants sont destinés à réserver l'accès au Service applicatif objet du Contrat aux Utilisateurs du Client, à protéger l'intégrité et la disponibilité des Modules, ainsi que l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données du Client telles que transmises par les Utilisateurs.

Confidentialité des identifiants :

Les Identifiants sont personnels et confidentiels. Ils ne peuvent être changés que sur demande du Client ou de ses Utilisateurs. Le Client s'engage à mettre tout en œuvre pour conserver secrets les Identifiants le concernant et à ne pas les divulguer sous quelque forme que ce soit.

Le Client est entièrement responsable de l'utilisation des Identifiants. Il s'assurera qu'aucune autre personne non autorisée par le Prestataire n'a accès aux Services applicatifs. De manière générale, le Client assume la responsabilité de la sécurité des postes individuels d'accès au Service applicatif. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de ce qu'une autre personne y accède, le Client en informera le Prestataire sans délai et le confirmera par courrier recommandé.

ARTICLE 5.3 : UTILISATION DES API

Le Prestataire se réserve le droit de limiter l'accès aux API mises à disposition du Client en cas d'utilisation manifestement disproportionnée par rapport aux besoins de l'entreprise (par comparaison avec l'utilisation moyenne des autres clients du Prestataire).

ARTICLE 6 : QUALITE DES APPLICATIFS

Le Client est averti des aléas techniques inhérents à l'Internet, et des interruptions d'accès qui peuvent en résulter. En conséquence, le Prestataire ne sera pas tenu responsable des éventuelles indisponibilités ou ralentissements des Services applicatifs liés à ces aléas techniques.

Le Prestataire garantit la mise en œuvre des Services applicatifs conformes à la charte qualité figurant en annexe 3.

Les Services applicatifs peuvent être occasionnellement suspendus en raison d'interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement des serveurs du Prestataire. En cas d'interruption des Services applicatifs pour maintenance, le Prestataire s'engage à respecter la procédure des opérations décrite ci-après (Article 8 Maintenance) afin que le Client puisse être informé au mieux de l'interruption, et qu'il prenne ses dispositions suffisamment à l'avance pour éviter toute perturbation de son activité.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable de l'impact éventuel de cette indisponibilité sur les activités du Client.

ARTICLE 7 : LICENCE

Le Prestataire concède au Client un droit personnel, non exclusif, non cessible et non transférable d'utilisation des Modules du Service applicatif, pendant toute la durée du Contrat et pour le monde entier.

Le Client ne peut utiliser les Services applicatifs et les Modules que conformément à ses besoins et à leur documentation. En particulier, la licence relative aux Modules n'est concédée que dans le seul et unique but de permettre au Client l'utilisation des Services applicatif, à l'exclusion de toute autre finalité.

Le droit d'utilisation s'entend du droit de représenter et de mettre en œuvre le Service applicatif conformément à leur destination, en mode SaaS via une connexion à un réseau de communications électroniques. Le Client ne pourra en aucun cas mettre les Modules à disposition d'un tiers, et s'interdit strictement toute autre utilisation, en particulier toute adaptation, modification, traduction, arrangement, diffusion, décompilation, sans que cette liste soit limitative.

ARTICLE 8 : MAINTENANCE

Le Prestataire prend en charge la maintenance corrective et évolutive du Service applicatif.

Le Prestataire s'engage à mettre à disposition du Client toute nouvelle mise à jour du Service applicatif sans frais supplémentaire pour le Client.

Le Prestataire s'engage à assister le Client sans frais supplémentaires pour toute adaptation de paramétrage rendue nécessaire par l'évolution de la législation.

Le Prestataire s'engage à transmettre les documentations mises à jour des nouvelles versions du Service applicatif.

Les corrections et évolutions de Service applicatif sont expressément soumises au Contrat.

Le Prestataire s'engage à prévenir le Client de toute interruption des Services applicatifs en cas de maintenance programmée par e-mail adressé au Client au moins dix (10) jours ouvrés avant ladite interruption. Le Prestataire s'engage à ce que la fréquence de ces interruptions ne dépasse pas deux (2) fois par an et que la durée de chacune de ces interruptions n'excède pas deux (2) heures.

Le Prestataire garantit que les mises à niveau et nouvelles versions des Logiciels n'entraîneront aucune régression du Service applicatif en termes de performances et de fonctionnalités.

ARTICLE 9 : ASSISTANCE

ARTICLE 9.1 : CLASSIFICATION DES ANOMALIES

Les anomalies bloquantes sont les anomalies rendant impossible l'utilisation normale d'une fonction essentielle des Services applicatifs sans solution de contournement trouvée.

Les anomalies majeures sont des anomalies bloquantes ayant fait l'objet d'une solution de contournement.

Les anomalies mineures sont des anomalies qui ne sont ni des anomalies bloquantes, ni des anomalies majeures.

ARTICLE 9.2 : ACCES A L'ASSISTANCE

Le Prestataire s'engage à apporter au Client une assistance technique et fonctionnelle du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 à l'exception des jours fériés (heure de Paris UTC/GMT+1).

On entend par assistance fonctionnelle et technique, l'assistance destinée à remédier aux dysfonctionnements du Service applicatif et à éclairer le Client sur les fonctionnalités des Modules.

Toutes les demandes d'assistance devront être effectuées sur le Site support afin de permettre un suivi précis des délais.

En cas de demande bloquante, le Client pourra contacter le service support du Prestataire par téléphone au 03 66 72 03 14 (coût d'un appel local), l'appel sera suivi de la saisie d'une demande d'assistance sur le Site support par le technicien du Prestataire. Cette disposition doit rester exceptionnelle est réservée aux demandes bloquantes décrites au paragraphe 9.1 du présent contrat.

Le Client devra transmettre au Prestataire les coordonnées des personnes qu'il autorise à accéder au Site support.

Les langues utilisées par le Site support sont le français et l'anglais.

Pour effectuer une demande d'assistance, le Client doit remplir un formulaire spécifique disponible sur le Site support. Le Client communiquera l'objet de sa demande, le niveau de blocage et détaillera sa demande d'assistance en apportant le maximum d'éléments pour permettre la bonne réalisation du diagnostic par le Prestataire.

Les dates et heures indiquées sur le Site support sont les seules indications temporelles de référence reconnues entre les parties pour le déclenchement d'éventuelles pénalités.

Toute demande d'information complémentaire effectuée par le Prestataire sur le Site support, positionnera la demande d'assistance en attente jusqu'à l'envoi des informations complémentaires nécessaires au diagnostic ou au rétablissement du Service applicatif. Le temps écoulé entre la demande d'information du Prestataire et la réponse du Client est exclu des délais indiqués au chapitre 9.3.

Il est expressément précisé que les tâches relevant de l'administration courante du Service applicatif n'entrent pas dans l'assistance mais relèvent exclusivement de la responsabilité du Client, via ses Gestionnaires. On entend par administration courante du Service applicatif toutes les actions détaillées dans la documentation Utilisateurs ou Gestionnaires, consultable directement via le Service applicatif.

Dans le cas où le Prestataire serait amené à réaliser ces prestations pour le compte du Client, celles-ci seront facturées en sus au Client, au tarif alors en vigueur chez le Prestataire.

ARTICLE 9.3 : LES DELAIS

Les délais de prise en charge et de réparation à respecter par le Prestataire sont mesurés entre le moment où le Client déclare une anomalie par le biais des moyens énoncés dans l'article 9.2 et celui de la mise en place de la correction.

Les temps de prise en charge et de résolution des anomalies doivent être au maximum de :

Type d'anomalie	Délais de prise en charge	Délais de réparation
Anomalie bloquante	6h	1 jour ouvré
Anomalie majeur	12h	2 jours ouvrés
Anomalie mineure	48h	5 jours ouvrés

Si l'anomalie ne peut être résolue intégralement dans le délai imparti, le Prestataire s'engage à mettre en place, sans frais supplémentaire pour le Client, une solution de contournement provisoire dans les délais suivants :

Type d'anomalie	Délais de contournement à compter de la déclaration d'incident
Anomalie bloquante	1 jour ouvré
Anomalie majeur	2 jours ouvrés
Anomalie mineure	Non applicable

ARTICLE 10 : TRAITEMENT DES DONNEES

ARTICLE 10.1 : DONNEES PERSONNELLES ET RGPD

Dans le cadre de l'exécution des services réalisés par le Prestataire pour le compte du Client, le Client transfère au Prestataire des données personnelles telles que définies par le Règlement (UE) 2016/679 ci-après désigné « RGPD », et notamment le nom, le prénom, l'adresse e-mail professionnelle et/ou personnelle et en fonction des Modules du Service applicatif activés par le Client : la date de naissance, justificatifs, documents et les bulletins de salaire (ci-après désigné les «Données Personnelles»).

Dans la mesure où ces Données Personnelles sont soumises à la législation applicable en matière de données personnelles, les mentions ci-dessous s'appliquent à toute collecte, traitement, stockage ou transfert de Données Personnelles et plus généralement à tout Traitement (tel que ce terme est défini par le RGPD).

Par conséquent, le Prestataire s'engage à mettre en œuvre toutes les procédures requises pour assurer un niveau de confidentialité élevé et la sécurité des Données Personnelles.

Le Prestataire garantit au Client le respect de ses obligations statutaires et réglementaires en matière de protection des Données Personnelles et notamment :

- Loi informatique et Libertés n ° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016
- Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (les « Lois Relatives à la Protection des Données »)

Les Parties reconnaissent et conviennent que le Client est le Responsable de Traitement (tel que défini par le RGPD) au regard des Données Personnelles et que le Prestataire va traiter les données au titre de ce contrat en qualité de Sous-Traitant (tel que défini par le RGPD) sur instruction d'un Responsable de traitement nommé par le Client.
En sa qualité de Sous-traitant, le Prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer un niveau de confidentialité élevé et la sécurité des moyens informatiques et des Données Personnelles utilisés dans le cadre de la réalisation des prestations, et ce conformément aux Lois Relatives à la Protection des Données.

Le Prestataire s'engage notamment à assister et conseiller le Client dans sa conformité à certaines obligations prévues par le RGPD : analyse d'impact, notification de violation, sécurité, destruction des données et contribution aux audits.

ARTICLE 10.2 : TRAITEMENT DES DONNEES

Les Données Personnelles traitées dans le cadre du Service applicatif sont induites par les finalités des traitements qui sont celles décrites en ANNEXE 2 « Description des Modules et prérequis ».

A ce titre, le Prestataire s'engage à :

- Conserver les Données Personnelles confidentielles et à les traiter en conformité avec les instructions documentées du Client dans le strict cadre de son utilisation du Service applicatif et dans le respect des finalités des Modules sélectionnés par le Client,
- Veiller à ce que seuls les employés du Prestataire dûment habilités à l'assister pour l'exécution et la réalisation des services aient accès aux Données Personnelles concernées,
- Cesser immédiatement, à l'expiration du présent contrat, le traitement des Données Personnelles dans les conditions prévues à l'article 18. Le Prestataire détruira toutes copies des Données Personnelles auxquelles il aurait pu avoir accès,
- Prendre toutes les mesures appropriées pour s'assurer du respect par ses employés qui ont accès aux Données Personnelles de la nature confidentielle desdites données, et à les former à la réglementation applicable à la protection de ces données. Les mesures de sécurité mises en œuvre par le Prestataire sont disponibles sous ce lien (https://www.ohris.fr/docs/technique/OHRIS_dossier_technique-securite.pdf),
- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données de toute divulgation non autorisée, traitement illicite des Données Personnelles ou de toute perte, destruction accidentelle ou détérioration. Ces mesures seront adaptées à la nature des données et à la gravité du préjudice susceptible de se produire.

Malgré ces mesures raisonnables pour protéger les Données Personnelles, aucune technologie de transmission ou de stockage n'est infaillible.
Ainsi, et conformément à la réglementation européenne applicable, en cas d'atteinte avérée aux Données Personnelles, le Prestataire s'engage à communiquer cette violation au Client afin que ce dernier puisse la communiquer à l'autorité de contrôle compétente et, lorsque cela est exigé par ladite réglementation, aux personnes concernées (de manière individuelle ou générale selon les cas). En cas de violation de données, le Prestataire devra notifier au plus tôt au Responsable de Traitement toute violation de données, et au plus tard vingt-quatre (24) heures après en avoir eu connaissance et s'engage à coopérer pleinement avec le Client pour identifier les causes de la violation de données.

Le Client s'engage pour sa part à :

- Limiter les données communiquées dans le cadre de l'utilisation des Modules aux seules Données Personnelles nécessaires pour les besoins de leur exécution,
- S'assurer de la licéité du traitement des Données Personnelles, qu'elles soient ou non sensibles au sens de l'article 9 du Règlement Général relatif à la Protection des Données (« Données Sensibles »),
- S'assurer de la licéité, et de l'autorisation des personnes le cas échéant, pour sous-traiter les Données Personnelles dans le cadre de l'utilisation des Modules. Le Client informera le Prestataire par écrit préalablement à tout traitement de Données Sensibles via le Service applicatif. Le Client est informé du fait que le Prestataire ne dispose pas de la certification nécessaire à l'hébergement des données de santé qui ne doivent donc pas être communiquées dans le cadre de son Service applicatif,
- Fournir au Prestataire les instructions nécessaires au traitement des Données Personnelles en ce compris en cas de traitement de Données Sensibles.

ARTICLE 10.3 : PROPRIETE DES DONNEES

Le Client assure la responsabilité éditoriale éventuelle de l'utilisation des Services applicatifs.

Le Client est seul responsable de la qualité, de la licéité, de la pertinence des Données et contenus qu'il transmet aux fins d'utilisation des Services applicatifs. Il garantit en outre être titulaire des droits de propriété intellectuelle lui permettant d'utiliser les Données et contenus. En conséquence le Prestataire dégage toute responsabilité en cas de non-conformité des Données et/ou des contenus aux lois et règlements, à l'ordre public ou encore aux besoins du Client.

Le Client garantit le Prestataire à première demande contre tout préjudice qui résulterait de sa mise en cause par un tiers pour une violation de cette garantie.

Plus généralement, le Client est seul responsable des contenus et messages diffusés et/ou téléchargés via les Services applicatifs. Le Client demeure le seul propriétaire des Données constituant le contenu des Modules.

ARTICLE 10.4 : SECURITE DES DONNEES

Chacune des Parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens techniques appropriés pour assurer la sécurité des Données.

Sous réserve de l'Article « Responsabilité », le Prestataire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des Données contenues dans les Modules. Le Prestataire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudeuses des Données et à prévenir toutes pertes, altérations et destructions des Données.

Le Prestataire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au Contrat avec l'accord préalable du Client;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

Le Prestataire s'engage à communiquer au Client la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur les Données.

Cette communication devra être effectuée dans les plus brefs délais et au maximum vingt-quatre (24) heures après la découverte de la faille de sécurité ou suivant réception d'une plainte.

ARTICLE 10.5 : LOCALISATION DES DONNEES

Les données du Client sont stockées exclusivement sur le territoire français et le Prestataire s'engage à ne jamais les délocaliser.

ARTICLE 11 : AUDIT TECHNIQUE

Le Client, après en avoir avisé le Prestataire par écrit avec un préavis minimum de 10 jours, pourra faire procéder, à ses frais, à un audit des conditions d'exploitation des Modules et, plus généralement, du respect par le Prestataire des référentiels techniques et de sécurité. A ce titre, le Client désignera un auditeur indépendant non concurrent du Prestataire sur le marché du SaaS qui devra être validé par le Prestataire, et qui devra signer un engagement de confidentialité.

L'audit doit être mené dans les strictes limites décrites ci-dessus et ne pourra porter sur les données financières, comptables et commerciales du Prestataire.

Le nombre d'audits devra cependant être limité à un par période de 24 mois. Pour tout audit supplémentaire, le Prestataire sera en droit de facturer au Client l'ensemble des coûts supportés par le Prestataire du fait de cet audit et éventuellement les frais de personnel et de conseils externes.

Le Prestataire s'engage à collaborer de bonne foi avec l'expert et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à l'ensemble de ses demandes afférentes à cet audit.

L'audit sera mené durant les heures de travail du Prestataire.

Un exemplaire du rapport d'audit rédigé par l'auditeur sera remis à chaque Partie et sera examiné conjointement par les Parties qui s'engagent à se rencontrer à cet effet.

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 12.1 : PRIX

L'abonnement au Service Applicatif fait l'objet d'une commande par le Client auprès de l'UGAP. Le coût de l'abonnement et les conditions de commande sont définis dans l'offre de l'UGAP.

Les prix sont indiqués en euros et s'entendent hors taxe.

Sont exclues de l'abonnement au Service applicatif et donnent lieu à facturation séparée les prestations suivantes :

- les prestations de formation,
- les prestations de développement de flux de données avec des logiciels tiers,
- et plus généralement toutes prestations n'entrant pas dans le périmètre de l'article 9.2.

ARTICLE 12.2 : MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Nonobstant la durée d'engagement, le Service applicatif est facturé annuellement, termes à échoir.

Les modalités de facturation et de paiement sont définies dans l'offre de l'UGAP et se substituent aux conditions du Prestataire.

ARTICLE 12.3 : DEFAUT DE PAIEMENT

Les modalités de défaut de paiement sont définies dans l'offre de l'UGAP et se substituent aux conditions du Prestataire.

ARTICLE 12.4 : GARANTIES TARIFAIRES

Le Prestataire garantit au Client que :

- Les prix sont non modifiables pour une période de deux (2) ans à compter de la date de signature du présent contrat, cette période est renouvelable par tacite reconduction,
- Toute modification de prix sera notifiée au Client dans les trois mois avant la date anniversaire de la signature du présent contrat,
- Dans le cas où le Client n'accepterait pas ces modifications de prix, il pourra mettre fin au Contrat en respectant un préavis de trois (3) mois,
- La variation des prix ne pourra pas excéder 5% par période de deux (2) ans.

ARTICLE 12.5 : DEFAUT DE COMMANDE

Dans le cas où l'abonnement au Service Applicatif ne ferait plus l'objet d'une commande auprès de l'UGAP 10 jours calendaires après l'échéance de la dernière commande d'abonnement, le Prestataire se réserve le droit de suspendre l'exécution des prestations ou de restreindre la fourniture des Services applicatifs.

ARTICLE 13 : PROPRIETE

Le Client est et demeure propriétaire de l'ensemble des Données qu'il utilise via les Services applicatifs dans le cadre du Contrat.

Le Prestataire est et demeure titulaire des droits de propriété relatifs à tout élément des Services applicatifs et des Modules mis à disposition du Client, ainsi plus généralement que de l'infrastructure informatique (logicielle et matérielle) mise en œuvre ou développée dans le cadre du Contrat.

Le Contrat ne confère au Client aucun droit de propriété sur les Modules. La mise à disposition temporaire des Modules dans les conditions prévues au Contrat ne saurait être analysée comme la cession d'un quelconque droit de propriété intellectuelle au bénéfice du Client, au sens du Code français de la propriété intellectuelle.
Le Client s'interdit de reproduire tout élément des Logiciels, ou toute documentation les concernant, par quelque moyen que ce soit, sous quelque forme que ce soit et sur quelque support que ce soit.

Le Client ne pourra céder tout ou partie des droits et obligations résultant du Contrat, que ce soit dans le cadre d'une cession temporaire, d'une sous-licence et de tout autre contrat prévoyant le transfert desdits droits et obligations.

ARTICLE 14 : DEVELOPPEMENTS SPECIFIQUES

Le Client peut solliciter le Prestataire pour faire estimer et réaliser des développements spécifiques sur le Service applicatif.

On entend par développement spécifique, toute modification du code source faisant dériver le Service applicatif de sa version standard telle que, et de façon non exhaustive : le développement d'une fonction d'import ou d'export de données automatisée ou non, le développement de notifications et de contrôles métiers non disponibles dans le catalogue du Service applicatif, la modification d'une fonctionnalité ou d'un écran existant.

Le Prestataire se réserve le droit exclusif d'accepter ou de refuser un développement spécifique sollicité par le Client et ce sans formalité particulière.

Le Prestataire est et demeure le seul titulaire des droits de propriété relatifs aux développements spécifiques et ne concède au Client qu'un simple droit d'utilisation non exclusif.

Le Client reconnait que les développements spécifiques occasionnent des frais supplémentaires pour le Prestataire tels que : le maintien d'un dépôt de code source dédié au Client, la maintenance et l'adaptation du code source lors des montées de version du Service applicatif, la formation de son équipe support afin d'accompagner le Client dans l'utilisation des fonctionnalités spécifiques.

Le coût de la maintenance annuelle est fixé à quinze pourcents (15%) du montant total hors taxe des développements spécifiques facturés. La maintenance sera facturée chaque année en décembre au prorata temporis de la date de facturation des développements spécifiques.

ARTICLE 15 : GARANTIE D'EVICTION

Le Prestataire déclare et garantit :

- que les Modules qu'il a développés sont originaux au sens du Code français de la propriété intellectuelle,
- qu'il est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle qui lui permettent de conclure le Contrat.

Le prestataire déclare et garantit que les Modules proposés dans le cadre du Service applicatif ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux droits des tiers.

ARTICLE 16 : RESPONSABILITE – FORCE MAJEURE

Chacune des Parties assume la responsabilité des conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions, ainsi que des fautes, erreurs ou omissions de ses sous-traitants éventuels et causant un dommage direct à l'autre Partie.

En outre, et en cas de faute prouvée par le Client, le Prestataire ne sera tenu que de la réparation des conséquences pécuniaires des dommages directs et prévisibles du fait de l'exécution des Services. En conséquence, le Prestataire ne pourra en aucune circonstance encourir de responsabilité au titre des pertes ou dommages indirects ou imprévisibles du Client ou des tiers, ce qui inclut notamment tout gain manqué, perte, inexactitude ou corruption de fichiers ou de Données, préjudice commercial, perte de chiffre d'affaires ou de bénéfice, perte de clientèle, perte d'une chance, coût de l'obtention d'un produit, d'un service ou de technologie de substitution, en relation ou provenant de l'inexécution ou de l'exécution fautive des prestations.

Dans tous les cas, le montant de la responsabilité du Prestataire est strictement limité au remboursement du montant des sommes effectivement payées par le Client à la date de survenance du fait générateur de responsabilité, par poste utilisateur, par jour d'interruption sur la moyenne de consommation des 3 derniers mois.

Le Prestataire ne saurait, en outre, être tenu responsable de la destruction accidentelle des Données par le Client ou un tiers ayant accédé aux Services applicatifs au moyen des Identifiants remis au Client.

Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable d'un manquement quelconque à ses obligations dans le cadre du Contrat, si un tel manquement résulte : d'une décision gouvernementale, en ce compris tout retrait ou suspension d'autorisations quelles qu'elles soient, d'une grève totale ou partielle externe à l'entreprise, d'un incendie, d'une catastrophe naturelle, d'un état de guerre d'une interruption totale ou partielle ou d'un blocage des réseaux de télécommunications ou électrique, ou plus généralement tout autre évènement de force majeure présentant les caractéristiques définies par la jurisprudence.

La Partie constatant l'évènement devra sans délai informer l'autre partie de son impossibilité à exécuter sa prestation.

La suspension des obligations ou le retard ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

ARTICLE 17 : ASSURANCE

Le Prestataire a souscrit les assurances nécessaires afin de couvrir les risques liés à l'exercice de son activité. Il s'engage à donner tout justificatif au Client, si celui-ci lui en fait la demande expresse.

ARTICLE 18 : RESILIATION

En cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations contractuelles, le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'autre Partie 15 jours après l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée en recommandé avec avis de réception restée sans effet. La mise en demeure indiquera la ou les défaillances constatées.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, le Client cessera d'utiliser tous codes d'accès au Service applicatif.

Les prestations de réversibilité seront mises en œuvre conformément à l'article 19.

ARTICLE 19 : REVERSIBILITE

Au terme du Contrat ou en cas de rupture anticipée de ce dernier pour quelque cause que ce soit, le Prestataire restituera au Client, gratuitement, à sa demande et dans un délai de trente (30) jours maximum, une copie de l'intégralité des Données dans le même format que celui utilisé par le Client pour communiquer les Données au Prestataire ou à défaut, au format CSV.

A l'issue de ce délai de trente (30) jours, le Prestataire supprimera toutes les Données, à l'exception des bulletins de paie chargés par le Client par l'intermédiaire de son Module E-bulletins qui seront conservés pendant une durée de 50 ans à compter de la fin du Contrat.

Le Prestataire garantit qu'en cas de cessation d'activité, les propriétaires des bulletins de paie stockés via son Service applicatif seront informés au minimum trois (3) mois avant de la fermeture du Service applicatif afin de leur permettre de récupérer leurs bulletins de paie.

A la demande du Client, le Prestataire pourra effectuer des prestations d'assistance technique complémentaires au Client et/ou au tiers désigné par lui, dans le cadre de la réversibilité.

Ces prestations d'assistance seront facturées au tarif du Prestataire en vigueur au moment de la notification de la réversibilité.

Durant la phase de réversibilité, les niveaux d'engagement de la charte qualité seront revus.

ARTICLE 20 : NON-SOLLICITATION DE PERSONNEL

Chacune des Parties renonce à engager ou à faire travailler, directement ou par personne interposée, tout salarié de l'autre partie, sans accord exprès et préalable de cette dernière. Cette renonciation est valable pendant toute la durée du Contrat et pendant les 6 mois qui suivront sa cessation.

Dans le cas où l'une des Parties ne respecterait pas cette obligation, elle s'engage à dédommager l'autre Partie en lui versant immédiatement et sur simple demande, une somme forfaitaire égale à 3 fois la rémunération brute mensuelle du salarié au moment de son départ.

ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'oblige à tenir confidentielles toutes les informations qu'elle recevra de l'autre Partie, et notamment à ne pas divulguer les informations confidentielles de l'autre Partie à un tiers quelconque, autre que des employés ou agents ayant besoin de les connaître ; et n'utiliser les informations confidentielles de l'autre Partie qu'à l'effet d'exercer ses droits et de remplir ses obligations aux termes du Contrat.

Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties n'aura d'obligation quelconque à l'égard d'informations qui seraient tombées ou tomberaient dans le domaine public indépendamment d'une faute par la Partie les recevant, seraient développées à titre indépendant par la Partie les recevant, seraient connues de la Partie les recevant avant que l'autre Partie ne les lui divulgue, seraient légitimement reçues d'un tiers non soumis à une obligation de confidentialité, ou devraient être divulguées en vertu de la loi ou sur ordre d'un tribunal (auquel cas elles ne devront être divulguées que dans la mesure requise et après en avoir prévenu par écrit la Partie les ayant fournies).

Les obligations des Parties à l'égard des informations confidentielles demeureront en vigueur pendant toute la durée du Contrat et aussi longtemps, après son terme, que les informations concernées demeureront confidentielles pour la Partie les divulguant et, en toute hypothèse, pendant une période de 5 ans après le terme du Contrat.

Chacune des Parties devra restituer toutes les copies des documents et supports contenant des informations confidentielles de l'autre Partie, dès la fin du Contrat, quelle qu'en soit la cause.

Les Parties s'engagent par ailleurs à faire respecter ces dispositions par leur personnel, et par tout préposé ou tiers qui pourrait intervenir à quelque titre que ce soit dans le cadre du Contrat.

ARTICLE 22 : SOUS-TRAITANCE

Le Prestataire sous-traite la sécurité physique et logique de ses serveurs à la société OVH – 2 Rue KELLERMANN – 59053 ROUBAIX CEDEX 1.

Le Prestataire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le Client dispose d'un délai minium de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le Client n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le cas échéant, le Prestataire s'engage à reporter dans les engagements qu'il contractera avec des sous-traitants les obligations qui lui incombent au titre du Contrat.

Le Prestataire restera seul responsable vis-à-vis du Client de l'exécution de ses obligations contractuelles résultant du présent contrat.

ARTICLE 23 : EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Il appartient au Client de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Prestataire des demandes d'exercice de leurs droits, le Prestataire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Client.

ARTICLE 23 : DIVERS

La nullité, la caducité, l'absence de force obligatoire ou l'inopposabilité de l'une ou quelconque des stipulations du Contrat n'emporte pas la nullité, la caducité, l'absence de force obligatoire ou l'inopposabilité des autres stipulations, qui conserveront tous leurs effets. Cependant, les Parties pourront, d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

Le Contrat est soumis au droit français, à l'exclusion de toute autre législation.

En cas de rédaction du Contrat en plusieurs langues ou de traduction, seule la version française fera foi.

Election de domicile :
Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux indiqués en tête des présentes. Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des Parties ne sera opposable à l'autre Partie que huit jours calendaires après lui avoir été dûment notifiée.

Différends – clause attributive de compétence territoriale :
En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du Contrat, les Parties conviennent de se réunir dans les 10 jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiée par l'une des deux Parties.

SI AU TERME D'UN NOUVEAU DELAI DE QUINZE JOURS, LES PARTIES N'ARRIVAIENT PAS A SE METTRE D'ACCORD SUR UN COMPROMIS OU UNE SOLUTION, LE LITIGE SERAIT ALORS SOUMIS AUX TRIBUNAUX COMPETENTS DU LIEU DU SIEGE DU DEFENDEUR.

ARTICLE 24 : LEGISLATION SOCIALE

Le représentant du Prestataire, signataire atteste sur l'honneur que le travail effectué par leurs soins ou par leurs sous-traitants éventuels, sera réalisé par des salariés employés régulièrement notamment au regard des articles L.3243-2, R.3243-1, L.1221-10, L8221-1, et L.8221-5 du Code du travail et s'engage à fournir les documents visés aux articles D.8222-5, D.8254-2 et D.8254-4 du Code du travail dans les conditions et délais prévus par ces textes.

ARTICLE 25 : DECLARATION D'INDEPENDANCE RECIPROQUE

Les Parties déclarent qu'elles sont et demeureront pendant toute la durée du présent contrat des partenaires commerciaux et professionnels indépendants, assumant chacun les risques de sa propre exploitation.

Fait en deux exemplaires originaux à DOUAI, le 30 / 12 / 2024

SIGNATURES :

Pour le Client :
Tifenn LEBEAU en qualité de Directrice des ressources humaines et des relations sociales



Pour le Prestataire :
François MICHALOWSKI en qualité de gérant



ANNEXE 1 : Conditions financières

Le coût de l'abonnement et les conditions de commande sont définis dans l'offre de l'UGAP.

ANNEXE 2 : Description des Modules et prérequis

Liste des Modules :

Nom du module	Périmètre fonctionnel
Absences	Module permettant la dématérialisation complète des processus de gestion des congés, télétravail et du CET. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : dépôt, validation, supervision, édition, acquisition, notification et transfert des absences vers la paye
Temps de présence	Module permettant la dématérialisation du processus de gestion et suivi des temps de présence des salariés. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : collecte des temps via différents moyens (déclaratif, badgeages physiques ou virtuels), application des règles légales, traitement des anomalies, validation, supervision, édition, traitement des heures au débit/crédit et transfert vers la paye
Activités	Module permettant la dématérialisation du processus de déclaration des activités quotidiennes des salariés et le suivi des cadres au forfaits jours. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : déclaration des activités, validation, supervision, édition et notification
Suivi RH	Module permettant de dématérialiser et gérer l'ensemble des données et documents relatifs au parcours des salariés dans l'entreprise. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : • Données des salariés : contacts, numéros de téléphone, coordonnées postale et bancaires et plus selon paramétrage • Gestion documentaire : contrats, avenants, attestations, copie des diplômes, • Suivi des visites médicales, • Signature électronique des documents, • Registre du personnel et annuaire, • Mise à jour des données par les salariés ou les managers, notification du service RH en cas de changement.

Nom du module	Périmètre fonctionnel
Entretiens	Module permettant la dématérialisation de la gestion des entretiens annuels et professionnels. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : création des questionnaires d'entretiens, création des campagnes d'entretiens, planification des entretiens, collecte des réponses aux questionnaires, édition des rapports d'entretiens, signature électronique des rapports d'entretien
E-bulletins	Module permettant la distribution électronique des bulletins de paie. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : • L'import des bulletins de salaire produits par le logiciel de paie du Client, l'analyse et l'association des bulletins à chaque salarié en fonction d'une clé d'identification unique et paramétrable, • La mise à disposition des bulletins de salaire dans l'espace personnel de chaque utilisateur du Service Applicatif, • La notification par Email des salariés, • La possibilité pour les salariés de consulter et récupérer à tout moment leurs bulletins de paie distribués par le biais du Service Applicatif, • La possibilité pour les salariés de s'opposer à la dématérialisation de leurs bulletins de paie conformément à la législation, L'accessibilité des bulletins de paie aux salariés durant toute la durée de souscription au Service Applicatif par le Client
Notes de frais	Module permettant la dématérialisation du processus de gestion des notes de frais. Processus couvrant la liste des fonctionnalités non exhaustive suivante : enregistrement des dépenses avec dématérialisation des justificatifs, création et validation des notes de frais, supervision, édition, notification et transfert des données vers les logiciels de comptabilité et de paye

Langues du Service applicatif :

Le Service applicatif est disponible en français et anglais.

Navigateurs internet compatibles :

Le Service applicatif est compatible avec les navigateurs Edge, Internet Explorer, Chrome, Firefox et Safari, dans leurs versions maintenues par leurs éditeurs respectifs.
La notion de compatibilité avec un navigateur impose que l'ensemble des fonctionnalités soit disponible dans des conditions de complétude, d'ergonomie et de performance tout à fait normales.

ANNEXE 3 : Charte qualité

Le Prestataire s'engage à respecter la Charte Qualité et notamment les points suivants qui sont le gage de la qualité de sa prestation, à savoir :

GARANTIE DE DISPONIBILITE :

Le pourcentage de temps de disponibilité mensuel minimal des Service applicatifs est calculé à l'aide de la formule suivante :

Pourcentage de disponibilité mensuelle = ((nombre de minutes dans le mois – nombre de minutes d'indisponibilité) / nombre de minutes dans le mois) X 100

Le prestataire s'engage à un pourcentage de disponibilité de 99,9% pour un mois donné.

En cas de non-respect par le Prestataire des engagements de disponibilité, les pénalités suivantes pourront être réclamées par le Client :

Pourcentage de temps de disponibilité mensuel	Avoir sur le montant mensuel dû
< 99,9%	25%
< 99%	50%
< 95%	70%
< 90%	100%

GARANTIE DE PERFORMANCE :

Le Prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les performances du système en regard de nombre d'utilisateurs gérés comptabilisé sur ses serveurs soit au moins conforme aux normes de la profession.

Fonctionnalités importantes	Profil	Temps moyen mensuel maximum en secondes (2)
Chargement de la page d'accueil à l'issue de la connexion	Tous	3s
Fonctionnalités de dépôt, modification et annulation tous modules confondus	Tous	3s
Fonctions de validation tous modules confondus	Chef de service et gestionnaire RH	3s
Affichage de calendrier individuel d'un utilisateur	Tous	3s

(1) Le temps de génération d'une page est mesuré directement par les serveurs Web du Prestataire (basé sur les logs Apache), il ne prend pas en compte les temps « réseaux » liés à la connexion internet du Client, ni le temps d'affichage liés aux navigateurs internet et aux matériels du Client.

(2) Le temps moyen mensuel en secondes est calculé de la façon suivante :

Temps moyen d'une fonction A pour le mois n = somme des temps de génération de la fonction A pour le mois n / nombre d'appel de la fonction A pour le mois n.

Le Prestataire mettra à disposition du Client un rapport accessible en ligne permettant de vérifier les paramètres définis à la présente Charte.

Le Client peut prétendre à un avoir de service de 5% sur le montant mensuel dû cumulable par fonctionnalité dont le temps moyen de génération pour le mois donné est supérieur aux conditions définies à l'alinéa « Garantie de performance de l'annexe 3» du présent contrat.

GARANTIE D'ASSISTANCE :

En cas de non-respect par le Prestataire des délais de réparation et/ou de mise en place de la solution de contournement, le Client pourra prétendre à un avoir de service calculé mensuellement de la façon suivante :

Avoir de service = (montant mensuel dû X nombre de jour de retard) / nombre de jour du mois

RECLAMATION D'UN AVOIR DE SERVICE :

Dans le cas où le Prestataire ne respecterait pas les niveaux de service minimum décrits ci-dessus, Le Client pourra soumettre une réclamation afin d'obtenir un avoir de service.

Les réclamations adressées au Prestataire devront faire apparaître le numéro de demande du site support correspondant à l'incident.

Le Prestataire devra recevoir la réclamation et toutes les informations nécessaires avant la fin du mois calendaire qui suit le mois au cours duquel l'Incident s'est produit. Par exemple, si l'Incident s'est produit le 15 février, le prestataire devra recevoir la réclamation et toutes les informations nécessaires avant le 31 mars.

Le Prestataire s'engage à traiter les réclamations dans les quarante-cinq (45) jours suivant leur réception. Le Prestataire examinera toutes les informations raisonnablement mises à sa disposition et jugera en toute bonne foi si un avoir service est dû. Les avoirs de service dus seront déduits de la facture mensuelle suivante.

SECURITE ET CONFIDENTIALITE :

Le Prestataire s'emploie à sécuriser l'accès et l'utilisation du Service applicatif, en tenant compte des protocoles, conformément aux usages en la matière. L'ensemble des mesures sont détaillées dans le document accessible via l'adresse URL https://www.ohris.fr/docs/technique/OHRIS_dossier_technique-securite.pdf

Le Prestataire a mis en place des contrôles efficaces de protection contre l'accès physique et électronique non autorisé aux systèmes d'exploitation et aux applications du Prestataire, ainsi qu'aux renseignements confidentiels des Clients afin de procurer une assurance raisonnable que l'accès aux systèmes et aux Données des Clients est limité aux personnes autorisées et que les renseignements confidentiels des Clients sont protégés contre toute utilisation non conforme à leur usage.

Le Prestataire a mis en place une double sauvegarde des Données :

- Une sauvegarde par un mécanisme de réplication des données en temps réel sur un serveur de base de Données secondaire et distant du serveur principal,
- Une sauvegarde complète et quotidienne de la base de Données sur un serveur distant.

Les supports de sauvegarde sont conservés sur deux serveurs distincts pendant 7 jours consécutifs.

Le Prestataire s'engage à détruire les supports de sauvegarde à l'issue de la période de conservation.

ANNEXE 4 : Garanties particulières concernant les badgeuses

A compter de la réception par le Prestataire du bon de commande pour la mise à disposition de badgeuses (ci-après désigné « le Matériel »), le Matériel sera livré gratuitement à l'adresse communiquée lors de la commande par le Client.

La mise à disposition du Matériel n'entraîne aucun transfert de propriété. Le Matériel reste la propriété exclusive du Prestataire. Le Client s'engage à ne pas retirer ou cacher les mentions de propriété apposées sur le Matériel par le Prestataire.

Le client s'engage à utiliser le Matériel dans les conditions normales et conformes à la destination prévue.

Le Client agit comme gardien du Matériel à compter de la livraison et pendant toute la période pendant laquelle il en a jouissance.

Le Client ne pourra utiliser le Matériel que pour ses besoins personnels et en aucun cas il ne pourra les sous-louer ou les mettre à la disposition de tiers, même gratuitement.

Le Prestataire pourra à tout moment pendant les heures de bureau, en prévenant préalablement le Client, vérifier l'état du Matériel.

En aucun cas le Matériel ne subira, sans accord du Prestataire, d'intervention ou de modification en vue de les rendre compatibles avec d'autres Solutions que celles proposées par le Prestataire et utilisées chez le Client.

DEFAILLANCE TECHNIQUE DU MATERIEL :

Toute anomalie de fonctionnement devra être portée à la connaissance du Prestataire dans les conditions prévues à l'ARTICLE 9 « ASSISTANCE ».

En cas d'anomalie de pouvant être réparée à distance, après accord préalable du Prestataire, le Client devra retourner à ses frais et par transporteur, le Matériel défectueux au Prestataire.

Les retours de Matériel sont à effectuer dans leur état d'origine et complets (emballage, accessoires et notices).

Dès la notification de l'accord de retour, le Prestataire s'engage à réexpédier, à ses frais, dans un délai maximal d'un jour ouvré, un Matériel de configuration identique au Client.

Durant la phase de remplacement d'un Matériel défectueux, le Client reconnaît que la Solution permet de collecter les temps par d'autres moyens :

- Par auto-déclaration des salariés directement dans la Solution,
- Par pointage des entrées et sorties des salariés via une pointeuse accessible directement dans la Solution,
- Par pointage des entrées et sorties des salariés via une autre badgeuse mise à disposition par le Prestataire.

Le Client reconnaît que la Solution propose des solutions de contournement et ne pourra donc pas réclamer d'Avoir de service au Prestataire au titre du remplacement du Matériel.

RETOUR INCOMPLET ET/OU DETERIORATION :

En cas de retour de Matériel incomplet ou détérioré, le Client se verra, de plein droit, facturé le coût correspondant à l'application de la grille suivante :

Date de mise à disposition du Matériel	Montant facturé
< 12 mois	700 €HT
Entre 12 mois et 24 mois	500 €HT
Entre 24 mois et 36 mois	300 €HT
>36 mois	100 €HT

PERTE OU VOL DU MATERIEL :

En cas de perte ou de vol du Matériel, le Client s'engage à en avertir le Prestataire dans un délai de huit (8) jours à compter de la découverte de l'événement. Le Prestataire s'engage à réexpédier, à ses frais, dans un délai maximal d'un jour ouvré, un Matériel de configuration identique au Client sous réserve du paiement par le Client du coût correspondant à l'application de la grille suivante :

Date de mise à disposition du Matériel	Montant facturé
< 12 mois	700 €HT
Entre 12 mois et 24 mois	500 €HT
Entre 24 mois et 36 mois	300 €HT
>36 mois	100 €HT

FIN DE CONTRAT :

Au terme du Contrat ou en cas de rupture anticipée de ce dernier pour quelque cause que ce soit, le Client s'engage à renvoyer le Matériel au Prestataire, dans son emballage d'origine, en bon état, et dans un délai de quinze (15) jours. Les frais de retour demeurent à sa charge exclusive.

En fin de contrat, en cas de retour de Matériel incomplet ou détérioré, le Client se verra, de plein droit, facturé le coût correspondant à l'application de la grille suivante :

Date de mise à disposition du Matériel	Montant facturé
< 12 mois	700 €HT
Entre 12 mois et 24 mois	500 €HT
Entre 24 mois et 36 mois	300 €HT
>36 mois	100 €HT

Signature Certificate

Reference number: HRTVH-KAN88-ZEYZ4-W3RCY

Signer	Timestamp	Signature
Tifenn LEBEAU Email: tifenn.lebeau@univ-lyon3.fr		
Sent:	30 Dec 2024 16:22:30 UTC	
Viewed:	08 Jan 2025 08:48:43 UTC	
Signed:	13 Jan 2025 13:38:30 UTC	
Recipient Verification:		
✔Email verified	08 Jan 2025 08:48:43 UTC	IP address: 193.52.199.151
✔Phone verification (SMS)	13 Jan 2025 13:38:28 UTC	Location: Lyon, France
François Michalowski Email: fmichalowski@ohris.fr		
Sent:	30 Dec 2024 16:22:30 UTC	
Viewed:	13 Jan 2025 16:10:06 UTC	
Signed:	13 Jan 2025 16:10:29 UTC	
Recipient Verification:		
✔Email verified	13 Jan 2025 16:10:06 UTC	IP address: 193.253.63.167

Document completed by all parties on:
13 Jan 2025 16:10:29 UTC

Signed with PandaDoc

PandaDoc is a document workflow and certified eSignature solution trusted by 50,000+ companies worldwide.

CONVENTION DE PRÊT D'UNE TABLE TACTILE INCLINABLE VARI TILT 43'' HD
2025-01-G-005

ENTRE :

Ci-après dénommée « le Prêteur »,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08, N° de SIRET 19692437700019, code NAF 85.42Z, Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET

Ci-après désignée par « Université Lyon 3 »,

ET

La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors, 5 place Henri Barbusse | 69700 GIVORS, N° de SIRET 21690091000011, code NAF 9101Z, Représentée par le Maire de la ville de Givors, Monsieur Mohamed BOUDJELLABA

D'AUTRE PART

Désignées conjointement par « ***Les Parties*** »

L'université Jean Moulin Lyon 3 et La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors

Préambule

Dans le cadre d'une manifestation organisée par et dans les locaux de la Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors, l'Université accorde le prêt d'une table tactile inclinable Vari tilt 43'' HD.

Une description de la table tactile, ci-après désignée par « le Matériel », figure en annexe de la présente convention.

Propriété du Prêteur, le Matériel sera confié à titre gracieux et selon les conditions suivantes :

Article 1er : OBJET

L'objet de la présente convention est de régir les conditions du prêt du Matériel au profit de La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors pour la réalisation de l'exposition intitulée : « *MYTHOLOGIE(S)* ».

Le prêt est consenti à titre gratuit et pour toute la durée de l'exposition précitée, organisée dans les locaux suivants : Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors, 5 place Henri Barbusse | 69700 GIVORS.

Article 2 : DURÉE

Le prêt est consenti du 23/01/2025 au 14/02/2025, couvrant ainsi la période d'installation de l'exposition du matériel d'1 table tactile et de son démontage.

Article 3 : PROPRIÉTE

Le prêt du Matériel n'implique pas à un transfert de propriété entre l'Université Lyon 3 et le Prêteur.

Article 4 : USAGE DU MATÉRIEL PRÊTÉ

La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors s'engage à user du Matériel exclusivement dans le cadre prévu par la Convention pour l'organisation et le bon déroulement de l'exposition d'1 table tactile inclinable vari tilt 43'' HD.

L'Université Lyon 3 dépose le Matériel dans les locaux du Prêteur à l'adresse : 5 Pl. Henri Barbusse, 69700 Givors. La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors s'engage à restituer la table tactile vari tilt 43'' HD, dans les mêmes conditions une fois l'exposition du dit matériel désinstallé.

Article 5. DROITS D'AUTEUR

Toutes les ressources numériques se trouvant sur la table tactile intitulée : *MYTHOLOGIE(S)* sont la propriété exclusive de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

À l'occasion de ce prêt, le prêteur l'Université Lyon 3 accorde une cession temporaire du droit d'exposition du Matériel au profit de la médiathèque Max-Pol Fouchet à titre exclusif.

Les parties conviennent que cette exclusivité s'appliquera uniquement aux lieux et dates indiqués aux articles 1 et 2 de la présente convention.

La médiathèque La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors ne peut transférer à un tiers la cession temporaire du droit d'exposition de la table numérique accordée par le prêteur l'Université Lyon 3.

Article 6 : RESPONSABILITÉS

La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors est responsable du matériel dès que celui-ci quitte les locaux du prêteur Lyon 3. Elle est responsable de la garde et de la conservation du matériel pour toute la durée du prêt.

La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors s'engage à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité pour tout dommage (perte, vol, détériorations diverses) causé aux œuvres prêtées durant toute la période de prêt.

La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors en tout état de cause tenue pour responsable des dégradations commises sur le Matériel pendant toute la durée du prêt définie à l'article 2 y compris lors du transport. En cas de non restitution, dégradation ou restitution partielle du Matériel, quel que soit l'élément et quelle qu'en soit la raison,

La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors s'engage à rembourser le Matériel endommagé/perdu/volé. Elle avertira immédiatement le prêteur de tout dommage.

En cas de perte ou vol du Matériel, La Médiathèque Max-Pol Fouchet | Ville de Givors devra en informer immédiatement le Prêteur et lui fournir la déclaration de vol établie auprès des services de police.

Le Prêteur l'Université Lyon 3 ne peut être tenue pour responsable en cas d'utilisation frauduleuse ou illicite du Matériel.

Article 7 : RÉSILIATION ET LITIGES

La Convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas de non-exécution, par l'une ou l'autre des Parties, de ses engagements.

La Convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire de leurs autorités respectives.

Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend le litige sera définitivement tranché par le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en deux exemplaires le 16/01/2025

Pour l'université Jean Moulin Lyon 3	**Pour la médiathèque** Max-Pol Fouchet **de Givors**
Pour le Président et par délégation, le Directeur Général des services Mathieu VILES Le président, Gilles BONNET	Le Maire, Mohamed BOUDJELLABA

Annexe à la convention n° 2025-01-G-005pour le prêt /matériel : 1 table tactile inclinable VARI TILT 43''HD.

Description du matériel : 1 table tactile inclinable VARI TILT 43''HD.

1000 - Table tactile inclinable Vari tilt 43 " HD Châssis :

Acier 15 / 10 ième - Structure autoportante Socle monté sur des roulettes professionnels

Vérins électrique professionnels de marque LINAK - Inclinaison via système électrique déporté sur le coté - Inclinaison table basse (66 cm) - haute (132 cm) Inclinaison de 0 à 90 ° -

RAL Noir - Ecran tactile :

-Diagonale : 43 pouces (107 cm)

-Résolution : Full HD 1920 x 1080 px

-Luminosité : 450 cd/m2

-Tactile : 12 points

-Verre de protection de 4 mm

-Labels : CE, TÜV, ROHS

-Classe énergétique : A

Respect des normes PMR (Personne Mobilité Réduite)

-1 souris noire et son clavier

-1 clef USB en cas de disfonctionnement pour réactiver le document sur la table tactile.

Montant de la table tactile Vari Tilt 43'' HD : 5712 euros acheté en septembre 2021.



Convention d'utilisation du service écri+éval

pour l'enseignement supérieur

n°2025-01-G-006

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

D'UNE PART

L'Université Ouverte des Humanités / Université de Strasbourg
Représentant le consortium écri+
située 4 rue Blaise Pascal, F- 67081 Strasbourg Cedex
représentée par son Président, Monsieur Michel DENEKEN
Ci-dessous dénommé « le collectif écri+ »

et

L'Université Jean Moulin Lyon 3
1C avenue des frères Lumière, CS 78 242 - 69 372 Lyon Cedex 08
représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
Ci-dessous dénommé « l'établissement »

D'AUTRE PART

Ci-dessous dénommées collectivement « les parties ».

Table des matières

Table des matières 3

Article 1. Préambule 5

Article 2. Définitions 5

Article 3. Objet 5

Article 4. Documents 5

Article 5. Durée 6

Article 6. Obligations générales des Parties 6

Article 7. Utilisateurs 6

Article 8. Communication 7

8.1 Validation 7

8.2 Marque et logo 7

Article 9. Conditions financières 7

Article 10. Conditions de mise à disposition 7

10.1 Description du service écri+éval 7

10.2 Disponibilité du Service 8

10.3 Création de l'espace écri+éval 8

10.4 Liens de télécommunication et réseau 8

10.5 Sécurité 9

Article 11. Responsabilité 9

Article 12. Propriété du collectif écri+ 10

Article 13. Données à caractère personnel 10

13.1 Exécution de la convention 10

13.2 Sous-traitance 10

13.3 Garantie 10

Article 14. Sous-traitance 10

Article 15. Résiliation 10

Article 16. Clauses diverses 11

16.1 Force majeure 11

16.2 Conciliation 11

16.3 Cession du contrat 11

16.4 Domiciliation 11
16.5 Loi applicable 11
16.6 Convention de preuve 12
16.7 Règlement des litiges 12
Article 17. Liste des annexes 12
Article 18. Signature 13
Annexe 1 : Clauses de sous traitance RGPD 15
Annexe 2 : Description du service écri+éval (Interface écri+éval) 23
Annexe 3 : Charte graphique 26

Article 1. Préambule

Ce document présente les modalités d'utilisation du service écri+éval dans un établissement d'enseignement supérieur public français. Ce service est destiné à accompagner les établissements dans le développement des compétences rédactionnelles des étudiants de l'enseignement supérieur public français et des élèves de lycée dans leurs formations post-bac.
Toutes les informations ci-dessous sont susceptibles d'évoluer en fonction des améliorations qui seront apportées à la plateforme écri+, des retours d'expérience des utilisatrices et des utilisateurs, ainsi que des évolutions de la technologie.
Le collectif écri+ tiendra les établissements utilisateurs informés des évolutions les concernant.

Article 2. Définitions

Les termes ci-dessous définis auront entre les parties la signification suivante :

- « administrateur » : désigne le salarié ou l'agent de l'établissement habilité par celui-ci, sous sa responsabilité, à administrer le service dans le respect des conditions générales d'utilisation d'écri+éval figurant au lien ci-après : *ecriplus.fr/conditions-generales/*
- « contrat » : désigne l'ensemble constitué par les documents visés à l'article « Documents » ;
- « plateforme écri+ » : désigne la plateforme publique d'évaluation et de certification des compétences rédactionnelles gérée par le consortium écri+, composée d'interfaces, base(s) de données, serveur(s) et accessible en ligne en mode Saas ;
- « écri+éval » : désigne l'interface spécifique reposant sur la plateforme écri+, permettant à l'établissement de paramétrer et de lancer des campagnes de test à grande échelle, de collecter et d'analyser les résultats issus de la plateforme écri+, accessible à partir d'un portail web spécifique au moyen d'identifiants de connexion ;
- « utilisateurs » : désigne les étudiants ou personnels de l'établissement ayant vocation à développer leurs compétences rédactionnelles, et à rejoindre des campagnes d'évaluation et parcours de tests initiés par l'établissement.

Article 3. Objet

Le présent contrat a pour objet d'une part, le déploiement du service écri+éval au bénéfice des utilisateurs de l'établissement, d'autre part, son accompagnement au déploiement et à l'utilisation de parcours écri+ dans le contexte qui lui est propre.

Article 4. Documents

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissant :

- les annexes à la convention : clauses de sous-traitance RGPD, description du service écri+éval, charte graphique ;
- la présente convention.

Article 5. Durée

Le contrat entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des deux parties et est conclu pour une période initiale de un (1) an.

En cas de signature à des dates différentes, la dernière date est considérée entre les parties comme la date de signature effective du contrat.

Le contrat peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois avant le terme de la période initiale. La partie qui souhaite dénoncer le contrat notifie sa décision par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de dénonciation, il est renouvelé pour des périodes successives d'un (1) an et peut être dénoncé à effet du terme des périodes successives en respectant le préavis de trois (3) mois.

Article 6. Obligations générales des Parties

Le collectif écri+ s'engage à :

- créer un espace écri+éval pour l'établissement, lui permettant d'organiser des campagnes de test et d'assurer la remontée de données structurées sur les profils de compétence des utilisateurs ;
- former les administrateurs du service écri+éval ayant vocation à utiliser et déployer le service écri+éval au moyen de webinaires de formation écri+éval. La participation à ces webinaires se fait sur demande préalable ;

L'établissement s'engage à :

- désigner un référent local et mobiliser l'ensemble des acteurs et ressources pertinentes de l'établissement pour la bonne mise en œuvre du dispositif, afin qu'ils contribuent à son déploiement ;
- envisager avec le collectif écri+ les modalités du déploiement suivant les structures hiérarchiques qui lui sont propres et permettre la désignation de référents écri+ chargés notamment d'accompagner le déploiement du dispositif ;
- transmettre au collectif écri+ les informations nécessaires à l'ouverture des espaces écri+éval, en particulier les données à caractère personnel des personnes concernées ;
- veiller au maintien de la compatibilité de l'environnement numérique de l'établissement avec le service écri+éval pour garantir l'accès aux campagnes ;
- participer à l'amélioration des services (retours utilisateurs).

Article 7. Utilisateurs

Sauf accord contraire, seul l'établissement peut utiliser le service pour ses propres besoins.

Article 8. Communication

8.1 Validation

Dans la mesure où la communication porte sur la marque écri+, le service écri+éval ou la certification écri+, l'établissement soumet préalablement au collectif écri+, pour validation, la documentation de communication ou promotion quel qu'en soit le support (papier ou numérique) comportant ces éléments et obtiendra son accord écrit avant toute diffusion.

Dans la mesure où la communication porte sur la marque ou le service de l'établissement, le collectif écri+ soumet préalablement à l'établissement pour validation toute documentation de communication ou promotion quel qu'en soit le support (papier ou numérique) comportant ces éléments et obtient son accord écrit avant toute diffusion.

Sous réserve de cette validation préalable, chaque partie est libre de communiquer et promouvoir le projet et le service avec loyauté.

Chacune des parties permet à l'autre de citer la dénomination de l'autre à titre de référence conformément aux usages.

8.2 Marque et logo

Chacune des parties autorise l'autre à utiliser ses logos et/ou marques sur les supports de communication préalablement validés entre elles.

- Logo écri+ et ses applications : protégés par le droit d'auteur et le droit des marques, leur utilisation doit être conforme aux directives artistiques contenues dans la charte graphique (annexe 3). Ils peuvent être utilisés sans limite par l'établissement à des fins de promotion et de diffusion de la plateforme de services écri+.
- Référence à la dénomination écri+ qui s'écrit toujours ainsi : en minuscule, sans gras ni italique, afin de rester cohérent avec son logo.

Article 9. Conditions financières

Le service écri+éval est mis à disposition des établissements d'enseignement supérieur public membres de l'UOH à titre gracieux.

Article 10. Conditions de mise à disposition

10.1 Description du service écri+éval

Le service est décrit en annexe 2.

Le collectif écri+met le service écri+éval à la disposition de l'établissement sur la base des questions du référentiel écri+.

Le collectif écri+ assure l'hébergement des données et leur traitement pour permettre la fourniture du service.

Le collectif écri+ maintient le service écri+éval pendant la durée de la présente convention.

10.2 Disponibilité du Service

Le collectif écri+ fournit ses meilleurs efforts pour rendre le service accessible du lundi au vendredi de 8h à 20h, et ce pendant toute la durée de la convention.

Le collectif écri+ se réserve toutefois le droit de restreindre, totalement ou partiellement, l'accès au service, avec un impact sur sa disponibilité, afin d'assurer la maintenance de la plateforme écri+, notamment dans le cadre d'interventions programmées à l'avance, y compris sur les serveurs et les infrastructures mises en œuvre pour la fourniture des services.

Dans le cas où le collectif écri+ serait amené à faire des interventions programmées à l'avance susceptibles d'avoir un impact important sur la disponibilité de la plateforme écri+, il en informera l'établissement par tout moyen, dans un délai d'au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour ces interventions et tentera de ne pas rendre indisponible l'accès au service pendant un temps excessif.

10.3 Création de l'espace écri+éval

La mise à disposition de l'espace écri+éval intervient dans un délai raisonnable après la signature de la convention par l'établissement.

Les administrateurs de l'espace écri+éval devront préalablement accepter les conditions générales d'utilisation d'écri+éval figurant au lien suivant : *ecriplus.fr/conditions-generales* et se créer un compte sur le site *app.tests.ecriplus.fr*.

L'établissement fournit ses meilleurs efforts pour :

- transmettre au collectif écri+ les données à caractère personnel relatives à l' administrateur choisi pour administrer son espace écri+éval, en particulier les informations suivantes : l'entité ou le service auquel il appartient, sa fonction, son identité (nom, prénom), son adresse de courrier électronique ;
- sauf processus différent prévu entre les parties :
  - l'accès de l'administrateur désigné de l'espace écri+éval est mis en place sous réserve que le collectif écri+ ait bien reçu les informations susvisées ;
  - l'administrateur dispose au préalable d'un compte nominal créé sur le site *app.tests.ecriplus.fr* aux fins de rattachement de son compte existant à l'espace écri+éval de l'établissement ;
  - l'administrateur pourra accéder à son espace écri+éval en se connectant au site *eval.tests.ecriplus.fr*.

10.4 Liens de télécommunication et réseau

L'établissement met en œuvre les moyens de télécommunication nécessaires à :

- l'accès via internet à la plateforme écriplus.fr et au service écri+éval, par les utilisateurs et à leur bon fonctionnement, en souscrivant au service d'abonnement adéquats auprès d'un fournisseur d'accès internet ;

– à la transmission des données et à la réception des flux de données via le réseau internet en conformité avec les capacités de bande passante requises.

10.5 Sécurité

Le collectif écri+ met en œuvre des moyens techniques nécessaires pour assurer la sécurité logique de l'accès à la plateforme écriplus.fr et au service écri+éval afin d'empêcher les intrusions de personnes non autorisées.

L'établissement s'engage à ne pas endommager, accéder sans droit ou autorisation ou modifier le service écri+éval et à respecter les procédures et règles standards de sécurité selon l'état de l'art.

Dans l'hypothèse où l'établissement détecterait une utilisation ou tentative d'utilisation frauduleuse des services, elle s'engage à en informer le collectif écri+ dans les meilleurs délais afin que ce dernier puisse procéder, le cas échéant, à la désactivation immédiate des accès frauduleux.

L'établissement s'engage :

– à ne pas détourner l'utilisation des services à des fins autres que celles prévues au présent contrat ou au bénéfice de tiers non autorisés ;
– à ne commettre aucun acte de contrefaçon.

Article 11. Responsabilité

D'un commun accord, les parties conviennent expressément que la responsabilité de chacune des parties ne pourra être engagée qu'en cas de faute prouvée à raison des dommages directs. L'indemnisation des dommages indirects est exclue.

Sont considérés comme dommages indirects les pertes de données, de temps, de bénéfices, de chiffre d'affaires, de marges, pertes de commandes, d'exploitation, de revenus, d'actions commerciales ou encore l'atteinte à l'image de marque, les résultats escomptés et l'action de tiers et ce même si le collectif écri+ était dûment informé du risque de survenance de tels dommages.

En tout état de cause, la responsabilité du collectif écri+ ne peut être engagée que par l'établissement à l'exclusion de toute autre partie ou tiers.

Elle est limitée et plafonnée, tous chefs de préjudices confondus et pour toute la durée de la présente convention au montant annuel payé au titre de l'année au cours duquel le dommage est survenu. Et ce y compris dans les cas où les dommages indirects ne peuvent être exclus en application de la loi ou de la jurisprudence.

La responsabilité du collectif écri+ ne pourra être engagée que dans la mesure où les autres parties ont elles-mêmes respecté leurs obligations, et ce à due proportion, et ne peut être retenue en raison des perturbations, ou notamment de dommages inhérents à internet, ou présentant les caractéristiques d'un événement de force majeure.

La présente clause répartit le risque entre les parties. Elle s'applique quelle que soit l'obligation en cause.

La présente clause reste applicable en cas de nullité, de résolution, de résiliation ou d'anéantissement des présentes relations contractuelles.

Article 12. Propriété du collectif écri+

Les droits de propriété du collectif écri+ s'étendent en particulier à toute la documentation, les bases de données de la plateforme ecriplus.fr et du service écri+éval, ainsi que leurs interfaces, y compris les campagnes d'évaluation et de certification, les maquettes et référentiels, sans que cette liste ne soit exhaustive.

Article 13. Données à caractère personnel

13.1 Exécution de la convention

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, le collectif écri+, en qualité de sous-traitant, peut être amené à collecter les données à caractère personnel de l'établissement et/ou des utilisateurs suivantes : nom et prénom, fonction, adresse électronique professionnelle, identifiants de connexion, et logs de connexion.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins internes du collectif écri+ en vue de la seule gestion administrative des services objets du présent contrat.

13.2 Sous-traitance

Les stipulations applicables entre l'établissement et le collectif écri+ en leur qualités respectivement de responsable de traitement et de sous-traitant sont prévues au sein de clauses de sous-traitance distinctes disponibles en annexe 1.

13.3 Garantie

Chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

Article 14. Sous-traitance

Le présent contrat peut faire l'objet d'une sous-traitance de la part du collectif écri+ ou de l'établissement dont les modalités sont définies dans les clauses de sous-traitance d'écri+éval, disponibles en annexe 1.

Article 15. Résiliation

Sauf urgence, en cas de manquement grave par l'une des parties à quelconque obligation des présentes non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement en cause et mettant en

demeure l'autre partie de le réparer, l'autre partie pourra prononcer de plein droit la résiliation du contrat sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquelles elle pourrait prétendre en vertu des présentes.

Article 16. Clauses diverses

16.1 Force majeure

Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendent l'exécution du contrat.

Si l'empêchement est définitif, le contrat est résilié de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

16.2 Conciliation

En cas de difficulté de toute nature et avant toute procédure juridictionnelle, les parties s'engagent à mettre en œuvre une procédure de conciliation.

Les parties s'engagent à se réunir à l'initiative de la partie la plus diligente dans les trente (30) jours à compter de la réception de la lettre de demande de réunion de conciliation.

L'ordre du jour est fixé par la partie qui prend l'initiative de la conciliation.

Les décisions, si elles sont arrêtées d'un commun accord, ont valeur contractuelle.

Cette clause est juridiquement autonome du présent contrat. Elle continue à s'appliquer malgré l'éventuelle nullité, résolution, résiliation ou d'anéantissement des présentes relations contractuelles.

16.3 Cession du contrat

Le présent contrat ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par l'une des parties, sans l'accord écrit et préalable de l'autre partie.

16.4 Domiciliation

Pour l'exécution du présent contrat et sauf dispositions particulières, les parties conviennent de s'adresser toute correspondance à leur siège social respectif.

Tout changement d'adresse devra être signalé au préalable à l'autre partie.

16.5 Loi applicable

Le présent contrat est régi par la loi française.

Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.

16.6 Convention de preuve

Les informations qui sont exigées en vue de la conclusion du présent contrat, peuvent être transmises entre les parties par courrier électronique ou acceptées au moyen d'une case à cocher et de logs sur internet.

Les liens hypertextes visés aux présentes et les contenus auxquels ils renvoient ont été lus et acceptés par les parties, qui ont pu les imprimer et les sauvegarder sur un support durable. Ils ont valeur contractuelle et leur preuve peut être rapportée par tous moyens y compris au moyen de fichiers numériques et logs.

Il en est de même pour les courriers électroniques en exécution des présentes. Chacune des parties accepte expressément l'usage de ces moyens en application de l'article 1356 du Code civil.

16.7 Règlement des litiges

En cas de réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'évènements non prévus, chacune des parties accepte que le litige soit réglé prioritairement par voie de conciliation amiable dans les conditions prévues à l'article « Conciliation ».

Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant la juridiction territorialement compétente.

Article 17. Liste des annexes

Les annexes à la présente convention sont les suivantes :

- Annexe 1 : Clauses de sous-traitance RGPD ;
- Annexe 2 : Description du service écri+éval ;
- Annexe 3 : Charte graphique.

Article 18. Signature

Fait à Lyon , en deux exemplaires originaux, le : 03/02/2025

Pour le collectif écri+
NOM : DENEKEN
Prénom : Michel
Qualité : Président

Pour l'Université Jean Moulin
NOM : BONNET
Prénom : Gilles
Qualité : Président

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Signature + cachet

Signature + cachet

Clauses de sous-traitance RGPD







Entre les soussignés,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
1C avenue des frères Lumière, CS 78 242 - 69 372 Lyon Cedex 08
Dûment représentée par le Président Gilles BONNET
(ci-après, « le responsable de traitement »)

D'une part

et l'Université Ouverte des Humanités / Université de Strasbourg
Située 4 rue Blaise Pascal
CS 90032
F-67081 Strasbourg cedex
Dûment représentée par le Président Michel Deneken
(ci-après, « le sous-traitant »)

D'autre part

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel (ci-après « les Données ») en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données (ci-après la Réglementation), et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016.

II. Description du traitement des Données faisant l'objet de la sous-traitance

Dans le cadre de l'exécution du contrat, l'Université Ouverte des Humanités / Université de Strasbourg est autorisé à traiter pour le compte de l'Université Jean Moulin les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le/les service(s) suivants: la mise à disposition d'un service web personnalisé permettant le suivi du développement des compétences en français écrit des étudiants dans le cadre du projet NCU écri+, la gestion de ce services et de son hébergement chez OVH, ainsi que celui des bases de données associées, et sa maintenance applicative (corrective et évolutive).

- Le traitement a pour finalités

1) L'évaluation et le développement des compétences en français écrit
   - Personnalisation des tests de positionnement selon le niveau estimé
   - Maintien à jour du profil écri+ avec les résultats des divers tests passés
   - Recommandation de tutoriels
2) La certification des compétences numériques le cas échéant, en ce compris
   - Personnalisation du test de certification en fonction des résultats du positionnement
   - Publication des résultats sur le compte du candidat
3) La gestion par l'utilisateur de ses activités sur écri+, le cas échéant
   - Gestion par l'utilisateur de ses participations à des parcours de test et/ou de ses envois de résultats et/ou de profil écri+.
   - Gestion par l'utilisateur de ses certifications
4) La gestion administrative des services, en ce compris
   - Création, gestion et suivi des comptes utilisateur
   - Gestion, suivi et preuve de la relation contractuelle
   - Accès des utilisateurs au service écri+
   - Support technique aux utilisateurs de écri+
   - Communication d'informations utiles à l'utilisation des services écri+
   - Communication de la lettre d'information relative à écri+ le cas échéant (optionnelle)
5) L'étude d'impact, le suivi qualité, le pilotage et l'amélioration continue, en ce compris
   - Suivi statistique des usages et tableaux de bord pour pilotage et communication d'informations relatives aux usages d'écri+

- Suivi des usages pour qualité du service
- Gestion et suivi des réclamations des candidats relatives au déroulement des sessions de certification
- Gestion et suivi de la satisfaction
- Amélioration continue des contenus et des services via les retours utilisateurs
- Amélioration des algorithmes
- Mesure de l'impact du dispositif et des outils proposés sur la réussite des utilisateurs dans leurs formations
- Production de jeux anonymisés de données utiles à la recherche publique en langue française et en éducation.

Il est réalisé par le biais de l'outil de suivi des apprenants (écri+éval) opéré par le sous-traitant.

Les données traitées sont les données d'identité déclarées par l'utilisateur (nom, prénom et adresse mail).

III. Durée des clauses

Les présentes clauses entrent en vigueur à la date de la signature de la convention à laquelle ces clauses sont annexées par les deux parties et s'arrêtent à l'échéance de cette convention.

IV. Obligations à la charge du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les finalité(s) listée(s) en II du présent document

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant dans les présentes clauses.
   Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat

4. **veiller à** ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
- prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

5. tenir compte s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, des principes de protection des données dès la conception et de **protection des données par défaut**

6. **Sous-traitance :**

Le sous-traitant est autorisé à faire appel aux entités :

- l'Institut de Recherche et d'Innovation (ci-après, « sous-traitant ultérieur ») pour le développement et la gestion informatique ;
- Unisciel / Université de Lille (ci-après, « sous-traitant ultérieur ») pour le développement et la gestion informatique ;
- OVH (ci-après, « sous-traitant ultérieur ») pour mener les activités de traitement suivantes : l'hébergement des données à caractère personnel (les données sont hébergées en France et une copie de secours des données est hébergée en Allemagne).

En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le sous-traitant doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification,

d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpd@univ-lyon3.fr

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de **quarante-huit heures après en avoir pris connaissance** et par le moyen suivant : envoi mail à l'adresse dpd@univ-lyon3.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et le cas échéant auprès des personnes concernées.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes:

le cryptage des données à caractère personnel lors d'éventuels échanges et lorsqu'elles ne sont pas en exploitation active sur les machines des développeurs
les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement (sauvegarde et restauration des données)
les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique

12. Sort des données

Au terme de la convention le sous-traitant s'engage (sauf notification contraire) à ne pas conserver les Données collectées.

Il restituera sans délai au responsable de traitement une copie de l'intégralité des Données et procédera à la destruction des copies des Données détenues dans ses systèmes informatiques. Il devra justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données.

Le responsable de traitement a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpd@univ-lyon3.fr

Le sous-traitant a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@ecriplus.fr.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un récapitulatif de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

15. Documentation et traçabilité

Le sous-traitant s'engage à documenter toute action en rapport avec le traitement des Données de façon à ce que les parties au présent contrat puissent prouver, si besoin, leur conformité à la Réglementation.
Le sous-traitant tient à la disposition du responsable de traitement ces éléments traités par les personnels autorisés des parties au contrat et, le cas échéant, des personnes concernées, et ce pendant une durée de 12 mois sur les serveurs et autres équipements.

Si le sous-traitant participe à l'analyse des traces de connexion aux Données ou si elle propose au responsable de traitement un service d'analyse des traces de connexion aux Données, il informe l'établissement de toute anomalie qu'il détectera dans ces traces de connexion.
Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

V. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous- traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;

- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le : 03/02/2025

Pour le collectif écri+
NOM : DENEKEN
Prénom : Michel
Qualité : Président

Pour l'Université Jean Moulin
NOM : BONNET
Prénom : Gilles
Qualité : Président

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

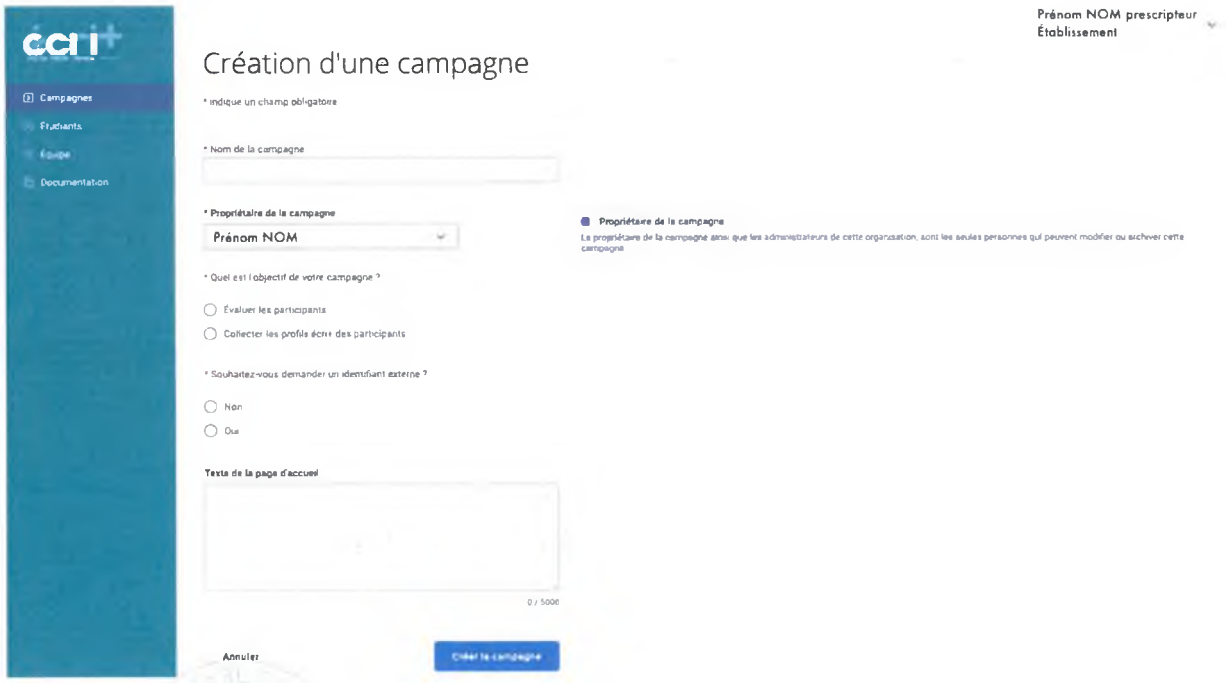
Signature + cachet

Signature + cachet

Annexe 2 : Description du service écri+éval (Interface écri+éval)

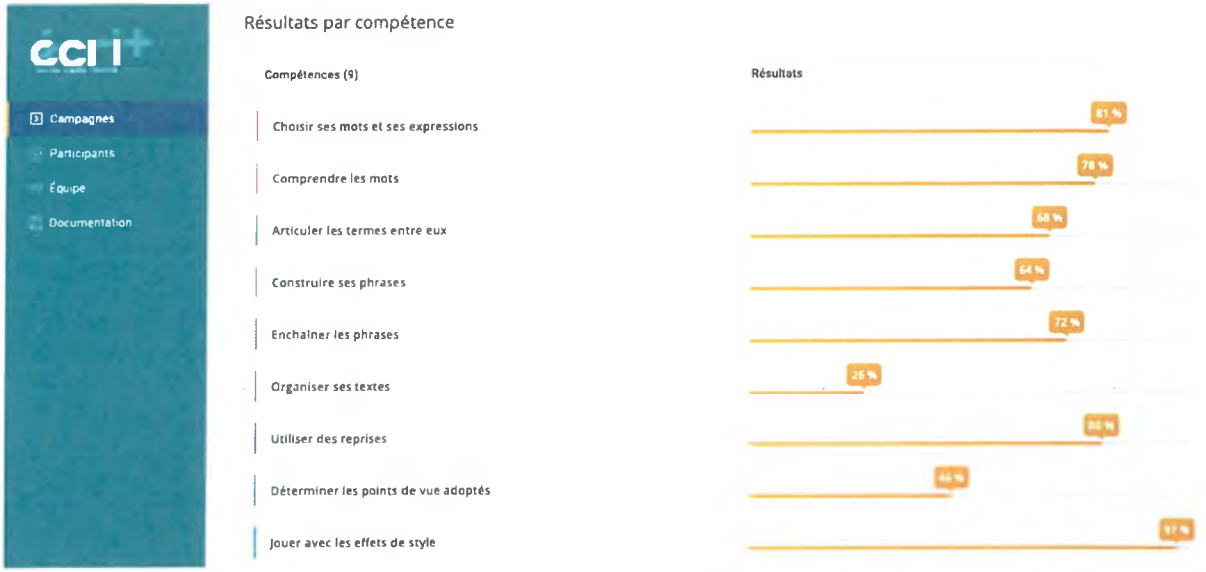
Conçue comme une véritable application de gestion au service du diagnostic et du développement des compétences rédactionnelles, l'interface écri+éval permet de :

- **Organiser des campagnes d'évaluation thématiques :**



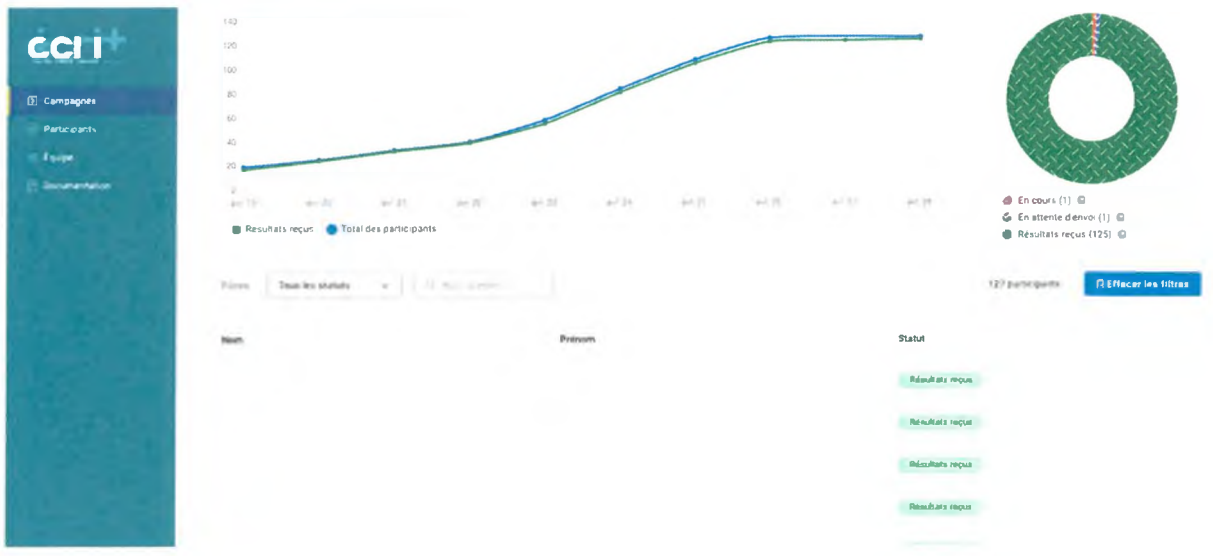
- **Gérer les campagnes d'évaluation thématique :**
  - en invitant les utilisateurs à participer à des campagnes depuis écri+éval (un lien ou un code de test est généré et communiqué aux utilisateurs) ;
  - en suivant l'avancement et en traitant les relances : l'avancée des participants est visible (% de réalisation du test) et permet un suivi individuel de tous les utilisateurs ayant débuté la campagne. Ainsi, des relances ciblées peuvent être effectuées ;
  - en visualisant une vue macro des résultats de la campagne effectuée par les usagers. Ainsi une vue consolidée des résultats (résultats, paliers de performance, résultats thématiques obtenus, etc.) permettant une première lecture rapide et précise des avancements, est disponible.

– **Analyser les profils de compétences :**

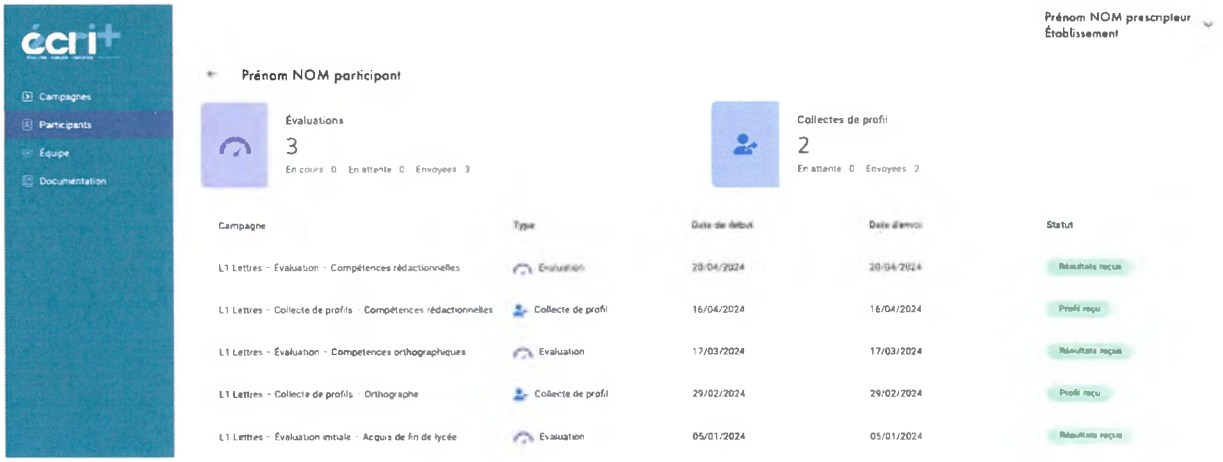


- en accédant aux profils de compétences détaillés des participants pour les accompagner de façon pertinente ;
- en analysant les données consolidées le prescripteur peut visualiser facilement, pour un participant comme pour un groupe :
  - le taux de réussite global à une évaluation ;
  - le taux de réussite pour chacune des compétences testées ;
  - Le classement des sujets du mieux ou moins bien réussi, avec des liens vers les ressources associées ;
  - accéder à des données détaillées sur chaque item évalué grâce à un fichier csv (tableur) téléchargeable.

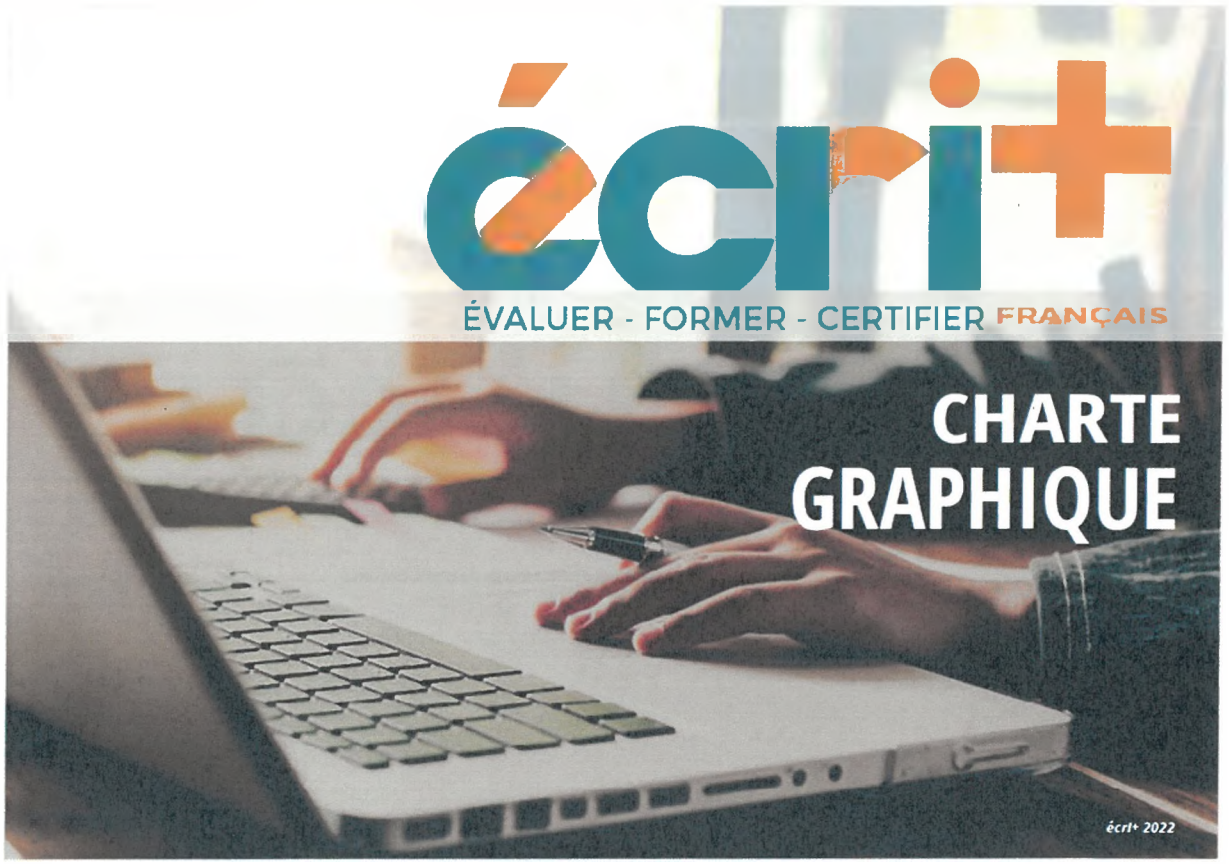
– **Avoir une vue consolidée de l'activité de tous les participants**



– Une liste complète de tous les participants est disponible à l'onglet « Participants ». Elle permet de visualiser le nombre de participations aux campagnes, la date de la dernière participation et de la « certificabilité » du profil écri+ du participant (si une campagne de « collecte de profils » a été initialisée).
– **Une vue détaillée par participant** sur les parcours qu'il a rejoint indiquant l'état d'avancement de ces derniers.



Annexe 3 : Charte graphique



1. Règles D'ÉCRITURE

Comment écrire écri+ ?

écri+ s'écrit toujours
• en **lettres minuscules** avec un accent aigu sur le e
• avec le **symbole mathématique +**
sans espace,ni gras, ni italique, ni guillemet.

Sont exclues toutes les autres formes telles

~~ECRI+~~
~~Écri+~~
~~ÉCRI+~~
~~Ecri+~~
~~ecri+~~

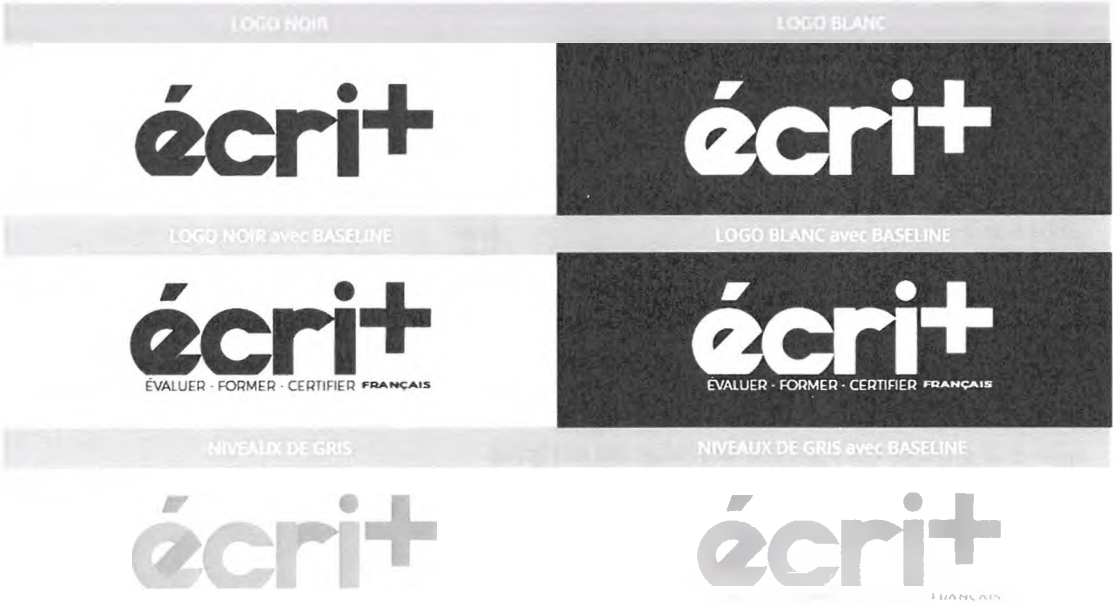
Exceptions

quand la syntaxe est réservée **écriplus ou ecriplus**
nom de domaine : **ecriplus.fr**
le **projet écri+** (si nécessité de mettre le projet en avant)
réseaux sociaux : **#ecri+**
twitter **@ecri_plus**

3. Logotype **COULEUR**



Logotype **MONOCHROME**



CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2025-01-G-008

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 LYON,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Gilles BONNET
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et le **Rectorat de Lyon** – Pôle organisation et performance scolaires et financières, situé 92 rue de Marseille – BP 7227 – 69 354 Lyon Cedex 07

Ci-après dénommé « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue de la Journée de contrôle de l'instruction en famille qui aura lieu mercredi 22 janvier 2025 de 8h à 18h.**

La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux.**

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'Etat étant son propre assureur, le propriétaire dispense l'occupant de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent de fait de la présente occupation.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, conformément à l'article 3 alinéa II de la délibération n° D2022-02-04 du conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3 du 8 février 2022.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise la salle 404 de l'IUT, mercredi 22 janvier 2025 de 8h à 18h.
L'accès public se fera par le 88 rue Pasteur – Lyon 7ème.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou règlementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à **Lyon**, en 2 exemplaires **le 17 janvier 2025**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Annexe technique à la convention en date du *17 janvier 2025*
Entre le Rectorat de Lyon et L'Université Jean Moulin Lyon 3

Locaux et matériels mis à disposition :

L'occupant utilise la salle suivante sur le site des Quais :
- bâtiment IUT : **salle 404**
- mercredi 22 janvier 2025, de 8h à 18h.

Responsable(s) des locaux et accès aux locaux mis à disposition :
L'occupant pourra s'adresser à la loge de l'IUT afin de pouvoir accéder à la salle réservée.

Horaires d'accès :
Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'Université, sauf exception accordée par écrit du Président de l'Université ou de son représentant.

Effectifs accueillis :
Les effectifs prévus par l'organisateur sont conformes à la capacité de la salle réservée, à savoir 40 personnes.

Obligations de l'occupant :
L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de Lyon 3.

En particulier, il lui est interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.
Il s'engage, par ailleurs, à transmettre à Lyon 3, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :
- d'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
- de se conformer aux normes en vigueur au sein de l'Université en matière d'hygiène, de sécurité,
- de respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'Université.
- de respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition.
- de restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'Université.

AVENANT A LA CONVENTION N° 2024-08-G-149 D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC ENTRE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN ET France ASSOS SANTE
N° 2025-01-G-009

L'université Jean Moulin Lyon 3, Établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière | Lyon 8e, représentée par son Président,

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

d'une part,

Et

France Assos Santé – 129 rue de Créqui – 69 006 LYON

Ci-après dénommé « **L'occupant** »

d'autre part,

La convention n° 2024-08-G-149 est modifié comme suit :

Article 1 :

L'UNASS/URAAS Auvergne Rhône-Alpes - 129 rue de Créqui - 69006 LYON devient partie prenante de cette convention au même titre que l'université Jean Moulin et l'occupant.

Le paiement de la redevance établie à l'article 5 de la convention n° 2024-08-G-149 est assurée par l'UNASS/URAAS Auvergne Rhône-Alpes.

Toutes les autres dispositions prévues par la convention n° 2024-08-G-149 restent inchangées.

Fait à Lyon, en deux exemplaires originaux, le **22/01/2025**

France Assos Santé

L'université Jean Moulin

Le président,

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

UNASS/URAAS Auvergne Rhône-Alpes

Réf. UCA : DRED_PAPAL_2024-260

CONVENTION DE COÉDITION

n°2025-01-G-010

Entre :

L'UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE,
Établissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 – 63001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD,

Agissant pour le compte du Centre Michel de L'Hospital (CMH) UR 4232, unité de recherche en sciences juridiques et en science politique de l'Institut Droit-Économie-Management (DEM), représenté par son Directeur, Monsieur Evan RASCHEL, ayant ses locaux : École de Droit – 41 boulevard F. Mitterrand – TSA 80403 – 63001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1,

Ci-après dénommée "**UCA**"

L'UNIVERSITÉ LYON 3 JEAN MOULIN,
Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, immatriculé sous le numéro Siret 196 924 377 00282, code APE 85.42Z, dont le siège est situé 1 avenue des Frères Lumière – 69008 LYON, représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET,

Agissant pour le compte de l'Équipe de Droit Public de Lyon (EDPL) UR 666, unité de recherche en droit public interne de l'Université Lyon 3 Jean Moulin, représentée par son Directeur, Monsieur Christophe ROUX, ayant ses locaux : Université Lyon 3 Jean Moulin – 15 quai Claude Bernard – Bâtiment Cavenne – 69007 LYON,

Ci-après dénommée "**UL3JM**"

L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS - SCIENCES PO (IEP),
Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, immatriculé sous le numéro Siret 197 534 316 00017, code APE 85.42Z, dont le siège est situé 27 rue Saint-Guillaume – 75007 PARIS, représenté par son Président, Monsieur Luis VASSY,

Agissant pour le compte du Centre de recherche École de droit de Sciences Po (EDD) EA 4461, unité de recherche sur les opérations du droit, l'interdisciplinarité et l'approche critique, pluraliste et globale de l'IEP Paris, représenté par sa Directrice, Madame Séverine DUSOLLIER, ayant ses locaux : 27 rue Saint Guillaume – 75337 PARIS Cedex 07,

Ci-après dénommé "**Sciences Po Paris**"

ci-après dénommés "Le Propriétaire"

d'une part,

en présence de :
Anne JACQUEMET-GAUCHÉ, Professeur de droit public, Centre Michel de L'Hospital (CMH) UR 4232, Université Clermont Auvergne,
Fabrice MELLERAY, Professeur de droit public, Centre de recherche École de droit de Sciences Po (EDD) EA 4461, Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris,
Christophe TESTARD, Professeur de droit public, Équipe de Droit Public de Lyon (EDPL) UR 666, Université Lyon 3 Jean Moulin,

ci-après dénommés « la Direction Scientifique »

de seconde part,

Et :

Les Éditions DALLOZ,
SASU au capital de 3 956 040 euros, immatriculées au registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 572.195.550, dont le siège social est Tour Lefebvre Dalloz – CS 90358 – 10 place des Vosges – Courbevoie, 92072 PARIS La Défense Cedex, représentées par Madame Ketty DE FALCO en qualité de Présidente,

ci-après dénommées "DALLOZ"

de troisième part.

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PROPRIÉTAIRE ayant initié un Ouvrage collectif, au sens de l'article L. 113-2 du Code de la propriété intellectuelle, a contacté DALLOZ pour lui proposer d'éditer et de commercialiser cet ouvrage, dont la Direction scientifique est assurée par Anne JACQUEMET-GAUCHÉ, Professeur de droit public, CMH UR 4232-UCA ; Fabrice MELLERAY, Professeur de droit public, EDD EA 4461-Sciences Po Paris ; Christophe TESTARD, Professeur de droit public, EDPL UR 666-Université Lyon 3 Jean Moulin.

Le présent accord a pour objet de régler les modalités de la coédition devant intervenir entre les parties aux présentes.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

L'objet de la présente convention est de fixer les conditions de l'édition, de la promotion, de la commercialisation et du financement par les parties de l'Ouvrage, œuvre collective, provisoirement intitulé :

L'enseignement supérieur au prisme des contentieux

(ci-après dénommé *l'Ouvrage*)
dont le contenu rédactionnel est apporté à la coédition, à titre exclusif, par le Propriétaire qui garantit en détenir les droits exclusifs d'exploitation.
Le Propriétaire autorise expressément l'Éditeur à librement rétrocéder le bénéfice du présent contrat à toute société affiliée au groupe Lefebvre-Sarrut, et notamment toute société (i) contrôlée par l'Editeur, (ii) contrôlant l'Editeur, (iii) ou qui est sous le contrôle d'une entité contrôlant l'Editeur, le contrôle signifiant détenir au minimum 50 % du capital.

Article 2 – Caractéristiques de l'ouvrage

- Collection : Thèmes et commentaires, série « »
- Nombre de pages : 150-300 pages
- Format : 157*240
- Papier : 80 g
- Couverture : 240 g
- Impression : - intérieur : Noir et Blanc
  - couverture : 4 couleurs
- Façonnage : Broché
- Chiffre minimum du premier tirage : 300

Article 3 – Remise du compuscrit

3.1 Pour des raisons d'actualité de la publication, le Propriétaire s'engage à remettre son compuscrit complet et définitif à DALLOZ au plus tard le 31/10/2025.
3.2 Faute de livraison du compuscrit complet et définitif dans les trois mois après la date convenue, le contrat sera résilié de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Article 4 – Relations avec les auteurs

4 .1 Le Propriétaire, par la voix de la Direction scientifique, se charge des relations avec les auteurs, co-auteurs ou rédacteurs :

- commande des textes et surveillance de leur remise conformément au planning ;
- cession des droits d'édition dans le cadre de la présente coédition DALLOZ-Le Propriétaire (incluant les droits dérivés, à savoir notamment numériques, y compris pour une exploitation en base de données, traduction, reproduction, photocopies) ;
- demande éventuelle de reproduction d'extraits de textes dans les ouvrages auprès des ayants droit.

4.2 Le Propriétaire se chargera, le cas échéant, sous sa seule responsabilité, de la reddition des comptes et du paiement des droits éventuellement dus aux auteurs ; il garantit DALLOZ contre tout recours à ce sujet.

Article 5 – Acceptation du manuscrit

5.1. DALLOZ, une fois en possession du compuscrit, dispose d'un délai maximal de 1 (un) mois pour en apprécier les caractéristiques et la qualité convenues, en fonction du public et du but visés par cet ouvrage.
Si le compuscrit remis n'est pas conforme aux clauses du présent contrat, ou s'il n'a pas la qualité convenue, notamment en raison d'erreurs ou d'omissions susceptibles d'engager la responsabilité de DALLOZ pourra refuser de publier l'ouvrage sans aucune indemnité.
5.2. DALLOZ peut demander au Propriétaire, par la voix de la Direction scientifique, d'apporter au compuscrit les modifications qu'il juge nécessaires et, au besoin, de procéder à une nouvelle rédaction dans un délai déterminé par DALLOZ. le Propriétaire fait connaître son refus ou son acceptation dans la semaine qui suit cette demande. Si le Propriétaire se refusait à ces changements ou si ses nouveaux travaux n'étaient pas agréés par DALLOZ, le contrat serait alors rompu et le Propriétaire recouvrerait la libre disposition de son texte, sans indemnités.

Article 6 – Obligations de DALLOZ

DALLOZ s'engage à publier l'ouvrage dans le délai de 6 (six) mois à compter de la remise par le Propriétaire du compuscrit complet et définitif sauf retard imputable au Propriétaire (non-respect des délais). Cependant dans le cas où les circonstances contemporaines de la parution commanderaient que, dans l'intérêt commun des parties, la publication soit assurée à une autre date que celle initialement prévue, DALLOZ serait alors habilitée à procéder à ces reports de parution, mais devrait en avertir le Propriétaire par lettre recommandée, en lui précisant, le cas échéant, la date limite de parution de l'ouvrage.

Article 7 – Opérations d'édition

7.1 L'ouvrage est édité à ses risques et périls par DALLOZ, qui se chargera intégralement de l'édition et des frais relatifs à la fabrication ainsi que de la gestion administrative et comptable
7. 2 DALLOZ détermine seule la date de publication, le prix de vente, le chiffre des tirages successifs, la mise en page intérieure, la maquette de couverture, les rééditions, la marque, notamment le cas échéant la marque LEFEBVRE-DALLOZ.

Article 8 – Exemplaires d'hommage

8.1 À la parution de l'Ouvrage, la Direction scientifique recevra 10 exemplaires d'hommage, chaque coordonnateur 2 exemplaires et chaque auteur 2 exemplaires.
8.2 Des exemplaires supplémentaires pourront être acquis par le Propriétaire avec une remise de 35% sur le prix public TTC.
8.3 Ces exemplaires sont incessibles.

Article 9 – Copyright – Co-marquage

9.1 Le copyright de l'ouvrage appartiendra à DALLOZ, les droits lui étant cédés à titre exclusif par le Propriétaire en application de l'article 10.
9.2 Les logos des co-éditeurs figureront sur la couverture, les pages de titre, leur taille respective, caractères et emplacement étant librement déterminés par DALLOZ.

Article 10 – Étendue de la cession des droits

10.1 Les droits patrimoniaux de reproduction, d'adaptation et de représentation, cédés à titre GRACIEUX, à DALLOZ par le Propriétaire, dans le cadre de la présente coédition comprennent notamment, outre le droit d'édition graphique :

a) Droits de reproduction et d'adaptation graphique. Le droit de reproduire l'Ouvrage sous d'autres présentations que l'édition principale et notamment brochée, reliée, illustrée, de poche ou grande diffusion, scolaire, critique ou dans d'autres collections, séparément ou réunie avec d'autres œuvres.

Le droit de reproduire tout ou partie de l'Ouvrage sur tout support graphique actuel ou futur et notamment par voie de presse.

Le droit d'adapter tout ou partie de l'Ouvrage pour tous publics et sous toutes formes : modifiée, abrégée ou étendue, notamment sous forme d'édition condensée ou destinée à un public particulier, sous forme de pré- ou postpublication, ainsi que le droit de reproduire ces adaptations sur tout support graphique actuel ou futur.

b) Droit de traduction. Le droit de traduire en toutes langues et d'adapter selon les contraintes de chaque pays, tout ou partie de l'Ouvrage et ses adaptations, ainsi que de reproduire les traductions sur tout support graphique actuel ou futur.

c) Droits de reproduction, d'adaptation et de traduction autres que graphique. Le droit de reproduire tout ou partie de l'Ouvrage sur tout support d'enregistrement, actuel ou futur et notamment tout support électronique ou numérique, notamment sans que cette liste soit exhaustive CD-Rom, DVD, disque Worm, CD-Photo et CD-I, en "e-book" (livre électronique), format i-phone, format i-pad... et plus généralement tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations numérisées, permettant la consultation de l'œuvre hors ligne et en ligne, par le biais d'une connexion numérique ou analogique distante et/ou locale. Ce droit comprend toute opération de stockage, transmission, téléchargement et déchargement.

Le droit d'adapter et de traduire tout ou partie de l'Ouvrage, en toutes langues pour toute exploitation autre que graphique et notamment pour les exploitations sonore, visuelle, radiophonique et électronique, à l'exception toutefois des adaptations audiovisuelles, ainsi que le droit de reproduire ces adaptations et traductions sur tout support d'enregistrement actuel ou futur, isolément ou dans un autre Ouvrage.

Le droit d'adapter l'Ouvrage sous forme d'Ouvrage multimédia ou de l'intégrer dans une Ouvrage multimédia.

L'adaptation de l'Ouvrage sur support électronique et sous forme d'œuvre multimédia est susceptible d'entraîner des modifications dans la présentation, les modalités d'accès et de consultation de l'œuvre. L'Éditeur est seul juge de ces modifications.

Les parties conviennent expressément que le droit d'adaptation cédé à l'Éditeur inclut :

- le droit d'actualiser l'Ouvrage dans le respect du droit moral des auteurs de telle sorte qu'à tout moment celle-ci comporte l'information la plus complète et la plus adaptée pour le lecteur et/ou l'utilisateur ;
- le droit d'intégrer l'Ouvrage ses dans une ou plusieurs bases de données structurées et interrogeables au moyen de logiciels dont le choix appartient à l'Éditeur.

L'Éditeur peut, en conséquence :

- indexer le texte, notamment en introduisant, lors de sa saisie, des codes permettant de distinguer les éléments de nature différente ;
- élaborer un résumé du texte ;
- procéder ou faire procéder à l'interrogation de la ou des banques de données ainsi constituées ;
- visualiser ou permettre à l'utilisateur de visualiser à l'écran les résultats de l'interrogation ;
- imprimer ou permettre à l'utilisateur d'imprimer la sortie sur imprimante des résultats de l'interrogation ;
- transmettre tout ou partie de ses contributions par tout procédé de télécommunication actuel ou futur.

d) Droit de représentation et de communication lequel comprend notamment le droit de faire lire ou réciter l'Ouvrage en public, le droit de représenter et faire représenter tout ou partie de l'Ouvrage et ses adaptations en toutes langues et tous pays.

Le droit de communiquer au public tout ou partie de l'Ouvrage ou ses adaptations par tous procédés de communication au public en ligne ou hors ligne actuel ou futur, et sur tous réseaux de diffusion des paroles, des sons, des textes et des images notamment numérique tel que le réseau Internet, les réseaux extranet ou intranet de toute personne morale de droit public ou privé et notamment des entreprises, établissements d'enseignement, bibliothèques, ou tout autre système destiné aux téléphones mobiles, assistants personnels, ipad, smartphones, tablettes numériques, PDA, tablettes de lecture, télévision numérique, systèmes interactifs ou tout autre procédé de transmission de données, existant ou à venir, ne supposant pas la vente d'un support mais permettant l'accès à des contenus par les utilisateurs via des serveurs publics ou privés et de façon générale toute mise à disposition du public de manière que toute personne puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'elle choisit.

e) Droit de reprographie. Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les droits dus à l'occasion de la reprographie, privée ou non, de tout ou partie de l'Ouvrage et de ses adaptations ou traductions.

f) Droit de prêt et de location. Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les droits dus à l'occasion du prêt ou de la location des exemplaires de l'Ouvrage, de ses adaptations et traductions, sur tous les supports prévus au présent article.

10.2 La présente cession est consentie à titre exclusif et pour avoir effet en tous lieux et pour le temps de la propriété littéraire.
10.3 Sous réserve de l'obligation de procéder lui-même à une publication de l'Ouvrage, il est expressément convenu que DALLOZ est habilité à accorder à des tiers, au besoin par voie de cession, toutes les autorisations qu'il jugera nécessaires pour l'exploitation des droits qui lui sont cédés par le Propriétaire.

Article 11 – Exploitation de l'Ouvrage

DALLOZ assura la commercialisation de l'Ouvrage ainsi que la gestion du stock, notamment le pilon. Il est entendu que sauf pilon total du stock, nulle information du Propriétaire n'est requise.

Article 12 – Garantie

Le Propriétaire, en sa qualité de cessionnaire des droits d'exploitation de l'Ouvrage, œuvre collective, déclare expressément disposer des droits cédés par le présent contrat et précise que l'Ouvrage n'a fait l'objet ni d'un autre contrat encore valide ni d'un « droit de préférence » consenti à un autre éditeur. Le Propriétaire garantit également que l'Ouvrage ne contient rien qui puisse tomber sous le coup des lois relatives à la diffamation, l'atteinte aux bonnes mœurs ou à la contrefaçon.
De façon générale, le Propriétaire garantit DALLOZ contre tout trouble, revendication ou éviction quelconques qui pourraient porter atteinte à la jouissance entière et libre des droits cédés.

Article 13 – Durée – Résiliation

13.1 Le présent accord prendra effet à compter de sa signature et est conclu pour la durée de l'exploitation de l'Ouvrage.
13.2 En cas de résiliation du présent accord, quelle qu'en soit la cause, le stock et l'ensemble des documents, éléments techniques et actifs immatériels de l'édition resteront la seule propriété de DALLOZ qui aura le droit d'écouler le stock co-marqué puis le cas échéant, de rééditer l'ouvrage sous sa seule marque.
En tout état de cause, la résiliation du présent accord, quelle qu'en soit la cause, ne donnera lieu, de part ni d'autre, à aucune indemnité de quelque nature qu'elle soit.

Article 14

Il est expressément convenu que le présent accord ne pourra, en aucun cas, être considéré comme une société entre les parties, la responsabilité de chacune étant limitée aux engagements pris par elle dans le présent accord.

Article 15

Toute contestation relative à la validité, l'application ou la résiliation du présent accord seront de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris.

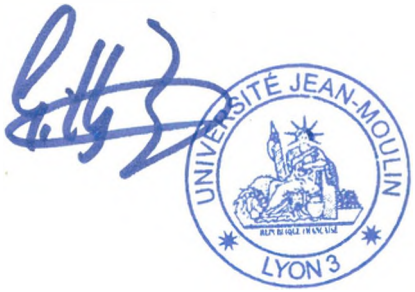
Fait en quatre exemplaires,

Pour LE PROPRIÉTAIRE

À Clermont-Ferrand, le
Le Président de l'Université Clermont Auvergne
Mathias BERNARD

À Paris, le
Le Président de Sciences Po Paris
Luis VASSY

À Lyon, le 06.02.2025
Le Président de l'Université Lyon 3 Jean Moulin
Gilles BONNET



Pour DALLOZ

À Paris, le
La Présidente des Éditions DALLOZ
Ketty DE FALCO

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONVENTION DE REFACTURATION DES FLUIDES

N° 2025-01-G-011

Entre les soussignés :

Université Jean Moulin Lyon 3, dont le siège social est situé 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON Cedex 08, représentée par Monsieur Gilles BONNET en sa qualité de Président ;

Ci-après dénommée : « l'Université »,

D'une part,

Et :

Le **Centre Régional des Œuvres Universitaires de Lyon** établissement public de l'Etat, dont le siège est situé 59 rue de la Madeleine 69365 Lyon Cedex 07 et le n° 18690156700013 SIRET est représenté par M. Christian CHAZAL en sa qualité de Directeur général du CROUS de Lyon.

Ci-après dénommé « l'Occupant » dans la présente convention,

D'autre part,

Objet de la Convention :

La convention a pour objet de régulariser la refacturation des coûts dus aux consommations de fluides sur les exercices budgétaires 2022 et 2023 pour l'occupation des trois volumes exploités à la Manufacture des Tabacs par l'Occupant soit :

- Le Resto U – convention 2021-07-C-185,
- Le Bistro U – convention 18-CC-794,
- Le Cool heure Café – convention 19-CC-1075.

Article 1 : Contexte

L'Université et le CROUS sont liés par des conventions permettant à l'Occupant d'exploiter les locaux mis à disposition. Ces occupations sont assorties de forfaits de refacturation permettant de couvrir les charges d'exploitation et de maintenance assumées par l'Université, dont les fluides.

La part due aux fluides, précisément l'électricité et le chauffage urbain, a fortement augmenté ces dernières années. La présente convention permet à l'Université de refacturer au CROUS la part qui lui revient relative aux coûts réellement constatés des consommations.

Article 2 : Calcul du surcoût

Le surcoût a été calculé sur la base des consommations constatées par relevé de compteur et en tenant compte des frais facturés par les fournisseurs à l'Université.

Le surcoût est la part refacturée dans le cadre de la présente convention en enlevant la part déjà facturée dans le forfait.

	BISTRO U € TTC	RESTO € TTC	Cool Heure Café € TTC	TOTAL SURCOUT € TTC
PREVU CONVENTION	15000	32 000,00	1500	
SURCOUT 2022	13359,4	33 253,80	2074	**48 687,20 €**
SURCOUT 2023	22364,4	50 771,30	3624	**76 759,70 €**
			TOTAL	**125 446,90 €**

L'ensemble des factures est transmis au CROUS en tant que justificatif de dépenses.

Article 3 : Modalités

Le CROUS fait le choix de verser la somme totale sur deux exercices budgétaires selon le tableau suivant :

Exercice	Resto U € TTC	Bistro U € TTC	Cool Heure Café € TTC
2024	42 012,58 €	17 861,89 €	2 848,99 €
2025	42 012,58 €	17 861,89 €	2 848,97 €

Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux,

A Lyon, le 10.02.2025

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

Gilles BONNET

A Lyon le .....,

Pour l'occupant CROUS de Lyon,
Le Directeur du CROUS Lyon St Etienne

Christian CHAZAL

UNIVERSITÉ DE LYON

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

FOURNITURE D'UNE SOLUTION DE DETECTION DE SIMILITUDES 2025/2028

N°2025-01-G-012

La présente convention est établie en application du code de la commande publique.

Entre

La Communauté d'Universités et Établissements Lyon Saint-Étienne,
Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,
Représentée par sa Présidente, Mme Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désignée « la ComUE »,

Et

Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
Établissement public à caractère administratif,
Dont le siège est situé 3 Quai Chauveau, 69009 Lyon,
Représenté par son Directeur, Monsieur Mathieu FEREY,

ET
CPE Lyon
Association loi de 1901
Qualifié établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général,
Dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne,
Représentée par son Directeur, Monsieur Gérard PIGNAULT,

ET
ECAM LaSalle Campus de Lyon
Fondation reconnue d'utilité publique,
Dont le siège est situé 40 Montée Saint-Barthélémy, 69321 Lyon,
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Didier DESPLANCHE,

ET
L'École centrale de Lyon
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 36 avenue Guy de Collongue, 69134 Ecully Cedex,

UNIVERSITÉ DE LYON

Représentée par son Directeur, Monsieur Pascal RAY,
ET
L'École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 158 Cours Fauriel, F-42000 Saint-Étienne,
Représentée par son Directeur, Monsieur Jacques FAYOLLE,

ET
L'École normale supérieure de Lyon
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 15 Parvis René Descartes, 69342 Lyon cedex 07,
Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC,

ET
L'École nationale supérieure d'architecture de Lyon
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 3 rue Maurice Audin, BP170, 69120 Vaulx-en-Velin,
Représentée par sa Directrice, Madame Sophie CHABOT,

ET
L'École nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 1 rue Buisson, 42000 Saint-Étienne,
Représentée par son Directeur, Monsieur Cédric LIBERT,

ET
L'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 17-21 boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne,
Représentée par sa Directrice, Nathalie MARCEROU-RAMEL,

ET
L'École Nationale des Travaux Publics de l'État
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé Rue Maurice Audin, 69518 Vaulx-en-Velin cedex
Représentée par sa Directrice, Madame Cécile DELOLME,

ET
L'Institut d'études politiques de Lyon
Établissement public administratif,
Dont le siège est situé 14 avenue Berthelot, 69007 LYON,
Représenté par sa Directrice, Madame Hélène SURREL,

UNIVERSITÉ DE LYON

ET
L'INSA Lyon
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 20, avenue Albert Einstein, 69621 VILLEURBANNE Cedex,
Représentée par son Directeur, Monsieur Frédéric FOTIADU,

ET
L'Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes
Association déclarée,
Dont le siège est situé 23 Rue Jean Baldassini, 69007 Lyon,
Représenté par son Directeur général, Monsieur Pascal DESAMAIS,

ET
L'Institut Catholique de Lyon (AFPICL-UCLy),
Association des Fondateurs et Protecteurs de l'Institut Catholique de Lyon, Association régie par la loi du 1er juillet 1901,
Dont le siège est situé 10 Place des Archives, 69002 Lyon,
Représentée par son Recteur, Monsieur Grégory WOIMBEE,

ET
L'Université Claude Bernard Lyon 1
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 43 Boulevard du 11 Novembre 1918 - 69100 Villeurbanne,
Représentée par son administrateur provisoire, Monsieur Luc JOHANN,

ET
L'Université Lumière Lyon 2
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69007 Lyon,
Représentée par sa Présidente, Madame Isabelle VON BUELTZINGSLOEWEN,

ET
L'Université Jean Moulin Lyon 3
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 1 rue de l'Université, 69007 Lyon,
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET,

ET
L'Université Jean Monnet Saint Etienne
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 10 rue Tréfilerie, 42100 Saint-Etienne,
Représentée par son Président, Monsieur Florent PIGEON,

UNIVERSITÉ DE LYON

ET
VetAgro sup
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy l'Etoile,
Représentée par son Directrice générale, Madame Mireille BOSSY,

Ci-après dénommés individuellement par « la Partie » ou collectivement par « les Parties ».

UNIVERSITÉ
DE LYON

Table des matières

PREAMBULE 6
ARTICLE 1 – Objet de la convention 6
ARTICLE 2 – Etendue et description des missions du coordonnateur 6
ARTICLE 3 – Durée de la convention 7
ARTICLE 4 – Fonctionnement du groupement 7
4.1 – Passation de l'accord-cadre 7
4.2 – Exécution de l'accord-cadre 7
ARTICLE 5 – Exclusivité 8
ARTICLE 6 – Modification de la convention 8
ARTICLE 7 – Litiges 8

UNIVERSITÉ DE LYON

PREAMBULE

Dans un objectif de gain économique, et afin de mutualiser la procédure de passation de l'accord-cadre, les établissements parties à la présente convention souhaitent constituer un groupement de commandes en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

A cet effet, ils ont décidé de conclure une convention constitutive du groupement.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes en vue de procéder à la passation et l'exécution d'un accord-cadre pour une solution logicielle de détection de similitudes.

ARTICLE 2 – Etendue et description des missions du coordonnateur

La ComUE assure le rôle de coordonnateur du groupement. Le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation de l'accord-cadre et de son exécution.

Le coordonnateur a en charge :

- La centralisation des besoins tels que déterminés par les membres du groupement ;
- La rédaction des pièces du dossier de consultation des entreprises en concertation avec les membres du groupement ;
- Le déroulement de la procédure de passation afférente aux procédures d'appel d'offres ouvert (au sens des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du code de la commande publique), jusqu'à la notification du marché incluse ou l'éventuelle déclaration d'infructuosité ou de procédure sans suite ;
- La mise à disposition des parties d'une copie électronique des pièces du DCE, des offres et des pièces contractuelles ;
- L'exécution, notamment financière, du marché public ;
- La gestion du contentieux lié à la procédure lancée en groupement ou à l'exécution du marché, sans porter atteinte au droit de tout membre souhaitant assurer, par lui-même, sa défense.

UNIVERSITÉ DE LYON

ARTICLE 3 – Durée de la convention

La présente convention débute à la date de sa signature par les membres du groupement de commande.
Elle s'achève à la réalisation complète de son objet précisé à l'article 1 des présentes.

ARTICLE 4 – Fonctionnement du groupement

Le coordonnateur ne perçoit pas de rémunération au titre de sa mission.

4.1 – Passation de l'accord-cadre

Les frais de fonctionnement du groupement, à savoir :

- Les frais d'affranchissement ;
- Les frais de reprographie ;
- Les frais de publicité ;
- Les frais de gestion administrative et financière ;

seront pris en charge par la ComUE.

4.2 – Exécution de l'accord-cadre

Avant chaque date anniversaire de la notification du marché, le coordonnateur recense les besoins des parties, puis notifie les bons de commande annuels au titulaire, sur la base des pièces du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, les demandes de paiement du titulaire sont adressées au coordonnateur, qui procède à leur règlement dans les conditions détaillées par les pièces du marché.

Les autres membres du groupement s'engagent à reverser à la ComUE Lyon Saint-Etienne le montant correspondant à leur besoin.

La ComUE Lyon Saint-Etienne prend en charge, le cas échéant, les modifications de l'accord-cadre, les déclarations de sous-traitance, la résiliation, les contentieux et tout autre acte en lien avec l'exécution du contrat.
Chaque établissement est responsable des aspects techniques.

En cas de contentieux afférent à la procédure de passation du marché, le mandataire assure la défense des intérêts du groupement (en concertation avec chacun de ses membres) et avance les frais inhérents (honoraires d'avocat notamment). Les frais engagés sont, par la suite, répartis à parts égales entre les membres du groupement, sauf si l'un d'entre eux assure sa défense par ses propres moyens. Pour le reversement de ces sommes, le mandataire émet une facture au nom de l'établissement concerné. Si

le dépôt sur Chorus Pro de cette facture nécessite un bon de commande préalable, les Parties s'engagent à le transmettre au mandataire, dès la transmission des pièces justificatives (factures d'avocat, etc.).

ARTICLE 5 – Exclusivité

Conformément au principe d'exclusivité applicable à la commande publique, les Parties s'engagent à ne réaliser aucune commande dont l'objet serait couvert par le marché, objet de la présente convention, à un prestataire tiers, à compter des dates de commencement des prestations.

ARTICLE 6 – Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenant signé des parties.

Avant la notification de l'accord-cadre, chaque membre est autorisé à ne pas donner suite à la procédure, pour un motif d'intérêt général.

ARTICLE 7 – Litiges

Les parties s'engagent à la tenue de pourparlers réels et sincères en vue de la résolution de tout litige concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention.

Dans l'hypothèse où ces pourparlers n'aboutiraient pas à une résolution amiable du litige dans un délai de deux mois, celui-ci serait soumis à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Lyon.

Convention établie en autant d'exemplaires que de Parties.

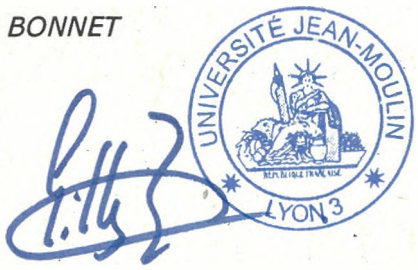
Fait à Lyon, le

UNIVERSITÉ DE LYON

Pour *l'Université Jean Moulin Lyon 3*

Le président

Gilles BONNET



UNIVERSITÉ
DE LYON

Pour la ComUE Lyon Saint-Étienne

La Présidente

Nathalie DOMPNIER

couperin.org

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON II
JEAN MOULIN

Protocole de soutien aux initiatives en faveur de la science ouverte entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour le réseau Repères et le consortium Couperin

N°2025-01-G-013

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08,
N° SIRET 19 69 243 77 00282, Code APE 8542Z,
Représenté par son Président, M. Gilles Bonnet, professeur des universités

Agissant pour le compte du réseau du pépinières de revues scientifiques en accès ouvert « Repères », lui-même coordonné par le département d'appui à la recherche et aux des BU Lyon 3.

Ci-après dénommé **« l'Université »**

D'une part,

Et

Le consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques, Couperin.org,
Association dont le siège est 23 rue Daviel - 75013 PARIS,
N° SIREN 509232 856, code APE 9499Z,
Représenté par le Président du consortium, Michel Deneken

Ci-après dénommé **« Couperin »**

D'autre part,

Individuellement désignés par « Partie » et collectivement par « Parties ».

couperin.org

Préambule

Le consortium Couperin (Consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques) est une association à but non lucratif financée par les cotisations de ses établissements membres (ci-après « Membres ») et subventionnée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Ces dernières années, alors que le libre accès et la science ouverte ont pris de l'ampleur, une infrastructure de services non commerciaux soutenant et permettant la science ouverte s'est développée. Cependant, les modèles économiques de ces organisations nécessitent le soutien d'acteurs intéressés par leurs services. Dans le cadre de son action de promotion de l'accès ouvert à l'information scientifique, ainsi que de toute initiative destinée à amplifier son développement, Couperin soutient certaines de ces initiatives, en facilitant leur financement par ses établissements membres, grâce à la fédération de ces actions de soutien. Ces actions s'articulent avec les politiques nationales et européennes en faveur de la science ouverte.

À cet effet, Couperin passe convention avec des initiatives et/ou infrastructures en faveur de la science ouverte en vue d'un possible financement. Les initiatives en faveur de la science ouverte désignent « les ressources et les services de communication scientifique, y compris les logiciels, dont les établissements dépendent pour permettre à la communauté scientifique et universitaire de collecter, stocker, organiser, accéder, partager et évaluer la recherche »[1].

« Repères » est un réseau de pépinières de revues scientifiques en accès ouvert. Administré par « l'Université » Il a pour objectif de favoriser la collaboration et l'entraide pour répondre collectivement aux enjeux de ces plateformes : formation, documentation, aspects techniques et bonnes pratiques en édition et en diffusion.

Ainsi, les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 - Objet du protocole

Le présent protocole a pour objet de définir les conditions d'un soutien financier par Couperin en faveur de l'Université pour faciliter le fonctionnement du réseau de pépinières « Repères ».

[1] What is Open Infrastructure? https://scoss.org/what-is-scoss/defining-open-infrastructure/

couperin.org

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITE LYON III
JEAN MOULIN

Article 2 – Modalités financières

Il est rappelé que Couperin collecte des promesses de financement venant de ses membres. Ces derniers décident annuellement des projets qu'ils soutiennent. Le réseau « Repères » fait partie de l'ensemble des projets susceptibles d'être soutenu.

Les sommes sont collectées au fur et à mesure de l'exécution budgétaire des établissements, Couperin s'engage à verser à l'Université l'ensemble des fonds collectés qui lui sont destinés.

Le versement s'effectuera chaque année en une fois, au troisième trimestre et si nécessaire, une deuxième fois au cours du quatrième trimestre de l'année en cours.

Le (ou les) versement (s) est (sont) effectué(s) sur le compte de l'Agent comptable de l'Université :

Identifiant national de compte bancaire - RIB				
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation
10071	69000	00001004334	60	TPLYON

Identifiant international de compte bancaire - IBAN

IBAN (International Bank Account Number)							
							BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1007	1690	0000	0010	0433	460	TRPUFRP1

TITULAIRE DU COMPTE

UNIV J MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE

Couperin n'applique aucun frais de gestion.

Si l'infrastructure vient à ne pas être sélectionnée pour une année couverte par la présente convention, Couperin l'en informera à l'issue de la procédure de sélection.

Article 3 – Utilisation des fonds reversés

Les fonds versés par Couperin à l'université participent exclusivement au fonctionnement et au développement du réseau « Repères », en conformité avec son objet social tel que déterminé dans ses statuts.

Article 4 – Justificatifs

Chaque année au moment des versements, l'infrastructure bénéficiaire sera destinataire de la liste des établissements contributeurs (avec le montant de la contribution).
Celle-ci s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un rapport d'activité et /ou un bilan financier de l'année écoulée

Article 5 – Communication, bénéfices pour les institutions qui soutiennent le réseau Repères

Il est demandé à l'infrastructure de faire figurer sur son site web la liste des établissements contributeurs. Les actions de communication entreprises par le bénéficiaire de cette subvention devront mentionner que l'investissement a été réalisé avec le soutien financier des membres contributeurs.

Article 6 - Durée

Le présent protocole entre en vigueur le 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027. Toute prolongation ou modification du protocole fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

Chaque partie pourra mettre fin à la convention avec l'accord de l'autre partie.

Article 7 – Loi applicable et règlement des différends

Le présent protocole est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du protocole, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.
En cas de désaccord persistant, les Parties pourront soumettre leurs différends aux tribunaux compétents de Paris.

couperin.org

Toute modification ultérieure des clauses contractuelles du présent protocole doit faire l'objet d'un avenant signé des Parties.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président **Monsieur Gilles Bonnet,** Date : 07.02.2025	**Pour le Consortium Couperin** Le Président **Monsieur Michel Deneken,** Date :



UGA
Université
Grenoble Alpes

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

N° SIRET : 130 026 08 00013
Code NACE 8542Z
N° déclaration d'activité : 84 38 06248 38
Auprès de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

AVENANT N°2 à la convention contractée en 2024
Etabli pour l'année 2025

n°2025-01-G-014

Entre

L'Université Grenoble Alpes – CS 40700 – 38058 Grenoble Cedex 9
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), ci-après désignée « **UGA** »
Représentée par son Président, Monsieur Yassine LACKNECH

Et

L'Université Jean Moulin - Lyon 3, EPSCP dont le siège est situé 6 cours Albert Thomas, Lyon 8e, représenté par son président Monsieur Gilles BONNET

Il est convenu que :

Article 1 : Compte tenu des besoins en formation du personnel de bibliothèques du service commun de la documentation de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, d'une part, et des tarifs du centre régional de formation aux métiers des bibliothèques, Médiat Rhône-Alpes, service interuniversitaire, d'autre part, la contribution financière de l'université est fixée à **4000.00 €** (tarif non imposable à la TVA) pour 2025. Un bon de commande sera émis pour ce montant.

Les personnels de la bibliothèque de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 auront accès au catalogue de formation proposé par Médiat Rhône-Alpes, selon le tableau des tarifs « Etablissement sous convention » précisés dans l'annexe, applicables au 1er septembre 2025. Les tarifs applicables de la date de signature de la présente convention jusqu'au 31 août 2025 restent ceux indiqués dans l'avenant précédent.

Article 2 : Le contrôle du service fait sera effectué en fin d'année par application des tarifs de Médiat Rhône-Alpes 2025 au décompte des journées de formation réalisées dans l'année. Une facture sera établie sur la base des jours de formation effectivement réalisés rapportés aux tarifs applicables.

Fait à Saint Martin d'Hères, le

Le Président de l'Université Grenoble Alpes,
Monsieur Yassine LAKHNECH

Fait à Lyon, le 07/02/2025

Le Président de l'Université Jean Moulin - Lyon 3
Monsieur Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3



CONVENTION n°2025-01-G-015
ATELIER DE THÉÂTRE MUSICAL PLURILINGUE &
ATELIER DE THÉÂTRE EN ESPAGNOL 2024-2025
TROIS HUIT ET COMPAGNIE

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université **Jean Moulin Lyon 3** sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Trois Huit et compagnie
Adresse et siège social : 125 avenue du Maréchal de Saxe, 69003 Lyon
Numéro de SIRET : 918 641 465 00011
APE : 9001Z
Licences d'entrepreneur du spectacle : PLATESV-D-2023-003720
Représentée par Philippe Liotard, en sa qualité de membre de la direction collégiale

Trois-Huit et compagnie, ci-après dénommée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'Université Jean Moulin Lyon 3 est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.
Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Trois-Huit et Cie

Les Trois-Huit conçoivent le théâtre sous la forme d'une activité continue de création et de recherche. Ils/elles s'attachent à questionner le répertoire théâtral, à susciter pour la scène l'écriture contemporaine, à développer un espace public d'échange, à proposer des occasions nouvelles de rencontres avec les spectateurs et spectatrices et à soutenir la formation et l'insertion de jeunes comédiennes et comédiens.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger un atelier de théâtre musical plurilingue et un atelier de théâtre en espagnol à destination des étudiants de Lyon 3 pour l'année universitaire 2024-2025.

A. ATELIER DE THÉÂTRE MUSICAL PLURILINGUE

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition deux artistes, **Géraldine BERGER et Anne FROMM,** pour la direction de l'atelier de théâtre musical plurilingue, avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à une restitution gratuite et ouverte à tous publics la semaine du **19 mai 2025** à l'occasion de la quatrième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI.

1. Les répétitions se dérouleront tous les **mardis** de **18h30 à 20h30** à compter du **24 septembre 2024** jusqu'au **8 avril 2025**, à l'exception des congés universitaires, soit **23 séances** de 2 heures (ce qui équivaut à **46 heures de pratique artistique**) dont :

    a. 10 séances animées par 1 seule intervenante, soit 20 heures de direction artistique ;
    b. 13 séances animées par 2 intervenantes, soit 52 heures de direction artistique.

    Pour un total de **72 heures de direction artistique** de la part du PRODUCTEUR.

2. **20 heures** de répétitions complémentaires se dérouleront **entre le 9 avril et le 25 mai 2025**.

Lieu : Université Jean Moulin Lyon 3 – Manufacture des Tabacs | 6 rue Rollet | LYON 8

B. ATELIER THÉÂTRE EN ESPAGNOL

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition deux metteuses en scène, **Ana BENITO et Joséphine CARABALLO,** pour la direction de l'atelier théâtre en espagnol, avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à une restitution gratuite et ouverte à tous publics lors du Festival étudiant L'Art au Moulin (printemps 2025).

1. Les répétitions se dérouleront les **lundis** de **18h à 20h** à compter du **23 septembre 2024** jusqu'au **7 avril 2025**, à l'exception des congés universitaires, soit **21 séances** de 2 heures (ce qui équivaut à **46 heures de pratique artistique**) dont :

    a. 20 séances animées par 1 seule intervenante, soit 40 heures de direction artistique ;
    b. 1 séance animée par 2 intervenantes, soit 4 heures de direction artistique.

2. A ces séances s'ajoutent 7 heures de répétitions générales et restitution, animées par deux intervenantes, soit 14 heures de direction artistique.

Pour un total de **58 heures de direction artistique** de la part du PRODUCTEUR.

Lieu : Université Jean Moulin Lyon 3 – Manufacture des Tabacs | 6 rue Rollet | LYON 8

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat, les séances d'atelier sur les lieux précités.

Article 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité des metteuses en scène habituelles pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer les metteuses en scène par d'autres de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche **à partir du lundi 23 septembre 2024** pour permettre la bonne tenue des ateliers. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

Article 4 – PRIX

Coût horaire : 60 €

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en trois versements, au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de **trois factures**, une somme globale de **neuf mille euros toutes taxes comprises (9000 € TTC)**, pour l'année universitaire 2024-2025 selon l'échéancier suivant :

Novembre 2024 : 3600 € TTC
36h / direction de l'atelier de théâtre musical plurilingue = 2160 € TTC
24h / direction de l'atelier de théâtre en espagnol = 1440 € TTC

Mars 2025 : 4200 €
36h / direction de l'atelier de théâtre musical plurilingue = 2160 € TTC
34h / direction de l'atelier de théâtre en espagnol = 2040 € TTC

Mai 2025 : 1200 €
20h / direction de l'atelier de théâtre musical plurilingue = 1200 € TTC

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

Article 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO** à l'ordre de :

TROIS-HUIT ET COMPAGNIE
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0260 9777 358
Etablissement : 42559 – Guichet : 10000 – N° Compte : 08026097773 – Clé RIB : 58
Domiciliation : Groupe Crédit Coopératif

Article 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.
Les intervenantes assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elles devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites.

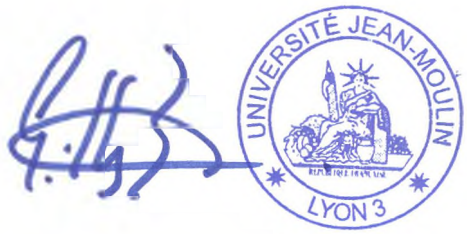
Article 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

Article 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.
En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 10/02/2025
En deux exemplaires originaux



Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président, Gilles Bonnet

Pour Trois Huit et compagnie
Philippe Liotard, membre de la direction collégiale

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE
ATELIERS MUSIQUE ET THÉÂTRE
ANNÉE UNIVERSITAIRE 2024/2025
N°2025-01-G-016

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles Bonnet
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,
D'une part,

ET

CRD de la Communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse
3 av. d'Arsonval – CS 88 000
01008 BOURG-EN-BRESSE CEDEX
Représentée par son Président, Jean-François DEBAT
Le CRD de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse sera désignée ci-après par le terme « LE PRODUCTEUR »,
D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire, avec le soutien de ses partenaires, une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des artistes en résidence.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques et de master classes.

Le Conservatoire à Rayonnement Départemental de GBA, ci-après dénommé CRD, est un établissement d'enseignement artistique, en régie directe de la Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse. Le CRD dispense un enseignement vocal, instrumental et théâtral. Il propose plus de 30 disciplines artistiques et dispose d'une équipe d'enseignants qualifiés en capacité d'intervenir, en fonction du projet, auprès de structures extérieures.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de formaliser :

- L'intégration des étudiants du Campus de Bourg-en-Bresse de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans des ateliers de pratique musicale organisés par le producteur ;
- La mise en place d'un atelier théâtre annuel à destination des étudiants du Campus de Bourg-en-Bresse de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Ces ateliers sont ouverts à la bonification culture pour les étudiants.

Les restitutions, prévues le 10 avril 2025, seront proposées gratuitement aux étudiants, enseignants et personnels de Lyon 3 ainsi qu'au grand public.

Ces ateliers seront effectués selon les modalités suivantes :

Organisation d'un atelier théâtre hebdomadaire - 12 séances entre septembre 2024 et avril 2025, pour un total de 48h pour l'année 2024-25
Jeudi de 14h00 à 18h00 : Atelier Théâtre (tout niveau)
Jauge : 8 étudiants au minimum

LIEU : Ces ateliers auront lieu au conservatoire, 1 esplanade François Mitterrand 01000 Bourg en Bresse.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des ateliers et des restitutions. Il s'engage à informer le service des relations extérieures de la communication et de la vie étudiante de l'Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse de tout changement concernant les heures et dates des séances.

Le PRODUCTEUR met à disposition ces locaux salles de répétition pour l'ensemble des ateliers.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'atelier est destiné aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et se déroulera sous la responsabilité du service des affaires culturelles et du service des relations extérieures de la communication et de la vie étudiante de l'Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse.

ARTICLE 4 – COÛT
La réalisation de cette prestation par le CRD fait l'objet d'une facturation par la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en **deux versements**, au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente session sur présentation de deux factures, une somme globale de **3880 € TTC** (trois mille huit cent quatre-vingt euros toutes taxes comprises) pour l'année universitaire 2024-2025, selon l'échéancier suivant : **NOVEMBRE 2024 : 1940 € TTC ; AVRIL 2025 : 1940 € TTC.**

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures uniquement déposées sur la **plateforme CHORUS PRO** à l'ordre de :

Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse
RIB : 30001 00224 C0100000000 60
IBAN : FR35 3000 1002 24C0 1000 0000 060
BIC : **BDFEFRPPCCT**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Il assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Il devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 10/02/2025

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles Bonnet

Pour le Président et par délégation,
La Vice-Présidente,
déléguée à la Culture et à la vie étudiante

Sylviane CHENE

CONTRAT DE CESSION D'EXPLOITATION

Histoire sous casques

(art. 278-0bis du C.G.I.)

N°2025-01-G-017

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Raison sociale de l'entreprise : **TNG THÉÂTRE NOUVELLE GÉNÉRATION – CDN DE LYON**
Adresse : 23, rue de Bourgogne - 69009 Lyon / Téléphone : 04 72 53 15 10
SIRET : 307 420 463 00027 / Code APE : 9001Z / N° TVA Intracommunautaire : FR48 307 420 463 00027
Licences : PLATESV-R-2021-003839/PLATESV-R-2021-006785/PLATESV-R-2021-003797/PLATESV-R-2021-003798
Représentée par : Joris MATHIEU, en qualité de directeur
Ci-après dénommé(e) le "**PRODUCTEUR**", d'une part

Et

Raison sociale de l'entreprise **: UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3**
Adresse : 1C avenue des Frères Lumière 69008 LYON
SIRET : 19 69 243 77 00019 / N° TVA Intracommunautaire : FR 75 19 69 243 77
Représentée par : Gille BONNET en qualité de président
Ci-après dénommé(e) le "**L'ORGANISATEUR**" d'autre part,

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A – Le **PRODUCTEUR** dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours du personnel nécessaire à sa représentation :

HISTOIRE SOUS CASQUES
« Romance »

A partir de **15 ans**
Durée : **45 min**
Jauge : **30 personnes**
Texte : **Catherine Benhamou** (édition Koïne)
Interprète : **Philippe Chareyron**
Mixage son **Nicolas Thévenet**
Production **Théâtre Nouvelle Génération – Centre dramatique national de Lyon**

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le **PRODUCTEUR** s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, 1 représentation du spectacle précité :

- le lundi 17 mars 2025, à 12h
  Lieu : Amphi n°10 – - IUT Université Jean Moulin Lyon 3 – 88 rue Pasteur 69007 LYON.

Le personnel du **PRODUCTEUR** donne son accord de principe pour participer à des rencontres à l'issue de la représentation, interviews et photos qui seraient nécessaires à l'information, la promotion et la publicité du spectacle.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le **PRODUCTEUR** fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, le **PRODUCTEUR** effectuera les démarches administratives liées à l'embauche, assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises (URSSAF, AUDIENS, Pôle Emploi, Congés spectacles, AFDAS, etc.), de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle et d'en justifier auprès de **L'ORGANISATEUR**.

En cas d'accident du travail impliquant les salariés du **PRODUCTEUR**, celui-ci est tenu d'effectuer les formalités légales. **LE PRODUCTEUR** atteste être à jour de ces obligations fiscales et sociales à la date de signature du contrat.

Le **PRODUCTEUR** certifie à ce jour que le spectacle objet du présent contrat, aura, à la date de la représentation, été représenté en France moins de 141 fois au sens défini par l'article 89 ter, annexe III du CGI.

Le **PRODUCTEUR** déclare bénéficier d'un subventionnement public, à ce titre **l'ORGANISATEUR** est exonéré de la taxe fiscale sur les spectacles.

Le spectacle comprendra tous les éléments artistiques (décors, costumes, accessoires...) nécessaires à la représentation du spectacle. Le **PRODUCTEUR** en assurera l'ensemble des transports aller et retour.

En cas d'utilisation dans le spectacle d'éléments nécessitant une autorisation particulière ou une attestation de conformité, le **PRODUCTEUR** sera tenu de respecter la législation française. Le **PRODUCTEUR** s'engage à respecter les normes françaises de sécurité. Il s'engage également à suivre les consignes données par **L'ORGANISATEUR** concernant la sécurité tant des biens que des personnes et le respect du lieu.

LE PRODUCTEUR s'engage à respecter les consignes fournies par **L'ORGANISATEUR** ou son représentant, et plus particulièrement les consignes d'ordre et de sécurité, tant des biens que des personnes, imposées à **L'ORGANISATEUR** par la législation du travail, la sécurité ERP, ainsi que les autres règles en vigueur. **LE PRODUCTEUR** s'engage à respecter l'obligation élémentaire de ne pas fumer dans le bâtiment.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu de spectacle à la disposition du **PRODUCTEUR** pour permettre d'effectuer le déchargement et le montage selon le planning suivant défini avec le régisseur général des productions :

- à partir de 8h : déchargement et montage
- 12h : représentation
- le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la représentation.

L'ORGANISATEUR assurera, en outre, le service général du lieu : accueil, billetterie, service de sécurité éventuel en se conformant à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'ORGANISATEUR assurera les réservations des places auprès des étudiants et des personnels de L'Université Lyon 3.

L'ORGANISATEUR s'engage à respecter les termes de la fiche technique qui lui sera adressée et en particulier à fournir le lieu de représentation en ordre de marche et au service de la représentation. **LE PRODUCTEUR** déclare connaître et accepter les contraintes techniques notamment en termes d'horaires et de planning de **L'ORGANISATEUR.**

L'ORGANISATEUR se chargera également de toutes les demandes d'autorisations ou de déclarations administratives nécessaires au bon déroulement du spectacle et du respect des dispositions adéquates en matière de sécurité. En sa qualité d'employeur, il effectuera les démarches administratives liées à l'embauche, assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises (URSSAF, AUDIENS, Pôle Emploi, Congés spectacles, AFDAS, etc.) de ce personnel.

L'ORGANISATEUR s'engagent à ne pas laisser assister un nombre de spectateurs supérieur à celui imposé par la commission de sécurité compétente.

ARTICLE 4 – ASSURANCES

Le **PRODUCTEUR** est tenu d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques. Il est tenu également de s'assurer contre les risques résultant de sa responsabilité civile du fait de son personnel et du matériel lui appartenant, il déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile. En conséquence le **PRODUCTEUR** renonce à tout recours envers et contre **L'ORGANISATEUR.**

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans les lieux définis au présent contrat et, en conséquence, renonce à tout recours envers et contre le **PRODUCTEUR.**

ARTICLE 5 – PLACES ET INVITATIONS

La jauge maximale est fixée à **50 places.**

Une adaptation de cette jauge maximum pourra être décidée entre le **PRODUCTEUR**, **L'ORGANISATEUR** en fonction des caractéristiques du lieu et des demandes techniques du **PRODUCTEUR**.

ARTICLE 6 – PRIX DE CESSION ET MODALITE DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contrepartie du présent contrat, les montants suivants :

- cession : 1 100,00€ HT
- frais annexes (droits d'auteurs, transport du décor et des équipes, repas) : 282,80€ HT
- TVA (5,5%) : 76,05 €

Soit un montant total de 1 458,85€ TTC *(mille quatre cent cinquante-huit euros et quatre-vingt-cinq centimes toutes taxes comprises).*

Le règlement de la somme due au **PRODUCTEUR** sera effectué sur présentation de facture, à l'issue de la période de mise à disposition, par virement bancaire sur le compte **du PRODUCTEUR** :

Titulaire du compte : Théâtre Nouvelle Génération TNG
Domiciliation : BNPPARB Lyon Vaise (00690)
Code banque : 30004 / code guichet : 00690 / numéro de compte : 00027600556 / clé RIB : 40
IBAN : FR76 3000 4006 9000 0276 0055 640 / BIC : BNPAFRPPXXX

ARTICLE 7 – DROITS D'AUTEURS

Le **PRODUCTEUR** assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteurs pour le dépôt de l'œuvre et fournira à **L'ORGANISATEUR,** sur demande de sa part, une photocopie du traité conclu avec la ou les sociétés d'auteurs.

Le **PRODUCTEUR** aura à sa charge les droits d'auteurs et œuvres associées de ***Romance*** et s'en acquittera auprès des organismes concernés (SACD) pour un montant de 10.50% HT de la cession, selon la répartition indiquée à l'article 6 du présent contrat (soit une cession à 1 100,00 € HT), avec un minimum garanti pour l'auteur de 30.90€ HT dans le cadre de représentations scolaires et de 61.80€ HT dans tous les autres cas.

ARTICLE 8 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION – COMMUNICATION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes au plus, tout enregistrement pour une diffusion, même partielle, des représentations, objet du présent contrat, devra faire l'objet d'un accord écrit de la part du **PRODUCTEUR**.

L'ORGANISATEUR s'engage à faire respecter les interdictions de captation par tout procédé photographique ou d'enregistrement sonore et/ou visuel.

En matière de publicité, **L'ORGANISATEUR** s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le **PRODUCTEUR** et observera les mentions obligatoires indiquées par le **PRODUCTEUR** pour les documents édités après la signature du présent contrat.
Pour les médias, il est entendu que toute requête en vue de l'interview des artistes ou de la participation de ceux-ci à une manifestation ou une émission devra être communiquée à l'avance au **PRODUCTEUR.**
L'ORGANISATEUR fournira toutes parutions de presse et mentions médias relatifs aux représentations dans les lieux précités.

ARTICLE 9 – NULLITE ET RESOLUTION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.
L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties ayant pour conséquence l'annulation d'une ou plusieurs représentations, dont le défaut ou retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat, entrainerait pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre le remboursement des sommes engagées à la date de rupture du présent contrat par la victime de l'inexécution.
En cas de maladie ou blessure dûment constatée de l'artiste ou du technicien du spectacle, empêchant la représentation d'avoir lieu dans des conditions normales, le **PRODUCTEUR** en qualité d'employeur, pourra transmettre l'arrêt maladie ou la déclaration d'accident du travail à **L'ORGANISATEUR**. Les deux parties mettront tout en œuvre pour envisager une date de report. Dans le cas où la représentation ne pourrait pas être reportée, la représentation devra alors être annulée.

Toute annulation du fait de l'une ou l'autre des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais réellement engagés, dont le montant ne pourra, en aucun cas, excéder les sommes convenues au présent contrat.

ARTICLE 11 – DUREE

Le présent contrat entrera en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin après exécution des obligations respectives du **PRODUCTEUR** et de **L'ORGANISATEUR,** soit après la dernière représentation du spectacle, **L'ORGANISATEUR** ne détenant alors plus aucun des droits contractuels ou extracontractuels corporels ou incorporels attachés au spectacle.

ARTICLE 12 – COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux compétents après épuisement des voies amiables.

Fait à Lyon en 2 exemplaires originaux, le 16/01/2025

L'ORGANISATEUR
Université Jean Moulin Lyon 3
Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Le **PRODUCTEUR**
Théâtre Nouvelle Génération - CDN
Joris MATHIEU

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTRE
L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN, L'ASSOCIATION APASEOR ET L'ASSOCIATION ISODC
N°2025-02-G-022

L'université Jean Moulin Lyon 3, Établissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière | Lyon 8e, représentée par son Président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **l'université Jean Moulin** »

d'une part,

Et

L'association APASEOR – 15 chemin du Petit Bois – 69 134 ECULLY Cedex

Et

L'association ISODC (International Society for Organization Development and Change) - P.O. Box 50827 - Colorado Springs - CO 80949 (USA)

Ci-après dénommés conjointement « **Les bénéficiaires** »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition des bénéficiaires par l'**université Jean Moulin dans le cadre du colloque ISODC du 28 et 29 octobre 2024**.

La mise à disposition des locaux intervient à titre onéreux.

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, **l'université Jean Moulin** met à disposition les locaux suivants sur le site de **la Manufacture des Tabacs** :

- Salles 133-134 et 310 ;
- Espace Rue Nord.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels le cas échéant)

Les bénéficiaires s'engagent à occuper les lieux dans les conditions conformes à leur objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et dans le respect de la réglementation en vigueur et des dispositions édictées par l'université, notamment celles présentes au règlement intérieur relatives à l'hygiène et la sécurité.

Les bénéficiaires seront réputés avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé aux bénéficiaires.

Les conditions d'occupation sont détaillées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

Article 4 : Assurance

Les bénéficiaires doivent garantir leur responsabilité civile contre tout dommage qu'ils sont susceptibles de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

Les bénéficiaires remettront l'attestation d'assurance avec un exemplaire signé de la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la mise à disposition des locaux de **l'université Jean Moulin** en faveur des bénéficiaires est consentie à titre onéreux et donne donc lieu au paiement d'une redevance.

Le paiement de cette redevance est assuré par l'association APASEOR au nom des bénéficiaires.

Le coût total de la redevance versée au titre de la présente convention s'élève à : **5 440,00 € (HT)**, TVA en sus au taux en vigueur de 20% pour l'occupation.

Le calcul de cette redevance, tenant compte d'une remise de 20% pour l'occupation des locaux sur une période d'au moins deux jours consécutifs, est détaillé en annexe 2 de la présente convention.

A l'issue de la location (sur service fait), et sur présentation de facture de **l'université Jean Moulin au nom de l'association APASEOR**, la somme due sera réglée :

- Par chèque libellé à l'ordre de « Agent comptable de l'université Jean Moulin Lyon3 » (règlement TTC),
- Ou par virement bancaire effectué à destination du compte suivant : Trésorerie générale du Rhône - IBAN FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 6 : Durée

Les bénéficiaires utilisent les espaces détaillés à l'article 2 de la présente convention **les 28 et 29 octobre 2024.**

Article 7 : Conditions de révocation de la convention

Cette convention est à titre précaire et révocable.

L'université Jean Moulin se réserve le droit de mettre fin à l'exécution de la présente convention sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par les bénéficiaires, et notamment en cas de non-respect de ses obligations légales ou règlementaires ou telles que définies dans la présente convention.

L'université Jean Moulin et les bénéficiaires disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 8 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Article 9 : Communication

Chacune des parties à la présente convention autorise l'autre à utiliser son nom et son logo pour les besoins de l'organisation logistique de la manifestation (désignation des locaux, signalétique). Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec l'image et les chartes graphiques des cocontractants.

Chacune des parties se réserve le droit à tout moment de retirer cette autorisation. L'image et les éléments visuels des parties ne peuvent être utilisés hors du cadre explicite de cette convention.

Avant diffusion de toute communication majeure, les parties devront s'être préalablement mises d'accord et avoir accepté explicitement cette communication.

Article 10 : Sécurité

Sûreté et contrôle des accès : **les bénéficiaires** devront se conformer aux mesures et préconisations édictées par **l'université Jean Moulin** en matière de sécurité. Toutes les dispositions seront prises pour éviter tout trouble à l'ordre public.

Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux, le **30/01/2025**

Les bénéficiaires,
Association APASEOR

L'université Jean Moulin

Le président,
Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Association ISODC

Annexe 1 – annexe technique à la convention en date du **30/01/2025**
Entre **l'Université Jean Moulin, l'association APASEOR et l'association ISODC**

Les bénéficiaires utilisent les espaces suivants les 28 et 29 octobre 2024 :

- Salles 133-134 et 310 ;
- Espace Rue Nord.

Responsable(s) des locaux :
Les bénéficiaires s'assureront de la marche à suivre au niveau des règles d'hygiène et de sécurité, auprès du service hygiène et sécurité. L'université demeure responsable de ses propres locaux.

Horaires d'accès :
Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'université sauf exception accordée par écrit du Président de l'université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :
L'accès aux locaux se fait par le 6 rue Professeur Rollet – Lyon 8ème.

Effectifs accueillis :
Les effectifs prévus par l'organisateur sont conformes aux jauges maximales des salles réservées.

Obligations des bénéficiaires :
Les bénéficiaires s'engagent à occuper paisiblement les locaux et à exercer leurs activités en conformité avec les missions de l'université Jean Moulin.

Toutes activités portant atteinte au principe de neutralité commerciale auquel l'université Jean Moulin reste soumise, sont interdites. les bénéficiaires s'engagent, par ailleurs, à transmettre à l'université Jean Moulin, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il sont tenus également :

- D'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- De se conformer aux normes en vigueur au sein de l'université en matière d'hygiène, de sécurité ;
- De respecter et faire respecter par les personnes placées sous leur autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'université (ATTENTION pas d'alcool si repas et/ou vin d'honneur sauf si demande dérogation accordée par la Présidence) ;
- De respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition ;
- De restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable aux bénéficiaires, sera refacturé par l'université.

Annexe 2 à la convention en date du **30/01/2025**

Détail des espaces mis à disposition & tarification associée

Salles	Dates	Nbre d'h	Tarif HT/Heure	Total HT
2 salles comodales 36 places	Lundi 28 et mardi 29 octobre 2024 8h-18h	40	50,00	2 000,00
1 salle comodale 100 places	Lundi 28 et mardi 29 octobre 2024 8h-18h	40	100,00	4 000,00
Espace rue nord	Lundi 28 et mardi 29 octobre 2024 8h-12h (forfait 4h)	2	400,00	800,00
			Total	6 800,00
			Réduction 20% (jours consécutifs)	1 360,00
			Total HT en €	**5 440,00**
			TVA 20 %	1 088,00
			Total TTC en euros	**6 528,00**

N° 2025-02-G-034

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;
Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 21 janvier 2025,

ENTRE

L'université Jean Moulin,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08,
Représentée par son président en exercice, Monsieur Gilles BONNET,

Ci-après dénommée « l'université »,
D'une part,

ET

Si/si les femmes existent
Dont le siège social est situé 14 Place Jules Grandclément 69100 Villeurbanne
Représentée par sa présidente, Madame Cécile PARAVY-VIGLIENGO

Ci-après dénommée « Le bénéficiaire »,
D'autre part,

PREAMBULE

A l'occasion d'une conférence-spectacle organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, animée par Anne MONTEIL-BAUER, un jeu de sensibilisation en lien avec le sujet traité sera proposé à la vente à la fin de la conférence.

Le jeu proposé est le suivant :

- « Jeu de 7 familles de femmes remarquables » produit par si/si les femmes existent

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION

La présente convention prend effet le 17 mars 2025 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour la vente du jeu par la conférencière, à titre précaire et révocable :

- Sur le site de la Manufacture des Tabacs : auditorium Malraux
- le 17 mars 2025 (17h00-21h00).

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'université et s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des présentes.
Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et assume toutes les charges liées à la remise en état.
Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme à la situation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Le montant de la redevance perçue par l'université au titre de l'occupation temporaire du domaine est défini comme suit :

- A l'issue de l'opération prévue dans la convention, dès lors qu'il sera constaté la réalisation d'un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2500€, l'université percevra une redevance équivalente à 5% de ce chiffre d'affaires.

Article 8 : LITIGES

La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.
Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,
En deux exemplaires originaux,
Le 14 février 2025

Pour l'université Jean Moulin
Le Président de l'université
M. Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Pour Si/si les femmes existent
La présidente
Mme Cécile PARAVY-VIGLIENO

CONVENTION
N°2025-02-G-035

LA FACULTE DES LANGUES AUX COULEURS DU BRESIL EN 2024-2025

6ème SEMAINE CULTURELLE DES PAYS DE LANGUE PORTUGAISE

Entre,
L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 Lyon
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET

Ci-après dénommée « **Lyon 3** »

Et
La Compagnie CIA.TA Danses
Adresse : 49 rue Léon Blum, 69100 Villeurbanne
Téléphone : 07 66 80 56 55
Numéro SIRET : 537 460 271 00035
Représenté par AZEVEDO, Tereza

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE
En 2024-2025, le Brésil a été choisi comme pays à l'honneur au sein de la Faculté des Langues, et le département de portugais se réjouit de ce choix qui coïncide avec l'année du Brésil en France (2025 - organisé par l'ambassade brésilienne). Créé en 2016, le département de portugais de Lyon 3 s'est distingué par le travail effectué au sein de la Licence LEA Anglais-Portugais, en mettant en place une conception globale de sa formation à partir de l'APP (Approche par Projet), pédagogie qui réunit actions culturelles, formation et recherche, et se concrétise chaque année par l'organisation d'une Semaine Culturelle. C'est dans le cadre de l'année du Brésil et de la 6ème Semaine Culturelle des Pays de Langue Portugaise que la ballerine Tereza AZEVEDO, à travers sa compagnie de danse CIA.TA danses, a été invitée à assurer un cours de formation d'une heure et demie, auprès des étudiants et des étudiantes du diplôme.

Article 1 : NATURE DE LA CONVENTION
Cette convention a pour objectif d'organiser un cours de danse brésilienne conduit par les représentants de la Compagnie CIA.TA danses le jeudi 13 mars 2025 sur le campus de la Manufacture des Tabacs.

Article 2 : CONDITIONS FINANCIÈRES
Lyon 3 s'engage à rémunérer la Compagnie CIA. TA danses d'un montant de 150 Euros (cent cinquante euros) TTC. Le règlement sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation d'une facture.

Article 3 : COMMUNICATION
Chacun des partenaires autorise l'autre à utiliser son nom pour promouvoir l'Année du Brésil par différents canaux de communication, notamment : sites internet, lettres électroniques,

affichage numérique, flyers, invitations électroniques, programmes imprimés. Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec la notoriété, l'image et la charte graphique des partenaires. Aucun des partenaires ne peut utiliser l'image de l'autre hors du cadre explicite de cette convention et vice-versa. Avant diffusion de toute communication majeure incluant les relations avec la presse, les partenaires devront s'être préalablement mis d'accord et avoir accepté explicitement toute communication.

Article 4 – RESPONSABILITÉ – ASSURANCE
Toute personne invitée à se rendre sur le campus de la manufacture des tabacs doit se conformer au règlement intérieur de l'université et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. Elle assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites.

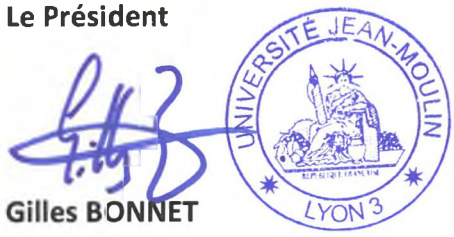
Article 5 : DURÉE DE LA CONVENTION
La présente convention est conclue dans le cadre des manifestations proposées lors de la 6ème Semaine Culturelle des Pays de Langue Portugaise, dans le cadre de l'Année du Brésil à Lyon 3. Son terme interviendra une fois que l'ensemble des obligations précitées à la charge respectives des parties soient réalisées. En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat ou en cas de force majeure, chaque partenaire pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués.

Article 6 : LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES
Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 21.02.2025

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président



Gilles BONNET

CIA.TA danses
Représentée par :

Tereza AZEVEDO

N°2025-02-G-036

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;
Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 21 janvier 2025,

ENTRE

L'université Jean Moulin,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sise au 1C, avenue des Frères Lumière 69008 Lyon,
Siret : 19 69 243 77 00282, Code APE 8542Z,
Représentée par son président, Monsieur Gilles Bonnet,

Ci-après dénommée **« l'université »**,
D'une part,

ET

La librairie Decitre Bellecour,
Dont le siège social est situé 16 rue Jean Desparmet 69008 Lyon
Siret : 95 65 131 47 00192, Code APE : 4761Z
Représentée par le directeur de la librairie Decitre Bellecour, Monsieur Grégory Hourlier,

Ci-après dénommée **« Le bénéficiaire »**,
D'autre part,

PREAMBULE

À l'occasion de la remise du prix littéraire, le « Prix Caméléon », mardi 11 mars 2025, à l'autrice **Rita Carelli** et à la traductrice **Marine Duval** pour le roman ***Terre Noire***, organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, une sélection d'ouvrages écrits et traduits par Rita Carelli et Marine Duval seront mis à l'honneur. L'université propose au distributeur d'installer un stand pour vendre cette sélection d'ouvrages.

Les ouvrages proposés sont les suivants :

- Ouvrages écrits par Rita Carelli et traduits par Marine Duval.

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet l'occupation temporaire d'une parcelle du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION DU DOMAINE OCCUPÉ

La présente convention prend effet le mardi 11 mars 2025 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour accueillir un stand de vente d'ouvrages par l'université, à titre précaire et révocable :

- Installation d'un stand d'ouvrages sur le Site de la Manufacture des Tabacs, salon des symboles nord, le mardi 11 mars 2025 (19h00-21h00).

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, du règlement intérieur et des prescriptions en vigueur au sein de l'université. Il s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des conditions de sécurité.

Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et, le cas échéant, assume toutes les charges liées à la remise en état.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme immédiat à l'autorisation d'occupation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Le montant de la redevance perçue par l'université au titre de l'occupation temporaire du domaine est défini comme suit :

- À l'issue de l'opération prévue dans la convention, dès lors qu'il sera constaté la réalisation d'un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2500€ HT, l'université percevra une redevance équivalente à 5% de ce chiffre d'affaires.
- Le montant de la redevance versée s'entend net de TVA.

Article 8 : MODALITÉ DE FACTURATION ET DE VERSEMENT DE LA REDEVANCE

La redevance est versée dans les deux semaines qui suivent la manifestation sur présentation d'une facture adressée par l'université Jean Moulin Lyon 3 au bénéficiaire.

Le virement sera effectué sur le compte de l'Agent comptable de l'université Jean Moulin Lyon 3, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture :

Code banque	**Code guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**	**Domiciliation**
10071	69000	00001004334	60	TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU RHÔNE TP LYON 3, Rue de la Charité 69002 LYON
IBAN				**BIC**
FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460				TRPUFRP1

Titulaire du compte : Université Jean Moulin Lyon 3 – 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 69372 LYON cedex 08

Article 9 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

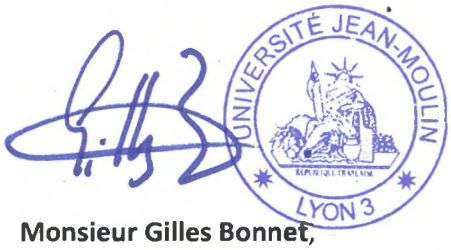
Monsieur l'Agent comptable de l'université Jean Moulin Lyon 3
1C avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Article 10 : LITIGES

La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.

Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait en deux exemplaires originaux à Lyon, le 17/02/2025

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président  **Monsieur Gilles Bonnet,** Date : 21.02.2025	**Pour la société Decitre Bellecour** Le Directeur **Monsieur Grégory Hourlier,** Date :

CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2025-02-G-037

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1 rue de l'Université, 69007 LYON,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Gilles BONNET
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

D'une part,

Et **L'Institut de la Gestion Publique et du Développement Economique (IGPDE)**, situé **20 Allée Georges Pompidou, 94306 Vincennes**

Ci-après dénommé « l'occupant »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue du Cycle des Hautes Etudes pour le Développement Economique (CHEDE), le 19/03/2025 de 8h à 18h**.

La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux.**

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

L'accès des participants aux locaux se fera sur inscription.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'Etat étant son propre assureur, le propriétaire dispense l'occupant de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent de fait de la présente occupation.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie l'une ou l'autre des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007 dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise les espaces suivants le 19/03/2025 : l'amphithéâtre de la MILC, l'espace convivialité de la MILC ainsi que les salles MILC 409 et 410.
L'accès public se fera par le 35 rue Raulin – 69 007 LYON.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou règlementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à **Lyon**, en 2 exemplaires le **10/02/2025**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Annexe technique à la convention en date du *10/02/2025*
Entre l'IGPDE et L'Université Jean Moulin Lyon 3

Locaux et matériels mis à disposition :

L'occupant utilise les locaux suivants sur le site des Quais – bâtiment MILC – le **19/03/2025** :
- **amphithéâtre MILC**, de 8h à 17h30.
- **espace convivialité MILC**, de 8h à 11h.
- **MILC 409 et 410**, de 8h à 18h.

Responsable(s) des locaux :
L'occupant s'assurera de la marche à suivre au niveau des règles d'hygiène et de sécurité, auprès du service hygiène et sécurité. L'université demeure responsable de ses propres locaux.

Horaires d'accès :
Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'université sauf exception accordée par écrit du Président de l'université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :
L'accès aux locaux se fait par le 35 rue Raulin – 69 007 LYON.

Effectifs accueillis :
Les effectifs prévus par l'organisateur sont conformes à la jauge maximale de la salle réservée.

Obligations de l'occupant :
L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de l'université Jean Moulin.

Toutes activités portant atteinte au principe de neutralité commerciale auquel l'université Jean Moulin reste soumise, sont interdites. L'occupant s'engage, par ailleurs, à transmettre à l'université Jean Moulin, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- D'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- De se conformer aux normes en vigueur au sein de l'université en matière d'hygiène, de sécurité ;
- De respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'université (ATTENTION pas d'alcool si repas et/ou vin d'honneur sauf si demande dérogation accordée par la Présidence) ;
- De respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition ;
- De restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'université.

CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DES LOCAUX
n°2025-02-G-038

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière – Lyon 8ème,
Représentée par son Président, monsieur le Professeur Gilles BONNET
Ci-après dénommée « Lyon 3 »

d'une part,

Et **l'Etablissement Français du sang Auvergne Rhône-Alpes – 111 rue Elisée reclus – 69150 Décines-Charpieu**

Ci-après dénommé « l'occupant »

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'utilisation d'un local mis à disposition de l'occupant par Lyon 3 **en vue de la collecte de sang, lundi 31 mars 2025 de 9h30 à 21h.**
La présente mise à disposition intervient **à titre gracieux.**

Article 2 : Locaux et matériels mis à disposition

Par la présente convention, Lyon 3 met à disposition les locaux (et matériels) tels que précisés en annexe à la présente convention.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux (et matériels)

L'occupant s'engage à occuper les lieux dans les conditions conformes à son objet social, ne portant pas atteinte à l'état des locaux et respectant notamment la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

L'accès des participants aux locaux se fera sur inscription.

Les conditions concrètes de l'utilisation de ces locaux sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 1).

L'occupant sera réputé avoir reçu les biens en parfait état. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Assurance

L'occupant doit garantir sa responsabilité civile contre tout dommage qu'il est susceptible de causer aux personnes et aux biens, en souscrivant une garantie auprès d'une compagnie d'assurance.

L'occupant remettra une attestation d'assurance avec la présente convention.

Article 5 : Dispositions financières

La mise à disposition de locaux est consentie à titre gracieux, car elle vérifie l'une ou l'autre des conditions posées à l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, tel que modifié par l'article 18 de la loi n°2007-1787 relative à la simplification du droit du 20 décembre 2007, dès lors qu'elle s'inscrit dans le cadre du soutien aux politiques publiques en matière sanitaire, dans le respect du principe de spécialité de l'Université et de ses missions de service public.

Article 6 : Durée

L'occupant utilise les Salons des Symboles Nord et Sud, lundi 31 mars 2025 de 9h30 à 21h – site de la Manufacture des Tabacs.

Cette convention est à titre précaire et révocable.

Lyon 3 se réserve le droit d'y mettre fin sans préavis ni indemnité pour tout motif d'intérêt général ou en cas de force majeure. Il en sera de même en cas de faute commise par l'occupant et notamment en cas de non respect de ses obligations légales ou règlementaires ou telles que définies dans la présente convention.

Lyon 3 et l'occupant disposent en outre de la possibilité de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie, sous réserve de respecter un préavis de 15 jours.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à **Lyon**, en 2 exemplaires le **10/02/2025**

L'occupant,

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Annexe technique à la convention en date du *10/02/2025*
Entre l'occupant et L'Université Jean Moulin Lyon 3

Locaux et matériels mis à disposition :

L'occupant utilise les espaces suivants le 31/03/2025 sur le site de la Manufacture des Tabacs :

- Salons des Symboles Nord et Sud, de 9h30 à 21h.

Responsable(s) des locaux :
L'occupant s'assurera de la marche à suivre au niveau des règles d'hygiène et de sécurité, auprès du service hygiène et sécurité. L'université demeure responsable de ses propres locaux.

Horaires d'accès :
Les bâtiments sont accessibles aux horaires d'ouverture de l'université sauf exception accordée par écrit du Président de l'université ou de son représentant.

Accès aux locaux mis à disposition :
L'accès aux locaux se fait par le 1 Avenue des Frères Lumière – Lyon 8ème.

Effectifs accueillis :
Les effectifs prévus par l'organisateur sont conformes à la jauge maximale de la salle réservée.

Obligations de l'occupant :
L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de l'université Jean Moulin.

Toutes activités portant atteinte au principe de neutralité commerciale auquel l'université Jean Moulin reste soumise, sont interdites. L'occupant s'engage, par ailleurs, à transmettre à l'université Jean Moulin, toute modification statutaire portant sur son objet.

Il est tenu également :

- D'obéir aux règles générales relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- De se conformer aux normes en vigueur au sein de l'université en matière d'hygiène, de sécurité ;
- De respecter et faire respecter par les personnes placées sous son autorité, l'interdiction de fumer dans les locaux ainsi que l'interdiction d'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'université (ATTENTION pas d'alcool si repas et/ou vin d'honneur sauf si demande dérogation accordée par la Présidence) ;
- De respecter la capacité d'accueil des locaux mis à disposition ;
- De restituer les locaux (et matériels) mis à disposition dans l'état dans lequel il les a trouvés : toute remise en état des meubles ou biens immeubles mis à disposition, consécutive à un usage anormal imputable à l'occupant, sera refacturé par l'université.

REGLEMENT DE COPROPRIETE SIMPLIFIE VALANT MANDAT ENTRE PERSONNES PUBLIQUES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L533-1 DU CODE DE LA RECHERCHE

Réf contrat CNRS : L23381
Réf contrat ENS LYON : 20341
Réf contrat UNIV LYON 2 : Néant
Réf contrat UNIV LYON 3 : Néant
Réf contrat UGA : UGA-2021-1179 (actif : ES116)

COPROPRIETE DE BREVET, LOGICIEL, SAVOIR-FAIRE ENTRE PERSONNES PUBLIQUES

COPROPRIETAIRE MANDATAIRE UNIQUE	**Adresse de notification**
Copropriétaire 1 **CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE** 3 rue Michel Ange 75794 PARIS Cedex 16 Le CNRS ayant donné mandat à la société CNRS Innovation, société anonyme au capital social de 872 343,77 euros, dont le siège social est sis 79, avenue Edouard Vaillant, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 388 461 154, représentée par Mehdi GMAR, Directeur Général de CNRS Innovation, en vertu de la convention CNRS / CNRS Innovation. (le « Mandataire Unique ») Référence(s) dossier(s) (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : 10745-01	CNRS INNOVATION 79 Avenue Edouard Vaillant Le Quintet-Bâtiment D 92100 Boulogne Billancourt Pour les notifications financières : dsfim.valo@cnrs.fr Pour toute information relative au contrat : le SPV de la délégation régionale : dr07.spv@cnrs.fr

Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et décret no 96-858 du 2 octobre 1996): ☒Oui ☐Non	
COPROPRIETAIRES (ajouter autant de cases que de copropriétaires)	
Nom et adresse des copropriétaires	**Adresses de notification**
Copropriétaire 2 **ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON** 15 PARVIS RENE DESCARTES BP 7000 69342 LYON CEDEX 07 Référence(s) dossier(s).(Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : SF.- BERETTA.1 Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et décret no 96-858 du 2 octobre 1996): ☒Oui ☐Non	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON** **Service Valorisation** 46, allée d'Italie 69634 LYON Cedex 07 Mail : valorisation@ens-lyon.fr Coordonnées bancaires : Monsieur l'Agent Comptable de l'ENS Lyon, 15, parvis René-Descartes, BP 7000 - 69342 LYON Cedex 07, Domiciliation : T.P. Lyon ; Compte : 00001004479 ; Code banque : 10071 ; Code guichet : 69000 ; clé : 13
Copropriétaire 3 **UNIVERSITE LUMIERE LYON 2** 86 RUE PASTEUR 69365 LYON CEDEX 07 Référence(s) dossier(s) (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : Néant Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et décret no 96-858 du 2 octobre 1996): . ☒Oui ☐Non	**UNIVERSITE LUMIERE LYON 2** 86 RUE PASTEUR 69365 LYON CEDEX 07 Mail : m.berthet@univ-lyon2.fr Coordonnées bancaires : Université Lumière Lyon 2 – Agence comptable Code banque : 10071 Code guichet : 69000 Numéro de compte : 00001004332 Clé RIB : 66 Domiciliation : Trésorerie Générale du Rhône BIC : TRPUFRP1

Copropriétaire 4 **UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN** 1 C AVENUE DES FRERES LUMIERE CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 Référence(s) dossier(s) (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : Valo-LARHRA-Berreta Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et décret no 96-858 du 2 octobre 1996): ☒Oui ☐Non	**UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN** Service de la recherche 1 C AVENUE DES FRERES LUMIERE CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 Mail : ; soline.beaud@univ-lyon3.fr; Coordonnées bancaires : compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3 n° 00001004334, Code banque 10071, Code guichet 69000, Clé RIB 60
Copropriétaire 5 **UNIVERSITE GRENOBLE ALPES** 621 Avenue Centrale 38 400 SAINT MARTIN D'HERES Référence(s) dossier(s) (Déclaration d'invention/logiciel/savoir-faire) : _UGA-2021-1179 (actif : ES116) Soumis à la législation intéressement (Article R611-14-1 du CPI et décret no 96-858 du 2 octobre 1996): ☒Oui ☐Non	DGD Recherche Innovation Valorisation Service Transfert et Innovation 621 avenue centrale - CS40700 38058 GRENOBLE Cedex 9 Mail : dgdriv-brevets@univ-grenoble-alpes.fr Coordonnées bancaires : Coordonnées bancaires : Agence Comptable de l'Université Grenoble Alpes Service Facturier CS40700 38058 Grenoble Cedex 9 Titulaire du Compte : Universite Grenoble Alpes Code Banque : 10071 Code Guichet : 38000 Numéro de compte : 00001002053 Clef RIB : 95 Code IBAN : FR76 1007 1380 0000 0010 0205 395 Domiciliation : TPGRENOBLE BIC : TRPUFRP1

DUREE	Date d'effet : le 26/06/2018 Savoir-Faire : Les DISPOSITIONS du présent règlement de copropriété simplifié sont applicables au SAVOIR-FAIRE tant qu'au moins une partie du SAVOIR-FAIRE reste confidentielle. Il est d'ores et déjà entendu entre les COPROPRIETAIRES que les stipulations relatives aux REVENUS D'EXPLOITATION et COMPTABILITE resteront en vigueur jusqu'à ce que l'ensemble des REVENUS D'EXPLOITATION perçus soient répartis conformément aux stipulations REVENUS D'EXPLOITATION. Les dispositions du règlement de copropriété sont applicables aux successeurs en droit des COPROPRIETAIRES.
DISPOSITIONS APPLICABLES	- Articles L613-29 e) à L613-31 du Code de la propriété intellectuelle dans sa version en vigueur au jour de la date d'effet du présent règlement de copropriété - Articles R611-12 à R611-14-1 du Code de la propriété intellectuelle dans sa version en vigueur au jour du présent règlement de copropriété - Articles 1224 à 1230 du Code civil - L'Article L.533-1 du code de la recherche, et ses textes d'application en vigueur au moment de la signature du règlement de copropriété - Décret n°2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche - Arrêté du 5 mai 2021 relatif aux modalités de prise en charge des frais engagés par le mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche.

Obligations du MANDATAIRE UNIQUE	Dans le cadre de son mandat, le MANDATAIRE UNIQUE devra respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui s'imposent à lui en vigueur à la date du mandat.

FRAIS de Propriété industrielle	Prise en charge en intégralité par le MANDATAIRE UNIQUE conformément aux dispositions de l'Article 12 du décret n°2020-24 du 13 janvier 2020.
Part forfaitaire du MANDATAIRE UNIQUE	☒ 20% ☐ 0 % en cas de transfert des missions à la SATT : ☐ ou partage des 20% entre : - XX - YY
Part laboratoire	☐ A cocher si applicable par tous les COPROPRIETAIRES, Préciser le taux : Ou appliquée par : ☐ Copropriétaire 1, préciser le taux :50% ☒ Copropriétaire 2 (ENS de Lyon), préciser le taux : 50% de sa part des REVENUS D'EXPLOITAITON reversé au laboratoire. ☒ Copropriétaire 3 : 50% ☒ Copropriétaire 4 :50% ☒ Copropriétaire 5, préciser le taux : 0%
Contexte contractuel	☐ Accord-Cadre en vigueur entre le MANDATAIRE UNIQUE et la SATT à la date d'effet du présent règlement de copropriété : _____ ☐ Licence SATT-MANDATAIRE UNIQUE : ☐ Règlement de copropriété : entre le MANDATAIRE UNIQUE et *tiers industriel/académique étranger* _____ ☐ Convention de maturation : _____ ☐ Autre (à préciser) :
Contrats attachés / Droits de tiers	☐ Collaboration avec un tiers_____

	☐ Contrat/consortium européen_____ ☐ Subvention _____ ☐ Aide à l'innovation BPI_____ ☐ Licence libre ou open source _____ ☒ Autre (à préciser) : Contrat de communication exclusive de savoir-faire L19081 avec la société KLEIO LAB ☐ Néant
REVENUS D'EXPLOITATION	Par « REVENUS D'EXPLOITATION » on entend toutes sommes de toute nature perçues au titre de toute exploitation, hors collaboration de recherche, des SAVOIR-FAIRE, et notamment : - les sommes forfaitaires, - les minima garantis, - les redevances et toute somme de même nature - les revenus versés au MANDATAIRE UNIQUE, suite à une conciliation ou une action en justice à l'encontre d'un contrefacteur des BREVETS/LOGICIEL/SAVOIR-FAIRE, déduction faite des frais de procédure, y compris les frais d'avocat, engagés. Les REVENUS D'EXPLOITATION perçus par le MANDATAIRE UNIQUE seront répartis de la manière suivante : a) intéressement des inventeurs/auteurs par leurs employeurs respectifs, b) Sur le solde après a), part forfaitaire du MANDATAIRE UNIQUE – si applicable Sur le solde restant : c) Part Laboratoires(s) par le(s) Copropriétaire(s), si applicable, d) Répartition de la somme restante entre les COPROPRIETAIRES à hauteur de leur quote-part respective

Comptabilité	Le MANDATAIRE UNIQUE communique chaque année au 31 décembre un état certifié des REVENUS D'EXPLOITATION perçus comme suit : - le cas échéant, les FRAIS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE engagés - le total des REVENUS D'EXPLOITATION perçus par le MANDATAIRE UNIQUE pour l'année considérée, et le cas échéant le détail des REVENUS D'EXPLOITATION versés par la SATT au MANDATAIRE UNIQUE, - les sommes dues par le MANDATAIRE UNIQUE aux copropriétaires, avec la part revenant aux INVENTEURS. Au vu de cet état les copropriétaires établiront une facture détaillée indiquant le montant dû par le MANDATAIRE UNIQUE.
SAVOIR-FAIRE ☒ A cocher si applicable	
Titre du SAVOIR-FAIRE	Système d'information distribué (SID) permettant la production collaborative de données issues de la recherche historique en utilisant les profils définis dans l'environnement de management d'ontologies OntoME du projet dataforhistory.org
Identification du SAVOIR-FAIRE	Afin de permettre l'interopérabilité des données produites par la recherche en histoire dans le contexte du web sémantique il est nécessaire de disposer d'une ontologie de référence. Le modèle conceptuel CIDOC CRM (norme ISO 21127:2014) est de plus en plus utilisé à cette fin. Lors de la production effective de données dans le contexte de projets particuliers il est nécessaire de disposer de spécialisations de cette norme abstraite et générique, adaptées au domaine de recherche spécifique d'un projet. Un environnement de management d'ontologies a été mis en place par le Pôle histoire numérique (PHN) du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA) dans le contexte du projet dataforhistory.org. Il permet de créer des profils applicatifs regroupant classes et propriétés, accessibles

<table>
<tr><td></td><td colspan="4">via une API publique et utilisables pour la production des données dans une application distribuée. L'invention consiste dans la conception d'un système d'information distribué (SID) permettant de réaliser dans une application web dédiée la production collaborative des données pour un ou plusieurs projets de recherche sur la base des profils définis dans l'application centrale de management d'ontologies du projet dataforhistory.org. En tant que savoir-faire spécifique, l'invention comprend le modèle de l'application distribuée ainsi que la mise au point de toutes les règles et méthodes qui permettent une production efficace des données en accord avec les principes de la recherche en histoire. Ce modèle et ces règles, qui dans leur ensemble n'ont jamais été jusqu'ici publiées, facilitent la production collaborative des données selon le standard CIDOC CRM, et ce même si l'application distribuée possède une architecture spécifique, plus adaptée que le modèle abstrait de l'ontologie à une production efficace des données de même que celui des métadonnées relatives à leur production.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Contributeurs (ajouter autant de lignes que de contributeurs)</td><td>Nom, prénom</td><td>Employeur au moment de la contribution</td><td>Unité</td><td>Pourcentage de contribution</td></tr>
<tr><td>Francesco BERETTA</td><td>CNRS</td><td>UMR5190</td><td>100%</td></tr>
<tr><td>QUOTE-PART de copropriété des COPROPRIETAIRES</td><td colspan="4">CNRS : 20%
ENS LYON : 20%
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 : 20%
UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN : 20%
UNIVERSITE GRENOBLE ALPES : 20%</td></tr>
<tr><td>Confidentialité</td><td colspan="4">Les COPROPRIETAIRES s'engagent à respecter et maintenir confidentiel le SAVOIR-FAIRE et faire respecter cette obligation à leur personnel et toute autre personne attachée à leur service ou tiers cocontractant.</td></tr>
</table>

CONDITIONS SPECIFIQUES	
Utilisation à des fins de recherche	Les COPROPRIETAIRES sont libres d'utiliser gratuitement le SAVOIR-FAIRE à des fins de recherche et d'enseignement directement ou avec des tiers.
Marque et dénomination sociale	Le mandat n'emporte aucun droit d'utilisation des dénominations sociales ou marques du COPROPRIETAIRE mandant, à quelque fin que ce soit, sans autorisation préalable expresse et écrite de celui-ci.
Cession	Les COPROPRIETAIRES sont d'accord pour autoriser le MANDATAIRE UNIQUE à céder le SAVOIR-FAIRE à un tiers, dans les conditions cumulatives prévues ci-après : - Le MANDATAIRE UNIQUE saisira chaque fois que nécessaire le fonctionnaire de sécurité défense de son établissement conformément à la réglementation applicable aux COPROPRIETAIRES ; - Le MANDATAIRE UNIQUE tiendra compte de tous les contrats antérieurement conclus sur le titre afin notamment de vérifier que la cession ne contrevient pas à des obligations de non concurrence ou de garantie d'éviction. Pour ce faire, il lui appartient de faire la demande d'information aux COPROPRIETAIRES ; - Le MANDATAIRE UNIQUE peut définir les prix, charges et conditions qu'il considère conforme aux pratiques du marché et non constitutive d'aide d'Etat ; - Le MANDATAIRE UNIQUE s'engage à négocier dans l'acte de cession, une licence back d'utilisation à des fins de recherche et d'enseignement seule ou avec des tiers. La licence doit intervenir aux conditions suivantes : • A titre gratuit, • Au profit de l'ensemble des COPROPRIETAIRES, • Quel que soit le titulaire du titre (cessionnaire et repreneur successif), • Pour toute la durée des droits de protection associée aux droits cédés. - Le MANDATAIRE UNIQUE s'engage à négocier un droit de préemption sur le SAVOIR-FAIRE en cas de liquidation judiciaire du cessionnaire. Il

	s'assure par ailleurs de la solvabilité et de la situation financière du futur cessionnaire. L'acte de cession couvre le transfert du droit de propriété, de l'action en contrefaçon, du droit de priorité – si applicable, mais n'emporte aucun droit sur les AMELIORATIONS au profit du cessionnaire.
Prise de participation	Le MANDATAIRE UNIQUE ne peut ni prendre des parts au capital d'un exploitant au nom et pour le compte du COPROPRIETAIRE mandant, ni convertir des revenus issus de l'exploitation qui lui sont dû pour le compte des COPROPRIETAIRES, en parts au capital de l'exploitant, sans autorisation préalable expresse et écrite du COPROPRIETAIRE mandant.
Action en justice	Les COPROPRIETAIRES se tiendront mutuellement informés de toute action en cas de contrefaçon potentielle des SAVOIR-FAIRE et, le cas échéant, des AMELIORATIONS sur ceux-ci ou divulgation ou exploitation non autorisée du SAVOIR-FAIRE. Les COPROPRIETAIRES se concertent afin de déterminer d'un commun accord la conduite à tenir. Le MANDATAIRE UNIQUE informera les COPROPRIETAIRES des diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable de tout litige.

Fait en cinq exemplaires, à Boulogne Billancourt, le

Copropriétaire 1

Représenté par Mehdi GMAR, Directeur général de CNRS INNOVATION

7 DEC. 2023



Fait en cinq exemplaires, à Lyon le 12/12/2023

Copropriétaire 2

Représenté par Emmanuel TRIZAC, Président de l'ENS de LYON

Pour le Président et par délégation
François ROUDIER
Vice-président recherche
ENS de Lyon

Fait en cinq exemplaires, à LYON le 11/12/2023

Copropriétaire 3

Représenté par Nathalie DOMPNIER, Présidente de l'Université Lumière Lyon 2



Fait en cinq exemplaires, à Lyon le 8.01.2024

Copropriétaire 4

Représenté par Eric CARPANO, président de l'Université Jean Moulin Lyon 3



Fait en cinq exemplaires, à St Martin d'Hères, le 13/03/2024

Copropriétaire 5

Représenté par M. Jean-Christophe CAMART, Administrateur provisoire

Pour l'administrateur provisoire et par délégation

Le Directeur accords propriété intellectuelle et valorisation
Maurizio PONZONI

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

ACCORD DE CONSORTIUM
Projet ABILITY

ENTRE LES SOUSSIGNEES

1 **L'Université Claude Bernard – Lyon 1,** Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69622 VILLEURBANNE Cedex, N° SIRET 196 917 744 00019, code NAF 8542Z, représentée par son Administrateur Provisoire, Monsieur Luc JOHANN,

Ci-après désignée par « **UCBL** »,

2 **L'Université Lumière Lyon 2,** Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard, 69635 LYON Cedex 07, N° SIRET 196 917 751 00014, code APE 8542Z, représentée par sa Présidente, Madame Isabelle VON BUELTZINGSLOEWEN,

Ci-après désignée par « **UL2** »,

3 **L'Université Jean-Moulin – Lyon3,** Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON Cedex 08, N° SIRET 196 924 377 00282, code APE 8542Z, représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET,

Ci-après désignée par « **UJM – Lyon 3** »,

4 **L'Ecole Normale Supérieure de Lyon,** Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, Dont le siège est situé 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69342 LYON Cedex 07, N°SIRET 130 008 121 00019, code APE 8542Z, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC,

Ci-après désignée par « **ENS de Lyon** »,

5 **L'École supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon**, Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général, Dont le siège est situé 43 Boulevard du 11 novembre 1918, Bâtiment Hubert Curien, VP 2077, 69616 VILLEURBANNE Cedex, N° SIRET 958 505 331 00016, Code APE 8559A, représentée par son Directeur, Monsieur Gérard PIGNAULT,

Ci-après désignée par « **CPE Lyon** »,

6 **Lyon Ingénierie Projets,** Filiale de transfert des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dont le siège social est situé 43 Boulevard du 11 novembre 1918, 69616 VILLEURBANNE Cedex, N° SIRET 493 298 210 000 11, code APE 7219Z, représentée par son Président, Monsieur Javier OLAIZ,

Ci-après désignée par « **LIP** »,

7 **Le Centre National de la Recherche Scientifique,** Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est situé au 3, rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16, N° SIRET 180 089 013 04033, Code NAF 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, ayant délégué sa signature pour le présent acte à Monsieur Laurent BARBIERI, Délégué Régional de la Délégation Rhône Auvergne,

Ci-après désigné par « **CNRS** »,

8 **L'Institut National de la Sante Et de la Recherche Médicale,** Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, N° SIRET 180 03 60 48 022 68, dont le siège est au 101 rue de Tolbiac, 75013 PARIS, représenté par son Président - Directeur Général le Professeur Didier SAMUEL et par délégation Monsieur Dominique PELLA, Délégué Régional de la Délégation Régionale Auvergne Rhône-Alpes,

Ci-après désigné par « **INSERM** »,

9 **L'Institut national de recherche en informatique et en automatique,** Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège social est situé Domaine de Voluceau, BP 105, 78153 Le Chesnay Rocquencourt Cedex, N° SIRET : 180 089 047 00013, code APE 7219Z, représenté par Monsieur Bruno SPORTISSE, Président-Directeur Général et par délégation Monsieur Stéphane UBEDA, Directeur du centre Inria de Lyon, sis 56 boulevard Niels Bohr, 69603 VILLEURBANNE Cedex,

Ci-après désigné par **« Inria »,**

10 **L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement,** Etablissement Public à Caractère Scientifique, et Technologique, dont le siège est situé 147 rue de l'Université, 75338 PARIS Cedex 07, N° SIRET 180 070 039 01803, code NAF 72.19Z, représenté par son Président-Directeur Général, Monsieur Philippe MAUGUIN,

Ci-après désigné par **« INRAE »,**

11 **Les Hospices Civils de Lyon,** Etablissement public de Santé, dont le siège social est situé au 3 quai des Célestins, 69002 LYON, N° SIRET : 266 900 273 00019 ; Code APE 8610Z, représenté par son Directeur Général, Monsieur Raymond LE MOIGN,

Ci-après désigné par **« HCL »,**

Ci-dessous dénommées collectivement les « Parties » ou individuellement la « Partie ».

***

Article 1. PREAMBULE

L'appel à projets « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » (ASDESR), lancé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) en date du 17/11/2021, s'inscrit dans le cadre du nouveau plan d'investissement France 2030.

L'objectif de cet appel est d'aider les établissements d'enseignement supérieur et de recherche à accroître et diversifier leurs ressources pour déployer des projets nouveaux portés par leurs personnels et leurs équipes grâce aux moyens supplémentaires ainsi obtenus. Ces projets doivent prioritairement s'attacher à développer les projets européens, même si le développement d'autres projets n'est pas exclu.

Le projet ABILITY réunit les trois universités lyonnaises (UCBL, ULL, UJML), deux écoles (ENSL, CPE), une filiale de valorisation de l'UCBL (LIP) et associe un CHU (HCL) et quatre organismes nationaux de recherche (CNRS, Inserm, Inria, INRAE) qui se sont engagés à renforcer leurs actions centrées sur le développement des ressources en lien avec les programmes de financement européens.

La Décision de la Première Ministre n°2023-SESRI-PIA4-02, en date du 04 mai 2023, a autorisé l'ANR à contractualiser le financement du projet ABILITY. Dans ce cadre, la convention attributive d'aide n° ANR-22-ASDR-0001 a ainsi été signée entre l'ANR et l'Etablissement Coordinateur (terme tel que définis ci-après) en date du 1er septembre 2023.

Dans ce contexte, les Parties entendant organiser leur collaboration dans l'exécution du projet ABILITY, en conformité avec la réglementation applicable, ont convenu de ce qui suit :

Article 2. DEFINITION

Les termes ou expressions ci-après, tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations suivantes dans le présent Accord chaque fois qu'ils apparaîtront avec leurs initiales en caractère majuscule.

- **Accord** : Désigne l'ensemble constitué par le présent accord ainsi que ses Annexes, qui en font partie intégrante, et ses éventuels avenants.

- **Affiliée** : désigne toute personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par une des Parties, ou qui contrôle une des Parties ou est sous le même contrôle qu'une des Parties, et ce tant que ce contrôle durera. Pour les besoins de cette définition, on entend par contrôle la détention de :
  - 50% ou plus du capital social de cette personne morale, ou
  - 50% ou plus des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.

- **Aide** : désigne l'aide octroyée à l'Etablissement Coordinateur, sous forme de subvention par l'ANR pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du Projet ABILITY, conformément aux stipulations de la convention attributive d'aide n°ANR-22-ASDR-0001.

- **Etablissement Coordinateur** : désigne l'UCBL qui assure la coordination du projet ABILITY comme désigné à l'article 5.1 ci-après.

- **Comité de Pilotage** : désigne l'instance qui assure le pilotage politique et la gouvernance stratégique du projet ABILITY et ses grandes orientations. Sa mission et sa composition sont définies à l'article 5.2 ci-après.

- **Comité Exécutif** : désigne l'instance qui supervise la mise en œuvre opérationnelle du projet ABILITY tel que définie et validée par le Comité de Pilotage. Sa mission et sa composition sont définies à l'article 5.3 ci-après.

- **Cellule Europe ABILITY** : désigne l'instance qui assure la mise en œuvre opérationnelle du Plan d'Actions, décrit en Annexe 1 et 4.

- **Contribution** : désigne la contribution en moyens humains, financiers, matériels et/ou intellectuels que chaque Partie s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation du Plan d'Actions.

- **Date d'Effet** : désigne la date de démarrage du projet ABILITY, fixée au 01/09/2023.

- **Données** : désignent les données collectées dans le cadre du projet ABILITY ou antérieurement au Projet ABILITY et nécessaires à celui-ci. Ces Données peuvent être des données à caractère personnel au sens de la loi n°78-17 et du Règlement RGPD (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données.

- **Informations Confidentielles** : désignent toute information et donnée de toute nature désignées comme telles, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciels et programmes, applications et/ou connaissances brevetables ou non quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Parties ou dont une Partie pourrait avoir connaissance dans le cadre de visites dans les locaux d'une autre Partie et/ou échangées directement ou indirectement dans le cadre du Projet ABILITY.
  Il est entendu entre les Parties que les informations échangées entre elles pour les besoins du Projet ABILITY depuis la Date d'Effet jusqu'à la dernière date de signature du présent Accord par les Parties sont réputées être des Informations Confidentielles.

- **Plan d'Actions** : désigne le plan d'actions du Projet ABILITY figurant à l'annexe 4, et ayant pour objectif de mobiliser des fonds européens pour l'intensification des activités de recherche et de formation. Ce plan d'Actions est décomposé en deux phases de financement :
  - Une phase 1 de 36 mois
  - Une phase 2 de 84 mois

- **Projet ABILITY** : désigne la « Stratégie intégrée de diversification des ressources : mobiliser fonds européens et privés pour une recherche et une formation à fort impact sociétal » tel que déposé dans l'appel à projets ASDESR et figurant en annexe 1 du présent Accord.

- **Reversement** : désigne l'action réalisée par l'Etablissement Coordinateur et visant à reverser une quote-part de l'aide qu'il a reçue de l'ANR à une autre Partie pour la réalisation d'une mission dans le cadre du Projet ABILITY. Les reversements font l'objet d'une convention entre l'Etablissement Coordinateur et la Partie récipiendaire.

Article 3. OBJET

L'Accord a pour objet d'organiser les relations entre les Parties et notamment de :

- Définir les modalités d'exécution du Projet ABILITY, et en particulier les droits et obligations de chacune des Parties à l'Accord ;
- Organiser la gouvernance du Projet ABILITY ;
- Préciser les actions et livrables attendus des Parties en vue de la réalisation du Plan d'Actions ;
- Préciser les modalités financières du Projet ABILITY ;
- Préciser les règles de partage de l'information relative à l'exécution du Projet ABILITY.

Article 4. DURÉE

L'Accord entrera en vigueur rétroactivement à la Date d'Effet sous réserve de sa signature par toutes les Parties pour une durée initiale de trente-six (36) mois correspondant à la phase 1 du Projet ABILITY, soit jusqu'au 31/08/2026.

Sous réserve de l'accord de l'ANR, le Projet ABILITY pourra être prolongé à l'issue de la phase 1 pour une durée supplémentaire de quatre-vingt-quatre (84) mois correspondant à la phase 2 du Projet ABILITY, soit jusqu'au 31/08/2033.

Cette prolongation donnera lieu à l'établissement d'un avenant à l'Accord, signé par les Parties désirant continuer le Projet ABILITY.

Article 5. GOUVERNANCE DU CONSORTIUM

Les Parties s'engagent à participer activement aux instances de gouvernance du Projet ABILITY, définies ci-après.

La gouvernance est organisée autour :

- d'un Etablissement Coordinateur
- d'un Comité de Pilotage,
- d'un Comité Exécutif
- de la Cellule Europe ABILITY

5.1 L'Etablissement Coordinateur

D'un commun accord entre les Parties, la coordination du Projet ABILITY est attribuée à l'UCBL qui désigne un Coordonnateur, personne physique, Monsieur Philippe MALBOS, pour le représenter dans ses tâches d'Etablissement Coordinateur.

Dans le cas où un empêchement interdirait au Coordonnateur de remplir ses fonctions, l'Etablissement Coordinateur désignera une autre personne pour les assumer.

Si, pour une raison quelconque, l'Etablissement Coordinateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle, les Parties, sans préjudice des démarches à accomplir auprès de l'ANR, recherchent d'un commun accord une solution de substitution. Dans un tel cas, l'Etablissement Coordinateur notifiera le Comité de Pilotage et les Parties de l'empêchement. A défaut de solution trouvée dans un délai de trois (3) mois suivant la notification de l'empêchement, le présent Accord peut être résilié dans les conditions prévues à l'Article 14 par le Comité de Pilotage.

Le rôle de l'Etablissement Coordinateur est de coordonner l'action des Parties dans le cadre du Projet ABILITY et de prendre toutes les dispositions utiles pour coordonner l'exécution du Projet ABILITY. Dans le cadre du présent Accord, et sans préjudice des stipulations de la convention conclue avec l'ANR, l'Etablissement Coordinateur, avec l'appui du Coordonnateur, assure notamment les missions suivantes :

- réceptionner l'aide de l'ANR dans le cadre du Projet ABILITY ;
- conclure les conventions de reversements avec certaines Parties, conformément à l'annexe financière figurant en annexe 2 de l'Accord ;
- être l'interlocuteur privilégié de l'ANR ;
- collecter les informations transmises par les Parties afin notamment de : (i) préparer les comptes-rendus demandés par l'ANR ou de répondre à toute sollicitation de l'ANR nécessaire notamment au suivi et à l'évaluation du Projet ABILITY, suivant le calendrier de l'ANR ; (ii) assurer le reporting (rapports d'activités et reporting financier) relatif à l'état d'avancement du Plan d'Actions et des objectifs du Projet ABILITY.
- être le responsable de la transmission des livrables du Projet ABILITY et du reporting financier auprès de l'ANR ;
- transmettre aux Parties les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ABILITY ;
- informer l'ANR de tout changement susceptible de modifier le contenu et le calendrier de réalisation du Projet ABILITY, et des difficultés éventuelles dans la réalisation du Projet ABILITY.

Sous réserve de l'accord préalable de l'ANR un avenant à l'Accord sera signé par les Parties pour intégrer la nouvelle partie au Projet ABILITY.

Indépendamment de ses obligations à l'égard de l'ANR, l'Etablissement Coordinateur n'est pas autorisé à agir au-delà du périmètre de sa mission défini à l'Accord. Il n'est pas non plus autorisé à prendre un engagement quelconque au nom et pour le compte de l'une des Parties ou de l'ensemble d'entre elles, sans l'autorisation préalable de celles-ci.

5.2 Le Comité de Pilotage

5.2.1 Composition

Le Comité de Pilotage est présidé par l'Etablissement Coordinateur et est composé :

- d'un (1) représentant de chaque Partie tels que figurant en annexe 3, ci-après les « membres ».

Le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY participe également aux réunions du Comité de Pilotage sans droit de vote.

Chaque membre peut se faire assister, si nécessaire, par toute personne, appartenant au personnel de son organisation, dont la présence est jugée nécessaire au regard de l'ordre du jour. La participation de cet invité doit faire l'objet d'une information préalable des membres. Dans ce cadre, toute participation d'un invité devra être communiquée au directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY au moins sept (7) jours calendaires avant la date de réunion du Comité de Pilotage pour lui permettre d'en informer tous les membres. Les invités susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

5.2.2 Fonctionnement

Le Comité de Pilotage se réunit en visioconférence ou physiquement, au moins une fois par trimestre, sur convocation de l'Etablissement Coordinateur.

Des réunions extraordinaires du Comité de Pilotage peuvent être organisées par l'Etablissement Coordinateur, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'une ou plusieurs Parties.

Sauf urgence, l'Etablissement Coordinateur adresse l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage au moins quinze (15) jours avant la réunion. En cas d'urgence, le Coordonnateur pourra adresser l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage au moins sept (7) jours avant la réunion.

Les réunions du Comité de Pilotage font l'objet de comptes rendus rédigés par le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY et transmis à chacune des Parties dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion. Ces comptes rendus sont considérés comme acceptés par les Parties si, dans les quinze (15) jours à compter de leur réception, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès du directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY par ces mêmes Parties.

En cas de divergence persistante sur le contenu du compte-rendu, le point sera reporté à l'ordre du jour du prochain Comité de Pilotage.

Le Comité de Pilotage est valablement réuni si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de Pilotage est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder trois (3) semaines à compter de la date de la réunion initiale sans condition de quorum.

Chaque représentant peut se faire représenter aux réunions du Comité de Pilotage par une personne du même organisme moyennant l'information préalable au directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY.

Chaque membre du Comité de Pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion. Tous les membres du Comité de Pilotage disposent d'une voix de même valeur.

Les décisions prises doivent recueillir au moins deux tiers (2/3) des voix exprimées. Cependant chaque Partie dispose d'un droit de veto à l'égard d'une décision dans l'hypothèse où cette décision aurait pour conséquence d'augmenter ou diminuer sa Contribution dans le cadre du Projet ABILITY.

Il est toutefois d'ores et déjà entendu entre les Parties que l'unanimité sera requise en cas de résiliation totale ou partielle de l'Accord ou de cession conformément à l'article 14 et 15 de l'Accord.

5.2.3 ROLE DU COMITE DE PILOTAGE

Le Comité de Pilotage valide les orientations stratégiques, le rapport annuel et le budget annuel du Projet ABILITY, sur proposition du Comité Exécutif.

Les missions du Comité de Pilotage, sans que cette liste soit exhaustive, sont notamment de :

- valider les évolutions du Plan d'Actions du Projet ABILITY;
- valider et réviser les règles de mise en œuvre du Projet ABILITY;
- valider les livrables attendus par l'ANR (rapports scientifiques, rapports financiers, etc.) ;
- valider les actions collectives à mener, comme notamment la communication et les évènements du Projet ABILITY ;
- valider les critères de performance à l'issue de la phase 1, selon l'annexe 5 de la convention attributive d'aide n°ANR-22-ASDR-0001 permettant d'envisager la poursuite du PROJET ABILITY en phase 2 ;
- statuer sur l'entrée d'une nouvelle Partie dans le Projet ABILITY;
- statuer sur le retrait d'une Partie du Projet ABILITY;
- arbitrer en cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles, et statuer notamment sur les conséquences de ce manquement.

5.3 LE COMITE EXECUTIF

5.3.1 COMPOSITION DU COMITE EXECUTIF

Chaque Partie désigne un représentant pour siéger au Comité Exécutif en charge du volet recherche et le cas échéant un représentant pour le volet formation. La liste de ces représentants figure en annexe 3 (ci-après les « membres »). Le Comité Exécutif est présidé par le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY, sans droit de vote

Chaque membre peut se faire assister, si nécessaire, par toute personne, appartenant au personnel de son organisation, dont la présence est jugée nécessaire au regard de l'ordre du jour. La participation de cet invité doit faire l'objet d'une information préalable des membres. Dans ce cadre, toute participation d'un invité devra être communiquée au directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY au moins sept (7) jours calendaires avant la date de réunion du Comité Exécutif pour lui permettre d'en informer tous les membres. Les invités susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

5.3.2 FONCTIONNEMENT

Il se réunit au moins une fois tous les deux (2) mois, sur convocation du directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY.

Des réunions extraordinaires peuvent être organisées par le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'une ou plusieurs Parties, membres du Comité.

Sauf urgence, le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY adresse l'ordre du jour aux membres du Comité Exécutif au moins quinze (15) jours avant la réunion. En cas d'urgence, le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY pourra adresser l'ordre du jour aux membres du Comité Exécutif au moins sept (7) jours avant la réunion.

Les réunions du Comité Exécutif font l'objet de comptes rendus rédigés par le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY et transmis au Comité de Pilotage après qu'il ait été accepté par les membres du Comité Exécutif. Ces comptes rendus sont considérés comme acceptés si, dans les quinze (15) jours à compter de leur réception, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès du directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY par les membres du Comité Exécutif.

En cas de divergence persistante sur le contenu du compte-rendu, le point sera reporté à l'ordre du jour du prochain Comité Exécutif.

Le Comité Exécutif est valablement réuni si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité Exécutif est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder deux (2) semaines à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité Exécutif est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.

Chaque représentant peut se faire représenter aux réunions du Comité Exécutif par une personne du même organisme moyennant l'information préalable au directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY.

Les membres du Comité Exécutif peuvent recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Tous les membres du Comité Exécutif disposent d'une voix de même valeur.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

5.3.3 ROLES

Le Comité Exécutif est responsable de la mise en œuvre de la stratégie Europe conjointe définie par le Comité de Pilotage, à travers la validation des évolutions du Plan d'Actions et s'assure de la production des livrables attendus par l'ANR et validés par le Comité de Pilotage. A ce titre, il est l'organe qui chargé du pilotage opérationnel du Plan d'actions et assure les synergies entre tous les établissements et la Cellule Europe ABILITY. Ce comité rapporte au Comité de Pilotage.

Le Comité Exécutif est également en charge d'examiner les projets de publication et communications des Parties, conformément à l'article 9.2. L'approbation des membres du Comité Exécutif pourra être demandée par mail, par la Partie à l'origine du projet de communication ou de publication.

5.4 CELLULE EUROPE ABILITY

5.4.1 COMPOSITION

La Cellule Europe ABILITY est composée des douze (12) personnes recrutées dans le cadre du Projet ABILITY par les Parties suivantes : UCBL, LIP, UL2, UJM – Lyon 3, ENS de Lyon, et CPE Lyon.

5.4.2 FONCTIONNEMENT

La Cellule Europe ABILITY se réunit au moins une (1) fois par mois en présentiel ou en visioconférence, sur convocation du directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY.

Des réunions extraordinaires peuvent être organisées par le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'une ou plusieurs membres de la Cellule Europe ABILITY.

Sauf urgence, le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY adresse l'ordre du jour aux membres de la Cellule Europe ABILITY au moins sept (7) jours avant la réunion.

Les réunions de la Cellule Europe ABILITY font l'objet de comptes rendus rédigés par un de ses membres choisi en début de réunion et transmis au Comité exécutif et au Comité de Pilotage après qu'ils ont été accepté par les membres de la Cellule Europe ABILITY. Ces comptes rendus sont considérés comme acceptés si dans les quinze (15) jours à compter de leur réception, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès du directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY par les membres de la Cellule Europe ABILITY.

En cas de divergence persistante sur le contenu du compte-rendu, le point sera reporté à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Cellule Europe ABILITY.

Elle est dirigée par le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY, recruté par l'UCBL dans le cadre du Projet ABILITY, et réfère de ses actions au Comité Exécutif et au Comité de Pilotage lors de leurs réunions.

5.4.3 ROLES

La Cellule Europe ABILITY met en œuvre les groupes de travail identifiés et validés par le Comité Exécutif, identifie et propose des champs d'action à présenter au Comité de Pilotage et est responsable de la mise en œuvre des actions dans le cadre du Projet ABILITY. Il s'agit d'un organe opérationnel qui n'a pas vocation à prendre de décisions.

La Cellule Europe ABILITY a la charge de la mise en œuvre des axes stratégiques définis par le Comité de Pilotage et portés par le Comité Exécutif. Elle doit assurer le suivi des indicateurs identifiés et des indicateurs demandés par le financeur. Elle mène la stratégie de communication définie par le Comité de pilotage et assure l'organisation des évènements portés par le projet ABILITY.

Article 6. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à collaborer notamment en vue d'accroître l'activité de recherche, de formation et d'innovation européenne et de mener conjointement des actions ciblées sur les marges de progressions identifiées notamment au travers d'une coordination renforcée des différents opérateurs des Parties.

Dans ce cadre, chaque Partie s'engage à :

- Collaborer étroitement avec les autres Parties et le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY et échanger avec les Parties toute information, documentation, sous réserve des droits de tiers et des engagements de confidentialité pris auprès des tiers, qui serait nécessaire à la bonne conduite du Projet ABILITY et à la réalisation du Plan d'Actions ;
- Mettre en œuvre ses meilleurs efforts pour fournir, pendant toute la durée de l'Accord, les Contributions nécessaires à une coopération efficace, à la réalisation et au succès du Plan d'Actions, au sein de sa structure, dans les conditions prévues aux annexes 1 et 2 ;
- Informer l'Etablissement Coordinateur de toute difficulté technique, organisationnelle, humaine, financière ou de tout changement d'activité, de structure ou d'organisation, qui pourrait avoir un impact sur la bonne conduite du Projet ABILITY, afin de pouvoir prendre, dans les plus brefs délais, toute mesure utile afin de remédier à cette situation.
- Suivre et mettre en œuvre les moyens nécessaires au sein de sa structure pour suivre et atteindre les objectifs visés, tels que définis dans le Plan d'Actions et les annexes 1 et 2;
- Assister pendant la durée du Projet ABILITY et les deux (2) années suivantes, l'Etablissement Coordinateur en cas de demandes de l'ANR ou de toute autre personne mandatée par l'ANR, dans le cadre d'audits visant au suivi ou à l'évaluation de France 2030. Chaque Partie est tenue de présenter les pièces justificatives et tous les autres documents, y compris les livres de comptes de l'établissement, dont la production est jugée utile au contrôle de l'utilisation de l'Aide. Dans cette perspective, chaque Partie devra conserver les Données nécessaires à ces contrôles.
- Informer le directeur opérationnel de la Cellule Europe ABILITY de tout risque de conflit d'intérêts lors de la tenue des différents organes de gouvernance.

Article 7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Projet ABILITY n'a pas pour objet à générer des résultats susceptibles de valorisation ou de protection au titre du Code de la propriété intellectuelle. Cependant si tel était le cas, la protection et les règles d'usage, d'exploitation et d'utilisation de la propriété intellectuelle seraient assurées par des accords spécifiques entre les Parties concernées ou par les accords existants.

Article 8. MODALITES FINANCIERES

Conformément à la convention attributive d'aide n°ANR-22-ASDR-0001, l'Etablissement Coordinateur reçoit directement de l'ANR, l'Aide allouée au Projet ABILITY.

Il conclut avec Parties concernées les conventions de reversement nécessaires à la réalisation de la phase 1 selon les annexes financières du Projet ABILITY figurant à l'Annexe 2 de l'Accord. Cette annexe précise la répartition de l'Aide entre l'Etablissement Coordinateur et les Parties, ainsi que la répartition du financement par poste de dépense.

Le reversement se fera sous réserve du versement de l'Aide par l'ANR à l'Etablissement Coordinateur.

Chaque Partie s'engage à affecter le Reversement à la réalisation exclusive du Plan d'Actions.

Chaque Partie supporte individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de sa part du Projet, dans les conditions prévues à l'annexe 2.

Article 9. CONFIDENTIALITE – COMMUNICATIONS/ PUBLICATIONS

9.1 Confidentialité

Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à l'exécution du Projet ABILITY, sous réserve des droits des tiers.

Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du Projet ABILITY.

La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une des autres Parties s'engage, pendant la durée de l'Accord et les cinq (5) ans qui suivent sa résiliation et/ou son échéance, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- Soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- Ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître et ne soient utilisées par ces derniers que dans le cadre du Projet ABILITY ;
- Ne soient utilisées, totalement ou partiellement, que dans le cadre du Projet ABILITY défini par l'Accord, et en cas d'utilisation étrangère à l'Accord sous réserve du consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées ;
- Ne soient ni divulguées ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toute personne autre que celles mentionnées au 2ème tiret ci-dessus ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées à qui appartiennent lesdites Informations Confidentielles ou qui sont détenues par cette dernière.

Par exception au présent Article dans le cas où l'Information Confidentielle transmise est un savoir-faire l'obligation de confidentialité prévue est en vigueur tant que le savoir-faire n'est pas tombé dans le domaine public du seul fait de la Partie divulgatrice.

Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'Accord restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande et en tout état de cause au plus tard à l'arrivée à échéance de l'Accord ou à la date de sa résiliation anticipée.

La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve que :

- Elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Elles sont déjà connues de celle-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- Elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restriction ni violation des présentes stipulations ;
- Elles ont été publiées sans contrevenir aux présentes stipulations ;
- L'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par la Partie dont elles émanent ;

Ces conditions ne sont pas cumulatives.

Aucune stipulation de l'Accord n'implique :

- Une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle
- Une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres Parties.

Le non-respect par l'une des Parties de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle divulguée.

Par exception au présent Article :

- Les Parties sont expressément autorisées à transmettre à leurs Affiliées et, le cas échéant, aux personnes morales auxquelles elles ont confié l'exercice de certaines de leurs activités des Informations Confidentielles afin de permettre à ces dernières d'accomplir leurs missions pour les besoins de l'Accord. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité. La Partie concernée se porte fort du respect par l'Affiliée ou la personne morale susvisée, de l'obligation de confidentialité telle qu'elle résulte de l'Accord.
- Une Partie peut exceptionnellement déroger à son obligation de confidentialité pour les Informations Confidentielles des autres Parties lorsque la divulgation d'une Information Confidentielle résulte d'une obligation qui s'impose à une Partie en raison des lois et règlements en vigueur ou à la demande de l'autorité judiciaire. Cette Partie doit informer immédiatement la Partie émettrice de l'Information Confidentielle afin de permettre à cette dernière de prendre, dans les délais imposés par les lois et règlements ou par l'autorité judiciaire, les mesures appropriées. En tout état de cause, la divulgation devra être limitée à ce qui est strictement nécessaire.

9.2 Communications/ Publications

Les Parties sont informées que :

- le Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Secrétariat général pour l'investissement et l'ANR pourront communiquer sur les objectifs généraux du Projet ABILITY, ses enjeux et ses résultats.
- l'Etablissement Coordinateur participera aux opérations de communication, notamment aux colloques organisés par l'ANR ainsi qu'aux opérations de valorisation de France 2030 à la demande du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ou de tout autre représentant de l'Etat.

Pendant la durée de l'Accord et les douze (12) mois qui suivent son expiration ou sa résiliation, tout projet de publication ou communication relative au Projet ABILITY devra recevoir, l'autorisation préalable et écrite des Parties. Il est précisé que pendant la durée de l'Accord, l'autorisation préalable et écrite sera sollicitée auprès des membres du Comité Exécutif, qui se prononceront conformément à l'article 5.3.3. A l'échéance de l'Accord, les Parties seront directement saisies par ces demandes d'autorisation.

Les Parties conviennent que :

- lesdites propositions de communication seront soumises à l'ensemble des membres du Comité Exécutif, ou aux Parties à l'échéance ou à la résiliation de l'Accord, au plus tard quinze (15) jours avant la date de communication/publication envisagée, et qu'elles seront examinées sous un délai de huit (8) jours par les membres du Comité Exécutif ou les Parties concernées à l'échéance ou à la résiliation de l'Accord, qui pourront demander qu'il y soit apporté des modifications, ou demander la suppression d'informations et/ou des reports du projet de communication ;
- l'accord de chaque membre du Comité Exécutif ou des Parties concernées à l'échéance ou à la résiliation de l'Accord, sera réputé acquis, passé le délai de huit (8) jours susvisé et faute de réponse ;
- Cette procédure spécifique de révision portera uniquement sur le contenu du projet de communication soumis et devra être expressément motivée par la Partie concernée. Les seuls motifs de demandes de modification, de suppression et/ou de report dudit projet de communication sont les suivants : (i) une atteinte au Projet ABILITY ; (ii) une divulgation des Informations Confidentielles de l'une des Parties.

Toutefois, l'autorisation préalable des Parties ne sera pas requise lors des actions de sensibilisation et de communications internes relatives au Projet ABILITY.

Chaque Partie reste titulaire de ses marques et autres signes distinctifs et des droits d'exploitation afférents.
Chaque Partie s'engage à ne pas faire usage du nom, des marques et autres signes distinctifs des autres Parties sans avoir obtenu au préalable l'accord de la Partie concernée. Cet accord peut être obtenu de façon expresse, par voie écrite notamment, ou de façon tacite, faute de réponse, après expiration du délai susvisé de trente (30) jours.
En tout état de cause, les sigles, logos et marques de chaque Partie ainsi que toute référence à ceux-ci ne pourront être utilisés que dans des conditions telles qu'en aucune manière il ne puisse être porté atteinte à l'image, à la réputation ou à la notoriété de ladite Partie.

Ces publications et communications devront mentionner le soutien apporté par l'ANR au titre de France 2030, en indiquant le n°ANR-22-ASDR-0001 ainsi que le concours apporté par chacune des Parties à l'action conduite dans le cadre du Projet ABILITY en indiquant que « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) au titre de France 2030 portant la référence ANR-22-ASDR-0001 ».

Tout support de communication orale, communications par voie d'affiche et sites internet doivent afficher les logos « France 2030 ».

Article 10. RESPONSABILITE - ASSURANCE

Chaque Partie s'engage à exécuter sa part du Projet ABILITY conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe.

Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de bénéfices, de chiffre d'affaires, de marges, de revenus, pertes de commandes, de clients, d'exploitation) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation du Projet ABILITY dans le cadre de l'Accord.

Chaque Partie conserve à sa charge sans recours contre les autres Parties, sauf dans le cas de faute intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord.

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin et selon les règles qui lui sont applicables, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord. Par conséquent, chaque Partie déclare avoir souscrit une police d'assurance ou être assurée par l'Etat, ou agir comme son propre assureur.

Article 11. PERSONNEL DES PARTIES

Pour la bonne réalisation du Projet ABILITY, des mouvements de personnels ponctuels peuvent être nécessaires entres les Parties. La présence de personnel de l'une des Parties dans les locaux d'une autre Partie obéira aux stipulations suivantes :

- la présence de personnel devra faire l'objet de l'accord préalable écrit de la Partie accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existantes sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de l'employeur d'origine,
- lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur dans ses dispositions non disciplinaires ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le lieu de travail/accueil ainsi que les directives qui leur seront données par le représentant de la Partie accueillante,
- En tout état de cause, le personnel accueilli restera sous l'autorité hiérarchique de son employeur d'origine.

D'autre part, l'accueil de personnel d'une Partie dans les locaux d'une autre Partie pourra être soumis à l'autorisation du Fonctionnaire Sécurité Défense (FSD) de la Partie accueillante si tel est applicable ; il sera alors nécessairement soumis à cette autorisation dans le cas de locaux classés Zone à Régime Restrictif. Il ne saurait être reproché à une Partie d'avoir refusé l'accès à ses locaux à l'un des membres du personnel d'une autre Partie lorsqu'elle se conforme aux recommandations de son Fonctionnaire Sécurité Défense. La Partie demandant l'accès aux locaux d'une autre Partie devra se soumettre aux procédures en vigueur au sein de la Partie accueillante et fournir l'ensemble des informations nécessaires à l'autorisation d'accès aux locaux de la Partie accueillante dans des délais compatibles avec lesdites procédures.

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Dans le cas où des personnels recrutés par l'une des Parties, au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet ABILITY, exerceraient leur mission dans les locaux d'une ou plusieurs Parties, les Parties qui accueillent lesdits personnels dans leurs locaux fournissent leurs meilleurs efforts pour donner accès à leurs locaux, équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution de la mission des personnels accueillis. Les Parties accueillantes fournissent également leurs meilleurs efforts pour assurer l'encadrement des personnels accueillis et à les informer du règlement intérieur et de la charte informatique de l'établissement d'accueil qu'ils sont tenus de respecter.

Article 12. FORCE MAJEURE

Aucune Partie ne pourra être tenue responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations due à un cas de force majeure.

Dans un premier temps, le cas de force majeure suspendra l'exécution de l'Accord.

Si le cas de force majeure a une durée d'existence supérieure à deux mois, les Parties se réuniront au sein du Comité de Pilotage afin de retenir une solution pour permettre la réalisation du Projet ABILITY y compris par un vote actant l'exclusion du Projet ABILITY de la Partie qui subit la force majeure. Etant précisé, que la Partie qui subit la force majeure ne participe pas au vote. Le cas échéant, les Parties signeront un avenant à l'Accord actant l'exclusion de la Partie qui subit la force majeure, dans le respect de l'article 13.2.2 ci-après.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux répondant à la définition de l'article 1218 du Code civil, et ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Article 13. MODIFICATIONS AU SEIN DU CONSORTIUM

13.1 ENTREE D'UNE NOUVELLE PARTIE

L'adhésion d'une nouvelle partie à l'Accord devra être validée par le Comité de Pilotage, conformément aux modalités décrites à l'Article 5.2 ci-dessus, et dans le respect des conditions prévues dans la convention attributive d'aide n°ANR-22-ASDR-0001. Elle deviendra effective le jour de la signature par la nouvelle partie et de toutes les Parties d'un avenant à l'Accord ratifiant celui-ci.

13.2 RETRAIT ET EXCLUSION D'UNE PARTIE

13.2.1 RETRAIT D'UNE PARTIE

Toute Partie peut décider de mettre fin à sa participation au Projet ABILITY, à condition de notifier dans les meilleurs délais sa décision à l'Etablissement Coordinateur par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, indiquant les motifs de son retrait, la date prévisionnelle souhaitée de sortie de l'Accord, étant précisé que le délai ne pourra être inférieur à deux (2) mois.
Dans les deux mois suivant l'envoi de cette lettre, le Comité de Pilotage devra se réunir, en présence de la Partie souhaitant se retirer, qui exposera à cette occasion ses justifications, et afin d'acter le retrait et statuer sur les conséquences et réorganisation du Projet ABILITY. En cas de retrait d'une Partie, l'exécution de sa part du Projet pourra, sur décision des autres Parties prise au sein du Comité de Pilotage, être assurée par les soins d'une ou plusieurs autre(s) des Partie(s) ou d'une nouvelle Partie. Le retrait de la Partie et les modalités de réorganisation du Projet ABILITY seront formalisés par la signature d'un avenant.

A l'initiative de l'Etablissement Coordinateur, les évolutions sont présentées à l'ANR, les modifications pouvant impliquer la mise en œuvre de démarches ou décisions de la part de cette dernière.

13.2.2 EXCLUSION D'UNE PARTIE

En cas de défaillance de l'une des Parties, par un manquement avéré à l'une de ses obligations contractuelles prévues dans le cadre du présent Accord, qui impacterait le bon déroulement de la réalisation du Projet ABILITY, une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception sera adressée à la Partie concernée par l'Etablissement Coordinateur. A défaut d'avoir satisfait à ses obligations, ou d'avoir fait valoir que le manquement est dû à un cas de force majeure (tel qu'énoncé à l'Article 12 ci-dessus), dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de ladite mise en demeure, la Partie sera considérée comme défaillante.

L'Etablissement Coordinateur provoquera alors une réunion du Comité de Pilotage afin d'étudier les conséquences de la défaillance de ladite Partie. Le Comité de Pilotage prendra toute mesure afin de remédier à cette défaillance. Lors de cette réunion, la Partie défaillante pourra, sous réserve de l'approbation de l'ANR, être exclue par une décision prise devant recueillir au moins trois-quarts (3/4) des suffrages exprimés des Parties présentes ou représentées, le représentant de la Partie défaillante ne prenant pas part au vote. Cette réunion pourra également avoir pour rôle de trouver une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché afin d'assurer la continuité du Projet ABILITY, notamment en proposant une nouvelle répartition du Plan d'Actions entre les Parties ou bien en sollicitant la participation d'un tiers qui en deviendra donc une nouvelle Partie à l'Accord après application des modalités prévues à l'Article 13.1. Cette modification sera constatée par un avenant à l'Accord que les Parties s'engage à conclure dans les meilleurs délais.

13.2.3 DROITS ET OBLIGATIONS DE LA PARTIE SORTANTE

La Partie sortante s'engage à communiquer à l'Etablissement Coordinateur, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires pour permettre la poursuite de l'exécution du Projet ABILITY en ses lieux et places.

La Partie exclue s'engage à communiquer gratuitement aux autres Parties ou au tiers subrogé toutes les informations utilisées dans le cadre du Projet ABILITY nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet ABILITY en ses lieux et places.

L'exclusion ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de sa sortie et ne saurait en aucun cas être interprétée comme une renonciation des autres Parties à l'exercice de leurs droits.

Dans le cas où il s'avère impossible de trouver une solution de remplacement avant la date de retrait ou d'exclusion et dans la mesure où le retrait ou l'exclusion de la Partie empêcherait la poursuite du Projet ABILITY la Partie sortante ou exclue s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour que son départ ne compromette pas la poursuite du Plan d'Actions, même après son retrait ou son exclusion.

La Partie sortante s'engage à remplir les obligations contractées dont les effets perdurent après son retrait de l'Accord, notamment celles prévues à l'article 9 « Confidentialité – Communication/Publications » ci-dessus.

La Partie sortante fera son affaire personnelle de tout éventuel remboursement de subvention ou d'avance réclamé par l'ANR à l'Etablissement Coordinateur.

Article 14. MODIFICATION ET RESILIATION DE L'ACCORD

L'Accord pourra par ailleurs prendre fin, de plein droit, partiellement ou totalement, sur décision unanime des Parties via le Comité de Pilotage et, le cas échéant, dans le respect des stipulations de la convention attributive d'aide n°ANR-22-ASDR-0001.

Sauf accord écrit et exprès entre les Parties, l'Accord pourra prendre fin, de plein droit à l'égard d'une Partie ou de l'ensemble des Parties, en cas de décision de l'ANR d'arrêter le financement du Projet ABILITY obtenu par cette Partie ou à l'égard de l'ensemble des Parties.

Article 15. INTUITU PERSONAE

L'Accord est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucune Partie ne pourra transférer ou céder, en tout ou en partie, ses droits et obligations en vertu de l'Accord à un tiers, sans avoir obtenu au préalable une autorisation de l'ANR et du Comité de Pilotage, celui-ci statuant sur cette question à l'unanimité, la Partie intéressée ne prenant pas part au vote.

Toutefois, dans l'hypothèse où le transfert ou la cession serait fait dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine, l'accord du Comité de Pilotage ne pourra pas être refusé de manière déraisonnable.
A compter du transfert ou de la cession, la nouvelle Partie sera subrogée dans les droits et obligations de la Partie cédante.

Article 16. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les Parties s'engagent, dans le cadre de traitement de Données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution de l'Accord, à respecter l'ensemble des dispositions législatives et règlementaires applicables en vigueur, et notamment, les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »), et de la loi modifiée n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 « Informatique et Libertés »,, et ce quel que soit le lieu d'exécution de l'Accord.

Pour la durée du Projet ABILITY, et à des fins exclusives de la gestion de la relation contractuelle et de son exécution, chaque Partie en tant que responsable de traitement peut collecter, stocker, partager et traiter les Données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du Projet ABILITY telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction.

Chaque Partie agissant comme responsable de traitement prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces Données. Les Parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces Données.

Chaque Partie communique à ses personnels, dont les Données Personnelles sont traitées, les informations relatives aux traitements opérées par une autre Partie agissant comme responsable de traitement. Ces informations sont établies sous la seule responsabilité de la Partie agissant comme responsable de traitement.

Article 17. DISPOSITIONS GENERALES

17.1 INTEGRITE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'Accord seraient contraires à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour faire les modifications nécessaires acceptables dans l'esprit de l'Accord pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

En cas de contradiction entre les dispositions de l'Accord de consortium et la convention attributive d'aide n°ANR-22-ASDR-0001, cette dernière prévaudra.

17.2 NULLITE

Si une ou plusieurs stipulations de l'Accord venaient à être tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

17.3 OMISSIONS

Le fait, pour l'une des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par la Partie concernée à s'en prévaloir ultérieurement.

17.4 INTERPRETATION

L'Accord annule et remplace tout accord antérieur, écrit ou oral, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. Toute modification du présent Accord fera l'objet d'un avenant signé entre les Parties.

17.5 INDEPENDANCE DES PARTIES

Aucune stipulation de l'Accord ne pourra être interprétée comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre elles. L'Accord ne peut donc en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* est formellement exclu.

Sous réserve du respect des décisions prises au sein des organes de gouvernance de l'Accord, des mécanismes définis dans le cadre du Projet ABILITY et des droits et obligations de chaque Partie, chaque Partie demeure pleinement indépendante vis-à-vis des autres Parties quant aux moyens et méthodes mis en œuvre pour la bonne exécution des obligations qui lui incombent au titre de l'Accord et garde le contrôle de son organisation.

17.6 LOI APPLICABLE - LITIGES

L'Accord est soumis au droit français.

En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction française compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de six (6) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.

17.7 DOMICILIATION - NOTIFICATION

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Toutes les notifications pour être valides, devront être effectuées à l'adresse de domiciliation.

Article 18. ANNEXES

Les documents suivants sont annexés à l'Accord et en font partie intégrante.

Annexe 1 : Description du Projet (documents scientifiques tels que sélectionnés pour financement par l'ANR)
Annexe 2 : Annexe Financière du Projet ABILITY
Annexe 3 : Liste des membres des organes de gouvernance
Annexe 4 : Plan d'Actions
Annexe 5 : Critères de performance et règles de versement de l'abondement à l'issue de la phase 1

Fait en onze (11) exemplaires originaux, le 26/11/2024

Signature sur les pages suivantes [*une page par signature*]

Pour l'Etablissement Coordonnateur – UCBL

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) de l'UCBL :

Le : 11/12/2024

Signature _____
Nom : Luc JOHANN
Titre: Administrateur provisoire

LU ET APPROUVE PAR :

Le : 27 novembre 2024

Signature _____
Nom : Philippe MALBOS
Titre : Coordonnateur

Pour l'Université Lumière Lyon 2,

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) de l'ULL2:

Le : 04/12/2024

Signature _____

Nom : Isabelle VON BUELTZINGSLOEWEN

Titre: Présidente



Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) de l'UJM- Lyon3 :

Le : 02.12.2024

Signature

Nom : Gilles BONNET

Titre: Président

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Pour L'Ecole Normale Supérieure de Lyon,

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) de l'ENS de Lyon:

Le :
28/11/2024

Pour le Président et par délégation
François ROUDIER
Vice-président recherche
ENS de Lyon

Signature _____
Nom : Emmanuel TRIZAC
Titre: Président

Pour le Centre National de la Recherche Scientifique,

Pour le Président Directeur Général, par délégation :

Le : 2/12/2024

Signature _____
Nom : Laurent BARBIERI
Titre: Délégué Régional Rhône Auvergne

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Délégation
Rhône Auvergne
2 av Albert Einstein
69100 VILLEURBANNE
Tél. 04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr

Pour le Délégué Régional empêché
Denis DUPLAT
Responsable du service
Partenariat et Valorisation
CNRS Rhône Auvergne

Pour l'Institut National de la Sante Et de la Recherche Médicale,

Pour le Président Directeur Général, par délégation :

Le : 17 DEC. 2024

Dominique PELLA
Délégué Régional INSERM
Auvergne-Rhône-Alpes

Signature _____
Nom : Dominique PELLA
Titre: Délégué Régional

Pour L'Institut national de recherche en informatique et en automatique,

Pour le Président Directeur Général, par délégation :

Le : 28/11/2024

Signature _____

Nom : Stéphane UBEDA

Titre: Directeur du centre Inria de Lyon

Pour L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement,

Pour le Président- Directeur Général

Le : 19 DEC. 2024

Signature _____
Nom : Philippe MAUGUIN
Titre: Président Directeur Général

Pour Les Hospices Civils de Lyon,

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) des HCL :

Le : 28/11/2024

Signature

Nom : Raymond LE MOIGN

Titre: Directeur Général

Monsieur Alexandre PACHOT

Par Délégation le Directeur

de la Recherche en Santé

Pour L'École supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon,

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) de CPE Lyon :

Le : 27.11.2024

Signature _____
Nom : Gérard PIGNAULT
Titre: Directeur

Pour Lyon Ingénierie Projets,

Signature du(des) représentant(s) légal(aux) de LIP :

Le : 18/12/2024

Signature _____

Nom : Javier OLAIZ

Titre: Président

Annexe 1 : Projet ABILITY – Descriptif technique

ACCELERATION DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE

APPEL À PROJETS 2022

DOCUMENT PRESENTATION PROJET

ABILITY

Acronyme	**ABILITY**		
Titre du projet en français	Stratégie intégrée de diversification des ressources : mobiliser fonds européens et privés pour une recherche et une formation à fort impact sociétal		
Titre du projet en anglais	Integrated strategy for diversifying resources: mobilizing European and private funds for research and training with a strong societal impact		
Mots-clefs	Diversification des ressources ; Cellule Europe ; Fondation ; Consortium pluridisciplinaire ; Structuration de site		
Établissement porteur	Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL)		
Responsable du projet	Christophe VITON Professeur, Université Claude Bernard Lyon 1		
	christophe.viton@univ-lyon1.fr	04.72.69.20.00	
Durée du projet	120 Mois		
Aide totale demandée (12 M€ max)	8 689 931 €	**Coût complet**	43 692 573 €
Phase 1 : aide demandée	4 168 994 €		12 861 225 €
Phase 2 : abondement	4 520 938 €		30 831 348 €

Liste des établissements du consortium :

Établissements d'enseignement supérieur et de recherche	***Secteur(s) d'activité***
Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL)	EPSCP
Université Lumière Lyon 2 (ULL)	EPSCP
Université Jean Moulin Lyon 3 (UJML)	EPSCP
École Normale Supérieur de Lyon (ENSL)	EPSCP
École supérieure de Chimie Physique Électronique de Lyon (CPE)	EESPIG

ACCELERATION DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE

APPEL À PROJETS 2022

DOCUMENT PRESENTATION PROJET

ABILITY

Organismes de recherche	***Secteur(s) d'activité***
Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)	EPST
Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)	EPST
Institut National de Recherche en Informatique et Automatique (Inria)	EPST
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)	EPST

Autres partenaires	***Secteur(s) d'activité***
Hospices Civils de Lyon (HCL)	Établissement public de santé
Lyon Ingénierie Projets (LIP)	Filiale de valorisation d'un EPSCP – (UCBL et HCL)

Liste des projets liés :

Le cas échéant, listes des projets financés par le PIA auxquels ce projet est lié :	*Acronyme du(des) projet(s), préciser le type de projet* SHAPE-Med@Lyon : ExcellencES DevweCan, CORTEX, PRIMES, IMU, MILYON, CeLyA, ASLAN : Labex GRADUATE + : SFRI CURSUS+ : NCU INCLUDE : AMI DEMOES SCALE : DEFFINUM REMED : AMI CMA LED : TIP CMQ
Le cas échéant, autres projets auxquels ce projet est lié :	*Acronyme du(des) projet(s), préciser le type de projet* ARQUS2 : Université européenne Bioproduction 4.0, FAFDIP, CHIMBS@4.0 : AMI TI4.0, LYSiERES² Label SAPS MESRI

Résumé du projet en français (Non Confidentiel – 4000 caractères maximum, espaces inclus)

Le projet ABILITY réunit les trois universités lyonnaises (UCBL, ULL, UJML), deux écoles (ENSL, CPE), un CHU (HCL) et quatre instituts de recherche (CNRS, Inserm, Inria, INRAE). ABILITY est une nouvelle étape pour le site de Lyon, avec la définition d'une stratégie intégrée pour développer de nouvelles ressources afin de mieux remplir nos missions de recherche et d'enseignement à fort impact sociétal. ABILITY s'inscrit dans une dynamique de convergence stratégique de nos institutions, portée par les récents succès de projets majeurs pour le site de Lyon (SHAPE-Med@Lyon, INCLUDE...). Elle s'inscrit également dans le projet de création d'un EPE qui verra l'UCBL, l'ULL et la CPE unir leurs forces, en lien avec leurs partenaires.

La stratégie définie par le projet ABILITY est fondée sur une analyse approfondie de nos forces et faiblesses en termes de développement de nouvelles sources de financement et de synergies potentielles (encore sous-exploitées) entre nos institutions :

WP 1 : Mobilisation de fonds européens pour l'intensification des activités de recherche et d'enseignement par la création d'une Cellule Europe inter-établissements. Malgré une augmentation significative des financements au cours de la dernière période de programmation, nous observons une baisse du nombre de candidatures au Pilier I sous H2020 et une forte concentration thématique. La stratégie de la Cellule Europe se concentrera sur des actions ciblées pour encourager le dépôt de projets, structurer le soutien aux demandes de projets et influencer la programmation européenne.

WP2 : Mobiliser des fonds privés pour des programmes de recherche à fort impact sociétal et une plus grande inclusion des étudiants par la création d'une Fondation. Le dynamisme des dons privés en France représente une opportunité pour les partenaires du site de Lyon, qui bénéficient d'un environnement économique porteur et d'une longue tradition régionale de philanthropie, mais qui peinent actuellement à exploiter pleinement ce potentiel. La Fondation aura pour mission de structurer les activités de collecte de fonds afin de gagner en efficacité pour atteindre les entreprises et les donateurs individuels.

ABILITY s'appuiera sur une stratégie RH ambitieuse pour recruter de nouveaux profils à haut niveau d'expertise. Pour la Cellule Europe : des ingénieurs de projet alliant la connaissance des programmes européens et de nos disciplines scientifiques ; pour la Fondation : des fundraisers maîtrisant les compétences commerciales, la négociation, les relations avec les donateurs, et ayant une connaissance approfondie de l'environnement économique lyonnais. Nos institutions s'engagent à privilégier les contrats de travail à durée indéterminée pour accroître l'attractivité des postes et répondre à nos besoins RH sur le long terme. ABILITY renforcera également les compétences de nos équipes existantes. Compte tenu des enjeux du marché de l'emploi, une stratégie de recrutement appropriée sera déployée pour relever le défi de la constitution d'équipes avec ce niveau d'expertise et de diversité de compétences attendues.

La solidité du projet ABILITY repose sur un modèle économique qui combine les revenus des programmes européens et ceux de la Fondation. Les revenus générés par la Cellule Europe seront

réinvestis dans les projets des membres, avec un prélèvement plafonné à 9% pour financer les frais généraux et atteindre l'équilibre financier en fin de période de financement. Les revenus de la Fondation financeront directement ses actions, avec un prélèvement de 25% pour financer son fonctionnement.

Pour garantir la mobilisation de tous les partenaires, la simplicité et la rapidité du processus de décision et la capacité de gestion opérationnelle, la gouvernance du projet ABILITY reposera sur un conseil de surveillance ABILITY et de deux comités de pilotage, l'un pour les projets européens, l'autre pour la Fondation. La parité hommes-femmes dans la gouvernance du projet ABILITY sera respectée.

Résumé du projet en anglais (Non Confidentiel – 4000 caractères maximum, espaces inclus)

The ABILITY project brings together Lyon's three universities (UCBL, ULL, UJML), two schools (ENSL, CPE), a university hospital (HCL) and four research institutes (CNRS, Inserm, Inria, INRAE). ABILITY is a new milestone for the Lyon site, with the definition of an integrated strategy to develop new funding streams to better fulfill our missions to conduct high societal impact research and teaching. ABILITY is rooted in a dynamic of strategic convergence of our institutions, boosted by the recent successes of several major projects for the Lyon site (SHAPE-Med@Lyon, INCLUDE...). It is also in line with the planned creation of an EPE that will see UCBL, ULL and CPE join their forces, in conjunction with their partners.

The strategy defined in the ABILITY project is founded on an in-depth analysis of our strengths and weaknesses in terms of developing new funding streams and potential synergies (still under-exploited) between our institutions:

WP 1: Mobilizing European funds for the intensification of research and teaching activities through the creation of a shared European Grants Office. Despite a significant increase in funding during the last programming period, we observe a drop in the number of Pillar I applications under H2020 and a strong thematic concentration. The European Grants Office's strategy will focus on targeted actions to encourage the submission of projects, to structure support for project applications and to influence European programming.

WP 2: Mobilizing private funding for high societal impact research programs and greater inclusivity at the student level through the establishment of a Foundation. The dynamism of private donations in France represents an opportunity for the partners of the Lyon site, who benefit from a buoyant economic environment and a long regional tradition of philanthropy, but who are currently struggling to fully tap into this potential. The Foundation's mission will be to structure the fundraising activities of the consortium's members to increase efficiency when reaching companies and individual donors.

ABILITY will rest on an ambitious HR strategy to recruit new profiles with a high level of expertise. For the European Grants Office: project engineers and lobbyists combining knowledge of European programs and of our scientific disciplines; for the Foundation: fundraisers with mastery of commercial skills, negotiation, relations with donors, and who have a deep knowledge of the Lyon economic environment. Our institutions are committed to favoring permanent employment contracts to increase the attractiveness of the positions and to meet our HR long-term needs. ABILITY will also enhance the skills of our existing teams. In view of the challenges of the job market, an appropriate recruitment strategy will be deployed in order to meet the challenge of building teams with this level of expertise and a great diversity of expected skills.

The soundness of the ABILITY project rests on an economic model which combines revenues from European programs and from the Foundation. The income generated by the European Grants Office will be reinvested in the projects of the members, with a levy capped at 9% to finance overheads

and reach financial equilibrium at the end of the funding period. The Foundation's income will directly finance its actions, with a 25% levy to finance its operations.

To secure the mobilization of all the partners, the simplicity and speed of the decision-making process and the capacity for operational management, the governance of the ABILITY project rests on an ABILITY supervisory board and two steering committees, one for the European projects, the other for the Foundation. Gender parity in the governance of the ABILITY project will be respected.

TABLE DES MATIERES

Table des matières 7

1. Contexte, objectifs et réalisations antérieures 8

1.1. Un projet pleinement intégré dans la stratégie des établissements 8

1.1.1 ABILITY au cœur d'un continuum recherche et innovation à fort impact sociétal 8

1.1.2 ABILITY, vecteur d'accélération de la stratégie des établissements 9

1.2. État des lieux sur la mobilisation de fonds européens 11

1.3. Activités de mécénat et levées de fonds (UCBL, ULL, CPE) 14

2. Description détaillée du projet 15

2.1. Description du projet 15

2.1.1 WP1 : Mobiliser des fonds européens pour l'intensification des activités de recherche et de formation (ensemble du consortium) 15

2.1.2 WP2 : Mobiliser des fonds privés pour des programmes de recherche à fort impact sociétal et des filières de formation plus inclusives (UCBL-ULL-CPE) 19

2.2. Présentation du modèle économique 21

2.2.1 Modèle économique du WP1 22

2.2.2 Modèle économique du WP2 23

2.2.3 Modèle économique global du projet ABILITY 24

2.2.4 Stratégie RH et organigrammes des équipes projet ABILITY 24

2.3. Déroulement, indicateurs et jalons 27

2.3.1 Déroulement, indicateurs et jalons du WP1 27

2.3.2 Déroulement, indicateurs et jalons du WP2 28

3. Organisation et pilotage du projet 29

3.1. Responsable du projet 29

3.2. Pilotage du projet 29

4. Financement du projet 30

4.1. Justification des dépenses 30

4.2. Plan de financement 31

4.3. Prise en charge du coût du projet à l'issue de la période financée 32

5. Projets liés 32

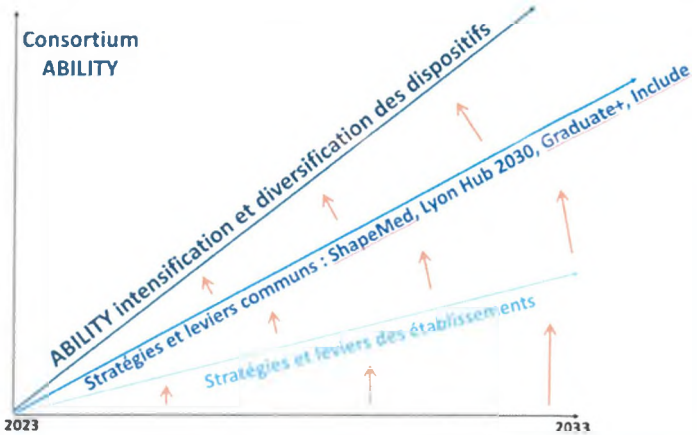
1. CONTEXTE, OBJECTIFS ET REALISATIONS ANTERIEURES

1.1. UN PROJET PLEINEMENT INTEGRE DANS LA STRATEGIE DES ETABLISSEMENTS

1.1.1 ABILITY au cœur d'un continuum recherche et innovation à fort impact sociétal

Le monde académique est aujourd'hui confronté à un double défi. Il doit répondre à des enjeux sociétaux complexes et fondamentaux qui nécessitent des approches holistiques et disruptives : changement climatique et transformations sociétales, neutralité environnementale, cités intelligentes, santé globale. Il doit également contribuer à la construction d'une société plus inclusive avec des formations et des campus adaptés aux diversités des apprenants. Ces défis nécessitent la mobilisation de nouveaux moyens que les établissements de l'ESR doivent acquérir tout en réduisant le poids de la dépendance au financement de l'État. Ce nouveau paradigme économique qui s'impose aux établissements nécessite de structurer, diversifier et intensifier la collecte de ressources auprès d'acteurs privés déjà financeurs de projets académiques et de nouer de nouveaux partenariats. S'inscrivant dans cette dynamique de transformation des établissements, le projet ABILITY est centré sur le développement des ressources en lien avec les programmes de financement européens, avec la création d'une **Cellule Europe inter-établissements** fonctionnant en synergie avec les structures des membres du consortium grâce à un Comité de Pilotage, ainsi que sur la collecte de fonds privés à travers une **nouvelle fondation**.

Un solide potentiel de développement des ressources des établissements. Le projet ABILITY porté par l'UCBL fédère les trois universités lyonnaises (**UCBL**, **ULL**, **UJML**), deux écoles (**ENSL**, **CPE**), un centre hospitalo-universitaire (**HCL**) et quatre organismes de recherche (**CNRS**, **Inserm**, **Inria**, **INRAE**). Il vise à exploiter davantage les complémentarités et les synergies entre ces établissements pour développer de nouvelles ressources. Ce projet s'inscrit dans une dynamique de convergences stratégiques entre l'UCBL, l'ULL et CPE qui portent un projet de nouvelle université pluridisciplinaire. Plusieurs leviers de développement communs en santé sont également mis en œuvre par l'UCBL et les HCL, et les établissements ESR du site développent conjointement le projet SFRI GRADUATE+ qui propose des dispositifs de transformation des formations en lien avec les projets de recherche du site. Les membres du consortium partagent ainsi des ambitions communes et portent conjointement des projets structurants pour le développement de la recherche et de la formation à Lyon. Bénéficiant d'un écosystème local dynamique et puissant, d'une concentration importante de laboratoires de renommée internationale et de grands équipements scientifiques, ils possèdent un solide potentiel pour développer des programmes de recherche ambitieux. L'UCBL porte le projet de Hub Santé soutenu par le programme SHAPEMed, lauréat ExcellencES, qui rassemble acteurs publics et privés autour de programmes ambitieux et développe des approches « santé unique ». Le projet **ABILITY s'inscrit dans cette dynamique et vise à amplifier l'effet de levier de ces projets structurants.**



Un consortium acteur d'un écosystème puissant. Les membres du consortium tissent des liens solides et durables avec leurs partenaires socioéconomiques. L'UCBL se positionne dans le top 100 des universités les plus innovantes au monde, 1ère université française co-déposante de brevets avec des entreprises (2021) et dans le top 5 national en chiffre d'affaires FTLV (21,8 M€ en 2021). L'UCBL contribuait en 2019 à hauteur de 2,1 Md€ de valeur ajoutée brute (33% directement lié à ses activités de formation, recherche et valorisation) et de 19 300 emplois en région Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA). L'ENSL, 5ème établissement français au classement QS World University Rankings est également très impliquée dans son écosystème industriel (Axel'One, Axelera, IFP...). CPE qui compte dans son histoire trois prix Nobel est issue d'une histoire industrielle liée au territoire lyonnais et forme des créateurs d'entreprises mondialement implantées. L'ULL fait partie des grandes universités de SHS reconnue pour le dynamisme et l'articulation de sa politique de formation et de recherche avec les entreprises de son territoire. Elle compte près de 135 programmes de formation continue dont sont issus 10 300 étudiants en formation continue et 2 950 en apprentissage depuis 2017. La formation continue et les retombées de taxe d'apprentissage ont généré plus de 32,5 M€ de recettes depuis 2017.

Un consortium pluridisciplinaire à Lyon



3 125 enseignants-chercheurs – 1 363 chercheurs - 170 laboratoires
106 509 étudiants - 7 898 personnels administratifs et techniques

Des soutiens au projet ABILITY



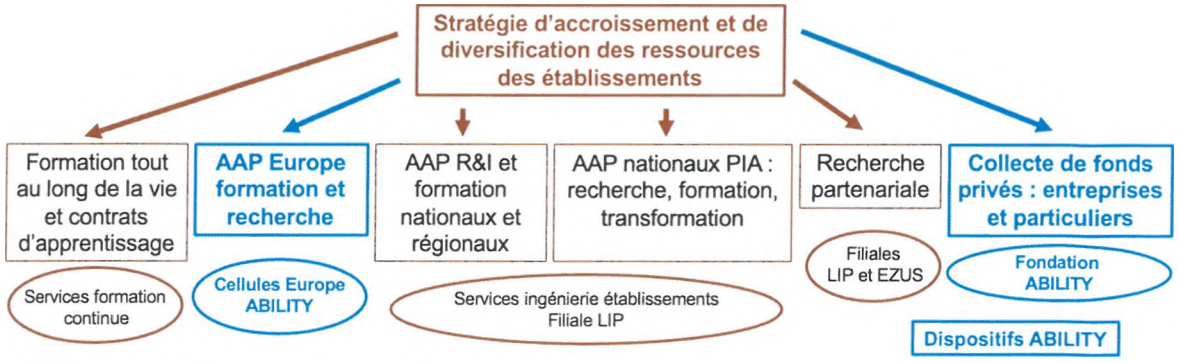
ABILITY dans le cadre d'une nouvelle université pluridisciplinaire intensive de recherche à Lyon. ABILITY s'inscrit dans une transformation institutionnelle plus large et simultanée. L'UCBL, l'ULL et CPE s'engagent à créer au 1er janvier 2024 un établissement public expérimental (EPE). Cette nouvelle université pluridisciplinaire à forte intensité de recherche capitalisera sur les forces et complémentarités des trois institutions, sur le partenariat unique entre l'UCBL et les HCL, et sur les liens forts avec les ONR et les autres partenaires ESR lyonnais. Cet EPE couvrira tous les grands domaines scientifiques et représentera le plus grand établissement pluridisciplinaire de la région AuRA. Des instituts thématiques permettront de tirer pleinement parti de ce rapprochement en favorisant les programmes de recherche pluridisciplinaires, translationnels et à fort impact sociétal.

1.1.2 ABILITY, vecteur d'accélération de la stratégie des établissements

Une capacité démontrée de diversification des ressources. Avec le projet ABILITY, l'UCBL propose un consortium pour intensifier les dispositifs déjà mis en œuvre au sein des établissements et mise sur la complémentarité et les synergies des acteurs du consortium pour capter de nouvelles ressources. Ce projet s'inscrit dans un contexte où ces établissements ont déjà mis en œuvre des dispositifs performants d'accroissement de ressources propres pour réduire la dépendance aux financements de l'État. Cette politique volontariste résulte de plusieurs contraintes qui les mobilisent : un ratio subvention pour charges de service public par nombre d'étudiants très faible comparé aux moyennes des établissements ayant le même périmètre et le même positionnement, ainsi qu'un sous-encadrement chronique en personnels et enseignants-chercheurs (EC). Ces établissements se sont progressivement structurés pour professionnaliser les dispositifs de collecte

de ressources, avec la création de services FTLV et d'ingénierie de projets, et pour l'UCBL, de deux filiales : EZUS, pour la gestion des contrats de recherche avec les partenaires industriels et de Lyon Ingénierie Projets (LIP) pour l'ingénierie des AAP. L'évolution des ressources propres des établissements du consortium ABILITY démontre leur **dynamisme en matière de diversification de ressources**, qui constitue le fondement du projet ABILITY.

Les objectifs du projet ABILITY. En réponse à l'AAP ASDESR, le projet ABILITY porte spécifiquement sur le développement de ressources en lien avec **les programmes européens de financement de la recherche et de la formation**, ainsi que sur la création d'une fondation pour une meilleure **structuration des dispositifs de collecte de fonds privés** auprès d'entreprises et de particuliers. Ces deux secteurs sont représentatifs et prioritaires des missions et de la stratégie des établissements sur lesquels le consortium possède de véritables atouts.



Ce choix résulte en effet de la marge de **progression importante du consortium**, au regard du benchmark national et européen sur les AAP des programmes de financements européens, ainsi que du **potentiel du consortium, de son excellence académique et des synergies possibles** pour l'organisation de ces activités au sein des établissements. Avec ABILITY, l'objectif est d'entrer dans une nouvelle phase d'accroissement des ressources propres à travers une structuration cohérente et pérenne et une alliance stratégique inter-établissements. Cette stratégie est soutenue par une politique RH ambitieuse, avec la définition de profils de poste de haut niveau et la constitution de deux équipes projet articulées aux équipes existantes : l'une spécialisée sur les programmes de financement européens en recherche et formation, l'autre sur la collecte de fonds auprès d'acteurs privés.

Le projet ABILITY propose des dispositifs organisés en deux Work Packages (WP) :

- Mobiliser des **fonds européens pour intensifier les activités de recherche et de formation (WP1)** à travers la création d'une Cellule Europe inter-établissements et la synergie avec les structures homologues du site Lyon-Saint-Étienne ;
- Mobiliser des **fonds privés pour des programmes de recherche à fort impact sociétal et des filières de formation plus inclusives (WP2)** via la création d'une fondation :

ABILITY : stratégie d'accroissement et de diversification des ressources sur fonds européens et privés pour l'ESR lyonnais	
WP 1 : Mobiliser des fonds européens pour intensifier les activités de recherche et de formation **UCBL / ENS / ULL / UJML / HCL / CPE** **CNRS / Inserm / Inria / INRAE**	**WP 2 : Mobiliser des fonds privés pour des programmes de recherche à fort impact sociétal et des filières de formation plus inclusives** **UCBL / ULL / CPE**

Avec le WP1, ABILITY vise à accroître l'activité R&I en établissant un meilleur alignement avec la stratégie R&I de la Commission européenne, ainsi que le nombre de dépôt et les taux de succès de

projets recherche et formation financés par des programmes européens, tels qu'Horizon Europe (HE), LIFE, EU4Health, Erasmus+. Le WP2 structure des dispositifs de collecte de fonds privés en facilitant des relations nouvelles et innovantes avec la société civile et en favorisant l'ancrage territorial et le rayonnement des établissements. Au regard du potentiel important du consortium en matière de FTLV, de l'expertise dont disposent déjà ses membres et des très bons chiffres d'affaires obtenus sur ce segment, le développement de ce secteur d'activité n'est pas proposé dans ABILITY. Des répercussions indirectes et ultérieures sont attendues sur les prestations de formation continue, FTLV, certification et formation à la carte, formation professionnelle, même si ces ressources ne sont pas directement visées par le projet ABILITY.

1.2. ÉTAT DES LIEUX SUR LA MOBILISATION DE FONDS EUROPEENS

Une augmentation significative des fonds européens au cours de la dernière programmation. Le consortium ABILITY constitue un acteur majeur en France en matière de collecte de fonds européens. Sur le programme **H2020**, l'**UCBL** se positionne à la **7ème place des universités françaises**, avec un financement total de **27,6 M€** pour 85 projets. Les établissements du consortium ABILITY totalisent **42,1 M€** (ENSL 8,3 M€, HCL 3,8 M€, ULL 1,3 M€, UJML 0,9 M€), pour 130 projets financés. Le taux de réussite moyen pour les projets déposés est de 13% sur les trois piliers H2020 (12% ERC, 10% MSCA, 13% pilier II, 14% pilier III). L'UCBL est 212ème université européenne en montant total obtenu sur le programme H2020. Elle se compare à l'université de St Andrews, l'université de Valencia ou de Durham en nombre de projets financés. Elle reste cependant bien en dessous d'universités renommées sur le même périmètre thématique, comme par exemple TU Darmstadt, avec près de 66 M€ pour 108 projets H2020, ou TU Dresden avec 116 M€ pour 214 projets. Le caractère d'hébergeur de l'ENSL, avec les trois quarts de son personnel recherche membres d'un ONR ou d'une université, fait que les montants directement gérés par l'école sont négligeables par rapport aux montants investis dans les laboratoires par les ERC de ses personnels hébergés. L'ENSL a ainsi hébergé quatre fois plus d'ERC sur H2020 (22 ERC en tout) que celles portées par son personnel propre.

À la suite d'efforts de professionnalisation de l'accompagnement au montage de projets européens, nous avons observé une **augmentation significative de l'activité sur les AAP entre les programmes FP7 et H2020** au sein du consortium ABILITY. L'UCBL a ainsi déposé 637 projets sous H2020 contre 395 sous FP7, et l'ULL a doublé son enveloppe passant de 872 k€ pour le FP7 à 1,62M€ pour H2020. Ces résultats démontrent une capacité certaine des établissements à candidater aux AAP à travers des projets solides et cohérents et sont la conséquence d'une politique de professionnalisation de la collecte de fonds sur les programmes de l'UE, avec la création de services d'ingénierie projets internalisés et d'une filiale dédiée à l'ingénierie de projet pour l'UCBL et les HCL. Ils marquent cependant les **limites des établissements du consortium dans le passage à une structuration plus transversale** des activités d'accompagnement au montage de projets.

Des marges de progression clairement identifiées. Le consortium ABILITY se situe en dessous de la moyenne du top 10 des établissements d'ESR français en volume de financements obtenus sur le programme H2020 qui s'établit à 43,4 M€. Au regard des forces scientifiques du consortium, nous constatons donc un certain retard par rapport aux établissements plus performants en France. Ce décalage s'explique notamment par :

- **Un décrochage sur le pilier I constaté sur H2020, en particulier sur les ERC**, avec 10 ERC portées par l'UCBL et l'ENSL et 7 ERC en tant que partenaires. L'UCBL, l'ENSL et les HCL restent ainsi en deçà de leurs capacités pour les ERC. De plus, l'ULL et l'UJML n'enregistrent aucun ERC

en raison d'un nombre trop limité de dépôts. À cela s'ajoutent les 22 ERC portées par les ONR, car l'UCBL et l'ENSL hébergent de nombreux personnels des ONR. On constate également que toutes ces ERC, sauf une, correspondent à des thématiques de science exacte. Ce déséquilibre interroge et un des objectifs d'ABILITY sera d'augmenter le nombre de dépôts et de succès d'ERC en SHS. Notons toutefois que les établissements du consortium se sont déjà fédérés dans une structure régionale COOP-AuRA-SHS, qui inclut déjà tous les établissements du consortium et soutient des actions communes visant à déposer des projets SHS à l'ERC. Cette année et pour la première fois, trois candidats hébergés à l'ENSL en SHS sont convoqués à l'oral de l'ERC.

- Une **forte concentration thématique**, avec une prédominance nette des projets en santé/biologie d'une part, et ingénierie et procédés d'autre part. Si ces résultats reflètent les forces du site sur ses thématiques principales, le potentiel du consortium sur d'autres domaines reste sous-exploité. Face à la montée des enjeux et financements européens en matière de santé, depuis 2019, les HCL ont renforcé leur présence au guichet européen de financement en matière de recherche clinique, ainsi que leur soutien à l'innovation dans les parcours de soins. On constate une augmentation constante du nombre de projets déposés, et particulièrement du nombre de projets en coordination. Toutefois, avec 3,8 M€ collectés sur H2020 les résultats ne sont pas à la hauteur de la taille du deuxième CHU de France et du dynamisme de la stratégie de site en santé. On constate également une sur-souscription aux AAP du pilier I de H2020 aux dépens du pilier II notamment, pour lequel le consortium se situe dans la moyenne du top 10 des établissements d'ESR français avec seulement 4 M€. Le pilier III avec 10,3 M€ ne représente qu'environ le tiers des financements reçus pour le pilier I, même si le consortium se situe sur ce pilier au-dessus de la moyenne du TOP 10 des établissements d'ESR à 6 M€. Les piliers II et III reposant sur des partenariats publics/privés, finançant de la recherche appliquée à plus haut TRL et plus proche du marché, représentent donc une marge de progression à saisir pour le consortium.
- Une **dynamique de financements européens à développer également au niveau de la formation.** En matière de formation, les projets d'université européenne et de labellisation « ingénieur européen » sont des opportunités que le consortium ABILITY souhaite saisir pour développer les réponses aux AAP européens dans le domaine de la formation. L'objectif est de s'appuyer sur les partenariats existants fiables dans la durée pour rechercher conjointement de nouveaux financements. Au sein du consortium, les processus de réponses aux AAP européens en formation sont moins bien maîtrisés que pour la recherche : les équipes d'ingénierie projet sont trop réduites et l'hétérogénéité des compétences linguistiques des personnels est souvent un frein aux collaborations internationales. Sur la période 2019-2021, 44 projets Erasmus+ ont été déposés par l'ULL et l'UCBL (avec un taux de réussite moyen de 70%) et 30 projets Erasmus+ sont en cours. Le total des ressources collectées sur le périmètre du consortium est d'environ 3 M€ sur la période 2019-2021. Un travail conséquent sera nécessaire pour identifier les AAP spécifiques en formation et exploiter le potentiel relation des établissements en matière de relations internationales.

BENCHMARK - NOMBRE DE PROJETS OBTENUS SUR H2020 (coordinateur/partenaire)

	UCBL		ENSL		HCL		ULL		UJML		CNRS		ABILITY		Moy. TOP 5		Moy. TOP 10		Moy. TOP 30	
Pilier I	31	25	6	7	-	1	1	-	2	-	57	-	137	33	40	53	29	39	15	25
dont ERC	7	3	3	4	-	1	-	-	-	-	21	-	31	8	13	8	9	7	5	4
dont MSCA	22	11	3	1	-	-	1	-	2	-	16	-	44	12	24	21	18	17	10	11
Pilier II	1	7	-	5	-	-	-	2	-	-	11	-	12	14	2	15	1	14	1	10
Pilier III	3	12	1	2	-	13	-	4	1	-	8	-	13	31	2	24	2	17	1	13
Autres	-	6	-	-	1	- 1	-	-	-	-	-	-	1	5	1	5	-	4	-	3
TOTAL	**35**	**50**	**7**	**14**	**1**	**13**	**1**	**6**	**3**	**-**	**76**	**-**	**123**	**83**	**44**	**98**	**32**	**75**	**17**	**50**

BENCHMARK - MONTANT DES FINANCEMENTS OBTENUS H2020

En K€	UCBL	ENSL	HCL	ULL	UJML	CNRS	ABILITY	Moy. TOP 5	Moy. TOP 10	Moy. TOP 30
Pilier I	19 719	6 499	540	197	454	42 544	69 953	40 376	32 012	17 154
dont ERC	9 542	5 397	540	-	-	33 225	48 704	24 022	17 459	9 010
dont MSCA	7 192	841	-	197	454	3 027	11 712	13 112	9 465	5 602
Pilier II	1 730	1 580	-	715	-	4 551	8 576	4 142	4 267	2 408
Pilier III	5 789	296	3 354	441	485	3 801	14 167	8 666	6 081	3 941
Autres	383	-	-	-	-		383	1 731	1 064	665
TOTAL	27 622	8 376	3 893	1 353	939	50 896	93 079	54 915	43 424	24 168

Une dynamique de structuration de l'ingénierie de projets européens, mais une stratégie conjointe qui reste à construire sur le site lyonnais. L'UCBL et les HCL disposent d'un dispositif performant de soutien à l'ingénierie de projets de recherche avec la filiale **Lyon Ingénierie Projets (LIP)** créée en 2006 par l'UCBL et conjointe UCBL-HCL depuis 2019. Cette organisation originale en France montre son efficacité avec le nombre de contrats obtenus. LIP a la charge de l'ingénierie et du suivi de projets de recherche nationaux, européens et internationaux et de contrats de recherche partenariaux. En parallèle, la **Cellule recherche Europe** créée par l'**UCBL** en 2019 et rattachée à la Direction de la Recherche a pour mission d'identifier, sensibiliser, et encourager les chercheurs à saisir les opportunités de financements européens. Les **HCL** ont créé un **pôle « appels à projets et développement international »** au sein de leur Direction de Recherche en Santé, incluant un pôle spécifique « Europe ». L'**ENSL**, l'**ULL** et l'**UJML** sont également dotés de **services d'ingénierie de projets** qui accompagnent les EC dans la construction et la soumission de projets de recherche. Le service d'ingénierie projets de l'ENSL, rattaché à la Vice-Présidence Recherche, est ouvert aux personnels hébergés. Le CNRS et l'Inserm accompagneront les équipes des laboratoires pour la détection des projets pouvant faire l'objet d'un financement européen et assureront la gestion des contrats qui leurs sont confiés, à travers l'action de la délégation Rhône Auvergne (Service Partenariat et Valorisation, Ingénieurs Projets Européens) et l'appui des Directions Centrales. Dans le domaine de la formation, l'ULL et l'UCBL ont constitué des équipes dédiées au montage et à la gestion de projets européens de formation.

Malgré la dynamique de professionnalisation de nos capacités de soutien aux projets européens menée ces dernières années, nos établissements souffrent d'actions encore trop isolées. LIP a permis d'initier cette mise en cohérence dans le domaine de la santé en devenant filiale des HCL. L'ENSL et l'UCBL ont également collaboré sur le montage de projets de sciences exactes (relectures, oraux blancs). Avec l'ULL, l'UJML et le CNRS, ils sont actifs dans le cadre de COOP-AuRA-SHS. L'objectif d'ABILITY est de « passer à l'échelle » et d'**amplifier ces synergies entre nos différentes cellules de montage de projets**. Dans ce contexte, le projet ABILITY s'appuie sur les capacités existantes, en proposant une stratégie commune qui permet de développer des synergies fortes au niveau du consortium à travers la **Cellule Europe ABILITY** inter-établissements et de mener conjointement des **actions ciblées sur les marges de progressions identifiées, notamment sur les ERC et la diversification thématique**.

Objectifs visés. La marge de progression des membres du consortium est ainsi importante sur les AAP européens au regard de leur potentiel. Les objectifs visés par le projet, projetés sur la programmation Horizon Europe, se déclinent à l'échelle du consortium selon les deux phases : **phase 1 (+28% Pilier I, +15% Pilier II, +15% Pilier III)** et **phase 2 (+63% Pilier I, +100% Pilier II, +100% Pilier III)**. Sur les appels formation l'objectif est une progression de +49% en phase 1 et +97% en phase 2, cf. section 2.2.2 pour le détail des objectifs. Il s'agit en particulier de consolider la place du consortium ABILITY dans le palmarès national des bénéficiaires du programme Horizon Europe en le positionnant dans le **TOP 5 national** des établissements d'ESR.

1.3. ACTIVITES DE MECENAT ET LEVEES DE FONDS (UCBL, ULL, CPE)

Un marché et un environnement favorable. Selon les dernières études sur le mécénat, le marché de la générosité en France est stable depuis quelques années voire en croissance. En 2019, il représentait 8,5 milliards, soit 12.5% de plus que lors de la précédente étude basée sur des chiffres de 2015. Le poids économique est un autre marqueur de la montée en puissance des financements privés : les actifs et dépenses des fondations **ont été multipliés par 4 en 20 ans**, s'élevant à 32 Md€ d'actifs et 12 Md€ de dépenses en 2020. Par ailleurs, le mécénat entreprise est une pratique en augmentation. En effet, 10% des mécènes entreprises pensent augmenter leur budget sur les prochaines années et 72% vont stabiliser ou augmenter leur budget sur les deux ans à venir. Concernant la répartition des dons sur le territoire et les causes financées, **l'éducation et la recherche est la 3ème cause soutenue** et la région **AuRA occupe le 2ème rang en densité de donateurs** et le 3ème en niveau de dons. Cette « *Philanthropie à la Lyonnaise* » est le résultat d'un tissu industriel historique et d'une culture philanthropique et solidaire. Le diagnostic réalisé à l'échelle du consortium met en évidence un niveau de montants collectés avec **une large marge de progression** au regard du potentiel académique des acteurs du consortium et du dynamisme de l'écosystème lyonnais. Selon le benchmark réalisé, sur un périmètre presque équivalent, la moyenne de collecte annuelle en mécénat s'établit entre 2 et 4 M€ pour les universités les plus performantes.

Des dispositifs de collecte existants, mais peu structurés et éparpillés. Grâce à un réseau partenarial dense, l'UCBL collecte en moyenne 0,8 M€ par an en provenance d'entreprises. Cependant, la stratégie mise en place par l'UCBL en matière de collecte de fonds privés est une stratégie d'opportunités et non une stratégie de collecte organisée (ciblage, prospection, fidélisation). La contribution financière des entreprises est multiforme (formations, taxe d'apprentissage, recherche partenariale…) et peu de mécénat à proprement parler est collecté. Les équipes responsables de ces différentes sources de levée de fonds sont dispersées et mettent en place des logiques propres à leurs structures. **Peu de concertation et de dispositifs transversaux** sont implémentés et les offres proposées aux entreprises sont peu structurées et ne s'inscrivent pas dans la durée. Des dons et legs de particuliers viennent compléter la levée de fonds privés. CPE a mis en place **un fonds de dotation** et collecte auprès des diplômés de l'école, des parents d'élèves et des entreprises. Six programmes en faveur de l'excellence de l'enseignement et de la diversité des élèves sont proposés. La collecte annuelle est d'environ 150k€. Ce fonds participe également au rayonnement de la formation d'ingénieur CPE. L'ULL ne dispose pas actuellement d'instrument de collecte de fonds privés. Son CA a voté dès janvier 2022 la création d'une fondation pour sa feuille de route Sciences et société dans laquelle s'inscrit parfaitement l'appel à projets ASDESR. Toutefois, l'ULL a renforcé la lisibilité de ses expertises en recherche et formation, et construit des réponses aux grands enjeux de société auprès des acteurs socio-économiques, par la formalisation en 2019 de huit pôles de spécialité. De même, l'ULL porte **deux chaires partenariales** et s'est également dotée d'un **Cercle de partenaires économiques** en 2020 qui accompagne la préfiguration de la fondation à titre consultatif et est composé de 11 membres.

Une fondation comme levier de l'EPE. Pour soutenir le déploiement de l'EPE, ses moyens, sa visibilité et son rayonnement, il apparaît indispensable d'intensifier et de diversifier la levée de fonds en développant de nouveaux dispositifs. Le **périmètre élargi et inédit de l'EPE**, sa capacité de recherche et d'innovation à fort impact sociétal et les **liens solides existant avec son tissu socio-économique** feront de la fondation un acteur incontournable. Afin d'exploiter pleinement ce potentiel, la création d'un outil commun permettant une mutualisation et une structuration des

initiatives existantes est indispensable. Cet **alignement contribuera à une stratégie lisible et ciblée** en phase avec les objectifs stratégiques de notre territoire.

2. DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

Le projet ABILITY est structuré en deux WP qui visent un objectif commun de diversification des ressources des établissements.

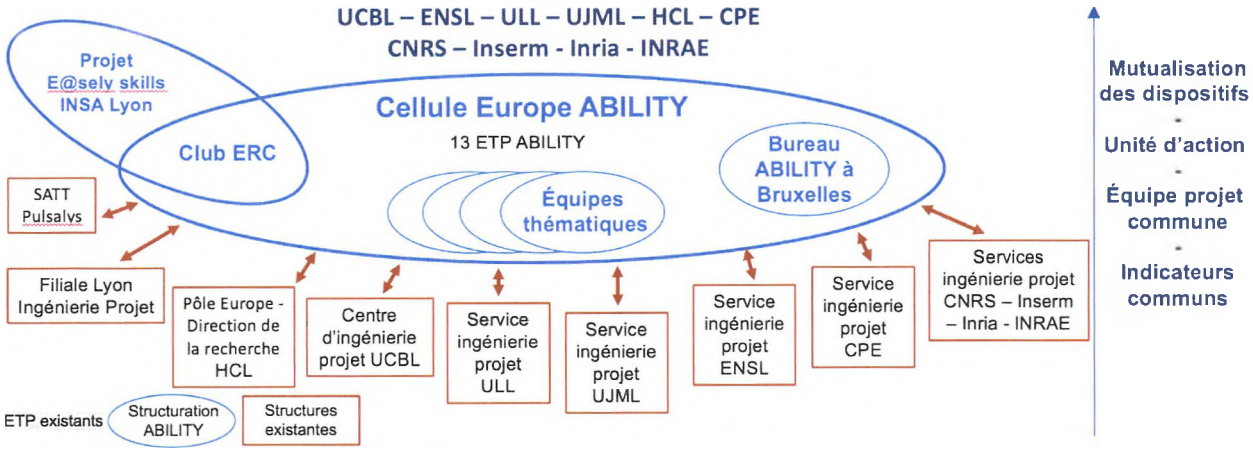
WP 1 : Mobiliser des fonds européens pour intensifier les activités de recherche et de formation UCBL / ENS / ULL / UJML / HCL / CPE CNRS / Inserm / Inria / INRAE	WP 2 : Mobiliser des fonds privés pour des programmes de recherche à fort impact sociétal et des filières de formation plus inclusives UCBL / ULL / CPE
• WP 1.1 : Inciter d'avantage au dépôt de projets européens • WP 1.2 : Intensifier et structurer l'appui au montage de projets • WP 1.3 : Influencer la programmation européenne	• WP 2.1 : Mobiliser les entreprises pour amorcer des programmes de recherche avec et pour la société • WP 2.2 : Contribuer aux formations inclusives et à l'égalité des chances • WP 2.3 : Contribuer à la diffusion des savoirs et du patrimoine scientifique

Le **WP1 implique l'UCBL, l'ENSL, l'ULL, l'UJML, les HCL, CPE** et les ONR (**CNRS, Inserm, Inria, INRAE**) et le **WP2 concerne le périmètre du futur EPE (UCBL, ULL, CPE)**. Les plans d'action de chaque WP seront mis en œuvre par deux équipes projet, cf. section 2.3. Des indicateurs permettront de mesurer le déploiement et l'impact des dispositifs en termes d'accroissement de ressources et d'évaluer la pertinence des dispositifs et la performance des équipes projet mobilisées.

2.1. DESCRIPTION DU PROJET

2.1.1 WP1 : Mobiliser des fonds européens pour l'intensification des activités de recherche et de formation (ensemble du consortium)

Avec le projet ABILITY, nous construisons une **stratégie intégrée** de soutien aux dépôts de projets européens, qui marque **une nouvelle étape pour le site lyonnais**. Cet engagement est partagé par les établissements ESR, les organismes de recherche (CNRS, Inserm, Inria, INRAE) et la SATT Pulsalys. Un alignement stratégique est également déjà à l'œuvre avec le projet ASDESR **E@sely skills** d'ingénierie porté par l'INSA Lyon, cf. encadré. La **Cellule Europe ABILITY** sera au cœur de la stratégie européenne du site. Elle assurera une unité d'action inter-établissements et permettra une mutualisation des dispositifs par une équipe projet commune et des indicateurs partagés.



Objectifs de la Cellule Europe ABILITY. Mis en œuvre par une même équipe projet au sein de la Cellule Europe ABILITY, le **WP 1** se décline en trois axes : **inciter, intensifier et influencer :**

WP 1.1 : Inciter d'avantage au dépôt de projets européens	WP 1.2 : Intensifier et structurer l'appui au montage de projets	WP 1.3 : Création du bureau de représentation ABILITY à Bruxelles
• Stratégie de communication et d'acculturation aux programmations européennes • Veille sur la programmation européenne et prospective thématique sur mesure et ciblée • Identification des enseignants-chercheurs à fort potentiel • Cycle de formation aux programmes européens	• Stratégie d'accompagnement aux porteurs ciblés à travers un parcours complet • Appui au montage de projet et à la construction de consortiums • Professionnalisation et renforcement des équipes supports	• Influencer la programmation européenne • Visibilité et promotion du consortium au niveau européen • Accompagner les projets du consortium

L'équipe projet sera chargée de déployer ces axes et leurs dispositifs sous la supervision du **Comité de pilotage fonds européens** responsable de notre stratégie Europe conjointe.

WP 1.1 : Inciter davantage au dépôt de projets européens

Le WP 1.1 vise à favoriser la participation aux AAP en tant que porteur, partenaire ou évaluateur. À travers des dispositifs phares, il s'agit de mettre en place un cercle vertueux : rendre les établissements plus proactifs et leur permettre d'afficher une stratégie claire qui incite à émarger aux subventions européennes ; augmenter le nombre de dépôts en accompagnant et valorisant cette activité ; permettre aux équipes de gagner en visibilité à l'Europe ; et ainsi attirer davantage de demandes de partenariats. Quatre dispositifs ABILITY sont ainsi développés, avec des actions complémentaires des établissements, pour stimuler le dépôt de projets en recherche et formation.

Stratégie de communication et d'acculturation aux programmations européennes. Il s'agit de sensibiliser les équipes, les laboratoires et les gouvernances à la stratégie R&I et formation de l'UE. Une présentation de la programmation européenne permettra d'exposer les enjeux des AAP. L'équipe d'animation élaborera des synthèses sur des AAP majeurs dans les axes prioritaires des établissements en ciblant des AAP stratégiques et structurants (COFUND, EIT, infrastructures européennes), avec l'octroi de moyens dédiés pour le montage. Il s'agit également de sensibiliser les personnels supports aux enjeux des programmes européens et ainsi acculturer aux programmations de l'UE à l'échelle des établissements.

Veille sur la programmation européenne et prospective thématique sur mesure et ciblée. La Cellule Europe assurera un travail de veille et de prospection permanent sur des thématiques identifiées comme stratégiques pour le consortium. Elle mettra en place des programmes de formation aux outils européens dédiés pour inciter au dépôt de projets sur ces thématiques en lien avec les grands programmes scientifiques du site. Ce dispositif mobilisera les établissements pour définir des plans stratégiques en lien avec la programmation européenne.

Identification des chercheurs et EC à fort potentiel. L'objectif est de détecter les potentialités parmi les chercheurs et les EC et de mettre en place des dispositifs d'accompagnement spécifiques pour le montage de réponses à des AAP adaptés et la participation à des consortiums. Du temps projet dédié sera consacré dans l'identification des AAP appropriés, l'élaboration et la rédaction du projet, ainsi que la construction de consortium. Une attention particulière sera portée à l'identification de chercheurs à haut potentiel en SHS. Sur le périmètre santé, les membres du consortium souhaitent encourager des PU-PH et chercheurs « leaders d'opinions ».

Cycle de formation aux programmes européens. Ce dispositif consiste à mettre en place trois modules de formation sur les programmes européens en R&I à destination des chercheurs, personnels et gouvernance : **Module 1 :** Initiation : panorama des financements européens de la R&I. **Module 2 :** Appropriation : les projets européens de R&I. 1/ Quel instrument de financement choisir, pour quel projet ? **Module 3 :** Immersion : déposer et participer à un projet européen.

Dispositifs complémentaires soutenus par les établissements. En complément des dispositifs ABILITY, les établissements et les ONR amplifieront leur politique de soutien aux AAP. Il s'agit de favoriser l'engagement de nos équipes de recherche à l'aide de dispositifs incitatifs : **libérer du temps pour les EC porteurs de projets** avec l'octroi de décharges d'enseignement (eg. 128 h par an pour les porteurs de projets de recherche) et de décharges de temps cliniques pour les PU-PH ; **mettre en place une politique de primes aux porteurs de projets** ; poursuivre et amplifier les **AAP internes pour amorçage de projet** et montage de consortium, prise en charge des frais de brevets et publications pour les travaux réalisés sur financement européen (eg. *AAP Étoile* de l'UCBL de 1 M€ en 2022) ; **prendre en compte l'activité européenne dans les recrutements et la promotion** des carrières et de renforcer la politique d'attractivité des établissements pour attirer les porteurs ERC potentiels (pack accueil, postes, primes, politique salariale...) ; identifier un correspondant Europe au sein de chaque unité de recherche, et de composantes pour les AAP formation, afin de garantir la meilleure dissémination et articulation des dispositifs du WP1.

WP 1.2 : Intensifier et structurer l'appui au montage de projets

Stratégie d'accompagnement aux porteurs ciblés à travers un parcours complet. Ce dispositif facilitera le montage de projets à travers un parcours structuré complet : projet scientifique, identification de l'AAP, rédaction et élaboration du projet, dépôt et soutenance orale du projet et accompagnement dans le suivi du projet lauréat. Des ateliers pratiques spécialisés permettront aux équipes d'acquérir les compétences à chaque étape du parcours : ERC de l'écriture à l'oral, élaborer un dossier MSCA, préparer un projet en coordination, règles de gestion financière, experts évaluateur, thématiques scientifiques des piliers II & III HE. Des moyens seront également alloués aux porteurs pour la construction et la rédaction scientifique des propositions, avec des profils de chargés de mission PhD au plus près des disciplines. Des moyens spécifiques seront alloués sur la thématique santé et sciences de la vie, sur laquelle UCBL, CNRS, Inserm et HCL opéreront conjointement les actions et ENSL, ULL, UJML, CNRS mutualiseront leurs efforts sur le volet SHS.

Appui au montage de projet et à la construction de consortiums. En lien avec le WP 1.3, il s'agit de constituer des réseaux d'acteurs européens pour faciliter l'initiative de projets collaboratifs et l'intégration des équipes dans des projets en cours de montage. La Cellule Europe mettra en place des outils de benchmarking et d'organisation de missions de prospection pour élargir les opportunités de partenariats scientifiques. Elle soutiendra la structuration de l'activité de prospection dans les services supports des établissements (participation pérenne à des réseaux d'acteurs institués au niveau européen, participation aux réunions d'information du type « Infoday »...). Pour cela, l'Université européenne ARQUS coordonnée par l'UCBL sera un véritable atout.

Professionnalisation et renforcement des équipes supports. Il s'agit de renforcer à l'échelle du consortium ABILITY les ressources des services support déjà en place au sein des établissements, afin de consolider et structurer l'offre de service pour l'accompagnement des projets en montage. Des dispositifs de relecture de projets qualifiée avec des relecteurs scientifiques et académiques seront mis en place, ainsi qu'un accompagnement sur les aspects juridique, financier, éthique et sur les plans de gestion des données. Des chargés de projets permettront de renforcer de façon

substantielle une offre de services mutualisée au sein de la Cellule Europe ABILITY. Concernant les projets de SHS, il apparaît que les gestionnaires des laboratoires de SHS, trop peu nombreux au regard de ces unités, ont une faible habitude de gestion de programmes et gèrent souvent des montants bien plus faibles que les laboratoires de sciences exactes. Une aide au montage de projets, à la gestion et au reporting des financements devra être apportée à ces laboratoires. Une **équipe Formation Europe inter-établissements** sera créée au sein de la Cellule Europe ABILITY. Cette équipe dédiée aux projets de formation assurera l'animation, le montage de projets et leur suivi. Enfin, dans l'objectif de détecter et accompagner l'émergence de projets en amont, ABILITY renforcera les synergies avec les SATT et les acteurs locaux : pôles de compétitivité, industriels, plateformes d'innovation...

Actions communes E@sely skills-ABILITY : sensibilisation aux programmes européens R&I et « Club Europe ». Dans le cas où les projets **E@sely skills**, portés par INSA Lyon, et ABILITY, porté par l'UCBL, seraient tous les deux retenus par le jury ASDESR, les deux consortiums s'organiseront pour une uniformité d'action sur le site Lyon - Saint-Étienne, aux côtés et avec l'appui de la délégation régionale AuRA du CNRS. Les deux consortiums et le CNRS prévoient d'ores et déjà de mener ensemble deux actions communes aux deux projets : **1/ La sensibilisation, l'information et la formation des EC et des chercheurs sur les programmes de financement européens** pour la recherche et l'innovation, via la production de supports d'information, d'actions de sensibilisation spécifiques (webinaires thématiques, workshops...) et d'un module de formation commun de sensibilisation et information aux programmes européens à destination de ce public ; **2/ La création et l'animation d'un « Club ERC »**, regroupant des experts ayant une bonne connaissance et expérience du programme de bourses européennes ERC, des lauréats ERC et des futurs candidats. Ce club est destiné à informer et aider celles et ceux qui souhaitent candidater aux bourses ERC, encourager et accompagner ceux qui s'interrogent encore et stimuler de nouvelles candidatures. Ces actions seront menées de façon collégiale, en concertation avec les acteurs des deux consortiums et le CNRS. Les projets E@sely skills et ABILITY ainsi que le **CNRS délégation Rhône-Auvergne** prévoient de consacrer chacun 0.5 ETP sur toute la durée du projet pour contribuer au programme de sensibilisation et de formation, ainsi qu'à l'animation du Club ERC ce qui représentera au total 1,5 ETP consacré à ces deux actions.

WP 1.3 : Influencer la programmation européenne.

La Cellule Europe ABILITY accompagnera la mise en œuvre d'une politique d'influence ambitieuse et une présence permanente à Bruxelles. La création du **bureau ABILITY de représentation permanente à Bruxelles**, au plus près des institutions européennes et des réseaux transnationaux, aura pour objectif de renforcer l'influence politique du consortium et rendre ses établissements plus visibles et plus influents au niveau européen. Le bureau identifiera des opportunités de financement en cohérence avec la stratégie recherche et formation du consortium. Il aura également pour objectif de disposer d'une information plus en amont pour mieux anticiper les appels, par une meilleure connaissance des mécanismes de la CE. Nos établissements bénéficieront ainsi d'un réel effet de levier avec la mise en place d'une politique d'influence interconnectée entre le site et le bureau bruxellois. Cette mission sera mise en œuvre à travers trois dispositifs.

Influencer la programmation européenne dans l'objectif d'identifier et faire remonter les besoins et axes stratégiques en amont des AAP et d'organiser la remontée d'idées, de commentaires sur les WP via une plateforme, ainsi que des groupes de travail thématiques au sein de la Cellule Europe ABILITY. Le bureau participera aux groupes de travail européens en lien avec la formation, comme

celui portant sur les diplômes conjoints. Il sera impliqué dans les grandes initiatives, plateformes et alliances européennes avec un impact substantiel attendu sur l'obtention et la participation à des projets de grande envergure. Le bureau devra, en lien étroit avec les acteurs de la Cellule Europe et les gouvernances des établissements, assurer une activité de veille et participer au déploiement d'une stratégie d'influence sur les programmes européens et les stratégies de financement. Le bureau ABILITY recherchera la meilleure synergie avec la stratégie d'influence des ONR (CNRS, Inserm, Inria, INRAE), du MESR et leurs bureaux de Bruxelles.

Visibilité et promotion du consortium. Le bureau aura pour mission de promouvoir le potentiel du consortium ABILITY dans des instances et réseaux européens et auprès d'acteurs stratégiques européens pour la programmation de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement, avec la participation aux réseaux locaux/régionaux/nationaux et aux événements publics pertinents (« infodays » de la CE...). Il assurera la liaison pour amorcer et entretenir des relations avec les différents acteurs afin de faire émerger des projets. Il s'agira de faciliter l'inclusion des EC dans des consortiums et promouvoir les projets du consortium. Le bureau apportera un conseil stratégique permettant d'identifier les initiatives pertinentes pour l'établissement. Il sera le lien direct avec les différents acteurs locaux et les EC de l'établissement et contribuera à faciliter leur intégration dans les instances et des réseaux thématiques, scientifiques et techniques.

Accompagner les projets du consortium. Le bureau facilitera les prises de contact auprès des institutions européennes et accompagnera les délégations de l'établissement se rendant à Bruxelles. Un poste sera dédié à l'interface avec les instances bruxelloises en lien avec la représentation permanente de la région AuRA, avec des déplacements fréquents pour une meilleure interaction avec les porteurs en local. Le bureau de représentation proposera une aide logistique à Bruxelles aux porteurs de projets et aux EC.

2.1.2 WP2 : Mobiliser des fonds privés pour des programmes de recherche à fort impact sociétal et des filières de formation plus inclusives (UCBL-ULL-CPE)

Une fondation au service du développement et du rayonnement du futur EPE. L'objectif de la Fondation ABILITY est de structurer la levée de fonds des membres du consortium afin d'être plus efficient dans l'approche des entreprises et des donateurs particuliers. Ancrée dans la stratégie de développement du consortium et portant une ambition forte, la Fondation ABILITY va mutualiser les forces des trois établissements. Cette alliance fait son originalité et s'appuie sur une complémentarité disciplinaire unique entre STS et SHS, un écosystème partenarial fort et partagé, la gestion des collections du patrimoine scientifique universitaire lyonnais. Cet outil tissera des liens privilégiés et personnalisés avec un consortium d'entreprises et sera à l'écoute de leurs problématiques et préoccupations de manière multisectorielle et holistique, permettant ainsi une plus grande adéquation avec les offres de mécénat qui seront proposées.

Un outil rapidement mis en place. Le statut juridique prévu est celui d'une fondation abritée par la Fondation Innovation et Transitions (UdL). En tant que fondation sous égide, la Fondation ABILITY pourra bénéficier du soutien politique de la Métropole de Lyon pour développer des activités dédiées à son périmètre et complémentaires à celles de la fondation abritante. La Fondation UdL lui apportera son expertise administrative et un cadre de gestion budgétaire. Parmi toutes les options instruites, ce choix de fondation abritée permet une réactivité et une mise en place rapide. La gouvernance politique envisagée pour la fondation, qui sera directement rattachée à la gouvernance de l'UCBL, de l'ULL et de CPE puis de l'EPE, permettra une articulation étroite entre les valeurs, projets et actions prioritaires de chaque établissement et les orientations du mandat de la fondation.

Une stratégie de mécénat progressive et individualisée. La stratégie de mécénat s'appuiera sur l'écosystème existant, des offres entreprises « d'engagement à 360° » et le marketing de recommandations par la création d'un **Cercle des Ambassadeurs**. Quatre cibles de donateurs seront identifiées et travaillées différemment : entreprises, philanthropes, Alumnis, grand public. Les premières cibles seront les entreprises, issues du vivier de partenaires des établissements et les philanthropes, issus des anciens étudiants et identifiés comme « à potentiel ». Une prospection en « one to one » privilégiera les rencontres et les offres sur-mesure. Il s'agira également d'agir par ciblage successif et en cercles concentriques. Les cibles Alumnis et grand public seront développées dans un deuxième temps une fois la Fondation implantée dans le paysage lyonnais. Il s'agira de travailler en « one to many » et de déployer des campagnes marketing ciblées de grande ampleur. Les dispositifs « d'engagement à 360° » permettront de mobiliser plus globalement et durablement les mécènes. Les entreprises contribuent non seulement via leur politique de RSE, mais également via la mobilisation de leurs salariés avec des dispositifs originaux : générosité embarquée, arrondis sur salaire… Le cercle d'Ambassadeurs constitue un appui précieux dans les phases de prospection et de fidélisation. Ces Ambassadeurs, personnalités influentes dans leur territoire, s'engageront au côté de la Fondation pour générer et développer de la visibilité et accompagner la collecte de fonds. Pour s'adresser plus largement à la diversité du tissu socioéconomique (TPE, PME, grands groupes), l'offre de mécénat comportera des paliers financiers, adaptés aux attentes des acteurs économiques. Une offre différente sera proposée aux grands donateurs. Les montants et contreparties proposés seront à affiner et un plan de reconnaissance à construire.

Un mandat en cohérence avec les besoins du consortium et la connaissance de notre territoire. Le mandat de la fondation ABILITY est structuré autour de trois thématiques de levées de fonds, pour lesquelles les acteurs économiques déclarent être concernés et souhaiter s'engager : innovation, démocratisation de l'éducation et inclusion et rayonnement territorial. Ces thématiques sont également pertinentes et porteuses auprès des donateurs particuliers. Aussi, les dispositifs proposés pour la levée de fonds par la Fondation seront articulés autour de ces trois piliers.

WP 2.1 : Mobiliser les entreprises pour amorcer des programmes de recherche avec et pour la société	WP 2.2 : Contribuer aux formations inclusives et à l'égalité des chances	WP 2.3 : Contribuer à la diffusion des savoirs et du patrimoine scientifique
• Cellule prospective • Amorçage de démonstrateurs et ABILITY Lab • Co-financement de chaires de recherche	• Accompagnement et programmes de bourses • Nouvelles formes de campus • Formations plus inclusives	• Restauration de collections • Co-construction d'événements • Développement de partenariats avec les musées et les collectivités

WP 2.1 : Mobiliser les entreprises pour amorcer des programmes de recherche avec et pour la société

Ce volet répond au défi de relier acteurs de la recherche et entreprises sur des enjeux communs transversaux et de faire éclore des projets à haut potentiel. Trois dispositifs seront déployés :

Cellule prospective. Il s'agit de mettre en place un groupe de travail regroupant des laboratoires et des entreprises. L'objectif est de mener conjointement une réflexion large et ouverte pour identifier les nouveaux territoires scientifiques et d'innovation.

Amorçage de démonstrateurs et ABILITY Lab. S'appuyant sur son modèle de « démonstrateur à la lyonnaise », ce dispositif accompagnera la maturation et la formulation de projets originaux qui nécessitent des fonds d'amorçage. ABILITY Lab permettra d'initier des projets démonstrateurs ainsi que des livinglab en lien avec des programmes interdisciplinaires adossés aux instituts thématiques

du futur EPE. Ces projets pourront à terme être développés hors de la fondation ABILITY, en tant que programme de recherche, ou en tant que startup.

Co-financement de chaires de recherche. Il s'agit de soutenir les actions des chaires existantes comme des nouvelles chaires qui seront créées dans le cadre de l'EPE, pour appuyer par exemple le travail des nouveaux instituts thématiques transdisciplinaires.

WP 2.2 : Contribuer aux formations inclusives et à l'égalité des chances

Ce volet concerne la solidarité et la démocratisation des formations du supérieur. Il propose des dispositifs contribuant à lever les freins à l'accès à l'ESR.

Accompagnement et programmes de bourses. Ce dispositif permettra de soutenir les talents de demain en finançant des bourses de mobilité internationale, des bourses au mérite et des initiatives étudiantes d'exception. Parrainage et mécénat de compétences autour de l'entrepreneuriat étudiant seront mis en place pour accompagner des entrepreneurs de demain.

Nouvelles formes de campus. De nouveaux formats de campus seront développés dans les territoires. Ces campus proposent une expérience d'apprentissage qualitative, immersive et enrichie pour les enseignants et les apprenants. Maillés sur le territoire, notamment en zones rurales, ces campus proposent des enseignements à distance combinés à l'accompagnement d'un campus (bibliothèque, services de santé, restauration, infrastructures sportives, espaces informels).

Formations plus inclusives. L'objectif est de favoriser le développement de formations plus inclusives et ainsi créer un environnement d'apprentissage plus accessible. Ces dispositifs s'appuieront sur les relations avec les acteurs de la filière EdTech, déjà établies dans le cadre du démonstrateur INCLUDE.

WP 2.3 : Contribuer à la diffusion des savoirs et du patrimoine scientifique

Ce volet vise à nouer des liens durables et forts entre les entreprises et le consortium, autour de projets à très haute valeur ajoutée symbolique répondant à l'enjeu démocratique de la vitalité des cultures et des savoirs, par leur préservation, leur transmission et la création nouvelle. La conservation et la médiation de collections phares doivent associer les entreprises à cette mission démocratique et émancipatrice :

Restauration de collections. Ce dispositif propose la restauration de collections à enjeux pédagogiques et scientifiques. Des objets emblématiques, comme la porte du Paradis de Ghiberti, significative de l'art italien et fleuron du Musée des Moulages, seule collection universitaire en France à posséder une reproduction de la Porte du Paradis du Baptistère de Florence.

Co-construction d'événements. Des événements phares et originaux seront organisés en partenariat avec des mécènes avec pour objectif la valorisation du patrimoine universitaire. Des lieux exceptionnels (Musée universitaire des Moulages, amphithéâtres historiques…) seront ciblés.

Développement de partenariats avec les musées et les collectivités. Il s'agira de valoriser et rendre accessible au plus grand nombre les collections du consortium. Ces collections d'une richesse exceptionnelle sont un atout pour le territoire : collection du Musée des Moulages (archéologie) de l'ULL, collections de Physique, de Zoologie, de Botanique, l'Herbier, de Géologie et paléontologie, Musée d'histoire de la Médecine et de la Pharmacie.

2.2. PRESENTATION DU MODELE ECONOMIQUE

Le modèle économique du projet ABILITY est constitué de deux volets. Il intègre **l'activité générée par la Cellule Europe**, dont les objectifs sont définis en nombre de projets et recettes nouvelles supplémentaires obtenus sur fond de financement européen, et **les recettes générées par la**

Fondation ABILITY, dont le plan d'affaires est basé sur des objectifs de collecte de fonds. Ces deux volets concourent à un modèle économique global consolidant l'ensemble des dispositifs du projet.

2.2.1 Modèle économique du WP1

Définition des données de référence. Le modèle économique du WP1 est calculé à l'échelle des établissements UCBL, ULL, UJML, ENSL, CPE et HCL. Pour les projets de recherche, nous considérons les résultats sur l'ensemble du programme H2020 par pilier et en distinguant les bourses ERC et MSCA du pilier I. Pour les projets formation, nous considérons les résultats sur les trois années de référence (2019, 2020, 2021).

Nombre de projets (Nb)	Nombre de projets obtenus H2020										Valeurs de référence H2020		Valeurs de référence HE	
	Moyenne H2020		2019		2020		2021		Moyenne 19/20/21					
Montant annuel obtenu (K€)	Nb	K€	Nb	K€	Nb	K€	Nb	K€	Nb	K€	Nb	K€	Nb	K€
Pilier I (H2020)	10	3 916	8	2 897	12	5 832	11	3 158	10	3 962	**10**	**3 962**	**9**	**3 199**
ERC	*3*	*2 211*	*2*	*1 500*	*2*	*1 783*	*3*	*1 665*	*2*	*1 649*	***2***	***1 649***	***2***	***1 649***
MSCA	*6*	*1 241*	*6*	*1 397*	*7*	*1 791*	*7*	*1 463*	*7*	*1 550*	***7***	***1 550***	***7***	***1 550***
Autres	*2*	*464*	-	-	*3*	*2 258*	*1*	*30*	*1*	*763*	***1***	***763***		
Pilier II (H2020)	2	575	-	-	2	426	2	1 636	1	687	**1**	**687**	**7**	**2 300**
Pilier III (H2020)	5	1 481	5	358	10	3 980	2	503	6	1 613	**6**	**1 613**	**1**	**763**
Autres programmes (H2020)	1	55	1	15	1	127	1	-	1	47	**1**	**47**	**1**	**47**
Programmes de formation				404		3 133		539		1 359				**1 359**

Pour les programmes de recherche, la moyenne des trois années de référence s'approche de la moyenne totale H2020. Nous faisons donc le choix de retenir cette moyenne comme **valeur de référence** pour la construction du modèle économique. À noter qu'en raison du redécoupage thématique par piliers entre les programmes H2020 et HE, la **valeur de référence HE** sur Pilier II (HE) est calculée relativement aux Piliers II et III (H2020) et sur le Pilier III (HE) à partir des programmes correspondants sur Pilier I (H2020).

Définition des objectifs et modèle de progression. Sur la base de l'analyse en section 1.2 et du plan d'action décrit en section 2.1, le consortium se fixe les objectifs suivants en matière de **recettes nouvelles annuelles** sur le volet Europe : 26% de financements supplémentaires en fin de phase 1 (+2 019 k€ annuels) et 84% en fin de phase 2 (+6 449 k€ annuels). La **projection** des recettes nouvelles sur la durée du projet est prévue de la façon suivante :

	Valeurs de référence (HE)		Phase 1						Phase 2											
			Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Année 8		Année 9		Année 10	
	Nb	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€	%	K€
Pilier I	**10**	**3 199**	7%	211	14%	438	28%	892	38%	1 212	48%	1 532	53%	1 692	56%	1 803	59%	1 883	61%	1 947	63%	2 018
ERC	***2***	***1 649***	*10%*	*165*	*20%*	*330*	*40%*	*660*	*50%*	*825*	*60%*	*989*	*65%*	*1 072*	*67%*	*1 105*	*70%*	*1 154*	*72%*	*1 187*	*75%*	*1 243*
MSCA	***7***	***1 550***	*3%*	*47*	*7%*	*109*	*15%*	*233*	*25%*	*388*	*35%*	*543*	*40%*	*620*	*45%*	*698*	*47%*	*729*	*49%*	*760*	*50%*	*775*
Pilier II	**7**	**2 301**	4%	85	8%	177	15%	345	35%	805	40%	920	45%	1 035	60%	1 380	70%	1 611	80%	1 841	100%	2 301
Pilier III	**1**	**763**	3%	23	7%	53	15%	114	35%	267	40%	305	45%	343	55%	420	70%	534	80%	610	100%	763
Autres programmes	**1**	**47**	4%	2	8%	4	15%	7	35%	17	40%	19	45%	21	60%	28	70%	33	80%	38	100%	47
Programmes formation		**1 359**	12%	165	24%	330	49%	660	55%	743	61%	825	67%	908	73%	990	79%	1 073	85%	1 155	97%	1 320
TOTAL CELLULE EUROPE		**7 669**	**6%**	**486**	**13%**	**1 003**	**26%**	2 019	**40%**	**3 044**	**47%**	**3 601**	**52%**	**4 000**	**60%**	**4 621**	**67%**	**5 134**	**73%**	**5 591**	**84%**	6 449

Ressources mobilisées pour la réalisation des objectifs. Les ressources en apport ASDESR sur le projet ABILITY pour la réalisation de ces objectifs se décomposent de la façon suivante :

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
RECHERCHE	**686**	**842**	**842**	**2 370**	**842**	**842**	**842**	**842**	**842**	**842**	**842**	**5 895**
Masse salariale	591	726	726	2 043	726	726	726	726	726	726	726	5 082
Frais généraux forfaitaire	95	116	116	327	116	116	116	116	116	116	116	813
FORMATION	**193**	**216**	**216**	**624**	**216**	**216**	**216**	**216**	**216**	**216**	**216**	**1 510**
Masse salariale	166	186	186	538	186	186	186	186	186	186	186	1 302
Frais généraux forfaitaire	27	30	30	86	30	30	30	30	30	30	30	208
TOTAL CELLULE EUROPE	**878**	**1 058**	**1 058**	2 994	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	7 405

La décomposition de la masse salariale en apport ASDESR est détaillée en section 2.2.4.

Recettes nouvelles. Les recettes supplémentaires nouvelles générées par le projet ABILITY relatives à la progression visée se décomposent de la façon suivante :

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Pilier I	211	438	892	1 542	1 212	1 532	1 692	1 803	1 883	1 947	2 018	12 087
ERC	165	330	660	1 154	825	989	1 072	1 105	1 154	1 187	1 243	7 576
MSCA	47	109	233	388	388	543	620	698	729	760	775	4 511
Pilier II	85	177	345	607	805	920	1 035	1 380	1 611	1 841	2 301	9 893
Pilier III	23	53	114	191	267	305	343	420	534	610	763	3 242
Autres programmes	2	4	7	13	17	19	21	28	33	38	47	203
Total Recherche	321	673	1 359	2 353	2 301	2 776	3 092	3 631	4 061	4 436	5 129	25 425
Total Formation	165	330	660	1 155	743	825	908	990	1 073	1 155	1 320	7 014
TOTAL CELLULE EUROPE	**486**	**1 003**	**2 019**	**3 508**	**3 044**	**3 601**	**4 000**	**4 621**	**5 134**	**5 591**	**6 449**	**32 439**

Utilisation des recettes nouvelles. Les nouvelles recettes contribueront au financement des projets. Un prélèvement plafonné à 9% sur ces recettes des projets gérés par les établissements UCBL, ULL, UJML, ENSL, HCL, CPE sera réinjecté dans le dispositif afin d'en assurer l'équilibre financier à l'issue de la période d'abondement de l'ANR, cf. section 4.2.1. Les projets gérés par les ONR seront soumis aux règles de gestion et aux prélèvements propres à chaque organisme. En synthèse, la table suivante résume le modèle économique du WP 1 sur la durée du projet.

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Recettes nouvelles dégagées	487	1 003	2 019	3 509	3 045	3 601	3 999	4 620	5 133	5 591	6 449	32 438
Dépenses engagées	- 878	- 1 058	- 1 058	- 2 994	- 1 058	- 1 058	- 1 058	- 1 058	- 1 058	- 1 058	- 1 058	- 7 405
RESULTAT	**- 391**	**- 55**	**961**	**515**	**1 987**	**2 543**	**2 941**	**3 562**	**4 075**	**4 533**	**5 384**	**25 033**

2.2.2 Modèle économique du WP2

Définition des données de référence. S'agissant d'une création de fondation, les données de recettes de la fondation ne s'appuient pas sur une référence existante, mais sur une étude du potentiel économique régional, des pratiques des fondations universitaires et des autres acteurs collecteurs (ONG, associations) déjà présents sur le territoire lyonnais.

Objectifs et modèle de progression. Un montant de don « moyen » a été mesuré par typologie de donateurs et une montée en charge progressive, cible par cible, a été définie en nombre de dons. En années 1 à 3, les objectifs tiennent compte du délai nécessaire à la fondation pour construire son territoire de marque et asseoir sa notoriété dans le paysage régional. La courbe des recettes prévisionnelles tient compte du délai de 18 à 24 mois (moyenne constatée dans le domaine du fundraising) nécessaire à la contractualisation auprès des entreprises et des grands donateurs.

OBJECTIFS DE COLLECTE DE FONDS			Phase 1			Phase 2						
		don moyen	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Partenaires majeurs	Groupes	100 000 €	-	-	1	2	3	3	4	4	5	5
	PME	30 000 €	1	2	2	2	3	5	5	6	6	7
	TPE	2 000 €	3	3	5	7	8	10	12	12	12	12
Donateurs	Grands donateurs économiques	42 000 €	-	-	-	2	3	3	3	3	4	5
	Alumni	150 €	-	-	-	273	350	477	615	923	1 107	1 329
	Grand public	20 €	-	-	-	1 050	1 260	1 770	2 490	3 176	4 586	5 516
	Leg	45 000 €	-	-	-	-	-	-	2	2	3	3
Aides autres fondations		50 000 €	-	-	2	4	4	6	6	8	8	8

Ces objectifs quantitatifs se traduisent en valeur de la façon suivante :

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Partenaires majeurs	36	66	170	272	274	406	470	574	604	704	734	3 766
Donateurs	-	-	-	-	146	204	233	358	418	561	655	2 574
Aides autres fondations	-	-	100	100	200	200	300	300	400	400	400	2 200
TOTAL FONDATION	**36**	**66**	**270**	**372**	**620**	**810**	**1 003**	**1 232**	**1 422**	**1 665**	**1 789**	**8 540**

Ressources mobilisées pour la réalisation des objectifs. Les ressources en apport ASDESR sur le projet ABILITY prévues pour la réalisation de ces objectifs se déclinent de la façon suivante :

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Masse salariale	- 239	- 387	- 387	- 1 013	- 428	- 428	- 428	- 428	- 428	- 428	- 428	- 2 995
Frais généraux forfaitaire	- 38	- 62	- 62	- 162	- 68	- 68	- 68	- 68	- 68	- 68	- 68	- 479
TOTAL FONDATION	**- 277**	**- 449**	**- 449**	**- 1 175**	**- 496**	**- 496**	**- 496**	**- 496**	**- 496**	**- 496**	**- 496**	**- 3 474**

La décomposition de la masse salariale en apport ASDESR est détaillée en section 2.2.4.

Utilisation des recettes nouvelles. Elles seront réinjectées à hauteur de 75% dans les dispositifs déployés par la fondation et permettront le financement des actions du WP 2. Les 25% restant seront dédiés au fonctionnement de la fondation. En synthèse, le modèle économique du WP1 se décline de la façon suivante sur la durée du projet.

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Recettes nouvelles dégagées	36	66	270	372	620	810	1 003	1 232	1 422	1 665	1 789	8 541
Dépenses engagées	- 277	- 449	- 449	- 1 175	- 496	- 496	- 496	- 496	- 496	- 496	- 496	- 3 474
RESULTAT	**- 241**	**- 383**	**- 179**	**- 803**	**124**	**314**	**507**	**736**	**926**	**1 169**	**1 293**	**5 067**

En année 4, la fondation est à l'équilibre et commence à dégager un résultat positif. La progression des résultats tient compte de facteurs exogènes (acteurs déjà présents sur le secteur, tendances d'évolution du mécénat…) et de facteurs liés à la stratégie de collecte mise en place : cycle de partenariat de 3 ans, élargissement progressif des cibles, intensification des campagnes marketing.

2.2.3 Modèle économique global du projet ABILITY

Les modèles économiques des deux WP sont consolidés dans la table suivante.

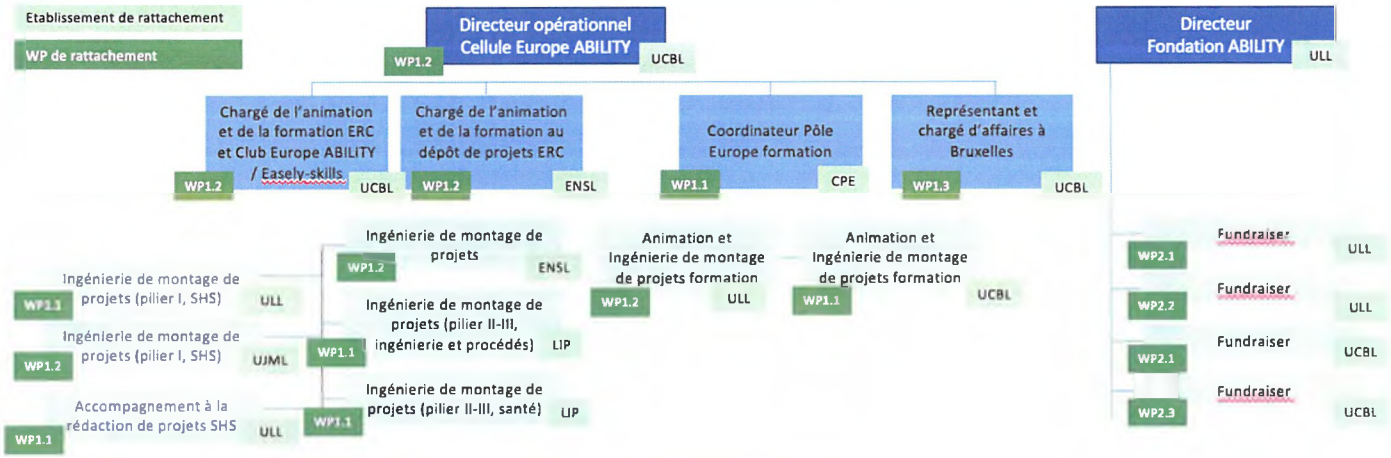
	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Recettes nouvelles dégagées	522	1 068	2 288	**3 878**	3 664	4 411	5 002	5 853	6 556	7 256	8 238	40 980
Dépenses engagées	- 1 155	- 1 507	- 1 507	**- 4 169**	- 1 554	- 1 554	- 1 554	- 1 554	- 1 554	- 1 554	- 1 554	**- 10 879**
Masse salariale	- 996	- 1 299	- 1 299	**- 3 594**	- 1 340	- 1 340	- 1 340	- 1 340	- 1 340	- 1 340	- 1 340	**- 9 379**
Frais généraux forfaitaire	- 159	- 208	- 208	**- 575**	- 214	- 214	- 214	- 214	- 214	- 214	- 214	**- 1 501**
RESULTAT	**- 633**	**- 439**	**781**	**- 291**	**2 110**	**2 857**	**3 448**	**4 299**	**5 002**	**5 702**	**6 684**	**30 101**

À l'issue d'une première période de structuration et de montée en charge des dispositifs en phase 1, les dispositifs des deux WP concourent à un équilibre du projet en année 4. **L'engagement de près de 15 M€ de charges de masse salariale et de frais généraux** permet de dégager **45 M€ de recettes nouvelles** et **30 M€ de résultat** sur les 10 ans.

2.2.4 Stratégie RH et organigrammes des équipes projet ABILITY

Les équipes projet ABILITY. La mise en œuvre du projet ABILITY sera réalisée par deux équipes projet. Au sein de la Cellule Europe ABILITY, l'**équipe projet Europe** composée de 13 personnes sous la coordination d'un directeur opérationnel, aura pour mission de mettre en œuvre les dispositifs du WP1 sous la supervision du Comité de pilotage fonds européens. Les personnes recrutées seront intégrées aux structures existantes qu'elles viendront renforcer et dynamiser. Les dispositifs du WP2 seront mis en œuvre par l'**équipe projet Fondation**, composée de 5 personnes pilotées par le directeur de la fondation, sous la supervision du Comité de pilotage mécénat. L'enjeu de la phase 1 sera de procéder aux recrutements dans des délais très courts et de procéder à des montées en compétences rapides de ces deux équipes projet.

Profils des postes et organigramme fonctionnel des deux équipes projets ABILITY



Attirer des talents dans un nouveau marché de l'emploi. La mise en œuvre des dispositifs d'ABILITY nécessite le recrutement de 18 personnes sur des profils de haut niveau et d'expertises croisées sur le plan technique, scientifique et commercial. Les recrutements prendront en compte les compétences multiples requises en matière de connaissance de l'ESRI, de réglementation européenne et des politiques publiques. Dans le contexte de la complexité du marché de l'emploi actuel, la constitution d'équipes avec ce niveau d'expertise représente un vrai défi. Il conviendra donc de mettre en place une stratégie appropriée et originale pour attirer et fidéliser des talents.

Stratégie de recrutement pour des missions à forte dimension humaine et sociétale. Ces recrutements pourront être faits en interne comme en externe. Le recours à un cabinet spécialisé pourra être envisagé pour certains profils. Il s'agit de cibler efficacement les candidats par une approche directe en leur présentant le projet ABILITY dans son contexte académique. Les dimensions humaines et sociétales des missions des postes à pourvoir seront mises en avant : rejoindre ABILITY, c'est participer à un projet d'envergure à fort impact sociétal. Les outils du cabinet de recrutement (approche one-to-one, chasseurs de têtes, réseaux spécialisés, construction du discours, viviers identifiés) permettront de cibler avec efficience les profils adéquats. Cette approche disruptive dans les processus de recrutement de l'ESR s'impose dans le contexte actuel du marché et au vu de la nature des profils recherchés. L'expertise du cabinet en matière de niveau de rémunération sera également un atout dans les phases d'identification des viviers et de négociation.

Des projets de sens au sein d'un environnement de travail qualitatif. En plus de rémunérations proposées qui sont compétitives pour le milieu académique, les établissements du consortium déploient d'ores et déjà plusieurs incitations professionnelles. Des incitations liées à l'environnement de travail seront également des arguments d'attractivité : situation privilégiée des campus, équipements, politique de télétravail, installations sportives... De plus, la région AuRA est dynamique et ne manque pas d'atouts sur les plans : économique (12% des emplois français, dynamisme industriel), ESRI (35 000 chercheurs, 340 000 étudiants, 30 groupements d'entreprises innovantes labellisées), du patrimoine, de la culture, de la gastronomie et de l'environnement naturel.

Fidéliser par le développement d'opportunités. La fidélisation des personnels recrutés est également au cœur de la politique RH du consortium, qui, grâce à sa participation à de nombreux projets structurants sur son territoire (ShapeMed, SFRI, demoES, CMA), offre des passerelles et des opportunités d'évolution localement ou à l'international (ARQUS2).

Pérenniser les ressources humaines tout en restant agile. Les établissements s'engagent à privilégier des contrats de travail pérennes pour augmenter l'attractivité des postes à pourvoir et répondre durablement aux besoins RH liés à leur stratégie. Les membres du consortium seront vigilants sur la soutenabilité financière des nouveaux dispositifs mis en place et proposeront des contrats de projet sur certains postes avant la mise en place de contrats permanents. Les compétences au sein des équipes projet seront ainsi recrutées de façon pérenne via des contrats à durée indéterminée au-delà de la durée des deux phases prévues par l'AAP.

Profils et méthodologie de recrutement. Sur les deux volets du projet ABILITY, les postes à pourvoir se concentrent sur trois typologies de profils : pilotage et coordination, opérationnel et technique. Les recrutements impliqueront les gouvernances des établissements du consortium. Les premiers recrutements porteront donc sur les postes de **Direction opérationnelle de la Cellule Europe ABILITY (directeur Europe)** et de la Direction de la fondation ABILITY permettant ainsi à chacune de constituer leur équipe. Une attention particulière sera portée au respect de la parité et de la politique sur le handicap applicable dans les établissements du consortium.

Les profils de poste pour la Cellule Europe font appel à des compétences et expertises variées. Le profil de **directeur Europe** se caractérise par une bonne connaissance du monde de l'ESRI, de son fonctionnement, ainsi que du management stratégique et transversal. Il aura une expertise de très haut niveau sur la stratégie européenne recherche, innovation et formation, les programmations de la CE. Il sera également attendu sur le pilotage de la stratégie de développement des fonds européens et le suivi du modèle économique du WP1. Les postes de **chargés d'animation** demandent une excellente connaissance des programmes européens et de la recherche scientifique. Les attendus sur ces profils sont une capacité relationnelle et une force de conviction très forte afin de former et d'acculturer les chercheurs aux appels à projets. Le **coordinateur du Pôle Europe Formation** aura une expérience d'ingénierie de formation et une connaissance approfondie des programmes européens de formation. Le **chargé d'affaires à Bruxelles** assurera la représentation du consortium ABILITY. Ce poste se caractérise par une parfaite maîtrise du fonctionnement des institutions européennes et des programmes de financements R&I et formation. Maitrisant les techniques de lobbying, doté de bonnes capacités d'animation, de négociation et rédactionnelles, avec un esprit de synthèse et d'analyse, le chargé d'affaires sera une interface précieuse au sein de la Cellule Europe. Les profils d'**ingénierie de projet** nécessitent une expertise technique dans le montage de projets européens doublée de très bonnes capacités rédactionnelles. Pour ces postes l'accent sera mis sur des profils de haut niveau, afin d'accompagner les porteurs sur les phases d'élaboration et de rédaction des projets. Les compétences concernant le montage et le suivi de projets pourront être transmises dans le cadre d'un accompagnement dédié par les équipes d'ingénierie déjà en place au sein des établissements du consortium. Les organismes de recherche, sociétés et laboratoires de biotechnologies, jeunes diplômés en management de l'innovation, postdoctorats très présents à Lyon représentent un vivier pour ces recrutements.

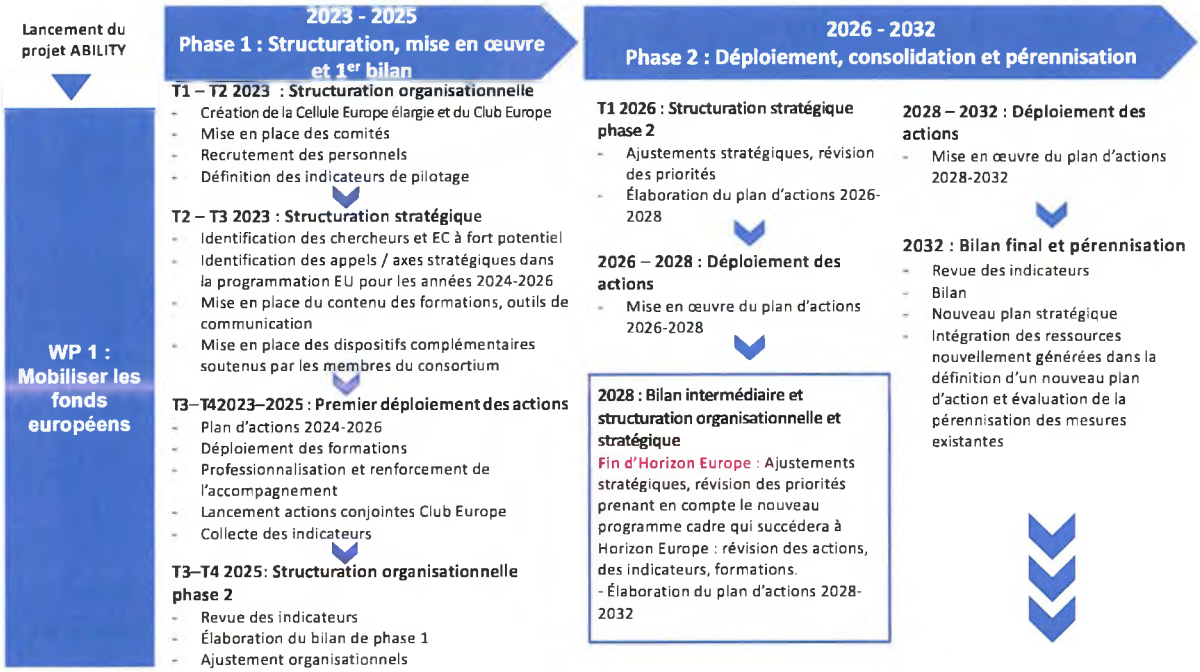
Profils de poste pour la fondation. La collecte de fonds privés est une démarche de long terme, alliant stratégie, relationnel et technicité. Le **directeur de la Fondation** possédera des compétences en matière de relations institutionnelles et partenariales, avec des capacités de négociation et des compétences relationnelles. Il devra en outre avoir un large réseau de contacts que ce soit d'entreprises ou de personnalités clé du territoire lyonnais. Des compétences de management stratégique et transversal viennent compléter ce profil senior. Les **profils de fundraisers** se caractérisent par une parfaite maîtrise des techniques d'approches commerciales et de négociation.

Un excellent relationnel, une maîtrise de la gestion des relations partenariales et une parfaite connaissance du tissu économique régional sont impératifs pour ces profils. Les fundraisers devront également avoir de solides compétences en marketing et être en capacité de déployer des campagnes marketing multicibles. Une appétence pour le milieu académique est indispensable. Un tissu associatif et une forte implantation d'entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire offrent des possibilités de sourcing pour les profils recherchés.

2.3. DEROULEMENT, INDICATEURS ET JALONS

2.3.1 Déroulement, indicateurs et jalons du WP1

Déroulement du projet. La phase 1 du WP1 sera dédiée à la mise en place de la Cellule Europe et des outils de pilotage, au recrutement et à la formation des personnels de la cellule, à la définition du **plan d'action 2024-2025** et à la mise en œuvre des premières actions. **En fin de phase 1**, un premier bilan du WP1 permettra d'identifier les points de vigilance et de procéder aux éventuels ajustements organisationnels (postes, pilotage gouvernance) et stratégiques (actions, priorités). Sur la base du **plan d'action 2026-2028**, la phase 2 s'attachera à déployer le projet et à ancrer les objectifs et actions au sein des organisations. La **fin d'Horizon Europe en 2027** impliquera à nouveau la réalisation d'un **bilan d'étape** sur la base des indicateurs initialement définis relativement à Horizon Europe. Un ajustement des actions sera réalisé en lien avec les nouveaux objectifs, budgets, règlements et instruments qui seront fixés par la CE dans le cadre du prochain PCRI. Il s'en suivra notamment une nouvelle vague d'actions de formation et de communication sur ce nouveau PCRI, ainsi qu'un **nouveau plan d'action stratégique pour la dernière période du projet 2028-2032**. En fin de projet, un bilan global permettra d'évaluer les résultats des dispositifs du WP1 et valider la pérennisation des mesures et structures dont l'efficacité aura été démontrée.



Les jalons du WP1 se décomposent de la façon suivante : **M8 2023 -** Personnels recrutés et démarrage des actions : premières formations organisées, première réunion de la Cellule Europe dans sa version élargie, réunion du Club Europe ; **M12 2025 -** Décision ANR sur lancement de la phase 2 du projet ; **M12 2027 -** Fin de la programmation Horizon Europe et bilan intermédiaire

phase 2 : revue du plan d'actions et ajustements en cohérence avec la nouvelle programmation européenne ; **M10 2029** - Décision quant à la pérennisation des actions sur la base des résultats.

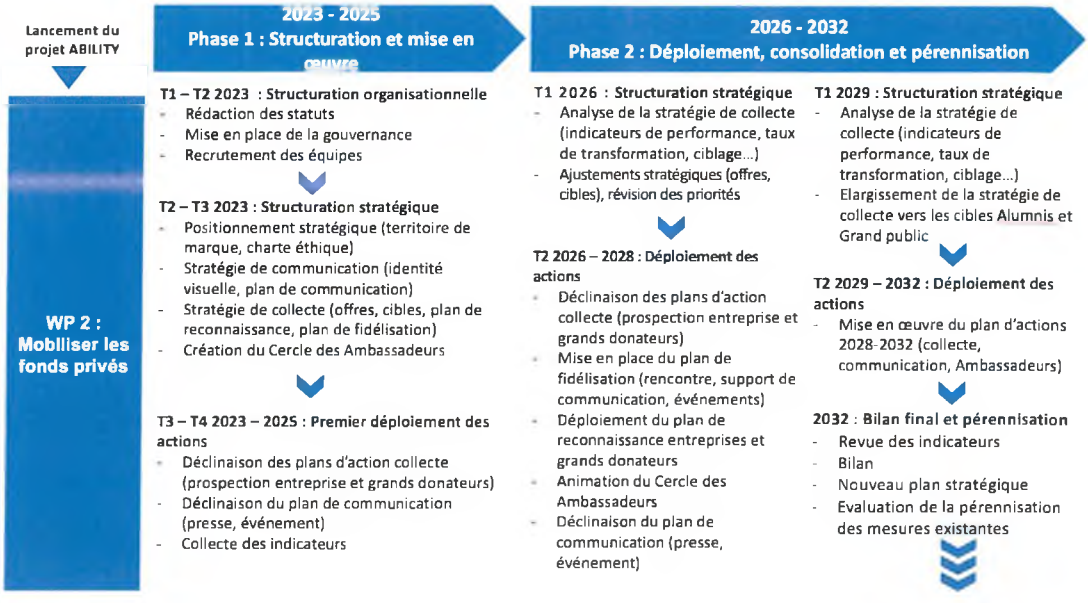
Livrables du WP1 sont : **M12 2023** - Plan d'action 2024-2026 ; **M12 2025** - Rapport de fin de phase 1 : analyse quantitative et qualitative, bilan des premiers résultats et plan d'actions 2026-2028 ; **M12 2027** - Rapport intermédiaire phase 2 : analyse des résultats, ajustements des structures et stratégie en cohérence avec la nouvelle programmation européenne et plan d'action 2028-2032 ; **M10 2029** - Plan de pérennisation : évaluation de l'efficacité des dispositifs, priorisation, investissements des établissements.

Indicateurs du WP1

	Indicateurs	Objectifs
INCITATION ET INTENSIFICATION	Volume financier capté grâce aux financements européens (indicateur de contrôle)	Plus 26% en fin de phase 1, plus 84% en fin de phase 2
	Nombre de projets déposés en partenariat, ou en coordination par un des établissements du consortium (indicateur de suivi)	Plus 25% en fin de phase 1, plus 80% en fin de phase 2
	Taux de succès (indicateur de suivi)	15% en fin de phase 1, 20% en fin de phase 2
	Nombre d'équipes impliqués dans des réponse à AAP (indicateur de suivi)	Plus 25% en fin de phase 2
	Nombre de formations impliquées dans les réponses à AAP (indicateur de suivi)	Plus 25% de formations
INFLUENCE	Nombre de projets directement initiés grâce à l'action du bureau Europe à Bruxelles (indicateur de suivi)	2 en fin de phase 1, 5 en fin de phase 2
	Nombre de projets ayant bénéficié de l'accompagnement ou de l'action du bureau Europe à Bruxelles (indicateur de suivi)	3 en fin de phase, 10 en fin de phase 2
	Participation additionnelle des établissements dans des plateformes, alliances, réseaux et autres initiatives européens (indicateur de suivi)	2 en fin de phase 1, 5 en fin de phase 2

2.3.2 Déroulement, indicateurs et jalons du WP2

Déroulement du projet. Le WP 2 comprend deux phases. La **phase 1 de structuration** traitera des aspects juridiques et organisationnels. La définition de la stratégie de collecte sera finalisée et son déploiement mis en œuvre. En termes de collecte, cette phase a principalement pour objet de stabiliser le modèle économique, visant d'une part à impliquer des mécènes, leur donner des gages de confiance et consolider un cercle d'actionnaires fondateurs pérennes ; d'autre part, à intégrer, faire connaître et promouvoir la fondation en interne. Sur la base d'une analyse des résultats en phase 1, **la phase 2 de développement et consolidation** développera de nouveaux financements, notamment en élargissant les cibles vers le grand public et les alumnis et consolidera les actions sources. Le déroulement des dispositifs du WP 2 est décrit de la façon suivante.



Les jalons et livrables du WP2 de la phase 1 se décomposent de la façon suivante : **M3 2023 - Création de la Fondation ABILITY :** statuts de la fondation, organigramme de la gouvernance, recrutement de l'équipe, document de positionnement stratégique, charte graphique ; **M7 2023 - Définition de la stratégie de collecte :** supports des offres, plan de reconnaissance, cibles, plan d'action pour la constitution des portefeuilles de prospects entreprises et grands donateurs ; **M9 2023 - Création du Cercle des ambassadeurs :** supports de communication, charte, plan d'action.

En phase 2, les principaux jalons et livrables sont : **M3 2026 - Analyse de la stratégie de collecte :** analyse des portefeuilles donateurs (entreprises et grands donateurs) en termes de transformation, de performance et d'attrition ; **M3 2029 - Définition de la stratégie de collecte sur les nouvelles cibles (Alumnis et grand public)** : supports des offres, cibles, plan d'action des campagnes marketing.

Les indicateurs du WP2 porte sur la levée de fonds et mesure la prospection et la fidélisation :

		Indicateurs	Objectifs
Entreprises et Grands donateurs	PROSPECTION	Taux de conversion Rapport entre le nombre d'entreprises et de grands donateurs ciblés et contactés et le nombre devenant mécènes	10% répondent favorablement à la sollicitation de mécénat
		Durée de la négociation Temps entre les premiers contacts et la réalisation du don	18 mois
Grand public et Alumnis		Coût de recrutement d'un donateur Calculé sur l'intégralité des coûts (marketing, salaires, charges)	Amortissement en deux ans du coût des nouveaux donateurs
		Taux de conversion	5% des donateurs sollicités via une action marketing font un don
Entreprises et Grands donateurs	FIDELISATION	Durée d'engagement	40% des mécènes en phase 1 et 80% en phase 2 s'engagent pour 3 ans
		Taux de renouvellement Mécènes se réengageant sur nombre total	50% des mécènes se réengagent en phase 1 et 70% en phase 2
Grand public et Alumnis		Taux d'attrition Donateurs ne renouvelant pas leur don d'une année sur l'autre	10% maximum chaque année, maintenu pendant toute la durée du projet

3. ORGANISATION ET PILOTAGE DU PROJET

3.1. RESPONSABLE DU PROJET

Christophe Viton, est professeur d'Université (sections 31, Chimie théorique, physique, analytique). Depuis 1996, il est membre du laboratoire Ingénierie des matériaux polymères, UMR CNRS 5223. Il exerce son activité de recherche dans le domaine des matériaux polymères à l'interface des Sciences de la vie. Auteur de 32 publications dans des revues internationales, 6 brevets, il a encadré 7 thèses de doctorat en physico-chimie des biopolymères. **Au niveau local**, depuis 2020, il est vice-président du Campus des Métiers et des Qualifications Lumière, et depuis 2016 vice-président délégué aux moyens UCBL (budget 459,5 M€). Entre 2012-2022, il a été directeur pour deux mandats consécutifs de l'IUT UCBL (154 personnels, 350 EC et enseignants, 5 190 étudiants). De 2010 à 2012, il a été directeur adjoint responsable du site Doua de l'IUT UCBL après avoir été de 2006 à 2010, responsable de son département Chimie. **Au niveau national**, il a été vice-président de l'Association des Directeurs d'IUT responsable du pilotage, des statistiques et des moyens pour les 113 IUT de 2013 à 2019 et il a été nommé membre de la Commission Consultative Nationale des IUT de la DGESIP de 2013 à 2018. Dans son activité d'enseignant-chercheur qui s'effectue au service de l'insertion professionnelle des diplômés de l'UCBL, il s'appuie sur le réseau des partenaires socio-économiques qu'il a développé depuis sa nomination à l'UCBL.

3.2. PILOTAGE DU PROJET

La gouvernance du projet ABILITY est conçue de manière à répondre à trois principaux objectifs :

- **la mobilisation de l'ensemble des partenaires** qui s'engagent dans la mise en œuvre de la stratégie conjointe présentée dans le projet ;
- **la simplicité et la rapidité des processus de décisions**, assurées par des instances de pilotage stratégique resserrées sur chaque volet du projet ;

- **la capacité de pilotage opérationnel**, assurée notamment par des équipes opérationnelles de haut niveau, assurant la mise en œuvre des actions en lien avec les services des établissements.

Le projet ABILITY permettra ainsi d'exploiter pleinement les synergies entre nos établissements en mettant en œuvre une stratégie conjointe de diversification de nos ressources, tant sur la mobilisation des fonds européens que sur le mécénat. Nous nous engageons à assurer une parité homme-femme dans la gouvernance du projet.

Le **Conseil de surveillance ABILITY** est composé des présidents des établissements partenaires du projet, ou de leurs représentants, et des directions Europe nationales, ou de leurs représentants (présidents et délégués régionaux) des ONR (CNRS, Inserm, Inria, INRAE) et de personnalités extérieures qualifiées. Il valide les orientations stratégiques, le rapport annuel et le budget annuel du projet, sur proposition des deux comités de pilotage. Il se réunit donc au moins une fois par an.

Gouvernance de la stratégie de mobilisation des fonds européens. Le **Comité de pilotage fonds européens** est composé des vice-présidents et directeurs en charge de la recherche et de la formation des établissements partenaires ou de leurs représentants, des présidents et délégués régionaux des ONR partenaires du projet et du directeur de la Cellule Europe. Le Comité est responsable du pilotage de la stratégie Europe conjointe. À ce titre, chacun des membres est chargé du pilotage stratégique d'une action, en assurant les synergies entre tous les établissements. Le comité de pilotage rapporte au conseil de surveillance. Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par trimestre. La **Cellule Europe ABILITY** est composée du directeur et des services concernés dans les établissements, ainsi que du chargé d'animation, du coordinateur du pôle Europe et du chargé d'affaires à Bruxelles. Elle assure la mise en œuvre opérationnelle du WP1 et du suivi des actions issues du Comité de pilotage.



Gouvernance de la stratégie de mécénat. Le **Comité de pilotage mécénat** est composé des présidents de l'UCBL et de l'ULL, ainsi que du directeur de CPE et du vice-président responsable des partenariats socio-économiques et du directeur de la Fondation ABILITY. Le Comité est responsable de l'élaboration et du pilotage de la stratégie de mécénat, en s'appuyant sur l'équipe de la fondation de mécénat. Comme pour le volet européen, chacun des membres du comité de pilotage mécénat est responsable de la mise en œuvre d'une action du projet. Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par trimestre. La **Fondation de mécénat ABILITY** est dirigée par un directeur et composée d'une équipe projet ABILITY, la fondation met en œuvre les actions du WP2.

4. FINANCEMENT DU PROJET

4.1. JUSTIFICATION DES DEPENSES

L'aide demandée dans le cadre de cet AAP participera à la mise en œuvre du projet ABILITY qui repose sur le recrutement de profils de haut niveau. Le financement obtenu en phase 1 permettra de proposer une rémunération attractive aux profils recherchés et l'abondement de la phase 2 sera nécessaire pour accompagner la croissance des recettes nouvelles jusqu'aux objectifs fixés et l'autofinancement attendu. Les frais généraux financés seront concentrés sur la ressource humaine ;

honoraires de cabinets de recrutement spécialisés, mise en place d'actions de formation. Les membres du consortium participent également en mettant en commun des moyens humains et matériels pour héberger et accompagner les personnels recrutés dans leur prise de fonction et la réalisation de leurs objectifs, ainsi que des dispositifs incitatifs pour les fidéliser.

4.2. PLAN DE FINANCEMENT

Le modèle économique sur les deux WP répond aux critères de l'AAP ASDESR. L'abondement de l'ANR accompagne la montée en charge des dispositifs et décroît suivant le niveau de ressources nouvellement générées.

Plan de financement du WP1. En phase 1, le financement des dispositifs du WP 1 est entièrement assuré par l'abondement ANR. L'équilibre financier en phase 2 repose sur un prélèvement sur l'ensemble des recettes générées par la cellule Europe, composées du socle de recette de la valeur de référence et augmenté des recettes nouvelles. Ce montant est progressif, inversement proportionnel à la dégressivité de l'abondement ANR et plafonné à 9% à terme pour les projets gérés par les établissements (UCBL, ULL, UJML, ENSL, HCL, CPE). Les projets gérés par les ONR seront soumis aux règles de gestion et aux prélèvements propres à chaque organisme. Le plan de financement se décline ainsi de la façon suivante sur la durée du projet :

	Phase 1				Phase 2							
En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Besoins de financement	**878**	**1 058**	**1 058**	**2 994**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**7 405**
Masse salariale	757	912	912	2 581	912	912	912	912	912	912	912	6 384
Frais généraux	121	146	146	413	146	146	146	146	146	146	146	1 021
Ressources financières	**878**	**1 058**	**1 058**	**2 994**	**1 058**	**1 058**	**1 061**	**1 057**	**1 058**	**1 051**	**1 085**	**7 427**
Abondement ANR	878	1 058	1 058	2 994	1 058	661	545	510	371	28	-	3 174
Sur masse salariale	757	912	912	2 581	912	570	470	440	320	24	-	2 736
Sur frais généraux	121	146	146	413	146	91	75	70	51	4	-	438
Prélèvement sur recettes	-	-	-	-	-	396	515	547	687	1 023	1 085	4 253
Taux de prélèvement						*4%*	*5%*	*5%*	*6%*	*9%*	*9%*	

Plan de financement du WP2. Le réinvestissement de 25% des recettes nouvelles dans le plan de financement de la fondation dès la première année permet de compléter le montant de l'abondement versé par l'ANR et de prendre le relais de celui-ci au fur et à mesure de sa dégressivité pour rendre le dispositif pleinement auto-financé en fin de phase 2.

En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Besoins de financement	**277**	**449**	**449**	**1 175**	**496**	**496**	**496**	**496**	**496**	**496**	**496**	**3 474**
Masse salariale	239	387	387	1 013	428	428	428	428	428	428	428	2 995
Frais généraux	38	62	62	162	68	68	68	68	68	68	68	479
Ressources financières	**286**	**466**	**517**	**1 268**	**491**	**504**	**529**	**552**	**543**	**416**	**447**	**3 482**
Abondement ANR	277	449	449	1 175	336	302	278	244	187	-	-	1 347
Sur masse salariale	239	387	387	1 013	290	260	240	210	161	-	-	1 161
Sur frais généraux	38	62	62	162	46	42	38	34	26	-	-	186
Prélèvement sur recettes	9	17	68	93	155	203	251	308	356	416	447	2 135

Plan de financement global du projet ABILITY. La dégressivité de l'abondement ANR et le réinvestissement progressif d'une partie des recettes nouvelles dégagées permettent au projet de se consolider financièrement au cours de la phase 2 et de trouver son équilibre avant son terme.

En K€	Année 1	Année 2	Année 3	Phase 1	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Phase 2
Besoins de financement	**1 155**	**1 507**	**1 507**	**4 169**	**1 554**	**1 554**	**1 554**	**1 554**	**1 554**	**1 554**	**1 554**	**10 878**
Masse salariale	996	1 299	1 299	3 594	1 340	1 340	1 340	1 340	1 340	1 340	1 340	9 380
Frais généraux	159	208	208	575	214	214	214	214	214	214	214	1 498
Ressources financières	**1 164**	**1 524**	**1 575**	**4 263**	**1 549**	**1 562**	**1 589**	**1 609**	**1 601**	**1 467**	**1 532**	**10 909**
Abondement ANR	1 155	1 507	1 507	4 169	1 394	963	823	754	558	28	-	4 520
Sur masse salariale	996	1 299	1 299	3 594	1 202	830	710	650	481	24		3 897
Sur frais généraux	159	208	208	575	192	133	113	104	77	4		623
Prélèvement sur recettes	9	17	68	94	155	599	766	855	1 043	1 439	1 532	6 389

L'abondement ASDESR d'un **montant total de 8 690 k€ permet de générer 44 857 k€ de recettes nouvelles** (cf. 2.2.3) à l'échelle du consortium sur la durée de 10 ans du projet.

4.3. PRISE EN CHARGE DU COUT DU PROJET A L'ISSUE DE LA PERIODE FINANCEE

L'équilibre financier présenté ci-dessus démontre la capacité des dispositifs mis en œuvre dans le projet à auto-financer entièrement la masse salariale engagée sur le projet par le prélèvement d'une partie des recettes générées. Avec ce modèle économique, les établissements s'engagent à pérenniser tous les emplois qui auront concouru à la réalisation des objectifs du projet ABILITY.

5. PROJETS LIES

Les actions de plusieurs projets lauréats participeront à la stratégie du projet ABILITY, en matière de recherche et de développement à l'Europe, mais également dans les ambitions portées par la fondation ABILITY (ABILITY Lab, inclusion, égalité des chances…).

SHAPE-Med@Lyon, ExcellencES PIA 4 (28,1 M€, 2022, 10 ans), porté par l'UCBL avec 11 partenaires, vise à développer une recherche transdisciplinaire en santé, basée sur une approche « One Health » en favorisant la transdisciplinarité, la mobilité entre les entreprises et le monde académique, développant des formations aux futurs métiers de la santé et accélérant la mutation numérique de la recherche en santé. SHAPE-Med intègre un projet plus global *Lyon Health hub 2030* visant à conforter Lyon comme centre majeur de recherche, formation et innovation en santé.

GRADUATE+, SFRI (13 M€, 2021, 7 ans), porté par UCBL, ENSL, UJML et UJMST, a pour ambition d'améliorer la diffusion de la recherche et l'impact sur la société grâce à une formation à la recherche plus dense au niveau master pour les étudiants qui suivront une voie académique et pour ceux qui porteront la pensée et les méthodologies scientifiques dans d'autres milieux professionnels.

INCLUDE, AMI DEMOES (7 M€, 2022, 3 ans) est un démonstrateur porté par l'UCBL centré sur la question de l'inclusion dans le supérieur des apprenants dans toutes leurs diversités. L'objectif est de transformer les pratiques pédagogiques et l'organisation des cursus par une approche réellement innovante afin de transcender les limites spatiales, temporelles et psycho-cognitives.

ARQUS2, Université européenne (14 M€, 2022, 4 ans) a pour ambition de tester différents modèles de coopération à tous les niveaux d'organisation et de proposer un modèle différent et innovant, en expérimentant la mobilité à tous les niveaux d'études. L'objectif est de valoriser les universités comme des espaces de développement personnel et professionnel pour tous en promouvant notamment un accès élargi et des politiques inclusives, le multilinguisme, mais aussi l'engagement citoyen et le développement durable. ARQUS réunit 8 établissements européens.

ABILITY

Le projet ABILITY soumis au jury de l'AAP ASDESR comporte un volet « Europe » et un volet « Fondation ». Le rapport du jury indique des **« faiblesses du projet »** exclusivement sur le volet Fondation. Ce volet n'étant pas retenu pour financement dans le cadre de l'AAP ASDESR, les réponses apportées aux commentaires du jury ASDESR ne portent donc que sur le volet Europe.

Concernant les **« champs d'amélioration »** du volet Europe, le jury note *« Une intégration plus claire du projet dans la gouvernance régulière des grandes universités sera probablement souhaitable. Cela s'applique également à la structure de gestion d'ABILITY Europe. Compte tenu de la situation, il conviendrait d'examiner les risques pour la mise en œuvre de la proposition et de définir des stratégies d'atténuation. »*

La gouvernance du projet ABILITY est fondée sur la mobilisation de l'ensemble des partenaires autour d'une stratégie conjointe partagée par les gouvernances des établissements partenaires dans le cadre du Conseil de surveillance ABILITY. Ce conseil est composé des présidents des établissements partenaires et des directions Europe des ONR partenaires. Il valide les orientations stratégiques, le rapport annuel et le budget annuel sur proposition du Comité de pilotage. Cette organisation permettra une intégration efficace de la stratégie développée par ABILITY dans les gouvernances des établissements.

Le pilotage du projet ABILITY est assuré par le Comité de pilotage ABILITY. Il est responsable de la mise en œuvre de la stratégie Europe partagée par les membres du consortium à travers le plan d'action ABILITY (dispositifs ERC, modules de formation, programmes d'incitation, dispositifs d'ingénierie...). Ce comité est composé des vice-présidents recherche et formation des établissements partenaires, des présidents et délégués régionaux des ONR partenaires. Chacun des membres sera chargé du pilotage stratégique d'une action en assurant les synergies entre tous les établissements.

Les membres du consortium du projet ABILITY ont pris note des remarques du jury ASDESR. L'intégration de la cellule Europe aux gouvernances des établissements a déjà été abordée lors de la construction du projet et est à l'ordre du jour du premier Conseil de surveillance ABILITY, prévu au mois de juin 2023.

Le Comité de pilotage s'est déjà réuni le 3 mai 2023. Une prochaine réunion du Copil est prévue en juin 2023 pour finaliser le calendrier de mise en route du projet ABILITY, faire un point sur les recrutements (déjà en cours sur certains profils) et rédiger la feuille de route qui sera présentée au conseil de surveillance.

ADDENDUM AU DOCUMENT SCIENTIFIQUE
ASDESR

2023

Acronyme du projet

ABILITY

TABLEAU DU MONTANT PREVISIONNEL DES CHIFFRES D'AFFAIRES

	2021	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	Durée (ans)
CA Europe (M€)	7,7			9,7	10,7	11,3	11,7	12,3	12,8	13,3	14,1	10

Annexe 2 : Annexe financière

AF version avril 2023

anr

FRANCE

Appel à projets - ASDESR

France 2030 - Agence Nationale de la Recherche

Document administratif et financier

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	
Acronyme	ABILITY
Nombre de partenaires	11
2022	

Volet général

Fiche d'identité du projet

Acronyme du projet	ABILITY
Titre du projet *en francais*	Stratégie intégrée de diversification des ressources à Lyon : mobiliser les fonds européens et privés au service d'une recherche et d'une formation à fort impact sociétal
Titre du projet *en anglais*	Integrated strategy for diversifying resources in Lyon : mobilizing European and private funds for research and training with a srong societal impact
Durée du projet (en mois)	120

Responsable du projet

Nom	Prénom
VITON	Christophe
Courriel	**Téléphone**
christophe.viton@univ-lyon1.fr	04 72 44 80 00

Adresse postale professionnelle

Batiment, n° de bureau	
Numero de voie	43
Type et nom de voie	Boulevard du 11 novembre 1918
Code postal	69100
Ville	VILLEURBANNE
Cedex	
Pays	France

Nom complet de l'établissement coordinateur

Nom complet du partenaire	UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD LYON 1
Sigle du partenaire	UCBL
Type de partenaire	EPSCP
Numero SIRET	19691774400019

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement coordinateur

Genre	Monsieur
Nom	FLEURY
Prenom	Frédéric
Qualite	Président
Courriel	secretariat.presidence@univ-lyon1.fr
Telephone	04 72 44 80 16

Aide demandée - PHASE 1

Description	Coût total	Aide demandée	Apport
Personnel avec demande de financement	2 221 000,00 €	2 221 000,00 €	0,00 €
Apports - Autres	8 692 231,05 €	0,00 €	8 692 231,05 €
Frais généraux - Phase 1	355 360,00 €	355 360,00 €	
Total	**11 268 591,05 €**	**2 576 360,00 €**	**8 692 231,05 €**

Aide demandée - PHASE 2

Description	Coût total	Aide demandée	Apport
Personnel avec demande de financement	5 544 000,00 €	2 376 000,00 €	3 168 000,00 €
Apports - Autres	20 829 002,27 €	0,00 €	20 829 002,27 €
Frais généraux - Phase 2	351 640,00 €	351 640,00 €	
Total	**26 724 642,27 €**	**2 727 640,00 €**	**23 997 002,27 €**

Total - Aide demandée

Description	Coût total	Aide demandée	Apport
Personnel avec demande de financement	7 765 000,00 €	4 597 000,00 €	3 168 000,00 €
Apports - Autres	29 521 233,32 €	0,00 €	29 521 233,32 €
Frais généraux	707 000,00 €	707 000,00 €	
Aide demandee frais generaux/ aide demandee 15,3795954 %			
Frais d'environnement	0,00 €		0,00 €
Total	**37 993 233,32 €**	**5 304 000,00 €**	**32 689 233,32 €**

Récapitulatif des demandes financières par partenaire

Type de partenaire	Nom du partenaire	Aide demandée
EPSCP	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1	1 483 781,00 €
EPSCP	UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	1 247 253,00 €
EPSCP	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	336 522,00 €
EPSCP	ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON	801 889,00 €
Association a but non lucratif avec activite de recherche	ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE, PHYSIQUE, ELECTRONIQUE DE	456 904,00 €
EPST	Centre National de la Recherche Scientifique	0,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE	0,00 €
EPST	CENTRE INRIA DE LYON	0,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR	0,00 €
EPST	Hospices Civils de Lyon	0,00 €
Filiale de valorisation / Fondation de recherche	LYON INGENIERIE PROJETS	927 651,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
Total		5 304 000,00 €

Récapitulatif aides demandées et apports par partenaire

Type de partenaire	Nom du partenaire	Coût total	Aide demandée	Apport
EPSCP	UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD LYON 1	16 397 781,00 €	1 483 781,00 €	14 914 000,00 €
EPSCP	UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2	2 663 253,00 €	1 247 253,00 €	1 416 000,00 €
EPSCP	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	2 972 162,00 €	336 522,00 €	2 585 640,00 €
EPSCP	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON	3 041 889,00 €	801 889,00 €	2 240 000,00 €
Association a but non lucratif avec activite de recherche	ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE, PHYSIQUE, ELECTRONIQUE DE	2 504 503,16 €	456 904,00 €	2 047 599,16 €
EPST	Centre National de la Recherche Scientifique	3 744 554,00 €	0,00 €	3 744 554,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE	139 440,00 €	0,00 €	139 440,00 €
EPST	CENTRE INRIA DE LYON	28 600,00 €	0,00 €	28 600,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR	176 370,00 €	0,00 €	176 370,00 €
EPST	Hospices Civils de Lyon	141 030,16 €	0,00 €	141 030,16 €
Filiale de valorisation / Fondation de recherche	LYON INGENIERIE PROJETS	6 183 651,00 €	927 651,00 €	5 256 000,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total		37 993 233,32 €	5 304 000,00 €	32 689 233,32 €

Montant de l'abondement demandé

Type de partenaire	Nom du partenaire	Abondement demandé
EPSCP	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1	648 000,00 €
EPSCP	UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	558 000,00 €
EPSCP	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	180 000,00 €
EPSCP	ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON	360 000,00 €
Association a but non lucratif avec activite de recherche	ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE, PHYSIQUE, ELECTRONIQUE DE	198 000,00 €
EPST	Centre National de la Recherche Scientifique	0,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE	0,00 €
EPST	CENTRE INRIA DE LYON	0,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR	0,00 €
EPST	Hospices Civils de Lyon	0,00 €

Filiale de valorisation / Fondation de recherche	LYON INGENIERIE PROJETS	332 000,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
		0,00 €
Total		2 376 000,00 €

Récapitulatif des aides demandées par partenaire et par catégorie

Type de partenaire	Nom du partenaire	Personnel	Frais généraux
EPSCP	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1	1 198 000,00 €	197 781,00 €
EPSCP	UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	1 031 000,00 €	166 253,00 €
EPSCP	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3	335 000,00 €	51 522,00 €
EPSCP	ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON	695 000,00 €	106 889,00 €
Association à but non lucratif avec activité de recherche	ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE PHYSIQUE, ELECTRONIQUE DE	396 000,00 €	60 904,00 €
EPST	Centre National de la Recherche Scientifique	0,00 €	0,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE	0,00 €	0,00 €
EPST	CENTRE INRIA DE LYON	0,00 €	0,00 €
EPST	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR	0,00 €	0,00 €
EPST	Hospices Civils de Lyon	0,00 €	0,00 €
Filiale de valorisation / Fondation de recherche	LYON INGENIERIE PROJETS	804 000,00 €	123 651,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
		0,00 €	0,00 €
Total		4 597 000,00 €	707 000,00 €

Récapitulatif des co-financements

	Sollicités	Obtenus
Co-financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement coordinateur (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

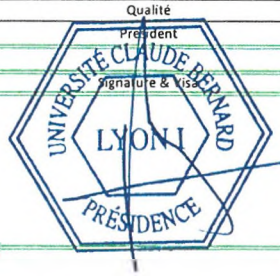
Responsable scientifique et technique	
Prénom	Nom
Christophe	VITON

Signature



Personne habilitée à engager l'etablissement coordinateur	
Prénom	Nom
Frédéric	FLEURY
Qualité	
Président	

Signature & Visa



Les informations personnelles mentionnées dans les documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Identification de l'établissement coordinateur

Relative à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	01
Acronyme	ABILITY

Nom complet de l'établissement coordinateur

Nom complet du partenaire	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1
Sigle du partenaire	UCBL
Type de partenaire	EPSCP
Numéro SIRET	19691771300019

N° version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement coordinateur

Titre	Monsieur
Nom	FLEURY
Prénom	Frederic
Qualité	President
Courriel	secretariat.presidence@univ-lyon1.fr
Téléphone	04 72 44 80 16

Aide demandée

Personnel

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 2024-2025	Directeur opérationnel Cellule Europe	CDI	7 500,00 €	24,0	180 000,00 €	180 000,00 €	0,00 €
2023-2024 2024-2025	Chargé de l'animation et de la formation ERC et Club ERC	CDI	5 500,00 €	24,0	132 000,00 €	132 000,00 €	0,00 €
2023-2024 2024-2025	Animation et ingénierie de montage de projets formation	CDI	5 000,00 €	22,0	110 000,00 €	110 000,00 €	0,00 €
Dernière année de la phase 1							
2025-2026	Directeur opérationnel Cellule Europe	CDI	7 500,00 €	12,0	90 000,00 €	90 000,00 €	0,00 €
2025-2026	Chargé de l'animation et de la formation ERC et Club ERC	CDI	5 500,00 €	12,0	66 000,00 €	66 000,00 €	0,00 €
2025-2026	Animation et ingénierie de montage de projets formation	CDI	5 000,00 €	12,0	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1					638 000,00 €	638 000,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						648 000,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)						648 000,00 €	

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Directeur opérationnel Cellule Europe	CDI	7 500,00 €	84,0	630 000,00 €	270 000,00 €	360 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Chargé de l'animation et de la formation ERC et Club ERC	CDI	5 500,00 €	84,0	462 000,00 €	198 000,00 €	264 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Animation et ingénierie de montage de projets formation	CDI	5 000,00 €	84,0	420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2					1 512 000,00 €	648 000,00 €	864 000,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais generaux)				106,0 p.m	2 150 000,00 €	1 286 000,00 €	864 000,00 €

Apports

Annee	Description type de depense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantite / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandee	Apport
			Phase 1				
2023-2024 à 2025-2026	Décharges d'enseignement	Personnel	3 083,33 €	180,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2023-2024 à 2025-2026	Dotation Appel à Projet Etoile	Autres dépenses	500 000,00 €	3,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2023-2024 à 2025-2026	Dotation Appel à Projet plateformes scientifiques	Autres dépenses	500 000,00 €	3,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2023-2024 à 2025-2026	2 ETP Ingénierie Projet	Personnel	6 250,00 €	72,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2023-2024 à 2025-2026	Prestation de relecture des projets	Prestations de services externe	60 000,00 €	3,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2023-2024	Développement d'un module de formation pour programmes européens	Prestations de services externe	100 000,00 €	1,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	Sous total apports - phase 1				4 285 000,00 €		4 285 000,00 €
			Phase 2				
2026-2027 à 2032-2033	Décharges d'enseignement	Personnel	3 083,33 €	420,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2026-2027 à 2032-2033	Dotation Appel à Projet Etoile	Autres dépenses	500 000,00 €	7,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2026-2027 à 2032-2033	Dotation Appel à Projet plateformes scientifiques	Autres dépenses	500 000,00 €	7,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2026-2027 à 2032-2033	2 ETP Ingénierie Projet	Personnel	6 250,00 €	168,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
2026-2027 à 2032-2033	Prestation de relecture des projets	Prestations de services externe	60 000,00 €	7,0	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	Sous total apports - phase 2				3 765 000,00 €		3 765 000,00 €
	Total apports				14 050 000,00 €		14 050 000,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandee	Apport
Total hors frais generaux - Phase 1	4 923 000,00 €	638 000,00 €	4 285 000,00 €
Frais généraux - Phase 1	102 080,00 €	102 080,00 €	
Total phase 1	5 025 080,00 €	740 080,00 €	4 285 000,00 €

Montant de l'abondement demande pour la phase 2 (inferieur ou egal a 3 fois l'aide demandee pour la masse salariale de la dernière annee de la phase 1)	648 000,00 €

	Coût complet	Aide demandee	Apport
Total hors frais generaux - Phase 2	11 277 000,00 €	648 000,00 €	€10 629 000,00
Frais généraux - Phase 2	95 701,00 €	95 701,00 €	
Total phase 2	11 372 701,00 €	743 701,00 €	€10 629 000,00

			Coût complet	Aide demandee	Apport
Total hors frais generaux			16 200 000,00 €	1 186 000,00 €	14 914 000,00 €
Frais generaux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			197 781,00 €	197 781,00 €	
Frais d'environnement (taux propre a chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	16 397 781,00 €	1 483 781,00 €	14 914 000,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicite	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement coordinateur (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Responsable scientifique et technique	
Prénom	Nom
Christophe	VITON

Signature

Personne habilitée a engager l'etablissement coordinateur	
Prénom	Nom
Frédéric	FLEURY
	Qualite
	President

Signature & Visa
UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON I PRÉSIDENCE

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-02
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
Sigle du partenaire	UL2
Type de partenaire	EPSCP
Numéro SIRET	19691775100014

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Madame
Nom	DOMPNIER
Prénom	Nathalie
Qualité	Présidente
Courriel	presidence@univ-lyon2.fr
Téléphone	04 78 69 71 52

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
VON BUELTZINGSLOEWEN	Isabelle
Courriel	**Téléphone**
isabelle.vanb@univ-lyon2.fr	07 77 96 60 99

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 2024-2025	Ingénierie de montage de projets (pilier I, SHS)	CDI	5 000,00 €	19,0	95 000,00 €	95 000,00 €	0,00 €
2023-2024 2024-2025	Accompagnement à la rédaction de projets (SHS)	CDI	5 500,00 €	24,0	132 000,00 €	132 000,00 €	0,00 €
2023-2024 2024-2025	Animation et ingénierie de montage de projets formation	CDI	5 000,00 €	22,0	110 000,00 €	110 000,00 €	0,00 €
Dernière année de la phase 1							
2025-2026	Ingénierie de montage de projets (pilier I, SHS)	CDI	5 000,00 €	12,0	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
2025-2026	Accompagnement à la rédaction de projets (SHS)	CDI	5 500,00 €	12,0	66 000,00 €	66 000,00 €	0,00 €
2025-2026	Animation et ingénierie de montage de projets formation	CDI	5 000,00 €	12,0	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				101,0	523 000,00 €	523 000,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						558 000,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)						558 000,00 €	

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Ingénierie de montage de projets (pilier I, SHS)	CDI	5 000,00 €	84,0	420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Accompagnement à la rédaction de projets (SHS)	CDI	5 500,00 €	84,0	462 000,00 €	198 000,00 €	264 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Animation et ingénierie de montage de projets formation	CDI	5 000,00 €	84,0	420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						1 302 000,00 €	558 000,00 €	744 000,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					101,0 p.m	1 825 000,00 €	1 081 000,00 €	744 000,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
		Phase 1					
2023-2024 à 2025-2026	Chargés de projets recherche	Personnel	5 600,00 €	36,0	201 600,00 €		201 600,00 €
Sous-total apports - phase 1					201 600,00 €		201 600,00 €
		Phase 2					
2026-2027 à 2032-2033	Appui à la recherche	Personnel	5 600,00 €	84,0	470 400,00 €		470 400,00 €
Sous-total apports - phase 2					470 400,00 €		470 400,00 €
Total apports					672 000,00 €		672 000,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	724 600,00 €	523 000,00 €	201 600,00 €
Frais généraux - Phase 1	83 680,00 €	83 680,00 €	
Total phase 1	808 280,00 €	606 680,00 €	201 600,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	558 000,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2			1 772 400,00 €	558 000,00 €	1 214 400,00 €
Frais généraux - Phase 2			82 573,00 €	82 573,00 €	
		Total phase 2	1 854 973,00 €	640 573,00 €	1 214 400,00 €

Total hors frais généraux			2 497 000,00 €	1 081 000,00 €	1 416 000,00 €
Frais généraux (max . 20% pour l'ensemble du projet)			166 253,00 €	166 253,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	2 663 253,00 €	1 247 253,00 €	1 416 000,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Isabelle	VON BUELTZINGSLOEWEN

Signature

ACADÉMIE DE LYON · ACADEMIE DE LYON · UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Nathalie	DOMPNIER
Qualité	
Présidente	

Signature & Visa
La Présidente,

Nathalie DOMPNIER

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers.
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-03
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
Sigle du partenaire	UJML
Type de partenaire	EPSCP
Numéro SIRET	19692437700282

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	CARPANO
Prénom	Eric
Qualité	Président
Courriel	[illegible]
Téléphone	+33 4 26 31 89 09

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
DELPLA	Isabelle
Courriel	Téléphone
isabelle.delpla@univ-lyon3.fr	

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024	Ingénierie de montage de projets (pilier I, SHS)	CDI	5 000,00 €	19,0	95 000,00 €	95 000,00 €	0,00 €
Dernière année de la phase 1							
2025-2026	Ingénierie de montage de projets (pilier I, SHS)	CDI	5 000,00 €	12,0	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				31,0	155 000,00 €	155 000,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						180 000,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)						180 000,00 €	
Année	**Description type de poste**	**Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)**	**Coût unitaire**	**Nb p.mois**	**Coût total**	**Aide demandée**	**Apport**
Phase 2							
2026-2032 à 2032-2033	Ingénierie de montage de projets (pilier I, SHS)	CDI	5 000,00 €	84,0	420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					31,0 p.m	575 000,00 €	335 000,00 €	240 000,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 à 2025-2026	Chargés de projets de recherche	Personnel	5 547,00 €	36,0	199 692,00 €		199 692,00 €
2023-2024 à 2025-2026	Gestionnaire de projets	Personnel	3 808,00 €	18,0	68 544,00 €		68 544,00 €
2023-2024 à 2025-2026	Chargés de projets internationaux	Personnel	5 200,00 €	18,0	93 600,00 €		93 600,00 €
2023-2024 à 2025-2026	Assistant de projets internationaux	Personnel	3 808,00 €	64,8	246 758,40 €		246 758,40 €
2023-2024 à 2025-2026	Assistant administratif	Personnel	3 302,00 €	28,8	95 097,60 €		95 097,60 €
Sous total apports phase 1					703 692,00 €		703 692,00 €
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Chargés de projets de recherche	Personnel	5 547,00 €	84,0	465 948,00 €		465 948,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Gestionnaire de projets	Personnel	3 808,00 €	42,0	159 936,00 €		159 936,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Chargés de projets internationaux	Personnel	5 200,00 €	42,0	218 400,00 €		218 400,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Assistant de projets internationaux	Personnel	3 808,00 €	151,2	575 769,60 €		575 769,60 €
2026-2027 à 2032-2033	Assistant administratif	Personnel	3 302,00 €	67,2	221 894,40 €		221 894,40 €
Sous-total apports - phase 2					1 641 948,00 €		1 641 948,00 €
Total apports					2 345 640,00 €		2 345 640,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	858 692,00 €	155 000,00 €	703 692,00 €
Frais généraux - Phase 1	24 800,00 €	24 800,00 €	
Total phase 1	883 492,00 €	179 800,00 €	703 692,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	180 000,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	2 061 948,00 €	180 000,00 €	1 881 948,00 €
Frais généraux - Phase 2	26 722,00 €	26 722,00 €	
Total phase 2	2 088 670,00 €	206 722,00 €	1 881 948,00 €

Total hors frais généraux			2 920 640,00 €	335 000,00 €	2 585 640,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			51 522,00 €	51 522,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	2 972 162,00 €	386 522,00 €	2 585 640,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

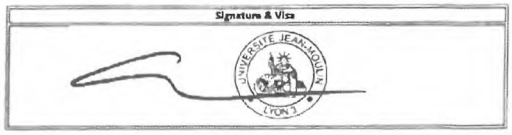
	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Isabelle	DELPLA

Signature


Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Eric	CARPANO
Qualité	
Président	

Signature & Visa


Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers.
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projet).

Identification de l'établissement partenaire

N° de dossier	-04
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON
Sigle du partenaire	ENSL
Type de partenaire	EPSCP
Numéro SIRET	13000812100019

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	TRIZAC
Prenom	Emmanuel
Qualite	Directeur
Courriel	emmanuel.trizac@ens-lyon.fr
Telephone	04 37 37 60 04

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prenom
DEMURGER	Sylvie
Courriel	**Telephone**
sylvie.demurger@ens-lyon.fr	04 37 37 60 04

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ..)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 2024-2025	Charge de l'animation et de la formation au dépôt de projets	CDI	5 000,00 €	24,0	120 000,00 €	120 000,00 €	0,00 €
2023-2024 2024-2025	Ingénierie de montage de projets	CDI	5 000,00 €	19,0	95 000,00 €	95 000,00 €	0,00 €
Dernière année de la phase 1							
2025-2026	Chargé de l'animation et de la formation au dépôt de projets	CDI	5 000,00 €	12,0	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
2025-2026	Ingénierie de montage de projets	CDI	5 000,00 €	12,0	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				67,0	335 000,00 €	335 000,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						360 000,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)						360 000,00 €	

Annee	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ..)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Chargé de l'animation et de la formation au dépôt de projets	CDI	5 000,00 €	84,0	420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Ingénierie de montage de projets	CDI	5 000,00 €	84,0	420 000,00 €	180 000,00 €	240 000,00 €

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2					840 000,00 €	360 000,00 €	480 000,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)				67,0 p.m	1 175 000,00 €	695 000,00 €	480 000,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
		Phase 1					
2023-2024	3 ETP ingénierie de projets à 50%	Personnel	4 100,00 €	18,0	73 800,00 €		73 800,00 €
2023-2024	3 ETP gestion de projets / DAF à 50%	Personnel	4 100,00 €	18,0	73 800,00 €		73 800,00 €
2023-2024	Aide à la traduction / relecturede projets européens	Prestations de services externe	3 000,00 €	1,0	3 000,00 €		3 000,00 €
2023-2024	Stage / formation montage projet pour candidats ERC	Personnel	10 000,00 €	2,0	20 000,00 €		20 000,00 €
2023-2024	Organisation d'oraux blancs ERC + évènements projets européens	Personnel	600,00 €	9,0	5 400,00 €		5 400,00 €
2024-2025	3 ETP ingénierie de projets à 50%	Personnel	4 100,00 €	18,0	73 800,00 €		73 800,00 €
2024-2025	3 ETP gestion de projets / DAF à 50%	Personnel	4 100,00 €	18,0	73 800,00 €		73 800,00 €
2024-2025	Aide à la traduction / relecturede projets européens	Prestations de services externe	3 000,00 €	1,0	3 000,00 €		3 000,00 €
2024-2025	Stage / formation montage projet pour candidats ERC	Personnel	10 000,00 €	2,0	20 000,00 €		20 000,00 €
2024-2025	Organisation d'oraux blancs ERC + évènements projets européens	Personnel	600,00 €	9,0	5 400,00 €		5 400,00 €
2025-2026	3 ETP ingénierie de projets à 50%	Personnel	4 100,00 €	18,0	73 800,00 €		73 800,00 €
2025-2026	3 ETP gestion de projets / DAF à 50%	Personnel	4 100,00 €	18,0	73 800,00 €		73 800,00 €
2025-2026	Aide à la traduction / relecturede projets européens	Prestations de services externe	3 000,00 €	1,0	3 000,00 €		3 000,00 €
2025-2026	Stage / formation montage projet pour candidats ERC	Personnel	10 000,00 €	2,0	20 000,00 €		20 000,00 €
2025-2026	Organisation d'oraux blancs ERC + évènements projets européens	Personnel	600,00 €	9,0	5 400,00 €		5 400,00 €
	Sous-total apports - phase 1				528 000,00 €		528 000,00 €
		Phase 2					
2026-2027 à 2032-2033	3 ETP ingénierie de projets à 50%	Personnel	4 100,00 €	126,0	516 600,00 €		516 600,00 €
2026-2027 à 2032-2033	3 ETP gestion de projets / DAF à 50%	Personnel	4 100,00 €	126,0	516 600,00 €		516 600,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Aide à la traduction / relecturede projets européens	Prestations de services externe	3 000,00 €	7,0	21 000,00 €		21 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Stage / formation montage projet pour candidats ERC	Personnel	10 000,00 €	14,0	140 000,00 €		140 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Organisation d'oraux blancs ERC + évènements projets européens	Personnel	600,00 €	63,0	37 800,00 €		37 800,00 €
	Sous-total apports - phase 2				1 232 000,00 €		1 232 000,00 €
	Total apports				1 760 000,00 €		1 760 000,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	863 000,00 €	335 000,00 €	528 000,00 €
Frais généraux - Phase 1	53 600,00 €	53 600,00 €	
Total phase 1	916 600,00 €	388 600,00 €	528 000,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	360 000,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	2 072 000,00 €	360 000,00 €	1 712 000,00 €
Frais généraux - Phase 2	53 289,00 €	53 289,00 €	
Total phase 2	2 125 289,00 €	413 289,00 €	1 712 000,00 €

Total hors frais généraux			2 935 000,00 €	695 000,00 €	2 240 000,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			106 889,00 €	106 889,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	3 041 889,00 €	801 889,00 €	2 240 000,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Sylvie	DEMURGER

Signature


Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Emmanuel	TRIZAC
Qualité	

Signature & Visa


Joint en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets)

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-05
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	ÉCOLE SUPÉRIEURE DE CHIMIE, PHYSIQUE, ÉLECTRONIQUE DE LYON
Sigle du partenaire	CPE LYON
Type de partenaire	Association à but non lucratif avec activité de recherche
Numéro SIRET	39189510900026

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	PIGNAULT
Prénom	Gérard
Qualité	Directeur
Courriel	gerard.pignault@cpe.fr
Téléphone	04 72 43 17 39

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
BOHNERT	Heidi
Courriel	Téléphone
heidi.bohnert@cpe.fr	04 72 43 17 13

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 à 2024-2025	Coordinateur Pôle Europe formation	CDI	5 500,00 €	24,0	132 000,00 €	132 000,00 €	0,00 €
Dernière année de la phase 1							
2025-2026	Coordinateur Pôle Europe formation	CDI	5 500,00 €	12,0	66 000,00 €	66 000,00 €	0,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				36,0	198 000,00 €	198 000,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						198 000,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)						198 000,00 €	
Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Coordinateur Pôle Europe formation	CDI	5 500,00 €	84,0	462 000,00 €	198 000,00 €	264 000,00 €

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						462 000,00 €	198 000,00 €	264 000,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					36,0 p.m	660 000,00 €	396 000,00 €	264 000,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
			Phase 1				
2023-2024 à 2025-2026	Personnel cellule internationale	Personnel	3 843,33 €	108,0	415 080,00 €		415 080,00 €
2023-2024 à 2025-2026	Personnel fonds de dotation	Personnel	5 333,33 €	22,5	120 000,00 €		120 000,00 €
Sous-total apports - phase 1					535 080,00 €		535 080,00 €
			Phase 2				
2026-2027 à 2032-2033	Personnel cellule internationale	Personnel	3 843,33 €	252,0	968 519,16 €		968 519,16 €
2026-2027 à 2032-2033	Personnel fonds de dotation	Personnel	5 333,33 €	52,5	280 000,00 €		280 000,00 €
Sous-total apports - phase 2					1 248 519,16 €		1 248 519,16 €
Total apports					1 783 599,16 €		1 783 599,16 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	733 080,00 €	198 000,00 €	535 080,00 €
Frais généraux - Phase 1	31 680,00 €	31 680,00 €	
Total phase 1	764 760,00 €	229 680,00 €	535 080,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	198 000,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	1 710 519,16 €	198 000,00 €	1 512 519,16 €
Frais généraux - Phase 2	29 224,00 €	29 224,00 €	
Total phase 2	1 739 743,16 €	227 224,00 €	1 512 519,16 €

Total hors frais généraux			2 443 599,16 €	396 000,00 €	2 047 599,16 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			60 904,00 €	60 904,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	2 504 503,16 €	456 904,00 €	2 047 599,16 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Heidi	BOHNERT

Signature
H. Böhnert

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Gérard	PIGNAULT
Qualité	
Directeur	

Signature & Visa
CPE LYON Association Loi 1901 - Labellisée EESPIG 43 bd du 11 Novembre 1918 BP 82077 - 69616 Villeurbanne cedex Tél. 04 72 43 17 37 - Fax 04 72 43 16 70 SIRET 391 895 109 00026 - APE 8542 Z

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et la [illegible]. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	ANR-22-ASDESR-00XX-06
Acronyme	ABILITY

Identification de l'établissement partenaire

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	Centre National de la Recherche Scientifique
Sigle du partenaire	CNRS
Type de partenaire	EPST
Numéro SIRET	18008901300668

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	BARBIERI
Prénom	Laurent
Qualité	Délégué Régional
Courriel	DR07.delegue@cnrs.fr
Téléphone	04 72 44 56 13

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
DUPLAT	Denis
Courriel	**Téléphone**
denis.duplat@cnrs.fr	01 72 44 56 64

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
Dernière année de la phase 1							
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				0,0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						0,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)							
Année	**Description type de poste**	**Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)**	**Coût unitaire**	**Nb. p.mois**	**Coût total**	**Aide demandée**	**Apport**
Phase 2							
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2					0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)				0,0 p.m	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
1 à 3	Chargé d'affaires Europe	Personnel	5 580,00 €	69,0	385 020,00 €		385 020,00 €
1 à 3	Ingénieur de projets européens	Personnel	5 580,00 €	48,0	267 840,00 €		267 840,00 €
1 à 3	Technicien en gestion admin. et financière	Personnel	5 371,00 €	39,0	207 519,00 €		207 519,00 €
Sous-total apports - phase 1					860 379,00 €		860 379,00 €
Phase 2							
4 à 10	Chargé d'affaires Europe	Personnel	5 580,00 €	182,0	1 015 560,00 €		1 015 560,00 €
4 à 10	Ingénieur de projets européens	Personnel	5 580,00 €	168,0	937 440,00 €		937 440,00 €
4 à 10	Technicien en gestion admin. et financière	Personnel	5 321,00 €	175,0	931 175,00 €		931 175,00 €
Sous total apports - phase 2					2 884 175,00 €		2 884 175,00 €
Total apports					3 744 554,00 €		3 744 554,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	860 379,00 €	0,00 €	860 379,00 €
Frais généraux - Phase 1		0,00 €	
Total phase 1	860 379,00 €	0,00 €	860 379,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	0,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	2 884 175,00 €	0,00 €	2 884 175,00 €
Frais généraux - Phase 2		0,00 €	
Total phase 2	2 884 175,00 €	0,00 €	2 884 175,00 €

Total hors frais généraux			3 744 554,00 €	0,00 €	3 744 554,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			0,00 €	0,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	3 744 554,00 €	0,00 €	3 744 554,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Denis	DUPLAT

Signature

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Laurent	BARBIERI
Qualité	
Délégué Régional	

Signature & Visa

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Délégation Rhône Auvergne
2 av Albert Einstein
69100 Villeurbanne
Tél. 04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Elles peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Denis DUPLAT
Responsable du service
Partenariat et Valorisation
CNRS Rhône Auvergne

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-07
Acronyme	ABILITY

AF version avril 2023

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE
Sigle du partenaire	INSERM
Type de partenaire	EPST
Numéro SIRET	18003604802268

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	PELLA
Prénom	Dominique
Qualité	Délégué régional
Courriel	dominique.pella@inserm.fr
Téléphone	04 72 13 88 02

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
BERTRAND	OLIVIER
Courriel	**Téléphone**
olivier.bertrand@inserm.fr	04 72 13 89 00

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
Dernière année de la phase 1							
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				0,0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						0,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)							

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					0,0 p.m	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 à 2025-2026	Axe Europe : Resp. Europe et Partenariats Internationaux	Personnel	8 300,00 €	7,1	59 760,00 €		59 760,00 €
Sous-total apports - phase 1					59 760,00 €		59 760,00 €
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Axe Europe : Resp. Europe et Partenariats Internationaux	Personnel	8 300,00 €	9,6	79 680,00 €		79 680,00 €
				#VALEUR!			
Sous-total apports - phase 2					79 680,00 €		79 680,00 €
Total apports					139 440,00 €		139 440,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	59 760,00 €	0,00 €	59 760,00 €
Frais généraux - Phase 1	0,00 €	0,00 €	
Total phase 1	59 760,00 €	0,00 €	59 760,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	0,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	79 680,00 €	0,00 €	79 680,00 €
Frais généraux - Phase 2	0,00 €	0,00 €	
Total phase 2	79 680,00 €	0,00 €	79 680,00 €

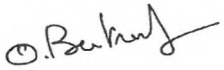
Total hors frais généraux			139 440,00 €	0,00 €	139 440,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			0,00 €	0,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	139 440,00 €	0,00 €	139 440,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
OLIVIER	BERTRAND

Signature


Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Dominique	PELLA
Qualité	
Délégué régional	

Signature + Visa
D. PELLA Délégué Régional

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers.
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-08
Acronyme	ABILITY

Identification de l'établissement partenaire

Nom complet du partenaire

AF version avril 2023

Nom complet du partenaire	Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique
Sigle du partenaire	INRIA
Type de partenaire	EPST
Numéro SIRET	180 089 047 00013

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	UBEDA
Prénom	Stéphane
Qualité	Directeur du centre Inria de Lyon
Courriel	stephane.ubeda@inria.fr
Téléphone	+33 4 72 43 75 08

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
PY	Matthieu
Courriel	**Téléphone**
matthieu.py@inria.fr	07 54 37 65 60

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
Dernière année de la phase 1							
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				0,0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						0,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)							

Année	Description type de poste		Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2								

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					0,0 p.m	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
			Phase 1				
2023-2024 à 2025-2026	Echanges et formations "train the trainers" pre-award	Personnel	6 500,00 €	1,5	9 750,00 €		9 750,00 €
2023-2024 à 2025-2026	Animation et simulation chercheurs/réseau	Personnel	6 500,00 €	1,5	9 750,00 €		9 750,00 €
Sous-total apports - phase 1					19 500,00 €		19 500,00 €
			Phase 2				
2026-2027 à 2032-2033	Animation et simulation chercheurs/réseau	Personnel	6 500,00 €	1,4	9 100,00 €		9 100,00 €
Sous-total apports - phase 2					9 100,00 €		9 100,00 €
Total apports					28 600,00 €		28 600,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	19 500,00 €	0,00 €	19 500,00 €
Frais généraux - Phase 1	0,00 €	0,00 €	
Total phase 1	19 500,00 €	0,00 €	19 500,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	0,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	9 100,00 €	0,00 €	9 100,00 €
Frais généraux - Phase 2	0,00 €	0,00 €	
Total phase 2	9 100,00 €	0,00 €	9 100,00 €

Total hors frais généraux			28 600,00 €	0,00 €	28 600,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			0,00 €	0,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	28 600,00 €	0,00 €	28 600,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Matthieu	PY

Signature

Personne habilitée à engager l'etablissement partenaire	
Prénom	Nom
Stéphane	UBEDA
Qualité	
Directeur du Centre	

Signature & Visa

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'acces et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernees peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnees dans le texte de l'appel a projets).

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-09
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT
Sigle du partenaire	INRAE
Type de partenaire	EPST
Numéro SIRET	18007003902678

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	BOISTARD
Prénom	Pascal
Qualite	Président du Centre Lyon-Grenoble Auvergne-Rhône-Alpes
Courriel	pascal.boistard@inrae.fr
Téléphone	04 72 20 89 27

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
DUMONT	Hervé
Courriel	Telephone
partenariat.lyon-grenoble@inrae.fr	

Demande financiere ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
Dernière année de la phase 1							
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				0,0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						0,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)							

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2					0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)				0,0 p.m	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
			Phase 1				
2023-2024 à 2025-2026	Ingénieur projets / Permanents	Personnel	5 879,00 €	9,0	52 911,00 €		52 911,00 €
Sous-total apports - phase 1					52 911,00 €		52 911,00 €
			Phase 2				
2026-2027 à 2032-2033	Ingénieur projets / Permanents	Personnel	5 879,00 €	21,0	123 459,00 €		123 459,00 €
Sous-total apports - phase 2					123 459,00 €		123 459,00 €
Total apports					176 370,00 €		176 370,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	52 911,00 €	0,00 €	52 911,00 €
Frais généraux - Phase 1	0,00 €	0,00 €	
Total phase 1	52 911,00 €	0,00 €	52 911,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (Inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	0,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	123 459,00 €	0,00 €	123 459,00 €
Frais généraux - Phase 2	0,00 €	0,00 €	
Total phase 2	123 459,00 €	0,00 €	123 459,00 €

Total hors frais généraux			176 370,00 €	0,00 €	176 370,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			0,00 €	0,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	176 370,00 €	0,00 €	176 370,00 €

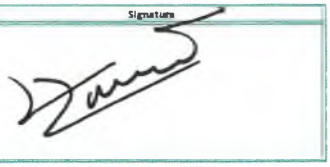
Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

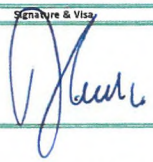
Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Hervé	DUMONT

Signature



Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Pascal	BOISTARD
Qualité	
Président du Centre Lyon-Grenoble Auvergne-Rhône-Alpes	

Signature & Visa



Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers.
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets)

DocuSign Envelope ID: 0AA685E6-9041-4775-9602-B6CDFE459AFB

Identification de l'établissement partenaire

N° de dossier	-10
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	ospices Civils de Lyon
Sigle du partenaire	CL
Type de partenaire	EPST
Numéro SIRET	26690027300019

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	LE MOIGN
Prénom	Raymond
Qualité	Directeur Général
Courriel	raymond.le-moign@chu-lyon.fr
Téléphone	04 72 40 70 01

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
PAC OT	Alexandre
Courriel	**Téléphone**
alexandre.pachot@chu-lyon.fr	04 72 40 68 50

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
			Phase 1				
			Dernière année de la phase 1				
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				0,0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						0,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)							

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
			Phase 2				

DocuSign Envelope ID: 0AA685E6-9041-4775-9602-B6CDFE459AFB

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					0,0 p.m	0,00 €	0,00 €	0,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
			Phase 1				
2023-2024 à 2025-2026	Appels à projets et Développement international	Personnel	4 549,36 €	9,3	42 309,05 €		42 309,05 €
Sous-total apports - phase 1					42 309,05 €		42 309,05 €
			Phase 2				
2026-2027 à 2032-2033	Appels à projets et Développement international	Personnel	4 549,36 €	21,7	98 721,11 €		98 721,11 €
Sous-total apports - phase 2					98 721,11 €		98 721,11 €
Total apports					141 030,16 €		141 030,16 €

Synthèse de la demande financière

		Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1		42 309,05 €	0,00 €	42 309,05 €
Frais généraux - Phase 1		0,00 €	0,00 €	
	Total phase 1	42 309,05 €	0,00 €	42 309,05 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	0,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	98 721,11 €	0,00 €	98 721,11 €
Frais généraux - Phase 2	0,00 €	0,00 €	
Total phase 2	98 721,11 €	0,00 €	98 721,11 €

Total hors frais généraux			141 030,16 €	0,00 €	141 030,16 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			0,00 €	0,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	141 030,16 €	0,00 €	141 030,16 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

DocuSign Envelope ID: 0AA685E6-9041-4775-9602-B6CDFE459AFB

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Alexandre	PAC OT

Signature

Madame Floriane KUNDER
Par Délégation la Directrice Adjointe
de la Recherche

DocuSigned by:
Floriane KUNDER
30F7043C8F1143E...

Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Raymond	LE MOIGN
Qualité	
Directeur Général	

Signature & Visa

DocuSigned by:
Raymond LE MOIGN
B343D8D82558425...

s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Identification de l'établissement partenaire

Réservé à l'organisme gestionnaire du programme	
N° de dossier	-11
Acronyme	ABILITY

Nom complet du partenaire

Nom complet du partenaire	LYON INGENIERIE PROJETS
Sigle du partenaire	LIP
Type de partenaire	Filiale de valorisation / Fondation de recherche
Numéro SIRET	49329821000011

AF version avril 2023

Personne habilitée à engager juridiquement l'établissement partenaire

Genre	Monsieur
Nom	OLAIZ
Prénom	Javier
Qualité	Président
Courriel	javier.olaiz@lip-lyon1.fr
Téléphone	0472697600

Correspondant scientifique et technique

Nom	Prénom
OLAIZ	Javier
Courriel	**Téléphone**
javier.olaiz@lip-lyon1.fr	0472697600

Demande financière ANR détaillée du projet

Personnel avec demande de financement

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024	Ingénierie de montage de projets (piliers II-III, Ingénierie et procédés)	CDI	6 000,00 €	19,0	114 000,00 €	114 000,00 €	0,00 €
2024-2025	Ingénierie de montage de projets (piliers II-III, santé)	CDI	6 000,00 €	19,0	114 000,00 €	114 000,00 €	0,00 €
Dernière année de la phase 1							
2025-2026	Ingénierie de montage de projets (piliers II-III, Ingénierie et procédés)	CDI	6 000,00 €	12,0	72 000,00 €	72 000,00 €	0,00 €
2025-2026	Ingénierie de montage de projets (piliers II-III, santé)	CDI	6 000,00 €	12,0	72 000,00 €	72 000,00 €	0,00 €
Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 1				62,0	372 000,00 €	372 000,00 €	0,00 €
Prévision de l'abondement maximal (calculé sur la dernière année de la Phase 1)						432 000,00 €	
Montant de l'abondement demandé (à indiquer)						432 000,00 €	

Année	Description type de poste	Type de contrat (CDD, CDI, statutaire, ...)	Coût unitaire	Nb. p.mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Ingénierie de montage de projets (piliers II-III, Ingénierie et procédés)	CDI	6 000,00 €	84,0	504 000,00 €	216 000,00 €	288 000,00 €
2026-2027 à 2032-2033	Ingénierie de montage de projets (piliers II-III, santé)	CDI	6 000,00 €	84,0	504 000,00 €	216 000,00 €	288 000,00 €

Sous-total personnel avec demande de financement - Phase 2						1 008 000,00 €	432 000,00 €	576 000,00 €
Total personnel avec demande de financement phase 1 + phase 2 (hors frais généraux)					62,0 p.m	1 380 000,00 €	804 000,00 €	576 000,00 €

Apports

Année	Description type de dépense / type de poste	Type d'apport	Coût unitaire	Quantité / Nb. p. mois	Coût total	Aide demandée	Apport
Phase 1							
2023-2024 à 2025-2026	Charges d'affaires traitant déjà l'existant	Personnel	6 000,00 €	234,0	1 404 000,00 €		1 404 000,00 €
Sous-total apports - phase 1					1 404 000,00 €		1 404 000,00 €
Phase 2							
2026-2027 à 2032-2033	Charges d'affaires traitant déjà l'existant	Personnel	6 000,00 €	546,0	3 276 000,00 €		3 276 000,00 €
Sous-total apports - phase 2					3 276 000,00 €		3 276 000,00 €
Total apports					4 680 000,00 €		4 680 000,00 €

Synthèse de la demande financière

	Coût complet	Aide demandée	Apport
Total hors frais généraux - Phase 1	1 776 000,00 €	372 000,00 €	1 404 000,00 €
Frais généraux - Phase 1	59 520,00 €	59 520,00 €	
Total phase 1	1 835 520,00 €	431 520,00 €	1 404 000,00 €

Montant de l'abondement demandé pour la phase 2 (inférieur ou égal à 3 fois l'aide demandée pour la masse salariale de la dernière année de la phase 1)	432 000,00 €

Total hors frais généraux - Phase 2	4 284 000,00 €	432 000,00 €	3 852 000,00 €
Frais généraux - Phase 2	64 131,00 €	64 131,00 €	
Total phase 2	4 348 131,00 €	496 131,00 €	3 852 000,00 €

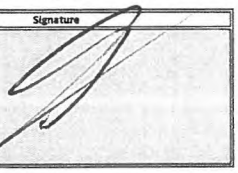
Total hors frais généraux			6 060 000,00 €	804 000,00 €	5 256 000,00 €
Frais généraux (max : 20% pour l'ensemble du projet)			123 651,00 €	123 651,00 €	
Frais d'environnement (taux propre à chaque établissement public)		% (taux)	0,00 €		0,00 €
		Total	6 183 651,00 €	927 651,00 €	5 256 000,00 €

Autres soutiens financiers sollicités ou obtenus pour le projet

	Nom des financeurs	Nature et objet du financement	Sollicité	Obtenu
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
		Total des autres financements	0,00 €	0,00 €

Engagement de l'établissement partenaire (les signatures sont à apposer obligatoirement sur le document papier) - N'omettez pas la signature de la lettre d'engagement

Correspondant scientifique et technique	
Prénom	Nom
Javier	OLAIZ

Signature


Personne habilitée à engager l'établissement partenaire	
Prénom	Nom
Javier	OLAIZ
Qualité	
Président	

Signature & Visa
SAS LYON INGENIERIE PROJETS 43 Bd du 11 novembre 1918 L'Atrium - BP 32009 69616 VILLEURBANNE cedex Tel. 04 72 69 76 00 Fax 04 72 69 76 09

Les informations personnelles transmises dans ces documents sont obligatoires et seront conservées en fichiers par l'ANR pour assurer la conduite opérationnelle de l'évaluation et l'administration des dossiers. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux Fichiers et aux Libertés, les personnes concernées disposent d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles les concernant. Les personnes concernées peuvent exercer ce droit en s'adressant à l'ANR (voir coordonnées dans le texte de l'appel à projets).

Annexe 3 : Liste des membres des organes de gouvernance

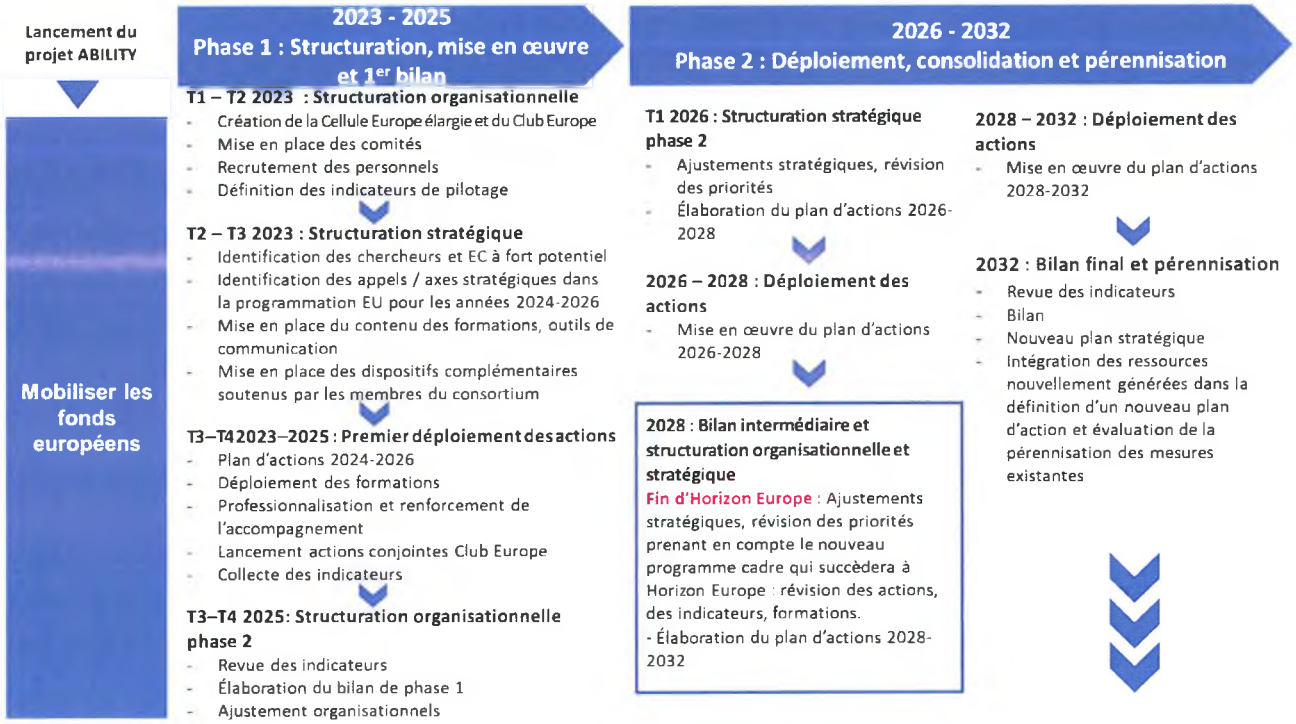
Comité de Pilotage

PARTIES	Nom du Représentant
UCBL	VP recherche ou son représentant
UL2	VP recherche ou son représentant
UJM-Lyon3	VP recherche ou son représentant
ENS de Lyon	VP Recherche ou son représentant
CPE Lyon	Gérard PIGNAULT ou son représentant
LIP	Javier OLAIZ ou son représentant
CNRS	Responsable du Service partenariat et valorisation ou son représentant
Inserm	Dominique PELLA ou son représentant
Inria	Directeur du centre Inria de Lyon ou son représentant
INRAE	Pascal BOISTARD, Président du Centre Lyon-Grenoble
HCL	Alexandre PACHOT, Directeur de la Recherche en Santé, ou son représentant

Comité Exécutif

PARTIES	Nom du Représentant
UCBL	Candice CARRON (volet recherche) et la Responsable du pôle ERASMUS (volet formation) ou leurs représentants
UL2	Responsable de la DRED (volet recherche) et responsable de la DRI (volet formation) ou leurs représentants
UJM-Lyon3	Responsable du pôle Projets de la DRED (volet recherche) et responsable du Service des relations internationales de la DRI (volet formation) ou leurs représentants
ENS de Lyon	Responsable du service ingénierie de projet ou son représentant (volet recherche et volet formation)
CPE Lyon	Maxime JORROT (volet formation) ou son représentant
LIP	Directeur des affaires européennes ou son représentant (volet recherche)
CNRS	Responsable du Pôle programmes européens de la DR7 ou son représentant (volet recherche)
Inserm	Olivier BERTRAND ou son représentant (volet recherche)
Inria	Alexa PUGH ou son représentant (volet recherche)
INRAE	Hervé DUMONT ou son représentant (volet recherche)
HCL	Chiara STRANO (volet recherche) et Céline VIGOUROUX (volet formation) ou leurs représentants

Annexe 4 : PLAN D'ACTIONS



Annexe 5 : Critères de performance et règles de versement de l'abondement à l'issue de la phase 1

Notations

- *ms3* : masse salariale maximale subventionnée en année 3 de la phase 1, selon l'annexe financière.
- *msfp1* : coût en année pleine de la masse salariale des personnels recrutés en phase 1 et qui seront en fonction au début de la phase 2.
- *msc4* : masse salariale consommée en année 4.

Critères de performance et règles de calcul de l'abondement

- Pour l'année 4 du projet,
  - l'abondement est le montant maximal prévu par le contrat si *msfp1* est au moins égale à 80% de ms_3.
  - l'abondement est 80% du montant maximal si *msfp1* est compris entre 50% et 80% de ms_3.
  - si *msfp1* est inférieure à 50% de ms_3, le projet fera l'objet d'une analyse par l'Etat de chaque activité (FTLV, Europe, mécénat) avant d'éventuellement poursuivre le subventionnement de certaines d'entre elles.
- En début d'année 5, une fois attesté le résultat financier de l'année 4,
  - si l'accroissement du chiffre d'affaires en année 4 est supérieur à 50% de la prévision, le projet se poursuit.

    La trajectoire financière peut néanmoins être révisée en fonction de la masse salariale consommée et du chiffre d'affaires, selon les règles décrites plus bas. La performance est évaluée sur l'ensemble du périmètre du projet.
  - si l'accroissement du chiffre d'affaires en année 4 est inférieur à 50% de la prévision **et** inférieur à 50% de msc_4, le projet est arrêté.
  - les projets n'entrant pas dans les deux cas prévus ci-dessus feront l'objet d'une analyse par type d'activité (FTLV, Europe, mécénat…) avant d'éventuellement poursuivre le subventionnement de certaines d'entre elles.
- Au-delà de l'année 5, les projets ne sont plus arrêtés, l'abondement pouvant fluctuer (cf. ci-après).

A compter de la 5ème année du projet, les règles de calcul du montant de l'abondement sont les suivantes :

- Si le chiffre d'affaires prévu est atteint, l'abondement est le montant maximal prévu par le contrat.
- Si le chiffre d'affaires prévu en année 4 n'est pas atteint, mais que les recrutements ont eu lieu ($msc_4 > ms_3$), l'indicateur de performance retenu est le rapport r entre l'accroissement du chiffre d'affaires (ACA) en année 4 et msc_4.

CONVENTION D'ACCUEIL LABORATOIRE

Entre

L'Institut d'Études Politiques de Lyon
Établissement public administratif,
Dont le siège est situé 14 avenue Berthelot - 69365 Lyon cedex 07,
Représentée par sa Directrice, Madame Hélène SURREL.

Ci-après dénommé « **Sciences Po Lyon** » ou « **Organisme d'Origine** ».

D'une part,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 1 C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET,

Ci-après dénommée « **Université Lyon 3** ».

L'Université Lyon 3 agissant en son nom et dans le cadre des activités de l'Équipe de droit international, européen et comparé dirigée par Monsieur Cyril NOURISSAT.

L'Équipe de droit international, européen et comparé est ci-après désigné « EDIEC » ou le « Laboratoire ».

D'autre part,

Sciences Po Lyon et l'**Université Lyon 3** sont ci-après désignées individuellement par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

Madame Hélène SURREL, ci-après désignée « **Personnel Accueilli** », Professeure des Universités en droit public, est un personnel de **Sciences Po Lyon**. Madame Hélène SURREL a souhaité mener sa mission de recherche au sein de l'Équipe de droit international, européen et comparé, équipe dont **Sciences Po Lyon** n'est pas tutelle. L'Équipe de droit international, européen et comparé a accepté l'accueil de Madame Hélène SURREL et lui permet de réaliser ses travaux de recherche, ci-après ses « **Travaux** » en son sein et plus particulièrement au sein du Centre d'Études Européennes.

IL A ÉTÉ CONVENU ET DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet

L'objet de la présente convention est de définir :

- Les conditions et modalités d'accueil du Personnel Accueilli, au sein du Laboratoire pour lui permettre d'effectuer ses Travaux de recherche.
- Les droits et obligations des Parties dans le cadre de cet accueil et notamment les règles de dévolution des droits de propriété intellectuelle relatives aux résultats qui seront obtenus dans ce cadre.

Article 2 - Durée – Modifications

La présente convention entre en vigueur à la dernière date de signature par les Parties avec effet rétroactif à la date de début du rattachement définie à l'annexe 1 et jusqu'au 31 décembre 2026, date de fin du contrat quinquennal.

À l'issue de la présente convention, celle-ci peut être renouvelée par voie d'avenant, signé par les Parties.
Toute modification à la présente convention, fera l'objet d'un avenant écrit signé par les Parties.

Nonobstant l'échéance de la présente convention ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article « Résiliation », les dispositions prévues aux articles « Propriété intellectuelle », « Confidentialité » et « Publications » restent en vigueur pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée.

Article 3 - Modalités d'accueil au sein du Laboratoire

3.1 Le Personnel Accueilli réalise ses Travaux au sein du Laboratoire, dans les locaux définis en annexe 1.

3.2 L'accueil au sein du Laboratoire se déroule sous l'autorité fonctionnelle de l'équipe de direction du Laboratoire. Lors de sa présence au Laboratoire, le Personnel Accueilli doit respecter l'organisation, les horaires d'accès au Laboratoire, le règlement intérieur en vigueur et, de façon générale, toutes les consignes qui lui seront données en matière d'hygiène, de santé et de sécurité du travail.

3.3 Le Personnel Accueilli reste employé par l'Organisme d'Origine et conserve son statut initial. Il est en position d'activité et demeure soumis aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles internes propres à l'Organisme d'Origine qui lui sont applicables.

En sa qualité d'employeur, l'Organisme d'Origine :

- Verse au Personnel Accueilli sa rémunération selon les conditions fixées par son statut ;

- Assure toutes les prérogatives administratives (évaluation, discipline, autorisation de congés, suivi des absences dont maladie...) pour lesquelles elle reste la seule autorité administrative compétente à son égard ;
- S'acquitte des obligations sociales et fiscales relevant de l'exécution de son statut, notamment en ce qui concerne les accidents du travail et de trajet. En cas d'accident du travail ou de trajet lors de la présence du Personnel Accueilli au sein du Laboratoire, ce dernier informe l'Organisme d'Origine dans les 48 heures de la survenance de cet accident et l'Organisme d'Origine fait la déclaration d'accident.

3.4 Pour la conduite des Travaux, le Personnel Accueilli bénéficie au sein du Laboratoire des mêmes installations que les autres enseignants-chercheurs du Laboratoire (locaux, bureau, poste internet, fluide, électricité, supports techniques, matériels, scientifiques, administratifs, financiers...).

3.5 Le Personnel Accueilli effectue l'intégralité de son travail de recherche au Laboratoire. Il peut déposer auprès du Laboratoire des demandes d'aide au financement de ses activités de recherche (déplacement pour colloque, mission de terrain, aide à la publication...).
Ses demandes sont examinées avec les mêmes critères que pour les autres chercheurs titulaires du Laboratoire comme le stipule le règlement intérieur du Laboratoire pour les chercheurs titulaires. Si le Personnel Accueilli souhaite également répondre à des appels à projets, il pourra bénéficier de l'accompagnement des services d'appui au montage et à la valorisation de l'Université Lyon 3. Dans le cas où le Personnel Accueilli obtiendrait des financements liés à son activité de recherche (dont réponse à appels à projets et/ou collaborations de recherche avec partenaires socio-économiques), les fonds correspondants seront directement gérés par le Laboratoire et/ou les services compétents de l'Université Lyon 3 selon les modalités applicables dans cette université.

3.6 Le Personnel Accueilli réalise ses obligations d'enseignement auprès de l'Organisme d'Origine. Rien dans la présente convention ne saurait empêcher ou prévenir de quelque manière que ce soit le Personnel Accueilli d'assurer à l'Organisme d'Origine les tâches qui lui incombent en sa qualité d'enseignant.

3.7 En tant qu'enseignant-chercheuse accueillie au Laboratoire, le Personnel Accueilli peut encadrer des stagiaires de Master et, au titre de professeur des universités, il peut encadrer des doctorants inscrits à l'Université Lyon 3 et à l'École doctorale définie à l'Annexe 1 et accueillis au Laboratoire.

Article 4 - Activités contractuelles

4.1 Dans le cas où la réalisation de travaux de recherche impliquant le Personnel Accueilli fait l'objet de conventions (sans que la liste ne soit exhaustive : contrats de collaboration de recherche, CIFRE, consortium agreement), susceptibles d'être conclues par l'Université Lyon 3 avec des organismes publics ou privés, français ou étrangers, établies ou non dans le cadre d'appels à projets et financements nationaux ou européens, ci-après désignés par les « Contrats de Recherche », ils devront inclure l'Organisme d'Origine comme partie. Sauf accord particulier et sous réserve des stipulations ci-dessous, lesdites conventions seront proposées, négociées, signées et gérées par l'Université Lyon 3.

L'Organisme d'Origine donne à cet effet, par la présente, mandat de signature et de négociation des Contrats de Recherche à l'Université Lyon 3.
L'Université Lyon 3 fera ses meilleurs efforts pour protéger les intérêts de l'Organisme d'Origine. S'ils comportent des clauses de confidentialité et de propriété intellectuelle, ces Contrats de Recherche doivent donner la possibilité au Personnel Accueilli de faire état de ses travaux dans son rapport d'activité, si son statut le prévoit, et prévoir le principe de copropriété des résultats obtenus conjointement avec le(s) tiers.

L'Organisme d'Origine donne à cet effet, par la présente, mandat de signature et de négociation des Contrats de Recherche à l'Université Lyon 3.

4.2 L'Organisme d'Origine assumant la charge salariale du Personnel Accueilli, dans le cas de subventions ou de contrats en coût complet pour lesquels les coûts de salaires des personnels permanents sont éligibles auprès d'un financeur, l'Organisme d'Origine s'engage à établir et transmettre des feuilles d'activités à l'Université Lyon 3, attestant de la participation du Personnel Accueilli, sous réserve d'une validation préalable par l'Organisme d'Origine, du budget correspondant avant soumission au financeur.
Les éventuels remboursements correspondant aux coûts du Personnel Accueilli, seront reversés par la Tutelle bénéficiaire à l'Organisme d'Origine, sauf accord contraire.

4.3 Dans la mesure du possible, le Laboratoire s'efforcera d'inscrire l'Organisme d'Origine comme partenaire dans les projets proposés aux diverses agences de financement de la recherche dès lors que le Personnel Accueilli contribue à ce projet. En cas de gestion des contrats européens par l'Université Lyon 3, ladite Tutelle désignée bénéficiaire par le financeur demandera, lorsque les règles de l'appel à projets le permettent, l'insertion d'une clause spéciale à la convention, garantissant le statut de l'Organisme d'Origine au titre d'employeur impliqué mais non signataire (e.g. cas des « affiliated Party »). Dans ce cadre, l'accord de consortium est néanmoins conclu au nom de toutes les Parties.

Les Parties s'engagent à s'informer régulièrement des Contrats de Recherche dès lors que le Personnel Accueilli est concerné et à se transmettre une copie des accords signés.

Article 5 - Propriété intellectuelle

Les connaissances propres obtenues par les Parties avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention restent leur propriété respective.

La propriété, la protection et la valorisation des résultats obtenus conjointement dans le cadre de la présente convention, et sans préjudice du respect de la réglementation relative au droit d'auteur appartiennent conjointement aux Parties selon le principe suivant :
- 30 % pour l'Université Lyon 3 ;
- 70 % pour l'Organisme d'Origine employeur du Personnel Accueilli.

Le cas échéant, les Parties décideront conjointement des modalités de protection et d'exploitation commerciale des résultats communs.

Sous réserve des dispositions de l'article 6 de la présente convention, de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur, et des tiers le cas échéant, chaque Partie pourra utiliser librement et gratuitement les résultats générés dans le cadre de la présente convention pour ses besoins propres de recherche y compris effectuées avec des tiers, et d'enseignement.

Article 6 - Confidentialité

Chaque Partie s'engage à ne publier, ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.
Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de l'échéance de la présente convention, nonobstant la résiliation de cette dernière. Les Parties s'engagent à faire prendre le même engagement par leurs préposés.

Article 7 - Publications

Le Personnel Accueilli s'engage à ce que les publications ou communications mentionnent explicitement les noms des auteurs et du Laboratoire ainsi que son affectation à l'Organisme d'Origine et respecter le protocole de signature en vigueur, le cas échéant, sur le site Lyon-Saint Étienne.

Le Laboratoire s'engage à ce que toute publication ou communication faisant état entièrement ou partiellement de travaux réalisés par le Personnel Accueilli mentionne son nom dans la liste des auteurs ainsi que son affectation à l'Organisme d'Origine.

Article 8 - Responsabilité - Règlement des dommages

8.1 Les Parties garantissent que dans la conduite des Travaux, elles respecteront l'ensemble des législations en vigueur notamment, en matière de sécurité, d'environnement ou d'expérimentation humaine ou animale.

8.2 Chaque Partie est responsable dans les conditions de droit commun des dommages causés par son personnel, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention aux biens mobiliers ou immobiliers de l'autre Partie.

8.3 Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages causés par son personnel aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel de l'autre Partie.
Les Parties reconnaissent que les connaissances propres, les résultats et les informations communiquées par une Partie à l'autre Partie dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Ces Connaissances propres, ces résultats et ces autres informations sont utilisés par les Parties à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre l'autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces connaissances propres, ces résultats et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

Article 9 - Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit et sans autre formalité judiciaire par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre, d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'un (1) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

La Convention est automatiquement résiliée en cas de changement de rattachement, mutation, démission, ou départ en retraite du Personnel Accueilli.

Article 10 - Litiges

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait survenir à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution des dispositions de la présente convention. À défaut, les Parties s'en remettent au Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en deux (2) exemplaires originaux, le 09 décembre 2024

Pour **Sciences Po Lyon**	Pour l'**Université Jean Moulin Lyon 3**
Hélène SURREL, Directrice et Personnel Accueilli Signature :	Gilles BONNET, Président Signature :
	Cyril NOURISSAT, Directeur EDIEC Visa :

ANNEXE 1

Prénom et NOM du Personnel	Hélène SURREL
Statut du Personnel	Professeur des Universités
Employeur du Personnel	Sciences Po Lyon
Laboratoire d'accueil	EDIEC
Tutelle gestionnaire du Laboratoire d'accueil	Université Lyon 3
Localisation(s)	Université Lyon 3, Palais de l'université, 15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon
Jours ou taux de présence au sein du Laboratoire	100% de son temps recherche
Date de début du rattachement	01/01/2017
Date de fin du rattachement	31/12/2026
Obligations d'enseignement	Le Personnel continuera à réaliser ses obligations d'enseignement auprès de l'Organisme d'Origine (Sciences Po Lyon)
ED de rattachement	ED 492 Droit

Lyon 1

Convention d'affectation recherche de Léa SALLENAVE MCF UCBL à l'UMR 5600 Environnement, Ville, Société (EVS)

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège est situé 1 C avenue des Frères Lumière, CS 78842, 69 372 Lyon Cedex 08, N°SIRET 19692437700282 code NAF 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
Ci-après dénommée « Université Lyon 3 »

L'Université Lyon 3 agissant dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville et Société UMR 5600 EVS, dirigé par Monsieur Etienne COSSART, et dont les tutelles principales sont l'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'Université Jean Monnet de Saint Etienne, l'ENSAL, et le CNRS. L'Université Lyon 3 a reçu mandat du CNRS, de l'Université Lyon 2, de l'UJM, de l'ENTPE et de l'ENS Lyon pour la présente convention en application de la convention de site conclue le 06 janvier 2023, pour le signer en leur nom et pour leur compte.

Le laboratoire Environnement, Ville, Société UMR 5600 est ci-après désigné « EVS » ou le « Laboratoire ».

L'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'Université Jean Monnet de Saint Etienne, l'ENSAL, et le CNRS sont ci-après désignés collectivement par les « Tutelles » ou individuellement par la « Tutelle ».

D'UNE PART,

Et

L'Université Claude Bernard Lyon 1,
Etablissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) dont le siège est 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69622 Villeurbanne Cedex, numéro SIRET 196 917 744 00019, représenté par son administrateur provisoire, Monsieur Luc JOHANN,
Ci-après dénommé « UCBL » ou « l'Organisme d'Origine »

D'AUTRE PART,

Les Tutelles et l'Organisme d'Origine sont désignés individuellement par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

Les Tutelles acceptent que Léa SALLENAVE MCF salariée de l'Organisme d'Origine depuis le 01/09/2024 (avant cette date post-doctorante à l'université de Genève) ci-après dénommée le « **Personnel** », soit affectée pour son temps de recherche au Laboratoire.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1 – DEFINITIONS

Dans le présent document et ses annexes, les termes ci-dessous, lorsqu'ils seront employés avec une lettre majuscule, auront les significations respectives suivantes :

1.1. Connaissances Propres : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de la Convention ou développées par elle indépendamment de la Convention, sans que le personnel l'ayant développé n'ait eu accès aux informations échangées dans le cadre de la Convention.

1.2. Convention : désigne la présente convention, ses annexes, ainsi que ses avenants éventuels.

1.3. Informations Confidentielles : désigne toute information ou donnée quelle que soit sa nature, sa forme et son support, transmise par une Partie à l'autre Partie ou portée à la connaissance d'une Partie, notamment lors de l'accueil dans les locaux des Tutelles du Personnel.
Les Informations Confidentielles recouvrent, notamment, les plans, spécifications, formules, logiciels, systèmes, prototypes, schémas, résultats scientifiques, techniques de recherche, échantillons, modèles. Ces stipulations s'appliquent aussi à toutes copies et extraits d'Informations Confidentielles.

1.4. Résultats : désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution de la Convention, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par les Parties.

2 – OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de définir les modalités d'affectation du Personnel au sein du Laboratoire.

3 – MODALITES D'AFFECTATION

3.1. Pendant la durée de la Convention, définie à l'article 4, le Personnel sera placé sous la responsabilité scientifique et fonctionnelle du directeur du Laboratoire.

3.2. Le Personnel mènera à titre principal son activité de recherche dans les locaux définis en annexe 1.

3.3. Pendant sa période d'affectation, le Personnel se conformera à la règlementation en vigueur, aux règles applicables au sein du Laboratoire et de la Tutelle hébergeante où il effectue ses travaux de recherche, notamment aux règlements intérieurs et en matière de règles d'hygiène et de sécurité. Toutes instructions utiles lui seront alors communiquées à ce sujet.
Néanmoins, ledit Personnel demeurera sous l'autorité hiérarchique de l'Organisme d'Origine, son employeur et conservera son statut initial auprès de ce dernier qui continuera à lui verser son salaire et accessoires.
Le pouvoir disciplinaire continuera à être exercé par l'Organisme d'Origine, le directeur du laboratoire étant tenu de porter à sa connaissance toute faute ou manquement du Personnel dans l'exercice de ses fonctions.

3.4. Durant la période d'affectation, le Personnel sera affecté au titre de ses obligations de recherche au Laboratoire pour le temps de présence tel que défini en annexe 1.

Le Personnel réalisera ses obligations d'enseignement auprès de la composante de l'Organisme d'Origine défini en annexe 1.

3.5. Ledit Personnel pourra avoir accès aux mêmes équipements, matériels ou machines spécifiques du Laboratoire que les autres enseignants-chercheurs du Laboratoire, nécessaires à l'exécution de la Convention. Il pourra participer aux séminaires et activités du Laboratoire.
Tout matériel, équipement ou machine mis à la disposition du Personnel par les Tutelles reste la propriété des Tutelles.

3.6. Le directeur du Laboratoire s'engage à informer dans les plus brefs délais l'Organisme d'Origine en cas d'absence injustifiée du Personnel.

4 – ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RESILIATION

4.1. La Convention entre en vigueur à la dernière date de signature par les Parties avec effet à la date de début d'affectation recherche définie à l'annexe 1 et expire à la date de fin de l'affectation recherche définie à l'annexe 1.

Toute prolongation de la Convention ou de la période d'affectation devra faire l'objet d'un avenant signé par toutes les Parties.

Nonobstant l'expiration ou la résiliation de la Convention, les Parties restent tenues par les obligations qui par leur nature ont vocation à perdurer au-delà du terme ou de la résiliation de la Convention, notamment les articles 6 « Propriété intellectuelle et valorisation – activité contractuelle », 7 « Confidentialité » et 8 « Publications et - communications ».

4.2. Chaque Partie peut décider de résilier la Convention en informant l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception, et ceci indépendamment de toute faute ou manquement de l'autre Partie. Sauf accord écrit des Parties, cette résiliation sera effective deux (2) mois après la date de réception de ladite lettre recommandée avec avis de réception.

4.3. Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à une de ses obligations au titre de la Convention, l'autre Partie pourra prononcer la résiliation de la Convention aux torts de la Partie défaillante si, dans les trente (30) jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, la Partie défaillante ne s'est toujours pas conformée à ses obligations.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

4.4. La Convention est automatiquement résiliée en cas de changement d'affectation de laboratoire pour effectuer la recherche, de mutation, démission, ou départ en retraite du Personnel.

5 – FORCE MAJEURE

Aucune Partie n'est responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.
La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser l'autre Partie dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement.

6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET VALORISATION – ACTIVITE CONTRACTUELLE

6.1. Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses Connaissances Propres. Aucune communication des Connaissances Propres à une autre Partie ne peut être interprétée comme un transfert de propriété ou une concession de licence.
Pour les besoins de l'exécution de la Convention et à cette seule fin, chacune des Parties concède à l'autre ou aux autres Parties un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Propres, dans la mesure où ces Connaissances Propres sont strictement nécessaires à l'exécution de la Convention. Ces Connaissances Propres sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une

autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 7 ci-dessous.

6.2. Sauf accord contraire et écrit des Parties, les Résultats issus de la Convention sont la copropriété des Parties (ci-après « Copropriétaires ») répartis comme suit :
- 30% entre les Tutelles du Laboratoire.
- 70% à parts égales entre les établissements employeurs des inventeurs/auteurs, l'Organisme d'Origine étant l'établissement employeur du Personnel.

En cas de Copropriétaires soumis à l'article L.533-1 du Code de la recherche, lesdits Copropriétaires désigneront parmi les Tutelles principales du Laboratoire, dès l'obtention de résultats et en tout état de cause dès la réception par le premier d'entre eux d'une déclaration, un mandataire unique pour agir en leur nom et pour leur compte dans le respect des articles L.533-1 et suivants du Code de la Recherche (ci-après « Mandataire Unique »). Le Mandataire Unique prendra en charge les frais de dépôts, de délivrance et de maintien des brevets sur les résultats selon les modalités définies par les textes d'application de L.533.1 du Code de la recherche.

Chaque Partie Copropriétaire fait son affaire de la rémunération éventuelle de ses inventeurs.

Les Parties Copropriétaires des Résultats pourront librement utiliser les Résultats issus de la Convention tant à des fins de recherches internes, que de recherches partenariales.
Les Parties Copropriétaires fixeront, avant tout d'acte d'exploitation, par un règlement de copropriété les modalités et conditions d'exploitation des Résultats qui respectera les stipulations de la convention de site.

6.3. Dans le cas où la réalisation de travaux impliquant le Personnel fait l'objet d'un contrat entre le Laboratoire et des organismes tiers, publics ou privés, français ou étrangers, ci-après désignés par les « Contrats de Recherche », l'Organisme d'Origine autorise la participation du Personnel auxdits Contrats de recherche et accepte que la négociation, la signature et la gestion de ces contrats soient confiées à l'une des Tutelles du Laboratoire ou à une de ses filiales. Ces Contrats de recherche devront inclure l'Organisme d'Origine comme partie, sous réserve de la particularité des subventions européennes mentionnées à l'article 6.4 ci-dessous.
La Tutelle du Laboratoire en charge de la négociation de ces contrats fera ses meilleurs efforts pour protéger les intérêts de l'Organisme d'Origine et veillera à ce qu'ils soient conclus dans le respect des stipulations relatives à la publication et à la communication des Résultats ainsi qu'au principe de copropriété des Résultats obtenus conjointement. Chaque Tutelle s'engage également à faire respecter ces principes à ses filiales.
La Tutelle gestionnaire a mandat de signature de l'Organisme d'Origine dans les mêmes conditions que celui concédé par les autres Tutelles du Laboratoire. La Tutelle gestionnaire s'engage à transmettre une copie de ces accords signés à l'Organisme d'Origine, pour information.

Dans le cas de subventions ou de contrats en coût complet pour lesquels les coûts de salaires des personnels permanents sont éligibles auprès d'un financeur, l'Organisme d'Origine s'engage à établir et transmettre des feuilles d'activités à la Tutelle du Laboratoire gestionnaire, ainsi qu'à leurs filiales gestionnaires des contrats, attestant de la participation du Personnel sous réserve d'une validation préalable par l'Organisme d'Origine, du budget correspondant avant soumission au financeur.

6.4. Subventions européennes : dans le cadre d'un contrat de recherche et d'innovation conclu avec l'Union européenne, la Tutelle du Laboratoire en charge de la signature et de la gestion dudit contrat, est désignée « bénéficiaire » auprès du financeur. Les autres Tutelles et l'Organisme d'Origine sont désignées tierces parties liées quand elles présentent des coûts directs sur le projet (notamment des frais de personnel) et que cela est permis par les règles de l'appel à projet.

La Tutelle gestionnaire demandera l'insertion d'une clause spéciale à la convention, garantissant le statut de(s) autre(s) Parties impliquée(s) mais non signataire(s) (Article 14 du Grant Agreement relatif aux « Linked Third Party »). Les Parties désignées comme tierce(s) Partie(s) liée(s) à un bénéficiaire s'engagent à fournir les éléments nécessaires à l'établissement des rapports périodiques et à respecter les termes de la convention de subvention.

Pour les projets relevant des programmes du Conseil européen de la recherche (European Research Council), l'institut d'accueil (ou « Host Institution ») est la partie employeur du porteur de projet.

L'accord de consortium est conclu aux noms de toutes les Parties. Une copie de l'accord de consortium signé est transmise aux autres Parties concernées.

L'autre ou les autres Parties est ou sont nécessairement mentionnée(s) dans l'annexe de l'accord de consortium au titre de « Linked Third Party », ce qui leur accorde certains droits et obligations listés dans par l'accord de consortium. Elles s'engagent à respecter ces obligations (propriété intellectuelle, responsabilité des participants, confidentialité, loi applicable, etc).

Pour rappel, la Partie bénéficiaire s'engage à négocier l'accord de consortium au nom des Parties en accord avec la convention de site.

Les Parties peuvent également choisir d'être conjointement bénéficiaires de la subvention, chacune pour sa participation.

7 – CONFIDENTIALITE

7.1. Chaque Partie transmet à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à l'exécution de la Convention, sous réserve du droit des tiers.
Aucune stipulation de la Convention ne peut être interprétée comme obligeant une Partie à divulguer des Informations Confidentielles à l'autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à son exécution.

7.2. La Partie qui reçoit une Information Confidentielle de l'autre Partie s'engage, pendant la durée de la Convention et les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou le terme de la Convention, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- Soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;
- Ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître ;
- Soient utilisées uniquement et strictement pour les besoins de l'exécution de la Convention ;
- Ne soient pas communiquées à des tiers, sans l'autorisation écrite et préalable de la Partie qui divulgue les Informations Confidentielles ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, totalement ou partiellement, de quelques manières que ce soit, sans l'autorisation écrite et préalable de la Partie qui divulgue.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées.

7.3. Par exception à l'article 7.2, l'obligation de confidentialité pour les codes sources de logiciel est égale à la durée légale de protection desdits codes sources.
Par exception à l'article 7.2, l'obligation de confidentialité pour les savoir-faire s'applique pour la durée de la Convention et au-delà jusqu'à que lesdits savoir-faire soient divulgués dans le domaine public par leur titulaire.

7.4. Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de la Convention restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière ou détruites immédiatement sur sa demande.

7.5. Les obligations de confidentialité ne s'appliquent pas aux informations dont la Partie qui les reçoit peut apporter la preuve :

- Qu'elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion de la Convention ;
- Qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- Que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie dont elles émanent ;
- Qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles ;
- Qu'elles ont été publiées sans violer les stipulations de la présente Convention ;
- Que la divulgation est faite en application d'une décision de justice ou des pouvoirs publics, sous réserve (i) d'informer si cela est légalement autorisé la Partie émettrice avant toute communication de ce type et, en tout état de cause, dès que possible après cette

communication ; ou (ii) d'obtenir de l'autorité judiciaire ou gouvernementale la garantie écrite qu'elle accordera aux Informations Confidentielles de la Partie émettrice le plus haut degré de protection prévu par la loi, dans la mesure du possible.

7.6. Aucune stipulation dans cette Convention n'implique :
- Une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection de ses Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- Une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces Informations Confidentielles.

8 – PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

8.1. Chaque Partie s'engage à ne pas publier, de quelque façon que ce soit, les Connaissances Propres de l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance et ce, tant que ces informations ne sont pas dans le domaine public ou tant que cette Partie n'a pas reçu l'accord préalable de la Partie propriétaire des Connaissances Propres concernées.

8.2. Les stipulations du présent article ne peuvent pas faire obstacle :
- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'exécution de la Convention de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules instances ayant besoin d'en connaître à condition qu'elles s'obligent à respecter les stipulations relatives à la confidentialité ;
- Ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant à l'exécution de la Convention. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des stipulations relatives à la confidentialité. Si nécessaire, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury sera engagé par un engagement de confidentialité.

8.3. Toute publication issue des activités de recherche du Personnel au sein du Laboratoire devra faire mention du Laboratoire, et des Parties.

Ces publications et communications se feront dans le cadre des règles en vigueur entre les Parties.

Si des informations contenues dans la publication doivent faire l'objet d'une demande de protection au titre de la propriété industrielle, les Parties pourront retarder la publication jusqu'à la date du dépôt du brevet ou, au plus tard, jusqu'à la date de publication de celle-ci.

Aucune stipulation de la Convention ne pourra faire obstacle à l'obligation du Personnel de produire un rapport d'activité à l'Organisme d'Origine, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.
Chaque publication ou communication réalisée par le Personnel ou impliquant le Personnel devra, dans la mesure du possible, afficher le logo de l'Organisme d'Origine, ainsi que ceux des Tutelles, sur tout support de publication ou de communication.

9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

9.1. Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de la Convention.

9.2. Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.
En cas d'accident du travail lors de la présence du Personnel au sein des locaux des Tutelles, ces dernières devront prévenir l'Organisme d'Origine dans les 48 heures de la survenance de l'accident.
L'Organisme d'Origine est responsable dans les conditions de droit commun des dommages que le Personnel pourrait causer au personnel ou aux biens des Tutelles et/ou aux tiers dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses activités.
Chacune des Parties s'engage à prendre en charge les conséquences financières des dommages qui lui sont imputables.

9.3. Les Parties reconnaissent que les Connaissances Propres, les Résultats et les informations communiquées par une Partie à un autre Partie dans le cadre de l'exécution de la Convention sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit. Ces Connaissances Propres, ces Résultats et ces autres informations sont utilisés par les Parties à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances Propres, ces Résultats et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

10 – STIPULATIONS GENERALES

10.1. La Convention et ses annexes expriment l'intégralité des obligations des Parties. Elles annulent et remplacent toutes déclarations, négociations, engagements, communications orales ou écrites, acceptations, ententes et accords préalables entre les Parties, relatifs aux stipulations auxquelles la Convention et ses annexes s'appliquent ou qu'elles prévoient.

La Convention ne pourra en aucun cas être cédée ou transférée à un tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

10.2. Les stipulations de la Convention ne peuvent être modifiées sans l'accord préalable écrit des Parties. Toute modification fera l'objet d'un avenant à la Convention signé par les Parties.

10.3. Rien, dans la Convention ne donne le droit à l'une des Parties de s'engager de quelque manière que ce soit au nom de l'autre Partie.

Aucune stipulation de la Convention ne pourra être interprétée comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit, l'affectio societatis est notamment formellement exclu, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Parties.

10.4. La renonciation d'une des Parties à se prévaloir de ses droits à l'occasion d'une violation quelconque des stipulations de la Convention par l'autre Partie ne saurait être interprétée comme une renonciation définitive à se prévaloir de ces droits ultérieurement.

10.5. Dans l'hypothèse où une ou plusieurs stipulations de la Convention seraient considérées comme nulles ou non opposables par une juridiction compétente, cette stipulation sera supprimée de la Convention et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour la remplacer, sans que la validité, ainsi que l'opposabilité des autres stipulations n'en soient affectées.

11 – DROIT APPLICABLE ET LITIGES

La Convention est soumise au droit français.
En cas de difficultés sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de la Convention, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception à une des Parties, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

Pour les Tutelles, l'Université Lyon 3
A Lyon, le

Gilles BONNET
Président

Signature et cachet :

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Marc BONINCHI

Pour l'UCBL
A Villeurbanne, le 08 JAN. 2025

Luc JOHANN
Administrateur Provisoire

Signature et cachet :

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD
LYON I

Visas :

Le Directeur de EVS
Etienne COSSART

CNRS UMR 5600
Environnement - Ville Société
18, rue Chevreul
69362 Lyon Cedex 07

Etienne Cossart
Directeur de l'UMR 5600 du CNRS

Le Personnel
Léa SALLENAVE

ANNEXE 1

Nom du Personnel	SALLENAVE
Prénom du Personnel	Léa
Statut du Personnel	Maîtresse de conférences
Laboratoire	EVS (Environnement, Ville, Société) UMR 5600
Localisation(s)	Université Lyon 3, 18 rue de chevreuil, 69007 Lyon
Jours ou taux de présence au sein du Laboratoire	100% de son temps recherche
Date de début de l'affectation recherche	01/09/2024
Date de fin de l'affectation recherche	31/12/2026
Obligations d'enseignement	Le Personnel continuera à réaliser ses obligations d'enseignement auprès de l'Organisme d'Origine (INSPÉ de Lyon, composante de l'Université Claude Bernard Lyon 1)
Obligations hospitalières	Non concernée

Convention d'affectation recherche de Dominique CHEVALIER MCF UCBL à l'UMR 5600 Environnement, Ville, Société (EVS)

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège est situé 1 C avenue des Frères Lumière, CS 78842, 69 372 Lyon Cedex 08, N°SIRET 19692437700282 code NAF 8542Z,
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET
Ci-après dénommée « Université Lyon 3 »

L'Université Lyon 3 agissant dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville et Société UMR 5600 EVS, dirigé par Monsieur Etienne COSSART, et dont les tutelles principales sont l'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'Université Jean Monnet de Saint Etienne, l'ENSAL, et le CNRS. L'Université Lyon 3 a reçu mandat du CNRS, de l'Université Lyon 2, de l'UJM, de l'ENTPE et de l'ENS Lyon pour la présente convention en application de la convention de site conclue le 06 janvier 2023, pour le signer en leur nom et pour leur compte.

Le laboratoire Environnement, Ville, Société UMR 5600 est ci-après désigné « EVS » ou le « Laboratoire ».

L'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'Université Jean Monnet de Saint Etienne, l'ENSAL, et le CNRS sont ci-après désignés collectivement par les « Tutelles » ou individuellement par la « Tutelle ».

D'UNE PART,

Et

L'Université Claude Bernard Lyon 1,
Etablissement public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) dont le siège est 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69622 Villeurbanne Cedex, numéro SIRET 196 917 744 00019, représenté par son administrateur provisoire, Monsieur Luc JOHANN,
Ci-après dénommé « UCBL » ou « l'Organisme d'Origine »

D'AUTRE PART,

Les Tutelles et l'Organisme d'Origine sont désignés individuellement par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

Les Tutelles acceptent que Dominique CHEVALIER MCF salariée de l'Organisme d'Origine ci-après dénommée le « **Personnel** », soit affectée pour son temps de recherche au Laboratoire.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1 – DEFINITIONS

Dans le présent document et ses annexes, les termes ci-dessous, lorsqu'ils seront employés avec une lettre majuscule, auront les significations respectives suivantes :

1.1. Connaissances Propres : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de la Convention ou développées par elle indépendamment de la Convention, sans que le personnel l'ayant développé n'ait eu accès aux informations échangées dans le cadre de la Convention.

1.2. Convention : désigne la présente convention, ses annexes, ainsi que ses avenants éventuels.

1.3. Informations Confidentielles : désigne toute information ou donnée quelle que soit sa nature, sa forme et son support, transmise par une Partie à l'autre Partie ou portée à la connaissance d'une Partie, notamment lors de l'accueil dans les locaux des Tutelles du Personnel.
Les Informations Confidentielles recouvrent, notamment, les plans, spécifications, formules, logiciels, systèmes, prototypes, schémas, résultats scientifiques, techniques de recherche, échantillons, modèles. Ces stipulations s'appliquent aussi à toutes copies et extraits d'Informations Confidentielles.

1.4. Résultats : désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution de la Convention, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par les Parties.

2 – OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet de définir les modalités d'affectation du Personnel au sein du Laboratoire.

3 – MODALITES D'AFFECTATION

3.1. Pendant la durée de la Convention, définie à l'article 4, le Personnel sera placé sous la responsabilité scientifique et fonctionnelle du directeur du Laboratoire.

3.2. Le Personnel mènera à titre principal son activité de recherche dans les locaux définis en annexe 1.

3.3. Pendant sa période d'affectation, le Personnel se conformera à la règlementation en vigueur, aux règles applicables au sein du Laboratoire et de la Tutelle hébergeante où il effectue ses travaux de recherche, notamment aux règlements intérieurs et en matière de règles d'hygiène et de sécurité. Toutes instructions utiles lui seront alors communiquées à ce sujet.
Néanmoins, ledit Personnel demeurera sous l'autorité hiérarchique de l'Organisme d'Origine, son employeur et conservera son statut initial auprès de ce dernier qui continuera à lui verser son salaire et accessoires.
Le pouvoir disciplinaire continuera à être exercé par l'Organisme d'Origine, le directeur du laboratoire étant tenu de porter à sa connaissance toute faute ou manquement du Personnel dans l'exercice de ses fonctions.

3.4. Durant la période d'affectation, le Personnel sera affecté au titre de ses obligations de recherche au Laboratoire pour le temps de présence tel que défini en annexe 1.

Le Personnel réalisera ses obligations d'enseignement auprès de la composante de l'Organisme d'Origine défini en annexe 1.

3.5. Ledit Personnel pourra avoir accès aux mêmes équipements, matériels ou machines spécifiques du Laboratoire que les autres enseignants-chercheurs du Laboratoire, nécessaires à l'exécution de la Convention. Il pourra participer aux séminaires et activités du Laboratoire.
Tout matériel, équipement ou machine mis à la disposition du Personnel par les Tutelles reste la propriété des Tutelles.

3.6. Le directeur du Laboratoire s'engage à informer dans les plus brefs délais l'Organisme d'Origine en cas d'absence injustifiée du Personnel.

4 – ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RESILIATION

4.1. La Convention entre en vigueur à la dernière date de signature par les Parties avec effet à la date de début d'affectation recherche définie à l'annexe 1 et expire à la date de fin de l'affectation recherche définie à l'annexe 1.

Toute prolongation de la Convention ou de la période d'affectation devra faire l'objet d'un avenant signé par toutes les Parties.

Nonobstant l'expiration ou la résiliation de la Convention, les Parties restent tenues par les obligations qui par leur nature ont vocation à perdurer au-delà du terme ou de la résiliation de la Convention, notamment les articles 6 « Propriété intellectuelle et valorisation – activité contractuelle », 7 « Confidentialité » et 8 « Publications et - communications ».

4.2. Chaque Partie peut décider de résilier la Convention en informant l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception, et ceci indépendamment de toute faute ou manquement de l'autre Partie. Sauf accord écrit des Parties, cette résiliation sera effective deux (2) mois après la date de réception de ladite lettre recommandée avec avis de réception.

4.3. Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à une de ses obligations au titre de la Convention, l'autre Partie pourra prononcer la résiliation de la Convention aux torts de la Partie défaillante si, dans les trente (30) jours de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, la Partie défaillante ne s'est toujours pas conformée à ses obligations.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

4.4. La Convention est automatiquement résiliée en cas de changement d'affectation de laboratoire pour effectuer la recherche, de mutation, démission, ou départ en retraite du Personnel.

5 – FORCE MAJEURE

Aucune Partie n'est responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.
La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser l'autre Partie dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement.

6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET VALORISATION – ACTIVITE CONTRACTUELLE

6.1. Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses Connaissances Propres. Aucune communication des Connaissances Propres à une autre Partie ne peut être interprétée comme un transfert de propriété ou une concession de licence.
Pour les besoins de l'exécution de la Convention et à cette seule fin, chacune des Parties concède à l'autre ou aux autres Parties un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Propres, dans la mesure où ces Connaissances Propres sont strictement nécessaires à l'exécution de la Convention. Ces Connaissances Propres sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une

autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles conformément aux termes de l'article 7 ci-dessous.

6.2. Sauf accord contraire et écrit des Parties, les Résultats issus de la Convention sont la copropriété des Parties (ci-après « Copropriétaires ») répartis comme suit :
- 30% entre les Tutelles du Laboratoire.
- 70% à parts égales entre les établissements employeurs des inventeurs/auteurs, l'Organisme d'Origine étant l'établissement employeur du Personnel.

En cas de Copropriétaires soumis à l'article L.533-1 du Code de la recherche, lesdits Copropriétaires désigneront parmi les Tutelles principales du Laboratoire, dès l'obtention de résultats et en tout état de cause dès la réception par le premier d'entre eux d'une déclaration, un mandataire unique pour agir en leur nom et pour leur compte dans le respect des articles L.533-1 et suivants du Code de la Recherche (ci-après « Mandataire Unique »). Le Mandataire Unique prendra en charge les frais de dépôts, de délivrance et de maintien des brevets sur les résultats selon les modalités définies par les textes d'application de L.533.1 du Code de la recherche.

Chaque Partie Copropriétaire fait son affaire de la rémunération éventuelle de ses inventeurs.

Les Parties Copropriétaires des Résultats pourront librement utiliser les Résultats issus de la Convention tant à des fins de recherches internes, que de recherches partenariales.
Les Parties Copropriétaires fixeront, avant tout d'acte d'exploitation, par un règlement de copropriété les modalités et conditions d'exploitation des Résultats qui respectera les stipulations de la convention de site.

6.3. Dans le cas où la réalisation de travaux impliquant le Personnel fait l'objet d'un contrat entre le Laboratoire et des organismes tiers, publics ou privés, français ou étrangers, ci-après désignés par les « Contrats de Recherche », l'Organisme d'Origine autorise la participation du Personnel auxdits Contrats de recherche et accepte que la négociation, la signature et la gestion de ces contrats soient confiées à l'une des Tutelles du Laboratoire ou à une de ses filiales. Ces Contrats de recherche devront inclure l'Organisme d'Origine comme partie, sous réserve de la particularité des subventions européennes mentionnées à l'article 6.4 ci-dessous.
La Tutelle du Laboratoire en charge de la négociation de ces contrats fera ses meilleurs efforts pour protéger les intérêts de l'Organisme d'Origine et veillera à ce qu'ils soient conclus dans le respect des stipulations relatives à la publication et à la communication des Résultats ainsi qu'au principe de copropriété des Résultats obtenus conjointement. Chaque Tutelle s'engage également à faire respecter ces principes à ses filiales.
La Tutelle gestionnaire a mandat de signature de l'Organisme d'Origine dans les mêmes conditions que celui concédé par les autres Tutelles du Laboratoire. La Tutelle gestionnaire s'engage à transmettre une copie de ces accords signés à l'Organisme d'Origine, pour information.

Dans le cas de subventions ou de contrats en coût complet pour lesquels les coûts de salaires des personnels permanents sont éligibles auprès d'un financeur, l'Organisme d'Origine s'engage à établir et transmettre des feuilles d'activités à la Tutelle du Laboratoire gestionnaire, ainsi qu'à leurs filiales gestionnaires des contrats, attestant de la participation du Personnel sous réserve d'une validation préalable par l'Organisme d'Origine, du budget correspondant avant soumission au financeur.

6.4. Subventions européennes : dans le cadre d'un contrat de recherche et d'innovation conclu avec l'Union européenne, la Tutelle du Laboratoire en charge de la signature et de la gestion dudit contrat, est désignée « bénéficiaire » auprès du financeur. Les autres Tutelles et l'Organisme d'Origine sont désignées tierces parties liées quand elles présentent des coûts directs sur le projet (notamment des frais de personnel) et que cela est permis par les règles de l'appel à projet.

La Tutelle gestionnaire demandera l'insertion d'une clause spéciale à la convention, garantissant le statut de(s) autre(s) Parties impliquée(s) mais non signataire(s) (Article 14 du Grant Agreement relatif aux « Linked Third Party »). Les Parties désignées comme tierce(s) Partie(s) liée(s) à un bénéficiaire s'engagent à fournir les éléments nécessaires à l'établissement des rapports périodiques et à respecter les termes de la convention de subvention.

Pour les projets relevant des programmes du Conseil européen de la recherche (European Research Council), l'institut d'accueil (ou « Host Institution ») est la partie employeur du porteur de projet.

L'accord de consortium est conclu aux noms de toutes les Parties. Une copie de l'accord de consortium signé est transmise aux autres Parties concernées.

L'autre ou les autres Parties est ou sont nécessairement mentionnée(s) dans l'annexe de l'accord de consortium au titre de « Linked Third Party », ce qui leur accorde certains droits et obligations listés dans par l'accord de consortium. Elles s'engagent à respecter ces obligations (propriété intellectuelle, responsabilité des participants, confidentialité, loi applicable, etc).

Pour rappel, la Partie bénéficiaire s'engage à négocier l'accord de consortium au nom des Parties en accord avec la convention de site.

Les Parties peuvent également choisir d'être conjointement bénéficiaires de la subvention, chacune pour sa participation.

7 – CONFIDENTIALITE

7.1. Chaque Partie transmet à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à l'exécution de la Convention, sous réserve du droit des tiers.
Aucune stipulation de la Convention ne peut être interprétée comme obligeant une Partie à divulguer des Informations Confidentielles à l'autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à son exécution.

7.2. La Partie qui reçoit une Information Confidentielle de l'autre Partie s'engage, pendant la durée de la Convention et les cinq (5) ans qui suivent la résiliation ou le terme de la Convention, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- Soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;
- Ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître ;
- Soient utilisées uniquement et strictement pour les besoins de l'exécution de la Convention ;
- Ne soient pas communiquées à des tiers, sans l'autorisation écrite et préalable de la Partie qui divulgue les Informations Confidentielles ;
- Ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, totalement ou partiellement, de quelques manières que ce soit, sans l'autorisation écrite et préalable de la Partie qui divulgue.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées.

7.3. Par exception à l'article 7.2, l'obligation de confidentialité pour les codes sources de logiciel est égale à la durée légale de protection desdits codes sources.
Par exception à l'article 7.2, l'obligation de confidentialité pour les savoir-faire s'applique pour la durée de la Convention et au-delà jusqu'à que lesdits savoir-faire soient divulgués dans le domaine public par leur titulaire.

7.4. Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de la Convention restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière ou détruites immédiatement sur sa demande.

7.5. Les obligations de confidentialité ne s'appliquent pas aux informations dont la Partie qui les reçoit peut apporter la preuve :

- Qu'elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion de la Convention ;
- Qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- Que l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie dont elles émanent ;
- Qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie qui les reçoit sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles ;
- Qu'elles ont été publiées sans violer les stipulations de la présente Convention ;
- Que la divulgation est faite en application d'une décision de justice ou des pouvoirs publics, sous réserve (i) d'informer si cela est légalement autorisé la Partie émettrice avant toute communication de ce type et, en tout état de cause, dès que possible après cette

communication ; ou (ii) d'obtenir de l'autorité judiciaire ou gouvernementale la garantie écrite qu'elle accordera aux Informations Confidentielles de la Partie émettrice le plus haut degré de protection prévu par la loi, dans la mesure du possible.

7.6. Aucune stipulation dans cette Convention n'implique :
- Une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection de ses Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- Une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces Informations Confidentielles.

8 – PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

8.1. Chaque Partie s'engage à ne pas publier, de quelque façon que ce soit, les Connaissances Propres de l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance et ce, tant que ces informations ne sont pas dans le domaine public ou tant que cette Partie n'a pas reçu l'accord préalable de la Partie propriétaire des Connaissances Propres concernées.

8.2. Les stipulations du présent article ne peuvent pas faire obstacle :
- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'exécution de la Convention de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules instances ayant besoin d'en connaître à condition qu'elles s'obligent à respecter les stipulations relatives à la confidentialité ;
- Ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant à l'exécution de la Convention. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des stipulations relatives à la confidentialité. Si nécessaire, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury sera engagé par un engagement de confidentialité.

8.3. Toute publication issue des activités de recherche du Personnel au sein du Laboratoire devra faire mention du Laboratoire, et des Parties.

Ces publications et communications se feront dans le cadre des règles en vigueur entre les Parties.

Si des informations contenues dans la publication doivent faire l'objet d'une demande de protection au titre de la propriété industrielle, les Parties pourront retarder la publication jusqu'à la date du dépôt du brevet ou, au plus tard, jusqu'à la date de publication de celle-ci.

Aucune stipulation de la Convention ne pourra faire obstacle à l'obligation du Personnel de produire un rapport d'activité à l'Organisme d'Origine, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.
Chaque publication ou communication réalisée par le Personnel ou impliquant le Personnel devra, dans la mesure du possible, afficher le logo de l'Organisme d'Origine, ainsi que ceux des Tutelles, sur tout support de publication ou de communication.

9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

9.1. Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de la Convention.

9.2. Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.
En cas d'accident du travail lors de la présence du Personnel au sein des locaux des Tutelles, ces dernières devront prévenir l'Organisme d'Origine dans les 48 heures de la survenance de l'accident.
L'Organisme d'Origine est responsable dans les conditions de droit commun des dommages que le Personnel pourrait causer au personnel ou aux biens des Tutelles et/ou aux tiers dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses activités.
Chacune des Parties s'engage à prendre en charge les conséquences financières des dommages qui lui sont imputables.

9.3. Les Parties reconnaissent que les Connaissances Propres, les Résultats et les informations communiquées par une Partie à un autre Partie dans le cadre de l'exécution de la Convention sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit. Ces Connaissances Propres, ces Résultats et ces autres informations sont utilisés par les Parties à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances Propres, ces Résultats et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

10 – STIPULATIONS GENERALES

10.1. La Convention et ses annexes expriment l'intégralité des obligations des Parties. Elles annulent et remplacent toutes déclarations, négociations, engagements, communications orales ou écrites, acceptations, ententes et accords préalables entre les Parties, relatifs aux stipulations auxquelles la Convention et ses annexes s'appliquent ou qu'elles prévoient.

La Convention ne pourra en aucun cas être cédée ou transférée à un tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

10.2. Les stipulations de la Convention ne peuvent être modifiées sans l'accord préalable écrit des Parties. Toute modification fera l'objet d'un avenant à la Convention signé par les Parties.

10.3. Rien, dans la Convention ne donne le droit à l'une des Parties de s'engager de quelque manière que ce soit au nom de l'autre Partie.

Aucune stipulation de la Convention ne pourra être interprétée comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit, l'affectio societatis est notamment formellement exclu, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Parties.

10.4. La renonciation d'une des Parties à se prévaloir de ses droits à l'occasion d'une violation quelconque des stipulations de la Convention par l'autre Partie ne saurait être interprétée comme une renonciation définitive à se prévaloir de ces droits ultérieurement.

10.5. Dans l'hypothèse où une ou plusieurs stipulations de la Convention seraient considérées comme nulles ou non opposables par une juridiction compétente, cette stipulation sera supprimée de la Convention et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour la remplacer, sans que la validité, ainsi que l'opposabilité des autres stipulations n'en soient affectées.

11 – DROIT APPLICABLE ET LITIGES

La Convention est soumise au droit français.
En cas de difficultés sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de la Convention, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification par lettre recommandée avec avis de réception à une des Parties, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

Pour les Tutelles, l'Université Lyon 3
A Lyon, le

Gilles BONNET
Président

Signature et cachet :

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Marc BONINCHI

Pour l'UCBL
A Villeurbanne, le 08 JAN. 2025

Luc JOHANN
Administrateur Provisoire

Signature et cachet :

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON I

Visas :

Le Directeur de EVS
Etienne COSSART

CNRS UMR 5600
Environnement - Ville Société
18, rue Chevreul
69362 Lyon Cedex 07

Etienne Cossart
Directeur de l'UMR 5600 du CNRS

Le Personnel
Dominique CHEVALIER

ANNEXE 1

Nom du Personnel	CHEVALIER
Prénom du Personnel	Dominique
Statut du Personnel	Maîtresse de conférences
Laboratoire	EVS (Environnement, Ville, Société) UMR 5600
Localisation(s)	Université Lyon 3, 18 rue de chevreuil, 69007 Lyon
Jours ou taux de présence au sein du Laboratoire	100% de son temps recherche
Date de début de l'affectation recherche	01/01/2021
Date de fin de l'affectation recherche	31/12/2026
Obligations d'enseignement	Le Personnel continuera à réaliser ses obligations d'enseignement auprès de l'Organisme d'Origine (INSPÉ de Lyon, composante de l'Université Claude Bernard Lyon 1)
Obligations hospitalières	Non concernée

CONVENTION EN VUE DE L'OBTENTION D'UN DOUBLE DIPLÔME
DOCTORAT – PhD

ENTRE

early makers group, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le siège est situé 144 avenue Jean Jaurès, 69007 Lyon, de numéro SIRET 841 892 037 00042, qui est l'un des supports juridiques de l'établissement privé d'enseignement supérieur technique reconnu par l'Etat dénommé « emlyon business school », représentée par Madame Isabelle Huault, agissant en qualité de Présidente du directoire, dûment habilitée aux fins des présentes en vertu des statuts.

Ci-après désigné par « **emlyon business school** »

ET

L'Université Jean-Moulin - Lyon 3, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08, de numéro SIRET 196 924 377 00282, représenté par Monsieur Gilles Bonnet, agissant en qualité de Président de l'université, dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après désigné par « **Université Lyon 3** »

L'Université Lyon 3 et **l'emlyon business school** sont ci-après dénommés individuellement par « la Partie » et conjointement par « les Parties ».

Préambule

L'emlyon business school est un acteur reconnu de la recherche en sciences économiques et en sciences de gestion sur le site de Lyon. Elle exerce ses activités de recherche au sein du laboratoire EMLYON Recherche, unité propre de recherche de l'établissement emlyon business school évaluée par le HCERES en 2010, 2015 et 2021.

L'Ecole Doctorale 486 Sciences Economiques et de Gestion, ci-après dénommée « ED SEG », regroupe l'ensemble des équipes de recherche labélisées en sciences économiques et en sciences de gestion de cinq établissements de l'Université de Lyon (Université Lyon 1, Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université Jean Monnet et ENS de Lyon). Ces établissements ont été accrédités en vue de la délivrance du diplôme de doctorat à partir de l'année universitaire 2022 - 2023, pour une durée de 5 ans, soit jusqu'à l'année universitaire 2026-2027.

L'emlyon business school est un établissement associé à l'ED SEG en vertu d'une convention conclue le 24 octobre 2017. Cette collaboration a été poursuivie dans la nouvelle accréditation par la mise en place d'une nouvelle convention conclue le 25 octobre 2023 dont l'objet est de

définir les modalités selon lesquelles l'emlyon business school participe à l'ED SEG et plus précisément, les modalités selon lesquelles des candidats au doctorat pourront réaliser leur thèse sous la direction d'un directeur de thèse de l'emlyon business school, dans le respect de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat modifié par l'arrêté du 26 août 2022.

En plus de ce programme doctoral en partenariat avec l'ED SEG et les établissements accrédités du site de Lyon Saint Etienne, l'emlyon business school propose le « programme PhD », qui délivre à l'étudiant un diplôme d'établissement, le PhD après le suivi d'un parcours de 5 ans séquencé en deux années préparatoires sanctionnées par la soutenance d'une proposition de PhD suivi par trois années pendant lesquelles l'étudiant travaille sur un projet individuel de PhD.

L'emlyon business school s'est rapprochée de l'Université Lyon 3 pour que les étudiants inscrits dans le programme PhD puissent s'inscrire en parallèle en doctorat et soutenir une thèse de doctorat sur les travaux de recherche réalisés dans le cadre du programme PhD.

La présente convention est validée par l'ED SEG et peut être reprise dans les mêmes termes par l'Université Lyon 1, l'Université Lyon 2, l'Université Jean Monnet et l'ENS de Lyon si elles le souhaitent.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles les étudiants inscrits à l'emlyon business school au programme PhD peuvent également demander à s'inscrire en thèse de doctorat à l'Université Lyon 3. Les travaux de recherche effectués pourront conduire à la fois à l'obtention du titre de docteur dans le respect de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat modifié par l'arrêté du 26 août 2022 et à l'obtention d'un diplôme de PhD conféré par l'emlyon business school.

Article 2 - Modalités pédagogiques et scientifiques

2-1 Inscription et examen du dossier

Les étudiants du programme PhD peuvent déposer leur candidature en doctorat après validation de leur deuxième année de PhD et dans le respect du calendrier de l'ED SEG relatif à l'examen des dossiers pour une inscription en doctorat.

Chaque candidature, incluant la présentation du travail de recherche fait durant les deux premières années du programme PhD, est examinée par le conseil de l'ED SEG, comme toute candidature au doctorat, selon les règles internes à l'ED SEG.

2-2 Encadrement de la thèse

La direction de la thèse de doctorat est assurée par un enseignant chercheur de l'emlyon business school habilité à diriger des recherches. La liste des enseignants chercheurs de l'emlyon business school autorisés à diriger des recherches est mentionnée en annexe de la convention conclue le 25 octobre 2023 citée en préambule et actualisée chaque année.

En absence de la qualification requise, l'encadrement de la thèse est réalisé avec un enseignant chercheur habilité à diriger des recherches de l'Université Lyon 3 dans le cadre d'une co-direction. La mise en place de cette co-direction se fait de la même manière que pour tout doctorant inscrit à l'ED SEG et nécessite une pré-validation en commission doctorat et HDR et une validation en commission recherche de l'Université Lyon 3.

2-3 Exécution des travaux de recherche et suivi de la thèse

Une fois inscrit en doctorat à l'Université Lyon 3, les conditions et modalités relatives au doctorat de l'étudiant du programme PhD sont les mêmes que celle de tout doctorant inscrit à l'ED SEG.

A ce titre :
- l'étudiant en PhD Doctorant est rattaché à une unité de recherche de l'ED SEG dont l'Université Lyon 3 est tutelle et doit être présent aux réunions de cette unité de recherche ;
- un Comité de Suivi Individuel (CSI) du doctorant, dont la composition du CSI respecte les règles en vigueur au sein de l'ED SEG, est mis en place annuellement et veille au bon déroulement du cursus.

En complément de ses travaux, l'étudiant en PhD doctorant reçoit une formation, et doit satisfaire aux exigences prévues par le programme doctoral de l'ED SEG, sous réserve des précisions suivantes : les cours validés dans le cadre du programme PhD de l'emlyon business school donnent lieu à des équivalences dans le programme de formation à hauteur de 28 crédits maximum pour les séminaires : éthique, internationaux, spécialités et professionnalisation.

2-4 Organisation des travaux de recherche

Les travaux de recherche de l'étudiant en PhD doctorant seront effectués à l'emlyon business school au sein du laboratoire EMLYON Recherche. Dans le cas d'une co-direction, les travaux de recherche pourront également être réalisés dans le laboratoire de rattachement du co-directeur de thèse de l'Université Lyon 3 selon un calendrier défini d'un commun accord entre l'étudiant en PhD Doctorant et les directeurs de thèse en application de l'article 2-2.

Article 3 - Conditions administratives

3-1 Préparation de la thèse

La durée de référence de la préparation de la thèse est de trois ans en équivalent temps plein consacré à la recherche. Au-delà de trois ans et selon les cas une dérogation d'inscription pourra être accordée, sous réserve de l'accord préalable de l'ED SEG.

3-2 Inscription en thèse, droits d'inscription, couverture sociale et responsabilité civile

L'étudiant en PhD doctorant s'inscrit simultanément, sans interruption et à temps complet dans les deux établissements, chaque année.
Les droits d'inscription et de scolarité en doctorat sont acquittés à l'Université Lyon 3.
Les droits d'inscription et de scolarité relatifs au programme PhD sont acquittés à l'emlyon business school.

L'étudiant en PhD doctorant doit également s'acquitter de la CVEC (contribution Vie Etudiante et de campus) auprès du CROUS.

L'étudiant en PhD doctorant s'engage à souscrire une couverture sociale et une assurance responsabilité civile, comme tout doctorant.

L'étudiant inscrit en programme PhD bénéficiant d'un contrat de travail avec l'emlyon business school, cette dernière assure à son égard toutes les obligations civiles, sociales et fiscales en sa qualité d'employeur et exerce envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion ainsi que la couverture en matière d'accident du travail et de maladies professionnelles.

Lors de la 1ère inscription à l'Université Lyon 3, l'étudiant en PhD doctorant et le directeur ou les directeurs de thèse devront signer la charte de l'ED SEG fixant les conditions de suivi et d'encadrement des doctorants.
Prise en application de cette charte, une convention de formation, signée par le ou les directeurs de thèse et par le doctorant, indique les dénominations de l'Université Lyon 3 comme établissement d'inscription de l'étudiant en PhD doctorant, de l'ED SEG et de la ou des unités de recherche d'accueil ; elle mentionne également le nom du ou des directeurs de thèse, du ou des directeurs d'unité, de l'étudiant en PhD doctorant ainsi que les droits et devoirs des parties en présence.

Article 4 - Aspects financiers

L'emlyon business school s'engage à prendre à sa charge directement toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement occasionnés par les travaux de recherche relatifs au doctorat, que la thèse soit réalisée en co-direction ou non.

A ce titre, elle s'engage à financer notamment les frais de documentation/ouvrages et les frais liés aux publications et soumission de communications/résumés/abstracts/publications liés aux travaux de recherche, les frais de terrain pour effectuer les travaux de recherche, notamment dans des bibliothèques, des laboratoires ou établissements académiques, auprès d'opérationnels, pour des enquêtes, en France ou à l'étranger et les frais de colloques et séminaires (inscription, déplacements et séjours)...

L'Université Lyon 3 ne prend à sa charge aucune dépense relative à la thèse de doctorat de l'étudiant en PhD doctorant y compris les frais de soutenance.

Cette convention n'implique aucun flux financier entre les Parties.

Article 5 - Soutenance et diplôme

5-1 Autorisation

Le doctorant devra satisfaire aux exigences réglementaires en matière de rédaction de la thèse et d'obtention du titre de docteur en particulier les conditions requises relatives à la soutenance.
Avant d'envisager de soutenir sa thèse, l'étudiant en PhD doctorant devra s'assurer qu'il dispose de tous les prérequis nécessaires à l'ED SEG.

5-2 Jury

La thèse de doctorat donnera lieu à une soutenance propre qui devra respecter l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, modifié par l'arrêté du 26 août 2022 et les règles de l'Université Lyon 3, établissement d'inscription.

Le PhD de l'emlyon business school donnera lieu à une soutenance propre séparée qui devra respecter les règles de l'emlyon business school. Pour l'obtention du double diplôme, et la préservation du caractère novateur de la thèse, la soutenance de PhD ne pourra pas se dérouler avant le dépôt du manuscrit de thèse.

Le jury pour la thèse de doctorat est désigné par l'Université Lyon 3.
La gestion des frais de déplacements ou de séjour des membres du jury de thèse de doctorat est à la charge de l'emlyon business school, en application de l'article 4.

Le jury relatif à chacun des diplômes peut être en grande partie similaire mais non identique.

5-3 Diplômes

En cas d'admission prononcée après délibération de chacun des jurys, chacun des établissements délivrera à l'étudiant en PhD doctorant un diplôme :

- l'Université Lyon 3 s'engage à conférer sur la base d'un rapport de soutenance favorable le grade de Docteur à l'étudiant en PhD doctorant et à lui délivrer le diplôme de l'Université Lyon 3 correspondant ;
- l'emlyon business school s'engage à délivrer à l'étudiant en PhD le diplôme de l'emlyon business school correspondant.

Article 6 - Confidentialité- publications

Chacune des Parties s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou de toute autre nature, autres que celles issues des travaux de recherche, et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la date de signature de la présente convention, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, chaque Partie peut communiquer les informations appartenant à l'autre Partie dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- qu'elles étaient déjà en sa possession avant leur communication par l'autre Partie.

Toute publication ou communication d'informations, de résultats ou du savoir-faire obtenus dans la cadre de la convention, notamment lors des travaux de recherche, par l'une ou l'autre des Parties, devra mentionner le concours apporté par chacune des Parties à l'obtention de ces résultats.
Tout projet de publication ou communication par l'une des Parties devra recevoir, pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.
La Partie sollicitée ne pourra s'opposer à ce projet, mais pourra demander de supprimer ou modifier certaines précisions, dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle ou commerciale des résultats issus des travaux de recherche. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

En cas de résultats protégeables par un titre de propriété intellectuelle et/ou susceptibles d'exploitation industrielle sur dossier technique secret, les Parties définissent en commun les informations devant demeurer confidentielles et celles pouvant librement être publiées ou communiquées.

Les dispositions qui précèdent ne peuvent faire obstacle ni à l'obligation qui incombe aux chercheurs et aux doctorants de produire un rapport annuel d'activité à leurs autorités scientifiques compétentes, ni à la soutenance de thèse, sous réserve de respecter si nécessaire des mesures de confidentialité.

Les signatures des publications effectuées dans le cadre de la présente convention devront faire apparaitre les mentions suivantes : emlyon business school / Université Jean Moulin Lyon 3 / laboratoire(s) d'accueil. Par exception à la stipulation ci-dessus le manuscrit de thèse fera apparaitre les mentions dans l'ordre suivant : Université Jean Moulin Lyon 3 / emlyon business school / laboratoire(s) d'accueil.

Les publications devront également être saisies sur la plateforme HAL SHS.

Article 7 - Propriété intellectuelle

Le savoir-faire, les résultats et droits de propriété intellectuelle obtenus par chacune des Parties antérieurement à la présente convention sont et restent leur propriété exclusive.

Les résultats obtenus par une Partie seule dans le cadre de la convention sont la propriété de cette Partie.

Les résultats obtenus conjointement appartiennent conjointement aux Parties, au prorata de leurs apports intellectuels et financiers. Ils seront soumis à la réglementation et aux accords en vigueur concernant la propriété intellectuelle.

Sous réserve des dispositions de l'article 8 de la présente convention et de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur, chacune des Parties dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable et gratuit de tous les résultats obtenus dans le cadre de la présente convention, pour poursuivre ses activités de recherche.

Toute exploitation commerciale des résultats conjoints devra faire l'objet d'une convention entre les Parties, pour en définir les modalités.

Article 8 - Divers – accès aux formations de l'emlyon business school

Les doctorants de l'ED SEG qui le souhaitent peuvent participer aux séminaires de formation du programme PhD de l'emlyon business school à titre gratuit– à hauteur du nombre d'étudiants en PhD inscrits au doctorat.

En cas d'excès de demande des doctorants pour les cours de PhD (plus de demande de doctorants que d'étudiants de PhD pour le cours demandé), le principe est premier arrivé premier servi. Les doctorants qui n'ont pas de place sont mis sur liste d'attente et sont prioritaires s'ils renouvellent leur demande l'année suivante.
En cas de demandes multiples d'un doctorant et d'insuffisance de capacité, il sera demandé à ce doctorant de limiter ses choix à deux séminaires.

Article 9 - Entrée en vigueur - durée

La convention entrera en vigueur, sous réserve de sa signature par les Parties à compter du 1er novembre 2024 et pour une durée courant jusqu'à la fin de la période d'accréditation soit le 31 aout 2027. A titre exceptionnel, les étudiants de PhD candidats au doctorat ne seront pas soumis au calendrier de l'ED SEG durant l'année universitaire de la signature de la convention. La convention pourra être modifiée ou prolongée par la signature d'un avenant, qui en déterminera les conditions.

Article 10 - Conditions de résiliation - fin de la convention.

La convention peut être résiliée de plein droit par une Partie en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

La convention est également résiliée de plein droit en cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable ou judiciaire de l'emlyon business school.

En cas d'expiration, ou de résiliation de la convention, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour permettre aux étudiants en PhD doctorants de poursuivre leurs travaux en vue de l'obtention de leur thèse.

Article 11 - Intuitu personae

Les Parties déclarent que la présente convention est conclue intuitu personae. En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Article 12 - Nullité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de la présente convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient les modifications nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de la convention resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de la convention.

Article 13 - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. En cas de difficulté sur l'interprétation, l'exécution ou la validité de la convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de trois (3) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par la Partie la plus diligente devant les tribunaux français compétents.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 15 novembre 2024.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Gilles Bonnet, Président
Signature :

Pour l'emlyon business school

Isabelle Huault, Présidente
Signature :

em lyon business school
early makers group
Société anonyme à directoire
et conseil de surveillance
au capital de 103 964 677,20 euros
144 avenue Jean Jaurès
69007 Lyon - France
Siret : 841 892 037 00042
RCS Lyon 841 892 037
TVA : FR 17 841 892 037

Visa de l'Ecole Doctorale SEG
Isabelle Royer, Directrice

UNIVERSITATEA DIN BUCUREȘTI

JEAN MOULIN

Memorandum of Cooperation

Between

University of Bucharest

And

Université Jean-Moulin Lyon 3 (France)

University of Bucharest (UB), located at 90 Panduri Road, Bucharest, Romania, represented by its Rector Prof. Marian Preda, and the **Université Jean Moulin Lyon 3 (UJML3)**, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1c avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon CEDEX 08, France, represented by its President Prof. Gilles Bonnet, cach a "Party," together the "Parties," deem cooperation in the fields of teaching and scholarship to be mutually beneficial.

This Memorandum of Cooperation ("Mcmorandum") is intended to promote such coopcration by establishing a student exchange and Language Assistantship program between the Parties.

Article I: Collaboration Elements

Each institution may propose up to one student for an academic year with the namc of its participant by March 31 for participation in the exchange program established under this agreement.

Language Assistantship at UB:

Each UJML3 student hosted as a Language Assistant at the UB will:

• Be a graduate student or have completed a Master's degree at the time of departure;

• Be in residence at the University of Bucharest, Faculty of Foreign Languages and Literatures for 4 semesters;

• Arrive at least 15 days before classes start in order to attend required training sessions for Language Assistants

• Teach at least 12 hours per week as a Language Assistant

• Be allowed to audit courses relevant to their field of study The Language Assistant will receive:

• A salary in accordance with the Romanian law, based on the work experience, length of service and the academic rank of the Language Assistant; (gross salary of 4487 for a Language Assistant without work experience — gross salary of 7476 RON for a Language Assistant, PhD, with over 20 years length in service)

• Free university accommodation

Student Exchange at the UJML3:

Visiting students from the UB hosted at the UJML3 will:

• Have completed at least a bachelor's degree;

• Be exempt from tuition, application, and other enrollment fees at the host institution

• Have access to the library resources and services they require for their academic and research needs

Article II: Duration and Termination

Duration: This Memorandum will be in effect for a period of 5 years from the date of the last signature, renewable upon written agreement by both institutions.

Termination: Either Party may terminate this agreement upon giving six (6) months' written notice to the other Party. In the event of a termination, exchange participants will be permitted to complete the term or year of studies in progress.

Article III: Policies and Procedures

Each Party will provide the other with the name or names of its exchange participant(s) by March 30 annually for an exchange taking place during the fall semester or for the full year.

Exchange participants must remain enrolled with full-time status at their home institution. Students will not obtain a degree at the host institution. Tuition, application, and other enrollment fees will be waived by the host institution.

Each exchange participant will be responsible for obtaining a visa and related travel documents if required to pursue studies and to fulfill their responsibilities abroad. The Parties will assist as necessary in meeting visa requirements and other necessary formalities for the

exchange participants.

Students will be required to carry adequate health insurance for the duration of their stay and to provide the host institution with proof of complete health coverage immediately upon their arrival.

Each Party agrees to conduct all its activities under this Memorandum in compliance with all applicable laws and regulations

Both Parties subscribe to a policy of equal opportunity and do not discriminate on the basis of age, color, disability, gender identity or expression, family medical or genetic information, marital status, national or ethnic origin, political affiliation, race, religion, sex (including pregnancy), sexual orientation, or veteran status. Both Parties shall abide by these principles in the administration of this Memorandum.

Article IV: Coordination and Communication

For the Université Jean Moulin Lyon 3:
Direction des Relations internationales,
1c avenue des Frères Lumière, Cs 78242,
69372 Lyon Cedex 08, France
nicolas.rimet@univ-lyon3.fr

For the University of Bucharest:
Direction des Relations internationales
90 Panduri Road,
050663, Bucharest, Romania
alina.cristovici@unibuc.ro

This Memorandum of Collaboration is drawn up in two (2) written in English. Each copy being equally authentic and of equal value.

For UB:

Professor Marian PREDA

Rector

Date: 01.07.2024

For Université Jean Moulin Lyon 3:

Professor Gilles BONNET

President

Date: 10.07.24

RENOUVELLEMENT
CONVENTION

PROGRAMME D'ÉCHANGES D'ÉTUDIANTES ET D'ÉTUDIANTS

entre

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (Canada)
Faculté de droit

et

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)
Faculté de droit

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

représentée par sa vice-rectrice aux relations internationales madame Christine HUDON

et

l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

représentée par Manuel Jobert, Vice-Président en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, par délégation du Président Gilles Bonnet

ci-après les Parties

PRÉAMBULE

Étant donné la convention d'échanges d'étudiants signée en janvier 2016 et venant à échéance en janvier 2021 l'Université de Sherbrooke et l'Université Jean Moulin Lyon 3 conviennent, par les présentes, de renouveler le programme d'échanges d'étudiantes et d'étudiants ayant pour but de permettre à l'étudiante ou à l'étudiant inscrit à temps plein dans un établissement universitaire **(établissement d'attache)** de suivre dans un autre établissement universitaire **(établissement d'accueil)** des activités pédagogiques en vue de satisfaire à une partie des exigences prévues pour l'obtention du diplôme postulé dans l'établissement d'attache.

1. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Toute candidate ou tout candidat admis dans l'un ou l'autre système universitaire dans le but de suivre un programme d'études dûment autorisé doit se conformer aux conditions suivantes :

1.1. maîtriser suffisamment la langue d'enseignement du programme à suivre dans l'établissement d'accueil, sauf si le programme auquel elle, il est inscrit porte sur l'étude de cette langue;

1.2. posséder un dossier scolaire garant de la réussite du programme proposé;

1.3. répondre aux exigences particulières imposées par l'établissement d'attache et par l'établissement d'accueil.

2. OBLIGATIONS ET PRIVILÈGES DES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

La candidate ou le candidat qui est accepté au programme d'échanges :

2.1. reste inscrit à temps plein à l'établissement d'attache et y acquitte les frais de scolarité. Les établissements universitaires participants s'engagent à ne pas exiger le paiement de frais de scolarité des étudiantes et étudiants qu'ils accueillent;

2.2. s'engage à étudier à temps plein à l'établissement d'accueil pendant au moins **un semestre,** mais pas plus d'**une année universitaire,** dans un programme d'études approuvé par l'établissement d'attache et l'établissement d'accueil;

2.3. assume :
- 2.3.1. les frais administratifs divers exigés par l'établissement d'accueil;
- 2.3.2. les frais de transport et de séjour (logement et nourriture);
- 2.3.3. s'il y a lieu, les frais en matière d'assurance exigés par le pays ou l'université d'accueil;

Les étudiantes et étudiants accueillis à l'**Université de Sherbrooke** doivent adhérer obligatoirement au régime collectif d'assurance maladie et hospitalisation offert par l'Université dès leur arrivée sur le campus. Toutefois, les étudiantes et étudiants

ayant la nationalité de l'un des pays suivants peuvent être exemptés sur présentation des formulaires requis portant les signatures et les sceaux officiels des personnes dûment autorisées : Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Luxembourg, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède et Serbie.

Dans le cas où l'université d'accueil n'a pas de politique en matière d'assurance santé, l'étudiante ou l'étudiant de l'Université de Sherbrooke accueilli dans une autre université est responsable de souscrire individuellement à une assurance maladie **et voyage** lui garantissant une protection médicale complète.

2.4. bénéficie des programmes d'aide financière auxquels peut donner accès son inscription à l'établissement d'attache.

3. MODE DE FONCTIONNEMENT

3.1. Chaque établissement désignera la personne qui, chez elle, sera responsable du programme d'échanges.

3.2. La personne responsable des échanges de chaque établissement universitaire participant est chargée de la sélection des candidates et candidats provenant de son établissement. Celle-ci informe directement les étudiantes et étudiants retenus de leur participation au programme d'échanges, de la nécessité de remplir une demande d'admission et assure la transmission des dossiers complets à la personne responsable de l'établissement d'accueil concerné. Les pièces à joindre au dossier de candidature peuvent varier en fonction des exigences d'admission de chaque établissement.

3.3. Les établissements universitaires participants échangeront, préalablement à l'implantation du programme d'échanges auprès de leurs étudiantes et étudiants, toutes les informations de nature à renseigner adéquatement les candidates et candidats et les responsables pédagogiques des établissements concernés.

3.4. Le nombre de participantes et participants admis au programme d'échanges pour chaque année universitaire sera de 4 (quatre) étudiantes ou étudiants. Malgré leur intention d'assurer la parité du nombre des étudiantes et étudiants de chaque partie, celles-ci reconnaissent la possibilité de légères inégalités occasionnelles.

3.5. La sélection des candidates et candidats devra être faite assez tôt pour que leurs dossiers parviennent au responsable de l'établissement d'accueil concerné au plus tard le **31 mars** de chaque année.

3.6. Les candidates et candidats admis au programme d'échanges seront informés **directement** de leur admission à l'établissement d'accueil avant le **15 mai** de chaque année.

3.7. Les établissements d'accueil s'engagent à aider les étudiantes et étudiants dans leur recherche de logement.

4. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'UJML3 est soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil

L'Université de Sherbrooke doit traiter les données personnelles conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, c. A-2.1, qui est une loi d'ordre public qui lui est applicable et à laquelle elle ne peut déroger.

Les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention. Les Institutions participantes respectent les obligations issues des lois applicables en matière de protection des renseignements personnels et ne traitent les renseignements personnels que conformément aux lois applicables et à l'entente.

4.1 Les transferts de données se feront dans le cadre ci-après :

- Exportateur de données : les exportateurs de données sont : Université de Sherbrooke - Université Jean Moulin Lyon 3

- Importateur de données : les importateurs de données sont : Université de Sherbrooke - Université Jean Moulin Lyon 3

- Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes concernées

Etudiants admis dans le programme d'échange - Personnels enseignants et personnels administratifs concernés par les échanges

- Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :

Inscription des étudiants dans les programmes d'échange - Gestion des dossiers étudiants

- Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :

Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif concernés par les échanges - Parcours académique de l'étudiant

- Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles :

Les données d'identification de l'étudiant peuvent être présentes sur le CV (le cas échéant)

Les partenaires s'engagent à ne pas divulguer des données sensibles

- Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires suivants ou des catégories suivantes de destinataires

- le service général des relations internationales et les composantes de l'Université Jean Moulin Lyon 3

- USherbrooke International – services d'admission et de scolarité des composantes concernées de l'Université de Sherbrooke

4.2 Les personnes concernées pourront obtenir des informations et réponses au sujet de leurs données personnelles et de leur traitement auprès de l'Institution participante concernée. En cas de besoin, l'institution participante qui recevra la demande pourra la transmettre à l'autre institution.

Contacts des référents protection des données personnelles :

Nom : Université Jean Moulin Lyon 3

Adresse : 1 C avenue des frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : Mathieu Soucher, délégué à la protection des données

Rôle : responsable du traitement des données

Activités en rapport avec les données transférées au titre des présentes clauses : enseignement supérieur

Téléphone : +33478787009

E-mail : dpd@univ-lyon3.fr

Nom : Université de Sherbrooke

Adresse : 2500, boul. de l'Université, Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Rôle : responsable de la protection des renseignements personnels

Activités en rapport avec les données transférées au titre des présentes clauses : enseignement supérieur

E-mail : rprp@usherbrooke.ca

4.3 Aucun transfert à des tiers ne sera effectué, sauf si cela est requis par la loi applicable. En cas de doute, chaque Institution contactera l'autre pour obtenir des éclaircissements

Le consentement exprès de la personne concernée a été obtenu

4.4 L'Institution concernée notifiera l'autorité de contrôle compétente et les personnes concernées dans l'éventualité d'un incident relatif aux données personnelles. Elle notifiera également l'autre Institution.

4.5 Les Institutions n'accorderont l'accès aux données personnelles à leurs employés, sous engagement de confidentialité, que si elles sont strictement nécessaires à la mise en application, la gestion et le suivi des mobilités d'échange

4.6 Les Institutions participantes devront garantir des mesures de sécurité techniques et d'organisation adaptées en fonction des risques inhérents au traitement des données personnelles et, le cas échéant, permettre la réalisation d'audit.

4.7 Une fois l'entente terminée, les Institutions participantes s'engagent à ne pas conserver les renseignements personnels objet de l'Entente en leur possession, à les détruire et à en conserver aucune copie, reçus de l'autre partie, sauf cas expressément prévus par les lois applicables.

5. DURÉE, ÉVALUATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

5.1. La présente convention entre en vigueur à compter du 1er septembre de l'année académique 2021-2022 et sera d'une durée de cinq ans

5.2. Au plus tard lors de la dernière année de l'entente, une analyse des flux entrants et sortants sera effectuée. Le renouvellement de la convention devra s'appuyer sur une évaluation commune, tant à l'égard du contenu, des modalités d'application, que de l'équilibre des échanges durant la période touchée par l'entente. Les parties se réservent le droit de revoir la convention si des inégalités importantes persistent.

5.3. À la suite d'une évaluation positive, le renouvellement pourra s'actualiser par la signature d'une lettre simplifiée de reconduction ou d'une convention de renouvellement.

5.4. Chaque partie peut y mettre fin le **1er août** de chaque année, à condition d'en informer, par écrit, l'autre partie avant le **1er mars** de la même année. Les parties peuvent, par consentement mutuel, apporter des modifications à la convention en tout temps.

Chaque exemplaire du présent accord peut être fourni sous forme électronique et est réputé être un original lorsqu'il est dûment signé par les Parties.

Pour l'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Christine HUDON, vice-rectrice aux relations internationales

Christine Hudon 11/12/2024

Signature **Date**

Pour l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Manuel Jobert, Vice-Président en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie

01/10/2024

Signature **Date**

Docusign Envelope ID: 8829AEF6-177F-4FBE-BC5A-219131CCA3E0

INTERNATIONAL COOPERATIVE AGREEMENT
BETWEEN
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3, LYON, FRANCE
AND
THE BOARD OF REGENTS OF THE UNIVERSITY SYSTEM OF GEORGIA
THE UNIVERSITY OF GEORGIA, ATHENS, GEORGIA, U.S.A.

This agreement is made and entered into force on October 1, 2024, by and between Université Jean Moulin Lyon 3 and the Board of Regents of the University System of Georgia, by and on behalf of the University of Georgia, hereinafter referred to as the University of Georgia.

Whereas Université Jean Moulin Lyon 3 and the University of Georgia desire to engage in cooperative educational, research, and outreach activities, for the mutual benefit of both institutions, the parties have agreed upon the following:

I. The parties will jointly develop cooperative programs for students and faculty of the two institutions within the framework of this agreement. The cooperative activities may include student and faculty exchanges, study abroad, collaborative research programs, seminars and workshops, and outreach programs.

II. Each activity performed under this agreement will be undertaken pursuant to an addendum that will contain the specific terms and conditions governing the activity, as mutually agreed to on a case by case basis.

III. Each institution will be responsible for funding its involvement in the cooperative activities contemplated under this agreement, and all such activities shall be subject to the budgetary allocations of the parties.

IV. All activities developed hereunder will be in accordance with all applicable rules and regulations of both institutions, and all applicable national, state, and local laws, rules and regulations.

V. The University of Georgia appoints the Director of International Initiatives and Université Jean Moulin Lyon 3 appoints the International Relations Office to coordinate the development and implementation of this agreement.

VI. All modifications to this agreement must be in writing and signed by both parties.

VII. This agreement will be in effect for a period of five (5) years from October 1,2024, and may be renewed for additional five (5) year periods by the parties. Either party may terminate the agreement with ninety days prior written notice to the other party, provided that such termination will not affect the completion of any activity underway or any previously advertised activity in which commitments to students have been made.

On Behalf of
Université Jean Moulin Lyon 3

For the President and by Delegation
Manuel Jobert
Vice President for International Affairs and Francophonie

09/12/2024
Date

Board of Regents of the University System of Georgia
By and on behalf of The University of Georgia

Signed by:
Martin Kagel
ED3872A80F0D4DA...

Dr. Martin Kagel
Associate Provost for Global Engagement

October 1, 2024
Date

Variation Agreement

THIS AGREEMENT is between

MONASH UNIVERSITY (ABN: 12 377 614 012) of Wellington Road, Clayton, Victoria, Australia 3800, acting through the Faculty of Arts (**Monash**)

AND Jean Moulin Lyon 3 University(0692437Z) a branch of the University of Lyon, a scientific, cultural and professional state-organisation located 1c, av. Des Freres Lumiere, CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08, France acting through its "Faculte des Langues" and President Gilles Bonnet (**UJML3**)

BACKGROUND:

A. Monash and UJML3 entered into the document named in Item 1 of Schedule 1 (**Document**).

B. Monash and UJML3 wish to vary the Document in accordance with this Agreement.

IN CONSIDERATION OF THE MUTUAL PROMISES AND COVENANTS CONTAINED IN THIS AGREEMENT, IT IS AGREED AS FOLLOWS:

1. Definitions

1.1 Terms which are defined in the Document and used in this Agreement have the meaning given to them in the Document, unless stated otherwise.

2. Effective Date of Variation

2.1 The effective date of this Agreement is the date set out in Item 2 of Schedule 1 (**Effective Date**).

2.2 Clause 2.1 does not affect any right or obligation arising before the Effective Date.

3. Variation

3.1 The parties agree that from the Effective Date, the Document will be varied in accordance with Item 3 of Schedule 1.

3.2 Save for varying the Document as specified in this Agreement, all other provisions in the Document remain unchanged.

4. General

4.1 **Costs:** Each party remains responsible for its own costs and expenses in entering into this Agreement.

4.2 **Signatories:** The signatories to this Agreement warrant that they have the authority to enter into this Agreement on behalf of the party they are stated to represent.

4.3 **Electronic Signing and Counterparts:**

4.3.1 Each party agrees that this Agreement may be executed by electronic signature (regardless of the form of electronic signature utilised) and that this method of signature is conclusive of the parties' intention to be bound by this Agreement as if physical signing had occurred.

4.3.2 This Agreement may be executed in any number of counterparts and by the parties on separate counterparts. Each counterpart constitutes the agreement of each party who has executed and delivered that counterpart. Each party may communicate its execution of this Agreement by successfully transmitting an executed copy of the Agreement by an electronic method to each party.

EXECUTED as an agreement

Signed for and on behalf of

Faculty of Arts, Monash University
by its authorised representative:

Signature

Professor Katie Stevenson
Name

Dean, Faculty of Arts
Title

Date

Jean Moulin Lyon 3
by its authorised representative:

Signature

Gilles Bonnet
Name

Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président en charge de l'Europe
et des relations internationales
Manuel JOBERT

President
Title

Date 10.07.24

SCHEDULE 1

Item	Description
1. Document	Amendment to Schedule 1 Academic Program, to the Dual Award Agreement between Monash University and Jean Moulin Lyon 3, executed on the 8 April 2020.]
2. Effective Date	The effective date is the date this Agreement is signed by the last party
3. Variations	[The following variations are made to the Document: • Schedule 1 – course revision as follows: o Remove APG5048 Translation for special purposes (12 credit points) o Remove APG5874 Global translation and interpreting practices (12 credit points) o Remove APG5690 Applied translation (12 credit points) o Add APG5471 Leadership in intercultural environments (6 credit points) OR APG5608 Translating literary and cultural narratives (6 credit points) o Add APG5601 Medical and scientific translation (6 points) o Add APG5602 Legal and financial translation (6 points) o Add APG5603 Translating in global markets (6 credit points) o Add APG5604 Collaborative translation practices (6 credit points) o Add APG5611 Translation technologies (6 points) o Add APG5677 Professional ethics (6 points) o Amend unit title from APG5875 Introduction to interpreting and translation studies to APG5875 Introduction to translation studies; and amend credit point value from 12 credit points to 6 credit points The Document, as varied, is attached at Schedule 2 of this Agreement.

SCHEDULE 2

S1.1 Monash University

- Master of Interpreting and Translation Studies (Translation stream) or
- Master of Interpreting and Translation Studies (Double Masters with Jean Moulin Lyon 3) (Int)

4th Year Level

- 2 semesters – Year 1 (July to June) = Masters Year 1

First Semester (July commencement)

- APG5603 Translating in global markets (6 points, 7.5 ECTS)
- APG5604 Collaborative translation practices (6 points, 7.5 ECTS)
- APG5471 Leadership in intercultural environments (6 points, 7.5 ECTS) OR APG5608 Translating literary and cultural narratives (6 points, 7.5 ECTS)

Second Semester (February commencement)

- APG5601 Medical and scientific translation (6 points, 7.5 ECTS)
- APG5602 Legal and financial translation (6 points, 7.5 ECTS)
- APG5611 Translation technologies (6 points, 7.5 ECTS)
- APG5875 Introduction to translation studies (6 points, 7.5 ECTS)

Winter teaching period (June-July):

- APG5677 Professional ethics (6 points)

= 48 points / 60 ECTS

S1.2 Universite Jean Moulin Lyon 3

- Master "Traduction et Interpretation – Traducteur commercial et juridique"

5th Year Level

- 2 semesters – Year 2 (September to June) = Masters Year 2

First Semester

- Semester 1 of the above-named Master (24 points, 30 ECTS)

Second Semester

- Semester 2 of the above names Masters internship (24 points, 30 ECTS)

= 48 points / 60 ECTS

[insert complete set of **unvaried** Faculty Schedules to the Articulation/Credit Transfer Agreement]

Extension of Agreement of Academic Cooperation

between

Université Jean Moulin Lyon 3, FRANCE

and

Concordia University, CANADA

Whereas:

On February 12th, 2015, Concordia University signed and on June 14th, 2018, Concordia University extended an Agreement of Academic Cooperation ("Agreement") with Université Jean Moulin Lyon 3 in order to strengthen the collaborative research, faculty exchanges, as well as student mobility programs between the two institutions.

And:

That the Agreement could be extended by the consent in writing by both parties for five-year periods.

NOW, THEREFORE, in accordance with the section 7 "Duration of the Agreement" of the original Agreement signed on February 12th, 2015, and extended on June 14th, 2018, the participating universities desire hereby to record their consent that this Agreement be extended for an additional five (5) years effective as of the date at execution by the appropriate officers of each signatory institution. Clauses of the Agreement remain unchanged.

In witness hereof, the duly authorized representative of each institution agrees to the provisions of this document.

On behalf of Université Jean Moulin Lyon 3

For the President and by Delegation
Manuel Jobert
Vice-President in Charge of International Affairs and Francophonie

Date: 14/10/2024

On behalf of Concordia University

Dr. Effrosyni Diamantoudi
Interim VP, Research, Innovation, and Impact

Date: 6/Nov/2024

Dr. Graham Carr
President and Vice-Chancellor

Date: 15.11.2024

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN

BROOKLYN LAW SCHOOL (USA)

AND

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

Identification of the parties:
Between
Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Professor Gilles Bonnet

And
The Brooklyn Law School, a private not-profit, autonomous institution, having its registered head offices at: 250 Joralemon Street, Brooklyn, NY 11201 New York, USA
Represented by its President, David D. Meyer

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code).

***Article 1*: PURPOSE OF THE AGREEMENT**

1.1- Brooklyn Law School (hereinafter referred to as Brooklyn Law), on the one hand, and Université Jean Moulin Lyon 3 (hereinafter referred to as UJML3) on the other, hereby agree to promote academic cooperation in the matter of higher education and research in the fields they have in common, under the terms and conditions specified below, with a view to:

a. Encouraging teaching/research staff exchange visits between the institutions to develop joint research projects.

b. Furthering the exchange of publications and other sources of academic information.

c. Promoting other academic activities likely to advance the objectives referred to above, including the exchange of students.

1.2- The two institutions will be able to establish joint courses leading to common qualifications. Details relating to the length of courses, the way teaching is organised, educational and administrative management and financial provisions will be the subject of a specific agreement.

***Article 2*: WORKING METHODS**

Exchange teaching/research staff and students shall be subject to the regulations in force with respect to visas and requirements for entry to the country as well as to the Code of Conduct that applies in the host institution.

Moreover, each party shall make every reasonable effort to offer suitable ways of accommodating teaching/research staff and students in a manner that is consistent with resources, if any, that are provided to its own students and staff.

Detailed methods for exchanging students as well as financial provisions will be the subject of a specific agreement.

***Article 3*: TERM OF THE AGREEMENT AND RENEWAL**

3.1 This memorandum of understanding abrogates the same signed on 10 October 2013 and renewed on 16 May 2019. This memorandum will take effect as of January 1, 2025 and will be valid for a period of **five years**, renewable for an identical period by express agreement, recorded in an amendment required at least 3 months prior to its expiry date.

3.2 Any decision taken jointly or by one of the parties not to renew this agreement shall be notified in writing within the same timescale and must specify the methods according to which the agreement shall cease to have effect. The parties may terminate this agreement with 90 days notice at any time for any reason, however, any undertaking already given shall be abided by until the end of any academic year that may already have started.

***Article 4*: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT**

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

Any modification to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the parties as to its content and the terms and conditions of its implementation.

***Article 5*: FINANCIAL PROVISIONS**

Save by express agreement, the host institution shall not take on any responsibility for expenses incurred by exchange teaching/research staff and students:

- Expenses linked to research projects;
- National and international travelling expenses;
- Accommodation costs;
- Fees, bursaries (scholarships) and other expenses.

The host institution may require teaching/research staff and students to pay extra fees corresponding to additional services.

***Article 6*: PROTECTION OF PERSONAL DATA**

The parties hereby agree to hold confidential all personal data as communicated for the purpose of this cooperation agreement. A party transferring personal data ("transferring party") to the other party ("receiving party") must obtain consent from the subject teaching/research staff and exchange students. In the event of a transfer of personal data, the transferring party shall be responsible for its own actions and shall implement commercially reasonable measures in the transfer and storage of personal data.

The parties will ensure to hold available personal data within a reasonable time scale and no longer than required for the purpose of this agreement or as required by law.

***Article 7:* TERMINATION**

In the event of failure by one of the parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this agreement, the other party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Memorandum shall be honoured for the period originally agreed.

***Article 8:* CHOICE OF LANGUAGE**

The parties agree that this Agreement is drafted in the English language. Each party accepts and approves the English version of the Agreement signed by both parties as controlling in any dispute between the parties arising from or related to the Agreement.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Brooklyn Law School

DocuSigned by:
David Meyer
D52B16E763814CA...

David D. Meyer
President

12/3/2024

Date :

For Université Jean-Moulin Lyon 3

Signé par :
Manuel Jobert
5921E2802B4641E...

For the President and by Delegation
Manuel Jobert
Vice-President in Charge of International Affairs and Francophonie

12/9/2024

Date :

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

BETWEEN

BROOKLYN LAW SCHOOL (USA)

AND

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 (France)

Identification of the Parties:

Between
Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Gilles Bonnet

And
The Brooklyn Law School, a private not-profit, autonomous institution, having its registered head offices at: 250 Joralemon Street, Brooklyn, NY 11201 New York, USA
Represented by its President, David D. Meyer

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code).

Having regard to the Memorandum of Understanding between the two Universities, the Brooklyn Law School (hereinafter referred to as Brooklyn Law) and Université Jean-Moulin Lyon 3, Lyon, France (hereinafter referred to as UJML3) hereby agree to exchange students according to the following terms and conditions:

It is agreed that the University receiving students will be referred to as the Host University and the University sending students abroad will be referred to as the Home University.

1. *Article 1*: PURPOSE OF THE AGREEMENT

The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions and methods according to which initial training students that have successfully completed at least one academic year's study towards one of the qualifications granted by the students' Home Institution will be exchanged.

2. *Article 2*: TERM OF THE AGREEMENT AND EFFECTIVE DATE

2.1 This Agreement is for a period of **five years** from the January 1, 2025 until January 1, 2030. It is renewable for an identical period by express agreement, recorded in an addendum required at least 3 months prior to its expiry date.

2.2 Any decision taken jointly or by one of the parties not to renew this agreement shall be notified in writing within the same timescale and must specify the methods according to which the agreement shall cease to have effect. The parties may terminate this agreement with 90 days notice at any time for any reason, however, in that event, all undertakings entered into with respect to exchanges in progress must be honoured for the period specified in Article 4-1.

3. *Article 3*: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any modifications to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the Parties as to its content and methods of implementation.

4. *Article 4*: WORKING METHODS

4.1 Duration of the exchange.

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

Each exchange determined in accordance with the terms and conditions of this Agreement shall last for one full academic term (at Brooklyn Law School one academic term shall mean one semester) or one academic year. The precise duration shall be determined before the student leaves their Home University.

4.2 Number of students.

a. Brooklyn Law and UJML3 agree to exchange up to two (2) students per term/semester or the equivalent number for a full academic year**.**

b. The partner Universities will make every effort to receive an identical number of students each year. Four months prior to the beginning of the relevant academic year or term, the two Universities shall, on the basis of mutual agreement, arrive at an understanding as to the number of students to be exchanged.

c. The responsibilities of the Universities as set out in the Agreement relate only to the participants and do not cover either spouses or dependants. Persons accompanying participants are the responsibility of the participants.

4.3 Registration fees.

The exchange student must pay registration fees at his or her Home University and will be exempted from tuition fees at the Host University.

Exchange students will be responsible for meeting the following expenses:

a) Registration fees and additional expenses to be paid to their Home University before their departure.

b) Food and accommodation.

c) Return travelling expenses between the Home University and the Host University.

d) Medical cover

e) Books, clothing, and personal expenses.

f) Obtaining a visa.

g) Any other debt incurred during the period of the exchange.

h) Housing and personal liability insurance.

4.4 Selection, registration, validation of marks and preparation.

a. Students likely to take part in the exchange programme must have registered with their Home University and have successfully completed at least one academic year. They will be selected by their Home University on the basis of the excellence of their academic results.

b. The candidate file submitted to the Host University must include official documents showing the candidate's academic record as well as an application file for international students. The Home University shall supply the Host University with all relevant details as to the courses its students need to complete in order to secure their degrees as well as any other significant information - in relation, for example, to health problems - that could affect the student's progress or require any form of special assistance.

c. Subject to prior admission into the program, Brooklyn Law students may enrol in the UJML3 Droit LL.M. in International and European Law for a full semester either fall or spring within the scope of this agreement. Exchange students that have completed one semester through the exchange program may enrol for a second semester, outside of the scope of this agreement, within a reasonable time after the completion of the first semester and no more than two years after completion of the J.D. at Brooklyn Law. UJML3 has final say as to whom is accepted into the LL.M. program.

d. Subject to prior admission into the program and admission into the Brooklyn Law LL.M. program pursuant to the LL.M. application process, UJML3 law students may enrol in the Brooklyn Law LL.M. degree program for a full year, with one semester within the scope of this agreement, and the other at the cost of the student, with the possibility of being awarded the LL.M. upon successful completion of the program requirements. Brooklyn Law as the final say as to who is accepted into the LL.M. program.

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

c. The Host University, on giving reasons for its decision, reserves the right to refuse any candidate whose university file may appear unacceptable for exchange purposes. Should this be the case, the Home University may put forward the files of other candidates.

d. Exchange students shall be subject to academic rules and the Code of Conduct in force in the Host University. The Home University shall inform its students of the academic and educational requirements they must comply with in the Host University. By mutual agreement, the two Universities note that no candidate may be refused on the basis of considerations of race, national or ethnic origin, color, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity or expression marital or veteran status or physical or mental disability.
Each University reserves the right to terminate a particular exchange if the student has breached the law or failed to comply with regulations in force in the Host University. The Home University shall immediately be informed thereof.

e. The validation of marks awarded for work submitted by a student during the period of the exchange is the responsibility of the student's Home University.

f. The Host University shall supply the Home University with a summary of the final marks making up the academic results. For UJML3, the contact point for the partner University will be the Direction des Relations Internationals (*International Relations Office*).
For Brooklyn Law the contact point will be the Office of the Registrar.

g. Students chosen for exchange must have sufficient knowledge of the official language (or the language of instruction of study program) of the receiving country to follow courses (and/or take part in research) in the Host University. Partner Universities reserve the right to test this level of knowledge using any educational method they consider suitable with a view to ensuring that students receive the best level of educational support. Candidate students will be informed of this before leaving their Home University.

4.5 Guidance and services.

In the spirit of the Exchange Programme, the Host University must facilitate as far as possible the admission, academic studies, local integration and cultural guidance of the students it receives.

The Host University shall supply exchange students with the following:

a. Access to University services as full members of the Host University, including access to the library and sporting facilities.

b. A welcome programme briefly describing the country and the academic system. If they wish, exchange students at UJML3 may take part in a fuller guidance programme, the cost of which will fall to them.

c. Information on the requirements for medical cover and its extent.

d. Access to academic and other advice services.

e. Reasonable Help with finding housing - insofar as this is possible - in university halls of residence or any other appropriate off-campus residential property.

f. The supply of all documents needed to obtain a visa.

4.6 Coordinating the exchange.

a. In order to implement and fulfil the aims of this Agreement, Brooklyn Law's International Programs and the Direction des Relations Internationales (*International Relations Office)* at UJML3 will be given the responsibility for the management of this Exchange Programme.

b. Every year, each University will supply its partner University with all details relating to the academic year, syllabuses for courses and other handbooks as well as any other information students need to make a fully informed choice between the courses they will be able to take at the Host University.

c. Exchange students must obtain the approval of both the Home University and the Host University for their course selections prior to making final course selections. The courses chosen should comply with the educational objectives of the exchange student.

5. *Article 5*: PERSONAL DATA PROTECTION

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 is subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

5.1 Transfers of personal data will comply with European regulations on personal data protection and will take place within the following frame:

a) Data Exporter: The Data Exporters are UJML3 – Brooklyn Law

b) Data Importer: The Data Importers are Brooklyn Law - UJML3

c) Data subjects: The personal data transferred concern the following categories of Data Subjects: students, teaching staff, and administrative staff.

5.2 Purpose of the transfer: The transfer is necessary for the following purposes: (a) for academic collaboration purposes such as research, teaching, and education and for any other lawful purpose agreed by the parties.

5.3 Categories of data: The personal data transferred fall within the following categories of data
For students: Name, nationality, date of birth, e-mail address, phone number, academic record, and any other categories of personal data necessary for the purposes listed above.
For teaching and administrative staff: Name, professional/academic position, professional e-mail, phone number, and any other categories of personal data necessary for the purposes listed above.

5.4 Sensitive data (if appropriate):
The personal data transferred fall within the following categories of sensitive data: NONE.
In case sensitive data may appear in the documents managed by a university, the partners undertake to avoid transferring it (exporter) and undertake not to disclose (importer) it.

5.5 Recipients:
The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients:
Recipients to whom the personal data is transferred:

(a) in accordance with this Agreement;
(b) in connection with the purposes listed above;
(c) as required by any laws applicable to the Data Importer; or
(d) as expressly authorised by the data subject.

5.6 Transferring data to third parties:
The Parties may be required to disclose all or part of personal data to competent judicial or administrative authorities ("authorized third-party processors") pursuant to applicable law, or in the event of imperative decisions. The Parties undertake to limit the disclosure of personal data to that which is explicitly and restrictively required in compliance with applicable law.

If one institution receives a request for Personal Data of an Exchange Student from a third party (e.g., subpoena), the receiving institution shall, to the extent permitted by law, notify the other institution promptly, and will reasonably cooperate with the other institution in complying with or responding to such request. Each institution agrees to implement, maintain, and use reasonable physical, electronic, technical, and managerial safeguards to prevent unauthorized physical and electronic access to and disclosure of Student Information; to ensure the confidentiality, integrity, and availability of all Student Information; and to prevent accidental loss, destruction or damage of Student Information. This section shall survive termination of this Agreement.

5.7 Storage limit: The personal data transferred may be stored for no more than 10 years or as long as required by the law applicable to the institution in that institution's country.

5.8 Data subjects' rights:
Each Party will notify the other of any request from data subjects to exercise their rights and will undertake to assist each other, without joint financial cost liability, in processing these requests. As such, data subjects may submit their requests indiscriminately to the Data Protection Officer or to any other person duly authorized and appointed in the absence of the Data Protection Officer:
For Jean Moulin University Lyon 3: dpd@univ-lyon3.fr
For Brooklyn Law: Executive Director of Enterprise Strategy and IT Services, Jaime Chauca, jaime.chauca@brooklaw.edu

6. ***Article 6*: DISPUTES**

The universities will make every reasonable effort to resolve all issues related to this memorandum fairly, through negotiation between the coordinators, and, if necessary, by involving the Presidents of the two universities or their respective nominees. Any disputes or differences arising in connection with this Memorandum that cannot be settled amicably will be finally resolved by a mutually agreed mediator.

7. ***Article 7*: INDEMNITY**

7.1 To the fullest extent permitted by law, *UJML3* agrees to defend, indemnify, and hold harmless Brooklyn Law School and its officers, trustees, employees, members, successors, and assigns from any and all third-party claims, losses, damages, liabilities, personal injuries (including death), suits, costs, and expenses arising from its or its employees', agents', contractors', or officers': (1) negligence, wilful misconduct, acts, errors, omissions; (2) violation of law; (3) violation

Docusign Envelope ID: ABBAC3EC-245A-4630-86FF-4CEB33E818EF

of applicable campus policies; or (4) breach of this agreement, except to the extent caused by Brooklyn Law School's gross negligence or wilful misconduct.

8. *Article 8:* TERMINATION OF THE AGREEMENT

7.1 Failure to abide by the terms and conditions of the Agreement:
In the event of failure by one of the Parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this Agreement, the other Party may terminate it by written notice given90 days in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Agreement shall be honoured for the period originally agreed.

7.2 Failure to renew the Agreement:
In the event that the Agreement is not renewed at its expiry date, all undertakings entered into with respect to exchanges in progress must be honoured for the period specified in Article 4.1.

7.3 Nothing in this agreement shall create, or be deemed to create, a partnership, joint-venture or the relationship of principal or agent between the universities, and neither the universities shall have any right or authority to act on behalf of the other university or bind it in any way.

7.4 The universities will make every reasonable effort to resolve all uses in relation to this memorandum fairly by negotiation between the coordinators and failing by which the Presidents of the two universities, or their respective nominees. All disputes or differences arising in connection with this agreement which cannot be settled amicably will be finally resolved by a mediator to be agreed between the universities.

Article 9: CHOICE OF LANGUAGE

The parties agree that this Agreement is drafted in the English language. Each party accepts and approves the English version of the Agreement signed by both parties as controlling in any dispute between the parties arising from or related to the Agreement.

In witness whereof, the Parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Brooklyn Law School

DocuSigned by:
David Meyer
D52B16E763814CA...

David D. Meyer
President

12/3/2024

Date:

For Université Jean Moulin Lyon 3

Signé par :
Manuel Jobert
5921E2802B4641E...

For the President and by Delegation
Manuel Jobert
Vice-President in Charge of International Affairs and Francophonie

12/9/2024

Date:

PROTOCOLE D'ENTENTE SPÉCIFIQUE RELATIF À LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

ENTRE

L'Université du Québec à Rimouski, corporation constituée en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (RLRQ c. U-1) et ayant le siège de ses affaires au 300, allée des Ursulines, Rimouski, province de Québec, Canada, G5L 3A1, ici représentée par Madame Mélanie Gagnon, vice-rectrice à la planification et aux partenariat dûment autorisée à agir aux présentes,

Ci-après désignée « **l'UQAR** »

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3, corporation légalement constituée et ayant son siège social au 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08, France, ici représentée par Gilles Bonnet, Président, dûment autorisé à agir aux présentes,

Ci-après désignée « **UJML3** »

Ci-après conjointement désignées « Les Parties »

PRÉAMBULE

ATTENDU que **Les Parties** désirent développer la collaboration scientifique et les échanges dans le domaine de l'enseignement et de la recherche entre ces deux établissements;

ATTENDU que **Les Parties** souhaitent s'associer au programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation entre l'Union européenne et le Canada;

ATTENDU que **Les Parties** souhaitent mettre en œuvre, sur une base de réciprocité et dans l'intérêt des deux établissements, un protocole qui favorise et encadre la mobilité étudiante;

ATTENDU que **Les Parties** conviennent qu'elles partagent de nombreux points d'intérêt et qu'elles pourraient tirer profit de collaborations mutuelles ;

ATTENDU que **Les Parties** souhaitent développer un programme conjoint d'échange concernant l'enseignement et la recherche sur des thématiques partagées ;

LES DEUX PARTIES ONT CONVENU DE CONCLURE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE SUIVANTE :

Article 1 OBJET

Les deux **Parties** ont comme objectif prioritaire de mettre en place un programme d'échange permettant la mobilité étudiante entre l'UJML3 d'une part, et d'autre part, l'UQAR.

Dans le cadre de cette entente spécifique, **Les Parties** s'efforceront également de favoriser les contacts entre la population étudiante, le corps professoral ainsi que les équipes de recherche de leurs universités respectives.

Article 2 DEFINITIONS

2.1 Aux fins de la présente entente, « **établissement d'attache** » désigne la partie à la présente entente qui envoie, dans le cadre d'un échange, une étudiante ou un étudiant à l'établissement de l'autre partie et représente l'établissement au sein duquel une personne est officiellement inscrite à un programme d'études menant à un diplôme ; et « **établissement d'accueil** » désigne la partie qui a accepté d'accueillir les membres de la population étudiante de l'établissement d'attache pendant une période d'études définie.

2.2 Dans le cadre du présent protocole, la mobilité étudiante correspond à : 1) des « **séjours d'études** » permettant aux étudiantes et étudiants de suivre des cours à l'établissement d'accueil tout en obtenant leur grade de l'établissement d'attache 2) des « ***Séjours de recherche*** » permettant de satisfaire à une partie des exigences prévues pour l'obtention du diplôme postulé dans l'établissement d'attache, en participant à des activités de recherche dans l'établissement d'accueil.

Article 3 COMMUNICATION ET REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS

3.1 Les représentants responsables de la coordination des opérations académiques et du bon déroulement de la collaboration décrite dans ce protocole sont :

UQAR	UJML3
Benjamin SIMARD-JEAN	**Eric CARPANO**
Responsable de l'internationalisation	Président
300 allée des Ursulines	1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Rimouski, Qc, Canada	France
G5L 3A1	00 33 4 26 31 85 72
418 723-1986, poste 1618, international@uqar.ca	presidence@univ-lyon3.fr

Les responsables du protocole d'entente se consulteront, de manière officielle, chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire et se réuniront afin d'évaluer les actions à entreprendre et de dresser le bilan de celles qui ont été menées.

3.2 **Les Parties** identifient les personnes mentionnées à l'article 3.1 comme étant les responsables administratifs habilités à recevoir les dossiers étudiants en lien avec le présent protocole.

En vertu du présent protocole, les communications écrites se feront par courriel entre les personnes désignées par chaque **Partie**.

Article 4 NATURE DU SEJOUR

La nature du séjour, les exigences des universités d'attache et d'accueil, les lieux de formation, la formation académique prévue et le calendrier scolaire sont présentés à l'Annexe A.

Article 5 NOMBRE D'ETUDIANTS

Les Parties s'entendent pour favoriser aux meilleurs de leurs moyens, la mobilité d'au maximum 2 étudiants par année par établissement pour des séjours d'études. Par la suite, ce nombre d'étudiants accueillis pourra être revu annuellement, notamment, en fonction de la capacité d'accueil et/ou de l'intérêt des étudiants.

Article 6 DROITS DE SCOLARITÉ

6.1 Les étudiants participant aux échanges demeurent inscrits à leur établissement d'attache et acquittent leurs droits de scolarité et frais afférents dans leur établissement d'attache. Les étudiants en échange ne paieront pas de droits ni de frais d'inscription auprès de l'université d'accueil.

Article 7 MOBILITE ETUDIANTE : RESPONSABILITES ET ENGAGEMENTS

7.1 **Responsabilités et engagements de l'université d'attache**:

Dans le souci de contribuer au succès de la mise en œuvre du présent protocole, l'université d'attache s'engage, entre autres, à

a) informer ses étudiants du contenu de la présente entente avant qu'ils n'entreprennent des démarches de demande d'admission à l'établissement d'accueil, incluant le calendrier des activités présenté à l'article 8 ;

b) obtenir des étudiants l'engagement de respecter le contenu du présent protocole ainsi que l'autorisation pour l'université d'accueil de transmettre leurs relevés de notes à l'université d'attache au sens de l'article 7.2 alinéa c ;

c) identifier parmi ses étudiants ceux qui seront recommandés pour poursuivre leurs études à l'université d'accueil. La sélection devra être faite assez tôt, selon les critères définis, pour que les demandes d'admission complètes parviennent à l'université d'accueil avant la date limite ;

d) transmettre à l'établissement d'accueil, aux dates convenues, un dossier pour chaque étudiant constitué au minimum des pièces suivantes:
   a. formulaire d'échange bilatéral : (https://www.uqar.ca/uqar/international/processus_dadmission/formulaire_de_demande_pour_echange_bilateral.pdf)
   b. relevé de notes officiel;

c. un acte de naissance ou livret de famille comportant le nom complet des parents ;
d. une preuve de citoyenneté (copie du passeport).

e) souscrire à des assurances pour couvrir adéquatement ses opérations, activités et engagements associés au présent protocole;

7.2 **Responsabilités et engagements de l'université d'accueil:**

Dans le souci de contribuer au succès de la mise en œuvre du présent protocole, l'université d'accueil s'engage, entre autres, à

a) évaluer les dossiers de demande d'admission des étudiants de l'université d'attache et selon la qualité des dossiers et des règles en vigueur dans l'université d'accueil, rendre une décision finale d'admission ;

b) aider les étudiants admis dans leur recherche d'un lieu d'hébergement et leur assurer tous les services d'accueil et d'orientation disponibles et qui sont utiles à leur séjour s'ils contactent les Services aux étudiants de l'université d'accueil avant leur arrivée ;

c) transmettre à l'université d'attache une copie les relevés de notes des étudiants ayant suivi une formation à l'université d'accueil.

7.3 **Les étudiants participants à un échange :**

a) resteront inscrits à leur établissement d'attache durant la période du séjour à l'établissement d'accueil;

b) devront être inscrits à l'établissement d'accueil afin de bénéficier des services associés au statut d'étudiant régulier (accès à la bibliothèque, aux laboratoires informatiques, etc.),

c) paieront les autres frais afférents exigés, conformément à la législation en vigueur dans l'établissement d'accueil. Les établissements s'informeront mutuellement toutefois, et ce, chaque année au mois de mai, des obligations financières qui seront exigées, si tel est le cas, des étudiants accueillis lors de la prochaine année académique.

d) devront assurer les frais n, de transport, de subsistance, de matériel pédagogique et d'assurances (maladie et hospitalisation, biens personnels, automobile, etc.) pendant leur séjour dans l'établissement d'accueil ;

e) devront veiller personnellement et en temps requis à l'obtention des documents exigés par le pays d'accueil (papier légaux ex : CAQ, permis d'études, etc.) et produire une attestation officielle de l'organisme qui leur assure une couverture d'assurance maladie et hospitalisation, selon le calendrier des activités présenté à l'article 8.

Article 8 CALENDRIER DES ACTIVITÉS

ÉCHANGE ÉTUDIANT À :

UQAR	UJML3
Automne précédent l'échange Information transmise à la communauté étudiante de l'université d'attache Identification des personnes candidate à la mobilité par l'université d'attache.	**Mobilité au semestre d'automne ou année :** Information concernant la nomination transmise aux partenaires en mars. **Mobilité au printemps :** Information concernant la nomination transmise aux partenaires en octobre. Contact : laetitia.belot@univ-lyon3.fr
Janvier/Février Nomination : Transmettre le nom des personnes sélectionnés à international@uqar.ca	**Mobilité au semestre d'automne ou année :** Date limite de nomination : mi-mai **Mobilité au printemps :** Date limite de nomination : mi-novembre Contact : laetitia.belot@univ-lyon3.fr
Mars Admission : Le/La responsable de la mobilité de l'UJML3 transmet avant le **15 mars** à international@uqar.ca les dossiers composés des éléments suivants : • Formulaire de demande de participation (www.uqar.ca/formulaire_bilateral/demande_admission.pdf; • Relevés de notes du Baccalauréat et du parcours universitaire; • Copie de l'extrait de naissance faisant mention du nom des parents ; Admission à l'université d'accueil et émission d'une lettre d'acceptation au programme.	**Mobilité au semestre d'automne ou année :** Validation des nominations par Lyon 3 : de début avril à fin avril **Mobilité au printemps :** Validation des nominations par Lyon 3 : de mi-octobre à mi-novembre, et envoi des lettres d'acceptation nécessaires à la demande de visa. Contact : laetitia.belot@univ-lyon3.fr Document à envoyer par les étudiants de l'UQAR : - copie du passeport - Formulaire RAMQ
Avril à Août Accueil : Émission d'une lettre d'acceptation au programme.	**Mobilité au semestre d'automne ou année :** Dès délivrance de la lettre d'acceptation l'étudiant demande son visa, en suivant les étapes sur le site de Campus France Canada :

Dès l'obtention de la décision de l'UQAR la personne peut débuter ses démarches d'immigration et de réservation de son logement (https://www.uqar.ca/services/services-a-l-etudiant/logements).

Démarches d'immigration pour le Canada
Séjour de moins de 6 mois :

- AVE (Autorisation de voyage électronique): https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/visiter-canada/ave.html

Séjours de plus de 6 mois :

- CAQ: https://www.quebec.ca/education/etudier-quebec/demande-selection-temporaire

Permis d'études : https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/etudier-canada/permis-etudes/presenter-demande.html

Assurances : En ce qui a trait à la couverture des frais médicaux, les personnes participantes seront automatiquement inscrites au régime collectif d'assurances maladie et hospitalisation pour étudiants étrangers offert par l'UQAR et devront en assumer les frais selon la politique en vigueur à l'UQAR. Cependant, les étudiants possédant une couverture en matière de santé et de sécurité sociale seront admissibles à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Ils devront toutefois se présenter au service des relations internationales de leur établissement partenaire avant leur départ pour l'étranger afin de remplir le formulaire « SE-401-Q-106 » qu'ils remettront au bureau des Services à la communauté étudiante de

https://www.canada.campusfrance.org/fr/visa

Mobilité au printemps :

Dès délivrance de la lettre d'acceptation l'étudiant demande son visa, en suivant les étapes sur le site de Campus France Canada :

https://www.canada.campusfrance.org/fr/visa

Assurances : En ce qui a trait à la couverture des frais médicaux, les personnes participantes seront automatiquement inscrites au régime de la sécurité sociale française. Cependant, les étudiants devront présenter au service des relations internationales une preuve d'affiliation à la RAMQ (Régie de l'assurance maladie du Québec), afin de bénéficier de l'assurance maladie en vertu de l'accord entre la RAMQ et la Sécurité sociale de France.

l'UQAR à leur arrivée à Rimouski ou à Lévis afin de bénéficier de l'assurance maladie en vertu de l'accord entre la RAMQ et la Sécurité sociale de France.	
Septembre Inscription : Inscription auprès des Services à la communauté étudiante et transmission des dernières pièces manquantes au dossier de l'étudiant au Bureau du Registraire de l'UQAR (admission@uqar.ca).	**Fin août :** Remise de la carte d'étudiant auprès du service des relations internationales, ou finalisation de l'inscription avec remise des pièces manquantes

Article 9 ÉVALUATION

Les étudiants seront soumis à un contrôle des connaissances dont les modalités sont arrêtées conformément au règlement général des examens en vigueur dans l'université d'accueil. La participation des étudiants à tous les cours et activités du programme d'études est requise durant le séjour à l'établissement d'accueil, incluant la période d'examens.

Article 10 CONFIDENTIALITÉ ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Chacune des **Parties** demeure seule propriétaire des connaissances, brevetées ou non, qu'elle détient antérieurement à l'entrée en vigueur du présent protocole ou qu'elle détient en dehors du cadre de celle-ci. Les autres **Parties** ne se voient attribuer aucun droit sur lesdites connaissances, du fait du présent protocole.

10.2 Chaque partie s'engage à ne publier ni divulguer de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, expressément ou tacitement, l'ensemble des informations scientifiques, techniques, commerciales ou autres, appartenant à l'autre partie sauf lorsque lesdites informations sont déjà du domaine public.

10.3 La publication et/ou la communication des résultats issus de la coopération entre les parties seront faites d'un commun accord et mentionneront la participation de chaque partie.

10.4 L'exploitation et la protection des résultats de la coopération sont assurées par les deux établissements, conformément aux procédures relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle spécifiques à chaque pays et à chaque établissement.

10.5 Les étudiants impliqués dans l'exécution de projets de recherche demeurent en tout temps titulaires des droits d'auteur afférents à leur rapport de recherche, mémoire de maîtrise ou thèse de doctorat, sous réserve toutefois des obligations de confidentialité prévues dans la présente entente spécifique.

10.6 Les deux institutions conviennent que tout renseignement personnel (y compris les informations de santé) concernant les étudiants en mobilité, transféré de son

partenaire, doit être traité avec soin conformément à la règlementation en vigueur dans le pays hôte ainsi que le pays d'origine des étudiants.

10.7 Chaque institution recueille les renseignements personnels sur les étudiants en mobilité, transférés de son partenaire, dans le but de fournir les services nécessaires dans les activités éducatives et académiques offertes au sein de l'institution d'accueil. ceux-ci ne peuvent être utilisés qu'à ces fins par l'institution. Ni l'une ni l'autre ne peut divulguer les renseignements personnels des étudiants à des tiers, sauf dans les situations décrites ci-dessous :

i) L'établissement d'accueil exige la divulgation expresse des renseignements personnels des étudiants dans le but d'accélérer la procédure administrative liée à la mobilité;

ii) Les étudiants accordent à l'établissement d'accueil l'autorisation de divulguer leurs informations personnelles;

iii) L'établissement d'accueil est légalement tenu de divulguer les renseignements personnels des étudiants;

iv) La santé et le bien-être des étudiants en échange sont menacés en cas d'urgence et l'établissement d'accueil doit divulguer ses renseignements dans le but de leur prêter assistance;

10.8 Les autorités locales demandent aux institutions d'accueil de confirmer l'identité des étudiants et d'autres informations connexes;

10.9 Autres conditions exceptionnelles discutées et déterminées par les deux institutions.

Article 11 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

L'UJML3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des renseignements personnels de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.
Les transferts de données respecteront la règlementation européenne et québécoise sur la protection des renseignements personnels et se feront dans le cadre ci-après :
Exportateur de données : L'exportateur de données est :
Université Jean Moulin Lyon 3 – Université du Québec à Rimouski
Importateur de données : L'importateur de données est :
Université Jean Moulin Lyon 3 –Université du Québec à Rimouski
Personnes concernées : Les renseignements à caractère personnel transférés concernent les catégories suivantes de personnes concernées:
Etudiants admis dans le programme de formation pour étudiants étrangers -
Personnels enseignants et administratifs le cas échéant
Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :
Inscription des étudiants dans le programme de formation pour étudiants étrangers
Gestion des dossiers étudiants

Article 16 SIGNATURES

Cet accord pourra être signé par les **Parties** avec des signatures originales et/ou numérisées par voie électronique. Chacune d'elles sera considérée comme une signature originale à l'accord.

CONSIDÉRANT les clauses précédemment agréées, **Les Parties** signent le présent protocole en 2 copies identiques quant au contenu et à la forme.

POUR :

L'Université du Québec à Rimouski

Mélanie Gagnon

Vice-rectrice à la planification et aux partenariats

Date : 23 octobre 2024

À : Lévis

Karine Lemarchand

Doyenne des études

Date : 17 octobre 2024

À : Rimouski

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour le Président de l'Université et par délégation
Manuel JOBERT, Vice-Président chargé de l' Europe, des relations internationales et de la Francophonie

Date :

À :

Gestion administrative et financière le cas échéant
Catégories de données : Les renseignements à caractère personnel transférés concernent les catégories suivantes de données:
Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif
Parcours académique étudiant
RIB des enseignants et personnels administratifs (le cas échéant)
Données sensibles (le cas échéant) : Les renseignements à caractère personnel transférés concernent les catégories suivantes de données sensibles:
Des données d'identification de la personne peuvent être présentes sur le CV
Les partenaires s'engagent à ne pas divulguer des données sensibles
Destinataires : Sauf pour les cas visés à l'article 10.7, Les renseignements à caractère personnel transférés ne peuvent être divulgués qu'auprès des destinataires suivants ou des catégories suivantes de destinataires :
La Direction des Relations Internationales et les composantes de l'Université Jean Moulin Lyon3
Bureau des Relations Internationales de l'Université du Québec à Rimouski

Article 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES LITIGES

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend né de l'interprétation ou de l'exécution du présent protocole. Si le différend persiste, **Les Parties** peuvent, d'un commun accord, désigner une tierce partie (médiateur, arbitre) qui tentera de le résoudre dans un délai raisonnable. Les dépenses associées à la désignation d'une tierce partie à cette fin devront être estimées à l'avance et partagées également entre **Les Parties**.

Article 13 DURÉE DU PRÉSENT PROTOCOLE

Le présent protocole sera soumis aux autorités compétentes selon les dispositions réglementaires applicables dans chaque établissement contractant. Elle entrera en vigueur à compter du 1er septembre 2024

Il est conclu pour une durée de 5 ans et peut être modifié à tout moment d'un commun accord entre **Les Parties** par le biais de la signature d'un avenant.

Article 14 RENOUVELLEMENT

Le présent protocole sera renouvelé pour la même durée à l'expiration de son terme, sauf si l'une ou l'autre des parties donne un avis écrit de non reconduction à l'autre partie au moins six mois avant l'expiration de cette entente et à la condition que soient préservés les droits des étudiants en cours de formation et sans préjudice aux actions engagées

Article 15 RÉSILIATION

Le présent protocole pourra être résilié au terme d'un préavis écrit de six mois par l'une ou l'autre des **Parties**, à condition que soient préservés les droits des étudiants en cours de formation et sans préjudice aux actions engagées.

ANNEXE A – FORMATIONS DISPONIBLES POUR LA MOBILITÉ

UQAR

Programmes :

Code	Programme	Niveau	Campus	Domaine
6601	Baccalauréat en développement des sociétés et territoires	Baccalauréat	Lévis et Rimouski	Sciences humaines
6634	Baccalauréat en psychosociologie des relations humaines	Baccalauréat	Rimouski	Sciences humaines
7001	Baccalauréat en génie des systèmes électromécaniques	Baccalauréat	Rimouski	Sciences appliquées (génie)
7077	Baccalauréat en chimie de l'environnement et des bioressources	Baccalauréat	Rimouski	Sciences pures
7080	Baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire et sociale	Baccalauréat	Lévis et Rimouski	Sciences de l'éducation
7464	Baccalauréat en administration	Baccalauréat	Lévis et Rimouski	Sciences de l'administration
7590	Baccalauréat en éducation préscolaire et primaire	Baccalauréat	Lévis et Rimouski	Sciences de l'éducation
7950	Baccalauréat en enseignement secondaire	Baccalauréat	Rimouski	Sciences de l'éducation
7672	Baccalauréat en lettres et création littéraire	Baccalauréat	Rimouski	Lettres
7756	Baccalauréat en géographie	Baccalauréat	Rimouski	Sciences humaines
7437	Baccalauréat en kinésiologie	Baccalauréat	Rimouski	Sciences de la santé
7758	Baccalauréat en histoire	Baccalauréat	Rimouski	Sciences humaines
7766	Baccalauréat en sciences comptables	Baccalauréat	Lévis et Rimouski	Sciences de l'administration
7833	Baccalauréat en informatique	Baccalauréat	Lévis et Rimouski	Sciences appliquées (autre que génie)
7944	Baccalauréat en génie électrique	Baccalauréat	Rimouski	Sciences appliquées (génie)
7947	Baccalauréat en génie mécanique	Baccalauréat	Rimouski	Sciences appliquées (génie)
1569	DESS en analyse et prévention des risques naturels	Maîtrise	Rimouski	Sciences pures
1653	Maîtrise en histoire (avec mémoire)	Maîtrise	Rimouski	Sciences humaines
1702	Maîtrise en développement régional et territorial (essai)	Maîtrise	Rimouski	Sciences humaines
1737	DESS en étude des pratiques psychosociales	Maîtrise	Rimouski	Sciences humaines
1843	Maîtrise en gestion des ressources maritimes	Maîtrise	Rimouski	Sciences de l'administration
2421	DESS en gestion de la faune et de ses habitats	Maîtrise	Rimouski	Sciences pures
3073	Maîtrise en lettres	Maîtrise	Rimouski	Lettres
3243	DESS en gestion des ressources maritimes	Maîtrise	Rimouski	Sciences de l'administration

Calendrier académique en vigueur à l'UQAR:

Trimestre d'automne : fin août à la fin décembre (incluant la période d'examens)

Trimestre d'hiver : début janvier à fin avril (incluant la période d'examens)

Trimestre d'été : début mai à la mi-août (incluant la période d'examen)

UJML3

Programmes :

https://www.univ-lyon3.fr/cours-a-choisir-dans-le-programme-deuf

Trimestre d'automne : fin août à la fin décembre (incluant la période d'examens)

Trimestre d'hiver : début janvier à fin mai (incluant la période d'examens)

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

uOttawa

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONVENTION DE COOPERATION ACADEMIQUE
Double diplôme Master Droit Civil Approfondi / LL.M

ENTRE

L'Université d'OTTAWA
Ottawa, Ontario, Canada

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Faculté De Droit
Lyon, France

L'Université Jean Moulin Lyon 3 dont le siège social se situe 1c avenue des Frères Lumière, CS 78242- 69372 Lyon Cedex 08, France,
représentée par son Président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO agissant pour le compte de la Faculté de droit de l'Université (UJM Droit), représentée par son Doyen, Monsieur le Professeur Olivier GOUT,
D'une part,

Et

L'Université d'Ottawa (l'uOttawa), un établissement d'enseignement postsecondaire situé dans la ville d'Ottawa, dans la province de l'Ontario, au Canada, et constitué en vertu de la Loi de l'Université d'Ottawa, 1965, L.O. 1965, chapitre 137,
représentée par son Recteur, Monsieur Jacques FRÉMONT,
D'autre part,

Attendu que la création de l'Ecole Européenne et Internationale de Droit au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (UJM Lyon 3), France, s'accompagne du développement de cursus en double diplomation tant au niveau Master que Licence.
Compte tenu des liens qui existent déjà entre l'UJM Droit et l'uOttawa (programme d'échange d'étudiants, chaire miroir...) et afin de renforcer encore les liens de coopération entre nos deux établissements cette convention a pour objet la création d'un parcours en double diplomation de niveau Master/LL.M.

NOTA : Sous réserve d'approbation des instances d'approbation universitaires de chacune des institutions.

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

1. Articulation du programme : Double diplôme Master Droit Civil Approfondi / LL.M.

Compte-tenu du fait que le Master d'UJM Lyon 3 est un programme en deux ans et que le LL.M de l'uOttawa est un programme en un an, le programme de double diplôme s'organise selon les parcours suivants, différents pour les étudiants de UJM Lyon 3 et ceux d'uOttawa :

1.1 Etudiants d'UJM Lyon 3

- La sélection des étudiants est réalisée par les directeurs du master Droit Civil Approfondi de la Faculté de droit de l'université Jean Moulin Lyon 3.

- La première année du parcours est réalisée à la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 dans le cadre du Master Droit Civil Approfondi (Master DCA). Le contenu du programme est celui des semestres 1 et 2 de ce master, tel que défini par la maquette du diplôme (voir Annexe 1). Le programme permettra la validation de 60 crédits ECTS.

La deuxième année du parcours est réalisée en deux temps :

1. **À Lyon** – 30 crédits ECTS / 6 crédits uOttawa :
   - Semestre 1 à la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 dans le cadre de la seconde année du Master Droit Civil Approfondi (Master DCA). Les étudiants devront suivre les cours du master DCA définis en Annexe 1 du présent accord.

     Ce semestre permettra la validation et l'attribution de 30 crédits ECTS et de 6 crédits canadiens accordés par équivalence.

2. **À Ottawa** – 30 crédits ECTS / 15 crédits uOttawa :

   - Trimestre d'hiver à l'uOttawa dans le cadre du LL.M. Les étudiants devront suivre les cours du LL.M définis en Annexe 2 du présent accord : cours obligatoires et cours optionnels.

   - Trimestre de printemps/ d'été : Les étudiants devront rédiger un mémoire de fin d'étude. Les étudiants ne rédigeront qu'un seul mémoire qui sera évalué et reconnu par les deux institutions. Durant le trimestre de printemps/d'été, les étudiants de l'UJM Lyon 3 auront le choix de rédiger leur mémoire à Ottawa ou à Lyon. Cependant, les étudiants devront maintenir une inscription à temps complet, payer les frais de scolarité et les frais accessoires (ainsi que l'assurance RAMU) à l'uOttawa pour le trimestre entier, même s'ils retournent à Lyon.

     Les trimestres d'hiver et de printemps/d'été permettront la validation de 15 crédits canadiens.

     La validation de la deuxième année du Master DCA est conditionnée par l'obtention de 30 crédits ECTS au semestre 1 et de 21 crédits canadiens nécessaire à l'obtention du LL.M au semestre 2.

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

1.2 Étudiants de l'uOttawa

- La sélection des étudiants est réalisée au sein de la Faculté de droit de l'uOttawa par les responsables du programme LL.M.

- Les étudiants d'uOttawa intègrent le parcours du Master Droit civil Approfondi (Master DCA) au début de la seconde année du parcours.

La deuxième année du parcours est réalisée en deux temps :

1. **À Lyon** – 30 crédits ECTS / 6 crédits uOttawa :
   - Semestre 1 à la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 dans le cadre de la seconde année du Master DCA. Les étudiants devront suivre les cours du master DCA définis en Annexe 1 du présent accord.

     Ce semestre permettra la validation et l'attribution de 30 crédits ECTS et de 6 crédits canadiens accordés par équivalence.

2. **À Ottawa** – 30 ECTS / 15 crédits uOttawa :
   - Trimestres d'hiver et de printemps/d'été à l'uOttawa dans le cadre du LL.M. Les étudiants devront suivre les cours du LL.M définis en Annexe 2 du présent accord : cours obligatoires et cours optionnels. Les étudiants devront également rédiger un mémoire de fin d'étude. Les étudiants ne rédigeront qu'un seul mémoire qui sera évalué et reconnu par les deux institutions.

     Ces trimestres permettront la validation de 15 crédits canadiens.

     La validation de la deuxième année du Master DCA est conditionnée par l'obtention de 30 crédits ECTS au semestre 1 et de 21 crédits canadiens nécessaire à l'obtention du LL.M au semestre 2.

2. Sélection des étudiants

2.1 Étudiants d'UJM Lyon 3

La Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 sélectionnera jusqu'à **5 étudiants** pour ce programme en double diplomation. Les étudiants de la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 devront passer la sélection à l'entrée du Master DCA selon les modalités d'admission par les directeurs de programme.

Les candidats au programme en double diplomation devront justifier d'un solide niveau en langue française et en langue anglaise (sauf dispense, lorsqu'une partie des études en Licence aura été réalisée en langue anglaise notamment, le niveau en langue anglaise devra être attesté par un test de langue).
Un attrait particulier pour la culture juridique de *Common Law* est un atout pour la candidature.

La Faculté de droit de l'UJM Lyon 3, par l'intermédiaire de son Ecole Européenne et Internationale de Droit, transmettra au plus tard le 1er avril la liste des étudiants sélectionnés afin qu'ils puissent compléter une demande d'admission en ligne au programme de LLM à l'uOttawa. Les étudiants devront soumettre les demandes d'admission avant la première semaine de mai de l'année de participation au programme.

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

Les conditions d'admission et procédures relatives au dépôt d'une demande d'admission au programme de LL.M. se trouvent sur le site web de l'Université d'Ottawa. À date de janvier 2023, les conditions d'admission sont :

- Une moyenne minimale de 6/10 (ou B) dans un baccalauréat en droit
- Lettre d'intention
- 2 lettres de recommandations
- Curriculum vitae
- Description de votre projet de recherche (500 mots, pour programme avec option mémoire ou thèse seulement)

Le comité d'admission des Études supérieures de la Faculté de droit de l'uOttawa évalue la candidature de chaque étudiant de UJM Lyon 3 désirant participer au programme de double diplôme et, si cette candidature répond aux exigences d'admission du programme, informe UJM Lyon 3 et l'étudiant de la décision.

2.2 Étudiants de l'uOttawa

La Faculté de droit de l'uOttawa sélectionnera jusqu'à **5 étudiants** pour ce programme en double-diplomation. La sélection des étudiants s'effectuera par la Faculté de droit de l'uOttawa selon son processus de sélection interne.

Les candidats au programme en double diplomation devront justifier d'un solide niveau en langue française et en langue anglaise.

Un attrait particulier pour la culture juridique de *droit civil* est un atout pour la candidature.

La Faculté de droit de l'uOttawa transmettra au plus tard au 1er avril la liste des étudiants sélectionnés à l'Ecole Européenne et Internationale de la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3.

3. Modalités d'évaluation et condition de validation

3.1 Étudiants d'UJM Lyon 3

La double diplomation est acquise si l'étudiant valide en intégralité les deux années de son parcours selon les modalités de la présente convention.

Le régime d'examen qui régit la première année du parcours est celui qui s'applique au Master DCA.

L'accès en deuxième année du parcours et l'intégration à l'uOttawa sont conditionnés par la réussite à la première année du Master DCA selon ses modalités d'examen, que ce soit en première ou en seconde session.

Le régime d'examen qui régit la deuxième année du parcours est celui qui s'applique pour le premier semestre au master DCA et pour le second semestre au LL.M à l'uOttawa.

La validation du LL.M conditionne la validation de la deuxième année du Master DCA.

Les notes obtenues par l'étudiant en LL.M seront transmises par la Faculté de droit de l'uOttawa à la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3, par l'intermédiaire de son Ecole Européenne et Internationale de Droit, dès que possible après l'annonce des résultats et au plus tard au début du mois de septembre de l'année en cours, afin de permettre la transcription des notes de LL.M de l'étudiant dans les meilleures conditions selon les grilles de transcriptions établies dans les modalités de contrôle de connaissance du parcours.

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

Si l'étudiant est contraint pour des raisons médicales, financières ou familiales, qu'il devra justifier, à renoncer ou à interrompre à sa mobilité à l'uOttawa il peut :

- Si l'événement se produit avant la mobilité : effectuer l'intégralité du Master DCA en présentiel à la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3. L'absence de mobilité ne permettra pas la double-diplomation.

- Si l'événement se produit au cours de la mobilité au semestre d'hiver ou de printemps/d'été de la deuxième année de master : l'étudiant sera autorisé à passer les épreuves et évaluations prévues par le LLM de ces trimestres à la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 en coordination avec les directeurs et directrices du parcours à l'uOttawa si l'étudiant a suivi au moins la moitié des cours du trimestre d'hiver à Ottawa (six semaines). La fin anticipée de la mobilité ne fait pas obstacle à la double-diplomation dès lors que l'étudiant valide le nombre de crédits requis lors des examens.

3.2 Étudiants d'Ottawa

La Double diplomation est acquise si l'étudiant valide en intégralité les trois trimestres de son parcours selon les modalités de la présente convention.

Le régime d'examen qui régit l'année de mobilité du parcours est celui qui s'applique pour le premier semestre au master DCA de la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 et pour le trimestre d'hiver au LL.M de l'uOttawa.

La validation du premier semestre de la deuxième année du master DCA conditionne la validation du LL.M. La validation du LL.M conditionne la validation de la deuxième année du Master DCA.

Si l'étudiant est contraint pour des raisons médicales, financières ou familiales, qu'il devra justifier, à renoncer ou à interrompre à sa mobilité à l'UJM Lyon 3 il peut :

- Si l'événement se produit avant la mobilité : effectuer l'intégralité du LL.M en présentiel à l'uOttawa. L'absence de mobilité ne permettra pas la double-diplomation.

- Si l'événement se produit au cours de la mobilité au semestre d'automne de la deuxième année du master DCA : l'étudiant sera autorisé à réintégrer le LL.M de l'UOttawa. La fin anticipée de la mobilité ne permettra pas la double-diplomation.

Les notes obtenues par l'étudiant aux examens du premier semestre du Master DCA seront transmises par l'Ecole Européenne et Internationale de Droit de la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 à l'uOttawa dès que possible après l'annonce des résultats et au plus tard au mois de février de l'année en cours, afin de permettre la transcription des notes de LL.M de l'étudiant dans les meilleures conditions selon les grilles de transcriptions établies dans les modalités de contrôle de connaissance du parcours.

4. Diplomation

À l'issue de ce parcours et sous réserve de satisfaire aux exigences des régimes d'examens au sein de chacune des universités, les résultats obtenus à l'étranger sont validés sur la base de la transcription des notes obtenues à l'étranger et le transfert de crédits.

Le mémoire de fin d'étude sera soumis à une double évaluation par un professeur de l'uOttawa et un professeur de l'UJM Lyon 3.

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

À l'issue du parcours, les étudiants se voient délivrer le **Master en Droit Civil Approfondi** par la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 et le **LL.M** par l'uOttawa.

5. Modalités financières

Les étudiants de la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 s'acquittent des frais d'inscription en 1er et 2nde année de master. Le tarif d'inscription en Master à l'UJM Lyon 3 est celui déterminé par le tarif national français.

Pour la deuxième année, les étudiants d'UJM Lyon 3 doivent également s'acquitter à l'Université d'Ottawa des droits de scolarité et frais connexes pour (2) trimestres d'inscription (les trimestres d'hiver et de printemps/d'été) à temps complet aux études supérieures. Les étudiants qui répondent aux exigences peuvent être admissibles à la bourse d'exonération partielle des droits de scolarité. À date de janvier 2023, les critères d'admissibilité à la bourse sont : 1) avoir fait des études secondaires ou postsecondaires en français pendant au moins deux ans et avoir obtenu le diplôme et 2) s'inscrire aux cours obligatoires en français si ces cours se donnent dans les deux langues officielles (français et anglais). Cette bourse d'exonération ne peut pas être jumelée à la Bourse d'accès aux études pour les étudiantes et étudiants internationaux à la maîtrise. Pour plus d'information, veuillez consulter la page web dédiée à la Bourse d'exonération partielle.

Les étudiants doivent ainsi s'acquitter des frais accessoires et frais obligatoires de tierces parties (ex. passe d'autobus universelle, assurances maladies et/ou dentaires). À l'uOttawa, les étudiants de l'UJM Lyon 3 doivent obligatoirement souscrire au Régime d'assurance maladie universitaire (RAMU) pendant la période d'études au Canada. Aucune exception ne sera faite, même si les étudiants d'établissements partenaires ont souscrit une assurance avant de quitter leur pays d'origine. Il est possible d'obtenir plus de renseignements sur le RAMU (frais couverts, etc.), en consultant le site web du RAMU.
Les étudiants de l'uOttawa s'acquittent des frais de scolarité du LL.M de l'uOttawa lorsqu'ils sont inscrits à l'uOttawa pendant les trimestres d'hiver et de printemps/d'été, jusqu'au dépôt du mémoire.

Ils s'acquittent des frais d'inscription de l'UJM Lyon 3 pour la deuxième année du master DCA et sont exonérés des frais différenciés applicables aux étudiants étrangers.

Les montants exacts des frais d'inscription, de la bourse d'exonération partielle et des frais accessoires devront être communiqués au plus tard au début du mois de juin de l'année de sélection pour mise à jour des pages internet et documents de communication sur le programme.

Les frais d'inscription chez chacun des partenaires peuvent être susceptibles d'évoluer d'une augmentation maximale de 5% par année.

6. Direction, coordination et suivi des étudiants

Les directeurs du programme de la Faculté de droit de l'UJM Lyon 3 et de la Faculté de droit de l'uOttawa assurent un suivi personnalisé aux étudiants de ce cursus.

Pour la bonne coordination du programme, chaque partenaire désigne une personne et/ou un service en charge de la mise en œuvre de cette convention :

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

Nom de l'université	Université d'Ottawa	Université Jean Moulin
Responsables pédagogiques du diplôme :	Vice-doyen aux études supérieures	Pr. François CHENEDE Pr. William DROSS
Tél.	(613)562-5774	
Email :	Llmphd@uottawa.ca	francois.chenede@univ-lyon3.fr william.dross@univ-lyon3.fr
Responsables administratives du diplôme :	Sochetra Nget	Ms Anne-Sophie Berthier
Tél.	+1 613-562-5774	+33(0)426318535
Email :	llmphd@uottawa.ca	master.eeid@univ-lyon3.fr

7. Orientations et services offerts aux étudiants du double diplôme

Chacune des parties devra faciliter autant que possible l'admission, les études universitaires, l'intégration sur place et l'orientation culturelle des étudiants qu'elle accueille.
Chacune des parties fournira aux étudiants du cursus du double diplôme les moyens suivants :

- L'accès aux services de l'Université en tant qu'étudiant à part entière de l'Université.
- L'accès aux services universitaires et autres services à destination des étudiants.

8. Dispositions légales / résolution des différends

Les étudiants du double diplôme Master DCA/LL.M seront soumis aux règlements universitaires et aux chartes et règles de conduite en vigueur au sein de l'Université qui les accueille pour la réalisation de leur programme d'étude.

Les deux Universités rappellent qu'aucun refus de sélection ne pourra être fondé sur des considérations de couleur, d'origine nationale ou ethnique, de sexe, de handicap, d'orientation sexuelle ou de croyances religieuses.

Si un étudiant du programme ne respecte pas la loi ou enfreint le règlement en vigueur dans l'Université d'accueil, il sera renvoyé devant l'instance disciplinaire compétente et selon la procédure applicable au sein de cet établissement. L'autre partie en sera immédiatement informée.

Chaque université informera l'autre sans délai de toute difficulté découlant de l'application de la présente convention. Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige découlant de cet accord, par l'intermédiaire des directeurs de parcours au sein de chaque Faculté avec l'aide de l'équipe de l'Ecole Européenne et Internationale de Droit.

Si une solution ne pouvait être trouvée ainsi, le litige devrait alors être soumis aux personnes en charge de la mise en œuvre de cette convention qui sont identifiées au point 6.

9. Protection des données personnelles

L'Université d'Ottawa est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario* et elle pourrait, en conséquence, être tenue de divulguer des informations relatives au présent accord qui font l'objet d'une demande formelle et ne sont

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

pas soustraites à la communication aux termes de ladite loi. L'uOttawa traitera de telles demandes, ainsi que l'UJM Lyon 3, de la manière prévue par la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée. L'UJM Lyon 3 admet que l'uOttawa peut diffuser sur son propre site Web le présent accord dûment signé par les Parties ainsi que toute entente définitive, dûment signée par les Parties.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 est soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

9.1 Définitions

Dans le cadre de l'exécution de cette convention de partenariat académique, les parties s'entendent sur les définitions suivantes :

- Réglementation sur la protection des données personnelles : toute loi ou règlement relatif à la protection des données personnelles, et en particulier la Loi française n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées, le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « RGPD ».
- Donnée à caractère personnel ou donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») directement ou indirectement ;
- Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que définies à l'article 4.2 du RGPD ;
- Violation des données à caractère personnel : violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

9.2 Cadre général des opérations de traitement

Chaque partie reconnaît que dans le cadre de l'exécution de la convention de partenariat entre l'uOttawa et l'UJM droit des données portant sur les représentants, agents ou étudiants des deux établissements sont traitées ou susceptibles de l'être par les deux parties.

Chaque partie détermine individuellement, en sa qualité de responsable de traitement, les moyens de la collecte de données personnelles et la finalité des opérations de traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre dans le cadre de l'exécution de la présente convention et ce dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles.

9.3 Traitement des données

En application de l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, l'uOttawa s'engage à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des données personnelles des ressortissants européens qu'elle serait amenée à traiter dans le cadre de la présente convention.

9.4 Transfert de données à des tiers

Les parties peuvent devoir communiquer tout ou partie des données personnelles collectées aux autorités judiciaires ou administratives compétentes (« tiers autorisés ») en application du droit applicable, ou dans le cadre de décisions judiciaires ou administratives. Les parties s'engagent à limiter la communication des données personnelles à ce qui est expressément et limitativement requis. D'autres tiers peuvent être destinataires de ces données afin de garantir la bonne exécution de la présente convention.

9.5 Mesures générales

Chaque partie garantit à l'autre une collecte loyale et licite des données personnelles et le respect de l'information et du recueil du consentement des personnes concernées lorsque ce consentement est nécessaire pour permettre leur traitement.

Chaque partie déclare qu'elle traite les données personnelles utilisées sur la base des fondements légaux qui lui sont opposables.

Chaque partie s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles.

Chaque partie s'engage à conserver les données personnelles pour le temps nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées et à tenir compte des durées de conservation légales qui lui sont opposables.

9.6 Droits des personnes concernées

Chacune des parties notifie à l'autre toute demande d'accès à ses données personnelles faite par une personne concernée. Les parties s'engagent à se porter mutuellement, et sans frais, assistance dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : Le Délégué à la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour l'Université d'Ottawa : Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée : baipvp@uOttawa.ca.

9.7 Sécurité des données

En application de l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, les parties s'engagent à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des données personnelles des personnes concernées qu'elles seraient amenées à traiter dans le cadre de la présente convention.

Les parties s'engagent à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72 heures après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

10. Statut de l'étudiant et assurances contractées pour les étudiants

Les étudiants inscrits au programme de double diplôme reçoivent de l'Université d'accueil une carte d'immatriculation ou carte d'étudiant leur permettant de bénéficier de tous les services universitaires, y compris les bibliothèques et locaux sportifs. De manière générale, les étudiants inscrits dans le cadre de ce programme jouissent des mêmes droits que les autres étudiants dans la limite des lois et règlements en vigueur.

Les étudiants inscrits au programme de double diplôme sont assujettis aux règlements scolaires et académiques des deux Universités. Chaque responsable académique doit confirmer à son partenaire la présence de l'étudiant, la liste des cours auxquels il est inscrit ainsi qu'une description de ceux-ci et de toute modification qui peut survenir en cours de programme (changement de cours, respect des règlements, etc.).

À l'uOttawa, les étudiants de l'UJM Lyon 3 doivent obligatoirement souscrire au Régime d'assurance maladie universitaire (RAMU) pendant la période d'études à Ottawa. Aucune exception ne sera faite, même si les étudiants de l'UJM Lyon 3 ont souscrit une assurance avant de quitter leur pays d'origine. Les étudiants de l'UJM Lyon 3 doivent souscrire à la RAMU dès leur arrivée à l'uOttawa.

À l'uOttawa, les étudiants de l'UJM Lyon 3 devront également se procurer la carte d'autobus universelle (U-Pass) leur permettant d'utiliser les services de transport en commun par autobus dans la ville d'Ottawa et Gatineau.

À l'UJM Lyon 3, les étudiants de l'uOttawa doivent s'affilier dès leur arrivée à un organisme de mutuelle qui assurera le remboursement (partiel ou total selon le type de prestations) des soins médicaux, dentaires, frais d'hospitalisation, interventions chirurgicales et de l'achat de certains médicaments. Le choix de la mutuelle est libre. L'étudiant peut également prendre une assurance soins de santé complémentaire, non obligatoire, qui prend en charge la totalité ou une partie des coûts non remboursés par les mutuelles (pour plus d'informations, voir https://www.univ-lyon3.fr/)

-

Les étudiants inscrits au programme de double diplôme sont assujettis aux mêmes normes d'évaluation et examens que tous les autres étudiants inscrits à un programme d'études supérieures des deux universités et obtiendront les crédits universitaires (uOttawa) et/ou ECTS (UJM Lyon 3) conformément aux règlements d'examens des Facultés respectives de chaque Université.

Une fois admis à l'uOttawa, les étudiants de l'UJM Lyon 3 doivent prendre rendez-vous avec un mentor international (mentorbi@uOttawa.ca) à leur arrivée afin de recevoir les informations pour l'orientation internationale. Cette orientation est obligatoire pour tous les étudiants internationaux.

11. Éthique et intégrité de la recherche

L'Université d'Ottawa, en tant qu'établissement recevant des fonds des trois organismes subventionnaires du Canada [Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)], doit respecter les exigences des organismes et des autres commanditaires de recherche. De ce fait, tout étudiant de l'UJM Lyon 3 qui est inscrit au double diplôme et qui effectue de la recherche avec des êtres humains – s'ils effectuent ces recherches au Canada ou à l'étranger doit rencontrer les exigences de l'éthique de la recherche telles qu'indiquées dans l'entente « Éthique de la

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

recherche avec les êtres humains » fournie par l'Université d'Ottawa.

Ceci inclut de respecter les exigences de l'Énoncé de politique des trois Conseils: Éthique de la recherche avec des êtres humains, 2e édition (ÉPTC 2e édition, 2014). Selon l'ÉPTC,

Article 6.1 Les établissements doivent constituer ou mandater des Comités d'éthique de la recherche (CER) pour évaluer, conformément à la présente politique, l'acceptabilité éthique de tout projet de recherche avec des êtres humains réalisé sous leur autorité ou sous leurs auspices, c'est-à-dire par les membres de leur corps professoral, leurs employés ou leurs étudiants, et ce, peu importe l'endroit où les travaux de recherche sont exécutés.

Article 8.1 L'établissement qui a mis sur pied un CER peut, conformément à la Politique, approuver des modèles alternatifs d'évaluation de la recherche faisant intervenir plusieurs CER ou établissements. Cet établissement demeure néanmoins responsable de l'acceptabilité éthique et du déroulement éthique de la recherche relevant de sa compétence ou entreprise sous ses auspices, quel que soit l'endroit où la recherche se déroule.

Dans le cas d'un étudiant étranger inscrit à un programme de double diplôme de l'Université d'Ottawa qui effectuera de la recherche hors du Canada, l'étudiant doit compléter les étapes suivantes :
- L'étudiant doit lire L'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains
- L'étudiant doit compléter le didacticiel ÉPTC 2 : Formation en éthique de la recherche (FER) et annexer le certificat au formulaire.
- Le « Formulaire pour conformité à l'éthique » doit être complété et signé par l'étudiant et le superviseur et remis à la personne ressource à la Faculté de Droit de l'Université d'Ottawa.

Règlements de l'Université d'Ottawa applicables :
- Règlement 115 - Conduite responsable de la recherche
- Méthode 29-2 - Traitement d'allégations de violations de la conduite responsable de la recherche
- Règlement scolaire I-14 - Fraude scolaire

Lorsque les étudiants de l'UJM Lyon 3 seront admis dans le programme de double diplôme de la maîtrise en droit (LL.M), le Bureau des études supérieures de la Faculté de Droit de l'Université d'Ottawa acheminera le formulaire intitulé Formulaire pour conformité à l'éthique et ce en même temps que l'offre d'admission aux étudiants.

Toutes questions concernant la conformité à l'éthique peuvent être adressées au Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche à ethique@uOttawa.ca.

12. Durée et validité de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par toutes les parties et sera en vigueur pendant cinq (5) ans.

La présente convention peut à expiration être renouvelée pour une période de cinq (5) ans par consentement écrit des deux établissements.

Les établissements peuvent résilier la présente convention avant son expiration, sous réserve d'un préavis de six (6) mois.

La résiliation prendra effet six (6) mois après la date de notification par écrit de la résiliation sans préjudice des droits des étudiants participant déjà au programme de double-diplôme.

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par les deux parties et doit garantir que les étudiants participant déjà au programme de double-diplôme pourront le terminer.

Fait en deux (2) originaux en langue française.

JACQUES BEAUVAIS PROVOST ET VICE-RECTEUR AUX AFFAIRES ACADÉMIQUES PAR INTÉRIMAIRE UNIVERSITÉ D'OTTAWA DocuSigned by: Jacques Beauvais 7CCC1B7D01B44A1... 2024-03-11 | 08:31 EDT Date:	JACQUES FRÉMONT RECTEUR ET VICE-CHANCELIER UNIVERSITÉ D'OTTAWA DocuSigned by: BEA868CED915498... 2024-03-19 | 09:17 EDT Date: .....
OLIVIER GOUT DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 ..... Date:	ERIC CARPANO PRESIDENT UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 Le président Gilles Bonnet ..... Date: 27/8/2024

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

ANNEXE 1 - Parcours à Lyon

Master DROIT CIVIL APPROFONDI

Maquette susceptible de modifications en cours de convention

SEMESTRE I DROIT CIVIL APPROFONDI		
Cours	Heures	ECTS
UE 1 Cours magistraux obligatoires		**12**
Droit international privé	30	3
Régimes matrimoniaux	30	3
Sûretés	30	3
Entreprises en difficulté	30	3
UE 2 Cours magistraux optionnels (1 cours parmi)		**3**
Droit pénal spécial	30	3
Copropriété	30	3
Histoire de la justice	30	3
Droit de la construction	30	3
UE 3 Ouverture		**3**
Droit de la prescription	20	2
Initiation à la recherche	10	1
UE 4 Travaux dirigés		**6**
Régimes matrimoniaux	15	3
Sûretés OU Droit international privé (S1 + S2)	15	3
UE Maîtrise langue étrangère		**3**
TD anglais	15	
UE Libre		**3**
Histoire du droit privé	30	3
TOTAL	**210 / 45 TD**	**30**

SEMESTRE 2 DROIT CIVIL APPROFONDI		
Cours	Heures	ECTS
UE 1 Cours magistraux obligatoires		**15**
Successions	30	3
Droit du crédit et surendettement	30	3
Libéralités	30	3
Contrat d'assurance	30	3
Philosophie du droit	20	3
UE 2 Cours magistraux optionnels (1 cours parmi)		**3**
Procédure pénale européenne et internationale	30	3
Droit international privé	30	3
Gestion locative immobilière	30	3
Fiscalité du patrimoine	30	3
UE 3 Travaux dirigés		**6**
Successions	15	**3**
Droit du crédit et du surendettement OU Droit international privé (S1 + S2)	15	**3**
UE Maîtrise langue étrangère		**3**
TD anglais	15	3
UE Libre		**3**
Procédures civiles d'exécution	30	3
TOTAL	**200/ 45 TD**	**30**

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

SEMESTRE 3 DROIT CIVIL APPROFONDI		
Cours	Heures	ECTS
UE 1 Cours fondamentaux		**15**
Droit des contrats approfondi	20	5
Droit des biens approfondi	20	5
Droit des personnes approfondi (M Droit de la famille pour les étudiants du parcours recherche)	20	5
Méthodes et raisonnements en situations international et européen.	10	0
UE 2 Grand oral ou grand écrit		**8**
Portant sur les cours fondamentaux UE 1	0	8
UE Maîtrise langue étrangère		**3**
Anglais juridique	12	3
UE Libre (1 cours parmi)		**4**
Droit des conflits de lois approfondi (M Droit international privé et comparé)	20	4
Structures de l'entreprise (M Droit des affaires approfondi)	20	4
TOTAL	**102**	**30**

SEMESTRE 4 DROIT CIVIL APPROFONDI		
Cours	Heures	ECTS
UE 1 Cours fondamentaux		**10**
Responsabilité civile approfondie	20	5
Source du droit (M Culture judiciaire)	20	5
Études historico comparatives en droit civil	20	0
UE 2 Cours optionnels (1 cours parmi)		**4**
Droit des sûretés	20	4
Droit de la famille (M Droit de la famille)	20	4
Droit des successions et des libéralités (M Droit de la famille)	20	4
UE 3 Grand oral ou grand écrit		**6**
Portant sur les cours fondamentaux UE 1	0	6
UE Professionnalisation		**10**
Mémoire et soutenance	0	10
TOTAL	**80**	**30**

DocuSign Envelope ID: 77C021DD-33CD-43E4-AC92-5944C22FB722

ANNEXE 2 - Parcours à Ottawa

Maquette susceptible de modifications en cours de convention

Programme de double diplôme Master Droit Civil Approfondi / LL.M.
L'université Jean Moulin Lyon 3/Université d'Ottawa

a) 1er semestre / trimestre d'automne : De septembre à janvier – L'Université Jean Moulin Lyon 3

b) 2ème semestre / trimestre d'hiver : De mi-janvier à avril – L'Université d'Ottawa

1. **Cours obligatoire**
   DCL 5501 Méthodologie de la recherche juridique (3 crédits)
   Description : Révision des techniques de recherche, des sources du droit et des méthodes d'analyse.

2. **Choisir deux cours parmi :**

- DCL 5503 Théories contemporaines du droit (3 crédits)
  Introduction à l'étude des différentes théories contemporaines du droit, telles que la théorie marxiste, l'analyse économique, l'approche féministe, le positivisme, le droit naturel, etc.

- DCL5731 Problème choisi en droit de la personne (3 crédits)
  Il s'agit d'un cours de droit civil avancé qui a pour cible les droits fondamentaux dans une perspective privatiste et suivant l'éclairage propre à la Charte des droits et libertés de la personne.

- DCL 6739 Thèmes choisis en droit - GRANDS SYSTÈMES DROIT CONTEMP (3 crédits)
  Diversité des droits contemporains, la famille romano-germanique, les droits socialistes, la common law, les autres conceptions de l'ordre social et du droit : Islam, Inde, Afrique, Extrême-Orient.

c) 3ième semestre / trimestre de printemps/d'été : De mai à août – L'Université d'Ottawa

Rédaction du mémoire de recherche (6 crédits)

N.B. : Les étudiants de l'UJM Lyon 3 auront le choix de rédiger leur mémoire à Ottawa ou à Lyon.

Total des crédits : 3 cours de 3 crédits canadiens et un mémoire de 6 crédits canadiens soit 15 crédits canadiens.

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Convention de coopération entre l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et les universités membres du Consortium d'appui au Collège juridique Franco-roumain d'études européennes

Entre

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, (ci-après Paris 1),
Ayant son siège au 12 place du Panthéon – 75005 Paris (France),
Représentée par Christine Neau-Leduc, Présidente,
Agissant en qualité d'établissement coordinateur du Consortium d'appui au Collège juridique franco-roumain d'études européennes (ci-après Consortium d'appui au Collège),

D'une part,

Et:

L'Université Jean Moulin Lyon 3
ayant son siège 1c Avenue des Frères Lumière CS 78242 – 69372 LYON CEDEX 08 (France)

représentée par son Président, Gilles BONNET

D'autre part,

Préambule

L'Université Paris 1 et l'Université Jean Moulin Lyon 3,

dénommées ci-après les parties,

Soucieuses de renforcer les liens interuniversitaires entre la France et la Roumanie, en particulier dans le domaine du Droit,

Désireuses de continuer et d'approfondir la formation d'excellence mise en œuvre avec la mise en place en 1995, au sein de la Faculté de droit de l'Université de Bucarest, du Collège juridique franco-roumain d'études européennes qui a pour vocation de dispenser, majoritairement en français, une formation juridique complète axée notamment sur le droit de l'Union européenne et le droit français, et ce, au travers du soutien d'un Consortium d'appui dont Paris 1 est coordinateur,

Agissant de concert avec le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères qui, dans la limite de ses disponibilités financières, soutient le fonctionnement de cette coopération d'excellence, notamment par la mise à disposition d'un personnel français permanent au Collège, par une contribution au budget de fonctionnement du Collège et par une offre de bourses et de stages aux étudiants du Collège,

Conscientes de l'importance que revêt l'existence du Collège juridique franco-roumain d'études européennes et souhaitant en faire un pôle universitaire et scientifique francophone d'excellence dans la région, spécialisé notamment en droit comparé, droit international et en particulier en droit européen, apte à assurer des formations dans toutes les disciplines juridiques et à soutenir des travaux de recherche académique répondant aux meilleurs standards,

Vu l'Accord de coopération entre l'Université de Bucarest et l'Université Paris 1 signé le 1cr novembre 1993 et renouvelé constamment depuis, jusqu'au dernier accord en date signé le **2 février 2022**

Vu les Conventions d'applications à l'accord-cadre entre l'Université Paris 1 et l'Université de Bucarest et notamment la convention d'application n° 1 relative à la mise en place des diplômes de Droit de Licence et de Master de Paris 1 délocalisés à Bucarest avec le soutien du consortium du Collège Juridique Franco-Roumain signé par les présidents de Paris 1 et de l'Université de Bucarest le 6 juin 2023

Vu le protocole additionnel à l'Accord entre l'Université de Bucarest et l'Université Paris 1concernant le Collège juridique franco-roumain d'études européennes de Bucarest, visant la coopération au niveau des études doctorales et postdoctorales signé le 8 septembre 2014 ;

Conviennent de ce qui suit :

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1
Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'entrée, de participation et de sortie du Consortium d'appui au Collège juridique, coordonné par l'Université Paris 1, de l'Université Jean Moulin Lyon 3 , ainsi que les modalités de fonctionnement du Consortium d'appui au Collège juridique.

Article 2
Engagements généraux des parties

La présente convention est conclue entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université Paris 1, coordinatrice du Consortium d'appui au Collège.

Le Consortium est composé des universités françaises ayant présenté la lettre d'engagement prévue à l'article 19 de la présente convention et acceptées au sein du Consortium d'appui au Collège juridique selon les modalités prévues audit article.

Il peut également accueillir des partenaires, principalement des universités francophones désireuses de concourir aux activités du Collège aux termes d'accords de partenariat spécifiques pouvant être conclus, avec l'aval des membres du Collège.

Les parties s'engagent à se tenir réciproquement informées et à se consulter régulièrement sur toute question relative au bon fonctionnement du Collège.

Les parties s'engagent à se consulter avant de prendre toute décision qui pourrait affecter le bon déroulement ou la cohérence de la coopération.

L'Université Paris 1 représente le Consortium d'appui au Collège juridique dans ses relations avec les tiers, notamment avec l'Université de Bucarest, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que les diverses instances européennes et entités françaises ou étrangères, publiques ou privées, pouvant être intéressées par le Collège et ses activités.

Chapitre II : Organisation des études

Article 3
Enseignements

Les enseignements au Collège sont délivrés sous forme de cours magistraux, assurés conjointement par des enseignants français et roumains, et de travaux dirigés.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à porter à la connaissance de ses enseignants en droit l'appel d'offre pour des missions d'enseignement au Collège, émis chaque année par le Collège.

Article 4
Localisation des enseignements

Les enseignements du Collège sont assurés au sein de la Faculté de droit de l'Université de Bucarest ; il peut être proposé aux enseignants d'intervenir dans le cadre des activités du Collège dans un autre lieu en Roumanie ou auprès de l'Université d'Etat de Moldavie, à Chişinău. A titre dérogatoire, une convention spécifique pourra prévoir qu'une partie de ces enseignements, ou des enseignements dispensés dans le cadre de l'Institut juridique francophone doctoral et postdoctoral du Collège, ou encore dans le cadre d'écoles d'été ou de cours de formation professionnelle continue, puissent être dispensés dans un autre pays.

Article 5
Diplômes

Les étudiants du Collège sont inscrits administrativement et pédagogiquement à l'Université de Bucarest et à l'Université Paris 1, sauf cas dérogatoires et exceptionnels mentionnés en annexe 1 de la convention. Ces deux établissements leur délivrent les diplômes européens de licence et de master.

Les étudiants du Collège peuvent également se voir délivrer sur demande le diplôme national de Diplôme d'études universitaires générales (DEUG) par l'Université Paris 1.

Article 6
Mobilité étudiante

Le Collège est ouvert aux étudiants issus des pays tiers. Sous réserve de réunir les conditions nécessaires pour être admis à la Faculté de droit de Bucarest et au Collège.

4

Les universités membres du Consortium peuvent, dans le cadre du programme Erasmus+, envoyer leurs étudiants en mobilité à l'Université de Bucarest, à condition qu'une convention spécifique soit signée à cet effet entre l'Université de Bucarest et, en l'occurrence, l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les étudiants Erasmus+ reçus par l'Université de Bucarest peuvent suivre les cours dispensés dans le cadre du Collège.

Article 7
Bourses d'études et de stage

Des bourses de stage seront offertes chaque année aux meilleurs étudiants en coordination avec les partenaires privilégiés du Collège. Ces bourses pourront notamment faire partie du programme de bourses du gouvernement français de l'ambassade de France en Roumanie.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à traiter de manière prioritaire les candidatures des étudiants du Collège pour des bourses d'études en master et pour des bourses doctorales des programmes Eiffel et des bourses du Gouvernement français.

Article 8
Institut juridique francophone doctoral et post-doctoral du Collège

Les parties s'engagent à développer les activités de l'Institut juridique francophone doctoral et post-doctoral du Collège juridique, notamment par le développement de la pratique des thèses en cotutelle et l'accueil des post-doctorants.
Les parties s'engageront activement dans la promotion et le soutien des « doctoriales », rencontres doctorales proposées notamment aux doctorants issus des universités membres du Consortium. A cette fin, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à valoriser la participation de doctorants inscrits dans ses écoles doctorales au titre de la formation doctorale qu'elle met en œuvre.
Dans la mesure du possible, l'Université Jean Moulin Lyon 3 proposera la participation de doctorants aux doctoriales et, le cas échéant, assurera un accompagnement financier des doctorants issus de ses rangs.

Article 9
Formation professionnelle et écoles d'été

Le Collège peut mettre en place des modules ou enseignements de formation continue à destination des professionnels du droit et à des fonctionnaires ou contractuels de la fonction publique roumaine, française, européenne et internationale, ou des professionnels du droit ou de la fonction publique d'autres pays.

L'Université Paris 1 s'engage à faciliter la certification de ces formations selon les règles

établies par son centre de formation permanente.

Le Collège, seul ou dans le cadre d'universités européennes auxquelles appartiennent ses membres, peut organiser des écoles d'été à destination d'étudiants, de professionnels du droit, ou de contractuels ou fonctionnaires de la fonction publique quel que soit le pays d'origine des personnes formées.

L'Université Paris 1 et l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engagent à promouvoir, le cas échéant, ces actions de formation au sein de leur réseau.

Chapitre III : Organisation et fonctionnement du Consortium

Article 10
Coordination de la structure

La coordination scientifique et la gestion financière du Collège sont assurées par l'Université Paris 1 et l'Université de Bucarest.

L'Université Paris 1 est en charge de la coordination pédagogique, administrative et financière du Consortium. Son président est l'ordonnateur des recettes et des dépenses du Consortium et signe les ordres de mission pour les missions prises en charge sur le budget du Consortium.

L'Université Paris 1 nomme un coordinateur qui préside le Consortium d'appui du Collège. Il est désigné par le Directeur de l'Ecole de Droit de la Sorbonne pour la durée de l'accord et est assisté d'un ou plusieurs personnels de l'Ecole de Droit de la Sorbonne.

L'Université de Bucarest désigne un responsable académique qui assure la mise en place de la présente convention pour la partie roumaine.
Le coordonnateur comme le responsable académique peuvent chacun être assistés d'un adjoint.
Le coordonnateur, en liaison étroite avec l'Université de Bucarest, est chargé de préparer, convoquer et diriger les réunions du Conseil académique du Collège dont le procès-verbal est établi, sous sa responsabilité, par le secrétaire général du Collège.

Sous la responsabilité du coordinateur scientifique et du responsable académique, le Secrétaire général du Collège participe à la gouvernance et au développement du Collège et assure sa coordination administrative financière (régie) et pédagogique.

À ce titre, il veille notamment au bon déroulement des missions d'enseignement et des travaux dirigés.
Il assure le développement des activités du Collège conformément aux orientations retenues par le coordinateur scientifique et le responsable académique et assure le secrétariat du bureau du Collège et du conseil académique.
Il prépare le rapport annuel du Collège présenté au conseil académique.

Le Secrétaire général est assisté à Bucarest par, au minimum : deux personnels chargés de mission pédagogique et administrative à temps plein, assurant, entre autres, le secrétariat

pédagogique et la surveillance de la bibliothèque francophone de droit. Au moins l'un des deux chargés de mission pédagogique et administrative possède une excellente connaissance de la langue française. En cas d'élargissement significatif du volume d'activité du Collège, les effectifs minimums de ce dernier seront renforcés et le Secrétaire général peut être assisté d'un adjoint.

Le coordinateur scientifique et le responsable académique proposent toute modification de la présente convention et toute modification de la maquette des enseignements dispensés dans le cadre du Collège au bureau du Consortium. Ces propositions devront être acceptées par les parties dans le cadre d'un avenant écrit et signé par celle-ci.

Article 11
Instances du Collège

Le Collège juridique franco-roumain est doté d'instances qui sont :

- Un conseil académique, qui doit se réunir au moins une fois par an ;
- Un bureau qui peut se réunir plusieurs fois an, autant que de besoins.

Le conseil académique

Le conseil académique réunit l'Université de Bucarest et les universités membres du Consortium. Les partenaires du Consortium y sont invités.

Il se réunit en formation plénière au moins une fois par an, soit à Paris, soit à Bucarest.

Les représentants des ministères français et roumains concernés sont invités à ces réunions, ainsi que toute personnalité qualifiée dont la participation sera jugée utile.

A la fin de chaque année civile, l'Université Paris 1 prépare un bilan financier global des recettes et dépenses du Consortium et du Collège ainsi qu'un budget prévisionnel pour l'année suivante, et les porte à la connaissance des membres du Consortium et de l'Université de Bucarest réunis en conseil académique.

Le coordonnateur et/ou le responsable académique propose(nt) toute modification de la présente convention et toute modification de la maquette des enseignements dispensés au Bureau du Consortium. Ces propositions devront être acceptées par les parties.

Le conseil académique fixe les orientations de l'action du Collège, à court et à moyen terme, et valide les décisions prises par le Bureau.

Le coordinateur scientifique, en liaison étroite avec l'Université de Bucarest, est chargé de préparer, convoquer et diriger les réunions du conseil académique du Collège.

Le Secrétaire général prépare le rapport d'activité du Collège qu'il présente au Conseil académique à l'occasion de sa réunion annuelle dont il établit le procès-verbal. Ce rapport met notamment en lumière les activités menées par chaque membre du Consortium.

Les parties s'engagent à se tenir réciproquement informées et à se consulter régulièrement sur toute question relative au bon fonctionnement du Collège.

Les parties s'engagent à se consulter avant de prendre toute décision qui pourrait affecter le bon déroulement ou la cohérence de la coopération.

Les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour que le Collège soit le mieux intégré possible à leurs programmes de coopérations et d'échanges internationaux. À ce titre, elles conviennent de la nécessité d'assurer la promotion et l'intégration du Collège dans les programmes d'universités européennes dans lesquels elles sont engagées. À chaque fois que cela sera possible, elles feront du Collège un élément de rayonnement intégré à leurs projets et partenariats internationaux.

Le bureau

Le bureau du Collège est composé du représentant permanent de l'établissement coordinateur, à savoir le coordinateur scientifique (Paris 1), du responsable académique (Université de Bucarest) ainsi que de trois représentants des universités membres du Consortium, désignés *ad nominem*. Ces derniers sont des enseignants-chercheurs ou des chercheurs en poste dans des établissements membres du Consortium autres que l'établissement coordinateur, ils sont élus par la majorité des membres présents ou représentés lors du conseil académique annuel et sont renouvelés par tiers tous les ans. Les membres élus siègent à titre individuel et représentent l'ensemble des établissements membres. Le bureau du Consortium ne peut comprendre plus d'un membre élu par établissement membre du Consortium.

Le bureau, instance de proposition et de coordination des activités de coopération, est chargé d'assurer l'harmonisation des conventions passées entre l'Université de Bucarest et les établissements membres du consortium pour les doubles diplômes, les diplômes français délocalisés à l'Université de Bucarest, les cotutelles de thèse ainsi que les projets communs de recherche. Il est informé des délégations à l'Université de Bucarest et décide le cas échéant de leur compensation financière sur le budget du Consortium.

Le bureau contribue à la réflexion sur les nouvelles modalités de la coopération universitaire et au bilan de l'activité.

Le secrétariat du bureau est assuré par le Secrétaire général du Collège qui s'assure de la bonne mise en œuvre des décisions arrêtées.

Le fonctionnement du bureau du consortium est énoncé en annexe 4.

Le bureau est chargé d'assurer la coordination et l'harmonisation des conventions passées entre l'Université de Bucarest et les universités membres du Consortium pour ce qui concerne les diplômes, le développement de la recherche, notamment les cotutelles de thèse et projets communs. Il veille à l'accueil et à l'encadrement scientifique et pédagogique des boursiers roumains dans les établissements français d'enseignement supérieur. Il anime les groupes de travail mis en place en tant que de besoin. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les établissements membres du conseil académique et du bureau prennent en charge les frais de déplacement et de séjour de leurs représentants aux réunions du conseil académique et du

bureau.

Article 12
Autres engagements des établissements membres du Consortium

Les universités membres du Consortium s'engagent à participer régulièrement et activement aux réunions annuelles et exceptionnelles du conseil académique.

Elles s'engagent en outre à fournir les moyens nécessaires au développement des activités d'enseignement et de recherche du Collège, et choisissent de réaliser en fonction de leurs priorités, au moins l'une des actions suivantes :

- la mise à disposition d'un ATER soit pour l'année universitaire, soit pour un semestre, le détachement d'un post-doctorant pour une durée d'un semestre,
- le financement de missions d'enseignement par l'incorporation des heures effectuées au Collège dans le service statutaire de 1'enseignant ou leur paiement en heures complémentaires,
- l'accueil dans leurs M2 juridiques des étudiants formés par le Collège,
- l'accueil d'enseignants-chercheurs de la faculté de droit de Bucarest comme professeurs invités,
- l'accueil au sein de leurs laboratoires, des doctorants, post-doctorants ou enseignants de la faculté de droit de Bucarest,
- l'accueil d'étudiants boursiers roumains dans leurs filières juridiques,
- le développement de la coopération en matière de recherche, le développement de la pratique des thèses en cotutelle et l'accueil de post-doctorants,
- la participation par l'accompagnement du déplacement de doctorants et/ou d'enseignants aux doctoriales organisées par le Collège,
- la participation, dans le cadre d'une convention spécifique, au renouvellement du fonds documentaire de la Bibliothèque française de droit du Collège par l'achat d'ouvrages et la souscription d'abonnements à des revues juridiques,
- la participation, dans le cadre d'une convention spécifique, au renouvellement du matériel informatique du Collège,
- la coopération avec l'Université de Bucarest pour répondre aux appels d'offres nationaux, bilatéraux, européens et internationaux en matière de recherche ou de développement de projets communs de renforcement de l'excellence universitaire,
- la participation financière aux activités du Collège.

Les établissements membres du Consortium tiennent un tableau de bord de leurs activités qui est communiqué chaque année au conseil académique.

La réalisation de leurs engagements est évaluée tous les ans lors du conseil académique qui peut en tirer les conséquences quant à la participation des universités défaillantes au Consortium. Les représentants des universités concernées sont entendus sur ce point avant toute décision au titre du présent article.

Article 13
Modalités des délégations

Les universités membres du Consortium s'engagent à participer à une politique de coopération scientifique et pédagogique basée sur la délégation d'enseignants-chercheurs auprès du Collège et accompagnée de la compensation financière prévue à l'article 14 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984.

Ladite compensation, destinée à remplacer l'enseignant-chercheur délégué, est calculée sur la base des indemnités pour heure complémentaire fixée par le décret n° 83-1175 du 23 décembre 1983. En matière de recherche, l'enseignant-chercheur demeure rattaché à son université d'origine.

A la demande du Collège, la délégation peut être prolongée en accord avec l'université d'origine de l'enseignant-chercheur.

Article 14
Modalités des missions

Les enseignants-chercheurs des universités françaises du consortium peuvent être sollicités, à titre individuel, par le Collège, pour des missions de courte durée ayant pour objectif de soutenir l'enseignement de certaines matières spécifique, pour des activités de coordination pédagogique et pour des activités de recherche conjointes avec des enseignants- chercheurs de la faculté de droit. Les frais de déplacements de l'enseignant-chercheur invité ainsi que le versement d'un *per diem* sont pris en charge par le budget du consortium.

En principe, pour les missions de courte durée, un service de 10 heures au moins par semaine doit être effectué. Le Collège adresse à la demande de l'université d'origine de l'enseignant concerné, un état des services faits.

Article 15
Modalités particulières de concours des autres établissements européens ou non européens

Des établissements d'enseignement supérieur d'autres pays que la France et la Roumanie peuvent apporter leur concours aux objectifs visés à l'article premier. Les frais de déplacements et les *per diem* versés aux enseignants-chercheurs participants à ce soutien sont alors pris en charge selon des modalités à définir au cas par cas.

Article 16
Soutien des autres représentants du monde juridique et judiciaire français

À la demande des parties à la convention, d'autres institutions représentatives du monde

juridique et judiciaire français peuvent être amenées à participer, dans la limite de leurs disponibilités financières et de leurs compétences, aux actions de formation organisées dans le cadre du Collège

Chapitre IV : Stipulations finales

Article 17
Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de cinq ans à compter du 01/11/2024. Elle pourra être renouvelée par voie d'avenant ou par la signature d'une nouvelle convention signée par les deux parties. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties au moins une année universitaire à l'avance par l'envoi d'une lettre recommandée Si le cas se présente, les parties s'engagent néanmoins à mener à leurs termes les projets en cours dans lesquels elles sont impliquées.

Par la signature de la présente convention, chaque université devient membre du Consortium pour sa durée de validité.

Article 18
Conditions d'entrée clans le Consortium

Durant la validité de la convention, le conseil académique se prononce dans sa formation plénière à la majorité plus une voix des membres présents ou représentés sur l'adhésion au Consortium de nouveaux membres.

À l'appui de son souhait d'intégrer le Consortium, l'établissement candidat doit fournir une lettre d'engagement comportant au moins un engagement ferme pour l'une des actions visées à l'article 12. La lettre d'engagement peut également contenir la description de ses coopérations en cours et de ses projets.

Les établissements dont l'adhésion au Consortium est votée signent avec Paris 1 une convention dont les stipulations sont identiques à celle du présent accord.

Article 19
Modalités de sortie du Consortium

Sur proposition du bureau, le conseil académique peut décider à la majorité plus une voix des membres présents ou représentés de prononcer la sortie d'une université du Consortium avec un préavis de 3 mois en cas de non-respect des engagements prévus à l'article 12. Le représentant de ladite université doit avoir la possibilité d'être entendu, en étant prévenu à l'avance de la proposition de sortie de son université par le bureau au prochain conseil académique. Il ne participe pas au vote.

Un établissement peut sortir du Consortium volontairement. Dans ce cas, il doit dénoncer la convention avec un préavis de six mois et s'engager à mener à leur terme les projets en cours dans lesquels il est impliqué.

Article 20
Règlement des différends

Les parties s'efforcent de parvenir à un règlement amiable pour tout différend qui pourrait survenir à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution, de l'inexécution (notamment motivée par un cas de force majeure), de l'interruption ou de la résiliation de la présente convention.

Lorsqu'une des parties estime qu'un différend met en péril le bon fonctionnement de la convention d'application, elle le notifie à l'autre partie afin qu'il soit réglé dans un délai de trois mois. Si au terme de ce délai le différend persiste, les parties conviennent de mettre fin à la convention d'application sur demande dûment notifiée de l'une d'entre elles.

Les parties s'engagent à ce que nonobstant la résiliation de la présente convention d'application, les actions en cours soient mises en œuvre conformément à la présente convention d'application par les établissements partenaires et menées à leur terme sans préjudice pour les étudiants concernés.

Fait en 2 (deux) exemplaires originaux en langue française chaque exemplaire faisant également foi.

SIGNÉE pour et au nom de **L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE** par son représentant légal :	**SIGNÉE** pour et au nom de **UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3** par son représentant légal :
Christine Neau-Leduc Présidente Fait à _____ Date (jour, mois, année)	**Gilles BONNET** Président Fait à Lyon le 05.12.2024 Date (jour, mois, année)

ANNEXE - ACTIVITES DE L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3

AU SEIN DU CONSORTIUM

En précision des articles 3, 6, 8, 11, et 12 de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage prioritairement sur les activités suivantes :

- Réalisation de missions d'enseignement par des enseignants de la Faculté de droit en réponse à l'appel d'offre émis chaque année par le Collège
- Financement de missions d'enseignement par l'incorporation des heures effectuées au Collège dans le service statutaire de l'enseignant ou leur paiement en heures complémentaires
- Envoi d'étudiants en mobilité à l'Université de Bucarest et réciproquement dans le cadre d'une convention Erasmus +
- Co-tutelles de thèse, promotion et soutien des « doctoriales », rencontres doctorales proposées notamment aux doctorants issus des universités membres du Consortium.
- Traitement prioritaire des candidatures des étudiants du Collège pour des bourses d'études en master et pour des bourses doctorales des programmes Eiffel et des bourses du Gouvernement français.
- Participation au Conseil académique du Consortium

Elle se réserve le droit de participer, en fonction des orientations de la Faculté de Droit et en coopération avec la Directions des Relations Internationales et la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales aux autres activités du Consortium :

- la mise à disposition d'un ATER soit pour l'année universitaire, soit pour un semestre, le détachement d'un post-doctorant pour une durée d'un semestre,
- le financement de missions d'enseignement par l'incorporation des heures effectuées au Collège dans le service statutaire de l'enseignant ou leur paiement en heures complémentaires,
- l'accueil dans leurs M2 juridiques des étudiants formés par le Collège,
- l'accueil d'enseignants-chercheurs de la faculté de droit de Bucarest comme professeurs invités,
- l'accueil au sein de leurs laboratoires, des doctorants, post-doctorants ou enseignants de la faculté de droit de Bucarest,
- l'accueil d'étudiants boursiers roumains dans leurs filières juridiques,
- le développement de la coopération en matière de recherche, le développement de la pratique des thèses en cotutelle et l'accueil de post-doctorants,
- la participation par l'accompagnement du déplacement de doctorants et/ou d'enseignants aux doctoriales organisées par le Collège,
- la participation, dans le cadre d'une convention spécifique, au renouvellement du fonds documentaire de la Bibliothèque française de droit du Collège par l'achat d'ouvrages et la souscription d'abonnements à des revues juridiques,
- la participation, dans le cadre d'une convention spécifique, au renouvellement du matériel informatique du Collège,
- la coopération avec l'Université de Bucarest pour répondre aux appels d'offres nationaux, bilatéraux, européens et internationaux en matière de recherche ou de développement de projets communs de renforcement de l'excellence universitaire,
- la participation financière aux activités du Collège.

UNIVERSITY OF PAVIA

Department of Economics & Management

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

DOUBLE DEGREE AGREEMENT

TO THE INTERNATIONAL FRAMEWORK COOPERATION AGREEMENT

between

iaelyon SCHOOL OF MANAGEMENT - UNIVERSITÉ JEAN MOULIN

and

THE DEPARTMENT OF ECONOMICS AND MANAGEMENT OF THE

UNIVERSITY OF PAVIA

iaelyon School of Management - Université Jean Moulin and the Department of Economics and Management of the University of Pavia, taking into account the evolution of graduate studies in Europe and the development of the graduate degree in their respective institutions, agree to the present addendum.
The principle objective of this addendum is the implementation of a double degree program based on the mutual recognition of courses that lead to a degree that is legally recognized in the countries that implement the program in question.

The two institutions

AGREE THAT:

Art. 1 –Attributable Titles
The Department of Economics and Management, University of Pavia and iaelyon School of Management - Université Jean Moulin will grant the Master of Science to students registered in the program described in the following articles in the field of studies taught:

- for the Department of Economics and Management, University of Pavia: Laurea Magistrale in *International Business and Entrepreneurship (hereafter MIBE)*;

- for iaelyon School of Management - Université Jean Moulin «Master's in International Management - International Business Realities Program » *(hereafter IBR)*

Art. 2 Legal framework
The partner institutions are authorized to award double degrees in the framework of their international cooperation agreement.

The following French legal texts frame the implementation of the International framework cooperation agreement for the award of double degrees:

- Code of education, Art. D123-15 and following and Art. D 619-17 and following;
- Ministerial order dated 24/06/2016.

The following Italian legal texts framed the implementation of the International framework cooperation agreement for the award of double degrees:

- DM 270/2004 art. 3, c. 10, which provides that Italian Universities may award diplomas / degrees in collaboration with foreign Universities;
- Art. 15 University Academic Regulations for courses of study; of University of Pavia;
- Art. 20 c. 2 lett. I of the Statute of University of Pavia;
- Art. 9 of MIBE course Regulations (art. 12 - D.M. 22 October 2004 n. 270);

Art. 3 – Steering Committee

The partners, in close collaboration, assure the monitoring of the double-degree program.

A steering committee ensures and guarantees the quality of the curriculum. The committee is composed of an Academic Advisor and an Administrative Coordinator from each of the two partner Universities. These representatives guarantee the respect of academic standards of their own University in the framework of the implementation of the program. They are fully competent to represent the program to external partners and to coordinate the implementation of a coherent curriculum. They are also responsible for the mentoring of students as well as to all issues relating to the admission in the curriculum.

Each partner is required to appoint an academic advisor for the program:

iaelyon School of Management - Université Jean Moulin Academic Advisor Paul-Marc COLLIN Academic Director of the Master 2 International Business Realities iaelyon School of Management 1C, avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon cedex 08 France jerome.rive@univ-lyon3.fr	DE&M - Department of Economics and Management Academic Advisor BIRGIT HAGEN Double Degree (MIBE) Coordinator Department of Economics and Management Via S. Felice al Monastero, 5 27100 Pavia Italy birgit.hagen@unipv.it
Administrative Coordinator at iaelyon School of Management Astrid RAUBER (outgoing students) & Micaela HENRIQUES (incoming students) 1C, avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon cedex 08 France iaelyon.mobilite@univ-lyon3.fr	Administrative Coordinator at the Department of Economics and Management Federico FRANCESCHINI Via S. Felice al Monastero, 5 27100 Pavia Italy double-degree.dem@unipv.it

The pedagogical team consists of faculty members and Researchers who participate in the double-degree program in both universities, and of external speakers.

Art. 4 – Skill Level Language

Each institution will provide, through the process of double-degree selection, to test knowledge of English for their outgoing students.

At University of Pavia, the required level of language skills, in the framework of this program, correspond to level B2 of English as described in the "European Language Portfolio" from the Council of Europe.

At iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, the required level of language skills, in the framework of this program, correspond to level B2 of English as described in the "European Language Portfolio" from the Council of Europe.

Art. 5 – Selection procedures

Candidates are selected by their home Universities based on academic criteria and motivation.

The results of the selection phase will be transferred by the home University to the host University at the latest in late May preceding the start of the academic year of mobility and each folder should contain:

- CV of applicant;
- Copy of Bachelor degree;
- Filled application form;
- Nomination letter for the double-degree program from the home University.

The host University takes the final decision on the admission of the selected candidates.

A maximum of five (5) students by academic year and by University may participate in the double-degree program.

Art. 6 – Educational requirements of the student

The cooperation during the second cycle is based on the mutual recognition of the first cycle of University studies. Only students with a Bachelor's degree and having obtained at least 180 ECTS in the field of Business Studies are allowed to participate in the double-degree program. The acceptance of students from both partner Universities to participate in the double-degree program shall be subject to the following conditions:

- Hold a Bachelor's degree and have at least 180 ECTS in the fields of Business and/or Economics studies;
- Have the adequate knowledge of the English language.

Art. 7 – Student services
When they register at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, students will get a student card.

They can also request a "UNIPASS card" when they will register at University of Pavia, to travel on the lines of the city bus.

Art. 8 – Student registration
Students participating in the double-degree program will be registered simultaneously, during their year abroad at the partner institution, both at their home institution and at the partner institution, however they will be exempted from registration fees in the latter and they will pay registration fees only at their home institution.

Students participating in the double-degree program and holding a European health insurance card will not be subject to any social security payment in the country of their host University.

Students enrolled in the double-degree program shall have the required insurance coverage, according to the rules of the partner Universities.

Art. 9 – Double-degree Program
The double-degree program will cover a two-year period in which will be acquired 120 ECTS.

In order to satisfy the requirements of the curriculum of the University of Pavia, students participating in the double-degree program (both Italian and foreign) must acquire, in the two years, the number of credits indicated in the current study plan of the considered period for the subject areas listed below:

- Economics area
- Business area
- Mathematics / statistics area
- Juridical area

In order to satisfy the requirements of the curriculum of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, students participating in the double-degree program must acquire, in the two years the number of credits indicated within the fields of study indicated in the study plan approved by the Dean of iaelyon School of Management.
(The student may satisfy the above constraints with exams taken at the home University or host University).

Art. 10a – Students of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin who make their mobility to Pavia will complete in Pavia the entire second year (terms 3 and 4) of the master's to obtain the MIBE Master. These students will study the 1st year of the program at their home University and in the 2nd year, they will enroll in the MIBE Master's, according to the rules that apply to students at the University of Pavia, accordingly within the Appendix. After admission, the University of Pavia will recognize the courses, which the student has completed at the home University according to the present Agreement between both partner Universities.

To enroll in the second year at University of Pavia, students shall certify to have acquired 60 credits corresponding to the 1st year of the study program. It is the responsibility of the Administrative Coordinator of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, to send to the Administrative Coordinator of Pavia, a

transcript of records of passed exams at the Home University, which should contain at least the following information:

- Student's name;
- Date of birth;
- Sending institution;
- Foreign Master's courses enrolled in;
- Exams taken;
- Exams grades;
- Number of ECTS acquired

In their second year, students of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin at Pavia must follow the below:

ECTS required	Details of educational activities
60 ECTS	Courses: 33 ECTS
	Language course 3 ECTS: Corso di lingua italiana per studenti stranieri, (to be compulsorily chosen by foreign students who do not have an Italian language certification level B1)
	Master Thesis: 24 ECTS

The curriculum that the student will prepare has to ensure compliance with the requirements of art. 8, considering the courses already passed at the home University.

Art. 10b – Students of Pavia on exchange at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin will complete at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin their full second year (semesters 3 and 4) of the master's to obtain the title in "Master's in International Management – International Business Realities Program" according to the Appendix.
These students will study the 1st year of the program at University of Pavia and in the 2nd year, they will enroll in the Master's "Management et Commerce International – International Business Realities Program", according to the rules that apply to students at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin. After admission, iaelyon School of Management - University Jean Moulin will recognize the courses, which the student has completed at the home University according to the present Agreement between both partner Universities.

To enroll in the second year at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, students shall certify to have acquired 60 credits corresponding to the 1st year of the study program. It is the responsibility of the Administrative Coordinator of Pavia to send to the Administrative Coordinator of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, a transcript of records of passed exams at University of Pavia, which should contain at least the following information:

- Student's name;
- Date of birth;
- Sending institution;

- Foreign Master's courses enrolled in;
- Exams taken;
- Exams grades;
- Number of ECTS acquired

In their second year students of Pavia at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin must follow the below:

ECTS required	Details of educational activities
60 ECTS	Courses: 48 ECTS
	One course during the international week (winter): 2 ECTS
	Internship: 6 months: 2 ECTS
	Thesis and defence: 8 ECTS

Art. 11. – Master's Thesis
Students participating in the double-degree program will complete the defence of their master's thesis at the host University (i.e. Pavia students will defend their master's thesis in Lyon and iaelyon students will defend their master's thesis in Pavia) under the supervision of a tutor from one of the two partner Universities. Students from the University of Pavia will however be required to defend their thesis at their home University as well.

Students if they wish, can obtain the release of the paper version of the Italian Degree, requesting it at the general secretariat of students and paying the required fee.

Art. 12 – Withdrawal from the Program
In the event that a student decides to withdraw from the double degree program, he/she can apply to transfer to the Home University the credits obtained at the host University according to the ECTS system.

Art. 13 – Obligations of participants
a/ Obligations on the part of both partners towards the students are summarized below:
Home University:

- Recruit, select and prepare the students participating in the program according to the conditions in article 4;
- Ensure that students fulfill the requirements for admission as per article 5;
- Transmit the applications of the selected candidates according to the procedure described in article 4;
- Register the candidates at the home University throughout the entire length of the exchange program;
- Ensure that students have taken out the required insurance policies (health, public liability).

Host University:

- Inform the accepted students about the visa application procedure for non-European citizens;
- Exempt the incoming students from tuition fees;
- Host and orient the exchange students;
- Help the exchange students find housing upon request without any responsibility attaching to it in this respect;
- Offer study guidance for the students;
- Transmit a record of the hosted student's grades according to the procedure at art. 9a and 9b.

b/ Obligations on the part of the **students** participating in the exchange program:

- Obtain a visa for non-Europeans, if needed;
- Pay tuition fees at the home University before the beginning of the exchange period;
- Respect the rules and regulations of the host institution;
- Pay for room and board during the exchange period;
- Have the mandatory insurance coverage, pay potential medical costs and provide proof of public liability insurance.
- Other expenses to be borne personally and exclusively by the students include especially travel costs, additional health insurance or any other insurance, purchase of pedagogical material.

Art. 14 - Data protection

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 and University of Pavia are both subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

Transfers of personal data will comply with European regulations on personal data protection and will take place within the following frame:

- Data Exporter: The Data Exporter is Jean Moulin Lyon 3 University – University of Pavia
- Data Importer: The Data Importer is University of Pavia - Jean Moulin Lyon 3 University
- Data subjects: The personal data transferred concern the following categories of Data Subjects: Students, Teaching staff, administrative staff
- Purposes of the transfer: The transfer is necessary for the following purposes: Mobility, exchange, joint or double diploma
- Categories of data: - The personal data transferred fall within the following categories of data: Name, address, nationality, emails, phone number, age and gender
- Sensitive data: The personal data transferred fall within the following categories of sensitive data: e. g.: religion, race, sexual orientation
- Recipients: The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients i.e. international office, registration office, examination department, etc. (keep appropriate category)

UNIVERSITY OF PAVIA

Department of Economics & Management

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon

UNIVERSITE LYON III JEAN MOULIN

Art. 15 – Use of trademark
The partners agree to use their name and logo on all promotional material, literature on the program and other documents related to the program.

Art. 16 – Commitment to the goals
Each University will have to commit to achieving the objectives of the international program here above.

Art. 17 – Dispute resolution
If there is any dispute, the parties agree to negotiate in good faith and in the first instance the dispute shall be referred to the Academic Advisor of each Party.

If a dispute cannot be resolved by the Academic Advisor of each party, the dispute shall next be referred to the nominated senior representatives of each party. Any decision reached by the senior representatives will be binding on the parties.

Art. 18 – Term of the Agreement
This agreement shall become effective for a period of 5 (five) academic years, starting from academic year 2025/2026. The agreement may be amended or terminated by either party by sending appropriate information through written letter of intent at least 6 (six) months in advance.
In this event, all undertakings with respect to the exchange in progress shall be honoured for the period originally agreed.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Université Jean Moulin

Date:

President Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

For the Università degli Studi di Pavia

Date:

Rector: Francesco SVELTO

For iaelyon School of Management
Université Jean Moulin

Date: 15/10/24

Dean Marie-Christine CHALUS

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III IAE LYON

For the Department of Economics and Management

Date:

Director Eduardo ROSSI

UNIVERSITY OF PAVIA

Department of Economics & Management

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

Appendix

Master's Double-degree program

In between

Master's in International Management
«International Business Realities Program»
iaelyon School of Management
Université Jean Moulin

and

Laurea Magistralis in International Business and Entrepreneurship
Specializations in «International Management» «Digital Management» and «Sustainable Management»
Department of Economics and Management
University of Pavia

UNIVERSITY OF PAVIA

Department of Economics & Management

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon | UNIVERSITE LYON III JEAN MOULIN

Master's degree in International Business and Entrepreneurship - «IM»*

2nd year: University of Pavia	60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to MIBE study plan

3rd term:	**18 ECTS**
*International Accounting and finance	6 ECTS
*International economics & policy	6 ECTS
*Global value chain and sustainability	6 ECTS
or	
*Corporate reputation and storytelling	6 ECTS
4th term:	**42 ECTS**
*Career Orienting	3 ECTS
and	
*Corso di lingua italiana per studenti stranieri	3 ECTS
*3-6 months full time internship	6/12 ECTS,
Or	
one/ two elective courses	6/12 ECTS
**Master Thesis and defense	24 ECTS

Master's degree in International Business and Entrepreneurship - «DM»*

2nd year: University of Pavia	60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to MIBE study plan

3rd term:	**18 ECTS**
*Economics of innovation and industrial dynamics	6 ECTS
*Corporate finance	6 ECTS
*Digital marketing and crypto strategies	6 ECTS
Or	
*Behavior design for strategic management	6 ECTS
4th term:	**42 ECTS**
*Career orienting	3 ECTS
and	
*Corso di lingua italiana per studenti stranieri	3 ECTS
*3-6 months full time internship	6/12 ECTS,
Or	
one/ two elective courses	6/12 ECTS
**Master Thesis and defense	24 ECTS

Master's degree in International Management - «IBR»*

2nd year: Université Jean Moulin	60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to IBR study plan

3rd term:	**30 ECTS**
*Consulting	3 ECTS
*Project and product Management	3 ECTS
*International Business Law	3 ECTS
*International Trade Relations	3 ECTS
*International Negotiations	3 ECTS
*Management of Partnerships/Procurement	3 ECTS
*Change Management	3 ECTS
*Organizational Behaviour	3 ECTS
*RSO (e-learning class)	3 ECTS
*Geographic specificities	3 ECTS

4th term:	**30 ECTS**
*Controlling	3 ECTS
*Risk Management	3 ECTS
*IHRM	3 ECTS
*Leadership and governance in MNOs	3 ECTS
*International innovation	3 ECTS
*Projet de fin d'études	3 ECTS
*International seminar	2 ECTS
*Methodology of the thesis	0 ECTS
*Methodology of the thesis 2	0 ECTS
*Thesis (75%) and defense (25%)	8 ECTS
*6 months internship	2 ECTS

*This study plan refers to the curricula of the Master's program "Master in International Business and Entrepreneurship (specializations International Management, Digital Management and Sustainable Management)" in Pavia and "Master's in International Management (International Business Realities program)" in Lyon and is subject to approval by the University boards of the University of Pavia and the University Jean Moulin.

Students who have an international Italian language certification of B2 level can choose Business analytics with Excel, otherwise "Corso di lingua italiana per student stranieri" is mandatory.

**Dissertations will be written in English. Dissertation jury will consist of one supervisor from one of the partner Universities and at least one additional reader from the other University.

In all cases, a learning agreement must be approved by the home and the host Universities.

UNIVERSITY OF PAVIA

Department of Economics & Management

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon

UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

Master's degree in International Business and Entrepreneurship - «SM»*

2nd year: University of Pavia	60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to MIBE study plan

3rd term:	**21 ECTS**
***Innovation Management**	9 ECTS
*International economics and policy	6 ECTS
*Healthcare management	6 ECTS
Or	
*Global value chain (GVC) and sustainability	6 ECTS
4th term:	**39 ECTS**
*Career orienting	3 ECTS
Or	
*Corso di lingua italiana per studenti stranieri	3 ECTS
*3-6 months full time internship	6/12
ECTS,	
Or	
one/ two elective courses	6/12 ECTS
**Master Thesis and defense	24 ECTS

Master's degree in International Management - «IBR»*

2nd year: Université Jean Moulin	60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to IBR study plan

3rd term:	**30 ECTS**
*Consulting	3 ECTS
*Project and product Management	3 ECTS
*International Business Law	3 ECTS
*International Trade Relations	3 ECTS
*International Negotiations	3 ECTS
*Management of Partnerships/Procurement	3 ECTS
*Change Management	3 ECTS
*Organizational Behaviour	3 ECTS
*RSO (e-learning class)	3 ECTS
*Geographic specificities	3 ECTS

4th term:	**30 ECTS**
*Controlling	3 ECTS
*Risk Management	3 ECTS
*IHRM	3 ECTS
*Leadership and governance in MNOs	3 ECTS
*International innovation	3 ECTS
*Projet de fin d'études	3 ECTS
*International seminar	2 ECTS
*Methodology of the thesis	0 ECTS
*Methodology of the thesis 2	0 ECTS
*Thesis (75%) and defense (25%)	8 ECTS
*6 months internship	2 ECTS

*This study plan refers to the curricula of the Master's program "Master in International Business and Entrepreneurship (specializations International Management, Digital Management and Sustainable Management)" in Pavia and "Master's in International Management (International Business Realities program)" in Lyon and is subject to approval by the University boards of the University of Pavia and the University Jean Moulin.

Students who have an international Italian language certification of B2 level can choose Business analytics with Excel, otherwise "Corso di lingua italiana per student stranieri" is mandatory.

**Dissertations will be written in English. Dissertation jury will consist of one supervisor from one of the partner Universities and at least one additional reader from the other University.

In all cases, a learning agreement must be approved by the home and the host Universities.

UNIVERSITY OF PAVIA

Department of Economics & Management

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon

UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

APPENDIX B

Grade scale conversion table

	iaelyon School of Management	DEM	Italie thesis Points
Excellent	20	30cl	8
	19,5		
	19		
	18,5		7
	18		
very good	17,5	30	
	17		
	16,5	29	6
	16		
Good	15,5	28	5
	15	27	
	14,5		
	14		
Amply sufficient	13,5	26	4
	13		
	12,5	25	
	12	24	3
Sufficient	11,5	23	
	11	22	
	10,5	21	2
	10	20-18	1
Insufficient	9,5	17	0
	9		
	8,5	16	
	8	15	
	7,5	14	
	7		
Deficient	6,5	13	
	6	12	
	5,5	11	
	5		
Very bad fail	4,5	10	
	4	9	
	3,5	8	
	3		
	2,5	7	
	2	6	
	1,5	5	
	1	4	
	0	0	

UNIVERSITÀ DI TORINO

SCHOOL OF MANAGEMENT iaelyon | UNIVERSITE LYON III JEAN MOULIN

AVENANT A L'ACCORD DE COOPERATION SCIENTIFIQUE

ENTRE

L'UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI TORINO

Dipartimento di Scienze Economico-Sociali e Matematico-Statistiche

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3

iaelyon School of Management

pour la réalisation d'un programme de mobilité structurée pour l'échange d'étudiants avec délivrance d'un double diplôme en *Laurea Magistrale in Economia e Management (LM-56)*

et

Master Droit-Economie-Gestion, mention Management et Commerce International, Spécialité Commerce Extérieur

d'une part

L'Università degli Studi di Torino, *Dipartimento di Scienze Economico-Sociali e Matematico-Statistiche*,
Sise Via Verdi, 8 - 10124 Torino, Italia
Représentée par son Recteur, le Professeur Stefano GEUNA,

Ci-après désignée "**UniTO**"

Et d'autre part

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Sise 1 rue de l'Université - 69007 Lyon, France
Représentée par son Président par intérim, Gilles BONNET
agissant dans le cadre d'un projet porté par
L'iaelyon School of Management
Représenté par sa Directrice Générale, la Professeure Marie-Christine CHALUS,
Ci-après désigné **"iaelyon"**

MODIFICATION DE L'ANNEXE TECHNIQUE

Selon les dispositions de l'article 13 de l'accord entre l'Università degli Studi di Torino et l'Université Jean Moulin Lyon 3 – iaelyon School of Management, signé le 16 février 2024, une mise à jour de l'annexe technique est nécessaire suite à l'introduction d'un nouveau parcours à l'Università degli Studi di Torino.

A - Dispositions pédagogiques relatives au cursus suivi à Turin par l'étudiant de l'iaelyon

Plan des études intégrées A

Liste des enseignements à l'iaelyon

Master 1 – International Business Realities					
I ANNO **SEMESTRE 1**					
N° UE	**Libellé matière**	**Nombre d'heures**			**Crédits ECTS**
		CM	TD	Total	
UE1 - IbrM1Fi - Operating in international environments	Legal environments	20		20	3
	Organization Behaviors in International Contexts	20		20	3
UE2 - IbrM1Fi - International Development: action and research	International Corporate Development	20		20	3
	Preparation to research in IB	20		20	3
UE3 - IbrM1Fi - Financing International Operations	International Finance	20		20	3
	ESG Risks	20		20	3
UE4 - Cours e-learning (2 cours) + cours de spécialité (1 cours)	Cours 1 à choisir parmi la liste des cours à choix (e-learning)	20		20	3
	Cours 2 à choisir parmi la liste des cours à choix (e-learning)	20		20	3
	Cours 3 à choisir parmi la liste des cours à choix (spécialité)	20		20	3
UE5 - Jeu d'entreprise	Jeu d'entreprise/business game	20		20	3
	TOTAL	**200**		**200**	**30**

SEMESTRE 2					
N° UE	**Libellé matière**	**Nombre d'heures**			**Crédits ECTS**
		CM	**TD**	**Total**	
UE1 - IbrM1Fi - Data and project management	Data management & Business Intelligence	20		20	3
	Project Management	20		20	**3**
UE2 - IbrM1Fi - International marketing in intercultural environments	International Marketing	20		20	**3**
	Intercultural Management	20		20	**3**
UE3 - Conférences	Conférences	20		20	
UE4 - Cours e-learning (2 cours)	Cours 1 à choisir parmi la liste des cours à choix	20		20	**3**
	Cours 2 à choisir parmi la liste des cours à choix	20		20	**3**
UE5 - Séminaire international	Séminaire international	18		18	3
UE6 - Expérience professionnelle	Note Entreprise				**2**
	Note de synthèse et Soutenance				**7**
	TOTAL	**158**		**158**	**30**

Plan des études intégrées A
Liste des enseignements à l'iaelyon

Master 1 – Affaires Internationales					
I ANNO SEMESTRE 1					
N° UE	Libellé matière	Nombre d'heures			Crédits ECTS
		CM	TD	Total	
UE1 - AffiM1Fi - Intercultural Management & International Marketing	Interculturel Management	12	8	20	3
	International Marketing	12	8	20	3
UE2 - AffiM1Fi - Environnement Economique & Juridique des Affaires Internationales	Environnement juridique des affaires internationales	12	8	20	3
	Environnement économique des affaires internationales	12	8	20	3
UE3 - AffiM1Fi - Gestion des risques internationaux	Finance internationale	12	8	20	3
	Risques ESG	12	8	20	3
UE4 - Cours e-learning - Catalogue (3 cours)	Cours 1 à choix parmi la liste des cours à choix	20		20	3
	Cours 2 à choix parmi la liste des cours à choix	20		20	3
	Cours 3 à choix parmi la liste des cours à choix	20		20	3
UE5 - Jeu d'entreprise	Jeu d'entreprise/business game	20		20	3
	TOTAL	**152**	**48**	**200**	**30**

SEMESTRE 2					
N° UE	Libellé matière	Nombre d'heures			Crédits ECTS
		CM	TD	Total	
UE1 - AffiM1Fi - Développement International de l'Entreprise incluant Introduction à la recherche en Management et Commerce International	Développement International de l'Entreprise incluant Introduction à la recherche en Management et Commerce International	24	16	40	6
UE2 - AffiM1FI - Strategic Intelligence & International Business	Strategic Intelligence & International Business	24	16	40	6
UE3 - Conférences	Conférences	20		20	
UE4 - Cours e-learning - Catalogue (2 cours à choix)	Cours 1 à choix parmi la liste des cours à choix	20		20	3
	Cours 2 à choix parmi la liste des cours à choix	20		20	3
UE5 - Séminaire international	Séminaire international	18		18	3
UE6 - Expérience professionnelle	Note Entreprise				**2**
	Note de synthèse et Soutenance				**7**
	TOTAL	**126**	**32**	**158**	**30**

Liste des enseignements à l'Università degli Studi di Torino*
**Les activités listées seront disponibles selon le calendrier annuel.*

Cohorte 2023-2024 (mobilité en 2024-2025)
Parcours *Economia, Organizzazione e Management*

2303M21 - CdLM in ECONOMIA E MANAGEMENT						
percorso Economia, Organizzazione e Management						
sede LIONE	**I ANNO 2023/24**	***Enseignements à valider avec le relevé de notes de la première année auprès de iealyon***				
	CODICE	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	**TAF**
				63		
1	ECO0209	Diritto commerciale II	IUS/04	6	48	B
2	ECO0145	Economia delle Istituzioni	SECS-P/03	9	72	B
3	SEM0092	Economia e gestione dell'innovazione	SECS-P/08	9	72	B
4	SEM0033	Economia e politica del lavoro	SECS-P/01	9	72	B
5	SEM0024	Statistica sociale e decisioni d'impresa	SECS-S/05	9	72	B
6	SEM0034	Finanza e Management (*corso integrato):* Modulo Analisi finanziaria Modulo Corporate Finance and Management	SECS-P/07 SECS-P/08	15	120	
	Un esame a scelta tra:					
7	SEM0027	Processi organizzativi interculturali	SPS/07	6	48	C
	SEM0155	Sistemi sociali comparati	SPS/07			
sede TORINO	**II ANNO 2024/25**			**33**		
8	**SEM0025**	**Economia e politica della concorrenza**	**SECS-P/06**	6	48	B
	Un esame a scelta tra (se attivati):					
9	SEM0199A	Economia dell'impresa	SECS-P/06	6	48	B
	SEM0152	Global economic scenarios	SECS-P/01			
	SEM0153	Empirical tools for managers	SECS-P/01			
	SEM0154	Quantitative finance for managers	SECS-P/01			
	SEM0170	Innovazione sociale, digitale e città	M-GGR/02			
	Due insegnamenti a scelta tra (se attivati):					
10-11	**SEM0030**	**- Diritto tributario internazionale, europeo e comparato**	**IUS/12**	12	96	C

	SEM0029	- Diritto comparato dei consumi	IUS/02			
	ECO0168	- Organizzazione aziendale e gestione dei processi	SECS-P/10			
	SEM0035(disponibile come MAN0540)	- Pianificazione e controllo strategico	SECS-P/07			
	SEM0036	- Storia dello sviluppo economico	SECS-P/12			
	SEM0044	- Sociologia dello sviluppo economico	SPS/07			
	SEM0136	- Creazione di valore nell'industry 4.0	SECS-P/08			
	SEM0133	**- Digital Entrepreneurship**	**SECS-P/08**			
	SEM0134	- Advanced Management Practices	SECS-P/08			
	SEM0147	Imprese turistiche, organizzazione e politiche del turismo	SECS-P/06			
	SEM0148	Impact investing e social entrepreneurship	SECS-P/08			
	Una Lingua Straniera:					
12	SEM0070	Inglese	L-LIN/12	6	48	C+F 3+3
13	LIN0592	ITALIAN FOR INTERNATIONAL STUDENTS BEGINNER LEVEL	NN/00	3		
14	**MAN0182**	**Tirocinio obbligatorio**		**12**		D
sede LIONE	**ECO0256**	**Prova finale *(mémoire de stage)***		**15**		E
		TOTALE		**123**		

Cohorte 2023-2024 (mobilité en 2024-2025)
Parcours *Economia e Management Internazionale*

2303M21 - CdLM in ECONOMIA E MANAGEMENT						
percorso Economia e Management Internazionale						
sede LIONE	**I ANNO 2023/24**	***Enseignements à valider avec le relevé de notes de la première année à iealyon***				
	CODICE	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	**TAF**
				63		
1	ECO0209	Diritto commerciale II	IUS/04	6	48	B
2	SEM0024	Statistica sociale e decisioni d'impresa	SECS-S/05	9	72	B
	Un esame a scelta tra:					
3	SEM0026	Politica economica internazionale	SECS-P/02	9	72	B
	SEM0135	Economia manageriale e industriale II	SECS-P/06			
	Un esame a scelta tra:					
4	SEM0027	Processi organizzativi interculturali	SPS/07	6	48	C
	SEM0155	Sistemi sociali comparati	SPS/07			

5	SEM0043	Strategie internazionali d'impresa (*corso integrato*) Modulo Economia delle imprese internazionali Modulo Economia delle risorse energetiche	SECS-P/08	15	120	B
	Un esame a scelta tra:					
6	ECO0425	Economia e storia dell'UE	SECS-P/12	9	72	B
	SEM0037	Storia e sociologia dello sviluppo economico				
	Un esame a scelta tra:					
7	SEM0169	Global networks and local economic development	M-GGR/02	9	72	B
	SEM0068	Marketing territoriale				
Sede TORINO	**CODICE**	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	TAF
	II ANNO 2024/25			**33**		
8	**ECO0359**	**Finanza e mercati finanziari internazionali**	**SECS-P/08**	6	48	B
	Un esame a scelta tra (se attivati):					
9	**SEM0025**	**Economia e politica della concorrenza**	**SECS-P/06**	6	48	B
	SEM0152	Global economic scenarios	SECS-P/01			
	SEM0153	Empirical tools for managers	SECS-P/01			
	SEM0154	Quantitative finance for managers	SECS-P/01			
10-11	***Due insegnamenti a scelta tra (se attivati):***			12	96	C
	SEM0030	**- Diritto tributario internazionale, europeo e comparato**	**IUS/12**			
	SEM0029	Diritto comparato dei consumi	IUS/02			
	SEM0154	Quantitative finance for managers	SECS-P/01			
	SEM0136	Creazione di valore nell'industry 4.0	SECS-P/08			
	SEM0133	**Digital Entrepreneurship**	**SECS-P/08**			
	SEM0134	Advanced Management Practices	SECS-P/08			
	SEM0147	Imprese turistiche, organizzazione e politiche del turismo	SECS-P/06			
	SEM0148	Impact investing e social entrepreneurship	SECS-P/08			
	Una Lingua Straniera:					
12	SEM0070	Inglese	L-LIN/12	6	48	C+F
13	LIN0592	ITALIAN FOR INTERNATIONAL STUDENTS BEGINNER LEVEL	NN/00	3		
14	**MAN0182**	**Tirocinio obbligatorio**		**12**		D
sede LIONE	**ECO0256**	**Prova finale *(mémoire de stage)***		**15**		E
		TOTALE		**123**		

Cohorte 2024-25 (mobilité en 2025-26)
Parcours *Innovation Strategies in Global Trends*

			2303M21 - CdLM in ECONOMIA E MANAGEMENT			
			percorso Innovation Strategies in Global Trends			
Sede LIONE	**ANNO I 2024/25**	***sem estre***	***Enseignements à valider avec le relevé de notes de la première année à iealyon***			
	CODICE		**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**
					63	
1	SEM0196		Diritto del governo dell'impresa	IUS/04	6	48
2	SEM0197		Metodi statistici per managers	SECS-S/05	9	72
3	SEM0198		Management accounting e enterprise risk management	SECS-P/07	9	72
4	SEM0199		Economia e strategie d'impresa - corso integrato			
	SEM0199A		modulo Economia d'impresa	SECS-P/06	6	48
	SEM0199B		modulo Strategie di impresa	SECS-P/06	9	72
5	SEM0200		Corporate finance e management	SECS-P/08	9	72
6	SEM0201		Capitale umano e innovazione organizzativa	SPS/07	6	48
7	SEM0202		Economia dell'Innovazione e dell'Intelligenza Artificiale	SECS-P/02	9	72
sede TORINO	**ANNO II 2025/26**					
	CODICE	**sem**	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**
					30	
8			**Un insegnamento a scelta fra:**			
	SEM0204	2	Gestione delle imprese internazionali	SECS-P/08	6	48
	SEM0205	1	Global supply chain management and sustainability (*)	SECS-P/08		
9			**Un insegnamento a sceltra fra:**			
	SEM0206	1	Competitività territoriali e sustainable value chains	M-GGR/02	6	48
	SEM0169	2	Global networks and local economic development (*)	M-GGR/02		
	SEM0152	1	Global economic scenarios (*)	SECS-P/01		
10			**Un insegnamento a scelta fra:**			

	SEM0207	tbd	Gestione strategica dell'innovazione	SECS-P/08	6	48
	SEM0208	tbd	Politics and Policies of the European Union (*)	SECS-P/02		
	SEM0209	1	Diritto innovazione	IUS/04		
	SEM0227	2	Social, digital and city innovation (*)	M-GGR/02		
11			**Un insegnamento a scelta fra:**			
	SEM0210	2	Economia e management delle risorse energetiche	SECS-P/06	6	48
	SEM0211	tbd	Open Innovation (*)	SECS-P/08		
	SEM0212	tbd	Sustainable project management	SECS-P/08		
	SEM0133	1	Digital entrepreneurship	SECS-P/06		
12			**Un insegnamento a scelta fra:***			
	SEM0213	1	Advanced skills for international communication (*)	L-LIN/12	6	48
13	**-MAN0569**		**Tirocinio (MUTUATO)**		**14**	
	ECO9999		Integrazione Doppio titolo Torino Lione (taf D)		1	
sede LIONE	**ECO0256**		**Prova finale**		**15**	
			TOTALE		**60**	
			(*) course taught in English			

*** Les étudiants de l'IAELyon ne pourront pas sélectionner "Français pour les relations internationales".**

au minimum un cours par paquet (8,9,10,11,12) est dispensé au premier semestre. Pour les cours avec indication "tbd", le semestre sera défini à partir de mars 2025.

B - Dispositions pédagogiques relatives au cursus suivi à Lyon par l'étudiant de l'Università degli Studi di Torino

Plan des études intégrées B

Liste des enseignements à l'Università degli Studi di Torino*

**Les activités listées seront disponibles selon le calendrier annuel.*

Cohorte 2023-2024 (mobilité en 2024-2025)
Parcours *Economia, Organizzazione e Management*

percorso Economia, Organizzazione e Management						
Sede TORINO	**ANNO I 2023/24**					
	CODICE	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	**TAF**
				63		
1	ECO0209	Diritto commerciale II	IUS/04	6	48	B
2	ECO0145	Economia delle Istituzioni	SECS-P/03	9	72	B
3	SEM0092	Economia e gestione dell'innovazione	SECS-P/08	9	72	B
4	SEM0033	Economia e politica del lavoro	SECS-P/01	9	72	B
5	SEM0024	Statistica sociale e decisioni d'impresa	SECS-S/05	9	72	B
6	SEM0034	Finanza e Management (*corso integrato)* Modulo Analisi finanziaria Modulo Corporate Finance and Management	 SECS-P/07 SECS-P/08	15	120	
		Un esame a scelta tra:				
	SEM0027	**Processi organizzativi interculturali**	**SPS/07**	6	48	C
	SEM0155	Sistemi sociali comparati	SPS/07			
Sede LIONE	**ANNO II 2024/25**	***Enseignements à valider avec le relevé de notes de la deuxième année à iealyon***				
	CODICE	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	**TAF**
				30		
8	**SEM0025**	**Economia e politica della concorrenza**	**SECS-P/06**	**6**	48	B
		Un esame a scelta tra (se attivati):				
9	SEM0139	Economia dell'impresa	SECS-P/06	**6**	48	B
	SEM0152	Global economic scenarios	SECS-P/01			
	SEM0153	Empirical tools for managers	SECS-P/01			
	SEM0154	Quantitative finance for managers	SECS-P/01			
	SEM0170	Innovazione sociale, digitale e città	M-GGR/02			
	Due insegnamenti a scelta tra (se attivati):					
10-11	**SEM0030**	**- Diritto tributario internazionale, europeo e comparato**	**IUS/12**	**12**	96	C
	SEM0029	- Diritto comparato dei consumi	IUS/02			
	ECO0168	- Organizzazione aziendale e gestione dei processi	SECS-P/10			
	SEM0035	- Pianificazione e controllo strategico	SECS-P/07			
	SEM0036	- Storia dello sviluppo economico	SECS-P/12			
	SEM0044	- Sociologia dello sviluppo economico	SPS/07			
	SEM0136	- Creazione di valore nell'industry 4.0	SECS-P/08			
	SEM0133	**- Digital Entrepreneurship**	**SECS-P/08**			
	SEM0134	- Advanced Management Practices	SECS-P/08			
	SEM0147	- Imprese turistiche, organizzazione e politiche del turismo	SECS-P/06			
	SEM0148	- Impact investing e social entrepreneurship	SECS-P/08			
	Una Lingua Straniera convalidata:					
12	SEM0069	Francese	L-LIN/04	**6**	48	C+F (3+3)

13	**MAN0182**	**Tirocinio obbligatorio**		**12**		D
TORINO	**ECO0256**	**Prova finale**		**15**		E
		TOTALE		**120**		

Cohorte 2023-24 (mobilité en 2024-25)
Parcours *Economia e Management Internazionale*

2303M21 - CdLM in ECONOMIA E MANAGEMENT						
percorso Economia e Management Internazionale						
Sede TORINO	**ANNO I 2023/24**					
	CODICE	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	**TAF**
				63		
1	ECO0209	Diritto commerciale II	IUS/04	6	48	B
2	SEM0027	Processi organizzativi interculturali	SPS/07	6	48	C
3	SEM0024	Statistica sociale e decisioni d'impresa	SECS-S/05	9	72	B
4	SEM0043	Strategie internazionali d'impresa (*corso integrato)* Modulo Economia delle imprese internazionali Modulo Economia delle risorse energetiche	SECS-P/08	15	120	B
5	***Un esame a scelta tra:***					
	SEM0026	Politica economica internazionale	SECS-P/02	9	72	B
	SEM0135	Economia manageriale e industriale II	SECS-P/06			
	Un esame a scelta tra:					
6	ECO0425	Economia e storia dell'UE	SECS-P/12	9	72	B
	SEM0037	Storia e sociologia dello sviluppo economico				
	Un esame a scelta tra:					
7	SEM0169	Global networks and local economic development	M-GGR/02	9	72	B
	SEM0068	Marketing territoriale				
Sede LIONE	**ANNO II 2024/25**	***Enseignements à valider avec le relevé de notes de la deuxième année à iealyon***				
	CODICE	**INSEGNAMENTO**	**SSD**	**CFU**	**ore**	**TAF**
8	ECO0359	Finanza e mercati finanziari internazionali	SECS-P/08	6	48	B
9	SEM0025	Economia e politica della concorrenza	SECS-P/06	6	48	B
10-11	***Due insegnamenti a scelta tra:***			12	96	C
	SEM0030	**- Diritto tributario internazionale, europeo e comparato**	**IUS/12**			
	SEM0029	- Diritto comparato dei consumi	IUS/02			
	SEM0031	- Economia e organizzazione dei sistemi di welfare	SECS-P/03			
	SEM0032	- Economia e organizzazione dei sistemi tributari	SECS-P/03			

	SEM0136	- Creazione di valore nell'industry 4.0	SECS-P/08			
	SEM0133	**- Digital Entrepreneurship**	**SECS-P/08**			
	SEM0134	- Advanced Management Practices	SECS-P/08			
		Una Lingua Straniera convalidata:				
12	SEM0069	Francese	L-LIN/04	6	48	C+F (3+3)
13	**MAN0182**	**Tirocinio obbligatorio**		**12**		D
Sede TORINO	**ECO0256**	**Prova finale**		**15**		E
		TOTALE		**120**		

II ANNO
2023/24
Liste des enseignements (iaelyon)

MASTER DROIT-ECONOMIE-GESTION **mention Master Management et Commerce International, Parcours Commerce Extérieur**			
Semestre	**Titre**	**Volume (h)**	**ECTS**
S3	**UE1 - Export et commerce international - stratégie (Bloc de 40h00)**		**6**
S3	*Matière 1: Stratégies d'internationalisation*	*20*	
S3	*Matière 2: Veille stratégique*	*20*	
S3	**UE2 - Export et commerce international - operations (Bloc de 40h00)**		**6**
S3	*Matière 1 : Logistique et supply chain*	*20*	
S3	*Matière 2: Fiscalité internationale*	*20*	
S3	**UE3 - Techniques de négotiation et achats (Bloc de 40h00)**		**6**
S3	*Matière 1: Techniques de négotiations*	*20*	
S3	*Matière 2: International digital sales*	*20*	
S3	**UE4 - Business analytics and decision support (Bloc de 40h00)**		**6**
S3	*Matière 1: Certification PIX*	*20*	
S3	*Matière 2: Data visualization*	*20*	
S3	**UE5 - Elearning and trade finance (Bloc de 40h00)**		**6**
S3	*Elearning (catalogue)*	*20*	
S3	*Matière de spé : Trade finance*	*20*	
S4	**UE1 - Droit international**		**6**
S4	Matière 1 : Droit des entreprises international	20	
S4	Matière 2: Droit international	20	
S4	**UE2 - International communication and responsible leadership**		**6**
S4	Matière 1: International communication	20	
S4	Matière 2: Responsible leadership	20	
S4	**UE3 - Réglementation des échanges internationaux**		**3**
S4	Matière 1 : Réglementation des échanges internationaux	20	

S4	**UE 4 : Séminaire international et projet de fin d'études**		
S4	Projet de fin d'études	22	4
S4	Séminaire international	18	1
S4	**UE6 : STAGE ET MÉMOIRE**		
S4	Méthodologie du mémoire (2h mention)		
S4	Méthodologie du mémoire (2h spécifiques parcours)		
S4	Mémoire (75%°) et soutenance (25%) du mémoire de fin d'études		7
S4	Mission de professionnalisation (note de l'entreprise)		3

Turin, le 08/11/2024

Università degli Studi di Torino
Il Rettore Stefano GEUNA

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président ~~par intérim~~ Gilles BONNET

Le président
Gilles Bonnet
08/10/24

Pour l'iaelyon School of Management

La Directrice Générale Marie-Christine CHALUS

UNIVERSITE CADI AYYAD

Faculté de langue arabe

UNIVERSITE JEAN MOULIN - LYON 3-

Faculté des Langues

ACCORD SPECIFIQUE DE DOUBLE DIPLÔME
MASTER

ENTRE,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, France, représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET, agissant au nom de la Faculté des Langues représentée par son Doyen, Alessandro Martini.

ET

L'Université Cadi Ayyad (Marrakech), représentée par son Président, M. **Blaïd BOUGADIR** agissant au nom de la Faculté de langue arabe, représentée par son Doyen, M. **Ahmed KADIM**

Vu l'accord cadre signé le 23 novembre 2016

Et compte-tenu de l'intérêt mutuel des établissements à encourager les activités de coopération et les échanges didactiques, techniques et scientifiques au niveau international ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Art. 1/ Objet de l'accord

Le présent Accord vise principalement à définir les conditions de délivrance d'un double diplôme de niveau Master sur la base de la reconnaissance mutuelle des cours et résultats universitaires conduisant à la délivrance d'un double-diplôme reconnu légalement par les deux pays et universités concernés.

La délivrance du double diplôme de Master est subordonnée à la nécessité pour les étudiants de réaliser un parcours de formation dans les deux universités selon les modalités suivantes et conformément à l'annexe pédagogique du présent accord.

Les deux établissements s'engagent à réaliser les activités suivantes :

Art. 2/ Modalités pédagogiques

a) Le programme se déroule sur deux années de formation. A l'issue des deux années (Master 1ère année et 2ème année), les étudiants ayant satisfait aux conditions requises par le régime d'examen du Master **Civilisation, langues et littératures** de l'Université Cadi Ayyad obtiendront :

Le Diplôme de Master Civilisation, langues et littératures
Et les étudiants ayant satisfait aux conditions requises par le régime d'examen du Master LLCER **Etudes arabes** de l'Université Jean Moulin Lyon 3 obtiendront :

- **Le diplôme national de Master LLCER**

b) Public concerné :

- Les dispositions et conditions de l'Accord concernant les étudiants participant au programme de double diplôme sont les suivantes :
- Les étudiants de la Faculté des Langues de l'Université Jean Moulin Lyon 3 intègrent lors de la première année de Master « **civilisation, langues et littératures** » de l'Université Cadi Ayyad afin d'obtenir le diplôme de master correspondant. Les étudiants de la Faculté de langue arabe de l'Université Cadi Ayyad pendant leurs études de Master intégreront le Master « **LLCER Etudes arabes** » de l'Université Jean Moulin-Lyon 3, afin d'obtenir le diplôme correspondant.

c) Critères de sélection :
Les étudiants souhaitant participer au programme d'échange sont sélectionnés par leur université d'origine sur la base de l'excellence de leurs résultats universitaires.
L'admission des étudiants au programme dans les universités respectives dépend des conditions suivantes :

- Les étudiants doivent avoir obtenu 180 ECTS dans le domaine de spécialité correspondant pour l'université Cadi Ayyad à la licence langue arabe ou équivalent et pour l'université Jean Moulin-Lyon3 à la licence LLCER arabe ou équivalent conformément à l'annexe pédagogique ;
- Pour les étudiants inscrits à l'université Cadi Ayyad, le niveau linguistique exigé en français est B2

- L'Université d'origine procède à la sélection des étudiants pour le programme et la transmet à l'Université d'accueil.

Art. 3/ Coordination du double diplôme

a) Chaque institution désigne une personne et/ou un service en charge de cet accord.

Nom de l'université	**Université de Cadi Ayyad**	**Université Jean-Moulin, Lyon3**
Faculté	**Faculté de Langue arabe**	**Faculté des Langues**
Nom du Responsable Pédagogique du diplôme :	Hicham FETH	**Miloud Gharrafi**
Tél.	0662613917	**0664427862**

Email:	h.feth@uca.ac.ma	**miloud.gharrafi@univ-lyon3.fr**
Bureau en charge de l'administration :	Bureau des masters à la FLAM	**Bureau du Master LLCER**
Gestionnaire de scolarité Master LLCER	Mme Nezha JELLAB	**Mme Déborah Bollon**
Tél.	+212(0)670099382	**+33 (0)4 78 78 77 74**
Email:		Deborah.bollon@univ-lyon3.fr
Relations internationales	Alida SAHLI +33 (0)4.26.31.88.59	alida.sahli@univ-lyon3.fr

b) Assurance qualité du programme **:**

Des rencontres sont organisées entre les deux Facultés **2 fois par an ou plus si nécessaire** afin d'examiner, entre autres, le déroulement du programme, la participation aux soutenances de mémoires, les résultats obtenus par les étudiants, ainsi que les possibilités de développer et d'améliorer les rapports bilatéraux.

Les deux établissements se consultent mutuellement afin de définir l'organisation des études, ainsi que les conditions des examens qui doivent être conformes aux lois en vigueur dans chaque pays et qui peuvent uniquement être modifiées d'un commun accord. À cette fin, un comité directeur sera constitué et il sera composé des représentants des deux établissements (Doyen de la Faculté de langue arabe de l'Université Cadi Ayyad, Doyen de la Faculté des Langues de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Directeurs académiques, Responsables de master.

Art. 4 / Modalités d'inscription des étudiants

Les étudiants participant au programme de double diplôme sont inscrits pendant leur année de mobilité simultanément dans l'établissement d'origine et dans l'établissement d'accueil. Toutefois ils sont dispensés de frais de scolarité dans ce dernier et doivent s'acquitter des frais de scolarité exclusivement auprès de leur établissement d'origine.

Les étudiants participant au programme de double diplôme et détenant une carte européenne d'assurance maladie ne sont soumis à aucune cotisation de sécurité sociale dans le pays de leur université d'accueil.

Toutes les autres dépenses sont à la charge personnelle et exclusive des étudiants. Il peut notamment s'agir des frais d'hébergement, de voyage ou de nourriture, d'une assurance maladie supplémentaire ou toute autre assurance, ou encore de l'achat de matériel pédagogique.

Art. 5 / Orientations et services offerts aux étudiants du double diplôme :

L'Université d'accueil devra faciliter autant que possible - et ce dans l'esprit du programme d'échange - l'admission, les études universitaires, l'intégration sur place et l'orientation culturelle des étudiants qu'elle accueille.

L'Université d'accueil fournira aux étudiants d'échange les moyens suivants:

1. L'accès aux services de l'Université en tant que membres à part entière de l'Université d'accueil.

2. Un programme d'accueil présentant brièvement le pays et le système universitaire. Les étudiants d'échange à UJML3 pourront, s'ils le souhaitent, participer à un programme d'orientation plus complet, dont le coût reste à leur charge.

3. L'information sur les exigences de couverture médicale et l'étendue de cette couverture.

4. L'accès aux services universitaires et autres services de conseil.

5. L'aide à la recherche d'un logement - dans la mesure du possible - dans les résidences universitaires ou dans toute autre résidence hors campus appropriée.

Art. 6/ Dispositions légales / litiges

Les étudiants d'échange seront soumis au règlement universitaire et aux règles de conduite en vigueur à l'Université d'accueil. L'Université d'origine avertira ses étudiants des exigences universitaires et culturelles auxquelles ils devront se conformer dans l'Université d'accueil.

D'un commun accord, les deux Universités rappellent qu'aucun refus de candidature ne pourra être fondé sur des considérations de couleur, de race, d'origine nationale ou ethnique, de sexe ou de croyances religieuses.

Chaque Université se réserve le droit de mettre fin à un échange particulier si un étudiant a violé la loi ou enfreint le règlement en vigueur dans l'Université d'accueil. L'Université d'origine en sera immédiatement informée.

Chaque université informera l'autre sans délai de toute difficulté découlant de l'application du présent accord, les deux universités s'efforçant de régler à l'amiable tout litige découlant de cet accord, par l'intermédiaire des coordinateurs de chaque université.
Si une solution ne pouvait être trouvée ainsi, le litige devrait alors être soumis aux directeurs des services internationaux de chaque université.

Art. 7/ Durée et validité de la convention

Le présent Accord prend effet à la date de sa signature par toutes les parties et sera en vigueur pendant cinq (5) ans.

L'Accord peut à expiration être renouvelé pour une période de cinq (5) ans par consentement écrit des deux établissements. Les établissements peuvent résilier le présent Accord avant son expiration, sous réserve d'un préavis, et la résiliation prend effet six (6) mois après la date de notification. Toute modification du présent Accord doit être approuvée par les deux établissements et doit garantir que les étudiants participant déjà au programme de double-diplôme pourront le terminer.

Art. 8/ Protection des données personnelles :

UJML3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, les parties s'accordent à respecter les conditions et mesures de sécurité

Rédigé en deux (2) exemplaires originaux en deux en français.

Université Jean Moulin Lyon 3

Gilles BONNET

Président,

Date : 05.12.2024

Alessandro MARTINI

Doyen,
Faculté des Langues

Université Cadi Ayyad

Blaïd BOUGADIR

Président,

Date : _____

Ahmed KADIM

Doyen
Faculté de Langue arabe

nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente Convention.

Les transferts de données respecteront la règlementation européenne sur la protection des données personnelles et se feront dans le cadre ci-après :

- ***Exportateur de données :*** L'exportateur de données est l'Université Jean Moulin Lyon 3 – l'Université Cadi Ayyad

- ***Importateur de données :*** L'importateur de données est l'Université Cadi Ayyad – l'Université Jean Moulin Lyon 3

- ***Personnes concernées :*** Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes concernées : Etudiants admis dans le programme, Personnels enseignants, Personnels administratifs, service des relations internationales

- ***Finalités du transfert :*** le transfert est nécessaire à l'accomplissement des objectifs suivants : mobilité, double diplôme ou diplôme joint.

- ***Catégories de données :*** Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données : Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif, Parcours académique étudiant, nationalité.

- ***Données sensibles (le cas échéant) :*** Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles : religion, race, orientations sexuelles. Les partenaires s'engagent à ne pas divulguer des données sensibles

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires suivants ou des catégories suivantes de destinataires suivants : services de scolarité de la Faculté des Langues, service inscription, service des examens, service des relations internationales, etc...

Droits des personnes concernées :

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour l'Université de Cadi Ayyad : h.feth@uca.ac.ma

Sécurité des données :

En application de l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, et en application de la loi 09-08 (autorité de contrôle : Commission Nationale de contrôle de la protection des données à caractère personne (CNDP), les parties s'engagent à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des données personnelles des personnes concernées qu'elles seraient amenées à traiter dans le cadre de la présente convention.

Les parties s'engagent à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

Annexe pédagogique

1. Sélection des étudiants : chaque université procède à la sélection de ses étudiants sortants, selon des critères décidés communément entre les deux départements.

2. Les deux départements échangent la liste des étudiants sélectionnés fin mars de chaque année

3. Mobilités étudiantes : les étudiants de l'université Cadi Ayyad suivront les cours à l'université Jean Moulin en semestre 2 et les étudiants de Jean Moulin suivront les cours en semestre 3 à l'université Cadi Ayyad.

4. Soutenance de mémoires S4 : les étudiants choisissent l'encadrant.e de leur mémoire dans leur établissement respectif et les deux départements décident communément des modalités de soutenance.

5. Les deux départements constituent un jury commun pour les délibérations en M1 et M2.

6. Mobilités enseignantes : les deux départements décident communément d'un échange d'enseignants et de ses modalités pour la durée d'un semestre ou pour des interventions ponctuelles selon les besoins pédagogiques.

UQÀM | Université du Québec à Montréal

UNIVERSITÉ DE LYON | UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

ENTENTE D'ÉCHANGES ÉTUDIANTS

entre

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III (LYON 3)

et

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM) POUR SA FACULTÉ DE SCIENCE POLITIQUE ET DE DROIT

« Les Parties»

PRÉAMBULE

En application de l'Entente-cadre signée entre les Parties le 10/10/2023., chaque établissement décide, en accord avec les principes et directives ci-dessous, de mettre en application un programme d'échanges étudiants.

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

1.1 **Un étudiant «à temps complet»** est inscrit à des cours qui lui permettent de valider sa période d'échange.

À l'UQAM, un trimestre à temps complet correspond à une inscription à 12 ou 15 crédits universitaires au premier cycle et à 6 ou 9 crédits aux cycles supérieurs.

À Lyon 3, un trimestre à temps complet correspond à 30 ECTS.

1.2 **«L'année universitaire»** comprend deux (2) trimestres ouverts à la mobilité.

À l'UQAM, le premier trimestre de mobilité débute en septembre et se termine en décembre. Le second trimestre de mobilité débute en janvier et se termine en avril.

À Lyon 3, le premier trimestre de mobilité débute en septembre et se termine en décembre. Le second trimestre de mobilité débute en janvier et se termine en mai.

1.3 **L ' «institution d'attache »** désigne l'institution dans laquelle l'étudiant est inscrit comme candidat à un diplôme.

1.4 **L ' «institution d'accueil»** désigne l'institution qui a accepté de recevoir l'étudiant d'échange de l'établissement d'attache.

1.5 **« Trimestre »** Le trimestre est une période pendant laquelle l'Université poursuit des activités d'enseignement et celles qui leur sont reliées. L'année universitaire se divise normalement en

trimestres d'été, d'automne et d'hiver, dont les dates de début et de fin sont déterminées par le calendrier universitaire. Le trimestre dure normalement quinze semaines.

ARTICLE 2 - NATURE DE L'ENTENTE

2.1 Le but de cette Entente est d'établir un programme d'échanges étudiants aux premier et deuxième cycles, dans les facultés suivantes et dans leurs programmes participants :

<table>
<tr><th colspan="4">FACULTÉS</th></tr>
<tr><th colspan="2">UQAM</th><th colspan="2">LYON 3</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Faculté de science politique et de droit</td><td>Tous les programmes de premier cycle</td><td rowspan="2">Faculté de droit</td><td>Tous les programmes de 1er cycle</td></tr>
<tr><td>Tous les programmes de second cycle</td><td>Tous les programmes de second cycle</td></tr>
</table>

ARTICLE 3 - DURÉE MAXIMALE DU PROGRAMME D'ÉCHANGES

3.1 Les étudiants de l'UQAM, après avoir reçu les conseils et l'orientation nécessaires, devront s'inscrire à temps complet pour un ou deux trimestres dans les programmes d'études de Lyon 3 désignés à l'Article 2.1.

3.2 Les étudiants de Lyon 3, après avoir reçu les conseils et l'orientation nécessaires, devront s'inscrire à temps complet pour un ou deux trimestres (à l'exception du trimestre d'été) dans les programmes d'études de l'UQAM désignés à l'Article 2.1.

ARTICLE 4 - ENCADREMENT ACADÉMIQUE

4.1 À l'UQAM, les directions des programmes d'études concernés assurent l'encadrement académique des étudiants.

4.2 À Lyon 3, l'encadrement académique des étudiants est assuré par le Pôle international de la faculté de droit.

4.3 Au premier cycle (baccalauréat), les étudiants sont autorisés à suivre des cours magistraux ou des cours ateliers, selon le programme d'études.

4.4 Au cycle supérieur (maîtrise), les étudiants sont autorisés à suivre des cours magistraux, des séminaires ou des cours ateliers, selon le programme d'études.

L'encadrement de recherche pour les étudiants aux cycles supérieurs devra être assumé par l'établissement d'attache de l'étudiant.

4.5 Aucun étudiant en programme d'échanges ne sera autorisé à s'inscrire à un cours de stage à l'UQAM.

ARTICLE 5 - NOMBRE D'ÉTUDIANTS

5.1 Tous les efforts seront déployés afin d'atteindre la parité dans le nombre d'étudiants échangés.

5.2 Le nombre maximum d'étudiants-trimestre échangés annuellement entre les institutions est fixé à **deux (2).** Un étudiant inscrit pendant deux trimestres dans un programme d'études équivaut à deux étudiants inscrits pendant un trimestre.

5.3 Les parties conviennent néanmoins de considérer les limites imposées par les contingences de certains programmes.

5.4 Le flux d'étudiants en programme d'échanges est analysé régulièrement et les Parties ajustent, si nécessaire, le nombre d'étudiants sélectionnés afin de maintenir un équilibre raisonnable dans l'échange au cours de la durée de l'Entente.

ARTICLE 6 - SÉLECTION DES CANDIDATS AUX ÉCHANGES ET ENVOI DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

6.1 Chaque établissement et / ou unité académique est responsable de la sélection des candidats aux échanges étudiants.

6.2 La sélection devra être faite dans les délais assurant que les renseignements requis pour l'admission parviennent aux coordonnateurs de l'Entente.

a) Pour les étudiants de Lyon 3 : **au plus tard le 1er avril** pour les trimestres d'automne et d'hiver de l'année universitaire suivante et **au plus tard le 15 septembre** pour le trimestre d'hiver de l'année universitaire suivante.

b) Pour les étudiants de l'UQAM : au plus tard les nominations doivent être faites pour le 15 mai pour le trimestre d'automne et d'hiver de l'année universitaire suivante, et au plus tard le 15 novembre pour le trimestre d'hiver de l'année universitaire suivante.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

7.1 Au moment de sa participation aux échanges, l'étudiant doit avoir satisfait aux conditions d'admissibilité de l'institution d'accueil.

ARTICLE 8 - DÉCISION D'ADMISSION ET DÉLAIS DE RÉPONSE

8.1 L'établissement d'accueil est responsable de rendre la décision finale d'admission.

8.2 Les candidats devront être informés de leur admission :

a) Pour les étudiants de Lyon 3 : **à partir du 1er juin** pour le trimestre d'automne de l'année universitaire suivante et **à partir du 1er novembre** pour le trimestre d'hiver de l'année universitaire suivante.

b) Pour les étudiants de l'UQAM : à partir du **15 juin** pour le trimestre d'automne de l'année universitaire suivante et **à partir du 20 novembre** pour le trimestre d'hiver de l'année universitaire suivante.

ARTICLE 9 - DROITS DE SCOLARITÉ ET AUTRES FRAIS

9.1 Les étudiants participant aux échanges demeurent inscrits à temps complet à leur établissement d'attache et acquittent leurs droits de scolarité habituels et autres frais afférents audit établissement.

9.2 Les étudiants participant aux échanges prennent en charge les dépenses liées à leur échange incluant notamment : transport (international et national), logement et nourriture, frais administratifs, visa, assurance maladie, matériel académique et pédagogique et dépenses personnelles.

9.3 Les étudiants participant aux échanges devront payer, à l'UQAM, la prime relative à la police d'assurance-maladie obligatoire au Québec pour les étudiants étrangers, à l'exception des étudiants en provenance d'un pays signataire avec le Québec d'une entente en matière de sécurité sociale (Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Luxembourg, Norvège, Portugal, Roumanie et Suède) et qui sont en mesure de démontrer qu'ils ont droit à la sécurité sociale dans leur pays.

ARTICLE 10 - RECONNAISSANCE DES CRÉDITS

10.1 Les crédits réussis à l'établissement d'accueil seront reconnus à l'étudiant aux fins d'obtention de son diplôme à l'établissement d'attache. Les deux établissements s'engagent à transmettre directement à l'étudiant participant à l'échange son relevé de notes dans un délai de soixante (60) jours suivant la fin de la session.

ARTICLE 11 - SERVICE D'ASSISTANCE

11.1 L'établissement d'attache fournit aux candidats les informations relatives aux conditions financières des échanges.

11.2 L'établissement d'accueil s'efforce d'aider les étudiants en échange dans la recherche d'un lieu d'hébergement et à leur assurer tous les services d'accueil et d'orientation utiles à leur séjour.

ARTICLE 12 - LANGUE D'ENSEIGNEMENT

12.1 L'étudiant qui participe à un échange étudiant doit maitriser la langue d'enseignement des cours suivis à l'université d'accueil.

a) À l'UQAM, les cours sont offerts en français.

b) À Lyon 3, les cours sont offerts en français.

12.2 À cet effet, une attestation des compétences linguistiques acquises devra être fournie par une autorité reconnue en accord avec les critères de l'établissement d'accueil.

ARTICLE 13 - PROMOTION DE L'ENTENTE D'ÉCHANGES ÉTUDIANTS

13.1 Chaque établissement est responsable de la promotion des échanges auprès de sa communauté étudiante.

À cet effet, les établissements s'engagent à échanger, sur une base régulière, les descriptions de cours et autres informations pertinentes concernant leur établissement.

ARTICLE 14 – CORRESPONDANCES

Toute communication relative à la mise en œuvre des dispositions de la présente Entente devra être adressée :

Pour Lyon 3	**Pour l'UQAM**
Contacts – programme de mobilité : Courriel : - Faculté de droit : mobilite-internationale-droit@univ-lyon3.fr Relations Internationales : laetitia.belot@univ-lyon3.fr **Contact – partenariats :** Mme Zahra AMEUR, chargée des partenariats internationaux International.agreements@univ-lyon3.fr	**Contact – programme de mobilité :** Courriel : mobilite@uqam.ca **Contact – partenariats :** international@uqam.ca

ARTICLE 15 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET ÉCHÉANCE

15.1 Cette entente entre en vigueur à la date de sa dernière signature par les Parties.

15.2 Elle aura la même durée que l'entente cadre de coopération établie entre les deux institutions.

15.3 Cette entente peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par notification écrite avec un préavis de six mois.

Toutefois, les parties s'engagent à réaliser les activités planifiées avant la résiliation, notamment pour les étudiants déjà sélectionnés et acceptés en programme d'échanges étudiants.

15.4 La reconduction sera possible après évaluation par le Service Général des Relations Internationales pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 et par le Service des relations internationales pour l'Université du Québec à Montréal, si les Parties y consentent.

ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour tout traitement des données personnelles effectué en relation avec la présente entente, les parties s'engagent à respecter les législations applicables en ce domaine auxquelles elles sont assujetties.

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement aux législations qui leur sont applicables.

Les parties s'engagent, chacune à titre de responsable du traitement, à se conformer aux clauses contractuelles issues de la Décision d'exécution (UE) 2021/914 de la Commission du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers en vertu du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et reproduites à l'Annexe 1.

Signé à Montréal, le 26/11/2024

Université du Québec à Montréal

Rachel Chagnon UQÀM
Signé avec ConsignO Cloud (26/11/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Rachel Chagnon, doyenne
Faculté de science politique et de droit

Université du Québec à Montréal
Service des relations internationales
CP 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, H3C3P8
CANADA

Adresse géographique
1564, rue Saint-Denis
Pavillon JE, 3e étage, bureau JE-3100
Montréal, Québec, H2X 3K2
CANADA

Tél : 1-514-987-3000, poste 7969

Visé par le Service des affaires juridiques de l'UQAM

Naomi Sandoval-Beaudoin UQÀM
Signé avec ConsignO Cloud (26/11/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Signé à Lyon, le _____

Université Jean Moulin Lyon 3
Gilles Bonnet, Président

Olivier GOUT, doyen
Faculté de Droit

Université Jean Moulin Lyon 3
Service Général des Relations Internationales
1C Avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon cedex 08
FRANCE

Adresse géographique
Manufacture des Tabacs
6 rue du Professeur Rollet
69008 Lyon
FRANCE
Tél : 00-33-4-26-31-85-72

Clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers en vertu du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil

SECTION I

Clause 1

Finalités et champ d'application

a. Les présentes clauses s'appliquent au transfert de données à caractère personnel précisées à l'annexe I.B.

b. L'appendice aux présentes clauses, qui contient les annexes qui y sont mentionnées, fait partie intégrante des présentes clauses.

Clause 2

Effet et invariabilité des clauses

a. Les présentes clauses établissent des garanties appropriées, notamment des droits opposables pour la personne morale concernée et des voies de droit effectives, en vertu de l'article 46, paragraphe 1, et de l'article 46, paragraphe 2, point c), du règlement (UE) 2016/679 et, en ce qui concerne les transferts de données de responsables du traitement à sous-traitants et/ou de sous-traitants à sous-traitants, des clauses contractuelles types en vertu de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679, à condition qu'elles ne soient pas modifiées, sauf pour sélectionner le ou les modules appropriés ou pour ajouter ou mettre à jour des informations dans l'appendice. Cela n'empêche pas les parties d'inclure les clauses contractuelles types prévues dans les présentes clauses dans un contrat plus large et/ou d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les présentes clauses et qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

b. Les présentes clauses sont sans préjudice des obligations auxquelles l'exportateur de données est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679.

Clause 3

Tiers bénéficiaire

a. L'ITD peut invoquer et faire appliquer les présentes clauses, en tant que tiers bénéficiaire, contre l'exportateur de données, avec les exceptions suivantes :

i) clause 1, clause 2, clause 3, clause 6, clause 7 ;
ii) clause 8 — clause 8.5, paragraphe e), et clause 8.9, paragraphe b); clause 8.1, paragraphe b), clause 8.9, paragraphes a), c), d) et e); clause 8.1, paragraphes a), c) et d) et clause 8.9, paragraphes a), c), d), e), f) et g); clause 8.1, paragraphe b), et clause 8.3, paragraphe b);
iii) clause 9 — clause 9, paragraphes a), c), d) et e) : clause 9, paragraphes a) c), d) et e) ;
iv) clause 12 — clause 12, paragraphes a) et d) ; clause 12, paragraphes a), d) et f) ;
v) clause 13 ;
vi) clause 15.1, paragraphes c), d) et e) ;
vii) clause 16, paragraphe e) ;
viii) clause 18 — clause 18, paragraphes a) et b).

B) Le paragraphe a) est sans préjudice des droits des personnes concernées au titre du règlement (UE) 2016/679.

Clause 4
Interprétation

a. Lorsque les présentes clauses utilisent des termes définis dans le règlement (UE) 2016/679, ceux-ci ont la même signification que dans ledit règlement.
b. Les présentes clauses sont lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679.
c. Les présentes clauses ne sont pas interprétées dans un sens contraire aux droits et obligations prévus dans le règlement (UE) 2016/679.

Clause 5
Hiérarchie

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes entre les parties existant au moment où les présentes clauses sont convenues, ou souscrites par la suite, les présentes clauses prévalent.

Clause 6
Description du ou des transferts

Les détails du ou des transferts, en particulier les catégories de données à caractère personnel qui sont transférées et la ou les finalités pour lesquelles elles le sont, sont précisés à l'annexe I.B.

Clause 7 — Facultative
Clause d'adhésion non applicable

SECTION II — OBLIGATIONS DES PARTIES
Clause 8
Garanties en matière de protection des données

L'exportateur de données garantit qu'il a entrepris des démarches raisonnables pour s'assurer que l'importateur de données est à même, par la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses.

8.**1. Limitation des finalités**

L'importateur de données traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du transfert, telles que précisée(s) à l'annexe I.B. Il ne peut traiter les données à caractère personnel pour une autre finalité que :

i) s'il a obtenu le consentement préalable de la personne concernée ;
ii) si le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice dans le contexte de procédures administratives, réglementaires ou judiciaires spécifiques ; ou
iii) si le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique.

8.**2. Transparence**

a. Afin de permettre aux personnes concernées d'exercer effectivement leurs droits en vertu de la clause 10, l'importateur de données les informe, soit directement soit par l'intermédiaire de l'exportateur de données :

i) de son identité et de ses coordonnées ;
ii) des catégories de données à caractère personnel traitées ;
iii) du droit d'obtenir une copie des présentes clauses ;

iv) lorsqu'il a l'intention de transférer ultérieurement les données à caractère personnel à un ou plusieurs tiers, du destinataire ou des catégories de destinataires (selon le cas, en fonction de ce qui est nécessaire pour fournir des informations utiles), ainsi que de la finalité de transfert ultérieur et de son motif conformément à la clause 8.7.

b. Le paragraphe a) ne s'applique pas lorsque la personne concernée dispose déjà de ces informations, notamment lorsque ces informations ont déjà été communiquées par l'exportateur de données ou lorsque la communication de ces informations se révèle impossible ou exigerait des efforts disproportionnés de la part de l'importateur de données. Dans ce dernier cas, l'importateur de données met, dans la mesure du possible, ces informations à la disposition du public.
c. Sur demande, les parties mettent gratuitement à la disposition de la personne concernée une copie des présentes clauses, notamment de l'appendice tel qu'elles l'ont rempli. Dans la mesure nécessaire pour protéger les secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, notamment les données à caractère personnel, les parties peuvent occulter une partie du texte de l'appendice avant d'en communiquer une copie, mais fournissent un résumé valable s'il serait autrement impossible, pour la personne concernée, d'en comprendre le contenu ou d'exercer ses droits. Les parties fournissent à la personne concernée, à la demande de celle-ci, les motifs des occultations, dans la mesure du possible sans révéler les informations occultées.
d. Les paragraphes de a) à c) sont sans préjudice des obligations qui incombent à l'exportateur de données en vertu des articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679.

8.3. Exactitude et minimisation des données

a. Chaque partie veille à ce que les données à caractère personnel soient exactes et, si nécessaire, tenues à jour. L'importateur de données prend toutes les mesures raisonnables pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard à la ou aux finalités du traitement, soient effacées ou rectifiées sans tarder.
b. Si une des parties se rend compte que les données à caractère personnel qu'elle a transférées ou reçues sont inexactes, ou sont obsolètes, elle en informe l'autre partie dans les meilleurs délais.
c. L'importateur de données veille à ce que les données à caractère personnel soient adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard de la ou des finalités du traitement.

8.4. Limitation de la conservation

L'importateur de données ne conserve pas les données à caractère personnel plus longtemps que ce qui est nécessaire à la ou les finalités pour lesquelles elles sont traitées. Il met en place des mesures techniques ou organisationnelles appropriées pour garantir le respect de cette obligation, notamment l'effacement ou l'anonymisation (2) des données et de toutes leurs sauvegardes à la fin de la période de conservation.

8.5. Sécurité du traitement

a. L'importateur de données et, durant la transmission, l'exportateur de données mettent en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la sécurité des données à caractère personnel, notamment pour les protéger d'une violation de la sécurité entraînante, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé (ci-après la « violation de données à caractère personnel »). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, ils tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre, de la nature, de la portée, du contexte et de la ou

des finalités du traitement ainsi que des risques inhérents au traitement pour la personne concernée. Les parties envisagent en particulier de recourir au chiffrement ou à la pseudonymisation, notamment pendant la transmission, lorsque la finalité du traitement peut être atteinte de cette manière.

b. Les parties sont convenues des mesures techniques et organisationnelles énoncées à l'annexe II. L'importateur de données procède à des contrôles réguliers pour s'assurer que ces mesures continuent d'offrir le niveau de sécurité approprié.

c. L'importateur de données veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

d. En cas de violation de données à caractère personnel concernant des données à caractère personnel traitées par l'importateur de données au titre des présentes clauses, ce dernier prend des mesures appropriées pour remédier à la violation desdites données, y compris des mesures visant à en atténuer les effets négatifs potentiels.

e. En cas de violation de données à caractère personnel susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques, l'importateur de données en informe sans tarder tant l'exportateur de données que l'autorité de contrôle compétente au sens de la clause 13. Cette notification contient i) une description de la nature de la violation (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés), ii) une description de ses conséquences probables, iii) une description des mesures prises ou proposées pour remédier à la violation et iv) les coordonnées d'un point de contact auprès duquel il est possible d'obtenir plus d'informations. Dans la mesure où l'importateur de données n'a pas la possibilité de fournir toutes les informations en même temps, il peut le faire de manière échelonnée sans autre retard indu.

f. En cas de violation de données à caractère personnel susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, l'importateur de données informe également sans tarder les personnes concernées de la violation de données à caractère personnel et de sa nature, si nécessaire en coopération avec l'exportateur de données, en leur communiquant les informations mentionnées au paragraphe e), points ii)) à iv), à moins qu'il n'ait mis en œuvre des mesures visant à réduire de manière significative le risque pour les droits ou libertés des personnes physiques ou que cette notification n'exige des efforts disproportionnés. Dans ce dernier cas, l'importateur de données publie, à la place, une communication ou prend une mesure similaire pour informer le public de la violation de données à caractère personnel.

g. L'importateur de données répertorie tous les faits pertinents relatifs à la violation de données à caractère personnel, notamment ses effets et les mesures prises pour y remédier, et en garde une trace.

8.6. Données sensibles

Lorsque le transfert concerne des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne, ou des données relatives à des condamnations pénales ou à des infractions (ci-après les «données sensibles»), l'importateur de données applique des restrictions particulières et/ou des garanties supplémentaires adaptées à la nature spécifique des données et aux risques encourus. Cela peut inclure une restriction du personnel

autorisé à accéder aux données à caractère personnel, des mesures de sécurité supplémentaires (telles que la pseudonymisation) et/ou des restrictions supplémentaires concernant une divulgation ultérieure.

8.7. Transferts ultérieurs

L'importateur de données ne divulgue pas les données à caractère personnel à un tiers situé en dehors de l'Union européenne (3) (dans le même pays que l'importateur de données ou dans un autre pays tiers, ci-après « transfert ultérieur », sauf si le tiers est lié par les présentes clauses ou accepte de l'être, en vertu du module approprié. Dans le cas contraire, un transfert ultérieur par l'importateur de données ne peut avoir lieu que si :

i) il est effectué vers un pays bénéficiant d'une décision d'adéquation en vertu de l'article 45 du règlement (UE) 2016/679 qui couvre le transfert ultérieur ;

ii) le tiers offre d'une autre manière des garanties appropriées conformément aux articles 46 ou 47 du règlement (UE) 2016/679 en ce qui concerne le traitement en question ;

iii) le tiers conclut un acte contraignant avec l'importateur de données garantissant le même niveau de protection des données que les présentes clauses, et l'importateur de données fournit une copie de ces garanties à l'exportateur de données ;

iv) il est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice dans le contexte de procédures administratives, réglementaires ou judiciaires spécifiques ; Garanties en matière de protection des données.

Clause 9

Recours à des sous-traitants ultérieurs

Non applicable

Clause 10

Droits des personnes concernées

a. L'importateur de données, si nécessaire avec l'aide de l'exportateur de données, traite, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de leur réception, toutes les demandes de renseignements ainsi que les autres demandes émanant d'une personne concernée et portant sur le traitement de ses données à caractère personnel et l'exercice de ses droits au titre des présentes clauses (10). L'importateur de données prend des mesures appropriées pour faciliter ces demandes de renseignements, ces autres demandes et l'exercice des droits de la personne concernée. Toute information fournie à la personne concernée est présentée sous une forme compréhensible et aisément accessible, et formulée en des termes clairs et simples.

b. En particulier, à la demande de la personne concernée et gratuitement, l'importateur de données :

c. Confirme à la personne concernée si des données à caractère personnel la concernant sont traitées et, si tel est le cas, lui transmet une copie desdites données et les informations figurant à l'annexe I; si les données à caractère personnel ont fait ou feront l'objet d'un transfert ultérieur, lui fournit des informations sur les destinataires ou catégories de destinataires (selon le cas, en fonction de ce qui est nécessaire pour fournir des informations utiles) auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront transférées ainsi que sur la finalité de ces transferts ultérieurs et leur motif conformément à la clause 8.7; et lui communique des informations sur le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle conformément à la clause 12, paragraphe c), point i);

d. Rectifie les données inexactes ou incomplètes relatives à la personne concernée ;

e. Efface les données à caractère personnel relatives à la personne concernée si ces données sont ou ont été traitées en violation d'une des présentes clauses garantissant les droits du tiers bénéficiaire, ou si la personne concernée retire le consentement sur lequel le traitement est fondé.

f. Si l'importateur de données traite les données à caractère personnel à des fins de prospection directe, il cesse de les traiter à de telles fins si la personne concernée s'y oppose.

g. L'importateur de données ne prend pas de décision fondée exclusivement sur le traitement automatisé des données à caractère personnel transférées (ci-après la «décision automatisée») qui produirait des effets juridiques à l'égard de la personne concernée ou l'affecterait de manière significative de façon similaire, sauf avec le consentement explicite de celle-ci ou s'il y est autorisé par la législation du pays de destination, à condition que cette législation prévoie des mesures appropriées pour la sauvegarde des droits et des intérêts légitimes de la personne concernée. Dans ce cas, l'importateur de données, si nécessaire en coopération avec l'exportateur de données :

    i. informe la personne concernée de la décision automatisée envisagée, des conséquences prévues et de la logique sous-jacente ; et
    ii. met en œuvre des garanties appropriées, permettant au moins à la personne concernée de contester la décision, d'exprimer son point de vue et d'obtenir un examen par un être humain.

h. Lorsque les demandes d'une personne concernée sont excessives, du fait, notamment, de leur caractère répétitif, l'importateur de données peut soit exiger le paiement de frais raisonnables qui tiennent compte des coûts administratifs liés à l'acceptation de la demande, soit refuser de donner suite à cette dernière.

i. L'importateur de données peut refuser une demande d'une personne concernée si ce refus est autorisé par la législation du pays de destination et est nécessaire et proportionné dans une société démocratique pour protéger un des objectifs énumérés à l'article 23, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679.

j. Si l'importateur de données a l'intention de refuser la demande d'une personne concernée, il informe cette dernière des motifs du refus et de la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente et/ou de former un recours juridictionnel.

Clause 11
Voies de recours

a. L'importateur de données informe les personnes concernées, sous une forme transparente et aisément accessible, au moyen d'une notification individuelle ou sur son site web, d'un point de contact autorisé à traiter les réclamations. Il traite sans délai toute réclamation reçue d'une personne concernée.

b. En cas de litige entre une personne concernée et l'une des parties portant sur le respect des présentes clauses, cette partie met tout en œuvre pour parvenir à un règlement à l'amiable dans les meilleurs délais. Les parties se tiennent mutuellement informées de ces litiges et, s'il y a lieu, coopèrent pour les résoudre.

c. Lorsque la personne concernée invoque un droit du tiers bénéficiaire en vertu de la clause 3, l'importateur de données accepte la décision de la personne concernée :

    iii. D'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle de l'État membre dans lequel se trouve sa résidence habituelle ou son lieu de travail, ou auprès de l'autorité de contrôle compétente au sens de la clause 13 ;
    iv. De renvoyer le litige devant les juridictions compétentes au sens de la clause 18.

d. Les parties acceptent que la personne concernée puisse être représentée par un organisme, une organisation ou une association à but non lucratif dans les conditions énoncées à l'article 80, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679.

e. L'importateur de données se conforme à une décision qui est contraignante en vertu du droit applicable de l'Union ou d'un État membre.

f. L'importateur de données convient que le choix effectué par la personne concernée ne remettra pas en cause le droit procédural et matériel de cette dernière d'obtenir réparation conformément à la législation applicable.

Clause 12
Responsabilité

a. Chaque partie est responsable envers la ou les autres parties de tout dommage qu'elle cause à l'autre ou aux autres parties du fait d'un manquement aux présentes clauses.

b. Chaque partie est responsable à l'égard de la personne concernée, et la personne concernée a le droit d'obtenir réparation de tout dommage matériel ou moral qui lui est causé par une partie du fait d'une violation des droits du tiers bénéficiaire prévus par les présentes clauses. Ceci est sans préjudice de la responsabilité de l'exportateur de données en vertu du règlement (UE) 2016/679.

c. Lorsque plusieurs parties sont responsables d'un dommage causé à la personne concernée du fait d'une violation des présentes clauses, toutes les parties responsables le sont conjointement et solidairement et la personne concernée a le droit d'intenter une action en justice contre n'importe laquelle de ces parties.

d. Les parties conviennent que, si la responsabilité d'une d'entre elles est reconnue en vertu du paragraphe c), celle-ci est en droit de réclamer auprès de l'autre ou des autres parties la part de la réparation correspondant à sa/leur part de responsabilité dans le dommage.

e. L'importateur de données ne peut invoquer le comportement d'un sous-traitant ou d'un sous-traitant ultérieur pour échapper à sa propre responsabilité.

Clause 13
Contrôle

a. L'autorité de contrôle chargée de garantir le respect, par l'exportateur de données, du règlement (UE) 2016/679 en ce qui concerne le transfert de données, telle qu'indiquée à l'annexe I.C, agit en qualité d'autorité de contrôle compétente.

b. L'importateur de données accepte de se soumettre à la juridiction de l'autorité de contrôle compétente et de coopérer avec elle dans le cadre de toute procédure visant à garantir le respect des présentes clauses. En particulier, l'importateur de données accepte de répondre

aux demandes de renseignements, de se soumettre à des audits et de se conformer aux mesures adoptées par l'autorité de contrôle, notamment aux mesures correctrices et compensatoires. Il confirme par écrit à l'autorité de contrôle que les mesures nécessaires ont été prises.

SECTION III — LÉGISLATIONS LOCALES ET OBLIGATIONS EN CAS D'ACCÈS DES AUTORITÉS PUBLIQUES

Clause 14
Législations et pratiques locales ayant une incidence sur le respect des clauses

a. Les parties garantissent qu'elles n'ont aucune raison de croire que la législation et les pratiques du pays tiers de destination applicables au traitement des données à caractère personnel par l'importateur de données, notamment les exigences en matière de divulgation de données à caractère personnel ou les mesures autorisant l'accès des autorités publiques à ces données, empêchent l'importateur de données de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses. Cette disposition repose sur l'idée que les législations et les pratiques qui respectent l'essence des libertés et droits fondamentaux et qui n'excèdent pas ce qui est nécessaire et proportionné dans une société démocratique pour préserver un des objectifs énumérés à l'article 23, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679 ne sont pas en contradiction avec les présentes clauses.
b. Les parties déclarent qu'en fournissant la garantie mentionnée au paragraphe a), elles ont dûment tenu compte, en particulier, des éléments suivants :

    i) des circonstances particulières du transfert, parmi lesquelles la longueur de la chaîne de traitement, le nombre d'acteurs concernés et les canaux de transmission utilisés ; les transferts ultérieurs prévus ; le type de destinataire ; la finalité du traitement ; les catégories et le format des données à caractère personnel transférées ; le secteur économique dans lequel le transfert a lieu et le lieu de stockage des données transférées ;
    ii) des législations et des pratiques du pays tiers de destination – notamment celles qui exigent la divulgation de données aux autorités publiques ou qui autorisent l'accès de ces dernières aux données – pertinentes au regard des circonstances particulières du transfert, ainsi que des limitations et des garanties applicables (12) ;
    iii) de toute garantie contractuelle, technique ou organisationnelle pertinente mise en place pour compléter les garanties prévues par les présentes clauses, y compris les mesures appliquées pendant la transmission et au traitement des données à caractère personnel dans le pays de destination.
c. L'importateur de données garantit que, lors de l'évaluation au titre du paragraphe b), il a déployé tous les efforts possibles pour fournir des informations pertinentes à l'exportateur de données et convient qu'il continuera à coopérer avec ce dernier pour garantir le respect des présentes clauses.
d. Les parties conviennent de conserver une trace documentaire de l'évaluation au titre du paragraphe b) et de mettre cette évaluation à la disposition de l'autorité de contrôle compétente si celle-ci en fait la demande.
e. L'importateur de données accepte d'informer sans délai l'exportateur de données si, après avoir souscrit aux présentes clauses et pendant la durée du contrat, il a des raisons de croire qu'il est ou est devenu soumis à une législation ou à des pratiques qui ne sont pas conformes aux exigences du paragraphe a), notamment à la suite d'une modification de la législation du pays tiers ou d'une mesure (telle qu'une demande de divulgation)

indiquant une application pratique de cette législation qui n'est pas conforme aux exigences du paragraphe a).

f. À la suite d'une notification au titre du paragraphe e), ou si l'exportateur de données a d'autres raisons de croire que l'importateur de données ne peut plus s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, l'exportateur de données définit sans délai les mesures appropriées (par exemple des mesures techniques ou organisationnelles visant à garantir la sécurité et la confidentialité) qu'il doit adopter et/ou qui doivent être adoptées par l'importateur de données pour remédier à la situation. L'exportateur de données suspend le transfert de données s'il estime qu'aucune garantie appropriée ne peut être fournie pour ce transfert. Dans ce cas, l'exportateur de données a le droit de résilier le contrat, dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel au titre des présentes clauses. Si le contrat concerne plus de deux parties, l'exportateur de données ne peut exercer ce droit de résiliation qu'à l'égard de la partie concernée, à moins que les parties n'en soient convenues autrement. Lorsque le contrat est résilié en vertu de la présente clause, la clause 16, paragraphes d) et e), s'applique.

Clause 15

Obligations de l'importateur de données en cas d'accès des autorités publiques

15.1. Notification

a. L'importateur de données convient d'informer sans délai l'exportateur de données et, si possible, la personne concernée (si nécessaire avec l'aide de l'exportateur de données):

> i) s'il reçoit une demande juridiquement contraignante d'une autorité publique, y compris judiciaire, en vertu de la législation du pays de destination en vue de la divulgation de données à caractère personnel transférées au titre des présentes clauses ; cette notification comprend des informations sur les données à caractère personnel demandées, l'autorité requérante, la base juridique de la demande et la réponse fournie ; où
>
> ii) s'il a connaissance d'un quelconque accès direct des autorités publiques aux données à caractère personnel transférées au titre des présentes clauses en vertu de la législation du pays de destination ; cette notification comprend toutes les informations dont l'importateur de données dispose.

b. Si la législation du pays de destination interdit à l'importateur de données d'informer l'exportateur de données et/ou la personne concernée, l'importateur de données convient de tout mettre en œuvre pour obtenir une levée de cette interdiction, en vue de communiquer autant d'informations que possible, dans les meilleurs délais. L'importateur de données accepte de garder une trace documentaire des efforts qu'il a déployés afin de pouvoir en apporter la preuve à l'exportateur de données, si celui-ci lui en fait la demande.

c. Lorsque la législation du pays de destination le permet, l'importateur de données accepte de fournir à l'exportateur de données, à intervalles réguliers pendant la durée du contrat, autant d'informations utiles que possible sur les demandes reçues (notamment le nombre de demandes, le type de données demandées, la ou les autorités requérantes, la contestation ou non des demandes et l'issue de ces contestations, etc.).

d. L'importateur de données accepte de conserver les informations mentionnées aux paragraphes a) à c) pendant la durée du contrat et de les mettre à la disposition de l'autorité de contrôle compétente si celle-ci lui en fait la demande.

e. Les paragraphes a) à c) sont sans préjudice de l'obligation incombant à l'importateur de données, en vertu de la clause 14, paragraphe e), et de la clause 16, d'informer sans délai l'exportateur de données s'il n'est pas en mesure de respecter les présentes clauses.

15.2. Contrôle de la légalité et minimisation des données

a. L'importateur de données accepte de contrôler la légalité de la demande de divulgation, en particulier de vérifier si elle s'inscrit dans les limites des pouvoirs conférés à l'autorité publique requérante, et de la contester si, après une évaluation minutieuse, il conclut qu'il existe des motifs raisonnables de considérer qu'elle est illégale en vertu de la législation du pays de destination, des obligations applicables en vertu du droit international et des principes de courtoisie internationale. L'importateur de données exerce les possibilités d'appel ultérieures dans les mêmes conditions. Lorsqu'il conteste une demande, l'importateur de données demande des mesures provisoires visant à suspendre les effets de la demande jusqu'à ce que l'autorité judiciaire compétente se prononce sur son bien-fondé. Il ne divulgue pas les données à caractère personnel demandées tant qu'il n'est pas obligé de le faire en vertu des règles de procédure applicables. Ces exigences sont sans préjudice des obligations incombant à l'importateur de données en vertu de la clause 14, paragraphe e).
b. L'importateur de données accepte de garder une trace documentaire de son évaluation juridique ainsi que de toute contestation de la demande de divulgation et, dans la mesure où la législation du pays de destination le permet, de mettre les documents concernés à la disposition de l'exportateur de données. Il les met également à la disposition de l'autorité de contrôle compétente si celle-ci lui en fait la demande.
c. L'importateur de données accepte de fournir le minimum d'informations autorisé lorsqu'il répond à une demande de divulgation, sur la base d'une interprétation raisonnable de la demande.

SECTION IV — DISPOSITIONS FINALES

Clause 16

Non-respect des clauses et résiliation

a. L'importateur de données informe sans délai l'exportateur de données s'il n'est pas en mesure de respecter les présentes clauses, quelle qu'en soit la raison.
b. Dans le cas où l'importateur de données enfreint les présentes clauses ou n'est pas en mesure de les respecter, l'exportateur de données suspend le transfert de données à caractère personnel à l'importateur de données jusqu'à ce que le respect des présentes clauses soit à nouveau garanti ou que le contrat soit résilié. Ceci est sans préjudice de la clause 14, paragraphe f).
c. L'exportateur de données a le droit de résilier le contrat, dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel au titre des présentes clauses, lorsque :

    i) l'exportateur de données a suspendu le transfert de données à caractère personnel à l'importateur de données en vertu du paragraphe b) et que le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
    ii) l'importateur de données enfreint gravement ou de manière persistante les présentes clauses ; où
    iii) l'importateur de données ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction ou d'une autorité de contrôle compétente concernant les obligations qui

lui incombent au titre des présentes clauses. Dans ces cas, il informe l'autorité de contrôle de ce non-respect. Si le contrat concerne plus de deux parties, l'exportateur de données ne peut exercer ce droit de résiliation qu'à l'égard de la partie concernée, à moins que les parties n'en soient convenues autrement.

d. Les données à caractère personnel qui ont été transférées avant la résiliation du contrat au titre du paragraphe c) sont immédiatement restituées à l'exportateur de données ou effacées dans leur intégralité, à la convenance de celui-ci. Il en va de même pour toute copie des données.] L'importateur de données apporte la preuve de l'effacement des données à l'exportateur de données. Jusqu'à ce que les données soient effacées ou restituées, l'importateur de données continue de veiller au respect des présentes clauses. Lorsque la législation locale applicable à l'importateur de données interdit la restitution ou l'effacement des données à caractère personnel transférées, ce dernier garantit qu'il continuera à respecter les présentes clauses et qu'il ne traitera les données que dans la mesure où et aussi longtemps que cette législation locale l'exige.
e. Chaque partie peut révoquer son consentement à être liée par les présentes clauses i) si la Commission européenne adopte une décision en vertu de l'article 45, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 qui couvre le transfert de données à caractère personnel auquel les présentes clauses s'appliquent ; ou ii) si le règlement (UE) 2016/679 est intégré dans le cadre juridique du pays vers lequel les données à caractère personnel sont transférées. Ceci est sans préjudice des autres obligations qui s'appliquent au traitement en question en vertu du règlement (UE) 2016/679.

Clause 17
Droit applicable
Les présentes clauses sont régies par le droit d'un des États membres de l'Union européenne, pour autant que ce droit reconnaisse des droits au tiers bénéficiaire. Les parties conviennent qu'il s'agit du droit français.

Clause 18
Élection de for et juridiction
a. Tout litige survenant du fait des présentes clauses est tranché par les juridictions d'un État membre de l'Union européenne.
b. Les parties conviennent qu'il s'agit des juridictions de la France.
c. La personne concernée peut également poursuivre l'exportateur et/ou l'importateur de données devant les juridictions de l'État membre dans lequel elle a sa résidence habituelle.
d. Les parties acceptent de se soumettre à la compétence de ces juridictions.

NOTES DE (1) à (12)

(1) Si l'exportateur de données est un sous-traitant soumis au règlement (UE) 2016/679 agissant pour le compte d'une institution ou d'un organe de l'Union en tant que responsable du traitement, le recours aux présentes clauses lors du recrutement d'un autre sous-traitant (sous-traitance ultérieure) qui n'est pas soumis au règlement (UE) 2016/679 garantit également le respect de l'article 29, paragraphe 4, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) no 45/2001 et la décision no 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39), dans la mesure où les présentes clauses et les obligations en matière de protection des données fixées dans le contrat ou un autre acte juridique entre le responsable du traitement et le sous-traitant conformément à l'article 29, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725 sont alignées. Ce sera en particulier le cas lorsque le responsable du traitement et le sous-traitant se fondent sur les clauses contractuelles types qui figurent dans la décision 2021/915.

(2) Cela nécessite de rendre les données anonymes de telle manière que la personne ne soit plus identifiable par qui que ce soit, conformément au considérant 26 du règlement (UE) 2016/679, et que ce processus soit irréversible.

(3) L'accord sur l'Espace économique européen (accord EEE) prévoit l'extension du marché intérieur de l'Union européenne aux trois pays de l'EEE que sont l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. La législation de l'Union en matière de protection des données, notamment le règlement (UE) 2016/679, est couverte par l'accord EEE et a été intégrée dans l'annexe XI de celui-ci. Dès lors, une divulgation par l'importateur de données à un tiers situé dans l'EEE ne peut être qualifiée de transfert ultérieur aux fins des présentes clauses.

(4) L'accord sur l'Espace économique européen (accord EEE) prévoit l'extension du marché intérieur de l'Union européenne aux trois pays de l'EEE que sont l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. La législation de l'Union en matière de protection des données, notamment le règlement (UE) 2016/679, est couverte par l'accord EEE et a été intégrée dans l'annexe XI de celui-ci. Dès lors, une divulgation par l'importateur de données à un tiers situé dans l'EEE ne peut être qualifiée de transfert ultérieur aux fins des présentes clauses.

(5) Voir l'article 28, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 et, lorsque le responsable du traitement est une institution ou un organe de l'Union, l'article 29, paragraphe 4, du règlement (UE) 2018/1725.

(6) L'accord sur l'Espace économique européen (accord EEE) prévoit l'extension du marché intérieur de l'Union européenne aux trois pays de l'EEE que sont l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. La législation de l'Union en matière de protection des données, notamment le règlement (UE) 2016/679, est couverte par l'accord EEE et a été intégrée dans l'annexe XI de celui-ci. Dès lors, une divulgation par l'importateur de données à un tiers situé dans l'EEE ne peut être qualifiée de transfert ultérieur aux fins des présentes clauses.

(7) Il s'agit notamment de savoir si le transfert et le traitement ultérieur portent sur des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne, ou des données relatives à des condamnations pénales ou à des infractions.

(8) Cette exigence peut être satisfaite par l'adhésion du sous-traitant ultérieur aux présentes clauses en vertu du module approprié, conformément à la clause 7.

(9) Cette exigence peut être satisfaite par l'adhésion du sous-traitant ultérieur aux présentes clauses en vertu du module approprié, conformément à la clause 7.

(10) Ce délai peut être prolongé de deux mois maximums, dans la mesure nécessaire compte tenu de la complexité des demandes et de leur nombre. L'importateur de données informe dûment et rapidement la personne concernée de cette prolongation.

(11) L'importateur de données ne peut proposer un règlement des litiges indépendant par une instance d'arbitrage que s'il est établi dans un pays qui a ratifié la convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

(12) En ce qui concerne l'incidence de ces législations et pratiques sur le respect des présentes clauses, différents éléments peuvent être considérés comme faisant partie d'une évaluation globale. Ces éléments peuvent inclure une expérience concrète, documentée et pertinente de cas antérieurs de demandes de divulgation émanant d'autorités publiques, ou l'absence de telles demandes, couvrant un laps de temps suffisamment représentatif. Il peut s'agir de

registres internes ou d'autres documents établis de manière continue conformément au principe de diligence raisonnable et certifiés à un niveau hiérarchique élevé, pour autant que ces informations puissent être partagées légalement avec des tiers. Lorsque cette expérience pratique est invoquée pour conclure que l'importateur de données ne sera pas empêché de respecter les présentes clauses, il y a lieu de l'étayer par d'autres éléments pertinents et objectifs, et il appartient aux parties d'examiner avec soin si ces éléments, pris dans leur ensemble, ont un poids suffisant, du point de vue de leur fiabilité et de leur représentativité, pour soutenir cette conclusion. En particulier, les parties doivent s'assurer que leur expérience pratique est corroborée et non contredite par des informations fiables accessibles au public ou disponibles d'une autre manière sur l'existence ou l'absence de demandes dans le même secteur et/ou sur l'application pratique du droit, comme la jurisprudence et les rapports d'organes de contrôle indépendants.

ANNEXE I

A. LES PARTIES

Exportateur de données :

Nom : Université Jean Moulin Lyon 3
Adresse : 1 C avenue des frères Lumière CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08
Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : Mathieu Soucher, délégué à la protection des données
Rôle : responsable du traitement des données
Activités en rapport avec les données transférées au titre des présentes clauses : enseignement supérieur
Téléphone : +33478787009
E-mail : dpd@univ-lyon3.fr

Signature et date :

Importateur de données :

Nom : **Université du Québec à Montréal**
Adresse : 1564, rue St-Denis, Montréal, Québec, Canada, H2X 3K2
Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : Rachel CHAGNON, doyenne de la faculté de science politique et de droit
Rôle : responsable du traitement des données
Activités en rapport avec les données transférées au titre des présentes clauses : enseignement supérieur
Téléphone : +1 (514) 987-3000 poste 8322
E-mail : chagnon.rachel@uqam.ca

Signature et date :

B. DESCRIPTION DU TRANSFERT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont transférées :

Etudiants en échange.

Catégories de données à caractère personnel transférées :

Formulaire de candidature des étudiants en échange : nom, prénom, adresse de messagerie électronique, relevé de notes, curriculum vitae, visas et, le cas échéant, données personnelles concernant le corps professoral.

Données sensibles transférées (le cas échéant) et restrictions ou garanties appliquées (qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, telles que la limitation stricte des finalités, les restrictions d'accès, notamment l'accès réservé au personnel ayant suivi une formation spécialisée, la tenue d'un registre d'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires) :

Informations sur la santé et le handicap des étudiants.

Fréquence du transfert (indiquez, par exemple, si les données sont transférées sur une base ponctuelle ou continue) :

Base continue.

Nature du traitement :

Traitement des données pour une mission d'intérêt public.

Finalité(s) du transfert et du traitement ultérieur des données :

Formation des étudiants en échange.

Durée de conservation des données à caractère personnel ou, lorsque ce n'est pas possible, critères utilisés pour déterminer cette durée :

La durée de conservation des données concernant la scolarité des étudiants est de cinq (5) ans avant l'archivage.

Pour les transferts à des sous-traitants (ultérieurs), préciser l'objet, la nature et la durée du traitement :

Pas de sous-traitants.

C. AUTORITÉ DE CONTRÔLE COMPÉTENTE

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)
3, place de Fontenoy, 75007 Paris
France

ANNEXE II

MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS CELLES VISANT À GARANTIR LA SÉCURITÉ DES DONNÉES

- Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel
- Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- Mesures garantissant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir la sécurité du traitement
- Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur
- Mesures de protection des données pendant la transmission
- Mesures de protection des données pendant le stockage
- Mesures visant à garantir la sécurité physique des lieux où les données à caractère personnel sont traitées
- Mesures visant à garantir la journalisation des événements
- Mesures pour la gouvernance et la gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique
- Mesures de certification/assurance des processus et des produits
- Mesures visant à garantir la minimisation des données
- Mesures visant à garantir la qualité des données
- Mesures visant à garantir une conservation limitée des données
- Mesures visant à permettre la portabilité des données et à garantir l'effacement

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING
BETWEEN
JEAN MOULIN UNIVERSITY LYON 3 (FRANCE)
AND
UNIVERSITY OF WINDSOR (CANADA)

WHEREAS: The Parties are post-secondary institutions offering numerous programs of study, within their respective jurisdictions,

AND WHEREAS: The Parties wish to enhance the level and areas of cooperation between them, on the terms contained herein;

NOW, THEREFORE, in consideration of the mutual promises and covenants herein contained, the Parties mutually agree as follows:

1. The Parties agree to explore potential cooperation areas, including but not limited to developing programs for academic and cultural interchange, scientific research and other activities and areas of mutual benefit.

2. The areas of cooperation may include any program offered at either university that is deemed desirable and reasonable.

3. The Parties agree that any specific program or area of cooperation hereunder, shall be subject to mutual consent, availability of funds, and written approval of each university. Such programs may include, but are not limited to:
   a) Exchange of scholars (professors, advanced graduate fellows, and/or researchers) and professional staff members;
   b) Exchange of students for study and research at both universities;
   c) Promotion of joint research projects in the fields of interest;
   d) Exchange of research materials and information; and
   e) Promotion of Articulation programs.

4. The terms of such mutual assistance shall be agreed upon in writing by both universities before initiating any particular program or activity.

5. This Agreement shall be in full force and effect from the date of signature hereof for a period of 5 years. Either university may terminate this Agreement at any time by giving six months' notice in writing to the other university. In the event of termination, programs underway shall be allowed to be completed according to the terms that have been agreed upon.

For the President
and by delegation
Manuel JOBERT ,
Vice-President in charge of Europe
International Affairs and Francophonie
Date: 18.7.94

Dr. Robert Gordon
President &Vice-Chancellor
University of Windsor

Date: _____

University of Windsor

UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

BETWEEN

UNIVERSITY of Windsor (Canada)

AND

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 (France)

Identification of the Parties:

Between
Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1 c avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 LYON CEDEX 08
Represented by its President, Gilles BONNET

And
University of Windsor, a public educational institution of higher education having its registered head offices at 401 Sunset Avenue, Windsor, Ontario Canada
Represented by its President and Vice Chancellor, Dr. Robert Gordon

Having regard to Articles D 123-15 and following of the Code de l'Education (French Education Code)

Having regard to the Cooperation Agreement between the two Universities, the University of Windsor (hereinafter referred to as U of W) and Université Jean-Moulin Lyon 3, Lyon, France (hereinafter referred to as UJML3) hereby agree to exchange students according to the following terms and conditions:

It is agreed that the University receiving students will be referred to as the Host University and the University sending students abroad will be referred to as the Home University.

Article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT

The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions and methods according to which initial training students that have successfully completed at least one academic year's study towards one of the qualifications granted by the students' Home Institution will be exchanged.

Article 2: TERM OF THE AGREEMENT AND EFFECTIVE DATE

This Agreement is concluded for a period of **five years** from September 1, 2024. It is renewable for an identical period by express agreement, recorded in an amendment required at least 6 months prior to its expiry date.

Article 3: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any modifications to this agreement must be the subject of an amendment recording the agreement of the Parties as to its content and methods of implementation.

Article 4: WORKING METHODS

4.1- Duration of the exchange.
Each exchange determined in accordance with the terms and conditions of this Agreement shall last for one full academic term or year. The precise duration shall be determined before the student leaves his or her Home University.

4.2- Number of students.

a. *U of W* and UJML3 agree to accept up to _3__ (three) exchange students per semester or for a full academic year.

Subject to prior admission into the LLM program up to 4 law students from University of *U of W* may enroll in the UJML3 LL.M. in International and European Business Law for a full semester within the scope of this agreement.
Upon successful completion of the LLM exchange semester and within a reasonable period not exceeding two years, students are being offered the possibility of completing the LLM program by enrolling once more in either Fall or Spring (depending on the exchange semester), this time outside the scope of this agreement as fee-paying students.

b. The partner Universities will make every effort to receive an identical number of students each year.
Four months prior to the beginning of the relevant academic year or term, the two Universities shall, on the basis of mutual agreement, arrive at an understanding as to the number of students to be exchanged.
In the event of the quota being exceeded in the number of students anticipated over the period determined above, the Host University may, in accordance with the terms and conditions determined by the said programmes, make an offer to the Home University to register additional students on a "paying" programme specific to foreign students.

c. The responsibilities of the Universities as set out in the Agreement relate only to the participants and do not cover either spouses or dependants. Persons accompanying participants are the responsibility of the participants.

4.3- Registration fees.
The exchange student must pay registration fees at his or her Home University and will be exempted from tuition fees at the Host University.

4.4- Selection, registration, validation of marks and preparation.

a. Students likely to take part in the exchange programme must have registered with their Home University and have successfully completed at least one academic year. They will be selected by their Home University on the basis of the excellence of their academic results.

b. The candidate file submitted to the Host University must include official documents showing the candidate's academic record as well as an application file for international students. The Home University shall supply the Host University with all relevant details as to the courses its students need to complete in order to secure their degrees as well as any other significant information - in relation, for example, to health problems - that could affect the student's progress or require any form of special assistance.

c. The Host University, on giving reasons for its decision, reserves the right to refuse any candidate whose University file may appear unacceptable for exchange purposes. Should this be the case, the Home University may put forward the files of other candidates.

d. Exchange students shall be subject to academic rules and the Code of Conduct in force in the Host University. The Home University shall inform its students of the academic and educational requirements they must comply with in the Host University.
By mutual agreement, the two Universities note that no candidate may be refused on the basis of considerations of colour, race, national or ethnic origin, gender or religious belief.
Each University reserves the right to terminate a particular exchange if the student has breached the law or failed to comply with regulations in force in the Host University. The Home University shall immediately be informed thereof.

e. The validation of marks awarded for work submitted by a student during the period of the exchange is the responsibility of the student's Home University.

f. The Host University shall supply the Home University with a summary of the final marks making up the academic results. For UJML3, the contact point for the partner University will be Laetitia Belot at the Service des Relations Internationales (*International Relations Office*).
For U of W the contact point will be the Student Exchange Office (Ms. Michelle Fitzgerald)

g. Students chosen for exchange must have sufficient knowledge of the official language (or the language of instruction of study program) of the receiving country to follow courses (and/or take part in research) in the Host University. Partner Universities reserve the right to test this level of knowledge using any educational method they consider suitable with a view to ensuring that students receive the best level of educational support. Candidate students will be informed of this before leaving their Home University.

4.5- Guidance and services.
In the spirit of the Exchange Programme, the Host University must facilitate as far as possible the admission, academic studies, local integration and cultural guidance of the students it receives.

The Host University shall supply exchange students with the following:

a. Access to University services as full members of the Host University, including access to the library and sporting facilities.

b. A welcome programme briefly describing the country and the academic system. If they wish, exchange students at UJML3 may take part in a fuller guidance programme, the cost of which will fall to them.

c. Information on the requirements for medical cover and its extent.

d. Access to academic and other advice services.

e. Help with finding accommodation - insofar as this is possible - in university halls of residence or any other appropriate off-campus residential property.

f. The supply of all documents needed to obtain a visa.

Exchange students will be responsible for meeting the following expenses:

a. Registration fees and additional expenses to be paid to their Home University before their departure.
b. Food and accommodation.
c. Return travelling expenses between the Home University and the Host University.
d. Medical cover.
e. Books, clothing and personal expenses.
f. Obtaining a visa.
g. Any other debt incurred during the period of the exchange.
h. Each of the Universities may make provision for additional expenses to be met by exchange students, linked to supplementary and optional services.

4.6- Coordinating the exchange

a. In order to implement and fulfil the aims of this Agreement, the U of W 's Student Exchange Office and the Service des Relations Internationales (*International Relations Office)* at UJML3 will be given the responsibility for the management of this Exchange Programme.

b. Every year, each University will supply its partner University with all details relating to the academic year, syllabuses for courses and other handbooks as well as any other information students need to make a fully informed choice between the courses they will be able to follow at the Host University.

Article 5: PERSONAL DATA PROTECTION

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 is subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

5.1 Definitions

In respect of the implementation of this Partnership Agreement, the Parties agree to the definitions hereinafter:

- **Personal data protection regulation:** any personal data protection act, law or regulation, and in particular the amended French Data Protection Act (referred to as the "loi relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés") n° 78-17 of 6 January 1978, the 2016/679 (EU) Regulation of 27 April 2016 referred to "GDPR" and the Ontario's Freedom of Information and Protection of Privacy Act, referred to as "FIPPA";
- **Personal data:** any information directly or indirectly relating to an identified or identifiable natural person (hereinafter referred to as "data subject");
- **Processing:** any operation or set of operations which is performed on personal data or on sets of personal data, whether or not by automated means, such as defined under Article 4.2 of the GDPR;
- **Personal data breach:** a breach of security leading to the accidental or unlawful destruction, loss, alteration, unauthorized disclosure of, or access to, personal data transmitted, stored or otherwise processed.

5.2 General framework for processing operations

In respect of the implementation of the Partnership Agreement between the University of Windsor and Jean Moulin University Lyon 3, data relating to representatives, staff and/or students of both establishments are processed or likely to be processed by both Parties.

Each Party determines individually, as data controller, the means for collecting personal data and the purposes of the personal data processing operations which it implements in respect of the implementation of the Agreement hereof and in compliance with the personal data protection regulation.

5.3 Data processing

Jean Moulin University Lyon 3 collects and processes the pieces of personal data hereinafter for administrative and academic registration purposes:

For enrolment: student name, date of birth, email and home address, gender, grade transcript, passport details.

The University of Windsor collects and processes personal data for the purposes hereinafter for administrative and academic registration purposes:

For enrolment: student name, date of birth, email and home address, gender, grade transcript, passport details.

5.4 Transferring data to third parties

The Parties may be required to disclose all or part of personal data to competent judicial or administrative authorities ("authorized third-party processors") pursuant to applicable law or in the event of imperative decisions. The Parties undertake to limit the disclosure of personal data to that which is explicitly and restrictively required.

Other third parties may be recipients of this data to ensure the proper implementation of the Agreement hereof.

5.5 General measures

Each Party ensures the other that it will collect personal data fairly and lawfully and will respect the information and the consent obtained from data subjects whenever this consent is required to implement processing.

Each Party declares that it processes the personal data used pursuant to the legal grounds which are enforceable against it.

Each Party undertakes to implement the technical and organizational security measures required for protecting personal data.

Article 6 **TERMINATION OF THE AGREEMENT**

6.1- Failure to renew the Agreement
In the event that the Agreement is not renewed at its expiry date, all undertakings entered into with respect to exchanges in progress must be honoured for the period specified in Article 4-1.

6.2- Failure to abide by the terms and conditions of the Agreement
In the event of failure by one of the Parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this Agreement, the other Party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the exchange in progress shall be honoured for the period originally agreed.

In witness whereof, the Parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language and 2 original copies in the French language.

For the University of Windsor	**For Université Jean Moulin Lyon 3**
Dr. Robert Gordon President and Vice Chancellor	For the President and by delegation Manuel JOBERT , Vice-President in charge of Europe, International Affairs and Francophonie
Date :	Date : 18.7.14

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

Avenant à la
Convention de coopération entre l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne et les universités membres du
Consortium d'appui au Collège juridique
franco-roumain d'études européennes

Entre

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, (ci-après Paris 1), en tant qu'établissement coordinateur du Consortium d'appui au Collège juridique franco-roumain d'études européennes (ci-après Consortium d'appui au Collège)
ayant son siège au 12, place du Panthéon, 75005 Paris, France,
représentée par sa Présidente, Madame Christine NEAU-LEDUC,

Et :

L'Université Jean Moulin Lyon 3
ayant son siège au 1C avenue des Frères Lumière CS 78242. 69372 Lyon Cedex 08
représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO

Article 1 : objet de l'avenant
Le présent avenant a pour objet de préciser les conditions de rémunération des enseignants-chercheurs que l'Université Jean Moulin Lyon 3 missionne dans le cadre de sa participation au Consortium d'appui au Collège juridique, coordonné par l'Université Paris 1.

Article 2 : rémunération des missionnaires
Les missionnaires que délègue l'Université Jean Moulin Lyon 3 sont rémunérés par cette dernière suivant les règles applicables.
Les missionnaires qui sont enseignant-chercheur de l'Université Jean Moulin Lyon 3 peuvent demander au Président de cette dernière l'intégration à leur service statutaire des heures d'enseignement effectués au sein du collège juridique.

Article 3 : entrée en vigueur
Le présent avenant entre en vigueur à compter de l'année universitaire 2024-2025.

Fait en 2 (deux) exemplaires originaux en langue française chaque exemplaire faisant également foi.

SIGNÉ pour et au nom de **L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE** par son représentant légal :	**SIGNÉ** pour et au nom de **L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3** par son représentant légal :
Christine Neau-Leduc Présidente UNIVERSITÉ PARIS 1 - PANTHÉON SORBONNE La Présidente Fait à Paris Date (jour, mois, année) 24.06.24	Gilles Bonnet Président Fait à 18.7.24 Date (jour, mois, année)

Addendum to the Student Exchange Agreement

between

Ryukoku University, Kyoto, Japan

and

Université Jean Moulin Lyon 3, Lyon, France

Between the Signatories:

Ryukoku University, a private, scientific, cultural, and professional institution having its registered head offices at: 67 Tsukamoto-cho, Fukakusa, Fushimi-ku, Kyoto 612-8577 JAPAN
Represented by its President, Takashi Irisawa,

On the one hand,

And

University Jean-Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural and professional institution having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69008 Lyon,
Represented by its President, Professor Eric Carpano,

On the other hand,

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

***Article 1*:**

The Student Exchange Agreement drawn up in 08th of July, 2019 between the above-mentioned parties is renewed for a 5-year period starting as of 01st of August, 2024.

Article 2:

A section titled ***PURPOSE OF THE AGREEMENT** shall be added beneath ***DEFINITION** as part of the aforementioned Student Exchange Agreement, as follows:

"The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions and methods according to which all exchange students that have successfully completed at least one academic year's study towards one of the qualifications granted by the students' Home Institution will be exchanged.

Article 3:

In the aforementioned Student Exchange Agreement, Clause 5.4 shall be revised as follows:

"Students from Lyon 3 will take classes in a program specially designed for Exchange Students. Furthermore, if the necessary requirements are met, the students may register for selected subjects in Ryukoku University's Faculty and Graduate Schools. General details about the program designed

for Exchange Students and subject registration will be explained in the *Ryukoku University Guide for Exchange Students*, to be provided at the start of each application period."

Article 4:

All other articles of the Student Exchange Agreement remain unchanged.

Drawn up in two original copies in the English language.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

For Ryukoku University

Takashi Irisawa
President

Date: 27/5/2024

For Université Jean-Moulin Lyon 3

UNIVERSITE JEAN-MOULIN LYON 3

Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président en charge de l'Europe
et des relations internationales

Eric Carpano
President

Manuel JOBERT

Date: 10/07/2024

参　考

龍谷大学（日本国京都市）とリヨン第３大学（フランス国リヨン市）との間の協定への変更覚書

龍谷大学（住所を 612-8577 京都府京都市伏見区深草塚本町 67 とする私立の学術・文化・専門職機関であり、入澤崇学長によって統括される）
及び、
リヨン第３大学（住所を 1 rue de l'Universitie, 69008 Lyon とする公立の学術・文化・専門職機関であり、学長のエリック・カルバーノ教授によって統括される）
は、以下の通り合意する。

第１条
上記当事者間で 2019 年 7 月 8 日に締結された学生交換協定書は、2024 年 8 月 1 日から 5 年間更新される。

第２条
上記学生交換に関する協定書中の「定義」の項の下に、新たに「本協定の目的」と題する項を以下の通り加える。
「本協定の目的は、派遣元大学で付与される資格のいずれかに向けて少なくとも 1 年間の学習を修了した交換留学生の受入条件および方法を定めることにある。」

第３条:
上記学生交換協定書第５条第４項を以下の通り改訂する。
「リヨン第 3 大学からの学生は、交換留学生向けのプログラムを受講する。なお、必要な要件を満たせば、各学部が指定した科目の履修が可能である。交換留学生向けのプログラムの詳細や履修に関して、出願時の『龍谷大学交換留学生用ガイド』にて別途定める。」

第４条:
上記学生交換協定書のその他の条項に変更はない。

原文は英語で２部作成される。
以上を証して、以下に両当事者が署名する。

UNIVERSITE JEAN-MOULIN LYON 3

龍谷大学を代表して　入澤　崇

入澤　崇
学長
Date 27 / 5 / 2024

リヨン第３大学を代表して

エリック・カルバーノ
学長
Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président en charge de l'Europe
et des relations internationales
Manuel JOBERT
Date 10/07/2024

＊本訳文は龍谷大学側の参考資料とし、正式な協定書は英文とする

Docusign Envelope ID: 8829AEF6-177F-4FBE-BC5A-219131CCA3E0

UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

UNIVERSITY OF GEORGIA

INTERNATIONAL STUDENT EXCHANGE ADDENDUM TO INTERNATIONAL COOPERATIVE AGREEMENT

This Agreement is made and entered into force on October 1, 2024, by and between the Board of Regents of the University System of Georgia by and on behalf of the University of Georgia and Université Jean Moulin Lyon 3, and is contemporaneous with the *International Cooperative Agreement* between the University of Georgia and Université Jean Moulin Lyon 3.

The University of Georgia ("UGA") and Université Jean Moulin Lyon 3 ("UJML3") hereby agree to an exchange of students for the purposes of furthering the inter-cultural education of our students. The coordinator of this exchange at UGA is the study abroad advisor for exchange and the exchange coordinator at UJML3 is the International Relations Office.

I Selection of Participants

A All students shall be bona fide students of the home institution and be engaged in a degree-oriented course of study. Prospective students will be selected for the exchange by the coordinator at the participant's home institution. The host institution will reserve the right to make the final decision regarding the admission of each student nominated for the exchange. Selection for or participation in the exchange does not confer the right to pursue a degree at the host institution.

B At least six months before the anticipated date of enrollment, the number of students exchanged that particular year will be decided mutually by the UGA Office of Global Engagement and the International Relations Office at UJML3.

C The exchange program shall operate on a reciprocal basis. Parity in numbers of exchange students is required over the term of the agreement. However, each party should be prepared to consider a disparity in any given semester or year during the term of agreement. Any imbalances should be resolved by the end of the following academic year.

D Students from UGA shall have the option to take all or a portion of their classes from UJML3 in a virtual exchange format, while either residing in the United States at the UGA campus or in the country where UJML3 is located. Participation in such virtual exchange options shall be at the discretion of both universities.

II Admission

A Exchange participants hosted by each institution will be admitted as visiting, non degree-seeking students and will have any admissions application fee waived.

B Students must possess the language ability necessary to fulfill their academic plan. Students hosted by UGA must present a minimum score of 550 (paper-based test) or 80 (internet-based test) on the Test of English as a Foreign Language (TOEFL) or a 6.5 on the International English Language Testing System (IELTS) to qualify for participation on the exchange.

C The host institution should receive the incoming participants' applications and all supporting documents by the deadlines established by the host institution.

D The host institution will coordinate with and document for the home institution each student's enrollment status and will notify the home institution if a student withdraws.

E The host institution will provide the home institution with a transcript upon the student's completion of the program.

Docusign Envelope ID: 8829AEF6-177F-4FBE-BC5A-219131CCA3E0

III Fee Payment and Accommodation

A Students will pay the normal tuition and fees at their home university for the period of the exchange. The host institution will waive tuition and fees for participating students except as specified herein.

B Students coming to UGA will pay the international student compliance fee required of all international students. This fee will be paid at the beginning of each semester.

C The host university will make reasonable efforts to assist the exchange students in finding housing in residence halls or alternative accommodations. Students are responsible for accommodations costs.

D Exchange participants are responsible for arranging and paying for their own in-country and international travel, medical insurance, passport and visa application fees, textbooks and personal items. Exchange participants are responsible for any other debts incurred during their exchange. The host institution will provide for the home institution a list of the student's educationally related non-tuition costs, i.e. lodging, meals, books, supplies, local transportation and any incidental expenses students can expect to incur during this program of study.

E UJML3 will not award any form of U.S. Federal Financial Aid to the UGA students and will inform UGA of any forms of additional financial aid UGA students will receive while at UJML3.

F Neither institution may incur, commit or authorize financial expenditure on behalf of the other. Each institution will be responsible for its own costs associated with any activities relating to this agreement.

IV Other Related Articles

A Exchange participants will be required to comply with the insurance policies and procedures for international students at the host institution.

B Exchange participants shall be entitled to participate in any course offered by the host institution in accordance with university policies and procedures.

C Selected students shall abide by all applicable rules and regulations of the home and host universities and by all applicable laws, rules, and regulations of the home and host countries. In case of violation, either university has the right to terminate the student's participation in the exchange and the host university has the right to dismiss the student from the program.

D Each institution shall provide the other with a regularly updated fact sheet or similar document that includes pertinent dates, deadlines, academic requirements, fees, point of contact, and other information for exchange participants.

E The host institution will provide an appropriate orientation to exchange students.

F Subject to applicable restrictions governing student privacy, the host institution will promptly notify the home institution in the event the host institution becomes aware of an incident affecting the health, safety or welfare of an exchange student, and will cooperate with any home institution investigation into the incident.

G The host institution will support the home institution's efforts to identify and access emergency medical services, psychological services, law enforcement, and diplomatic resources to support exchange students.

H Neither institution shall discriminate against any exchange student or candidate on account of such student's race, color, gender (including pregnancy), sexual orientation, gender identity, ethnicity or national origin, religion, age, genetic information, disability, or veteran status.

I The parties will comply with all applicable data protection and privacy laws in their respective jurisdictions, including the General Data Protection Regulation to the extent it applies to each party. In particular, the parties agree to obtain the consent of any exchange participant prior to disclosing their

Docusign Envelope ID: 8829AEF6-177F-4FBE-BC5A-219131CCA3E0

personal and sensitive data to each other, and use and process such data it receives only for the purposes specified by the party disclosing it. In addition, the parties agree to protect personal and sensitive data against loss, alteration, unauthorized disclosure and access, and take appropriate technical and organizational measures to so protect the data.

V Validity of Agreement

A All modifications to this agreement must be in writing and signed by both parties.

B This addendum becomes effective on October 1, 2024, and shall remain effective until the termination date of the *International Cooperative Agreement* between the two parties. During the final year of the agreement, renewal for an additional five-year period will be considered. If the exchange is out-of-balance at the time any notice of renewal is given, a mutually agreed upon means of "balancing" the exchange must be achieved before the agreement can be renewed.

C Either party giving ninety (90) days written notice to the other party may terminate this addendum provided that such termination will not affect the completion of any activity underway at the time. If future activity has been advertised and either party has made commitments to students concerning such activity, such termination will not affect that activity. If the exchange is out-of-balance at the time the notice of termination is given, a mutually agreed upon means of "balancing" the agreement must be achieved before the agreement can be terminated.

On Behalf of
Université Jean Moulin Lyon 3

For the President and By Delegation
Manuel Jobert
Vice-President of International Affairs and Francophonie

9|12|2024

Date

Board of Regents of the University System of Georgia
By and on behalf of The University of Georgia

Signed by:
Martin Kagel
ED3872A80F0D4DA...

Dr. Martin Kagel
Associate Provost for Global Engagement

October 1, 2024

Date

Addendum to the partnership agreement

BETWEEN

University Jean Moulin Lyon 3 (France)

AND

The University of North Carolina, Greensboro (USA)

Identification of the Parties:

between the signatories:

University Jean Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural, and professional institution
With its registered Head Offices at: 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08, France.
Represented by its President, Gilles Bonnet.

And

The University of North Carolina, **Greensboro** (Public University member of the University of North Carolina System)
With its registered Head Offices at: 1400 Spring Garden Street, Greensboro, NC 27412, USA.
Represented by its Provost and Executive Vice Chancellor, Dr. Alan Boyette.

In view of Articles D 123-15 and following the Code of Education

It has been agreed as follows:

Article 1:
The agreement signed between the above-mentioned parties is renewed for 5 years, for the period from 1 October 2024 to 30 September 2029. This Agreement is entered into force from 1 October 2024.

All other articles of the original agreement signed on 4 October 2013 (Annex 1) and renewed on 17 December 2018 (Annex 2) remain unchanged.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures.

Drawn up in 2 original copies in the English Language and 2 original copies in the French language.

For the University of North Carolina, Greensboro	**For Université Jean-Moulin Lyon 3**
	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
Dr. Alan Boyette Provost and Executive Vice Chancellor	For the President and by Delegation Manuel Jobert Vice-President in Charge of International Affairs and Fancophonie
Date: 10/30/2024	Date: 24/10/2024

Avenant au contrat de partenariat

ENTRE

Université Jean Moulin Lyon 3 (France)

ET
Université de Caroline du Nord, Greensboro (USA)

Identification des parties :

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08, France.
Représentée par son President, Gilles Bonnet.

Et

L'Université de Caroline du Nord, Greensboro (Université publique membre du système de l'Université de Caroline du Nord) dont le siège social se situe : 1400 Spring Garden Street, Greensboro, NC 27412, USA.
Représentée par son Provost et Vice-Chancelier exécutive, Dr Alan Boyette.

Vu les articles D 123-15 et suivants du Code de l'Education

Article 1:
L'accord signé entre les parties mentionnées ci-dessus est renouvelé pour une durée de 5 ans, pour la période du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2029. Le présent accord entre en vigueur à partir du 1er octobre 2024.

Tous les autres articles de l'accord original signé le 4 octobre 2013 (Annexe 1) et renouvelé le 17 décembre 2018 (Annexe 2) restent inchangés.

En témoignage de quoi, les parties ci-dessous ont apposé leur signature :

Fait en 2 exemplaires originaux en langue française et 2 exemplaires originaux en langue anglaise.

Pour l'Université de Caroline du Nord, Greensboro	**Pour l'Université Jean-Moulin Lyon 3**
	UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
Dr. Alan Boyette Provost and Executive Vice Chancellor	Pour le Président et par delegation, Manuel Jobert Le Vice-Président en Charge de l'Europe et des relations internationales
Date: 10/30/2024	Date: 24/10/2024

THE UNIVERSITY OF SYDNEY

Student Exchange Agreement

between

Jean Moulin University Lyon 3, France
(Université Jean Moulin Lyon 3)
1 avenue des Frères Lumière, 69008 LYON

and

The University of Sydney, Australia
(ABN 15 211 513 464, CRICOS Provider 00026A)

(each an **Institution** and together, the **Institutions**)

OBJECTIVE

Jean Moulin University Lyon 3 (**UJML3**) and the University of Sydney (**USYD**) agree to the renewal of a university-wide **Student Exchange Program** on the terms set out below to enhance educational and cultural exchange opportunities for students and to promote mutually beneficial academic linkages.

---

1. TERM OF AGREEMENT

1.1 This Agreement commences on 1 December 2024, and remains in force for 5 years (**Term**) until 30 November 2029, unless terminated earlier in accordance with clause 18.

1.2 The Institutions agree to discuss renewal of this Agreement at least (6) six months prior to its expiry.

1.3 In the event the Institutions wish to renew this Agreement and the renewal has not been finalised upon expiry of this Agreement, the terms of this Agreement will continue to apply from the time of written confirmation that both Institutions wish to renew until such time as the Institutions have signed a new agreement.

2. STUDENT EXCHANGE PROGRAM

2.1 During the Term, up to 15 full time equivalent (**FTE**) Students will be accepted by the Host Institution to participate in the Student Exchange Program on an annual basis (equivalent to 30 semester places).

2.2 Short-term exchange opportunities may be agreed upon under this Agreement at an FTE ratio to be agreed between the Institutions from time to time. The number of FTE Students in clause 2.1 may be modified by written agreement.

2.3 The principle of reciprocity applies to the final number of FTE Students admitted under this Agreement, with the intention that an even reciprocity is achieved over the term of the Agreement.

2.4 The Institutions agree that any imbalance that has accrued in an earlier exchange agreement between the Institutions will be carried over into this Agreement.

3. PROGRAM EXPENSES

3.1 Students are exempt from paying tuition fees at the Host Institution. Students will continue to pay normal tuition fees at their Home Institution.

3.2 Students will be responsible for all living, travel, insurance and ancillary costs in connection with the Student Exchange Program.

3.3 Students enrolling in the Student Exchange Program at USYD are required to pay for OSHC.

4. ELIGIBILITY AND SELECTION

4.1 The Home Institution may propose undergraduate and postgraduate (coursework and research) applicants who it considers are well suited to undertake a period of study abroad.

4.2 Applicants must meet the Host Institution's international student enrolment and admission criteria, including academic merit and language proficiency.

4.3 Each Institution will provide the other Institution, with all relevant eligibility criteria with sufficient notice, to ensure each Institution can provide such information to its students. Further, each Institution will promptly advise the other Institution of any material changes to the eligibility criteria.

4.4 The Host Institution may reject any applicant who does not satisfy admissions criteria, in which case the Host Institution will provide written reasons for rejecting the applicant. The Home Institution may submit alternative applicants for consideration by the Host Institution.

4.5 Neither Institution will unlawfully reject an applicant on the grounds of gender, race (including colour, descent or nationality), disability, age, sexual preference or orientation, marital status, pregnancy, family or carer's responsibility, social origin, political belief or religious belief.

5. OFFER

5.1 The Host Institution will confirm an applicant's participation in the Student Exchange Program by providing the applicant with an Unconditional Offer (with confirmation of the same sent to the Home Institution).

6. ADMISSION PROCEDURES AT USYD

6.1 Applicants seeking to participate in the Student Exchange Program at USYD must:

(a) submit an online application to USYD and provide any required supplementary admission documentation;

(b) following receipt of USYD's Unconditional Offer, formally accept the Unconditional Offer via USYD's Sydney Student online portal. UJML3 cannot accept an Unconditional Offer on an applicant's behalf;

(c) send the appropriate payment for OSHC to USYD;

(d) obtain the necessary visa and associated travel documentation following receipt of USYD's electronic Confirmation of Enrolment (**eCoE**); and

(e) on arrival, pay to the relevant Faculty or School, any additional fees associated with their enrolment in a unit of study that involves the use of specific material or resources.

6.2 UJML3 must use reasonable endeavours to assist applicants to comply with the requirements in clause 6.1.

7. ADMISSION PROCEDURES AT UJML3

7.1 Applicants seeking to participate in the Student Exchange Program at UJML3 must:

(a) be nominated by USYD on the online nomination portal upon receipt of instruction emails sent by the UJML3 coordinator; and

(b) following the application's completion on the online nomination portal and the receipt of an acceptance email from UJML3, the applicant must obtain the necessary student visa. If required by the applicant, UJML3 will provide a formal invitation letter. Students are responsible for all remaining documents required by France Consular Authorities to participate in the Student Exchange Program at UJML3.

8. ENROLMENT

8.1 In order to participate in the Student Exchange Program, Students:

(a) must be admitted and enrolled in full-time, non-award study at their Host Institution;

(b) may participate in the Student Exchange Program for a maximum period of 1 year;

(c) are responsible for academic credit arrangements with their Home Institution;

(d) are entitled to the same rights and privileges (including library resources and student support services) as other enrolled students at the Host Institution;

(e) must comply with and will be bound by the rules, policies and procedures of the Host Institution, and must complete all relevant assessment (including examinations) in accordance with the rules and policies of the Host Institution; and

(f) must comply with all relevant visa conditions under the laws of the Host Institution country. The Host Institution will not be liable for deferring, suspending or cancelling a Student's enrolment due to any non-compliance with visa requirements.

8.2 Students will enrol in units of study offered by the Host Institution, subject to availability, for which they meet pre-requisite study requirements.

8.3 The Institutions reserve their rights to exclude Students from enrolling in specific units of study. The Host Institution may require pre-approval from the relevant faculty or school prior to enrolling Students in certain disciplines.

8.4 Without limiting clause 8.3 above:

(a) Students from UJML3 on Exchange at USYD cannot enrol in postgraduate units of study at the Sydney Law School (with the exception of Juris Doctor units of study), or postgraduate units of study offered by Medicine, Pharmacy, Psychology, Physiotherapy or Veterinary Science, or any Dentistry programs; and

(b) Students from USYD on exchange at UJML3 will be limited by the number of places available for the UJML3 Droit LL.M. Subject to prior admission into the program, up to two (2) USYD students, as referred to in clause 2.1, may enrol in the UJML3 Droit LL.M. in International and European Law for the spring semester at UJML3 within the scope of this agreement.

Upon successful completion of the first LL.M. semester and within a reasonable period not exceeding two (2) years, students will be offered the possibility to enrol once more for the fall semester, this time outside the scope of this Agreement (as fee-paying students). Upon successful completion of the semester, they will be awarded the LL.M. degree from UJML3.

9. ACADEMIC RESULTS

9.1 The Home Institution will be responsible for ensuring that appropriate academic credit arrangements are in place with its Students prior to the exchange taking place.

9.2 Official transcripts will be provided to each Student according to institutional protocol after the release of results at the end of the Student Exchange Program.

10. ACCOMMODATION

10.1 The Host Institution will provide information about temporary and longer-term accommodation (on and off campus) including relevant information about location, cost, application procedures and deadlines to each Student, prior to the commencement of their exchange.

10.2 A guaranteed accommodation option will be available at USYD if Students apply prior to the advertised deadline each semester. If Students do not secure guaranteed accommodation, they will be responsible for organising their own accommodation.

10.3 Students will not be charged more than the amount normally charged to onshore full-degree students for available on-campus accommodation.

11. EDUCATION SERVICES FOR OVERSEAS STUDENTS IN AUSTRALIA

11.1 Australian law requires providers of education and training courses to overseas students to comply with the *Education Services for Overseas Students Act 2000* (Cth) and its associated legislative framework (together, the **ESOS Framework**).

11.2 USYD is registered on the Commonwealth Register of Institutions and Courses for Overseas Students (**CRICOS**). USYD's CRICOS number is 00026A.

11.3 UJML3 acknowledges that USYD must comply with the ESOS Framework and agrees that it will:

(a) clearly identify the University of Sydney's CRICOS number in written marketing and other material provided by UJML3 to its students (including material in electronic form);

(b) not give false or misleading information or advice in relation to the Student Exchange Program offered at USYD;

(c) only use promotional material provided or endorsed by USYD;

(d) not modify any written material or documents provided by USYD without prior permission from USYD; and

(e) promptly provide any information or assistance reasonably required by USYD to enable USYD to meet its obligations or seek any approvals under the ESOS Framework.

12. COMBATTING EXPLOITATION

12.1 The Institutions are committed to taking action against Exploitation. If an Institution identifies that Exploitation is occurring, or there is a risk it may occur, in an activity associated with performing this Agreement, that Institution must promptly notify the other Institution in writing of the details of the Exploitation. To the extent it is within their control each Institution must take reasonable action to address the Exploitation or risk of Exploitation.

12.2 In this clause **Exploitation** means undermining or depriving a person of their liberty for commercial or personal gain and includes human trafficking, slavery, servitude, forced labour (including child labour), debt bondage, deceptive recruiting for labour or services and sexual exploitation, abuse, or harassment.

13. INTELLECTUAL PROPERTY

13.1 Each Institution retains ownership of the Intellectual Property in its promotional materials (whether in hardcopy form or available online).

13.2 Each Institution grants to the other Institution a non-exclusive, non-transferable, royalty free, revocable, world-wide licence to use the Intellectual Property in the promotional materials it makes available to the other Institution, for the purposes of the other Institution performing its obligations under this Agreement and advertising the Student Exchange Program.

13.3 Each Institution agrees not to use any logo, registered or unregistered trademark, design or crest of the other Institution (**Mark**) without the prior written consent of the other Institution to the particular use.

13.4 Each Institution agrees not to do anything or use any Mark in a way which, in the reasonable opinion of the other Institution, would damage or bring into disrepute the name, image or reputation of the other Institution.

14. PRIVACY AND CONFIDENTIAL INFORMATION

14.1 Each Institution (**Recipient**) must keep any Confidential Information disclosed to it confidential and may only use such Confidential Information for the purposes of performing its obligations under this Agreement. This obligation continues beyond the termination or expiry of this Agreement, but does not extend to disclosures:

(a) required by law; or

(b) to a Recipient's officers or employees:

(i) who have a need to know for the purposes of this Agreement (but only to the extent that each has a need to know); and

(ii) who, before disclosure, have been directed by the Recipient to keep that Confidential Information confidential.

14.2 Given that UJML3 is subject to Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Institutions agree to comply with the security conditions and measures required to protect the personal data of any natural person impacted by the implementation of this Agreement. The Institutions hereby agree to keep all personal data communicated for the purpose of activities under the cooperation agreement confidential, in accordance with the EU GDPR regulation. The Institutions will ensure they obtain prior authorisation from the concerned teaching/research staff and exchange students to communicate their personal data to the partner institution. The Institutions will ensure that personal data is retained for no longer than necessary, within a reasonable time frame, and only for the purpose of activities under the cooperation agreement.

14.3 For the purposes of this Agreement, **Confidential Information** means any commercial or sensitive information exchanged between the Institutions pursuant to this Agreement, on or after the date of this

Agreement including:

(a) any information identified by the disclosing Institution as confidential; and

(b) personal information (as defined in section 4 of the *Privacy and Personal Information Protection Act 1998* (NSW)); and

(c) personal data (as referenced in clause 14.2).

Confidential Information does not include Excluded Information as defined in clause 14.4.

14.4 Excluded Information means information:

(a) that is in the public domain other than as a result of breach of this Agreement;

(b) the Recipient can reasonably prove was already known to it at the time of disclosure; or

(c) was developed by the Recipient independently of the disclosure.

15. DISPUTES

15.1 The Institutions must without delay and in good faith attempt to resolve any dispute, controversy or claim arising out of, relating to or in connection with this Agreement, including any questions regarding its existence, validity or termination (the **Dispute**).

15.2 The Institutions will attempt to resolve the Dispute in accordance with the following procedures:

(a) the Institution claiming that a Dispute exists must notify the other Institution that a Dispute exists and refer the Dispute to appropriate senior officers at the Institutions for resolution (**Senior Officers**); and

(b) if the Senior Officers are not able to resolve the Dispute within 60 days of the date of the first notification of the Dispute to the other Institution, or such other period as the Institutions may agree in writing, the Dispute must be resolved by arbitration in accordance with clause 15.3, or some other dispute resolution mechanism agreed upon by the Institutions.

15.3 Subject to clause 15.2(b), the Institutions must submit the Dispute for final resolution by the UNCITRAL Arbitration Rules in force at that time. The Institutions will be bound by the arbitrator's decision.

15.4 Clauses 15.1, 15.2 and 15.3 do not prejudice any Institutions' rights to apply to a court for injunctive, provisional, conservatory, or other interim or emergency relief. Any such application to a court will not amount to a waiver of the Institution's rights under clause 15.2(b) and 15.3 of this Agreement.

16. INDEMNITY

16.1 Each Institution indemnifies (**Indemnifying Institution**) the other Institution (**Indemnified Institution**) against all losses, costs, damages or expenses (including legal costs and expenses) directly sustained or incurred by the Indemnified Institution as a result of:

(a) any negligent, unlawful or wilful act or omission of the Indemnifying Institution or its officers, employees or subcontractors;

(b) any infringement of the Intellectual Property or moral rights of a third party arising out of use by the Indemnified Institution, in accordance with this Agreement, of promotional materials provided by the Indemnifying Institution, or any Intellectual Property in such promotional materials; and

(c) a breach of clause 14 (Privacy and Confidential Information),

except to the extent that any negligent, unlawful or wilful act or omission of the Indemnified Institution or the Indemnified Institution's officers, employees or subcontractors, contributed to the relevant liability.

16.2 Neither Institution will be liable for any indirect, incidental, special or consequential damages, including the loss of profits or revenue, incurred by the other Institution or any third party, whether in an action in contract or tort, even if the other Institution or any other person has been advised of the possibility of such damages, except due to losses for which the Indemnifying Institution is required to indemnify pursuant to clause 16.1 of this Agreement.

17. GOVERNING LAW

17.1 Any claim or dispute arising out of or in connection with this Agreement will be governed by and construed in accordance with the law of the country in which the Institution which is the defendant is located. Each

Institution irrevocably submits to the jurisdiction of the courts of the country in which the Institution which is the defendant is located.

18. TERMINATION OF AGREEMENT

18.1 Either Institution may terminate this Agreement at any time, and for any reason, by giving the other Institution 6 month's written notice. No compensation is payable by either Institution for termination under this clause 18.1.

18.2 Termination of this Agreement will not affect any Student who has already commenced study at the Host Institution, or received an Unconditional Offer to participate in the Student Exchange Program.

18.3 On termination or expiry of this Agreement, the Institutions must:

(a) stop advertising the Student Exchange Program;

(b) cease use of the promotional materials belonging to the other Institution;

(c) deal with the other Institution's materials as reasonably directed by the other Institution; and

(d) return all Confidential Information to the other Institution.

18.4 On termination of this Agreement the Institutions are released from the obligations to continue to perform the Agreement except those obligations in clauses 11 (Education Services for Overseas Students in Australia, 13 (Intellectual Property), 14 (Privacy and Confidential Information), 15 (Disputes), 16 (Indemnity) and 18 (Termination) and any other obligations that, by their nature, survive termination.

18.5 Termination of this Agreement does not affect any accrued rights or remedies of the Institutions.

19. NATURE OF AGREEMENT AND AMENDMENT

19.1 This Agreement and any Schedule to it constitute a binding Agreement for both Institutions and constitutes the entire agreement between the Institutions on its subject matter and both Institutions acknowledge that in entering into this Agreement they have not relied on any representations or warranties about its subject matter except as expressly provided by this Agreement.

19.2 Nothing contained or implied in this Agreement establishes any Institution as an agent, representative or legal partner of the other Institution.

19.3 This Agreement and any Schedule to it may be amended, modified, extended or renewed only with the written consent of both Institutions. Neither Institution may assign or novate its rights or obligations under this Agreement without the prior written consent of the other Institution.

19.4 A provision of this Agreement or a right created under it may not be waived or varied except in writing, signed by the Institutions. A failure or delay in exercise of a right arising from a breach of this Agreement does not constitute a waiver of that right.

19.5 This Agreement may consist of a number of counterparts (whether original or scanned copies) and the counterparts taken together form one and the same document.

19.6 If any part of this Agreement is or later becomes unenforceable, then:

(a) any unenforceable terms will be deleted from this Agreement, to the extent that they are unenforceable; and

(b) the remaining terms of this Agreement will continue in full force and effect.

19.7 Neither Institution is liable for any breach of its obligations under this Agreement to the extent that the breach results from an event beyond the affected Institution's reasonable control. If such an event occurs and continues for more than 30 days, either Institution may terminate this Agreement with immediate effect by written notice.

19.8 Contact details of the persons primarily responsible for the administration and management of the Student Exchange Program are set out in Schedule 1 of this Agreement (as updated from time to time). These details may be provided to Students as the nominated contact officer of the Student Exchange Program.

19.9 The Institutions agree that this Agreement is written in English, and if directed by UJML3, in French as well. In the event of dispute, the English version will prevail.

19.10 Each Institution must comply with all applicable laws, rules and regulations when negotiating, entering into or giving effect to this Agreement including obtaining any required governmental approvals.

20. DEFINITIONS

In this Agreement:

Agreement means this Student Exchange Agreement.

Home Institution means the institution at which the Student is enrolled in a degree program.

Host Institution means the institution at which the Student will enrol, or is enrolled, in a Student Exchange Program.

Intellectual Property means ali copyright including future copyright, trademarks, designs, trade secrets and all other intellectual property as defined in the convention of 1967 establishing the World Intellectual Property Organisation.

Institutions means both the Home and Host Institutions.

OSHC means Australian Overseas Student Health Cover insurance.

Student means a student from the Home Institution enrolled in the Student Exchange Program at the Host Institution.

Unconditional Offer means a written offer of admission from the Host Institution, confirming that an Exchange applicant has met all Host Institution admission requirements.

21. INTERPRETATION

Unless the contrary intention appears, in this Agreement:

(a) references to the singular includes the plural and vice versa;

(b) a reference to an Institution includes, where appropriate, that Institution's officers, employees, suppliers or agents;

(c) a reference to any law includes any amendment to, or replacement of, it; and

(d) a reference to a clause or a Schedule is a reference to a clause in, or a schedule to, this Agreement.

Executed as an agreement

Signed for and on behalf of **THE UNIVERSITY OF SYDNEY** by its duly authorised representative:	Signed for and on behalf of **JEAN MOULIN UNIVERSITY LYON 3** by its duly authorised representative:
Ms Kirsten Andrews *Vice-President (External Engagement)* Date: _____	**Mr Manuel Jobert** *Vice-President in Charge of International Affairs and Francophonie* Date: 17.12.2024

SCHEDULE 1
PRIMARY STUDENT EXCHANGE PROGRAM CONTACTS

USYD	UJML3
MANAGEMENT OF THE PROGRAM **Cara Bonnington** Associate Director Sydney Global Mobility Level 4, Jane Foss Russell Building (G02) The University of Sydney NSW 2006 Tel: +61 2 8627 8319 Email: cara.bonnington@sydney.edu.au	**MANAGEMENT OF THE PROGRAM** **Laetitia Belot** Exchange Coordinator for North America and Oceania International Relations Office 1 avenue des Frères Lumière 69008 Lyon, France Tel: +33 4 26 31 85 72 Email: laetitia.belot@univ-lyon3.fr
CONTRACT MANAGEMENT **(for matters relating to this Agreement)** **Until August 2025 (inclusive)** **Darren Svanfelds** International Agreements Manager Sydney Global Mobility Level 4, Jane Foss Russell Building (G02) The University of Sydney NSW 2006 Tel: +61 2 8627 8747 Email: darren.svanfelds@sydney.edu.au **From September 2025 onwards** **Thommy Gatling** Head, International Agreements Sydney Global Mobility Level 4, Jane Foss Russell Building (G02) The University of Sydney NSW 2006 Tel: +61 2 8627 8326 Email: thommy.gatling@sydney.edu.au	**CONTRACT MANAGEMENT** **(for matters relating to this Agreement)** **Lindsay Boyle** International Agreements Coordinator International Relations Office 1 avenue des Frères Lumière 69008 Lyon, France Tel: +33 4 78 78 72 87 Email: international.agreements@univ-lyon3.fr

COOPERATION AGREEMENT

Between:

Shanghai University (Shanghai, China)

In this contract indicated as Party A

And

Jean Moulin Lyon III University (Lyon, France)

In this contract indicated as Party B

Concerning

"The Master's Degree in sociology Education Program"

Shanghai

25 June 2024

In order to promote the Chinese and French culture, science, bilateral educational development, and the development of the economy and academic exchanges between the two schools, party A and party B have reached the following agreement on the basis of equal consultation for the Master's Degree in Sociology:

Article 1 Cooperation between both sides

1. Cooperation between the two sides can be specified as:

Party A: Shanghai University, Shanghai, China (a public higher education institution legalized by the MOE in Beijing)

Address: No.99 Shangda Road,Baoshan District, Shanghai, China
Zip code: 200444

Legal representative: **Professor LIU Changsheng**

Party B: Jean Moulin Lyon III University, Lyon, France (a public scientific, cultural and professional institution)

Address: 1, rue de l 'Université 69007 Lyon.

Legal representative: **Professor Gilles BONNET**

Article 2 The mission and objectives

2.The mission of cooperation

The purpose of the cooperation is: to promote Chinese and French culture, science, bilateral education career, the development of economy and academic exchanges between the two schools. The core of this cooperative education program is to introduce quality education resources from party B, and unswervingly adhere to the principle of Chinese-foreign cooperation in running schools for public welfare.

3.Training objectives

Basing on the advantage of subject and education resources from School of Sociology of Shanghai University, introducing the advanced courses and research achievements in terms of sustainable development from Jean Moulin Lyon III University. According to the major national strategic demand in terms of sustainable development of China and the current situation of Shanghai, students master with international vision and sustainable development

of the insight for promoting Chinese society governance, economic, eco-transfer and ecological sustainable development. The purpose is to cultivate the professional talents in the future.

Article 3 Name of cooperation project, length of schooling, enrollment and terms of agreement

4. The project name is: The Master's Degree in Sociology between Shanghai University (Shanghai, China) and Jean Moulin Lyon III University (Lyon, France)

School location: No.149 Yan Chang Rd.,Jing'an District ,Shanghai, China (Shanghai University)

Teaching language: according to the different courses delivered under this program, will be divided into French or English or Chinese (The French language will be translated as an in class translation into English or Chinese). The name of the degree or certificate and awarded conditions: students should be awarded a Master's Degree in Sociology by party B when they complete the studies only through delivery at party A's facilities.

5.Length of schooling

The program includes two academic years in part-time. According to the academic calendar of party A, all studies and courses under the program should be delivered on campus of party A.

6.Enrollment scale and admission criteria

The planned Enrolment is: a maximum of 50 students for each year and 100 students for every two years.

Enrollment will be in accordance with the independent recruitment methods agreed by the parties. The admission criteria are as below: this program is for the applicant who has been awarded official undergraduate diploma from government of China. It is also equivalent to the French graduate students who have finished the first-year study (Master 1). The applicant should have a sufficient ability to use English.

Application for admission shall be submitted to an admission and selection representatives panel composed of the two parties. The representatives will check the candidate's materials

and interview for enrollment process.

7.Teaching plan

The two Parties will in good Cooperation jointly formulate the teaching plan of the Program (see Appendix I: Teaching plan).

The courses content including theme and time are fixed by party B. To meet the needs of the local employment markets, the content of the program may be subject to the curriculum adaptability adjustment process. A Curriculum Planning department will determine each subject's content and guarantee local adaptation and ensure alignment with the requirements of the master's degree of party B

8.Terms of cooperation

When this project is officially approved and launched, the recruitment for students will continue for **five consecutive years (from 2025-2029)** from the date of approval of the Chinese government. As each master program lasts for two years, the validity term for this cooperation is **seven** years (5 years+2 years) i.e..

If one party after having written an application wants to terminate this agreement, then the party will need to apply at the latest six months before the agreement expiration. In all such cases the two sides signing this contract still have the obligation to deliver the program as planned so that student already enrolled can complete the program and acquire the diploma. In the case of both sides agreeing to continue the cooperation, they will need to renew this agreement two years before the contract expiration. The cooperation program will need to apply to the examination and approval department for cooperative extension.

9.Students arrangement at advance termination of agreement such as in case of «force majeure » factors agreed upon by both parties must be properly handled and reported to the examination and relevant department for prior approval.

10. Any modification of this agreement must be consulted and approved by the two sides, and all modifications of this agreement should take place at the end of the school year, after consultation between the two sides and only through a written agreement signed by both

parties.

All contracts and modifications will need to be submitted to the examination and approval department for record and verification.

Article 4 Partners responsibility

11. Responsibilities of Party A under this agreement:

1) Making sure all arrangements are according to Chinese laws and regulations and achieving cooperation in running this joint Program with party B's permission.
2) Handling accurately the admission project and taking control over the student registration management.
3) Providing program school facilities (including classrooms, computer room, library, sports venues, office, and other necessary teaching and living facilities that can be reasonably assumed in relation to the program).
4) Being responsible for the courses under party A's control, including the teaching plan, teaching materials, teachers recruitment, teaching, academic development, examination a.o.
5) Being responsible for the daily teaching and administration management of the program, and ensure the teaching quality.
6) Assisting the implementation of the student practicing or visiting Units during the practical program.
7) Shanghai Institute of Business and Management of Shanghai University is fully entrusted with operation and responsibility.

12.Responsibilities of Party B under this agreement:

8) Making sure all arrangements are according to French laws and regulations and to achieve cooperation in running the program with party A's permission.
9) Being responsible for the registration for the students who have officially accepted and paid the tuition fees under the Master's Degree in Sociology of graduate education teaching project in party B's systems.
10) Being responsible for the introduction of the modern teaching ideas and management methods, and participate in the program management.

11) 4) Being responsible for the courses of party B, including the teaching plan, textbook, teaching materials, teachers recruitment, teaching, academic development, exam paper sample, a.o.
12) Being responsible for sending qualified teachers, and for the curriculum of party B, teaching evaluation and communication, and ensure the quality of teaching.
13) Being responsible for providing samples and teaching outlines for the courses of party A. All materials in relation to points 1 to 7 should be provided to party A at least two months in advance before the implementation of curriculum and start of the program.
14) Being responsible for providing the specified Curriculum Vitae of teachers of this project to Party A, and obtain the permission for their appointment under the program.
15) Being responsible for assisting the students to apply for the legal visas to undertake an internship in France, and accommodation and other relevant matters related to student's stay during the internship
16) Being responsible for registering all the submitted results of party A students in the University database. In accordance with the successful completion of the course, Party B will be issuing a transcript for each student passing the program.
17) Awarding the Master's Degree in Sociology legally to the student who meets the degree granting conditions, and to guarantee to issue the same Degree Certificate as the one issued in the country of party B.

Article 5 Financial aspect

13.The Cooperating parties A and B set up a cooperation project special account within the party A's financial accounting system. If there is a positive balance between revenues and costs this will be used in the program education and teaching activities and to further improve school conditions, and it will not be considered as a profit distribution for both sides.

For each student registered or re-registered in the project, Party A allocates 30% of the tuition fee to Party B. It is used to arrange and implement the tuition fees for teachers, daily allowances, travel visas, teaching management services and other related fees related to the project. The detailed cost list shall be executed as agreed by both parties.

14. Both Parties will cooperate to invest the charged tuition fees back into the Program

development. Investments will be considered after all education costs of the program have been covered. (see Appendix II: based on the cost compensation principle NCES (National Center for Education Statistics) to develop cost estimates).

15. The objective standards are in accordance with the principle of cost estimates, after examination and approval of the executives running the program.

Article 6 Project management and communication

16.Cooperation between the two sides on the program management will be achieved by setting up a Joint Management Committee (JMC). The JMC is responsible for the daily management of this education program.

The JMC team is made up of seven members, including 4 (four) members appointed by party A and 3 (three) members appointed by party B. Party A will appoint the Chair of the JMC, party B will appoint the deputy Chair of the JMC.

The JMC will be responsible for the management of the program. The duties of the JMC will include but not limited to develop and modify project management rules and regulations, to formulate the development planning of the program, the examination and approval work plan related to the program, to review the budget and final accounts, and to decide to terminate the project in case significant issues arise from any party.

Article7 The solution of any dispute and termination of the program

17. As partners in the process of managing this program, the execution of any dispute, shall be settled through friendly negotiation and arbitration. Such negotiations and arbitrations should be in accordance to the laws of the People's Republic of China.

If no agreement can be reached, both parties will take all possible disputes caused by this agreement regardless of the nature of the applicable Chinese laws to Shanghai International Economic and Trade Arbitration Commission in China.

18. Prior to the maturity of this agreement, the following circumstances will be a basis of terminating this agreement:

1) One party violates any provision of this agreement, and there is a requirement for remedy

from the other party, but such attempts have failed to reach a solution within 30 days after the formal application attempt.

2) One party due to "force majeure" cannot continue to perform their duties for sixty days or longer.
3) One party due to any relevant government or public management institution's policies and regulations change, and cannot continue to perform their duties, the parties in good cooperation and disclosure agree both the termination of this agreement.
4) Both sides agree to terminate this agreement in writing way only when they are informed officially by JMC's final decision and after disclosing the reasons of termination in the minutes of the JMC meeting.

19. The termination of this agreement shall be in conformity with the laws of the People's Republic of China on Chinese-foreign cooperation in running schools and programs. This entails any formal regulations and related implementation regulations.

20. If this agreement is terminated before completion, then both parties shall take proper placement measures to ensure students can complete their courses under the program and can still be receiving their degree. Both parties will meet the conditions for graduate students, issued by the appropriate master's degree.
This clause is still valid after termination of this agreement.

Article 8 Validity of the agreement

21. This agreement duly signed and stamped by both Parties shall take effect as of the date of approval by Chinese Ministry of Education.

Article 9 Other provisions

This agreement is in quadruplicate, both parties will hold two copies each. The implementation text of Chinese version shall prevail if the Chinese and English texts have objections

(The remainder of this page is intentionally left blank for signature only)

Party A

Shanghai University

China

Legal representative

刘昌胜

Date: 2024.7.3

Shanghai, China

School Certification Stamp:

Party B

Jean Moulin Lyon III University,

France

Legal representative

Date: 18.7.24

Lyon, France

School Certification Stamp:

Appendix I:

Teaching plan

OF

"The Master's Degree in Sociology" Education Program

Article 1 Training objectives

Basing on the advantage of subject and education resources from School of Sociology and Political Science of Shanghai University, introducing the advanced courses and research achievements in terms of sustainable development from Jean Moulin Lyon III University. According to the major national strategic demand in terms of sustainable development of China and the current situation of Shanghai, students master with international vision and sustainable development of the insight for promoting Chinese society governance, economic, eco-transfer and ecological sustainable development. The purpose is to cultivate the professional talents in the future.

Article 2 Teaching Requirements

1.The requirement of knowledge structure

Master sustainable development history, basic concept, social governance, and the sustainable development and relations, financial business decision and the sustainable development, social responsibility and organization a.o., All knowledge should relate with:

1) Compulsory course

(1) History of the idea of nature and landscape

(2) Sustainable development finance and innovation

(3) Nature and Environment in Anthropology

(4) Foundations & Further study of environmental ethics

(5) Nature and Environment in Anthropology

(6) Social Governance and The Sustainable Development

(7) Analysis of social network and ESG

(8) Organizational behavior and management

(9) Organizational behavior and communication

(10) Decision-making and modelling in a sustainable development & CSR perspective

(11) Research methodology

(12) Thesis follow-up

2) Specialized courses-General direction

(1) Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development

(2) Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal

(3) Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums

(4) Megapolis Sustainable Development

(5) Human resource sustainable development in organizational change

(6) Enterprise sustainable development and strategic management

(7) Environmental law

(8) Environmental aesthetics

(9) Health and the environment

(10) Technology and ecology

(11) Project and team management

(12) Aesthetic and environmental projects

2. The requirement of quality and ability

1) To master the ability to analyze the social problems, improve social management ability;
2) To master the theory of sustainable development, using technology to solve social problems;
3) To raise the business environment of organization management, decision making, analysis ability;
4) To enhance team and project management skills;
5) To learn the social philosophy, the ability of sustainable development and management and use the advanced countries in technology to solve practical problems and forecast analysis.

Article 3 Training strategy

1.Emphasize on applied and export-oriented combination to comply with professional characteristics, social governance and sustainable development of training practical talents.

2.Emphasize the combination of Chinese and foreign teachers. The foreign teacher is focused on the overseas advanced ideas and methods of the related courses; The Chinese teachers will

focus on training students and making them familiar with the theoretical knowledge and practical combination of the native culture. The two teaching methods are complimentary and demonstrate the "big picture".

3. Diversify teaching: there are several teaching ways including classroom discussion, case studies in class workshops. Parties will reform the teaching method, with multimedia teaching methods, practice curriculum groups, research and practice modes, thus improving the students' practical ability and analysis ability to cooperate in teams.

4.To integrate theory with practice, strengthen the training students' comprehensive ability to use knowledge. Both theory teaching and practical teaching are brought into the teaching process, and on the basis of theory teaching, practical teaching will link to cultivate students to use professional knowledge and skills to solve real social problems and the ability to undertake real world and currently actual work tasks.

Article 4 Enrollment scale and admission criteria

The planned enrolment is a maximum of 50 students for each year and 100 students for every two years.

Enrollment will be in accordance with the independent recruitment methods agreed by the parties. The admission criteria are as below, the applicant should have been awarded the official undergraduate diploma from government of China. It is also equivalent to the French graduate students who have finished the first-year study (Master 1). The applicant should have a sufficient ability to use English.

Application for admission shall be submitted to an admission and selection panel representatives of which are composed of the two parties. The representatives will check the candidate's materials and interview enrollment process.

Article 5 Course assessment

Each course unit (CU) will be tested by a formal written exam. The format of this exam will be decided by lecturers who have been approved by both parties to lecture under the program.

In order to obtain professional master's level degree, students should achieve:

- the total average score of CU should be above 10 (the full score is 20).

- the score of internship paper should be above 10 (the full score is 20).

Article 6 Teaching management and communication

Cooperation between both sides on the program management will be achieved by setting up a Joint Management Committee (JMC). The JMC is responsible for the daily management of this education program.

Party B is responsible for providing teaching outline and textbook samples of courses and related translation version for party A, all materials above should be provided to party A at least two months in advance before the implementation of curriculum.

The teaching of this project will be carried out in accordance with the teaching method agreed by both sides. All courses will be delivered face-to-face. Party A teachers will teach either in Chinese or in both Chinese and English.

The teachers from both sides should design the syllabus, share teaching materials, exchange program lists, swap tests and assignments and student work to ensure the project quality. JMC can check and verify the teaching facilities in advance.

Article 7 Course arrangement

History, Foundation, Law and Concept of Sustainable Development; Eco-ethics and Political Ecology; Sustainable Development, Risk, Urban Culture and Environment; The applications of sustainable development and the economy; Ethics and Organizational Behavior of Sustainable Development; Project Management and Team Management; The sustainable development of technology and the law; Social governance and sustainable development; Analysis of social network and social capital: The enterprise sustainable development and strategic management; Megapolis sustainable development; Human resources sustainable development in the organization change.

The teaching program includes 312 hours of total teaching contact hours.

312 contact hours of which will be delivered 168 teaching hours by part B and 144 teaching hours by party A for 2 selective direction.

Article 8 Thesis

All students regardless of their background should complete a master's thesis and defense for graduation. Any exemption needs to be authorized by JMC.

The score is determined by the Oral Defense Review Group, this group consists of at least one-party B professor and at least one-party A professor.

Average thesis consists of the following points:

- Defense score (for the average of 50% of the total score)
- The supervisor of party B who is responsible for guiding the students will provide the rest of scores (for the average of 50% of the total score)

Article 9 Length of schooling

The program includes two academic years in part-time.

According to the academic calendar of party A, all studies should be delivered on party A campus.

Article 10 Graduation requirements

Students to be qualified should have completed all courses (including internship paper).

Article 11 Education and teaching situation

In the teaching staff, Shanghai University has a full-time faculty team at School of Sociology. The majority of teachers have senior professional titles or doctoral degrees or overseas study background.

In terms of teaching facilities, the project is equipped with independent multimedia classrooms, a library, computer room and other advanced teaching facilities. The students can also share the teaching facilities and other abundant teaching resources with the other departments of Shanghai University. Shanghai university library covers an area of 79100 square meters and possesses 4,377,000 books in the collection and 77 electronic bibliographic databases. The library is also equipped with Wan Fang, the superstar, a large number of full-text database, VIP database and abstract database.

Party B introduces a set of teaching plan and course descriptions in the project to be combined with professional required courses from Shanghai University. On the establishment of teaching plan and curriculum setup, the two sides had a full discussion of cooperation, combining the development request of the local economy, reference partner of teaching plan,

attention to social governance and the cultivation of the ability to apply in the field of sustainable development, strengthen the improvement of professional knowledge and skills. So the students can not only have advanced international management theory knowledge and skills but can also meet the practical requirements of local culture and economy.

The whole teaching process of this project will be under strict dynamic supervision and evaluation.

Article 12 Program Details

Course & Module	Category	Lecturer		Teaching Language	Teaching hours	Assessment			Credit
		SHU	Lyon3			Continuous	Written	Oral	
UE 1 : Representations of nature and the environment (3)					*42*				*10*
Social Governance and The Sustainable Development	Compulsory course	SHU		Chinsese	18	X			4
History of the idea of nature and landscape	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
Nature and Environment in Anthropology	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
UE 2 : Ethics and the environment (4)					*60*				*14*
Analysis of social network and social capital	Compulsory course	SHU		Chinsese	18	X			4
Sustainable development finance and innovation	Compulsory course	SHU		Chinsese	18	X			4
Foundations of environmental ethics	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
Further study of environmental ethics	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
UE 3 : Specialist options (5 choix 10)					*78*				*18*
Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Megapolis Sustainable Development	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4

Human resource sustainable development in organizational change	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Enterprise sustainable development and strategic management	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Environmental law	Specialized courses		Lyon3	French	12	X			3
Environmental aesthetics	Specialized courses		Lyon3	French	12				3
Health and the environment	Specialized courses		Lyon3	French	12	X			3
Technology and ecology	Specialized courses		Lyon3	French	12	X			3
UE 4 : Corporate social responsibility (3)					***60***				***14***
Decision-making and modelling in a sustainable development & CSR perspective	Compulsory course	SHU		Chinsese	36	X			8
Organizational behavior and management	Compulsory course		Lyon3	French/English	12	X			3
Organizational behavior and communication	Compulsory course		Lyon3	French/English	12	X			3
UE 5 : Project development (1 choix 2)					***48***				***6***
Project and team management	Specialized courses		Lyon3	French	48	X			6
Aesthetic and environmental projects	Specialized courses		Lyon3	French	48	X			6
UE6: THESIS (2)					***24***				***30***
Research methodology	Compulsory course		Lyon3	French	6	X			3
Thesis follow-up	Compulsory course		Lyon4	French	18	X			
Thesis defense			*SHU&Lyon3*	French/English				X	27
TOTAL 2 years					**312**				**92**

Remark

Lyon3 has stipulated that the total number of hours required for the programme is 240 semester hours/72 credits. Of these, 96 semester hours/21 credits are core foundation courses, 144 semester hours/24 credits are compulsory courses for the specialty (students are only required to complete the 72 semester hours/12 credits according to their specialty), and 27 semester hours are dedicated to the dissertation and defense, which must be completed by each student.

1. The introduction of foreign teaching hours for the proportion of total hours: 53.8%（168/312）
2. The introduction of foreign course credits for the proportion of total credits: 65.2% (60/92)
3. The introduction of number of foreign course for the proportion of total number: 56.5%(13/23)

Article 13 Lecturer Information

No.	Name	Title	Degree	Course Name	From
1	Jean Philippe PIERRON	Professor	PHD	Health and the environment	Lyon3
2	Damien DELORME	Assistant Professor	PHD	Further study of environmental ethics	Lyon3
3	Claire HARPET	Associate Professor	PHD	History of the idea of nature and landscape	Lyon3
4	Henry DICKS	Assistant Professor	PHD	Nature and Environment in Anthropology	Lyon3
5	Phillipe BILLET	Professor	PHD	Environmental law	Lyon3
6	Sacha Loeve	Professor	PHD	Technology and ecology	Lyon3
7	Catherine GELL	Associate Professor	PHD	Organizational behavior and management Organizational behavior and communication	Lyon3
8	Marta Nijhuis	Lecturer	PHD	Environmental aesthetics	Lyon3
9	Jacopo BODINI	Lecturer	PHD	Environmental aesthetics	Lyon3
10	Mauro CARBONE	Professor	PHD	Aesthetic and environmental projects	Lyon3
11	Thierry RASPAIL	Professor	PHD	Aesthetic and environmental projects	Lyon3 Distinguished Professor
12	HUANG Xiaochun	Professor	PHD	Social Governance and The Sustainable Development	SHU

No.	Name	Title	Degree	Course Name	From
13	MENG Tian	Associate Professor	PHD	Sustainable development finance and innovation	SHU
14	YUAN Hao	Associate Professor	PHD	Analysis of social network and ESG	SHU
15	CHEN Xinguang	Professor	PHD	Megapolis Sustainable Development	SHU
16	SUN Jiwei	Professor	PHD	Human resource sustainable development in organizational change	SHU
17	WANG Yong	Lecturer	PHD	Enterprise sustainable development and strategic management	SHU
18	AN Laishun	Professor	PHD	Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums	SHU
19	LIU Yong	Professor	PHD	Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal	SHU
20	JIN Jiangbo	Professor	PHD	Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development	SHU

Article 14 Teaching Materials

No.	Course Name	Textbook	Author	Press	Publishing time
1	Health and the environment	《Rethinking Nature:The Interaction of Europe, America and Asia》	J-P Pierron	Quebec:Laval University press	2012
2	History of the idea of nature and landscape	《Elephants in Bowling, Humans in Biodiversity》	BARBAULT Robert	Paris,Seuil Collection "science Ouverte" 19 Janvier	2006
3	Nature and Environment in Anthropology	《Urban Development and Society》	Philippe HAMMAN, Christine BLANC	Brussels press,	2009
4	Technology and ecology	French Philosophy of Technology	Sacha Loeve, Xavier Guchet, Bernadette Bensaude Vincent	Springer	2018
5	Organizational behavior and management Organizational behavior and communication	《Vision: Values》	Luc BOYER	Paris: EMS Press	2010
6	Project Management and Team Management	《Team management》	Yves SOTIAUX	GERESO Press	2014
7	Social governance and the sustainable development	《Urban Social Management》	Li Youmei	Beijing: Social Science Literature Publishing House	2014
8	The sustainable development of technology and the law	《The Textbook of Higher Education Planning in the 21st Century General Introduction of Science and Technology Law》	Niu Zhizhong	Jilin University Press	2008
9	Analysis of social network and social capital	《Social Network Analysis Lectures》	Luo Jiade	Beijing: Social Science Literature Publishing House	2005
10	Megapolis sustainable development	《Necessary Revolution: Establishment and Practice of Sustainable Development Society》	Peter St. Gill,Brian Smith (author),Li Chenye and Zhang Chenglin (translator)	China Citic Press	2009
11	Enterprise sustainable development, green finance and strategic management	《Strategic Management: Concepts and Cases》	Fred R. David	Tsinghua University Press	2018

No.	Course Name	Textbook	Author	Press	Publishing time
12	Human resource sustainable development in organizational change	《Human Resources Management》	Gary Dessler	China Renmin University Press	2017
13	Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums	《Visual Communication and Communication Design》	Wang Xiaoyuan, Chen Ye, etc.	Peking University Press	2014
14	Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal	《Public Space Design and Practice》	Li Wei	Xi'an Jiaotong University Press	2014
15	Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development	《Local Reshaping: Challenges and Opportunities of Public Art.》	Jin Jiangbo, Pan Li	Shanghai University Press	2016
16	Sustainable development finance and innovation	《Sustainable finance》	Tzu-Kuan Chiu	Shanghai Jiaotong University Ptress	2019

Appendix II:

Based on the cost compensation principle NCES to develop cost estimates of

"The Master's Degree in sociology" Education Program

The following budget to enrolled 50 students and cover two years 'cost

No.	Cost items	Ave.of each Student (RMB)	Total (RMB)	Contents
1	Party A Teachers' Payment Expenses	30.000	1.285.700	Teachers' Payment Expenses (before Tax)
2	Party A's Classroom Assistant Teaching Expenses	25,000	892,850	Including some teaching assistants such as classroom translation, extra-curricular assistance, etc.
3	Party A Teachers' Paper Counseling and Defense Expenses	18,000	1,190,450	Expenses for tutoring, reviewing and defending teachers' papers
4	Party A's enrollment propaganda and admission fees	20.000	1.000.000	Including all relevant information, office expenses, interview related expenses and so on.
5	The Use and Depreciation Expenses of Party A's Teaching Facilities	30.000	1.750.000	Including classroom, voice equipment, network equipment, etc.
6	Party A's examination organization and certification fee	3.000	190.000	Including examination materials, examination allowances, public fees, etc.
7	Party A's teaching related materials and other expenses	5.000	250.000	Including the cost of all materials related to teaching
8	Cost of Party A Teaching Seminar Forum	10.000	400.000	Costs related to teaching seminars and forums
9	Party A Grant Fund	4.000	200.000	Including the establishment ofteacher awards, etc.
10	Party A's Student Activity Expenses	4.000	250.000	Funding Student Activities: Seminar Activities, Group Project Research, Class Activities, etc.
11	Party A's Communication Liaison Fee	2,000	45,000	Including mailing materials, videoconferencing and other related costs
12	Personnel expenses of Party A Management Committee	5,000	250.000	Meeting expenses related to the meetings of the management Committee
13	Party A's commencement fee	6.000	300.000	Expenses related to school
	Subtotal of Party A	**160,080**	**8,004,000**	
1	Party B Teachers' Payment Expenses	15,891	794,550	Teachers' Payment Expenses (before Tax)
2	Party B Teachers' Paper Counseling and Defense Expenses	5.608	280.400	Expenses for tutoring, reviewing and defending teachers' papers

3	Party B Teachers' Daily Allowance	21.004	1.050,200	Daily subsistence allowance for teachers during teaching and Including travel, board and lodging expenses
4	Party B Teacher Visa and other fees	3.500	175.000	Including visa fees for all teachers
5	Part of Course Translation Cost of Party B	8.413	420,650	Party B's Translating Expenses for Specified Courses
6	Party B's participation in enrollment fees	2,000	100,000	Including all related expenses of enrollment promotion
7	Party B's teaching related materials and other expenses	800	40.000	Including the cost of all materials related to teaching
8	Cost of Party B's Teaching Seminar	3,200	160,000	Costs associated with teaching seminars
9	Party B's Communications and Liaison Fees	1.000	50.000	Including mailing materials, videoconferencing and other related costs
10	Personnel expenses of Party B's Management Committee	4.000	200.000	Meeting expenses related to the meetings of the management committee
11	Party B's commencement fee	3.000	150,000	Expenses related to school opening and graduation ceremony
Subtotal of Party B		**68,416**	**3,420,800**	
Total		**228,496**		

Remarks:

1. According to the above calculation, the total cost of each student's two-year training is RMB 228,496

2.The average annual incubation cost is about228,496/2=114,248 yuan.

3.The average cost of training is higher than the tuition income (charged at RMB 228,000 per student), and the excess part is borne by the school itself.

4. The tuition fee for this project will be executed according to the payment notice, totaling RMB 228000.

5.According to the agreement, for each student registered or re-registered in the project, Party A allocates 30% of the tuition fee to Party B.

(The remainder of this page is intentionally left blank for signature only)

Party A

Shanghai University

China

Legal representative

刘昌胜

Date: 2024.7.3

Shanghai, China

School Certification Stamp:

Party B

Jean Moulin Lyon III University,

France

Legal representative

Date: 18.7.24

Lyon, France

School Certification Stamp:

Teaching plan

OF

"The Master's Degree in Sociology" Education Program

Article 1 Training objectives

Basing on the advantage of subject and education resources from School of Sociology and Political Science of Shanghai University, introducing the advanced courses and research achievements in terms of sustainable development from Jean Moulin Lyon III University. According to the major national strategic demand in terms of sustainable development of China and the current situation of Shanghai, students master with international vision and sustainable development of the insight for promoting Chinese society governance, economic, eco-transfer and ecological sustainable development. The purpose is to cultivate the professional talents in the future.

Article 2 Teaching Requirements

1.The requirement of knowledge structure

Master sustainable development history, basic concept, social governance, and the sustainable development and relations, financial business decision and the sustainable development, social responsibility and organization a.o., All knowledge should relate with:

1) Compulsory course

(1) History of the idea of nature and landscape

(2) Sustainable development finance and innovation

(3) Nature and Environment in Anthropology

(4) Foundations & Further study of environmental ethics

(5) Nature and Environment in Anthropology

(6) Social Governance and The Sustainable Development

(7) Analysis of social network and ESG

(8) Organizational behavior and management

(9) Organizational behavior and communication

(10) Decision-making and modelling in a sustainable development & CSR perspective

(11) Research methodology

(12) Thesis follow-up

2) Specialized courses-General direction

(1) Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development

(2) Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal

(3) Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums

(4) Megapolis Sustainable Development

(5) Human resource sustainable development in organizational change

(6) Enterprise sustainable development and strategic management

(7) Environmental law

(8) Environmental aesthetics

(9) Health and the environment

(10) Technology and ecology

(11) Project and team management

(12) Aesthetic and environmental projects

2. The requirement of quality and ability

1) To master the ability to analyze the social problems, improve social management ability;
2) To master the theory of sustainable development, using technology to solve social problems;
3) To raise the business environment of organization management, decision making, analysis ability;
4) To enhance team and project management skills;
5) To learn the social philosophy, the ability of sustainable development and management and use the advanced countries in technology to solve practical problems and forecast analysis.

Article 3 Training strategy

1.Emphasize on applied and export-oriented combination to comply with professional characteristics, social governance and sustainable development of training practical talents.

2.Emphasize the combination of Chinese and foreign teachers. The foreign teacher is focused on the overseas advanced ideas and methods of the related courses; The Chinese teachers will

focus on training students and making them familiar with the theoretical knowledge and practical combination of the native culture. The two teaching methods are complimentary and demonstrate the "big picture".

3. Diversify teaching: there are several teaching ways including classroom discussion, case studies in class workshops. Parties will reform the teaching method, with multimedia teaching methods, practice curriculum groups, research and practice modes, thus improving the students' practical ability and analysis ability to cooperate in teams.

4.To integrate theory with practice, strengthen the training students' comprehensive ability to use knowledge. Both theory teaching and practical teaching are brought into the teaching process, and on the basis of theory teaching, practical teaching will link to cultivate students to use professional knowledge and skills to solve real social problems and the ability to undertake real world and currently actual work tasks.

Article 4 Enrollment scale and admission criteria

The planned enrolment is a maximum of 50 students for each year and 100 students for every two years.

Enrollment will be in accordance with the independent recruitment methods agreed by the parties. The admission criteria are as below, the applicant should have been awarded the official undergraduate diploma from government of China. It is also equivalent to the French graduate students who have finished the first-year study (Master 1). The applicant should have a sufficient ability to use English.

Application for admission shall be submitted to an admission and selection panel representatives of which are composed of the two parties. The representatives will check the candidate's materials and interview enrollment process.

Article 5 Course assessment

Each course unit (CU) will be tested by a formal written exam. The format of this exam will be decided by lecturers who have been approved by both parties to lecture under the program.

In order to obtain professional master's level degree, students should achieve:

- the total average score of CU should be above 10 (the full score is 20).

- the score of internship paper should be above 10 (the full score is 20).

Article 6 Teaching management and communication

Cooperation between both sides on the program management will be achieved by setting up a Joint Management Committee (JMC). The JMC is responsible for the daily management of this education program.

Party B is responsible for providing teaching outline and textbook samples of courses and related translation version for party A, all materials above should be provided to party A at least two months in advance before the implementation of curriculum.

The teaching of this project will be carried out in accordance with the teaching method agreed by both sides. All courses will be delivered face-to-face. Party A teachers will teach either in Chinese or in both Chinese and English.

The teachers from both sides should design the syllabus, share teaching materials, exchange program lists, swap tests and assignments and student work to ensure the project quality. JMC can check and verify the teaching facilities in advance.

Article 7 Course arrangement

History, Foundation, Law and Concept of Sustainable Development; Eco-ethics and Political Ecology; Sustainable Development, Risk, Urban Culture and Environment; The applications of sustainable development and the economy; Ethics and Organizational Behavior of Sustainable Development; Project Management and Team Management; The sustainable development of technology and the law; Social governance and sustainable development; Analysis of social network and social capital: The enterprise sustainable development and strategic management; Megapolis sustainable development; Human resources sustainable development in the organization change.

The teaching program includes 312 hours of total teaching contact hours.

312 contact hours of which will be delivered 168 teaching hours by part B and 144 teaching hours by party A for 2 selective direction.

Article 8 Thesis

All students regardless of their background should complete a master's thesis and defense for graduation. Any exemption needs to be authorized by JMC.

The score is determined by the Oral Defense Review Group, this group consists of at least one-party B professor and at least one-party A professor.

Average thesis consists of the following points:

- Defense score (for the average of 50% of the total score)
- The supervisor of party B who is responsible for guiding the students will provide the rest of scores (for the average of 50% of the total score)

Article 9 Length of schooling

The program includes two academic years in part-time.

According to the academic calendar of party A, all studies should be delivered on party A campus.

Article 10 Graduation requirements

Students to be qualified should have completed all courses (including internship paper).

Article 11 Education and teaching situation

In the teaching staff, Shanghai University has a full-time faculty team at School of Sociology. The majority of teachers have senior professional titles or doctoral degrees or overseas study background.

In terms of teaching facilities, the project is equipped with independent multimedia classrooms, a library, computer room and other advanced teaching facilities. The students can also share the teaching facilities and other abundant teaching resources with the other departments of Shanghai University. Shanghai university library covers an area of 79100 square meters and possesses 4,377,000 books in the collection and 77 electronic bibliographic databases. The library is also equipped with Wan Fang, the superstar, a large number of full-text database, VIP database and abstract database.

Party B introduces a set of teaching plan and course descriptions in the project to be combined with professional required courses from Shanghai University. On the establishment of teaching plan and curriculum setup, the two sides had a full discussion of cooperation, combining the development request of the local economy, reference partner of teaching plan,

attention to social governance and the cultivation of the ability to apply in the field of sustainable development, strengthen the improvement of professional knowledge and skills. So the students can not only have advanced international management theory knowledge and skills but can also meet the practical requirements of local culture and economy.

The whole teaching process of this project will be under strict dynamic supervision and evaluation.

Article 12 Program Details

Course & Module	Category	Lecturer		Teaching Language	Teaching hours	Assessment			Credit
		SHU	Lyon3			Continuous	Written	Oral	
UE 1 : Representations of nature and the environment (3)					*42*				*10*
Social Governance and The Sustainable Development	Compulsory course	SHU		Chinsese	18	X			4
History of the idea of nature and landscape	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
Nature and Environment in Anthropology	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
UE 2 : Ethics and the environment (4)					*60*				*14*
Analysis of social network and social capital	Compulsory course	SHU		Chinsese	18	X			4
Sustainable development finance and innovation	Compulsory course	SHU		Chinsese	18	X			4
Foundations of environmental ethics	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
Further study of environmental ethics	Compulsory course		Lyon3	French	12	X			3
UE 3 : Specialist options (5 choix 10)					*78*				*18*
Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Megapolis Sustainable Development	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4

Human resource sustainable development in organizational change	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Enterprise sustainable development and strategic management	Specialized courses	SHU		Chinsese	18	X			4
Environmental law	Specialized courses		Lyon3	French	12	X			3
Environmental aesthetics	Specialized courses		Lyon3	French	12				3
Health and the environment	Specialized courses		Lyon3	French	12	X			3
Technology and ecology	Specialized courses		Lyon3	French	12	X			3
UE 4 : Corporate social responsibility (3)					***60***				***14***
Decision-making and modelling in a sustainable development & CSR perspective	Compulsory course	SHU		Chinsese	36	X			8
Organizational behavior and management	Compulsory course		Lyon3	French/English	12	X			3
Organizational behavior and communication	Compulsory course		Lyon3	French/English	12	X			3
UE 5 : Project development (1 choix 2)					***48***				***6***
Project and team management	Specialized courses		Lyon3	French	48	X			6
Aesthetic and environmental projects	Specialized courses		Lyon3	French	48	X			6
UE6: THESIS (2)					***24***				***30***
Research methodology	Compulsory course		Lyon3	French	6	X			3
Thesis follow-up	Compulsory course		Lyon4	French	18	X			
Thesis defense			*SHU&Lyon3*	French/English				X	27
TOTAL 2 years					**312**				**92**

Remark

Lyon3 has stipulated that the total number of hours required for the programme is 240 semester hours/72 credits. Of these, 96 semester hours/21 credits are core foundation courses, 144 semester hours/24 credits are compulsory courses for the specialty (students are only required to complete the 72 semester hours/12 credits according to their specialty), and 27 semester hours are dedicated to the dissertation and defense, which must be completed by each student.

1. The introduction of foreign teaching hours for the proportion of total hours: 53.8%（168/312）
2. The introduction of foreign course credits for the proportion of total credits: 65.2% (60/92)
3. The introduction of number of foreign course for the proportion of total number: 56.5%(13/23)

Article 13 Lecturer Information

No.	Name	Title	Degree	Course Name	From
1	Jean Philippe PIERRON	Professor	PHD	Health and the environment	Lyon3
2	Damien DELORME	Assistant Professor	PHD	Further study of environmental ethics	Lyon3
3	Claire HARPET	Associate Professor	PHD	History of the idea of nature and landscape	Lyon3
4	Henry DICKS	Assistant Professor	PHD	Nature and Environment in Anthropology	Lyon3
5	Phillipe BILLET	Professor	PHD	Environmental law	Lyon3
6	Sacha Loeve	Professor	PHD	Technology and ecology	Lyon3
7	Catherine GELL	Associate Professor	PHD	Organizational behavior and management Organizational behavior and communication	Lyon3
8	Marta Nijhuis	Lecturer	PHD	Environmental aesthetics	Lyon3
9	Jacopo BODINI	Lecturer	PHD	Environmental aesthetics	Lyon3
10	Mauro CARBONE	Professor	PHD	Aesthetic and environmental projects	Lyon3
11	Thierry RASPAIL	Professor	PHD	Aesthetic and environmental projects	Lyon3 Distinguished Professor
12	HUANG Xiaochun	Professor	PHD	Social Governance and The Sustainable Development	SHU

No.	Name	Title	Degree	Course Name	From
13	MENG Tian	Associate Professor	PHD	Sustainable development finance and innovation	SHU
14	YUAN Hao	Associate Professor	PHD	Analysis of social network and ESG	SHU
15	CHEN Xinguang	Professor	PHD	Megapolis Sustainable Development	SHU
16	SUN Jiwei	Professor	PHD	Human resource sustainable development in organizational change	SHU
17	WANG Yong	Lecturer	PHD	Enterprise sustainable development and strategic management	SHU
18	AN Laishun	Professor	PHD	Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums	SHU
19	LIU Yong	Professor	PHD	Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal	SHU
20	JIN Jiangbo	Professor	PHD	Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development	SHU

Article 14 Teaching Materials

No.	Course Name	Textbook	Author	Press	Publishing time
1	Health and the environment	《Rethinking Nature:The Interaction of Europe, America and Asia》	J-P Pierron	Quebec:Laval University press	2012
2	History of the idea of nature and landscape	《Elephants in Bowling, Humans in Biodiversity》	BARBAULT Robert	Paris,Seuil Collection "science Ouverte" 19 Janvier	2006
3	Nature and Environment in Anthropology	《Urban Development and Society》	Philippe HAMMAN, Christine BLANC	Brussels press,	2009
4	Technology and ecology	French Philosophy of Technology	Sacha Loeve, Xavier Guchet, Bernadette Bensaude Vincent	Springer	2018
5	Organizational behavior and management Organizational behavior and communication	《Vision: Values》	Luc BOYER	Paris: EMS Press	2010
6	Project Management and Team Management	《Team management》	Yves SOTIAUX	GERESO Press	2014
7	Social governance and the sustainable development	《Urban Social Management》	Li Youmei	Beijing: Social Science Literature Publishing House	2014
8	The sustainable development of technology and the law	《The Textbook of Higher Education Planning in the 21st Century General Introduction of Science and Technology Law》	Niu Zhizhong	Jilin University Press	2008

No.	Course Name	Textbook	Author	Press	Publishing time
9	Analysis of social network and social capital	《Social Network Analysis Lectures》	Luo Jiade	Beijing: Social Science Literature Publishing House	2005
10	Megapolis sustainable development	《Necessary Revolution: Establishment and Practice of Sustainable Development Society》	Peter St. Gill,Brian Smith (author),Li Chenye and Zhang Chenglin (translator)	China Citic Press	2009
11	Enterprise sustainable development, green finance and strategic management	《Strategic Management: Concepts and Cases》	Fred R. David	Tsinghua University Press	2018
12	Human resource sustainable development in organizational change	《Human Resources Management》	Gary Dessler	China Renmin University Press	2017
13	Concepts and Practices of Sustainability of Cultural Heritage and Museums	《Visual Communication and Communication Design》	Wang Xiaoyuan, Chen Ye, etc.	Peking University Press	2014
14	Sustainable Development of Architecture and Urban Renewal	《Public Space Design and Practice》	Li Wei	Xi'an Jiaotong University Press	2014
15	Public Visual Culture and Communication from the Perspective of Sustainable Development	《Local Reshaping: Challenges and Opportunities of Public Art.》	Jin Jiangbo, Pan Li	Shanghai University Press	2016
16	Sustainable development finance and innovation	《Sustainable finance》	Tzu-Kuan Chiu	Shanghai Jiaotong University Ptress	2019

(The remainder of this page is intentionally left blank for signature only)

Party A

Shanghai University,
China
Legal representative

刘昌胜

Date: 2024.7.3
Shanghai, China
School Certification Stamp:

Party B

Jean Moulin Lyon III University,
France
Legal representative

Date: 18.7.24
Lyon, France
School Certification Stamp:

CONVENTION DE PARTENARIAT

Diplôme délocalisé

Entre

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3 (FRANCE)

Et

L'UNIVERSITÉ DE SHANGHAI (CHINE)

Désignation des Parties :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, France
Représentée par le Président, Professeur Eric Carpano
Au nom de la Faculté de Philosophie
Représentée par son Doyen, le Professeur Thierry Gontier
D'une part

Et

L'Université de Shanghai, établissement public d'enseignement supérieur, dont le siège social se situe 99 rue Shangda arrondissement Baoshan, 200444 Shanghai, Chine
Représentée par son Président, Professeur LIU Changsheng
Et l'Institut d'économie et de management
Représenté par Professeur ZHU Mingyuan

D'autre part,

VU les articles L 123-4, L123-5 et D – 613-17 et suivants
VU l'arrêté ministériel d'accréditation du 20 juillet 2022 relatif à la délivrance de diplômes nationaux

Article 1. Objet

Ce Master 2ème année a pour objectif de former, à l'Université de Shanghai, de futurs spécialistes dans le domaine du développement durable et de la transition écologique.

L'Université de Shanghai d'une part, et l'Université Jean Moulin Lyon 3, d'autre part, conviennent de la reconduction du Master 2ème année à partir du 1er septembre 2024 dispensé à l'Université de Shanghai débouchant sur la délivrance du diplôme suivant :

Pour les années universitaires 2024/2025, 2025/2026 :
Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Éthique et Développement Durable »

A partir de l'année universitaire 2026/2027 :

Master 2 « Sciences Humaines et Sociales,
Mention Philosophie, parcours Transition écologique : éthique, environnement »

La présente convention a pour principal objet la collaboration des équipes pédagogiques des deux entités partenaires : l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université de Shanghai ; le partenariat vise également à encourager et à développer les échanges pluridisciplinaires, la mobilité enseignante et étudiante.

Dans ce cadre, il est convenu que les enseignements seront dispensés par des enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les enseignements de ce programme sont dispensés en langues française ou anglaise, traduction simultanée en chinois.

Article 2. Accès au Master

Cette formation s'adresse à des titulaires d'un diplôme niveau Master 1ère année (BENKE) pour les étudiants sélectionnés à Shanghai. L'admission est prononcée sur proposition du jury de sélection, composé de représentants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de représentants de l'Université de Shanghai.

Par principe, les cours ont lieu en présentiel au sein de l'Université de Shanghai. Par exception, ils pourront être dispensés intégralement ou partiellement à distance et selon les mêmes conditions que les cours en présentiel.

Pour garantir le respect de sa mission d'enseignement, l'université se réserve le droit de reporter ou d'annuler les déplacements de ses personnels. Toutefois, l'université est tenue de mettre en œuvre les moyens matériels nécessaires pour réaliser ses obligations de suivi pédagogique et d'enseignement (outils numériques, visioconférence…).

Article 3. Inscription

Les étudiants sont inscrits dans les deux universités, payent les droits d'inscription à l'Université de Shanghai et sont exonérés de droits d'inscription à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Ils seront inscrits à l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

- dans le Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Éthique et Développement Durable » , pour les années universitaires 2024/2025, 2025/2026

dans le Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Transition écologique : éthique, environnement », à partir de l'année universitaire 2026/2027.

Article 4. Descriptif du Master 2

Cette partie est destinée à présenter le cadre administratif et les conditions de fonctionnement du Master 2 « **Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Éthique et Développement Durable / Transition écologique : éthique, environnement** ».

A. Structure pédagogique et administrative du Master 2

Ce Master 2 est intégré à l'Université Jean Moulin Lyon 3 qui gère cette formation en coopération avec la Faculté de Philosophie pour les aspects pédagogiques et la Direction des Relations Internationales pour les aspects administratifs, logistiques et financiers.

La désignation des intervenants missionnés par l'UJML3 s'effectue conformément au cadre règlementaire en vigueur et aux procédures internes de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Un comité de direction/pilotage du programme se tiendra annuellement comprenant le.la représentant.e de chaque partenaire ou son.sa délégué.e, les responsables de la formation à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et à l'Université de Shanghai.
À titre consultatif, toute personne utile à ses travaux peut y être invitée. Le comité de direction/pilotage a pour fonctions principales de :

- Déterminer les orientations et les modalités pratiques de la formation,
- Définir les modalités de sélection des candidats,
- Assurer le suivi de la formation et la mise en place des dispositions éventuellement nécessaires à la réussite des objectifs
- Traiter de tout autre sujet sur lequel les deux parties souhaiteraient échanger en concertation.

Les cours seront dispensés au sein de l'Institut d'Economie et de Management à l'Université de Shanghai au sein de l'Institut d'Économie et de Management.

B. Organisation du cursus

Le contenu pédagogique de la formation est annexé à la présente convention.

Le cursus du Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, Parcours Éthique, et Développement Durable (2024/2025, 2025/2026) / Transition écologique : éthique, environnement » (à partir de 2026/2027) se déroule sur une année universitaire.

Les règles relatives aux régimes d'études et d'examen sont celles décrites dans l'annexe pédagogique ou applicables dans les universités françaises sous réserve de précisions apportées par la présente convention et des règles des universités chinoises.

Article 5 : Visioconférence et moyens de communication électroniques

Pour l'organisation des instances de sélection, des enseignements, des épreuves, délibérations de jurys, il sera possible d'utiliser les visioconférence et moyens de communications électroniques, dans le respect du principe d'égalité des candidats et de lutte contre la fraude.

Article 6. Aspects financiers

Les dépenses et les recettes liées à ce programme sont réparties entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université de Shanghai selon les termes suivants :

POUR L'UNIVERSITÉ DE SHANGHAI :

Recettes

- Droits d'inscription payés par les étudiants à l'Université de Shanghai.

Dépenses

- Reversement à l'Université Jean Moulin Lyon 3 par année universitaire selon les modalités suivantes (montants en euros) :

Année universitaire	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028	2028/2029
Promotion	Promotion 8	Promotion 9	Promotion 10	Promotion 11	Promotion 12
Modalités reversement SHU vers Lyon 3/année universitaire	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)

Ce reversement sera effectué sur présentation d'une facture établie chaque année universitaire par le Service Général des Relations Internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3 qui assure la gestion administrative et financière du programme. L'Université de Shanghai fournira chaque année à l'Université Jean Moulin Lyon 3 une attestation indiquant le montant des droits d'inscription

annuels dus.

- Mise à disposition de personnel administratif, d'équipements pédagogiques et assistance aux enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 se déplaçant à Shanghai
- Communication et présélection des candidats, après avoir assuré pour cela la promotion et la publicité du programme au niveau régional,
- Mise à disposition de locaux pour les enseignements (salles de cours et de conférence) et d'un bureau pour les enseignants du programme
- Organisation de la cérémonie d'ouverture du programme
- Frais de traduction selon les besoins et événements (réunions, conférences, etc...)

POUR l'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 :

Recettes

- L'Université Jean Moulin Lyon 3 percevra de l'Université de Shanghai les montants d'inscription des étudiants par année universitaire selon les modalités suivantes (montants en euros)

Année universitaire	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028	2028/2029
Promotion	Promotion 8	Promotion 9	Promotion 10	Promotion 11	Promotion 12
Modalités reversement SHU vers Lyon 3/année universitaire	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)	(30% des recettes perçues par SHU)

Dépenses à la charge du Service Général des Relations Internationales

- Prise en charge des frais de déplacements (transports, visa et autres frais) pour les missions d'enseignement et administratives des missionnaires de l'Université Jean Moulin Lyon 3
- Rémunération de la médiatrice culturelle et traductrice/interprète (selon volume et taux horaire indiqué dans l'annexe financière)
- Organisation et coordination administrative du programme en collaboration avec le.la responsable pédagogique du programme et l'Université de Shanghai
- Forfait journalier pour les enseignants et administratifs de l'Université Jean Moulin Lyon 3 intervenant dans le programme, selon barème Minefi en vigueur
- Organisation de la remise des diplômes réalisée à Lyon, à l'exception des frais de transport et d'hébergement des étudiants du programme et des collègues de l'Université de Shanghai
- Frais de traduction de certains documents administratifs et pédagogiques si nécessaire
- Rémunération des cours assurés par les enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 intervenant dans le programme, relativement à leurs activités pédagogiques : enseignement, suivis et soutenances de mémoires selon le taux horaire indiqué dans l'annexe financière

En cas de déficit constaté par l'un des partenaires, aucune demande de financement ne pourra être imputable à l'autre partenaire.

Le flux prévisionnel d'étudiants par promotion est de 40. Le nombre maximal de 50 étudiants pourra être supporté si la qualité d'un grand nombre de dossiers de candidature le justifie.

Article 7. Propriété intellectuelle

L'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université de Shanghai disposent conjointement de la propriété et des droits liés aux inventions, droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle résultant des conceptions ou efforts menés conjointement par les employés ou consultants des deux parties pour exécuter le présent Accord.

Aucune Institution participante n'utilisera les marques, noms déposés, logos, présentations ou d'autres droits de propriété commerciale de l'autre Institution participante sans l'accord écrit exprès de cette dernière.

Les cours dispensés par les intervenants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ainsi que leurs supports restent la propriété de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 8. Protection des données personnelles

L'UJML3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, relatif au RGPD, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.
Les transferts de données respecteront la règlementation européenne sur la protection des données personnelles et se feront dans le cadre ci-après :

Exportateur de données : L'exportateur de données est :
Pour l'Université de Shanghai – l'UJML3

Importateur de données : L'importateur de données est :
Pour l'UJML3 - l'Université de Shanghai

Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes : Etudiants admis dans le programme, personnels enseignants et administratifs

Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :
Gestion administrative et financière du diplôme, coordination de la coopération. Mise en relation des étudiants avec les alumni du programme

Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :

- Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif
- Parcours académique de l'étudiant
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratif

Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles :
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires ou catégories suivants de destinataires :
- Pôle diplôme délocalisés - SGRI de l'UJML3
- Pour l'Université de Shanghai : service administratif, service financier - Mises en contact des étudiants du programme avec les alumni

Droits des personnes concernées :

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour l'Université de Shanghai : jgzx @ oa.shu.edu.cn

Article 9 – Communication

La promotion et la communication du diplôme feront référence aux deux établissements partenaires. Chacune des parties autorise l'autre à faire mention du partenariat institué par le présent accord dans sa communication institutionnelle. Tous documents de communication et publications concernant ce double diplôme devront faire figurer les logos de tous les partenaires et être soumis pour validation à l'autre partie. Les opérations de communication autour des actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention seront prises en charge directement par les partenaires et ne feront pas l'objet de financements particuliers ni de rétrocession financière.

Article 10. Durée

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024 de l'année universitaire 2024/2025 et sera valable pour une durée de 5 ans.

Toute modification de la présente convention ne pourra se faire qu'en fin d'année universitaire et après négociation et accord écrit des parties.

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation à la demande écrite de l'une des parties, ce au moins 6 mois avant son expiration, étant entendu que les parties sont tenues de poursuivre les activités jusqu'à ce que le dernier étudiant inscrit pendant la période de validité de l'accord ait achevé le cycle d'études.

Article 11. Litiges et fin

Tout litige découlant éventuellement de la présente convention, quelle que soit sa nature, est soumis aux lois et règlements chinois. Les deux parties s'efforcent de régler à l'amiable tout litige pendant l'exécution de la convention. Si un tel règlement à l'amiable s'avère impossible, les parties soumettront le litige à Shanghai International Economic and Trade Arbitration Commission en Chine.

Le Présent accord est soumis aux lois et règlements des pays partenaires ; les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout litige découlant de cet accord, par l'intermédiaire des coordinateurs de chaque université. Si un tel règlement à l'amiable s'avère impossible, les deux universités auront le droit de soumettre le litige à la juridiction compétente.

Toutes les actions introduites par SHU contre l'UJML 3 seront régies par les lois françaises. Toutes les actions introduites par l'UJML3 contre la SHU seront régies par les lois chinoises.

La présente convention prendra fin avant son expiration dans les cas suivants :

1) L'une des parties viole toute clause de la convention et ne remédie pas à sa violation dans les 30 jours suivant la demande de remédier de l'autre partie ;

2) L'une des parties ne peut continuer à accomplir ses obligations pendant 60 jours consécutifs ou plus pour des raisons de force majeure ;

3) Lorsque l'une des parties ne peut continuer à accomplir ses obligations en raison de toute évolution de politiques ou règlementations du gouvernement ou de l'administration publique compétente, les parties conviennent de mettre fin à la convention ;

4) Lorsque le comité de direction du programme décide de mettre officiellement fin à la convention et en publie la raison dans un compte rendu de réunion, les parties conviennent de mettre fin à la convention avec l'accord écrit.

2. La résiliation de la présente convention doit se conformer aux dispositions dans les Regulations of the People's Republic of China on Chinese-Foreign Cooperation in Running Schools ainsi que les mesures de mise en œuvre correspondantes.

3. Dans le cas où la présente convention prend fin avant la fin du cursus, les deux parties doivent prendre des dispositions convenables pour que les étudiants puissent finir leurs études sans obstacle. L'Université Jean Moulin Lyon 3 doit délivrer le diplôme de master aux étudiants satisfaisant aux conditions d'obtention du diplôme. Lorsque l'une des parties demande à mettre fin à la convention,

elle doit proposer un plan de dispositions convenables pour les étudiants. La présente clause reste effective après la fin de la convention.

La convention est rédigée en deux exemplaires en français, et deux exemplaires en chinois, identiques.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président --- **Eric CARPANO** À Lyon, le 15/05/2024	**Pour l'Université de Shanghai** Le Président --- **LIU Changsheng** À Shanghai le 2024.7.3
Pour la Faculté de Philosophie Le Doyen,	Pour l'Institut d'Economie et de Management Le Directeur

ANNEXE

Contacts administratifs et pédagogiques

La présente Annexe constitue une partie intégrante de la Convention. Toute modification des informations de contact de la présente Annexe fait l'objet d'une communication simple, par voie de courrier ou par messagerie électronique, aux coordonnateurs pédagogique et administratif de l'autre Partie indiqués dans la présente Annexe.

Coordination pédagogique du programme

Pour l'UJML

Prénom et NOM du coordinateur-trice	Claire Harpet
Composante et département d'affectation	Faculté de Philosophie
Adresse de messagerie électronique	claire.harpet@univ-lyon3.fr

Pour l'Université de Shanghai

Prénom et NOM du coordinateur	XING Jieting
Structure interne d'affectation	Shanghai Insitute of Business and Management
Adresse de messagerie électronique	xingjieting@shu.edu.cn
Téléphone	+86-13501695401

Coordination administrative du programme

Pour l'UJML

Service coordinateur	SGRI
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Valérie TEMPERE
Adresse(s) de messagerie électronique	diplomesdelocalises@univ-lyon3.fr

Pour l'Université de Shanghai

Service coordinateur	GAO Ju
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Shhanghai Insitute of Business and Management
Adresse(s) de messagerie électronique	gaoju0812@shu.edu.cn
Téléphone	+86-13916182129

Annexe pédagogique
de la convention de partenariat entre

l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (France)
et
l'Université de Shanghai, Shanghai University (Chine)

concernant le diplôme de :

Master 2 Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Ethique et développement durable (2024-2025, 2025-2026) / Transition écologique : éthique, environnement (à partir de 2026-2027)
Délocalisé à Shanghai (Chine)

	Nombre d'heures	MCCC (Modalités de contrôle des connaissances et des compétences)			Crédits (ECTS)
	CM	Contrôle continu	Terminal écrit	Terminal oral	
UE 1 : Représentations de la nature et de l'environnement	**24**				
Histoire de l'idée de nature	12	X			3
Nature et environnement en anthropologie	12	X			3
UE 2 : Ethique et environnement	**24**				
Fondements de l'éthique environnementale	12	X			3
Approfondissements en éthique environnementale	12	X			3
UE 3 : Options de spécialités (au choix 2 options sur quatre)	**24**				
Droit de l'environnement	12	X			3
Esthétique et environnement	12	X			3
Santé et environnement	12	X			3
Technologie et écologie	12	X			3
UE 4 : Responsabilité sociétale des organisations	**24**				
Comportements organisationnels et management	12	X			3
Comportements organisationnels et communication	12	X			3
UE 5 : Montage de projet (1 choix /2)	**48**				
Management de projet, management d'équipe	48	X			6
Projet artistique et environnement	48	X			6
UE 6 : Méthodologie de la recherche	**24**				
Méthodologie de mémoire	6	X			3
Suivi de mémoire	18	X			
Rapport et Soutenance de mémoire				X	27
TOTAL	**168**				**60**

1. Conditions d'admission

Pour être admis dans le **Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Ethique et développement durable »** (2024/2025, 2025/2026) / « **Transition écologique : éthique, environnement** » (à partir de 2026/2027) , le candidat doit remplir les conditions suivantes :

- Être titulaire d'une Maîtrise de niveau Master 1 ou d'un diplôme équivalent ;
- Avoir été présélectionné sur dossier et sur la base d'une épreuve orale d'admission par un jury composé d'au moins un enseignant français et d'un enseignant chinois ;
- Avoir été proposé à l'admission par un jury de sélection composé de représentants des deux partenaires et présidé par un représentant du Doyen de la Faculté de Philosophie de l'Université Jean Moulin Lyon 3 disposant d'un droit de véto.

Les étudiants admis dans ce programme sont inscrits dans les 2 universités.

2. Programme pédagogique

La maquette pédagogique comprend un volume horaire de 168 heures de cours.

Les enseignements sont dispensés par des enseignants chercheurs de la Faculté de Philosophie de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les enseignements de ce programme sont dispensés en langue française ou anglaise, traduction simultanée en Chinois.

La maquette pédagogique du diplôme détaillée en annexe ci-après.

3. Mémoire de stage

Tous les étudiants, salariés ou non, doivent rédiger un mémoire de master qui doit être soutenu avant la fin de la formation (sauf dérogation exceptionnelle accordée par le responsable du master).

La note de mémoire est arrêtée à l'issue d'une soutenance orale par un jury composé d'un enseignant de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et d'un enseignant de l'Université de Shanghai.

La note moyenne de stage et de mémoire est composée comme suit :

- une note de soutenance (50 % de la note moyenne), attribuée par le jury de soutenance composé d'un enseignant de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et d'un enseignant de l'Université de Shanghai.
- une note de mémoire attribuée par l'enseignant de l'Université Jean Moulin- Lyon 3, chargé du suivi de l'étudiant (50 % de la note moyenne).

4. Régime d'examen

Chaque unité d'enseignement théorique (UE) est sanctionnée par un examen écrit.

Pour obtenir le diplôme et le grade de **Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Ethique et développement durable »** (2024/2025, 2025/2026) / **« Transition écologique : éthique, environnement »** (à partir de 2026/2027) l'étudiant doit :

- Avoir obtenu une moyenne générale aux épreuves théoriques/hors mémoire (compensation des modules égale ou supérieure à 10/20,

et

- Avoir obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 au mémoire de stage.

Annexe financière
de la convention de partenariat entre

l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (France)
et
l'Université de Shanghai, Shanghai University (Chine)

concernant le diplôme de :

Master 2 Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Ethique et développement durable (2024-2025, 2025-2026) / Transition écologique : éthique, environnement (à partir de 2026-2027)

Délocalisé à Shanghai (Chine)

L'annexe financière précise, en complément de la convention de coopération, les modalités financières pour le programme **Master 2 « Sciences Humaines et Sociales, Mention Philosophie, parcours Ethique et développement durable »** (2024/2025, 2025/2026) / **« Transition écologique : éthique, environnement »** (à partir de 2026/2027)

1/Reversement de l'Université de Shanghai (Shanghai University) à l'Université Jean Moulin Lyon 3

L'Université de Shanghai (Shanghai University) versera à l'université Jean Moulin Lyon 3 30% des recettes perçues par année universitaire ; l'Université de Shanghai établira un certificat pour transmission à Lyon 3 ; le versement se fera sur présentation d'une facture établie par la Direction des Relations internationales.

2/ L'Université Jean Moulin Lyon 3 prendra en charge pour les intervenants missionnés par l'Université Jean moulin Lyon 3 :

- - **Frais de transports :** transports internationaux, frais de visa et autres frais si nécessaire (transferts domicile/aéroport en France selon les règles en vigueur à l'Université Lyon 3).

- **Forfait journalier et frais de séjours** selon le barème MINEFI en vigueur dans les universités françaises.

- **Rémunération :**

    - **des** charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants de l'Université Jean moulin Lyon 3 au taux horaire de 85 euros pour les CM, et 50 euros pour les soutenances
    - Les frais de traduction au taux horaire de 60 euros pour un plafond de 400 heures par année universitaire

3/ Frais de gestion

La Direction des Relations Internationales versera 5% des recettes à la Faculté de Philosophie, par année universitaire (sur facturation interne).

法国让穆兰里昂第三大学与中国上海大学
合作举办硕士学位教育项目
协议书

本协议由以下双方签署：

甲方

法国让穆兰里昂第三大学，公立科学、文化、职业教育机构

总部所在地地址：1C卢米埃尔兄弟大街，邮编78242-69372 里昂8区，法国

法定代表人：校长埃里克·卡帕诺教授

哲学学院代表人：院长蒂埃里·贡捷教授

乙方

中国上海大学，公立高等教育机构

总部所在地地址：中国上海，宝山区上大路99号，邮编200444

法方代表人：校长刘昌胜教授

上海大学上海经济管理中心代表人：朱明原教授

根据第 L 123-4、L123-5、D - 613-17 条及其后续条款

根据 2022 年 7 月 20 日关于颁发国家文凭的部级认证令

第一条：目的

本硕士课程旨在：在上海大学，培养可持续发展领域面向未来的专门人才。

中国上海大学和法国让穆兰里昂第三大学双方约定，自2024/2025 学年（2024年9月1日起）起继续合作举办法国硕士第二阶段项目，办学地点为上海大学，授予以下学位：

2024/2025 学年、2025/2026 学年 ：

"人文与社会科学、哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业"

自 2026/2027 学年起变更为 ：

"人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业"

该协议主要目的为规范双方合作办学中的义务与职责，促进双方（让穆兰里昂第三大学和上海大学）教学团队之间的合作，并鼓励和发展两校间多学科交流与学生交换。

根据协议，课程将由让穆兰里昂第三大学和上海大学选派的教师讲授。

本项目课程将以法语（中文意译）、英语或中文进行授课。

第二条：硕士项目报考条件

本项目在上海招收的学生必须持有法国硕士一年级（相当于中国本科）文凭。学生由让穆兰里昂第三大学和上海大学代表共同组成的招生工作小组负责招生录取。

原则上在中国上海大学开展线下教学工作。在特殊情况下，可以全部或部分采用远程教学，教学内容与线下教学课程相同。

为确保教学任务正常进行，大学保留推迟或取消其工作人员因公出差的权利。大学有义务提供履行教学义务所需的物质资源（数字工具、视频会议等）。

第三条：注册

学生在两所大学注册，向上海大学缴纳学费，无需向让穆兰里昂第三大学缴纳学费。

-2024/2025，2025/2026学年学生所注册专业为让穆兰里昂第三大学**人文与社会科学、哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业。**

-2026/2027学年起学生所注册专业为让穆兰里昂第三大学人文与社会科学、 **哲学方向，生态转型：伦理与环境专业**

第四条：硕士课程说明

本条款旨在对（**人文与社会科学、 哲学方向，可持续发展/生态转型：伦理与环境专业**）的行政管理框架和运作条件进行说明。

A. 硕士课程的教学和行政管理结构

该硕士学位属于让穆兰里昂第三大学教学内容的一部分。让穆兰里昂第三大学与哲学学院合作对该课程的教学工作进行管理，与国际关系部合作对该课程的行政、后勤、财务工作进行管理。

让穆兰里昂第三大学根据现行管理框架和让穆兰里昂第三大学内部程序对硕士课程授课教师进行任命。

每年将举行一次"中国上海大学与法国让穆兰里昂第三大学合作举办社会学专业硕士学位教育项目联合管理委员会"（以下简称"联合管理委员会"）会议，与会成员包括合作双方的代表或其委派人员、让穆兰里昂第三大学和上海大学的项目负责人。

任何对其工作开展有所帮助的人士均可应邀以顾问身份参加。联合管理委员会的主要职能为：

- 确定教育方向和教学实践方式
- 确定项目申请人的遴选程序
- 跟进教学情况，并设置实现教学目标所需的措施
- 处理双方希望协商讨论的所有其他问题

在上海进行的课程将由上海大学上海经济管理中心负责安排组织。

B. 课程安排

本协议附有教学课程内容。

人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业（2024/2025，2025/2026）将

在2026/2027年变更为**人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业**。本协议附有教学课程内容（见单元清单）。

学习和考试制度相关规定为教学附录中所描述的或适用于法国大学的规定，但以本协议和中国大学相关规定的细节为准。

第五条：视频会议和电子通信手段

在组织安排遴选面试、课程、测试、答辩审议时，在遵守候选人平等原则和反舞弊原则的前提下，可以使用视频会议和电子通信手段。

第六条：财务问题

与该硕士项目相关的开支和收入由让穆兰里昂第三大学和上海大学按以下方式进行分配：

上海大学：

收入

- 学生向上海大学缴纳的学费

支出

- 上海大学每学年向让穆兰里昂第三大学支付如下费用（金额单位为欧元）：

学年	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028	2028/2029
期	第 8 期	第 9 期	第 10 期	第 11 期	第 12 期
上海大学向让穆兰里昂第三大学支付款项	（上海大学所得收入的30%）	（上海大学所得收入的30%）	（上海大学所得收入的30%）	（上海大学所得收入的30%）	（上海大学所得收入的30%）

每一学年，上海大学根据由负责硕士项目行政和财务管理事宜的让穆兰里昂第三大学国际关系部所开具发票支付该项费用。上海大学每一学年向让穆兰里昂第三大学提供款项证明，说明年度应收学费金额。

- 上海大学教师硕士项目课程薪酬
- 为让穆兰里昂第三大学指定前往上海授课的教师提供行政人员、教学设备和协助

- 在全国范围内对硕士项目进行推广宣传后，对申请人进行沟通和预选
- 为硕士项目教师提供教学设施（教室、会议室）和办公室
- 组织举办硕士项目开学典礼
- 部分行政与教学文件的翻译费用

让穆兰里昂第三大学：

收入

- 让穆兰里昂第三大学将从上海大学收取每学年学生注册费，具体如下（金额单位为欧元）

学年	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028	2028/2029
期	第 8 期	第 9 期	第 10 期	第 11 期	第 12 期
上海大学向让穆兰里昂第三大学支付款项	（上海大学所得收入的 30%）	（上海大学所得收入的 30%）	（上海大学所得收入的 30%）	（上海大学所得收入的 30%）	（上海大学所得收入的 30%）

国际关系部所承担的费用支出

- 为让穆兰里昂第三大学教职、行政人员教学和行政出差任务支付差旅费（交通费、签证费和其他费用）
- 文化协调、笔译员/口译人员的报酬（按财务附录所示数量和时薪进行计算）
- 与硕士项目教学负责人协调员和上海大学合作，对硕士项目进行行政组织和协调工作
- 参与硕士项目的让穆兰里昂第三大学教师和行政人员的每日津贴，根据法国经济财政工业部现行工资计算表进行计算
- 在里昂组织举办毕业典礼，但不包括该硕士项目学生和上海大学同事的差旅住宿费
- 部分行政和教学文件的翻译费用
- 让穆兰里昂第三大学教师硕士项目教学活动（授课、论文指导、论文答辩）课酬，按财务附录所示时薪进行计算

合作一方如出现亏损，不得向另一方提出任何拨款申请。

每届招收学生人数最多为 50 人。

第七条：知识产权

让穆兰里昂第三大学和上海大学对双方教师或顾问为履行本协议而共同设计或做出努力所产生的发明、版权和其他知识产权归让穆兰里昂第三大学和上海大学共同所有。

未经另一参与机构明确书面同意，任何一方参与机构不得使用另一方的商标、注册名称、标识、介绍或其他商业产权。

让穆兰里昂第三大学教师的教学内容及相关资料归让穆兰里昂第三大学所有。

第八条：个人信息保护

由于让穆兰里昂第三大学受欧洲议会和欧盟理事会 2016 年 4 月 27 日颁布的与 《欧盟个人信息保护条例》 相关的第 2016/679 号条例（欧盟）约束，双方同意遵守必要的条件和安全措施，以保护因执行本协议而涉及的所有自然人的个人信息。

信息传输应遵守《欧洲个人数据保护条例》，并在以下框架内进行：

个人信息输出方：
上海大学 – 让穆兰里昂第三大学

个人信息输入方：
让穆兰里昂第三大学 – 上海大学

所涉及人员：传输的个人信息涉及以下各类人员：硕士项目录取学生、教学和行政人员。

信息传输目的：出于以下目的须要进行信息传输：
文凭的行政和财务管理，合作协调。帮助硕士项目学生与历届校友建立联系。

个人信息类型：传输的个人信息涉及以下各类型信息：
- 学生、教师和行政人员的身份和联系方式
- 学生的学习经历
- 教师和行政人员的银行账户证明

敏感信息（如有必要）：传输的个人信息涉及以下类别的敏感信息：

- 教师和行政人员的银行账户证明

接收方：传输的个人信息只能向接收方或以下类别的接收方披露：
- 海外文凭中心 - 让穆兰里昂第三大学国际关系部
- 上海大学：行政部门、财务部门 - 帮助硕士项目学生与历届校友建立联系

相关人员的权利：

双方应相互通知任何要求行使相关人员权利的请求，并承诺在不共同承担财务费用的情况下协助对方处理此类请求。因此，相关人员可联系个人信息保护承办人员，或在无个人信息保护承办人员的情况下，联系其他所有经正式授权的人员：

- 让穆兰里昂第三大学：dpd@univ-lyon3.fr
- 上海大学：jgzx@oa.shu.edu.cn

第九条：宣传

本学位的宣传推广将提及双方院校。一方授权另一方在其校方宣传中提及通过本协议建立的合作关系。所有与本双学位相关的宣传文件和出版物都必须包含合作双方的标识，并提交另一方批准。根据本协议所开展相关活动的宣传活动将由合作双方直接负责，不涉及特定拨款或财务补偿。

第十条：协议期限

该协议自 2024/2025 学年（自2024年9月1日）起生效，有效期为五年。

只有在学年结束时，经双方协商并达成书面协议后，方可对本协议进行修订。

本协议可在有效期截止至少六个月前，根据任何一方的书面要求予以终止，但双方有义务继续开展活动，直至协议期内招生的最后一期学生完成学业。

第十一条：争议和终止

因本协议引起的任何争议，无论其性质如何，均受中国法律法规约束。在协议履行期间，双方应努力友好解决任何争议。如果无法友好解决，双方应将争议提交中国上海国际经济贸易仲裁委员会进行仲裁。

本协议受合作双方所在国法律和法规约束；双方应努力通过双方大学协调员进行沟通，友好解决因本协议而产生的任何争议。如果无法友好解决，两所大学均有权将争议提交主管司法机关。

中国上海大学对法国让穆兰里昂第三大学提起的所有诉讼应受法国法律管辖。法国让穆兰里昂第三大学对中国上海大学提起的所有诉讼应受中国法律管辖。

1. 在以下情况下，本协议将在到期前终止：
   1) 一方违反协议的任何条款，且未能在另一方提出纠正要求后三十天内对违反行为进行纠正；
   2) 一方因不可抗力原因连续六十天或更长时间无法继续履行其义务；
   3) 一方因政府或相关主管行政部门的政策或法规发生变化而无法继续履行其义务，双方同意终止协议；
   4) 联合管理委员会决定正式终止协议，并在会议记录中公布终止原因，则双方同意通过书面协议终止协议。
2. 本协议的终止必须符合《中华人民共和国中外合作办学条例》及相应实施办法的规定。
3. 如果本协议在课程结束前终止，双方必须为学生顺利完成学业做出适当安排。让穆兰里昂第三大学必须向符合学位要求的学生授予硕士学位。当其中一方要求终止协议时，必须提出为学生做出适当安排的计划。本条款在协议终止后仍然有效。

协议以法文和中文拟定，各一式两份。

让穆兰里昂第三大学 校长 **埃里克·卡帕诺** 年　月　日于里昂签署	**上海大学** 校长 **刘昌胜** 2019年7月3日于上海签署
哲学学院 院长	上海经济管理中心 主任

附录

行政和教学联络人

本附件是协议的组成部分。本附件中的联系信息如有任何变动，应以信件或电子邮件的方式通知本附件所列另一方的行政和教学联络人。

硕士项目教学联络人

让穆兰里昂第三大学

联络人姓名	克莱尔·阿尔佩
派任部门	哲学学院
电子邮箱地址	claire.harpet@univ-lyon3.fr

上海大学

联络人姓名	邢洁婷
派任部门	上海经济管理中心
电子邮箱地址	xingjieting@shu.edu.cn
电话	+86-13501695401

硕士项目行政联络人

让穆兰里昂第三大学

联络部门	国际关系部
联系人（姓名）	瓦莱丽·唐培尔
电子邮箱地址	diplomesdelocalises@univ-lyon3.fr

上海大学

联络部门	上海经济管理中心-行政部
联系人（姓名）	高举
电子邮箱地址	gaoju0812@shu.edu.cn
电话	+86-13916182129

法国让穆兰里昂第三大学与中国上海大学

合作协议教学附录

人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业

（2024/2025，2025/2026）

自 2026/2027 年变更为

人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业

海外教学-中国上海

附录 1《法国让穆兰里昂第三大学与中国上海大学合作协议教学课表》

课目	课时	知识与技能评估方式（MCCC）			学分（ECTS）
	CM	平时测验	期末书面考核	期末口头考核	
UE 1： 自然与环境的表现形式	***24***				***6***
自然与景观概念的历史	12	**X**			**3**
人类学中的自然与环境问题	12	**X**			**3**
UE 2：伦理与环境	***24***				***6***
环境伦理学基础	12	**X**			**3**
环境伦理学深入研究	12	**X**			**3**
UE 3：选修专业课（四选二）	***24***				***6***
环境法	12	**X**			**3**
环境美学	12	**X**			**3**
健康与环境	12	**X**			**3**
技术与生态	12	**X**			**3**
UE 4：企业社会责任	***24***				***6***
组织行为和管理	12	**X**			**3**
组织行为与沟通	12	**X**			**3**
UE 5：项目设立 （二选一）	***48***				***6***
项目管理、团队管理	48	**X**			**6**
美学项目与环境	48	**X**			**6**
第 4 学期课目	***24***				***30***
研究方法论	6				**3**
论文调查	18				
论文和答辩					***27***
第 3-4 学期总计	***168***				***60***
课程（与论文）总计	**168**				**60**

**由于“论文和答辩”作为独立模块，而非教学模块，其没有单独的学时计入，所以在计算“课程教学时数”的时候，应扣除论文学分部分。*

1. 录取条件

人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业（2024/2025，2025/2026）

自 2026/2027 年变更为人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境硕士专业的学生必须满足以下录取条件：

- 持有本科学位或同等学历；
- 由至少一名法国教师和一名中国教师组成的遴选小组根据申请资料和面试结果确定预选入围名单；
- 最终录取结果由拥有否决权的让穆兰里昂第三大学哲学学院院长或其代表主持的遴选小组决定。

录取学生在让穆兰里昂第三大学与中国上海大学注册

2. 教学安排

教学课程包括法国里昂第三大学 168 课时和上海大学 144 个学时。

课程由让穆兰里昂第三大学哲学学院和上海大学上海经济管理中心共同选派的教师讲授。

课程以法语（中文意译）、英语与中文授课。

学位课程的教学课表详见附录 1《法国让穆兰里昂第三大学与中国上海大学合作协议教学课表》。

3. 论文

所有学生都必须撰写硕士论文，并在课程结束前通过答辩（除非获硕士项目负责人特批）。

论文答辩分数由一名让穆兰里昂第三大学教师和一名上海大学教师所组成的评审团经过论文答辩后确定。

论文分数按以下方式进行计算：

- 答辩分数（论文总分的 50%）；
- 让穆兰里昂第三大学论文指导教师给出的论文分数（论文总分的 50%）。

4. 考试制度

每一教学单元都须进行课程考核。

要获得人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业（2024/2025,2025/2026），自 2026/2027 学年起变更为人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业硕士文凭和学位，学生须 ：

- 课程考核（所有中方与法方的教学单元，不包括论文）中，总平均分在满分 20 分中大于等于 10 分；

以及

- 论文分数在满分 20 分中大于等于 10 分。

法国让穆兰里昂第三大学与中国上海大学
合作协议财务附录

人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业

（2024/2025，2025/2026）

自 2026/2027 年变更为

人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业

海外教学-中国上海

作为合作协议的补充，财务附录对法国让穆兰里昂第三大学与中国上海大学合作举办的**让穆兰里昂第三大学人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业（2024/2025，2025/2026）自2026/2027年变更为人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业硕士**的财务条款做出详细说明。

法国让穆兰里昂第三大学为其教师所有课程费用支出，含**让穆兰里昂第三大学人文与社会科学，哲学方向，伦理学、生态学与可持续发展专业（2024/2025，2025/2026）自2026/2027年变更为人文与社会科学、 哲学方向，生态转型：伦理与环境专业硕士**的授课费、招生遴选费、交通费、签证费、每日津贴、答辩费、协调费、翻译费（部分教学单元、会议等），均由让穆兰里昂第三大学承担。

中国上海大学每年向法国让穆兰里昂第三大学支付的款项

中国上海大学向法国让穆兰里昂第三大学支付每学年收入的30%；中国上海大学向法国让穆兰里昂第三大学开具款项证明，并根据法国让穆兰里昂第三大学国际关系部开具的发票向法国让穆兰里昂第三大学完成支付。

1- 交通费用

法国让穆兰里昂第三大学承担该校教师自法国赴华的国际交通费用和签证费用。

2- 每日津贴和住宿费用

法国让穆兰里昂第三大学根据法国经济财政工业部现行法国大学工资计算表，承担法国让穆兰里昂第三大学教师全部每日津贴和生活费（教学、遴选、答辩、行政管理和教学协调）。

4- 教师和项目参与者的报酬、翻译费用

法国让穆兰里昂第三大学承担：

- 法国让穆兰里昂第三大学教师讲授的教学单元（主讲课和实践课）费用，主讲课每小时85欧元，论文答辩每小时50欧元
- 翻译费每学年最多 400 小时，每小时 60 欧元

5- 管理费用

国际关系部将通过内部发票向哲学学院支付收入的 5%。

Student Exchange Agreement

1 About this agreement

1.1 **Parties**. The parties to this agreement are:

Name	Country or jurisdiction	In this agreement, referred to as
Te Herenga Waka – Victoria University of Wellington	New Zealand	VUW
Université Jean Moulin Lyon 3	France	UJML3

1.2 **Purpose**. The purpose of this student exchange agreement ("**Agreement**") is to facilitate the exchange of students between the institutions who are party to this Agreement (each an "**institution**").

1.3 **Mutual student exchange**. Each institution will accept up to 4 Exchange Students each year (unless otherwise agreed) and endeavour to achieve reciprocity in the numbers of incoming and outgoing Exchange Students over the term of this Agreement.

2 Interpretation

2.1 **Defined terms**. In this Agreement, unless otherwise stated:

(a) **Exchange Student** means a student enrolled as a degree candidate at the Home Institution but hosted by the Host Institution under this Agreement.

(b) **Home Institution** means the institution in which the Exchange Student is formally enrolled as a degree candidate.

(c) **Host Institution** means the institution that has agreed to receive the Exchange Student from the Home Institution.

3 Term and termination

3.1 **Term**. This Agreement is effective from the following date, and, subject to clauses 3.2 and 3.3, will continue in force for 5 years from the Commencement Date.

Commencement date	1/10/2024

3.2 **Renewal by agreement**. This Agreement may be renewed for further terms of 5 years if the institutions agree to renew on or before the relevant anniversary of the Commencement Date.

3.3 **Suspension or termination**. Either institution may terminate or suspend the operation of this Agreement:

(a) at any time without cause by giving the other institution 10 months' notice in writing; or

(b) immediately by written notice to the other institution if the other institution commits a material breach of the Agreement and, if the breach is capable of remedy, the other institution does not remedy that breach within 30 days of the notifying institution's notice of the breach;

(c) immediately by written notice to the other institution as a result of any new or changed law or other Government requirement binding on a party; or

(d) under clause 10 in the event of a force majeure event.

3.4 **Effect on existing students**. If either institution terminates or suspends this Agreement under clause 3.3, the institutions agree to ensure that such termination or suspension does not adversely affect any Exchange Student currently on exchange at the date of termination or suspension (as applicable) or who has been accepted for an exchange and is in the process of planning and finalising arrangements.

3.5 **Ongoing suspension**. If either institution suspends this Agreement under clause 3.3, and that suspension is not lifted by the suspending institution within 10 months of the date that the suspension begins, then this Agreement may be terminated by either institution by written notice to the other institution.

4 Student Exchange

4.1 **Identification of student exchange candidates**. The Home Institution will be responsible for assessing, selecting and nominating to the Host Institution suitable candidates for exchange. The Home Institution understands that any prospective Exchange Student must meet the admission and language requirements of the Host Institution.

4.2 **Approval of student exchange candidates**. The Host Institution will be responsible for approving the admission of any Exchange Student.

4.3 **Duration**. Unless the institutions agree otherwise, the length of each student exchange will usually be one semester but may extend to a maximum of one academic year. The institutions acknowledge that where an institution accepts an Exchange Student for one academic year (rather than one semester) this will be taken as equivalent to that institution accepting two Exchange Students for one semester each.

4.4 **VUW inbound students**. Any Exchange Student hosted by VUW will be required to accept VUW's terms and conditions of enrolment and adhere to VUW's admission and enrolment processes.

4.5 **Administration**. Each institution will:

(a) issue Exchange Students with appropriate documents for visa application purposes (noting that Exchange Students (and not the institutions) are responsible for applying for relevant visas, and neither institution can make guarantees regarding visa application outcomes or timeframes);

(b) where the institution is the Host Institution:

(i) assist incoming Exchange Students with course selection, finding suitable accommodation, and any other queries;

(ii) provide a suitable orientation programme for incoming Exchange Students;

(iii) provide the Home Institution with an academic transcript for each incoming Exchange Student within two months of completion of the relevant exchange (provided that the Exchange Student does not owe any money to the Host Institution);

(iv) provide the same level of student services and facilities to incoming Exchange Students as are available to formally enrolled students; and

(c) in its capacity as the Home Institution, determine the credit value of courses taken at the Host Institution for the purposes of the Home Institution's academic records.

4.6 **Host policies and procedures**. Exchange Students will be subject to, and must comply with, the statutes, policies, procedures and rules of the Host Institution as if they were a formally enrolled student at the Host Institution, and with the laws applicable in the Host Institution country.

4.7 **Study programme**. Each Exchange Student shall determine their study programme at the Host Institution in consultation with academic advisors of both the Home Institution and the Host

Institution. Depending on the study programme, prerequisites may be imposed in accordance with the regulations of the Host Institution. The Host Institution reserves the right to decline permission for an Exchange Student to enter into a study programme if that study programme is subject to restricted/limited enrolments.

4.8 **Disciplinary actions**. The Host Institution may take disciplinary action against an Exchange Student in accordance with the Host Institution's disciplinary procedures. Where, as a result of such disciplinary action, the Host Institution is considering terminating a particular Exchange Student's exchange, the Host Institution will notify and consult with the Home Institution before finalising its decision regarding such action.

5 Exchange student responsibilities

5.1 **Exchange student responsibilities**. The institutions agree that it will be each Exchange Student's responsibility to:

(a) enrol in courses at the Host Institution in accordance with, and subject to, the requirements of both the Host Institution and the Home Institution;

(b) obtain all necessary visas and approvals in a timely manner;

(c) meet all costs associated with their exchange including costs associated with travel and transportation, their passport and visas, health and medical care (including dental care), insurance, materials, textbooks, clothing, personal expenses, meals and accommodation;

(d) obtain insurance for the duration of their exchange acceptable to the Host Institution;

(e) comply with all statutes, policies, procedures, rules and requirements of the Host Institution (including, in the case of VUW, the terms of VUW's standard in the case of VUW, VUW's terms and conditions of enrolment and VUW's admission and enrolment processes); and

(f) provide an assurance that they have the necessary financial resources to meet the costs of their exchange,

and each institution will take reasonable steps to make its outgoing Exchange Students aware of the above responsibilities prior to their exchange commencing.

5.2 **No guarantee of future admission**. Each institution understands, and will use reasonable endeavours to ensure that its outgoing Exchange Students understand, that admission as an Exchange Student does not guarantee admission as a formally enrolled student at the Host Institution. If an Exchange Student wishes to formally enrol as a student at the Host Institution, they must apply to enrol in accordance with the Host Institution's usual application process.

6 Fees

6.1 **No Host Institution fees**. Exchange Students will not be required to pay application, tuition or other mandatory academic fees to the Host Institution on the understanding that they will remain enrolled at, and therefore responsible for such fees at, the Home Institution.

6.2 **Course and exchange costs**. Exchange Students remain responsible for the cost of textbooks, field trips (if any) and other optional course charges, and the exchange-related costs described in clause 5.1(c).

7 Intellectual Property

7.1 **Logos and branding**. Each institution grants the other institution a royalty-free, non-exclusive, non-transferable licence to use that institution's name and logo during the term of this Agreement, only for use in connection with this Agreement and the student exchange programme contemplated by it. Each institution agrees to comply with any brand guidelines provided to it by the other institution, when using the other institution's logo.

8 Confidentiality and Privacy

8.1 **Keep confidential**. Each institution will maintain as confidential at all times, and will not directly or indirectly at any time, disclose or permit to be disclosed any Confidential Information except where:

(a) required or permitted by law (including, in the case of VUW, the Official Information Act 1982 (New Zealand));

(b) the information is public knowledge; or

(c) such disclosure authorised in writing by the other institution.

8.2 **Meaning of confidential**. For the purposes of this clause, "**Confidential Information**" means any information:

(a) relating to the terms of this Agreement;

(b) relating the business of either institution (including regarding research conducted by the institution, or information about the institution's marketing activities);

(c) disclosed by either institution to the other institution on the basis that such information is confidential; or

(d) which might otherwise reasonably be expected by either institution to be confidential in nature, -

and for the avoidance of doubt, Student Information (as defined in clause 8.3) is Confidential Information.

8.3 **Student information**. Each institution acknowledges the confidentiality of personally identifiable information about any Exchange Student ("**Student Information**"), which is collected or created by either institution and/or provided by one institution to the other. Each institution agrees to:

(a) comply with the requirements of applicable privacy legislation in relation to Student Information;

(b) ensure that it has a lawful basis under applicable privacy laws to disclose Student Information to the other institution;

(c) provide Exchange Students with clear notice that their Student Information will be disclosed to the other institution. Such notice may be provided to Exchange Students as part of each institution's organisational privacy statements or in any other agreement or communication provided to Exchange Students; and

(d) notify the other institution as soon as reasonably practicable and cooperate with the other institution in respect of any data breach relating to Student Information, including by providing reasonable assistance and information required by the other institution to investigate, resolve and remedy, and to make any notifications required by law in respect of, any data breach. In this clause "data breach" means any unauthorised or accidental access to, or disclosure, alteration, loss, or destruction of, Student Information or any action that prevents the other institution from accessing Student Information.

(e) store personal data for no more than 10 years from the date is it is no longer needed (or as otherwise required by applicable law).

8.4 **Data Transfer Agreement**. Due to New Zealand's statutory requirements in respect of international transfers of personal information (under the New Zealand Privacy Act 2020), VUW requires UJML3 to enter into an international data transfer agreement in connection with this Agreement. VUW will provide UJML3 with its international data transfer agreement. UJML3 acknowledges that VUW cannot share Student Information with UJML3 until that agreement has been executed and provided to VUW.

9 Pastoral care

9.1 **Application**. This clause applies to Exchange Students, regardless of where the student is physically located. This clause will take priority over all other clauses in this agreement.

9.2 **Priority**. Student health, safety and wellbeing is a priority for both parties. Each institution will use reasonable endeavours to deliver the student exchange program, provide services to Exchange Students, and perform its obligations under this agreement in a way that promotes student health, safety, and wellbeing.

9.3 **NZ Pastoral Care Code**. Both institutions acknowledge that the Education (Pastoral Care of Tertiary and International Learners) Code of Practice 2021 (the "**NZ Pastoral Care Code**") applies to all students studying at VUW, regardless of whether they are also enrolled with UJML3.

9.4 **Health services**. Exchange Students will have access to Host Institute health services and a local hospital. All hospital and medical expenses not covered by Host Institute health services will be the responsibility of the student or their insurance provider.

9.5 **Information to inbound students**. Each institution must provide the following information to inbound Exchange Students:

(a) the names and contact details of designated Host Institute staff members responsible for supporting the student, and who can be contacted in an emergency or if the student has any issues or concerns;

(b) all relevant policies, rules and regulations of the Host Institute;

(c) information on how to access and use the services, support and facilities offered by the Host Institute; and

(d) the student's rights and entitlements as a student attending the Host Institute, including details of the process for making complaints and resolving disputes.

9.6 **Obligations of each party**. Each institution must use reasonable endeavours to provide a safe, inclusive, supportive and accessible environment for learning, including:

(a) fostering a learning environment that is safe and designed to support positive learning experiences of diverse learner groups;

(b) supporting students to manage their physical and mental health through information and advice, and responding to students who need additional support;

(c) ensuring that any student accommodation promotes and fosters a supportive and inclusive community that supports the wellbeing and safety of student residents;

(d) ensuring that student accommodation contracts and practices are transparent, reasonable, and responsive to the wellbeing and safety needs of student residents;

(e) ensuring that student accommodation facilities and services are maintained to a standard sufficient to support residents' wellbeing and safety and educational success;

(f) responding effectively to the distinct wellbeing and safety needs of diverse international students;

(g) ensuring that prospective international students receive clear, accessible, accurate and sufficient information, and make informed choices about the study and services they will be provided before they begin their study;

(h) having practices to enable international students to make well-informed enrolment decisions in relation to the educational outcomes, and ensuring that all relevant parties are clear about their interests and obligations prior to enrolling;

(i) ensuring that international students have the opportunity to participate in well-designed and age-appropriate orientation programmes and continue to receive relevant information and advice to support achievement, wellbeing and safety;

(j) ensuring that international students are safe and appropriately supervised in their accommodation; and

(k) for international students under 18 years old, effectively communicating with the parents or legal guardian of those students.

In interpreting the obligations in this sub-clause, the parties will have regard to the NZ Pastoral Care Code.

9.7 **Student accommodation**. Where an institution provides or arranges accommodation for Exchange Students, it must:

(a) ensure that such accommodation is safe, is in an acceptable condition, is well maintained and meets all applicable law;

(b) ensure, as far as is reasonably practicable, that the students are safe, supported and appropriately monitored and supervised in their accommodation;

(c) maintain effective communication with the students when accommodation issues arise (including issues of health, safety, and/or wellbeing), and assist the students in addressing such issues; and

(d) provide the student with written information about the accommodation arrangements, including the accommodation costs (if any), refund arrangements, and the rules and regulations applicable to the student's use of the accommodation facilities.

9.8 **Student requests for assistance**. Exchange Students may request assistance relating to their health, safety, and/or wellbeing. An institution that receives a request must use reasonable endeavours to respond to that request in a way that promotes the health, safety, and wellbeing of the student.

9.9 **Welfare event notifications**. Each institution must promptly notify the other if any of the following events occur, or if the institution (or any of its staff) have reasonable grounds to suspect any of the following events have or may occur (each a "**welfare event**"). Each institution must have or put in place systems to support making welfare event notifications promptly and accurately:

(a) an Exchange Student request for health, safety, and/or wellbeing assistance;

(b) a health, safety or wellbeing issue, including if an institution has reasonable grounds to believe that an Exchange Student is physically or mentally unwell, or otherwise experiencing other wellbeing issues; and/or

(c) an Exchange Student is, or has been, subject to discrimination, racism, bullying, harassment or abuse, whether at the institution's premises, in any on-line learning environment, or otherwise in connection with the student exchange program.

9.10 **Welfare event responses**. Each institution must provide any assistance reasonably requested by the other in responding to any welfare event, including:

(a) assisting Exchange Students to access external support services;

(b) engaging with an Exchange Student's next of kin; and

(c) providing reports to the other on the:

(i) welfare and status of Exchange Students; and

(ii) Exchange Student attendance.

9.11 **Record keeping**. Each institution must maintain records in accordance with prudent recordkeeping practices, including records and information relating to student welfare under the NZ Pastoral Care Code and this clause.

9.12 **Audit**. Each institution must allow the other (and/or its agents, auditors or professional advisers) access to any of the institution's premises, personnel and records for the purposes of confirming that the institution is complying with the NZ Pastoral Care Code and this clause. Each institution must provide reasonable cooperation to the other during each audit. The auditing institution must ensure that each audit does not cause unreasonable disruption. The parties will meet their own costs associated with audits, unless any audit identifies significant non-compliance with the NZ Pastoral Care Code or this clause by an institution. If significant non-compliance is identified, that institution must reimburse the other for all reasonable costs associated with the audit. Audits must not be carried out more than once every 24 months.

9.13 **Further information and assistance**. An institution must promptly provide any information or assistance reasonably requested by the other in connection with any obligations under the NZ Pastoral Care Code or this clause.

10 Force majeure

10.1 **Meaning of force majeure**. In this clause, a "**Force Majeure Event**" means circumstances beyond the reasonable control of an institution including, but not limited to, storm, earthquake, explosion, governmental actions, war or national emergency, invasion, acts of terrorism, protests, riot, civil commotion, fire, explosion, flood, epidemic, pandemic (including COVID-19 and any governmental response to COVID-19 including lockdowns, border closures and travel restrictions (whether lawful or unlawful), lock-outs, strikes or other labour disputes.

10.2 **Force majeure**. An institution will not be liable for any breach of this Agreement to the extent such breach is due to a Force Majeure Event, provided that it keeps the other institution fully informed of the situation, uses reasonable endeavours to mitigate the effect of the Force Majeure Event and resumes full performance as soon as reasonably practicable.

10.3 **Variation due to force majeure**. The institutions agree that where either or both of them are affected by a Force Majeure Event they will discuss whether it is possible to vary the obligations which are affected by the Force Majeure Event, on a temporary basis, such that both institutions can continue to perform this Agreement. Where a variation is agreed between the institutions, that variation must:

(a) be recorded in writing;

(b) specify the period for which the variation applies (for the purposes of this clause 10, the "**Variation Period**"); and

(c) expressly specify whether clause 10.4 is suspended during the Variation Period, and/or the extent to which clause 10.4 shall apply during or after the Variation Period.

10.4 **Ongoing force majeure**. Subject to any agreement to the contrary pursuant to clause 10.3, if a Force Majeure Event continues to prevent either or both institutions from performing their obligations under this Agreement (whether partially or wholly) for more than three (3) months from the first day of the Force Majeure Event, then the institutions shall meet to discuss the existing arrangements between them, the consequences of the Force Majeure Event, and potential suspension or termination of this Agreement. Following that meeting:

(a) where there is only one institution whose performance has been affected, the non-affected institution may suspend or terminate this Agreement on one month's written notice; or

(b) if both institutions are precluded partially or wholly from complying with their obligations under this Agreement, either institution may suspend or terminate the Agreement on one month's written notice.

11 General

11.1 **Point of contact**. Each institution will nominate a suitable liaison point of contact with the ability and authority to act on behalf of the institution in connection with this Agreement. Either institution may update their point of contact details at any time by notice to the other institution. The initial points of contact are:

Institution	Point of contact
VUW	Senior Internationalisation Programmes Manager PO Box 600, Wellington, New Zealand student-exchange@vuw.ac.nz
UJML3	Université Jean Moulin Lyon 3 Direction des Relations Internationals 1c Avenue Frère Lumière 69008, Lyon, France UJML3 Exchange Coordinator: Laetitia Belot Laetitia.belot@univ-lyon3.fr International Agreements: International.agreements@univ-lyon3.fr

11.2 **Relationship of the institutions**. Nothing in this Agreement will:

(a) be interpreted as creating a relationship of partnership, agency, trust or any fiduciary relationship between the institutions; nor

(b) diminish the autonomy of either institution, nor will any constraint be imposed by either institution on the other in carrying out this Agreement.

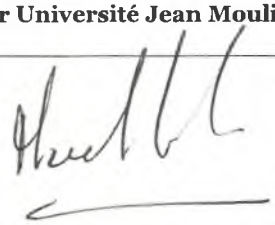
11.3 **Amendments**. This Agreement may be amended at any time by written agreement of both institutions.

11.4 **Notices**. All notices under this Agreement must be in writing and personally delivered by tracked courier or sent by email to the liaison point of contact of the recipient institution. Notices will be deemed to have been delivered (i) on the date of delivery in the case of personal service by tracked courier, or (ii) on the date after the date of transmission in the case of email, provided that the sender's information system indicates that the email was successfully received and the sender does not receive an automated out of office response from the recipient.

11.5 **Assignment**. This agreement is intended to be personal to the institutions, and neither institution may transfer, assign or sub-contract this Agreement or any rights or obligations under this Agreement without the consent of the other institution.

11.6 **Dispute Resolution**. In the event of any disagreement or dispute between the institutions, they will seek to resolve it amicably and constructively between themselves (including by escalation to the Vice-Chancellor (or similar) of each institution if necessary).

11.7 **Entire agreement**. This Agreement constitutes the entire agreement between the parties in connection with its subject matter and supersedes all previous agreements or understandings between the parties in connection with its subject matter.

	For Te Herenga Waka – Victoria University of Wellington	For Université Jean Moulin Lyon 3
Signature		
Name	Roger Shew	For the President and by Delegation Professor Manuel Jobert
Title	Director, International	Vice-President in Charge of International Affairs and Francophonie
Date	26 November 2024	17 December 2024

11.8 **Counterparts**. This Agreement may be executed in any number of counterparts (including facsimile or scanned PDF counterparts exchanged by email), each of which will be deemed an original, but all of which together will constitute the same instrument. No counterpart shall be effective until both institutions have executed at least one counterpart. This Agreement may be executed by a party using an electronic signature in accordance with Part 4 of the Contract and Commercial Law Act 2017 (New Zealand).

11.9 **Applicable law**. The laws of the country in which the Host Institution is domiciled ("**Host Country**"), will apply in relation to any matter concerning the Host Institution's:

(a) performance of its obligations in the Host Country in connection with the exchange; or

(b) provision of educational services to Exchange Students in the Host Country,

and the Host Institution shall comply with such laws in its performance of this Agreement.

[*executed on next page*]

Data Transfer Agreement

between

Te Herenga Waka—Victoria University of Wellington, a university under the Education and Training Act 2020 and subject to the laws of New Zealand

and

Université Jean Moulin Lyon 3, subject to the laws of France

each a "party"; together "the parties".

Definitions

For the purposes of the clauses:

(a) "personal data", "special categories of data/sensitive data", "process/processing", "controller", "processor", "data subject" and "supervisory authority/authority" shall have the same meaning as in Directive 95/46/EC of 24 October 1995 (whereby "the authority" shall mean the competent data protection authority in the territory in which the data exporter is established);

(b) "the data exporter" shall mean the controller who transfers the personal data;

(c) "the data importer" shall mean the controller who agrees to receive from the data exporter personal data for further processing in accordance with the terms of these clauses and who is not subject to a third country's system ensuring adequate protection;

(d) "clauses" shall mean these contractual clauses, which are a free-standing document that does not incorporate commercial business terms established by the parties under separate commercial arrangements.

The details of the transfer (as well as the personal data covered) are specified in Annex B, which forms an integral part of the clauses.

I. Obligations of the data exporter

The data exporter warrants and undertakes that:

(a) The personal data have been collected, processed and transferred in accordance with the laws applicable to the data exporter.

(b) It has used reasonable efforts to determine that the data importer is able to satisfy its legal obligations under these clauses.

(c) It will provide the data importer, when so requested, with copies of relevant data protection laws or references to them (where relevant, and not including legal advice) of the country in which the data exporter is established.

(d) It will respond to enquiries from data subjects and the authority concerning processing of the personal data by the data importer, unless the parties have agreed that the data importer will so respond, in which case the data exporter will still respond to the extent reasonably possible and with the information reasonably available to it if the data importer is unwilling or unable to respond. Responses will be made within a reasonable time.

(e) It will make available, upon request, a copy of the clauses to data subjects who are third party beneficiaries under clause III, unless the clauses contain confidential information, in which case it may remove such information. Where information is removed, the data exporter shall inform data subjects in writing of the reason for removal and of their right to draw the removal to the attention of the authority. However, the data exporter shall abide by a decision of the authority regarding access to the full text of the clauses by

data subjects, as long as data subjects have agreed to respect the confidentiality of the confidential information removed. The data exporter shall also provide a copy of the clauses to the authority where required.

II. Obligations of the data importer

The data importer warrants and undertakes that:

(a) It will have in place appropriate technical and organisational measures to protect the personal data against accidental or unlawful destruction or accidental loss, alteration, unauthorised disclosure or access, and which provide a level of security appropriate to the risk represented by the processing and the nature of the data to be protected.

(b) It will have in place procedures so that any third party it authorises to have access to the personal data, including processors, will respect and maintain the confidentiality and security of the personal data. Any person acting under the authority of the data importer, including a data processor, shall be obligated to process the personal data only on instructions from the data importer. This provision does not apply to persons authorised or required by law or regulation to have access to the personal data.

(c) It has no reason to believe, at the time of entering into these clauses, in the existence of any local laws that would have a substantial adverse effect on the guarantees provided for under these clauses, and it will inform the data exporter (which will pass such notification on to the authority where required) if it becomes aware of any such laws.

(d) It will process the personal data for purposes described in Annex B, and has the legal authority to give the warranties and fulfil the undertakings set out in these clauses.

(e) It will identify to the data exporter a contact point within its organisation authorised to respond to enquiries concerning processing of the personal data, and will cooperate in good faith with the data exporter, the data subject and the authority concerning all such enquiries within a reasonable time. In case of legal dissolution of the data exporter, or if the parties have so agreed, the data importer will assume responsibility for compliance with the provisions of clause I(e).

(f) At the request of the data exporter, it will provide the data exporter with evidence of financial resources sufficient to fulfil its responsibilities under clause III (which may include insurance coverage).

(g) Upon reasonable request of the data exporter, it will submit its data processing facilities, data files and documentation needed for processing to reviewing, auditing and/or certifying by the data exporter (or any independent or impartial inspection agents or auditors, selected by the data exporter and not reasonably objected to by the data importer) to ascertain compliance with the warranties and undertakings in these clauses, with reasonable notice and during regular business hours. The request will be subject to any necessary consent or approval from a regulatory or supervisory authority within the country of the data importer, which consent or approval the data importer will attempt to obtain in a timely fashion.

(h) It will process the personal data, at its option, in accordance with:

(i) the data protection laws of the country in which the data exporter is established, or

(ii) the relevant provisions [1] of any Commission decision pursuant to Article 25(6) of Directive 95/46/EC, where the data importer complies with the relevant provisions of such an authorisation or decision and is based in a country to which such an authorisation or decision pertains, but is not covered by such authorisation or decision for the purposes of the transfer(s) of the personal data [2], or

(iii) the data processing principles set forth in Annex A.

(i) It will not disclose or transfer the personal data to a third party data controller located outside the European Economic Area (EEA) unless it notifies the data exporter about the transfer and

(i) the third party data controller processes the personal data in accordance with a Commission decision finding that a third country provides adequate protection, or

(ii) the third party data controller becomes a signatory to these clauses or another data transfer agreement approved by a competent authority in the EU, or

(iii) data subjects have been given the opportunity to object, after having been informed of the purposes of the transfer, the categories of recipients and the fact that the countries to which data is exported may have different data protection standards, or

(iv) with regard to onward transfers of sensitive data, data subjects have given their unambiguous consent to the onward transfer

III. Liability and third party rights

(a) Each party shall be liable to the other parties for damages it causes by any breach of these clauses. Liability as between the parties is limited to actual damage suffered. Punitive damages (i.e. damages intended to punish a party for its outrageous conduct) are specifically excluded. Each party shall be liable to data subjects for damages it causes by any breach of third party rights under these clauses. This does not affect the liability of the data exporter under its data protection law.

(b) The parties agree that a data subject shall have the right to enforce as a third party beneficiary this clause and clauses I(b), I(d), I(e), II(a), II(c), II(d), II(e), II(h), II(i), III(a), V, VI(d) and VII against the data importer or the data exporter, for their respective breach of their contractual obligations, with regard to his personal data, and accept jurisdiction for this purpose in the data exporter's country of establishment. In cases involving allegations of breach by the data importer, the data subject must first request the data exporter to take appropriate action to enforce his rights against the data importer; if the data exporter does not take such action within a reasonable period (which under normal circumstances would be one month), the data subject may then enforce his rights against the data importer directly. A data subject is entitled to proceed directly against a data exporter that has failed to use reasonable efforts to determine that the data importer is able to satisfy its legal obligations under these clauses (the data exporter shall have the burden to prove that it took reasonable efforts).

IV. Law applicable to the clauses

These clauses shall be governed by the law of the country in which the data exporter is established, with the exception of the laws and regulations relating to processing of the personal data by the data importer under clause II(h), which shall apply only if so selected by the data importer under that clause.

V. Resolution of disputes with data subjects or the authority

(a) In the event of a dispute or claim brought by a data subject or the authority concerning the processing of the personal data against either or both of the parties, the parties will inform each other about any such disputes or claims, and will cooperate with a view to settling them amicably in a timely fashion.

(b) The parties agree to respond to any generally available non-binding mediation procedure initiated by a data subject or by the authority. If they do participate in the proceedings, the parties may elect to do so remotely (such as by telephone or other electronic means). The parties also agree to consider participating in any other arbitration, mediation or other dispute resolution proceedings developed for data protection disputes.

(c) Each party shall abide by a decision of a competent court of the data exporter's country of establishment or of the authority which is final and against which no further appeal is possible.

VI. Termination

(a) In the event that the data importer is in breach of its obligations under these clauses, then the data exporter may temporarily suspend the transfer of personal data to the data importer until the breach is repaired or the contract is terminated.

(b) In the event that:

(i) the transfer of personal data to the data importer has been temporarily suspended by the data exporter for longer than one month pursuant to paragraph (a);

(ii) compliance by the data importer with these clauses would put it in breach of its legal or regulatory obligations in the country of import;

(iii) the data importer is in substantial or persistent breach of any warranties or undertakings given by it under these clauses;

(iv) a final decision against which no further appeal is possible of a competent court of the data exporter's country of establishment or of the authority rules that there has been a breach of the clauses by the data importer or the data exporter; or

(v) a petition is presented for the administration or winding up of the data importer, whether in its personal or business capacity, which petition is not dismissed within the applicable period for such dismissal under applicable law; a winding up order is made; a receiver is appointed over any of its assets; a trustee in bankruptcy is appointed, if the data importer is an individual; a company voluntary arrangement is commenced by it; or any equivalent event in any jurisdiction occurs

then the data exporter, without prejudice to any other rights which it may have against the data importer, shall be entitled to terminate these clauses, in which case the authority shall be informed where required. In cases covered by (i), (ii), or (iv) above the data importer may also terminate these clauses.

(c) Either party may terminate these clauses if (i) any Commission positive adequacy decision under Article 25(6) of Directive 95/46/EC (or any superseding text) is issued in relation to the country (or a sector thereof) to which the data is transferred and processed by the data importer, or (ii) Directive 95/46/EC (or any superseding text) becomes directly applicable in such country.

(d) The parties agree that the termination of these clauses at any time, in any circumstances and for whatever reason (except for termination under clause VI(c)) does not exempt them from the obligations and/or conditions under the clauses as regards the processing of the personal data transferred.

VII. Variation of these clauses

The parties may not modify these clauses except to update any information in Annex B, in which case they will inform the authority where required. This does not preclude the parties from adding additional commercial clauses where required.

VIII. Description of the Transfer

The details of the transfer and of the personal data are specified in Annex B. The parties agree that Annex B may contain confidential business information which they will not disclose to third parties, except as required by law or in response to a competent regulatory or government agency, or as required under clause I(e). The parties may execute additional annexes to cover additional transfers, which will be submitted to the authority where required. Annex B may, in the alternative, be drafted to cover multiple transfers.

Dated: _

SIGNED for and on behalf of **TE HERENGA WAKA—VICTORIA UNIVERSITY OF WELLINGTON** by its authorised signatory:

(signature)

Name: Roger Shew
Position: Director, International

Date: 26 November 2024

SIGNED for and on behalf of **UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3** by its authorised signatory:

(signature)

Name: Manuel Jobert
Position: Vice-President in Charge of International Affairs and Francophonie

Date 17 December 2024

ANNEX A

DATA PROCESSING PRINCIPLES

1. Purpose limitation: Personal data may be processed and subsequently used or further communicated only for purposes described in Annex B or subsequently authorised by the data subject.

2. Data quality and proportionality: Personal data must be accurate and, where necessary, kept up to date. The personal data must be adequate, relevant and not excessive in relation to the purposes for which they are transferred and further processed.

3. Transparency: Data subjects must be provided with information necessary to ensure fair processing (such as information about the purposes of processing and about the transfer), unless such information has already been given by the data exporter.

4. Security and confidentiality: Technical and organisational security measures must be taken by the data controller that are appropriate to the risks, such as against accidental or unlawful destruction or accidental loss, alteration, unauthorised disclosure or access, presented by the processing. Any person acting under the authority of the data controller, including a processor, must not process the data except on instructions from the data controller.

5. Rights of access, rectification, deletion and objection: As provided in Article 12 of Directive 95/46/EC, data subjects must, whether directly or via a third party, be provided with the personal information about them that an organisation holds, except for requests which are manifestly abusive, based on unreasonable intervals or their number or repetitive or systematic nature, or for which access need not be granted under the law of the country of the data exporter. Provided that the authority has given its prior approval, access need also not be granted when doing so would be likely to seriously harm the interests of the data importer or other organisations dealing with the data importer and such interests are not overridden by the interests for fundamental rights and freedoms of the data subject. The sources of the personal data need not be identified when this is not possible by reasonable efforts, or where the rights of persons other than the individual would be violated. Data subjects must be able to have the personal information about them rectified, amended, or deleted where it is inaccurate or processed against these principles. If there are compelling grounds to doubt the legitimacy of the request, the organisation may require further justifications before proceeding to rectification, amendment or deletion. Notification of any rectification, amendment or deletion to third parties to whom the data have been disclosed need not be made when this involves a disproportionate effort. A data subject must also be able to object to the processing of the personal data relating to him if there are compelling legitimate grounds relating to his particular situation. The burden of proof for any refusal rests on the data importer, and the data subject may always challenge a refusal before the authority.

6. Sensitive data: The data importer shall take such additional measures (e.g. relating to security) as are necessary to protect such sensitive data in accordance with its obligations under clause II.

7. Data used for marketing purposes: Where data are processed for the purposes of direct marketing, effective procedures should exist allowing the data subject at any time to "opt-out" from having his data used for such purposes.

8. Automated decisions: For purposes hereof "automated decision" shall mean a decision by the data exporter or the data importer which produces legal effects concerning a data subject or significantly affects a data subject and which is based solely on automated processing of personal data intended to evaluate certain personal aspects relating to him, such as his performance at work, creditworthiness, reliability, conduct, etc. The data importer shall not make any automated decisions concerning data subjects, except when:

   (a)(i) such decisions are made by the data importer in entering into or performing a contract with the data subject, and

(ii)(the data subject is given an opportunity to discuss the results of a relevant automated decision with a representative of the parties making such decision or otherwise to make representations to that parties.

or

(b) where otherwise provided by the law of the data exporter.

ANNEX B

BACKGROUND

This Annex B, together with the accompanying Data Transfer Agreement and Annex A form a single mutual data transfer and protection agreement between the parties (the "Agreement"). Under this Agreement:

- a party (the "Data Exporter") may transfer personal data to the other (the "Data Importer") from time-to-time; and
- the Data Importer must protect that transferred personal data.

DESCRIPTION OF THE TRANSFER

Data subjects

The personal data transferred concern the following categories of data subjects:

(a) students
(b) staff and contractors
(c) research participants and subjects
(d) alumni

Purposes of the transfer(s)

The transfer is made for the following purposes:

(a) for academic collaboration purposes such as research, teaching, and education
(b) for international collaboration purposes such as student exchanges, joint training, and articulations
(c) for international engagement activities, such as functions and events, conferences, and alumni/donor activities
(d) for any other lawful purpose agreed by the parties.

Categories of data

The personal data transferred concern the following categories of data:

(a) contact and identifying information such as name, address, telephone number, email address or student ID number
(b) demographic information such as citizenship, gender, age or date of birth
(c) academic information such as courses, grades information or assessment feedback
(d) sensitive data (such as personal data revealing racial or ethnic origin, political opinions, religious or philosophical beliefs, trade union membership, genetic or biometric data, physical or mental health data, or data concerning and individual's sex life or sexual orientation)
(e) any other categories of personal data necessary for the purposes listed above.

Recipients

The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients:

Recipients to whom the personal data is transferred:

(a) in accordance with this Agreement;
(b) in connection with the purposes listed above;
(c) as required by any laws applicable to the Data Importer; or
(d) as expressly authorised by the data subject.

Sensitive data (if appropriate)

The personal data transferred concern the following categories of sensitive data:

Personal data revealing racial or ethnic origin, political opinions, religious or philosophical beliefs, trade union membership, genetic or biometric data, physical or mental health data, or data concerning and individual's sex life or sexual orientation.

Data protection registration information of data exporter (where applicable)
N/A

Additional useful information (storage limits and other relevant information)
N/A

Contact points for data protection enquiries

Te Herenga Waka—Victoria University of Wellington	Université Jean Moulin Lyon 3
Attention: Privacy Officer	Attention: Privacy Officer
Email: privacy@vuw.ac.nz	Email: dpd@univ-lyon3.fr

Data Importer's election of option for processing personal data
For the purposes of clause II(h) of the Data Transfer Agreement:

- where Te Herenga Waka—Victoria University of Wellington is the Data Importer, it will process personal data in accordance with the laws of New Zealand (being a country which the European Commission considers has an adequate level of protection from personal data transferred from the European Union[1]);

- where Université Jean Moulin Lyon 3 is the Data Importer, it will process personal data in accordance with either:
  (a) the laws of New Zealand (being the data protection laws of the country in which the Data Exporter is established);
  (b) the relevant provisions of any Commission decision pursuant to the relevant provisions of any Commission decision pursuant to Article 25(6) of Directive 95/46/EC, where the Data Importer complies with the relevant provisions of such an authorisation or decision and is based in a country to which such an authorisation or decision pertains, but is not covered by such authorisation or decision for the purposes of the transfer(s) of the personal data; or
  (c) the data processing principles set forth in Annex A.

Université Jean Moulin Lyon 3 to indicate which option it selects. Option: _____

Initialed: _____

If no option is selected, then (c) applies.

[1] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX%3A32013D0065

DONS ENTRANTS		
NOM DU DONATEUR	**DATE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION**	**NATURE DU DON**
Kevin Béal	09/03/2024	12 ouvrages + numéros de revues Diplomatie et DSI
Michel Dalissier	15/03/2024	6 monographies et tirés à part
Monique Pimonow	25/03/2024	49 ouvrages
Corina Veleanu	04/06/2024	1 ouvrage de littérature roumaine Théano de Margarité miller-Verghy
Département d'études slaves, Natalia Gamalova	10/06/2024	7 revues en études russes et slaves (48 volumes entiers et fragments) + 2 plaques photographiques
Université de Genève	13/06/2024	349 thèses
Ruben Coletti	23/09/2024	1 roman écrit par des étudiants de Lyon 3
Antonin Gros	23/09/2024	1 roman écrit par des étudiants de Lyon 3
Anne Marie Willermoz	19/11/2024	3 ouvrages de littérature allemande
Michelle Angot	27/11/2024	16 ouvrages

Délibération n° D2025-03-23-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

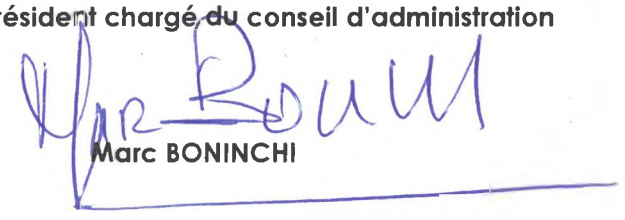
Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2025-01-03-ins du 21 janvier 2025 portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

En vertu de la délégation de pouvoir confiée au président de l'université par le conseil d'administration (Article premier de la délibération n° D2025-01-03-ins susvisée), les marchés publics dont les montant de dépassent pas le seuil de la délégation sont rendus exécutoires dès leur approbation par le président. Le conseil d'administration est informé de la conclusion desdits marchés publics.

Dès lors, les marchés publics notifiés au cours du 2nd semestre de l'exercice 2024 et durant le début de l'année 2025, annexés à la présente délibération, sont présentés pour information aux membres du conseil d'administration.

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration



Marc BONINCHI

LISTE DES MARCHÉS POUR INFORMATION AUX ADMINISTRATEURS - CA DU 12/03/2025											
MILLÉSIME	**NUMÉRO DOSSIER MP**	**Intitulé du marché - Convention de groupement de commande**	**Forme du marché**	**Type de marché**	**Date début d'exécution**	**Durée du marché - convention en mois**	**Allotissement**	**Titulaire ou coordonateur de groupement de commande**	**Montant maximum du marché en euros ht**	**Descriptif du marché**	**Service precripteur**
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 1 ÉCHARPES ET CHAPEAUX DIPLOMÉS	JORDENEN	100 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 2 SWEATS, T-SHIRTS, POLAIRES	ALVS	330 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 3 SACS ET SACS DE SPORT EN TISSUS	JORDENEN	250 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 4 PLAIDS, SERVIETTES DE SPORT	RGS	45 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 5 ECO-CUPS	RE-UZ	40 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 6 TOURS DE COUS, PORTE-CLEFS, CLEFS USB	CECOP	100 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 7 GOURDES DE SPORT	POP FRANCE	40 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 8 GOURDES ISOTHERMES	CECOP	200 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 9 MUGS	CECOP	90 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 10 CARNETS PAPIERS/BLOCS NOTES	JORDENEN	140 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 11 STYLOS	GOODIZ	160 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-27**	GOODIES (en groupement de commande avec l'Université Jean Monnet)	AOO	FCS	10/01/2025	48	LOT 12 TOTS BAGS TISSÉS OU BRODÉS	VR PUB	110 000,00 €	Montant maximum pour le groupement de commande	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-28**	AMO ETUDES TECHNIQUES BATIMENTS GC LYON1 ENS INSA	AOO	FCS	22/10/2024	48	LOT 1 MISSIONS AMO EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION	2MO INGENIERIE	50 000,00 €	Montant maximum pour Lyon 3	DIL
2024	**2024-28**	AMO ETUDES TECHNIQUES BATIMENTS Groupement de commande LYON1 ENS INSA	AOO	FCS	22/10/2024	48	LOT 2 MULTIATTRIBUTAIRE ÉTUDES TECHNIQUES GROSSE RÉPARATION ET MAINTENANCE PATRIMOINE	EKOBASE / IMING SERVICES	400 000,00 €	Montant maximum pour Lyon 3	DIL
2024	**2024-28**	AMO ETUDES TECHNIQUES BATIMENTS Groupement de commande LYON1 ENS INSA	AOO	FCS	22/10/2024	48	LOT 3 DIAGNOSTIC PATRIMOINE IMMOBILIER	COGECI	100 000,00 €	Montant maximum pour Lyon 3	DIL
2024	**2024-42**	CURAGE DEBOUCHAGE CANALISATION	MAPA	FCS	02/09/2024	48	UNIQUE	SARP-OSIS SUD EST	MONTANT MAXI 90 000 €	CURAGE DEBOUCHAGE CANALISATION	DIL

2024	**2024-44**	PROGRAMMISTE TRAVAUX BU	AOO	FCS	03/09/2024	24	UNIQUE	CO-S	98 600,50 €	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	DIL
2024	**2024-45**	AMO CVC	AOO	FCS	03/09/2024	48	UNIQUE	ENERGIE ET SERVICE	57 087,50 €	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	DIL
2024	**2024-46**	TRAVAUX MACONNERIE	MAPA	TRAVAUX	04/10/2024	48	UNIQUE	MDC	300 000,00 €	TRAVAUX	DIL
2024	**2024-47**	MOOC FORMATION VSS	MAPA	FCS	19/09/2024	48	UNIQUE	PIMENKO	81 000,00 €	SERVICE	DEVU
2024	**2024-49**	MAINTENANCE ET TRAVAUX ASCENSEURS	AOO	FCS	01/10/2024	48	UNIQUE	ORONA	507 956,00 €	Montant maximum pour la maintenance et les travaux	DIL
2024	**2024-50**	CONTRAT VENTE GARANTIE ORIGINE ELECTRICITE VERTE	CGA+DEVIS	FCS	21/06/2024	48	UNIQUE	ORIGO	20 000,00 €	SERVICE	DIL
2024	**2024-51**	FOURNITURE OBJETS PUBLICITAIRES GOODIES	CGA+DEVIS	FCS	09/07/2024	3	UNIQUE	SPOT	43 283,41 €	OBJETS PUBLICITAIRES	COMPOSANTES (SUIVI PAR CAI-DAFA)
2024	**2024-52**	SEMINAIRE IAE	CGA+DEVIS	FCS	12/07/2024	3	UNIQUE	TS EVENTS	10 620,00 €	ORGANISATION SEMINAIRE IAE OCT.2024	IAE
2024	**2024-53**	LOGICIEL DE SUIVI DE FREQUENTATION DES BU	CGC COMUE	FCS	01/01/2024	12	UNIQUE	AFFLUENCES	10 112,21 €	OUTIL DE MESURE DE FREQUENTATION ET RESERVATION	BU
2024	**2024-54**	MISSIONS BET FLUIDES ESPACE RECHERCHE	CGA+DEVIS	FCS	19/07/2024	5	UNIQUE	DB INGENIERIE	14 000,00 €	SERVICE	SGTE / DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT1 DEMOLITION MACONNERIE	RIBIERE	700 000,00 €	DEMOLITION - MACONNERIE	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT2 MENUISERIES EXTÉRIEURES	BLANCHET	130 000,00 €	MENUISERIES EXTERIEURES	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT3 MENSUISERIES INTÉRIEURES	GARDETTE	332 219,82 €	MENUISERIES INTERIEURES - PARQUET	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT4 MÉTALLERIE	BLANCHET	81 000,00 €	METALLERIE	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT5 DOUBLAGE, CLOISONS, PEINTURE, FAUX-PLAFONDS	ESTRATBONCHE	145 658,61 €	DOUBLAGE - CLOISON - PEINTURES - FAUX PLAFONDS	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT6 CARRELAGES, FAÏENCES	CARRE CREATION	50 404,19 €	CARRELAGE - FAIENCE	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT8 CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE, SANITAIRE ET DÉSENFUMAGE	EOLYA	635 765,18 €	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE - DESENFUMAGE	DIL

2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT9 ÉLECTRICITÉ COURANT FORT/FAIBLE ET SÉCURITÉ INCENDIE	LAPIZE	347 676,93 €	ELECTRICITE - SECURITE INCENDIE	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT10 GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE	SIEMENS	67 497,00 €	GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT11 MOBILIER	STEELCASE	109 358,90 €	MOBILIERS	DIL
2024	**2024-55**	TRAVAUX TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	19/12/2024	16	LOT12 SIGNALÉTIQUE	PRETEXT	2 807,00 €	SIGNALETIQUE	DIL
2024	**2024-56**	TRAVAUX RESEAU RCU TIERS LIEU	MAPA	TRAVAUX	17/09/2024	1	UNIQUE	ELM	113 615,38 €	TRAVAUX RESEAUX CHAUFFAGE URBAIN	DIL
2024	**2024-58**	TRAVAUX DE CALORIFUGEAGE	MAPA	TRAVAUX	25/11/2024	12	UNIQUE	ISOLA RHONE-ALPES	143 999,00 €	TRAVAUX DE CALORIFUGEAGE	DIL
2024	**2024-59**	FOURNITURE DE PRODUITS D'HYGIENE CORPORELLE	MN	FCS	06/12/2024	24	UNIQUE	HADAR	100 000 €	FOURNITURE DE PRODUITS D'HYGIENE CORPORELLE	CAI
2024	**2024-60**	INSTALLATION DES FONTAINES A EAU	CGA+DEVIS	FCS	27/09/2024	48	UNIQUE	VENDING TRADITION	25 000,00 €	INSTALLATION DES FONTAINES A EAU	DIL
2024	**2024-61**	MAINTENANCE PRAIRIAL	CGA+DEVIS	FCS	14/10/2024	48	UNIQUE	THOMAS BROUARD	40 000,00 €	LOGICIEL	BU
2024	**2024-62**	LICENCES REDHAT	Marché Cellule Nationale Logiciel (CNL)	FCS	01/12/2024	18	UNIQUE	STARTX	11 911,62 €	LOGICIEL	DNUM
2024	**2024-63**	LOGICIEL ESRI (groupement de commande UDL)	CGA+DEVIS	FCS	24/10/2024	48	UNIQUE	UDL	48 000,00 €	LOGICIEL	DNUM (PAPN)
2024	**2024-64**	COMPENSATION CARBONE	CGA+DEVIS	FCS	20/12/2024	12	UNIQUE	RESOIL	34 380,00 €	SERVICE	SGTE
2024	**2024-65**	CREATION SITE INTERNET FACULTE DE DROIT	CGA+DEVIS	FCS	28/11/2024	12	UNIQUE	LES ANIMALS	27 330,00 €	SITE INTERNET	FACULTÉ DE DROIT
2024	**2024-66**	HOTEL MERCURE	CGA+DEVIS	FCS	02/12/2024	1	UNIQUE	HOTEL LYON LUMIERE	31 595,45 €	HOTELLERIE	IAE
2024	**2024-67**	ÉTUDES FAISABILITÉ AMÉNAGEMENTS EXTERIEURS	CGA+DEVIS	FCS	13/12/2024	12	UNIQUE	URBALAB	31 000,00 €	ETUDE	SGTE
2024	**2024-68**	REALISATION D'UN PLAN DE MOBILITE	CGA+DEVIS	FCS	17/12/2024	12	UNIQUE	MODELITY	38 110,00 €	ETUDE	SGTE

2025	**2025-01**	ACCORD-CADRE ÉLECTRICITÉ (LOT E2 Marché Subséquent 3 : SITES MOYENS)	AOO porté par la DAE	FCS	01/01/2025	36	LOT 2	ENGIE	222 000,00 €	FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ	DIL
2025	**2025-02**	LOGICIEL DE SUIVI DE FREQUENTATION DES BU	MAPA	FCS	06/01/2025	48	UNIQUE	AFFLUENCES	50 000,00 €	OUTIL DE MESURE DE FREQUENTATION ET RESERVATION	BU
2025	**2025-03**	MAINTENANCE DES ONDULEURS	MAPA	FCS	01/01/2025	60	UNIQUE	PHISEO	90 000,00 €	MAINTENANCE DES ONDULEURS	DIL
2025	**2025-04**	DEVELOPPEMENTS ET MAINTENANCE OUTIL BIBLIOREF	PN	FCS	01/01/2025	48	UNIQUE	DYONEO	100 000,00 €	LOGICIEL	BU
2025	**2025-05**	MACHINES A AFFRANCHIR	CGA+DEVIS	FCS	01/01/2025	48	UNIQUE	PITNEY BOWES	20 000,00 €	AFFRANCHISSEMENT	DIL
2025	**2025-06**	LOGICIEL DE GESTION DES ABSENCES ET TÉLÉTRAVAIL	Marché via centrale d'achat UGAP	FCS	01/01/2025	48	UNIQUE	UGAP (OHRIS)	55 000,00 €	LOGICIEL	DRH
2025	**2025-11**	CHAUFFAGE URBAIN		FCS	28/01/2025	12	UNIQUE	ELM	640 530,00 €	CHAUFFAGE	DIL
2025	**2025-13**	FOURNITURES DE CARTES CARBURANT, PÉAGES AUTOROUTIERS ET RECHARGES ÉLECTRIQUES	DAE	FCS	01/01/2025	48	LOT 1 : CARTES CARBURANT	SHELL	20 000,00 €	FOURNITURE DE CARTES CARBURANT	DIL
2025	**2025-13**	FOURNITURES DE CARTES CARBURANT, PÉAGES AUTOROUTIERS ET RECHARGES ÉLECTRIQUES	DAE	FCS	01/01/2025	48	LOT 2 : PÉAGES	APRR-AXXES	3 000,00 €	FOURNITURE DE CARTES PEAGES	DIL

Délibération n° D2025-03-24-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 11 mars 2025

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 123-3, L. 712-2 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-12-16-sco du 13 décembre 2022 approuvant le règlement intérieur applicable au fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes et précisant les modes de fonctionnement et d'organisation des deux volets (social et initiatives) ;
Vu les demandes présentées par les associations lors de la commission FSDIE initiatives réunie les 12,13 et 14 février 2025 et les propositions formulées par la commission ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 25 février 2025.

Le FSDIE (fonds de solidarité et de développement des initiatives) constitue le levier financier privilégié pour le développement de l'engagement des étudiants au sein des associations. Il est alimenté en partie par la CVEC (contribution de vie étudiante et de campus).

Deux commissions FSDIE social (aide sociale) et initiatives (soutien financier des projets associatifs étudiants) étudient les demandes de subventions aux associations et d'aides sociales aux étudiants.

Dans le cadre de la délégation de compétence du CA au président de l'université, les décisions d'attribution de subventions aux associations mentionnées en annexe de la présente délibération sont présentées pour information au conseil d'administration.

Lyon, le 11 mars 2025

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration

Marc BONINCHI

ANNEXE

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DU FSDIE « INITIATIVES » (COMMISSION 12, 13 ET 14 FEVRIER 2025)

N°	Nom de l'association	Intitulé du projet	Date du projet	Montant total du projet	Subvention demandée	Subvention accordée	Remarques	Projet DD&RSE
1	**Lyon 3 Orchestra**	Concert à la MJC Monplaisir - Le Karbone	2 avril 2025	696,00 €	496,00 €	**500 €**	La location de la salle étant prise en charge par le Service des Affaires Culturelles, il convient de la valoriser dans le budget.	
2	**LOCAL**	Visite de la centrale nucléaire du Bugey	3 juin 2025	1 874,84 €	1 000,00 €	**700 €**	Le projet étant peu transversal, la commission invite l'association à diversifier ses financements, notamment par la recherche de partenariats privés. Par ailleurs, parmi les places réservées à la Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés, il serait bon de laisser la possibilité de s'inscrire aux étudiants qui ne font pas partie du master GTDL.	
3	**Improse-toi !**	Improse ton Challenge édition 2025	15 mars 2025	2 295,00 €	1 750,00 €	**1 750 €**		
4	**Lezartgaco**	Artlezia #13	18 au 22 mars 2025	8 867,40 €	2 000,00 €	**1 500 €**	Les commissions Culture-ActionS du Crous reprenant en février, la demande de subvention de l'association pourra être étudiée par celle-ci. La commission FSDIE tient donc compte de cette recette prévisionnelle supplémentaire.	
5	**ADPL**	Conférence sur les cours criminelles départementales	14 avril 2025	348,01 €	248,01 €	**100 €**	L'événement étant très peu transversal, la commission invite l'association à demander une subvention plus importante à la Faculté de Droit (la recette prévisionnelle doit d'ailleurs figurer dans le budget). Par ailleurs, les frais de restauration sont élevés proportionnellement aux autres dépenses du projet et au nombre de convives.	
6	**ESN CosmoLyon**	Cahier de promenades	Février à juin 2025	1 451,00 €	750,00 €	**750 €**	La commission invite l'association à laisser des exemplaires à la Manufacture des Tabacs, notamment dans des points de dépôts stratégiques (affaires culturelles, relations internationales, BU…).	
7	**ADSP**	Bal de fin d'année	Semaine du 12 mai 2025	7 593,00 €	4 200,00 €	**- €**	La commission propose à l'association de reporter son projet afin de lui permettre de faire les ajustements nécessaires. Elle pourra déposer une nouvelle demande à la prochaine commission FSDIE si elle souhaite décaler les dates de son événement. En effet, les recettes de billetterie ont été sous-estimées et la subvention demandée à la Faculté de Droit est trop faible compte-tenu du nombre d'étudiants en Droit attendu. Le projet étant peu transversal, il convient de demander davantage à la Faculté de Droit et de chercher des financements privés. Par ailleurs, la commission demande à l'association de prévoir de la protection civile et de la prévention des risques (violences sexistes et sexuelles, risques festifs, etc.), en lien avec des associations spécialisées.	

8	**ADSP**	Échange étudiant culturel, France-Roumanie	17 au 24 mars 2025	11 088,00 €	5 000,00 €	**- €**	Le FSDIE initiatives étant dédié au financement des projets destinés aux étudiants de Lyon 3, et le budget prévisionnel ne présentant pas d'autres sources de financement que ceux de l'Université, les frais relatifs aux étudiants roumains sont à sortir du budget. Par ailleurs, le projet ne profiterait qu'à très peu d'étudiants de Lyon 3 par rapport au financement demandé. Ensuite, les dates choisies étant en pleine période de cours, les étudiants participants seraient mobilisés deux semaines consécutives, soit autant de cours manqués. De même, la commission regrette le manque de certitude à ce jour quant à la prise en charge financière des étudiants de Lyon 3 qui partiraient à leur tour en Roumanie. Enfin, la commission invite l'association à se renseigner sur d'autres financeurs potentiels (relations internationales, FONJEP, PIEED, autres composantes de Lyon 3...) afin de diversifier ses sources de financement.	
9	**Le Parlement des Etudiants**	InstitutionS	3 et 4 mars 2025	4 920,00 €	2 920,00 €	**2 500 €**	La commission demande à l'association de diversifier ses sources de financement au vu du peu de transversalité des participants de l'édition précédente et sera attentive à la transversalité des participants lors du bilan.	
10	**GAELIS**	Campus action 2ème semestre	1er mars au 15 mai 2025	530,00 €	300,00 €	**300 €**		
11	**Polymnie**	Concours national Lysias	5 au 26 avril 2025	1 600,00 €	500,00 €	**500 €**	La commission demande à l'association de veiller à assurer la transversalité des participants pour la prochaine édition du concours, notamment pour la catégorie éloquence : une attention particulière peut notamment être apportée concernant la manière de communiquer et d'élaborer l'événement. Les co-financements sont à adapter proportionnellement au public visé.	
12	**Le Vide Juridique**	Mars Solidaire	10 mars au 7 avril 2025	2 438,00 €	1 410,00 €	**1 410 €**		
13	**Alyon-Nous**	Conférence sur l'intersectionnalité : la convergence des luttes antiracistes et féministes	5 au 26 avril 2025	5 047,00 €	2 846,00 €	**1 500 €**	La commission n'est pas favorable à ce que les intervenantes soient rémunérées en plus de leur défraiement, et n'est pas favorable au défraiement des accompagnateurs. Par ailleurs, les frais de sécurité ont été prévus en doublon.	
14	**Alyon-Nous**	Conférence sur l'inceste	17 mars 2025	2 873,00 €	675,00 €	**675 €**		
15	**Mouvement Queer Universitaire**	Semaine des arts queer	17 au 20 mars 2025	7 387,00 €	4 700,00 €	**4 000 €**	La commission n'est pas favorable à la rémunération des conférenciers. Par ailleurs, la commission invite l'association à demander une subvention à la Métropole de Lyon via l'APIE pour le financement de la prochaine édition (demande de financement à prévoir à l'automne 2025).	
16	**BDE Jean Moulin Bourg**	Gala 2025	21 mars 2025	17 339,00 €	5 000,00 €	**4 000 €**	La commission demande à l'association de prévoir la présence d'une association de prévention des risques (y compris violences sexistes et sexuelles) et la présence de protection civile. La commission invite également l'association à rechercher des partenariats privés (employeurs des alternants, mutuelles étudiantes, commerces de proximité, etc.). Par ailleurs, les recettes de billetterie ont été sous-estimées.	

17	**EMF Lyon**	Lettre d'espoir	Mars 2025 à janvier 2026	1 489,00 €	749,00 €	**750 €**		
18	**OGSE**	AlumnIAE Talks	16 avril 2025	734,00 €	477,00 €	**257 €**	La commission apprécie que le changement de nom soit prévu (revenir à "Le Salon") car cela devrait contribuer à plus de transversalité parmi les participants. La commission sera d'ailleurs attentive à la transversalité lors du bilan, elle invite donc l'association à bien communiquer dans toutes les composantes.	
19	**OGSE**	Journée Efficacité +	19 mars 2025	1 593,50 €	340,00 €	**300 €**	La commission invite l'association à faire le nécessaire pour assurer la transversalité au sein des participants : elle y sera attentive lors du bilan.	
20	**Orasi**	AGORASI	Du 17 mars à juillet 2025	4 479,00 €	3 214,00 €	**550 €**	La commission regrette le manque de précision du projet. Par ailleurs, elle estime que les attentes relatives à la captation des conférences sont démesurées. Etant une association récente, la commission l'invite à louer du matériel dans un premier temps pour se familiariser avec celui-ci et jauger du rendu. La commission regrette également le manque de diversification des financements.	
21	**Orasi**	Conférence participative à Lyon	14 mars 2025	2 571,00 €	2 216,00 €	**350 €**	La commission regrette le manque de précision du projet et le manque de diversification des financements. Par ailleurs, elle estime que la captation de la conférence n'est pas indispensable. La commission invite l'association à louer du matériel si elle souhaite toutefois faire une captation. La commission invite par ailleurs l'association à organiser ses événements à l'Université afin de toucher plus facilement les étudiants.	
22	**Orasi**	Orasi Podcast	A partir de février 2025	3 050,00 €	2 700,00 €	**200 €**	La commission regrette le manque de précision du projet et le manque de diversification des financements. Elle invite l'association à utiliser, dans un premier temps, les studios et les matériels du Pôle Audiovisuel et Multimédia (PAVM) de l'Université avant de passer à l'investissement de matériel.	
23	**Orasi**	Interview Paris	2 au 5 avril 2025	9 463,00 €	8 313,00 €	**4 000 €**	La commission demande à l'association de réserver ce projet aux étudiants inscrits à Lyon 3 et de veiller à ce que plusieurs composantes soient représentées. La commission invite l'association à louer du matériel pour ce projet ponctuel et à envisager de partir moins longtemps afin de limiter les coûts ainsi que l'absence en cours des participants.	
TOTAL				99 726,75 €	51 804,01 €	**26 592 €**		0

Pour information – dossier non recevable

N°	Nom de l'association	Intitulé du projet	Date du projet	Montant total du projet	Subvention demandée	Subvention accordée	Remarques
1	**AGIPHAB**	Gala	20 février 2025	8 820,00 €	**1 500,00 €**		Le projet a lieu avant la tenue de la CFVU, or le FSDIE ne finance pas des projets rétroactivement.

Pour information – demandes annulées par les associations

N°	Nom de l'association	Intitulé du projet	Date du projet	Montant total du projet	Subvention demandée	Subvention accordée	Remarques
1	**Auximore**	Conférence sur la guerre du Yémen, ses conséquences humanitaires et juridiques	11 mars 2025	155,00 €	**90,00 €**		La demande a été annulée par l'association avant présentation du projet en commission FSDIE.
2	**AEDN Lyon 3**	Organisation d'un colloque sur la justice patrimoniale familiale	2 avril 2025	10 158,00 €	500,00 €		La demande a été annulée par l'association avant présentation du projet en commission FSDIE.